

Règlements refondus du Québec 1981

VOLUME

7

M-10, r. 1

à

P-13, r. 18



Éditeur officiel
Québec

Règlements refondus du Québec 1981

VOLUME

7

M-10, r. 1

à

P-13, r. 18

Établis au 31 décembre 1981 par
la Commission de refonte des lois et des règlements
et publiés conformément à la Loi
sur la refonte des lois et des règlements
(L.R.Q., c. R-3; mod. L.Q., 1981, c. 23).



6 10825
03
1981
7
312
DL/Ref.

Dépôt légal — 1er trimestre 1982
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN (édition complète) 2-551-04614-9
ISBN (volume 7) 2-551-04621-1

© Éditeur officiel du Québec, 1982

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction pour fins commerciales, par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.



RÈGLEMENTS REFONDUS DU QUÉBEC

VOLUME 7

TABLE DES MATIÈRES

Titre	Référence	Titre	Référence
MÉRITE AGRICOLE (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-10</i>		Règlement sur les travaux d'exploration minière acceptables comme travaux requis	M-13, r.12
Règlement sur l'Ordre du mérite agricole . . .	M-10, r.1	Règlement sur l'usage de l'eau à des fins minières	M-13, r.13
MÉRITE FORESTIER (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-11</i>		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-14</i>	
Règlement sur le concours de l'Ordre du mérite forestier	M-11, r.1	Règlement sur la banque de terres arables constituée en vertu de la section VII de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation . .	M-14, r.1
MESUREURS DE BOIS (Loi sur les) <i>L.R.Q., c. M-12</i>		Règlement sur le Conseil des recherches agricoles	M-14, r.2
Décret sur la carte d'identité du mesureur de bois	M-12, r.1	Règlement sur la signature de certains documents officiels du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	M-14, r.3
MINES (Loi sur les) <i>L.R.Q., c. M-13</i>		Règlement sur la signature de certains permis de pêche du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	M-14, r.4
Règlement sur la cession du droit d'exploitation de dépôts de sable et de gravier	M-13, r.1	Règlement sur les subventions et les paiements versés à des pêcheurs ou des producteurs pour promouvoir le développement de la pêche commerciale	M-14, r.5
Règlement sur la délivrance de permis d'exploration pour la recherche de substances minérales dans le Nouveau-Québec	M-13, r.2	MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES (Loi sur le) <i>L.Q., 1979, c. 81 ; après refonte : L.R.Q., c. M-15.1</i>	
Règlement sur les eaux souterraines	M-13, r.3	Règlement sur le pouvoir d'un fonctionnaire de signer, pour le ministre, les actes notariés requis en vertu des lois dont l'application est confiée au ministre de l'Énergie et des Ressources	M-15.1, r.1
Règlement prescrivant la formule du permis de mise en valeur	M-13, r.4	Règlement sur la signature de certains documents du ministère de l'Énergie et des Ressources	M-15.1, r.2
Règlement prescrivant la formule du permis de prospecteur	M-13, r.5	Règlement sur la signature de documents du Service du cadastre du ministère de l'Énergie et des Ressources	M-15.1, r.3
Règlement sur le gaz naturel combustible et l'huile minérale	M-13, r.6		
Règlement sur les mesures de sécurité dans les mines inexploitées	M-13, r.7		
Règlement sur les permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans les dépôts d'alluvion	M-13, r.8		
Règlement sur les redevances payables par les titulaires de baux de pétrole et de gaz naturel d'exploitation	M-13, r.9		
Règlement sur les réservoirs souterrains . . .	M-13, r.10		
Règlement sur la saumure	M-13, r.11		

Titre	Référence	Titre	Référence
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (Loi du) <i>L.Q., 1979, c. 49 ; après refonte : Loi sur le ministère de l'Environnement</i> <i>L.R.Q., c. M-15.2</i>		Règlement sur l'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des édifices du Gouvernement du Québec M-20, r.3	
Règlement sur la signature de certains documents du ministère de l'Environnement M-15.2, r.1		Règlement sur le programme visant à favoriser l'expansion et le développement de l'industrie québécoise du disque, du spectacle, de la programmation musicale et du ruban magnétoscopique M-20, r.4	
MINISTÈRE DE L'HABITATION ET DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR (Loi sur le) <i>L.Q., 1981, c. 10 ; après refonte :</i> <i>L.R.Q., c. M-15.3</i>		MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-21</i>	
Règlement sur la signature de certains permis d'agent de voyages du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur M-15.3, r.1		Règlement sur certaines conditions d'emploi des fonctionnaires du gouvernement en poste dans une délégation ou un bureau du Québec à l'extérieur M-21, r.1	
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-17</i>		Règlement sur la signature de contrats de service au ministère des Affaires intergouvernementales M-21, r.2	
Règlement sur le Bureau de normalisation du Québec M-17, r.1		MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-23</i>	
Règlement sur le programme visant à favoriser l'expansion de l'entreprise manufacturière innovatrice M-17, r.2		Décret sur l'autorisation d'utiliser un fac-similé de la signature du ministre ou du sous-ministre des Affaires sociales sur certains documents M-23, r.1	
Règlement sur le programme visant à stimuler l'innovation dans l'industrie de la chaussure M-17, r.3		Règlement sur la mise en application de l'Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et le Portugal M-23, r.2	
Règlement sur le programme visant à stimuler l'innovation dans l'industrie du meuble M-17, r.4		Règlement sur la mise en oeuvre de l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale M-23, r.3	
Règlement sur le programme de modernisation pour les industries du textile, de la bonneterie et du vêtement M-17, r.5		Règlement 1 sur la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales M-23, r.4	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-19</i>		Règlement 2 sur la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales M-23, r.5	
Tarif des commissions sous le Grand sceau des conseils en loi de la Reine et autres documents M-19, r.1		Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales au moyen d'un appareil automatique M-23, r.6	
MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-20</i>		MINISTÈRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-16 ; mod. L.Q., 1981, c.9 ; après refonte :</i> <i>L.R.Q., c. M-23.1</i>	
Règlement de l'Académie de musique de Québec sur le concours du Prix d'Europe M-20, r.1		Règlement sur les catégories de ressortissants étrangers dans une situation particulière de détresse M-23.1, r.1	
Règlement sur la délégation de signature de certains documents du ministère des Affaires culturelles M-20, r.2			

Titre	Référence	Titre	Référence
Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers	M-23.1, r.2	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-30</i>	
Règlement sur les services d'adaptation et de formation linguistique des immigrants avec assistance financière	M-23.1, r.3	Règlement sur la signature de certains documents du Conseil de planification et de développement du Québec au ministère du Conseil exécutif	M-30, r.1
Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration	M-23.1, r.4	Règlement sur la signature de certains documents du ministère du Conseil exécutif	M-30, r.2
MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-24</i>		MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-32 ;</i> <i>mod. L.Q., 1979, c. 77 ; après refonte :</i> <i>L.R.Q., c. M-30.1</i>	
Règlement sur le Bureau central de l'informatique	M-24, r.1	Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	M-30.1, r.1
Décret sur l'emblème officiel du Gouvernement du Québec	M-24, r.2	Règlement sur la signature de certains documents par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche au moyen d'un appareil automatique ou par fac-similé lithographié	M-30.1, r.2
Décret sur l'identification visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux	M-24, r.3	MINISTÈRE DU REVENU (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-31</i>	
Décret sur l'identification visuelle du Gouvernement du Québec	M-24, r.4	Règlement sur l'administration fiscale	M-31, r.1
Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Communications	M-24, r.5	Règlement sur les concessions fiscales en faveur des représentants non canadiens auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale	M-31, r.2
Règlement sur la télévision payante	M-24, r.6	Règlement sur les exemptions fiscales consenties à l'Association du transport aérien international	M-31, r.3
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-25</i>		Règlement sur les exemptions fiscales consenties aux membres du personnel diplomatique et aux fonctionnaires consulaires	M-31, r.4
Règlement sur la signature des actes, documents ou écrits visés dans certaines lois administrées par le ministère des Institutions financières et Coopératives	M-25, r.1	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA SÉCURITÉ DU REVENU (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-33</i>	
MINISTÈRE DES TRANSPORTS (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-28</i>		Règlement sur la signature de certains documents du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu en application du Code du travail et de la Loi sur le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu	M-33, r.1
Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Transports	M-28, r.1	Règlement sur la signature des plaintes pénales relatives à l'exercice du métier d'électricien dans les secteurs autres que celui de la construction	M-33, r.2
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. M-29</i>			
Règlement autorisant certains fonctionnaires à signer pour le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement	M-29, r.1		
Règlement sur la signature des documents relatifs aux achats du gouvernement	M-29, r.2		

Titre	Référence	Titre	Référence
MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. M-35</i>			
Règlements généraux			
Règlement sur la conciliation et l'arbitrage des différends	M-35, r.1	Règlement sur les contingents des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent	M-35, r.14
Règlement sur la délivrance de licences aux postes de classification et aux distributeurs d'oeufs de consommation	M-35, r.2	Règlement sur la division en groupes des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent	M-35, r.15
Ordonnance sur la délivrance de permis aux acheteurs de bois	M-35, r.3	Règlement sur l'exclusivité de la vente du bois de sciage, de déroulage, de charbon et de chauffage des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent	M-35, r.16
Ordonnance sur la délivrance de permis aux acheteurs de sucre et de sirop d'érable	M-35, r.4	Règlement sur le fonds de recherche et de protection des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent	M-35, r.17
Règlement désignant l'urine de jument gravis comme produit agricole selon la Loi sur la mise en marché des produits agricoles	M-35, r.5	Règlement sur le fonds de roulement des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent	M-35, r.18
Bleuets		Règlement sur le paiement et la perception de la contribution des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent	M-35, r.19
Règlement sur le fonds de recherche des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean	M-35, r.6	Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent	M-35, r.20
Règlement sur la perception des contributions des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean	M-35, r.7	Estrie	
Plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean	M-35, r.8	Règlement sur l'exclusivité de la vente des producteurs de bois de l'Estrie	M-35, r.21
Bois		Règlement sur le fonds de recherche et de protection des producteurs de bois de l'Estrie	M-35, r.22
Abitibi-Témiscamingue		Règlement sur la mise en vente en commun des producteurs de bois de l'Estrie	M-35, r.23
Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue	M-35, r.9	Règlement sur le paiement et la perception des contributions pour l'administration du Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie	M-35, r.24
Règlement sur la contribution financière des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue à l'administration du plan conjoint et des règlements	M-35, r.10	Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie	M-35, r.25
Règlement sur le fonds de roulement des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue	M-35, r.11	Règlement sur les quotas de production et de vente des producteurs de bois de l'Estrie	M-35, r.26
Plan conjoint des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue	M-35, r.12	Gaspé-Nord	
Bas St-Laurent		Règlement sur le montant et le mode de perception d'une contribution spéciale pour la recherche de nouveaux débouchés pour les producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie et les producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord	M-35, r.27
Règlement sur l'agence de vente et la mise en vente en commun du bois des producteurs du Bas Saint-Laurent	M-35, r.13	Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord	M-35, r.28

Titre	Référence	Titre	Référence
Gaspésie		Nicolet	
Règlement sur le montant et le mode de perception de la contribution pour l'administration des plans conjoints et des règlements des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord et des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie	M-35, r.29	Règlement sur les contingents des producteurs de bois de la région de Nicolet	M-35, r.42
Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie	M-35, r.30	Règlement sur l'exclusivité de la vente des producteurs de bois de la région de Nicolet	M-35, r.43
Labelle		Règlement sur le fonds de recherche et de protection des producteurs de bois de la région de Nicolet	M-35, r.44
Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois du comté de Labelle	M-35, r.31	Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois de la région de Nicolet	M-35, r.45
Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Labelle	M-35, r.32	Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Nicolet	M-35, r.46
Laurentides		Nord-Ouest québécois	
Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois des Laurentides (Section I)	M-35, r.33	Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois	M-35, r.47
Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois des Laurentides (Section II)	M-35, r.34	Règlement sur les contributions pour l'administration du plan conjoint et des règlements des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois	M-35, r.48
Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois des Laurentides (Section III)	M-35, r.35	Règlement sur le fonds de roulement des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois	M-35, r.49
Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois des Laurentides	M-35, r.36	Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois	M-35, r.50
Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides	M-35, r.37	Pontiac	
Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section II)	M-35, r.38	Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois du comté de Pontiac	M-35, r.51
Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section III)	M-35, r.39	Plan conjoint des producteurs de bois du comté de Pontiac	M-35, r.52
Mauricie		Québec	
Règlement sur le montant et la perception des contributions des producteurs de bois de la Mauricie	M-35, r.40	Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois de la région de Québec	M-35, r.53
Plan conjoint des producteurs de bois de la Mauricie	M-35, r.41	Règlement sur les contingents des producteurs de bois de la région de Québec	M-35, r.54
		Règlement sur la division en groupes des producteurs de bois de la région de Québec	M-35, r.55
		Règlement sur le montant et le mode de perception de la contribution pour l'administration du plan conjoint et des	

Titre	Référence	Titre	Référence
règlements des producteurs de bois de la région de Québec	M-35, r.56	Plan conjoint des producteurs de bois de la vallée de la Gatineau	M-35, r.69
Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec	M-35, r.57	Lait	
Québec-Sud		Règlement sur la contribution financière pour l'application et l'administration du Plan conjoint des producteurs de lait du Québec	M-35, r.70
Règlement sur l'agence de vente et la mise en vente en commun du bois de la région de Québec-Sud	M-35, r.58	Règlement imposant aux producteurs de lait une contribution spéciale pour les fins de mise en marché intra quota	M-35, r.71
Règlement sur les contingents de mise en marché de sapin et d'épinette des producteurs de bois de la région de Québec-Sud	M-35, r.59	Règlement sur une contribution spéciale pour la mise en vente en commun du lait des producteurs de lait	M-35, r.72
Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois de la région de Québec-Sud	M-35, r.60	Règlement sur la contribution spéciale pour la publicité des producteurs de lait	M-35, r.73
Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec-Sud	M-35, r.61	Règlement sur la division des producteurs de lait en groupes	M-35, r.74
Saguenay-Lac-Saint-Jean		Règlement imposant aux producteurs de lait une pénalité pour les frais de mise en marché hors quota	M-35, r.75
Règlement sur l'exclusivité de la vente des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean	M-35, r.62	Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec	M-35, r.76
Règlement sur le montant et le mode de perception d'une contribution spéciale pour la recherche de nouveaux débouchés pour les producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean	M-35, r.63	Règlement de pool des producteurs de lait	M-35, r.77
Plan conjoint des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean	M-35, r.64	Règlement sur les quotas des producteurs de lait	M-35, r.78
Sainte-Anne-de-la-Pocatière		Aliments Delisle Ltée	
Règlement sur l'exclusivité de la vente des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière	M-35, r.65	Règlement sur la contribution des producteurs-fournisseurs de Aliments Delisle Limitée	M-35, r.79
Règlement sur le paiement et la perception de la contribution pour l'administration du plan conjoint des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière	M-35, r.66	Carnation Inc.	
Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière	M-35, r.67	Règlement sur les contributions des producteurs-fournisseurs de lait à Carnation Inc.	M-35, r.80
Vallée de la Gatineau		Lait industriel	
Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois de la vallée de la Gatineau	M-35, r.68	Règlement sur la contribution des producteurs de lait industriel	M-35, r.81
		Ordonnance sur le prélèvement des contributions dues par les producteurs assujettis au Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec	M-35, r.82

Titre	Référence	Titre	Référence
Légumes destinés à la transformation			
Règlement sur la contribution pour l'administration du plan conjoint et des règlements des producteurs de légumes destinés à la transformation	M-35, r.83	Ordonnance sur l'émission de permis aux producteurs d'oignons jaunes	M-35, r.98
Règlement sur la division en groupes des producteurs de légumes destinés à la transformation	M-35, r.84	Plan conjoint des producteurs d'oignons du Québec	M-35, r.99
Plan conjoint des producteurs de légumes destinés à la transformation	M-35, r.85	Règlement sur la vente des oignons jaunes	M-35, r.100
Ordonnance sur le prélèvement des contributions des producteurs de légumes destinés à la transformation	M-35, r.86		
Oeufs d'incubation		Pisciculteurs	
Règlement sur la perception des contributions des producteurs d'oeufs d'incubation	M-35, r.87	Plan conjoint des pisciculteurs du Québec	M-35, r.101
Plan conjoint des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec	M-35, r.88		
Règlement sur les quotas des producteurs d'oeufs d'incubation	M-35, r.89	Pommes	
Oeufs de consommation		Règlement imposant aux producteurs de pommes une contribution pour l'administration du plan conjoint	M-35, r.102
Règlement sur la contribution des producteurs d'oeufs de consommation pour l'application et l'administration du plan conjoint	M-35, r.90	Règlement sur la détermination des périodes de mise en marché des pommes	M-35, r.103
Règlement imposant aux producteurs d'oeufs de consommation une contribution spéciale pour assurer le paiement d'un emprunt et créer un fonds de roulement	M-35, r.91	Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec	M-35, r.104
Règlement sur la mise en vente en commun des oeufs de consommation	M-35, r.92	Règlement sur la vente des pommes	M-35, r.105
Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec	M-35, r.93		
Règlement sur les quotas des producteurs d'oeufs de consommation	M-35, r.94	Pommes de terre	
Règlement spécial sur les quotas des producteurs d'oeufs de consommation	M-35, r.95	Règlement imposant aux producteurs de pommes de terre une contribution pour la promotion et la publicité	M-35, r.106
Ordonnance sur la saisie des oeufs de consommation	M-35, r.96	Ordonnance sur l'émission de permis aux producteurs de pommes de terre	M-35, r.107
Oignons jaunes		Règlement sur le montant et la perception des contributions des producteurs de pommes de terre	M-35, r.108
Règlement sur les contributions des producteurs d'oignons jaunes pour l'administration du plan conjoint et des règlements	M-35, r.97	Plan conjoint des producteurs de pommes de terre du Québec	M-35, r.109
		Règlement sur la vente de la pomme de terre à l'état frais	M-35, r.110
		Porcs	
		Règlement sur la division en groupes des producteurs de porcs	M-35, r.111
		Règlement sur la perception des contributions des producteurs de porcs	M-35, r.112
		Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec	M-35, r.113

Titre	Référence	Titre	Référence
Sucre et sirop d'érable		MISE EN VALEUR DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (Loi favorisant la)	
Règlement sur la mise en vente en commun du sucre et du sirop d'érable	M-35, r.114	<i>L.R.Q., c. M-36</i>	
Règlement sur le paiement et la perception de contributions des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud	M-35, r.115	Règlement d'application de la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles	M-36, r.1
Plan conjoint des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud	M-35, r.116	MUNICIPALITÉS À PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES (Loi autorisant les)	
Règlement sur la vente du sirop d'érable	M-35, r.117	<i>L.R.Q., c. M-39</i>	
Tabac		Règlement sur la manière de faire les mentions requises dans un acte de transfert immobilier	M-39, r.1
Plan conjoint des Sociétés coopératives agricoles de tabac	M-35, r.118	Règlement sur les mentions obligatoires dans les comptes relatifs à la perception des droits de mutation immobilière	M-39, r.2
Tabac jaune		MUSÉES (Loi sur les)	
Plan conjoint des producteurs de tabac jaune du Québec	M-35, r.119	<i>L.R.Q., c. M-43</i>	
Volailles		Règlement sur les comités consultatifs d'acquisition du Musée du Québec et du Musée d'art contemporain	M-43, r.1
Règlement sur les contributions des producteurs de dindons pour l'application du plan conjoint	M-35, r.120	MUSÉES (Loi sur les)	
Règlement sur les contributions des producteurs de poulets pour l'application du plan conjoint	M-35, r.121	<i>L.R.Q., 1979, c. 45 ; après refonte :</i>	
Règlement imposant une contribution spéciale pour la promotion et le développement du marché de la volaille	M-35, r.122	<i>L.R.Q., c. N-1.1</i>	
Règlement imposant une contribution spéciale pour le financement d'un programme temporaire de développement du marché de la volaille pour les producteurs	M-35, r.123	Ordonnance sur le commerce de détail de l'alimentation	N-1.1, r.1
Règlement sur la division en groupes des producteurs de volailles	M-35, r.124	Règlement sur l'exclusion des établissements visés à l'article 90 de la Loi sur les normes du travail	N-1.1, r.2
Règlement sur les pénalités imposées aux producteurs de dindons	M-35, r.125	Règlement sur les normes du travail	N-1.1, r.3
Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec	M-35, r.126	Règlement sur le prélèvement autorisé par la Loi sur les normes du travail	N-1.1, r.4
Règlement sur les quotas des producteurs de volailles	M-35, r.127	Règlement de régie interne de la Commission des normes du travail	N-1.1, r.5
Ordonnance sur la saisie de volailles	M-35, r.128	Règlement sur la tenue d'un système d'enregistrement ou d'un registre	N-1.1, r.6
		NOTARIAT (Loi sur le)	
		<i>L.R.Q., c. N-2</i>	
		Règlement sur l'administration et la régie interne de la Chambre des notaires du Québec	N-2, r.1
		Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des notaires	N-2, r.2

Titre	Référence	Titre	Référence
Code de déontologie des notaires	N-2, r.3	Règlement de régie interne du Conseil de planification et de développement du Québec	O-3, r.5
Règlement sur le comité de la formation en notariat	N-2, r.4	Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits de l'Office de planification et de développement du Québec	O-3, r.6
Règlement sur la comptabilité en fidéicommiss des notaires	N-2, r.5	OPTICIENS D'ORDONNANCES (Loi sur les) <i>L.R.Q., c. O-6</i>	
Règlement sur les conditions d'admission à la profession de notaire	N-2, r.6	Règlement sur les affaires du Bureau, le serment de discrétion et les assemblées générales de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec	O-6, r.1
Règlement sur le fonds d'études notariales	N-2, r.7	Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des opticiens d'ordonnances	O-6, r.2
Règlement sur le fonds d'indemnisation de la Chambre des notaires du Québec	N-2, r.8	Code de déontologie des opticiens d'ordonnances	O-6, r.3
Règlement sur le greffe et les dossiers d'un notaires cessant d'exercer, la reprise d'exercice et la procuration	N-2, r.9	Règlement sur le comité de la formation des opticiens d'ordonnances	O-6, r.4
Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des notaires	N-2, r.10	Règlement sur les conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec	O-6, r.5
Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle de la Chambre des notaires du Québec	N-2, r.11	Règlement sur les dossiers d'un opticien d'ordonnances cessant d'exercer	O-6, r.6
Règlement sur la procédure et les modalités d'élection au Bureau et au Comité administratif de la Chambre des notaires du Québec	N-2, r.12	Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec	O-6, r.7
Règlement sur la publicité des notaires	N-2, r.13	Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes des opticiens d'ordonnances	O-6, r.8
Règlement sur le registre des testaments de la Chambre des notaires du Québec	N-2, r.14	Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des opticiens d'ordonnances	O-6, r.9
Tarif d'honoraires des notaires	N-2, r.15	Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des opticiens d'ordonnances	O-6, r.10
Règlement sur la tenue des études, le papier réglementaire, l'index au répertoire et les chambres-fortes et coffres-forts des notaires	N-2, r.16	Règlement sur le stage de perfectionnement et la limitation du droit d'exercice des opticiens d'ordonnances	O-6, r.11
OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC (Loi sur l') <i>L.R.Q., c. O-3</i>		Règlement sur la tenue des dossiers et des bureaux des opticiens d'ordonnances	O-6, r.12
Règlement sur le Bureau d'aménagement et de gestion du Complexe scientifique de Sainte-Foy	O-3, r.1	Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec	O-6, r.13
Règlement sur le Conseil de planification et de développement du Québec	O-3, r.2		
Règlement sur le paiement d'indemnité et de frais de transport et de séjour aux membres du Conseil de planification et de développement du Québec	O-3, r.3		
Règlement de régie interne de l'Office de planification et de développement du Québec	O-3, r.4		

Titre	Référence	Titre	Référence
OPTOMÉTRIE (Loi sur l')		PERMIS D'ALCOOL (Loi sur les)	
<i>L.R.Q., c. O-7</i>		<i>L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte :</i>	
		<i>L.R.Q., c. P-9.1</i>	
Règlement sur les affaires de l'Ordre des optométristes du Québec	O-7, r.1	Règlement concernant le Comité consultatif sur la réclame des boissons alcooliques	P-9.1, r.1
Règlement sur l'assemblée générale et les élections au Bureau de l'Ordre des optométristes du Québec	O-7, r.2	Décret sur les districts judiciaires qui forment les divisions de la Cour d'appel aux fins de la Loi sur les permis d'alcool	P-9.1, r.2
Règlement sur le comité conjoint de la formation en optométrie	O-7, r.3	Règlement sur certains documents relatifs à la Loi sur les permis d'alcool	P-9.1, r.3
Règlement sur les dossiers d'un optométriste cessant d'exercer	O-7, r.4	Règlement sur certains droits exigibles en vertu de la Loi sur les permis d'alcool	P-9.1, r.4
Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des optométristes	O-7, r.5	Règlement sur les droits et les frais payables	P-9.1, r.5
Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des optométristes	O-7, r.6	Règlement sur les permis d'alcool	P-9.1, r.6
Règlement prévoyant certaines règles sur l'admission à l'exercice, la publicité, la déontologie et la localisation du bureau d'un optométriste	O-7, r.7	Règlement sur la procédure applicable devant la Régie des permis d'alcool du Québec	P-9.1, r.7
Règlement sur les stages de perfectionnement des optométristes	O-7, r.8	Règlement sur la promotion de la vente et la publicité des boissons alcooliques	P-9.1, r.8
Règlement sur la tenue du dossier optométrique	O-7, r.9	Règles de régie interne de la Régie des permis d'alcool du Québec	P-9.1, r.9
Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des optométristes du Québec	O-7, r.10		
PANNEAUX-RÉCLAME ET AFFICHES (Loi sur les)		PHARMACIE (Loi sur la)	
<i>L.R.Q., c. P-5</i>		<i>L.R.Q., c. P-10</i>	
Règlement sur les panneaux-réclame et les affiches	P-5, r.1	Règlement déterminant les actes visés à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie pouvant être exécutés par des classes de personnes autres que des pharmaciens	P-10, r.1
		Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des pharmaciens du Québec	P-10, r.2
PARCS (Loi sur les)		Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle de l'Ordre des pharmaciens du Québec	P-10, r.3
<i>L.R.Q., c. P-9</i>		Règlement sur les circonstances où un médecin peut obtenir un permis d'exercice de la pharmacie	P-10, r.4
Règlement sur le parc de la Gaspésie	P-9, r.1	Code de déontologie des pharmaciens	P-10, r.5
Règlement sur le parc de la Jacques-Cartier	P-9, r.2	Règlement sur le comité conjoint concernant la formation en pharmacie	P-10, r.6
Règlement sur le parc des Grands Jardins	P-9, r.3	Règlement sur les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation d'un étudiant en pharmacie	P-10, r.7
Règlement sur le parc du Mont-Orford	P-9, r.4		
Règlement sur le parc du Mont-Tremblant	P-9, r.5		

Titre	Référence	Titre	Référence
Règlement sur les conditions et modalités de délivrance des permis aux pharmaciens détenant un diplôme délivré hors du Québec	P-10, r.8	PODIATRIE (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. P-12</i>	
Règlement sur la conservation, l'utilisation ou la destruction des dossiers, livres et registres d'un pharmacien cessant d'exercer	P-10, r.9	Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des podiatres du Québec . . .	P-12, r.1
Règlement sur la disposition des médicaments et des poisons à la suite de la fermeture définitive d'une pharmacie	P-10, r.10	Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des podiatres	P-12, r.2
Règlement sur l'étiquetage des médicaments et des poisons	P-10, r.11	Code de déontologie des podiatres	P-12, r.3
Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec	P-10, r.12	Règlement transitoire sur les conditions et modalités de délivrance des permis en podiatrie	P-12, r.4
Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes délivrés hors du Québec pour la délivrance d'un permis de pharmacien	P-10, r.13	Règlement sur les dossiers d'un podiatre cessant d'exercer	P-12, r.5
Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des pharmaciens	P-10, r.14	Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec	P-12, r.6
Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des pharmaciens	P-10, r.15	Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des podiatres	P-12, r.7
Règlement sur la publicité des pharmaciens	P-10, r.16	Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des podiatres	P-12, r.8
Règlement sur les redevances dues à l'Ordre des pharmaciens du Québec par les candidats à l'exercice de la profession	P-10, r.17	Règlement sur la publicité des podiatres	P-12, r.9
Règlement sur les stages de perfectionnement des pharmaciens	P-10, r.18	Règlement sur les stages de perfectionnement des podiatres	P-12, r.10
Règlement sur la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession	P-10, r.19	Règlement sur la tenue des dossiers et des bureaux d'affaires des podiatres	P-12, r.11
Règlement sur la tenue des pharmacies	P-10, r.20	Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec	P-12, r.12
Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec	P-10, r.21	POLICE (Loi de) <i>L.R.Q., c. P-13</i>	
PLACE DES ARTS (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. P-11</i>		Règlement sur les archives de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux concernant le personnel policier	P-13, r.1
Règlement sur la Régie de la Place des Arts	P-11, r.1	Règlement sur les copies certifiées des témoignages reçus pendant une séance publique de la Commission de police du Québec	P-13, r.2
		Règlement sur les décorations et citations décernées aux policiers du Québec ou à toute personne ou organisme	P-13, r.3
		Règlement sur certaines dérogations aux règles d'admissibilité pour devenir membre de la Sûreté du Québec	P-13, r.4

Titre	Référence
Règlement sur l'échelle de traitement de certains officiers de la Sûreté du Québec	P-13, r.5
Règlement établissant une échelle indicative de traitements pour le directeur d'un corps de police municipal ainsi que pour les membres non-salariés au sens du Code du travail d'un corps de police municipal de même que les fonctions normalement exercées par un directeur d'un corps de police municipal	P-13, r.6
Règlement sur l'établissement de comités de la Commission de police du Québec pour favoriser la prévention et la détection du crime et l'efficacité des services de police	P-13, r.7
Règlement sur les formules qui doivent être utilisées par la Sûreté du Québec et les corps de police municipaux	P-13, r.8
Règlement sur l'identification des véhicules de la Sûreté du Québec	P-13, r.9
Règlement sur l'identification des véhicules des corps de police municipaux	P-13, r.10
Règlement sur les insignes des constables spéciaux exerçant des fonctions de surveillants routiers pour le ministère des Transports	P-13, r.11
Règlement sur les insignes des sous-officiers, agents et cadets de la Sûreté du Québec	P-13, r.12
Règlement sur le niveau de scolarité et les cours de formation policière exigibles ainsi que les autres qualités requises pour devenir directeur d'un corps de police municipal	P-13, r.13
Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux	P-13, r.14
Règlement sur les officiers de la Sûreté du Québec et certaines conditions relatives à l'exercice de leurs fonctions	P-13, r.15
Règlement sur l'ordre suivant lequel les directeurs généraux adjoints remplacent le directeur général de la Sûreté du Québec	P-13, r.16
Règlement sur les rapports des membres de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux avec les ressortissants étrangers en détention	P-13, r.17
Règlement sur les uniformes des corps de police municipaux	P-13, r.18



c. M-10, r.1

Règlement sur le concours de l'Ordre du mérite agricole

Loi sur le mérite agricole
(L.R.Q., c. M-10, a. 5)

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient :

a) « exploitation agricole » ou « exploitation » : le groupement des facteurs de production réalisé par une personne, sans égard à son statut juridique, en vue de la production de végétaux ou de leur transformation en produits végétaux ou animaux ;

b) « ministre » : le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

2. Catégorie de concurrents : Doivent être groupées en une même catégorie de concurrents les exploitations agricoles qui sont propriétés :

a) d'une corporation qui a pour objets principaux des objets qui ne sont pas agricoles ;

b) d'une personne, société ou organisme dont les activités principales ne sont pas des activités agricoles ;

c) d'une corporation dont plus de 50% des actions du capital-actions, ayant plein droit de vote, sont la propriété d'une ou plusieurs personnes dont les activités principales ne sont pas agricoles.

3. Autre catégorie : Sont groupées en une autre catégorie de concurrents, les exploitations agricoles qui ne sont pas comprises dans la catégorie visée à l'article 2.

4. Régions : Pour les fins de la tenue des concours du mérite agricole, le territoire du Québec est divisé en 5 régions constituées respectivement des comtés énumérés aux articles 5 à 9.

5. Première région : La première région comprend les comtés d'Argenteuil, Beauharnois, Chambly, Châteauguay, Deux-Montagnes, Huntingdon, Laprairie, L'Assomption, Napierville, Soulanges, Saint-Jean, Terrebonne, Vaudreuil et Verchères.

6. Deuxième région : La deuxième région comprend les comtés d'Arthabaska, Bagot, Brôme, Compton, Drum-

mond, Iberville, Missisquoi, Nicolet, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Wolfe et Yamaska.

7. Troisième région : La troisième région comprend les comtés de Beauce, Bellechasse, Dorchester, Frontenac, Kamouraska, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Mégantic, Montmagny, Rivière-du-Loup et Témiscouata.

8. Quatrième région : La quatrième région comprend les comtés de Berthier, Champlain, Gatineau, Hull, Joliette, Labelle, Maskinongé, Montcalm, Montmorency, Papi-neau, Pontiac, Portneuf, Québec et Saint-Maurice.

9. Cinquième région : La cinquième région comprend les comtés d'Abitibi, Bonaventure, Charlevoix, Chicoutimi, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Îles-de-la-Madeleine, Lac-Saint-Jean-Est, Lac-Saint-Jean-Ouest, Matane, Matapédia, Rimouski, Saguenay et Témiscamingue.

10. Concours : Chaque année, le ministre organise, pour chacune des catégories de concurrents prévues aux articles 2 et 3 les concours du mérite agricole suivants :

a) un concours pour la médaille de bronze, les diplômes de grand mérite et mérite ainsi que la décoration de Chevalier de l'Ordre du mérite agricole ;

b) un concours pour la médaille d'argent, le diplôme de très grand mérite ainsi que la décoration d'Officier de l'Ordre du mérite agricole ;

c) un concours pour la médaille d'or, les diplômes de très grand mérite exceptionnel ou très grand mérite spécial ainsi que la décoration de Commandeur de l'Ordre du mérite agricole.

11. Concours régionaux : Les concours prévus à l'article 10 sont tenus simultanément dans une des 5 régions énumérées aux articles 5 à 9, mais successivement d'une année à l'autre dans une région différente selon l'ordre de cette énumération.

12. Inscription : L'exploitation agricole sise dans la région où se tient un concours doit être inscrite au concours dans la catégorie à laquelle elle appartient, selon les articles 2 et 3, avant le 1^{er} juin de l'année de la tenue du concours. Elle ne peut s'inscrire à un concours pour lequel elle a déjà obtenu un diplôme et une décoration lors d'un concours antérieur.

13. Demande d'inscription : Le concurrent doit accompagner sa demande d'inscription d'une attestation de son agronome à l'effet qu'il remplit les conditions pour être admis au concours.

14. Condition générale : Pour participer à un concours du mérite agricole, une exploitation agricole doit être active au moment du concours et avoir été en opération d'une manière continue pendant les 5 années précédant le concours.

15. Condition particulière : Pour être admise au concours de la médaille d'argent, l'exploitation, en outre de remplir la condition générale de l'article 14, doit détenir la médaille de bronze obtenue lors d'un concours précédent.

16. Condition particulière : Pour être admise au concours de la médaille d'or, l'exploitation, en outre de remplir la condition générale de l'article 14, doit détenir la médaille d'argent obtenue lors d'un concours précédent.

17. Visites des exploitations : Les juges des concours doivent visiter en entier l'exploitation admise à un concours. Ils doivent s'assurer que tout ce qu'ils inspectent ou examinent fait partie de l'exploitation.

18. Jugement : Les juges attribuent à chacun des concurrents pour le concours de la catégorie auquel il est admis, les points qu'il mérite conformément à l'échelle de points applicable à l'exploitation, établie à l'annexe A.

19. Critère de base : Dans l'octroi des points à un concurrent, les juges doivent se baser sur les qualités de la gestion du concurrent, quels que soient la qualité du sol, le genre de culture ou le système d'améliorations de l'exploitation.

20. Concurrent éliminé : Lors de leur visite, les juges doivent éliminer toute exploitation qui ne rencontre pas les exigences du concours.

21. Rapport sommaire : Aussitôt terminée la visite des exploitations, les juges doivent présenter au ministre un rapport sommaire de leurs constatations.

22. Rapport final : Au plus tard le 1^{er} février de l'année qui suit la tenue du concours, les juges transmettent au ministre un rapport détaillé sur chaque exploitation admise au concours.

23. Médaille d'or et récompenses : Le concurrent à la médaille d'or qui a obtenu, dans sa catégorie, le plus grand nombre de points, s'il a conservé au moins 900 points, reçoit la médaille d'or, la décoration de Commandeur de

l'Ordre du mérite agricole et le diplôme de très grand mérite exceptionnel ou de très grand mérite spécial.

24. Médaille d'argent : Les concurrents à la médaille d'argent qui obtiennent un minimum de 750 points, dans chaque catégorie, reçoivent la médaille d'argent, la décoration d'Officier de l'Ordre du mérite agricole et le diplôme de très grand mérite.

25. Médaille de bronze : Les concurrents à la médaille de bronze qui obtiennent un minimum de 750 points, dans chaque catégorie, reçoivent la médaille de bronze, la décoration de Chevalier de l'Ordre du mérite agricole et le diplôme de grand mérite. Ceux qui obtiennent moins de 750 points mais conservent un minimum de 650 points reçoivent le diplôme de mérite.

26. Décorations et drapeau : Les décorations de Commandeur de l'Ordre du mérite agricole, d'Officier ou de Chevalier du même Ordre, de même que le drapeau de l'Ordre du mérite agricole sont décrits à l'annexe B.

27. Rosettes et drapeau : Le Commandeur de l'Ordre du mérite agricole peut porter une rosette aux couleurs du ruban de sa décoration. Il reçoit aussi le drapeau de l'Ordre du mérite agricole.

28. Ruban : Les Officiers et Chevaliers de l'Ordre du mérite agricole peuvent porter à la boutonnière un petit ruban aux couleurs du ruban de leur décoration respective.

29. Diplômes : Le diplôme de très grand mérite exceptionnel ou de très grand mérite spécial et les diplômes de très grand mérite et de grand mérite obtenus par le concurrent ayant mérité le plus de points dans sa catégorie sont signés par le Premier ministre et par le ministre. Tous les autres diplômes sont signés par le ministre.

30. Prix : Le ministre accorde également aux concurrents de la médaille d'or, dans la catégorie visée à l'article 3, qui ont conservé au moins 900 points, les prix suivants :

- a) une somme de 1 000 \$ au gagnant de la médaille d'or ;
- b) une somme de 600 \$ au concurrent qui a obtenu le plus de points après le gagnant ;
- c) une somme de 400 \$ au concurrent qui a obtenu le plus de points après le concurrent visé au paragraphe b.

31. Autres prix : Le ministre accorde aux concurrents de la médaille d'argent, dans la catégorie prévue à l'article 3, qui ont conservé au moins 875 points, les prix suivants :

- a) une somme de 600 \$ au concurrent qui a obtenu le plus de points ;
- b) une somme de 500 \$ au concurrent qui s'est classé second par le nombre de points obtenus ;
- c) une somme de 400 \$ au concurrent qui s'est classé troisième par le nombre de points obtenus.

32. Autres prix : Le ministre accorde aux concurrents de la médaille de bronze, dans la catégorie prévue à l'article 3, qui ont conservé au moins 875 points, les prix suivants :

- a) une somme de 250 \$ au concurrent qui a obtenu le plus de points au concours ;
- b) une somme de 150 \$ au concurrent qui s'est classé second par le nombre de points obtenus ;
- c) une somme de 100 \$ au concurrent qui s'est classé troisième par le nombre de points obtenus.

ANNEXE A

(a. 18)

ÉCHELLE DES POINTS

Les juges attribuent les points sur une base maximale de 1 000 points conformément à la répartition des points établie et selon les critères énoncés ci-dessous.

Grandes divisions :

I. Productivité des champs	200 points
II. Productivité des animaux	200 points
III. Productivité de la main-d'oeuvre	200 points
IV. Administration	200 points
V. Interrelation des secteurs de l'entreprise	100 points
VI. Contribution sociale de la famille	100 points
Total :	1 000 points

I. Productivité des champs :

a) aspect général	50
b) l'état du sol	75
c) l'état des plantes	75
	200

II. Productivité des animaux :

a) état général (qualité)	50
b) gestion du troupeau	50
c) alimentation	50
d) adaptation	50
	200

III. Productivité de la main-d'oeuvre :

a) programme de travail	50
b) utilisation des ressources	75
c) utilisation de l'outillage	75
	200

IV. Administration :

a) distribution des capitaux	75
b) programme de crédit	75
c) comptabilité	50
	200

V. Interrelation des secteurs de l'entreprise :

a) équilibre général des facteurs de production	60
b) ferme comme unité de consommation	40
	100

VI. Contribution sociale de la famille :

a) attitude générale	20
b) l'exploitant	40
c) le conjoint	40
	100
	1 000

I. Productivité des champs 200

A) Aspect général : 50

- a) division fonctionnelle des champs
- b) propreté et ordre : mauvaises herbes, état des clôtures et des levées de fossés, état des abords de clôtures, fossés boisés, ponceaux et cours d'eau, etc.

- c) obstacles et améliorations : cours d'eau, roches, souches, services publics, clôtures, ponts, barrières, chemins de ferme, étangs de ferme

- d) boisé de ferme ou érablière

B) État du sol : 75

Condition physique :

- a) structure et préparation adéquate aux cultures
- b) égouttement superficiel et souterrain
- c) améliorations réalisées et en cours

Fertilisation :

- a) programme de fertilisation et d'amendement
- b) utilisation d'analyses du sol
- c) conservation de la matière organique
- d) correctifs réalisés et en cours

C) État des plantes : 75

- a) qualité des semences utilisées ou produites

b) choix des variétés cultivées en regard des conditions du milieu, des besoins de la ferme et du marché

c) assolement et agencement des cultures

d) méthodes de récolte utilisées des différentes cultures

e) méthodes de conservation des récoltes en fonction de la qualité

f) programme de lutte contre les ennemis des plantes

g) niveau de productivité des récoltes pour le milieu.

II. Productivité des animaux 200

A) État général du troupeau : 50

a) apparence générale : propreté, état de santé, vigueur, état de chair

b) uniformité dans l'élevage principal

c) uniformité dans les élevages complémentaires

B) Gestion du troupeau : 50

a) régie générale : utilisation du registre de troupeau

b) contrôle de la production : rendement moyen des élevages

c) qualité génétique : sélection et contrôle de l'hérédité, méthode de croisement utilisée

d) entretien et hygiène :

i. logement, espace et aération, approvisionnement d'eau, qualité et site des puits

ii. contrôle de la pollution : fumiers, purins, égouts

iii. état de la salle de traite, laiterie et ustensiles, pharmacie du cultivateur

iv. toute autre commodité favorisant l'ordre, la propreté et l'hygiène, bassin désinfectant, usage des insecticides, état d'égouttement autour des bâtiments, etc.

v. contrôle des maladies : pour élevage, pour vente

C) Alimentation : 50

a) qualité des aliments : fourrages, pâturages, moules, eau

b) qualité de la ration : son contenu, ses proportions

c) convenance de la ration en fonction du but poursuivi :

i. animaux naissants, en croissance, à l'engraissement

ii. animaux en production pour l'élevage, la chair, le lait, etc.

d) degré d'auto-approvisionnement sur la ferme

e) méthodes d'alimentation

D) Adaptation : 50

a) objectif des élevages : production en vue d'un marché principal et complémentaire

b) diversification et utilisation des sous-produits :

i. tirer parti des surplus de quotas en produisant du veau de lait

ii. croiser des laitières non choisies pour l'élevage, en vue de la production du boeuf

c) renouvellement des troupeaux : procédure et qualité des sujets d'élevage.

III. Productivité de la main-d'oeuvre 200

A) Programme de travail : 50

a) charges de travail et d'équipement pour les champs (serres y comprises)

b) charges de travail et d'équipement pour les animaux

c) charges de travail et d'équipement pour les autres besoins :

i. approvisionnement ou livraison

ii. réparation et entretien

iii. autres

d) programmation de travail à court et à long terme

B) Utilisation des ressources : 75

a) nombre d'UTH disponibles... nécessaires

b) réparation des tâches en fonction de l'équipement et des divers ateliers

c) utilisation des périodes creuses

d) allocation du temps réservé pour étudier, analyser, budgéter et consulter

e) efficacité de travail par UTH

f) sécurité dans les travaux

C) Utilisation de l'outillage : 75

a) choix judicieux de l'outillage, de l'équipement et des constructions

b) utilisation rationnelle de l'équipement

c) améliorations sur l'organisation du travail, réalisées et en cours

d) lacunes apparentes ou points litigieux.

IV. Administration 200**A) Distribution des capitaux : 75**

- a) valeur marchande de l'entreprise
- b) équilibre dans la capitalisation
- c) roulement du capital
- d) réserves et équité

B) Programme de crédit : 75

a) volume et justification des crédits à court, moyen et long terme

b) niveau d'utilisation du crédit en fonction du volume et de l'efficacité

c) pouvoir d'emprunt disponible

d) pouvoir de remboursement

C) Comptabilité : 50

a) type et qualité de la tenue de livres

b) utilisation : inventaire, analyse, prévisions, impôt.

V. Interrelation des secteurs de l'entreprise 100**A) Équilibre général des facteurs de production : 60**

a) entre eux : sol, plante, animaux, travail, capital

b) en regard des marchés : degré d'intégration, mode de commercialisation, recherche de débouchés

B) Ferme comme unité de consommation : 40

a) prélèvement des produits de la ferme

b) niveau de vie de la famille :

i. commodités domestiques

ii. loisirs familiaux

c) état de la maison d'habitation et des abords : propreté, embellissement, décorations, industries ou arts domestiques, etc.

VI. Contribution sociale de la famille 100**A) Attitude générale : 20**

a) le degré de culture des enfants

b) les facilités de contacts et de rencontres

c) initiatives intellectuelles (ex. : recyclage)

B) L'exploitant : 40

a) souci de perfectionnement professionnel

b) contribution à son milieu : professionnelle, municipale, scolaire, religieuse, économique

C) Le conjoint 40

a) sa contribution à l'entreprise

b) sa contribution à la famille et la société.

MODE D'AJUSTEMENT

Dans le cas d'une ferme hautement spécialisée, où une des 6 grandes divisions de l'échelle de pointage n'est pas applicable, le total des points conservés sur les 5 autres divisions sera rajusté pour porter le pointage général à 1 000, selon le mode de calcul suivant :

$$\frac{\text{points conservés} \times 1\,000}{\text{maximum possible}}$$

ANNEXE B

(a. 26)

DÉCORATIONS ET DRAPEAU DE L'ORDRE DU MÉRITE AGRICOLE

1. Décoration du Commandeur : La décoration de Commandeur de l'Ordre du mérite agricole consiste en une étoile double, large de 1 5/8 pouce à 6 pointes d'or, reliées à une guirlande d'or, en forme de couronne, ornée de feuilles d'érable entourées d'épis de blé. Au centre de la face un médaillon circulaire, large de 5/8 de pouce, au fond d'or chargé de la fleur de lis.

La fleur de lis dans l'écu d'or. Dans le cercle du médaillon, au-dessus de la fleur de lis, une banderole d'or porte la légende MÉRITE AGRICOLE, les lettres d'or. Au centre du revers, un médaillon au champ d'or porte l'inscription : FONDÉ EN 1890, les lettres et le millésime en relief ; le champ d'or est entouré d'une banderole bordée d'or, sans légende, ni inscription.

Cette décoration est suspendue à un large ruban qui se porte en sautoir. Le ruban large de 1 1/2 pouce est de couleur amarante, moiré, rayé de 2 lisérés verts.

2. Décoration d'Officier : La décoration d'Officier de l'Ordre du mérite agricole est de métal plein, sans aucun émail, tous les éléments figuratifs sont en relief. Elle consiste en une étoile double, large de 1 5/8 pouce à 6 pointes reliées à une guirlande, en forme de couronne, ornée de feuilles d'érable entourées d'épis de blé. Au centre de la face, un médaillon chargé de la fleur de lis.

Dans le cercle du médaillon, au-dessus de la fleur de lis, une banderole portant la légende : MÉRITE AGRICOLE. Au centre du revers, un médaillon porte, en relief, l'inscription : FONDÉ EN 1890. Le champ du médaillon est entouré d'une simple banderole circulaire, sans légende, ni inscription. Le tout d'argent.

La décoration est tenue par un ruban, large de 1½ pouce, de couleur amarante, moiré, rayé de 2 lisérés verts.

3. Décoration de Chevalier : La décoration de Chevalier de l'Ordre du mérite agricole est de métal plein, sans aucun émail, dont tous les éléments figuratifs sont en relief. Elle consiste en une étoile double, large de 1⅞ pouce, à 6 pointes reliées à une guirlande, en forme de couronne, ornée de feuilles d'érable entourées d'épis de blé. Au centre de la face, un médaillon chargé de la fleur de lis.

Dans le centre du médaillon, au-dessus de la fleur de lis, une banderole portant la légende : MÉRITE AGRICOLE. Au centre du revers, un médaillon porte en relief l'inscription : FONDÉ EN 1890. Le champ du médaillon est entouré d'une simple banderole circulaire, sans légende, ni inscription. Le tout de bronze.

La décoration est tenue par un ruban, large de 1½ pouce, de couleur amarante, moiré, rayé de 2 lisérés verts.

4. Drapeau : Le drapeau de l'Ordre du mérite agricole a la forme d'un rectangle dont la longueur totale est le double de la largeur moins 1/12 de cette longueur. Ses couleurs sont les mêmes que celles du ruban de l'Ordre. Il est divisé en 5 bandes horizontales, qui présentent la même disposition que celle du ruban de l'Ordre, lorsque le ruban est vu dans le sens de sa longueur. La largeur de chacune des 5 bandes est déterminée de la manière suivante : le rectangle du drapeau est divisé horizontalement en 6 parties égales, dont 2 parties pour la bande centrale, de couleur amarante, 1 partie pour la bande supérieure et 1 autre pour la bande inférieure, chacune de couleur amarante, et 1 partie pour chacune des 2 autres bandes, de couleur verte.

La bande centrale comporte, en son milieu, un médaillon circulaire de couleur blanche, d'un diamètre égal à la distance entre les 2 bandes vertes. Dans ce médaillon figure, en bleu, la fleur de lis.

La fleur de lis est surmontée dans le médaillon circulaire d'une banderole bleue portant la légende : ORDRE DU MÉRITE AGRICOLE, en lettres jaunes. La fleur de lis et la banderole sont entourées de 2 rinceaux de feuilles d'érable vertes, noués au bas par un ruban rouge.

A.C. 2438-77, (1977) 109 G.O.II, 5303

D. 2420-80, (1980) 112 G.O.II, 5523



c. M-11, r.1

Règlement sur le concours de l'Ordre du mérite forestier

Loi sur le mérite forestier
(L.R.Q., c. M-11, a. 7)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « concours » : concours du mérite forestier tel que prévu à la Loi sur le mérite forestier (L.R.Q., c. M-11) et qui est tenu au Québec du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année ;

b) « aspect privilégié » : un aspect de l'aménagement forestier, du reboisement ou de la gestion qui fait l'objet d'une attention particulière de la part des juges à l'occasion d'un concours ;

c) « concurrent » : personne inscrite au concours ;

d) « ministre » : le ministre de l'Énergie et des Ressources.

SECTION II CONDITIONS D'ADMISSION AU CONCOURS DU MÉRITE FORESTIER

2. Sont admissibles au concours les personnes qui ont leur principale résidence ou leur principale place d'affaires au Québec et qui y possèdent, depuis au moins 5 ans, en pleine propriété ou y détiennent sous billet de location des terrains forestiers d'une étendue totale d'au plus 800 hectares et d'au moins 10 hectares.

3. Le concurrent doit inscrire au concours l'ensemble de son domaine forestier.

4. Le concurrent qui s'inscrit utilise une formule conforme à celle apparaissant à l'annexe A. Il doit faire parvenir cette formule avant le 1^{er} avril de l'année du concours à un bureau régional du ministère de l'Énergie et des Ressources.

SECTION III CLASSIFICATION DES CONCURRENTS

5. Le ministre nomme des juges pour chacune des régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources ; ils doivent visiter toutes les propriétés forestières inscrites au concours et situées dans la région pour laquelle ils sont nommés. Les juges doivent remettre au ministre, avant le 15 juillet, un rapport détaillé des travaux de chacun des concurrents inscrits, avec mention des 3 concurrents qui paraissent les plus méritants.

6. Le ministre nomme des juges pour le concours provincial. Ils doivent visiter, dans chacune des régions, les propriétés forestières des 3 concurrents faisant l'objet de la mention spéciale de l'article 5. Les juges peuvent également visiter les propriétés forestières des autres concurrents s'ils le jugent à propos.

7. Dans l'attribution des points, les juges doivent tenir compte du mérite du concurrent en considérant à la fois la qualité et la quantité des travaux exécutés et le caractère exemplaire de la forêt de manière à récompenser l'effort du concurrent.

8. Les juges mentionnés à l'article 6 présentent au ministre, avant le 31 octobre, un rapport détaillé des travaux des concurrents dont ils ont visité les propriétés et indiquent l'ordre de mérite des 3 lauréats du concours au niveau provincial.

SECTION IV CONCOURS AU NIVEAU RÉGIONAL

9. Les régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources ayant moins de 10 concurrents sont regroupées de façon à atteindre ce nombre et les régions regroupées sont considérées comme une seule région pour les fins des concours régionaux.

10. Pour chaque région administrative ou regroupement de régions administratives, les concurrents dont les travaux ont été jugés méritants reçoivent les prix suivants :

a) un prix de 1 500 \$ pour le concurrent se classant premier ;

b) un prix de 1 000 \$ pour le concurrent se classant deuxième ;

c) un prix de 500 \$ pour le concurrent se classant troisième ;

d) les concurrents se classant de la quatrième à la dixième position et dont les réalisations sont dignes de mention peuvent recevoir une attestation de participation.

11. Le ministre invite les gagnants au niveau régional à recevoir leurs prix ou attestations de participation au lieu et à la date qu'il aura choisis.

SECTION V TITRES, DÉCORATIONS, DIPLÔMES OU CERTIFICATS ACCORDÉS AU NIVEAU PROVINCIAL

12. Le Grand officier reçoit une médaille d'or et le diplôme de très grand mérite exceptionnel.

13. À l'échelle provinciale, des médailles sont décernées à ceux qui ont effectué des travaux jugés exceptionnels, en fonction des aspects privilégiés annoncés pour le concours :

a) le concurrent se classant premier au Québec reçoit la médaille d'or et le titre de Commandeur de l'Ordre du mérite forestier accompagnés du diplôme de très grand mérite ;

b) le concurrent se classant deuxième reçoit la médaille d'argent et le titre d'Officier de l'Ordre du mérite forestier accompagnés du diplôme de grand mérite ;

c) le concurrent se classant troisième reçoit la médaille de bronze et le titre de Chevalier de l'Ordre du mérite forestier accompagnés du diplôme de mérite.

14. Le ministre remet une attestation, avec mention du rang obtenu dans leur région respective, à tous les concurrents s'étant classés premier, deuxième et troisième dans chacune des régions considérées pour les fins du concours.

15. Au niveau provincial, le ministre invite les lauréats à recevoir leurs titres, décorations, diplômes ou attestations de participation au lieu et à la date qu'il aura choisis.

16. Un lauréat est inéligible, lors d'un concours subséquent, à une décoration, un titre, un diplôme, une attestation de participation ou un prix d'importance moindre ou identique.

SECTION VI DESCRIPTION DES DÉCORATIONS DE L'ORDRE DU MÉRITE FORESTIER

17. Décoration de Grand officier : La décoration de « Grand officier de l'Ordre du mérite forestier » consiste en une médaille, composée d'un alliage d'or, d'un diamètre de 5 centimètres, qui porte à l'avert une fleur de lys située

au centre et au-dessus de laquelle on retrouve l'inscription « Ordre du mérite forestier ». Au revers, apparaît au centre l'inscription « Grand officier » et en haut de la médaille, l'inscription « Ministère de l'Énergie et des Ressources ». La médaille est suspendue à un ruban moiré de couleur verte, rayé au tiers de lisérés jaunes et au centre d'un liséré rouge. Cette médaille se porte en sautoir.

Le Grand officier reçoit le diplôme de très grand mérite exceptionnel.

18. Décoration de Commandeur : La décoration de « Commandeur de l'Ordre du mérite forestier » consiste en une médaille qui a la même composition, le même diamètre et porte les mêmes inscriptions que la médaille décrite à l'article 17, sauf que sur le côté revers, l'inscription au centre est changée pour celle de « Commandeur ». Cette médaille est aussi suspendue à un ruban de mêmes couleurs que celui qui supporte la décoration de Grand officier mais le Commandeur le porte au sein gauche.

Le Commandeur reçoit le diplôme de très grand mérite.

19. Décoration d'Officier : La décoration d'« Officier de l'Ordre du mérite forestier » consiste en une médaille, composée d'un alliage d'argent, qui a le même diamètre et porte les mêmes inscriptions que la médaille décrite à l'article 17, sauf que sur le côté revers, l'inscription au centre est changée pour celle de « Officier ». Le ruban a des couleurs identiques à celui qui supporte les décorations de Grand officier et de Commandeur. Cette décoration se porte à la boutonnière.

L'Officier reçoit le diplôme de grand mérite.

20. Décoration de Chevalier : La décoration de « Chevalier de l'Ordre du mérite forestier » consiste en une médaille, composée d'un alliage de bronze, qui a le même diamètre et porte les mêmes inscriptions que la médaille décrite à l'article 17, sauf que sur le côté revers, l'inscription au centre est changée pour celle de « Chevalier ». Le ruban a des couleurs identiques à celui qui supporte les autres médailles. Cette décoration se porte également à la boutonnière.

Le Chevalier reçoit le diplôme de mérite.

21. Le diplôme porte les inscriptions suivantes : « Ordre du mérite forestier du Québec », le nom du lauréat, le titre correspondant au mérite avec la mention, la date et la signature du lieutenant-gouverneur et du ministre. La fleur de lys apparaît également sur le diplôme. S'il y a lieu, l'aspect privilégié est inscrit sur les diplômes accordés aux 3 premiers lauréats.

22. L'attestation de participation porte les inscriptions suivantes : « Ordre du mérite forestier », le nom du lauréat, l'aspect privilégié, la mention du rang obtenu et la région où le propriétaire est inscrit, la date, la signature du ministre et de l'administrateur régional du ministère de l'Énergie et des Ressources où le propriétaire a concouru. La fleur de lys apparaît également sur cette attestation.

SECTION VII PROCLAMATION DU CONCOURS

23. Le ministre annonce, avant le 30 novembre de l'année en cours, la tenue du concours pour l'année subséquente, avec mention de l'aspect privilégié qui s'applique, le cas échéant.

ANNEXE A

(a. 4)

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Énergie et des Ressources
Direction générale des forêts
Service de l'aide à la forêt privée

FORMULE D'INSCRIPTION AU CONCOURS DU MÉRITE FORESTIER

Toute personne désirant participer au concours doit compléter cette formule d'inscription et la retourner avant au bureau régional du ministère de l'Énergie et des Ressources qui est responsable du secteur dans lequel est situé son boisé.

NOM PRÉNOM AGE

ADRESSE

CODE POSTAL TÉLÉPHONE

Avez-vous déjà participé au concours: OUI ☐ NON ☐

Si oui, en quelle(s) année(s)?

Au Québec :

1) votre propriété couvre une superficie totale de hectares acres;
(y compris les champs, les bois, les plantations, etc.)

2) la partie boisée couvre une superficie totale de hectares acres;

3) la partie boisée est constituée du (des) secteur(s) suivant(s) :

TERRE À BOIS ☐ PLANTATION ☐ ÉRABLIÈRE ☐ ARBRES DE NOËL ☐

AUTRE(S):

- 4) faire la liste des lots sur lesquels sont situés tous vos boisés en mentionnant dans l'espace approprié, s'il y a lieu, la ou les subvention(s) que vous avez reçue(s) pour exécuter des travaux :

			TRAVAUX		SUPERFICIE BOISÉE		ANNÉE DE	
LOT	RANG	CANTON	Subven- tionnés	Non sub- ventionnés	Nombre d'hectares	Nombre d'acres	L'acqui- sition	La sub- vention
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Signé à le 19.....

Signature du concurrent



c. M-12, r.1

Décret sur la carte d'identité du mesureur de bois

Loi sur les mesureurs de bois
(L.R.Q., c. M-12)

1. Tout porteur d'un permis de mesureur de bois est tenu de se procurer et de garder en sa possession une carte d'identité émise par le ministre de l'Énergie et des Ressources et valable pour la période de temps que ce dernier fixe.



c. M-13, r.1

Règlement sur la cession du droit d'exploitation de dépôts de sable et de gravier

Loi sur les mines

(L.R.Q., c. M-13, a. 296, par. c)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « aire d'exploitation » : la surface du sol d'où l'on extrait des agrégats, y compris toute surface où sont placés la machinerie et les appareils de concassage et de tamisage et où l'on charge ou entrepose les agrégats ;

b) « chemin de mine » : un chemin ouvert au public, construit et utilisé principalement pour l'exploration ou l'exploitation minière ;

c) « chemin forestier » : un chemin ouvert au public, construit et utilisé principalement pour l'exploitation forestière ;

d) « exploitant » : le détenteur d'un permis d'exploitation de sablière ;

e) « ministre » : le ministre de l'Énergie et des Ressources ;

f) « permis non exclusif d'exploitation » : un permis qui peut être délivré à une ou plusieurs personnes pour l'exploitation d'une même sablière ;

g) « permis exclusif d'exploitation » : un permis qui est délivré en exclusivité à une personne ou à une industrie pour l'exploitation d'une sablière ;

h) « sablière » : tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales non consolidées, y compris du sable et du gravier, à partir d'un dépôt naturel ou d'un dépôt de matériaux rejetés, à des fins commerciales ou industrielles ou pour remplir des obligations contractuelles ou pour construire des routes, digues ou barrages, à l'exception des excavations et autres travaux effectués en vue d'y établir l'emprise ou les fondations de toute construction ou d'y agrandir un terrain de jeux ou de stationnement.

SECTION II DEMANDE DE PERMIS D'EXPLOITATION

2. Une demande relative à l'obtention d'un permis d'exploitation d'une sablière, visée par l'article 124 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13), doit être faite au ministre.

3. Lorsqu'une sablière se trouve dans les limites d'une municipalité, la demande doit être accompagnée d'un document de la municipalité signé par le greffier ou le secrétaire-trésorier, à l'effet que le projet d'exploitation de la sablière ne contrevient à aucun règlement de la municipalité et, le cas échéant, d'une copie de toute approbation ou permis requis en vertu d'un règlement de la municipalité.

4. Si, après étude, l'intérêt public ne s'y oppose, le ministre peut délivrer un permis exclusif ou un permis non exclusif.

SECTION III PERMIS NON EXCLUSIF D'EXPLOITATION

5. Une demande de permis non exclusif doit être accompagnée d'un plan général, à l'échelle, dûment certifié et signé indiquant :

a) l'aire d'exploitation, y compris la localisation des équipements, des aires de chargement, de déchargement et de dépôts des agrégats, des aires d'entreposage des terres de découverte et du sol végétal, ainsi que le zonage du terrain où sera située la sablière ;

b) le territoire avoisinant situé à moins de 150 mètres de l'aire d'exploitation, ainsi que le zonage de ce territoire ;

c) le nom et le tracé des voies publiques, des voies d'accès existantes et à construire, des cours d'eau ou des lacs, l'emplacement des puits et l'emplacement et la nature de toute construction, terrain de camping ou établissement récréatif situés dans le périmètre délimité selon le paragraphe b ;

d) la date de préparation du plan général ;

e) les limites de la propriété sur laquelle le requérant possède des droits d'exploitation.

6. Le permis non exclusif est accordé annuellement et vient à expiration le 31 mars de l'année qui suit celle durant laquelle il a été accordé.

7. Le permis non exclusif est accordé moyennant le paiement de la somme de 50 \$.

8. Le détenteur d'un permis non exclusif peut en obtenir le renouvellement à la condition :

- a) qu'il en fasse la demande au ministre ;
- b) qu'il ait fourni au ministre le rapport d'extraction prévu à l'article 14 ;
- c) qu'il ait acquitté toutes les redevances dues ; et
- d) que sa demande soit accompagnée du paiement des droits prévus à l'article 7.

SECTION IV PERMIS EXCLUSIF D'EXPLOITATION

9. Une demande de permis exclusif doit être accompagnée des documents suivants :

- a) une étude établissant la rentabilité de la sablière faisant l'objet de la demande ;
- b) i. un plan d'arpentage de l'aire d'exploitation de la sablière ; ce plan doit montrer l'emplacement des sondages ;
ii. un plan montrant la topographie de l'aire d'exploitation avant le début des travaux d'exploitation de la sablière ;
iii. un plan montrant la topographie projetée des lieux après la fin des travaux d'exploitation et de réaménagement ou de restauration de l'aire d'exploitation ;
- c) une évaluation quantitative et qualitative des agrégats disponibles dans la sablière, effectuée d'après des sondages et des essais en laboratoire ; et
- d) une copie des documents de la municipalité mentionnés à l'article 3.

10. Un permis exclusif peut être émis pour une durée maximale de 5 ans.

11. Un permis exclusif est délivré moyennant le paiement de la somme forfaitaire de 500 \$.

12. Le permis exclusif peut être annulé par le ministre si l'exploitant :

- a) n'a pas commencé l'exploitation durant la première année du permis ; ou
- b) n'a pas acquitté les redevances dues selon les articles 15 et 16 ; ou
- c) fait faillite, cession de ses biens ou devient insolvable.

SECTION V CONDITIONS GÉNÉRALES

13. Une fois que l'exploitant a obtenu le permis du ministre, il doit aviser ce dernier de la date à laquelle il compte débiter l'exploitation de la sablière.

14. L'exploitant doit, tous les 3 mois, fournir au ministre un rapport sur les quantités de sable et de gravier extraites de la sablière.

15. L'exploitant doit payer au ministre une redevance de 0,52 \$ le mètre cube ou 0,28 \$ la tonne métrique de sable ou de gravier extrait de la sablière.

16. Le montant de la redevance établi suivant l'article 15 est payable dans les 30 jours de la réception du compte qui est expédié par le ministre à l'exploitant.

17. L'exploitant qui fait défaut de payer ses redevances et dont le permis est annulé ne peut en obtenir un autre tant qu'il n'a pas acquitté les sommes dues.

18. L'extraction de sable ou de gravier d'une sablière en vue de la construction, de la réfection ou de l'entretien d'un chemin public par le Gouvernement du Québec, de même que d'un chemin de mine ou d'un chemin forestier sur les terres publiques, n'est pas assujettie au paiement de la redevance imposée par l'article 15.

19. Un permis d'exploitation de sablière est incessible.

20. L'exploitant doit utiliser une sablière de manière à éviter toute perte de sable et de gravier ; il doit la maintenir à découvert sur une distance d'au moins 20 mètres de l'aire d'exploitation et y maintenir en bon état d'entretien et de propreté les voies d'accès de façon à ne pas nuire aux autres exploitants dans l'exercice de leurs droits.

21. Lors de l'exécution des programmes d'exploitation et des travaux de réaménagement ou de restauration de l'aire d'exploitation, l'exploitant doit se conformer au Règlement sur les carrières et sablières (c. Q-2, r.2) adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

22. La construction, l'entretien et l'amélioration de tout chemin d'accès à la sablière sont entièrement à la charge de l'exploitant qui ne pourra prétendre à aucune indemnité à l'expiration du permis. Ces travaux sont sujets à l'approbation préalable du ministre.

23. L'exploitant qui endommage les voies d'accès à une sablière doit les réparer à ses frais. Si ces dommages sont

causés par plusieurs exploitants, chacun doit contribuer au coût des réparations proportionnellement au volume de sable ou de gravier extrait par lui.

24. Si l'exploitant néglige ou refuse de se conformer à quelque condition ou obligation établie par le présent règlement, le ministre peut l'aviser par écrit du manquement et annuler le permis s'il ne se met pas en règle dans les 90 jours de cet avis. De plus, l'exploitant est passible de l'amende prévue à l'article 303 de la Loi sur les mines.

25. Les permis d'exploitation de dépôts de sable et gravier existant le 19 novembre 1980 demeurent valides jusqu'à leur expiration, mais le présent règlement leur est applicable.



c. M-13, r.2

Règlement sur la délivrance de permis d'exploration pour la recherche de substances minérales dans le Nouveau-Québec

Loi sur les mines
(L.R.Q., c. M-13, a. 298)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « ministre » : le ministre de l'Énergie et des Ressources ;
- b) « détenteur » : le détenteur d'un permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans le territoire du Nouveau-Québec ;
- c) « permis » : un permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans le territoire du Nouveau-Québec ;
- d) « travaux requis » : des travaux d'exploration ou de mise en valeur de la nature de ceux qui sont considérés conformes à la section IX de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13).

SECTION II CONDITIONS RELATIVES AU PERMIS

- 2.** Un permis peut être délivré à un requérant si, après étude, l'intérêt public ne s'y oppose pas.
- 3.** La durée d'un permis peut être prolongée, mais elle ne doit pas dépasser 10 ans.
- 4.** Le loyer annuel d'un permis est de 60 \$ par kilomètre carré.
- 5.** Lorsque, en vertu de l'article 12, l'étendue de territoire faisant l'objet d'un permis est modifiée à la demande du détenteur, le loyer annuel et les travaux requis pour ce permis sont modifiés proportionnellement.
- 6.** Le détenteur doit effectuer ou faire effectuer sur l'étendue du territoire qui fait l'objet du permis, des travaux requis pour les montants minimaux qui suivent pour

chaque kilomètre carré de terrain faisant l'objet du permis :

- a) 100 \$ pour la première année d'existence du permis ;
- b) 200 \$ pour la deuxième année d'existence du permis ;
- c) 500 \$ pour chacune des troisième et quatrième années d'existence du permis ;
- d) 1 000 \$ pour chacune des cinquième et sixième années d'existence du permis ;
- e) 1 500 \$ pour chacune des septième et huitième années d'existence du permis ;
- f) 2 000 \$ pour chacune des neuvième et dixième années d'existence du permis.

7. Dans le cas où le détenteur établirait, à la satisfaction du ministre, qu'il n'a pas été en mesure d'effectuer les travaux requis durant toute année du permis autre que la première, il sera loisible à ce dernier de substituer aux travaux requis pour l'année en question une rente supplémentaire égale au double du montant qui aurait dû être déboursé en travaux pendant cette année. Pour la première année, le ministre pourra permettre que les travaux requis soient effectués dans le cours de la deuxième année si le détenteur établit à sa satisfaction qu'il n'a pas été en mesure d'exécuter durant la première année les travaux requis.

8. Le détenteur doit assumer, le cas échéant, tous les frais d'arpentage, de bornage, de délimitation et de levés topographiques par photographie aérienne ou autrement. Les levés et plans doivent être effectués conformément à la section XXIII de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13) en l'adaptant. Les documents, rapports et procès-verbaux relatifs à ces travaux doivent être remis au ministre dans les 90 jours qui suivent la fin de l'année d'existence du permis pendant laquelle ces travaux ont été effectués.

9. Le détenteur doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, fournir au ministre le programme des travaux d'exploration ou de mise en valeur qu'il se propose d'effectuer au cours des 12 mois suivants.

10. Le détenteur doit, dans les 90 jours de la fin de chaque année d'existence du permis, produire au ministre les documents suivants :

- a) des rapports complets et détaillés, avec des copies des cartes et plans relatifs à tous travaux accomplis pen-



dant l'année sur le territoire faisant l'objet du permis ainsi que sur les terrains avoisinants, s'il y a lieu ; et

b) un état détaillé et certifié par un vérificateur professionnel du Québec des dépenses encourues pour les travaux effectués au cours de l'année.

11. Le détenteur doit donner la préférence aux professionnels diplômés des universités du Québec dans l'engagement du personnel affecté à l'exécution des travaux sur le territoire faisant l'objet d'un permis ou dans ses usines du Québec. Le détenteur doit dans tous les cas donner la préférence aux ouvriers et techniciens du Québec.

12. Le détenteur peut, avant le début de chaque année d'existence du permis, aviser le ministre de son intention de renoncer à son permis ou de le modifier en la manière et aux conditions ci-après indiquées :

a) le détenteur doit avoir exécuté les travaux exigés par l'article 6 ou avoir, selon le cas, payé la redevance supplémentaire prévue à l'article 7 ;

b) la superficie retenue doit être formée d'une ou de plusieurs parcelles quadrilatères. Chacune des parcelles doit mesurer au moins 2,5 kilomètres carrés. Le détenteur doit marquer ces parcelles sur le terrain en y posant à chaque coin des bornes représentées par des poteaux ou des monceaux de pierres supportant une tige de bois ou de métal d'au moins 1,25 mètre de hauteur avec l'inscription appropriée ; et

c) dans le cas d'une étendue de terrain ajoutée à celle qui fait l'objet du permis, cette nouvelle étendue doit être contiguë à au moins une des parcelles mentionnées au paragraphe b.

13. Le défaut de payer le loyer annuel dans les 30 jours de son échéance entraîne la déchéance du permis.

14. Sous réserve de l'article 13, le ministre peut annuler le permis si un détenteur refuse de se conformer au présent règlement ou à la Loi sur les mines après un préavis de 90 jours donné par le ministre.

15. Les droits découlant d'un permis peuvent être cédés. La section XX de la Loi sur les mines s'applique à l'enregistrement de tout acte concernant un permis.

16. L'excédent des travaux requis effectués au cours d'une année d'existence du permis est applicable aux années subséquentes. Il en est de même d'un permis pour lequel la superficie est modifiée.

17. Tout permis est délivré sous réserve des conséquences que pourrait entraîner l'exécution de travaux publics

sur le territoire qui y est couvert et dans le voisinage de ce territoire.

SECTION III DISPOSITION TRANSITOIRE ET FINALE

18. Les permis d'exploration existant le 29 octobre 1980 demeurent valides pour la période de temps pour laquelle ils ont été respectivement accordés et aux mêmes conditions qui prévalaient en vertu du règlement en vigueur lors de leur délivrance.

Les détenteurs de ces permis sont toutefois admis, le cas échéant, à exercer les droits qui découlent du présent règlement.



c. M-13, r.3

Règlement sur les eaux souterraines

Loi sur les mines

(L.R.Q., c. M-13, a. 296)

1. Dans le présent règlement, si le contexte ne s'y oppose, les mots et expressions suivants signifient respectivement :

a) « fonctionnaire autorisé » : tout ingénieur, géologue ou fonctionnaire du ministère porteur d'une autorisation écrite du sous-ministre de l'Environnement ;

b) « ministère » : le ministère de l'Environnement ;

c) « ministre » : le ministre de l'Environnement ;

d) « permis » ou « permis de forage pour l'eau » : le permis visé à l'article 218 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13) et reproduit à l'annexe A ;

e) « puisatier » : toute personne ou groupe de personnes qui creusent des puits ;

f) « puits » : sondage, forage ou trou tubé ou non dans le matériau consolidé ou non-consolidé, creusé en vue de la recherche, de l'observation ou de l'exploitation de l'eau souterraine ou utilisé à ces fins.

2. 1) Pour obtenir un permis, chaque puisatier doit remplir la formule prescrite à l'annexe B et la faire parvenir en double au ministre avec le montant mentionné à l'article 220 de la Loi sur les mines. Le ministre peut également exiger du requérant tout autre renseignement qu'il juge nécessaire.

2) Le détenteur d'un permis qui s'est conformé aux conditions et aux règlements de son permis peut en obtenir le renouvellement en faisant une demande au ministre pas plus tard que 15 jours avant l'expiration de son permis de la manière décrétée au paragraphe 1.

3. Le nom du puisatier et le numéro de son permis doivent être mis bien en évidence sur l'équipement de forage.

4. Le permis n'est pas transférable.

5. Tout puisatier doit être en mesure d'effectuer un essai de pompage d'un puits dans le but d'en déterminer le débit optimal et il doit effectuer un tel essai chaque fois que le

ministre ou un fonctionnaire autorisé l'exige, et ce suivant la méthode acceptée par ce dernier.

6. Tout puisatier doit :

a) conserver à chaque puits en cours de forage un journal des travaux effectués durant la journée, indiquant :

i. la profondeur du puits au commencement et à la fin de la journée ;

ii. la nature des matériaux traversés et les profondeurs auxquelles les différentes sortes de matériaux se trouvent ;

iii. le diamètre du trou ;

iv. si du tubage a été installé, le calibre, le type, la classe et le poids du tubage de même que la profondeur jusqu'à laquelle il a été installé ;

v. si du tubage perforé ou une crépine est installée, le calibre, le type, le diamètre des ouvertures, la surface d'entrée, la longueur et l'intervalle de profondeur couvert ;

vi. si une enveloppe de gravier est installée, la quantité de gravier, le diamètre des grains, la hauteur et l'épaisseur de l'enveloppe ;

vii. les venues d'eau, de gaz naturel ou de pétrole, leur quantité et, pour l'eau, sa qualité (salée, douce, dure, ferreuse, sulfureuse, etc...) ;

b) dûment remplir un rapport de forage à la satisfaction du ministre ou remplir la formule intitulée « Rapport de forage pour l'eau », fournie par le ministre et reproduite à l'annexe C chaque fois qu'il a achevé le creusage ou l'approfondissement d'un puits et remettre ce rapport au ministre 30 jours après un tel achèvement ou immédiatement si le ministre ou un fonctionnaire autorisé le juge à propos ;

c) fournir dans le plus bref délai tous les renseignements supplémentaires concernant les recherches d'eau souterraine que le ministre ou un fonctionnaire autorisé jugera à propos de demander ;

d) transmettre au ministre 2 exemplaires de tous documents, cartes ou rapports pertinents aux diverses recherches d'eau souterraine qu'il effectue ;

e) se conformer à la pratique de son art dans le choix et l'installation de l'équipement ou des matériaux mentionnés aux sous-paragraphes iv, v, vi du paragraphe a.

7. Sauf instructions contraires du ministre ou d'un fonctionnaire autorisé :

a) le puisatier utilisant une foreuse non carottière, doit prélever une série d'échantillons, recueillis à des intervalles de profondeur de 3 mètres des divers matériaux traversés au cours de tout forage. Il doit faire sécher ces échantillons, les placer dans des sacs imperméables soigneusement étiquetés portant le nom du puisatier, le nom et le numéro du puits et la profondeur à laquelle l'échantillon a été prélevé. Ces échantillons doivent ensuite être expédiés port payé et le plus tôt possible au ministère ;

b) le puisatier utilisant une foreuse carottière doit déposer en ordre consécutif et dans des boîtes fabriquées à cette fin toutes les carottes obtenues au cours du forage. Les informations pertinentes concernant ces carottes doivent être inscrites à l'extérieur comme à l'intérieur de ces boîtes selon la pratique courante. Ces boîtes seront ensuite expédiées port payé au ministère ou à tout autre endroit indiqué par ce dernier.

8. Tout puisatier qui au cours de ses travaux de forage trouve du gaz naturel ou du pétrole, même en faible quantité, doit en avvertir le ministre de la façon la plus expéditive et prendre toutes les mesures qui s'imposent pour obstruer les venues de gaz naturel ou de pétrole.

9. 1) Le puisatier doit conduire ou faire conduire tous ses travaux conformément à la bonne pratique de son métier.

2) Lorsque le ministre ou un fonctionnaire autorisé croit qu'une méthode ou une opération quelconque ou de l'équipement employé dans le forage d'un puits est, de quelque manière que ce soit, inadéquat, impropre ou périlleux, il peut exiger que les travaux soient suspendus et obliger le puisatier à faire les changements requis.

10. Le ministre ou tout fonctionnaire autorisé peut :

a) avoir accès en tout temps sur toute propriété ou terrain sur lequel un ou plusieurs puits sont ou ont été creusés, inspecter ce ou ces puits, ainsi que les rapports journaliers du puisatier ou autres documents et l'équipement de forage et faire les examens ou essais qu'il juge à propos ;

b) se faire remettre des échantillons d'eau, de matériaux et des copies de tout document d'ordre géologique, géophysique ou hydrogéologique et obtenir tout autre renseignement qu'il juge utile.

11. Sauf instructions contraires du ministre ou d'un fonctionnaire autorisé :

a) tout puits dont l'eau s'écoule librement en surface doit être muni par le puisatier de soupapes ou d'autres appareils pour éviter toute perte d'eau souterraine et ce dès que le puisatier a terminé un tel puits ;

b) tout puits improductif ou abandonné doit être bouché et chaque zone ou couche qui contient de l'eau ou qui pourrait en contenir doit être également obturée au sommet et à la base de manière à l'isoler et ce par le puisatier dès que celui-ci a terminé un tel puits ;

c) au cours du forage, le puisatier doit obturer toute zone ou couche contenant de l'eau salée ou toute autre substance qui pourrait nuire à la qualité de l'eau souterraine ;

d) si le pompage excessif d'un puits entraîne la contamination de l'eau douce par l'eau salée, le puisatier doit en aviser le ministre ou un fonctionnaire autorisé et il devra prendre les mesures nécessaires pour empêcher cette contamination si celui-ci l'exige et ce à sa satisfaction ;

e) le propriétaire d'un puits est responsable au même titre que le puisatier de l'application des paragraphes a, b, c et d et doit lui-même faire exécuter ces travaux si le puisatier néglige de le faire. En ce qui concerne les puits aménagés avant le 6 mai 1967, le propriétaire du puits est seul responsable des travaux mentionnés aux paragraphes a, b, c et d.

12. Le ministre peut désigner des régions où, pour fins de conservation ou à cause d'un danger possible de contamination de l'eau souterraine, nul ne peut commencer ou continuer un forage ou un sondage pour quelque fin que ce soit, sans en avoir obtenu au préalable une autorisation écrite du ministre et, dans un tel cas :

a) le détenteur d'une telle autorisation qui n'est pas déjà un puisatier sera considéré comme tel et sera soumis au présent règlement ;

b) en outre, le ministre peut prescrire l'équipement, la technique ou la méthode de forage que doit suivre le détenteur d'une telle autorisation.

ANNEXE A

(a. 1)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
 SERVICE DE L'HYDROGÉOLOGIE

Permis de forage pour l'eau

Numéro du permis: P.F.E.
 Nom du puisatier:
 Adresse du puisatier:
 Date d'émission: ce jour de 19
 Date d'expiration: ce jour de 19

ministre de l'Environnement

ANNEXE B

(a. 2)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
 SERVICE DE L'HYDROGÉOLOGIE

Demande d'un permis de forage pour l'eau

1. Nom du puisatier
2. Adresse du puisatier
3. Donner la capacité, la sorte (percussion, rotative, diamant ou autre) et le nombre de chaque sorte de foreuses utilisées:

Capacité	Sorte	Nombre
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

4. Creusez-vous des puits à plein temps? à temps partiel?
5. Dans quelle région du Québec travaillez-vous habituellement?
6. Depuis quand creusez-vous des puits?
7. Combien de puits avez-vous, durant la dernière année:
 - a) creusés?
 - b) approfondis?
 - c) améliorés?
8. Combien de puits vous attendez-vous à creuser au cours de la prochaine année?
9. Aménagez-vous habituellement des puits dans le roc?
10. Etes-vous équipé pour:
 - a) développer des puits dans le sable et gravier?
 - b) installer une crépine? une enveloppe de gravier?
 - c) effectuer une épreuve de pompage?
11. Donnez les noms et adresses de 3 personnes chez qui vous avez aménagé des puits au cours de l'année.
 - a)
 - b)
 - c)
12. Combien d'opérateurs sont à votre emploi?
 Donnez sur feuille séparée le nom, l'adresse et le nombre d'années d'expérience de chacun.
13. Numéro du permis s'il s'agit d'un renouvellement? P.F.E.
14. Remarques

Je m'engage à suivre ce qui est stipulé par le Règlement sur les eaux souterraines (R.R.Q., c. M-13, r.3) suivant l'article 221 et les paragraphes i, j et r de l'article 296 de la Loi sur les mines.

Daté à ce jour de 19

Signature du puisatier

Note : Veuillez retourner cette demande dûment remplie avec votre remise au soin du Service de l'hydrogéologie, Ministère de l'Environnement du Québec.

ANNEXE C

(a. 66)

Québec
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
RAPPORT DE FORAGE POUR L'EAU

Comté _____ Paroisse _____
Canton ou Seigneurie _____ Rang ou concession _____ Lot _____
(ou donner l'emplacement du puits le plus exactement possible) _____

Propriétaire du puits _____

Adresse _____

Date à laquelle le puits a été complété _____

Essai de pompage	Tubage et pompe permanente installée dans le puits
Date _____	Diamètre(s) du (des) tubage(s) (<i>casing</i>) _____
Avec pompe ou (<i>bailer</i>) ? _____	Longueur(s) du (des) tubage(s) (<i>casing</i>) _____
Niveau de l'eau avant pompage _____	Longueur de la crépine (<i>screen</i>) _____
Niveau de l'eau durant pompage _____	No de la crépine _____
Taux de pompage durant l'essai _____	Type de pompe _____
Durée de l'essai ("Test") _____	A quelle profondeur l'extrémité inférieure de la pompe est-elle installée? _____
Débit total pouvant être développé _____	Capacité de la pompe _____ (en litres à l'heure)
Le puits est-il du type "enveloppe de gravier"? _____	

EAU

Sorte (fraîche, saline ou minéralisée)	Différentes profondeurs où l'eau a été rencontrée	Sorte d'eau	De combien de mètres l'eau est-elle remontée dans chaque cas?
Qualité (douce, dure, ferrugineuse, sulfureuse, etc.)			
Apparence (claire, troublee ou colorée)			
Usage (pour municipalité, industrie, maison privée, ferme, etc.)			
A quelles distances se trouvent les sources de contamination?			
Quelles sont ces sources de contamination (grange, puisard, égouttement de la surface, etc.)?			
Inclure copies des analyses de l'eau, s'il y en a			

[illegible]

Emplacement: Le forage est-il situé sur une élévation, dans une vallée ou sur le flanc d'une colline? _____

Compagnie de forage _____ Adresse _____
Rapport fait par _____ Adresse _____
Date _____ No du permis _____

Après avoir été complété, ce rapport de forage devra être retourné au Service de l'hydrogéologie, Ministère de l'Environnement, Québec.

A.C. 974-67, (1967) 99 G.O., 2921

A.C. 2532-78, (1978) 110 G.O.II, 5579, 5587



c. M-13, r.4

Règlement prescrivant la formule du permis de mise en valeur

Loi sur les mines

(L.R.Q., c. M-13, a. 62 et 67)

1. La formule apparaissant à l'annexe A est la formule prescrite pour l'obtention et le renouvellement des permis de mise en valeur.

(a. 1)



Ministère de l'Énergie et des Ressources
Direction du potentiel minéral
Service des permis

PERMIS DE MISE EN VALEUR (OU RENOUVELLEMENT)

ARTICLES: 62, 64, 68, 69

N.B. : La demande peut viser plusieurs permis

REQUÉRANT	OBJET DE LA DEMANDE
Nom: _____	POINTEZ <input checked="" type="checkbox"/> S'IL Y A LIEU
Adresse: _____ _____	<input type="checkbox"/> Permis de mise en valeur Nombre: _____ <input type="checkbox"/> Renouvellement de permis Nombre: _____
Adresse postale (s'il y a différence): _____ _____	Superficie totale visée par la demande (Art. 63): _____ _____ hectares

TRAVAUX REQUIS

Coût minimal pour la superficie visée par le demande (Article 76) : _____ \$

DONNEZ DETAILS AU VERSO

PAIEMENT JOINT

Rente annuelle (Article 65) _____ \$

[illegible]

N.B. La présente n'est pas un rapport de travaux. Les nouveaux travaux peuvent être comptés sur production, au plus tard le 30^e jour de l'expiration des délais, de la déclaration et des documents exigés par règlements (Article 76).

Je déclare que les renseignements fournis dans cette demande sont vrais.

Date _____ 19 _____ Signature _____

IMPORTANT: Indiquez au verso quels travaux utiliser

Dossier
1080 02

NOUVEAUX TRAVAUX valables pour l'année courante des claims précités

— SUR LES CLAIMS VISÉS PAR LA DEMANDE (ARTICLES 76, 80, 81, 82, 86) ☐ POINTEZ S'IL Y A LIEU

— SUR LES CLAIMS VISÉS PAR LA DEMANDE (ARTICLES 76, 80, 81, 82, 86)

☐ POINTEZ S'IL Y A LIEU

— SUR DES TERRAINS CONTIGUS (ARTICLES 78, 79) PORTANT LES NUMÉROS:

TOTAL:	\$
--------	----

— SUR LES CLAIMS VISÉS PAR LA DEMANDE (ARTICLE 77): ☐ POINTEZ S'IL FAUT UTILISER CES TRAVAUX
ET PRÉCISEZ S'IL Y A LIEU

— SUR LES CLAIMS VISÉS PAR LA DEMANDE (ARTICLE 77):

POINTEZ S'IL FAUT UTILISER CES TRAVAUX
ET PRÉCISEZ S'IL Y A LIEU

— SUR DES TERRAINS CONTIGUS (ARTICLES 77, 78) PORTANT LES NUMÉROS:

3



c. M-13, r.5

Règlement prescrivant la formule du permis de prospecteur

Loi sur les mines
(L.R.Q., c. M-13, a. 15)

1. La formule apparaissant à l'annexe A est la formule prescrite pour l'obtention du permis de prospecteur.

ANNEXE A

(a. 1)



Ministère de l'Énergie et des Ressources
Direction du potentiel minéral
Service des permis

PERMIS DE PROSPECTEUR

		1 : ADDITION 2 : MODIFICATION 3 : ANNULATION	
N°	1	Nom du détenteur	NAS du détenteur
10	12	33	48
0, 1	13		56
10	12	Adresse	
0, 3	13		47
10	12		
0, 4	13		Code postal
			42
10	12	Bureau émetteur	Date d'émission
0, 5	13	A. B. C. H. P. Q. R. M.	14 Jour Mois Année

est, par les présentes, autorisé à prospecter sur toutes les terres publiques et sur toutes les terres des particuliers où des substances minérales appartiennent à la Couronne et à y jalonner des claims, le tout conformément à la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13).

Cependant, le droit de prospecter ne peut être exercé sur un terrain sous claim, permis de mise en valeur, permis d'exploration, bail minier ou concession minière ni sur un terrain soustrait au jalonnement par l'autorité compétente ou dont le jalonnement est assujéti à l'obtention d'une autorisation préalable sauf à partir du moment où la dite autorisation est obtenue.

Le présent permis est valide pour une période de 12 mois à compter de la date de sa délivrance. **Il n'est pas transférable.**

Signature du détenteur

Personne désignée à l'émission

Ce permis est sans valeur s'il n'est pas signé par le détenteur

Dossier	
1210	03

1^{ère} copie — Détenteur, 2^e copie — Vendeur, 3^e copie — Service des permis



c. M-13, r.6

Règlement sur le gaz naturel combustible et l'huile minérale

Loi sur les mines

(L.R.Q., c. M-13, a. 296)

1. Dans le présent règlement à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « exploitation » : les travaux, soit de prospection, soit de forage pour l'huile minérale ou le gaz naturel combustible ;
- b) « exploitant » : toute personne, compagnie, syndicat ou société, ou leurs représentants, s'occupant de l'exploitation de l'huile minérale ou du gaz naturel combustible ;
- c) « inspecteur » : le représentant autorisé du ministre de l'Énergie et des Ressources ;
- d) « puits » : tout puits foré pour l'huile minérale ou le gaz naturel combustible.

2. 1) Tout exploitant doit désigner par écrit le nom et l'adresse postale d'un agent ou représentant responsable et autorisé, qui recevra tout avis ou communication du ministre, en conformité avec le présent règlement. Cet agent ou représentant responsable doit être désigné avant le début de l'exploitation.

2) En l'absence de cet agent ou représentant responsable, et dans le cas où celui-ci serait dans l'impossibilité de remplir sa charge, tout avis ou toute communication écrite du ministre de l'Énergie et des Ressources adressée à tel employé, entrepreneur ou à toute autre personne reconnue comme ayant charge des travaux, obligera nécessairement l'exploitant.

3. Tout entrepreneur ou préposé au sondage conduisant des travaux de recherche ou autres dans les champs d'huile ou de gaz du Québec, de même que tout détenteur de droits de mines ou tout exploitant en général doit observer et faire observer le présent règlement ; et tout entrepreneur, préposé au sondage, détenteur de droits de mines ou tout exploitant en général sera tenu responsable de toute infraction au présent règlement.

4. Les inspecteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources, sur identification, ont accès à tout puits, plans ou documents concernant ces puits, ateliers et outillage ; et

toute compagnie, agent, entrepreneur ou préposé au sondage doit permettre en tout temps au ministre et aux inspecteurs de circuler librement sur leur propriété, de faire l'inspection des puits, journaux de ces puits, bâtiments et outillage, de prélever des échantillons, ou de faire tout essai ou examen, à condition que tout renseignement ainsi obtenu soit tenu pour officiel et ne soit dévoilé qu'au ministre de l'Énergie et des Ressources.

5. Tout exploitant, avant d'entreprendre des travaux de sondage, doit aviser le ministre à cet effet et cet avis doit inclure les renseignements suivants :

- a) le repérage du site du puits en question ;
- b) le numéro assigné à ce puits ou toute autre désignation par laquelle il sera connu ; ce numéro ou cette désignation ne pourra être modifié qu'avec l'assentiment du ministre ;
- c) les dimensions et le poids du tubage employé ;
- d) le genre d'appareil dont on fera usage pour exécuter le sondage ;
- e) le nom et l'adresse postale de la personne en charge de l'exploitation ;
- f) la date probable du début des opérations de sondage.

6. Aucun appareil de sondage ou aucun tubage ne peut être employé sans l'approbation du ministre qui peut prescrire leurs conditions d'emploi.

7. Aucun puits pour la découverte de l'huile minérale ou du gaz naturel combustible ne peut être foré à moins de 60 mètres de la limite du terrain détenu ou contrôlé par l'exploitant, sans l'assentiment écrit du ministre.

8. L'exploitant doit marquer d'une façon permanente et en évidence tout chevalement ou puits du numéro ou de la désignation assignée.

9. 1) À moins d'une autorisation spéciale, tout exploitant doit prélever et conserver une série d'échantillons des diverses couches géologiques traversées par la sonde, ces échantillons devant être prélevés à 3 mètres d'intervalle ou à intervalles moindres, s'il y a lieu. Ces échantillons seront lavés, séchés, dûment étiquetés et expédiés sur demande au ministre de l'Énergie et des Ressources. L'exploitant peut se procurer les sacs nécessaires à l'expédition de ces échantillons.

2) Dans les puits où les méthodes de sondages utilisées permettent de recouvrer les carottes ou témoins, l'exploitant doit prélever un échantillon des particules rocheuses entraînées par l'eau d'évacuation, à intervalles de 3 mètres de profondeur ou moins, s'il y a lieu. Il doit laver, sécher, dûment étiqueter et conserver des échantillons dans des sacs obtenus du ministre de l'Énergie et des Ressources pour les lui expédier par la suite.

3) Quand les carottes ou témoins sont libérées du tube carottier, elles doivent être placées dans des coffres à cet effet et protégées contre le vol et le dérangement en les remisant dans un bâtiment tenu sous clef. L'exploitant doit expédier ces carottes au ministre de l'Énergie et des Ressources sur la demande de celui-ci.

Ces carottes ne doivent être sectionnées que longitudinalement et avec un appareil spécialement désigné pour effectuer ce travail, et une moitié de ces carottes ainsi sectionnées doit être mise en sûreté à l'intention du ministre qui peut en disposer de la manière dont il juge à propos.

4) Quand, au cours des opérations de sondage ou de production, l'eau envahit le puits, l'exploitant doit en aviser immédiatement le ministre en donnant tous les détails possibles et si les circonstances le permettent, il doit prélever et conserver dans un récipient fermé, en verre ou en terre cuite, un échantillon d'au moins 4 litres qui sera tenu à la disposition du ministre pour fins d'analyse. L'exploitant, en outre, prendra les mesures voulues pour permettre, si nécessaire, l'échantillonnage de cette eau par un représentant du ministre de l'Énergie et des Ressources.

5) Si, au cours de l'exploitation, de l'huile minérale ou du gaz naturel combustible est mis à jour en quantité suffisante pour permettre un échantillonnage, un échantillon d'au moins 4 litres sera expédié dans un récipient non métallique au ministre de l'Énergie et des Ressources pour fins d'analyse.

10. 1) Pendant le forage d'un puits dans tout champ d'huile ou de gaz où la pression qui peut être rencontrée n'est pas connue, le tubage du puits doit être solidement ancré et muni à sa sortie d'un dispositif de manoeuvre tel que, immédiatement en mettant à jour du gaz, de l'huile ou de l'eau, le jet puisse être efficacement contrôlé et capté.

2) Aucun exploitant ne doit laisser jaillir un puits sans contrôle.

11. Si l'exploitant rencontre, au cours des opérations de sondage, de l'huile minérale, du gaz naturel combustible ou de l'eau, il en avise le ministre par le moyen le plus ex-

péditif et lui rapporte la nature, l'importance et le volume du dégagement fluide de la découverte.

12. Tout exploitant, entrepreneur ou préposé au sondage doit conserver à chaque puits un journal exact des travaux de sondage, reprises de sondage et approfondissement du puits, indiquant toutes les couches géologiques traversées, le genre de tubage employé et tous autres renseignements se rapportant aux travaux de sondage exécutés sur la propriété. Ces journaux doivent être conservés au bureau de l'exploitant, de l'agent ou de l'entrepreneur, et sont en tout temps accessibles à tout représentant autorisé du ministre.

À la cessation des travaux de sondage d'un puits ou à un arrêt des travaux de 30 jours ou plus, une double copie de ce journal, dans la forme prescrite par le ministre, doit lui être expédiée dans les 10 jours de la cessation des travaux, ou à l'expiration de cette période de 30 jours. Une copie semblable doit être expédiée au ministre à la cessation de travaux additionnels d'approfondissement d'un tel puits.

13. Aucun puits ne doit dépasser en profondeur une couche de terrain aquifère, gazifère ou pétrolifère, quelle qu'en soit l'importance, sans avoir, au préalable, isolé cette couche ou son contenu soit par la méthode d'injection d'eau argileuse sous pression, soit par cuvelage, soit par cimentation, à moins d'une permission du ministre qui doit approuver le mode d'isolation employé.

14. Quand une source de gaz naturel combustible ou une couche de terrain connue comme étant gazifère est atteinte lors du fonçage d'un puits, ce gaz doit être emprisonné dans la couche productive de la façon prescrite par le ministre jusqu'à ce qu'il puisse être capté et utilisé sans gaspillage ; cette couche de terrain gazifère doit être dûment protégée contre les infiltrations d'eaux.

15. 1) Avis doit être donné au ministre 15 jours avant le commencement des travaux, de toute intention d'approfondir ou de réparer un puits ou de perforer le tubage de ce puits.

2) Cet avis doit résumer l'état actuel de ce puits et le programme des travaux en vue et est sujet à l'approbation du ministre.

3) Cet article s'applique également à la reprise des travaux sur tout puits où les opérations ont été suspendues pour une période de plus de 6 mois.

16. Avant de suspendre les travaux de sondage ou d'abandonner un puits, avant de démonter le chevalement et tout autre appareil ou construction et avant de déplacer aucune partie du tubage, l'exploitant doit en obtenir l'autorisation du ministre.

17. 1) Tout exploitant doit ménager, à la satisfaction de l'inspecteur, autour de chaque puits, bâtiment ou construction, un espace libre de toute matière combustible.

2) Tout feu ou foyer dont l'exploitant fait usage doit être suffisamment couvert ou protégé pour ne pas mettre en danger la propriété qui l'avoisine.

18. Il est strictement défendu de fumer sur l'emplacement d'aucun chevalement ou autre appareil de sondage ainsi que dans un rayon de 25 mètres de tout puits de gaz naturel ou d'huile minérale, qu'il soit à l'état de fonçage ou de production.

19. Tout exploitant ayant exécuté avant l'adoption du présent règlement des travaux de recherche ou d'exploitation qui sont soumis à ce règlement, se conformera à celui-ci si le ministre l'exige ; et aucun puits en voie de fonçage ne sera approfondi à moins qu'il ne soit en règle avec tous les articles de ce règlement.

A.C. 2790-31, (1931) 63 G.O., 3942
A.C. 2532-78, (1978) 110 G.O. II, 5579, 5603



c. M-13, r.7

Règlement sur les mesures de sécurité dans les mines inexploitées

Loi sur les mines

(L.R.Q., c. M-13, a. 296, par. p)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent on entend par :

a) « ministre » : le ministre de l'Énergie et des Ressources ;

b) « ouvrages souterrains » : l'ensemble des ouvrages souterrains effectués pour l'exploration, la mise en valeur ou l'exploitation d'une mine ;

c) « propriétaire » : le propriétaire, le locataire ou le dernier exploitant d'une mine qui a cessé ses opérations ou qui n'est plus en opération.

2. Le propriétaire d'une mine qui a cessé temporairement ses opérations ou qui n'est plus en opération, doit obturer, boucher ou couvrir les orifices au jour des puits, des cheminées, des galeries à flanc de coteau, des rampes ou autres accès similaires aux ouvrages souterrains, au moyen de dalles de béton armé ou de remblayage de pierre, de sable ou de gravier.

3. Ne sont pas réputés être une cessation temporaire des opérations minières une grève, un lock-out ou la cessation de l'exploration ou de l'exploitation souterraine d'une mine pour une période moindre de 3 mois ou pour une période plus longue, pourvu que, dans ce dernier cas, la mine soit surveillée par un gardien qui effectue une visite hebdomadaire des ouvrages souterrains.

4. Lorsque l'emplacement, l'état ou les dimensions des orifices au jour des ouvrages mentionnés à l'article 2 ne permettent pas de les couvrir, de les obturer ou de les boucher, une clôture doit être construite autour de ces orifices selon les normes établies à l'article 12.

5. Le puits d'une mine doit être bouché ou protégé conformément aux articles 2 ou 4, même lorsque le chevalement ou le bâtiment du puits est laissé en place.

6. Les dalles de béton armé utilisées pour boucher ou couvrir les accès d'une mine abandonnée doivent reposer sur le béton des orifices ou directement sur le roc lorsque les orifices ne sont pas en béton.

7. Les dalles de béton armé doivent avoir une épaisseur minimale de 150 millimètres lorsque le béton employé dans leur fabrication a une résistance de 30 mégapascals et l'orifice, une largeur de 1,50 mètre.

8. Les dalles doivent avoir une épaisseur proportionnellement plus grande afin de leur donner une résistance équivalente lorsque le béton utilisé dans leur fabrication a une résistance inférieure à 30 mégapascals ou que la largeur de l'orifice est supérieure à 1,50 mètre.

9. Lorsqu'une dalle de béton armé est déposée ou coulée directement sur le roc de l'orifice, l'intervalle entre celui-ci et le niveau de la surface doit être remblayé de sable, gravier ou autres matériaux semblables, à moins que le talus reliant la surface à l'orifice n'ait un angle inférieur à l'angle de repos des matériaux de remblayage.

10. Les dalles peuvent être constituées de plusieurs sections d'au moins 1,50 mètre de largeur et être conformes ou équivalentes à la norme spécifiée au plan apparaissant à l'annexe 1, et être munies de boulons à œil ou d'ouvertures permettant leur déplacement. Cette disposition ne s'applique pas lorsqu'une dalle est coulée sur place.

11. Une dalle doit porter l'année de sa fabrication ainsi que l'identification de la mine ou de son propriétaire.

12. Les clôtures érigées autour des accès aux ouvrages souterrains d'une mine, telles que mentionnées à l'article 3, doivent être conformes aux normes minimales suivantes :

a) la clôture doit être construite en maille d'acier galvanisé de calibre numéro 9, dont les ouvertures ne doivent pas avoir plus de 60 millimètres de côté ;

b) la hauteur de la clôture doit être d'au moins 2,50 mètres et le maillage doit être soudé aux poteaux et aux supports horizontaux ;

c) les poteaux formant les bouts, les coins ou soutenant les barrières doivent être en acier galvanisé de 90 millimètres de diamètre ; les autres doivent avoir 60 millimètres de diamètre et ils ne doivent pas être espacés de plus de 3 mètres ;

d) la barre supérieure servant de support horizontal doit être en tuyau d'acier galvanisé d'environ 45 millimètres de diamètre ;

e) tout matériau dont la qualité, la solidité, l'efficacité et la durée est équivalente ou supérieure aux normes exigées aux paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* peut être utilisé ;

f) sauf lorsqu'ils sont fixés dans le roc, les trous servant à fixer les poteaux doivent avoir les dimensions suivantes : 1,20 mètre de profondeur, 350 ou 400 millimètres de diamètre à l'orifice et ils doivent être remplis de béton lors de la fixation des poteaux ;

g) dans le roc les trous servant à fixer les poteaux doivent avoir de 500 à 750 millimètres au moins de profondeur et être à peu près du même diamètre que les poteaux utilisés ;

h) les barrières doivent avoir la même hauteur que la clôture ;

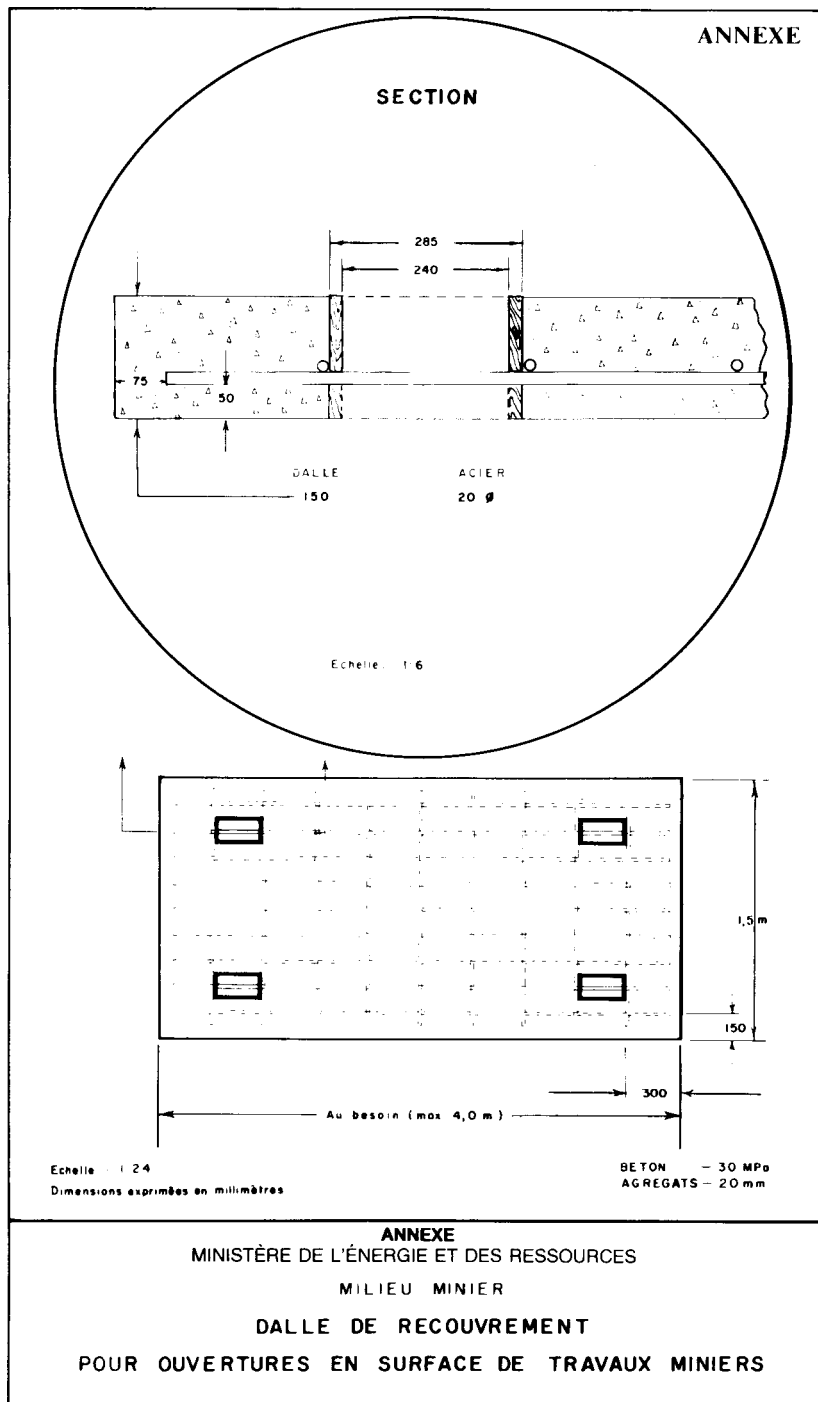
i) des panneaux indicateurs du danger que présentent les galeries ou les puits doivent être placés à l'entrée du chemin d'accès à la mine ainsi que sur toutes les faces de la clôture ou de la barrière entourant les ouvrages dangereux.

13. Il est interdit d'endommager une clôture, une barrière ou une dalle de béton construite et installée conformément au règlement ; une telle clôture ou dalle de béton ne doit pas être déplacée ou enlevée sans l'autorisation écrite du propriétaire de la mine abandonnée.

14. Lorsque le propriétaire d'une mine néglige ou refuse d'exécuter les travaux prescrits par le règlement ou lorsqu'il est introuvable ou encore lorsque la concession minière ou le bail minier est rétrocédé à la Couronne ou révoqué, le ministre doit faire exécuter les travaux de protection prévus par le présent règlement et, si possible, en réclamer le coût auprès du propriétaire.

ANNEXE 1

(a. 10)





c. M-13, r.8

Règlement sur les permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans les dépôts d'alluvion

Loi sur les mines
(L.R.Q., c. M-13, a. 298)

1. Le permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans les dépôts d'alluvion visé au paragraphe *b* de l'article 298 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13) est délivré par le ministre de l'Énergie et des Ressources.

2. La demande de permis d'exploration doit être présentée par écrit au ministre de l'Énergie et des Ressources qui le délivre si aucun motif d'intérêt public ne s'y oppose.

3. Le permis d'exploration ne donne droit ni au pétrole ni au gaz naturel contenu dans les alluvions.

4. La superficie du territoire faisant l'objet du permis d'exploration est assujettie à l'article 298 de la Loi sur les mines.

5. Le permis d'exploration dure 10 ans à compter de sa date.

6. Le détenteur du permis d'exploration doit payer, avant le début de chaque année de son permis, un loyer de 60 \$ le kilomètre carré.

7. Le détenteur doit effectuer, dans le territoire qui fait l'objet de son permis d'exploration, des travaux de recherche qui seraient acceptables d'après la section IX de la Loi sur les mines ou des règlements adoptés en vertu de celle-ci et ce, au coût suivant :

- a) 60 \$ le kilomètre carré, pendant chacune des 2 premières années ;
- b) 400 \$ le kilomètre carré pendant chacune des années subséquentes.

8. Sur demande écrite, le ministre peut autoriser, aux conditions qu'il détermine, le détenteur de plusieurs permis d'exploration à les grouper pour l'exécution des travaux de recherche.

9. Si, pour des raisons jugées suffisantes par le ministre, le détenteur d'un permis d'exploration n'a pas fait dans une année les travaux requis, il peut conserver son permis en payant au ministre, avant la fin de l'année, en plus du loyer pour l'année suivante, un montant égal à la somme non dépensée ; cependant, si la délinquance se produit au cours de la première année, le ministre peut, pour raisons valables, permettre que les travaux soient faits l'année suivante.

10. Si des travaux de recherche en excédent de la somme requise ont été faits au cours d'une année quelconque, cet excédent est applicable aux années subséquentes ; si le détenteur du permis d'exploration a renoncé à une partie du territoire qui en fait l'objet, l'excédent de coût des travaux antérieurs à la renonciation est réduit proportionnellement.

11. Le détenteur doit, dans tous les cas, faire rapport de ses travaux dans les 90 jours de la fin de chaque année de son permis et produire par écrit au ministre 2 copies authentiques des documents suivants :

a) un rapport complet et détaillé accompagné des cartes et plans pertinents de tous les travaux exécutés pendant l'année sur le territoire faisant l'objet du permis ; ce rapport doit indiquer les dates d'exécution des travaux, l'exposé des méthodes employées, l'interprétation des observations recueillies ainsi que les autres données ou conclusions pertinentes ; il doit être accompagné d'une attestation de la compétence de son auteur ;

b) un état détaillé des dépenses encourues.

12. Le détenteur peut, à la fin de chaque année de son permis, y renoncer en entier ou en partie à la condition :

- a) qu'il en avise le ministre ;
- b) que la superficie résiduelle, s'il y a lieu, soit comprise dans un seul périmètre ou soit formée d'une ou de plusieurs parcelles quadrilatères ayant une superficie d'au moins 2,5 kilomètres carrés.

13. La renonciation partielle ne réduit pas les travaux requis pour l'année en cours.

14. Le défaut de payer le loyer dans les 30 jours de l'échéance emporte déchéance du permis d'exploration.

15. Dans les autres cas où le détenteur manque à ses obligations, le ministre peut l'aviser par écrit du manque-

ment et annuler le permis d'exploration si le détenteur ne se met pas en règle dans les 90 jours.

16. Le permis n'est pas renouvelable mais le détenteur a le droit d'obtenir pendant sa durée un ou des baux miniers conformément à l'article 300 de la Loi sur les mines.

17. Le détenteur du permis ou du bail qui en découle reste assujéti à l'article 124 de la Loi sur les mines et des règlements adoptés en vertu de celui-ci pour ce qui concerne le droit d'exploiter les matériaux rejetés.

18. Le détenteur doit donner, aux ingénieurs des mines, géologues ou techniciens et aux administrateurs diplômés des universités et écoles du Québec dans la mesure où ils sont disponibles et dans la mesure où ils possèdent les qualifications requises, la préférence en matière d'emplois ; le détenteur doit, dans tous les cas, donner la préférence aux ouvriers québécois.

19. Le détenteur ne peut, sans le consentement préalable du ministre, louer, vendre, céder, donner, transporter conditionnellement ou définitivement, hypothéquer ou autrement aliéner, ou affecter de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, les droits qu'il détient en vertu de son permis d'exploration.

20. Sauf les dérogations particulières prévues au présent règlement, le détenteur doit se conformer à toutes les dispositions de la Loi sur les mines et des règlements adoptés en vertu de celle-ci, en autant que celles-ci peuvent s'appliquer.

A.C. 428-68, (1968) 100 G.O., 1597

A.C. 2532-78, (1978) 110 G.O.II, 5579 et 5587



c. M-13, r.9

Règlement sur les redevances payables par les titulaires de baux d'exploitation de pétrole et de gaz naturel

Loi sur les mines
(L.R.Q., c. M-13, a. 179)

I. Le détenteur d'un bail d'exploitation paie au ministre de l'Énergie et des Ressources dans les premiers 25 jours de chaque mois, les redevances suivantes :

1) sur le pétrole extrait de l'emplacement faisant l'objet d'un bail au cours des 30 jours précédents :

a) lorsque la production moyenne quotidienne par puits en exploitation est de 7 mètres cubes ou moins : 5% de la valeur marchande à la tête du puits ;

b) lorsque la production est supérieure à 7 mètres cubes mais inférieure à 30 mètres cubes :

i. 5% de la valeur marchande à la tête du puits sur les 7 premiers mètres cubes ;

ii. 10% de la valeur marchande à la tête du puits sur l'excédent ;

c) lorsque la production est supérieure à 30 mètres cubes :

i. 8,75% de la valeur marchande à la tête du puits sur les 30 premiers mètres cubes ;

ii. 12,5% de la valeur marchande à la tête du puits sur l'excédent ;

2) sur le gaz naturel résiduel extrait de l'emplacement faisant l'objet d'un bail au cours des 30 jours précédents :

a) lorsque la production moyenne quotidienne est égale ou inférieure à 84 000 mètres cubes : 10% de la valeur marchande à la tête du puits sur les premiers 84 000 mètres cubes ;

b) lorsque la production excède 84 000 mètres cubes :

i. 10% de la valeur marchande à la tête du puits sur les premiers 84 000 mètres cubes ;

ii. 12,5% de la valeur marchande à la tête du puits sur l'excédent.



c. M-13, r.10

Règlement sur les réservoirs souterrains

Loi sur les mines

(L.R.Q., c. M-13, a. 296)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose, les mots et expressions suivants signifient :

a) « bail » : un bail à emmagasinement ou un permis d'enfouissement émis en vertu de la section XVII de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13) ;

b) « emmagasinement » : comprend les opérations d'extraction des substances minérales, des produits ou des résidus industriels qui ont été introduits dans un réservoir souterrain ;

c) « ministre » : le ministre de l'Énergie et des Ressources ;

d) « périmètre de protection » : bande de terrain qui entoure le périmètre d'un réservoir souterrain ainsi que celles des ressources naturelles qui peuvent être rendues vulnérables par son utilisation ;

e) « permis » : un permis de recherche de réservoirs souterrains émis en vertu de la section XVII de la Loi sur les mines ;

f) « puits d'observation » : un puits foré ou utilisé dans le but d'obtenir des informations sur les propriétés et le comportement d'un réservoir souterrain ou de son environnement ;

g) « réservoir souterrain » : toute masse de roche, consolidée ou non, contenant des cavités naturelles ou artificielles, qui est apte à être utilisée dans le but d'emmagasiner des substances minérales ou des produits ou résidus industriels ou de les enfouir définitivement, ou qui peut devenir apte à être utilisée.

SECTION II PERMIS DE RECHERCHE DE RÉSERVOIRS SOUTERRAINS

2. 1) La demande de permis doit être adressée par écrit au ministre et indiquer :

a) le nom de la compagnie qui fait la demande de même que son siège social ou sa principale place d'affaire au Québec ;

b) le nom et l'adresse de ses administrateurs et de ses officiers.

2) La demande doit être accompagnée :

a) d'un plan et d'une description du territoire faisant l'objet de la demande ;

b) d'un mémoire précisant la nature et l'étendue des travaux envisagés et donnant tous renseignements d'ordre géologique et géophysique sur les formations intéressées ;

c) de l'avis d'un ingénieur en ce qui concerne la protection des eaux utilisées pour l'alimentation ou susceptibles de l'être, contre les risques de pollution par les hydrocarbures et les autres fluides mis en oeuvre ;

d) une déclaration justifiant les capacités techniques et financières de la compagnie ;

e) de la rente exigible pour la première année.

Si le permis n'est pas accordé, la somme versée comme rente est remboursée.

3. Le permis dure 5 ans à compter de sa date.

4. Le territoire visé doit être compris à l'intérieur d'un seul périmètre et sa superficie ne doit pas dépasser 25 000 hectares.

5. Le détenteur doit payer au ministre, avant le début de chaque année, une rente de 0,07 \$ l'hectare.

6. 1) Le détenteur doit effectuer dans le territoire qui fait l'objet de son permis des travaux de recherche qui comprennent :

a) les recherches proprement dites, notamment des études géologiques, des études géophysiques et des forages ;

b) la création de cavités souterraines artificielles ou l'aménagement de telles cavités naturelles ;

c) les essais de ces cavités.

2) Les travaux de recherches doivent être effectués au coût suivant :

a) première année : 0,50 \$ l'hectare, minimum 3 000 \$;

b) deuxième année : 1,00 \$ l'hectare, minimum 6 000 \$;

c) troisième année : 1,50 \$ l'hectare, minimum 9 000 \$;

d) quatrième année : 2,00 \$ l'hectare, minimum 12 000 \$;

e) cinquième année : 2,50 \$ l'hectare, minimum 15 000 \$.

7. Lorsque celui qui demande un permis est déjà détenteur d'un claim, d'un permis de mise en valeur, d'un bail minier, d'un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel ou d'un permis d'exploration, délivré en vertu du paragraphe *a* de l'article 298 de la Loi sur les mines, sur le même territoire, les rentes exigées pour l'obtention et le renouvellement du permis sont fixées au tiers de celles prévues aux articles 5 et 11 ; le coût des travaux requis pour le renouvellement du permis est, dans le même cas, fixé au quart de celui qui est prévu aux articles 6 et 12.

8. Le détenteur d'un permis doit déposer entre les mains du ministre, avant le début de chacune des années du permis ou de son renouvellement, une somme d'argent égale au montant minimal qu'il devra dépenser au cours de cette année, mais n'excédant pas 50 000 \$ pour l'ensemble des permis qu'il détient.

Cette somme lui est remboursée sur preuve qu'il a dépensé le montant minimal requis sur chacun des permis, pourvu qu'il se soit conformé à toutes les autres dispositions de la Loi sur les mines et de ses règlements.

Le ministre retient une somme égale au montant non dépensé pour être versée au fonds consolidé du revenu.

9. Le détenteur doit fournir au ministre, dans les 30 jours précédant chaque année de son permis, le programme de ses travaux de recherche.

Ce programme doit indiquer, entre autre, les mesures prévues en vue d'assurer la sécurité publique, la conservation des substances minérales, et des sources et nappes d'eau alimentant ou susceptibles d'alimenter les lieux habités et en vue de préserver la solidité des constructions des voies de communication, les exploitations agricoles et industrielles et les établissements publics.

10. Le détenteur d'un permis doit faire rapport des travaux effectués sur le territoire qui fait l'objet de son permis en soumettant au ministre par écrit :

a) une description sommaire des travaux effectués en vertu du permis ;

b) une déclaration détaillée des sommes dépensées au cours de l'année pour les travaux effectués dans le territoire qui fait l'objet du permis ; cette déclaration doit être certifiée par un comptable agréé ; et

c) une copie des rapports complets et détaillés de tous les travaux effectués dans le territoire qui fait l'objet du permis.

11. Le ministre accorde le renouvellement du permis sur paiement d'une rente annuelle de 0,40 \$ l'hectare.

12. Le détenteur doit, pendant la période de chaque renouvellement, effectuer ou faire effectuer dans le territoire qui fait l'objet de son permis des travaux consistant en études géologiques ou géophysiques, en essais ou en forage de puits ou de trous de sondage et en autres travaux de recherche au coût suivant : 2,50 \$ l'hectare, minimum 20 000 \$.

13. Les travaux de recherche en excédant de la somme requise faits au cours d'une année sont applicables aux années subséquentes à la condition qu'un état détaillé, certifié par un comptable agréé, soit remis en duplicata au ministre dans les 90 jours de la fin de l'année au cours de laquelle ils ont été faits.

Si le détenteur de permis a renoncé à une partie du territoire, l'excédent du coût des travaux antérieurs à la renonciation est réduit proportionnellement.

14. Si le détenteur d'un permis n'a pas fait dans une année les travaux requis, il peut conserver son permis en payant au ministre, avant la fin de l'année, en plus de la rente pour l'année suivante, un montant égal à la somme non dépensée. Toutefois, le détenteur qui n'a pas fait les travaux requis durant la première année peut effectuer au cours de la deuxième année les travaux requis pour les deux années moyennant une rente supplémentaire de 0,07 \$ l'hectare.

15. Sur demande écrite, le ministre peut autoriser par écrit le détenteur de plusieurs permis de recherche à les grouper pour l'exécution des travaux de recherche.

16. Les permis ainsi groupés doivent être contigus ou situés en partie à l'intérieur d'un cercle de 40 kilomètres de rayon et leur superficie totale ne doit pas dépasser 120 000 hectares.

17. Le groupement entre en vigueur à la date où le ministre l'autorise et vaut jusqu'à ce que le détenteur des permis le modifie ou y renonce.

18. Le détenteur des permis groupés peut en tout temps, avec l'autorisation préalable du ministre, modifier le groupement.

19. 1) Les travaux de recherche effectués, pendant la durée du groupement, sur les terrains faisant l'objet des permis groupés peuvent être appliqués, au choix du détenteur :

- a) à n'importe quel permis du groupement ;
- b) à tous les permis du groupement dans la proportion qu'il indique.

2) Les travaux de recherche appliqués à un permis en vertu du paragraphe 1 ne peuvent être reportés à un groupement subséquent.

20. La renonciation partielle ne réduit pas les travaux requis pour l'année en cours.

21. Le permis confère au détenteur le droit d'effectuer des essais se rapportant au réservoir souterrain pour une période n'excédant pas 30 jours.

22. Le détenteur de permis qui désire se prévaloir de ce droit doit aviser le ministre au moins 1 mois avant la date prévue pour le commencement des essais et lui transmettre un rapport complet indiquant :

- a) la localisation et la description du réservoir souterrain faisant l'objet des essais ;
- b) les renseignements géologiques, géophysiques et hydrologiques, de même que les résultats des forages qui justifient les essais rejetés ;
- c) la localisation, l'état actuel et les caractéristiques des puits qui seront utilisés pendant la période d'essais, de même qu'une description complète des formations géologiques consolidées et non traversées par les puits et tous les documents qui se rapportent au puits ;
- d) la nature et les propriétés des substances qui seront emmagasinées ou enfouies dans le réservoir souterrain pendant la période d'essai ;
- e) la pression à la tête du puits, à laquelle les substances seront injectées dans le réservoir souterrain ;
- f) la nature, le but et la durée de chaque essai projeté ;
- g) les normes de sécurité et de salubrité qui seront appliquées pour la protection du public ;
- h) les mesures qui seront appliquées pour assurer la prévention de la pollution et la conservation des richesses naturelles ; et

- i) les méthodes utilisées pour disposer des substances qui ont servi aux essais.

23. Le défaut de payer la rente dans les 30 jours de l'échéance emporte la déchéance du permis.

SECTION III BAIL À EMMAGASINEMENT ET PERMIS D'ENFOUISSEMENT

24. La demande de bail doit être adressée par écrit au ministre et indiquer :

- a) le nom de la compagnie qui fait la demande de bail, de même que son siège social ou sa principale place d'affaires au Québec ;
- b) l'objet de la demande : bail d'emmagasinement ou permis d'enfouissement ;
- c) le périmètre des terrains faisant l'objet de la demande, y compris le périmètre de protection qui comprend toute la zone à l'intérieur de laquelle doivent être assurées la protection du réservoir et celle des eaux souterraines ;
- d) les caractéristiques techniques du réservoir ;
- e) la nature et le volume maximal approximatif des produits qui seront emmagasinés ou enfouis de même que la pression à laquelle ils seront injectés dans le réservoir ;
- f) toutes justifications de l'intérêt public de l'emmagasinement ou de l'enfouissement.

25. La demande de bail doit être accompagnée :

- a) des documents nécessaires pour justifier de la capacité de la compagnie, tant au point de vue technique que financier, pour entreprendre et conduire l'exploitation du réservoir souterrain ;
- b) d'un mémoire explicatif et justificatif indiquant les constatations faites au cours des travaux de recherches et au cours de la création et des essais de la cavité d'emmagasinement ou d'enfouissement ;
- c) d'un plan des installations projetées ;
- d) d'une déclaration établissant la participation financière ou technique de toute autre personne impliquée dans le projet ;
- e) de la rente exigible pour la première année.

Si le bail est refusé, la somme versée comme rente est remboursée.

26. Le détenteur doit verser au ministre, avant le début de chaque année, une rente d'au moins 12 \$ l'hectare et

d'au plus 50 \$ l'hectare. La rente est fixée pour chaque réservoir en tenant compte :

- a) du volume et de la profondeur du réservoir ;
- b) du volume des substances qui peuvent être emmagasinées ou enfouies dans le réservoir en considération de la superficie du bail ;
- c) de la facilité d'injection et d'extraction des substances à être emmagasinées ou enfouies ;
- d) des substances à être emmagasinées ou enfouies ;
- e) de l'usage et des avantages pour l'intérêt public de l'utilisation du réservoir ;
- f) de la localisation du réservoir par rapport au marché et aux moyens de transport disponibles ;
- g) du nombre de réservoirs souterrains dans le terrain faisant l'objet du bail.

27. La superficie et la forme des terrains faisant l'objet du bail sont déterminées par la projection verticale en surface du périmètre du réservoir souterrain et du périmètre de protection.

Dans tous les cas, la largeur moyenne du périmètre de protection doit être d'au moins 10% de la largeur du réservoir souterrain mesurée à l'endroit le plus large.

28. Dès l'émission du bail, l'emmagasinement ou l'enfouissement des substances minérales ou des produits ou résidus industriels qui sont mentionnés dans le bail doit être commencé et poursuivi dans un délai raisonnable et ce, par des procédés conformes à la pratique reconnue.

29. Le détenteur qui s'est conformé aux conditions de son bail à emmagasinement peut en obtenir le renouvellement pour 3 périodes consécutives de 10 ans au maximum.

Il doit en faire la demande par écrit au ministre avant l'expiration.

30. Le renouvellement est accordé aux conditions alors en vigueur.

31. 1) Le détenteur d'un permis ou d'un bail peut céder son permis ou son bail aux conditions suivantes :

- a) il doit avoir rempli les obligations imposées par son titre, à la date de la cession et s'être conformé en tout temps à la Loi sur les mines et au présent règlement ;
- b) la personne à laquelle il désire céder son permis ou son bail doit remplir les exigences requises d'un détenteur de bail ou de permis.

2) Une copie authentique ou un double de l'acte de cession doit être transmis au ministre pour enregistrement conformément à la section XX de la Loi sur les mines.

3) Si les conditions prévues au paragraphe 1 sont satisfaites, le ministre enregistre sommairement l'acte de cession dans un registre spécial sur paiement d'un honoraire de 10 \$.

4) Tout acte non enregistré est nul vis-à-vis de la Couronne.

32. Le détenteur d'un bail doit tenir, à son lieu d'affaires au Québec, les dossiers et livres comptables nécessaires pour établir les recettes et déboursés relatifs à l'utilisation du réservoir souterrain.

33. Le détenteur d'un bail doit, dans les 90 jours de la fin de chaque année, fournir au ministre :

- a) une carte du terrain faisant l'objet du bail indiquant l'emplacement des puits, bâtisses, pipelines et autres travaux effectués en rapport avec l'utilisation du réservoir souterrain ;
- b) les cartes et les rapports des travaux ou essais effectués au cours de l'année sur le terrain faisant l'objet du bail.

34. Le détenteur d'un bail ne peut extraire du réservoir souterrain une quantité de substances minérales plus grande que celle injectée à moins de détenir les droits de mine sur ces substances.

35. Le détenteur d'un bail doit fournir au ministre, dans les 25 premiers jours de chaque mois, un état indiquant la quantité de substances minérales, de produits ou résidus industriels emmagasinée et enfouie quotidiennement dans le réservoir souterrain de même que la quantité qui en est extraite quotidiennement.

SECTION IV SÉCURITÉ ET CONSERVATION

36. Le détenteur d'un permis ou d'un bail qui aménage une mine ou toute autre cavité artificielle dans le but d'emmagasiner ou d'enfouir de façon définitive des substances minérales ou des produits ou résidus industriels est assujéti à la section XXVIII de la Loi sur les mines et aux règlements adoptés en vertu de cette section.

37. Le détenteur d'un permis ou d'un bail qui découvre du pétrole, du gaz naturel, de l'eau ou de la saumure doit prendre tous les moyens nécessaires pour les isoler dans les zones ou formations où ils ont été découverts.

38. Le détenteur d'un bail doit, chaque année, effectuer le relevé du réservoir souterrain sur le terrain faisant l'objet du bail.

Il doit, dans les 90 jours du relevé, faire rapport au ministre.

39. Le détenteur d'un permis ou d'un bail doit prendre toutes les mesures nécessaires :

a) pour éviter les intercommunications entre niveaux aquifères traversés par les puits ou sondages de recherches, d'essais ou d'exploitation et l'épanchement de ces niveaux dans ces puits de sondage ;

b) pour assurer la conservation de l'étanchéité et de la résistance mécanique des cavités ; et

c) pour assurer la préservation des caractéristiques du réservoir souterrain et des formations géologiques avoisinantes.

40. Le détenteur doit utiliser le réservoir souterrain qui fait l'objet de son bail d'une manière rationnelle et efficace.

41. Le détenteur d'un bail doit aviser le ministre, sans délai, de tout changement aux caractéristiques du réservoir souterrain de nature à mettre en danger des personnes ou des biens. Il doit de plus prendre tous les moyens nécessaires pour remédier à la situation dangereuse.

42. Les substances et les produits utilisés pour effectuer les essais visés aux articles 21 et 22 ne doivent pas être de nature à préjudicier au réservoir souterrain ainsi qu'aux ressources naturelles qui peuvent être rendues vulnérables par son utilisation.

SECTION V PERMIS DE FORAGE

43. Nul ne peut forer un puits ou un trou de sondage dans les limites du territoire visé par un bail, y compris le périmètre de protection sans avoir préalablement avisé le ministre et le détenteur du bail.

44. Le Règlement sur le gaz naturel combustible et l'huile minérale (c. M-13, r.6) s'applique *mutatis mutandis* au détenteur d'un permis ou d'un bail.

45. La demande de permis doit être faite sur la formule reproduite à l'annexe A et être accompagnée d'un plan, en triple exemplaire, préparé par un géologue compétent, un ingénieur ou un arpenteur indiquant clairement le site exact du puits proposé ou du trou de sondage par rapport aux limites des lots et des rangs, aux routes, aux chemins de fer, aux lignes électriques, aux cours d'eau, aux édifices,

à tous traits géographiques et topographiques pertinents et, lorsque nécessaire, à la longitude et à la latitude.

46. Il est interdit de forer un puits ailleurs qu'à l'endroit spécifié dans le permis sans la permission préalable du ministre.

47. Le permis de forage prend fin lorsque le puits est complété ou abandonné.

SECTION VI CARACTÈRE CONFIDENTIEL DE L'INFORMATION

48. L'information fournie en vertu du présent règlement est confidentielle sauf telle que prévue à la présente section.

49. L'information fournie par le détenteur d'un permis ou d'un bail concernant un levé géologique ou photogéologique de la surface des terrains couverts par ce permis ou ce bail peut être rendue publique 1 an après l'expiration du permis et, dans le cas d'un bail d'exploitation, à l'expiration du bail.

50. Toutefois, l'information concernant le site, l'élévation, la profondeur, les données sur le tubage et sa cimentation et sur l'état actuel d'un trou de sondage peut être rendue publique en tout temps.

51. Le détenteur d'un permis ou d'un bail qui a fourni une information peut, en tout temps, autoriser, par écrit, le ministre à la rendre publique.

ANNEXE A

(a. 45)

FORMULE DE DEMANDE DE PERMIS DE FORAGE
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES
LOI SUR LES MINES (L.R.Q., c. M-13)

Demande de permis pour le forage d'un nouveau puits

(Cette demande en 3 exemplaires, remplie en entier, et accompagnée d'un plan en 3 exemplaires indiquant le site exact où l'on se propose d'effectuer le forage devra être soumise et approuvée avant le commencement des opérations).

Conformément à la Loi sur les mines et au Règlement sur les réservoirs souterrains (R.R.Q., c. M-13, r.10), une demande est par la présente soumise en vue d'obtenir un permis pour forer le puits suivant :

.....
 (nom et numéro du puits)

Par :
 (nom et adresse du propriétaire du puits)

.....
 Sur le lot No Rang

Canton ou Paroisse

Seigneurie
 Comté de couvert par Permis () No
 bail () No

Le puits proposé sera situé à
 (coordonnées appropriées)

Altitude du terrain mètres au-dessus du niveau de la mer

Type d'appareil de forage neuf ou usagé

<i>TUBAGE :</i>	<i>Diamètre</i>	<i>Poids</i>	<i>Gramme</i>	<i>Marque</i>	<i>Neuf ou usagé</i>	<i>Profondeur en mètres</i>	<i>Sacs de ciment</i>
1 ^{er}
2 ^e
3 ^e
4 ^e

Profondeur projetée du puits :

Horizons d'eau, de pétrole et de gaz naturel et méthode de contrôle anticipée :

.....

Le puits sera foré par
(nom de l'entrepreneur)
Nom et adresse de l'agent
ou du représentant de l'exploitant
Nom de l'exploitant

Signé par

Titre

Date 19

(À l'usage exclusif du ministère de l'Énergie et des Ressources)

APPROUVÉ

Permis no

Cette demande a été examinée et approuvée sous la réserve des conditions suivantes :

Date 19

.....
Ministère de l'Énergie et des Ressources



c. M-13, r.11

Règlement sur la saumure

Loi sur les mines

(L.R.Q., c. M-13, a. 296)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose, les mots et expressions suivants signifient :

a) « permis » : un permis de recherche de saumure accordé en vertu de la section XVIII de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13) ;

b) « bail » : un bail d'exploitation de saumure accordé en vertu de la section XVIII de la Loi sur les mines ;

c) « fonctionnaire autorisé » : une personne nommée par le ministre ;

d) « puits d'observation » : un puits complété à l'intérieur ou à l'extérieur d'un aquifère dans le but d'obtenir des informations sur les propriétés et le comportement de l'aquifère ou de son environnement ;

e) « ministre » : le ministre de l'Énergie et des Ressources ;

f) « puits d'injection » : un puits utilisé dans le but de disposer ou d'emmagasiner un fluide dans le sous-sol ;

g) « citerne » : récipient, fermé ou non, construit pour recevoir la saumure.

2. La compagnie ou société qui demande un permis doit établir qu'elle possède en disponibilité une somme d'au moins 50 000 \$.

3. Le détenteur d'un permis doit déposer entre les mains du ministre, avant le début de chacune des années du permis ou de son renouvellement, une somme d'argent égale au montant minimal qu'il devra dépenser au cours de l'année, mais n'excédant pas 50 000 \$ pour l'ensemble des permis qu'il détient.

Cette somme lui est remboursée sur preuve qu'il a dépensé le montant minimal requis sur chacun des permis, pourvu qu'il se soit conformé à toutes les autres dispositions de la Loi sur les mines et de ses règlements.

Le ministre retient une somme égale au montant non dépensé pour être versée au fonds consolidé du revenu.

4. Les travaux de recherche consistant en études géologiques, essais, forages de puits ou de trous de sondage, effectués pour la recherche et l'exploitation de la saumure,

doivent être effectués conformément au Règlement sur le gaz naturel combustible et l'huile minérale (c. M-13, r.6) et au Règlement sur les réservoirs souterrains (c. M-13, r.10).

5. Le détenteur de permis qui désire se prévaloir du droit d'extraire de la saumure d'un aquifère au cours de la période d'essais prévue à l'article 139 de la Loi sur les mines, doit aviser le ministre au moins 1 mois avant la date prévue pour le commencement des essais et lui transmettre un rapport complet indiquant :

a) la localisation et la description de l'aquifère faisant l'objet de la demande ;

b) les renseignements géologiques, géophysiques de même que les résultats de forages qui justifient les essais projetés ;

c) la localisation, l'état actuel et les caractéristiques des puits qui seront utilisés pendant la période d'essais, de même qu'une description complète des formations géologiques consolidées ou non traversées par les puits et tous les documents qui se rapportent au puits ;

d) la nature, le but et la période de chaque essai projeté ;

e) les mesures de sécurité et de salubrité qui seront appliquées pour la protection de la santé du public, la conservation des richesses naturelles, la prévention de la pollution et les mesures qui seront prises pour disposer de la saumure.

6. Le résultat de tout essai de pompage, ou de tout essai qui implique l'extraction de saumure, doit être soumis au ministre de l'Énergie et des Ressources au plus tard 2 semaines après que les essais ont été complétés.

7. La saumure, ou toute substance extraite de la saumure, doit être entreposée en tout temps dans une fosse ou un réservoir approprié de façon :

a) à être, en tout temps, étanche aux fuites ;

b) à ne pas créer ou constituer un danger pour la santé publique ;

c) à ne pas contaminer les eaux souterraines et superficielles ;

d) à ne pas contaminer le sol ;

e) à ne pas causer de dommage à autrui.

8. 1) Une fosse servant à l'entreposage de la saumure doit être construite selon les spécifications suivantes :

- a) les parois et les rebords de la fosse doivent être recouverts d'un matériel imperméable et être en tout temps étanches aux fuites ;
- b) la superficie doit être d'au plus 55 mètres carrés ;
- c) la profondeur doit être d'au moins 60 centimètres ;
- d) les rebords doivent avoir au moins 60 centimètres d'épaisseur et de hauteur ;
- e) l'emplacement doit être tel que l'eau de surface ne peut s'y accumuler.

2) Une citerne utilisée pour recevoir la saumure doit être étanche et construite de matériaux résistants.

9. Une fosse et une citerne placées entièrement sous la surface du sol ne peuvent être utilisées tant que :

- a) un plan détaillé de la fosse, de la citerne et de leur environnement n'a été déposé au bureau du ministre ;
- b) une déclaration indiquant l'usage et la destination finale de la saumure ainsi entreposée n'est déposée au bureau du ministre.

Dans tous les cas, elles ne peuvent être utilisées tant qu'elles ne sont pas entourées d'une barrière ou d'une installation de protection pour le public, érigée à au moins 1,25 mètre de la partie externe du rebord de la fosse et à au moins 1,25 mètre de l'emplacement de la citerne.

10. Une citerne entièrement ou partiellement située à la surface du sol et utilisée pour entreposer la saumure doit être en tout temps entourée d'une digue dont la capacité nette sera plus grande que celle de la plus grande citerne entourée par la digue ou d'une plus grande capacité lorsque la sécurité et la salubrité l'exigent.

La digue doit être maintenue en bonne condition et la superficie refermée par la digue doit être tenue propre.

11. La demande de bail doit contenir les renseignements suivants :

- a) la description de l'aquifère contenant de la saumure et de l'information sur l'étendue possible de l'aquifère en dehors des permis ;
- b) les données géologiques, géophysiques et hydrologiques et autres que possède le demandeur sur l'aquifère ;
- c) la quantité de pétrole et de gaz naturel contenue dans l'aquifère, s'il en a été découvert au cours des recherches, et la quantité qui peut être économiquement exploitable ;

d) la localisation et l'état actuel de tous les puits forés sur le permis ;

e) un estimé de la réserve recouvrable de saumure ;

f) l'usage qu'on entend faire de la saumure à être exploitée ;

g) les substances contenues dans la saumure et celles que l'on se propose d'extraire, leurs propriétés et l'usage qu'on entend en faire ;

h) la rentabilité de l'exploitation de la saumure tenant compte des substances que l'on veut en extraire ;

i) la participation financière ou technique de toutes autres sociétés ou individus impliqués dans le projet ;

j) les moyens utilisés pour disposer de l'eau résiduelle ou de tout déchet résultant de toutes les opérations ;

k) tout autre renseignement pertinent.

Cette demande doit être accompagnée d'un rapport détaillé basé sur des données géologiques, sismiques ou autres établissant que l'exploitation de la saumure ne nuira pas à la mise en valeur d'une découverte de pétrole ou de gaz naturel ni à son exploitation.

12. Le détenteur d'un permis, qui demande un bail, doit :

a) prouver que la rentabilité de l'exploitation de saumure est satisfaisante tenant compte des effets qu'une telle exploitation de saumure peut avoir sur la recherche ou l'exploitation d'autres substances minérales qu'il a pu découvrir au cours de ses recherches ou sur l'utilisation possible de l'aquifère pour l'emménagement et l'enfouissement définitif ;

b) prouver que l'émission d'un bail d'exploitation de saumure ne nuira pas à la mise en valeur d'une découverte de pétrole ou de gaz naturel ni à son exploitation ;

c) prouver que les moyens proposés pour disposer de la saumure ou de toute autre substance sont suffisants pour assurer la protection de la santé du public et la conservation des richesses naturelles, et prévenir la pollution ;

d) déterminer la superficie du terrain qui fait l'objet de sa demande ;

e) fournir tout autre renseignement pertinent.

13. 1) Pour établir que son exploitation sera rentable, le détenteur d'un permis doit présenter une étude établissant :

a) l'existence, sur le marché, de la demande de la saumure ou de tous produits extraits de celle-ci ;

b) le coût de production de la saumure ou de tous produits extraits de la saumure ;

c) les avantages qui en résulteraient pour le Québec d'exploiter la saumure, tenant compte d'une découverte éventuelle de pétrole ou de gaz naturel dans le voisinage de l'aquifère ;

d) toutes autres données nécessaires pour établir la rentabilité de la production de la saumure.

2) Pour établir que son exploitation ne nuira pas à la mise en valeur d'une découverte de pétrole ou de gaz naturel ni à son exploitation, le détenteur d'un permis doit :

a) déterminer par des levés géographiques et vérifier par des forages et par l'utilisation de puits d'observation l'étendue de l'aquifère ;

b) déterminer par des essais appropriés si l'aquifère est hydrauliquement isolé d'une nappe de pétrole ou de gaz naturel qui aurait été découverte ;

c) déterminer si l'aquifère se régénérera naturellement ou sera régénéré artificiellement de façon à ce que la pression y soit maintenue pendant l'extraction de la saumure.

14. Le détenteur doit verser au ministre, avant le début de chaque année du bail, une rente de 2,50 \$ l'hectare.

15. Le détenteur d'un permis ou d'un bail peut céder son permis ou son bail aux conditions suivantes :

a) il doit avoir rempli les obligations imposées par son titre, à la date de la cession et s'être conformé en tout temps à la Loi sur les mines et au présent règlement ;

b) la personne à laquelle il désire céder son permis ou son bail doit remplir les exigences requises d'un détenteur de bail ou de permis ;

c) une copie authentique ou un double de l'acte de cession doit être transmis au ministre pour enregistrement conformément à la section XX de la Loi sur les mines ;

d) si les conditions prévues aux paragraphes a et b sont satisfaites, le ministre enregistre sommairement l'acte de cession dans un registre spécial sur paiement d'un honoraire de 10 \$;

e) tout acte non enregistré est nul vis-à-vis de la Couronne.

16. a) Le détenteur d'un bail, pas plus tard que 30 jours après la fin de chaque année de son bail ou de son permis, doit fournir au ministre une copie certifiée d'une carte du terrain faisant l'objet du bail, montrant l'emplacement des puits, des chemins, des bâtisses, des pipelines et

de tout autre travail entrepris en rapport avec l'utilisation de l'aquifère ; et

b) s'il ne l'a pas déjà fait, il doit fournir pas plus tard que 90 jours après la fin de chaque année de son bail toutes les cartes et rapports sur les travaux ou essais entrepris au cours de l'année ; et

c) il doit fournir toute autre information et échantillons requis par la Loi sur les mines et ses règlements.

17. Le détenteur d'un permis ou d'un bail doit, chaque année, effectuer le relevé de l'aquifère situé sur le territoire faisant l'objet de son permis ou de son bail ; il doit en aviser le ministre préalablement.

18. Le détenteur d'un permis ou d'un bail qui découvre du pétrole, du gaz naturel ou de l'eau doit prendre tous les moyens nécessaires pour isoler le pétrole, le gaz naturel ou l'eau dans les zones ou formations où ils ont été découverts.

19. L'emplacement des puits et leur taux de production de saumure doivent être fixés en tenant compte des résultats du dernier relevé de l'aquifère effectué en vertu de l'article 17.

20. Le détenteur d'un permis ou d'un bail doit aviser le ministre par écrit avant d'injecter un fluide dans un aquifère.

21. Cet avis doit contenir les informations suivantes :

a) l'état actuel de chaque puits foré dans l'aquifère ;

b) l'étude détaillée de l'aquifère et de son comportement basée sur toutes les informations disponibles au moment de la présentation de l'avis ;

c) la localisation des puits d'injection proposée indiquant les données géologiques, hydrologiques ou sismiques ou toute autre raison qui justifie la localisation de ces puits ;

d) la composition chimique complète et les propriétés physiques du fluide que l'on se propose d'injecter dans le sous-sol ;

e) toute autre information pertinente.

Une carte indiquant la localisation de tous les puits forés dans l'aquifère doit être annexée à l'avis.

22. Le détenteur doit garder en permanence à sa place d'affaires au Québec un état des recettes et des déboursés relatifs à l'exploitation de la saumure.

23. Le caractère confidentiel des informations fournies en vertu du présent règlement est régi par le Règlement sur le gaz naturel combustible et l'huile minérale (c. M-13, r.6).

A.C. 2492-71, (1971) 103 G.O., 6609

A.C. 2532-78, (1978) 110 G.O.II, 5579 et 5588



c. M-13, r.12

Règlement sur les travaux d'exploration minière acceptables comme travaux requis

Loi sur les mines
(L.R.Q., c. M-13, a. 296)

SECTION I TRAVAUX DE LEVÉS

1. Tout levé géologique, géophysique, géochimique, topographique, bathymétrique ou autre effectué à des fins d'exploration et de mise en valeur minières, selon des méthodes reconnues, conformément aux normes professionnelles, sous la surveillance d'un géologue, d'un ingénieur des mines ou d'un géophysicien qualifié, est compté comme travaux requis suivant les coûts recevables encourus pour son exécution, sur production d'un exemplaire lisible des documents suivants :

- a) une déclaration datée signée par la personne qualifiée responsable du bon accomplissement du levé, donnant :
 - i. le nom et l'adresse du requérant et de la personne qui a accompli le levé ;
 - ii. le numéro des terrains sous titre minier sur lesquels le levé a effectivement été fait ;
 - iii. l'étendue totale de ces terrains et le canton ou la seigneurie où ils sont situés ;
 - iv. le nombre de kilomètres de lignes indiquées, coupées, recoupées, chaînées, piquetées sur ces terrains et leur espacement ;
 - v. le nombre de kilomètres de levé sur ces mêmes terrains et l'intervalle entre les points de lecture ou de prélèvement d'échantillons ;
 - vi. le genre de levé effectué, une brève description de la méthode et de la technique employées, le type d'instruments utilisés, les composantes mesurées, la sensibilité, la précision et la constante de l'échelle de l'instrument ;
 - vii. dans le cas d'un levé géochimique, la nature de la couche échantillonnée, les méthodes d'analyses appliquées, les éléments déterminés par chacune et le nombre d'échantillons dans chaque cas, ainsi que le nom du laboratoire qui a effectué les analyses ;

viii. pour la partie aéroportée de tout levé autre que géophysique aérien, le genre d'appareil utilisé, la vitesse de vol et l'élévation au-dessus du niveau moyen du sol ainsi que le nom et l'adresse du pilote ;

ix. la période durant laquelle les travaux ont été faits ;

x. le coût total recevable pour l'exécution du levé ;

b) une attestation par l'entrepreneur en coupe de lignes et en levés du montant reçu, indiquant le genre de travaux effectués, le nombre de kilomètres de lignes, le nom et la localisation de la propriété minière ;

c) un état sommaire des dépenses recevables encourues pour effectuer le levé signé par le responsable de leur acquittement ; ce dernier doit spécifier à quel titre il présente cet état ;

d) un rapport daté relatif à toute l'étendue couverte par le levé signé par l'ingénieur des mines, le géologue ou le géophysicien qualifié responsable du bon accomplissement du levé. Ce rapport doit indiquer les renseignements demandés dans la déclaration et, en autant qu'il est possible et pertinent de le faire, traiter de façon acceptable des sujets suivants :

i. la localisation de la propriété minière, son accès, sa topographie et la végétation qui la recouvre ;

ii. toute station géodésique ou autre point de repère et toute station de contrôle auxquels le levé a été rattaché ;

iii. un résumé des travaux importants accomplis antérieurement sur la propriété ;

iv. le but du levé, le résumé et l'interprétation des données significatives, les conclusions et les recommandations qui en découlent ;

v. la nature des diverses couches de sol et de sédiments meubles observées au cours de l'accomplissement de tout levé géochimique ;

vi. dans le cas d'un levé géologique et selon qu'il est plus ou moins détaillé et élaboré :

A) un bref exposé de la géologie régionale ;

B) le tableau des formations ;

C) la géologie générale locale, donnant la distribution et la nature des matériaux de recouvrement soit les types de sol, le genre de dépôts non consolidés fluviaux, lacustres, glaciaires ou autres ; la stratigraphie des couches, l'attitude des diverses unités rocheuses, les caractéristiques des contacts, la description de toutes les sortes de ro-

ches observées et des effets du métamorphisme, intégrant les résultats des analyses et de l'étude au microscope s'il y a lieu, et tout autre renseignement pétrologique valable ;

D) la géologie structurale en indiquant la nature, l'attitude et l'orientation des plissements, de la foliation, du clivage et de la schistosité, de la linéation, du cisaillement, des diaclases, des fractures et des failles observées ainsi que le sens et l'importance des mouvements connus ou supposés le long des failles ;

E) la géologie économique, donnant le genre et l'étendue de la minéralisation, la localisation et la description des découverts minéralisés ; les résultats complets et commentés de tous les titrages et analyses ;

vii. la référence à la source de toute donnée importante provenant de travaux autres que ceux déclarés ;

e) les cartes ou plans relatifs à toute l'étendue couverte par le levé, à une échelle qui convienne au type de levé et à l'espacement des lignes en permettant la présentation claire et complète des données obtenues et des renseignements et indications nécessaires ; ces cartes ou plans, datés et signés par la personne qualifiée qui a dirigé le levé, doivent indiquer :

i. le périmètre du groupe de terrains sous titre minier, le tracé du réseau de lignes parcourues, terrestres ou aériennes, et des points de repères topographiques ou autres, tels que : sentiers, chemins forestiers, routes, rivières et ruisseaux, lacs, voies ferrées, lignes téléphoniques, électriques ou autres y compris les limites de canton et, lorsque ceux-ci sont subdivisés, les lignes de rangs et les lots ;

ii. le pourtour et le numéro de chacun des terrains sous titre minier couverts par le levé, soit sur une carte index permettant au moyen de points de repères évidents de les localiser facilement sur les cartes et plans du levé, soit directement sur ces derniers ; lorsque la carte index n'est pas à la même échelle que les autres cartes et plans, il faut indiquer sur ceux-ci le pourtour et le numéro des claims des coins de chacun des groupes continus de claims ; dans le cas d'un très grand nombre de claims, il suffit de tracer le pourtour et d'indiquer le numéro de chacun des claims formant le périmètre de chacun des groupes continus de claims couverts par le levé ;

iii. l'échelle de cartographie et la direction du nord astronomique ;

iv. la légende complète expliquant les abréviations, les chiffres et symboles utilisés et donnant la signification des profils, contours et autres tracés indicateurs ;

v. le cas échéant, selon la nature et le caractère du levé :

A) la localisation des stations de base établies et, si possible, de toute station géodésique ou autre point de rattachement ;

B) les unités mesurées au cours du levé géophysique et le type d'instruments et la constante « *scale constant* » utilisés, la méthode ainsi que les configurations et les espaces d'électrodes et les fréquences employées, la valeur normale ou totale, et tout autre renseignement analogue utile ;

C) les points de prélèvement d'échantillons géochimiques et les teneurs déterminées, les valeurs géophysiques obtenues à intervalles ou de façon continue le long de toutes les lignes du levé, teneurs et valeurs corrigées s'il y a lieu ; les données numériques de base essentielles à l'interprétation des résultats et cette interprétation sous forme de profils, de contours, de zones de variation d'intensité, de conductivité ou de concentration, selon le type de levé et l'usage courant professionnellement acceptable ; l'échelle des profils et l'intervalle des contours ; les anomalies, les conducteurs, les observations et interprétations intéressantes doivent être identifiés sur les cartes et plans par des lettres ou des numéros correspondant à ceux utilisés dans le rapport ;

D) en autant qu'il a été possible de les observer au cours du levé géologique, le tracé des affleurements, l'étendue et le caractère des dépôts glaciaires, la localisation des blocs ou trains de blocs erratiques significatifs, la direction des stries glaciaires et la distribution des argiles et du couvert végétal ainsi que leur nature ;

E) les différentes sortes de roches observées au cours du levé géologique ou de travaux antérieurs ou présumés par interprétation, lesquelles seront désignées au moyen de noms, chiffres, lettres ou symboles dont la signification sera donnée dans le tableau des formations indiqué sur au moins une des cartes géologiques ; le tracé des contours géologiques observés ou présumés ; les caractères texturaux importants ;

F) la direction, le pendage et le sommet des couches ou unités rocheuses, des laves à coussinets ; la direction et le pendage de la foliation, du clivage et de la schistosité, des diaclases principaux, des zones de cisaillement et des failles ainsi que la direction connue ou présumée du mouvement le long de ces failles et zones de cisaillement ; la direction et la plongée des linéations, la trace axiale et le type des plissements, ainsi que toute autre donnée et interprétation valable de la structure géologique ;

G) la localisation et l'identification des zones d'altération et de minéralisation, des veines de quartz ou autres, des découverts minéralisés, des indices de minéralisation, des gîtes fossilifères, des échantillons soumis aux essais et analyses, des trous de sondage et en particulier ceux qui

ont contribué à la connaissance géologique de la propriété ; le tracé des puits et tranchées d'exploration, des étendues de roc décapé, des sablières, gravières et carrières.

2. Pour qu'un levé géologique puisse être compté comme travaux requis, le géologue ou l'ingénieur en mines auteur du rapport et de la carte doit avoir participé à la cartographie du terrain, en examinant lui-même et sur les affleurements les diverses sortes de roches, de structures et de minéralisations indiquées sur la carte et décrites dans le rapport.

Lorsque des claims sont complètement dépourvus d'affleurements, on devra indiquer sur les cartes géologiques, le long du tracé des cheminements, la nature des matériaux de recouvrement, des talus et des blocs, si le terrain est dégagé ou couvert de végétation et quelle sorte de végétation, ainsi que toute autre observation valable.

3. Pour qu'un levé photographique aérien puisse être compté comme travaux requis, les intéressés doivent prouver à la satisfaction du ministère de l'Énergie et des Ressources que le levé ajoute aux renseignements qui peuvent être obtenus des photothèques existantes des données nouvelles et valables qui en justifient le coût d'exécution.

4. Les cartes et rapports concernant les levés exécutés dans les 6 mois qui ont précédé le jalonnement des claims devront indiquer et commenter les résultats pour toute l'étendue couverte par les levés, y compris celle adjacente aux terrains jalonnés par la suite.

5. Les frais de surveillance des travaux, de transport de l'équipement et du matériel nécessaire, de déplacement, de logement et de nourriture des hommes sont admis et comptés comme travaux requis. Le coût d'acquisition et de maintien des droits de mine ainsi que les honoraires d'avocats et de notaires, les frais généraux d'administration et les dépenses de représentation ne sont pas admis et comptés comme travaux requis.

SECTION II TRAVAUX DE LEVÉS GÉOPHYSIQUES PAR INSTRUMENTS AÉROPORTÉS

6. Tout levé géophysique effectué au moyen d'instruments aéroportés, selon des méthodes reconnues et conformément aux normes professionnelles, sous la surveillance d'un ingénieur des mines, d'un géologue ou d'un géophysicien qualifié, d'une manière régulière et systématique avec des lignes d'envolées à peu près parallèles, est compté comme travaux requis suivant les coûts recevables encourus pour son exécution, sur production d'un exemplaire lisible des documents suivants :

a) une déclaration datée signée par la personne qualifiée responsable du bon accomplissement du levé, indiquant :

- i. les noms et adresses du requérant, de l'entrepreneur qui a effectué le levé et du pilote de l'appareil ;
- ii. le numéro des terrains sous titre minier sur lesquels le levé a été fait ;
- iii. l'étendue totale de ces terrains et le canton ou la seigneurie où ils sont situés ;
- iv. la sorte de levé géophysique effectué, le type d'instruments employés, les dates de vol et le genre d'appareil utilisé ;
- v. l'espacement des lignes du levé, la vitesse de vol et l'élévation au-dessus du niveau moyen du sol ;
- vi. le nombre de kilomètres de levé aérien :
 - A) sur les terrains sous titre minier ;
 - B) sur la totalité du terrain couvert, en ayant soin d'indiquer la superficie de ce terrain ;
- vii. le coût total recevable pour l'exécution du levé ;
- viii. la personne qui transmet le rapport et les plans au ministère dans le cas où l'on prend avantage de l'article 7 ;

b) une attestation par l'entrepreneur en levé aérien du montant reçu spécifiant où, quand et pour qui le levé a été fait ;

c) un état sommaire des dépenses recevables encourues pour effectuer le levé signé par le responsable de leur acquittement ; ce dernier doit spécifier à quel titre il présente cet état ;

d) un rapport daté relatif à toute l'étendue couverte par le levé, signé par l'ingénieur des mines, le géologue ou le géophysicien qualifié responsable du bon accomplissement du levé donnant en plus des renseignements contenus dans la déclaration :

- i. les méthodes employées pour effectuer le levé et en contrôler la précision, les instruments utilisés, la sensibilité, la précision de ceux-ci et la constante de leur échelle, ainsi que toute autre donnée pertinente ;
- ii. les résultats commentés du levé, l'interprétation des conducteurs, anomalies ou autres renseignements intéressants et les conclusions et recommandations qui en découlent ;
- e) une copie à la même échelle authentique et complète des cartes et plans remis à la personne qui a fait exécuter la totalité du levé ; ces cartes et plans, datés et signés

par la personne qualifiée qui a dirigé le levé, doivent indiquer :

i. le périmètre de chacun des groupes de terrains sous titre minier, le tracé des lignes d'envolées et des repères topographiques ou autres, tels que : chemins, routes, rivières, lacs, voies ferrées, lignes téléphoniques ou électriques, y compris les limites de cantons et, lorsque ceux-ci sont subdivisés, les lignes de rangs et les lots ;

ii. le pourtour et le numéro de chacun des terrains sous titre minier couverts par le levé, soit sur un plan index qui permette, au moyen de points de repère évidents, de les localiser facilement sur les cartes ou mosaïques photographiques du levé, soit directement et lisiblement sur celles-ci ; lorsque le plan index n'est pas à la même échelle que les cartes ou mosaïques, il faut indiquer sur celles-ci le pourtour et le numéro des claims des coins de chacun des groupes continus de claims ; dans le cas d'un très grand nombre de claims, il suffit de tracer le pourtour et d'indiquer le numéro de chacun des claims formant le périmètre de chacun des groupes continus de claims couverts par le levé ;

iii. tous les résultats obtenus pour toute l'étendue couverte par le levé, au moyen de profils, de contours, de valeurs indiquées à intervalles réguliers le long des lignes de vol ou encore, au moyen de zones de variation de l'intensité, de la conductivité ou des autres propriétés mesurées selon le type de levé et l'usage courant professionnellement acceptable ; les anomalies, les conducteurs et autres résultats de même ordre doivent être identifiés sur les cartes et plans par des lettres ou des numéros correspondant à ceux utilisés dans le rapport ;

iv. l'élévation au-dessus du niveau moyen du sol et la vitesse de vol, les unités mesurées, le type d'instruments et la constante « *scale constant* » utilisés pour le faire, l'échelle de cartographie, l'échelle des profils et l'intervalle des contours s'il en est, de même que la signification de tous les symboles employés ;

v. la direction du nord astronomique ;

vi. la valeur du champ magnétique total, la valeur et la localisation de la normale assumée, s'il y a lieu et si elles sont connues, ainsi que tout autre renseignement analogue utile ;

f) la bande originale ou un microfilm des mesures enregistrées par les instruments aéroportés s'il y a lieu et si elles sont connues.

7. Lorsqu'un levé aérien couvre des terrains sous titre minier appartenant à plus d'un détenteur, chacun de ceux-ci peut se prévaloir de ce levé comme travaux requis, à condition de joindre à sa déclaration une preuve suffisante du montant qu'il a payé pour la partie du levé couvrant ses terrains.

Dans ce cas, le coût total recevable sera le montant payé par chaque détenteur pour la partie du levé couvrant ses terrains et il n'y aura pas lieu de produire à nouveau les documents demandés aux paragraphes *b, c, d, e, f* de l'article 6, si de tels documents ont déjà été reçus par le ministère sous une forme acceptable et s'ils s'appliquent également au groupe de claims concerné.

On devra cependant soumettre une carte index qui permette de localiser facilement, sur la carte ou la reproduction de mosaïque du levé déjà reçue par le ministère, le pourtour et le numéro de chacun des claims du groupe concerné. Les repères topographiques et d'arpentage du groupe de claims devront également être tracés sur cette carte index, laquelle sera à la même échelle que la carte du levé déjà soumise ; une référence à cette dernière sera de plus indiquée sur la carte index.

8. Les frais de surveillance des travaux, de transport de l'équipement et du matériel nécessaire, de déplacement, de logement et de nourriture des hommes sont admis et comptés comme travaux requis. Le coût d'acquisition et de maintien des droits de mine ainsi que les honoraires d'avocats et de notaires, les frais généraux d'administration et les dépenses de représentation ne sont pas admis et comptés comme travaux requis.

SECTION III TRAVAUX D'ÉCHANTILLONNAGE

9. Le prélèvement, la préparation, le titrage et l'analyse d'échantillons sont comptés comme travaux requis sur les terrains sous titre minier échantillonnés, suivant les coûts recevables encourus pour leur exécution, sur production des documents suivants :

a) une déclaration datée signée par la personne responsable de l'échantillonnage indiquant :

i. le nom et l'adresse du requérant ;

ii. le numéro des terrains sous titre minier sur lesquels les échantillons ont été prélevés et le nombre d'échantillons pris sur chaque terrain ;

iii. une brève description de la méthode de prélèvement et de préparation des échantillons ;

iv. les noms et adresses des personnes qui ont prélevé les échantillons, les dates auxquelles ce travail a été fait et les salaires payés pour son accomplissement ; le temps non rémunéré consacré à l'échantillonnage et son évaluation calculée en se servant du salaire moyen payé localement pour effectuer de tels travaux ;

v. le coût du transport des échantillons, spécifiant les moyens utilisés, le parcours suivi et les distances parcourues ;

vi. les coûts de déplacement, de logement et d'approvisionnement des hommes en dehors de leurs lieux de résidence, lorsque défrayés en supplément de leurs salaires ;

vii. le coût des titrages et analyses effectués ;

viii. la somme totale recevable dépensée pour l'accomplissement des travaux d'échantillonnage, et la description de toute dépense additionnelle à celles spécifiées plus haut ;

b) un plan ou croquis à une échelle qui ne soit pas inférieure à 1/10 000, indiquant clairement :

i. le pourtour et le numéro de chacun des terrains sous titre minier sur lesquels des échantillons ont été pris ;

ii. les points de prélèvement de tous les échantillons identifiés par leur numéro respectif ;

c) une liste datée et signée venant de chacun des laboratoires où ont été effectués les titrages et analyses, indiquant les résultats complets obtenus pour chaque échantillon dont le numéro devra correspondre à celui indiqué sur le plan ou croquis ;

d) une attestation datée et signée venant de ces laboratoires du montant reçu pour les titrages et analyses ;

e) un état sommaire des dépenses recevables encourues pour effectuer les travaux d'échantillonnage signé par le responsable de leur acquittement ; ce dernier doit spécifier à quel titre il présente cet état.

Il n'est pas nécessaire de soumettre cet état des dépenses lorsque les travaux d'échantillonnage ont été faits par des particuliers travaillant à leur compte.

10. Le coût d'acquisition et de maintien des droits de mine ainsi que les honoraires d'avocats et de notaires, les frais généraux d'administration et les dépenses de représentation ne sont pas admis et comptés comme travaux requis.

SECTION IV

TRAVAUX DE DÉCAPAGE ET D'EXCAVATION

11. Le décapage de roc, les excavations en terrain meuble et dans le roc sont comptés comme travaux requis suivant les coûts recevables encourus pour leur exécution, sur production d'un exemplaire lisible des documents suivants :

a) une déclaration datée signée par la personne responsable de l'accomplissement des travaux indiquant :

i. le nom et l'adresse du requérant ;

ii. la date du commencement et celle de la fin des travaux ;

iii. le coût total recevable des travaux ;

iv. pour chaque terrain sous titre minier sur lequel du décapage et de l'excavation ont été faits :

A) le numéro du titre minier ;

B) le nombre de mètres carrés de décapage de roc ;

C) le nombre de mètres cubes d'excavation dans le terrain meuble ;

D) le nombre de mètres cubes d'excavation dans le roc ;

E) le coût des travaux accomplis ;

v. les renseignements suivants concernant le décapage de roc et le creusage de tranchées :

A) le nom, l'adresse, les dates de travail et le salaire de chacune des personnes qui ont accompli ces travaux ;

B) les frais de déplacement, de logement et d'approvisionnement de ces personnes ;

C) la machinerie utilisée, le nombre d'heures d'usage et le coût d'opération ;

D) les dépenses encourues pour le transport de la machinerie, de l'équipement et des matériaux utilisés ;

vi. le coût des travaux de décapage et d'excavation effectués par des particuliers travaillant pour leur propre compte et disposant de leur propre outillage, calculé aux taux moyens prévalant dans les localités concernées pour travailler dans des conditions semblables ;

b) une attestation par l'entrepreneur du montant reçu pour effectuer les travaux spécifiant leur nature, l'endroit où ils ont été faits et la date de leur exécution ;

c) un état sommaire des dépenses recevables encourues pour le fonçage de puits de mine, le percement de galerie à flanc de coteau ou autre excavation souterraine et l'excavation à ciel ouvert, signé par le responsable de leur acquittement ; ce dernier doit spécifier à quel titre il présente cet état ;

d) un plan à une échelle qui ne soit pas inférieure à 1/10 000, indiquant :

i. la localisation de chacune des tranchées, des étendues décapées et des excavations par rapport aux limites des terrains sous titre minier, ainsi que le numéro de ceux-ci ;

ii. la longueur, la largeur et la profondeur moyenne des tranchées et des étendues décapées ;

iii. la minéralisation observée ;

iv. tout autre renseignement de nature à préciser l'emplacement des travaux, tel qu'identification et limites

de lot, de rang et de canton, tracé de chemin, de rivière, de lac, de voie ferrée, de ligne téléphonique ou électrique, localisation de bâtiments ou autres constructions ;

e) un plan, à une échelle qui ne soit pas inférieure à 1/10 000, indiquant en plan et en coupe les formes et dimensions des excavations souterraines.

12. Le coût d'acquisition et de maintien des droits de mine ainsi que les honoraires d'avocats et de notaires, les frais généraux d'administration et les dépenses de représentation ne sont pas admis et comptés comme travaux requis.

SECTION V TRAVAUX DE PROSPECTION

13. La prospection est comptée comme travail requis suivant les coûts recevables encourus pour son exécution et spécifiés ci-après sur production d'un exemplaire lisible des documents suivants :

a) une déclaration datée signée par la personne qui a fait ou dirigé la prospection indiquant :

- i. le nom et l'adresse du requérant ;
- ii. le numéro des claims sur lesquels la prospection a été faite ;
- iii. l'étendue totale de ces claims et le canton ou la seigneurie où ils sont situés ;
- iv. les noms et adresses des personnes qui ont prospecté, les dates de leur travail et le salaire payé à chacune ; le temps non rémunéré consacré à la prospection et son évaluation calculée au taux moyen payé localement pour prospecter dans des conditions de travail semblables ;
- v. les coûts de déplacement, de logement et d'approvisionnement des hommes en dehors de leurs lieux de résidence, lorsque défrayés en supplément de leurs salaires ;
- vi. le coût total recevable pour l'accomplissement normal de la prospection y compris la présentation de documents tels que carte et rapport de prospection ;

b) un état sommaire des dépenses recevables encourues pour effectuer la prospection signé par le responsable de leur acquittement ; ce dernier doit spécifier à quel titre il présente cet état.

Il n'est pas nécessaire de soumettre cet état des dépenses lorsque la prospection a été faite par des particuliers travaillant à leur compte.

14. Le coût d'acquisition et de maintien des droits de mine ainsi que les honoraires d'avocats et de notaires, les frais généraux d'administration et les dépenses de repré-

sentation ne sont pas admis et comptés comme travaux requis.

SECTION VI TROUS DE SONDAGE

15. Les trous de sondage forés de façon à fournir des carottes, des boues ou des fragments de roche et pénétrant au moins 8 mètres dans le mort-terrain ou le roc, les titrages et analyses de ces carottes, boues ou fragments ainsi que la mesure et l'enregistrement de propriétés utiles le long des trous forés sont comptés comme travaux requis suivant les coûts recevables encourus pour leur exécution, sur production d'un exemplaire lisible des documents suivants :

a) une déclaration datée signée par la personne responsable de l'accomplissement des travaux indiquant :

- i. le nom et l'adresse du requérant ;
- ii. la période durant laquelle les travaux ont été faits ;
- iii. le coût total recevable des travaux ;
- iv. pour chaque terrain sous titre minier sur lequel les travaux ont été faits :

- A) le numéro du titre minier ;
- B) le numéro et la longueur de chacun des trous de sondage ;
- C) le coût des travaux ;

v. le nom, l'adresse et les dates de travail des particuliers forant à leur compte, ainsi que le coût calculé au taux moyen payé localement pour effectuer des sondages dans des conditions semblables ;

b) une attestation par l'entrepreneur en sondage du montant reçu, indiquant les trous forés, la période de forage, le nom et la localisation de la propriété minière ;

c) une attestation par le bureau de titrage et le laboratoire du montant reçu, indiquant le nombre d'échantillons et de déterminations analytiques ;

d) un état sommaire des dépenses recevables encourues pour effectuer les sondages, l'échantillonnage, les titrages et les analyses, signé par le responsable de leur acquittement ; ce dernier doit spécifier à quel titre il présente cet état ;

e) un registre complet des sondages, signé par la personne qui a examiné la carotte, les boues ou les fragments. Ce registre ou journal de sondage doit indiquer, pour chacun des trous, les renseignements suivants :

- i. le numéro du trou, sa profondeur, son orientation et son inclinaison, son diamètre et, si possible, les coordonnées et l'élévation de l'orifice ;

ii. le numéro des terrains sous titre minier sur lesquels le forage a été fait et, en terrain subdivisé, le lot, le rang et le canton ;

iii. la date du commencement et celle de la fin du sondage ;

iv. le nom et la qualification de la personne qui a dressé le registre et le nom de l'entrepreneur en sondage ;

v. la profondeur et la nature des matériaux de recouvrement traversés, les longueurs consécutives d'intersection des diverses roches ou variétés de la même roche et leur description, ainsi que, si possible, les caractères structuraux à savoir le litage, contact, granoclassement, foliation, clivage, schistosité, linéation, fracturation, cisaillement, et autres. Ce registre doit aussi indiquer la profondeur et la longueur de chacune des sections soumises aux titrages et analyses, ainsi que tous les résultats obtenus et les données géophysiques ou autres ;

vi. le lieu d'entreposage des carottes de sondage ;

f) un plan ou une carte, à une échelle qui ne soit pas inférieure à 1/10 000, indiquant :

i. le point d'implantation de chaque trou et sa projection horizontale par rapport au périmètre du terrain sous titre minier ;

ii. le numéro du titre minier ;

iii. le lieu d'entreposage des carottes de sondage si celles-ci ont été laissées à un endroit susceptible d'être localisé sur la carte ou le plan ;

iv. toutes autres indications de nature à faciliter le pérage de l'orifice du trou et de l'endroit d'entreposage des carottes s'il y a lieu, telles que : identification et limites de lot, de rang et de canton, tracé de chemin, de rivière, de lac, de voie ferrée, de ligne téléphonique ou électrique, localisation de bâtiments ou autres constructions ;

g) toute autre carte, plan ou coupe ainsi que tout autre rapport ou étude de sondage dont la préparation est déclarée comme travaux requis.

16. Les frais de surveillance des travaux, de transport de l'équipement et du matériel nécessaire, de déplacement, de logement et de nourriture des hommes sont admis et comptés comme travaux requis. Le coût d'acquisition et de maintien des droits de mine ainsi que les honoraires d'avocats et de notaires, les frais généraux d'administration et les dépenses de représentation ne sont pas admis et comptés comme travaux requis.

SECTION VII TRAVAUX DE RECHERCHES

17. Les recherches et essais effectués sur un terrain sous titre minier et sur les échantillons qui en proviennent valent comme travaux requis aux conditions suivantes :

a) les recherches et essais doivent être faits par un laboratoire, une station d'essai ou une équipe qualifiée, sous la responsabilité immédiate d'un diplômé d'université en sciences physiques ou en génie ;

b) la poursuite de ces recherches et essais doit être de nature à contribuer :

i. à la découverte ou au perfectionnement de procédés et de techniques d'exploitation et de traitement de minerais, d'extraction, de transformation et d'utilisation de substances minérales ;

ii. au progrès de l'exploration et de l'industrie minières.

18. Les recherches et essais sont comptés comme travaux requis suivant les coûts recevables encourus pour leur exécution, sur production d'un exemplaire lisible des documents suivants :

a) une déclaration datée signée par la personne responsable des recherches et essais indiquant :

i. le nom et l'adresse du requérant ;

ii. le numéro des terrains sous titre minier sur lesquels les travaux ont été faits et les échantillons prélevés ;

iii. l'étendue totale de ces terrains et le canton ou la seigneurie où ils sont situés ;

iv. les laboratoire, usine-pilote ou équipe qui ont effectué les recherches et essais ainsi que la nature des travaux complétés par chacun ;

v. le coût total recevable des recherches et essais déclarés ;

b) un état sommaire des dépenses recevables encourues pour effectuer les recherches et essais signé par le responsable de leur acquittement ; ce dernier doit spécifier à quel titre il présente cet état ;

c) une attestation du laboratoire, de la station d'essai ou de l'équipe qui a effectué les recherches et essais indiquant :

i. la nature des travaux effectués et la date de leur exécution ;

ii. le nom et l'adresse de la personne pour laquelle les travaux ont été faits ;

iii. le montant reçu pour l'accomplissement des travaux ;

d) un rapport des recherches et essais signé par le diplômé d'université en sciences physiques ou en génie sous la responsabilité duquel les travaux ont été effectués ; ce rapport accompagné, le cas échéant, de tout autre rapport pertinent aux recherches et aux essais doit indiquer :

- i. le nom du détenteur de la propriété minière ;
- ii. le numéro des terrains sous titre minier sur lesquels les travaux ont été faits et les échantillons prélevés, l'étendue de ces terrains et le canton ou la seigneurie où ils sont situés ;
- iii. les travaux accomplis antérieurement sur la propriété et en quoi ils justifient l'opportunité des recherches et essais poursuivis ;

iv. les méthodes selon lesquelles les travaux et l'échantillonnage ont été faits et le mode de transport des échantillons prélevés aux laboratoires et stations d'essai ;

v. le but du projet de recherches et d'essais, le nom et les dates de participation de chaque laboratoire, station d'essai, organisme, institution ou société qui y a collaboré et, dans chaque cas, le but poursuivi, les méthodes employées pour l'atteindre y compris la préparation des échantillons, les résultats obtenus et autres données pertinentes ainsi que l'interprétation et les conclusions qui en découlent ;

vi. la référence à la source de toute donnée technique importante provenant de travaux autres que ceux déclarés ;

e) une carte indiquant, à une échelle qui ne doit pas être inférieure à 1/10 000, le lieu des travaux, les numéros et les points de prélèvement des échantillons soumis aux recherches et essais, ainsi que le pourtour et le numéro des terrains sous titre minier, le tout rattaché aux repères topographiques, d'arpentage ou autres.

19. Les frais de surveillance des travaux, de transport de l'équipement et du matériel nécessaire, de déplacement, de logement et de nourriture des hommes sont admis et comptés comme travaux requis. Le coût d'acquisition et de maintien des droits de mine ainsi que les honoraires d'avocats et de notaires, les frais généraux d'administration et les dépenses de représentation ne sont pas admis et comptés comme travaux requis.

SECTION VIII ÉTUDES D'ÉVALUATION TECHNIQUE ET DE RENTABILITÉ

20. Les études d'évaluation technique et les études de rentabilité valent comme travaux requis aux conditions suivantes :

- a) les études doivent être effectuées sous la responsabilité immédiate d'un ingénieur ou d'un géologue qualifié ;
- b) les études doivent apporter des faits nouveaux et être basées sur des données techniques suffisantes provenant de travaux exécutés sur les terrains sous titre minier, travaux dont les résultats ont été communiqués au ministre, tels que : levés, excavations, sondages, échantillonnages, analyses, recherches en laboratoire et essais pilotes.

21. Les études sont comptées comme travaux requis suivant les coûts recevables encourus pour leur exécution, sur production d'un exemplaire lisible des documents suivants :

- a) une déclaration datée signée par la personne responsable du bon accomplissement des études, indiquant :
 - i. le nom et l'adresse du requérant ;
 - ii. le numéro des terrains sous titre minier sur lesquels les travaux servant de base aux études ont été faits ;
 - iii. l'étendue totale de ces terrains et le canton ou la seigneurie où ils sont situés ;
 - iv. le nom de l'auteur et les dates d'accomplissement de chaque étude distincte ;
 - v. le coût total recevable des études déclarées ;
- b) un état sommaire des dépenses recevables encourues pour effectuer les études signé par le responsable de leur acquittement ; ce dernier doit spécifier à quel titre il présente cet état ;
- c) une attestation de la part de chaque auteur du montant reçu pour son étude ;
- d) un rapport relatif à toute l'étude signé par l'ingénieur ou le géologue qualifié sous la responsabilité duquel l'étude a été réalisée ; ce rapport accompagné, le cas échéant, de tout autre rapport pertinent à l'étude doit contenir :
 - i. le nom du détenteur de la propriété minière ;
 - ii. le numéro des terrains sous titre minier sur lesquels les travaux servant de base à l'étude ont été faits, l'étendue de ces terrains et le canton ou la seigneurie où ils sont situés ;

iii. le résumé des travaux pertinents accomplis à date sur la propriété et principalement :

A) les travaux de surface, sondages, levés et travaux souterrains dont les résultats ont servi à la préparation de l'étude ;

B) les méthodes d'échantillonnage, de préparation des échantillons représentatifs du gisement, de titrage, d'analyse et d'essai ;

C) les résultats de cet échantillonnage et de ces titrages, analyses et essais, disposés sous forme de tableau ou de présentation graphique appropriée ; lorsque partie ou totalité de ces données et renseignements techniques ont déjà été reçus par le ministère, il suffit de les compléter et de les résumer en référant aux documents produits antérieurement, spécifiant quand et par qui ils ont été soumis au ministère en donnant le titre, la date et le nom de l'auteur de chacun ;

iv. le but de l'étude, la façon dont elle a été effectuée, les données essentielles obtenues, les interprétations et conclusions qui en résultent et les recommandations proposées ainsi que, dans le cas des études de rentabilité, les principaux calculs sur lesquels sont basées l'évaluation de la teneur et du tonnage des réserves minéralisées, l'estimation des coûts de mise en production et de ceux d'opération et la projection des profits à réaliser ;

e) les cartes et plans nécessaires à la bonne compréhension de l'étude et à la localisation des travaux pertinents incluant :

i. les cartes géologiques et de compilation localisant les découverts et zones minéralisés, les tranchées, excavations dans le roc, anomalies géophysiques et géochimiques, trous de sondages et intersections minéralisées, travaux souterrains, points de prélèvements d'échantillons et tout autre renseignement utile ;

ii. s'il y a lieu, des plans et coupes détaillés des travaux d'exploration et de mise en valeur en surface et sous terre, indiquant les échantillons prélevés et les teneurs minéralisées.

Les cartes et plans doivent être à une échelle qui permette, dans chaque cas, une présentation claire, facile et complète de toutes les données techniques et renseignements pertinents, principalement de ceux non transmis antérieurement au ministère ; le pourtour et le numéro de chacun des terrains sous titre minier doit également être indiqué.

22. Les frais de surveillance des travaux, de transport de l'équipement et du matériel nécessaire, de déplacement, de logement et de nourriture des hommes sont admis et comptés comme travaux requis. Le coût d'acquisition et

de maintien des droits de mine ainsi que les honoraires d'avocats et de notaires, les frais généraux d'administration et les dépenses de représentation ne sont pas admis et comptés comme travaux requis.

A.C. 4283-71, (1971) 103 G.O., 9565

A.C. 716-72, (1972) 104 G.O., 2918

A.C. 2532-78, (1978) 110 G.O.II, 5579



c. M-13, r.13

Règlement sur l'usage de l'eau à des fins minières

Loi sur les mines

(L.R.Q., c. M-13, a. 296)

1. Tout exploitant d'une mine désirant tirer de toutes sources d'approvisionnement l'eau nécessaire à son exploitation ou à ses travaux miniers, doit obtenir du ministre de l'Énergie et des Ressources un permis à cet effet.

2. Si la source d'approvisionnement est située sur les terres de la Couronne hors de la concession minière ou du terrain sous bail minier, l'exploitant doit en outre obtenir du gouvernement les droits de passage nécessaires à l'installation de l'aqueduc et de ses accessoires, conformément au paragraphe *d* de l'article 132 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13).

3. Avant d'obtenir ce permis, le requérant doit fournir au ministre de l'Énergie et des Ressources les renseignements lui indiquant l'endroit projeté pour l'installation de la prise d'eau, le débit maximal d'eau qu'il désire dériver et les fins pour lesquelles l'eau sera ainsi dérivée.

4. Le requérant doit de plus fournir avec sa demande, les plans et descriptions des installations projetées sur les terres de la Couronne, préparés par un arpenteur-géomètre suivant les instructions du ministre de l'Énergie et des Ressources ; ces plans doivent montrer plus particulièrement l'emplacement de la prise d'eau et les droits de passage requis pour l'aqueduc et ses accessoires.

5. Si le ministre fixe un débit minimal à maintenir dans un cours d'eau ou des cotes extrêmes à ne pas dépasser dans un lac ou un réservoir affecté par l'approvisionnement d'eau de l'exploitant, ce dernier doit indiquer les moyens qu'il prendra pour respecter les normes imposées.

6. Si la construction d'un barrage ou de quelque autre ouvrage prévu aux articles 6 et 56 de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) est nécessaire, le requérant doit obtenir du gouvernement l'approbation des plans et devis de ces ouvrages, conformément aux articles précités.

7. Le barrage, le cas échéant, doit être muni d'une passe migratoire approuvée par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, si ce dernier l'exige.

8. Le requérant doit faire parvenir au ministre de l'Énergie et des Ressources un rapport mensuel de la consommation d'eau quotidienne préparé selon une méthode approuvée par le ministre.

9. L'exploitant doit aussi soumettre les plans et devis des installations de la prise d'eau au ministère de l'Environnement, s'il y a lieu, et obtenir son autorisation, conformément à l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).



c. M-14, r.1

Règlement sur la banque de terres arables constituée en vertu de la section VII de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
(L.R.Q., c. M-14, a. 27 et 31)

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

I. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « agriculteur » : tout exploitant agricole qui est propriétaire ou locataire d'une ferme ;

b) « agriculture » : la culture du sol ou l'élevage d'animaux de ferme ;

c) « culture du sol » : l'exploitation du sol en vue de la production de récoltes devant être transformées sur la ferme ou vendues en nature, et accessoirement, l'exploitation des autres ressources du sol ; l'exploitation acéricole est considérée comme « culture du sol » pour les fins du règlement, mais l'exploitation exclusivement sylvicole ne l'est pas ;

d) « élevage d'animaux de ferme » : l'élevage de bovins, de moutons, de porcs, de volailles, de chèvres, de lapins, de poissons, d'abeilles, de visons et de chevaux, excepté les chevaux de course, ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions ; à titre accessoire à l'entreprise principale, est considéré comme « élevage d'animaux de ferme » l'élevage de tous autres animaux ou l'exploitation de ceux-ci et de leurs productions ; l'expression « exploitation » exclut, dans le cas des chevaux, l'opération de courses sur les pistes de course ;

e) « exploitant agricole » : toute personne physique dont l'agriculture est la principale occupation ;

f) « principale occupation ou activité principale » : le fait pour une personne de consacrer la majeure partie de son temps à l'exploitation d'une ferme, compte tenu de la nature de cette exploitation, d'en tirer la plus grande part de son revenu, d'y contrôler l'emploi de son temps et l'ensemble de ses décisions et d'être reconnue dans son milieu comme s'adonnant principalement à l'agriculture ;

g) « corporation d'exploitation agricole » : une corporation constituée en vertu de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses actionnaires soient des personnes physiques, qu'au moins 60% des actions de chaque catégorie émises soient la propriété d'exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme ;

h) « coopérative d'exploitation agricole » : une société coopérative agricole formée en vertu de la Loi sur les sociétés coopératives agricoles (L.R.Q., c. S-24) ou une association coopérative formée en vertu de la Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., c. A-24), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses producteurs actionnaires ou tous ses membres, selon le cas, soient des personnes physiques, qu'au moins 60% des actions ordinaires émises ou des parts sociales, selon le cas, soient la propriété d'exploitants agricoles et que la majorité de ses producteurs actionnaires ou de ses membres, selon le cas, soient des exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme ;

i) « société d'exploitation agricole » : une société au sens du Code civil qui a pour objet principal l'exploitation en commun d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, qui est formée au moyen d'un contrat écrit, qui est constituée de personnes physiques et dont au moins 60% des intérêts sont la propriété d'exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme ;

j) « exploitants indivis » : plusieurs personnes physiques qui exploitent une ferme rentable dont elles sont propriétaires ou locataires par indivis pourvu qu'au moins 60% des droits de propriété de cette ferme ou des droits de locataire, selon le cas, soient détenus par un ou plusieurs exploitants agricoles ;

k) « exploitants conjoints » : plusieurs personnes physiques qui exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble des fermes dont elles sont propriétaires ou locataires en se partageant, suivant les proportions déterminées entre elles, les revenus de l'ensemble de ces fermes, pourvu qu'au moins 60% de l'ensemble des intérêts dans cette ferme soient la propriété d'un ou de plusieurs agriculteurs ;

l) « groupement agro-forestier » : une corporation, une société, une coopérative ou un syndicat légalement

constitué, qui est propriétaire ou locataire d'un immeuble à vocation agricole ou à vocation agricole et forestière, qui a le pouvoir d'exécuter des travaux de mise en valeur et d'exploitation agricole ou d'exploitation agricole et forestière et qui démontre au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ou à l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi qu'il est apte à assurer la mise en valeur et l'exploitation adéquate d'un immeuble à vocation agricole ou à vocation agricole et forestière ;

m) « groupement agricole » : une corporation, une société, une coopérative ou un syndicat légalement constitué, qui est propriétaire ou locataire d'une ferme, qui a le pouvoir d'exécuter des travaux de mise en valeur et d'exploitation agricole, qui est composé majoritairement d'agriculteurs et qui démontre au ministre ou à l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi qu'il est apte à assurer la mise en valeur et l'exploitation adéquate d'une ferme dans le cadre d'un projet ou programme approuvé par le ministre ;

n) « exploitation de groupe » : une corporation d'exploitation agricole, une coopérative d'exploitation agricole, une société d'exploitation agricole, un groupement agro-forestier, des exploitants indivis, des exploitants conjoints ou un groupement agricole ;

o) « ferme » : tout immeuble exploité ou devant l'être dans un délai raisonnable pour fins agricoles ; il désigne aussi tout autre immeuble qui, de l'avis du ministre ou de l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi, peut raisonnablement être considéré comme faisant partie d'une ferme ;

p) « ferme rentable » : une ferme susceptible de produire, compte tenu de l'ensemble de ses ressources, un revenu permettant à celui qui l'exploite d'en acquitter les frais d'exploitation, y compris l'entretien et la dépréciation, de remplir ses obligations et de faire vivre sa famille convenablement ;

q) « Loi » : la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., c. M-14).

SECTION II BASES GÉNÉRALES D'ÉVALUATION

2. Les bases générales d'évaluation d'un immeuble reposent :

a) sur les données du marché dans le secteur concerné à la date de l'évaluation ou, s'il n'existe pas de marché dans ce secteur, sur celles existant dans un secteur comparable et le plus près de celui où est situé l'immeuble ; et

b) sur la capacité de l'immeuble de produire un revenu agricole.

La corrélation de la valeur indiquée par cette capacité de produire un revenu et de celle résultant d'une étude comparative des données de ce marché permet d'établir la valeur marchande de l'immeuble.

SECTION III PRIX D'ACQUISITION

3. Tout immeuble acquis en vertu de la section VII de la Loi ne doit en aucun cas être acquis pour un prix excédant la valeur marchande établie par le ministre ou l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi.

Les articles 4 et 6 du Règlement sur les contrats du gouvernement pour l'acquisition d'immeubles (c. A-6, r.9) ne s'appliquent pas à l'acquisition d'immeubles faite en vertu de la section VII de la Loi.

SECTION IV CRITÈRES DE SÉLECTION DES ACQUÉREURS OU DES LOCATAIRES ÉVENTUELS

4. La location, la vente ou l'aliénation visée au paragraphe 3 du deuxième alinéa de l'article 27 de la Loi est réalisée au mérite et, dans la sélection des requérants, outre les ressources financières de ces derniers, doivent être considérés les critères suivants :

- a) la capacité de gestion du requérant ;
- b) son expérience et ses connaissances en agriculture ;
- c) sa structure financière ;
- d) la nature de son projet ;
- e) la dimension de l'entreprise agricole concernée, de manière à ce qu'elle constitue une ferme de type familial ;
- f) la proximité de l'immeuble à louer ou à acquérir avec celui qu'exploite déjà le requérant ;
- g) la priorité à donner à un requérant qui serait relié par les liens du sang ou de l'adoption à celui qui a vendu l'immeuble.

Lorsque parmi les requérants, il s'en trouve à mérite égal, compte tenu des critères précédents, la priorité est accordée selon l'ordre de réception de la demande des requérants.

SECTION V LOYER OU REDEVANCE ANNUELLE

5. Dans le cas d'un bail ordinaire, le montant du loyer annuel peut être stipulé payable par versements semestriels, trimestriels ou mensuels et il est calculé sur un pourcentage de la valeur marchande de l'immeuble loué, à la date de la location, établi comme suit :

- a) sur les premiers 25 000 \$ de cette valeur : 3% ;
- b) sur les 25 000 \$ suivants : 4% ;
- c) sur les 50 000 \$ suivants en excédent de 50 000 \$: 5% ;
- d) sur les 50 000 \$ suivants en excédent de 100 000 \$: 6% ;
- e) sur les 100 000 \$ suivants en excédent de 150 000 \$: 7% ;
- f) sur l'excédent de 250 000 \$: 8%.

6. Pendant la durée d'un bail ordinaire ou de son renouvellement, le loyer est rajusté annuellement à l'anniversaire de la date du commencement du bail, et le montant du nouveau loyer annuel est calculé conformément à l'article 5 à la suite de la révision par le locateur de la valeur marchande de l'immeuble loué, cette révision devant se baser sur l'évolution du marché des fermes dans la région concernée, telle que constatée par le locateur au 31 mars précédant chaque révision, d'après les données obtenues par lui sur les ventes de fermes effectuées dans cette région ou, en l'absence de telles ventes, sur celles effectuées dans une région comparable et la plus près de celle où est situé cet immeuble.

La révision prévue au premier alinéa peut toutefois, au choix du locateur, être basée sur une nouvelle évaluation de l'immeuble loué effectuée par le locateur conformément à l'article 2, déduction faite de la plus-value apportée à l'immeuble par les améliorations permanentes réalisées par le locataire, le cas échéant.

7. Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un bail emphytéotique, le montant de la redevance annuelle est calculé conformément à l'article 5.

8. La redevance visée à l'article 7 est rajustée annuellement à l'anniversaire de la date de commencement du bail, et le montant de la nouvelle redevance annuelle est calculé conformément à l'article 5 à la suite de la révision par le bailleur de la valeur marchande de l'immeuble faisant l'objet du bail, cette révision devant se baser sur l'évolution du marché des fermes dans la région concernée, telle que constatée par le bailleur au 31 mars précédant chaque révision, d'après les données obtenues par lui sur les ventes de fermes effectuées dans cette région ou, en l'absence de telles ventes, sur celles effectuées dans une région comparable et la plus près de celle où est situé cet immeuble.

La révision prévue au premier alinéa peut toutefois, au choix du bailleur, être basée sur une nouvelle évaluation de l'immeuble visé au premier alinéa effectuée par le bailleur conformément à l'article 2, déduction faite de la plus-

value apportée à l'immeuble par les améliorations permanentes réalisées par le preneur, le cas échéant.

9. Lorsqu'un locataire ou un preneur contracte ou assume un autre bail subséquemment à tout bail qu'il détient déjà, le montant du loyer annuel ou, selon le cas, de la redevance annuelle s'établit, pour chaque bail subséquent, en appliquant à la valeur marchande ou à la valeur marchande révisée, selon le cas, de tous les immeubles faisant l'objet de l'ensemble de ces baux, le pourcentage ou, selon le cas, les pourcentages prévus à l'article 5 et en soustrayant du loyer ou de la redevance annuelle ainsi obtenue le montant du loyer ou de la redevance annuelle déjà payable en vertu de tout bail antérieurement contracté ou assumé.

Lorsqu'un locataire ou un preneur a contracté ou assumé plus d'un bail et que l'un de ceux-ci prend fin, le montant du loyer annuel ou, selon le cas, de la redevance annuelle de chaque bail restant en vigueur est ajusté de la façon suivante :

a) pour le bail qui a été contracté ou assumé à la date la plus éloignée de celle où a pris fin l'un de ces baux, ce loyer ou cette redevance est calculé conformément à l'article 5 en tenant compte de la valeur marchande ou de la valeur marchande révisée, selon le cas, des immeubles concernés ;

b) pour chaque bail qui a été contracté ou assumé subséquemment, ce loyer ou cette redevance est calculé conformément au premier alinéa en tenant compte de la valeur marchande ou de la valeur marchande révisée, selon le cas, des immeubles concernés.

Pour établir le montant du loyer annuel ou de la redevance annuelle de chacun des baux visés au premier et au deuxième alinéas, il est toutefois tenu compte :

a) dans le cas où une personne contracte ou assume un autre bail subséquemment à tout bail qu'elle détient déjà conjointement avec toute autre personne, de la partie de la valeur marchande ou de la valeur marchande révisée, selon le cas, des immeubles faisant l'objet de tout bail antérieur conjoint, correspondant au pourcentage des droits que cette personne y détient à titre de locataire ou de preneur ;

b) dans le cas où plusieurs personnes contractent ou assument conjointement un autre bail subséquemment à tout bail que l'une ou plusieurs d'entre elles détiennent déjà individuellement ou conjointement avec toute autre personne :

i. de la valeur marchande ou de la valeur marchande révisée, selon le cas, des immeubles faisant l'objet de tout bail antérieurement contracté ou assumé par chacune de ces personnes individuellement ; et

ii. de la valeur marchande ou de la valeur marchande révisée, selon le cas, des immeubles faisant l'objet de tout bail antérieurement contracté ou assumé par chacune de ces personnes conjointement avec toute autre personne, correspondant au pourcentage des droits que chacune de ces personnes y détient conjointement, à titre de locataire ou de preneur, avec toute autre personne.

Les expressions « valeur marchande » et « valeur marchande révisée », lorsqu'elles sont employées dans le présent article, doivent s'entendre respectivement de la valeur marchande d'un immeuble loué, à la date du bail, et de la valeur marchande d'un immeuble loué, révisée conformément à l'article 6 ou à l'article 8.

Pour les fins des alinéas précédents, l'expression « assumer un bail » signifie devenir sous-locataire ou devenir cessionnaire des droits et obligations du locataire originaire dans un bail.

Les alinéas précédents s'appliquent, qu'il s'agisse, dans les divers cas visés à ces alinéas, d'un ou de plusieurs baux ordinaires, d'un ou de plusieurs baux emphytéotiques ou même d'une rencontre de ces divers types de baux.

10. Les sommes versées à titre de loyer ou de redevance annuelle ne sont pas appliquées en réduction du prix de la vente lorsqu'une option d'achat stipulée au bail est exercée par le locataire ou par le preneur.

SECTION VI PRIX D'ALIÉNATION

11. Le prix de l'aliénation d'un immeuble acquis en vertu de la section VII de la Loi est égal à la valeur marchande de cet immeuble établie par le ministre ou l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi à la date de l'aliénation, déduction faite de la plus-value apportée à l'immeuble par les améliorations permanentes réalisées par le locataire ou le preneur, le cas échéant.

SECTION VII CONDITIONS DES ACTES D'ACQUISITION OU D'ALIÉNATION ET DES BAUX

12. Lors de l'acquisition d'un immeuble par le ministre ou par l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi, le vendeur doit lui fournir la preuve qu'il détient pour cet immeuble une bonne chaîne de titres enregistrés d'au moins 30 ans et le prix doit être payable comptant.

13. La durée du bail ordinaire ou celle de son renouvellement ne peut excéder 15 ans et la durée du bail emphytéotique ne peut excéder 30 ans.

Pour fixer la durée du bail ou de son renouvellement, il est tenu compte des facteurs suivants :

- a) la nature du projet du requérant ;
- b) sa situation financière ;
- c) son âge ;
- d) l'utilisation de l'immeuble faisant l'objet du bail.

Lorsque le bail est consenti à un agriculteur ou à une exploitation de groupe en vue d'agrandir sa ferme, pour la rendre rentable ou en accroître la rentabilité, ou de l'établir dans une ferme rentable, le bail peut être emphytéotique ou ordinaire et comporter une option d'achat.

14. Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article 13, le locataire ou le preneur doit de plus s'engager à suivre un plan d'exploitation approuvé par le ministre ou l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi.

15. Sans restreindre les obligations auxquelles est tenu le locataire en vertu du Code civil, celui-ci doit, dans le cas d'un bail ordinaire, s'engager à :

- a) assumer, à compter de l'entrée en jouissance de l'immeuble loué, toutes taxes foncières auxquelles l'immeuble peut être assujéti ;
- b) assurer ou maintenir assurées à ses frais contre l'incendie et risques divers les bâtisses louées, au nom et à la satisfaction du locateur, et fournir à celui-ci toutes les polices ou certificats d'assurance émis à cet effet et les reçus en attestant le renouvellement 15 jours avant l'échéance de chaque police ou certificat ;
- c) obtenir le consentement écrit du locateur pour toute utilisation de l'immeuble à des fins autres qu'agricoles ;
- d) obtenir le consentement écrit du locateur à toute sous-location ou cession de son droit au bail ;
- e) ne faire aucune construction ou démolition de bâtisses ni percement de murs ni autres travaux touchant le gros oeuvre ou changeant la destination de l'immeuble loué sans le consentement écrit du locateur ;
- f) maintenir jusqu'à la fin du bail son statut d'agriculteur ou d'exploitation de groupe, lorsqu'il avait un tel statut à la date de la signature du bail ou lorsqu'il a acquis ce statut pendant la durée du bail.

Dans le cas d'un bail ordinaire, il doit être convenu que le locateur a droit de demander la résiliation du bail lorsque le locataire est en défaut d'exécuter l'une quelconque de ses obligations résultant d'une loi applicable au Québec, de ce bail ou de tout autre bail, ordinaire ou emphytéotique, contracté ou assumé par lui individuellement ou con-

jointement avec toute autre personne en vertu de l'article 27 de la Loi.

16. Le ministre ou l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi peut aliéner un immeuble acquis en vertu de la section VII de la Loi par vente de gré à gré ou autrement à titre onéreux à une personne qui est admissible à une location en vertu du troisième alinéa de l'article 13 ou à un locataire ou un preneur qui exprime le désir de se prévaloir de l'option d'achat stipulée au bail.

17. De préférence, l'aliénation est faite pour un prix payable comptant. Dans le cas d'une aliénation pour un prix payable à terme, la durée du terme sera ajustée suivant la capacité de paiement de l'acquéreur de façon à ne pas compromettre la rentabilité de sa ferme et le taux d'intérêt chargé devra être l'équivalent de ce qu'aurait payé l'acquéreur s'il avait financé son achat à l'aide d'un prêt consenti en vertu de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75).

SECTION VIII DISPOSITIONS SPÉCIALES

18. Lorsqu'un immeuble assujetti à la banque de terres arables cesse d'avoir une vocation agricole ou que, pour quelque autre raison, il n'est plus opportun d'en conserver la propriété aux fins du premier alinéa de l'article 27 de la Loi, le ministre ou l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi peut vendre cet immeuble en totalité ou en partie à toute personne à des fins autres que celles prévues à cet alinéa.

Le prix de vente d'un tel immeuble est un prix négocié, basé sur une estimation de la valeur marchande alors établie par le ministre ou l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi.

19. Dans la négociation du prix prévue à l'article 18, il est tenu compte des sommes déjà déboursées en vue de l'acquisition de tel immeuble ou pour lui apporter des améliorations, sur preuve fournie au ministre ou à l'organisme public visé à l'article 28 de la Loi, au moyen d'un document écrit ou d'une déclaration solennelle ou assermentée, de tels déboursés.



c. M-14, r.2

Règlement sur le Conseil des recherches agricoles

Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
(L.R.Q., c. M-14)

1. Le Conseil des recherches agricoles du Québec est un organisme consultatif sous la direction du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

2. Le Conseil a pour objet :

a) de promouvoir, d'orienter et de coordonner les recherches agricoles du Québec en harmonie avec celles des facultés d'agriculture des universités du Québec et celles du Ministère de l'agriculture du Canada ;

b) d'encourager les recherches dans les universités et les instituts de technologie agricole au moyen de subventions et de crédits de recherche.

3. Fonctions et responsabilités : Le Conseil est chargé :

a) d'étudier les besoins en recherche et d'indiquer les initiatives à prendre, compte tenu des programmes agricoles du Gouvernement du Québec et de ceux des autres institutions de recherche dans le Québec et ailleurs ;

b) d'organiser des rencontres avec les représentants des universités, du service de la recherche du Ministère de l'Agriculture du Canada et de ceux de tout autre organisme de recherche ;

c) d'apprécier et d'approuver tout projet de recherches agricoles du Gouvernement du Québec ;

d) d'accorder, après étude, des subventions et des crédits de recherche aux universités et aux instituts de technologie agricole ;

e) de constituer des comités consultatifs et de faire appel à des spécialistes pour des études spécifiques ;

f) de dresser et de tenir à jour l'inventaire de la recherche agricole au Québec, et de publier les résultats des travaux de recherches agricoles subventionnés par le gouvernement ;

g) de faire des règlements nécessaires à son bon fonctionnement ;

h) de soumettre chaque année au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation les prévisions

budgétaires concernant notamment les subventions et les crédits de recherche, les honoraires et les frais de voyage des membres du Conseil et des spécialistes consultés, les dépenses du personnel et de l'administration du secrétariat ;

i) d'administrer le budget voté par la Législature aux fins du Conseil.

4. Réunions : Le Conseil tient ses séances à Québec ou à tout autre endroit qu'il choisit. Il doit se réunir au moins 4 fois par année aux jours qu'il fixe et aux époques qu'il juge nécessaires.

5. Membres du Conseil : Le Conseil est composé de 10 membres nommés par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Le président est le directeur du service de la recherche et de l'enseignement du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et les autres membres sont choisis parmi le personnel des ministères et des organismes agricoles suivants : la faculté d'agriculture de l'Université Laval, la faculté d'agriculture de l'Université McGill, la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, le service de la recherche du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et celui du Ministère de l'Agriculture du Canada ainsi que les organismes de producteurs agricoles.

6. Remplacement des membres : Les membres qui n'occupent plus la situation en raison de laquelle ils ont été nommés cessent de faire partie du Conseil des recherches agricoles. Tout poste vacant doit être rempli dans un délai de 3 mois.

7. Gestion du Conseil : Le président est responsable de l'administration générale du Conseil et plus particulièrement de la surveillance et de la direction des travaux et des employés du Conseil. Il est assisté par le secrétaire.

8. Secrétaire du Conseil : Le secrétaire, nommé par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, assume la direction du secrétariat du Conseil. Il assiste aux réunions avec voix consultative et en rédige les procès-verbaux. Il assure l'exécution des décisions et du programme de recherche arrêté par le Conseil et approuvé par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Il est assisté dans ses fonctions par un secrétaire adjoint et un ou plusieurs conseillers scientifiques.

9. Secrétariat : Le secrétariat est composé du personnel de bureau nécessaire à l'administration du Conseil des re-

cherches agricoles, ce personnel remplissant ces fonctions à plein temps.

10. Traitement et frais de voyage : Les membres du Conseil ne reçoivent aucun traitement. Ils sont indemnisés des frais encourus pour assister aux assemblées et ceux qui ne sont pas fonctionnaires du Gouvernement du Québec ou de celui du Canada reçoivent une allocation de présence. Une allocation spéciale peut être accordée à tout spécialiste pour des services rendus au Conseil en matière de recherches agricoles.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à payer à chaque membre du Conseil des recherches agricoles qui n'est pas fonctionnaire, des honoraires de 50 \$ par jour de séance et de 30 \$ pour toute demi-journée additionnelle, et à rembourser les frais de déplacement et de séjour occasionnés par les séances du Conseil.

11. Rapport annuel : Le Conseil présente au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le rapport annuel de ses activités.



c. M-14, r.3

Règlement sur la signature de certains documents officiels du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
(L.R.Q., c. M-14, a. 12)

SECTION I SERVICE DE LA CONCESSION DES TERRES

1. Les titulaires des fonctions de directeur et de directeur adjoint du Service de la concession des terres du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sont autorisés à signer, pour le ministre ou le sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, les documents énumérés ci-après :

Les lettres patentes, les corrections de lettres patentes, les annulations de billets de location renfermant des erreurs et l'émission de billets de location corrigés ; les permis d'occupation ; les autorisations de transport, les révoqueries relatives aux terres de colonisation, les copies ou extraits de documents et registres relatifs à l'administration et à la concession des lots de colonisation ; les dispenses accordées ainsi que les certificats prévus aux articles 31 et 32 de la Loi sur les terres de colonisation (L.R.Q., c. T-8) ; les substitutions prévues à l'article 35 de la Loi sur les terres de colonisation ; les autorisations permises à l'article 62 de la Loi sur les terres de colonisation d'aliéner totalité ou partie de terres originellement concédées pour fins de culte et cimetière, lorsque celles-ci ne sont plus requises pour ces fins ; les annonces et actes prévus à l'article 48 de la Loi sur les terres de colonisation ; les baux et actes de vente concernant les lots sous la juridiction du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et dont l'administration incombe au Service de la concession des terres ; les actes comportant quittance.

SECTION II DIRECTION DE LA PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE

2. Le directeur et le directeur adjoint de la Direction de la protection du territoire agricole du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sont autorisés à signer, pour les certifier conformes, les copies des avis, plans et descriptions techniques émis ou préparés en appli-

cation des articles 22 à 38 de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1), et faisant partie des archives du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

SECTION III SIGNATURE DES CONTRATS DE SERVICE, DE LOCATION DE MEUBLES, D'ACHAT, DE PRÊT, DE BAIL ET DE CONVENTION DE SUBVENTION

3. Dans le présent règlement, les expressions et mots « contrat de services », « contrat de location de meubles », « contrat d'achat », et « bail » ont la signification que prescrivent respectivement les règlements alors en vigueur sur les contrats du gouvernement adoptés en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) et « contrat de prêt » et « convention de subvention » ont la signification que leur donnent respectivement les règlements en vertu de la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes (L.R.Q., c. C-76).

4. Le sous-ministre adjoint à l'administration du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à signer un contrat d'achat, de services, de location de meubles, de construction, d'immobilisations, ainsi qu'à autoriser des prêts pour la construction ou réparation de bateaux et à signer un bail de la compétence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

5. Un sous-ministre adjoint du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à signer pour son secteur d'activités un contrat d'achat, de services, de location de meubles, à autoriser des prêts pour la construction ou réparation de bateaux et à signer un bail de la compétence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

6. Le directeur d'une direction générale du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à signer pour son secteur d'activités :

- a) les contrats de services, de location dont le coût est inférieur à 5 000 \$;
- b) les contrats d'achat inférieurs à 1 000 \$ effectués au moyen d'une commande locale ou une demande de livraison ;
- c) les prêts pour la réparation de bateaux dont le coût est inférieur à 10 000 \$.

7. Le directeur de direction du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à signer pour son secteur d'activités :

a) les contrats de services, de location dont le coût est inférieur à 5 000 \$;

b) les contrats d'achat inférieurs à 1 000 \$ effectués au moyen d'une commande locale ou une demande de livraison.

8. Le coordonnateur régional de chacune des 12 régions agricoles du Québec est autorisé à signer un contrat d'achat de la compétence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation effectué au moyen d'une commande locale lorsque le montant payable est inférieur à 1 000 \$ et que ce contrat relève de sa région.

9. Le directeur d'un service du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à signer un contrat d'achat de la compétence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation effectué au moyen d'une commande locale, lorsque le montant payable est inférieur à 1 000 \$ et que ce contrat relève de son service.

10. Le chef de district de chacun des 8 districts de la Direction de la protection de la Direction générale des pêches maritimes est autorisé à signer un contrat d'achat de la compétence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation effectué au moyen d'une commande locale, lorsque le montant payable est inférieur à 500 \$ et que ce contrat relève de son district.

11. Le directeur et le directeur adjoint de la Direction finance et administration ainsi que le directeur du Service de l'équipement sont autorisés à signer les contrats suivants de la compétence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

a) un contrat d'achat ;

b) un contrat de services ou de location de meubles dont le montant payable est inférieur à 5 000 \$.

A.C. 2440-77, (1977) 109 G.O.II, 3889

D. 526-80, (1980) 112 G.O.II, 1435

D. 527-80, (1980) 112 G.O.II, 1437

D. 348-81, (1981) 113 G.O.II, 1077



c. M-14, r.4

**Règlement sur la signature de certains
permis de pêche du ministère de
l'Agriculture, des Pêcheries et de
l'Alimentation**

Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et
de l'Alimentation
(L.R.Q., c. M-14, a. 12)

I. Un fac-similé de la signature du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les permis de pêche que délivre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, en vertu des règlements adoptés conformément à la Loi sur les pêcheries (S.R.C., 1970, c. F-14). Dans ce cas, le fac-similé de la signature du ministre a la même valeur que la signature elle-même si le permis de pêche est contre-signé par le directeur ou un chef de district de la Direction de la protection de la Direction générale des pêches maritimes du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.



c. M-14, r.5

Règlement sur les subventions et les paiements versés à des pêcheurs ou des producteurs pour promouvoir le développement de la pêche commerciale

Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
(L.R.Q., c. M-14)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§1. Définitions

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

1) « accrédité », « agréé », « approuvé », « autorisé », « déterminé », « désigné » ou « jugé » : accrédité, agréé, approuvé, autorisé, déterminé, désigné ou jugé par le ministre conformément au présent règlement ou par l'autorité compétente ;

2) « armateur de pêche » : toute société accréditée qui possède et exploite un ou des bateaux de pêche d'un genre approuvé, qui a son siège social au Québec et qui vend toutes ses captures à un commerçant ou à un producteur agréé du Québec ;

3) « bateau assurable » ou « bateau » : un bateau de pêche admissible au Plan fédéral d'assurance sur bateau de pêche, équipé d'un moteur propulseur intérieur et ayant une valeur approuvée, dont le propriétaire est un pêcheur professionnel ou un producteur agréé ;

4) « bateau accepté » ou « bateau » : un bateau dont les plans et devis ou cahiers de charges ont été approuvés au préalable ;

5) « bateau licencié » : un bateau dont le propriétaire détient une licence ;

6) « bateau de pêche polyvalent » : un bateau accepté qui se prête à plusieurs modes de pêche de différents genres par l'utilisation de divers engins de pêche approuvés ;

7) « bénéficiaire » : tout pêcheur professionnel, ou spécialisé, producteur ou armateur accrédité ou agréé ;

8) « campagne de pêche » : toute activité ou effort de pêche d'un bateau durant une période minimale de 4 mois de calendrier dans une même année. La durée maximale

d'une campagne de pêche correspond à 1 année de calendrier, au cours de laquelle un bénéficiaire réalise les normes prescrites de professionnalisation ou de qualification ;

9) « certification » : tout certificat émis en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada (S.R.C., 1970, c. S-9) attestant qu'une personne majeure est détentrice d'un brevet pour occuper un poste déterminé comme capitaine, lieutenant de pêche ou autre à bord d'un bateau accepté ;

10) « commerçant agréé » : tout individu ou société accréditée qui vend du poisson débarqué au Québec et qui, à l'exception de l'Office canadien du poisson salé, a son siège social au Québec ;

11) « commercialisation approuvée » : s'applique aux produits de la pêche commerciale vendus à un producteur agréé ou à un commerçant agréé. Les utilisations de produits de cette pêche pour l'alimentation de la famille du pêcheur, la farine de poisson d'hareng ou de maquereau ou comme boëtte pour le pêcheur ou fertilisant ne sont pas incluses aux fins de la présente commercialisation ;

12) « coût de construction » : tout coût approuvé au montant total agréé, comprenant les coûts particuliers de matériaux, d'équipement, d'appareils de pêche, de fournitures diverses, de main-d'oeuvre, de frais généraux, de bénéfices sociaux et de profits pour l'exécution de travaux déterminés ;

13) « engin de pêche » : tout appareil conçu pour la capture de produits de la mer et dont la partie principale doit être mouillée ou mise à l'eau pendant une activité de pêche commerciale ;

14) « entrepreneur agréé » : une personne majeure ou une société qui s'engage ou peut s'engager à faire l'exécution de travaux de construction ou de réparation de bateaux acceptés, qui possède une expérience, des connaissances, de l'équipement (bâtière, machines-outils, outillage, etc.) appropriés et qui peut fournir des garanties jugées valables pour l'exécution de travaux déterminés ;

15) « équipement » : tout outillage, dispositif, appareils, machinerie ou appareils demeurant habituellement à bord d'un bateau de pêche et servant à la pêche commerciale, à la navigation, à l'entretien, à l'exploitation, aux activités normales ou à la réparation de ce bateau ;

16) « estuaire » : partie du fleuve Saint-Laurent sujette au jeu des marées et située à l'est du pont des Trois-Rivières ;

17) « inspecteur » : tout fonctionnaire, spécialiste ou autre personne que le ministre désigne pour fin d'application du présent règlement ;

18) « licence » : tout certificat annuel émis par le ministre attestant le caractère professionnel d'un pêcheur ;

19) « licence spécialisée » : tout certificat annuel émis par le ministre attestant le caractère professionnel d'un pêcheur dans une pêche spécialisée déterminée ; son émission demeure sujette à des normes de qualification déterminées ;

20) « longueur » : la distance horizontale mesurée entre les perpendiculaires élevées aux 2 extrémités de l'extérieur de la coque d'un bateau licencié ou accepté, en unité ou fraction de pied ;

21) « ministre » : le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec ;

22) « modalités ou normes de qualification » : qualités personnelles et circonstances requises d'un candidat à l'obtention d'une subvention ;

23) « moteur » : désigne un moteur marin ou transformé marin intérieur neuf ou acheté à l'état reconditionné et certifié comme tel par le fabricant ou le distributeur ainsi qu'un moteur extérieur acheté neuf, de genre et de puissance acceptés ;

24) « pêche » ou « pêche commerciale » : toute activité de capture de produits de la mer pratiquée dans l'estuaire, le golfe Saint-Laurent ou en haute mer, dont le fruit fait l'objet d'un commerce approuvé ;

25) « pêche spécialisée » : toute activité de capture d'anguille, d'éperlan, de homard ou de saumon pratiquée dans l'estuaire du fleuve Saint-Laurent, du golfe Saint-Laurent ou de la Baie des Chaleurs, dont le fruit fait l'objet d'une commercialisation approuvée ;

26) « pêcheur professionnel », ou « pêcheur » : une personne majeure dont l'occupation principale au cours des 2 dernières campagnes de pêche a été la pratique de la pêche commerciale et qui est admissible à une licence.

Le ministre détermine périodiquement les minima de revenus bruts ou de captures et de période annuelle de pêche requis d'un candidat à l'émission d'une licence annuelle ou d'une licence spécialisée annuelle selon les conditions particulières de capture par région et par espèce. Les candidats devront produire une demande annuelle en utilisant la formule prévue à l'annexe J.

Le pêcheur, propriétaire d'un bateau de pêche hauturière ayant lui-même des activités normales de pêche avec ces bateaux est considéré comme pêcheur professionnel ;

27) « pêcheur professionnel associé » : tout aide-pêcheur ou membre d'équipage qui a exercé ses activités avec un pêcheur professionnel durant les 2 dernières campagnes de pêche. Ce pêcheur devient admissible à une licence quand il devient propriétaire d'un bateau accepté ou qu'il se qualifie à l'obtention d'une subvention à la construction d'un bateau accepté ;

28) « pêcheur professionnel spécialisé » : une personne majeure qui s'adonne à la pratique d'une pêche spécialisée dans un but de commercialisation approuvée et qui est admissible à une licence spécialisée. Ce terme comprend expressément le titre de propriétaire d'engins de pêche de genres déterminés pour une pêche spécialisée ;

29) « permis » : tout certificat émis en vertu de la Loi sur les pêcheries (S.R.C., 1970, c. F-14) ;

30) « poisson » : tout produit de la mer dont la mise en marché est approuvée ; ce terme exclut tout produit de la mer utilisé comme boîtte pour le pêcheur qui l'a capturé, fertilisant, alimentation de la famille du pêcheur ou pour toute autre fin semblable ;

31) « producteur agréé » : tout individu ou toute société accréditée pour la capture, la préparation ou la transformation de poisson, qui exploite au moins une usine d'un genre approuvé, au Québec et a son siège social au Canada ou au Québec ;

32) « propriétaire » ou « propriétaire de bateau » : un pêcheur professionnel ou un producteur agréé qui possède un bateau accepté ; appliqué à un bateau de pêche non immatriculé, signifie le propriétaire réel et, appliqué à un bateau de pêche immatriculé, signifie seulement le propriétaire enregistré ;

33) « propriétaire de pêche » : un pêcheur professionnel spécialisé qui possède des engins de pêche de genres et de montage réglementaires pour l'obtention d'une licence spécialisée ;

34) « tonne » : la jauge brute mentionnée dans le certificat d'immatriculation d'un bateau de pêche ;

35) « valeur approuvée » ou « estimée » : la valeur d'un bateau de pêche telle que déterminée par le ministre.

§2. Modalités générales

2. Nonobstant des circonstances particulières expressément prévues pour une subvention désignée, le candidat doit se conformer aux conditions énumérées à l'annexe A.

3. Sauf lorsque le contraire est expressément prévu, ces subventions et paiements ne sont versés que sur demande écrite adressée au ministre avant de procéder à l'acquisition de l'objet de la subvention demandée, dans la forme

prescrite par ce dernier, qui prend également les mesures de contrôle qu'il juge appropriées.

4. Sauf pour la subvention prévue pour le transport du carburant, tout candidat doit faire approuver au préalable sa demande par le ministre. Toutefois, tout producteur qui bénéficie d'une subvention pour le transport du carburant doit transmettre sa réclamation mensuellement.

5. Le ministre peut mettre fin à l'offre d'une subvention durant une année fiscale, quand une insuffisance des disponibilités budgétaires le motive ou qu'il juge la prolongation de cette offre non appropriée.

6. Toute offre d'une subvention et son acceptation par un bénéficiaire demeurent assujetties aux exigences du Conseil du trésor, relatives au pouvoir de vérification des pièces justificatives et ces dispositions doivent obliger ce bénéficiaire et tout entrepreneur agréé ou les sous-traitants de ce dernier, s'il y a lieu, avant le paiement de la subvention.

À cette fin, le bénéficiaire doit accorder à tout inspecteur désigné le pouvoir de contrôle, d'étude et d'analyse de toutes pièces comptables déterminées et aussi de lever une copie officielle de l'une ou de toutes ces pièces.

7. Partout où le présent règlement prévoit qu'un bénéficiaire doit « démontrer » ou « produire » des pièces justificatives, il appartient à ce dernier de faire le nécessaire pour produire au ministre toutes preuves écrites demandées sous la forme et avec le genre de contenu déterminés, le tout à la satisfaction du ministre.

8. Conformément aux présentes normes et modalités et suivant les procédures qu'il peut ou pourra adopter, le ministre est autorisé à accorder des subventions et à effectuer des paiements à un candidat qualifié pour les fins suivantes :

- a) construction ou achat de bateaux ;
- b) achat d'engins de pêche côtière ;
- c) achat de filets maillants à morue ;
- d) paiement de primes d'assurance maritime ;
- e) transport de carburant ;
- f) compensation pour avaries aux bateaux de pêche ;
- g) recherches appliquées ;
- h) transport du poisson de fond.

9. Si le bénéficiaire d'une subvention, quel que soit le motif, abandonne le métier de pêcheur ou cesse ses activités de pêche commerciale ou renonce à son statut de pêcheur professionnel licencié ou spécialisé ou de producteur agréé ou d'armateur de pêche accrédité avant la fin de la période de temps déterminée lors du paiement de cette subvention, il est tenu à son remboursement au ministre au *prorata* de cette période non écoulée, sauf si ce bénéficiaire peut justifier son défaut.

10. Le ministre peut restreindre l'offre d'une subvention en excluant les demandeurs ou les catégories de demandeurs :

a) qui opèrent hors de centres de pêche agréés sauf si ces demandeurs peuvent établir leur impossibilité d'opérer dans un centre de pêche agréé ; ou

b) qui peuvent obtenir des subventions du gouvernement canadien pour l'un des objets prévus par le présent règlement.

11. Le ministre étend l'offre des subventions à tous organismes ou associations agréés qui ont pour objectif de favoriser le développement des pêches commerciales ou la formation de pêcheurs professionnels. Les conditions d'admissibilité de ces organismes ou associations et les normes de qualification de leurs pêcheurs-membres sont celles énoncées à l'annexe G et ces pêcheurs-membres sont alors considérés comme des pêcheurs professionnels pour une période de temps désignée.

12. Le ministre étend l'offre de certaines subventions à des pêcheurs professionnels spécialisés, dont les conditions particulières d'admissibilité se trouvent énoncées à l'annexe I. Ces demandeurs doivent de plus se conformer aux conditions particulières expressément prévues, et également aux conditions générales du présent règlement s'il y a lieu.

SECTION II CONSTRUCTION OU ACHAT DE BATEAUX NEUFS ET DE MOTEURS MARINS NEUFS

§1. Matière et objet

13. La subvention pour la construction ou l'achat de bateaux neufs peut être accordée pour tout bateau d'un genre approuvé, construit au Québec et d'une longueur de 18 à 44,9 pieds.

14. Le montant de la subvention accordée à la construction ou à l'achat d'un bateau neuf est fixé :

a) pour un bateau d'une longueur de 18 à 24,9 pieds à 12 \$ du pied de longueur ;

b) pour un bateau d'une longueur de 25 à 34,9 pieds à 40 \$ du pied de longueur ;

c) pour un bateau d'une longueur de 35 à 44,9 pieds à un montant égal à 25% du coût de construction agréé.

15. La subvention à l'achat d'un moteur marin d'un genre approuvé destiné à un bateau de pêche d'une longueur de 18 à 34,9 pieds est d'un montant égal à 35% du coût d'achat et ne doit pas dépasser 1 200 \$. Ce coût peut inclure la transmission marine, l'arbre de couche et l'hélice. La subvention à l'achat d'un moteur ne pourra être versée à un même bénéficiaire avant l'expiration d'une période de 5 ans à partir du versement d'une précédente subvention pour les mêmes fins.

16. Un pêcheur professionnel ou un pêcheur professionnel associé ou pêcheur professionnel spécialisé qui satisfait aux exigences prévues peut être bénéficiaire d'une subvention pour la construction ou l'achat d'un bateau neuf.

17. Le ministre peut accorder une subvention d'un montant égal à 35% du coût de construction agréé d'un bateau d'un genre approuvé construit au Québec d'une longueur de plus de 35 pieds. Le montant de la subvention doit être réduit du montant d'une subvention reçue d'un ministère ou organisme du gouvernement canadien pour la construction du même bateau.

§2. Modalités

18. Le demandeur doit au préalable s'engager à :

a) poursuivre des activités de pêche commerciale et ne pas louer, vendre ou autrement disposer d'une partie ou de toutes les parts du bateau subventionné, pour une période de 12 ans, en faveur d'une personne autre qu'un pêcheur commercial domicilié au Québec et devant exploiter lui-même le bateau ;

b) rembourser, à même toute indemnité d'assurance perçue, à la suite d'une perte totale ou présumée totale du bateau qui surviendrait durant cette période de 12 ans, la partie de la subvention proportionnelle au temps non écoulé de cette période ;

c) remettre le bateau subventionné au ministre, s'il fait défaut de remplir les engagements précités sauf si le bénéficiaire peut justifier son défaut pour cause de maladie, désastre maritime, insuccès de la pêche ou autres motifs raisonnables de même nature ;

d) à transmettre au ministre, avec son formulaire de demande :

i. un certificat médical sous la forme et avec le genre de contenu désignés attestant son bon état de santé et accorder au ministre, si ce dernier le juge à propos, le privilège de faire contrôler la teneur de ce certificat par un ou des médecins de son choix ;

ii. une recommandation écrite d'un producteur agréé choisi librement ; cette recommandation doit porter sur la reconnaissance des qualifications professionnelles du candidat, sur son esprit d'honnêteté, de discipline et de travail, sur ses aptitudes à la direction et contenir une entente relative aux débarquements de poisson ou de produits marins du futur bateau si le ministre accepte la requête du candidat ;

iii. démontrer, s'il y a lieu, qu'il possède toute certification exigée par la Loi sur la marine marchande du Canada pour la classe de bateau projetée.

19. La subvention est payable à l'entrepreneur agréé du bateau par chèque à l'ordre conjoint de cet entrepreneur et du bénéficiaire, ou du bénéficiaire seulement si ce dernier fournit la preuve écrite qu'il a acquitté le coût de construction agréé.

Elle devient payable comme suit : un maximum de 75% de son montant total sur confirmation d'acquisition d'une valeur équivalente en matériaux et équipement, à titre de paiement progressif et le solde après l'émission d'un certificat d'inspection; toutefois, pour un bateau d'une longueur supérieure à 35 pieds, un paiement progressif pourra être effectué sur preuve d'acquisition d'une valeur équivalente en matériaux et équipements destinés à la construction d'un bateau d'un genre approuvé.

20. Le pêcheur qui a déjà bénéficié d'une subvention prévue par la présente section ou d'un prêt aux mêmes fins en vertu de la réglementation du crédit maritime, ne peut en obtenir un nouveau avant l'expiration de 6 ans, sauf s'il y a eu perte totale ou présumée totale de son bateau.

Toutefois, le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, réduire ce délai pour motif.

21. Si le bénéficiaire d'une subvention à l'achat ou à la construction d'un bateau ou tout acquéreur subséquent, au cours de la période mentionnée au paragraphe a de l'article 18, loue, vend ou autrement dispose d'une partie ou de toutes les parts du bateau subventionné, en faveur d'une personne autre qu'un pêcheur commercial domicilié au Québec et devant exploiter lui-même ce bateau, il devra rembourser au ministre la partie non méritée de la subvention pour l'achat ou la construction de ce bateau, déterminée en fonction du nombre d'années pendant lequel le bénéficiaire ou tout acquéreur subséquent a poursuivi des

activités de pêche, sur la période de 12 ans ci-haut mentionnée.

SECTION III AGRÈS DE PÊCHE

§1. Admissibilité

22. Est admissible à une aide financière à l'acquisition de palangres, un pêcheur reconnu professionnel à la date de la demande d'aide financière.

23. Est admissible à une aide financière à l'acquisition de casiers à crabe, un pêcheur professionnel qui, à la date de la demande d'aide financière, détient un permis de pêche du crabe des neiges délivré par le ministre et dont la première émission remonte à moins de 2 ans.

§2. Demande

24. Une personne admissible à une aide financière et qui veut s'en prévaloir doit :

a) faire parvenir au bureau régional de la Direction des services aux usagers, les pièces justificatives concernant la nature, la quantité et le prix des biens acquis pour la fabrication d'agrès de pêche ainsi que le nombre d'agrès de pêche fabriqués ;

b) faire approuver par un représentant de la Direction des services aux usagers les agrès de pêche ainsi fabriqués avant toute utilisation.

§3. Aide financière

25. L'aide financière à l'acquisition de palangres équivaut à 25% du coût d'achat des hameçons, des avançons et de la corde maîtresse utilisés pour monter les palangres.

26. L'aide financière à l'acquisition de casiers à crabes équivaut à 25% du coût d'achat du fil et de la monture d'acier utilisés pour fabriquer les casiers à crabe.

§4. Conditions

27. L'aide financière prévue à la sous-section 3 est conditionnelle à ce que d'une part le bénéficiaire ait acheté au Québec les matériaux requis pour monter les palangres ou fabriquer les casiers à crabes et d'autre part, les agrès de pêche soient conformes à la réglementation en vigueur.

SECTION IV SUBVENTION À L'EFFORT DE PÊCHE CÔTIÈRE

§1. Objet et nature

28. Le ministre accorde une subvention à un pêcheur exploitant un bateau de pêche côtière qui a réalisé un effort de pêche côtière soutenu ou amélioré durant la dernière campagne de pêche.

§2. Conditions d'admissibilité

29. Le bénéficiaire de cette subvention doit remplir les conditions prévues à l'annexe B.

30. Le bénéficiaire de cette subvention doit la partager avec son ou ses membres d'équipage et fournir au ministre toute information relative aux statistiques opérationnelles et aux modalités de partage ou de rémunération de cet équipage.

31. Si un bénéficiaire obtient un subside canadien pour l'une ou l'autre des espèces de poisson désignées, il ne peut recevoir une subvention québécoise aux mêmes fins.

§3. Bénéficiaire

32. Le pêcheur côtier professionnel qui exploite un bateau de pêche côtière d'un genre et d'une longueur déterminés, dont les captures font l'objet d'une commercialisation approuvée, peut bénéficier de cette subvention s'il remplit les conditions prévues à l'annexe B.

33. Le ou les pêcheurs associés à titre de membres d'équipage du bénéficiaire ont droit à une partie de cette subvention sur la base déclarée au moment de la demande de la subvention.

§4. Paiement

34. Le ministre peut verser cette prime au pêcheur ou à l'ordre conjoint du pêcheur et de ses membres d'équipage ou à l'ordre personnel du bénéficiaire et de chacun de ses membres d'équipage quand les conditions déterminées ont été remplies.

SECTION V ASSURANCE MARITIME

§1. Admissibilité

35. Est admissible à une aide financière aux primes d'assurances maritimes, un pêcheur reconnu professionnel à la date de la demande d'aide financière.

§2. Aide financière

36. L'aide financière aux primes d'assurance maritime équivaut à 50% de la prime d'assurance maritime sur la valeur estimée du bateau qui doit avoir 18 pieds et plus de longueur hors tout.

§3. Conditions

37. L'aide financière aux primes d'assurance est sujette aux dispositions de l'annexe C.

SECTION VI PLAN DE COMPENSATION POUR AVARIES AUX BATEAUX DE PÊCHE

§1. Objets

38. Le plan de compensation pour avaries aux bateaux de pêche a pour objet d'indemniser les bénéficiaires pour :

- a) pertes totales ;
- b) pertes présumées totales ;
- c) pertes partielles ;
- d) frais et prime de sauvetage ;
- e) frais de louage ;
- f) avaries communes ;
- g) frais de subsistance et de garde dans un port à l'extérieur du Québec, pendant la période de réparation consécutive à une avarie ;
- h) certains frais d'enquête et d'administration ;
- i) toutes pertes causées par gros temps, tempête, ouragan, raz-de-marée, échouement, abordage, heurt, choc, changement forcé de route, incendie, submersion, perte d'hélice ou de gouvernail et de tout autre événement déterminé.

39. Les bénéficiaires du plan de compensation pour avaries aux bateaux de pêche sont les propriétaires des bateaux inscrits sur la liste des bateaux admissibles, liste dressée et tenue à jour par le ministre.

§2. Pouvoirs du ministre

40. Le ministre peut maintenir en vigueur un règlement concernant le plan de compensation pour avaries aux bateaux de pêche pour déterminer les conditions générales et particulières de cette compensation. Toutefois, le ministre peut suspendre l'application de ce plan de compensation et, s'il le juge à propos, y substituer une assurance mari-

time achetée d'un assureur désigné sur avis écrit de 15 jours adressé au bénéficiaire.

41. Le ministre forme un comité de surveillance de la gestion de ce plan de compensation et il désigne les 5 membres et le secrétaire de ce comité.

§3. Paiement

42. Cette compensation devient payable aux conditions déterminées par le règlement.

SECTION VII TRANSPORT DE CARBURANT

§1. Nature de la subvention

43. La subvention que le ministre accorde est de 0,04 \$ du gallon d'essence ou de gasoil durant l'exercice 1975-76 et de 0,02 \$ durant l'exercice 1976-77.

44. Un pêcheur professionnel qui réside dans la région qui s'étend d'Aganish à Blanc-Sablon, dans la circonscription électorale de Duplessis, ou un producteur agréé qui y exploitait une usine de transformation de poisson antérieurement au 1^{er} avril 1970 peuvent être bénéficiaires de la subvention pour transport du carburant.

§2. Admissibilité

45. Le pêcheur, pour être admissible à la subvention, doit démontrer que le carburant a été utilisé exclusivement par un bateau pour fin de pêche commerciale, acheté d'un distributeur faisant affaires dans la région mentionnée et livré dans cette région et que le poisson capturé a été débarqué au Québec.

46. Le producteur doit démontrer pour être admissible à la subvention que le carburant a été utilisé pour fins de pêche commerciale, de collecte, de transport ou de transformation du poisson dans la région mentionnée, que ce carburant a été acheté d'un distributeur faisant affaires dans cette région et livré aussi dans cette région et que le poisson capturé, collecté ou transporté a été débarqué ou transformé au Québec.

47. Le ministre peut exiger que le réclamant démontre par des pièces justificatives approuvées ou confirmées par le Service de la taxe sur la gazoline du ministère du Revenu du Québec ou par toutes pièces jugées satisfaisantes, le bien-fondé des quantités de carburant déclarées.

§3. Paiement

48. La subvention est payable au candidat qualifié.

SECTION VIII RECHERCHES APPLIQUÉES

§1. Objets et nature

49. Les paiements versés pour recherches appliquées ont pour objet de favoriser la recherche en biologie marine, l'exploitation de nouveaux appareils de pêche, de nouveaux produits marins ou l'utilisation d'engins de pêche ou de bateaux de pêche de genres nouveaux.

Ils s'appliquent à tout programme agréé d'essai de nouveaux engins de pêche, d'appareils de pêche, de bateaux de pêche ou de recherches de nouveaux fonds de pêche à exploiter.

50. Le ministre peut faire des ententes pour l'un ou l'autre de ces objets avec toute personne ou société en vertu de plans à frais partagés ou de tout autre programme de développement des pêches commerciales ou de recherches en pêche maritime.

51. Le ministre détermine :

a) le montant de la location quotidienne de bateaux de pêche, basé sur la longueur du bateau et les statistiques opérationnelles de cette catégorie de bateaux ; ces montants doivent être soumis à l'approbation du Service général des achats ;

b) le montant d'achat, d'acquisition ou de construction des appareils de pêche, des engins de pêche ou de bateaux de pêche prévus par l'objet de la présente section ;

c) si, après l'utilisation ou l'expérience de l'un ou l'autre des objets précités, le ministre décide de le ou les vendre à un pêcheur professionnel ou à un producteur agréé, il peut déterminer ce prix de vente tout en consentant à l'acquéreur agréé un crédit équivalant au montant total ou partiel de tout subside canadien encaissé pour cet objet et à celui de toute subvention spécifique prévue par le présent règlement.

§2. Location de bateaux

52. Un pêcheur professionnel ou un producteur propriétaire d'un bateau qui fait ou a déjà fait l'objet d'un prêt consenti par le ministre, sauf si le ministre en décide autrement, peuvent être loueurs de bateaux.

53. Le contrat de location de bateaux contient les éléments énumérés à l'annexe H.

54. Ce loyer est payable au loueur du bateau à qui revient la responsabilité de rémunérer ses membres d'équipage.

§3. Vente

55. Le ministre détermine les conditions de vente de tous appareils de pêche, produits marins, engins de pêche et de bateaux de pêche dont il peut disposer après utilisation ou expérience. Toutefois, cette vente se fait à un pêcheur professionnel ou à un producteur afin de favoriser le développement des pêches commerciales du Québec sauf si l'objet de cette vente est déclaré surplus non utilisable par le ministre, auquel cas ce dernier confie cet objet au Service général des achats du Québec.

SECTION IX TRANSPORT DU POISSON

§1. Objet et nature

56. La subvention a pour objet de favoriser l'organisation du transport du poisson d'espèces déterminées à l'annexe D entre des points de débarquements et des usines éloignées de filetage, de salage ou de séchage de poisson de fond, là où l'initiative privée ne peut agir avec chance de rentabilité.

57. Toute entreprise individuelle ou collective agréée, qui peut agir avec ou sans appel d'offres de soumissions, selon que le ministre le juge à propos, peut être bénéficiaire de la subvention pour transport du poisson de fond.

58. La subvention est déterminée par les conditions prévues à l'annexe D.

§2. Conditions d'admissibilité

59. Le ministre peut conclure avec le candidat bénéficiaire une entente propre à faire connaître les frais de collecte du poisson par région ou partie de région.

Cette entente doit contenir les éléments déterminés à l'annexe D.

SECTION X SUBVENTIONS AU PERFECTIONNEMENT

§1. Objet et nature

60. Le ministre accorde des subventions pour suivre des cours spéciaux en pêches commerciales, faire des stages ou participer à d'autres activités de perfectionnement déterminés.

§2. Conditions

61. Le bénéficiaire doit remplir les conditions prévues à l'annexe E.

62. Ces subventions peuvent couvrir des frais de pension, de séjour, de transport ou d'inscriptions aux activités déterminées, ainsi qu'une somme pour compenser la perte de revenus encourue durant ces activités, le tout aux conditions prévues et déterminées.

§3. Bénéficiaires

63. Les pêcheurs professionnels, les pêcheurs professionnels spécialisés, les pêcheurs associés ou toutes personnes désignées dans le secteur des pêches commerciales du Québec peuvent bénéficier de ces subventions.

SECTION XI SUBVENTION INCITATIVE À L'ENTRETIEN PRÉVENTIF DE BATEAUX DE PÊCHE

§1. Objet et nature

64. Le ministre accorde des subventions incitatives à l'entretien préventif de bateaux de pêche hauturière.

§2. Bénéficiaires

65. Le propriétaire d'un bateau de pêche d'une longueur de 45 pieds à 100 pieds qui participe à un programme d'entretien préventif peut bénéficier de cette subvention.

§3. Conditions d'admissibilité

66. Le bénéficiaire qui remplit les conditions prévues à l'annexe F peut obtenir cette subvention.

ANNEXE A

(a. 2 et 26)

MODALITÉS GÉNÉRALES POUR L'OBTENTION D'UNE SUBVENTION

1. Le demandeur d'une subvention doit :

a) obtenir au préalable un assentiment écrit du ministre avant de procéder à l'acquisition ou à la réalisation de l'objectif de la subvention demandée ;

b) s'il est pêcheur, détenir une licence pour la campagne de pêche en cours ;

c) s'il y a lieu, remplir tout formulaire prescrit et produire toute pièce justificative déterminée ;

d) s'engager par écrit à :

i. poursuivre activement des activités de pêche durant au moins le nombre de campagnes de pêche déterminé pour le genre de subvention demandée ;

ii. durant la période déterminée, ne pas vendre, céder, louer ou utiliser l'objet de la subvention à des fins non autorisées ;

iii. suivre durant cette période déterminée, tout cours de perfectionnement désigné ;

iv. fournir toute statistique opérationnelle, bilan ou autre rapport déterminé ;

v. s'il y a lieu, démontrer qu'il possède toute certification exigée par la Loi sur la marine marchande du Canada (S.R.C., 1970, c. S-9) ;

vi. rembourser la subvention reçue d'une partie proportionnelle au temps non écoulé de la période de temps déterminée, s'il fait défaut de remplir les conditions et engagements déterminés ;

vii. le ministre déduira de toute subvention demandée toute compensation reçue par le demandeur en vertu d'un régime d'assurances ou d'un plan spécial d'indemnisation ;

e) s'être conformé, s'il y a lieu, à tout engagement antérieur envers le ministre ou le crédit maritime ;

f) démontrer qu'il a la capacité et les connaissances requises pour utiliser l'objet de la subvention demandée ;

g) accorder à tout inspecteur le droit de contrôle ou d'examen déterminé ;

h) faire une demande d'aide à un ministère ou organisme du gouvernement canadien qui offre également une aide financière pour la construction d'un bateau.

ANNEXE B

(a. 29 et 32)

SUBVENTION À L'EFFORT DE PÊCHE

1. Conditions d'admissibilité :

1) Il appartient au bénéficiaire de faire le nécessaire pour produire au ministre les pièces justificatives demandées, sous la forme et avec le contenu déterminés, pour démontrer les quantités de poissons capturés et vendus pour les fins d'une commercialisation approuvée.

2) Ce bénéficiaire doit faire connaître au ministre la composition de son équipage durant la campagne de pêche : nom, adresse et numéro d'assurance sociale de chacun de ses pêcheurs associés. Il doit aussi informer le ministre, du mode de partage de la prime entre ses membres d'équipage.

3) Le versement de la subvention pour une campagne de pêche ne se fait qu'après la réception par le ministre du bilan des activités de pêche du bénéficiaire et des pièces justificatives demandées pour cette campagne de pêche.

2. Modalités de la subvention :

1) En Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine, dans le Bas Saint-Laurent et sur la Haute et la Moyenne Côte-Nord :

a) captures annuelles minimales de poisson par bénéficiaire pour avoir droit à la prime :

Longueur du bateau	minimum
18 pieds à 34 pieds 11 pouces	30 000 livres
35 pieds à 44 pieds 11 pouces	60 000 livres
45 pieds à 56 pieds 11 pouces	100 000 livres

b) si un bénéficiaire s'adonne pendant une campagne de pêche à la pêche d'autres espèces que celles qui font l'objet de la prime durant au moins 2 mois, les captures minimales d'espèces subventionnées exigées s'établissent comme suit :

Longueur du bateau	minimum
18 pieds à 34 pieds 11 pouces	20 000 livres
35 pieds à 44 pieds 11 pouces	35 000 livres
45 pieds à 56 pieds 11 pouces	55 000 livres

c) montant de la prime :

Longueur du bateau	montant
18 pieds à 34 pieds 11 pouces	0,015 \$/lb
35 pieds à 44 pieds 11 pouces	0,0125 \$/lb
45 pieds à 56 pieds 11 pouces	0,01 \$/lb

2) Pour le district de la Basse Côte-Nord du Golfe :

a) valeur annuelle minimale des captures de poisson par bénéficiaire :

Longueur du bateau	minimum
18 pieds à 44 pieds 11 pouces	1 500 \$
45 pieds à 56 pieds 11 pouces	5 000 \$

b) montant de la prime :

i.

Longueur du bateau	montant
18 pieds à 44 pieds 11 pouces	
poisson rond, frais ou congelé	0,015 \$/lb
poisson de fond salé	0,035 \$/lb
hareng et maquereau mariné	0,015 \$/lb
pétoncle frais ou congelé	0,15 \$/lb

ii.

Longueur du bateau	montant
45 pieds à 56 pieds 11 pouces,	
poisson rond, frais ou congelé	0,01 \$/lb
pétoncle frais ou congelé	0,10 \$/lb

3. Modalités générales : Le maximum de la prime pour une campagne de pêche s'établit à 2 000 \$ par bateau de pêche ou par propriétaire d'un bateau de pêche.

ANNEXE C

(a. 37)

PRIME D'ASSURANCE MARITIME

1. La subvention prévue est versée à la condition :

a) que le bateau n'effectue ses débarquements de poisson que dans les ports du Québec et que le ministre puisse réclamer le remboursement de la subvention payée d'une partie proportionnelle au nombre de semaines d'activités de pêche durant lesquelles un bateau effectue ses débarquements de poisson à l'extérieur du Québec, sauf lorsque de tels débarquements ne peuvent s'effectuer dans des ports ou des usines situés au Québec ;

b) qu'advenant la perte totale ou présumée totale du bateau, l'indemnité payable serve d'abord au remboursement de tout prêt dû par le bénéficiaire au ministre ;

si le bénéficiaire désire obtenir un prêt pour la construction d'un nouveau bateau de pêche, sa portion de l'indemnité payée par l'assureur, à la suite de la perte de ce bateau est utilisée comme versement initial requis pour la construction de ce nouveau bateau de pêche, dont le ministre pourra accepter le financement partiel au moyen d'un nouveau prêt ; toutefois, si le bénéficiaire ne désire pas acquérir un nouveau bateau de pêche, la portion de l'indemnité payée par l'assureur qui reste, une fois effectué le remboursement de toutes les sommes dues par ce bénéficiaire au ministre, servira jusqu'à concurrence de ce montant :

i. au paiement des dettes contractées non payées par ce bénéficiaire pour l'acquisition et les activités du bateau de pêche ;

ii. et ensuite, le solde de cette indemnité, s'il en est, appartient de plein droit au bénéficiaire, sauf que, si ce dernier signifie au ministre son désir d'obtenir un prêt pour la construction d'un nouveau bateau de pêche et que le ministre consent à financer partiellement cette construction par un prêt, alors ce solde sera versé en tout ou en partie comme versement initial requis du bénéficiaire ;

c) pour les casiers à homard : que le propriétaire détienne un permis pour la campagne de pêche en cause et ait versé la contribution exigée par l'autorité compétente.

ANNEXE D

(a. 56, 58 et 59)

SUBVENTION AU TRANSPORT DU POISSON

1. Montant de la subvention :

1) Par transport routier :

a) 0,01 \$ la livre pour le poisson en provenance d'un pêcheur côtier devant effectuer ses débarquements à plus de 5 milles et à moins de 50 milles de l'usine de transfor-

mation de poisson la plus proche, apte à traiter ces captures de poisson ;

b) 0,02 \$ la livre pour le poisson en provenance d'un pêcheur côtier devant effectuer ses débarquements à l'usine de transformation de poisson la plus proche, apte à traiter ces captures de poisson, quand celle-ci se trouve distante de plus de 50 milles.

2) Pour le territoire de la Basse Côte-Nord par transport maritime : le ministre conclut une entente écrite avec un transporteur pour prévoir notamment un nombre minimal de voyages entre un point de débarquement et une ou plusieurs localités du territoire et une subvention variant de 0,01 \$ à 0,05 \$ la livre de poisson transporté selon la distance parcourue avec un montant minimal et maximal pour la campagne de pêche.

2. Conditions d'admissibilité :

1) Espèces de poisson admissibles : morue, plie, flétan, chat, barbue, turbot, poisson loup et toute autre espèce pour fin d'expérimentation, à l'état frais ou vert, qui n'a subi aucun conditionnement ou traitement que le glaçage ou toutes autres espèces pour fin expérimentale. Le transport du maquereau et du hareng, destinés à la consommation humaine, peut faire l'objet d'une subvention dans les régions des Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent.

2) Pêcheurs et bateaux de pêche admissibles : les pêcheurs côtiers, détenteurs d'un permis et propriétaires d'un bateau de pêche d'une longueur de moins de 50 pieds.

3) Territoire d'application :

a) Gaspésie : de Matane à Gaspé à Carleton ;

b) Îles-de-la-Madeleine ;

c) Moyenne Côte-Nord : Baie-Comeau à la limite ouest de Kégaska ;

d) Basse Côte-Nord : Kégaska à Blanc Sablon.

4) Les prix payés pour le poisson par les producteurs agréés doivent être équivalents d'un producteur à un autre à l'intérieur de chacune des régions définies dans le territoire d'application.

3. **Bénéficiaire** : La subvention est versée à celui qui, après vérification, a défrayé les frais réels du transport. Ce transporteur peut être un pêcheur, un producteur, un armateur de pêche ou une entreprise de transport privée ou publique.

4. **Modalités de contrôle** : Il appartient au transporteur de présenter un rapport qui inclut le nom du transporteur, le nombre de livres, la valeur et la nature du poisson transporté pour le compte de chacun des pêcheurs en cause. La vérification finale des pièces justificatives est effectuée

après la fin de la campagne de pêche par un inspecteur du ministre.

5. **Modalité de paiement** : Le versement de la subvention s'effectue à la fin de la campagne de pêche au bénéficiaire, qui a déposé les pièces justificatives demandées, et après l'approbation de ces dernières par le ministre. Toutefois, pour le transport maritime fait dans le territoire de la Basse Côte-Nord, le versement de la subvention peut s'effectuer sur présentation approuvée d'une réclamation mensuelle basée à partir des manifestes de chaque voyage.

ANNEXE E

(a. 61)

SUBVENTIONS AU PERFECTIONNEMENT

1. Cours et stages de perfectionnement pour les pêcheurs :

1) **Objet** : Ces subventions ont pour objet d'inciter les pêcheurs à suivre des cours de perfectionnement ou à participer à des stages.

2) **Conditions que doit rencontrer le bénéficiaire** :

a) avoir signé une entente à ce sujet avec le ministre ;

b) avoir participé à toutes les activités prévues, y incluant toute séance d'examen ou livraison de rapport d'activités, s'il y a lieu, sauf si le bénéficiaire établit qu'il était dans l'impossibilité de donner suite aux prescriptions de l'entente ;

c) transmettre au ministre toutes les pièces justificatives demandées.

3) L'organisation de ces cours et stages de perfectionnement doit être approuvée au préalable.

2. Montant des subventions : Détermination de revenus et allocations :

a) le bénéficiaire doit déclarer toutes les sommes qu'il a reçues ou recevra : prestations d'assurance-chômage, allocations de gîte, pension et transport et tout autre montant alloué pour la durée du cours ou du stage ;

b) les dépenses admissibles sont les frais de gîte, pension et transport, et tous autres frais acceptés conformément aux barèmes reconnus pour les fonctionnaires du Québec, ces dépenses devant être appuyées par des pièces justificatives ;

c) l'allocation supplémentaire doit combler la différence entre les revenus décrits au paragraphe a et les dépenses admissibles selon le paragraphe b.

3. Stages de perfectionnement :

1) **Objet des stages** : Ces stages peuvent consister en des séjours faits au Québec ou ailleurs par des bénéficiaires, pour s'initier à une technologie nouvelle ou améliorée

de pêche commerciale, à des méthodes de gestion, de transformation ou de contrôle industriel de pêche, pour assister à des conférences ou séminaires sur la pêche commerciale, ou pour se perfectionner dans l'un ou l'autre de ces domaines.

2) Conditions d'admissibilité : Le bénéficiaire doit :

a) fournir une recommandation écrite de son producteur, s'il a un contrat de sociétaire ou de liaison avec ce dernier ;

b) s'engager à remplir toutes conditions particulières demandées relatives au stage proposé ;

c) sur demande, démontrer le bien fondé du stage proposé et son rapport avec le développement des pêches commerciales du Québec ;

d) s'engager à remplir toutes conditions particulières demandées relatives à ce stage, notamment en matière de rapport écrit à livrer au ministre sur demande.

3) Revenu additionnel : Si la participation à un stage entraîne une perte de revenu, le bénéficiaire peut obtenir un montant additionnel jusqu'à concurrence d'une somme hebdomadaire de 125 \$.

4. Modalités de paiement : Le paiement de ces subventions s'effectue après présentation et acceptation des pièces justificatives déterminées.

ANNEXE F

(a. 66)

SUBVENTIONS INCITATIVES À L'ENTRETIEN PRÉVENTIF DE BATEAUX DE PÊCHE

1. Objet de la subvention :

1) Ces subventions ont pour objet le paiement des frais relatifs à l'analyse des huiles, après des prélèvements faits dans les moteurs marins, les moteurs auxiliaires et les transmissions des bateaux de pêche désignés.

2) Ces subventions peuvent aussi avoir pour objet le paiement des frais de tout spécialiste dont le ministre peut retenir les services sur une base horaire ou à prix fixe unitaire par bateau de pêche de classe désignée pour fin d'examen de moteurs marins de bateaux de pêche, hypothéqués en faveur du ministre.

2. Bénéficiaires : Les propriétaires de bateaux de pêche d'une longueur de plus de 45 pieds peuvent bénéficier de ces subventions.

3. Disponibilité : Les services prévus par ces subventions ne sont disponibles que dans les ports désignés des districts maritimes et par suite d'entente entre les propriétaires de bateaux de pêche et le ministre.

4. Conditions d'admissibilité :

1) Le bénéficiaire doit accepter de collaborer avec tout inspecteur désigné pour faciliter la réalisation de l'objet des présentes subventions.

2) Les bateaux désignés peuvent bénéficier d'un minimum de 3 analyses d'huile par campagne de pêche.

3) Si un rapport d'analyse d'huile fait connaître ou soupçonner l'existence d'une cause possible de troubles mécaniques ou de vieillissement prématuré d'un moteur désigné, le ministre peut demander immédiatement toute analyse d'huile supplémentaire pour fin de contrôle.

4) Si le rapport d'analyse d'huile supplémentaire pour fin de contrôle recommande certaines mesures préventives et que le propriétaire du bateau de pêche en cause néglige ou refuse de donner suite à cette recommandation dans le délai déterminé, le ministre peut :

a) pour un bateau de pêche soumis au régime hypothécaire en faveur du ministre, déclarer ce propriétaire en défaut aux termes de la « convention de prêt » qui régit ce bateau, ou exiger une contribution plus forte de ce propriétaire si ce dernier demande par la suite un prêt additionnel pour fin de réparation ;

b) pour un bateau de pêche non soumis au régime hypothécaire en faveur du ministre, aviser ce propriétaire des recommandations du rapport précité.

5) Le ministre détermine la portée et l'extension à donner à chaque examen précité et il peut faire des ententes écrites aux fins présentes avec toute entreprise ou personne spécialisée en analyse d'huile ou en examen de moteur marin diesel.

5. Paiement : Cette subvention devient payable aux personnes ou entreprises désignées qui ont procédé aux prises d'échantillonnage des huiles, à l'analyse des huiles ou aux examens prévus.

ANNEXE G

(a. 11)

ADMISSIBILITÉ D'ASSOCIATIONS QUI FAVORISENT LE DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES COMMERCIALES

1. Définitions : On entend par :

a) « organisme » ou « association » agréé : toute société, compagnie ou association constituée légalement, qui a pour objectif le développement des pêches commerciales ou la formation professionnelle de pêcheurs ou de pêcheurs associés et est agréée pour fin de programmes spécifiques acceptés ;

b) « pêcheur-membre » : une personne majeure qui est membre régulier d'une telle association, apte et capable d'acquérir les connaissances et qualifications requises d'un pêcheur professionnel.

2. Conditions d'admissibilité :

1) L'association agréée doit :

a) transmettre au ministre, sur demande, une copie conforme de sa déclaration de société, enregistrement ou lettres patentes et toutes autres pièces justificatives désignées ;

b) faire connaître, sur demande, au moyen du formulaire G-1 les noms, adresses et fonctions de chacun de ses administrateurs et avoir son siège social au Québec ;

c) transmettre une copie conforme de toute résolution des administrateurs autorisant la demande de subvention de développement des pêches ;

d) transmettre au ministre le contenu de tout programme relatif à une demande de subvention aux termes du présent règlement.

2) Le pêcheur-membre doit :

a) avoir son domicile au Québec ;

b) produire sur demande une recommandation écrite de son association agréée ; cette recommandation doit porter sur le bien-fondé et l'objectif de la demande de la subvention sur l'esprit de discipline et de travail de ce membre et tout autre détail désigné ;

c) s'il y a lieu, remplir le formulaire G-2 joint à cette annexe et produire toutes pièces justificatives déterminées ;

d) accepter de remplir toutes autres obligations ou conditions demandées déjà prévues au présent règlement et pertinentes aux programmes agréés de son association.

3. Nature et objet :

1) Le ministre peut, en regard des objectifs généraux du présent règlement accorder à une association agréée ou à ses pêcheurs-membres désignés une subvention prévue au présent règlement pour fins d'acquisition de bateaux de pêche, d'équipement et d'engins de pêche de genres et nombres désignés, de cours spécialisés en pêche commerciale, de stages ou séjours pour initiation à des technologies, techniques ou méthodes de pêche de genres approuvés.

2) Toutes les conditions déjà prévues au présent règlement relatives à chaque catégorie de subvention, peuvent s'appliquer à l'article 11 du règlement.

4. **Bénéficiaires** : Peuvent bénéficier de ces subventions toute association agréée ou les pêcheurs-membres déterminés de cette dernière.

5. **Paiement** : Ces subventions deviennent payables au bénéficiaire quand ce dernier a rempli les conditions prévues.

FORMULAIRE G-1

(a. 2 de l'annexe G)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

DIRECTION GÉNÉRALE DES PÊCHES MARITIMES

QUÉBEC

Demande d'admissibilité d'une association

Le Règlement sur les subventions et les paiements versés à des pêcheurs ou des producteurs pour promouvoir le développement de la pêche commerciale (R.R.Q., c. M-14, r.5), entend par « organisme » ou « association » agréé : toute société, compagnie ou association constituée légalement, qui a pour objectif le développement des pêches commerciales ou la formation professionnelle de pêcheurs ou de pêcheurs associés et est agréée par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec pour fin de programmes spécifiques acceptés.

1. Statut juridique du demandeur :

1) Si le demandeur est une société :

Nom officiel

Place d'affaires

Date de déclaration de société

Date d'enregistrement

Noms, adresses et professions des officiers :

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

Constituée en vertu de la loi

Date Endroit

Noms, adresses et fonctions des directeurs :

.

.

.

.

.

.

.

.

.

Noms, adresses et fonctions des officiers administratifs :

.

.

.

.

.

3) Noms, adresses et fonctions des personnes autorisées à agir pour et au nom de l'association :

.

.

.

.

2. Objectifs de l'association :

1) Reconnu par les lettres patentes

.

.

.

.

.

.

.

.

.

2) Appliqués par résolution(s) de l'association :

.

.

.

.

.

3) Date(s) de(s) résolution(s) citée(s) au paragraphe 2

4) Nombre de membres réguliers

en date du

3. Identification de la demande de subvention(s) :

1)

2)

3)

4)

4. Programme relatif à la demande d'admissibilité :

1) A-t-on établi un tel programme :

2) Si non, pourquoi ?

.

.

5. Bénéficiaire de la présente demande :

1) Association

2) Des pêcheurs-membres comme personnes contractantes individuelles

Si oui, les identifier :

.

.

Ces personnes sont-elles des membres réguliers de l'association

Si non, pourquoi

L'association le(s) recommande-t-elle

.

Fait et signé à le

.
nom de l'association

Témoin :

. par :
nom, prénom et fonction

Réservé au
ministère

accepté par date

refusé par date

en suspens

FORMULAIRE G-2

(a. 2 de l'annexe G)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES
PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

DIRECTION GÉNÉRALE DES PÊCHES
MARITIMES

QUÉBEC

Demande d'un pêcheur-membre d'une association agréée

Le Règlement sur les subventions et les paiements versés à des pêcheurs ou des producteurs pour promouvoir le développement de la pêche commerciale (R.R.Q., c. M-14, r.5) entend par « pêcheur-membre d'une association agréée » toute personne majeure qui est membre régulier d'un organisme ou association agréé au terme de ce règlement, dont l'objectif est le développement des pêches commerciales ou la formation professionnelle de pêcheurs ou de pêcheurs associés en conformité avec ce règlement.

1. Statut civil :

Nom Adresse

District

Célibataire Marié Veuf Séparé

Nombre de dépendants

Propriétaire Locataire Chambreur

Date de naissance Endroit

2. Formation :

1) Formation scolaire de base :

Dernière année de cours
 Endroit Date
 Certificat ou diplôme obtenu

2) Formation post-scolaire :

<i>Cours spéciaux</i>	<i>Endroit</i>	<i>Dates</i>
.....		
.....		
.....		
.....		

3) Expériences acquises :

Genres	Où	Durée
--------	----	-------

.....

.....

.....

.....

.....

3. Association agréée :

1) Nom de l'association

Adresse

Date d'adhésion

Adhésion continue depuis

2) Recommendation

Cette association accepte-t-elle de recommander par écrit
votre demande ?

Si non, pourquoi ?

4. Demande de subvention :

1) Genre de subvention demandée :

2) Objectif de la demande :

2) Objectif de la demande :

.....

.....

.....

3) Bien-fondé de la demande :

a) pour le demandeur :

b) pour l'association :

5. Déclaration du demandeur : Le demandeur déclare avoir pris connaissance des règlements qui régissent l'obtention de la présente demande et accepter de remplir tou-

tes obligations ou conditions prévues au règlement précité ou mis en vigueur par une autorité compétente.

6. Signature du demandeur :

..... lieu et date signature du demandeur

..... lieu et date signature du représentant
mandaté de l'association

Réservé au accepté par date
ministère
refusé par date
en suspens

ANNEXE H

(a. 60)

CONTRAT DE LOCATION DE BATEAUX DE PÊCHE

1. Ce contrat contient les éléments suivants :

- a) l'identification des parties contractantes et leur adresse ;
- b) le nom, le numéro d'enregistrement et le port d'attache du bateau ;
- c) la durée maximale de la période de location et la date de validité ;
- d) la date où le loyer débute ;
- e) le locateur doit garantir :
 - i. que le bateau et ses équipements sont en bon état de fonctionnement ;
 - ii. que le bateau est assuré selon les normes exigées ;
 - iii. que le bateau a un équipement adéquat et suffisant ;
 - iv. qu'il défraie le coût du carburant, des graisses, lubrifiants et victuailles nécessaires pour la durée de la location ;
 - v. qu'il assume les frais d'assurance-chômage, d'accident du travail et autres charges financières imposées par des lois sociales du Québec ou du Canada ;
 - vi. que son équipage favorisera la réalisation de l'objectif visé par la location ;
 - vii. qu'il agira comme maître du navire et collaborera avec les officiers désignés ;
- f) le ministre s'engage à :
 - i. payer une charge quotidienne durant la période prévue, conformément aux normes du Service général des achats ;

ii. assumer le contrôle des activités du bateau loué pour la durée du bail, avec pleine autorité sur le personnel du bateau, sauf s'il y a danger, auquel cas le capitaine reprend ses droits, pouvoirs et responsabilités ;

iii. assumer tous coûts de réparation du bateau devenus nécessaires par suite d'activités incompatibles avec l'utilisation normale du bateau, toute autre réparation demeurant à la charge du locateur ;

iv. établir toutes autres conditions au terme des lois et règlements en vigueur.

ANNEXE I

(a. 12)

MODALITÉS D'ADMISSIBILITÉ DE PÊCHEURS PROFESSIONNELS SPÉCIALISÉS

1. Conditions d'admissibilité : Le demandeur de la subvention doit :

- a) détenir une licence spécialisée pour la campagne de pêche en cours ;
- b) s'il y a lieu, remplir la formule en annexe J ;
- c) démontrer qu'il a la capacité et les connaissances requises pour utiliser l'objet de la subvention demandée ;
- d) accorder à tout inspecteur désigné le droit de contrôle ou d'examen déterminé ;
- e) avoir rempli, s'il y a lieu, tout engagement antérieur envers le ministre ou le « crédit maritime » ;
- f) s'engager par écrit à :
 - i. fournir toutes statistiques opérationnelles, bilan ou autres rapports déterminés ;
 - ii. s'il y a lieu, démontrer qu'il possède toute certification exigée par la Loi sur la marine marchande du Canada (S.R.C., 1970, c. S-9), permis, licence ou autre permission exigée par un règlement mis en vigueur respectivement par les Gouvernements du Canada ou du Québec ou un de leurs organismes.

2. Le demandeur peut obtenir une ou toutes les subventions prévues s'il remplit les conditions définies au présent règlement.

3. Bénéficiaires : Peuvent bénéficier de ces subventions :

- a) les pêcheurs professionnels spécialisés ;
- b) les pêcheurs-membres d'une association agréée au terme de l'annexe G.

ANNEXE J

(a. 1)

Nom Adresse

A.C. 2362-72, (1972) 104 G.O., 7801
A.C. 4765-75 du 29.10.75
A.C. 2489-76 du 21.07.76
A.C. 3715-77, (1977) 109 G.O.II, 6181
A.C. 129-78, (1978) 110 G.O.II., 445 et 1474
D. 4020-80, (1981) 113 G.O.II, 313
D. 611-81, (1981) 113 G.O.II, 1391
D. 2386-81, (1981) 113 G.O.II, 4111



c. M-15.1, r.1

**Règlement sur le pouvoir d'un
fonctionnaire de signer, pour le ministre,
les actes notariés requis en vertu des lois
dont l'application est confiée au ministre
de l'Énergie et des Ressources**

Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources
(L.Q., 1979, c. 81 ; après refonte : L.R.Q., c. M-15.1, a.
8)

1. Dans chaque région administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources, le responsable ou administrateur de cette région est autorisé à signer les actes notariés requis en vertu des lois dont l'application est confiée au ministre de l'Énergie et des Ressources.

2. Tels actes notariés signés par l'un ou l'autre fonctionnaire ainsi autorisé engagent le ministère et peuvent être attribués au ministre.



c. M-15.1, r.2

Règlement sur la signature de certains documents du ministère de l'Énergie et des Ressources

Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.Q., 1979, c. 81 ; après refonte : L.R.Q., c. M-15.1, a. 8)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Les titulaires de fonctions officielles du ministère de l'Énergie et des Ressources, ci-après mentionnés, sont autorisés à signer, au lieu et place du ministre de l'Énergie et des Ressources avec le même effet, les actes, documents ou écrits énumérés à la suite de leur fonction officielle, sous réserve des conditions édictées à la section V de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

2. Un sous-ministre associé est autorisé à certifier conformes les copies des documents faisant partie des archives du ministère et relevant de sa compétence.

3. Un sous-ministre associé responsable de secteur, le sous-ministre adjoint au secteur énergie, un directeur général, un sous-ministre adjoint responsable de direction générale ou le directeur du Service général de la planification est autorisé à signer les documents suivants, relativement au secteur, à la direction ou au service dont il a la responsabilité :

- 1° les contrats de service ;
- 2° les contrats de location ou d'affrètement de matériel, de véhicules, de vaisseaux, d'avions d'entreprises privées ;
- 3° les contrats d'achat de biens immobiliers ;
- 4° les locations d'immeubles pour des besoins occasionnels et saisonniers du ministère ;
- 5° les contrats de construction à des fins immobilières ;
- 6° les contrats d'achat comprenant les commandes locales et les demandes de livraisons, au sens de l'article 2 de la directive numéro 1-76 concernant certaines modalités d'application concernant les contrats d'achat du gouvernement, adoptée par le C.T. 97175 du 11 février 1976, ainsi que les réparations de machinerie et d'équipement ;

7° les promesses de subventions dont les normes d'attribution et les critères d'éligibilité ont fait l'objet d'une approbation par le Conseil du trésor ;

8° les autorisations de remboursement ;

9° les notes de crédit.

Malgré le premier alinéa, en cas d'absence de l'une des personnes qui y sont mentionnées, une autre de ces personnes qui occupe un poste identique dans un autre secteur ou une autre direction, peut signer ces documents à sa place.

4. Un directeur de direction, un chef de service, un administrateur régional, un régisseur d'unité de gestion, un responsable de pépinières ou le directeur de la station forestière de Duchesnay, est autorisé à signer, relativement au secteur, à la direction ou au service dont il a la responsabilité, les contrats mentionnés à l'article 3 jusqu'à concurrence de la somme de 25 000 \$, à l'exception des promesses de subventions.

Au cas d'absence de l'une de ces personnes, la règle énoncée au deuxième alinéa de l'article 3 s'applique.

5. Un responsable de la gestion administrative est autorisé à signer les contrats mentionnés à l'article 3 jusqu'à concurrence de la somme de 2 000 \$, à l'exception des promesses de subventions.

SECTION II SECTEUR TERRES ET FORÊTS

6. Le sous-ministre associé responsable du secteur terres et forêts ou le directeur de la Direction générale des forêts est autorisé à signer les conventions d'approvisionnement.

7. Le sous-ministre associé responsable du secteur terres et forêts, le directeur de la Direction générale des forêts ou le directeur de la Direction de l'exploitation est autorisé à signer tout document relatif à l'autorisation de construire les chemins forestiers subventionnés.

8. Le sous-ministre associé responsable du secteur terres et forêts, le directeur de la Direction générale des forêts, le directeur de la Direction de l'exploitation ou le chef du Service de la voirie forestière est autorisé à signer les documents relatifs à l'autorisation de construire les chemins forestiers non subventionnés.

9. Le sous-ministre associé responsable du secteur terres et forêts, le directeur de la Direction générale des forêts, le

directeur de la Direction de l'exploitation, le chef du Service de l'allocation des bois, le directeur de la Direction générale des opérations régionales, un administrateur régional ou un régisseur d'unité de gestion est autorisé à signer les permis annuels d'exploitation d'usines.

10. Le sous-ministre associé responsable du secteur terres et forêts, le directeur de la Direction générale des forêts, le directeur de la Direction générale des opérations régionales, un administrateur régional ou un régisseur d'unité de gestion est autorisé à signer :

- 1° les permis de coupe de bois pour fins commerciales ;
- 2° les permis de coupe de bois pour fins domestiques ;
- 3° les permis de coupe de bois au propriétaire sur la réserve en bordure des rivières et des lacs bordant son terrain ;
- 4° les permis d'exploitation d'érablières ;
- 5° les autorisations de remboursement ;
- 6° les notes de crédit.

11. Le sous-ministre associé responsable du secteur terres et forêts, le directeur de la Direction générale du domaine territorial ou le directeur de la Direction de la gestion du territoire est autorisé à signer :

- 1° les lettres patentes ;
- 2° tout titre translatif de propriété reçu en forme notariée ;
- 3° les certificats de propriété émis en vertu de la Loi sur les titres de propriétés dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11).

12. Le sous-ministre associé responsable du secteur terres et forêts, le directeur de la Direction générale du domaine territorial, le directeur de la Direction de la gestion du territoire, le chef de Service de la concession des terres, le directeur de la Direction générale des opérations régionales, un administrateur régional ou un régisseur d'unité de gestion est autorisé à signer :

- 1° les baux ;
- 2° les transferts et révocations de baux ;
- 3° les permis d'occupation et d'utilisation ;
- 4° les droits de passage dans des sentiers pour les motoneiges, le ski de randonnée et l'interprétation de la nature ;
- 5° les autorisations de remboursement ;
- 6° les notes de crédit ;

- 7° les certificats de ventes ;
- 8° les révocations de ventes.

13. Le sous-ministre associé responsable du secteur terres et forêts, le directeur de la Direction générale du domaine territorial, le directeur de la Direction des levés fonciers ou le chef du Service de l'arpentage est autorisé à signer :

- 1° les autorisations de procéder à des arpentages sur les terres publiques ;
- 2° les procès-verbaux de bornage des terres publiques et l'authentification des copies de ces mêmes documents officiels conservés au Service de l'arpentage.

14. Un administrateur régional ou un régisseur d'unité de gestion est autorisé à signer les procès-verbaux de bornage dans chacune des régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources, à la demande du directeur de la Direction des levés fonciers ou du directeur du Service de l'arpentage.

15. Le sous-ministre associé responsable du secteur terres et forêts, le directeur de la Direction générale du domaine territorial, le directeur de la Direction de la gestion du territoire, le directeur de la Direction générale des opérations régionales, un administrateur régional ou un régisseur d'unité de gestion est autorisé à apposer la signature du propriétaire sur les documents d'arpentage et de cadastre relatifs aux terres publiques.

SECTION III SECTEUR MINES

16. Le sous-ministre associé responsable du secteur mines est autorisé à signer :

- 1° l'avis d'intention d'annuler un bail minier ou de révoquer une concession minière ou des droits miniers ;
- 2° l'avis à l'effet d'exiger de tout exploitant l'exécution de travaux jugés nécessaires pour prévenir les dommages causés par des matériaux rejetés, déposés antérieurement à l'approbation du système de gestion ;
- 3° l'avis à l'effet d'exiger de tout exploitant ainsi que de tout détenteur de droits de mine engagé dans des travaux d'exploration tout plan nécessaire à une meilleure connaissance des gisements et des travaux faits dans la mine pour la protection des ouvriers.

17. Le sous-ministre associé responsable du secteur mines ou le directeur de la Direction générale de la recherche et de la géologie minière est autorisé à signer les ordonnances pour réserver à l'État tout terrain où les droits mi-

niers lui appartiennent et autoriser le jalonnement de claims sur ces terrains.

18. Le sous-ministre associé responsable du secteur mines, le directeur de la Direction générale de l'exploitation et du développement ou le sous-ministre adjoint responsable de la Direction générale de l'exploitation et du développement est autorisé à signer les documents ou écrits relatifs à :

- 1° l'autorisation de jalonner des claims :
 - a) pour la Couronne en vertu de l'article 36 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13) ;
 - b) dans le territoire du Nouveau-Québec ;
- 2° l'ordre de réduire un claim excédant les dimensions légales ;
- 3° la permission d'extraire et d'expédier une certaine quantité de minerai pour analyse sur un claim ;
- 4° l'émission, le renouvellement, la prolongation ou l'abandon d'un bail minier ;
- 5° la prolongation du délai entre la date du bail et le début de l'exploitation ;
- 6° l'abandon des baux emphytéotiques dans les villes minières et les quittances et mainlevées d'hypothèque relatives à ces baux ;
- 7° la concession des minéraux supérieurs sur une concession minière pour minéraux inférieurs ;
- 8° l'approbation de délivrer un nouveau permis de coupe de bois sur une concession minière ou un bail minier ;
- 9° la non-confidentialité des plans et relevés fournis au ministère ;
- 10° l'émission des permis d'exploration dans les dépôts d'alluvions et dans les matériaux rejetés ;
- 11° l'émission des ordonnances pour déterminer les formules à utiliser dans l'application de la Loi sur les mines.

19. Le sous-ministre associé responsable du secteur mines, le directeur de la Direction générale de l'exploitation et du développement, le sous-ministre adjoint responsable de la Direction générale de l'exploitation et du développement ou le directeur de la Direction du domaine minier est autorisé à signer les actes, documents ou écrits relatifs à :

- 1° l'aliénation ou l'utilisation de la surface d'une concession minière ou d'un bail minier à des fins autres que minières ;

- 2° la concession de droits de propriété dans les villages et villes minières ;

- 3° la délivrance de baux pour la location d'emplacements destinés à recevoir les matériaux rejetés provenant des exploitations minières ;

- 4° l'approbation de tout système de gestion de matériaux rejetés ;

- 5° la délivrance des permis d'exploitation des dépôts de sable et de gravier ;

- 6° l'acquisition de tout terrain, droit ou servitude nécessaire à l'ouverture, la construction, l'entretien ou l'amélioration de chemins de mines secondaires, tel que prévu par l'article 267 de la Loi sur les mines.

20. Le sous-ministre associé responsable du secteur mines, le directeur de la Direction générale de l'exploitation et du développement, le sous-ministre adjoint responsable de la Direction générale de l'exploitation et du développement ou le registraire en chef est autorisé à signer les documents ou écrits relatifs à :

- 1° la délivrance ou le refus de délivrer des permis de prospecteur ;

- 2° l'autorisation de jalonner des claims dans les cas et aux conditions prévues par les articles 27, 34 et 35 de la Loi sur les mines, sauf le cas du paragraphe *d* de l'article 27.

21. Le sous-ministre associé responsable du secteur mines, le directeur de la Direction générale de l'exploitation et du développement, le sous-ministre adjoint responsable de la Direction générale de l'exploitation et du développement ou le chef du Service des permis est autorisé à signer les documents ou écrits relatifs :

- 1° au jalonnement de claims dans un canton arpenté ou une seigneurie comme en territoire non arpenté ;

- 2° à l'autorisation de concentrer des travaux sur un terrain, un bail ou une concession ;

- 3° à la délivrance des permis spéciaux autorisés par le gouvernement suivant l'article 238 de la Loi sur les mines.

22. Le sous-ministre associé responsable du secteur mines, le directeur de la Direction générale de l'exploitation et du développement, le sous-ministre adjoint responsable de la Direction générale de l'exploitation et du développement, le directeur de la Direction de la fiscalité minière ou le chef du Service de l'imposition minière est autorisé à :

- 1° faire remise de la taxe annuelle prévue à l'article 114 de la Loi sur les mines ;

2° signer tout document relatif à l'application des articles 26, 39, 48, 51, 59, 66, 73, 75, 78 et 79 de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., c. D-15).

SECTION IV SECTEUR ÉNERGIE

23. Le sous-ministre associé responsable du secteur énergie, le sous-ministre adjoint au secteur énergie ou le directeur de la Direction générale des énergies conventionnelles est autorisé à signer :

1° les permis, baux et autres documents relatifs aux sections XVI, XVII et XVIII (articles 135 à 218) de la Loi sur les mines ;

2° les baux pour la concession des forces hydrauliques à Hydro-Québec.

24. Le sous-ministre associé responsable du secteur énergie, le sous-ministre adjoint au secteur énergie ou le directeur de la Direction de la distribution est autorisé à délivrer des permis de distribution des produits pétroliers.

25. Le responsable du programme d'économie d'énergie ou le responsable du programme d'isolation des maisons est autorisé à signer les promesses de subventions relatives à ces programmes jusqu'à concurrence de la somme de 1 000 \$.



c. M-15.1, r.3

Règlement sur la signature de documents du Service du cadastre du ministère de l'Énergie et des Ressources

Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources
(L.Q., 1979, c. 81 ; après refonte : L.R.Q., c. M-15.1, a.
8)

I. Les fonctionnaires du ministère de l'Énergie et des Ressources ci-après mentionnés sont autorisés à signer, à la place du ministre du même ministère, les plans cadastraux, les livres de renvoi, les extraits de plans officiels et tous les autres documents officiels relevant du Service du cadastre, soit :

Le directeur de la Direction générale du domaine territorial, le directeur de la Direction des levés légaux, le directeur du Service du cadastre, ainsi que Normand Jobidon, arpenteur-géomètre ; Julien Lacroix, arpenteur-géomètre ; André Beaumont, arpenteur-géomètre ; Benoît ou B. Grimard, arpenteur-géomètre ; Denis ou D. Dumas, arpenteur-géomètre ; Norman ou N. Lalanne, arpenteur-géomètre ; Claude ou C. Morin, arpenteur-géomètre ; Paul ou P. Thibault, arpenteur-géomètre ; Hubert Picard, technicien, pour copies seulement ; Jean Bisson, technicien, pour copies seulement, et Raymond Desputeaux, technicien, pour copies seulement.



c. M-15.2, r.1

Règlement sur la signature de certains documents du ministère de l'Environnement

Loi du ministère de l'Environnement
(L.Q., 1979, c. 49 ; après refonte : Loi sur le ministère de l'Environnement, L.R.Q., c. M-15.2, a. 7)

1. Les fonctionnaires suivants sont autorisés à signer, au nom du ministre de l'Environnement, les permis délivrés en vertu de l'article 218 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13) de même que les documents qui ont pour effet de consentir l'aliénation, la location ou l'occupation des rives et du lit des fleuves, rivières et lacs faisant partie du domaine public ainsi que du lit, des lais et des relais de la mer et de convenir d'une délimitation conformément aux conditions prévues dans tout règlement du gouvernement adopté en vertu des quatrième et cinquième alinéas de l'article 2 de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) :

- a) le sous-ministre adjoint aux opérations centrales ;
- b) le sous-ministre adjoint aux opérations régionales ;
- c) le directeur général de la protection de l'environnement et de la nature ;
- d) le directeur général de l'amélioration et de la restauration du milieu aquatique ;
- e) le directeur général de l'amélioration et de la restauration des milieux atmosphérique et terrestre ;
- f) le directeur régional de Québec ;
- g) le directeur régional des Cantons de l'Est ;
- h) le directeur régional de l'Outaouais ;
- i) le directeur régional du Bas Saint-Laurent – Gaspésie ;
- j) le directeur régional de la Côte-Nord ;
- k) le directeur régional de la Mauricie – Bois-Francs ;
- l) le directeur régional de l'Abitibi – Témiscamingué ;
- m) le directeur régional de Montréal ;
- n) le directeur régional du Nouveau-Québec ;
- o) le directeur régional du Lac-Saint-Jean.

2. Les fonctionnaires visés à l'article 1 sont également autorisés à signer, au nom du sous-ministre de l'Environnement, les certificats d'autorisation, autorisations, certificats, permis, approbations et permissions délivrés en vertu des articles 22, 32, 32.1, 32.2, 32.4, 32.7, 32.9, 33, 48, 54, 55, 65, le paragraphe *d* de l'article 87, le paragraphe *a* de l'article 92 et l'article 116.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ainsi que les décisions fixant ou décrétant des taux en vertu des articles 64.1 et 64.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

3. Les titulaires de fonctions officielles du ministère de l'Environnement sont autorisés à signer, aux lieux et places du ministre de l'Environnement et avec le même effet, les actes, documents ou écrits énumérés à la suite de leur fonction officielle, sous réserve des conditions édictées en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

4. Les sous-ministres adjoints, les directeurs généraux et les directeurs régionaux sont autorisés à signer :

- a) les contrats de service ;
- b) les contrats de location ou d'affrètement de matériel, de véhicules, de machinerie lourde, de vaisseaux, d'aéronefs et d'hélicoptères d'entreprises privées ;
- c) les contrats d'achat de biens immobiliers ;
- d) les contrats de construction à fins immobilières ;
- e) les contrats d'achat comprenant les commandes locales et les demandes de livraison ;
- f) les baux et permis.

5. Les directeurs régionaux adjoints, les directeurs de direction et les chefs de service sont autorisés à signer :

- a) jusqu'à concurrence de 50 000 \$:
 - i. les contrats de location ou d'affrètement de matériel, de véhicules, de machinerie lourde, de vaisseaux, d'aéronefs et d'hélicoptères d'entreprises privées ;
- b) jusqu'à concurrence de 25 000 \$:
 - i. les contrats de construction à fins immobilières ;
- c) jusqu'à concurrence de 10 000 \$:
 - i. les contrats de service ;
 - ii. les contrats d'achat de biens immobiliers ;

iii. les contrats d'achat comprenant les commandes locales et les demandes de livraison.

6. L'adjoint administratif, l'agent de gestion financière ou le titulaire exerçant une fonction équivalente dans chaque région, direction générale, direction ou service est autorisé à signer :

a) jusqu'à concurrence de 5 000 \$:

i. les contrats d'achat comprenant les commandes locales et les demandes de livraison.

D. 921-80, (1980) 112 G.O.II, 1931

D. 922-80, (1980) 112 G.O.II, 1935



c. M-15.3, r.1

**Règlement sur la signature de certains
permis d'agent de voyages du ministère
de l'Habitation et de la Protection du
consommateur**

Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection
du consommateur

(L.Q., 1981, c. 10, a. 13 ; après refonte : L.R.Q., c.
M-15.3)

1. La signature du ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur peut être apposée au moyen d'un appareil automatique sur les permis d'agent de voyages détaillant, d'agent de voyages grossiste, de conseiller en voyages et de transporteur que délivre le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., c. A-10).

2. Un fac-similé de la signature du ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur peut aussi être gravé, lithographié ou imprimé sur les permis d'agent de voyages détaillant, d'agent de voyages grossiste, de conseiller en voyages et de transporteur que délivre le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur en vertu de la Loi sur les agents de voyages.



c. M-17, r.1

Règlement sur le Bureau de normalisation du Québec

Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

(L.R.Q., c. M-17)

1. Le Bureau de normalisation du Québec coordonne et assure les activités de normalisation industrielle au Québec en vue des achats de fournitures, incluant les matériaux de construction, dans les secteurs publics et parapublics, en assumant notamment la tâche :

- a) d'exercer toute activité de normalisation et de certification ;
- b) de maintenir un registre des certifications ;
- c) de coordonner les activités de normalisation des ministères et organismes ;
- d) d'assurer l'élaboration ou la reconnaissance des normes requises au Québec et d'en favoriser l'utilisation ;
- e) de rédiger un répertoire de ces normes ;
- f) d'identifier et d'agréer des organismes de contrôle et d'essais au Québec ;
- g) de représenter le Gouvernement du Québec auprès du Conseil canadien des normes et de tout autre organisme de normalisation industrielle.

2. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme est habilité à autoriser le Bureau de normalisation du Québec à :

- a) conclure des ententes avec les ministères, organismes ou toute autre personne pour l'élaboration, l'utilisation et la diffusion des normes requises au Québec ;
- b) conclure des ententes avec des personnes ou organismes pour les fins de certification ;
- c) exercer tout autre mandat concernant la normalisation industrielle au Québec.



c. M-17, r.2

Règlement sur le programme visant à favoriser l'expansion de l'entreprise manufacturière innovatrice

Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

(L.R.Q., c. M-17, a. 2)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent programme, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

a) « aide financière » : l'aide financière prévue au présent programme ;

b) « corporation » : une corporation légalement constituée quelque soit la nature et l'endroit de sa constitution et dont le contrôle effectif ou la propriété de plus de 50% des actions votantes donnant droit d'élire les administrateurs est détenu par un ou plusieurs résidents du Québec ;

c) « corporations liées » : des corporations dont le contrôle effectif ou la propriété de plus de 50% des actions votantes donnant droit d'élire les administrateurs de chacune est détenu :

i. par des personnes liées, c'est-à-dire unies par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption ou par des corporations contrôlées par des personnes liées ; ou

ii. par la ou les mêmes corporations ou le même groupe de personnes ;

d) « dépense admissible » : une dépense admissible au sens de l'article 12 ;

e) « entreprise manufacturière » : une entreprise dans laquelle sont groupés et coordonnés les facteurs de production qui concourent à la réalisation d'une activité de fabrication, à savoir une activité d'assemblage ou de transformation d'une matière quelconque, que ce soit une matière première ou une matière qui a subi une ou plusieurs transformations, pour en obtenir un produit, si ce produit fait partie d'une activité ou d'une industrie de fabrication répertoriée dans la publication intitulée *Classification des activités économiques du Québec*, du Bureau de la statistique du Québec, édition de mai 1974, telle que mise à jour ;

f) « ministre » : le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

SECTION II AIDE FINANCIÈRE

2. Le ministre peut, avant le 1^{er} avril 1982, accorder une aide financière à une corporation qui exploite une entreprise manufacturière au Québec pour lui faciliter la réalisation plus rapide d'un projet d'expansion si elle démontre que ce projet présente des caractéristiques novatrices, offre des perspectives de rentabilité, permettra à l'entreprise de mieux exploiter son potentiel de croissance et, de l'avis du ministre, est réaliste compte tenu de la situation financière de la corporation.

3. L'aide financière prend la forme d'un prêt consenti à la corporation par le ministre, pour une durée ne devant pas excéder 7 ans, ne portant aucun intérêt au cours des 2 premières années et portant par la suite intérêt au taux annuel de 10%.

4. Lors de l'octroi d'un prêt, le ministre doit conclure avec la corporation un accord prévoyant notamment :

a) les modalités et conditions de remboursement du capital et de l'intérêt du prêt ;

b) les fins pour lesquelles le prêt sera octroyé, telles qu'indiquées par la corporation et acceptées par le ministre ;

c) que la corporation devra entreprendre son projet dans les 3 mois suivant l'octroi du prêt et en avoir réalisé l'essentiel dans les 12 mois suivants ;

d) une projection de l'augmentation de ses ventes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec, au cours des 3 années suivant la date du dernier versement du prêt ;

e) un échéancier quant à l'engagement des dépenses de la corporation aux fins de réaliser la projection établie conformément au paragraphe d ;

f) les modalités par lesquelles le ministre fait remise à la corporation d'un montant proportionnel à l'écart entre la réalisation effective de l'augmentation des ventes reliées au projet et la projection établie conformément au paragraphe d ;

g) qu'à la fin de la troisième année suivant la date du dernier versement du prêt, la corporation doit rendre compte et faire rapport au ministre de la réalisation de son

projet d'expansion et de l'augmentation de ses ventes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec, et lui transmettre tout autre renseignement exigé par ce dernier.

5. Le ministre peut réclamer le remboursement intégral et immédiat du prêt octroyé, lorsque la corporation :

a) a fait une fausse déclaration dans sa demande d'aide financière ou utilise le montant du prêt à d'autres fins que celles faisant partie du projet et acceptées par le ministre ;

b) cesse d'utiliser pour les fins indiquées au ministre, avant l'expiration des 3 années suivant la date du dernier versement du prêt, les actifs immobilisés compris dans le projet ;

c) devient insolvable, fait faillite ou dépose une proposition concordataire ;

d) vend ou cède l'entreprise manufacturière faisant l'objet du prêt avant le remboursement complet du montant du prêt ;

e) déménage sa principale place d'affaires à l'extérieur du Québec avant le remboursement complet du montant du prêt ;

f) refuse ou néglige de transmettre au ministre les renseignements que celui-ci réclame relativement au projet ;

g) refuse ou néglige de respecter les engagements prévus dans l'accord signé avec le ministre ;

h) a autorisé le transfert de plus de 50% des actions votantes de la corporation sans l'autorisation préalable du ministre.

6. Relativement aux mêmes dépenses admissibles comprises dans un projet d'expansion, la somme totale formée :

a) du montant représentant le crédit d'intérêt consenti par le ministre à la corporation au cours des 24 premiers mois suivant immédiatement le mois au cours duquel le premier versement du prêt a été fait par le ministre ; et

b) du montant de la remise partielle du prêt établi conformément au paragraphe *f* de l'article 4 ; et

c) du montant de l'aide financière obtenue ou à obtenir par la corporation en vertu des paragraphes *d* et *e* de l'article 3 de la Loi sur l'aide au développement industriel (L.R.Q., c. A-13) et concernant le projet d'expansion ;

ne doit pas excéder 50% du moindre des dépenses admissibles prévues ou des dépenses admissibles effectivement encourues par la corporation pour la réalisation du projet.

7. L'aide financière accordée en vertu du présent programme à une même corporation et à une corporation qui lui est liée, ne peut excéder 500 000 \$.

SECTION III CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

8. Une corporation qui désire bénéficier de l'aide financière doit établir :

a) qu'au moins 50% du revenu brut, au sens de l'article 1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), de la corporation pour son dernier exercice financier provenait d'activités de fabrication ou de transformation réalisées dans une ou plusieurs entreprises manufacturières exploitées par la corporation elle-même ; et

b) qu'à la date de sa demande, la corporation et toute autre corporation qui lui était liée avaient 500 employés ou moins.

9. Une corporation qui désire bénéficier de l'aide financière doit également établir :

a) qu'elle exploite une entreprise manufacturière en opération depuis au moins 3 ans à la date de sa demande, sauf dans le cas d'une corporation visée au paragraphe *d* de l'article 12 ;

b) que l'entreprise manufacturière qu'elle exploite a connu, au cours de ses 3 derniers exercices financiers, un rythme de croissance et une rentabilité qui témoignent du dynamisme et de la compétence de l'équipe de direction et qu'elle offre des perspectives de rentabilité pour l'avenir ; et

c) qu'elle a réalisé, au cours de son dernier exercice financier, au moins 10% de ses ventes à l'extérieur du Québec.

10. Une corporation doit soumettre par écrit au ministre toute demande d'aide financière avant le 31 décembre 1981.

SECTION IV NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES

11. Un projet d'expansion pour lequel une corporation demande une aide financière doit porter sur une dépense admissible reliée à une activité de fabrication ou de transformation exercée au Québec.

12. Une dépense admissible est une dépense que le ministre accepte de considérer pour les fins de l'octroi de l'aide financière et qui a pour objet :

a) l'achat, la location, la construction, l'amélioration ou l'agrandissement d'usines ou de manufactures et l'achat des terrains requis pour l'exploitation de ces usines ou manufactures. Dans le cas d'une location, le montant de la dépense admissible comprend le coût de location pour les 3 premières années à compter de la prise de possession effective des installations louées ;

b) l'achat, y compris les frais d'installation, de machinerie, d'outillage et d'équipement destinés à l'exploitation d'usines ou de manufactures ;

c) l'expansion d'un marché à l'exportation et à cette fin, sont admissibles toutes les dépenses de marketing à l'exception des salaires, commissions et autres frais assimilés ;

d) la formation et l'exploitation, par plusieurs corporations, d'une corporation distincte pour la commercialisation à l'extérieur du Québec des produits fabriqués par les corporations requérantes ; ces corporations peuvent, à la discrétion du ministre, être dispensées de satisfaire à certaines dispositions des articles 8 et 9. Les dépenses d'exploitation admissibles sont les dépenses relatives aux 3 premières années suivant le début de l'activité régulière de la corporation ainsi formée. Si une telle corporation est déjà en opération à la date de sa demande, elle peut soumettre un projet d'expansion au sens de l'article 2, pour des dépenses admissibles au sens des paragraphes a, b, c et f ;

e) une dépense consécutive à la phase de recherche, de développement ou d'amélioration d'un produit ou d'un procédé comportant des aspects novateurs ;

f) l'acquisition d'un brevet ou d'une licence, y compris le paiement de redevances s'y rattachant et versées pendant les 3 premières années de son exploitation.

SECTION V MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

13. La corporation doit transmettre au ministre avant le début de la réalisation d'un projet d'expansion, une demande d'aide financière accompagnée de tous les renseignements et documents requis par le ministre.

14. Un comité de sélection des projets, dont le ministre nomme les membres, est créé.

15. Sur réception d'une demande d'aide financière, le ministre en transmet une copie au comité de sélection des projets.

16. Le comité de sélection des projets fait enquête afin de déterminer si la corporation remplit les conditions exi-

gées et si l'octroi de l'aide financière permet d'atteindre les objectifs du programme.

17. Dès qu'il a terminé son enquête, le comité de sélection transmet son rapport au ministre qui soumet sa recommandation au gouvernement pour décision.

18. Le ministre est chargé de l'application de ce programme.



c. M-17, r.3

Règlement sur le programme visant à stimuler l'innovation dans l'industrie de la chaussure

Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

(L.R.Q., c. M-17, a. 2)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent programme, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

a) « aide financière » : l'aide financière prévue au présent programme ;

b) « corporation » : toute corporation légalement constituée quelle que soit la nature et l'endroit de sa constitution ;

c) « début de l'activité régulière » : la date qui, suite à la réalisation d'un projet d'innovation relié aux produits ou aux techniques de production, et de l'avis du ministre, marque le début de la production régulière et de la commercialisation normale des produits ;

d) « dépense admissible » : une dépense admissible au sens des articles 5 ou 6 selon le cas ;

e) « entreprise manufacturière de chaussures » : une entreprise qui fabrique des produits faisant partie de l'industrie de la chaussure ;

f) « ministre » : le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

SECTION II AIDE FINANCIÈRE

2. Le ministre peut, avant le 1^{er} avril 1982, accorder à une corporation qui exploite au Québec une entreprise manufacturière de chaussures une aide financière afin de permettre à la corporation de réaliser un projet novateur ayant pour objectif la fabrication et la commercialisation plus efficaces de produits nouveaux ou nettement améliorés, différents des produits concurrents fabriqués au Québec et mieux adaptés aux goûts et exigences du consommateur.

3. La corporation qui soumet une demande d'aide financière doit :

a) établir qu'elle exploite une entreprise manufacturière de chaussures en opération au Québec depuis au moins 1 an à la date de sa demande et que ses activités manufacturières de chaussures au Québec représentent :

- i. au moins 50% de ses revenus annuels totaux ; ou
- ii. un chiffre d'affaires annuel supérieur à 500 000 \$;

b) démontrer que son projet comporte des caractéristiques novatrices permettant à la corporation, soit d'accroître ses ventes hors du Québec, soit de mieux résister sur le marché intérieur à la concurrence des produits importés ;

c) démontrer que ses ressources financières, la qualité du *management*, son personnel professionnel et technique spécialisé, son organisation de production et de commercialisation, sont suffisants pour assurer la réalisation du projet avec de bonnes probabilités de succès, ou que, dans le cadre du projet soumis, elle obtiendra le personnel compétent ou l'expertise nécessaire et effectuera les améliorations et les adaptations requises de ses techniques et de ses méthodes de production et de commercialisation ;

d) s'engager à fabriquer exclusivement au Québec, pendant au moins 3 ans, les produits ayant fait l'objet d'une aide financière ;

e) accepter de fournir, sur une base confidentielle, les informations et données requises par le comité d'évaluation pour juger de sa demande ;

f) soumettre des états financiers vérifiés couvrant au moins un exercice financier complet (12 mois).

4. L'aide financière octroyée sous la forme d'une subvention et dont le montant est établi en fonction de la nature et du montant des dépenses admissibles est de :

a) 75% des dépenses admissibles au sens du paragraphe a de l'article 5 jusqu'à un montant maximal de 5 000 \$ pour une même corporation ;

b) 50% des dépenses admissibles au sens du paragraphe b de l'article 5 et de l'article 6 jusqu'à un montant maximal de 200 000 \$ pour la durée du programme, y compris l'aide financière accordée en vertu du paragraphe a de l'article 5.

SECTION III DÉPENSES ADMISSIBLES POUR L'INNOVATION RELIÉE AUX PRODUITS

5. Sont admissibles les dépenses encourues par la corporation pour des services de consultants requis pour réaliser :

a) une analyse sommaire des produits, des ressources et des opérations de l'entreprise afin d'établir un diagnostic de ses besoins et de ses possibilités d'innovation ;

b) une analyse spécifique d'un domaine stratégique de l'opération de l'entreprise, tel que la gamme de ses produits, son marché, ses méthodes de commercialisation et de gestion, sa technologie et ses équipements, afin d'apporter des améliorations ou de réaliser des projets novateurs dans ces domaines.

6. Sont aussi admissibles les dépenses reliées aux projets suivants :

a) le développement et la mise au point d'un nouveau produit ou l'amélioration d'un produit existant, et portant sur la conception et le dessin du produit, la fabrication de prototypes, la réalisation de tests et d'essais du produit ou d'autres activités similaires ou connexes ;

b) le développement, la mise au point et l'implantation de nouvelles techniques de production ou l'amélioration significative des procédés et des méthodes de production existants ;

c) l'augmentation significative de l'effort annuel global de promotion des ventes et de publicité ou la réalisation de certaines initiatives nouvelles pour l'entreprise et susceptibles d'améliorer la commercialisation et de promouvoir les ventes de ses produits. Sans limiter la généralité du présent paragraphe, les dépenses admissibles comprennent :

i. l'augmentation annuelle des dépenses globales de promotion des ventes et de publicité encourues par l'entreprise y compris les frais de prospection de marché, la participation à des expositions industrielles et commerciales, les frais de conception et de réalisation d'un programme publicitaire et toute autre dépense encourue aux fins de promouvoir la vente des produits de l'entreprise à l'exception toutefois des salaires et commissions versés aux employés et agents de l'entreprise. Cette augmentation est définie comme étant la différence entre le total de telles dépenses, pour un exercice financier régulier, et la somme des dépenses de même nature encourues au cours de l'exercice financier correspondant précédent ; ou

ii. les frais reliés aux initiatives nouvelles pour l'entreprise, en matière de promotion des ventes et de publicité ;

d) l'engagement ou le perfectionnement de ressources humaines spécialisées dans l'entreprise par :

i. l'engagement d'un spécialiste dans l'une ou l'autre des 3 catégories suivantes : 1 designer ou 1 styliste diplômé ou ayant plusieurs années d'expérience pertinente, 1 ingénieur industriel ou 1 technicien diplômé ayant une spécialité en production ou en génie industriel, ou 1 spécialiste de la mise en marché, et à la condition que l'entreprise n'ait pas eu un tel spécialiste à son emploi, à plein temps, au cours des 12 mois précédant sa demande d'aide financière et que l'embauche soit justifiée par l'ensemble des opérations de l'entreprise. Dans tous les cas, la dépense admissible se limite au salaire versé au cours des 3 premières années d'emploi ;

ii. la réalisation de stages ou d'études de perfectionnement du personnel affecté à la fonction « innovation-produits » dans l'entreprise. Dans ce cas, la dépense admissible se limite aux frais de stages ou d'études et aux salaires versés pendant leur durée ;

e) sans limiter la généralité des paragraphes a et b, ces projets comprennent, à l'exclusion des dépenses ayant pour objet l'achat, la location, la construction ou l'agrandissement d'usines ou de manufactures et l'achat, y compris l'installation, de machineries et d'équipements destinés à l'exploitation d'usines ou de manufactures, les dépenses suivantes :

i. le coût des études et des services de consultants ;

ii. le salaire, pour la durée du projet ou une durée moindre, du personnel professionnel et technique travaillant à plein temps sur un projet et engagé ou affecté spécifiquement aux fins de ce projet ;

iii. le coût des matières premières, pièces et fournitures utilisées directement dans le processus de développement et de mise au point du produit ;

iv. le coût d'achat ou de location pour la durée du projet de l'équipement spécialisé essentiel au développement et à la mise au point d'un produit nouveau ou amélioré, pourvu que la corporation démontre au ministre qu'elle ne possède pas déjà un équipement pouvant être utilisé à cette fin et que cet équipement spécialisé ne pourrait pas être réutilisé pour la production existante de la corporation à la date de sa demande si le projet d'innovation n'atteint pas la phase de la production régulière ;

v. les coûts de recherche de brevets antérieurs, de demande de brevets ou les frais d'acquisition d'un brevet ou d'une licence de fabrication, à l'exclusion des redevances payables en fonction des ventes ou du volume de production.

SECTION IV MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

7. La corporation doit transmettre au ministre, avant le 31 décembre 1981, et avant le début de la réalisation du projet, une demande d'aide financière dans la forme déterminée par le ministre et accompagnée de tous les renseignements et documents requis par le ministre.

8. La corporation doit informer le ministre de la date du début de l'activité régulière suite à la réalisation d'un projet d'innovation reliée aux produits ou aux techniques de production.

9. Un comité d'évaluation de 5 membres, nommés par le ministre, est créé ; il est composé de 3 représentants gouvernementaux et de 2 représentants de l'industrie de la chaussure. Les membres qui ne sont pas des employés du gouvernement et de ses organismes sont rémunérés à honoraires fixes et leurs frais de déplacement et de séjour sont remboursés selon les Règles sur les frais de déplacement du personnel engagé à honoraires (c. A-6, r.17).

10. Un membre du comité d'évaluation ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui du comité à moins d'avoir dévoilé son intérêt à tous les autres membres sans délai, et s'être abstenu de participer à toute décision du comité concernant le dossier où il y a un tel conflit.

11. Le comité d'évaluation des projets fait enquête afin de déterminer si la corporation remplit les conditions exigées et si l'octroi de l'aide financière permet d'atteindre les objectifs du programme.

12. Le comité d'évaluation autorise le versement des subventions d'un montant de 5 000 \$ ou moins, concernant les dépenses admissibles visées à l'article 5.

13. Le ministre autorise le versement des subventions d'un montant supérieur à 5 000 \$.

14. Le ministre peut réclamer le remboursement intégral et immédiat de la subvention versée lorsque la corporation, au cours des 3 années qui suivent son versement :

a) utilise le montant de la subvention à des fins autres que celles qui ont été indiquées par la corporation et acceptées par le ministre ;

b) fait une fausse déclaration lors de sa demande d'aide financière.

15. L'aide financière accordée en vertu du présent programme ne peut porter sur des dépenses admissibles ayant fait l'objet d'une aide financière en vertu d'un autre programme gouvernemental.

16. Les dépenses admissibles visées aux paragraphes *a* et *b* de l'article 6 et encourues par la corporation entre le 21 octobre 1977 et la date de transmission au ministre d'une demande d'aide financière sont admissibles à la condition que cette demande soit transmise au ministre avant le 31 janvier 1979.

17. Le ministre est chargé de l'application de ce programme.

A.C. 3839-78, (1979) 111 G.O.II, 11
D. 407-81, (1981) 113 G.O.II, 1081



c. M-17, r.4

Règlement sur le programme visant à stimuler l'innovation dans l'industrie du meuble

Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

(L.R.Q., c. M-17, a. 2)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent programme, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

a) « aide financière » : l'aide financière prévue au présent programme ;

b) « corporation » : toute corporation légalement constituée quelle que soit la nature et l'endroit de sa constitution ;

c) « début de l'activité régulière » : la date qui, suite à la réalisation d'un projet d'innovation relié aux produits, aux techniques ou aux équipements de production, et de l'avis du ministre, marque le début, selon le cas, soit de la mise en opération régulière du prototype de l'équipement de production, soit de la production régulière et de la commercialisation normale des produits ;

d) « dépense admissible » : une dépense admissible au sens des articles 5, 6 ou 7, selon le cas ;

e) « entreprise manufacturière de meubles » : une entreprise qui fabrique des produits faisant partie de l'industrie du meuble et des articles d'ameublement ;

f) « ministre » : le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

SECTION II AIDE FINANCIÈRE

2. Le ministre peut, avant le 1^{er} avril 1982, accorder à une corporation qui exploite au Québec une entreprise manufacturière de meubles une aide financière afin de permettre à la corporation de réaliser un projet novateur ayant pour objectifs :

a) la fabrication et la commercialisation plus efficaces de produits nouveaux ou nettement améliorés, différents

des produits concurrents fabriqués au Québec et mieux adaptés aux goûts et exigences du consommateur ; ou

b) la conception, le développement et la mise au point d'équipements de production plus productifs et mieux adaptés à une production de petite et moyenne série.

3. La corporation qui soumet une demande d'aide financière doit :

a) établir qu'elle exploite une entreprise manufacturière de meubles en opération au Québec depuis au moins 1 an à la date de sa demande et que ses activités manufacturières de meubles au Québec représentent :

- i. au moins 50% de ses revenus annuels totaux ; ou
- ii. un chiffre d'affaires annuel supérieur à 500 000 \$;

b) démontrer que son projet comporte des caractéristiques novatrices permettant à la corporation, soit d'accroître ses ventes hors du Québec, soit de mieux résister sur le marché intérieur à la concurrence des produits importés ;

c) démontrer que ses ressources financières, la qualité du management, son personnel professionnel et technique spécialisé, son organisation de production et de commercialisation, sont suffisants pour assurer la réalisation du projet avec de bonnes probabilités de succès, ou que, dans le cadre du projet soumis, elle obtiendra le personnel compétent ou l'expertise nécessaire et effectuera les améliorations et les adaptations requises de ses techniques et de ses méthodes de production et de commercialisation ;

d) s'engager à fabriquer exclusivement au Québec, pendant au moins 3 ans, les produits ayant fait l'objet d'une aide financière ;

e) accepter de fournir, sur une base confidentielle, les informations et données requises par le comité d'évaluation pour juger de sa demande ;

f) soumettre des états financiers vérifiés couvrant au moins un exercice financier complet (12 mois).

Le paragraphe a, a effet à compter du 13 décembre 1978.

4. L'aide financière octroyée sous la forme d'une subvention et dont le montant est établi en fonction de la nature et du montant des dépenses admissibles est de :

a) 75% des dépenses admissibles au sens du paragraphe a de l'article 5 jusqu'à un montant maximal de 5 000 \$ pour une même corporation ;

b) 50% des dépenses admissibles au sens du paragraphe b de l'article 5 et de l'article 6 jusqu'à un montant

maximal de 200 000 \$ pour la durée du programme, y compris l'aide financière accordée en vertu du paragraphe *a* de l'article 5 ;

c) 75% des dépenses admissibles au sens de l'article 7 jusqu'à un montant maximal de 200 000 \$ pour un même projet et une même corporation.

SECTION III DÉPENSES ADMISSIBLES POUR L'INNOVATION RELIÉE AUX PRODUITS

5. Sont admissibles les dépenses encourues par la corporation pour des services de consultants requis pour réaliser :

a) une analyse sommaire des produits, des ressources et des opérations de l'entreprise afin d'établir un diagnostic de ses besoins et de ses possibilités d'innovation ;

b) une analyse spécifique d'un domaine stratégique de l'opération de l'entreprise, tel que la gamme de ses produits, son marché, ses méthodes de commercialisation et de gestion, sa technologie et ses équipements, afin d'apporter des améliorations ou de réaliser des projets novateurs dans ces domaines.

6. Sont aussi admissibles les dépenses reliées aux projets suivants :

a) le développement et la mise au point d'un nouveau produit ou l'amélioration d'un produit existant, et portant sur la conception et le dessin du produit, la fabrication de prototypes, la réalisation de tests et d'essais du produit ou d'autres activités similaires ou connexes ;

b) le développement, la mise au point et l'implantation de nouvelles techniques de production ou l'amélioration significative des procédés et des méthodes de production existants ;

c) l'augmentation significative de l'effort annuel global de promotion des ventes et de publicité ou la réalisation de certaines initiatives nouvelles pour l'entreprise et susceptibles d'améliorer la commercialisation et de promouvoir les ventes de ses produits. Sans limiter la généralité du présent paragraphe, les dépenses admissibles comprennent :

i. l'augmentation annuelle des dépenses globales de promotion des ventes et de publicité encourues par l'entreprise y compris les frais de prospection de marché, la participation à des expositions industrielles et commerciales, les frais de conception et de réalisation d'un programme publicitaire et toute autre dépense encourue aux fins de promouvoir la vente des produits de l'entreprise à l'exception toutefois des salaires et commissions versés aux employés et agents de l'entreprise. Cette augmentation est dé-

finie comme étant la différence entre le total de telles dépenses, pour un exercice financier régulier, et la somme des dépenses de même nature encourues au cours de l'exercice financier correspondant précédent ; ou

ii. les frais reliés aux initiatives nouvelles pour l'entreprise, en matière de promotion des ventes et de publicité ;

d) l'engagement ou le perfectionnement de ressources humaines spécialisées dans l'entreprise par :

i. l'engagement d'un spécialiste dans l'une ou l'autre des 3 catégories suivantes : 1 designer ou 1 styliste diplômé ou ayant plusieurs années d'expérience pertinente, 1 ingénieur industriel ou 1 technicien diplômé ayant une spécialité en production ou en génie industriel, ou 1 spécialiste de la mise en marché, et à la condition que l'entreprise n'ait pas eu un tel spécialiste à son emploi, à plein temps, au cours des 12 mois précédant sa demande d'aide financière et que l'embauche soit justifiée par l'ensemble des opérations de l'entreprise. Dans tous les cas, la dépense admissible se limite au salaire versé au cours des 3 premières années d'emploi ;

ii. la réalisation de stages ou d'études de perfectionnement du personnel affecté à la fonction « innovation-produit » dans l'entreprise. Dans ce cas, la dépense admissible se limite aux frais de stages ou d'études et aux salaires versés pendant leur durée ;

e) sans limiter la généralité des paragraphes *a* et *b*, ces projets comprennent, à l'exclusion des dépenses ayant pour objet l'achat, la location, la construction ou l'agrandissement d'usines ou de manufactures et l'achat, y compris l'installation, de machineries et d'équipements destinés à l'exploitation d'usines ou de manufactures, les dépenses suivantes :

i. le coût des études et des services de consultants ;

ii. le salaire, pour la durée du projet ou une durée moindre, du personnel professionnel et technique travaillant à plein temps sur un projet et engagé ou affecté spécifiquement aux fins de ce projet ;

iii. le coût des matières premières, pièces et fournitures utilisés directement dans le processus de développement et de mise au point du produit ;

iv. le coût d'achat ou de location pour la durée du projet de l'équipement spécialisé essentiel au développement et à la mise au point d'un produit nouveau ou amélioré, pourvu que la corporation démontre au ministre qu'elle ne possède pas déjà un équipement pouvant être utilisé à cette fin et que cet équipement spécialisé ne pourrait pas être réutilisé pour la production existante de la corporation à la date de sa demande si le projet d'innovation n'atteint pas la phase de la production régulière ;

v. les coûts de recherche de brevets antérieurs, de demande de brevets ou les frais d'acquisition d'un brevet ou d'une licence de fabrication, à l'exclusion des redevances payables en fonction des ventes ou du volume de production.

SECTION IV DÉPENSES ADMISSIBLES POUR L'INNOVATION RELIÉE AUX ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION

7. Les dépenses admissibles reliées à la conception, au développement et à la mise au point d'équipements de production nouveaux ou améliorés sont les dépenses suivantes :

a) les coûts des études et des services de consultants et les honoraires versés à des individus ou à des organismes dont la compétence est reconnue dans le domaine du développement et de la mise au point de machines ;

b) le salaire, pour la durée du projet ou une durée moindre, du personnel professionnel et technique travaillant à plein temps sur le projet et engagé ou affecté spécifiquement aux fins de ce projet ;

c) le coût des matières premières, pièces et fournitures utilisées directement dans la construction du premier prototype et dans la mise au point de celui-ci ;

d) le coût de recherche de brevets antérieurs, de demande de brevets ou les frais d'acquisition d'un brevet.

8. Une corporation bénéficiant de l'aide financière prévue à l'article 7 doit également respecter les conditions suivantes :

a) la corporation doit démontrer que les objectifs du projet sont réalistes, que le programme de développement offre de bonnes probabilités de succès et que la personne ou l'entreprise à qui elle en confiera l'exécution a la compétence et l'expérience nécessaires pour mener à bien le projet et le réalisera au Québec ;

b) la corporation doit s'assurer tous les droits sur le design et la fabrication de la machine développée dans le cadre du projet et s'engager à les céder soit à une entreprise manufacturière de machinerie au Québec soit au Centre de recherche industrielle du Québec. Cette cession devra intervenir dans les 12 mois suivant la date du début de l'activité régulière du prototype, ou au plus tard dans les 2 ans suivant l'autorisation du projet par le ministre et à défaut, les droits de fabrication deviendront la propriété du ministre qui sera libre d'en disposer comme bon lui semblera ;

c) si la cession est faite en faveur d'une entreprise manufacturière de machinerie, les parties pourront convenir entre elles des termes et conditions de cette cession,

pourvu que les dispositions suivantes fassent partie du contrat :

i. la corporation ayant bénéficié de l'aide financière ne pourra exiger l'exclusivité sur le marché québécois pour une période supérieure à 12 mois de la date de cession ;

ii. le cessionnaire s'engagera à commercialiser la nouvelle machine dans les 2 années suivant la signature du contrat ; à défaut de le faire, le contrat de licence se trouvera annulé et les droits de fabrication deviendront la propriété du ministre qui sera libre d'en disposer comme bon lui semblera ;

iii. le cessionnaire devra avoir accès à l'usine où sera installé le prototype, durant les heures normales de travail, et ce durant les 2 années qui suivront la date de la signature du contrat ;

d) si la cession est faite en faveur du Centre de recherche industrielle du Québec, les parties conviendront entre elles du partage des redevances éventuelles mais la corporation ayant bénéficié de l'aide financière ne pourra exiger qu'un montant nominal à la signature du contrat. Les conditions mentionnées au paragraphe c) devront aussi faire partie de l'entente ;

e) la corporation pourra s'associer à une ou plusieurs entreprises manufacturières québécoises pour partager avec eux les risques et les bénéfices éventuels du projet ; elle devra cependant agir comme maître d'oeuvre et unique contractant aux fins du programme.

SECTION V MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

9. La corporation doit transmettre au ministre, avant le 31 décembre 1981, et avant le début de la réalisation du projet, une demande d'aide financière dans la forme déterminée par le ministre et accompagnée de tous les renseignements et documents requis par le ministre.

10. La corporation doit informer le ministre de la date du début de l'activité régulière suite à la réalisation d'un projet d'innovation reliée aux produits, aux techniques ou aux équipements de production.

11. Un comité d'évaluation de 5 membres, nommés par le ministre, est créé ; il est composé de 3 représentants gouvernementaux et de 2 représentants de l'industrie du meuble. Les membres qui ne sont pas des employés du gouvernement et de ses organismes sont rémunérés à honoraires fixes et leurs frais de déplacement et de séjour sont remboursés selon les Règles sur les frais de déplacement du personnel engagé à honoraires (c. A-6, r.17).

12. Un membre du comité d'évaluation ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui du comité à moins d'avoir dévoilé son intérêt à tous les autres membres sans délai, et s'être abstenu de participer à toute décision du comité concernant le dossier où il y a un tel conflit.

13. Le comité d'évaluation des projets fait enquête afin de déterminer si la corporation remplit les conditions exigées et si l'octroi de l'aide financière permet d'atteindre les objectifs du programme.

14. Le comité d'évaluation autorise le versement des subventions d'un montant de 5 000 \$ ou moins, concernant les dépenses admissibles visées à l'article 5.

15. Le ministre autorise le versement des subventions d'un montant supérieur à 5 000 \$.

16. Le ministre peut réclamer le remboursement intégral et immédiat de la subvention versée lorsque la corporation, au cours des 3 années qui suivent son versement :

- a) utilise le montant de la subvention à des fins autres que celles qui ont été indiquées par la corporation et acceptées par le ministre ;
- b) ne respecte pas les conditions de l'article 8 ; ou
- c) fait une fausse déclaration lors de sa demande d'aide financière.

17. L'aide financière accordée en vertu du présent programme ne peut porter sur des dépenses admissibles ayant fait l'objet d'une aide financière en vertu d'un autre programme gouvernemental.

18. Les dépenses admissibles visées aux paragraphes *a* et *b* de l'article 6 et encourues par la corporation entre le 21 octobre 1977 et la date de transmission au ministre d'une demande d'aide financière sont admissibles à la condition que cette demande soit transmise au ministre avant le 31 janvier 1979.

19. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme est chargé de l'application de ce programme.

A.C. 3840-78, (1979) 111 G.O.II, 15

D. 408-81, (1981) 113 G.O.II, 1085



c. M-17, r.5

Règlement sur le programme de modernisation pour les industries du textile, de la bonneterie et du vêtement

Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme
(L.R.Q., c. M-17, a. 2)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent programme, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

- a) « aide financière » : l'aide financière prévue au présent programme ;
- b) « association industrielle sectorielle » : une corporation regroupant de façon représentative au Québec des corporations manufacturières dans le but de promouvoir leurs intérêts économiques et commerciaux et ainsi de favoriser le développement de l'ensemble de leur secteur d'activité ;
- c) « corporation » : toute corporation légalement constituée quelle que soit la nature et l'endroit de sa constitution ;
- d) « corporation manufacturière » : une corporation visée à l'article 3 ;
- e) « dépense admissible » : une dépense admissible au sens de chacune des sections du présent programme, selon le cas ;
- f) « groupement d'entreprises » : une corporation contrôlée et financée par des corporations non liées et ayant pour objet la mise en commun de services ou de fonctions pour le bénéfice des corporations actionnaires ;
- g) « ministre » : le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

SECTION II AIDE FINANCIÈRE

2. Le ministre peut, avant le 31 mars 1984, accorder à une corporation une aide financière sous forme de subvention ou de prêt, afin de contribuer efficacement à la modernisation et au renforcement des industries du textile, de la bonneterie et du vêtement.

3. Une corporation manufacturière qui désire obtenir une aide financière doit être une corporation qui exploite une entreprise manufacturière de produits faisant partie des industries du textile, de la bonneterie ou du vêtement et qui établit :

- a) que cette entreprise est en opération au Québec depuis au moins 1 an à la date de sa demande d'aide financière ; et
- b) que ses activités manufacturières au Québec dans les industries visées par ce programme représentent au moins 50% de ses revenus annuels totaux ou un chiffre d'affaires annuel supérieur à 500 000 \$.

4. La corporation qui soumet une demande d'aide financière doit démontrer que ses ressources financières, la qualité du management, son personnel professionnel et technique spécialisé, son organisation de production et de commercialisation, sont suffisants pour assurer la réalisation du projet avec de bonnes probabilités de succès.

SECTION III PRÉPARATION DE PLANS DE MODERNISATION ET RÉALISATION D'AUTRES ÉTUDES

5. Le ministre peut accorder une aide financière à une corporation manufacturière ou à un groupement d'entreprises ou à une association industrielle sectorielle qui élabore des plans de modernisation ou effectue des études portant sur le fonctionnement ou la situation concurrentielle des entreprises, en vue de réaliser tout projet susceptible d'accroître leur productivité, leur rentabilité ou leur compétitivité.

6. L'aide financière est octroyée sous la forme d'une subvention dont le montant est de :

- a) 75% des dépenses admissibles au sens de l'article 7 jusqu'à un montant maximal de 100 000 \$ pour une même corporation manufacturière pour la durée du programme ; ou
- b) 90% des dépenses admissibles au sens de l'article 7 jusqu'à un montant maximal de 100 000 \$ pour une même corporation pour la durée du programme, pour toute étude ou partie d'étude réalisée par plusieurs corporations manufacturières conjointement, par un groupement d'entreprises ou par une association industrielle sectorielle, la part de cette subvention attribuable à chaque corporation

manufacturière participante devant être déduite du montant maximal prévu au paragraphe *a*.

7. Sont admissibles les dépenses encourues par la corporation pour des services de consultants requis pour réaliser des études portant sur :

a) l'élaboration d'un plan de modernisation des équipements, de réaménagement d'usine ou de restructuration des activités de l'entreprise ;

b) l'analyse d'un domaine stratégique de l'opération de l'entreprise, tel que la gamme de ses produits, son marché, ses méthodes de commercialisation et de gestion, sa technologie et ses équipements, afin d'apporter des améliorations ou de réaliser des projets novateurs dans ces domaines ; ou

c) la faisabilité technique et financière d'un projet de fusion ou d'achat d'entreprises ou d'usines, ou d'un projet de regroupement de certaines fonctions telles que l'approvisionnement, l'exportation, le transport et d'autres services.

SECTION IV

MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS ET RÉAMÉNAGEMENT DES USINES

8. Le ministre peut accorder une aide financière à une corporation manufacturière qui réalise un projet d'investissement admissible d'au moins 50 000 \$ ayant pour objectifs :

a) d'accroître sa productivité, sa rentabilité ou sa compétitivité par la modernisation de ses équipements de production ou la réorientation de sa production vers des produits plus concurrentiels et le réaménagement de ses usines de façon plus fonctionnelle ;

b) d'améliorer l'efficacité de la gestion et des contrôles d'usine par l'utilisation d'équipements plus modernes, eu égard à la taille de ses opérations ; ou

c) de maintenir la salubrité du milieu de travail et de prévenir ou réduire la pollution de toute nature découlant des opérations de son entreprise.

9. L'aide financière est octroyée sous la forme d'une subvention dont le montant est de 30% des premiers 3 000 000 \$ d'investissements admissibles au sens des articles 10 et 11 et de 15% des investissements admissibles supplémentaires. L'aide financière globale accordée à une même corporation manufacturière en vertu de la présente section ne peut être supérieure à 2 000 000 \$ pour la durée du programme.

10. Sont admissibles les projets que le ministre accepte de considérer pour les fins de l'octroi de l'aide financière et qui ont pour objet :

a) la modernisation des machines, appareils et équipements existants dans des usines en opération au Québec en les remplaçant par des machines, appareils et équipements plus modernes ;

b) la réorientation de la production, par l'abandon ou la réduction sensible de la production de certaines lignes de produits et la reconversion de l'entreprise dans la fabrication de nouveaux produits ou dans la fabrication accrue de produits existants ;

c) le réaménagement des usines existantes permettant la réalisation plus efficace d'un projet de modernisation ou de réorientation de la production ; ou

d) l'acquisition d'équipements de soutien à la gestion, de contrôle des opérations ou requis pour le maintien de la salubrité du milieu ou pour la réduction de la pollution.

11. Sont admissibles les dépenses encourues par la corporation manufacturière pour :

a) l'achat, la location pour une période de 5 ans et l'installation des machines, appareils et équipements reliés à un projet admissible au sens des paragraphes *a*, *b* ou *d* de l'article 10 ;

b) la transformation, la réparation et l'aménagement des bâtiments existants visés par un projet admissible au sens du paragraphe *c* de l'article 10, à l'exclusion de toute dépense d'agrandissement ou d'achat d'usine.

12. Ne sont pas admissibles les dépenses additionnelles qui ont pour effet d'accroître de plus de 20% la capacité de production totale de l'usine où ce projet se réalise.

13. La corporation manufacturière qui soumet une demande d'aide financière doit présenter une demande *bona fide* d'aide financière au Ministère de l'Expansion Économique Régionale (MEER), lorsque son projet est admissible aux programmes établis en vertu de la Loi sur les subventions au développement régional (S.R.C., 1970, c. R-3) ou du Décret sur les Zones spéciales (C.P. 1977-2444 et modifications) s'appliquant dans les régions de Montréal et de l'Outaouais.

14. Le montant d'aide financière calculé selon la présente section sera diminué du montant que le MEER accepte par écrit de verser à la corporation manufacturière pour les mêmes dépenses admissibles. Cependant, le montant d'aide financière accordé par le MEER ne diminuera pas l'aide financière globale maximale de 2 000 000 \$ prévue à l'article 9.

15. La corporation manufacturière doit également :

a) dans le cas d'une demande portant sur un projet visé aux paragraphes *a*, *b*, ou *c* de l'article 10, accompagner sa demande d'un plan de modernisation ou de restructuration des activités contenant une description suffisamment détaillée des investissements projetés et de l'accroissement de la capacité de production qui en résultera, ainsi que de l'incidence du projet sur la main-d'oeuvre et le niveau de l'emploi ;

b) fournir une justification satisfaisante des bénéfices économiques et financiers escomptés pour l'entreprise, en termes d'évolution de son chiffre d'affaires, d'extension géographique de son marché, ou d'amélioration de sa productivité ou des caractéristiques de ses produits ;

c) établir que son projet porte sur des types de produits offrant des perspectives de marché satisfaisantes compte tenu des produits concurrents fabriqués au Québec par d'autres entreprises manufacturières et compte tenu de l'importance des importations canadiennes de produits de catégories similaires provenant des pays en voie de développement ayant des coûts de main-d'oeuvre très inférieurs à ceux du Québec ;

d) soumettre des états financiers vérifiés couvrant au moins un exercice financier complet (12 mois) ;

e) s'engager, dans le cas où le projet comporte une incidence sur la main-d'oeuvre et le niveau de l'emploi, à prendre les moyens requis pour faciliter l'adaptation des travailleurs en cause, et notamment à recourir aux programmes d'aide à l'adaptation de la main-d'oeuvre ; et

f) s'engager à réaliser son projet dans les 24 mois de la date d'acceptation de l'aide financière par elle-même, à moins que le ministre ne lui accorde par écrit un délai plus long.

SECTION V

INNOVATION RELIÉE AUX ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION

16. Le ministre peut accorder une aide financière à une corporation manufacturière ou à un groupement d'entreprises qui développe ou fait développer par des entreprises ou des organismes québécois des équipements de production nouveaux ou améliorés, plus productifs et mieux adaptés au contexte de production des entreprises québécoises.

Une corporation manufacturière peut s'associer à d'autres corporations ayant leur place d'affaires au Québec pour réaliser conjointement un projet afin d'en partager les risques et les bénéfices éventuels ; elle doit cependant agir comme maître-d'oeuvre du projet et unique contractant aux fins de la présente section.

17. L'aide financière est octroyée sous la forme d'une subvention dont le montant est de 50% des dépenses admissibles au sens de l'article 18 jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 200 000 \$ pour une même corporation pour la durée du programme.

18. Sont admissibles les dépenses qui sont reliées à la conception, au développement et à la mise au point d'équipements de production nouveaux ou améliorés, et notamment :

a) les services de consultants et les honoraires versés à des individus, des entreprises ou des organismes ayant leur place d'affaires au Québec et possédant une compétence reconnue dans le domaine du développement et de la mise au point de machines ;

b) le salaire, pour la durée du projet ou une durée moindre, du personnel professionnel et technique de l'entreprise travaillant à plein temps sur le projet et engagé ou affecté spécifiquement aux fins de ce projet ;

c) le coût des matières premières, pièces et fournitures utilisées directement dans la construction et la mise au point du premier prototype ; et

d) le coût de recherche de brevets antérieurs, de demande de brevets et les frais d'acquisition d'un brevet ou d'une licence de fabrication.

19. La corporation qui soumet une demande d'aide financière doit :

a) démontrer que le projet porte sur le développement d'un équipement, d'une pièce d'équipement ou d'un accessoire comportant des caractéristiques qui ne se retrouvent pas dans les équipements conventionnels disponibles sur le marché ;

b) établir de façon satisfaisante que les objectifs du projet sont réalistes relativement aux problèmes techniques à surmonter et que les avantages techniques et les bénéfices économiques escomptés sont proportionnés aux coûts du projet ;

c) s'engager à réaliser son projet dans les 24 mois de la date d'acceptation de l'aide financière par elle-même, à moins que le ministre ne lui accorde par écrit un délai plus long ; et

d) s'engager, si elle cède ses droits de fabrication de l'équipement ainsi développé, à céder tels droits à un manufacturier québécois de machinerie ou au Centre de recherche industrielle du Québec.

SECTION VI GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

20. Le ministre peut accorder une aide financière à un groupement d'entreprises constitué en majorité de corporations manufacturières ayant leur principale place d'affaires au Québec, pour :

- a) la formation et le démarrage d'un groupement d'entreprises, s'il s'agit d'un nouveau groupement d'entreprises ;
- b) la mise sur pied d'un nouveau service commun, s'il s'agit d'un groupement d'entreprises existant.

21. L'aide financière est octroyée sous la forme d'une subvention dont le montant est de :

- a) 80% des frais initiaux de formation et d'organisation du groupement d'entreprises, jusqu'à un montant maximal de 10 000 \$;
- b) 66 2/3%, 50% et 33 1/3% respectivement des frais généraux d'administration et de fonctionnement pour les première, deuxième et troisième années d'opération du groupement d'entreprises, ou du nouveau service commun selon le cas, jusqu'à concurrence de 200 000 \$ par groupement d'entreprises ;
- c) 30% des dépenses d'immobilisations en bâtiment, réparations locatives, machinerie et équipement, requises pour les opérations du groupement ou du nouveau service commun selon le cas.

22. Ne sont pas admissibles au sens du paragraphe *b* de l'article 21, les dépenses portant sur les services de consultants requis pour réaliser des études, les commissions de ventes, les achats ou frais directs de production de biens et services pour revente, ainsi que toute perte découlant des transactions commerciales réalisées pour le bénéfice des corporations actionnaires du groupement d'entreprises.

23. Pour la formation d'un groupement d'entreprises, la demande d'aide financière peut être présentée par une corporation manufacturière ou par une association industrielle sectorielle. L'aide financière accordée selon le paragraphe *a* de l'article 21 peut être utilisée pour rembourser à la corporation requérante les dépenses admissibles qu'elle a encourues.

24. Lorsque le groupement d'entreprises ne peut obtenir d'assistance financière à des taux et conditions raisonnables, une aide financière sous la forme d'un prêt peut également être octroyée en dernier recours pour un montant allant jusqu'à 70% des dépenses d'immobilisations requises pour les opérations du groupement, pour une durée n'excédant pas 7 ans et portant intérêt au moindre de 12%

ou du taux exigé par la Société de développement industriel du Québec à la date de l'octroi du prêt.

25. La corporation qui soumet une demande d'aide financière doit démontrer :

- a) la faisabilité technique et la viabilité financière du projet, notamment quant aux perspectives d'autofinancement après les 3 premières années ;
- b) les avantages économiques pour les entreprises participantes ; et
- c) que le projet comporte à terme une incidence significative sur la performance économique du secteur industriel concerné, soit pour l'ensemble du Québec, soit au niveau régional.

SECTION VII MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

26. La corporation doit transmettre au ministre, avant le début de la réalisation du projet et avant le 31 décembre 1983, une demande d'aide financière sur le formulaire officiel dûment rempli, accompagné de tous les renseignements et documents requis par le ministre ; toutefois, toute demande soumise avant le 1^{er} septembre 1980 pourra porter sur un projet dont le début de réalisation n'est pas antérieur au 1^{er} avril 1980.

27. La corporation doit informer le ministre du début de l'activité régulière résultant d'un projet visé aux articles 10, 16 ou 20 ; il s'agit de la date qui, suite à la réalisation du projet, et de l'avis du ministre, marque le début, selon le cas, soit de la production régulière et de la commercialisation normale des produits, soit de la mise en opération régulière du prototype de l'équipement développé, soit de l'opération régulière du service ou de l'activité découlant du groupement.

28. Deux comités d'évaluation de 5 membres, nommés par le ministre, sont créés ; ils sont composés chacun de 3 représentants gouvernementaux et, selon les projets, de 2 représentants de l'industrie du vêtement ou de l'industrie du textile. Ces derniers sont rémunérés à honoraires fixes et leurs frais de déplacement et de séjour sont remboursés selon les Règles sur les frais de déplacement du personnel engagé à honoraires (c. A-6, r.17).

29. Un membre d'un comité d'évaluation ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui du comité à moins d'avoir dévoilé son intérêt à tous les autres membres sans délai, et s'être abstenu de participer à toute décision du comité concernant le dossier où il y a un tel conflit.

30. Le comité d'évaluation des projets fait enquête afin de déterminer si la corporation remplit les conditions exigées et si l'octroi de l'aide financière permet d'atteindre les objectifs du programme.

31. Le comité d'évaluation autorise le versement des subventions d'un montant de 5 000 \$ ou moins.

32. Le ministre autorise le versement des subventions d'un montant supérieur à 5 000 \$ et le versement des prêts.

33. L'aide financière accordée en vertu du présent programme ne peut porter sur des dépenses admissibles ayant fait l'objet d'une aide financière en vertu d'un autre programme gouvernemental, sauf quant à l'aide financière accordée par le MEER et visée aux articles 13 et 14.

34. Le ministre peut refuser de verser ou réclamer le remboursement intégral et immédiat de la subvention versée, au cours des 3 années qui suivent son versement, lorsque la corporation a fait une fausse déclaration lors de sa demande d'aide financière, utilise le montant de la subvention à des fins autres que celles qui ont été indiquées par la corporation et acceptées par le ministre, ne réalise pas son projet dans les délais prévus aux paragraphes *e* de l'article 15 et *c* de l'article 19, contrevient à l'article 33, cesse ses opérations, devient insolvable, fait faillite ou transfère ses actifs à l'extérieur du Québec.

35. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme est chargé de l'application de ce programme.



c. M-19, r.1

Tarif des commissions sous le Grand sceau des conseils en loi de la Reine et autres documents

Loi sur le ministère de la Justice
(L.R.Q., c. M-19, a. 27)

- 1.** Pour l'enregistrement et l'expédition d'une commission sous le Grand sceau nommant une personne choisie parmi les membres du Barreau du Québec conseil en loi de la Reine, un droit de 25 \$ est exigible par le registraire du Québec.
- 2.** Pour copie de tout document, incluant la recherche, le tarif exigible est de 0,50 \$ la page.
- 3.** Pour l'émission de chaque certificat de légalisation de signature ou d'authentification de document, un tarif de 2 \$ est exigible.



c. M-20, r.1

Règlement de l'Académie de musique de Québec sur le concours du Prix d'Europe

Loi sur le ministère des Affaires culturelles
(L.R.Q., c. M-20, a. 15)

1. Organisation et but du concours :

1) L'Académie de musique de Québec organise chaque année un concours dit du « Prix d'Europe » qui a lieu au mois de juin, dans une ville du Québec, et dont l'enjeu est l'attribution d'une bourse de 8 000 \$ applicable à un stage d'études d'un an.

2) Ce concours a pour but de stimuler les jeunes musiciens au perfectionnement de leur art, en permettant au vainqueur de poursuivre des études musicales en Europe.

2. Disciplines du concours : Les disciplines du concours sont le chant, le piano, l'orgue, le violon, l'alto, le violoncelle, la contrebasse, la guitare, la harpe, la flûte traversière, le hautbois, le basson, la clarinette, le saxophone, la trompette, le trombone, le cor, le tuba, les percussions, les ondes Martenot, ainsi que les instruments anciens.

3. Admissibilité : Pour être admissible au concours, tout candidat :

a) doit être détenteur, à la date du concours, d'un diplôme « Lauréat » de l'Académie de musique de Québec, ou d'un diplôme terminal de toute école de musique reconnue, correspondant à un Prix de Conservatoire ou à un diplôme universitaire de second cycle au Québec, ou l'équivalent ;

b) doit être âgé d'au moins 18 ans et d'au plus 30 ans le 1^{er} juin précédant immédiatement le concours ;

c) doit être citoyen canadien ;

d) doit être domicilié au Québec depuis au moins 3 ans, le 1^{er} juin qui précède immédiatement le concours ;

e) ne doit pas être déjà détenteur d'un « Prix d'Europe » ;

f) ne peut s'inscrire plus de 3 fois dans une même discipline au concours du « Prix d'Europe ».

4. Inscription au concours : Au moment de son inscription, le candidat fait un dépôt de 100 \$ remboursable à la suite de sa participation au concours. Tout candidat doit

s'inscrire le ou avant le 1^{er} mars de l'année du concours. Le secrétaire de l'Académie de musique de Québec fournit aux candidats vers le 1^{er} octobre précédant le concours, les formules nécessaires à l'inscription.

Lors de son inscription au concours du « Prix d'Europe », tout candidat doit faire parvenir au secrétaire de l'Académie de musique de Québec les documents suivants :

a) un certificat médical établissant qu'il est en bonne santé au moment de son inscription ;

b) un certificat de naissance établissant qu'il a l'âge requis pour participer au concours ;

c) une déclaration assermentée attestant qu'il est citoyen canadien et qu'il est domicilié au Québec depuis au moins 3 ans ;

d) une liste complète de tous les professeurs de musique avec lesquels il a étudié durant les 4 dernières années ;

e) un certificat attestant qu'il est détenteur d'un diplôme d'études musicales dans la discipline où il doit concourir, et ce, tel que décrit au paragraphe a de l'article 3 ; et

f) un chèque certifié ou mandat-poste au montant de 100 \$ représentant la somme de son dépôt.

5. Inscription à plus d'une discipline : Un candidat peut s'inscrire dans plus d'une discipline.

6. Programme : Au moment de son inscription, le candidat doit présenter un programme de récital composé de pièces variées (styles, époques, compositeurs). L'exécution de ce programme ne doit pas excéder la durée d'une heure. Si un candidat souhaite apporter quelque modification au programme soumis lors de l'inscription, il doit le faire avant le 1^{er} avril.

7. Pièces imposées : Le conseil d'administration de l'Académie de musique de Québec fait le choix de la pièce imposée pour les différentes disciplines du concours, et en publie la liste le ou vers le 1^{er} avril de l'année du concours à la *Gazette officielle du Québec* et dans divers média d'information du Québec.

8. Jury : Le conseil d'administration de l'Académie de musique de Québec nomme pour le concours un jury spécial. Ce jury est composé de 5 musiciens dont l'un au moins est membre de l'Académie de musique de Québec à l'exclusion des membres enseignant à un ou plusieurs can-

didats inscrits au concours, ou qui seraient parents ou alliés d'un candidat jusqu'au degré de cousin germain inclusivement. La composition du jury ne devient effective qu'après acceptation écrite de chacun des musiciens invités par l'Académie de musique à en faire partie.

9. Obligation des membres du conseil d'administration : Lors de l'assemblée spéciale convoquée pour la composition du jury, les membres du conseil d'administration de l'Académie de musique de Québec s'engagent par écrit à garder le secret absolu de leurs délibérations et de leur choix. De plus, le nom des membres appelés à composer le jury et la liste des pièces imposées ne peuvent être divulgués avant l'annonce officielle dans les journaux.

10. Inéligibilité à faire partie du jury : Est inéligible à faire partie du jury :

a) toute personne ayant enseigné à un candidat durant les 4 dernières années en cours individuel ou en cours collectif que ce soit dans l'enseignement privé ou dans l'enseignement public et à l'exception des professeurs de sciences musicales ; et

b) toute personne qui est parente ou alliée d'un candidat jusqu'au degré de cousin germain inclusivement.

11. Cachet des membres du jury : Les membres du jury reçoivent chacun, pour la durée du concours, un cachet de 150 \$ par jour, plus leurs frais de déplacement et de séjour conformément aux Règles sur les frais de déplacement du personnel engagé à honoraires (c. A-6, r.17).

12. Président du concours : Le président de l'Académie de musique de Québec ou, en son absence, un membre de ce même organisme désigné par le conseil d'administration, préside le concours.

13. Secrétaire et vérificateur du concours : Le secrétaire de l'Académie de musique de Québec agit comme secrétaire du concours, et le trésorier remplit la fonction de vérificateur du concours.

14. Récusation : Tout membre du jury ou officier de l'Académie de musique de Québec peut se récuser ou être récusé pour un motif jugé valable et, le cas échéant, le conseil d'administration nomme son remplaçant.

15. Allocation aux officiers : Les officiers de l'Académie de musique de Québec reçoivent un remboursement pour leurs frais de déplacement et de séjour occasionnés par l'organisation et la tenue du concours, conformément aux Règles sur les frais de déplacement des cadres supérieurs, des adjoints aux cadres supérieurs ainsi que du personnel de cabinet (c. A-6, r.14).

16. Audition des concurrents : L'audition des concurrents est publique et aucun droit d'entrée ne peut être exigé.

17. Proclamation officielle du gagnant : À l'issue du concours tenu à la date et selon les modalités déterminées au présent règlement, les membres du jury remettent au président leurs feuilles de points. Après vérification des calculs, le président proclame gagnant du « Prix d'Europe » le candidat qui doit avoir obtenu au moins 80% des points.

18. Attribution et paiement de la bourse : Le gagnant reçoit une bourse de 8 000 \$ qui lui est remise en versement égaux aux moments déterminés par l'Académie de musique de Québec.

19. Utilisation de la bourse : Sous réserve de l'article 16 de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., c. M-20), le candidat doit utiliser la bourse pour des fins d'études musicales en Europe et ce, dès le début de l'année scolaire suivant le concours.

20. Rapport du boursier : Au cours de son année d'études, le titulaire du « Prix d'Europe » doit faire parvenir à l'Académie de musique de Québec un rapport détaillé de ses études aux dates déterminées par l'Académie de musique de Québec.

21. Rapport au ministre des Affaires culturelles : L'Académie de musique de Québec doit transmettre au ministre des Affaires culturelles, dans les 30 jours de la tenue du concours, un rapport détaillé des points que chaque candidat s'est mérités.

Dans les 30 jours qui suivent la clôture de son exercice financier, l'Académie de musique de Québec remet au ministre des Affaires culturelles un état détaillé de l'emploi de la subvention qui lui est accordée en vertu de l'article 15 de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles.

22. Disposition de la bourse à défaut de candidat ou de boursier : À défaut de candidat éligible ou de boursier du concours, le ministre décide, après avoir pris l'avis de l'Académie de musique de Québec, de l'emploi de la somme disponible.

A.C. 3982-73, (1973) 105 G.O. II, 5815

A.C. 2175-76, (1976) 108 G.O. II, 4023

A.C. 465-77, (1977) 109 G.O. II, 1059

D. 80-80, (1980) 112 G.O. II, 575



c. M-20, r.2

Règlement sur la délégation de signature de certains documents du ministère des Affaires culturelles

Loi sur le ministère des Affaires culturelles
(L.R.Q., c. M-20, a. 11)

1. En conformité de l'article 11 de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., c. M-20), les titulaires des fonctions suivantes du ministère sont autorisés à signer aux lieu et place du ministre des Affaires culturelles et avec le même effet, les documents énumérés à la suite de leur désignation, sous réserve de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) :

1° le directeur général de la Direction générale des arts et des lettres pour sa direction générale :

a) les demandes d'avis au Conseil consultatif de la lecture et du livre requis par la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.Q., 1979, c. 68 ; après refonte : L.R.Q., c. D-8.1) ;

b) les avis et les demandes de renseignements prévus aux articles 23 et 37 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre ;

c) les décisions relatives à l'agrément, au refus de délivrance d'un agrément, à l'annulation et à la suspension d'un agrément ;

d) les contrats de services ;

e) les contrats de location de la salle connue sous le nom de « Expo-Théâtre » située à la Cité du Havre à Montréal ;

f) les conventions et les ententes relatives à des subventions conclues avec des individus ou des organismes bénéficiaires ;

2° le directeur général de la Direction générale du patrimoine pour sa direction générale :

a) les demandes d'avis à la Commission des biens culturels requises par les articles 15, 17, 24, 31, 32, 34, 35, 42, 45, 48, 49, 50, 51 et 53 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4) ;

b) les avis de reconnaissance et les avis d'inscription prévus par l'article 16 de la Loi sur les biens culturels ;

c) les certificats des inscriptions sur le registre visé dans l'article 11 de la Loi sur les biens culturels ;

d) les autorisations, approbations, décisions, notifications, permis et permissions prévus par les articles 17, 31, 32, 35, 48, 49, 50 et 57.2 de la Loi sur les biens culturels ;

e) les avis d'inscription aux propriétaires d'immeubles situés en tout ou en partie dans l'aire de protection d'un immeuble classé par l'article 28 de la Loi sur les biens culturels ;

f) les avis, décisions, requêtes du ministre des Affaires culturelles prévus par le Règlement sur la réduction de la valeur inscrite au rôle d'évaluation pour un bien culturel immobilier classé (c. B-4, r.3) adopté en vertu de l'article 33 de la Loi sur les biens culturels ;

g) les contrats de services ;

h) les contrats de construction ;

i) les baux des immeubles appartenant au ministère des Affaires culturelles et loués pour des fins résidentielles, culturelles, commerciales ou autres ;

j) les conventions et les ententes relatives à des contributions ou à des subventions conclues avec des individus ou des organismes bénéficiaires ;

3° le conservateur des Archives nationales pour les Archives nationales du Québec ou, dans le cas du sous-paragraphe b, chacun des conservateurs adjoints pour leur secteur respectif de responsabilité :

a) les actes d'acquisition, par achat ou autrement, de documents dans les limites de son attribution ;

b) les conventions de dépôt, de don, d'échange et de prêt de documents ;

c) les contrats de services ;

d) les conventions et les ententes relatives à des subventions conclues avec des individus ou des organismes bénéficiaires ;

4° le conservateur de la Bibliothèque nationale pour la Bibliothèque nationale du Québec :

a) les actes d'acquisition, par achat ou autrement, de documents faits en vertu de la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec (L.R.Q., c. B-2) ;

b) les conventions de dépôt, de don, d'échange et de prêt de documents ;

c) les contrats de services ;

d) les contrats de location de la salle connue sous le nom de « salle Saint-Sulpice » située au 1700, rue Saint-Denis, à Montréal ;

5° le directeur général de la Direction générale des musées pour sa direction générale :

a) les contrats de services ;

b) les actes d'acquisition, par achat ou autrement, d'oeuvres d'art destinées aux collections du musée du Québec, du musée d'Art contemporain et de tout autre musée d'État ;

c) les conventions de dépôt, de don, d'échange et de prêt d'oeuvres d'art avec les musées visés dans le sous-paragraphe b ;

d) les conventions et les ententes relatives à des subventions conclues avec des individus ou des organismes bénéficiaires ;

6° le directeur du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec pour le Conservatoire ou, dans le cas du sous-paragraphe d, chacun des directeurs des sections du Conservatoire pour leur section respective :

a) les contrats de services ;

b) les contrats visant l'embauche de conférenciers, de professeurs invités et de tout autre professionnel nécessaire à la préparation et à la réalisation des exercices pédagogiques ;

c) l'embauche de chargés de cours, d'aides pédagogiques, de moniteurs, de gérants d'orchestre, de spécialistes-costumiers et de techniciens de scène, nécessaires à l'enseignement de la musique et de l'art dramatique ;

d) les contrats de location et de prêt d'instruments de musique ;

e) les contrats de location de salles d'audition, de répétition ou de production ;

f) les contrats d'achat de collections musicologiques et théâtrales ;

g) les conventions et les ententes relatives à des subventions conclues avec des individus ou des organismes bénéficiaires ;

7° le directeur de la Direction des bureaux régionaux pour sa direction :

a) les contrats de services ;

b) les conventions et les ententes relatives à des subventions conclues avec des individus ou des organismes bénéficiaires ;

8° le directeur de la Direction de la planification et de la programmation pour sa direction :

— les contrats de services ;

9° le directeur du Service de la propriété intellectuelle pour son service :

a) les contrats de services ;

b) les conventions et les ententes relatives à des subventions conclues avec des individus ou des personnes bénéficiaires ;

10° le directeur de la Direction des communications pour sa direction :

— les contrats de services ;

11° les directeurs de direction ou de service pour leur direction ou leur service respectif :

— les contrats de services jusqu'à concurrence de 1 000 \$;

12° le directeur général de la Direction générale de l'administration pour sa direction générale :

a) les contrats de services ;

b) les contrats de location ;

c) les contrats d'achat ;

13° le directeur général de la Direction générale de l'administration, le directeur de la Direction des ressources matérielles et le chef de la Division de l'approvisionnement pour tous les programmes :

a) les contrats de location ;

b) les contrats d'achat et les commandes locales ;

c) les demandes de livraison.

2. Les sous-ministres adjoints sont autorisés à signer, dans les limites de leur attribution respective et aux lieux et places du ministre des Affaires culturelles et avec le même effet, tout document que l'un des titulaires des postes mentionnés à l'article 1 est autorisé à signer.

3. Le président du Bureau de surveillance du cinéma ou, en cas de vacance du poste de président ou d'absence prolongée de ce dernier, le secrétaire est autorisé à signer, aux lieux et places du ministre des Affaires culturelles et avec le même effet, les documents suivants sous réserve de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) :

a) les contrats de services ;

b) les contrats de location ;

c) les contrats d'achat.

4. Un fac-similé de la signature du ministre, du sous-ministre ou de l'un des titulaires des postes mentionnés

aux articles 1 et 2 peut être gravé, imprimé ou lithographié sur l'un des documents que cette personne est autorisée ou habilitée à signer si ce document est contresigné par une personne autorisée par le ministre.

5. La personne nommée par intérim par le sous-ministre en cas de vacance d'un poste ou d'absence prolongée du titulaire d'un poste mentionné aux articles 1 et 2, est autorisée à signer, avec le même effet que s'ils étaient signés par le titulaire du poste dont il assume l'intérim, les actes, documents ou écrits qui peuvent être signés par ce dernier en vertu du présent règlement.

6. Les définitions contenues au Règlement sur les contrats de services du gouvernement (c. A-6, r.8) et celles contenues au Règlement sur les contrats de construction du gouvernement (c. A-6, r.7) ainsi que leurs modifications présentes et futures s'appliquent, sujettes aux adaptations nécessaires, au présent règlement.



c. M-20, r.3

Règlement sur l'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des édifices du Gouvernement du Québec

Loi sur le ministère des Affaires culturelles
(L.R.Q., c. M-20, a. 2)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « coût des travaux » : le coût estimatif d'exécution des travaux reliés à un projet de construction ;
- b) « créateur » : un artiste, un artisan ou un designer oeuvrant dans une ou plusieurs disciplines des arts visuels ;
- c) « édifice » : tout bâtiment ou site, propriété du gouvernement ou sur lequel celui-ci détient un bail-achat et dont l'accès est ouvert au public pour des fins d'information, de loisirs ou d'obtention d'un bien ou d'un service, à l'exception des routes, des ponts, des viaducs et des bâtiments dont la vocation n'implique pas comme telle l'ouverture au public, tels que les garages et les laboratoires, ainsi que des bâtiments destinés à une clientèle spécifique, tels que les établissements de détention, sauf si une partie du bâtiment est ouverte au public ;
- d) « gouvernement » : un ministère du Gouvernement du Québec, ou encore un organisme constitué par une loi de l'Assemblée nationale ou par un décret du gouvernement et dont le budget est voté par l'Assemblée nationale ;
- e) « intégration des arts » : processus visant la production d'une oeuvre d'art devant être incorporée ou insérée à un édifice ainsi que les travaux relatifs à son incorporation ou à son insertion ;
- f) « incorporation » : le processus par lequel une oeuvre d'art est réalisée pour faire corps avec un édifice conformément à des plans et devis ;
- g) « insertion » : le processus par lequel une oeuvre d'art est ajoutée à un édifice sans que les plans et devis aient été conçus à cet effet ;
- h) « oeuvre d'art » : toute production artistique reliée à l'architecture ou à l'aménagement paysager, telle que l'implantation d'une murale ou d'une sculpture au niveau des lieux communs ou de circulation publique d'un édifice,

le traitement particulier de revêtements architecturaux intérieurs ou extérieurs soit par la couleur, la lumière ou par effet de texture et l'animation visuelle d'aires extérieures ;

i) « programme d'intégration des arts » : le concept défini et proposé dans le cadre d'un projet de construction précisant la nature de l'apport artistique qui doit y être associé ;

j) « projet de construction » : tout projet spécifique à l'effet de construire un nouvel édifice, ou encore de réaménager, d'agrandir ou de restaurer un édifice existant afin d'en modifier la vocation, l'achat d'un édifice par le gouvernement étant ici assimilé à un changement de vocation ;

k) « site » : tout emplacement, tel que parc, centre d'interprétation de la nature, aire de repos en milieu urbain, sur lequel des travaux d'aménagement extérieur ou paysager peuvent être réalisés.

SECTION II PRINCIPES GÉNÉRAUX

2. Tout projet de construction d'un édifice dont le coût des travaux est de 150 000 \$ ou plus doit comporter une proportion de son budget devant être affectée à un programme d'intégration des arts selon les règles de cette politique. Toutefois, un projet de construction pour un édifice sur lequel le gouvernement détient un bail-achat ne doit comporter obligatoirement un programme d'intégration des arts que si la valeur de cet édifice est de 2 000 000 \$ ou plus.

3. Tout programme d'intégration des arts dans le cadre d'un projet de construction doit viser l'incorporation de l'oeuvre d'art à l'édifice, sauf dans le cas d'un projet de construction dont le coût des travaux est inférieur à 1 000 000 \$, auquel cas le programme d'intégration peut ne comporter que l'insertion de l'oeuvre d'art dans l'édifice.

4. Tout programme d'intégration des arts ainsi que ses modalités d'application, dans le cadre d'un projet de construction pour un édifice sur lequel le gouvernement détient un bail-achat, doit faire l'objet d'une autorisation du Conseil du trésor, sauf si la valeur de cet édifice est inférieure à 2 000 000 \$.

5. Chaque ministère ou organisme constructeur doit constituer un comité permanent d'application de la politi-

que d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des édifices.

6. Tout programme d'intégration des arts doit faire l'objet d'un devis soumis à l'expertise professionnelle du comité permanent prévu à l'article 5.

Si l'avis du comité permanent est défavorable au programme d'intégration des arts proposé, celui-ci ne peut être réalisé à moins d'être révisé dans le sens demandé par le comité permanent ou d'être spécifiquement autorisé par le Conseil du trésor.

7. Le ministre des Affaires culturelles est responsable du choix des créateurs ainsi que du contrôle du niveau culturel des oeuvres d'art présentées, alors que le ministre titulaire du ministère constructeur ou responsable de l'organisme constructeur est chargé du choix de l'oeuvre à intégrer ainsi que du contrôle de l'intégration de cette oeuvre à l'architecture et à l'environnement.

SECTION III DÉTERMINATION DU BUDGET

8. Le budget devant être affecté par le ministre ou l'organisme constructeur à un programme d'intégration des arts est déterminé selon le mode de calcul figurant à l'annexe 1.

9. Lorsqu'une partie d'un édifice destiné à une clientèle spécifique est ouverte au public, le budget devant être affecté à un programme d'intégration des arts est déterminé conformément à l'article 8, sans toutefois excéder 50 000 \$.

10. Le budget ainsi déterminé comprend les éléments suivants :

- a) les honoraires du créateur ;
- b) les coûts d'exécution, de manutention, d'installation et d'ajustement des oeuvres d'art ;
- c) le coût des travaux complémentaires ou spécifiques prévus dans les plans et devis définitifs qu'entraîne l'exécution de l'oeuvre d'art pour l'entrepreneur ;
- d) les paiements aux créateurs non retenus lorsqu'un concours est tenu pour la sélection d'une oeuvre d'art.

Il ne comprend toutefois pas les honoraires de l'architecte, lesquels sont imputables au budget global du projet de construction.

11. Le budget est fixé en fonction de l'estimé établi lors de l'approbation des plans et devis préliminaires. Ce budget est indexé en y appliquant, lors de la signature du con-

trat en découlant, l'indice total des entrées, publié mensuellement par Statistique Canada dans le tableau des indices de prix de la construction non résidentielle.

SECTION IV COMPOSITION ET RESPONSABILITÉS DU COMITÉ PERMANENT

12. Le comité permanent doit être composé d'un maximum de 5 membres dont l'architecte maître-d'oeuvre du projet, 1 représentant du ministère des Affaires culturelles, 2 membres désignés par le ministre des Affaires culturelles, dont l'un pour agir à titre de président, et 1 représentant du ministère ou organisme constructeur. Le secrétariat du comité est assumé par le ministère ou organisme constructeur et les procès-verbaux des réunions du comité doivent être transmis au secrétariat du ministère des Affaires culturelles.

13. Le comité doit fournir un avis préalable sur tout programme d'intégration des arts, lequel avis porte sur :

- a) l'acceptabilité du programme d'intégration des arts quant à sa qualité et à sa pertinence ;
- b) la ventilation du budget déterminé ainsi que les niveaux de coût estimatif de chaque contrat devant être accordé à un créateur en rapport avec le programme d'intégration des arts à réaliser ;
- c) la discipline et la spécialité dans lesquelles le créateur devra être choisi.

Le comité n'a toutefois pas à se prononcer sur le concept de l'édifice ni sur les éléments de répartition d'espace arrêtés par l'architecte.

14. Le comité doit évaluer la ou les propositions d'oeuvre d'art présentées par les créateurs qui ont été désignés par le ministre des Affaires culturelles en fonction notamment de la qualité artistique de l'oeuvre proposée, de son degré d'intégration au concept arrêté dans les plans et devis, de l'impact des orientations proposées sur le déroulement des travaux de construction ainsi que du devis d'entretien proposé par le créateur pour l'entretien de l'oeuvre. Le comité fait ses recommandations au ministre des Affaires culturelles quant à la valeur des projets soumis et subséquemment au ministre titulaire du ministère ou responsable de l'organisme constructeur quant au choix de l'oeuvre projetée.

SECTION V

MODALITÉS D'EXÉCUTION DU PROGRAMME D'INTÉGRATION DES ARTS

15. L'architecte maître-d'oeuvre du projet de construction doit prévoir la nature et la localisation d'une ou des oeuvres d'art devant être incorporées ou insérées, selon le cas, à l'édifice.

16. Au plus tard lors de l'examen des plans et devis préliminaires, le ministère ou l'organisme constructeur doit réunir le comité permanent d'application de la politique d'intégration des arts, lequel doit lui émettre un avis conformément à la section IV.

17. Le comité permanent doit transmettre, au plus tard dans les délais impartis pour l'acceptation des plans et devis préliminaires, son avis sur le programme d'intégration des arts proposé.

18. Dès réception de l'avis favorable ou, à défaut, d'une autorisation du Conseil du trésor, le ministère ou l'organisme constructeur doit :

a) s'adresser au ministre des Affaires culturelles pour se faire désigner le ou les créateurs appelés à participer au programme d'intégration des arts et se faire indiquer le processus de sélection de l'oeuvre d'art ;

b) demander à l'architecte de prévoir au niveau des plans et devis définitifs les travaux spécifiques qui doivent être exécutés par l'entrepreneur dans le cadre du programme d'intégration des arts ;

c) demander à chaque créateur désigné par le ministre des Affaires culturelles de lui présenter une proposition d'oeuvre d'art dans le cadre du programme d'intégration des arts retenu ;

d) soumettre à l'expertise du comité permanent la ou les propositions d'oeuvre d'art présentées par les créateurs.

19. Le comité permanent fait ses recommandations au ministre des Affaires culturelles en vue d'obtenir son accord sur la valeur culturelle des projets soumis.

Dès réception de l'accord du ministre des Affaires culturelles, le comité permanent fait ses recommandations au ministre titulaire du ministère ou de l'organisme constructeur quant au choix de l'oeuvre projetée.

20. Le choix des oeuvres d'art par le ministre titulaire du ministère constructeur ou responsable de l'organisme constructeur doit être effectué avant le dépôt des plans et devis définitifs par l'architecte.

21. Le ministère ou l'organisme constructeur signe le contrat avec le ou les créateurs choisis.

22. Suite à l'approbation des plans et devis définitifs, l'architecte doit planifier et superviser l'exécution de l'oeuvre d'art dans le cadre du calendrier du projet de construction.

23. Après la réalisation des travaux, le ministre titulaire du ministère constructeur ou responsable de l'organisme constructeur est chargé de délivrer, sur la recommandation de l'architecte, l'acceptation finale de l'oeuvre d'art telle qu'intégrée à l'édifice.

24. Dans le cas de l'insertion d'une oeuvre d'art dans un édifice, le processus de réalisation du programme d'intégration de l'oeuvre d'art n'est pas lié obligatoirement à un processus d'élaboration et d'approbation des plans et devis, l'oeuvre d'art de par son caractère pouvant être réalisée et mise en place après les travaux de construction.

SECTION VI

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

25. Lorsqu'un projet de construction à réaliser par un organisme autre qu'un organisme du gouvernement est admissible à une subvention gouvernementale à condition que la présente politique y soit appliquée, cette application est effectuée selon les modalités suivantes :

a) le mot « gouvernement » s'entend alors de l'organisme en cause ;

b) le rôle confié par cette politique au Conseil du trésor est assumé par le ministre titulaire du ministère ou responsable de l'organisme gouvernemental qui accorde la subvention ;

c) le rôle confié par cette politique au ministre titulaire du ministère constructeur ou responsable de l'organisme constructeur est assumé, sous réserve du paragraphe b, par l'organisme constructeur lui-même ;

d) le représentant du ministère ou de l'organisme constructeur au comité permanent prévu à la section IV est remplacé par un représentant du ministère ou de l'organisme gouvernemental responsable de l'organisme constructeur ;

e) le nombre de membres du comité prévu à la section IV peut être porté à 7 afin d'y inclure un représentant de l'organisme constructeur et un représentant des usagers de l'édifice.

SECTION VII

DISPOSITION TRANSITOIRE

26. Les projets de construction en cours de réalisation le 11 mars 1981 et qui étaient couverts par l'arrêté en conseil 1099-79 du 25 avril 1979 concernant l'embellissement des édifices publics continuent d'y être assujettis, sans égard au présent règlement, à la condition qu'ils aient franchi l'étape d'acceptation des plans et devis préliminaires ou celle du choix d'un ou des créateurs.

ANNEXE 1

(a. 8)

POLITIQUE D'INTÉGRATION DES ARTS À L'ARCHITECTURE ET À L'ENVIRONNEMENT DES ÉDIFICES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le budget devant être alloué à l'intégration des arts lors d'un projet de construction d'un édifice est déterminé selon l'échelle suivante :

<i>Coût des travaux</i>	<i>Montant affecté à l'intégration des arts</i>
De 150 000 \$ à 400 000 \$	1,5%
De 400 000 \$ à 2 000 000 \$	6 000 \$ pour le premier 400 000 \$ plus 1,25% de la tranche suivante.
De 2 000 000 \$ à 5 000 000 \$	26 000 \$ pour les 2 premiers millions de dollars plus 1% de la tranche suivante.
De 5 000 000 \$ et plus	56 000 \$ pour les 5 premiers millions de dollars plus 0,50% de la tranche suivante.



c. M-20, r.4

Règlement sur le programme visant à favoriser l'expansion et le développement de l'industrie québécoise du disque, du spectacle, de la programmation musicale et du ruban magnétoscopique

Loi sur le ministère des Affaires culturelles
(L.R.Q., c. M-20, a. 2)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

- a) « aide financière » : l'aide financière prévue au présent règlement ;
- b) « artiste québécois » : un interprète, musicien, auteur ou compositeur qui est domicilié au Québec depuis au moins 2 ans ;
- c) « disque » : un disque composé de chansons, d'œuvres musicales ou de variétés et dont :
 - i. l'interprète principal et la majorité des musiciens ou autres accompagnateurs sont des artistes québécois ;
 - ii. l'auteur des textes ou des paroles, ou le compositeur de la musique, de la majorité des chansons ou des œuvres musicales ou de variétés gravées sur le disque, est un artiste québécois ; et
 - iii. au moins 75% des dépenses reliées à sa réalisation technique, y compris les dépenses d'enregistrement, de gravure et de pressage, sont effectuées au Québec ;
- d) « ministre » : le ministre des Affaires culturelles ;
- e) « programmation musicale » : une programmation musicale transmise par câble ou par onde électromagnétique ou encore louée sous forme de bande sonore et dont :
 - i. les chansons et les œuvres musicales ou de variétés sont, dans une proportion de 75% de la durée de la programmation, des œuvres d'artistes québécois ; et
 - ii. au moins 75% des dépenses reliées à la réalisation technique sont effectuées au Québec ;
- f) « producteur québécois » : une personne qui produit des disques, des spectacles, des programmations musicales ou des rubans magnétoscopiques et qui est :

- i. un individu qui, au moment de sa demande d'aide financière, est domicilié au Québec depuis au moins 2 ans et qui n'est pas une personne liée, au sens des articles 17 à 21 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), à une personne qui n'est pas un producteur québécois ;

- ii. une société dont 75% des individus qui la composent sont, au moment de sa demande d'aide financière, domiciliés au Québec depuis au moins 2 ans et qui ne sont pas des personnes liées, au sens des articles 17 à 21 de la Loi sur les impôts, à une personne qui n'est pas un producteur québécois ; ou

- iii. une corporation au sens de l'article 1 de la Loi sur les impôts dont 75% des actionnaires et administrateurs sont domiciliés au Québec depuis au moins 2 ans. Ni cette corporation ni ces actionnaires et administrateurs ne doivent être des personnes liées, au sens des articles 17 à 21 de la Loi sur les impôts, à une personne qui n'est pas un producteur québécois ;

- g) « spectacles » : un spectacle composé de chansons, d'œuvres musicales ou de variétés et dont :

- i. les interprètes principaux, de même que 75% des interprètes secondaires et des membres de l'équipe technique de réalisation, sont domiciliés au Québec depuis au moins 2 ans ;

- ii. l'auteur des textes ou des paroles ou le compositeur de la musique, de la majorité des chansons ou des œuvres musicales ou de variétés, est un artiste québécois ;

- h) « ruban magnétoscopique » : un ruban magnétoscopique composé de chansons, d'œuvres musicales ou de variétés et dont :

- i. les interprètes principaux, de même que 75% des interprètes secondaires et des membres de l'équipe technique de réalisation, sont domiciliés au Québec depuis au moins 2 ans ;

- ii. l'auteur des textes ou des paroles, ou le compositeur de la musique, de la majorité des chansons ou des œuvres musicales ou de variétés enregistrées sur le ruban magnétoscopique, est un artiste québécois ; et

- iii. au moins 75% des dépenses reliées à la réalisation technique sont effectuées au Québec.

SECTION II

2. Le ministre peut, avant le 1^{er} avril 1979, accorder en vertu de la présente section une aide financière à un producteur québécois qui produit des disques, des spectacles,

des programmations musicales ou des rubans magnétoscopiques.

3. Cette aide financière peut prendre, au choix du ministre, la forme d'un prêt avec ou sans intérêt ou d'une subvention.

4. 1) Lors de l'octroi d'un prêt avec ou sans intérêt, le ministre doit conclure avec le producteur québécois un accord prévoyant notamment :

- a) les modalités et conditions de remboursement du prêt dont le terme ne devra pas excéder 4 ans ;
- b) les projets pour lesquels le prêt est octroyé, tels qu'indiqués par le producteur québécois et acceptés par le ministre ;
- c) l'obligation pour le producteur québécois de rendre compte périodiquement au ministre, des revenus et des activités des projets pour lesquels le prêt est octroyé ;
- d) toute autre condition ou garantie jugée nécessaire.

2) Lors de l'octroi d'un prêt, le ministre peut prévoir avec le producteur québécois qu'il lui fera remise d'une partie du prêt lorsque le producteur québécois ne réalise aucun bénéfice avec les projets pour lesquels le prêt est octroyé.

3) Lorsque le prêt est octroyé pour les fins de la production d'un disque, le ministre peut faire remise au producteur québécois d'une somme pouvant atteindre 5 000 \$ lorsqu'un seuil de vente prédéterminé par le ministre est atteint.

5. Le ministre peut octroyer à un producteur québécois une subvention servant à défrayer jusqu'à 50% des frais d'un projet et ce, jusqu'à concurrence d'une somme maximale annuelle de 200 000 \$ pour l'ensemble des projets d'un producteur québécois.

6. Le ministre peut réclamer le remboursement intégral et immédiat d'un prêt ou d'une subvention qu'il a octroyé lorsque le producteur québécois :

- a) utilise le prêt ou la subvention à des fins autres que celles convenues ;
- b) devient insolvable, fait faillite ou dépose une proposition concordataire ; ou
- c) fait défaut de se conformer aux modalités et conditions du prêt ou de la subvention.

SECTION III

7. Le ministre peut accorder en vertu de la présente section une aide financière à un producteur québécois qui in-

vestit dans la mise en marché d'un ou plusieurs disques, oeuvres musicales, programmations musicales ou spectacles.

8. Cette aide financière prend la forme d'une subvention versée par le ministre à un producteur québécois et sert à défrayer jusqu'à 50% des dépenses admissibles et ce, jusqu'à concurrence d'une somme maximale annuelle de 50 000 \$ pour l'ensemble des projets d'un producteur québécois.

9. Aux fins de l'article 8, une dépense admissible est une dépense que le ministre accepte et qui a pour objet :

- a) la promotion et la mise en marché ;
- b) la conception et la réalisation de matériel publicitaire ;
- c) les frais de tournées de promotion ou de participation à des foires commerciales ; et,
- d) les frais de conseillers en marketing.

SECTION IV

10. Le ministre peut, nonobstant les articles 1 à 5 et 7 à 9, et sous réserve des articles 11 et 12, accorder une aide financière sous la forme d'un prêt avec ou sans intérêt ou d'une subvention à un producteur québécois non admissible en vertu des sections I et II.

Cette aide financière peut prévoir notamment des projets relatifs à la production de disques ou de spectacles qui ne remplissent pas les conditions énoncées aux sous-paragraphes ii des paragraphes c et g de l'article 1.

SECTION V

11. Un producteur québécois qui désire bénéficier d'une aide financière doit établir à la satisfaction du ministre :

- a) qu'il possède la compétence requise pour produire ou mettre en marché un disque, une oeuvre musicale, un spectacle, une programmation musicale ou un ruban magnétoscopique ; et
- b) que sa situation et ses perspectives financières sont adéquates pour lui permettre de respecter ses obligations.

SECTION VI

12. Le producteur québécois doit soumettre par écrit au ministre sa demande d'aide financière sur les formules préparées à cet effet, et doit accompagner cette demande de tous les renseignements et documents requis par le ministre.

13. Le ministre des Affaires culturelles est chargé de l'application du présent règlement.



c. M-21, r.1

Règlement sur certaines conditions d'emploi des fonctionnaires du gouvernement en poste dans une délégation ou un bureau du Québec à l'extérieur

Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., c. M-21, a. 33)

SECTION I INTRODUCTION

1. Définitions : Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

a) « allocation et/ou indemnité » : prestation versée à un fonctionnaire en poste à l'extérieur et destinée à le rembourser des dépenses imputables à l'exercice de sa fonction et à compenser les variations du coût de la vie ;

b) « attaché » : fonctionnaire désigné comme tel par le sous-chef ou son représentant en collaboration avec le ministère sectoriel s'il y a lieu et qui n'exerce pas de façon habituelle des fonctions de représentation ;

c) « bureau » : tout poste à l'extérieur du Québec où il existe une représentation du Gouvernement du Québec dans un secteur spécialisé ;

d) « chef de poste ou de mission » : appellation générique de tout responsable d'entité administrative à l'extérieur du Québec (délégué général, délégué, directeur de bureau) ;

e) « conjoint » : celui ou celle qui l'est devenu par suite d'un mariage légalement contracté au Québec ou ailleurs et reconnu comme valable par les lois du Québec ou par le fait pour une personne non mariée de résider en permanence depuis plus de 3 ans avec une personne non mariée de sexe opposé qu'elle représente publiquement comme son conjoint et dont elle est le principal soutien, étant précisé que la dissolution du mariage par divorce ou annulation fait perdre ce statut de conjoint de même que la séparation de fait depuis plus de 3 mois dans le cas d'un mariage non légalement contracté ;

f) « conseiller » : fonctionnaire désigné comme tel par le sous-chef ou son représentant en collaboration avec le ministère sectoriel s'il y a lieu, ce fonctionnaire doit normalement exercer des fonctions de représentation ;

g) « délégué » : toute personne nommée par le ministre des Affaires intergouvernementales avec l'approbation du gouvernement en vertu de l'article 25 de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., c. M-21) ;

h) « délégué général » : toute personne nommée par le gouvernement en vertu de l'article 24 de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales. Aux fins du présent règlement, les dispositions relatives aux délégués généraux s'appliquent au directeur du bureau et représentant du Gouvernement du Québec à Toronto ;

i) « employé de bureau » : fonctionnaire appartenant à la classification du personnel de bureau, techniciens et assimilés ;

j) « enfant à charge » : un enfant de l'employé, de son conjoint ou des deux, non marié, qui dépend de l'employé pour son soutien et est âgé de moins de 18 ans ; ou, s'il fréquente à temps complet à titre d'étudiant dûment inscrit une maison d'enseignement reconnue (niveau secondaire et /ou collégial), est âgé de moins de 25 ans, ou, quel que soit son âge, un enfant qui a été frappé d'invalidité totale avant son 21^e anniversaire de naissance et est demeuré continuellement invalide depuis cette date ;

k) « extérieur » : territoire situé hors du Québec ;

l) « fonctionnaire » : délégué général ou toute personne nommée en vertu de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1) et affectée en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales dans une délégation ou un bureau du Québec à l'extérieur ;

m) « poste » : lieu d'affectation d'un fonctionnaire québécois à l'extérieur ;

n) « représentant du sous-chef » : toute personne désignée à cette fin par le sous-chef du ministère des Affaires intergouvernementales ;

o) « sous-chef » : le sous-ministre du ministère des Affaires intergouvernementales.

SECTION II FRAIS DE PRISE DE POSTE ET DE RAPATRIEMENT

2. Les frais reliés à la prise de poste ou au rapatriement d'un fonctionnaire sont défrayés par l'employeur selon les modalités prévues à la présente section. Cependant, lorsque le fonctionnaire demande son rappel au Québec ou démissionne, avant d'avoir complété un stage minimal de 24

mois, ses frais de rapatriement lui sont remboursés au *pro-rata* du nombre de mois passés en poste et ce, sur recommandation du chef de mission et autorisation du sous-chef ou son représentant.

3. Frais de voyage : Lorsqu'un fonctionnaire est envoyé en poste à l'extérieur, muté d'un poste à un autre ou rappelé au Québec, l'employeur défraie les coûts réels de son déplacement (transport, logement et subsistance en route), de même que celui de sa famille, selon les Règles sur les frais de déplacement des fonctionnaires (c. A-6, r.15).

4. Frais de séjour initiaux : Les frais de séjour initiaux sont accordés pour une période ne dépassant pas 30 jours de calendrier. Dans les cas exceptionnels, cette période peut être extensionnée avec autorisation du sous-chef ou son représentant. Le remboursement de ces frais se fait selon les dispositions suivantes :

1) **Séjour à l'hôtel ou en pension :**

a) les frais réels d'hôtel sont remboursés sur présentation des pièces justificatives ;

b) les frais de subsistance sont remboursés selon les taux prévus aux Règles sur les frais de déplacement des fonctionnaires, et ce pour chaque personne à la charge de l'employé.

2) **Séjour chez un parent ou un ami :** Si un fonctionnaire et sa famille, à l'arrivée ou au départ du poste, séjournent chez un parent ou un ami plutôt qu'à l'hôtel, le remboursement des frais de logement se fait selon le taux suivant : 7 \$/jour pour chacun des membres de la famille.

De plus, les frais de subsistance sont remboursés selon les taux prévus aux Règles sur les frais de déplacement des fonctionnaires, et ce pour chaque personne à la charge de l'employé.

5. Frais de déménagement et d'entreposage :

1) Le sous-ministre ou son représentant autorise le remboursement, conformément au présent article, des frais de déménagement et de l'entreposage des effets du fonctionnaire, selon la répartition que ce dernier détermine entre les effets déménagés et entreposés, jusqu'à concurrence du poids brut suivant :

	kg
Fonctionnaire seul	3 600
Ménage de 2	4 500
Ménage de 3 ou 4	5 900
Ménage de 5 ou plus	6 800

Aux fins du présent article, un fonctionnaire sans conjoint et avec au moins un enfant à charge est réputé être également accompagné d'un conjoint.

L'excédent de poids de même que les coûts spécifiques supplémentaires occasionnés par l'emballage ou la manutention d'effets spéciaux sont à la charge du fonctionnaire.

Aucun frais relatif à l'expédition d'un animal domestique ne fait l'objet d'un remboursement.

2) Le sous-ministre ou son représentant autorise le remboursement, jusqu'à concurrence de 7,50 \$ par kilogramme, du coût de l'assurance des effets dont il assume les frais de déménagement et d'entreposage conformément au paragraphe 1.

3) Le fonctionnaire doit présenter au préalable 2 devis dans la forme prescrite par le sous-ministre et utiliser les services de l'entreprise désignée par le sous-ministre ou son représentant.

Le sous-ministre ou son représentant peut toutefois, s'il le juge à propos, demander au fonctionnaire de produire un devis supplémentaire.

4) Lorsqu'un fonctionnaire doit entreposer temporairement ses effets, le sous-ministre ou son représentant peut autoriser le remboursement des frais ainsi encourus pour un entreposage d'une durée d'au plus 3 mois.

Ces frais sont remboursés conformément au présent article.

5) Sauf dans la mesure prévue au paragraphe 4, aucun frais pour l'entreposage d'effets à l'extérieur du Québec ne fait l'objet d'un remboursement.

6) Lorsque le sous-ministre ou son représentant estime qu'un fonctionnaire en poste doit déménager à cause de circonstances exceptionnelles reliées à ses fonctions, il peut autoriser le remboursement des frais de déménagement conformément au présent article.

6. Frais de transport d'automobile :

1) L'employeur paie, sur production des pièces justificatives, le coût de transport de l'automobile de l'employé à l'aller ou au retour, au choix du fonctionnaire. En aucun cas, l'employeur ne paie le dédouanement ou d'autres frais.

2) Lorsqu'un employé est muté d'un poste à un autre à l'extérieur, le sous-chef ou son représentant peut autoriser le remboursement du coût de transport.

3) Si l'employé renonce aux dispositions du paragraphe 1 à l'aller et au retour et s'il procède à la location plutôt qu'à l'achat d'une automobile une fois en poste, l'employeur paie les frais initiaux inhérents à cette location sur

production des pièces justificatives et ce jusqu'à concurrence de ce qu'il en coûte habituellement pour le transport d'une automobile.

7. Rupture de bail :

1) Le fonctionnaire envoyé en poste peut bénéficier, s'il y a lieu, de la compensation suivante : à l'abandon d'un logis sans bail écrit, l'employeur paiera si requis la compensation exigée par le propriétaire jusqu'à un maximum d'un mois de loyer ; s'il y a un bail, l'employeur paiera si requis la compensation exigée par le propriétaire jusqu'à un maximum de 3 mois de loyer. Dans les deux cas, l'employé doit attester le bien-fondé de la requête du propriétaire et produire les pièces justificatives.

2) Le fonctionnaire rappelé au Québec avant la fin de son terme peut bénéficier, s'il y a lieu, de la compensation suivante : à l'abandon d'un logis, l'employeur paiera si requis jusqu'à un maximum équivalent à l'allocation accordée (voir section III) pour les 3 mois prévus par la « clause diplomatique ».

3) Si le fonctionnaire démissionne, les frais de rupture de bail ne sont pas admissibles à remboursement.

8. Frais de sous-location : Si l'employé choisit de sous-louer lui-même son logement ou sa maison, les frais raisonnables d'annonce pour la sous-location sont à la charge de l'employeur.

9. Vente de résidence : L'employeur paie relativement à la vente de la maison, résidence principale du fonctionnaire déplacé, les honoraires d'un agent immobilier et les frais d'actes notariés jusqu'à un maximum n'excédant pas le taux prévu par les règles générales applicables dans la fonction publique et sur production des pièces justificatives.

10. Location d'appartement :

1) Les fonctionnaires envoyés en poste, obligés de faire appel à des agents immobiliers pour se trouver un appartement convenable, seront remboursés par l'employeur, sur présentation des pièces justificatives, des frais de tels agents et ce, jusqu'à un maximum équivalent à 2 mois de l'allocation de logement.

2) Lorsque des frais de notariat sont encourus pour la location d'un appartement à l'étranger, l'employeur paiera ces frais sur production des pièces justificatives.

11. Voyage préalable :

1) Lorsque le sous-ministre ou son représentant estime qu'il existe une difficulté particulière à trouver un logement au lieu d'affectation malgré l'aide des services de la

représentation québécoise, il peut autoriser le fonctionnaire et son conjoint à effectuer un voyage préalable à l'occasion de l'affectation. Ce voyage ne peut, en conséquence, être accordé lorsque le logement est fourni par le gouvernement.

Le sous-ministre ou son représentant détermine, après consultation du ministère dont relève le fonctionnaire le cas échéant, la période de l'année durant laquelle un voyage préalable peut avoir lieu.

2) Lorsque le sous-ministre ou son représentant estime que les circonstances exceptionnelles l'exigent, il peut autoriser un fonctionnaire et son conjoint à effectuer un voyage préalable à l'occasion du rapatriement.

3) À moins que le sous-ministre ou son représentant n'autorise une durée différente en raison de circonstances particulières, le voyage préalable n'excède pas 5 jours considérés comme ouvrables au lieu de séjour, en excluant les jours consacrés au départ, à l'arrivée et au déplacement.

4) Lors d'un voyage préalable, les frais de déplacement du fonctionnaire et de son conjoint sont remboursés suivant les taux prévus à l'article 4.

12. Caution de garantie :

1) Les fonctionnaires qui signent un bail lorsqu'ils arrivent en poste à l'extérieur et qui doivent verser au propriétaire du logement une caution de garantie pourront obtenir de l'employeur une avance correspondant à la caution de garantie.

2) L'avance est accordée après autorisation du sous-chef ou son représentant ; elle est ajustée sur présentation des pièces justificatives et retenue sur les allocations du logement du ou des derniers mois de loyer jusqu'à concurrence de l'avance accordée.

3) Si cette avance est retenue au complet ou en partie par le propriétaire, le fonctionnaire en est redevable au ministère, étant personnellement responsable des sommes que le propriétaire exige pour détérioration et bris.

13. Frais concomitants d'installation :

1) Le sous-ministre ou son représentant verse au fonctionnaire, à l'affectation et au rapatriement, des frais concomitants d'installation conformément aux règles en vigueur dans la fonction publique.

2) Le sous-ministre ou son représentant verse au fonctionnaire, à l'occasion de l'affectation, un montant supplémentaire de 500 \$ lorsque le système électrique du lieu d'arrivée diffère de celui du lieu de départ.

3) Le sous-ministre ou son représentant verse au fonctionnaire en poste qui déménage, après avoir obtenu

l'autorisation prévue au paragraphe 6 de l'article 5, la moitié du montant prévu au paragraphe 1 du présent article. Aucun montant n'est toutefois accordé pour la conversion d'appareils électriques.

SECTION III

ALLOCATIONS ET INDEMNITÉS

14. Le régime d'emploi des fonctionnaires en poste à l'extérieur du Québec et affectés en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales prévoit le versement de certaines allocations et indemnités en plus du traitement régulier du fonctionnaire. Ces allocations et indemnités sont à la charge du ministère des Affaires intergouvernementales qui pour fins de calcul doit également établir, en collaboration avec le ministère sectoriel concerné, le niveau du poste du fonctionnaire conformément aux définitions de l'article 1.

Dans les cas où la classification d'un individu ne correspond pas à la classification du poste qu'il occupe, c'est cette dernière qui prévaut de telle sorte que les allocations basées sur le traitement seront calculées en fonction du milieu de l'échelle de traitement correspondant au niveau du poste plutôt qu'en fonction du traitement de l'individu.

Les allocations et indemnités visées à la présente section sont versées aux fonctionnaires en poste à compter du jour de leur arrivée jusqu'au jour de leur départ, exception faite :

a) de la période, à l'arrivée ou au départ, durant laquelle ils doivent habiter l'hôtel et sont remboursés de leurs frais de séjour (voir section II) ; cependant, ils peuvent bénéficier des indemnités pour frais de représentation, pour frais scolaires s'ils y sont éligibles ;

b) de toute période de congé sans traitement ou de suspension sans traitement.

15. L'allocation du coût de la vie :

1) **But :** L'allocation de coût de vie vise à combler les écarts entre le coût de la vie au Québec et le coût de la vie dans la ville d'affectation.

2) **Admissibilité :** Tout fonctionnaire en poste à l'étranger et affecté en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales peut bénéficier de cette allocation.

3) **Mode de calcul :** Le versement mensuel de cette allocation est calculé selon la formule suivante :

$$(60\% \text{ du traitement brut mensuel}) \times \frac{(\text{indice de poste} - 100)}{100}$$

Cette allocation consiste en l'indexation de la partie « Revenu disponible » du traitement brut de base, i.e. cette partie généralement reconnue comme équivalant à 60% du traitement brut de base. Quant à l'indice de poste, il est mis à jour chaque fois qu'une variation relative du coût de la vie est enregistrée ou qu'un changement dans la valeur de la devise étrangère par rapport au dollar canadien est survenu. Enfin, pour les villes où il n'y a pas de privilèges d'achats spéciaux, on ajoute 5 points à l'indice du poste pour fins de calcul de cette allocation.

16. L'allocation de fonction :

1) **But :** L'allocation de fonction vise à assurer au fonctionnaire un standard de vie convenant à ses fonctions. Elle sert aussi à couvrir certains frais supplémentaires (dépenses de garderie, de coiffure, de nettoyage, frais de transactions bancaires, etc.) que lui imposent ses fonctions et à compenser quelque peu pour les difficultés de vivre dans un milieu étranger.

2) **Admissibilité :** Tout fonctionnaire en poste à l'étranger et affecté en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales peut bénéficier de cette allocation.

3) **Mode de calcul :** Cette allocation, versée mensuellement, est un montant fixe qui dépend du niveau du poste occupé (voir section I) et du statut matrimonial du fonctionnaire. Les montants servant au calcul de cette allocation sont les suivants :

NIVEAU DU POSTE	CÉLIBATAIRE		MARIÉ	
	MENSUEL	ANNUEL	MENSUEL	ANNUEL
Délégué général	\$ 700	\$ 8 400	\$ 850	\$ 10 200
Délégué	600	7 200	750	9 000
Conseiller ou autre chef de poste	500	6 000	600	7 200
Attaché	375	4 500	475	5 700
Employé de bureau	275	3 300	375	4 500

Ce montant est indexé de la façon suivante : on lui applique l'indice du poste divisé par 100, sauf si l'indice du poste est inférieur à 100 auquel cas il n'y a pas d'indexation du montant. Enfin, pour les villes où il n'y a pas de privilèges d'achats diplomatiques ni d'autres privilèges d'achats spéciaux, on ajoute 5 points à l'indice du poste pour fins de calcul de cette allocation.

17. L'allocation de logement :

1) **But :** L'allocation de logement vise à :

a) à combler les écarts entre le coût du logement à l'étranger et le coût du logement au Québec ;

b) à couvrir les coûts supplémentaires de logement que lui imposent ses fonctions ;

c) à couvrir les charges reliées au logement (frais de services d'eau, de gaz, de chauffage, d'électricité).

2) **Admissibilité** : Tout fonctionnaire en poste à l'étranger et affecté en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales peut bénéficier de cette allocation, à l'exception des délégués généraux dont le logement est assumé par le MTPA.

Le versement de cette allocation est assujéti aux conditions suivantes :

a) le fonctionnaire doit produire une copie du bail et des pièces (s'il y a lieu) qui justifient le coût du logement et des charges (s'il y a lieu) ; la production de ces documents est également requise chaque fois que survient une variation du coût du logement ou des charges ;

b) l'allocation de logement n'est également versée que si le bail conclu contient la « clause diplomatique » : celle-ci correspond à un maximum de 3 mois de loyer et permet au locataire d'abrèger la durée de son bail dans les cas où il est appelé à quitter le poste où il est affecté avant le terme normal du bail. Si un propriétaire refuse de signer un bail comportant la « clause diplomatique », il appartient au chef de mission de recommander le paiement de l'allocation de logement ;

c) lorsqu'un fonctionnaire en poste à l'étranger y acquiert une maison pour en faire sa résidence principale, le « coût réel » du loyer annuel est établi à 12% du prix d'achat sans toutefois dépasser la norme de loyer qui aurait été appliquée s'il avait loué un appartement. Le prix d'achat est la valeur inscrite sur le document de transfert de titres et spécifié dans le contrat d'achat dont copie est soumise comme pièce justificative.

3) **Mode de calcul** : Cette allocation est la différence (corrigée des variations du taux de change) entre le coût mensuel réel du logement incluant les charges (dont le maximum est fixé par la table des normes de l'annexe 2) et la part de l'employé fixée par la table des quote-parts mensuelles produite à l'annexe 1.

S'il le juge à propos, un fonctionnaire peut dépasser les maxima établis auquel cas il en acquitte l'excédent.

Aux fins du présent article, un fonctionnaire sans conjoint et avec au moins un enfant à charge est réputé être également accompagné d'un conjoint.

18. 1) Indemnité pour frais de représentation : Les frais de représentation doivent être autorisés au préalable par le chef de poste.

Pour les fins du présent article, les frais de représentation ne comprennent pas les frais encourus pour :

a) vêtements ou effets personnels ;

b) une réception donnée à titre privé ;

c) frais de transport et d'automobile ;

d) frais de réception entre fonctionnaires dans le cas des conseillers et des attachés ;

e) achats de livres, peintures, disques et autres cadeaux à moins qu'il ne s'agisse d'un cadeau offert à l'occasion d'une réception à domicile auquel cas le montant ne devra pas excéder 25 \$; et

f) toute autre dépense qui par sa nature n'est pas inhérente à l'exercice des fonctions de l'individu, n'est pas encourue en leur qualité officielle et n'est pas faite à l'égard d'un tiers.

Le remboursement est fait sur présentation de pièces justificatives.

Toutefois, dans le cas d'un délégué général, si toutes les pièces justificatives ne sont pas disponibles, le remboursement sera effectué si au moins 50% du montant réclamé est justifié par la présentation de pièces.

Le coût du droit d'entrée dans un club social peut être remboursé à un chef de poste ou à un conseiller. Ce remboursement ne sera admis que sur autorisation préalable du sous-ministre ou son représentant.

2) **Modalités de remboursement des frais de représentation des délégués généraux encourus à la suite de réceptions offertes à leur résidence** :

a) lorsqu'il s'agit d'une réception offerte par un délégué général à sa résidence à la suite d'une invitation formelle, il sera remboursé à ce dernier 35 \$ par invité pour aliments et boissons sur production de la liste des invités et du menu ; cette réclamation est faite à l'intérieur du rapport trimestriel prévu à cette fin ;

b) lorsqu'il s'agit d'une réception offerte par un délégué général à sa résidence sans invitation officielle, il sera remboursé à ce dernier 25 \$ par invité pour aliments et boissons sur production de la liste des invités et du menu ; cette réclamation est faite à l'intérieur du rapport trimestriel prévu à cette fin ;

c) lorsqu'il s'agit d'un cocktail offert par un délégué général à sa résidence, il sera remboursé à ce dernier 7 \$ par invité sur production de la liste des invités ; cette réclamation est faite à l'intérieur du rapport trimestriel prévu à cette fin.

Ces montants continuent d'être prélevés à même le montant maximal annuel admissible à remboursement de la part des délégués généraux.

N.B. Une réception comporte généralement un repas servi avec boissons. Un cocktail comporte généralement boissons et amuse-gueules.

19. L'indemnité pour frais de domesticité : Les délégués généraux ont droit au remboursement des frais encourus pour l'engagement d'un ou 2 domestique (s). Le remboursement est soumis aux règles suivantes :

a) préalablement à l'engagement d'un domestique, le délégué général complète une demande à cet effet en précisant les termes de l'engagement, le traitement, les avantages sociaux, s'il y a lieu, la fréquence des paiements, les termes de préavis ;

b) une fois obtenue l'autorisation du sous-chef ou son représentant, le délégué général expédie chaque mois à l'administrateur des délégations le ou les reçu (s) dûment signé (s) par l'employé et sur lesquels apparaît le montant de cette paie et des avantages sociaux.

20. Indemnité pour l'utilisation d'une automobile personnelle : Les délégués qui doivent utiliser de façon habituelle et régulière leur automobile personnelle pour les usages de la délégation peuvent bénéficier d'une indemnité en plus de leurs frais de représentation pour compenser les frais d'utilisation de leur véhicule-automobile personnel. Cette indemnité est conditionnelle à ce que la délégation n'ait pas de véhicule mis à sa disposition et après que le sous-chef ou son représentant en ait déterminé le besoin. Le montant de l'indemnité sera déterminé à partir des paramètres utilisés par la fonction publique dans le calcul des coûts d'utilisation d'un véhicule-automobile tout en tenant compte des frais particuliers aux pays d'affectation.

21. L'indemnité pour frais scolaires : Les frais scolaires d'un enfant à charge, y compris l'achat de livres requis au programme, pension et transport journalier s'il y a lieu, sont remboursés à un fonctionnaire sur production des pièces justificatives et d'une demande de remboursement présentée sur le formulaire approprié. Ces frais sont remboursables dans la devise où ils ont été encourus jusqu'à un montant maximal de 1 500 \$ pour chaque enfant fréquentant une école du lieu de résidence du fonctionnaire.

Pour chaque enfant fréquentant une école située à l'extérieur du lieu de résidence du fonctionnaire, les frais scolaires sont remboursables dans la devise où ils ont été encourus jusqu'à un montant de 2 200 \$. Ces montants sont indexés au début de l'année scolaire à l'aide de l'indice de poste moyen du dernier exercice financier complet et ce sont ces montants indexés qui deviennent, pour chaque enfant, le maximum admis à remboursement. Pour les villes où il n'y a pas de privilèges d'achats spéciaux, on ajoute 5

points à l'indice de poste moyen pour fins de calcul de cette allocation. Ces allocations sont versées pour chaque année à tout fonctionnaire ayant un enfant à charge qui n'a pas atteint le niveau universitaire, mais pour lequel il encourt des frais scolaires.

Dans le cas où l'école française publique n'est pas accessible et que l'enfant à charge fréquente une école française privée, ces frais sont remboursés de la même manière que ci-dessus mais sans tenir compte des montants maxima et de la formule d'indexation pourvu qu'ils aient un caractère raisonnable et qu'ils soient au meilleur coût possible.

Si l'enfant, qui n'a pas atteint le niveau universitaire, est aux études en dehors du pays où le fonctionnaire est affecté, l'employeur défraie de plus le coût du transport par la voie la plus économique de la résidence du fonctionnaire au lieu de l'institution scolaire au début et à la fin de l'année scolaire.

SECTION IV CONDITIONS DE TRAVAIL ET AVANTAGES SOCIAUX

22. Congés

1) Congé de famille :

a) tout fonctionnaire québécois en poste à l'extérieur a droit à un congé de famille de 30 jours de calendrier au Québec après 3 ans de service continu en poste et à condition qu'il poursuive son service à l'extérieur pour une période minimale d'un an. Ce congé a pour but de lui permettre de se retremper au pays ; il peut être appelé au cours de cette période à participer à certaines sessions de travail à la demande des autorités. Ce congé, qui est en plus des vacances annuelles, peut être devancé de quelques mois, selon les circonstances, sur la recommandation du sous-chef ou de son représentant désigné à cette fin. Il appartient à ce dernier de déterminer si le congé de famille peut être devancé d'un an pour tout fonctionnaire en poste dans les régions de conditions difficiles ;

b) après s'être assuré que le bon fonctionnement des services du poste n'en souffre pas, le chef de poste ou de mission peut, avec l'accord du sous-chef ou de son représentant désigné à cette fin, autoriser un fonctionnaire à prendre au Québec, en partie ou en totalité, les vacances auxquelles il a droit, consécutivement au congé de famille. Le chef de poste ou de mission doit être informé au moins 2 mois à l'avance de la période choisie par le fonctionnaire pour prendre son congé de famille et, s'il y a lieu, ses vacances ;

c) un fonctionnaire qui est muté d'un poste à un autre avant d'avoir rempli les conditions pour bénéficier du congé de famille peut faire compter à son nouveau poste

les jours de congé de famille accumulés au poste qu'il a quitté. Pour fins de calcul, il a droit à 5/6 de jour par mois de service ;

d) à moins que les nécessités du service ne l'en empêchent, suite à l'avis du chef de poste ou de mission qui accueille le fonctionnaire, tous les congés de famille dus entre 2 postes sont pris avant que le fonctionnaire ne rejoigne son nouveau poste.

2) Frais payables lors du congé de famille :

a) **frais de transport** : sur production de pièces justificatives, le ministère rembourse le transport du fonctionnaire et de sa famille. En aucun cas, les frais remboursés ne sont supérieurs au prix du voyage aller-retour par avion, classe économique, par la route la plus directe entre le poste et la région où le fonctionnaire et sa famille ont l'intention de séjourner pendant leur congé de famille ;

b) **autres frais** : les autres frais inhérents à un tel voyage (transport à et de l'aéroport, repas et logement en route, etc...) sont également remboursés par l'employeur au taux prévu par les Règles sur les frais de déplacement des fonctionnaires (c. A-6, r.15) ;

c) **frais de déplacement et de séjour pour fins professionnelles** : si le fonctionnaire doit se déplacer sur le territoire québécois pour fins de travail, ses frais de déplacement, de logement, de subsistance sont remboursés selon les Règles sur les frais de déplacement des fonctionnaires ;

d) **paiement des allocations** : pendant la période où il est au Québec pour son congé de famille, le fonctionnaire continue à bénéficier de ses allocations s'il doit retourner en poste. Toutefois, il doit faire connaître au ministère son lieu de séjour pendant toute la durée de son congé de famille.

23. Jours fériés : Les jours à être chômés dans chaque poste sont établis par le sous-chef ou son représentant désigné à cette fin, sur recommandation du chef de poste ou de mission, en tenant compte du nombre de jours fériés applicables dans la fonction publique du Québec.

24. Vacances annuelles et congés : Les congés et vacances autres que ceux mentionnés spécifiquement dans le présent règlement sont ceux prévus aux règlements en vigueur dans la fonction publique du Québec.

25. Frais médicaux :

1) Le ministère des Affaires intergouvernementales rembourse sur présentation des pièces justificatives, 80% du solde à payer par l'employé des frais encourus pour les services assurés par la RAMQ et/ou l'AHQ et/ou les assurances collectives reçues et non remboursées par ces organismes. Cependant, le montant payé par le ministère ne

devra jamais dépasser 20% du total des frais de ces mêmes services assurés.

2) Dans cette perspective, tout fonctionnaire doit se pourvoir d'une protection maximale en adhérant à un régime collectif d'assurance-maladie.

3) Dans certains cas, une avance jusqu'à concurrence de 80% des frais à encourir peut être consentie sur présentation des pièces justificatives.

26. Décès d'un proche parent : Si un fonctionnaire en poste à l'extérieur doit se déplacer à l'occasion du décès d'un proche parent, le gouvernement assume les frais de transport en avion, classe économique, depuis le lieu d'affectation jusqu'à la ville où a lieu l'inhumation et ce, selon les modalités suivantes :

- | | |
|--|--|
| a) décès d'un conjoint : | les frais de transport aller-retour du fonctionnaire et de chacun de ses enfants habitant avec lui en poste ; |
| b) décès d'un enfant : | les frais de transport aller-retour du fonctionnaire, de son conjoint et des autres enfants habitant avec lui en poste ; |
| c) décès du père ou de la mère du fonctionnaire ou de son conjoint : | les frais de transport aller-retour de 2 personnes. |

27. Mariage d'un fils ou d'une fille :

1) Si un fonctionnaire en poste à l'extérieur doit se déplacer à l'occasion du mariage d'un fils ou d'une fille, le gouvernement assume les frais de transport aller-retour en avion, classe économique, pour lui et son conjoint depuis le lieu d'affectation jusqu'à la ville où a lieu la cérémonie.

2) Ces frais sont remboursables sur présentation des pièces justificatives.

28. Décès d'un fonctionnaire en cours d'affectation ou de l'une des ses personnes à charge : Dans le cas du décès en poste d'un fonctionnaire ou d'un membre de sa famille, le gouvernement assume les frais de transport des restes et ce, jusqu'au lieu de l'inhumation.

29. Autres conditions de travail : Les conditions de travail en vigueur dans la fonction publique et non prévues dans le présent règlement s'appliquent aux fonctionnaires en poste à l'étranger.

30. Examen médical : Tout fonctionnaire doit avant son affectation à l'étranger, subir aux frais du ministère un

examen médical aux fins d'établir son bon état de santé, à la satisfaction du ministère des Affaires intergouvernementales, dans les 4 mois précédant son départ.

31. Pertes subies ou dommages encourus lors de circonstances exceptionnelles : L'employeur peut rembourser, en tout ou en partie, les pertes subies ou les dommages encourus par un fonctionnaire lors d'un état d'urgence ou de périodes de troubles dans le pays d'affectation ou lorsqu'il a été démontré de façon satisfaisante que les risques normalement couverts par une assurance (feu, vol) n'ont pu l'être à cause de circonstances particulières :

a) seules les pertes subies ou les dommages encourus relativement aux immeubles, aux meubles ou aux effets personnels du fonctionnaire ou d'une personne à sa charge peuvent être remboursés. Aucune aide financière n'est versée en compensation des pertes subies ou des dommages encourus relativement aux bijoux, oeuvres d'art, objets de luxe, numéraire ou autres valeurs négociables ;

b) le montant de l'aide financière est établi par le ministère des Affaires intergouvernementales et approuvé par le Conseil du trésor sur la base du dommage encouru ou de la perte réellement subie, déduction faite dans l'un et l'autre cas, de toute récupération ou de toute compensation ou indemnité qui pourrait être obtenue ou consentie au fonctionnaire ou à toute personne à charge par une tierce partie ; le montant de l'aide ne devra en aucun cas excéder la somme de 20 000 \$ pour l'ensemble des réclamations du fonctionnaire.

ANNEXE I

(a. 17, par. 3)

TABLE DES QUOTE-PARTS SERVANT AU CALCUL DE L'ALLOCATION DE LOGEMENT

Quote-part de l'employé

<i>Échelle de traitement</i>	<i>Ménage de 1</i>	<i>Ménage de 2</i>	<i>Ménage de 3 ou 4</i>	<i>Ménage de 5 ou plus</i>
13 999 \$ ou moins	157 \$	189 \$	219 \$	251 \$
14 000 à 15 999	161	195	228	264
16 000 à 17 999	165	201	237	277
18 000 à 19 999	169	207	246	290
20 000 à 21 999	173	213	255	303
22 000 à 23 999	177	219	264	316
24 000 à 25 999	181	225	273	329
26 000 à 27 999	185	231	282	342
28 000 à 29 999	189	237	291	355
30 000 à 31 999	193	243	300	368
32 000 et plus	197	249	309	381

N.B. Les normes de loyer prévues à l'annexe 2 pour les villes de Bruxelles, Dusseldorf, Londres, Milan, New-York, Paris et Rome de même que les quote-parts de l'employé prévues à la présente annexe qui leur sont applicables sont remplacées par des normes et quote-parts fixées par le sous-ministre ou son représentant.

ANNEXE 2

(a. 17, par. 3)

NORMES DE LOYER SERVANT AU CALCUL DE L'ALLOCATION DE LOGEMENT

N.B. 1) Pour les villes où des normes de loyer ne sont pas disponibles, le sous-chef peut autoriser que le calcul de l'allocation de logement se fasse :

- a) soit à partir des normes d'une autre ville jugée semblable et pour laquelle des normes sont déjà établies ;
- b) soit à partir du coût réel du logement.

N.B. 2) Les normes de loyer prévues à la présente annexe pour les villes de Bruxelles, Dusseldorf, Londres, Milan, New-York, Paris et Rome de même que les quote-parts de l'employé prévues à l'annexe 1 qui leur sont applicables sont remplacées par des normes et quote-parts fixées par le sous-ministre ou son représentant.

NORMES DE LOYER

VILLE : BOSTON

DEVISE : \$ U.S.

NIVEAU DU TRAITEMENT	MÉNAGE DE 1 ou 2				MÉNAGE DE 3				MÉNAGE DE 4				MÉNAGE DE 5 ou plus			
	AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION	
	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.
13 999 ou moins	430	360	360	290	530	460	460	390	640	570	570	500	740	670	670	600
14 000 à 15 999	480	410	410	340	580	510	510	440	690	620	620	550	790	720	720	650
16 000 à 17 999	530	460	460	390	630	560	560	490	735	665	665	595	840	770	770	700
18 000 à 19 999	575	505	505	435	680	620	620	550	790	720	720	650	900	830	830	760
20 000 à 21 999	630	560	560	490	730	660	660	790	830	760	760	690	940	870	870	800
22 000 à 23 999	670	600	600	530	775	705	705	635	880	810	810	740	985	915	915	835
24 000 à 25 999	720	650	650	580	825	755	755	685	930	860	860	790	1035	965	965	895
26 000 à 27 999	770	700	700	630	875	805	805	735	980	910	910	840	1085	1015	1015	945
28 000 à 29 999	820	750	750	680	925	855	855	785	1030	960	960	890	1135	1065	1065	995
30 000 à 31 999	870	800	800	730	975	905	905	835	1080	1010	1010	940	1185	1115	1115	1045
32 000 et plus	920	850	850	780	1020	950	950	880	1125	1055	1055	985	1230	1160	1160	1090

NORMES DE LOYER

VILLE : CHICAGO

DEVISE : \$ U.S.

NIVEAU DU TRAITEMENT	MÉNAGE DE 1 ou 2				MÉNAGE DE 3				MÉNAGE DE 4				MÉNAGE DE 5 ou plus			
	AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION	
	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.
13 999 ou moins	490	410	410	330	610	530	530	450	730	650	650	570	850	770	770	690
14 000 à 15 999	555	465	465	385	665	585	585	505	785	705	705	625	905	825	825	745
16 000 à 17 999	605	525	525	445	725	645	645	565	845	765	765	685	965	885	885	805
18 000 à 19 999	660	580	580	500	780	700	700	620	900	820	820	740	1020	940	940	860
20 000 à 21 999	715	635	635	555	835	755	755	675	955	875	875	795	1070	995	995	915
22 000 à 23 999	770	690	690	610	890	810	810	730	1010	930	930	850	1130	1050	1050	970
24 000 à 25 999	825	745	745	665	945	865	865	785	1065	985	985	905	1185	1105	1105	1025
26 000 à 27 999	885	805	805	725	1005	925	925	845	1125	1045	1045	965	1245	1165	1165	1085
28 000 à 29 999	940	860	860	780	1060	980	980	900	1180	1100	1100	1020	1300	1220	1220	1140
30 000 à 31 999	995	915	915	835	1115	1035	1035	955	1235	1155	1155	1075	1350	1275	1275	1195
32 000 et plus	1050	970	970	890	1170	1090	1090	1010	1290	1210	1210	1130	1415	1330	1330	1250

NORMES DE LOYER

VILLE : DALLAS

DEVISE : \$ U.S.

NIVEAU DU TRAITEMENT	MÉNAGE DE 1 ou 2				MÉNAGE DE 3				MÉNAGE DE 4				MÉNAGE DE 5 ou plus			
	AVEC		SANS		AVEC		SANS		AVEC		SANS		AVEC		SANS	
	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.
13 999 ou moins	445	370	370	300	555	480	480	410	660	590	590	515	770	700	700	625
14 000 à 15 999	495	425	425	350	605	530	530	460	715	640	640	570	820	750	750	675
16 000 à 17 999	545	475	475	400	655	580	580	510	765	690	690	620	870	800	800	725
18 000 à 19 999	595	525	525	450	705	635	635	560	815	747	747	670	925	850	850	780
20 000 à 21 999	645	575	575	500	755	685	685	610	865	790	790	720	975	900	900	830
22 000 à 23 999	700	625	625	555	805	735	735	660	915	845	845	770	1025	950	950	880
24 000 à 25 999	750	675	675	605	860	785	785	715	965	895	895	820	1075	1005	1005	935
26 000 à 27 999	800	725	725	655	910	835	835	765	1015	945	945	870	1125	1055	1055	1015
28 000 à 29 999	850	780	780	705	960	885	885	815	1070	995	995	925	1175	1105	1105	1030
30 000 à 31 999	900	830	830	755	1010	935	935	865	1120	1045	1045	975	1225	1155	1155	1080
32 000 et plus	950	880	880	805	1060	890	890	915	1165	1095	1095	1025	1280	1205	1205	1135

NORMES DE LOYER

VILLE : LAFAYETTE

DEVISE : \$ U.S.

NIVEAU DU TRAITEMENT	MÉNAGE DE 1 ou 2				MÉNAGE DE 3				MÉNAGE DE 4				MÉNAGE DE 5 ou plus			
	AVEC		SANS		AVEC		SANS		AVEC		SANS		AVEC		SANS	
	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.
13 999 ou moins	335	280	280	225	420	365	365	310	500	445	445	390	585	530	530	475
14 000 à 15 999	375	320	320	265	455	400	400	345	540	485	485	430	620	565	565	510
16 000 à 17 999	415	360	360	305	495	440	440	385	580	525	525	470	660	605	605	550
18 000 à 19 999	450	395	395	340	535	480	480	425	615	560	560	505	700	645	645	590
20 000 à 21 999	490	435	435	380	570	515	515	460	655	600	600	545	740	680	680	625
22 000 à 23 999	530	475	475	420	610	555	555	500	695	640	640	585	775	720	720	665
24 000 à 25 999	565	510	510	455	650	595	595	540	730	675	675	620	815	760	760	705
26 000 à 27 999	605	550	550	495	690	635	635	580	770	715	715	660	855	800	800	745
28 000 à 29 999	645	590	590	535	725	670	670	615	810	755	755	700	890	835	835	780
30 000 à 31 999	680	625	625	570	765	710	710	655	845	790	790	735	930	875	875	820
32 000 et plus	720	665	665	610	805	750	750	695	885	830	830	775	970	915	915	860

NORMES DE LOYER**VILLE : LOS ANGELES****DEVISE : \$ U.S.**

NIVEAU DU TRAITEMENT	MÉNAGE DE 1 ou 2				MÉNAGE DE 3				MÉNAGE DE 4				MÉNAGE DE 5 ou plus			
	AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION	
	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.
13 999 ou moins	400	335	335	270	495	430	430	365	595	530	530	465	690	625	625	560
14 000 à 15 999	445	380	380	315	540	475	475	410	640	575	575	510	735	670	670	605
16 000 à 17 999	490	425	425	360	585	520	520	455	685	620	620	555	780	715	715	650
18 000 à 19 999	535	470	470	405	630	565	565	500	730	665	665	600	825	760	760	695
20 000 à 21 999	580	515	515	450	675	610	610	545	775	710	710	645	870	805	805	740
22 000 à 23 999	625	560	560	495	725	660	660	595	820	755	755	690	920	855	855	790
24 000 à 25 999	670	605	605	540	770	705	705	640	865	800	800	735	965	900	900	835
26 000 à 27 999	715	650	650	585	815	750	750	685	910	845	845	780	1010	945	945	880
28 000 à 29 999	760	695	695	630	860	795	795	730	957	890	890	825	1055	990	990	925
30 000 à 31 999	805	740	740	675	905	840	840	775	1000	935	935	870	1100	1035	1035	970
32 000 et plus	855	790	790	725	950	885	885	820	1050	985	985	920	1145	1080	1080	1015

NORMES DE LOYER**VILLE : PORT AU PRINCE****DEVISE : GOURDES**

NIVEAU DU TRAITEMENT	MÉNAGE DE 1 ou 2				MÉNAGE DE 3				MÉNAGE DE 4				MÉNAGE DE 5 ou plus			
	AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION	
	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.
13 999 ou moins	2900	2440	2440	1950	3620	3150	3150	2680	4350	3850	3850	3400	5050	4590	4590	4100
14 000 à 15 999	3250	2770	2770	2300	3950	3480	3480	3000	4660	4200	4200	3720	5400	4900	4900	4420
16 000 à 17 999	3590	3100	3100	2630	4300	3820	3820	3330	5000	4520	4520	4040	5720	5240	5240	4770
18 000 à 19 999	3900	3430	3430	2950	4620	4140	4140	3770	5340	4850	4850	4400	6040	5600	5600	5100
20 000 à 21 999	4240	3770	3770	3300	4950	4480	4480	4000	5660	5200	5200	4720	6400	5900	5900	5430
22 000 à 23 999	4680	4100	4100	3620	5300	4810	4810	4340	6000	5520	5520	5040	6720	6240	6240	5770
24 000 à 25 999	4900	4420	4420	3950	5620	5140	5140	4670	6340	5850	5850	5400	7040	6580	6580	6100
26 000 à 27 999	5250	4770	4770	4300	5950	5480	5480	5000	6680	6200	6200	5720	7400	6900	6900	6430
28 000 à 29 999	5580	5100	5100	4620	6300	5800	5800	5340	7000	6520	6520	6040	7710	7230	7230	6750
30 000 à 31 999	5900	5420	5420	4950	6600	6130	6130	5660	7330	6850	6850	6400	8040	7570	7570	7100
32 000 et plus	6220	5770	5770	5300	6950	6480	6480	6000	7660	7200	7200	6720	8400	7900	7900	7420

NORMES DE LOYER

VILLE : TOKYO
DEVISE : YENS

(X 1000 yens)

NIVEAU DU TRAITEMENT	MÉNAGE DE 1 ou 2				MÉNAGE DE 3				MÉNAGE DE 4				MÉNAGE DE 5 ou plus			
	AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION	
	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.
13 999 ou moins	230	192	192	155	285	246	246	211	340	304	304	267	397	360	360	322
14 000 à 15 999	255	218	218	182	311	274	274	237	367	330	330	293	423	386	386	349
16 000 à 17 999	281	244	244	207	337	300	300	263	393	356	356	319	449	412	412	375
18 000 à 19 999	308	270	270	233	363	326	326	289	419	382	382	345	475	438	438	401
20 000 à 21 999	334	296	296	259	389	352	352	315	445	408	408	371	501	464	464	427
22 000 à 23 999	360	322	322	285	416	378	378	341	471	434	434	397	527	490	490	453
24 000 à 25 999	386	349	349	311	442	404	404	367	497	460	460	423	553	516	516	479
26 000 à 27 999	412	375	375	337	468	430	430	393	524	486	486	449	579	542	542	505
28 000 à 29 999	438	401	401	363	494	456	456	419	550	512	512	475	605	568	568	531
30 000 à 31 999	464	427	427	389	520	483	483	445	576	538	538	501	631	594	594	557
32 000 et plus	490	453	453	416	546	509	509	471	602	564	564	527	658	620	620	583

NORMES DE LOYER

VILLE : TORONTO
DEVISE : DOLLARS

NIVEAU DU TRAITEMENT	MÉNAGE DE 1 ou 2				MÉNAGE DE 3				MÉNAGE DE 4				MÉNAGE DE 5 ou plus			
	AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION		AVEC REPRÉSENTATION		SANS REPRÉSENTATION	
	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.
13 999 ou moins	460	385	385	310	570	500	500	420	685	610	610	535	800	720	720	650
14 000 à 15 999	510	435	435	360	625	550	550	475	735	660	660	585	850	775	775	700
16 000 à 17 999	565	490	490	415	675	600	600	525	790	715	715	640	900	825	825	750
18 000 à 19 999	620	540	540	465	730	655	655	580	840	765	765	690	955	880	880	805
20 000 à 21 999	670	595	595	520	780	705	705	630	895	820	820	745	1005	930	930	855
22 000 à 23 999	720	645	645	570	835	760	760	685	945	870	870	795	1060	985	985	910
24 000 à 25 999	775	700	700	625	885	810	810	735	1000	925	925	850	1110	1035	1035	960
26 000 à 27 999	830	750	750	675	940	865	865	790	1050	975	975	900	1165	1090	1090	1015
28 000 à 29 999	880	805	805	730	990	915	915	840	1105	1030	1030	955	1215	1140	1140	1065
30 000 à 31 999	930	855	855	780	1045	970	970	895	1155	1080	1080	1005	1270	1195	1195	1120
32 000 et plus	985	910	910	835	1100	1020	1020	945	1210	1135	1135	1060	1320	1245	1245	1170

NORMES DE LOYER

VILLE : WASHINGTON

DEVISE : \$ U.S.

NIVEAU DU TRAITEMENT	MÉNAGE DE 1 ou 2				MÉNAGE DE 3				MÉNAGE DE 4				MÉNAGE DE 5 ou plus			
	AVEC		SANS		AVEC		SANS		AVEC		SANS		AVEC		SANS	
	REPRÉSENTATION		REPRÉSENTATION		REPRÉSENTATION		REPRÉSENTATION		REPRÉSENTATION		REPRÉSENTATION		REPRÉSENTATION		REPRÉSENTATION	
	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.	MEU.	N.M.
13 999 ou moins	625	575	450	400	700	650	525	475	775	725	600	550	850	800	675	625
14 000 à 15 999	625	575	450	400	700	650	525	475	775	725	600	550	850	800	675	625
16 000 à 17 999	625	575	465	415	700	650	540	490	775	725	615	565	850	800	690	640
18 000 à 19 999	625	575	465	415	700	650	540	490	775	725	615	565	850	800	690	640
20 000 à 21 999	625	575	465	415	700	650	540	490	775	725	615	565	850	800	690	640
22 000 à 23 999	625	575	520	470	700	650	595	545	775	725	670	620	850	800	745	695
24 000 à 25 999	750	700	520	470	825	775	595	545	900	850	670	620	975	925	745	695
26 000 à 27 999	750	700	520	470	825	775	595	545	900	850	670	620	975	925	745	695
28 000 à 29 999	750	700	520	470	825	775	595	545	900	850	670	620	975	925	745	695
30 000 à 31 999	850	800	520	470	925	875	595	545	1000	950	670	620	1075	1025	745	695
32 000 et plus	850	800	575	525	925	875	650	600	1000	950	725	675	1075	1025	800	750

A.C. 3554-77 du 26.10.77

A.C. 2044-78 du 28.06.78

A.C. 2549-79 du 12.09.79

D. 2229-80 du 16.07.80

D. 749-81 du 11.03.81

D. 1415-81 du 27.05.81



c. M-21, r.2

Règlement sur la signature de contrats de service au ministère des Affaires intergouvernementales

Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales
(L.R.Q., c. M-21, a. 7)

1. Le directeur général de l'administration, monsieur Gilbert L'Heureux, est autorisé à signer avec la même autorité que le ministre des Affaires intergouvernementales, les contrats de service de moins de 1 000 \$.

2. Le directeur de l'organisation et des pratiques administratives au ministère des Affaires intergouvernementales, monsieur Raynald Brulotte et le directeur du budget, monsieur Jacques Pouliot sont autorisés à signer avec la même autorité que le ministre des Affaires intergouvernementales, les contrats de service de moins de 500 \$.



c. M-23, r.1

Décret sur l'autorisation d'utiliser un fac-similé de la signature du ministre ou du sous-ministre des Affaires sociales sur certains documents

Loi sur le ministère des Affaires sociales
(L.R.Q., c. M-23, a. 8)

■. L'usage d'un fac-similé de la signature du ministre ou du sous-ministre des Affaires sociales est autorisé sur le certificat qui apparaît sur le libellé des obligations émises par les établissements publics ainsi que les conseils de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) et la Corporation d'hébergement du Québec, et attestant que le paiement de ces obligations est garanti par une subvention du gouvernement.



c. M-23, r.2

Règlement sur la mise en application de l'Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et le Portugal

Loi sur le ministère des Affaires sociales
(L.R.Q., c. M-23, a. 10)

Loi sur le ministère du Revenu
(L.R.Q., c. M-31, a. 96)

1. Les bénéfices découlant de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) et des règlements adoptés en vertu de cette loi sont étendus à toute personne visée à l'Entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement du Portugal, conclue en langue française et signée le 20 mars 1981, apparaissant à l'annexe 1.

2. Ces bénéfices s'appliquent de la manière prévue à cette entente et à l'arrangement administratif général apparaissant à l'annexe 2.

ANNEXE 1

ENTENTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT DU PORTUGAL

Le Gouvernement du Québec et

Le Gouvernement du Portugal

soucieux de faciliter la mobilité des personnes entre le Portugal et le Québec,

conscients des avantages résultant de la coordination des législations de sécurité sociale québécoises et portugaises,

désireux d'assurer à leurs ressortissants respectifs certains bénéfices de la sécurité sociale de l'autre partie,

sont convenus de ce qui suit :

ENTENTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT DU PORTUGAL

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Pour l'application de l'Entente les expressions suivantes signifient :

a) « autorités compétentes » : les ministères ou organismes qui sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application des législations énumérées à l'article 2 de l'Entente ;

b) « emploi d'État » : pour le Québec, l'emploi d'une personne par le Gouvernement du Québec ; pour le Portugal, l'emploi d'une personne par l'Administration centrale, régionale et locale et les instituts publics qui ont la nature de services personnalisés ou de fonds publics ;

c) « périodes créditées » : désigne une période de cotisation permettant l'acquisition d'un droit à des prestations en vertu des législations énumérées à l'article 2 ; en outre, pour le Portugal, une période équivalente à une période de cotisation ;

d) « prestation » : comprend tous compléments ou majorations qui lui sont applicables ;

e) « prestation d'invalidité » : pour le Québec, comprend la rente d'invalidité et la rente d'enfant de cotisant invalide versées en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ; pour le Portugal, désigne la pension d'invalidité payable en vertu de la législation portugaise ;

f) « prestation de survie » : pour le Québec, comprend la rente de conjoint survivant, la rente d'orphelin et la prestation de décès versées en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ; pour le Portugal, comprend les pensions de survivant et de l'allocation de décès payables en vertu de la législation portugaise ;

g) « prestation de vieillesse » : pour le Québec, la rente de retraite versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ; pour le Portugal, comprend la pension de vieillesse payable en vertu de la législation portugaise ;

h) « ressortissant » : pour le Québec, toute personne de citoyenneté canadienne qui réside ou qui a résidé au Québec ; pour le Portugal, toute personne de nationalité portugaise ;

i) « territoire » : pour le Québec, le territoire de la province de Québec ; pour le Portugal, le territoire de la République portugaise ;

j) tout terme non défini au présent article a le sens qui lui est attribué en vertu de la législation applicable.

2. 1) Les dispositions de la présente Entente s'appliquent :

A) au Québec : à la Loi sur le régime de rentes du Québec ;

B) au Portugal :

i. à la législation relative au régime général de la prévoyance sociale des travailleurs salariés concernant les assurances invalidité, vieillesse et décès ;

ii. à la législation se rapportant à des régimes spéciaux pour certaines catégories de travailleurs, dans la mesure où cette législation se rapporte à des risques couverts sous la législation décrite au sous-paragraphe i.

2) La présente Entente s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires modifiant ou complétant les législations énumérées au paragraphe 1 du présent article.

Toutefois elle ne s'appliquera :

a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un accord intervient à cet effet entre les deux Parties ;

b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendent les régimes existants à d'autres catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas à cet égard, opposition de l'une ou l'autre des Parties notifiée à l'autre Partie dans un délai de trois mois à compter de la communication desdits actes faite conformément à l'article 18 de la présente Entente.

3. Les institutions compétentes responsables de l'application des législations prévues à l'article 2, sont celles désignées par l'Arrangement administratif.

4. 1) La présente Entente s'applique aux personnes qui sont ou ont été soumises aux législations énumérées à l'article 2 ainsi qu'aux personnes qui sont à leur charge au sens des législations applicables, et à leurs survivants.

2) Sous réserve de la présente Entente, toute personne à laquelle la législation de l'une ou l'autre Partie s'applique en vertu de cette Entente aura, en vertu de ladite législation, aux mêmes conditions et sans distinction de nationalité, les mêmes droits et obligations que ceux qui auraient été les siens sans recours à cette Entente.

5. Sous réserve des articles 6, 7 et 8, un travailleur n'est assujéti qu'à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle il travaille. S'il travaille simultanément sur le territoire des deux Parties, il n'est assujéti qu'à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle il déclare avoir son domicile.

6. 1) Ne sont pas assujétis au régime de sécurité sociale du lieu de travail, et demeurent assujétis au régime de sécurité sociale du pays d'origine :

a) de plein droit, les travailleurs détachés par leur employeur sur le territoire de l'autre Partie pour y effectuer un travail déterminé, pour autant que la durée du détachement n'excède pas 24 mois, y compris la durée des congés ;

b) sous réserve de l'accord préalable et conjoint des autorités compétentes des deux Parties, les travailleurs détachés par leur employeur sur le territoire de l'autre Partie pour y effectuer un travail déterminé, dont la durée initiale se prolonge au-delà des 24 mois visés au sous-paragraphe a ou dont la durée initialement prévue doit excéder 24 mois ;

c) les travailleurs occupant un emploi d'État relativement à l'une ou l'autre des Parties envoyés au cours de leur travail sur le territoire de l'autre Partie.

2) Le travailleur qui est recruté localement pour occuper un emploi d'État d'une Partie, sur le territoire de l'autre Partie, est soumis à la législation de cette dernière.

Toutefois,

a) un ressortissant d'une Partie qui est recruté localement par cette dernière pour occuper un emploi d'État sur le territoire de l'autre Partie a la faculté d'opter pour l'application de la législation de l'une ou l'autre Partie ;

b) le droit d'option dont il est fait mention à l'alinéa précédent doit être exercé dans un délai de 6 mois qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Entente pour les ressortissants recrutés avant cette date et dans les 6 mois suivant la date du recrutement dans les autres cas ;

c) le choix est exécutoire à compter du jour où l'intéressé en donne avis à l'autorité compétente appropriée.

7. 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la législation applicable à tout ressortissant d'une Partie, occupant un emploi sur le navire de l'autre, est la législation de cette dernière, comme si toutes conditions de citoyenneté, de résidence ou de domicile étaient satisfaites à l'égard de cette personne.

2) Tout membre d'équipage d'un navire d'une des deux Parties :

a) rémunéré par un employeur ayant une place d'affaires sur le territoire de l'autre Partie ;

et

b) résidant sur le territoire de l'autre Partie, est soumis à la législation de cette dernière Partie.

3) Aux termes du présent article, le terme navire d'une Partie désigne, un navire dont l'équipage est au service d'un employeur ayant sa principale place d'affaires sur le territoire de cette Partie.

8. Tout membre du personnel navigant au service d'un transporteur aérien international opérant sur le territoire des deux Parties, est soumis à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle se trouve la principale place d'affaire dudit transporteur. Toutefois, si ledit membre réside sur le territoire de l'autre Partie, il est assujéti à la législation de cette dernière.

9. Nonobstant les articles 6, 7 et 8, les autorités compétentes des deux Parties peuvent prendre tout arrangement jugé nécessaire dans l'intérêt de certaines personnes ou de certaines catégories de personnes conformément à l'esprit et aux principes fondamentaux de la présente Entente.

L'autorité compétente de la Partie à qui il est demandé d'appliquer sa législation transmet la demande à l'autorité de l'autre Partie qui, après avoir examiné cette demande, l'informe de sa décision.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS COMMUNES

10. Les dispositions du présent titre s'appliquent aux prestations de vieillesse, de survie et d'invalidité dans la mesure requise par chaque type de prestations.

11. Pour les fins de la présente Entente une demande de prestation faite en vertu de la législation d'une Partie, qui satisfait aux délais fixés pour la réception d'une demande de prestation par la législation de l'autre Partie, est considérée comme étant une demande de prestation faite en vertu de cette législation.

12. 1) Toute prestation payable par une Partie en vertu du présent titre doit être versée à son bénéficiaire même si celui-ci réside sur le territoire de l'autre Partie.

2) Toute prestation acquise au titre de la législation de l'une des deux Parties ne peut subir aucune réduction,

ni modification, ni suspension, ni confiscation du seul fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de l'autre Partie.

3) Toute prestation, y compris toute prestation pour personne à charge, devenue payable en vertu de la présente Entente par une Partie à la personne qui réside sur le territoire de l'autre, l'est également si cette personne transfère sa résidence sur un territoire autre que celui des Parties à la présente Entente.

CHAPITRE 2

DROIT AUX PRESTATIONS

13. Le travailleur qui, au cours de sa carrière, a été assujéti successivement ou alternativement aux législations énumérées à l'article 2 de la présente Entente, bénéficie, ainsi que ses personnes à charge, ses survivants et ayants droit, des prestations dans les conditions ci-après :

1) si l'intéressé satisfait aux conditions requises par la législation de l'une ou l'autre des Parties pour avoir droit aux prestations, l'institution compétente de cette Partie détermine le montant de la prestation selon les dispositions de la législation qu'elle applique, compte tenu des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation ;

2) si l'intéressé n'a pas droit à une prestation sur la base des seules périodes créditées en vertu de la législation d'une des Parties, l'ouverture du droit à ladite prestation est déterminée en totalisant les périodes créditées à son égard conformément aux dispositions des alinéas suivants :

a) pour les fins de la totalisation des périodes créditées prévues au présent article, le Québec reconnaît une année d'assurance lorsqu'il est attesté par l'institution compétente portugaise qu'un travailleur a accompli une période d'assurance ou équivalente en vertu du régime portugais pour au moins trois mois au cours d'une année civile.

Le Portugal reconnaît douze mois d'assurance pour chaque année d'assurance attestée par le Québec ;

b) pour l'application des législations québécoises et portugaises l'ensemble des périodes créditées sont totalisées à condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de l'ouverture du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit ;

c) aux fins d'une telle totalisation, seules sont retenues par l'institution québécoise, les périodes d'assurance à compter du 1^{er} janvier 1966 ou si le travailleur n'avait pas alors atteint l'âge de 18 ans, à compter de son 18^e anniversaire ;

d) les dispositions de l'Arrangement administratif déterminent les procédures à suivre dans le cas de superpositions de périodes d'assurance ;

3) lorsqu'un requérant se voit refuser le droit à une prestation d'un régime portugais parce qu'il ne remplit pas les conditions minimales d'assurance, compte tenu des dispositions du paragraphe 2 qui précède, le Portugal reconnaît comme période d'assurance équivalente, pour compléter cette période minimale, les périodes de résidence au Canada conformément aux dispositions suivantes :

a) seules sont prises en compte les périodes de résidence au Canada qui ne se superposent pas à une période d'assurance déjà reconnue en vertu du paragraphe 2 qui précède ;

b) le Portugal reconnaît un mois de cotisations sous la législation portugaise pour chaque mois de résidence au Canada reconnu en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

14. 1) Compte tenu de la totalisation des périodes affectées comme il est dit aux paragraphes 2 et 3 de l'article 13 de la présente Entente, l'institution compétente de chaque Partie détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit à une prestation au titre de cette législation.

2) Si le droit à la prestation est acquis, l'institution compétente de chaque Partie procède de la façon suivante :

a) l'institution compétente québécoise détermine le montant théorique de la prestation en attribuant la moyenne des gains ajustés réalisés au cours de la période d'assurance québécoise à chacune des années de la période d'assurance portugaise ; la prestation effectivement due à l'intéressé par l'institution compétente québécoise est fixée en calculant le montant de la prestation, telle qu'elle est déterminée au présent alinéa, au prorata des périodes d'assurance ou assimilées accomplies sous la législation de ladite institution par rapport à l'ensemble des périodes d'assurance ou assimilées accomplies sous les deux législations, totalisées conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 13 de la présente Entente ;

b) l'institution compétente portugaise calcule le montant de la pension en conformité des dispositions de la législation qu'elle applique, directement et exclusivement en fonction des périodes accomplies aux termes de ladite législation.

3) Si la somme des prestations à payer par les institutions compétentes des deux Parties n'atteint pas le montant minimal établi par la législation portugaise, l'intéressé résidant au Portugal a droit à un complément égal à la différence, à la charge de l'institution compétente portugaise.

15. La durée minimale d'assurance pour l'application du présent chapitre s'établit comme suit :

1) si une personne a cotisé pendant une seule année en vertu de la législation québécoise, l'article 14 de la présente Entente ne s'applique qu'à la législation portugaise ;

2) si une personne a cotisé pendant moins de 12 mois en vertu de la législation portugaise, l'article 14 de la présente Entente ne s'applique qu'à la législation québécoise.

CHAPITRE 3 DISPOSITIONS PROPRES AUX RÉGIMES PORTUGAIS

Cotisations volontaires

16. Pour déterminer l'admissibilité aux cotisations volontaires à son régime d'assurance générale obligatoire pour l'invalidité, la vieillesse et le décès, ainsi que les prestations de survivants, l'institution portugaise compétente prendra en considération, si nécessaire, pour compléter les périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique, les périodes créditées en vertu du Régime de rentes du Québec, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13.

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

17. 1) Un Arrangement administratif général, arrêté par les autorités compétentes des deux Parties, fixera, en tant que de besoin, les conditions d'application de la présente Entente. En outre, seront établis les modèles des formulaires nécessaires à la mise en oeuvre des procédures et formalités arrêtées en commun.

2) Dans cet Arrangement seront désignés les organismes de liaison des deux Parties.

18. 1) Les autorités compétentes et les institutions chargées de l'application de l'Entente :

a) se communiquent mutuellement tout renseignement requis en vue de l'application de l'Entente ;

b) se prêtent leurs bons offices et se fournissent mutuellement assistance sans aucun frais pour toute question relative à l'application de l'Entente ;

c) se transmettent mutuellement tout renseignement sur les mesures adoptées aux fins de l'application de la présente Entente ou sur les modifications apportées à leur législation respective pour autant que de telles modifications affectent l'application de l'Entente ;

d) se saisissent mutuellement des difficultés qui pourraient naître, sur le plan technique, de l'application des

dispositions de la présente Entente ou des arrangements complémentaires pris pour son application.

2) Tout renseignement fourni en vertu du paragraphe 1 ci-dessus est exclusivement utilisé en vue de l'application des dispositions de la présente Entente relativement à l'administration ou à l'exécution des législations auxquelles l'Entente s'applique.

3) Toute information communiquée par l'institution compétente d'une Partie à l'institution compétente de l'autre concernant une personne est confidentielle et est exclusivement utilisée en vue de l'application des dispositions de la présente Entente.

4) Le droit d'une personne de prendre connaissance de dossiers comportant des informations à son sujet est soumis aux lois et règlements de la Partie où se trouve le dossier.

5) Aux fins des paragraphes précédents le mot « information » désigne toute information comportant le nom de la personne ou à partir de laquelle l'identité d'une personne peut être facilement établie.

6) L'utilisation d'informations qui ne se rapportent pas à une personne ou qui ne permettent pas son identification est soumise aux lois et règlements des Parties.

19. Les prestations sont payables aux bénéficiaires dans la monnaie de la Partie qui effectue le paiement, sans aucune déduction pour frais d'administration, frais de transfert ou tout autre frais pouvant être encourus aux fins du paiement de ces prestations.

20. 1) Toute exemption ou réduction de frais prévue par la législation d'une Partie relativement à la délivrance d'un certificat ou document à produire en application de ladite législation est étendue aux certificats et documents en application de la législation de l'autre Partie.

2) Tout acte, document ou pièce quelconque à produire pour l'exécution de la présente Entente est dispensé du visa de légalisation ou de toute autre formalité similaire.

21. 1) Les demandes, avis ou recours qui, en vertu de la législation de l'une des Parties, auraient dû être présentés dans un délai prescrit à l'autorité ou à une institution compétente de ladite Partie ou à une institution responsable de l'application de cette Entente, mais qui ont été présentés dans le même délai à l'autorité ou à l'institution correspondante de l'autre Partie sont réputés avoir été présentés à l'autorité ou à l'institution de la première Partie. En ce cas, l'autorité ou l'institution de la deuxième Partie transmet, dès que possible, ces demandes, avis ou recours à l'autorité ou à l'institution de la première Partie.

2) Le pourvoi en appel d'une décision est considéré selon la procédure normale d'appel prévue en vertu de la législation de la Partie dont la décision fait l'objet de l'appel et l'institution compétente de cette Partie avise l'institution compétente de l'autre Partie de la décision rendue en appel.

22. 1) Les autorités compétentes des deux Parties s'engagent à résoudre, dans la mesure du possible, toute difficulté pouvant résulter de l'application de la présente Entente conformément à son esprit et à ses principes fondamentaux.

2) Un Comité mixte, formé de représentants désignés par les autorités compétentes de chacune des Parties, se réunit chaque année alternativement au Québec et au Portugal. Ce Comité a pour mandat de régler toute question relative à l'application de la présente Entente ou des arrangements subséquents et plus particulièrement les différends pouvant porter sur leur application.

TITRE IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

23. Chacune des Parties signataires de la présente Entente notifie à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Entente.

24. Les Parties conviennent d'étudier la possibilité d'étendre, s'il y a lieu, la présente Entente, aux autres domaines de la sécurité sociale, dans un délai d'une année suivant l'entrée en vigueur de ladite Entente. Les dispositions relatives à ces programmes de sécurité sociale feront l'objet d'ententes complémentaires.

25. 1) La présente Entente n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2) Sauf disposition contraire dans la présente Entente, toute période d'assurance accomplie en vertu de la législation de l'une des Parties avant la date d'entrée en vigueur de la présente Entente est prise en considération pour la détermination du droit aux prestations s'ouvrant conformément aux dispositions de la présente Entente.

3) Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 du présent article, une prestation est due en vertu de la présente Entente même si elle se rapporte à un événement antérieur à la date de son entrée en vigueur. Quant aux droits résultant de l'application du présent paragraphe, les dispositions prévues par les législations des deux Parties en ce qui concerne la déchéance ou la prescription des droits ne sont pas opposables aux intéressés, si une demande est présentée dans un délai de deux ans à compter

de l'entrée en vigueur de la présente Entente. Si la demande est présentée après l'expiration de ce délai, le droit aux prestations qui n'est pas frappé de déchéance ou qui n'est pas prescrit est acquis à partir de la date de la demande, à moins que des dispositions plus favorables de la législation d'une Partie ne soient applicables.

26. 1) La présente Entente est conclue pour une durée d'une année à partir de la date de son entrée en vigueur, laquelle sera fixée par échange de lettres entre les parties signataires. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

2) En cas de dénonciation, tout droit acquis par une personne en vertu des dispositions de la présente Entente sera maintenu.

Montréal, le 20 mars 1981.

Pour le Gouvernement du Québec,
Le ministre de l'Immigration,
GÉRALD GODIN.

Pour le Gouvernement du Portugal,
L'ambassadeur du Portugal au Canada,
LUIZ GOIS SIGUEIRA.

Le président du Comité de négociation des ententes de réciprocité en matière de sécurité sociale,
GILLES TRIGANNE.

ANNEXE 2 ARRANGEMENT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL RELATIF AUX MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE CONCLUE LE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT DU PORTUGAL EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Considérant l'article 17 de l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement du Portugal en matière de sécurité sociale, signée à le ci-après appelée l'Entente.

Les autorités compétentes des gouvernements respectifs représentés par :

- Du côté du Québec :
- Du côté du Portugal :

Désireuses de lui donner application en vue de faciliter la mobilité des personnes entre le Portugal et le Québec, sont convenues de ce qui suit :

TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Institutions compétentes : Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'Entente, les institutions compétentes désignées par chacune des Parties sont :

A) Pour le Québec :

- Le ministère du Revenu du Québec, en ce qui concerne la perception des contributions.
- La Régie des rentes du Québec, pour tout autre sujet.

B) Pour le Portugal :

- L'« Instituto de Gestão Financeira de Segurança Social » en ce qui concerne la perception des contributions.
- La « Caixa Nacional de Pensões », pour tout autre sujet.

2. Régimes spéciaux : Aux fins de l'alinéa ii du sous-paragraphe B du paragraphe 1 de l'article 2 de l'Entente, les régimes spéciaux sont ceux qui figurent à l'Annexe I du présent Arrangement.

3. Déclaration du domicile : La déclaration du domicile prévue à l'article 5 de l'Entente doit être faite par écrit et transmise, avec une demande d'émission d'un certificat d'assujettissement, à l'organisme de liaison de la Partie dont la législation doit s'appliquer. Lorsque le travailleur est un salarié, ces documents doivent être transmis à l'organisme de liaison par son employeur.

4. Assujettissement du travailleur détaché :

1) Dans les cas visés aux sous-paragraphe a et b du paragraphe 1 de l'article 6 de l'Entente, l'employeur du travailleur détaché fait parvenir les renseignements pertinents à l'organisme de liaison de la Partie dont la législation s'applique ; celui-ci émet, le cas échéant, le certificat d'assujettissement.

2) La période de 24 mois prévue au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 6 de l'Entente débute à la date de l'entrée en vigueur de l'Entente pour le travailleur qui est en détachement à cette date.

5. Droit d'option du ressortissant recruté localement :

1) L'option prévue au deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 6 de l'Entente s'exerce au moyen d'une demande d'émission d'un certificat d'assujettissement transmise à l'organisme de liaison de la Partie dont la législation doit s'appliquer.

2) Le droit d'option n'a à être exercé que lorsque le travailleur désire que la législation de la Partie dont il est ressortissant lui soit appliquée.

3) À défaut d'exercer le droit d'option dans le délai prévu, le ressortissant se voit appliquer la règle générale énoncée au premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 6 de l'Entente.

6. Obligations des Parties comme employeur : Aux fins du paragraphe 2 de l'article 6 de l'Entente, le gouvernement québécois et le gouvernement portugais s'engagent chacun, en tant qu'employeur, à observer les obligations que les dispositions des législations de l'autre Partie imposent à tout employeur.

7. Transmission du certificat d'assujettissement : Aux fins des articles 3, 4 et 5, lorsqu'un certificat d'assujettissement est émis, compte tenu de l'accord préalable et conjoint des autorités compétentes le cas échéant, l'organisme de liaison de la Partie dont la législation s'applique fait parvenir une copie du certificat d'assujettissement à l'organisme de liaison de l'autre Partie, au travailleur et à l'employeur s'il y a lieu.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS RELATIVES À LA DÉTERMINATION DES PÉRIODES D'ASSURANCE

8. Superposition des périodes créditées : Pour les fins de la totalisation telle que décrite à l'article 13 de l'Entente, les périodes créditées en vertu des législations de chacune des Parties et qui se superposent ne sont prises en compte qu'une seule fois par chacune des Parties.

Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer avec exactitude à quelle époque se situent les périodes créditées en vertu de la législation d'une Partie, ces périodes sont présumées ne pas se superposer aux périodes créditées en vertu de la législation de l'autre Partie.

CHAPITRE 2

LA DEMANDE

9. Présentation de la demande :

1) Le requérant qui désire recevoir une prestation en vertu de l'Entente doit adresser sa demande à la Régie des rentes du Québec, s'il demeure au Québec ou s'il demeure ailleurs au Canada et n'a contribué qu'au Régime de rentes du Québec. S'il demeure au Portugal, le requérant s'adresse à la « Caixa Nacional de Pensões ».

2) Le requérant qui demeure sur le territoire d'un pays tiers adresse sa demande à l'institution compétente de celle des Parties sous la législation de laquelle le travailleur a contribué en dernier lieu.

3) Nonobstant les paragraphes 1 et 2 du présent article, la demande adressée à l'institution d'une Partie est recevable par l'autre. Dans ce cas, la demande en cause doit être transmise sans retard à l'institution compétente de l'autre Partie avec l'indication de la date à laquelle la demande a été reçue initialement.

10. Formulaire de demande à l'intention de l'autre Partie :

1) L'institution compétente qui a reçu une demande conformément à l'article 9 du présent Arrangement transmet, le cas échéant par l'intermédiaire de l'organisme de liaison, la demande à l'institution compétente de l'autre Partie, accompagnée des pièces justificatives requises. Cette disposition s'applique même si aucune prestation n'est payable par l'institution de la première Partie.

2) Les renseignements relatifs à l'état civil inscrits sur la formule de demande mentionnée au paragraphe précédent sont certifiés par l'institution compétente qui transmet la demande.

3) Les documents originaux ou leurs copies sont conservés par l'institution compétente à laquelle ils ont été soumis et des copies de ces documents devront, sur demande, être mises à la disposition de l'autre institution compétente.

4) Tout autre document requis accompagne la formule de demande.

11. Traitement de la demande :

1) La demande dont il est fait mention à l'article 10 de l'Arrangement est transmise à l'institution compétente de l'autre Partie, accompagnée d'un formulaire de liaison en double exemplaire. Ce formulaire mentionne en particulier les périodes d'assurance créditées en vertu de la législation appliquée par l'institution compétente transmettant ledit formulaire, ainsi que les droits découlant de ces périodes.

2) Sur réception du dossier, l'institution compétente de l'autre Partie détermine les droits du requérant sur la base des seules périodes d'assurance accomplies en vertu de sa propre législation, ou, le cas échéant, ceux qui peuvent résulter de la totalisation des périodes créditées en vertu de la législation des deux Parties. Cette même institution transmet alors à l'institution compétente de la première Partie une copie du formulaire de liaison, en y ajoutant les renseignements concernant les périodes d'assurance accomplies en vertu de sa propre législation.

ainsi que les droits acquis par le requérant en regard des prestations.

3) Sur réception du formulaire de liaison comprenant les données et les renseignements prévus au paragraphe 2 du présent article, l'institution compétente auprès de laquelle la demande a été soumise en premier lieu, ayant déterminé, s'il y a lieu, les droits découlant pour le requérant de la totalisation des périodes assurées en vertu de la législation des deux Parties, prend sa propre décision au sujet de la demande et en informe l'autre institution compétente, au moyen du formulaire de liaison.

12. Avis au requérant : Dès qu'une décision est prise par une institution compétente en vertu de sa législation, elle en avise le requérant et lui fait part des voies et délais de recours prévus par sa propre législation ; elle en informe l'institution de l'autre Partie.

CHAPITRE 3 CALCUL DES PRESTATIONS

13. A) Lorsqu'une prestation devient payable par le Québec, conformément aux dispositions de l'Entente, le calcul de la prestation se fait de la façon suivante :

1) La totalisation des périodes d'assurance s'effectue selon les dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de l'Entente, compte tenu de l'article 8 de l'Arrangement ;

2) Le montant théorique de la partie de la prestation reliée aux gains est obtenu en procédant comme suit :

a) ajuster les gains inscrits au registre des gains du requérant au Québec ;

b) calculer la moyenne des gains ainsi ajustés ;

c) imputer cette moyenne des gains pour chaque année d'assurance au Portugal pour lesquels aucun gain admissible n'apparaît au registre des gains ;

d) calculer le montant théorique de la partie de la prestation reliée aux gains conformément aux dispositions de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

3) Le montant théorique de la partie fixe de la prestation est déterminé comme étant le montant total de la partie fixe de la prestation à taux uniforme telle qu'établie par la législation du Québec ;

4) Le montant théorique global de la prestation s'obtient en faisant la somme des résultats obtenus en 2 et 3 ci-dessus ;

5) Le montant théorique de la rente d'orphelin, de la prestation de décès et de la rente d'enfant de cotisant invalide est celui fixé par la législation du Québec ;

6) Le montant des prestations effectivement payées par le Québec est obtenu par l'application des dispositions du sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 14 de l'Entente ;

B) Lorsqu'une prestation devient payable par le Portugal, le montant des prestations effectivement payées par le Portugal est obtenu par l'application des dispositions du sous-paragraphe b du paragraphe 2 et du paragraphe 3 de l'article 14 de l'Entente.

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

14. Assistance et examens médicaux :

1) Lorsque le requérant ou le titulaire d'une prestation d'invalidité payable par une Partie réside sur le territoire de l'autre, l'institution débitrice peut, en tout temps, demander aux institutions compétentes de l'autre Partie de faire procéder aux examens médicaux qu'elle requiert.

2) La transmission des renseignements médicaux déjà en possession des institutions compétentes fait partie intégrante de l'assistance administrative et se fait sans frais.

Toutefois, les frais résultant des examens médicaux supplémentaires sont à la charge de l'institution qui requiert ces examens.

3) Les frais résultant d'examen médicaux requis sont comptabilisés trimestriellement ou selon toute autre périodicité fixée d'un commun accord par les organismes de liaison et remboursés par l'institution débitrice sur réception du compte expédié par l'organisme de liaison de la Partie qui les a dispensés.

15. Échange de renseignements : Lorsqu'il est constaté par l'institution d'une Partie une modification dans la situation du bénéficiaire, un rapport à cet effet est adressé à l'institution de l'autre Partie.

16. Formulaires : Les modèles de formulaires, attestations, notifications et rapports nécessaires à la mise en oeuvre des procédures et formalités prévues par le présent Arrangement pourront être établis d'un commun accord par les organismes de liaison.

17. Organismes de liaison : Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 17 de l'Entente, les organismes de liaison désignés par chacune des Parties sont :

A) Pour le Québec :

Direction générale des affaires internationales, ministère des Affaires intergouvernementales.

B) Pour le Portugal :

La « Caixa Central de Segurança Social dos Trabalhadores Migrantes ».

18. Entrée en vigueur : L'Arrangement entre en vigueur à la même date que l'Entente. La reconduction ou la dénonciation de l'Entente valent reconduction ou dénonciation de l'Arrangement.

Montréal, le 20 mars 1981.

Pour le Gouvernement du Québec,
Le ministre de l'Immigration,
GÉRALD GODIN.

Pour le Gouvernement du Portugal,
L'ambassadeur du Portugal au Canada,
LUIZ GOIS SIGUEIRA.

Le président du Comité de négociation des ententes de réciprocité en matière de sécurité sociale,
GILLES TRIGANNE.

ANNEXE I

Liste des régimes spéciaux portugais conformément à l'article 2 du présent Arrangement :

- régimes spéciaux des travailleurs ruraux,
- régimes spéciaux des travailleurs indépendants,
- régimes transitoires des cheminots,
- régime transitoire des travailleurs des transports collectifs du Porto.



c. M-23, r.3

Règlement sur la mise en oeuvre de l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale

Loi sur le ministère des Affaires sociales
(L.R.Q., c. M-23, a. 10)

Loi sur le ministère du Revenu
(L.R.Q., c. M-31, a. 96)

1. Les dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), la Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., c. A-17), la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., c. A-28), la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29), la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) et des règlements adoptés en vertu de ces lois, sont étendues à toute personne visée dans l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale intervenue le 12 février 1979, apparaissant à l'annexe 1 du Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale (c. S-2.1, r.12).

2. Ces dispositions s'appliquent de la manière prévue à cette entente et aux arrangements administratifs général et complémentaire apparaissant aux annexes 2 et 3 du Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale.



c. M-23, r.4

Règlement 1 sur la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales

Loi sur le ministère des Affaires sociales
(L.R.Q., c. M-23, a. 8)

1. Les fonctionnaires du ministère des Affaires sociales dont les noms suivent sont autorisés à signer, avec la même autorité que le ministre des Affaires sociales, les actes, documents ou écrits indiqués ci-dessous : Monsieur Richard Dufour, sous-ministre adjoint et directeur général de l'administration, monsieur Roland Letarte, adjoint au directeur général de l'administration ou monsieur Jules Côté, directeur du budget :

tout acte, document ou écrit en vue de transférer, céder et transporter au fiduciaire nommé en vertu d'un acte ou d'une convention de fiducie, les subventions accordées par décret à même les crédits du ministère des Affaires sociales pour garantir le capital et l'intérêt des émissions d'obligations d'un établissement public ou d'un conseil régional au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), de la Corporation d'hébergement du Québec visée dans l'article 178.1 de la même loi ou de tout autre organisme qui relève de la juridiction du ministère des Affaires sociales.



c. M-23, r.5

Règlement 2 sur la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales

Loi sur le ministère des Affaires sociales
(L.R.Q., c. M-23, a. 8)

I. Les fonctionnaires du ministère des Affaires sociales dont les noms suivent sont autorisés à signer avec la même autorité que le ministre des Affaires sociales, les actes, documents ou écrits indiqués ci-dessous :

a) Monsieur Richard Dufour, sous-ministre adjoint à la Direction générale de l'administration ou monsieur Jean-Claude Lafleur, adjoint au directeur général de l'administration :

i. les lettres autorisant les établissements à être partie à un contrat d'approvisionnement qui implique un coût de main-d'oeuvre résiduaire attribuable au transfert de certaines tâches de l'établissement à une entreprise indépendante ;

ii. les lettres autorisant les établissements à retenir les services d'experts-conseils, d'architectes ou d'ingénieurs-conseils ;

iii. les lettres autorisant les établissements à faire un appel d'offres à un nombre restreint d'entrepreneurs compétents et solvables ;

iv. les lettres autorisant, à la demande d'un établissement, un soumissionnaire à changer de sous-traitant et à modifier les prix et conditions que les sous-traitants lui ont soumis ;

v. les lettres autorisant, dans un cas de force majeure, un entrepreneur général, qui s'est désigné lui-même pour effectuer des opérations spécialisées pouvant faire l'objet d'un contrat à un sous-traitant, à confier ces travaux à un sous-traitant ;

vi. les lettres autorisant les établissements à accepter une offre ;

vii. les lettres approuvant, après acceptation par les établissements et sur recommandation de l'architecte, les travaux trouvés conformes aux plans et devis jugés satisfaisants par la direction des établissements ;

viii. les lettres d'approbation d'emprunts bancaires par les établissements aux fins d'immobilisation ;

ix. les certificats et autorisations relatifs aux fonds de dotation ou à destination spéciale et aux dons assortis d'une condition ayant trait à des immobilisations ;

b) Monsieur Richard Dufour, sous-ministre adjoint à la Direction générale de l'administration :

i. les lettres autorisant les établissements à procéder à la rédaction des esquisses préliminaires ;

ii. les lettres autorisant les établissements à procéder à la rédaction des esquisses définitives ;

iii. les lettres autorisant les établissements à procéder à la rédaction de plans et devis complets ;

iv. les lettres autorisant les établissements à lancer les appels d'offres pour tout projet de construction, d'agrandissement ou de transformation ;

v. les lettres autorisant les établissements à réduire les délais mentionnés aux paragraphes a, b et c de l'article 314 du Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (c. S-5, r.1), pourvu qu'en aucun cas ces délais ne soient inférieurs à une semaine ;

vi. les lettres désignant une personne pour assister à l'ouverture des soumissions aux date, heure et lieu mentionnés dans l'appel d'offres ;

c) Monsieur Réjean Cantin, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de santé ou monsieur Luc Malo, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de services sociaux :

i. les lettres autorisant les établissements à procéder à un appel d'offres en vue d'effectuer des achats de mobilier et d'équipement ;

ii. les lettres autorisant les établissements à procéder à des achats de mobilier et d'équipement, y compris ceux qui sont financés à même des dons, sauf pour l'équipement médical dont le prix excède 25 000 \$;

iii. les lettres autorisant les établissements à être partie à un contrat d'approvisionnement en ce qui a trait à l'usage d'équipement dans les domaines suivants, dans la mesure où la valeur de l'équipement n'est pas supérieure à 25 000 \$:

A) la radiologie diagnostique ;

B) la radiologie thérapeutique ;

C) la médecine nucléaire et les isotopes ;

D) l'informatique ;

- E) l'automatisation des laboratoires ;
- F) l'hémodialyse ;
- G) l'appareillage de surveillance électronique requis par les soins intensifs et coronariens ;
- H) l'anesthésie et la réanimation ;

d) Monsieur Réjean Cantin, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de santé, monsieur Robert Dallaire, directeur des Ressources matérielles et financières à la Direction générale des programmes de santé, monsieur Luc Malo, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de services sociaux et monsieur Raymond Plamondon, directeur des Ressources matérielles ou financières à la Direction générale des programmes de services sociaux :

- i. les ententes ou contrats que le ministre est autorisé à signer avec les établissements ;
- ii. l'approbation et la révision des budgets que les établissements doivent soumettre au ministre, les subventions spéciales de fonctionnement ;
- iii. les communications émises à l'adresse des établissements relativement à toute question pertinente à leurs finances et notamment :
 - A) à la comptabilité ;
 - B) aux statistiques ;
 - C) à la préparation et au respect du budget ;
 - D) à la vérification des comptes ;
- iv. l'approbation des emprunts bancaires contractés par les établissements pour des fins de fonctionnement ;
- v. les subventions consenties à des établissements, des organismes ou des individus pour fins de recherche ou de démonstration ;
- vi. les certificats et autorisations, relatifs au fonds de dotation ou à destination spéciale et au don assorti d'une condition, ayant trait à des activités de services, d'enseignement ou de recherche requis par les articles 276 à 295 du Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ;

e) Monsieur Réjean Cantin, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de santé ou monsieur Jules Côté, directeur du Budget :

- i. les ententes prises en règlement des réclamations que le ministère est habilité à faire valoir à l'encontre des bénéficiaires ou des tierces parties conjointement ou non avec d'autres organismes ;
- ii. les réclamations et communications faites aux fins des ententes par lesquelles le Gouvernement du Canada

rembourse en totalité ou en partie le coût des programmes du ministère ;

f) le sous-ministre adjoint et directeur général des Relations professionnelles, monsieur Jean Meloche :

i. l'approbation des contrats de services professionnels conclus entre un établissement et un médecin spécialiste en vertu de l'entente conclue le 4 novembre 1976 entre le ministre des Affaires sociales et la Fédération des médecins spécialistes du Québec relative au régime d'assurance-maladie et au régime d'assurance-hospitalisation ;

g) Monsieur Réjean Cantin, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de santé ou monsieur Luc Malo, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de services sociaux :

- i. tout permis d'exploiter un établissement tel que défini dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ainsi que le renouvellement d'un tel permis ;
- ii. tout permis d'exploiter un laboratoire, une banque d'organes et de tissus, une colonie de vacances, un service d'ambulance, tout permis permettant de pratiquer l'embaumement, la crémation ou la thanatopraxie ou tout permis permettant d'agir comme directeur de funérailles tel que défini dans la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35) ainsi que le renouvellement d'un tel permis ;
- iii. tout avis relatif à la cession ou au transport d'un tel permis ;
- iv. tout avis préalable à l'annulation, à la suspension ou au refus de renouveler un tel permis ;
- h) Monsieur Luc Malo, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de services sociaux ou monsieur Jean-Claude Gagné, directeur de la Réadaptation :

i. la reconnaissance des sociétés d'adoption et des lettres ou autres écrits incombant au ministère des Affaires sociales en vertu de la Loi sur l'adoption (L.R.Q., c. A-7) et de ses règlements ;

ii. les lettres, écrits ou documents relatifs à la tutelle d'office confiés au ministère des Affaires sociales par l'article 45 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., c. P-34.1) ;

iii. les lettres, écrits ou documents relatifs à l'approbation des règlements déterminant les critères d'admission des personnes dans les centres d'accueil, conformément à l'article 75 du Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (c. S-5, r.1) ;

iv. les ordonnances d'admission de prolongation de séjour, de transfert et de congé définitif en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse ;

i) Monsieur Réjean Cantin, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de santé :

i. les lettres relatives au transfert des malades psychiatriques entre établissements ;

j) Monsieur Jean Meloche, sous-ministre adjoint à la Direction générale des relations de travail, monsieur Albert Melançon ou monsieur Paul L'Archevêque :

i. l'approbation des termes du contrat d'affiliation conclu entre un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et une institution d'enseignement secondaire ou collégial reconnue par le ministre de l'Éducation et le ministre des Affaires sociales conformément à l'article 125 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ;

k) Monsieur Martin Laberge, président et directeur général de la Régie de l'assurance-maladie du Québec :

i. les accords conclus, sous l'autorité de l'article 10 de la Loi sur le ministère des Affaires sociales (L.R.Q., c. M-23), avec tout citoyen étranger travaillant au Québec au service d'un gouvernement autre que celui du Canada ou du Québec ou au service d'un organisme relevant d'un gouvernement autre que celui du Canada ou du Québec pour être considéré comme bénéficiaire des services assurés en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., c. A-28) et de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29) ;

l) Mademoiselle Lise-Anne Lefebvre ou monsieur Paul-Émile Descarreaux :

i. la recommandation adressée au ministère des Affaires sociales à chaque émission de chèque aux bénéficiaires du programme de remboursement d'impôt foncier scolaire ;

m) le directeur général et sous-ministre adjoint à l'administration, monsieur Richard Dufour ou l'adjoint au directeur général, monsieur Roland Letarte :

i. les contrats de services de transport et de communications, y compris les contrats de services reliés à la publicité ;

ii. les contrats de services professionnels, administratifs ou autres ;

iii. les contrats d'entretien et de réparation ;

iv. les baux et les contrats de location ;

v. les contrats d'achats ;

n) le directeur des Communications, monsieur Jacques Pigeon :

i. les contrats de service reliés à la publicité d'un montant inférieur à 5 000 \$;

o) Monsieur Jean-Claude Gagné :

i. les lettres approuvant les règlements des conseils régionaux créant les commissions nécessaires à la poursuite de leurs fins, y compris les commissions administratives en vertu de l'article 17 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

p) Monsieur Jean Meloche, sous-ministre adjoint à la Direction générale des relations de travail :

i. les contrats de services reliant le ministère des Affaires sociales et les institutions d'enseignement en matière de cours de formation et de perfectionnement ;

q) le directeur des services auxiliaires, monsieur Jean Clavet, le chef du service de l'approvisionnement, monsieur André Brousseau, le chef de la division du matériel, monsieur André Robillard ou le chef du service de l'administration des laboratoires, monsieur Bruno Messier :

i. les commandes locales et les demandes de livraison.

A.C. 2674-76, (1976) 108 G.O. II, 5269
A.C. 3478-76, (1976) 108 G.O. II, 6111
A.C. 3766-76, (1976) 108 G.O. II, 6279
A.C. 1119-77, (1977) 109 G.O. II, 2157
A.C. 1934-77, (1977) 109 G.O. II, 3421
A.C. 2562-77, (1977) 109 G.O. II, 5049
A.C. 110-78, (1978) 110 G.O. II, 437
A.C. 2520-78, (1978) 110 G.O. II, 5533
A.C. 2721-78, (1978) 110 G.O. II, 5873
A.C. 3590-78, (1978) 110 G.O. II, 6685
A.C. 2214-79, (1979) 111 G.O. II, 6047
D. 2488-80, (1980) 112 G.O. II, 5647
D. 66-81, (1981) 113 G.O. II, 409



c. M-23, r.6

Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales au moyen d'un appareil automatique

Loi sur le ministère des Affaires sociales
(L.R.Q., c. M-23, a. 8)

1. La signature de monsieur Luc Malo, sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de services sociaux, peut être apposée au moyen d'un appareil automatique sur les permis d'exploiter un établissement défini dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) qu'il est autorisé à signer et ce, conformément au Règlement 2 sur la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales (c. M-23, r.5).



c. M-23.1, r.1

Règlement sur les catégories de ressortissants étrangers dans une situation particulière de détresse

Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration

(L.R.Q., c. M-16, a. 3.1 et 3.3 ; mod. L.Q., 1981, c. 9 ; après refonte : L.R.Q., c. M-23.1)

1. Pour les fins de l'application des sous-paragraphes i et ii du paragraphe b de l'article 18 du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers (c. M-23.1, r.2), est reconnue comme appartenant à la catégorie particulière de détresse d'Indochinois, une personne qui :

- a) est citoyen ou a son domicile dans un des pays énumérés à l'annexe A ;
- b) a quitté, après le 30 avril 1975, le pays dont il a la citoyenneté ou le pays dans lequel il avait son domicile ;
- c) n'a pas acquis de nouveau domicile ;
- d) ne peut pas se prévaloir de la protection de tout autre pays ; et
- e) est à l'étranger et désire s'établir au Québec.

2. Pour les fins de l'application du sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 18 de ce Règlement, est reconnue comme appartenant à la catégorie particulière de détresse de Latino-Américains, une personne qui :

- a) est citoyen de l'un des pays énumérés à l'annexe B ;
- b) est dans le pays de sa citoyenneté ;
- c) ne peut ou ne veut se réclamer de la protection du pays dont il a la citoyenneté ; et
- d) désire s'établir au Québec.

3. Pour les fins de l'application des sous-paragraphes i et ii du paragraphe b de l'article 18 de ce Règlement, est reconnue comme appartenant à la catégorie particulière de détresse d'exilés volontaires, une personne qui :

- a) est citoyen, ancien citoyen ou a déjà eu son domicile dans un des pays énumérés à l'annexe C ;
- b) se trouve à l'étranger, n'a pas son domicile ou ne séjourne pas dans l'un des pays énumérés aux annexes C ou D ;

c) ne veut ou ne peut retourner dans le pays dont il a la citoyenneté ou le pays dans lequel il avait son domicile ;

d) n'a pas acquis un domicile dans un autre pays ; et

e) désire s'établir au Québec.

ANNEXE A

(a. 1)

- Kampuchea démocratique
- République populaire du Laos
- République socialiste du Viêt-nam

ANNEXE B

(a. 2)

- Argentine
- Chili
- Uruguay

ANNEXE C

(a. 3)

- Albanie
- Bulgarie
- Tchécoslovaquie
- République démocratique allemande
- Hongrie
- Pologne
- Roumanie
- Union des républiques socialistes soviétiques

ANNEXE D

(a. 3)

- Yougoslavie

A.C. 1908-79, (1979) 111 G.O.II, 5941

D. 3100-80, (1980) 112 G.O.II, 5929

D. 3738-80, (1980) 112 G.O.II, 6941



c. M-23.1, r.2

Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers

Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration
(L.R.Q., c. M-16, a. 3.1, 3.2 et 3.3 ; mod. L.Q., 1981, c. 9 ; après refonte : L.R.Q., c. M-23.1)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§1. Définitions et interprétation

1. 1) Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « classification canadienne descriptive des professions » : la publication, telle que modifiée, portant ce titre et autorisée en 1971 par le ministre fédéral de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration ;

b) « Convention » : la Convention des Nations-Unies relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et le protocole signé à New York le 31 janvier 1967 ;

c) « emploi » : toute activité rétribuée ou raisonnablement susceptible de l'être ;

d) « enfant » : par rapport à toute personne,

i. l'enfant issu du mariage de cette personne et qui posséderait l'état d'enfant légitime si son père avait été domicilié au Québec à sa naissance ;

ii. l'enfant né d'une femme qui,

A) est résidente du Québec ; ou

B) peut obtenir un certificat de sélection et qui accompagne cet enfant au Québec ; ou

iii. l'enfant adopté par cette personne avant l'âge de 13 ans ;

e) « établissement d'enseignement » : toute institution légalement autorisée à dispenser un enseignement ;

f) « fonctionnaire à l'immigration » : le fonctionnaire désigné par le ministre pour l'application du présent règlement ;

g) « garant » : la personne qui s'engage, conformément à la section III, en faveur d'un ressortissant étranger

décrit aux articles 18, 19, 20 ou au paragraphe d de l'article 21 ;

h) « Loi » : la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., c. M-16 ; mod. L.Q., 1981, c. 9 ; après refonte : L.R.Q., c. M-23.1) ;

i) « ministre » : le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec ;

j) « personne à charge » : par rapport à toute personne, son conjoint et tout enfant célibataire, âgé de moins de 21 ans, de cette personne ou de son conjoint ;

k) « personne à charge qui l'accompagne » : par rapport à un ressortissant étranger, une personne à charge qui obtient un certificat de sélection ou d'acceptation afin de suivre ou d'accompagner au Québec ce ressortissant lorsque celui-ci obtient un certificat de sélection ou d'acceptation ;

l) « résident du Québec » : tout citoyen canadien ou résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52), qui est domicilié au Québec.

2) Aux fins du présent règlement, un neveu ou une nièce comprend, par rapport à toute personne, l'enfant né hors mariage d'une soeur de cette personne.

§2. Procédure d'obtention d'un certificat de sélection et d'acceptation

2. La demande de certificat de sélection visée à l'article 3.1 de la Loi, ou de certificat d'acceptation visée à l'article 3.2 de la Loi, est présentée au ministre par un ressortissant étranger pour lui-même et pour les personnes à charge qui l'accompagnent. Elle peut aussi être faite en leur nom par une personne ayant le droit d'agir pour eux lorsque le ressortissant étranger n'a pas la capacité légale. De plus, dans le cas d'un ressortissant étranger appartenant à la catégorie des immigrants indépendants, la demande de certificat de sélection est présentée par ce ressortissant étranger, ou à son choix, par son conjoint.

3. Tout ressortissant étranger désirant s'établir à titre permanent au Québec doit être détenteur d'un certificat de sélection délivré par le ministre en vertu de l'article 3.1 de la Loi.

Il doit en faire la demande sur un formulaire conforme à celui reproduit à l'annexe D.

4. Tout ressortissant étranger désirant séjourner temporairement au Québec pour travailler, étudier ou recevoir

un traitement médical doit être détenteur d'un certificat d'acceptation délivré par le ministre en vertu de l'article 3.2 de la Loi.

Il doit en faire la demande sur un formulaire conforme à celui reproduit à l'annexe E.

5. La demande de certificat de sélection ou de certificat d'acceptation est présentée soit à un bureau d'immigration du Québec établi en vertu de l'article 5 de la Loi, soit à un bureau d'immigration au Québec, soit par l'intermédiaire d'un consulat ou d'une ambassade du Gouvernement du Canada.

6. Le ministre détermine à quelle catégorie de ressortissants étrangers appartient celui qui demande un certificat de sélection.

7. La demande de certificat de sélection d'un ressortissant étranger appartenant à la catégorie des immigrants indépendants fait l'objet d'un examen préliminaire suivant les facteurs énumérés à l'annexe A, à l'exception des critères *a* et *b* du facteur 3.

La demande qui, suite à cet examen préliminaire, obtient moins de 30% des points possibles ou qui n'obtient aucun point aux facteurs 4 ou 5 de l'annexe A, est rejetée et le ressortissant étranger en est avisé en conséquence dans un délai de 60 jours suivant la date de l'examen préliminaire.

8. Sauf si sa demande a été rejetée conformément au deuxième alinéa de l'article 7, tout ressortissant étranger qui soumet une demande de certificat de sélection ou de certificat d'acceptation fait l'objet d'une entrevue ; il est avisé préalablement du lieu et de la date de son entrevue ainsi que des documents qu'il est requis de présenter aux fins d'établir qu'il répond aux exigences du présent règlement.

9. Le ressortissant étranger qui présente une demande de certificat de sélection ou de certificat d'acceptation doit répondre aux questions d'un fonctionnaire à l'immigration et produire les documents que ce fonctionnaire réclame aux fins d'établir qu'il répond aux exigences du présent règlement.

10. Le garant doit répondre aux questions d'un fonctionnaire à l'immigration et produire les documents que ce fonctionnaire réclame aux fins d'établir qu'il répond aux exigences du présent règlement.

11. Le ressortissant étranger, ou le garant, doit fournir la preuve de tout fait à l'appui de sa demande de certificat

de sélection ou d'acceptation de sa demande d'engagement.

12. La preuve d'âge, de mariage, de filiation ou de tout fait juridique survenu dans un autre pays, ou le jugement d'un tribunal étranger, s'établit en produisant une copie certifiée du document qui fait preuve légale dans ce pays.

13. La preuve d'un fait qui n'est pas un fait juridique s'établit par une déclaration écrite appuyée d'un serment ou par la production de documents qui attestent ce fait. Le ministre, de plus, peut tenir ou faire tenir une enquête à cet effet.

14. Lorsqu'il est impossible de fournir les documents visés à l'article 12, notamment lorsque ces documents ont été détruits, tout autre document visant à établir cette preuve peut être présenté ; le ministre peut tenir ou faire tenir une enquête s'il juge que cette preuve n'est pas établie.

15. Le ressortissant étranger est avisé de l'acceptation ou du refus de sa demande de certificat de sélection ou d'acceptation dans un délai de 60 jours à compter de cette décision.

Le certificat de sélection émis suite à l'acceptation de la demande est valide pour une période de 6 mois à compter de la date de son émission.

Le certificat d'acceptation émis suite à l'acceptation de la demande est valide pour une période maximale de 12 mois à compter du début de la période d'étude, de travail ou de séjour thérapeutique.

16. La personne qui veut se porter garant est avisée du fait qu'elle répond ou non aux exigences du présent règlement dans un délai de 60 jours à compter de cette décision.

Si elle ne répond pas aux exigences du présent règlement, les motifs du refus lui sont communiqués avec la décision.

§3. Catégories de ressortissants étrangers désirant s'établir à titre permanent au Québec

17. Aux fins d'une demande de certificat de sélection, le ressortissant étranger qui désire s'établir à titre permanent au Québec appartient à l'une des 3 catégories suivantes :

- a) catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse ;
- b) catégorie de la famille ; ou

c) catégorie des immigrants indépendants.

18. La catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse comprend un ressortissant étranger qui,

a) est reconnu, au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52), comme un réfugié au sens de la Convention ;

b) fait partie d'une catégorie de ressortissants étrangers reconnue par règlement comme :

i. craignant avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques et qui ne serait pas exclu de l'application de la Convention à cause d'un crime ou de ses gestes personnels ;

ii. se trouvant hors du pays de sa résidence à cause d'une guerre, de troubles civils ou d'un changement de régime politique, et est incapable de retourner vivre dans le pays de sa résidence parce qu'il craint avec raison que sa sécurité personnelle ne soit mise en danger ; ou

iii. étant victime d'un cataclysme naturel qui a détruit l'environnement de son lieu de résidence.

19. La catégorie de la famille désigne un ressortissant étranger qui, par rapport à un résident du Québec, est :

a) son conjoint ;

b) son enfant célibataire âgé de moins de 21 ans ;

c) son père, sa mère, son grand-père ou sa grand-mère âgé d'au moins 60 ans ;

d) son père, sa mère, son grand-père ou sa grand-mère âgé de moins de 60 ans, si ce ressortissant étranger et son conjoint sont incapables d'exercer un emploi ou s'il est veuf ;

e) son frère, sa soeur, son neveu, sa nièce, son petit-fils ou sa petite-fille, orphelin, âgé de moins de 18 ans et célibataire ;

f) son fiancé ;

g) une personne mineure que ce résident du Québec a l'intention d'adopter et qu'il peut adopter en vertu de la Loi sur l'adoption (L.R.Q., c. A-7) ; et

h) un parent, indépendamment de son âge ou de son lien de parenté avec le résident du Québec, lorsque ce résident du Québec n'a pas de conjoint, d'enfant, de père, de mère, de grand-père, de grand-mère, de frère, de soeur, d'oncle, de tante, de neveu ou de nièce :

i. qui soit citoyen canadien ou résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) ; ou

ii. dont il puisse se porter garant conformément à l'article 23.

20. Malgré les paragraphes c et d de l'article 19, fait aussi partie de la catégorie de la famille, indépendamment de son âge, de son statut matrimonial ou de sa capacité d'exercer un emploi, le père ou la mère d'un citoyen canadien domicilié au Québec qui se porte garant de sa demande conformément à l'article 23.

21. La catégorie des immigrants indépendants comprend un ressortissant étranger :

a) âgé d'au moins 18 ans qui vient occuper au Québec un emploi permanent et à plein temps ;

b) âgé d'au moins 18 ans qui vient au Québec pour :

i. créer ou acquérir une exploitation agricole afin de la gérer lui-même ;

ii. créer ou acquérir, pour la gérer lui-même, une entreprise industrielle ou commerciale qui emploiera immédiatement, de façon permanente et à plein temps, au moins 3 résidents du Québec autres que le ressortissant étranger et les personnes à charge qui l'accompagnent ; ou

iii. entrer dans une entreprise décrite aux sous-paragraphes i et ii comme associé participant à la gestion et aux opérations quotidiennes.

Un ressortissant étranger visé au présent paragraphe est désigné un « entrepreneur » ;

c) âgé d'au moins 18 ans qui :

i. sans se qualifier comme entrepreneur, vient au Québec pour créer ou acquérir une entreprise qu'il gèrera lui-même ; ou

ii. considérant notamment sa réputation internationale, contribuera à la vie culturelle ou artistique du Québec.

Un ressortissant étranger visé au présent paragraphe est désigné un « travailleur autonome » ;

d) qui, par rapport à un résident du Québec, n'appartient pas à la catégorie de la famille et qui est :

i. son neveu ou sa nièce célibataire âgé de moins de 21 ans, son enfant, son père, sa mère, son frère, sa soeur, son grand-père ou sa grand-mère ; ou

ii. sa tante, son oncle, son petit-fils, sa petite-fille, son neveu ou sa nièce.

Un ressortissant étranger visé au présent paragraphe est désigné un « parent aidé » ; et

e) qui est âgé d'au moins 55 ans et qui n'a pas l'intention de chercher ni d'accepter un emploi au Québec.

Un ressortissant étranger visé au présent paragraphe est désigné un « retraité ».

§4. Ordre de priorité pour l'examen des demandes de certificat de sélection

22. Les demandes de certificat de sélection sont examinées dans l'ordre de priorité suivant :

a) la demande d'un ressortissant étranger appartenant à la catégorie de la famille ;

b) la demande d'un ressortissant étranger appartenant à la catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse ;

c) la demande d'un ressortissant étranger qui possède au Québec un emploi assuré, ou qui est un entrepreneur, un travailleur autonome ou un retraité ;

d) la demande d'un ressortissant étranger qui, suite à l'examen préliminaire de sa demande, en vertu de l'article 7, obtient suivant les facteurs énumérés à l'annexe A :

i. de 5 à 10 points en regard du facteur 4 ;

ii. 1 point en regard du critère *a* du facteur 3 parce qu'il est membre d'un groupement ou d'une association sans but lucratif ayant pour objet de promouvoir les relations culturelles ou les échanges économiques entre son pays de résidence et le Québec ;

iii. 2 points en regard du critère *c* du facteur 3 pour avoir séjourné au moins 2 semaines au Québec pour travailler ou étudier, au cours des 5 années précédant le dépôt de sa demande ;

iv. 1 point en regard du critère *b* du facteur 3 parce qu'il a séjourné au Québec pendant au moins 2 semaines au cours des 5 années précédant le dépôt de sa demande ; ou

v. 2 points en regard du facteur 8 ;

e) la demande d'un ressortissant étranger non décrite aux paragraphes *a* à *d*.

SECTION II **CERTIFICAT DE SÉLECTION**

§1. Catégorie de la famille

23. Le ministre saisi d'une demande de certificat de sélection d'un ressortissant étranger appartenant à la catégorie

de la famille délivre un certificat de sélection à ce ressortissant étranger si un résident du Québec, âgé d'au moins 18 ans et auquel il est lié en vertu des articles 19 ou 20, en fait la demande selon le formulaire reproduit à l'annexe I et :

a) lui-même, et son conjoint si celui-ci se joint à la demande, s'engage par écrit auprès du ministre à s'en porter garant pour une période maximale de 10 ans ; et

b) n'a manqué à aucune de ses obligations contractées en vertu de tout engagement pris à l'égard de tout ressortissant étranger visé aux articles 19, 20 ou au paragraphe *d* de l'article 21.

24. Le garant visé à l'article 23 qui souscrit un engagement en faveur d'un orphelin ou d'une personne mineure visés aux paragraphes *e* ou *g* de l'article 19, doit obtenir d'une société d'adoption reconnue par le ministre des Affaires sociales du Québec un document à l'effet qu'elle a pris connaissance des dispositions prises par le garant pour accueillir cet orphelin ou cette personne mineure et qu'elle ne s'y oppose pas.

25. Le garant visé à l'article 23 qui souscrit un engagement en faveur de son fiancé doit établir qu'il n'existe aucun obstacle juridique à leur mariage et lui-même et son fiancé doivent souscrire un engagement écrit de s'épouser dans les 90 jours de l'arrivée du fiancé au Québec.

26. Le paragraphe *b* de l'article 23 de même que l'article 44 ne s'appliquent pas lorsque le garant souscrit un engagement en faveur de :

a) son conjoint, en autant que celui-ci n'est pas accompagné d'un de ses enfants de moins de 21 ans qui lui-même a un enfant ;

b) son enfant célibataire âgé de moins de 21 ans en autant que celui-ci n'a pas d'enfant.

§2. Ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse

27. Le ministre saisi d'une demande de certificat de sélection d'un ressortissant étranger appartenant à la catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse procède à une appréciation de la demande en tenant compte :

a) de la démarche d'un garant telle que prévue à l'article 30 ;

b) de toute aide financière ou autre, offerte au Québec ; et

c) d'une façon indicative, des facteurs 3, 7, 8 et 9 énumérés à l'annexe A,

et, s'il est d'avis que le ressortissant étranger peut s'établir avec succès au Québec, il peut lui délivrer un certificat de sélection.

28. Une corporation peut être garant aux fins du paragraphe *a* de l'article 27 si elle en fait la demande selon le formulaire reproduit à l'annexe F et si elle :

a) est constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ou est constituée en corporation sans but lucratif, aux termes des lois du Canada ou de toute province du Canada et a une place d'affaires au Québec comprenant des installations permanentes ;

b) n'est pas un parti politique ou une association autorisés au sens de la section V de la Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., c. F-2) ;

c) soumet une copie de sa charte ou du document qui la constitue en corporation de même qu'un bilan financier certifié pour sa dernière année financière ; et

d) possède des représentants dans la région ou la localité prévues pour l'établissement du ressortissant étranger dont elle se porte garant.

29. Cinq personnes formant un groupe peuvent être des garants aux fins de la présente section si chaque personne formant ce groupe en fait la demande selon le formulaire reproduit à l'annexe G, et est un résident du Québec âgé d'au moins 18 ans qui est domicilié dans la région ou la localité prévue pour l'établissement du ressortissant étranger dont il se porte garant.

30. La démarche d'un garant aux fins du paragraphe *a* de l'article 27 est considérée si :

a) chaque personne formant le groupe visé à l'article 29, ou la corporation visée à l'article 28, s'engage par écrit auprès du ministre, conformément à la section III, pour une période d'un an ; et

b) aucune personne formant le groupe visé à l'article 29, ou la corporation visée à l'article 28, n'a manqué à une des obligations contractées en vertu de tout engagement pris à l'égard de tout ressortissant étranger décrit aux articles 18, 19, 20 ou au paragraphe *d* de l'article 21.

§3. Immigrant indépendant

31. Le ministre saisi d'une demande de certificat de sélection d'un ressortissant étranger appartenant à la catégorie des immigrants indépendants, procède à l'appréciation de sa demande ou, aux choix du ressortissant étranger, de la demande de son conjoint, suivant chacun des facteurs énumérés dans l'annexe A.

32. L'appréciation se fait en donnant le nombre approprié de points à l'égard de chacun des facteurs énumérés dans la colonne 1 de l'annexe A, conformément aux critères énoncés dans la colonne II pour l'application de ce facteur, sans dépasser le maximum fixé dans la colonne III en regard de ce facteur.

33. La demande de certificat de sélection d'un entrepreneur est appréciée conformément aux articles 31 et 32 à l'exception du facteur 2 et du facteur 4 de l'annexe A.

Vingt-cinq points forfaitaires sont accordés à un entrepreneur visé au paragraphe *b* de l'article 21 dont le ou les projets proposés s'appuient :

a) sur une expérience en gestion d'affaires d'au moins 1 an ;

b) sur l'identification du marché dans lequel il a l'intention d'oeuvrer ;

c) sur des projections financières et un bilan *pro forma* pour au moins les 2 premières années d'opération ; et

d) sur des documents définissant la structure de gestion et le mode de financement envisagé,

le tout démontrant que ce ou ces projets lui permettront de retirer d'une façon durable un revenu au moins égal à la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de son secteur d'activité économique telle qu'établie par Statistique Canada pour l'année précédant l'année de sa demande de certificat de sélection.

34. La demande de certificat de sélection d'un travailleur autonome est appréciée conformément aux articles 31 et 32 à l'exception du critère *b* du facteur 3 et du facteur 4 de l'annexe A.

Vingt points forfaitaires sont accordés à un travailleur autonome visé au sous-paragraphe *i* du paragraphe *c* de l'article 21 dont le projet s'appuie :

a) sur une expérience dans le secteur ou les secteurs d'activités connexes à l'entreprise qu'il créera ou acquerra au Québec ;

b) sur des projections financières et un bilan *pro forma* pour la première année d'opération ; et

c) sur le mode de financement envisagé,

le tout démontrant que ce projet lui permettra de retirer d'une façon durable un revenu au moins égal à la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de son secteur d'activité économique telle qu'établie par Statistique Canada pour l'année précédant l'année de sa demande de certificat de sélection.

Vingt points forfaitaires sont accordés à un travailleur autonome visé au sous-paragraphe ii du paragraphe c de l'article 21.

35. La demande de certificat de sélection d'un parent aidé est appréciée conformément aux articles 31 et 32 à l'exception du critère *b* du facteur 3 et des facteurs 5, 6, 8 et 9 de l'annexe A et :

a) 30 points forfaitaires sont accordés à un parent aidé visé au sous-paragraphe i du paragraphe *d* de l'article 21, si un citoyen canadien domicilié au Québec se porte garant de sa demande conformément à l'article 36 ;

b) 25 points forfaitaires sont accordés à un parent aidé visé au sous-paragraphe i du paragraphe *d* de l'article 21, si un résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) domicilié au Québec se porte garant de sa demande conformément à l'article 36 ;

c) 20 points forfaitaires sont accordés à un parent aidé visé au sous-paragraphe ii du paragraphe *d* de l'article 21 si un citoyen canadien se porte garant de sa demande conformément à l'article 36 ; et

d) 15 points forfaitaires sont accordés à un parent aidé visé au sous-paragraphe ii du paragraphe *d* de l'article 21, si un résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) se porte garant de sa demande conformément à l'article 36.

36. Un résident du Québec peut être garant aux fins de l'article 35 si :

a) il en fait la demande selon le formulaire reproduit à l'annexe I ;

b) il est âgé d'au moins 18 ans ;

c) lui-même, et son conjoint si celui-ci se joint à la demande, s'engage par écrit selon le formulaire reproduit à l'annexe H-1 pour une période de 5 ans ; et

d) il n'a manqué à aucune de ses obligations contractées en vertu de tout engagement pris à l'égard de tout ressortissant étranger visé aux articles 19, 20 ou au paragraphe *d* de l'article 21.

37. La demande de certificat de sélection d'un retraité n'est pas appréciée conformément aux articles 31 et 32. Un certificat de sélection lui est délivré si celui-ci établit :

a) la présence d'un parent ou d'un ami dans la région ou la localité où il a l'intention de s'établir ; et

b) que ses ressources financières sont égales ou supérieures au seuil de faible revenu tel qu'établi par Statisti-

que Canada pour l'année précédant l'année de sa demande de certificat de sélection de sorte qu'il puisse subvenir à ses besoins et à ceux des personnes à charge qui l'accompagnent sans qu'il lui soit nécessaire d'occuper un emploi au Québec.

38. Le ministre délivre un certificat de sélection à un entrepreneur visé à l'article 33 ou à un travailleur autonome visé à l'article 34, si le total des points d'appréciation et des points forfaitaires est d'au moins 50 points.

Le ministre délivre en certificat de sélection à un parent aidé visé à l'article 35, si :

a) i. le total des points d'appréciation et des points forfaitaires est d'au moins 50 points tenant compte, entre autres, des éléments suivants :

A) au moins 2 points lui sont accordés en regard du facteur 4 de l'annexe A ; et

B) au moins 1 point lui aurait été accordé s'il avait été apprécié en regard du facteur 5 de l'annexe A à moins qu'il ne s'agisse d'un ressortissant étranger qui possède un emploi permanent et à plein temps au Québec et une attestation écrite de l'employeur éventuel confirmant qu'il est disposé à engager une personne inexpérimentée pour occuper cet emploi ; ou

ii. le total des points d'appréciation et des points forfaitaires est d'au moins 60 points tenant compte, entre autres, des éléments suivants :

A) au moins 1 point lui est accordé en regard du facteur 4 de l'annexe A ;

B) au moins 1 point lui aurait été accordé s'il avait été apprécié en regard du facteur 5 de l'annexe A à moins qu'il ne s'agisse d'un ressortissant étranger qui possède un emploi permanent et à plein temps au Québec et une attestation écrite de l'employeur éventuel confirmant qu'il est disposé à engager une personne inexpérimentée pour occuper cet emploi ; et

C) au moins 15 points lui sont accordés en tenant compte de tous les éléments du facteur 3 de l'annexe A ; ou

iii. celui-ci se conforme aux conditions du Règlement sur l'immigration de 1978 (DORS/78-172, (1978) 112 Gaz. Can. Partie II, 757) ; et

b) le garant se conforme aux conditions énoncées à l'article 36.

Dans les autres cas non prévus aux alinéas précédents et à l'exception d'un retraité visé à l'article 37, le ministre délivre un certificat de sélection à un ressortissant étranger qui appartient à la catégorie des immigrants indépendants si le total des points d'appréciation et des points forfaitaires obtenu est :

a) d'au moins 50 points tenant compte, entre autres, des éléments suivants :

i. au moins 2 points lui sont accordés en regard du facteur 4 de l'annexe A ; et

ii. au moins 1 point lui est accordé en regard du facteur 5 de l'annexe A à moins qu'il ne s'agisse d'un ressortissant étranger qui possède un emploi permanent et à plein temps au Québec et une attestation écrite de l'employeur éventuel confirmant qu'il est disposé à engager une personne inexpérimentée pour occuper cet emploi ; ou

b) d'au moins 60 points tenant compte, entre autres, des éléments suivants :

i. 1 point lui est accordé en regard du facteur 4 de l'annexe A ;

ii. au moins 1 point lui est accordé en regard du facteur 5 de l'annexe A à moins qu'il ne s'agisse d'un ressortissant étranger qui possède un emploi permanent et à plein temps au Québec et une attestation écrite de l'employeur éventuel confirmant qu'il est disposé à engager une personne inexpérimentée pour occuper cet emploi ; et

iii. au moins 15 points lui sont accordés en regard du facteur 3 de l'annexe A.

39. Pour que le ministre délivre un certificat de sélection à un ressortissant étranger qui compte exercer une profession dont l'exercice est exclusif aux membres d'une corporation professionnelle au sens du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), ce ressortissant étranger doit obtenir de cette corporation une attestation stipulant en regard de la réglementation en vigueur pour cette corporation professionnelle, qu'il serait éligible à devenir membre de cette corporation ou obtiendrait un permis d'exercice.

§4. Cas spéciaux

40. Malgré les articles 38 et 39, le ministre peut délivrer un certificat de sélection à un ressortissant étranger appartenant à la catégorie des immigrants indépendants lorsque la demande a été appréciée conformément aux articles 31 et 32, si le ressortissant étranger a obtenu au moins 30 points suivant cette appréciation, dont 10 en regard du facteur 3 de l'annexe A et que le ministre est d'avis que le résultat obtenu ne reflète pas les possibilités de ce ressortissant étranger de s'établir avec succès au Québec.

41. Le ministre saisi d'une demande de certificat de sélection émanant d'un détenteur de permis émis par le ministre fédéral responsable de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en vertu de l'article 37 de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) lui émet un certificat de sélection lorsqu'il est informé, par ce

ministre fédéral, que le gouverneur général en conseil, pour des motifs de politique générale ou des considérations d'ordre humanitaire, se propose, par un règlement établi à cet effet, d'admettre au Canada ce détenteur de permis afin qu'il s'établisse au Québec.

SECTION III

CONDITIONS RELATIVES AU GARANT

42. Un garant, et son conjoint dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article 45, doit conformément à l'annexe H s'engager par écrit à :

a) subvenir aux besoins essentiels du ressortissant étranger tels qu'établis à l'annexe C et pour lequel il se porte garant et des personnes à charge qui l'accompagnent ;

b) rembourser au Gouvernement du Québec tout montant que ce dernier accorderait, conformément à la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., c. A-16), au ressortissant étranger pour lequel il se porte garant ou aux personnes à charge qui l'accompagnent ; et

c) rembourser à Sa Majesté du chef de toute province du Canada le montant des prestations d'aide sociale ou autres prestations de même nature qu'elle accorderait au ressortissant étranger pour lequel il se porte garant ou aux personnes à charge qui l'accompagnent.

43. Chacun des membres du groupe visé à l'article 29 ou la corporation visée à l'article 28 doit de plus s'engager à assurer l'accueil et à fournir de l'aide pour l'établissement du ressortissant étranger pour lequel il se porte garant et des personnes à charge qui l'accompagnent, y compris :

a) l'accueil dans la région ou la localité d'établissement ;

b) les renseignements sur la société et la culture du Québec de même que les services de consultations nécessaires pour l'intégration au Québec ; et

c) l'aide pour la recherche d'un emploi.

44. Toute personne qui désire souscrire un engagement à titre de garant doit démontrer au ministre qu'elle est en mesure de respecter son engagement conformément au présent règlement.

45. Un résident du Québec est présumé être en mesure de respecter l'engagement s'il démontre au ministre qu'il possède, et qu'il possèdera pendant toute la durée fixée dans l'engagement, un revenu mensuel lui permettant, après avoir pourvu à ses dépenses de logement, de subsistance et à ses autres dépenses de ménage et à celles de ses

personnes à charge, de disposer, compte tenu de ses autres engagements, d'un surplus de revenu mensuel net équivalent au barème établi à l'annexe B.

Si plusieurs résidents du Québec se portent garants au sens de l'article 29, l'on doit tenir compte du surplus de revenu de l'ensemble de ces résidents du Québec.

Si les deux conjoints désirent se porter garant dans les cas prévus aux articles 23 et 36, l'on doit tenir compte du surplus de revenu des deux conjoints.

46. Une corporation visée à l'article 28 est présumée être en mesure de respecter son engagement si, compte tenu notamment de ses autres engagements et de ses dépenses de fonctionnement, elle possède et possèdera un surplus de revenu mensuel net lui permettant de disposer d'une somme équivalente au barème établi à l'annexe B.

SECTION IV CERTIFICAT D'ACCEPTATION

§1. Étudiants

47. 1) Aux fins d'assurer l'efficacité des lois en matière d'éducation, le ministre délivre un certificat d'acceptation à un ressortissant étranger désirant séjourner temporairement au Québec pour étudier dans un établissement d'enseignement lorsque ce ressortissant étranger :

a) accompagne sa demande de certificat d'acceptation :

i. d'une lettre d'admission émise par un établissement d'enseignement ; et

ii. de documents qui démontrent qu'il dispose, sans qu'il lui soit nécessaire d'exercer un emploi au Québec, de ressources financières suffisantes pour payer ses frais de scolarité, subvenir à ses besoins essentiels tels qu'établis à l'annexe C et à ceux des personnes à charge qui l'accompagnent et payer ses frais de transport aller-retour et ceux des personnes à charge qui l'accompagnent ; et

b) s'engage :

i. à recevoir un enseignement dans l'établissement d'enseignement et pour le programme d'étude indiqué dans sa demande de certificat d'acceptation ; et

ii. à faire de l'étude sa principale activité.

2) Avant que les termes de l'engagement visé au sous-paragraphe b du paragraphe 1 ne soient modifiés, le ressortissant étranger doit soumettre une nouvelle demande de certificat d'acceptation.

48. Lorsqu'un ressortissant étranger désire suivre un enseignement de culture personnelle au sens de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., c. E-9), il doit établir :

a) que le cours donné par l'institution a une durée minimale de 20 heures par semaine ; et

b) lorsqu'il s'agit d'une institution régie par la Loi sur l'enseignement privé, que cet enseignement est nommé-ment indiqué sur le permis délivré en vertu du chapitre V de cette Loi.

49. Aux fins de la présente section, est exclue de l'application de l'article 3.2 de la Loi, la catégorie des ressortissants étrangers choisis dans le cadre d'un programme fédéral d'aide aux pays en voie de développement pour fins d'un séjour d'étude au Québec.

§2. Travailleur temporaire

50. 1) Le ministre délivre un certificat d'acceptation à un ressortissant étranger qui désire séjourner temporairement au Québec pour travailler lorsque :

a) un employeur est disposé à l'embaucher ;

b) son embauchage au Québec ne nuit pas à l'embauche de résidents du Québec ;

c) son embauchage au Québec ne nuit au règlement d'aucun conflit de travail qui sévit au lieu de travail où s'exercerait l'emploi du ressortissant étranger ni ne nuit à l'emploi d'aucune personne atteinte par un tel conflit de travail ni ne contrevient à l'application du Code du travail (L.R.Q., c. C-27) ;

d) il s'engage à travailler dans le métier et pour l'employeur indiqués dans sa demande de certificat d'acceptation ;

e) il répond aux exigences pour occuper cet emploi au sens de la classification canadienne descriptive des professions.

2) Avant que les termes de l'engagement visé au paragraphe d du paragraphe 1 ne soient modifiés, le ressortissant étranger doit soumettre une nouvelle demande de certificat d'acceptation.

3) Aux fins de déterminer si l'embauchage au Québec d'un ressortissant étranger nuit à l'embauche de résidents du Québec, le ministre doit tenir compte des facteurs suivants :

a) si l'employeur éventuel a fait des efforts raisonnables pour embaucher ou former des résidents du Québec afin qu'ils puissent exercer cet emploi, notamment par la publication d'un avis de cette offre d'emploi dans la région ou la localité où l'emploi doit être occupé ;

b) si les conditions de travail et le salaire offert sont conformes aux exigences de la Loi sur les normes du travail (L.Q., 1979, c. 45 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1), même dans les cas où cette Loi ne s'applique pas à certaines catégories de salariés, et que les conditions de travail et le salaire offert sont de nature à attirer des résidents du Québec pour qu'ils occupent et continuent d'occuper cet emploi ;

c) si l'amélioration des conditions de travail ou du salaire offert aurait pour conséquence d'attirer des résidents du Québec pour qu'ils occupent et continuent d'occuper cet emploi ;

d) la possibilité, à court terme, de combler l'emploi par un diplômé d'un établissement d'enseignement situé au Québec ;

e) l'évolution et le roulement de la main-d'oeuvre chez l'employeur éventuel, y compris la main-d'oeuvre formée de ressortissants étrangers ; et

f) les problèmes particuliers à l'entreprise de l'employeur éventuel tels la rareté des logements et la non-disponibilité de certains services qui seraient de nature à décourager les résidents du Québec d'occuper l'emploi.

51. Le ministre peut exempter un ressortissant étranger désirant séjourner temporairement au Québec pour travailler de l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 50 et lui délivrer un certificat d'acceptation si ce ressortissant étranger est :

a) une personne visée par les paragraphes *e* à *k* et *n* à *q* du deuxième alinéa de l'article 52 ;

b) une personne qui entre ou se trouve au Québec aux termes d'un accord de coopération internationale conclu avec un pays étranger par le Gouvernement du Canada ou du Québec ou au nom de ces derniers ;

c) une personne visée au sous-paragraphe *d* du paragraphe 5 de l'article 20 du Règlement sur l'immigration de 1978 (DORS 78-172, (1978) 112 Gaz. Can. Partie II, 757) ; ou

d) une personne qui par son emploi au Québec :

i. créera ou conservera des emplois pour les résidents du Québec ;

ii. offrira bénévolement ses services à un organisme religieux ou à une société de bienfaisance ; ou

iii. entraînerait l'emploi réciproque dans d'autres pays de résidents du Québec.

52. Un ressortissant étranger désirant séjourner temporairement au Québec pour travailler doit demander et ob-

tenir un certificat d'acceptation avant son arrivée au Québec.

Le ministre peut exempter un ressortissant étranger de la condition prévue au premier alinéa lorsque ce ressortissant étranger :

a) est visé aux paragraphes *a*, *b*, *c* ou *f* du premier alinéa de l'article 53 ou est le conjoint ou l'enfant célibataire d'une telle personne qui séjourne au Québec ;

b) est titulaire d'un certificat d'acceptation en cours de validité aux fins de séjourner temporairement au Québec pour y étudier, ou est le conjoint ou l'enfant célibataire d'une telle personne qui séjourne au Québec ;

c) est titulaire d'un certificat d'acceptation en cours de validité aux fins de séjourner temporairement au Québec pour y travailler, ou est le conjoint ou l'enfant célibataire d'une telle personne qui séjourne au Québec ;

d) prend part à des activités sportives ou à des activités ou événements connexes en tant que participant, gérant, entraîneur, moniteur ou préposé à l'administration pour le compte d'une équipe, d'un groupe ou d'une organisation québécoise ou canadienne ou est le conjoint ou l'enfant célibataire d'une telle personne qui séjourne au Québec, ou à titre d'arbitre, de juge ou d'officiel exerçant des tâches semblables dans le cadre de toute activité sportive ou de toute activité ou événement connexe au Québec ;

e) a présenté une demande pour obtenir le droit d'établissement au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) et dont l'étude n'est pas terminée ;

f) conformément à la Loi sur l'immigration de 1976, a revendiqué auprès des autorités canadiennes compétentes le statut de réfugié au sens de la Convention ou la citoyenneté canadienne et dont l'étude du cas n'est pas terminée ;

g) est réfugié au sens de la Convention sans être un résident permanent ;

h) a fait l'objet d'une ordonnance de renvoi au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 à l'exécution de laquelle la Commission d'appel de l'immigration a sursis conformément à la Loi sur l'immigration de 1976 ;

i) est visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 52 de la Loi sur l'immigration de 1976 ou est une personne dont la présence au Québec est requise aux fins de procédures criminelles ;

j) attend la décision définitive concernant les poursuites judiciaires entamées par suite d'une ordonnance de renvoi émise contre elle en vertu de la Loi sur l'immigration de 1976 ;

k) est, au sens de la Loi sur l'immigration de 1976, une personne qui a fait l'objet d'une ordonnance de renvoi qui ne peut être exécutée ;

l) est titulaire d'un permis de travail en cours de validité émis conformément à la Loi sur l'immigration de 1976 ou est le conjoint ou l'enfant célibataire d'une telle personne qui séjourne au Québec ;

m) est titulaire d'un permis de séjour pour étudiant en cours de validité émis conformément à la Loi sur l'immigration de 1976 ou est le conjoint ou l'enfant célibataire d'une telle personne qui séjourne au Québec ;

n) doit remplir, en vertu d'un contrat, un engagement d'un ou de plusieurs jours consécutifs à titre d'artiste de spectacle invité, sauf si cet engagement constitue un emploi permanent au sein d'une organisation canadienne ou n'est qu'un élément accessoire des activités d'un établissement commercial qui ne se limite pas à la présentation de spectacles ;

o) est requis au Québec pour réparer d'urgence une pièce d'outillage afin d'empêcher un arrêt de travail ;

p) est titulaire d'un permis au sens de l'article 37 de la Loi sur l'immigration de 1976 ou est le conjoint ou l'enfant célibataire d'une telle personne qui séjourne au Québec ;

q) est le conjoint ou l'enfant célibataire d'une personne qui entre ou se trouve au Québec aux termes d'un programme de coopération internationale conclu avec un pays étranger par le Gouvernement du Canada ou du Québec ou au nom de ces derniers ;

r) est un citoyen des États-Unis ;

s) est une personne ayant légalement obtenu l'admission aux États-Unis en vue de la résidence permanente ;

t) est un résident du Groënland ; ou

u) est un résident de Saint-Pierre-et-Miquelon.

53. Aux fins de la présente sous-section, sont exclus de l'application de l'article 3.2 de la Loi, la catégorie de ressortissant étranger qui séjourne au Québec :

a) à titre d'agent diplomatique, fonctionnaire consulaire, représentant ou fonctionnaire, dûment accrédité, d'un pays étranger ou des Nations unies ou de l'une de ses agences ou encore d'un organisme intergouvernemental dont le Québec ou le Canada fait partie, ou fait partie du personnel accompagnant cet agent diplomatique, ce fonctionnaire consulaire, ce représentant ou ce fonctionnaire qui entre ou se trouve au Québec pour y exercer ses fonctions officielles ;

b) à titre de militaire pour des fins de formation ou pour toutes autres fins ayant trait à la défense du Canada

ou en vertu d'un traité ou d'un accord intervenu entre le Canada et un autre pays ;

c) à titre d'ecclésiastique ou de membre d'un ordre religieux pour exercer temporairement ses fonctions religieuses ;

d) pour exercer un emploi avec un groupe de personnes en qualité d'artiste de spectacle ou de membre du personnel de cet artiste lorsque la troupe et son personnel comptent au moins 20 personnes ;

e) pour exercer un emploi comme membre d'équipage d'un véhicule appartenant à une société étrangère ou d'immatriculation étrangère qui s'occupe d'une manière prédominante du transport international de biens ou de voyageurs ;

f) à titre d'employé d'une agence de presse étrangère pour des fins de reportage ;

g) à titre de représentant d'une société dont le siège d'activités se trouve à l'extérieur du Québec, ou d'un gouvernement étranger, pour acheter des biens ou des services au Québec ;

h) à titre de représentant d'un gouvernement étranger ou d'une société faisant affaire à l'étranger qui vient au Québec pour moins de 90 jours afin de vendre autrement que directement au public ;

i) pour le compte d'une société, d'un syndicat ou d'un autre organisme dont le siège d'activités se trouve à l'extérieur du Canada et qui séjourne au Québec pour une période de moins de 90 jours afin de procéder à l'inspection de la société-mère ou d'une filiale ou d'un bureau auxiliaire québécois ou afin de consulter des employés ou des membres de la société, du syndicat ou de l'organisme en question ;

j) pour offrir des services médicaux ou autres services d'urgence afin de protéger la vie ou la propriété de résidents du Québec ;

k) en qualité de membre d'une équipe étrangère ou de participant individuel pour prendre part à des activités sportives ou à des activités ou événements connexes autrement qu'à titre d'arbitre, de juge ou d'officiel exerçant des tâches semblables.

Aux fins de la présente sous-section, les ressortissants étrangers qui appartiennent aux catégories visées au premier alinéa sont toutefois soumis à l'application de l'article 3.2 de la Loi lorsqu'ils désirent exercer au Québec un emploi autre qu'une fonction ou qu'un emploi décrit au premier alinéa.

§3. *Séjour pour traitement médical*

54. 1) Le ministre délivre un certificat d'acceptation à un ressortissant étranger désirant séjourner temporairement au Québec pour recevoir un traitement médical dans un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) si ce ressortissant étranger :

a) présente des documents établissant que les traitements médicaux que nécessite son état de santé ne peuvent être obtenus dans le pays où il a établi sa résidence ;

b) sauf lorsque son médecin traitant certifie par écrit que tout retard compromettrait gravement son état de santé, présente une attestation du ministre des Affaires sociales à l'effet que les soins requis peuvent être dispensés ;

c) s'engage à ne suivre des traitements médicaux au Québec que pour la durée indiquée dans sa demande de certificat d'acceptation.

2) Lorsque les termes de son engagement visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 sont modifiés, le ressortissant étranger doit soumettre une nouvelle demande de certificat d'acceptation.

ANNEXE A

(a. 7, 22, 27, 31, 32, 33, 34, 35, 38 et 40)

GRILLE DE SÉLECTION

<i>Colonne I</i> <i>Facteurs</i>	<i>Colonne II</i> <i>Critères</i>	<i>Colonne III</i> <i>Maximum de points</i>
1. Instruction	Pour chaque année d'études primaires et secondaires terminée avec succès il est attribué 1 point.	11
2. Préparation professionnelle spécifique	Les points de préparation professionnelle spécifique sont attribués selon le barème ci-dessous, en fonction de la durée de la « préparation professionnelle spécifique » (P.P.S.) indiquée dans la Classification canadienne descriptive des professions comme étant nécessaire pour exercer la profession pour laquelle le requérant est apprécié au regard du facteur 4: <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <i>P.P.S.</i> — Moins de 6 mois — De 6 à 12 mois — De 1 à 2 ans — De 2 à 4 ans — 4 ans et plus </div> <div> <i>Points:</i> 2 4 6 8 10 </div> </div>	10
3. Adaptabilité	a) Qualités personnelles: b) Motivation: c) Connaissance du Québec:	15 points 5 points 2 points
<p>Pour établir si un ressortissant étranger possède des qualités personnelles susceptibles de faciliter son adaptation, un fonctionnaire à l'immigration pose des questions orales simples, permettant d'évaluer des indicateurs tel que la flexibilité, la sociabilité, le dynamisme, l'initiative, la persévérance, la confiance en soi, l'esprit de réalisme et la maturité, le tout en fonction des activités professionnelles et quotidiennes du ressortissant étranger.</p> <p>Pour établir si un ressortissant étranger possède la motivation susceptible de faciliter son adaptation, un fonctionnaire à l'immigration pose des questions orales simples, permettant d'évaluer les motifs de son émigration et les raisons invoquées pour son éventuelle venue au Québec.</p> <p>Un ressortissant étranger obtient pour sa connaissance du Québec:</p> <p>a) 1 point s'il est membre d'un groupement ou d'une association à but non-lucratif ayant pour objet de promouvoir les relations culturelles ou les échanges économiques entre son pays de résidence et le Québec;</p> <p>b) 1 point s'il a séjourné au Québec pendant au moins 2 semaines au cours des 5 années précédant le dépôt de sa demande de certificat de sélection; ou</p> <p>c) 2 points s'il a séjourné au Québec au moins 2 semaines au cours des 5 dernières années pour travailler ou étudier.</p>		

<i>Colonne I</i> <i>Facteurs</i>	<i>Colonne II</i> <i>Critères</i>	<i>Colonne III</i> <i>Maximum de points</i>
4. Emploi	<p>Il est attribué 15 points au ressortissant étranger qui établit qu'il possède un emploi permanent et à plein temps. Un tel emploi lui est réservé lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) il répond aux exigences pour occuper cet emploi au sens de la classification canadienne descriptive des professions ; b) il est disposé à occuper cet emploi dès son admission au Canada ; c) l'emploi lui est réservé par un employeur de bonne foi ; d) il n'existe aucun conflit de travail au lieu de travail où le ressortissant étranger exercerait son emploi et que cet emploi ne nuit à l'emploi d'aucune personne atteinte par un tel conflit de travail ; e) son embauchage au Québec ne nuit pas à l'application de l'article 109.1 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27) ; et f) des efforts raisonnables ont été faits par cet employeur pour embaucher ou former des résidents du Québec afin qu'ils puissent exercer cet emploi, notamment par la publication d'un avis de cette offre d'emploi dans la région ou la localité où l'emploi doit être occupé. <p>Si le ressortissant étranger ne possède pas un tel emploi, de 0 à 10 points sont attribués en fonction des possibilités d'emploi au Québec offertes aux personnes exerçant la profession pour laquelle le ressortissant étranger possède les compétences et l'expérience requises au sens de la classification canadienne descriptive des professions et qu'il est prêt à exercer au Québec. Ces possibilités sont déterminées par le ministre en tenant compte de la demande sur le marché du travail.</p>	15

Colonne I Facteurs	Colonne II Critères	Colonne III Maximum de points																																				
5. Expérience professionnelle	<p>a) Les points d'expérience professionnelle sont attribués selon le barème ci-dessous, en fonction de la durée d'exercice effectif et à plein temps de la profession sur laquelle le ressortissant étranger est apprécié au regard du facteur 4:</p> <table><tr><th>Années</th><th>Points</th></tr><tr><td>½</td><td>1</td></tr><tr><td>1</td><td>2</td></tr><tr><td>1½</td><td>3</td></tr><tr><td>2</td><td>4</td></tr><tr><td>2½</td><td>5</td></tr><tr><td>3</td><td>6</td></tr><tr><td>3½</td><td>7</td></tr><tr><td>4</td><td>8</td></tr><tr><td>4½</td><td>9</td></tr><tr><td>5 ou plus</td><td>10</td></tr></table> <p>N'est pas considéré dans l'appréciation du présent facteur, la période d'apprentissage, de formation ou de spécialisation sanctionnée par un diplôme.</p> <p>b) Lorsque le requérant ne produit pas un diplôme de fin d'apprentissage, les déductions suivantes sont opérées sur le nombre des points attribués au ressortissant étranger en vertu du paragraphe a ci-dessus selon les points qu'il aura obtenus au regard du facteur 2:</p> <table><tr><th>Préparation professionnelle spécifique</th><th>Déduction à opérer</th></tr><tr><th>Points</th><th>Points</th></tr><tr><td>2</td><td>- 1</td></tr><tr><td>4</td><td>- 2</td></tr><tr><td>6</td><td>- 3</td></tr><tr><td>8</td><td>- 4</td></tr><tr><td>10</td><td>- 5</td></tr></table> <p>Le résultat de la présente déduction ne doit pas avoir pour effet d'établir un solde négatif au présent facteur.</p>	Années	Points	½	1	1	2	1½	3	2	4	2½	5	3	6	3½	7	4	8	4½	9	5 ou plus	10	Préparation professionnelle spécifique	Déduction à opérer	Points	Points	2	- 1	4	- 2	6	- 3	8	- 4	10	- 5	10
Années	Points																																					
½	1																																					
1	2																																					
1½	3																																					
2	4																																					
2½	5																																					
3	6																																					
3½	7																																					
4	8																																					
4½	9																																					
5 ou plus	10																																					
Préparation professionnelle spécifique	Déduction à opérer																																					
Points	Points																																					
2	- 1																																					
4	- 2																																					
6	- 3																																					
8	- 4																																					
10	- 5																																					
6. Âge	<table><tr><td>Jusqu'à 35 ans inclusivement:</td><td>10 points</td></tr><tr><td>36 ans:</td><td>9 points</td></tr><tr><td>37 ans:</td><td>6 points</td></tr><tr><td>38 ans:</td><td>4 points</td></tr><tr><td>39 ans:</td><td>2 points</td></tr><tr><td>40 ans:</td><td>1 point</td></tr></table>	Jusqu'à 35 ans inclusivement:	10 points	36 ans:	9 points	37 ans:	6 points	38 ans:	4 points	39 ans:	2 points	40 ans:	1 point	10																								
Jusqu'à 35 ans inclusivement:	10 points																																					
36 ans:	9 points																																					
37 ans:	6 points																																					
38 ans:	4 points																																					
39 ans:	2 points																																					
40 ans:	1 point																																					

<i>Colonne I</i> <i>Facteurs</i>	<i>Colonne II</i> <i>Critères</i>	<i>Colonne III</i> <i>Maximum</i> <i>de points</i>
7. Langues	<p>a) Jusqu'à 15 points sont attribués pour la connaissance du français selon le barème suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> — compréhension : 6 points — expression orale : 5 points — lecture : 3 points — écriture : 1 point <p>Pour établir la connaissance linguistique d'un ressortissant étranger, un fonctionnaire à l'immigration, au moyen de questions et de textes simples, établit sa capacité de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) comprendre des questions d'ordre général touchant divers domaines de la vie courante; 2) produire, en réponse à ces questions, des phrases compréhensibles, compte tenu de la grammaire et de la prononciation propres au français; 3) lire un court texte et d'en comprendre le sens général; 4) écrire une courte note sur un sujet donné. <p>b) Jusqu'à 2 points sont attribués pour la connaissance de l'anglais selon le barème suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> — compréhension : 1 point — expression orale : 1 point <p>La même procédure que celle prévue pour mesurer la connaissance du français aux sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe <i>a</i> sera appliquée pour déterminer la connaissance de l'anglais.</p>	15
8. Parent ou ami résidant du Québec	<p>a) Si le parent ou l'ami habite dans la région ou la localité d'établissement 5 points sont attribués.</p> <p>b) Si le parent ou l'ami habite ailleurs que dans la région ou la localité d'établissement au Québec, 2 points sont accordés.</p>	5
9. Points bonis	<p>a) 4 points sont attribués si le conjoint parle couramment le français tel que mesuré selon la procédure prévue au sous-paragraphe 2 du paragraphe <i>a</i> du facteur 7.</p> <p>b) 4 points sont attribués si le conjoint est en mesure d'exercer au Québec une profession ou un emploi dans lequel la demande, appréciée selon le facteur 4, est au moins égale à la moyenne.</p> <p>c) des points sont attribués pour la présence dans la famille d'enfants de 12 ans ou moins selon le barème suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 enfant : 1 point 2 enfants : 2 points 3 enfants : 4 points <p>Il ne peut être attribué plus de 8 points pour l'ensemble du présent facteur soit en additionnant les points accordés en vertu des paragraphes <i>a</i> et <i>b</i> soit en additionnant les points accordés en vertu des paragraphes <i>b</i> et <i>c</i>.</p>	8

ANNEXE B

(a. 45 et 46)

<i>Nombre de personnes visées par l'engagement</i>		<i>Surplus de revenu mensuel net dont doit disposer le garant</i>
<i>Personnes de 18 ans ou plus</i>	<i>Personnes de moins de 18 ans</i>	
1	0	331 \$
	1	452
	2	487
	3 et plus	496
2	0	526 \$
	1	569
	2	603
	3 et plus	613

ANNEXE C

(a. 42 et 47)

Les besoins essentiels comprennent la nourriture, le vêtement, les nécessités domestiques et personnelles ainsi que les autres frais afférents à l'habitation d'une maison ou d'un logement. Ces besoins essentiels doivent s'évaluer selon les barèmes mensuels suivants :

<i>Personnes de 18 ans ou plus</i>	<i>Personnes de moins de 18 ans</i>	<i>Besoins essentiels pour un mois</i>
1	0	331 \$
	1	452
	2	487
	3 et plus	496
2	0	526 \$
	1	569
	2	603
	3 et plus	613

ANNEXE D

(a. 3)



Gouvernement du Québec
Ministère des Communautés culturelles
et de l'immigration

PHOTO

Demande de certificat de sélection

DOSSIER

NOM										PRÉNOMS										SEXE	
																				<input type="checkbox"/> MASCULIN <input type="checkbox"/> FÉMININ	
ADRESSE NO RUE VILLE															TÉLÉPHONE						
PAYS										PROFESSION ACTUELLE											
LIEU DE NAISSANCE										NATIONALITÉ											
DATE DE NAISSANCE					SITUATION DE FAMILLE ACTUELLE																
					CÉLIBATAIRE <input type="checkbox"/> MARIÉ <input type="checkbox"/> DIVORCÉ <input type="checkbox"/> VEUF <input type="checkbox"/> SEPARÉ <input type="checkbox"/> LEUVRE <input type="checkbox"/>																
Langues										AUTRES LANGUES											
FRANÇAIS 21 COMPRIS PARLE LIT ÉCRIT COURAMMENT <input type="checkbox"/> UN PEU <input type="checkbox"/>										ANGLAIS 22 COMPRIS PARLE COURAMMENT <input type="checkbox"/> UN PEU <input type="checkbox"/>										PRÉCISEZ 23	
Enfant										Enfant moins de 21 ans											
PRÉNOMS										PRÉNOMS											
VILLE ET PAYS DE NAISSANCE										VILLE ET PAYS DE NAISSANCE											
CONNAISSANCE DU FRANÇAIS										CONNAISSANCE DU FRANÇAIS											
PROFESSION ACTUELLE										PROFESSION ACTUELLE											
Nombre d'années de scolarité										Études postsecondaires / Apprentissage											
PRIMAIRE										NOM DE L'INSTITUTION											
SECONDAIRE										NATURE DU DIPLOME OBTENU											
UNIVERSITAIRE										DATE D'OBTENTION											
FORMATION PROFESSIONNELLE OU APPRENTISSAGE										INSTITUTION DE L'EMPLOYEUR											
ATTESTATION DU CERTIFICAT																					
Fonctions occupées au cours des 10 dernières années										OCCUPATIONS											
DE 35 A 36 EMPLOIS										37											
AU QUÉBEC JE COMPTÉ EXERCER LA PROFESSION DE										AVEZ-VOUS UNE OFFRE D'EMPLOI AU QUÉBEC?											
										<input type="checkbox"/> ÉCRITE <input type="checkbox"/> VERBALE SI OUI PRÉCISEZ											
MONTANT D'ARGENT À TRANSFÉRER										AMIS AU QUÉBEC											
A L'ARRIVÉE PLUS TARD 41										SI OUI NOM ET ADRESSE 43											
PARENTS AU QUÉBEC? SI OUI COMPLETEZ POUR LE PLUS PROCHE PARENT										DATE DE SON ARRIVÉE AU QUÉBEC											
NOM ET PRÉNOM LIEN DE PARENTE ADRESSE																					
AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ MEMBRE D'UNE ASSOCIATION FAVORISANT LES RELATIONS ENTRE LE QUÉBEC ET VOTRE PAYS? SI OUI PRÉCISEZ																					
Séjours antérieurs au Québec										AVEZ-VOUS DÉJÀ TRAVAILLÉ AU QUÉBEC?											
AVEZ-VOUS DÉJÀ SEJOURNÉ AU QUÉBEC?																					
NON <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/>										NON <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/>											
VOUS A-T-ON DÉJÀ REFUSÉ L'ADMISSION OU UN VISA POUR VOUS RENDRE AU QUÉBEC OU AILLEURS AU CANADA																					
J'ATTESTE L'EXACTITUDE DE CES RENSEIGNEMENTS																					
SIGNATURE																					

(a. 4)



Demande de certificat d'acceptation
pour

travail	☐
études	☐
traitements médicaux	☐

PHOTO

DQSS-FA

--	--	--	--	--	--	--

PARTIE A — À remplir dans tous les cas

[illegible]

PARTIE B — À remplir uniquement par les requérants qui désirent séjourner au Québec comme travailleurs.

21. LISTE DES EMPLOIS OCCUPÉS DEPUIS CINQ ANS

DE (MOIS — ANNÉE)	À (MOIS — ANNÉE)	NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR	POSTE OCCUPÉ	SALAIRE MENSUEL BRUT

22. NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR ÉVENTUEL AU QUÉBEC (JOINDRE L'OFFRE D'EMPLOI)

23. NATURE DE L'EMPLOI QUI M'EST OFFERT AU QUÉBEC

24. MON TRAITEMENT SERA DE

25. JE DOIS COMMENCER À TRAVAILLER LE

JOUR MOIS ANNÉE

26. JE COMPTÉ OCCUPER CET EMPLOI JUSQU'AU

JOUR MOIS ANNÉE

PARTIE C — À remplir uniquement par les requérants qui désirent séjourner au Québec comme étudiants.

27. ÉTUDES Y COMPRIS LA FORMATION PROFESSIONNELLE

DE (MOIS — ANNÉE)	À (MOIS — ANNÉE)	À PLEIN TEMPS OU À TEMPS PARTIEL	NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT	DEMI- ÉTABLISSEMENT	DEGRÉ DE DIPLOME ET DATE D'OBTENTION

28. NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT OÙ JE COMPTÉ ÉTUDIER AU QUÉBEC (JOINDRE LA LETTRE D'ACCEPTATION)

29. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

29. DISCIPLINE OU PROGRAMME D'ÉTUDES ENVISAGÉES

30. LES COURS

COMMENCENT LE

SE TERMINENT LE

JOUR MOIS ANNÉE

COUT DE MON SÉJOUR (EN DOLLARS CANADIENS)

FRAIS DE SCOLARITÉS

CHAMBRE ET PENSION

DOLLARS

31. MES DÉPENSES AU QUÉBEC SERONT PAYÉES PAR

☐ MOI-MÊME☐ LE GOUVERNEMENT DE MON PAYS☐ LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC☐ LE GOUVERNEMENT CANADIEN☐ AUTRE SOURCE (PRÉCISEZ)

32. NATURE DE L'AIDE FOURNIE PAR UN GOUVERNEMENT OU ORGANISME

33. NOM ET ADRESSE DE TOUTE AUTRE PERSONNE QUI SURVIENDRA À MES BESOINS

35. COMME PREUVE DE MON APTEITUDE À SURVENIR À MES BESOINS ET À CEUX DES MEMBRES DE MA FAMILLE, SI IL Y A LIEU, JE JOINS

☐ RELÈVÉ BANCAIRE☐ ACTE NOTARIÉ ATTESTANT QU'UNE AUTRE
PERSONNE EST DISPOSÉE À MAIDER ET ENT-
EN MESURE DE LE FAIRE☐ AUTORISATION
DE VIRER DES FONDs☐ AUTRES DOCUMENTS
(PRÉCISEZ)**PARTIE D — À remplir uniquement par les requérants qui désirent séjourner au Québec pour subir des traitements médicaux.**

36. NOM DE L'ÉTABLISSEMENT HOSPITALIER OU DU MÉDECIN TRAITANT AU QUÉBEC

DURÉE PRÉVUE DU SÉJOUR

37. JE DÉCLARE AVOIR DONNÉ DES RÉPONSES VÉRIDIQUES ET EXACTES À TOUTES LES QUESTIONS

JOUR MOIS ANNÉE SIGNATURE

ANNEXE F

(a. 28)



Gouvernement du Québec
Ministère des Communautés culturelles
et de l'immigration

DOSSIER

Demande d'engagement (Corporation)

(À remplir par une corporation qui desire se porter garante d'un ressortissant étranger qui appartient à la catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse.)

SECTION 1 - Identification de la corporation			
1 Indiquez le nom de la corporation			
2 Adresse et numéro de téléphone de la corporation			
3 Nom et adresse des personnes suivantes			
NOM	PRÉNOM	ADRESSE	
President			
Vice-president			
Secrétaire			
Trésorier			
4 En vertu de quelle loi la corporation a-t-elle été constituée ? Précisez également s'il s'agit d'une corporation sans but lucratif			
A quelle date la corporation a-t-elle été constituée ?			
5 Les statuts de la corporation l'autorisent-elle à contracter un engagement afin de se porter garant d'un ressortissant étranger qui appartient à la catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
6 La corporation a-t-elle une place d'affaires au Québec comprenant des installations permanentes ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, indiquez l'adresse			
7 La corporation a-t-elle déjà contracté un semblable engagement ou un engagement similaire en vertu d'une disposition législative fédérale concernant l'immigration ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, en faveur de qui ?			
NOM	PRÉNOM	ADRESSE	
Cet engagement soumet-il encore la corporation à des obligations ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
La corporation a-t-elle déjà manqué à une obligation contractée en vertu d'un tel engagement ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
8 Énumérez toutes les sources de revenus de la corporation en indiquant le montant mensuel moyen pour chaque source			
INDICATION DE LA SOURCE			MONTANT MENSUEL
TOTAL MENSUEL			

9. Énumérez toutes les dépenses de fonctionnement de la corporation en indiquant le montant mensuel moyen consacré à chaque item.				
ITEM	MONTANT MENSUEL			
TOTAL MENSUEL				
SECTION 2 - Identification du ressortissant étranger dont on se porte garant				
10. NOM	PRÉNOM	ÉTAT CIVIL	NATIONALITÉ	
ADRESSE				
11. Identifiez les personnes à charge (conjoint et enfant célibataire de moins de 21 ans issus de cette personne ou de son conjoint) de la personne dont la corporation désire se porter garant.				
NOM	PRÉNOM	NATIONALITÉ	DATE DE NAISSANCE	LIEN DE PARENTÉ (avec la personne dont la corporation se porte garante)
12. Quelle est la région ou la localité prévue pour l'établissement du ressortissant étranger dont la corporation se porte garante ?				
La corporation possède-t-elle des représentants dans cette région ou localité ?				
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, indiquez lesquels ?				
NOM	PRÉNOM	ADRESSE	NO. DE TÉLÉPHONE	
NB. Veuillez soumettre une copie de la charte ou du document qui vous constitue en corporation, de même qu'un bilan financier certifié pour la dernière année financière de la corporation.				
Je, soussigné, dûment autorisé en vertu d'une résolution de la corporation				
_____ en date du _____ et				
ci-jointe, atteste que tous les renseignements donnés ci-dessus sont vrais.				
_____ Signature				
FAIT DEVANT MOI À _____ EN CE _____ JOUR DE _____ 19____				
_____ Fonctionnaire à l'Immigration				

ANNEXE G (a. 29)



Gouvernement du Québec
Ministère des Communautés culturelles
et de l'immigration

DOSSIER

Demande d'engagement (groupe)

(à remplir par les membres d'un groupe qui désirent se porter garants d'un ressortissant étranger qui appartient à la catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse.)

1 Le porte-parole officiel de votre-groupe est				
NOM		PRÉNOM		
ADRESSE		NO DE TÉLÉPHONE		
2 Identifiez la personne dont vous désirez vous porter garante				
NOM		PRÉNOM		
ADRESSE				
ÉTAT CIVIL		NATIONALITÉ		DATE DE NAISSANCE
3 Identifiez les personnes à charge (conjoint et enfant célibataire de moins de 21 ans issus de cette personne ou de son conjoint) de la personne dont vous désirez vous porter garante				
NOM	PRÉNOM	NATIONALITÉ	DATE DE NAISSANCE	LIEN DE PARENTE (avec la personne dont vous vous portez garante)
4 Dans quelle région ou localité est prévue l'établissement de la personne pour laquelle vous vous portez garant ?				
Veuillez noter que chaque membre du groupe doit également compléter le formulaire demande d'engagement (La signature des conjoints n'est pas requise)				
Nous attestons que tous les renseignements donnés ci-dessus sont vrais				
_____		_____		
_____		_____		
_____		Signature		
FAIT DEVANT MOI A _____		EN CE _____ JOUR DE _____ 19 _____		
Fonctionnaire à l'immigration				

ANNEXE H-1

(a. 36 et 42)



Gouvernement du Québec
Ministère des Communautés culturelles
et de l'immigration

DOSSIER

Engagement

(À remplir par une personne qui désire se porter garante)

1. Je, soussigné, m'engage en faveur de la (des) personne(s) suivante(s) :

NOM	CHEF DE FAMILLE	PRÉNOM	LIEN DE PARENTÉ AVEC LE GARANT	DATE DE NAISSANCE
ADRESSE				
Autres personnes accompagnant le chef de famille				
NOM DE FAMILLE	PRÉNOM	LIEN DE PARENTÉ AVEC LE CHEF DE FAMILLE	DATE DE NAISSANCE	

à subvenir, pendant la période d'établissement prévue aux besoins essentiels tels qu'établis dans le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers (R.R.Q., c. M-23.1, r.2) dans la mesure où il(s) en a(ont) raisonnablement besoin.

2. Je m'engage de plus à rembourser le Gouvernement du Québec de toute somme que celui-ci versera conformément à la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., c. A-16) à la (aux) personne(s) visée(s) ci-dessus pendant la période d'établissement prévue.
3. En outre, je m'engage à rembourser Sa Majesté du chef de toute province du Canada du montant des prestations d'aide sociale ou autres prestations de même nature, qu'elle accorderait pendant la période d'établissement prévue à la (aux) personne(s) visée(s) ci-dessus.
4. La période d'établissement prévue par le présent engagement est de _____ an(s) à compter de la date de l'arrivée au Québec de la (des) personne(s) visée(s) ci-dessus.
5. J'accepte que les poursuites en vertu du présent engagement puissent être entamées devant tout tribunal compétent du district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, j'ai signé à _____ en ce _____ jour de _____ 19 _____

Signature du garant

Signature du conjoint

FAIT DEVANT MOI À _____ EN CE _____ JOUR DE _____ 19 _____

Fonctionnaire à l'immigration

ANNEXE H-2

(a. 36 et 42)



Gouvernement du Québec
Ministère des Communautés culturelles
et de l'immigration

DOSSIER

Formule d'engagement

(pour les membres d'un groupe qui désirent se porter garants d'un ressortissant étranger qui appartient à la catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse).

1. Nous, soussignés, nous engageons conjointement et solidairement en faveur de la (des) personne(s) suivante(s) :

NOM	CHEF DE FAMILLE	PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE
ADRESSE			
Autres personnes accompagnant le chef de famille			
NOM	PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	LIEN DE PARENTÉ

à subvenir, pendant la période d'établissement prévue aux besoins essentiels tels qu'établis dans le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers (R.R.Q., c. M-23.1, r.2) dans la mesure où (ils) en a (ont) raisonnablement besoin.

- Nous nous engageons de plus conjointement et solidairement à rembourser le Gouvernement du Québec de toute somme que celui-ci versera conformément à la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., c. A-16) à la(aux) personne(s) visée(s) ci-dessus pendant la période d'établissement prévue.
- En outre, nous nous engageons conjointement et solidairement à rembourser Sa Majesté du chef de toute province du Canada du montant des prestations d'aide sociale ou autres prestations de même nature qu'elle accorderait pendant la période d'établissement prévue à la(aux) personne(s) visée(s) ci-dessus.
- Nous nous engageons de plus à assurer l'accueil et à fournir de l'aide pour l'établissement de la(des) personne(s) visée(s) ci-dessus, y compris l'accueil dans la région où la localité d'établissement, les renseignements sur la société et la culture du Québec de même que les services de consultations nécessaires pour l'intégration au Québec, et l'aide pour la recherche d'un emploi.
- La période d'établissement prévue par le présent engagement est un an à compter de la date d'arrivée au Québec de la(des) personne(s) visée(s) ci-dessus.
- Nous reconnaissons et nous acceptons que les poursuites en vertu du présent engagement puissent être entamées devant tout tribunal compétent du district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI NOUS AVONS SIGNÉ À _____ EN CE _____ JOUR DE _____ 19 _____

FAIT DEVANT MOI À _____ EN CE _____ JOUR DE _____ 19 _____

Fonctionnaire à l'immigration

ANNEXE H-3

(a. 36 et 42)



Gouvernement du Québec
Ministère des Communautés culturelles
et de l'immigration

DOSSIER

Formule d'engagement

(pour une corporation qui désire se porter garante d'un ressortissant étranger qui appartient à la catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse)

- 1 La corporation (insérer ici le nom de la corporation dûment représentée aux fins des présentes par _____
_____, comme en fait foi la résolution en date du _____
et ci-annexée, s'engage en faveur de la (des) personne(s) suivantes(s) :

NOM CHEF DE FAMILLE	PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE
---------------------	--------	-------------------

ADRESSE

Autres personnes accompagnant le chef de famille		DATE DE NAISSANCE	LIEN DE PARENTÉ avec le chef de famille
NOM	PRÉNOM		

à subvenir, pendant la période d'établissement prévue aux besoins essentiels tels qu'établis dans le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers (R.R.Q., c. M-23.1, r.2) dans la mesure où (ils) en a (ont) raisonnablement besoin.

- 2 La corporation s'engage de plus à rembourser le Gouvernement du Québec de toute somme que celui-ci versera conformément à la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., c. A-16) à la (aux) personne(s) visée(s) ci-dessus pendant la période d'établissement prévue.
- 3 En outre, la corporation s'engage à rembourser Sa Majesté du chef de toute province du Canada du montant des prestations d'aide sociale ou autres prestations de même nature qu'elle accorderait pendant la période d'établissement prévue à la (aux) personne(s) visée(s) ci-dessus.
- 4 La corporation s'engage de plus à assurer et à fournir de l'aide pour l'établissement de la (des) personnes(s) visée(s) ci-dessus, y compris l'accueil dans la région ou la localité d'établissement, les renseignements sur la société et la culture du Québec de même que les services de consultations nécessaires pour l'intégration au Québec, et l'aide pour la recherche d'un emploi.
- 5 La période d'établissement prévue par le présent engagement est de un an à compter de la date de l'arrivée au Québec de la (des) personne(s) visée(s) ci-dessus.
- 6 La corporation reconnaît et accepte que les poursuites en vertu du présent engagement puissent être entamées devant tout tribunal compétent du district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi la corporation _____
(insérer ici le nom de la corporation)

dûment représentée aux fins de la présente par _____, comme en fait foi la résolution
en date du _____ et ci-annexée, s'est engagée en ce _____ jour de _____ 19 _____

Signature

FAIT DEVANT MOI A _____ EN CE _____ JOUR DE _____ 19 _____

Fonctionnaire à l'immigration

ANNEXE I (a. 23 et 36)



Gouvernement du Québec
Ministère des Communautés culturelles
et de l'immigration

DOSSIER

Demande d'engagement (garant)

(À remplir par une personne qui désire se porter garante)

SECTION 1 — Identification du garant			
1 Nom de famille		Prénom (souligner le prénom habituel)	
		2 Sexe <input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin	
3 Date de naissance : Jour mois année		Lieu de naissance : Localité Province/Etat Pays	
4 Statut <input type="checkbox"/> citoyen canadien <input type="checkbox"/> résident permanent		Date d'obtention du statut de résident permanent JOUR MOIS ANNÉE	
5 Adresse permanente		6 Nos. de téléphone Résidence Travail	
7 Situation de famille actuelle <input type="checkbox"/> Célibataire (jamais marié(e)) <input type="checkbox"/> Fiance(e)		<input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Séparé(e) <input type="checkbox"/> Veuf(ve) <input type="checkbox"/> divorcé(e)	
8 Personne(s) à charge (i.e. conjoint et tous les enfants célibataires de moins de 21 ans issus de vous-même ou de votre conjoint)			
NOM DE FAMILLE	PRÉNOM	LIEN DE PARENTÉ	DATE DE NAISSANCE
SECTION 2 — Situation financière			
9 Possédez-vous un emploi ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Depuis combien de temps ?			
Si oui, complétez pour votre employeur : NOM / ADRESSE / NO. DE TÉLÉPHONE			
10 DÉPENSES		11 REVENUS	
MONTANT MENSUEL		MONTANT MENSUEL	
— Logement et frais connexes		— Salaire net	
— Remboursement de prêt(s)		— Salaire du conjoint net	
— Nourriture		— Autres revenus net	
— Autres (transport, vêtements, etc.)		TOTAL MENSUEL	
Réservé à l'administration		Épargne Montant	
TOTAL MENSUEL		Nature	
		TOTAL	
12 Avez-vous déjà contracté un semblable engagement ou un engagement en vertu du Règlement sur l'immigration de 1978 ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Si oui, en faveur de qui ? NOM / PRÉNOM / ADRESSE			
Avez-vous déjà manqué à une obligation contractée en vertu d'un tel engagement ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			

SECTION 3 — Identification du ressortissant étranger dont on se porte garant

13. Identifiez la personne dont vous désirez vous porter garant

☐ Parent
☐ Fiancé(e)
☐ Mineur que vous désirez adopter
☐ Autres

NOM

PRÉNOM

LIEU ET DATE DE NAISSANCE

ETAT CIVIL

LIEN DE PARENTÉ

NATIONALITÉ

14. ADRESSE

15. PROFESSION

Cette personne a-t-elle l'intention de travailler au Québec

☐ Oui
☐ Non

16. Identifiez les personnes à charge (conjoint et enfant célibataire de moins de 21 ans issus de cette personne ou de son conjoint) de la personne dont vous désirez vous porter garant

NOM

PRÉNOM

LIEN DE PARENTÉ

NATIONALITÉ

DATE DE NAISSANCE

avec personne identifiée en 13

17. S'il s'agit de votre père, mère, grand-mère ou grand-père, indiquez s'ils sont incapables d'exercer un emploi

☐ Oui
☐ Non
☐ Père
☐ Mère
☐ Grand-mère
☐ Grand-père

N.B.

S'il s'agit d'un frère, d'une sœur, d'un neveu, d'une nièce, d'un petit-fils ou d'une petite-fille qui est orphelin, célibataire et âgé de moins de 18 ans, ou s'il s'agit d'un enfant mineur que vous avez l'intention d'adopter, veuillez annexer un document émanant d'une société d'adoption reconnue par le ministre des Affaires sociales du Québec à l'effet que cette société a pris connaissance des dispositions prises par vous pour accueillir cet orphelin ou cette personne mineure et qu'elle ne s'y oppose pas.

S'il s'agit de votre fiancé(e), veuillez annexer un document établissant qu'il n'existe aucun obstacle juridique à votre mariage.

J'atteste (nous attestons) que tous les renseignements que j'ai (nous avons) donnés ci-haut sont véridiques.

Signature du garant

Signature du conjoint

FAIT DEVANT MOI À

EN CE

JOUR DE

19

Fonctionnaire à l'immigration

- A.C. 3834-78, (1978) 110 G.O.II, 7173
A.C. 970-79, (1979) 111 G.O.II, 2891
A.C. 1714-79, (1979) 111 G.O.II, 4703
D. 1435-80, (1980) 112 G.O.II, 2823
D. 194-81, (1981) 113 G.O.II, 515
D. 2353-81, (1981) 113 G.O.II, 4168



c. M-23.1, r.3

Règlement sur les services d'adaptation et de formation linguistique des immigrants avec assistance financière

Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration

(L.R.Q., c. M-16, a. 3.3 ; mod. L.Q., 1981, c. 9 ; après refonte : L.R.Q., c. M-23.1)

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « emploi » : toute activité rétribuée qui occupe une personne 24 heures ou plus par semaine ;
- b) « étudiant » : une personne inscrite à plein temps :
 - i. dans une université ou un collège que la loi ou une charte autorise à décerner des diplômes ; ou
 - ii. dans tout autre établissement public ou privé d'enseignement dont les diplômes sont reconnus par le ministère de l'Éducation du Québec ;
- c) « Loi sur l'immigration de 1976 » : la Loi concernant l'immigration au Canada (S.C., 1976-77, c. 52) ;
- d) « ministre » : le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec ;
- e) « Règlement sur l'immigration de 1978 » : le Règlement concernant l'admission au Canada et le renvoi du Canada des personnes qui ne sont pas citoyens canadiens (DORS/78-172, (1978) 112 Gaz. Can. Partie II, 757 ;
- f) « services » : les services d'adaptation et de formation linguistique dispensés par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec et consistant en cours de langue française et en cours ou activités d'initiation à la vie québécoise ;
- g) « stagiaire » : une personne qui obtient les services.

SECTION II APPLICATION

2. Le présent règlement s'applique à toute personne qui n'est pas un stagiaire sélectionné et recevant une allocation en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes (S.R.C., 1970, c. A-2).

SECTION III OBTENTION ET MAINTIEN DES SERVICES

3. Dans la mesure que des places sont disponibles, des services sont accordés à toute personne qui en fait la demande et qui :

- a) est âgée d'au moins 16 ans ;
- b) ne possède pas une connaissance suffisante de la langue française ;
- c) est, au sens de la Loi sur l'immigration de 1976, un résident permanent, un détenteur de permis ou un réfugié au sens de la Convention ; et
- d) réside au Québec.

4. Les personnes qui n'occupent pas un emploi, qui ne sont pas étudiants et qui résident au Québec depuis moins d'un an obtiennent les services en priorité dans l'ordre suivant :

- a) un résident permanent, au sens de la Loi sur l'immigration de 1976, qui a été admis au Canada :
 - i. parce qu'au sens de cette Loi, il était un réfugié au sens de la Convention, ou parce qu'il a été désigné par un règlement établi en vertu du paragraphe 2 de l'article 115 de cette Loi comme étant une personne appartenant à une catégorie admissible au sens du paragraphe 2 de l'article 6 de cette Loi ;
 - ii. autrement qu'à titre de personne appartenant à la catégorie de la famille au sens de cette Loi ou qu'à titre de parent aidé au sens du Règlement sur l'immigration de 1978 ;
 - iii. à titre de parent aidé au sens du Règlement sur l'immigration de 1978 ;
 - iv. à titre de personne appartenant à la catégorie de la famille au sens de cette Loi ;
- b) un détenteur de permis au sens de l'article 37 de la Loi sur l'immigration de 1976.

5. Les personnes auxquelles l'article 4 ne s'applique pas obtiennent les services suivant l'ordre établi à cet article.

6. Chaque stagiaire obtient entre 10 et 30 semaines de services, le nombre exact de semaines étant déterminé suivant sa connaissance de la langue française.

7. Les services ne sont pas maintenus pour un stagiaire qui s'absente pendant 5 jours consécutifs, ou pendant 15 jours non consécutifs, quels que soient les motifs de ses absences.

Un tel stagiaire peut cependant obtenir de nouveau les services s'il présente une nouvelle demande et s'il justifie ses absences ou son abandon, notamment en établissant qu'il était malade.

8. Les services ne sont pas maintenus pour un stagiaire qui entrave, par son indiscipline, le bon fonctionnement des services.

SECTION IV PROLONGATION DES SERVICES

9. Compte tenu des besoins linguistiques particuliers d'un stagiaire dans l'apprentissage de la langue française, celui-ci peut bénéficier d'une prolongation des services. Cette prolongation ne doit pas avoir pour effet de permettre à un stagiaire de bénéficier de plus de 60 semaines de services.

SECTION V OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE

10. Aux fins de la présente section, on entend par :

- a) « conjoint » d'une personne :
 - i. l'homme ou la femme qui est marié avec cette personne et qui cohabite avec elle ; ou
 - ii. qui vit maritalement avec cette personne et qui, au moment de sa demande de service, réside avec elle depuis un an et est publiquement représenté comme conjoint de cette personne ;
- b) « personne à charge » : par rapport à tout stagiaire :
 - i. son enfant âgé de moins de 16 ans ;
 - ii. son enfant âgé d'au moins 16 ans et qui est un étudiant ou une personne mentalement handicapée ;
 - iii. son conjoint qui n'occupe pas un emploi ; ou
 - iv. un de ses parents âgé d'au moins 60 ans et qui n'occupe pas un emploi,

et dont les dépenses de logement, de subsistance et les autres dépenses de ménage sont assumées par le stagiaire qui pourvoit aux besoins de la famille et qui constitue le principal soutien économique de cette famille.

11. Une aide financière est octroyée à tout stagiaire qui en a fait la demande et qui bénéficie des services au 31 mars 1981.

N'est cependant pas admissible à de l'aide financière tout stagiaire :

- a) qui occupe un emploi ;
- b) qui est étudiant ;
- c) qui reçoit une prestation en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1970-71-72, c. 48) ;
- d) qui bénéficie d'une prestation en vertu de quelque disposition législative ou réglementaire fédérale ; et
- e) qui bénéficie de l'aide sociale accordée en vertu de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., c. A-16).

12. Le montant de l'aide financière octroyée à un stagiaire en vertu de l'article 11 est établi selon le barème suivant :

- a) 10 \$ par semaine, si :
 - i. le conjoint du stagiaire occupe un emploi ;
 - ii. le stagiaire réside chez son père et sa mère ou l'un des deux et que son père ou sa mère chez qui il réside occupe un emploi ; ou
 - iii. le stagiaire est une personne décrite au sous-paragraphe i du paragraphe a de l'article 4, durant la durée de l'engagement pris en vertu de l'article 30 du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers (c. M-23.1, r.2) ou durant la durée de l'engagement pris en vertu du Règlement sur l'immigration de 1978, du Règlement sur la catégorie désignée d'Indochinois (DORS/78-931, (1978) 112 Gaz. Can. Partie II, 4464, du Règlement sur la catégorie désignée de Latino-américains (DORS/78-932, (1978) 112 Gaz. Can. Partie II, 4467 ou du Règlement sur la catégorie désignée d'exilés volontaires (DORS/78-933, (1978) 112 Gaz. Can. Partie II, 4470 ;
- b) 30 \$ par semaine si le stagiaire n'a aucune personne à charge ;
- c) 40 \$ par semaine si le stagiaire a une personne à charge ;
- d) 50 \$ par semaine si le stagiaire a 2 personnes à charge ;
- e) 60 \$ par semaine si le stagiaire a 3 personnes à charge ; ou
- f) 70 \$ par semaine si le stagiaire a 4 personnes à charge ou plus.

Le supplément d'allocation de formation ne peut être réclamé pour une personne à charge que par le stagiaire qui a effectivement la charge de cette personne.

13. En cas d'absence du stagiaire des services pendant une journée ou plus, l'aide financière octroyée en vertu de

l'article 11 est diminuée proportionnellement au nombre de jours de la semaine pendant lesquels le stagiaire s'est absenté à moins que l'absence ne soit justifiée par maladie ou par décès dans la famille ou que l'absence n'ait été préalablement approuvée par un fonctionnaire désigné par le ministre.

A.C. 70-79, (1979) 111 G.O.II, 383
D. 3488-80, (1980) 112 G.O.II, 6439
D. 404-81, (1981) 113 G.O.II, 1389



c. M-23.1, r.4

Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration

Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration

(L.R.Q., c. M-16, a. 15 ; mod. L.Q., 1981, c. 9 ; après refonte : L.R.Q., c. M-23.1)

1. Les détenteurs de fonctions officielles ou responsables de tâches du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration ci-après désignés sont autorisés à signer aux lieux et places du ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration et avec le même effet, les actes, documents ou écrits énumérés à la suite de leurs fonctions officielles sous réserve des conditions édictées selon la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

2. Les sous-ministres adjoints et les directeurs, dans les limites de leur secteur d'activité respectif, sont autorisés à signer pour des montants inférieurs à 5 000 \$:

- a) les contrats d'achat de biens mobiliers ;
- b) les baux et les contrats de location de biens immobiliers ou mobiliers ; et
- c) les contrats de service.

3. Le directeur de l'administration et le chef des services auxiliaires, dans les limites de leur secteur d'activité respectif, sont autorisés à signer les commandes locales et les demandes de livraison et les demandes de réparation de machinerie et d'équipement.



c. M-24, r.1

Règlement sur le Bureau central de l'informatique

Loi sur le ministère des Communications
(L.R.Q., c. M-24)

1. Est formé un Bureau central de l'informatique du Gouvernement du Québec, ayant comme principales fonctions :

a) de fournir, dans la mesure des ressources dont il dispose, les services informatiques aux ministères et organismes qui n'ont pas les ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins en cette matière ;

b) de coordonner les travaux à être confiés à l'entreprise privée en matière de services informatiques ;

c) d'assurer l'exploitation des systèmes mécanisés de gestion centrale ;

d) de promouvoir la formation d'un réseau gouvernemental de centres informatiques en effectuant des études technologiques pour assurer la complémentarité et l'interaction des différents centres avec celui du Bureau central de l'informatique dans le but d'absorber les besoins supplémentaires en capacité de traitement des centres existants ;

e) d'exercer auprès de tous les ministères et organismes des fonctions de coordination et d'expertise technologique relatives à l'informatique ;

f) de préparer, pour approbation par le Conseil du trésor, des normes gouvernementales ayant trait à la programmation, à l'opération, à la documentation et à la sécurité des systèmes mécanisés ;

g) de mettre sur pied un système budgétaire approprié à la nature de ses opérations.

2. Le Bureau central de l'informatique est rattaché au ministère des Communications.



c. M-24, r.2

Décret sur l'emblème officiel du Gouvernement du Québec

Loi sur le ministère des Communications
(L.R.Q., c. M-24, a. 2 et 3)

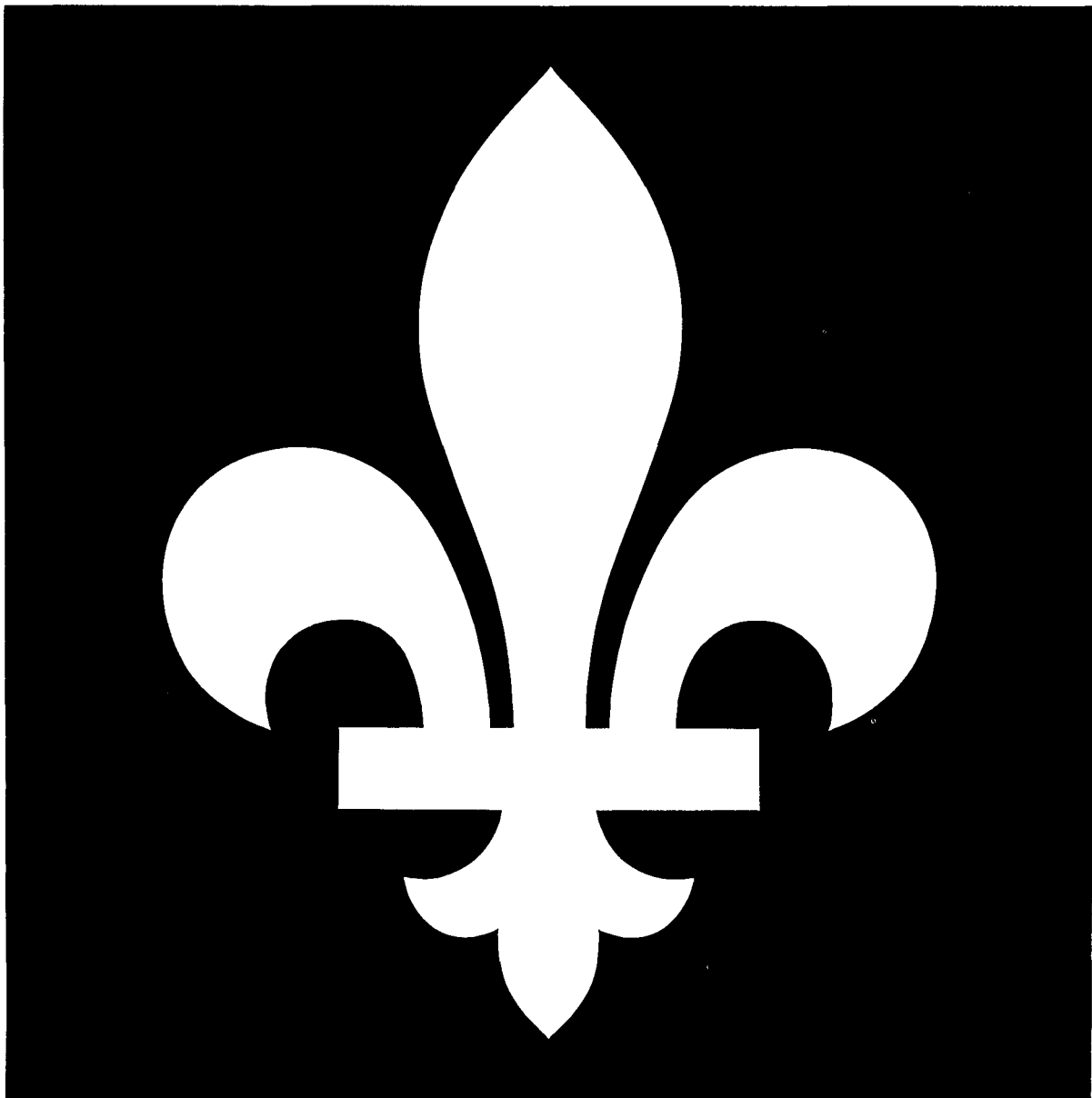
1. La fleur de lys inscrite dans un carré est adoptée et employée comme emblème constituant l'identification des organismes gouvernementaux du Québec. Une reproduction de cet emblème apparaît à l'annexe 1.

2. Le ministre des Communications est autorisé à demander au registraire des marques de commerce de notifier le public de l'adoption de cet emblème et de son emploi comme marque officielle pour identifier les organismes gouvernementaux du Québec en vertu de l'article 9 de la Loi sur les marques de commerce (S.R.C., 1970, c. T-10).

ANNEXE 1

(a. 1)

EMBLÈME



A.C. 3914-75, (1975) 107 G.O. II, 4849



c. M-24, r.3

Décret sur l'identification visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux

Loi sur le ministère des Communications
(L.R.Q., c. M-24, a. 3)

1. La norme intitulée « Norme d'identification visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux » prévue à l'annexe A est adoptée.

2. La norme couleur « bleu Québec » du Bureau de normalisation du Québec, portant le numéro BNQ 9901-901-1973-03-06 prévue à l'annexe B est adoptée.

3. Les ministères et organismes publics au sens de l'article 3 de la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., c. M-24), dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1), ainsi que les organismes publics dont les ressources proviennent, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu et dont le budget est voté annuellement par l'Assemblée nationale, à l'exclusion de la Sûreté du Québec, sont tenus d'appliquer cette norme sur les véhicules automobiles qu'ils possèdent, au fur et à mesure de l'achat, du remplacement ou de la réparation des véhicules.

4. Le ministère des Communications, par son service de normalisation visuelle de la Direction générale de l'édition, surveille l'application de ces normes.

5. Le ministre des Communications prend les mesures pour protéger la propriété et l'exclusivité d'utilisation de ces normes en les enregistrant auprès des autorités compétentes.

ANNEXE A (a. 1)

NORME D'IDENTIFICATION VISUELLE DES VÉHICULES AUTOMOBILES GOUVERNEMENTAUX

1. Couleur :

1.1. Principe : Toutes les parties peintes et extérieures des véhicules automobiles gouvernementaux doivent être « bleu Québec », BNQ 9901-901, seule l'identification apparaissant en blanc. L'expression « véhicule automobile », ci-après appelé véhicule, comprend tout le matériel rou-

lant sur les chemins et terres publics y compris les « véhicules automobiles » et « combinaisons de véhicules » au sens du Code de la route (L.R.Q., c. C-24).

1.2. Exceptions : Deux facteurs répondant à des fonctions définies motivent l'utilisation d'autres couleurs de fond que le « bleu Québec ».

1.2.1. Facteurs de sécurité : Les véhicules affectés aux fonctions définies ci-dessous et exigeant, pour des raisons sécuritaires, un signallement visuel des plus efficaces doivent être « jaune sécurité ».

Toutes les parties peintes et extérieures de ces véhicules doivent être jaunes 505-109 conformément à la norme ONGC 1-GP-12c, seule l'identification apparaissant en noir.

1.2.1.1. Les véhicules appelés à circuler à vitesse réduite ou à stationner sur les voies rapides.

1.2.1.2. Les véhicules appelés à circuler principalement de nuit ou dans des conditions de visibilité réduite.

1.2.1.3. Les véhicules opérant ou stationnant sur les chantiers.

1.2.1.4. Les véhicules appelés à effectuer des opérations de secours.

1.2.2. Facteurs de discrétion : L'identification des véhicules répondant aux facteurs de discrétion non exceptionnels se limite à la seule application de l'emblème officiel, en petite dimension.

Le facteur de discrétion exceptionnel recherché dans l'aspect de certains véhicules permet à ces derniers d'échapper à toutes normes.

2. Identification :

2.1. Composition : L'identification est composée des éléments suivants :

2.1.1. Les éléments composant l'identification doivent être blancs sur bleu ou noirs sur jaune.

2.1.2. Le caractère est « l'Helvetica médium ».

2.1.3. L'emblème officiel (Fleur de lys inscrite dans un carré).

2.1.4. Le nom du ministère dans son appellation simple suivi du mot « QUÉBEC ».

2.1.5. La codification chiffrée.

2.2. Position : La position exacte des différents éléments composant l'identification doit être conforme aux modèles établis pour les différentes catégories et types de véhicules.

2.2.1. L'emblème officiel doit apparaître ordinairement sur les deux côtés des véhicules (groupé avec le nom du ministère) et à l'arrière des véhicules, sur le côté gauche.

2.2.2. Le nom du ministère, suivi du mot « QUÉBEC » disposé généralement sur une ou 2 lignes et précédé par l'emblème, doit apparaître ordinairement sur les 2 côtés des véhicules. Les mots identifiant les ministères sont alignés sur la gauche et débutent à la hauteur du sommet de l'emblème.

2.2.3. La codification chiffrée doit apparaître sur les deux côtés des véhicules (dans la mesure du possible à l'avant et à la hauteur de la ligne supérieure de l'identification du ministère et à l'arrière, à droite à la hauteur du sommet de l'emblème).

2.3. Dimension : L'emblème doit avoir une hauteur équivalente à celle d'une identification disposée sur 2 lignes, l'interligne étant égal à $\frac{1}{2}$ hauteur de majuscule.

La hauteur d'une lettre majuscule ainsi que les chiffres doivent avoir 2 pouces et l'emblème $5\frac{1}{4}$ pouces dans l'identification de la majorité des véhicules.

Des lettres de 1 pouce de hauteur avec l'emblème de $2\frac{1}{2}$ pouces sont requises pour l'identification des plus petits véhicules, tel que motocyclettes, motoneiges et autres.

2.4. Procédés techniques d'application : Le nom du ministère et l'emblème apparaissant sur les côtés des véhicules doivent être appliqués au moyen de décalques au ciment, produits d'après les modèles (« prêts à photographier ») établis pour chaque ministère.

La codification chiffrée apparaissant sur les côtés et à l'arrière des véhicules, ainsi que l'emblème à l'arrière des véhicules doivent être découpés à l'emporte-pièce dans du vinyl adhésif par pression.

ANNEXE B

(a. 2)

NORME

COULEUR « BLEU QUÉBEC »

9901-901
B.N.Q. _____
1973-03-06

1. Objet :

1.1. La présente norme a pour objet de définir les caractéristiques du « Bleu Québec » utilisé par le Gouvernement du Québec pour l'identification de ses véhicules, l'impression

de sa papeterie, la signalisation à l'intérieur et à l'extérieur des édifices de l'État et pour divers autres objets.

1.2. Cette norme ne couvre pas les exigences de la couleur du drapeau du Québec dont le bleu est défini dans la norme BNQ 7192-160.

2. Terminologie : La terminologie utilisée dans cette norme est celle couramment employée en français, dans le domaine de la colorimétrie.

3. Documents :

3.1. Les documents mentionnés ci-dessous s'appliquent à la présente norme. Il s'agit dans chaque cas de la version en vigueur à la date d'appel d'offres, sauf indication contraire.

Normes de l'*American Society for Testing and Materials*.

ASTM D1729 : « *Visual Evaluation of Color Differences of Opaque Materials* ».

ASTM E308 : « *Spectrophotometry and Description of Color in CIE 1931 System* ».

3.2. On peut obtenir des exemplaires de ces documents en s'adressant à :

ASTM : *American Society for Testing and Materials*
1916 Race Street, Philadelphia, Pa 19103, U.S.A.

4. Exigences générales :

4.1. La couleur doit être uniforme sur toute la surface où elle est appliquée.

4.2. La couleur bleue appliquée sous forme de peinture, teinture, encre ou autre doit être visuellement identique d'un subjectile à l'autre.

5. Exigences particulières :

5.1. La couleur bleue utilisée pour l'identification visuelle doit avoir les caractéristiques chromatiques suivantes :

X – 12.23
Y – 15.37
ZX – 43.07
LX – 0.17302
LY – 0.21749

5.2. La tolérance totale doit être inférieure ou égale à 2 unités McAdams pour la peinture et de 5 unités McAdams pour tout autre matériau.

5.3. Lorsqu'une vérification par contretypage est effectuée, on ne doit noter aucune différence appréciable entre l'éta-
lon secondaire et l'échantillon à analyser.

5.4. Les caractéristiques de la couleur doivent être déterminées conformément à la méthode E308 de L'ASTM. Le

contretypage doit être effectué selon la méthode D1729 de l'ASTM.

5.5. Les valeurs numériques données à l'article 5.1 ont été lues au moyen des appareils suivants : Spectronic 505 Bausch & Lomb et DPE Digital Computer.

6. Remarques :

6.1. **Conformité :** Le Bureau de normalisation du Québec peut, sur demande, effectuer la vérification de la conformité à la présente norme.

6.2. Des étalons secondaires de la couleur servant à l'identification visuelle peuvent être obtenus en s'adressant au Bureau de normalisation du Québec.

6.3. Tout commentaire ainsi que toute demande de renseignements additionnels doivent être adressés au Bureau de normalisation du Québec.

A.C. 1150-73, (1973) 105 G.O. II, 1151

A.C. 3915-75, (1975) 107 G.O. II, 4853



c. M-24, r.4

Décret sur l'identification visuelle du Gouvernement du Québec

Loi sur le ministère des Communications
(L.R.Q., c. M-24, a. 2)

1. Le système d'identification officiel du Gouvernement du Québec est celui défini et précisé dans le Cahier no 1 intitulé « Règles graphiques générales » du ministère des Communications et est désigné sous le vocable de programme d'identification visuelle.

2. Sont assujettis au programme d'identification visuelle, les ministères et organismes dont le budget est voté par l'Assemblée nationale, à l'exception de ceux identifiés à l'annexe A, ainsi que les organismes figurant à l'annexe B.

3. Tout organisme créé après le 13 mars 1980 est assujetti au programme d'identification visuelle.

4. Tout ministère ou organisme peut être dispensé de l'assujettissement au programme d'identification visuelle par autorisation du gouvernement donnée sur recommandation du Conseil du trésor.

5. Le ministère des Communications a le mandat d'élaborer les règles graphiques générales et complémentaires d'application du programme d'identification visuelle et de les soumettre à l'approbation du Conseil du trésor ainsi que de voir à l'application des règles du programme.

6. Le Conseil du trésor voit à émettre les directives concernant les règles et les normes d'application du programme d'identification visuelle.

7. Toute dispense en regard de l'application de certaines règles du programme en faveur d'un ministère ou d'un organisme est accordée par le Conseil du trésor sur recommandation du ministère des Communications.

ANNEXE A (a. 2)

ORGANISMES DONT LE BUDGET EST VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE EXCLUS DU PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE

1. Assemblée nationale.

2. Société de radio-télévision du Québec (Radio-Québec).

3. Office franco-québécois pour la jeunesse.

4. Protecteur du citoyen.

5. Société du parc industriel du centre du Québec.

6. Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.

7. Sûreté du Québec.

ANNEXE B (a. 2)

ORGANISMES DONT LE BUDGET N'EST PAS VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE QUI SONT ASSUJETTIS AU PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE

1. Bureau du directeur général des élections.

2. Bureau du financement des partis politiques.

3. Commission de la santé et de la sécurité du travail.

4. Commission des normes du travail.

5. Corporation d'hébergement du Québec.

6. Régie de l'assurance automobile du Québec.

7. Régie de l'assurance-maladie du Québec.

8. Régie des rentes du Québec.

9. Société québécoise de développement des industries culturelles.



c. M-24, r.5

Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Communications

Loi sur le ministère des Communications
(L.R.Q., c. M-24, a. 11)

1. Les fonctionnaires du ministère des Communications titulaires des fonctions mentionnées au présent règlement sont autorisés à signer seuls et avec la même autorité que le ministre des Communications les actes, documents ou écrits énumérés à la suite de leur fonction respective, sous réserve de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

2. Les sous-ministres adjoints pour leurs programmes :

- a) les contrats de services, les contrats d'entretien et de réparation ainsi que les baux ;
- b) les contrats de location ;
- c) les achats d'immobilisation ;
- d) les commandes locales, les demandes de livraison et les contrats d'achat ;
- e) les protocoles de subvention.

3. Les directeurs généraux pour leur direction respective :

- a) les contrats de services et les contrats d'entretien et de réparation ;
- b) les contrats de location et les baux jusqu'à 5 000 \$;
- c) les achats d'immobilisation et les contrats d'achat jusqu'à 5 000 \$;
- d) les demandes de livraison et les commandes locales ;
- e) les protocoles de subvention.

4. Le directeur général de l'administration, outre les délégations ordinaires d'un directeur général, pour tous les programmes :

- a) les contrats de services, les commandes locales et les demandes de livraison ;
- b) les contrats de location, les contrats d'achat, les achats d'immobilisation et les baux jusqu'à 5 000 \$.

5. Les directeurs pour leur direction respective : le directeur de cabinet et l'adjoint exécutif pour leur élément de programme :

- a) les contrats de location jusqu'à 5 000 \$;
- b) les achats d'immobilisation, les contrats d'achat, les contrats de services ainsi que les contrats d'entretien et de réparation jusqu'à 2 000 \$;
- c) les demandes de livraison et les commandes locales.

6. Les chefs des bureaux régionaux, pour leur région respective, les responsables des librairies de l'Éditeur officiel ainsi que le chef de l'exploitation (DGST) pour sa division :

- a) les contrats de services, les contrats de location et les contrats d'achat jusqu'à 500 \$;
- b) les achats d'immobilisation et les contrats d'entretien et de réparation jusqu'à 1 000 \$;
- c) les demandes de livraison et les commandes locales.

7. Les chefs de division, pour leur division respective :

- a) les contrats de services, d'achat, de location ainsi que d'entretien et de réparation jusqu'à 500 \$;
- b) les commandes locales et les demandes de livraison.

8. Le directeur des services auxiliaires et le responsable de l'approvisionnement pour tous les programmes :

- a) les contrats de location et les contrats d'immobilisation jusqu'à 5 000 \$;
- b) les baux, les contrats d'entretien et de réparation et les contrats d'achat jusqu'à 2 000 \$;
- c) les demandes de livraison et les commandes locales.

9. Les sous-ministres adjoints et le directeur général des publications gouvernementales ont le pouvoir de signer les contrats de vente, d'échange, de location de documents audiovisuels du gouvernement ou de droits d'exploitation sur ceux-ci, jusqu'à 5 000 \$.

10. Le fonctionnaire nommé par intérim à l'un des postes mentionnés au présent règlement, est autorisé à signer les actes, documents ou écrits qui peuvent être signés par

le titulaire en vertu du présent règlement, avec le même effet que s'ils étaient signés par ce dernier.



c. M-24, r.6

Règlement sur la télévision payante

Loi sur le ministère des Communications
(L.R.Q., c. M-24, a. 4)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. 1) Dans le présent règlement, et à moins que le contexte ne leur donne une signification différente, on entend par :

a) « abonné » : une personne qui paie un abonnement à l'un des services d'une entreprise publique de télévision payante ;

b) « entreprise publique de télévision payante » : une entreprise publique incorporée selon la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), spécifiquement pour fournir un service de télévision payante dans un territoire exclusif assigné par la Régie ;

c) « frais de branchement » : des frais approuvés par la Régie pour l'établissement du service de télévision payante chez l'abonné ;

d) « ministre » : le ministre des Communications ;

e) « production » : un document sonore, visuel ou audio-visuel, résultant de l'ensemble des opérations nécessaires à sa création, sa réalisation ou sa mise en scène ;

f) « programmation » : l'ensemble des productions offertes à l'abonné ;

g) « propriétaire » : une personne, société ou corporation et leurs fidéicommissaires, liquidateurs, séquestres, ou syndics, qui exploitent, administrent ou contrôlent une entreprise publique de télévision payante ;

h) « Régie » : la Régie des services publics constituée par la Loi sur la Régie des services publics (L.R.Q., c. R-8) ;

i) « réseau de télévision payante » : 2 ou plusieurs systèmes reliés de télévision payante ;

j) « services audio-visuels de base » : un minimum de 2 services de radio et 2 services de télévision de langue française et le service de câblo-distribution en plus du service éducatif de Radio-Québec ;

k) « système de télévision payante » : l'ensemble des équipements et installations nécessaires au service de télé-

vision payante à l'intérieur du territoire desservi par l'entreprise publique de télévision payante ;

l) « tarif commercial » : la partie du tarif général indiquant l'ensemble des conditions et modalités lorsque le service offert est utilisé en tout ou en partie à des fins commerciales, industrielles ou professionnelles ;

m) « tarif général » : un recueil approuvé par la Régie et prescrivant l'ensemble des conditions et modalités selon lesquelles tout service est offert par une entreprise publique de télévision payante ;

n) « tarif institutionnel » : la partie du tarif général indiquant l'ensemble des conditions et modalités lorsque le service offert est utilisé par un établissement hospitalier, scolaire, universitaire ou par tout autre établissement à vocation philanthropique ;

o) « tarif résidentiel » : la partie du tarif général indiquant l'ensemble des conditions et modalités lorsque le service offert est utilisé à des fins familiales ou domestiques ;

p) « télévision payante » : un service spécifique en circuit fermé pour lequel des abonnés paient dans le but de recevoir une production ou une programmation originale et générale de loisir, d'éducation et de culture, à un canal ou à des canaux distincts d'un téléviseur ;

q) « territoire » : un territoire attribué à l'entreprise publique de télévision payante par la Régie.

2) Les définitions contenues dans la Loi sur la Régie des services publics (L.R.Q., c. R-8), à l'exception du mot « propriétaire », s'appliquent au présent règlement.

SECTION II ORGANISATION

§1. Entreprises publiques de télévision payante

2. L'attribution, la suspension, l'annulation et le maintien de tout permis, autorisation et concession concernant les entreprises publiques de télévision payante sont de la responsabilité de la Régie et sont prévus par le présent règlement.

3. Le présent règlement s'applique à tout service offert au public par une entreprise publique de télévision payante ou toute utilisation, prêt ou location d'un canal par une tierce partie, à même les installations de transmission utilisées par cette entreprise.

4. Une entreprise publique de télévision payante doit être incorporée spécifiquement et exclusivement à cette fin selon la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38).

5. Tous les membres du conseil d'administration et tous les membres de la direction d'une entreprise publique de télévision payante doivent résider au Québec.

6. Avant d'attribuer une autorisation d'exploitation d'un système de télévision payante, la Régie doit s'assurer que les services audio-visuels de base sont disponibles dans le territoire devant être desservi par l'entreprise publique de télévision payante.

7. Un raccordement et un échange de service entre entreprises publiques de télévision payante doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique de la Régie.

§2. Réseau central de télévision payante du Québec

8. 1) Une entreprise publique de télévision payante doit faire partie du Réseau central de télévision payante du Québec, entreprise publique ci-après appelée le « Réseau central ».

2) Le Réseau central est une corporation sans but lucratif incorporée selon la partie III de la Loi sur les compagnies.

3) Le Réseau central a pour objet d'établir et de gérer un réseau exclusif de télévision payante au Québec sous la surveillance et le contrôle de la Régie.

9. La charte et les règlements de formation du Réseau central de même que leurs modifications ultérieures devront être approuvés préalablement par la Régie.

10. Tous les membres du conseil d'administration du Réseau central doivent résider au Québec et le siège social du Réseau central doit être situé au Québec.

11. Le Réseau central a pour fonction d'administrer la télévision payante dans les meilleurs intérêts de ses membres et des abonnés. Plus particulièrement et sans restreindre la généralité des termes plus haut employés, le Réseau central peut :

- a) élaborer et mettre en oeuvre une programmation originale et de qualité pour le réseau de télévision payante ;
- b) commercialiser la télévision payante ; et
- c) assurer une distribution efficace de la programmation de télévision payante par tout moyen technique accepté par la Régie.

12. Le Réseau central doit favoriser les éléments de production et de réalisation en opération dans le domaine audio-visuel et du spectacle au Québec et ne peut agir comme producteur ou réalisateur.

13. Le Réseau central peut investir dans la production de tout document audio-visuel ou tout spectacle à la condition que cet investissement ne soit pas supérieur à 30% du coût total de la production.

14. Les frais d'administration, de gestion et de programmation appliqués par le Réseau central aux entreprises publiques de télévision payante doivent être proportionnels au nombre d'abonnés de ces entreprises.

15. 1) Le Réseau central doit fournir à la Régie au plus tard le 30 novembre de chaque année d'opération se terminant le 31 août précédent :

- a) un rapport sur la programmation ;
- b) un rapport statistique sur les aspects économiques du Réseau central ; et
- c) un plan de développement du Réseau central.

2) Les documents visés par le paragraphe 1 doivent être accessibles et à la disposition du public au siège social du Réseau central et à celui de chaque entreprise publique de télévision payante.

16. Le gouvernement détermine, à la fin de chaque année financière, la partie des revenus d'exploitation que le Réseau central doit redistribuer à la production québécoise selon les normes établies par le ministre.

§3. Abonnés

17. 1) Les frais de branchement et l'abonnement mensuel ou à la pièce tel que déterminé par la Régie, à un même type de service d'une entreprise publique de télévision payante, doivent être uniformes pour tous les abonnés d'un même système ou d'une partie de système eu égard aux caractéristiques particulières du territoire.

2) Ces tarifs doivent être déterminés en fonction de la qualité et de l'ampleur du service offert, de la qualité de la gestion, des actifs mis à la disposition du public, du plan de développement de l'entreprise et de tout autre élément pertinent de l'entreprise publique de télévision payante.

3) Une entreprise publique de télévision payante doit avoir un tarif général, approuvé par la Régie et mis à la disposition du public à son siège social et à chacun de ses bureaux d'affaires.

4) Tout tarif général d'une entreprise publique de télévision payante doit comprendre, entre autres, les dispositions suivantes :

- a) les divers tarifs exigés dont un tarif résidentiel, un tarif commercial et un tarif institutionnel ;
- b) les divers types de services autorisés ;
- c) les frais de branchement et l'abonnement mensuel ou à la pièce tel que déterminé par la Régie ;
- d) les frais additionnels de branchement ;
- e) les frais ou services spéciaux ;
- f) la facturation et le paiement des comptes ;
- g) les modalités d'un dépôt exigé à l'abonné ;
- h) les modalités du service d'accueil et de réparation ;
- i) les modalités de discontinuation du service ; et
- j) une description du territoire.

18. L'entreprise publique de télévision payante ne peut exiger pour le service offert que les prix approuvés par la Régie et prévus à son tarif général. L'abonné est tenu de payer ces prix pour le service offert.

19. Le tarif d'abonnement au service d'une entreprise publique de télévision payante doit être distinct du prix de tout autre bien ou service sous réserve des conditions et exigences énoncées dans ces cas spécifiques par la Régie.

SECTION III FRAIS DE SERVICE ET DE PROGRAMMATION

20. 1) Une entreprise publique de télévision payante doit offrir le service à toute personne résidant à l'intérieur de son territoire exclusif dans un délai raisonnable après réception d'une demande de service.

2) Une entreprise publique de télévision payante ne peut exiger de la personne qui demande le service de signer une formule autre que la formule de demande de service approuvée par la Régie.

21. 1) Les frais de branchement peuvent être exigés à l'avance d'une personne qui demande le service.

2) Un dépôt peut également être exigé de tout abonné par une entreprise publique de télévision payante selon les cas et les modalités prévus à son tarif général.

22. Tout territoire est exclusif et est déterminé en fonction des réalités industrielles de la télévision payante, des réalités socio-culturelles des communautés à desservir et de la capacité économique de l'entreprise publique de télé-

vision payante. Les limites de tel territoire ne sont pas nécessairement celles des villes, municipalités et comtés.

23. L'entreprise publique de télévision payante doit offrir un service continu et de haute qualité.

24. Une entreprise publique de télévision payante doit assurer à ses abonnés un service d'accueil et de réparation selon les modalités prévues au tarif général.

SECTION IV TRANSACTIONS, RAPPORTS ET REDEVANCES

25. Les renseignements suivants sur les transactions financières d'une entreprise publique de télévision payante doivent être fournis à la Régie :

- a) une entente garantissant un prêt ou une avance consentie à l'entreprise publique de télévision payante par une personne autre qu'un fournisseur de matériel ;
- b) une émission d'obligations par une entreprise publique de télévision payante constituée en corporation à capital-actions ;
- c) un acte de fiducie garantissant des obligations émises par l'entreprise publique de télévision payante ;
- d) une transaction relative au capital-actions ou aux actions y compris le contrôle de l'entreprise ;
- e) un contrat de gestion, d'exploitation, d'administration ou tout autre contrat ayant pour effet de confier le contrôle d'une entreprise publique de télévision payante à une personne autre qu'un employé véritable de cette entreprise ; et
- f) un emprunt d'une durée de plus d'un an.

26. Une cession, vente, achat, fusion en tout ou en partie ou un changement réel dans le contrôle d'une entreprise publique de télévision payante de quelque manière qu'il soit effectué, de même que l'établissement, la cession, la vente ou l'achat en totalité ou en partie d'un réseau et des installations qui y sont reliées, est subordonnée à l'approbation de la Régie.

27. Un contrat de service entre une entreprise publique de télévision payante et une entreprise publique au sens de la Loi sur la Régie des services publics (L.R.Q., c. R-8) doit recevoir l'approbation préalable de la Régie.

28. 1) Une entreprise publique de télévision payante doit fournir à la Régie, au plus tard le 30 novembre de chaque année d'opération se terminant le 31 août précédent, un rapport sur ses aspects administratifs et techniques, sa

programmation, ses états financiers et son plan de développement.

2) Une entreprise publique de télévision payante doit mettre à la disposition du public, à son siège social et à chaque bureau d'affaires, le document visé par le paragraphe 1.

SECTION V PROGRAMMATION

29. Une entreprise publique de télévision payante doit fournir à la Régie une grille type de sa programmation et communiquer à celle-ci tout changement substantiel qu'elle entend y apporter.

30. Une entreprise publique de télévision payante doit informer ses abonnés d'un changement à sa programmation autorisé par la Régie.

31. Une entreprise publique de télévision payante ne peut offrir à ses abonnés que la seule programmation fournie par le Réseau central et autorisée par la Régie.

32. La grille type de programmation autorisée par la Régie doit être accessible au public au siège social de l'entreprise publique de télévision payante desservant ce territoire et à celui du Réseau central.

33. Une entreprise publique de télévision payante doit offrir à ses abonnés une programmation non reliée directement à un parti politique.

34. La programmation offerte par le Réseau central pour les besoins de la télévision payante doit être accessible à toutes les entreprises publiques de télévision payante.

SECTION VI CONTENU

35. Une entreprise publique de télévision payante doit offrir à ses abonnés une programmation originale par rapport à celle ordinairement présentée par les autres médias électroniques et complémentaire à celle offerte ordinairement sur les écrans de projection cinématographique.

36. La programmation d'une entreprise publique de télévision payante doit être exempte de publicité.

37. La programmation d'une entreprise publique de télévision payante doit comprendre à la fois des émissions de divertissement et de culture.

38. 1) Une entreprise publique de télévision payante doit présenter des films portant le visa du Bureau de surveillance du cinéma.

2) Les films réservés aux adultes doivent être présentés à une heure appropriée.

39. La programmation doit comprendre en majorité des productions originales de langue française tout en privilégiant celles d'origine québécoise.



c. M-25, r.1

Règlement sur la signature des actes, documents ou écrits visés dans certaines lois administrées par le ministère des Institutions financières et Coopératives

Loi sur le ministère des Institutions financières et Coopératives

(L.R.Q., c. M-25, a. 14)

SECTION I SIGNATURE DE CERTAINS DOCUMENTS RELATIFS AUX COOPÉRATIVES

1. Monsieur Yves Tétreault, sous-ministre associé, est autorisé à signer tout document, acte ou écrit concernant l'application des lois concernant la constitution, le fonctionnement, l'inspection et la liquidation des coopératives faisant affaires au Québec, telles que les lois suivantes :

- a) Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., c. S-38) ;
- b) Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., c. A-24) ;
- c) Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4) ;
- d) Loi sur les sociétés coopératives agricoles (L.R.Q., c. S-24) ;
- e) Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., c. C-3) ;
- f) Loi sur les caisses d'établissement (L.R.Q., c. C-5) ;
- g) Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec (L.Q., 1968, c. 116) ;
- h) Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'Économie Desjardins du Québec (L.Q., 1971, c. 80).

SECTION II

SIGNATURE DE CERTAINS CONTRATS DE SERVICES DU MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES ET DE LA COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC

2. Les fonctionnaires du ministère des Institutions financières et Coopératives et de la Commission des valeurs mobilières du Québec, dont les noms suivent, sont autorisés à signer avec la même autorité que le ministre des Institutions financières et Coopératives des contrats de services :

a) pour le ministère des Institutions financières et Coopératives :

Monsieur Gilles Beaulieu, directeur du service de la gestion, a le pouvoir de signer des contrats de services pour des montants inférieurs à 2 500 \$; et

b) pour la Commission des valeurs mobilières du Québec :

Monsieur Paul Guy, directeur général de la Commission des valeurs mobilières du Québec, a le pouvoir de signer des contrats de services pour des montants inférieurs à 10 000 \$.

SECTION III

SIGNATURE DES ACTES, DOCUMENTS OU ÉCRITS VISÉS DANS CERTAINES LOIS ADMINISTRÉES PAR LE MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES

3. Outre le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives, messieurs Victor-P. Guerci, Hubert Gaudry, André Shink et Gilles Gingras sont autorisés à signer les originaux des actes, documents ou écrits qui peuvent être signés par le ministre des Institutions financières et Coopératives, en vertu :

a) des lois concernant la constitution, le fonctionnement, l'inspection et la liquidation des compagnies et corporations faisant affaires au Québec, dont ce ministre est chargé de l'application, sauf :

- i. la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) ;
- ii. la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) ;
- iii. la Loi sur les compagnies de fidéicommiss (L.R.Q., c. C-41) ;

iv. la Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., c. C-63);

v. la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71);

vi. la Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., c. E-17);

vii. la Loi sur les fabriques (L.R.Q., c. F-1);

viii. la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., c. R-22);

ix. la Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., c. C-69.1);

b) de la Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., c. C-43);

c) de la Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., c. C-46);

d) de la Loi sur la mainmorte (L.R.Q., c. M-1).

A.C. 2699-77, (1977) 109 G.O. II, 4675

A.C. 3918-78, (1979) 111 G.O. II, 107

D. 1658-80, (1980) 112 G.O. II, 3279



c. M-28, r.1

Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Transports

Loi sur le ministère des Transports
(L.R.Q., c. M-28, a. 7)

1. Les fonctionnaires du ministère des Transports désignés au présent règlement ou qui sont titulaires des fonctions qui y sont mentionnées, sont autorisés à signer seuls et avec la même autorité que le ministre des Transports les actes, documents ou écrits énumérés à la suite de leur nom ou fonction respective.

2. Le directeur général des Opérations, le directeur général de la Gestion financière, le directeur des Contrats et de l'Approvisionnement : les contrats de construction et d'entretien pour l'application des lois sous la juridiction du ministre des Transports.

3. Le directeur général des Opérations et le directeur de la Direction de l'entretien : les documents constatant l'octroi de subventions pour l'entretien d'hiver des chemins conformément à la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-8) et en application du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (c. A-6, r.22).

4. Le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de la construction, le chef du Service des utilités publiques et le chef de la division des transmissions de ce service : les documents intitulés « Acceptation des coûts » requis pour les ordres de déplacement d'équipement d'utilités publiques, en application du Règlement sur les contrats de construction du gouvernement (c. A-6, r.7).

5. Le directeur des Acquisitions, le chef du Service de l'expropriation, le chef de la division Contrôle du Service de l'expropriation, le chef d'un district, l'ingénieur Vianney Houle du Bureau de l'expropriation de la région 6-3 Montréal, le directeur régional adjoint responsable de la construction de la région 6-3 Montréal, le directeur régional et le responsable du centre de voirie aux Îles-de-la-Madeleine : les actes notariés requis pour l'application de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-8) et de la Loi concernant le Boulevard métropolitain (S.Q., 1960-61, c. 61), quel que soit le site de l'immeuble concerné ou le domicile des parties à l'acte, à l'exception des actes notariés aux termes desquels une servitude de nonaccès à un chemin public est établie, modifiée ou abandonnée.

6. Le directeur général du Génie et le directeur des Acquisitions : les actes notariés requis pour l'application de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-8) et de la Loi concernant le Boulevard métropolitain (S.Q., 1960-61, c. 61) aux termes desquels une servitude de nonaccès à un chemin public est établie, modifiée ou abandonnée ainsi que les documents intitulés « Annulation » de servitude et rétrocession « d'Emprise ».

7. Le directeur des Acquisitions, le chef du Service de l'expropriation, le chef de la division Contrôle du Service de l'expropriation, le chef de la section Évaluation du Service de l'expropriation, les représentants régionaux et représentants régionaux adjoints du Service de l'expropriation à condition que la régionalisation soit devenue officielle comme celle des régions 3-1 et 3-2, pour les opérations se rapportant à leur région respective : les documents d'évaluation détaillée et de déclaration de règlement hors le tribunal produits au Tribunal de l'expropriation et requis pour l'application de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24).

8. Le directeur du Contentieux : les approbations des règlements municipaux requises à l'article 416 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), à l'article 429a du Code municipal et à l'article 58 du Code de la route (L.R.Q., c. C-24).

9. Le directeur du Transport terrestre des personnes et le chef du Service de concertation de cette direction : les approbations de devis de transport d'écoliers requises au paragraphe 6 de l'article 431 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14).

10. Le directeur régional et le directeur régional adjoint responsable de la construction : les baux pour la location de terrains, bâtisses ou autres immeubles pour toutes fins se rapportant à la mise à exécution de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-8, a. 85) et en application du Règlement sur les contrats du gouvernement pour la location d'immeubles (c. A-6, r.10).

11. Le directeur des Contrats et de l'Approvisionnement, le chef du Service de l'approvisionnement de cette direction ainsi que le chef d'une division administrative de ce service :

a) les contrats d'achat de moins de 1 000 \$ pour le ministère des Transports ;

b) les contrats d'achat de gravier, pierre concassée, béton bitumineux, sable, terre végétale, gazon roulé et piquets, pour le ministère des Transports ; et

c) les demandes de livraison émises pour l'achat de produits compris dans une commande ouverte, pour ce ministère ;

et ce, en application du Règlement sur les contrats d'achat du gouvernement (c. A-6, r.4).

12. Le directeur général, le directeur d'une direction, le chef d'un service, le chef d'une division, le directeur régional, le chef d'un district, le directeur régional adjoint responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, l'adjoint d'un chef de district, les surintendants des ateliers de réparation de Québec et Montréal, le responsable du centre de voirie aux Îles-de-la-Madeleine, pour leur unité administrative :

a) les contrats d'achat de moins de 1 000 \$ pour le ministère des Transports ;

b) les contrats d'achat effectués avec la carte de crédit universelle du gouvernement pour le ministère des Transports ; et

c) les demandes de livraison émises pour l'achat de produits compris dans une commande ouverte pour ce ministère ;

et ce, en application du Règlement sur les contrats d'achat du gouvernement (c. A-6, r.4).

13. Le directeur général, le directeur d'une direction, le chef d'un service, le chef d'une division, le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, le chef d'un district, l'adjoint d'un chef de district : les contrats d'achat de vivres, de fruits et de légumes, en application du Règlement sur les contrats d'achat du gouvernement (c. A-6, r.4).

Dans le cas du directeur d'une direction, du chef d'un service ou du chef d'une division, cette autorisation vaut pour l'ensemble du ministère, alors que dans le cas du directeur régional, du directeur régional adjoint responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, du chef d'un district ou de son adjoint, elle ne vaut que pour leur unité administrative respective.

14. Le directeur des Expertises et des Normes et le chef du Service des sols et chaussées : le document intitulé « Convention relative à l'acquisition de matériaux nécessaires aux travaux de voirie du Québec » en application de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-8, a. 4 et 84) et du Règlement sur les contrats d'achat du gouvernement (c. A-6, r.4).

15. Le directeur général des Opérations et le directeur général de la Gestion financière : les documents intitulés « Acte de vente » requis préalablement au paiement d'avances, par le ministère, pour des matériaux préparés et mis en réserve par l'entrepreneur pour les fins des contrats de construction ou d'entretien en application des articles 4, 10 et 84 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-8) et des articles 4.04 et 9.05 du Cahier des charges et devis généraux de mars 1972 du ministère.

16. Le directeur d'une direction générale, le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, le directeur d'une direction, le chef d'un service, le chef d'une division, le chef d'un district, l'adjoint du chef d'un district responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, les surintendants des ateliers de Québec et Montréal, le responsable des Îles-de-la-Madeleine, le directeur des Contrats et de l'Approvisionnement, le chef de Service des contrats et de l'approvisionnement : les contrats de services inférieurs à 2 000 \$ en application des lois sous la juridiction du ministre des Transports et du Règlement sur les contrats de services du gouvernement (c. A-6, r.8).

17. Le directeur général de la Gestion financière, le directeur général du Génie et le directeur des Contrats et de l'Approvisionnement : les contrats de services en application des lois sous la juridiction du ministre des Transports et du Règlement sur les contrats de services du gouvernement (c. A-6, r.8).

18. Le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de l'entretien, le chef d'un district, le responsable du centre de voirie aux Îles-de-la-Madeleine : les contrats de services d'entretien des centres de voirie, dont le montant payable en vertu de tels contrats est inférieur à 500 \$, en application de l'article 85 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-8), du Règlement sur les contrats de services du gouvernement (c. A-6, r.8) et de l'arrêté en conseil 2384-67 du 7 septembre 1967 concernant le transfert du Service des immeubles du ministère de la Voirie au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

19. Le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de l'entretien : les contrats de services d'entretien des centres de voirie dont le montant payable en vertu de tels contrats est de 500 \$ à 2 000 \$ en application des loi, règlement, arrêté en conseil, cités à l'article 18.

20. Le directeur général, le directeur d'une direction, le chef d'un service, le chef d'une division, le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, le chef d'un district, l'adjoint au chef d'un district, les surintendants des ateliers de Québec et Montréal, le responsable du centre de voirie aux Îles-de-la-Madeleine, pour leur unité respective : les contrats de service d'entretien et réparation de matériel et d'équipement en application du Règlement sur les contrats de services du gouvernement (c. A-6, r.8).

21. Le directeur général, le directeur d'une direction, le chef d'un service, le chef d'une division, le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, le chef d'un district, l'adjoint au chef d'un district, le responsable du centre de voirie aux Îles-de-la-Madeleine, pour leur unité respective : les contrats intitulés « Contrat de vente d'électricité », en application du Règlement sur les contrats d'achat du gouvernement (c. A-6, r.4).

22. Le directeur général, le directeur d'une direction, le chef d'un service, le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, le chef d'un district, le responsable du centre de voirie aux Îles-de-la-Madeleine, pour leur unité respective : les contrats de dynamitage nécessaires lors de travaux de construction ou d'entretien des routes et des ponts et dont le montant payable en vertu de tels contrats est inférieur à 5 000 \$, en application du Règlement sur les contrats de construction du gouvernement (c. A-6, r.7).

23. Le directeur général, le directeur d'une direction, le chef d'un service, le chef d'une division, le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, le chef d'un district, l'adjoint au chef d'un district, le responsable du centre de voirie aux Îles-de-la-Madeleine, pour leur unité respective : les contrats de louage de biens meubles en application du Règlement sur les contrats du gouvernement pour la location de biens meubles (c. A-6, r.11).

24. Le directeur général, le directeur d'une direction, le chef d'un service, le chef d'une division, le directeur régional, le directeur régional adjoint responsable de la construction ou celui responsable de l'entretien, le chef d'un district, l'adjoint au chef d'un district, le responsable du centre de voirie aux Îles-de-la-Madeleine, pour leur unité respective : les contrats pour la location d'immeubles en application du Règlement sur les contrats du gouvernement pour la location d'immeubles (c. A-6, r.10).

25. Le directeur général de la Planification et du Développement : les baux consentis à des locataires de locaux, terrains ou autres biens faisant partie des aéroports, quais appartenant au gouvernement, en application de la Loi sur le ministère de Transports (L.R.Q., c. M-28, a. 3).

26. Le directeur des Acquisitions et le chef du Service de l'arpentage : les documents cadastraux et les procès-verbaux de bornage requis pour l'application des lois sous la juridiction du ministre des Transports.

27. Le directeur général de la Régie de l'assurance automobile du Québec, le directeur de la Direction du Contrôle des lois et règlements sur le transport et le chef du Service de l'inspection de ce ministère : les contrats intitulés « Convention » d'utilisateur de balance en application du Code de la route (L.R.Q., c. C-24) et du Règlement approuvant des balances en vertu de l'article 55 du Code de la route (c. C-24, r.6).

28. Le fonctionnaire nommé par intérim à l'un des postes mentionnés au présent règlement, à l'exception de ceux mentionnés aux articles 2, 15 et 17, avec le même effet que s'ils étaient signés par le titulaire du poste dont il assume l'intérim : les actes, documents ou écrits qui peuvent être signés par ce dernier en vertu du présent règlement.



c. M-29, r.1

Règlement autorisant certains fonctionnaires à signer pour le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement

Loi sur le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement
(L.R.Q., c. M-29, a. 8)

I. Les titulaires de fonctions officielles et les fonctionnaires suivants du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement sont autorisés à signer au lieu et place du ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement et avec le même effet, tout acte, document ou écrit énuméré à la suite de leur fonction officielle ou de leur nom respectifs selon le cas, sous réserve des conditions édictées en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) :

- a) les sous-ministres adjoints : tous les contrats ;
- b) les directeurs généraux et en leur absence, les sous-ministres adjoints :
 - i. les commandes d'exécution et les ordres de changement aux commandes d'exécution dont le montant estimé total est inférieur à 25 000 \$;
 - ii. les contrats dont l'exécution est confiée à une compagnie d'utilité publique, à une corporation municipale ou à une communauté urbaine ou régionale, dont le montant estimé total est inférieur à 25 000 \$;
 - iii. les contrats de transport de marchandises dont le montant est inférieur à 5 000 \$;
- c) les directeurs régionaux de l'exploitation des immeubles :
 - i. les contrats dont l'exécution est confiée à une compagnie d'utilité publique, à une corporation municipale ou à une communauté urbaine ou régionale, dont le montant estimé total est inférieur à 5 000 \$;
 - ii. les commandes d'exécution et les ordres de changement aux commandes d'exécution relatifs à des travaux d'exploitation et d'aménagement d'édifices dont le montant estimé total est inférieur à 3 000 \$;
 - iii. les contrats de transport de marchandises propres à leur direction dont le montant est inférieur à 1 000 \$;
- d) les représentants sous-régionaux de l'exploitation des immeubles : les commandes d'exécution et les ordres

de changement aux commandes d'exécution relatifs aux travaux d'exploitation des immeubles dont le montant estimé total est inférieur à 1 000 \$;

e) le directeur de la coordination et des services consultatifs :

- i. les commandes d'exécution et les ordres de changement aux commandes d'exécution relatifs aux opérations du courrier et de la messagerie dont le montant estimé total est inférieur à 3 000 \$;

- ii. les contrats de transport de marchandises propres à sa direction dont le montant total est inférieur à 2 000 \$;

f) le directeur de l'aménagement :

- i. les commandes d'exécution et les ordres de changement aux commandes d'exécution relatifs aux travaux de déménagement dont le montant estimé total est inférieur à 5 000 \$;

- ii. les contrats de transport de marchandises propres à sa direction dont le montant total est inférieur à 2 000 \$;

g) le directeur régional de Montréal de l'allocation de l'espace et de l'équipement :

- i. les commandes d'exécution et les ordres de changement aux commandes d'exécution relatifs aux travaux de déménagement dont le montant estimé total est inférieur à 5 000 \$;

- ii. les contrats de transport de marchandises propres à sa direction dont le montant total est inférieur à 2 000 \$;

- iii. les commandes d'exécution et les ordres de changement aux commandes d'exécution relatifs à des travaux d'aménagement d'édifices dont le montant estimé total est inférieur à 3 000 \$;

h) le directeur de la construction, ainsi que monsieur Roger Gauthier, chef des chargés de projets de la région ouest (Montréal) :

- i. les contrats dont l'exécution est confiée à une compagnie d'utilité publique, à une corporation municipale ou à une communauté urbaine ou régionale, dont le montant estimé total est inférieur à 3 000 \$;

- ii. les commandes d'exécution et les ordres de changement aux commandes d'exécution dont le montant estimé total est inférieur à 3 000 \$;

- i) le directeur de l'organisation : les commandes d'exécution et les ordres de changement aux commandes

d'exécution relatifs aux opérations de gestion des documents dont le montant est inférieur à 3 000 \$;

j) le directeur général de l'allocation de l'espace et de l'équipement : les baux relatifs aux immeubles dans lesquels le ministère agit comme locataire ou locateur à la condition que la durée du bail ne dépasse pas 3 ans et que le loyer calculé sur une base annuelle soit inférieur à 30 000 \$, exclusion faite des clauses escalatrices, s'il en est.

D. 2800-80, (1980) 112 G.O. II, 5803
D. 2801-80, (1980) 112 G.O. II, 5807
D. 2802-80, (1980) 112 G.O. II, 5777



c. M-29, r.2

Règlement sur la signature des documents relatifs aux achats du gouvernement

Loi sur le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement
(L.R.Q., c. M-29, a. 8)

1. Le directeur général des achats est autorisé à utiliser un appareil automatique pour signer les contrats dont il a la responsabilité en vertu de l'article 4 de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4).



c. M-30, r.1

Règlement sur la signature de certains documents du Conseil de planification et de développement du Québec au ministère du Conseil exécutif

Loi sur le ministère du Conseil exécutif
(L.R.Q., c. M-30, a. 2)

1. Monsieur Jean E. Bouchard, secrétaire du Conseil de planification et de développement du Québec, est autorisé à signer aux lieu et place du Premier ministre et du sous-ministre, et avec le même effet, tout acte, document ou écrit concernant l'administration du Conseil de planification et de développement du Québec, sous réserve de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).



c. M-30, r.2

Règlement sur la signature de certains documents du ministère du Conseil exécutif

Loi sur le ministère du Conseil exécutif
(L.R.Q., c. M-30, a. 2)

SECTION I

DÉLÉGATION DE SIGNATURE CONCERNANT LE PROGRAMME DE STIMULATION DE L'ÉCONOMIE ET DE SOUTIEN DE L'EMPLOI

1. Monsieur Paul Fecteau est autorisé à signer aux lieu et place du Premier ministre et du sous-ministre, et avec le même effet, tout document ayant trait à l'utilisation des crédits prévus pour l'exécution de l'activité 1 du Volet IV du Programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi inscrits au budget du ministère du Conseil exécutif, et à signer tout document pertinent à la réalisation de ce programme.

SECTION II

AUTRES SIGNATURES

2. Le chef de cabinet du Premier ministre est autorisé à signer aux lieu et place du Premier ministre, et avec le même effet, tout acte, document ou écrit concernant l'administration du cabinet du Premier ministre et des bureaux des ministres d'État, sous réserve de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

3. Le directeur général de l'administration du ministère du Conseil exécutif est autorisé à signer aux lieu et place du Premier ministre et du sous-ministre, et avec le même effet, tout acte, document ou écrit concernant l'administration des organismes-conseils auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif, pourvu toutefois que dans le cas de contrats d'achats, de location de services, de services d'entretien et réparation de matériel et équipement, le montant payable soit inférieur à 50 000 \$, sous réserve de la Loi sur l'administration financière.

4. Monsieur Jean P. Vézina, secrétaire général associé au développement économique au ministère du Conseil exécutif, est autorisé à signer aux lieu et place du sous-ministre, et avec le même effet, tout acte, document ou écrit concernant l'administration du Bureau de la statistique du Québec et la Direction de l'analyse et de la prévi-

sion économique du ministère du Conseil exécutif, sous réserve de la Loi sur l'administration financière.

5. Monsieur Guy Tanguay du ministère du Conseil exécutif est autorisé à signer aux lieu et place du Premier ministre et du sous-ministre, et avec le même effet, les contrats d'achats, de location, les contrats de services d'entretien et réparation de matériel et équipement des organismes-conseils auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif lorsque le montant payable en vertu de tels contrats est inférieur à 1 000 \$, sous réserve de la Loi sur l'administration financière.

6. Monsieur Jean-Pierre Vaillancourt, greffier adjoint du ministère du Conseil exécutif ou monsieur René Chrétien du ministère du Conseil exécutif sont autorisés à certifier conforme toute copie d'un décret et à signer tout autre document attestant qu'un décret a été adopté, qu'il a été ou non modifié ou abrogé.

A.C. 3749-77, (1977) 109 G.O. II, 6809

D. 3129-81, (1981) 113 G.O. II, 5003



c. M-30.1, r.1

Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

(L.R.Q., c. M-32 ; mod. L.Q., 1979, c. 77 ; après refonte : L.R.Q., c. M-30.1, a. 10)

1. Les titulaires des fonctions officielles ou responsables de tâches ci-après désignées par le ministre du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche sont autorisés à signer, aux lieu et place du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et avec le même effet, les actes, documents ou écrits énumérés à la suite de leur fonction officielle, sous réserve des conditions édictées en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

2. Le sous-ministre adjoint à l'administration est autorisé à signer :

- 1° les contrats d'achat de biens immobiliers ou mobiliers ;
- 2° les contrats de location de biens immobiliers ou mobiliers ;
- 3° les contrats de services ;
- 4° les contrats de concession ;
- 5° les contrats de construction à des fins immobilières.

3. Les sous-ministres adjoints et les directeurs généraux dans les limites de leurs attributions respectives, sont autorisés à signer :

- 1° les contrats de construction à des fins immobilières inférieurs à 65 000 \$;
- 2° les contrats d'achat de biens immobiliers ou mobiliers inférieurs à 50 000 \$;
- 3° les contrats de services et les contrats de location immobiliers ou mobiliers inférieurs à 10 000 \$.

4. Les directeurs de direction et les directeurs régionaux, dans les limites de leurs attributions respectives, sont autorisés à signer pour des montants inférieurs à 5 000 \$:

- 1° les contrats d'achat de biens mobiliers ;

2° les contrats de location de biens immobiliers ou mobiliers ;

3° les contrats de construction à des fins immobilières ;

4° les contrats de services ;

5. Les chefs ou responsables de service, dans les limites de leurs attributions respectives, sont autorisés à signer pour des montants inférieurs à 2 000 \$:

- 1° les contrats d'achat de biens mobiliers ;
- 2° les contrats de location de biens mobiliers ;
- 3° les contrats de services.

6. Les chefs ou responsables de division ou de section, les surintendants ou gérants de parc, réserve ou établissement, dans les limites de leurs attributions respectives, sont autorisés à signer pour des montants inférieurs à 1 000 \$:

- 1° les contrats d'achat de biens mobiliers ;
- 2° les contrats de location de biens mobiliers ;
- 3° les contrats de services.



c. M-30.1, r.2

Règlement sur la signature de certains documents par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche au moyen d'un appareil automatique ou par fac-similé lithographié

Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

(L.R.Q., c. M-32 ; mod. L.Q., 1979, c. 77 ; après refonte : L.R.Q., c. M-30.1, a. 10)

1. Un fac-similé de la signature du ministre peut être lithographié sur les permis délivrés en vertu de la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., c. C-61) et de la Loi sur les pêcheries (S.R.C., 1970, c. F-14).

2. La signature du ministre peut être apposée au moyen d'un appareil automatique sur les accusés de réception et les lettres formulaires afférents à la direction et à l'administration du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

3. Les lettres circulaires ou de nature répétitive, par lesquelles le ministre communique avec les municipalités, les organismes de loisir, les organismes de sports, les associations de chasse et de pêche et les diverses fédérations concernées par les lois et règlements que le ministre est chargé d'appliquer, autres que les lettres impliquant un engagement financier, peuvent être signées comme les documents mentionnés à l'article 2.



c. M-31, r.1

Règlement sur l'administration fiscale

Loi sur le ministère du Revenu
(L.R.Q., c. M-31)

SECTION I INTERPRÉTATION

OR1. Dans le présent règlement, l'expression « Loi » signifie la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31).

OR2. Afin de faciliter le repérage des dispositions de la Loi donnant ouverture à une disposition réglementaire, les chiffres apparaissant avant la lettre R dans la numérotation du présent règlement réfèrent, à titre indicatif seulement, à l'article de la Loi prévoyant cette disposition réglementaire.

OR3. Les dispositions déclaratoires et interprétatives contenues dans la Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'appliquent, en les adaptant, au présent règlement.

SECTION II SIGNATURE DE CERTAINS DOCUMENTS

§1. Documents concernant les lois fiscales

7R1. Les sous-ministres adjoints du ministère du Revenu sont autorisés à signer, dans les limites de leurs attributions et à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu d'une loi fiscale.

7R2. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur des oppositions et appels auprès de la Direction générale de la législation est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 39 et 58.1 de la Loi et, aux fins de l'application des articles 1059 et 1062 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), l'article 95 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ;
- 3° les articles 1059, 1062 et le paragraphe 1 de l'article 1168 de la Loi sur les impôts ;

4° le deuxième alinéa de l'article 45 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-4) ;

5° l'article 69 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) ;

6° le paragraphe 4 de l'article 21 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) ;

7° le deuxième alinéa de l'article 18 et l'article 20 de la Loi sur le supplément au revenu de travail (L.R.Q., c. S-37.1) ; et

8° le deuxième alinéa de l'article 23 et l'article 25 de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.Q., 1979, c. 12 ; après refonte : L.R.Q., c. R-20.1).

7R3. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur des impôts auprès de la Direction générale de la législation est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 39 et 58.1 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ; et

3° le deuxième paragraphe de l'article 31 et l'article 38 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

7R4. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur des taxes à la consommation auprès de la Direction générale de la législation est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 39 et 58.1 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ; et

3° le paragraphe 4 de l'article 21 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail.

7R5. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur des particuliers et régimes sociaux auprès de la Direction générale de la législation est autorisé à signer à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 39 et 58.1 de la Loi ;

- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ;
- 3° l'article 1016 de la Loi sur les impôts ; et
- 4° l'article 1015R4 du Règlement sur les impôts (c. I-3, r.1).

7R6. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur des programmes et méthodes auprès de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer tous les documents visés dans l'article 7R7.

7R7. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef du Service de l'accréditation auprès de la Direction des programmes et méthodes de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° l'article 14, le paragraphe 2 de l'article 34 et les articles 37, 39 et 58.1 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ;
- 3° l'article 1 relativement à un régime enregistré de retraite, l'article 139, les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 222, le paragraphe *a* de l'article 337, les articles 870, 876, 891, 899, 906, 936, 944, 945, 961.2, 961.9, le paragraphe 3 de l'article 962, les articles 985.3 à 985.8, 985.15, 985.20, 996, 1063, 1064, 1098 et 1100 de la Loi sur les impôts ; et
- 4° les articles 870R2, 891R1, 906R1, 936R1 et 961.2R1 du Règlement sur les impôts.

7R8. Un fonctionnaire qui, au ministère du revenu, occupe le poste de Directeur des enquêtes spéciales auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 13, 14, 15, 17, 34, 35, 39 et 58.1 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ; et
- 3° le sous-paragraphe *f* du paragraphe 2 de l'article 1000, l'article 1001 et le paragraphe 2 de l'article 1030 de la Loi sur les impôts.

7R9. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur de la vérification auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer tous les documents visés dans les articles 7R10 à 7R16.

7R10. En plus des documents visés dans les articles 7R11, 7R12 et 7R16, un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef du Service de la vérification des impôts auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° le paragraphe 2 de l'article 34 de la Loi ;
- 2° le deuxième alinéa de l'article 7, les articles 85, 98, 195, 216, 325, 361, 525, le deuxième alinéa de l'article 647, le paragraphe 2 de l'article 678, l'article 701, le sous-paragraphe *f* du paragraphe 2 de l'article 1000, l'article 1001 et le paragraphe 1 de l'article 1168 de la Loi sur les impôts ;
- 3° le deuxième alinéa de l'article 45 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts ; et
- 4° l'article 15, le paragraphe 2 de l'article 31 et l'article 38 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains.

7R11. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe un poste de Chef de division au Service de la vérification des impôts auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° le paragraphe 1 de l'article 34 et les articles 35, 39 et 58.1 de la Loi ; et
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4.

7R12. En plus des documents visés dans l'article 7R11, un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef de la division des successions, impôts et évaluations au Service de la vérification des impôts auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° l'article 14 de la Loi ;
- 2° les articles 1098 et 1100 de la Loi sur les impôts ; et
- 3° les articles 55 et 62 de la Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., c. D-13.2).

La signature de ce fonctionnaire ou un fac-similé de celle-ci peut être apposé au moyen d'un appareil automatique, gravé, lithographié ou imprimé sur les documents visés dans les articles 55 et 62 de la Loi sur les droits succes-

soraux mais ces documents doivent alors être contresignés par une personne autorisée par le ministre.

7R13. En plus des documents visés dans l'article 7R14, un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef du Service de la vérification des taxes auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les paragraphes 3, 5 et 6 de l'article 3 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail ;
- 2° les paragraphes 3, 4 et 8 de l'article 5 de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., c. T-3) ;
- 3° les paragraphes 3 et 5 de l'article 2 de la Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., c. T-4) ;
- 4° les articles 5 et 9 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., c. I-2) ;
- 5° les articles 25, 28, 29 et 30 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., c. T-1) ;
- 6° les paragraphes 3, 5 et 6 de l'article 7 de la Loi concernant la taxe sur la publicité électronique (L.R.Q., c. T-2) ; et
- 7° l'article 1 de la Loi sur les licences (L.R.Q., c. L-3) .

7R14. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe un poste de Chef de division au Service de la vérification des taxes auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° le paragraphe 1 de l'article 34 et les articles 35, 39 et 58.1 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ;
- 3° l'article 12 et le paragraphe 4 de l'article 21 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail ;
- 4° l'article 4 de la Loi concernant la taxe sur les télécommunications ;
- 5° les articles 33 et 36 de la Loi concernant la taxe sur les carburants ; et
- 6° l'article 3 de la Loi concernant la taxe sur la publicité électronique.

7R15. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef de la division des enquêtes au Service de la vérification des taxes auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer tous les documents visés dans les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 7R14.

7R16. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef de la division de la déduction à la source au Service de la vérification des impôts auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les documents visés dans les paragraphes 1 et 2 de l'article 7R14 ; et
- 2° l'article 1016 de la Loi sur les impôts relativement aux pensions alimentaires.

7R17. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef du Service des oppositions auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 39 et 58.1 de la Loi et, aux fins de l'application des articles 1059 et 1062 de la Loi sur les impôts, l'article 95 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ;
- 3° les articles 1059, 1062 et le paragraphe 1 de l'article 1168 de la Loi sur les impôts ;
- 4° le deuxième alinéa de l'article 45 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts ;
- 5° l'article 69 de la Loi sur le régime de rentes du Québec ;
- 6° le paragraphe 4 de l'article 21 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail ;
- 7° le deuxième alinéa de l'article 18 et l'article 20 de la Loi sur le supplément au revenu de travail ; et
- 8° le deuxième alinéa de l'article 23 et l'article 25 de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers.

7R18. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur du recouvrement auprès de la Direction générale des opérations est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 10, 13, 39 et 58.1 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ;
- 3° le paragraphe 2 de l'article 1030 de la Loi sur les impôts ;
- 4° les articles 45, 46 et 63 de la Loi sur les droits successoraux ;
- 5° le paragraphe 4 de l'article 3 de l'article 5 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail ;
- 6° les paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 5 de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie ;
- 7° les paragraphes 4, 6 et 7 de l'article 2 de la Loi concernant la taxe sur les télécommunications ;
- 8° l'article 6 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac ;
- 9° les articles 26, 27 et 31 de la Loi concernant la taxe sur les carburants ; et
- 10° le paragraphe 4 de l'article 7 et l'article 8 de la Loi concernant la taxe sur la publicité électronique.

7R19. En plus des documents visés dans les articles 7R20 à 7R22, un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur des opérations auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale des opérations est autorisé à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 13, 14, 15, 16, 17, 31, 39 et 58.1 et, aux fins de l'application du paragraphe 2 de l'article 1030 de la Loi sur les impôts, l'article 95 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ;
- 3° les articles 85, 98, 325, 525, le deuxième alinéa de l'article 647, les articles 701, 1016, 1030, 1031, 1032, 1033, 1043, 1098, 1100 et 1221 de la Loi sur les impôts ;
- 4° les articles 1015R4 et 1086R18 du Règlement sur les impôts ;
- 5° l'article 5 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail ;
- 6° le paragraphe 7 de l'article 5 de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie ;
- 7° les paragraphes 6 et 7 de l'article 2 de la Loi concernant la taxe sur les télécommunications ;
- 8° le deuxième alinéa de l'article 6 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac ;
- 9° les articles 26 et 27 de la Loi concernant la taxe sur les carburants ;

10° l'article 8 de la Loi concernant la taxe sur la publicité électronique ;

11° les articles 3 et 10 de la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., c. S-34) ; et

12° les articles 34 et 37 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains.

La signature de ce fonctionnaire ou un fac-similé de celle-ci peut être apposé au moyen d'un appareil automatique, gravé, lithographié ou imprimé sur les documents visés dans les dispositions suivantes :

1° le premier alinéa et la première phase du deuxième alinéa de l'article 13 et l'article 15 de la Loi ; et

2° les articles 1000, 1001 et le paragraphe 2 de l'article 1030 de la Loi sur les impôts ;

mais ces documents doivent alors être contresignés par une personne autorisée par le ministre.

7R20. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef du Service des rôles et ceux qui occupent les postes de Chef de division de ce service auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale des opérations sont autorisés à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 39 et 58.1 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ; et
- 3° les articles 1000 et 1001 de la Loi sur les impôts.

7R21. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef du Service du recouvrement et ceux qui occupent les postes de Chef de division de ce service auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale des opérations sont autorisés à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 10, 39 et 58.1 de la Loi ;
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4 ; et
- 3° les articles 45, 46 et 63 de la Loi sur les droits successoraux .

7R22. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef du Service des comptes et ceux qui occupent les postes de Chef de division de ce service auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale des opérations sont autorisés à signer, à la place du ministre du Revenu, tous les documents que le

ministre est habilité à signer en vertu des dispositions suivantes :

- 1° les articles 39 et 58.1 de la Loi ; et
- 2° les articles 58.1R3 et 58.1R4.

§2. Contrats

7R23. Les fonctionnaires du ministère du Revenu titulaires des fonctions mentionnées dans la sous-section 1 sont autorisés à signer les contrats d'achats, de location et de services, à la place du ministre du Revenu et dans les limites de leurs secteurs d'activités respectifs tels que définis dans la décision du Conseil du trésor numéro 126777 du 10 juin 1980 avec ses modifications présentes et futures.

7R24. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur général, sous réserve des conditions édictées en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), est autorisé à signer les documents suivants :

- 1° les contrats pour la composition et l'impression de formules ;
- 2° les contrats d'achat au moyen d'un formulaire de « commande locale » et de « demande de livraison » ;
- 3° les contrats de location dont le coût est inférieur à 500 \$; et
- 4° les contrats de service.

7R25. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Directeur, ou le poste de secrétaire du ministère, sous réserve des conditions édictées en vertu de la Loi sur l'administration financière, est autorisé à signer les documents suivants :

- 1° les contrats pour la composition et l'impression de formules jusqu'à 50 000 \$;
- 2° les contrats d'achat au moyen d'un formulaire de « commande locale » et de « demande de livraison » ;
- 3° les contrats de location dont le coût est inférieur à 500 \$;
- 4° les contrats de service pour l'entretien des machines de bureau dont le coût est inférieur à 2 000 \$; et
- 5° tout autre contrat de service dont le coût est inférieur à 1 500 \$.

7R26. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef de service, sous réserve des conditions édictées en vertu de la Loi sur l'administration financière, est autorisé, à signer les contrats d'achat au moyen d'un formulaire de « commande locale » et de « demande

de livraison » dont le montant est inférieur à 5 000 \$ et les contrats pour la composition et l'impression de formules dont le coût est inférieur à 50 000 \$.

7R27. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, occupe le poste de Chef de la Division achat, sous réserve des conditions édictées en vertu de la Loi sur l'administration financière, est autorisé à signer les contrats d'achat au moyen d'un formulaire de « commande locale » et de « demande de livraison » dont le montant est inférieur à 5 000 \$.

7R28. Un fonctionnaire qui, au ministère du Revenu, est employé à la Direction des enquêtes spéciales auprès du bureau régional de Montréal et de Québec de la Direction générale de la vérification ou dont les fonctions l'obligent à voyager régulièrement sur la route, sous réserve des conditions édictées en vertu de la Loi sur l'administration financière, est autorisé à signer exceptionnellement, dans l'exercice de ses fonctions, les contrats de location dont le coût est inférieur à 500 \$.

SECTION III DÉCLARATIONS DEVANT ÊTRE REMISES PAR LES EMPLOYÉS AUX EMPLOYEURS

19R1. En ce qui concerne les impôts, la déclaration requise en vertu de l'article 19 de la Loi doit être remise par l'employé à l'employeur dès son entrée en service.

19R2. La déclaration visée à l'article 19R1 doit mentionner les déductions auxquelles l'employé prétend avoir droit en vertu de la Loi sur les impôts.

19R3. Une déclaration visée à l'article 19R1 doit être remise à l'employeur par l'employé dans les 7 jours d'un événement modifiant le montant de ses déductions.

SECTION IV TAUX D'INTÉRÊT

28R1. Le taux d'intérêt prévu à l'article 28 de la Loi est de 19% par année.

SECTION V INVENTAIRE

34R1. Aux fins du paragraphe 1 de l'article 34 de la Loi, un inventaire doit indiquer la quantité et la nature des biens y inclus en la manière et avec des détails suffisants pour pouvoir les évaluer conformément aux articles 83 à 85 de la Loi sur les impôts et aux règlements adoptés en vertu de cet article 83.

34R2. Aux fins du paragraphe 2 de l'article 34 de la Loi :

a) une oeuvre de charité ou une association d'athlétisme amateur prescrite désigne toute telle oeuvre ou association prescrite aux fins de l'article 710 de la Loi sur les impôts ; et

b) les renseignements que doit contenir le reçu y mentionné sont ceux qui sont prescrits aux fins de l'article 712 de la Loi sur les impôts.

SECTION VI RENSEIGNEMENTS ET NUMÉRO D'IDENTIFICATION

58.1R1. Dans la présente section, l'expression « numéro d'identification » signifie le numéro d'assurance sociale prévu au Régime de rentes du Québec.

58.1R2. Aux fins de l'article 58.1 de la Loi, les personnes visées au premier alinéa de cet article qui résident au Québec, ou qui résident au Canada hors du Québec et qui ont exercé une entreprise au Québec au sens des articles 5 et 1088 de la Loi sur les impôts et des règlements adoptés en vertu de ces articles, sont tenues d'obtenir un numéro d'identification.

58.1R3. Les renseignements d'identification que le ministre peut exiger, aux fins de l'article 58.1 de la Loi des personnes visées à l'article 58.1R2 sont, selon le cas : ses noms et prénoms, sa date de naissance, son numéro d'identification, son adresse et son occupation.

58.1R4. Le ministre peut également exiger, aux fins de l'article 58.1 de la Loi, des personnes visées au premier alinéa de cet article qui n'ont pas résidé au Canada et qui ont été employées au Québec, y ont exercé une entreprise, ou ont aliéné un bien québécois imposable au sens des articles 26, 1089 à 1091 et 1094 à 1102 de la Loi sur les impôts et des règlements adoptés en vertu de ces articles, les renseignements d'identification prévus à l'article 58.1R3.

SECTION VII REMISE D'IMPÔT À L'ÉGARD DE CERTAINS PARTICULIERS

96R1. Remise est faite des impôts, intérêts et pénalités exigibles en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts d'un particulier qui était un membre des forces armées du Canada, ou un ambassadeur, un ministre, un haut commissaire, un fonctionnaire ou un préposé du Canada, visé, selon le cas, dans le paragraphe *b* ou *c* de l'article 8 de la Loi sur les impôts, ou était visé dans le paragraphe *d* de cet article et exerçait des fonctions dans un autre pays que le

Canada, dans le cadre d'un programme prescrit d'aide au développement international du Gouvernement du Québec ou du Canada, autre qu'un contribuable visé dans l'article 96R2, ou du conjoint ou de l'enfant à charge visé dans le paragraphe *e* ou *f* de l'article 8 de la Loi sur les impôts d'un tel particulier.

96R2. Le contribuable visé dans le paragraphe *d* de l'article 8 de la Loi sur les impôts auquel l'article 96R1 ne s'applique pas est un particulier qui a résidé au Québec à un moment quelconque pendant les 3 mois qui ont précédé la date de son entrée en fonction hors du Canada dans le cadre d'un programme prescrit d'aide au développement international visé dans ce paragraphe et qui, à un moment quelconque au cours des 6 mois qui ont précédé la date de son entrée en fonction, était un fonctionnaire ou un préposé :

a) du Gouvernement du Québec ;

b) d'une corporation, commission ou association dont les actions, le capital ou les biens étaient possédés dans une proportion d'au moins 90% par le Gouvernement du Québec, ou une filiale entièrement contrôlée par une telle corporation, commission ou association, pourvu qu'aucune personne autre que Sa Majesté aux droits du Québec n'eût un droit quelconque aux actions, au capital ou aux biens de cette corporation, commission, association ou filiale ou un droit de les acquérir ;

c) d'une maison d'enseignement au Québec qui était :

i. une université, un collège ou une autre maison d'enseignement dispensant un enseignement post-secondaire qui recevait ou avait le droit de recevoir une aide financière du Québec ;

ii. une école administrée par le Gouvernement du Québec, ou par une municipalité québécoise, ou par un organisme public du Québec remplissant une fonction gouvernementale, ou une école administrée au nom du Québec ou d'une telle municipalité ou d'un tel organisme public ; ou

iii. une école secondaire dispensant des cours conduisant au certificat ou au diplôme nécessaire pour entrer dans un collège ou une université ; ou

d) d'une institution au Québec dispensant des services de santé ou des services sociaux, ou les deux à la fois, qui recevait ou avait le droit de recevoir une aide financière du Gouvernement du Québec.

96R3. L'article 96R1 ne s'applique que si un dégrèvement est accordé par le Gouvernement du Canada, aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), aux termes du paragraphe 2 de l'article 120 de cette loi ou du paragraphe 2 de l'article 6 de la Loi sur les programmes

établis – Arrangements provisoires (Statuts du Canada), pour une même année d'imposition, aux agents généraux, fonctionnaires ou préposés du Québec visés dans le paragraphe *c* de l'article 8 de la Loi sur les impôts, à leur conjoint ou enfant à charge visé au paragraphe *e* ou *f* de cet article, aux particuliers visés à l'article 96R2 et à leur conjoint ou enfant à charge visé dans ce paragraphe *e* ou *f*, et que si ces mêmes personnes sont exemptées, pour la même année d'imposition, de l'impôt prévu par le paragraphe 1 de l'article 120 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada).

96R4. L'impôt exigible en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts d'un particulier visé dans l'article 26 de cette Loi, doit être calculé, sous réserve de l'article 96R5, comme si :

a) l'article 1089 de la Loi sur les impôts ne contenait pas les paragraphes *d*, *f* et *i* ;

b) le montant que ce particulier devait inclure dans le calcul de son revenu gagné au Québec en vertu du paragraphe *g* de l'article 1089 de la Loi sur les impôts était égal à l'ensemble :

i. de la rémunération qu'il a reçue dans l'année à l'égard d'une charge ou d'un emploi et qui lui a été versée, directement ou non, par le Gouvernement du Québec ou une corporation, commission, association, maison d'enseignement ou institution visée au paragraphe *b*, *c* ou *d* de l'article 96R2, sauf dans la mesure où elle est attribuable aux fonctions qu'il a remplies dans un pays étranger et a été, soit assujettie à l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices d'un pays étranger, soit versée relativement à la vente de biens, la négociation de contrats ou l'accomplissement de fonctions pour son employeur ou une filiale étrangère de son employeur ou pour une autre personne ayant un lien de dépendance avec son employeur, dans le cours normal de l'exploitation d'une entreprise de son employeur, de cette filiale étrangère ou de cette personne ; et

ii. des montants qui auraient été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des paragraphes *g* et *h* de l'article 312 de la Loi sur les impôts s'il avait résidé au Québec pendant toute l'année et si ces paragraphes n'avaient visé que des montants versés par le Gouvernement du Québec ou une corporation, commission, association, maison d'enseignement ou institution visée dans les paragraphes *b*, *c* ou *d* de l'article 96R2 ; moins

iii. tout montant qui serait admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 347 à 350 de la Loi sur les impôts si ces articles ne s'appliquaient qu'au calcul du revenu des personnes visées dans le deuxième alinéa de l'article 347 de la Loi sur les impôts et si les montants qui sont mentionnés dans le sous-paragraphe *c* du paragraphe 3 de l'article 348 de la Loi sur

les impôts étaient ceux mentionnés dans le sous-paragraphe ii :

c) le paragraphe *c* de l'article 1089 de la Loi sur les impôts était remplacé par ce qui suit :

« *c*) la partie, déterminée selon les paragraphes *c.1* à *c.3* de ses gains en capital imposables visés dans le paragraphe *c* de l'article 1090, résultant de l'aliénation de biens canadiens imposables dont chacun est :

i. un immeuble situé au Québec ou un intérêt dans un tel bien ou une option à son égard ; ou

ii. une autre immobilisation utilisée dans l'exploitation d'une entreprise au Canada ;

c.1) le gain en capital imposable d'un particulier visé dans l'article 26, résultant de l'aliénation d'un immeuble situé au Québec, d'un intérêt dans un tel bien ou d'une option à son égard, doit être inclus en totalité dans le calcul de son revenu gagné au Québec ;

c.2) la partie du gain en capital imposable résultant de l'aliénation d'une autre immobilisation utilisée dans l'exploitation d'une entreprise au Canada par un particulier visé dans l'article 26 qui doit être incluse dans le calcul de son revenu gagné au Québec, pour l'année de l'aliénation, est la partie d'un tel gain représentée par le rapport entre son revenu pour l'année provenant de l'exercice de cette entreprise au Canada et attribuable de la façon prescrite à un établissement au Québec et son revenu pour l'année provenant de l'exercice de cette entreprise au Canada et attribuable de la façon prescrite à tous ses établissements au Canada ;

c.3) lorsque le particulier visé dans l'article 26 n'a aucun revenu provenant de l'exercice de l'entreprise au Canada et attribuable de la façon prescrite à un établissement au Canada, pour l'année au cours de laquelle il aliène une autre immobilisation utilisée dans l'exploitation de cette entreprise au Canada, la partie du gain en capital imposable résultant de l'aliénation d'un tel bien qui doit être incluse dans le calcul de son revenu gagné au Québec, pour cette année, est la partie d'un tel gain représentée par le rapport entre son revenu provenant de l'exercice de cette entreprise au Canada et attribuable à un établissement au Québec, calculé selon le présent titre, pour la plus récente année antérieure où il avait un revenu provenant de l'exercice de cette entreprise au Canada et attribuable de la façon prescrite à un établissement au Canada, et son revenu, pour cette année antérieure, provenant de l'exercice de cette entreprise au Canada et attribuable de la façon prescrite à tous ses établissements au Canada. »

96R5. Lorsque l'ensemble du revenu gagné au Québec par un particulier, pour une année d'imposition, calculé selon l'article 1089 de la Loi sur les impôts et les paragra-

phes *a* à *c* de l'article 96R4 et de son revenu gagné dans chaque autre province du Canada, pour la même année, calculé comme si cet article 1089, sauf son paragraphe *g*, et les paragraphes *a* à *c* de cet article 96R4, sauf son paragraphe *b*, s'appliquaient en les adaptant à ce calcul, excède son revenu gagné au Canada calculé selon l'article 1090 de la Loi sur les impôts, pour la même année d'imposition, l'impôt exigible visé dans l'article 96R4 doit être calculé comme si le revenu gagné au Québec de ce particulier était un montant égal à la partie de son revenu gagné au Canada, ainsi calculé, représentée par le rapport entre son revenu gagné au Québec, ainsi calculé, et cet ensemble.

96R6. Remise est faite des impôts, intérêts et pénalités qui seraient autrement exigibles en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts d'un particulier visé dans l'article 26 de la Loi sur les impôts, si ce n'était des articles 96R4 et 96R5. Toutefois, ces articles 96R4 et 96R5 ne s'appliquent pas s'il en résulte une augmentation de ces impôts, intérêts et pénalités autrement exigibles.

96R7. Les articles 96R4, 96R5 et 96R6 ne s'appliquent que si un dégrèvement est accordé par le Gouvernement du Canada, aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), aux termes du paragraphe 2 de l'article 120 de cette loi et du paragraphe 2 de l'article 6 de la Loi sur les programmes établis – Arrangements provisoires (Statuts du Canada), pour une même année d'imposition, aux particuliers visés dans l'article 26 de la Loi sur les impôts relativement à la partie de l'impôt qui est raisonnablement attribuable à leur revenu gagné au Québec, calculé selon l'article 1089 de la Loi sur les impôts et les articles 96R4 et 96R5, et que si ces mêmes particuliers sont exemptés, pour la même année d'imposition, de la partie de l'impôt prévu par le paragraphe 1 de l'article 120 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) qui est raisonnablement attribuable à leur revenu gagné au Québec ainsi calculé.

96R8. Un particulier qui est un agent général, un fonctionnaire ou un préposé d'une province, visé dans le paragraphe *c* de l'article 8 de la Loi sur les impôts et qui réside au Canada hors du Québec le dernier jour d'une année d'imposition, est exonéré des impôts, intérêts et pénalités exigibles pour cette année en vertu de la partie I de cette loi, sauf ceux qui sont exigibles en vertu de l'article 25 de cette loi. Il en est de même du conjoint ou de l'enfant à charge d'un tel particulier, visés respectivement aux paragraphes *e* et *f* de cet article 8.

-
- A.C. 3784-72, (1972) 104 G.O., 11759
 - A.C. 1852-75, (1975) 107 G.O.II, 2241
 - A.C. 451-76, (1976) 108 G.O.II, 1763, 2496
 - A.C. 1442-77, (1977) 109 G.O.II, 2325
 - A.C. 4467-77, (1978) 110 G.O.II, 415
 - A.C. 1045-79, (1979) 111 G.O.II, 3119
 - D. 337-80, (1980) 112 G.O.II, 1195
 - D. 936-80, (1980) 112 G.O.II, 1937
 - D. 3347-81, (1981) 113 G.O.II, 5358



c. M-31, r.2

Règlement sur les concessions fiscales en faveur des représentants non canadiens auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale

Loi sur le ministère du Revenu
(L.R.Q., c. M-31, a. 96)

1. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le président du Conseil, le secrétaire général et les 5 directeurs de l'Organisation, de même que les représentants officiels de chacune des nations faisant partie de cette société pourvu qu'ils soient des officiers de carrière non ressortissants du Canada et du Québec et qu'ils n'exercent aucune entreprise, charge ou emploi au Québec, autre que leur fonction de représentants de la nation dont ils sont ressortissants auprès de l'Organisation, jouissent des concessions fiscales ci-après énumérées, pourvu que les pays que représentent tels officiers confèrent les privilèges similaires aux représentants du Québec auprès de tels pays :

a) exemption de l'impôt sur le revenu en conformité avec l'article 982 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) ;

b) exemption des droits imposables en vertu de la Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., c. D-13.2) sur toute transmission de biens situés au Québec acquis au cours ou à l'occasion de leur résidence au Québec alors qu'ils remplissaient les fonctions ci-dessus mentionnées. Le Gouvernement du Québec ne mettra aucun obstacle au rapatriement des biens ainsi exonérés si le décès de telle personne a lieu pendant qu'elle remplissait les fonctions ci-haut mentionnées, ou dans les 2 ans qui ont suivi le décès ;

c) exemption des droits imposables en vertu de la Loi sur les droits successoraux sur toute transmission des montants apparaissant au compte de banque d'un fonctionnaire décédé alors qu'il travaillait en dehors du Québec pour l'Organisation de l'aviation civile internationale et qu'il était non ressortissant du Canada et du Québec, lorsque ce compte de banque a été ouvert à Montréal, suivant les règlements de cette Organisation et a servi à déposer les émoluments reçus par ce fonctionnaire.

Ces montants ainsi exemptés ne doivent pas être supérieurs aux émoluments reçus par ce fonctionnaire décédé durant la période de 6 mois précédant son décès ;

d) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., c. T-1), par

voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu ;

e) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1), par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu ; cependant, lorsqu'il s'agit de l'achat de véhicules-automobiles, l'exemption par voie de remboursement est aussi accordée à certains fonctionnaires non canadiens de l'Organisation de l'aviation civile internationale, à savoir les administrateurs du cadre organique de première classe (P-4) ou hors-classe (P-5) et les administrateurs généraux (P-O) ;

f) exemption du paiement d'honoraires d'enregistrement d'un véhicule de promenade exigibles en vertu du Code de la route (L.R.Q., c. C-24) et suivant la procédure à être établie par le ministère des Transports quant à l'émission des plaques d'enregistrement et au paiement du coût de celles-ci ;

g) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., c. T-4), par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu.

2. Les paragraphes *a* et *b* de l'article 1 s'appliquent aussi aux fonctionnaires internationaux de l'OACI pourvu qu'il s'agisse de personnes non ressortissantes du Canada et du Québec, et que ces personnes n'exercent aucune entreprise, charge ou emploi au Québec autre que leur emploi comme fonctionnaires de l'Organisation.

3. Les exemptions prévues par le présent règlement sont accordées à partir du 20 juillet 1966, sauf en ce qui concerne l'exemption mentionnée au paragraphe *g* de l'article 1 qui a effet rétroactivement au 1^{er} mai 1965.

A.C. 1174-66, (1966) 98 G.O., 4217

A.C. 527-68, (1968) 100 G.O., 2066



c. M-31, r.3

Règlement sur les exemptions fiscales consenties à l'Association du transport aérien international

Loi sur le ministère du Revenu
(L.R.Q., c. M-31, a. 96, par. b, et a. 97)

1. L'Association du transport aérien international est exemptée, par voie de remboursement et sur présentation de pièces justificatives au ministère des Affaires intergouvernementales, des taxes imposées en vertu des lois suivantes :

- a) la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) ;
- b) la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., c. T-1) ;
- c) la Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., c. T-4).

2. L'exemption prévue à l'article 1 en ce qui a trait à la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail s'applique aux achats de biens mobiliers effectués après le 31 décembre 1980.



c. M-31, r.4

Règlement sur les exemptions fiscales consenties aux membres du personnel diplomatique et aux fonctionnaires consulaires

Loi sur le ministère du Revenu
(L.R.Q., c. M-31, a. 96, par. a)

1. Le présent règlement s'applique à tout fonctionnaire du gouvernement d'un pays autre que le Canada lorsque celui-ci :

- 1° est membre du personnel diplomatique ou fonctionnaire consulaire de carrière ayant compétence au Québec ;
- 2° est inscrit auprès du ministère des Affaires intergouvernementales ;
- 3° n'est pas résident permanent du Canada ; et
- 4° n'exerce aucune entreprise, charge ou emploi au Québec autre que sa fonction auprès du gouvernement qu'il représente.

2. Les fonctionnaires visés à l'article 1 sont exemptés, par voie de remboursement et sur présentation de pièces justificatives au ministère des Affaires intergouvernementales, des taxes et droits imposés en vertu des lois suivantes :

- 1° la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) ;
- 2° la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., c. T-1) ;
- 3° la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., c. I-2) ;
- 4° la Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., c. T-4) ;
- 5° la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., c. T-3) ;
- 6° la Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., c. D-13.2).

3. Malgré l'article 2, les exemptions ne s'appliquent pas aux fonctionnaires d'un État qui ne se conforme pas, à l'égard du Québec, à la pratique internationale.



c. M-33, r.1

Règlement sur la signature de certains documents du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu en application du Code du travail et de la Loi sur le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

Loi sur le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
(L.R.Q., c. M-33, a. 3.1 et 14)

1. Les titulaires des fonctions suivantes du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu sont, chacun, autorisés à signer, aux lieu et place du ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, les actes, documents ou écrits énumérés à la suite de leur désignation :

1° le sous-ministre adjoint aux relations du travail, monsieur Yvan Blain :

a) un écrit désignant un enquêteur en relations du travail en vertu de l'article 3.1 de la Loi sur le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., c. M-33) ;

b) un écrit désignant une personne pour agir à titre de médiateur en prévention en vertu de l'article 3.1 de la Loi sur le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ;

c) un écrit déferant d'office un différend à un conseil d'arbitrage et demandant à chaque partie de désigner un membre du conseil en vertu des articles 94 et 95 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27) ;

d) un écrit chargeant, en vertu de l'article 97 du Code du travail, un conciliateur de rencontrer les parties et de tenter d'effectuer une entente ;

e) un écrit déferant une mécontente à un conseil d'arbitrage et demandant à chaque partie de désigner un membre du conseil en vertu des articles 98 et 95 du Code du travail ;

f) les actes de nomination, en vertu des articles 77 et 95 du Code du travail, des membres d'un conseil d'arbitrage auquel a été déféré un différend en vertu des articles 74 et 94 ou une mécontente en vertu de l'article 98 de ce code ;

g) un acte de nomination, en vertu de l'article 78 du Code du travail, du membre devant agir comme président d'un conseil d'arbitrage auquel a été déféré un différend en vertu des articles 74 et 94 ou une mécontente en vertu de l'article 98 de ce code ;

h) un acte de nomination, en vertu de l'article 80 du Code du travail, d'un membre d'un conseil d'arbitrage auquel a été déféré un différend en vertu des articles 74 et 94 ou une mécontente en vertu de l'article 98 de ce code ;

i) un écrit octroyant, en vertu de l'article 90 du Code du travail, un délai supplémentaire à un conseil d'arbitrage auquel a été déféré un différend en vertu des articles 74 et 94 ou une mécontente en vertu de l'article 98 de ce code et l'écrit prolongeant tel délai ;

j) un acte de nomination d'un arbitre en vertu de l'article 100 du Code du travail ;

k) un acte de nomination d'un enquêteur en vertu de l'article 110.1 du Code du travail ;

l) un écrit désignant un conciliateur en vertu de l'article 55 du Code du travail ;

m) les documents relatifs à la nomination d'un enquêteur en vertu de l'article 109.4 du Code du travail ;

2° le sous-ministre adjoint aux relations du travail, monsieur Yvan Blain, et le directeur général des relations du travail, monsieur Raymond Désilets : un acte de nomination d'un enquêteur en vertu de l'article 47.3 du Code du travail ;

3° le directeur général des relations du travail, monsieur Raymond Désilets, et le directeur du service de conciliation, monsieur Michel Ste-Marie : un écrit désignant un conciliateur en vertu de l'article 54 du Code du travail ;

4° les adjoints administratifs à la Direction générale du travail, madame Micheline Maheux et monsieur Roland Léonard : les accusés de réception informant, en vertu de l'article 52.1 du Code du travail, les deux parties de la date où le ministre a reçu copie de l'avis donné en vertu de l'article 52 de ce code ;

5° l'adjoint administratif à la Direction générale du travail, madame Micheline Maheux :

a) un écrit demandant à chaque partie de désigner un membre du conseil en vertu des articles 94 et 95 du Code du travail, lorsqu'un différend est déféré à un conseil d'arbitrage à la demande d'une partie ;

b) un écrit demandant, en vertu de l'article 80 du Code du travail, à une partie de désigner le remplaçant du membre d'un conseil d'arbitrage qu'elle a désigné.



c. M-33, r.2

**Règlement sur la signature des plaintes
pénales relatives à l'exercice du métier
d'électricien dans les secteurs autres que
celui de la construction**

Loi sur le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et
de la Sécurité du revenu
(L.R.Q., c. M-33, a. 14)

1. Messieurs Roger Morin, Hélio Abadie et Gérard Maheux, membres du Bureau des examinateurs électriciens du Québec, sont chacun autorisés à signer, au nom du ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, les plaintes pénales relatives à l'exercice du métier d'électricien régi par le Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre s'appliquant aux métiers d'électricien, de tuyauteur, de mécanicien d'ascenseur et d'opérateur de machines électriques dans les secteurs autres que celui de la construction (c. F-5, r.4).



c. M-35, r.1

Règlement sur la conciliation et l'arbitrage des différends

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. A l'occasion ou dans le cours de l'exécution d'un plan, faute d'entente entre producteurs et acheteurs ou autres personnes liées par un plan conjoint sur les conditions de mise en marché d'un produit agricole commercialisé, la Régie des marchés agricoles du Québec à la demande de l'une ou l'autre des parties, nomme un conciliateur qui est chargé de conférer avec les parties en vue d'en arriver à une entente.

2. La demande en vue de nommer un conciliateur doit être adressée par l'une ou l'autre des parties, ou son représentant dûment mandaté, au siège social de la Régie dans la ville de Montréal, ou à son bureau dans la ville de Québec. Le requérant peut utiliser à cette fin la formule RMA-25 annexée.

Le requérant doit indiquer dans sa demande la date de chacune des séances de négociation et ce qui, selon lui, fait l'objet du différend. Il doit y annexer le texte des clauses qu'il propose et, s'il y a lieu, une copie de la convention en cours.

3. La Régie avise les autres parties intéressées de cette requête, leur envoie copie des documents reçus en vertu du deuxième alinéa de l'article 2, et nomme le conciliateur suivant la formule RMA-26 annexée.

Après avoir consulté les parties intéressées, le conciliateur fixe la date et l'endroit où il les rencontrera pour tenter d'effectuer une entente, et il les y convoque.

4. Au cours de la conciliation, les clauses du projet de convention qui sont acceptées par les parties concernées sont initialées par les représentants dûment mandatés de chacune d'elles.

5. 1) Le conciliateur dépose son rapport à la Régie dans les 14 jours de la réception de ses instructions, ou dans le délai additionnel dont les parties conviennent par écrit suivant la formule RMA-27 annexée.

2) Le rapport de conciliation doit indiquer le résultat des discussions et, s'il y a lieu, l'objet du différend qui sub-

siste ainsi que les clauses sur lesquelles il y a eu entente. Ce rapport doit être fait selon la formule RMA-28 annexée.

3) La Régie fait parvenir aux parties une copie du rapport déposé par le conciliateur.

4) Si l'une ou l'autre des parties considère que le rapport du conciliateur n'est pas complet ou exact, elle doit en informer la Régie dans les 5 jours de la réception de ce document et lui indiquer les modifications qu'elle croit nécessaires. La Régie peut alors ordonner aux parties de rencontrer à nouveau le conciliateur afin que ce dernier puisse apporter à son rapport les corrections nécessaires s'il y a lieu ; la Régie peut également prendre toute autre mesure nécessaire ou utile pour établir l'objet du différend. Si le rapport est modifié, la Régie en informe immédiatement les parties.

6. 1) Si le rapport du conciliateur atteste que l'entente n'a pas été possible sur tout le différend, l'une ou l'autre des parties peut proposer à la Régie un mode d'arbitrage, et elle peut utiliser à cette fin la formule RMA-29 annexée.

2) La Régie ordonne l'arbitrage du différend de la manière proposée par les parties, ou en l'absence de proposition, de la manière qu'elle détermine. Toutefois la Régie peut, si elle le juge opportun en raison des circonstances, modifier le mode d'arbitrage proposé. La Régie doit aviser les parties de sa décision à cet effet.

7. Le rapport final de conciliation établit le mandat des arbitres à qui le différend est soumis.

8. 1) Lorsque la Régie n'agit pas comme arbitre, le tribunal d'arbitrage se compose d'au moins 3 membres, citoyens canadiens, majeurs et nommés par la Régie. Cette dernière peut les nommer d'office ou demander aux parties de lui suggérer les membres qui pourraient constituer le tribunal d'arbitrage.

Dans ce dernier cas, la Régie nomme comme membre du tribunal d'arbitrage la personne qui lui est suggérée, dans les 7 jours de sa demande, par chaque partie ou groupe de parties ayant un intérêt commun au différend. Cependant, lorsqu'une partie ou un groupe de parties ayant un intérêt commun ne lui a pas fait de suggestion dans le délai prescrit, la Régie désigne d'office et nomme une personne pour agir comme membre du tribunal d'arbitrage.

Les 2 membres nommés en vertu du deuxième alinéa doivent, dans les 5 jours de leur nomination ou, s'ils ont été nommés à des dates différentes, dans les 5 jours de la

dernière nomination, suggérer à la Régie une personne impartiale et compétente pour agir comme troisième membre et président du tribunal d'arbitrage. Si ces 2 membres ne remplissent pas cette formalité dans le délai prévu, la Régie désigne d'office et nomme le président du tribunal d'arbitrage.

2) La Régie peut également nommer un greffier au tribunal d'arbitrage.

3) Le président du tribunal d'arbitrage ne doit avoir aucun intérêt pécuniaire dans le différend soumis, ni avoir agi dans ce différend à titre de procureur, de conseiller ou de représentant d'une partie.

4) Toute vacance dans la composition d'un tel tribunal d'arbitrage est remplie de la même manière que s'il s'agissait de la nomination première du membre dont la position est devenue vacante.

9. Le tribunal d'arbitrage procède avec diligence à l'instruction du différend, selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés, et la sentence doit être rendue dans le délai fixé par la Régie. Cependant, sur requête du président du tribunal d'arbitrage, la Régie peut accorder un délai additionnel pour rendre la décision.

10. 1) Sur demande d'une partie au différend ou du tribunal d'arbitrage, un témoin est assigné par ordre écrit de la Régie.

2) Une personne assignée devant un tribunal d'arbitrage qui refuse de comparaître ou de témoigner, ou d'y déposer les documents demandés, peut y être contrainte suivant les prescriptions de la Loi.

3) Le témoin assigné a droit à ses frais de déplacement, plus 10 \$ par jour. Cette taxe doit être payée par la partie qui a assigné le témoin ou, s'il s'agit du tribunal d'arbitrage, par la Régie.

11. Les séances du tribunal d'arbitrage sont publiques. Le tribunal peut toutefois, de son chef ou à la demande de l'une des parties, ordonner le huis clos.

12. La sentence du tribunal d'arbitrage doit être rendue par écrit et signée par les membres qui y concourent.

A défaut d'unanimité, la décision de la majorité des membres constitue la sentence arbitrale, même si les arbitres invoquent des motifs différents. S'il n'y a pas de décision majoritaire, le président doit en faire rapport à la Régie qui nomme un nouveau tribunal d'arbitrage, selon le mode qu'elle détermine.

Cependant, s'il y a une décision majoritaire sur une partie seulement du différend soumis, la sentence est finale et obligatoire pour cette partie, à moins que la Régie consi-

dère préférable et plus équitable de soumettre tout le différend à un nouveau tribunal d'arbitrage.

13. La Régie doit transmettre immédiatement aux parties intéressées une copie certifiée conforme de la sentence arbitrale, et conserve l'original dans ses archives.

14. Tous les délais prévus au présent règlement peuvent être prorogés par la Régie pour cause.

15. La Régie peut rendre toute décision qui lui paraît utile ou nécessaire pour assurer une application équitable des présentes et le règlement des différends qui lui sont soumis, tenant compte des intérêts de toutes les parties en cause.

Formule RMA-25

(a. 2)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

Requête d'intervention conciliatrice

Différend intervenu entre :

.....
et
.....

1. Vu le différend intervenu entre les personnes ci-haut et décrit au paragraphe 3, nous, représentants dûment mandatisés de

(requérant)

demandons que ce différend soit soumis à un conciliateur choisi et nommé par la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Il y a eu séance(s) de négociation tenue(s) le(s)

3. L'objet du différend est le suivant :

(suite au verso s'il y a lieu)

4. Nous annexons le texte des clauses proposées et une copie de la convention en cours.

Daté à, ce jour de 19...

.....
.....

Formule RMA-26

(a. 3)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

Nomination du conciliateur

Suite à la requête présentée le

par
la Régie des marchés agricoles du Québec nomme

pour concilier le différend intervenu entre

et

Montréal, ce, jour de 19...

Régie des marchés agricoles du
Québec

Par :

secrétaire

Formule RMA-27

(a. 5)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

Extension du mandat de conciliateur

Différend intervenu entre :

et

Suite au mandat qui lui a été donné le,
le conciliateur nommé par la Régie des marchés agricoles
du Québec a conféré avec les parties au différend en vue
d'en arriver à une entente.

Attendu que le conciliateur ne peut présenter son rap-
port dans le délai prévu à l'article 62 de la Loi sur la mise
en marché des produits agricoles et qu'il y a lieu de pour-
suivre la conciliation, nous, représentants dûment manda-
tés des parties indiquées ci-haut, convenons d'accorder un
délai additionnel au conciliateur pour faire son rapport à
la Régie ; ce rapport devra cependant être fait le, ou avant
le

Daté à, ce jour de 19...

Formule RMA-28

(a. 5)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

Rapport du conciliateur

Différend intervenu entre :

et

Vu le différend intervenu entre les parties ci-haut et con-
sidérant que le soussigné a été nommé par la Régie des
marchés agricoles du Québec pour conférer avec les par-
ties en vue d'en arriver à une entente, je fais rapport :

☐ qu'une entente a été conclue sur tout le différend, ac-
ceptée par les représentants des parties et dont copie si-
gnée est déposée à la Régie pour homologation.

☐ qu'il n'y a pas eu entente sur tout le différend qui sub-
siste quant à

Il y a cependant eu entente sur :

Daté à, ce jour de 19...

Conciliateur

Formule RMA-29

(a. 6)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

Demande d'arbitrage

Différend intervenu entre :

et

Attendu que le différend intervenu entre les parties ci-haut a été soumis au conciliateur nommé par la Régie, et que ce dernier n'a pu le régler entièrement ;

Attendu que le différend porte sur les sujets indiqués au rapport du conciliateur, du 19. . . ;

A ces causes, nous, soussignés, dûment mandatés par
l'une des parties à ce différend, demandons par les présentes à la Régie des marchés agricoles du Québec d'ordonner l'arbitrage de ce différend et que le tribunal soit constitué de la façon suivante :

.
.
.

Daté à , ce jour de 19. . .

.



c. M-35, r.2

Règlement sur la délivrance de licences aux postes de classification et aux distributeurs d'oeufs de consommation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

- a) « oeuf » : l'oeuf de poule qui n'est pas utilisé pour fin d'incubation ;
- b) « poste de classification » : un établissement où les oeufs sont lavés, mirés, pesés, classifiés et emballés ;
- c) « producteur-classeur » : une personne qui exploite un poste de classification pour les oeufs provenant exclusivement de sa ferme ;
- d) « poste d'emballage » : un établissement où les oeufs déjà classifiés dans un poste de classification sont mis dans des contenants d'une douzaine ;
- e) « poste » : un poste de classification ou un poste d'emballage ;
- f) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

SECTION II LICENCE DE CLASSIFICATION DES OEUFs

2. Toute personne désirant exploiter un poste de classification ou d'emballage au Québec doit préalablement obtenir de la Régie une licence à cet effet.

Selon le cas, la Régie peut délivrer une licence de catégorie P lorsqu'il s'agit d'un poste exploité par un producteur-classeur, de catégorie G pour les autres postes de classification et de catégorie E pour un poste d'emballage.

3. Pour obtenir cette licence, le requérant adresse une demande écrite à la Régie, au moyen d'une formule fournie à cette fin par cette dernière, où il indique :

- a) le nom et l'adresse du propriétaire du poste ;
- b) l'endroit où le poste est situé, et le nom ou la raison sociale sous laquelle le propriétaire fait affaire ;

c) sauf pour le producteur-classeur, la délimitation du territoire où le requérant désire s'approvisionner en oeufs ; et

d) la quantité d'oeufs qui serait classée ou emballée hebdomadairement dans le poste.

4. Cette demande de licence doit également être accompagnée d'une description du poste ainsi que du devis indiquant :

- a) la dimension, la disposition et l'aménagement des locaux ;
- b) la nature des matériaux utilisés pour les plafonds, murs et planchers et l'isolement des murs et chambres de conservation ;
- c) la dimension et la situation des portes, fenêtres et escaliers ;
- d) la nature et les caractéristiques de l'appareillage sanitaire, des installations servant à l'éclairage, à l'aération, à l'humidification, à la réfrigération des locaux et aux opérations de classification et de conditionnement.

S'il s'agit d'un producteur-classeur, il lui suffit de fournir une description des locaux qui serviraient à la classification ou l'emballage des oeufs, particulièrement quant à la dimension, la disposition et l'aménagement de ces locaux, et d'indiquer la nature, les caractéristiques et l'emplacement de l'équipement servant à la classification et à l'emballage des oeufs.

5. La Régie peut accorder la licence prévue à l'article 2 si elle est convaincue que l'exploitation du poste serait utile aux producteurs, aux intermédiaires et aux consommateurs, et que ce poste ne peut nuire à une mise en marché ordonnée des oeufs au Québec. De plus, le requérant doit satisfaire aux exigences du présent règlement et du Règlement sur les aliments (c. P-29, r.1).

6. Chaque fois qu'il survient un changement ou une modification touchant l'un des renseignements prévus aux articles 3 ou 4, la Régie doit en être informée au plus tard dans les 15 jours.

SECTION III LICENCE DE DISTRIBUTEUR D'OEUFs

7. Les personnes suivantes doivent obtenir de la Régie une licence de distributeur avant de vendre des oeufs au Québec :

a) le magasin-chaîne, c'est-à-dire toute personne propriétaire d'au moins 4 épicerie dans lesquelles s'effectue la vente au détail de la plupart des produits généralement vendus dans de semblables établissements et possédant un centre de distribution utilisé par cette personne pour approvisionner les épicerie dont elle est propriétaire ;

b) le grossiste, c'est-à-dire toute personne exploitant un commerce en gros comportant la plupart des produits alimentaires et autres produits généralement requis par les épiciers détaillants et possédant un centre de distribution utilisé pour les fins de ce commerce ;

c) le distributeur, c'est-à-dire toute personne qui achète ou reçoit des oeufs pour fin de revente à un magasin-chaîne, un détaillant en alimentation ou une épicerie, à un organisme gouvernemental, une institution hospitalière, religieuse ou scolaire, un restaurant, un hôtel ou à toute personne autre qu'un consommateur domestique ;

d) le producteur-distributeur, c'est-à-dire le producteur d'oeufs qui vend les oeufs provenant de son troupeau à un commerçant, à un organisme gouvernemental, une institution hospitalière, religieuse ou scolaire, un restaurant, un hôtel ou à un consommateur.

8. Pour obtenir cette licence, le requérant adresse une demande écrite à la Régie, y indiquant son nom, son adresse ou siège social et son occupation principale. Cette requête doit être signée par le requérant ou toute autre personne dûment autorisée par lui.

Il doit également joindre à sa requête un chèque ou mandat-poste fait à l'ordre du ministre des Finances au montant indiqué à l'article 10.

9. La Régie accorde une licence de distributeur si le requérant remplit les conditions prévues au présent règlement et si elle juge que l'octroi de cette licence peut contribuer à l'efficacité de l'exécution du Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (c. M-35, r. 93) et à une mise en marché ordonnée des oeufs au Québec.

SECTION IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

10. Avec chaque demande de licence, ou de renouvellement de licence, le requérant doit joindre un chèque certifié ou mandat-poste fait à l'ordre de la Régie au montant de 25 \$. Toutefois, une personne qui désire obtenir à la fois une licence pour la classification et la distribution des oeufs ne paie les frais que pour une seule licence.

Cette somme représente le montant des droits annuels exigibles, et elle est versée au fonds consolidé du revenu.

Si la demande est rejetée, la Régie retourne la somme déposée au requérant.

11. 1) Sauf lorsqu'il s'agit d'un renouvellement, la Régie tient une audience publique avant de délivrer une licence prévue au présent règlement.

À cette fin, elle avise par écrit la personne qui a fait la demande de la date, de l'heure et du lieu de l'audience. Une copie de cet avis est expédiée à la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec et, selon le cas, à l'Association des classificateurs d'oeufs du Québec ou à l'Association des distributeurs d'oeufs du Québec. Toute personne intéressée peut se présenter à cette audience pour y faire des représentations concernant la demande.

2) Nonobstant le paragraphe 1, si le requérant est une personne qui, le 11 juillet 1973, exploite déjà un poste de classification ou d'emballage suite à une convention signée avec la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec et homologuée par la Régie, cette dernière peut lui délivrer une licence sans tenir l'audience prévue ci-haut.

12. Si la demande est reçue, la licence est émise au nom de l'exploitant du poste ou, selon le cas, à celui du distributeur, pour une période maximale d'un an et expire le dernier jour du mois de juin de chaque année, sauf si elle a été suspendue, révoquée ou annulée en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ou du présent règlement. Elle doit en tout temps être affichée à un endroit facilement visible et accessible aux inspecteurs.

13. Lors de l'émission d'une licence en vertu du présent règlement, la Régie peut imposer toute condition qu'elle considère essentielle pour assurer une mise en marché ordonnée des oeufs ; cette condition est alors indiquée à la licence.

14. Il est interdit à une personne de faire la classification ou la distribution des oeufs au Québec sans être détenteur de la licence prévue au présent règlement.

15. 1) La licence est personnelle, incessible et valide seulement pour la période qui y est mentionnée.

2) En cas de vente ou location d'un poste ou d'un commerce de distribution d'oeufs, le nouvel acquéreur ou le locataire doit fournir à la Régie une copie certifiée conforme du contrat de vente ou du bail, et indiquer s'il y aura des modifications à l'exploitation de l'entreprise qui changeraient l'une ou l'autre des conditions prévues pour l'obtention de la licence. La Régie peut alors émettre une li-

cence au nouvel exploitant sans tenir l'audience prévue à l'article 11.

16. Le détenteur peut obtenir le renouvellement de sa licence en déposant à la Régie une requête à cette fin avant le 30 mai de chaque année. Cette demande doit être faite au moyen d'une formule fournie à cette fin par la Régie. Le requérant y indique son nom et son adresse, ainsi que l'endroit où est situé le poste de classification ou d'emballage ou, selon le cas, le bureau d'affaire de l'entreprise de distribution, et il y joint un chèque certifié ou mandat-poste, fait à l'ordre de la Régie, au montant de 25 \$.

17. La Régie peut en tout temps, sur requête d'une personne intéressée ou *motu proprio*, suspendre, révoquer ou refuser de renouveler une licence pour défaut par le détenteur d'observer ou d'exécuter quelque disposition de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, d'un règlement adopté en vertu de cette Loi, du Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (c. M-35, r.93), ou d'un règlement adopté dans l'exécution de ce plan, d'une convention conclue en vertu de l'article 28 de la Loi précitée ou d'une décision arbitrale en tenant lieu, d'un ordre ou d'une décision de la Régie, ou si le détenteur ne remplit pas les conditions prévues pour l'obtention de la licence.

18. 1) Avant de suspendre, révoquer ou refuser de renouveler une licence, la Régie donne au détenteur l'opportunité de se faire entendre au cours d'une audience. La licence reste alors en vigueur jusqu'à ce que la Régie rende une décision à ce sujet et qu'elle soit signifiée au détenteur. Si le détenteur est en défaut de se présenter à l'audience aux date, heure et lieu indiqués dans l'avis, la Régie peut procéder à l'enquête en son absence, et se prononcer sur la suspension ou révocation de la licence.

2) La Régie peut toutefois annuler une licence sans tenir une audience si le détenteur lui donne un avis écrit à l'effet qu'il a cessé définitivement les opérations autorisées ou si un inspecteur de la Régie constate, selon le cas, que le distributeur a cessé d'exercer cette activité ou que le poste est fermé et désaffecté.

19. La Régie peut exiger d'un détenteur d'une licence, ou d'une personne demandant l'émission d'une licence, qu'il lui fournisse tout renseignement nécessaire ou utile relativement à l'objet de la requête ou à l'exploitation de son commerce.

20. Ce règlement s'applique aux ventes faites directement à un consommateur par tout producteur ayant plus de 250 poules pondeuses.

Décision 1352 du 23.05.73, (1973) 105 G.O. II, 4075

Décision 1395 du 23.08.73, (1973) 105 G.O. II, 5559



c. M-35, r.3

Ordonnance sur la délivrance de permis aux acheteurs de bois

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans la présente ordonnance, le mot « bois » désigne le bois mis en marché par un producteur auquel s'applique un plan conjoint établi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), ou par un office de producteurs administrant un tel plan.

2. Toute personne qui désire acheter du bois, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une autre personne, doit préalablement obtenir de la Régie des marchés agricoles du Québec un permis à cette fin.

Cette obligation ne s'applique pas à l'agent ou au mandataire d'un office de producteurs, qui met du bois en marché suite à une entente avec un tel office, dans le cadre de l'application d'un règlement d'agence centrale de vente édicté selon les articles 67 et 68 de la Loi.

3. La demande de permis est adressée à la Régie par le requérant, qui y indique son nom, son adresse ou celle de son siège social et les régions du Québec visées par un plan conjoint où il a l'intention d'exercer son commerce. Cette demande est signée par le requérant ou une autre personne autorisée par ce dernier.

4. Les honoraires annuels pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis sont de 50 \$ pour les acheteurs de bois de sciage et de 75 \$ pour les acheteurs de bois à pâte. Le requérant doit joindre à sa demande un chèque certifié ou mandat-poste fait à ce montant, à l'ordre de la Régie. Cette somme est versée au fonds consolidé du revenu, sauf si la demande de permis est rejetée, alors que la Régie retourne au requérant la somme déposée.

5. Avec cette demande de permis, le requérant doit faire parvenir à la Régie un rapport indiquant le volume de chaque catégorie de bois qu'il a acheté ou mis en marché au cours de l'année écoulée, y compris celui provenant de ses boisés.

6. La Régie peut exiger du requérant qu'il lui fournisse tout autre renseignement nécessaire ou utile pour rendre sa décision.

7. La Régie accorde au requérant le permis demandé pour le territoire qu'elle détermine si ce dernier remplit les conditions prévues à la présente ordonnance et si elle croit que l'octroi de ce permis ne sera pas contraire à l'efficacité de l'application d'un plan conjoint ou d'un règlement et pourra contribuer à une mise en marché ordonnée du bois.

8. Si la demande est reçue, le permis est émis au nom du requérant pour une période maximale d'un an et expire le dernier jour du mois de mars de chaque année, sauf s'il a été suspendu, révoqué ou annulé auparavant en vertu de la Loi ou de la présente ordonnance.

9. Le permis est personnel, incessible et valide seulement pour la période qui y est mentionnée et aux conditions qui y sont stipulées. Le permis demeure la propriété de la Régie et doit, au cas de révocation, lui être remis par le détenteur.

10. Le détenteur d'un permis peut en obtenir le renouvellement en déposant à la Régie une requête à cette fin avant le 31 janvier de chaque année, au moyen d'une formule fournie par cette dernière. Le renouvellement se fait selon la même procédure, et est sujet aux mêmes conditions, que celles prévues aux articles 3, 4 et 5.

11. Il est interdit à une personne d'exercer une activité décrite à l'article 2 sans être détenteur du permis prévu à la présente ordonnance.

12. La Régie peut en tout temps, sur requête d'une personne intéressée ou *motu proprio*, suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un permis pour défaut par le détenteur d'observer ou d'exécuter quelques dispositions de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, d'un règlement adopté en vertu de cette Loi, d'un plan conjoint visant les producteurs de bois ou d'un règlement adopté dans l'exécution d'un tel plan, d'une convention conclue en vertu de la Loi précitée ou d'une décision arbitrale en tenant lieu, d'un ordre, d'une ordonnance ou d'une décision de la Régie, ou si le détenteur ne remplit plus les conditions prévues pour l'obtention d'un permis.

13. Avant de suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un permis, la Régie donne au détenteur l'opportunité de se faire entendre au cours d'une audience. Le permis reste alors en vigueur jusqu'à ce que la Régie rende une décision à ce sujet et qu'elle soit signifiée au détenteur. Si le détenteur est en défaut de se présenter à l'audience aux date, heure et lieu indiqués dans l'avis, la Régie peut pro-

céder à l'enquête en son absence, et se prononcer sur la suspension ou la révocation du permis.

14. La Régie peut exiger du détenteur d'un permis qu'il lui fournisse tout renseignement nécessaire ou utile relativement à l'exploitation de son commerce et à la mise en marché du bois.

15. La présente ordonnance ne s'applique pas aux personnes faisant l'achat ou la mise en marché du bois de sciage, à l'exception toutefois de celles exerçant leurs activités dans les régions visées par le Plan conjoint des producteurs de bois de la vallée de la Gatineau (c. M-35, r.69), le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Labelle (c. M-35, r.32), le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec (c. M-35, r.57), le Plan conjoint des producteurs de bois du comté de Pontiac (c. M-35, r.52), le Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.20), ainsi que les plans appliqués par le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (c. M-35, r. 37, 38 et 39).

Décision 1786 du 26.02.75, (1975) 107 G.O.II, 1447

Décision 2125 du 14.03.77, (1977) 109 G.O.II, 1499

Décision 2454 du 19.10.78, (1978) 110 G.O.II, 6519

Décision 3177 du 03.06.81, (1981) 113 G.O.II, 2809



c. M-35, r.4

Ordonnance sur la délivrance de permis aux acheteurs de sucre et de sirop d'érable

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Dans la présente ordonnance, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud (c. M-35, r.116) ;

b) « produit visé » : le sucre et le sirop d'érable produits sur les fermes des producteurs visés par le plan ;

c) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;

d) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

2. Toute personne qui achète du sucre ou du sirop d'érable d'un producteur visé par le plan doit d'abord obtenir de la Régie un permis à cette fin.

3. La demande de permis est adressée à la Régie par le requérant qui y indique son nom, son adresse ou celle de son bureau d'affaires principal. Cette demande est signée par le requérant ou une personne autorisée par ce dernier.

4. Les honoraires annuels pour l'émission d'un permis sont de 50 \$. Le requérant doit joindre à sa demande un chèque certifié ou un mandat-poste pour ce montant fait à l'ordre de la Régie. Cette somme est versée au fonds consolidé du revenu, sauf si la demande de permis est rejetée, alors que la Régie retourne au requérant la somme déposée.

5. Le requérant doit accompagner sa demande de permis d'un rapport signé par lui et contenant les renseignements suivants :

- a) son nom et son adresse ;
- b) quantité du produit visé achetée des producteurs visés par le plan au cours de l'année précédente ;
- c) quantité du produit visé qu'il prévoit acheter durant l'année couverte par le permis ;

d) quantité de barils dont il est propriétaire ou locataire.

6. Avant de rendre sa décision sur une demande de permis, la Régie peut exiger du requérant tout renseignement additionnel qu'elle croit nécessaire ou utile, soit par écrit soit en l'obligeant à comparaître devant elle.

7. Aucun permis n'est accordé à une personne :

- a) qui n'a pas de place d'affaires au Québec ;
- b) qui n'est pas en mesure de prouver à la Régie qu'elle est ou sera propriétaire ou locataire de barils en quantité suffisante pour la cueillette du produit visé qu'elle prévoit acheter.

8. La Régie accorde au requérant le permis demandé si ce dernier remplit les conditions prévues à la présente ordonnance et si elle est convaincue que l'octroi de ce permis ne nuira en rien à la mise en marché ordonnée du produit visé.

9. Si la demande est reçue, le permis est émis au nom du requérant pour une période maximale d'un an expirant le 31 décembre de chaque année, sauf s'il a été suspendu ou révoqué auparavant en vertu de la Loi ou de la présente ordonnance.

10. Le permis est personnel, incessible et valide seulement pour la période qui y est mentionnée et aux conditions qui y sont stipulées. Le permis demeure la propriété de la Régie et doit, au cas de révocation, lui être remis par le détenteur.

11. Aucune demande de permis n'est reçue après le 31 janvier de chaque année, sauf dans les cas jugés spéciaux par la Régie.

12. La Régie peut en tout temps, sur requête d'une personne intéressée ou de son propre chef, suspendre ou révoquer un permis pour défaut par le détenteur, d'observer ou d'exécuter quelques dispositions de la Loi, d'un règlement adopté en vertu de cette Loi, du plan conjoint ou d'un règlement adopté en exécution de ce plan, d'une convention conclue en vertu de la Loi ou d'une décision arbitrale en tenant lieu, d'un ordre, d'une ordonnance ou d'une décision de la Régie, ou si le détenteur ne remplit plus les conditions prévues pour l'obtention de son permis.

13. La Régie ne refuse aucune demande de permis avant d'avoir donné au requérant l'opportunité de se faire entendre au cours d'une audience.

14. Avant de suspendre ou de révoquer un permis, la Régie donne au détenteur l'opportunité de se faire entendre au cours d'une audience. Le permis reste alors en vigueur jusqu'à ce que la Régie rende une décision à ce sujet et qu'elle soit signifiée au détenteur. Si le détenteur est en défaut de se présenter à l'audience aux date, heure et lieu indiqués dans l'avis, la Régie peut procéder à l'enquête en son absence et se prononcer sur la suspension ou la révocation du permis.

Décision 2107 du 26.01.77, (1977) 109 G.O. II, 853

Décision 2879 du 30.04.80, (1980) 112 G.O. II, 2597

Décision 3178 du 03.06.81, (1981) 113 G.O. II, 2811



c. M-35, r.5

**Règlement désignant l'urine de jument
gravide comme un produit agricole selon
la Loi sur la mise en marché des produits
agricoles**

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 1, par. *h*)

1. L'urine de jument gravide est désignée comme produit agricole au sens du paragraphe *h* de l'article 1 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).



c. M-35, r.6

Règlement sur le fonds de recherche des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;

b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean (c. M-35, r.8) ;

c) « producteur » : un producteur au sens de l'article 4 du plan ;

d) « produit visé » : le produit visé au sens de l'article 3 du plan.

2. La Fédération fixe, impose et perçoit de tout producteur une contribution spéciale de 0,005 \$ la livre du produit visé mis en marché.

3. La Fédération doit utiliser cette contribution spéciale uniquement pour défrayer le coût des recherches pour la production du produit visé.

4. Tout producteur est tenu de payer à la Fédération la contribution ainsi fixée selon les modalités prévues au règlement de la Fédération sur la perception des contributions.

5. Les contributions prélevées en vertu du présent règlement sont versées dans un fonds spécialement établi à cette fin, et les intérêts provenant de son administration en font partie. La Fédération doit établir et tenir une comptabilité distincte pour cette contribution spéciale.

6. La Fédération doit rendre compte de l'administration et de l'utilisation du fonds à l'assemblée générale annuelle des producteurs.



c. M-35, r.7

Règlement sur la perception des contributions des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean (c. M-35, r.8) ;
- c) « producteur » et « produit visé » : le producteur et le produit visé au sens du plan.

2. Les diverses contributions imposées aux producteurs en vertu du plan ou d'un règlement sont payables dans les 5 jours de la livraison du produit visé. Elles peuvent être retenues à même le prix du produit visé par un acheteur ou par un syndicat affilié à la Fédération suivant entente à cet effet.



c. M-35, r.8

Plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : L'objet du plan est :

a) obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé ;

b) viser à ce que chaque producteur qui satisfait à des normes économiques de production en retire un revenu profitable et appliquer les mesures pour atteindre cet objet ;

c) ordonner et contrôler la production du produit visé pour obtenir un produit de qualité supérieure, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et éviter une surproduction ;

d) ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre producteurs et acheteurs de ce produit ;

e) ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché ;

f) rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût et d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs ; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers ou contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production ; d'accroître la qualité et d'augmenter la productivité et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs ;

g) mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan ;

h) rechercher de nouveaux débouchés et améliorer les débouchés existants ;

i) prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'augmenter la consommation du produit visé ;

j) constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé ;

k) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec ;

l) confier à un office de producteurs du produit visé la réalisation des objets du plan et lui assurer les moyens matériels requis.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

3. Produit visé : Le produit visé est le bleuet produit dans le territoire visé par le plan, mis en marché à l'état frais ou congelé.

4. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé : Toute personne qui met en marché, à l'état frais ou congelé, des bleuets produits dans le territoire visé par le plan ou qui produit des bleuets dans le même territoire et les met en marché, à l'état frais ou congelé, est un producteur intéressé au sens du présent plan.

5. Étendue de l'application et extension juridique du plan : Le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui au cours de la durée de l'application du plan continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité d'un producteur intéressé, sont assujettis au plan.

6. Application territoriale du plan : Le présent plan est un plan conjoint de mise en marché du bleuet couvrant les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Dubuc, Lac-Saint-Jean, Roberval, Lavolette.

7. Réalisation du plan : La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées à la Fédération des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean, désignée ci-après sous le nom de « la Fédération ».

8. Agent de négociation et de vente : La Fédération est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan.

9. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par la Fédération dans l'exercice des pouvoirs dont elle est

investie en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) honorer toute convention et tout contrat faits par la Fédération ou son délégué, dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions ;

c) se procurer un quota de production et de vente auprès de la Fédération et le respecter ;

d) confier à la Fédération l'exclusivité de la mise en marché de sa production ;

e) se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et la Fédération et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité du produit visé ;

f) payer les frais d'administration du plan, ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que la Fédération établira ;

g) payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier, un entrepositaire, une usine de congélation, une fabrique dont les services sont retenus par la Fédération conformément aux modalités établies par elle, et autoriser tout acheteur à prélever cette part et à en faire remise à la Fédération ou à toute personne qu'elle désigne ;

h) contribuer à la constitution des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé et autoriser tout acheteur à prélever cette contribution et à en faire remise à la Fédération ou à toute personne qu'elle désigne ;

i) utiliser les contenants pour fin de livraison répondant aux normes établies par la Fédération en conformité avec les lois en vigueur, et les marquer conformément aux normes d'étiquetage prescrites par la Fédération ;

j) fournir à la Fédération tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan.

10. Devoirs de la Fédération : Les devoirs de la Fédération sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) profiter des débouchés existants et orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés régionaux, provincial, national et international ;

c) mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, bonifier les débouchés existants, et améliorer les conditions de mise en marché du produit visé ;

d) viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par l'autorité compétente.

11. Pouvoirs et attributions de la Fédération : La Fédération peut :

a) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

b) émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan ;

c) réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie ;

d) arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à tout fonds de réserve qui pourra être créé pour réaliser un des aspects de la mise en marché du produit visé, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

e) retenir les services de voituriers, de transformateurs, d'entrepositaires, d'usine de congélation, et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

f) exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession ;

g) planifier le transport du produit visé pour en réduire le coût ;

h) planifier la transformation faite pour le compte du producteur pour en diminuer le coût, rencontrer les besoins du marché, profiter de la rentabilité accrue dans la vente du produit visé à cause de conditions favorables ;

i) établir des postes de réception, de ramassage et de vente en commun et délimiter les zones desservies par ces postes ;

j) statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sur le récipient ou l'emballage qui le contient, sur les inscriptions ou indications requises sur le récipient ou l'emballage ;

k) prescrire le classement du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement doit se faire et établir à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières ;

l) continger la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée, interdire la mise en marché d'un produit particulier pour assurer la mise en marché ordonnée du produit visé ;

m) déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise ;

n) garantir les quantités et qualités requises par les acheteurs et obliger le producteur à satisfaire ces exigences ;

o) ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin :

i. ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes ;

ii. prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix fixé sur le prix de vente ;

iii. obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser à la Fédération ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ; si le prix fixé excède le prix de vente, la Fédération ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur ;

iv. obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix à la Fédération ou à un agent de vente pour que la Fédération ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur ;

p) déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions ;

q) signer tout contrat et par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;

r) établir un comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exé-

cution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions ;

s) établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit ;

t) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

u) faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan ;

v) négocier avec toute personne tenue de la faire en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement :

i. le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, de la congélation ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé ;

iii. la qualité, la quantité, le poids, l'emballage, ainsi que les normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attitré de la Fédération ;

iv. les conditions de surveillance relatives au paiement du produit visé, suivant sa classification et son utilisation ;

v. les conditions de livraison ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan et sa remise à la Fédération ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ou la constitution de fonds de réserve et sa remise à la Fédération ou son délégué ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

12. Administration du plan :

1) Le plan est administré par la Fédération des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

2) Chaque administrateur doit être un producteur intéressé, au sens de l'article 4.

3) Les administrateurs doivent être élus par l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs assujettis au plan.

4) Tout administrateur de la Fédération qui cesse d'être un producteur intéressé, ou qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions, doit être remplacé par les autres administrateurs en fonction.

13. Siège social : La Fédération a son siège social à Chicoutimi.

14. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs assujettis au plan, selon le mode déterminé par la Fédération.

Le montant de cette contribution peut être déterminé par la Fédération au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution de chaque producteur assujetti au plan est de 0,005 \$ la livre de bleuets mise en marché.

Les contributions doivent servir à défrayer les dépenses d'administration et de la mise en oeuvre du plan.

15. Interprétation : Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan, ou d'un règlement, le texte français prévaut.

Décision 638 du 08.09.66, (1966) 98 G.O., 5124

Décision 691 du 21.12.67, (1968) 100 G.O., 64

Décision 1413 du 05.10.73, (1973) 105 G.O. II, 5743



c. M-35, r.9

Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient ou désignent :

- a) « acheteur » : tout acquéreur du produit visé par le plan ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue (c. M-35, r.12) ;
- c) « prix de vente » : le prix déterminé par contrat ou par sentence arbitrale en tenant lieu entre le Syndicat et l'acheteur du produit visé ;
- d) « producteur » : tout producteur de bois visé par le plan ;
- e) « produit visé » : le bois de pulpe et le bois d'oeuvre ;
- f) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue (UPA).

2. Le produit visé est mis en marché sous la direction et la surveillance du Syndicat, selon le présent règlement.

3. Un producteur ne peut mettre le produit visé en marché autrement que par l'entremise du Syndicat, qui est l'agent de vente exclusif des producteurs, selon les modalités prévues au présent règlement.

4. Le Syndicat peut désigner des personnes comme ses agents afin d'exercer auprès des producteurs et des acheteurs les fonctions qui sont établies par contrat. Le Syndicat doit indiquer le plus rapidement possible aux producteurs concernés les noms des personnes ainsi retenues à titre d'agents et avec lesquelles il a conclu une entente. Les producteurs peuvent s'adresser à l'une ou à l'autre de ces personnes pour la mise en marché de leur bois.

Le Syndicat peut également conclure une entente avec toute autre personne engagée dans la mise en marché du produit visé et qui pourrait être nécessaire ou utile à la mise en application du présent règlement.

5. Le Syndicat perçoit de l'acheteur le prix de vente du produit visé selon les modalités prévues au contrat avec ce dernier ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu.

6. Dès qu'il connaît le produit de la vente, le Syndicat doit déterminer le prix net pour chaque producteur intéressé et ce pour chaque essence de bois ou groupe d'essences de bois, selon les conventions en vigueur. Ce prix est établi en déduisant du prix de la vente des contributions prévues pour l'administration du plan, les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'exécution du présent règlement, les coûts de transport et d'expédition.

7. Dans les 10 jours suivant la réception du paiement provenant de l'acheteur, le Syndicat remet au producteur ou, selon le cas, à l'agent, le prix net établi selon l'article 6.

8. Tout ajustement résultant d'erreurs ou d'omissions, doit être effectué par le Syndicat aux producteurs concernés, le plus tôt possible après les événements y donnant lieu. Inversement, le Syndicat peut réclamer du producteur directement ou par retenue ultérieure sur les sommes dues, tout montant résultant d'erreurs ou d'omissions.

9. Si un producteur considère que le présent règlement n'a pas été appliqué ou que l'on a fait défaut de l'appliquer, il peut demander au conseil d'administration du Syndicat dans les 60 jours suivant l'acte ou l'omission reproché et le concernant directement, d'apporter les corrections nécessaires. S'il n'est pas satisfait, il peut, au cours des 15 jours suivant ce délai, demander à la Régie des marchés agricoles du Québec de réviser la décision du Syndicat ou d'ordonner à sa place ce qui doit être corrigé.



c. M-35, r.10

Règlement sur la contribution financière des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue à l'administration du plan conjoint et des règlements

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue (c. M-35, r.12) ;
- b) « producteur » : tout producteur du produit visé par le plan ;
- c) « produit visé » : le bois de pulpe et le bois d'oeuvre produits et mis en marché par un producteur ;
- d) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois.

2. Tout producteur doit payer les contributions suivantes par unité de volume :

- a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents (4' x 4' x 8'), une contribution de 2,50 \$;
- b) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents (8' x 4' x 8'), une contribution de 5 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 2,97 \$;
- d) pour chaque unité de volume de 1 mètre cube apparent, une contribution de 0,69 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 1 mètre cube solide, une contribution de 1,05 \$;
- f) pour le bois vendu à la tonne métrique à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 1,10 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 5 \$.

3. La perception de ces contributions ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être déterminées par convention entre le Syndicat et les acheteurs du produit visé ou, selon le cas, avec les agents du Syndicat si une agence de vente est établie par règlement.

À défaut d'une telle convention ou d'un tel règlement, le producteur doit faire parvenir au Syndicat ces contributions au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le produit visé mis en marché le mois précédent.

4. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent servir à payer les dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan et des règlements.

Décision 2727 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6663

Décision 2726 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6667



c. M-35, r.11

Règlement sur le fonds de roulement des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue (c. M-35, r.12) ;
- b) « prix brut » : le prix du bois établi suivant le Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue (c. M-35, r.9) ;
- c) « producteur » : tout producteur du produit visé par le plan ;
- d) « produit visé » le bois de pulpe et le bois d'oeuvre produits et mis en marché par le producteur ;
- e) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois.

2. Le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur, une contribution spéciale :

- a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1 \$;
- b) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 2 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 1,19 \$;
- d) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 2 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 1 mètre cube apparent, une contribution de 0,28 \$;
- f) pour chaque unité de volume de 1 mètre cube solide, une contribution de 0,42 \$;
- g) pour le bois vendu, à la tonne métrique à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,44 \$;

du produit visé mis en marché, afin d'établir un fonds de roulement pour le paiement des dépenses encourues dans l'application du plan ou d'un règlement qu'il a ou qu'il

peut adopter relatif aux conditions de la mise en marché du produit visé.

3. Le Syndicat doit utiliser cette contribution uniquement aux fins suivantes :

- a) faire des versements anticipés d'argent aux producteurs sur le prix du bois mis en marché par l'entremise du Syndicat ou acheté par lui ;
- b) assurer le financement des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'application du Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue ;
- c) permettre tout emprunt nécessaire au financement des dépenses encourues par le Syndicat dans l'application et l'administration du plan et des règlements et, s'il y a lieu, être donné en garantie à cette fin.

4. Tout producteur est tenu de payer au Syndicat la contribution ainsi fixée. Cette contribution est déduite en même temps et de la même façon que les autres contributions autorisées en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), selon les modalités prévues au Règlement sur la contribution financière des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue à l'administration du plan conjoint et des règlements (c. M-35, r.10).

5. 1) Cette contribution spéciale est établie pour une période de 5 ans ou jusqu'à ce que ce fonds de roulement ait atteint 200 000 \$.

2) Si ce fonds de roulement est transporté en garantie d'un emprunt et si le prêteur l'exige, cette contribution spéciale sera, nonobstant le paragraphe 1, établie jusqu'à ce que cet emprunt soit entièrement acquitté en capital, intérêts et accessoires et jusqu'à ce que la convention de prêt ait pris fin.

6. Les intérêts provenant de l'administration du fonds font partie du fonds.

7. 1) Le Syndicat doit rendre compte de l'administration et l'utilisation du fonds à l'assemblée générale annuelle des producteurs.

2) Le Syndicat est autorisé à transporter ce fonds de roulement à tout prêteur en garantie d'un emprunt qu'il contracte et à consentir à toutes les conditions, clauses et obligations qu'il jugera appropriées pour donner son plein effet à tel transport en garantie, y compris celles permet-

tant au prêteur de se l'approprier en pleine propriété et de l'appliquer au remboursement de l'emprunt lorsque le Syndicat est en défaut au terme de l'emprunt ou des actes constitutifs de garantie, tout solde étant remis au Syndicat ou ses ayants droit.

8. Personne ne peut réclamer du Syndicat les contributions qui lui ont été versées en vertu du présent règlement.

Décision 2728 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6665

Décision 2726 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6667



c. M-35, r.12

Plan conjoint des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Le plan sera désigné comme : Plan conjoint des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue.

2. L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan sera désigné comme le Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois.

3. Les agents de négociation et de vente sont le Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois, ou ses délégués.

4. Les obligations, pouvoirs et attributions du Syndicat sont ceux que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants :

1) Obligations :

a) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan, de la gestion et de l'administration du Syndicat, y compris la présentation d'un état financier détaillé ;

b) fournir à la Régie des marchés agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celle-ci peut exiger ;

c) appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan sanctionné par les présentes ;

d) surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du bois en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés : producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs ;

e) orienter la production en accord avec l'accroissement des boisés et les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité.

2) Pouvoirs et attributions : Négocier avec les compagnies forestières ou autres acheteurs de bois et toutes autres parties accréditées par la Régie des marchés agricoles du Québec en vertu des articles 58 et 59 de la Loi :

a) **généralement** : la mise en marché et la vente des bois tendres et durs provenant des boisés, autres que ceux

affirmés par la Couronne, des producteurs des comtés de Témiscamingue et Rouyn-Noranda, livrés aux compagnies forestières ou autres acheteurs du Québec faisant affaires dans ces comtés ;

b) particulièrement :

i. les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de bois aux compagnies forestières ou autres acheteurs ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport du bois aux manufactures de pâte à papier ou aux postes de réception de ces derniers ou d'autres acheteurs ;

iii. l'appréciation de la qualité et de la quantité des produits du bois mis en marché selon le plan par les représentants attitrés et compétents du Syndicat ;

iv. les normes de qualité, d'inspection et de mesurage du bois ;

v. le prix de vente et les conditions de paiement ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur, des prélevés nécessaires pour financer le plan, et leur remise au Syndicat ;

vii. la durée des contrats et du plan et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. la négociation des sources d'approvisionnement en bois de ces compagnies ou autres acheteurs ;

ix. la protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan ;

x. la formation d'un comité de coopération pour tenter de régler les différends qui pourront survenir entre les parties dans le cours de l'exécution des conventions souscrites selon le plan sanctionné par les présentes ;

xi. la formation, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, d'un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal peut être la Régie des marchés agricoles du Québec ;

xii. autoriser et recevoir, à même les montants payables à chaque producteur de bois de pulpe régi par le plan, un prélevé de 0,35\$ par corde de bois de pulpe mesurant 4' × 8' × 4' ou l'équivalent pour les bois d'œuvre, vendue aux acheteurs. Les prélevés ainsi remis au Syndicat doi-

vent servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan dans lesquelles sont comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en oeuvre, des mesurages et vérifications qu'elle peut amener ;

xiii. les surplus accumulés au cours d'une année des prélevés faits aux producteurs de bois seront distribués à la fin de l'année à ces mêmes producteurs selon le nombre de cordes de bois qu'ils auront vendues par l'entremise du plan ;

xiv. exiger des acheteurs de bois qu'une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière soit fournie ;

xv. tels autres pouvoirs que la Régie des marchés agricoles du Québec peut, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder au Syndicat ;

xvi. coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

5. L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution de ce plan est le Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

6. Le présent plan lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

7. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec le Syndicat ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimal de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

8. Sont aussi liés par le présent plan, les producteurs non-membres qui vendent leurs produits à une coopérative, et cette dernière est également liée par le présent plan pour l'achat de ces produits.

9. Ne sont pas liés par le présent plan :

a) les producteurs qui vendent directement leurs produits à un consommateur ou à un marchand détaillant qui n'exploite pas plus de 3 magasins ou succursales ;

b) les producteurs pour ce qui est de leurs engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis leur coopérative et

une coopérative pour ce qui est de ses engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis une autre coopérative, pourvu toutefois que, sur demande, une preuve satisfaisante de ces engagements soit fournie à la Régie des marchés agricoles du Québec.

Décision du 21.10.58, (1958) 90 G.O., 3775

Décision du 17.03.59, (1959) 91 G.O., 1424

Décision du 24.04.59, (1959) 91 G.O., 1865

Décision du 12.01.60, (1960) 92 G.O., 352

Décision du 15.04.60, (1960) 92 G.O., 1923

Décision 663 du 14.04.67, (1967) 99 G.O., 2961

Décision 2726 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6667



c. M-35, r.13

Règlement sur l'agence de vente et la mise en vente en commun du bois des producteurs du Bas Saint-Laurent

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67 et 68)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

- a) « acheteur » : toute personne qui acquiert du Syndicat le produit visé ;
- b) « mise en marché » : la mise en marché au sens de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.20) ;
- d) « producteur » : toute personne qui produit ou met en marché le produit visé ;
- e) « produit visé » : le bois des producteurs destiné à la transformation en pâtes et papiers ;
- f) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent.

2. Un producteur ne peut mettre du bois en marché autrement que par l'entremise du Syndicat, qui est l'agent de vente exclusif des producteurs, et auquel il doit vendre tout le bois qu'il met en marché, aux conditions déterminées dans le présent règlement.

3. Le bois ne peut être mis en marché que selon le présent règlement.

4. Le Syndicat prend possession et devient propriétaire du bois d'un producteur après le mesurage et au moment où ce dernier ou son représentant signe un contrat de vente individuel avec le Syndicat.

5. Le Syndicat détermine le moment où il prend livraison du bois acheté d'un producteur et l'endroit où il est dirigé. Il prend également les moyens nécessaires pour en assurer le transport au moment approprié.

6. Le bois visé par le présent règlement est mis en vente en commun sous la direction et la surveillance du Syndicat

et selon l'article 68 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

7. Le prix du bois est déterminé selon les catégories suivantes :

- a) sapin et épinette ;
- b) tremble et peuplier ;
- c) autres essences de feuillus.

8. Le prix de vente du bois à l'acheteur est établi par convention entre ce dernier et le Syndicat ou en vertu d'une sentence arbitrale en tenant lieu. Le Syndicat perçoit des acheteurs le prix du bois vendu.

9. Le Syndicat évalue de temps à autre le prix moyen de la vente du bois aux divers acheteurs, pour chaque catégorie.

10. L'estimation du prix moyen pour le bois vendu par le Syndicat est établi comme suit. Le Syndicat doit :

- a) établir le total du prix du bois vendu aux acheteurs, pour chaque catégorie, et dont le Syndicat estime pouvoir recevoir le paiement au cours de l'année en cours, divisé par le nombre de cordes de bois de chaque catégorie qu'il croit pouvoir livrer pour la même période ;
- b) déduire de ce montant les dépenses qu'il a encourues ou qu'il estime devoir encourir au cours de cette période pour la mise en marché de ce bois et l'application du présent règlement ;
- c) multiplier la différence ainsi obtenue par le nombre de cordes de bois de chaque catégorie livrées par les producteurs.

11. Le Syndicat effectue aux producteurs qui lui ont vendu du bois un versement initial dans les 3 semaines de la date de l'achat. Le montant de ce versement ne doit pas être inférieur à 50% du prix de vente moyen, estimé par le Syndicat pour chaque catégorie selon les articles 9 et 10.

12. Les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus en rapport avec la mise en vente en commun du bois et la vente exclusive par l'entremise du Syndicat, y compris le transport du bois et les frais occasionnés par les contrats relatifs à la mise en marché du bois qui peuvent être conclus en vertu du plan ou du présent règlement, ou suite à des sentences arbitrales qui en tiennent lieu, ainsi que ceux résultant de l'établissement d'un fonds de roulement

ment ou d'une réserve nécessitée pour une application prévoyante du présent règlement, sont déduits du produit des ventes du bois.

13. Au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, le Syndicat établit pour chacun des producteurs et selon le volume de bois qu'il a vendu au cours de l'année précédente dans chacune des catégories, le prix net qui lui revient et il effectue le versement final, s'il y a lieu.

14. Chaque producteur dont le bois est vendu pendant la même période doit recevoir sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et de catégorie et d'égale qualité, mais dont le prix de vente aux acheteurs peut avoir varié pour des causes étrangères à la valeur propre du bois.

15. Le Syndicat n'est en aucun cas tenu d'acheter ou de recevoir, ni de mettre en marché, le bois coupé ou offert en vente par un producteur qui contrevient au présent règlement, au Règlement sur les contingents des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.14) ou au Règlement sur le paiement et la perception de la contribution des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.19) ou s'il met du bois en marché, ou tente de le faire, à des conditions contraires à celles légalement établies par le Syndicat.

16. Tout ajustement résultant d'erreurs ou d'omissions, doit être effectué par le Syndicat au producteur concerné, le plus tôt possible après les événements y donnant lieu. Inversement, le Syndicat peut réclamer du producteur, directement ou par retenue sur les sommes dues, tout montant résultant d'erreurs ou d'omissions.

17. Le Syndicat peut conclure avec toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, tout contrat nécessaire ou utile à la réalisation du présent règlement.

18. Si un producteur considère que le présent règlement n'a pas été appliqué, ou que l'on a fait défaut de l'appliquer, il peut demander au bureau d'administration du Syndicat, dans les 60 jours suivant l'acte ou l'omission reprochés et le concernant directement, d'apporter les corrections nécessaires. S'il n'est pas satisfait, il peut, au cours des 15 jours suivants ce délai, demander à la Régie des marchés agricoles du Québec de reviser la décision du Syndicat ou d'ordonner à sa place ce qui doit être corrigé.

Décision 2206 du 07.09.77, (1977) 109 G.O.II, 5339

Décision 2836 du 31.01.80, (1980) 112 G.O.II, 1181



c. M-35, r.14

Règlement sur les contingents des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

a) « hectare » : une mesure de surface de 10 000 mètres carrés ;

b) « contingent » : le volume de bois, par essence ou groupe d'essences, qu'un producteur est autorisé à produire ou à mettre en marché au cours d'une période déterminée par le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.20) ;

d) « producteur » : toute personne qui produit ou met en marché le produit visé et il comprend un organisme d'aménagement décrit à l'article 2 ;

e) « produit visé » : le produit visé au sens du plan ;

f) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Un organisme qui, suite à une entente à cette fin et dans le cadre du programme élaboré par le ministère de l'Énergie et des Ressources, effectue l'aménagement et des coupes de bois sur un ou plusieurs terrains qu'il est chargé d'administrer, est considéré comme un producteur pour les fins du présent règlement.

3. Un producteur ne peut mettre en marché le produit visé à moins qu'un contingent lui ait été attribué par le Syndicat. Ce contingent est émis pour une période d'un an commençant le 1^{er} octobre d'une année pour se terminer le 30 septembre de l'année suivante. Le contingent ne vaut que pour la période indiquée au certificat émis.

4. Entre le 1^{er} et le 15 mai de chaque année, le Syndicat fait parvenir au producteur une formule de demande de contingent à sa dernière adresse connue.

Dans le cas d'un organisme d'aménagement de lots boisés connu du Syndicat, la formule lui est adressée et le cer-

tificat de contingent est délivré pour l'ensemble des terrains boisés, administrés par cet organisme.

5. Le producteur qui désire obtenir un contingent pour une période donnée doit faire parvenir sa demande de contingent au Syndicat avant le 15 juin qui précède la période concernée.

6. Le Syndicat attribue un contingent au producteur qui lui en fait la demande dans les délais prévus à l'article 5 et lui fait parvenir un certificat à cet effet.

7. Le Syndicat peut, au cours d'une période, émettre un contingent à un producteur qui n'en a pas fait la demande dans les délais prévus à l'article 5 s'il y a des débouchés disponibles pour lesquels des contingents n'ont pas été émis, ou si le Syndicat possède des renseignements lui indiquant que le volume de bois requis pour satisfaire au marché ne sera pas produit. Le Syndicat peut aussi émettre, dans les mêmes circonstances, des contingents supplémentaires aux producteurs qui détiennent déjà des contingents, pourvu qu'au total la norme prévue à l'article 8 soit respectée.

8. 1) Le contingent attribué au producteur est en proportion de la superficie du terrain boisé et tenant compte d'une possibilité maximale de production de 4,5 mètres cubes apparents par hectare. On entend par superficie boisée, les terrains forestiers dont les arbres sont de taille commerciale.

2) Si un producteur désire mettre en marché un volume de bois supérieur à 4,5 mètres cubes apparents par hectare, il doit établir à la satisfaction du Syndicat que la possibilité de production de son terrain boisé est supérieure à cette norme. D'autre part, ce volume additionnel ne doit pas être en excédent des besoins du marché pour la période en cours.

3) Le producteur qui a une superficie boisée inférieure à 20 hectares pourra cumuler les volumes qu'il aurait pu mettre en marché durant une ou des périodes données, avec un maximum de 5 périodes. Le volume cumulé cependant, ne devra pas excéder 90,5 mètres cubes apparents.

4) Le producteur qui a une superficie boisée supérieure à 20 hectares pourra cumuler les volumes qu'il aurait pu mettre en marché durant une ou des périodes données, avec un maximum de 3 périodes. Le volume cumulé cependant, ne pourra être mis en marché qu'en autant que

les volumes additionnels ne soient pas en excédent des besoins du marché pour la période en cours.

5) Lorsqu'un producteur a un terrain boisé supérieur à 80 hectares, le Syndicat peut, s'il le juge à propos, faire l'évaluation de la possibilité de coupe annuelle des terrains boisés concernés et émettre un contingent basé sur cette possibilité.

9. 1) Si la somme des quantités de bois attribuées par contingent aux producteurs excède les besoins du marché pour la période en cours, tels qu'établis par le Syndicat, ce dernier peut réduire le contingent de chaque producteur au *prorata*.

2) Si des livraisons de bois étaient réduites en cours d'année suite à des grèves, lock-out, feu ou pour tout autre motif hors du contrôle du Syndicat, ce dernier peut réduire ou suspendre, au *prorata*, les contingents accordés aux producteurs.

10. Le contingent attribué est personnel au producteur. Il ne peut être loué, prêté, transféré ni utilisé par une autre personne que le producteur à qui il est attribué.

11. Le producteur doit fournir au Syndicat, dans le délai prescrit, tous les renseignements nécessaires pour établir chaque contingent. Le Syndicat peut contrôler la véracité des renseignements fournis par le producteur et, à cette fin, celui-ci est tenu de produire, à demande, tout document pertinent, dont celui établissant la propriété du terrain boisé ou celui qui lui permet de couper le bois. Un inspecteur, dûment accrédité par le Syndicat, peut faire les enquêtes à cette fin et examiner le terrain boisé du producteur concerné.

Si le producteur refuse ou fait défaut de remplir ces obligations, le Syndicat peut lui refuser un contingent ou, s'il le croit opportun, il peut lui émettre un contingent en fonction d'autres renseignements qu'il possède.

12. La Régie peut, pour cause, prolonger ou modifier les délais prévus au présent règlement, sauf ceux de l'article 13.

13. Si un producteur considère que le présent règlement n'a pas été appliqué, ou que l'on a fait défaut de l'appliquer, il peut demander au conseil d'administration du Syndicat, dans les 60 jours suivant l'acte ou l'omission reprochés et le concernant directement, d'apporter les corrections nécessaires. S'il n'est pas satisfait, il peut, au cours des 15 jours suivant ce délai, demander à la Régie de réviser la décision du Syndicat ou d'ordonner à sa place ce qui doit être corrigé.



c. M-35, r.15

Règlement sur la division en groupes des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 45)

1. Le territoire couvert par le Syndicat est divisé en 15 secteurs répartis de la façon suivante :

Secteur 1 : Paroisses de : Matapédia, Saint-André-de-Restigouche, L'Ascension-de-Patapédia, Saint-Alexis-de-Matapédia, Saint-François D'Assise.

Secteur 2 : Paroisses de : Sainte-Florence, Sainte-Marguerite-Marie, Causapscal, Albertville, Lac-au-Saumon.

Secteur 3 : Paroisses de : Saint-Alexandre-des-Lacs, Amqui, Saint-Tharcisius, Saint-Léon-le-Grand, Lac-Humqui, Sainte-Irène, Saint-Vianney, Val-Brillant.

Secteur 4 : Paroisses de : Sayabec, Saint-Cléophas, Sainte-Paule, Saint-Moïse, Saint-Noël, Saint-Damase, Sainte-Jeanne d'Arc, La Rédemption.

Secteur 5 : Paroisses de : Padou, Sainte-Angèle-de-Méridi, Saint-Joseph-de-Lepage, Mont-Joli, Saint-Octave-de-Métis, Sainte-Flavie, Price, Les Boules, Grand-Métis et Métis-sur-Mer.

Secteur 6 : Paroisses de : Baie-des-Sables, Saint-Ulric, Saint-Léandre, Saint-Nil, Matane, Petite-Matane, Saint-Luc, Saint-René-Goupil.

Secteur 7 : Paroisses de : Saint-Adelme, Sainte-Félicité, Grosses-Roches, Saint-Jean-de-Cherbourg, Les Méchins, Les Capucins.

Secteur 8 : Paroisses de : Sainte-Luce, Luceville, Saint-Donat, Saint-Gabriel, Saint-Charles-Garnier, Les Hauteurs, Saint-Marcellin.

Secteur 9 : Paroisses de : Saint-Anaclet, Rimouski, Pointe-au-Père, Sainte-Odile, Sacré-Coeur, Sainte-Blandine, Saint-Narcisse, Bic, Saint-Valérien.

Secteur 10 : Paroisses de : Saint-Fabien, Saint-Eugène-de-Ladrière, Saint-Simon, Saint-Mathieu, Trois-Pistoles, Rivière Trois-Pistoles, Sainte-Françoise, Saint-Jean-de-Dieu, Saint-Médard.

Secteur 11 : Paroisses de : Saint-Éloi, Isle-Verte, Petite Isle-Verte, Saint-Paul-de-la-Croix, Cacouna, Saint-Arsène, Saint-Épiphanie, Saint-Modeste.

Secteur 12 : Paroisses de : Saint-François-Xavier-de-Viger, Saint-Clément, Saint-Hubert, Saint-Cyprien, Sainte-Rita, Saint-Pierre-de-Lamy, Saint-Honoré.

Secteur 13 : Paroisses de : Trinité-des-Monts, Esprit-Saint, Saint-Guy, Lac-des-Aigles, Biencourt, Squattek, Lac-Sauvage, Lejeune.

Secteur 14 : Paroisses de : Notre-Dame-du-Lac, Saint-Benoît-de-Packington, Ville Dégelis, Saint-Jean-de-la-Lande, Saint-Émile-d'Auclair, Saint-Juste-du-Lac.

Secteur 15 : Paroisses de : Estcourt, Les Étroits, Sully, Saint-Eusèbe, Saint-Elzéar, La Résurrection, Cabano, Saint-Louis-du-Ha ! Ha !, Rivière-Bleue.

2. Tous les producteurs de chaque secteur sont convoqués à une assemblée de secteur dont l'endroit, l'heure et la date sont fixés par le Syndicat. Le Syndicat peut tenir une seule assemblée pour plus d'un secteur à la fois.

3. Chaque secteur a droit d'élire un délégué et un substitut par 100 producteurs ou fraction majoritaire de 100 producteurs.

4. L'élection des délégués et des substituts se fait par proposition verbale dûment appuyée. S'il y a élection, le vote se prend au scrutin secret.

5. Tous les délégués ou leurs substituts élus lors des assemblées de secteurs constituent l'assemblée générale du Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent.



c. M-35, r.16

Règlement sur l'exclusivité de la vente du bois de sciage, de déroulage, de charbon et de chauffage des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67 et 68)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient ou désignent :

- a) « acheteur » : toute personne qui acquiert le produit visé ;
- b) « mise en marché » : le même sens que dans la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.20) ;
- d) « producteur » : toute personne qui produit ou met en marché le produit visé ;
- e) « produit visé » : le bois de sciage, de déroulage, de charbon et de chauffage visé par le plan ;
- f) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent.

2. Un producteur ne peut mettre en marché le produit visé autrement que par l'entremise du Syndicat, qui est l'agent de vente exclusif des producteurs et auquel il doit vendre tout le produit visé qu'il met en marché, aux conditions déterminées dans le présent règlement.

3. Le produit visé ne peut être mis en marché que selon le présent règlement.

4. Le Syndicat devient propriétaire du produit visé d'un producteur, après le mesurage effectué par le Syndicat et au moment où le producteur ou son représentant signe un contrat de vente individuel avec le Syndicat.

5. Le Syndicat détermine le moment où il prend livraison du produit visé acheté d'un producteur et l'endroit où il est dirigé. Il prend également les moyens nécessaires pour en assurer le transport au moment approprié.

6. Le Syndicat doit, dans les 3 semaines de la date de l'achat du produit visé d'un producteur, effectuer à celui-ci un versement initial qui doit représenter au moins 90% du prix net établi en vertu de l'article 9.

7. Dans le but de déterminer le versement initial au producteur, le Syndicat établit le prix net pour chaque catégorie, selon l'article 8.

8. Le prix minimal qui doit servir de base au calcul du prix net est celui qui est établi par convention entre l'acheteur ou une association d'acheteurs accréditée et le Syndicat, ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu.

9. Le prix net est calculé pour chaque catégorie en déduisant du prix minimal les dépenses qu'il a encourues ou qu'il estime devoir encourir pour chaque producteur, incluant les coûts de transport.

10. À la fin de son année financière, le Syndicat détermine le versement final à payer au producteur pour chaque catégorie du produit visé.

11. Pour déterminer le versement final au producteur, le Syndicat doit :

- a) établir, par catégorie, la valeur totale du produit visé vendu selon le prix reçu et la valeur totale du produit à être vendu, selon le prix minimal ;
- b) diviser la valeur totale obtenue pour chaque catégorie calculée au paragraphe a par le nombre total d'unités de mesure achetées des producteurs, obtenant ainsi le prix brut par unité de mesure pour chaque catégorie ;
- c) déduire du prix brut ainsi obtenu par unité de mesure pour chaque catégorie, les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus en rapport avec la vente du produit visé par l'entremise du Syndicat, y compris le transport du produit visé établi par localité, et les frais occasionnés par les contrats relatifs à la mise en marché du produit visé qui peuvent être conclus en vertu du plan ou du présent règlement, ou à la suite de sentences arbitrales qui en tiennent lieu, ainsi que ceux résultant de l'établissement d'un fonds de roulement ou d'une réserve nécessitée pour une application prévoyante du présent règlement ;
- d) soustraire du résultat obtenu au paragraphe c le versement initial déjà effectué.

12. Au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, le Syndicat effectue, pour chacun des producteurs, le versement final qui lui revient en vertu des articles 10 et 11.

13. Chaque producteur dont le produit visé est vendu pendant la même période doit recevoir sur le produit des ventes à l'usine et/ou au lieu de livraison, le même prix pour un produit identique de même quantité et de même catégorie et d'égale qualité, mais dont le prix de vente aux acheteurs peut avoir varié pour des causes étrangères à la valeur propre du produit visé.

14. Le Syndicat n'est en aucun cas tenu d'acheter ou de recevoir, ni de mettre en marché, le produit visé coupé ou offert en vente par un producteur qui contrevient au présent règlement, au Règlement sur les contingents des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.14) ou au Règlement sur le paiement et la perception de la contribution des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.19) ou s'il met le produit visé en marché, ou tente de le faire, à des conditions contraires à celles légalement établies par le Syndicat.

15. Tout ajustement résultant d'erreurs ou d'omissions, doit être effectué par le Syndicat au producteur concerné, le plus tôt possible après les événements y donnant lieu. Inversement, le Syndicat peut réclamer du producteur, directement ou par retenue sur les sommes dues, tout montant résultant d'erreurs ou d'omissions.

16. Le Syndicat peut conclure avec toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, tout contrat nécessaire ou utile à la réalisation du présent règlement.

17. Si un producteur considère que le présent règlement n'a pas été appliqué, ou que l'on a fait défaut de l'appliquer, il peut demander au conseil d'administration du Syndicat, dans les 60 jours suivant l'acte ou l'omission reprochés et le concernant directement, d'apporter les corrections nécessaires. S'il n'est pas satisfait, il peut, au cours des 15 jours suivant ce délai, demander à la Régie des marchés agricoles du Québec de réviser la décision du Syndicat ou d'ordonner à sa place ce qui doit être corrigé.



c. M-35, r.17

Règlement sur le fonds de recherche et de protection des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.20) ;

b) « producteur » : le producteur au sens de l'article 3 du plan ;

c) « produit visé » : le produit visé au sens de l'article 4 du plan ;

d) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent.

2. Un fonds de recherche et de protection est créé par le présent règlement afin de donner au Syndicat les moyens de réaliser les objectifs du plan.

3. Le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur une contribution spéciale de 0,04 \$ le mètre cube apparent ou son équivalent pour les bois résineux mis en marché et de 0,02 \$ le mètre cube apparent ou son équivalent pour les bois feuillus mis en marché.

4. Le Syndicat doit utiliser cette contribution spéciale uniquement pour défrayer le coût d'études relatives à la recherche de moyens de production ainsi qu'à la recherche de débouchés pour la mise en marché du produit visé.

5. Tout producteur est tenu de payer au Syndicat la contribution ainsi fixée. Cette contribution est déduite en même temps et de la même façon que les autres contributions autorisées en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), selon les modalités prévues au Règlement sur le paiement et la perception de la contribution des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.19), pour l'administration du plan.

6. Les contributions prélevées en vertu du présent règlement sont versées dans un fonds spécialement établi à cette fin et les intérêts provenant de son administration en font

partie. Le Syndicat doit établir et tenir une comptabilité distincte pour cette contribution spéciale.

7. Le Syndicat doit rendre compte de l'administration et de l'utilisation du fonds à l'assemblée générale annuelle des producteurs.

8. Personne ne peut réclamer du Syndicat le remboursement des contributions spéciales versées en vertu du présent règlement sauf s'il est établi qu'il y a eu erreur.



c. M-35, r.18

Règlement sur le fonds de roulement des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.20) ;
- b) « prix brut » : le prix du bois établi suivant le Règlement sur l'agence de vente et la mise en vente en commun du bois des producteurs du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.13) tel qu'il est ou pourra être ultérieurement si des modifications y sont apportées ;
- c) « producteur » : le même sens qu'à l'article 3 du plan ;
- d) « produit visé » : le bois visé par le Règlement sur l'agence de vente et la mise en vente en commun du bois des producteurs du Bas Saint-Laurent ;
- e) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent.

2. Afin d'établir un fonds de roulement pour le paiement des dépenses encourues dans l'application du plan conjoint ou d'un règlement qu'il a ou qu'il peut adopter relatif aux conditions de la mise en marché du produit visé, le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur les contributions suivantes pour les bois mis en marché :

- a) 0,62 \$ le mètre cube apparent ou son équivalent pour les bois à pâte résineux ;
- b) 0,28 \$ le mètre cube apparent ou son équivalent pour les bois de sciage résineux, laquelle sera portée à 0,62 \$ le mètre cube apparent ou son équivalent à compter du 1^{er} janvier 1982 ;
- c) 0,62 \$ le mètre cube apparent ou son équivalent pour les bois à pâte feuillus écorcés ;
- d) 0,41 \$ le mètre cube apparent ou son équivalent pour les bois à pâte feuillus non écorcés ;
- e) 0,19 \$ le mètre cube apparent ou son équivalent pour les bois de sciage feuillus, laquelle sera portée à 0,41 \$ le mètre cube apparent ou son équivalent à compter du 1^{er} janvier 1982.

3. Le Syndicat doit utiliser cette contribution uniquement aux fins suivantes :

- a) faire des versements anticipés d'argent aux producteurs sur le prix du bois mis en marché par l'entremise du Syndicat ou acheté par lui ;
- b) assurer le financement des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'application du Règlement sur l'agence de vente et la mise en vente en commun du bois des producteurs du Bas Saint-Laurent, ainsi que du Règlement sur les contingents des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.14) ;
- c) permettre tout emprunt nécessaire au financement des dépenses encourues par le Syndicat dans l'application et l'administration du plan et des règlements et, s'il y a lieu, être donné en garantie à cette fin.

4. Tout producteur est tenu de payer au Syndicat la contribution ainsi fixée. Cette contribution est déduite en même temps et de la même façon que les autres contributions autorisées en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), selon les modalités prévues au Règlement sur le paiement et la perception de la contribution des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.19) tel qu'il est ou pourra être ultérieurement si des modifications y sont apportées.

5. Les contributions perçues au cours d'une année sont remboursées selon les modalités prévues à l'article 14.

6. Si ce fonds de roulement est transporté en garantie d'un emprunt et si le prêteur l'exige, cette contribution spéciale sera établie jusqu'à ce que cet emprunt soit entièrement acquitté en capital, intérêts et accessoires et jusqu'à ce que la convention de prêt ait pris fin.

7. Les intérêts provenant de ce fonds sont utilisés pour défrayer le coût de son administration.

8. Le Syndicat doit rendre compte de l'administration et l'utilisation du fonds à l'assemblée générale annuelle des producteurs.

9. Le conseil d'administration est autorisé à transporter ce fonds de roulement à tout prêteur en garantie d'un emprunt contracté par le Syndicat et à consentir à toutes les conditions, clauses et obligations qu'il jugera appropriées pour donner son plein effet à tel transport en garantie, y compris celles permettant au prêteur de se l'approprier en pleine propriété et de l'appliquer au remboursement de

l'emprunt lorsque le Syndicat est en défaut au terme de l'emprunt ou des actes constitutifs de garantie, tout solde étant remis au Syndicat ou ses ayants droit.

10. Le Syndicat doit établir et tenir une comptabilité distincte pour le fonds, de même qu'un registre des producteurs qui y contribuent, de façon à pouvoir en tout temps déterminer, pour chaque producteur, le montant de ses contributions au fonds.

11. Sauf dans les cas spécifiques prévus aux articles 12 à 17, personne ne peut réclamer du Syndicat les contributions qui lui ont été versées en vertu du présent règlement.

12. Si l'assemblée générale décide d'abolir le fonds, ce qui ne peut avoir lieu si le fonds est transporté en garantie d'un emprunt fait par le Syndicat, à moins que le prêteur n'y consente par écrit préalablement, le remboursement du fonds est alors effectué aux producteurs contribuant, proportionnellement au montant qu'ils ont versé au fonds.

13. Si l'assemblée générale décide de diminuer la somme capitale du fonds, ce qui ne peut avoir lieu si le fonds est transporté en garantie d'un emprunt fait par le Syndicat, à moins que le prêteur n'y consente par écrit préalablement, le remboursement de la partie du fonds dont il est diminué est alors effectué lorsque cette somme est suffisante pour rembourser toutes les contributions perçues au cours d'une année en commençant par la première année pour laquelle les contributions n'ont pas été remboursées.

14. Au cours du mois de décembre de chaque année, le Syndicat rembourse les contributions qui sont dues et qui ont été perçues au cours de la huitième année précédente.

15. Au cas d'impossibilité pour le Syndicat de retrouver un producteur qui a contribué au fonds, la somme qui devrait lui être remise selon les articles 12, 13 ou 14 doit être versée à l'actif du Syndicat et servir à l'administration du plan et des règlements. Le Syndicat doit tenter de retrouver le producteur au cours de l'année qui suit la décision d'effectuer un tel remboursement et lui adresser un avis sous pli recommandé ou certifié à sa dernière adresse connue. Un rapport de la situation doit être fait à la Régie des marchés agricoles du Québec dans les 90 jours suivants.

16. Au cas du décès du producteur contribuant, ses héritiers peuvent exiger le remboursement des contributions versées.

17. Le producteur qui se départit de ses terrains boisés peut réclamer les contributions qu'il a versées. Dans ce cas, le conseil d'administration du Syndicat peut décider

de la date du remboursement, laquelle ne peut être postérieure à 12 mois de la demande de remboursement. Toutefois, si le fonds est transporté à un prêteur en garantie d'un emprunt, le remboursement ne peut être fait sans l'autorisation écrite du prêteur.

Après avoir ainsi obtenu le remboursement de ses contributions au fonds, si le producteur décide, dans les 5 ans qui suivent, d'acquérir un terrain boisé et de mettre de nouveau en marché le produit visé, il doit préalablement à la vente ou à la livraison du produit visé remettre au fonds la somme ainsi perçue, selon les conditions et les modalités qui seront déterminées entre le Syndicat et le producteur, ou à défaut, par la Régie des marchés agricoles du Québec.

18. La somme accumulée au fonds dit de « répartition » du Syndicat entre 1974 et le 23 juillet 1980, doit être versée au fonds de roulement établi par les présentes. Toutes les dispositions de ce règlement s'y appliquent, sauf qu'en cas d'un remboursement dans les cas prévus aux articles 12 à 17, la somme provenant du fonds de répartition précité doit être remise seulement aux producteurs qui ont livré ou vendu du bois par son entremise au cours des années 1974, 1975, 1976 ou 1977 au prorata, pour chacun, du nombre de cordes livrées.

Décision 2914 du 17.06.80, (1980) 112 G.O.II, 3941

Décision 3189 du 23.06.81, (1981) 113 G.O.II, 3367



c. M-35, r.19

Règlement sur le paiement et la perception de la contribution des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent (c. M-35, r.20) ;
- b) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent chargé d'appliquer le plan.

2. Tout producteur visé par le plan doit payer au Syndicat les contributions suivantes pour le bois mis en marché :

- a) 0,75 \$ la corde de 128 pieds cubes apparents ;
- b) 1,50 \$ la corde de 256 pieds cubes apparents ;
- c) 0,88 \$ l'unité de 100 pieds cubes (cunit) ;
- d) 1,76 \$ le 1 000 pieds mesure de planche (P.M.P.) ;
- e) 0,0088 \$ le pied cube pour le bois à la tige ;
- f) 0,21 \$ le mètre cube apparent ;
- g) 0,32 \$ le mètre cube solide.

3. Le producteur doit verser la contribution prévue à l'article 2 au siège social du Syndicat situé à Rimouski, au plus tard dans les 30 jours suivants celui où le bois a été mis en marché, à moins qu'elle n'ait été retenue par l'acheteur ou le Syndicat selon les articles 4 ou 5, selon le cas.

4. Si le Syndicat oblige les producteurs à vendre leur produit par son entremise à titre d'agent exclusif de vente ou s'il établit une mise en vente en commun du produit qu'il administre, la contribution prévue à l'article 2 est déduite du produit des ventes par le Syndicat.

5. Le Syndicat peut également négocier avec l'acheteur du produit visé par le plan le mode de perception de la contribution prévue à l'article 2 ainsi que les conditions de sa remise au Syndicat.



c. M-35, r.20

Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 26)

1. Définitions : Dans le présent plan, l'expression « Loi » signifie la « Loi sur la mise en marché des produits agricoles » (L.R.Q., c. M-35), l'expression « Syndicat » signifie le « Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent », et les expressions « Régie » ainsi que « mise en marché » ont la même signification que dans la Loi.

2. Nom du plan : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent.

3. Producteur visé par le plan : Le producteur visé par le présent plan est toute personne, propriétaire ou possesseur du produit visé.

4. Produit visé : Le produit visé par le plan est le bois, feuillu ou résineux, situé ou provenant des comtés municipaux de Témiscouata, Rivière-du-Loup (sauf pour les municipalités de Notre-Dame-du-Portage, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup et Saint-Antonin), Rimouski, Matane, Matapédia, ainsi que des municipalités de Saint-Alexis-de-Matapédia, Saint-François-d'Assise, Saint-André-de-Restigouche, Saint-Laurent-de-Matapédia et L'Ascension-de-Matapédia situées dans le comté de Bonaventure.

5. Extension juridique : Toute personne remplissant les conditions pour être un producteur le 10 novembre 1976 et, postérieurement, toutes celles qui, au cours de l'application du plan, répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur, sont visées par le présent plan.

6. Organisme d'application :

1) Le Syndicat est chargé de l'application et de l'administration du plan ; il en est également l'agent de négociation et l'agent de vente.

2) Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs au sens de l'article 3.

3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents est celui prévu

par les règlements du Syndicat, établis en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40).

7. Obligations du producteur :

1) Le producteur doit se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi et du présent plan.

2) Sans limiter ce qui précède, le producteur doit, plus particulièrement :

a) respecter toute entente conclue par le Syndicat dans le cadre de la Loi ;

b) payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan et des règlements, selon le montant et les modalités que le Syndicat établit en vertu de la Loi ;

c) payer sa quote-part de toute somme due à une personne dont l'intervention a été requise pour la mise en marché du produit visé et dont les services sont retenus par le Syndicat, conformément aux modalités établies par lui ou son agent, et autoriser toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé ou qui touche le produit global d'une vente en commun à prélever cette part et à en faire remise à toute personne désignée par lui ;

d) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan.

8. Pouvoirs et attributions du syndicat pour l'exécution du plan : Le Syndicat peut :

a) réglementer et organiser la mise en marché du produit visé conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi, et entre autres ceux des articles 67, 68 et 76 ;

b) exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de pouvoirs de la Régie ou d'une autre autorité ;

c) selon les conditions prévues à la section XI de la Loi, coopérer avec d'autres organismes, ou avec un gouvernement, ses employés, ministères ou organismes, en vue de la mise en marché ordonnée du produit visé dans les limites et hors du Québec. Il peut également recevoir et exercer à ces fins des fonctions et des pouvoirs provenant d'une autre loi ;

d) faire toute enquête nécessaire à la réalisation des objets et de l'application du plan, ainsi que pour bonifier les débouchés du produit visé ;

e) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

f) orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés et chercher à maintenir un sain équilibre entre la production et les besoins pour le produit visé ;

g) rationaliser le transport du produit visé ;

h) retenir les services de transporteurs et autres personnes nécessaires à la mise en marché du produit visé, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

i) désigner et, s'il est nécessaire, établir des postes d'entreposage et délimiter les zones desservies par ces postes ;

j) arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à l'application des règlements, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

k) pour réaliser les objets du plan ou appliquer un règlement ou une entente, décréter par règlement une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs ; ce règlement est sujet à l'approbation de l'assemblée générale des producteurs et de la Régie avant d'entrer en vigueur ;

l) établir divers comités aux fins de l'application du plan et des règlements, ainsi que pour l'étude des griefs des producteurs visés, et déterminer les règles de procédure de ces comités ;

m) signer tout contrat et par là, lier chaque producteur visé par le plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;

n) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi, toute condition de mise en marché et spécialement :

i. le prix, les conditions et modalités de vente et de paiement du produit visé ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport du produit visé, ainsi que de tout autre service relatif à sa production et à sa mise en marché ;

iii. les normes de qualité, de classification et de mesurage du produit visé, ainsi que leur surveillance par un représentant attitré du Syndicat ;

iv. les modalités et conditions de l'approvisionnement des acheteurs et de la livraison du produit visé ;

v. les modes de retenue par toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, de la contribution décrétée en vertu du plan ou d'un règlement, et sa remise au Syndicat, ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ;

vi. les conditions et modalités des diverses conventions liant le producteur visé et en vertu desquelles il participe à la production pour le compte d'autrui ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'un contrat qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance responsabilité.

9. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financés par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs visés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat. Le montant de cette contribution est déterminé par règlement du Syndicat, et il doit être approuvé par les producteurs réunis en assemblée générale et par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de 0,50 \$ la corde de bois (4' x 8' x 4'), ou son équivalent, mise en marché pour quelque usage que ce soit.

Le mode de perception de cette contribution est déterminé par règlement approuvé par la Régie avant d'entrer en vigueur.

Les contributions versées au Syndicat en vertu de la Loi doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan et des règlements mis en vigueur en vertu de cette Loi.



c. M-35, r.21

Règlement sur l'exclusivité de la vente des producteurs de bois de l'Estrie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67 et 68)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

- a) « acheteur » : toute personne qui transforme le produit visé par le présent règlement ;
- b) « agent » : toute personne qui représente le Syndicat et dont les activités dans la mise en marché du bois sont déterminées par entente avec le Syndicat ;
- c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie (c. M-35, r.25) ;
- d) « prix de vente » : le prix déterminé par convention entre le Syndicat et l'acheteur, ou suite à une sentence arbitrale qui en tient lieu ;
- e) « producteur » : tout producteur de bois visé par le plan ;
- f) « produit visé » : le bois des producteurs visés par le plan et destiné ou vendu pour l'une ou l'autre des fins suivantes :
 - i. la transformation en pâte et papier ;
 - ii. la fabrication de charbon de bois ;
 - iii. la fabrication de palettes ou de lattes ;
 - iv. la fabrication de frisons d'emballage ;
 - v. son utilisation dans une fonderie ou une aciérie ;
 - vi. pour le chauffage, lorsqu'il est livré à un acheteur en longueur d'environ 4 pieds, pour être ultérieurement préparé ou coupé et mis en marché auprès de consommateurs ou d'autres personnes.
- Il vise également le bois ainsi livré à d'autres fins énergétiques, mais il ne comprend pas le bois déjà préparé et coupé pour fins de chauffage, vendu directement par le producteur à un consommateur ;
- g) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie.

2. Le produit visé est mis en marché sous la direction et la surveillance du Syndicat, selon le présent règlement.

3. Un producteur ne peut mettre le produit visé en marché autrement que par l'entremise du Syndicat, qui est l'agent de vente et de mise en marché exclusif des producteurs.

4. Le Syndicat peut désigner des agents afin d'exercer auprès des producteurs et des acheteurs les fonctions qui leur sont indiquées par contrat. Le Syndicat doit indiquer le plus rapidement possible aux producteurs concernés les noms des personnes ainsi retenues à titre d'agent et avec lesquelles il a conclu une entente. Les producteurs peuvent s'adresser à l'une ou l'autre de ces personnes pour la mise en marché du produit visé.

5. Le Syndicat perçoit de l'acheteur le prix de vente du produit visé selon les modalités prévues au contrat avec ce dernier, ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu.

6. Dès qu'il connaît le produit de la vente, le Syndicat détermine le prix net pour chaque producteur intéressé, et ce pour chaque essence de bois ou groupe d'essence de bois, selon les conventions en vigueur.

Ce prix est établi en déduisant du prix de la vente les contributions prévues pour l'administration du plan, les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'exécution du présent règlement, les coûts d'expédition et les frais d'exécution résultant du contrat négocié avec l'agent et/ou toute autre personne engagée dans la mise en marché du produit visé.

7. Dans les 10 jours suivant la réception du paiement provenant de l'acheteur, ou aussitôt qu'il lui est possible de le faire, le Syndicat remet à l'agent ou, selon le cas, au producteur les montants dus selon l'article 6. Toute autre remise doit être effectuée dans les mêmes délais.

Tout ajustement résultant d'erreur ou d'omission involontaire doit être effectué le mois suivant.

8. Toute décision prise par le Syndicat pour l'application du présent règlement, autre que celle visant l'ensemble des producteurs, peut être révisée en suivant les étapes suivantes. Le différend doit d'abord être soumis par le producteur concerné et par écrit au secrétariat du Syndicat, au plus tard 90 jours après la décision contestée. Le secrétaire du Syndicat ou son représentant doit tenter d'y apporter une solution dans les 10 jours suivants. À défaut, le secrétaire soumet le différend à un comité formé de 3 producteurs, nommés à cette fin par le conseil d'administration du Syndicat. Ce comité fait enquête et doit faire ses re-

commandations à l'exécutif du Syndicat dans les 20 jours suivants ; ce dernier doit rendre sa décision au plus tard 20 jours après le rapport du comité. Si cette décision ne satisfait pas le producteur ou si la procédure précitée n'est pas suivie, il est loisible au producteur de porter le différend devant la Régie des marchés agricoles du Québec, selon l'article 61 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).



c. M-35, r.22

Règlement sur le fonds de recherche et de protection des producteurs de bois de l'Estrie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Un fonds de recherche et de protection est créé par le présent règlement afin de donner au Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie les moyens de réaliser les objectifs du Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie (c. M-35, r.25).

2. À cette fin, le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur une contribution spéciale de :

- a) 0,15 \$ pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents (4' x 4' x 8') ;
- b) 0,19 \$ pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents (5' x 4' x 8') ;
- c) 0,23 \$ pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents (6' x 4' x 8') ;
- d) 0,26 \$ pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents (7' x 4' x 8') ;
- e) 0,30 \$ pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents (8' x 4' x 8') ;
- f) 0,18 \$ pour chaque unité de 100 pieds cubes solides ;
- g) 0,30 \$ pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.) ;
- h) 0,55% du prix de vente à l'usine, pour le bois vendu à la pièce ;
- i) 0,09 \$ la tonne brute pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux ;
- j) 0,10 \$ la tonne métrique verte (ou son équivalent en tonne anhydre) pour le bois vendu à l'état brut ou transformé en copeaux ;
- k) 0,045 \$ pour chaque unité de 1 mètre cube mesuré au volume apparent ;
- l) 0,065 \$ pour chaque unité de 1 mètre cube mesuré au volume réel.

3. 1) Le mode de retenue de cette contribution spéciale ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être

déterminés par convention entre le Syndicat et l'acheteur de bois.

2) Le producteur qui vend son bois à un acheteur qui n'a pas signé de convention relativement au prélèvement de la contribution spéciale avec le Syndicat, ou à une personne qui représente l'acheteur et qui n'a pas de convention à cet effet avec le Syndicat, doit faire parvenir cette contribution spéciale au Syndicat au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le bois expédié le mois précédent.

3) Si un règlement de mise en vente en commun est mis en application, le Syndicat peut retenir à même le produit des ventes, la contribution spéciale prévue à l'article 2.

Décision 2261 du 21.12.77, (1978) 110 G.O.II, 1177 et 1663
Decision 2660 du 14.06.79, (1979) 111 G.O.II, 5023



c. M-35, r.23

Règlement sur la mise en vente en commun des producteurs de bois de l'Estrie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 68)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient :

- a) « plan » : Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie (c. M-35, r.25) ;
- b) « producteur » : le producteur de bois visé par le plan ;
- c) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie ;
- d) « produit visé » : le bois des producteurs visés par le plan et destiné à une usine de transformation de bois à pâte ;
- e) « acheteur » : une personne qui transforme le produit visé par le plan ;
- f) « prix de vente » : le prix déterminé par contrat, ou par sentence arbitrale en tenant lieu, avec l'acheteur du produit visé.

2. Le produit visé par le présent règlement est mis en vente en commun sous la direction et la surveillance du Syndicat et par son entremise.

3. Le producteur ne peut mettre le produit visé en marché que conformément au présent règlement et le Syndicat doit intervenir comme agent de vente. Le producteur ne peut mettre le produit visé en marché, sans recourir au Syndicat comme agent de vente.

4. Aucun producteur ne doit laisser transporter son produit par une personne qui n'a pas conclu avec le Syndicat une entente relative au transport. A cet effet, le Syndicat doit, dans le mois qui suit la signature des contrats ou la décision arbitrale en tenant lieu, et par la suite sur demande, informer par écrit les producteurs des noms des personnes avec qui il a conclu une entente.

5. Si, le 1^{er} avril 1971, le producteur possède l'équipement adéquat pour transporter son produit, le Syndicat peut l'autoriser à ce faire à la condition que celui-ci soit en

mesure de lui fournir les renseignements nécessaires à l'exécution des contrats et à l'application des règlements. Ce producteur doit livrer son produit à l'endroit désigné par le Syndicat.

6. Le Syndicat peut conclure avec des personnes engagées dans la mise en marché du produit visé tout contrat nécessaire ou utile à la mise en application du présent règlement.

7. A titre d'agent de vente, le Syndicat perçoit de l'acheteur pour les producteurs le prix de vente du produit visé, qui est déterminé par convention avec les acheteurs ou, à défaut, par sentence arbitrale en tenant lieu.

8. L'acheteur remet directement au Syndicat le prix de vente du produit visé, selon les modalités prévues au contrat ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu.

9. Chaque producteur dont le produit visé est vendu pendant une même période, doit recevoir sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité, mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit.

10. Dès qu'il connaît le prix de vente, le Syndicat établit le prix brut par essence ou groupe d'essences.

A cette fin, le Syndicat multiplie, en fonction de chaque acheteur ayant conclu une convention avec le Syndicat, par essence ou groupe d'essences de bois, les quantités de bois prévues à la convention par le prix de vente. Il divise ensuite la somme des produits obtenus par la somme des quantités négociées avec tous les acheteurs pour chaque essence ou groupe d'essences. Ce quotient donne le prix brut.

11. Le Syndicat paie les producteurs pour le produit visé vendu par son entremise. Chaque mois, il remet par chèque aux producteurs le montant dû pour les quantités de bois qu'ils ont livrées au cours du mois précédent. Ce montant est établi pour chaque producteur en multipliant le nombre de cordes de bois ainsi livrées par le prix brut déterminé à l'article 10, et en y déduisant les frais d'application du présent règlement, les coûts de transport du bois et la contribution prévue pour l'administration du plan.

12. Les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus en rapport avec la mise en vente en commun du produit visé, y compris ceux qui sont occasionnés par

les conventions qui peuvent être passées en vertu du plan concernant l'application du présent règlement ainsi que ceux résultant de la création d'un fonds de roulement et d'un fonds de réserve nécessités pour une exécution prévoyante du présent règlement, sont déduits du produit des ventes du produit visé, pour autant qu'ils excèdent le montant des contributions prévues au plan.

13. Toute décision prise par le Syndicat aux termes du présent règlement peut être révisée par la Régie des marchés agricoles du Québec, à la demande de tout producteur intéressé.

14. Le Syndicat peut mener auprès des producteurs toute enquête jugée nécessaire pouvant servir à une exécution prévoyante et efficace du présent règlement, et tout producteur doit fournir les renseignements requis.

15. Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais dans le présent règlement, le texte français doit prévaloir.



c. M-35, r.24

Règlement sur le paiement et la perception des contributions pour l'administration du Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Les producteurs assujettis au Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie (c. M-35, r.25) doivent payer les contributions suivantes :

- a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents (4' x 4' x 8'), une contribution de 0,60 \$;
- b) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents (5' x 4' x 8'), une contribution de 0,76 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents (6' x 4' x 8'), une contribution de 0,90 \$;
- d) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents (7' x 4' x 8'), une contribution de 1,06 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents (8' x 4' x 8'), une contribution de 1,20 \$;
- f) pour chaque unité de 100 pieds cubes solides, une contribution de 0,71 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 1,20 \$;
- h) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 2,15% du prix de vente à l'usine ;
- i) pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,35 \$ la tonne brute ;
- j) pour le bois vendu à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,40 \$ la tonne métrique verte ou son équivalent en tonne métrique anhydre ;
- k) pour le bois vendu au volume apparent, une contribution de 0,17 \$ pour chaque unité d'un mètre cube ;
- l) pour le bois vendu au volume réel, une contribution de 0,25 \$ pour chaque unité d'un mètre cube.

2. 1) Le prélèvement de cette contribution ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être déterminés par convention entre le Syndicat et l'acheteur de bois.

2) Le producteur qui vend son bois à un acheteur qui n'a pas signé de convention relativement au prélèvement de la contribution avec le Syndicat, ou à une personne qui représente l'acheteur et qui n'a pas de convention à cet effet avec le Syndicat, doit faire parvenir cette contribution au Syndicat, au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le bois expédié le mois précédent.

3) Si un règlement de mise en vente en commun est mis en application, le Syndicat peut retenir à même le produit des ventes, la contribution prévue à l'article 1.

Décision 2262 du 21.12.77, (1978) 110 G.O. II, 487

Décision 2661 du 14.06.79, (1979) 111 G.O. II, 5025



c. M-35, r.25

Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 26)

1. Objet du plan : Ce plan a pour objet de :

a) rechercher, arrêter et appliquer des normes de production rationnelle susceptibles d'empêcher la dilapidation des boisements et d'éviter toute surproduction ;

b) rechercher, arrêter et appliquer les mesures susceptibles de maintenir, d'accroître et d'améliorer les normes du produit régi ;

c) rechercher et utiliser les moyens d'améliorer les conditions de production et de coupe, d'abaisser le coût de revient et d'augmenter le rendement ;

d) mettre en marché le produit régi, en contrôler les diverses phases et recourir au temps jugé opportun et par les moyens les plus appropriés :

i. à la mise en vente en commun et à toutes ses modalités, tel que prévu par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

ii. à la négociation et à la signature de convention par le truchement de l'organisme chargé de l'application du plan avec toutes autres personnes également engagées dans la mise en marché, quant aux prix, au coût des services et à toutes conditions de nature à favoriser la poursuite de tous les objets du plan ;

e) rechercher les débouchés les plus avantageux et de nouveaux débouchés ;

f) rechercher les moyens d'assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;

g) rechercher et appliquer les moyens de protéger le producteur contre la perte injustifiée d'un débouché pour son produit et de pertes résultant de l'insolvabilité de toute personne engagée dans la mise en marché de son produit ou de toute autre cause ;

h) recourir aux moyens qui permettraient, en temps opportun, d'assurer le même prix à chaque producteur pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité ;

i) rechercher et appliquer les moyens de réduire les frais qui sont de nature à influencer sur le prix payé au producteur pour son produit ;

j) rechercher et appliquer les moyens d'assurer à chaque producteur tous les services utiles dans la mise en marché et de corriger les inégalités quant à l'obtention de ces services ;

k) rechercher et appliquer les moyens d'établir des relations directes entre le transformateur du produit et le producteur ;

l) coopérer avec toute personne engagée dans la mise en marché du produit pour en accroître et en améliorer l'écoulement et dans la recherche de solutions aux divers problèmes de mise en marché du produit régi ;

m) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national pour la mise en marché du produit dans les limites et hors du Québec ;

n) mener ou faire mener des enquêtes pour atteindre les objets du plan et prendre les mesures appropriées pour obtenir tout renseignement utile ;

o) confier à un syndicat de producteurs nanti des pouvoirs d'un office de producteurs, au sens de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, le soin de poursuivre les objets de ce plan et lui assurer les moyens matériels d'atteindre ce but.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de : Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie. La région de l'Estrie comprend le territoire suivant : les districts électoraux de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe, Richmond, Shefford, Brome, Missisquoi et celui de Frontenac pour les paroisses suivantes : Lac Mégantic, Sainte-Cécile, Saint-Hubert, Saint-Jean-Vianney, Woburn, Marsboro, Piopolis, Val-Racine, Notre-Dame-des-Bois, Milan, Nantes, Saint-Romain et Stornoway.

3. Produit visé : Le présent plan vise la mise en marché des bois feuillus et résineux de la région de l'Estrie provenant des boisements des producteurs intéressés, ainsi que des boisements pour lesquels une association de producteurs, engagée dans la coupe du bois selon la formule des chantiers coopératifs, détient un permis de coupe du ministère de l'Énergie et des Ressources.

4. Qualité requise pour être producteur : Un producteur est tout producteur possédant un minimum de 10 acres en boisement, ainsi que toute association de producteurs en-

gagée dans la coupe du bois selon la formule des chantiers coopératifs et qui détient un permis de coupe du ministère de l'Énergie et des Ressources.

5. Conditions requises pour être un producteur intéressé : Un producteur intéressé est tout producteur qualifié au sens des articles précédents.

6. Extension juridique : Le plan est exécutoire, régit et lie tous les producteurs actuels et à venir qui possèdent la qualité et rencontrent les conditions définies aux articles précédents, ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché du produit agricole visé par le plan.

7. Surveillance et contrôle : L'application, la conduite, le contrôle, l'administration du plan sont confiés au Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie (UPA).

Le Syndicat a sa principale place d'affaires à Sherbrooke.

8. Agent de négociation et de vente : Le Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie (UPA) est l'agent de négociation et l'agent de vente du plan.

9. Devoirs, obligations et engagements des producteurs : Le producteur doit :

a) se conformer à tous les règlements adoptés par le conseil d'administration du Syndicat, agissant en tant qu'office de producteurs ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat agissant en tant qu'agent de négociation ou agent de vente ;

c) faire connaître au Syndicat, sur demande, l'étendue et la composition de ses boisements et ses possibilités de coupe ;

d) informer le Syndicat de toute maladie affectant son produit ayant comme conséquence d'en réduire considérablement la production ou d'en affecter la qualité ;

e) fournir au Syndicat tous renseignements jugés utiles à la bonne application du plan ;

f) respecter les quotas de coupe établis par le Syndicat ;

g) se conformer aux normes établies par l'autorité compétente et se soumettre à toute inspection visant à vérifier les normes établies pour le produit visé ;

h) identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

i) confier au Syndicat l'exclusivité de la vente du produit visé ;

j) écouler, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé auprès de l'acheteur ou des acheteurs, de l'agent acheteur ou des agents acheteurs désignés par le Syndicat ;

k) recourir au mode de transport et au transporteur, au mode d'entreposage et à l'entrepoteur désigné par le Syndicat ;

l) n'expédier le produit visé qu'à l'endroit désigné par le Syndicat ;

m) respecter les quotas de livraison établis par le Syndicat ;

n) supporter les frais d'administration du plan, y compris les frais de négociation et de vente, selon les modalités que le Syndicat établira pour la perception de ces frais et autoriser, s'il y a lieu, le Syndicat à recevoir ces frais de tout acheteur, sous forme de prélèvements sur le prix de vente des produits ;

o) payer sa quote-part de toute somme due à un transporteur ou un entrepoteur désignés par le Syndicat conformément aux modalités établies par le Syndicat et autoriser, s'il y a lieu, tout acheteur à prélever cette part sur le prix de vente et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui.

10. Devoirs du Syndicat, en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs du Syndicat sont :

a) tout devoir et obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) se consacrer à la poursuite des objets du plan ;

c) en tant que syndicat professionnel, tenir une comptabilité distincte de celle du plan.

11. Pouvoirs et attributions du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Le Syndicat peut :

a) arrêter les conditions de coupe, de conservation, de manutention ou de déplacement du produit visé par le plan ;

b) continger la production, la coupe et la vente du produit visé, et prohiber la mise en marché en violation du contingent ou quota établi ;

c) fixer un prix provisoire avant la vente et en prescrire les modalités de paiement ;

d) retenir les services de sous-agents de vente et définir leurs pouvoirs et leurs attributions ;

e) dans les limites des pouvoirs qui lui sont accordés en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, signer tout contrat et ainsi lier chaque producteur concerné, régi par le plan ;

f) arrêter une marque ou des marques distinctives permettant d'identifier le produit des producteurs quant à sa qualité et comme produit visé par le plan, et imposer l'usage de telles marques ;

g) garantir les quantités, les normes et qualités du produit visé requises par les acheteurs, obliger les producteurs à rencontrer ces exigences et, si nécessaire, recourir à d'autres sources pour rencontrer ces engagements ;

h) établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan ;

i) retenir les services de transporteurs, d'entrepôts et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire pour la mise en marché du produit visé ;

j) assurer le paiement des services rendus par les transporteurs, les entrepositaires et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire pour la mise en marché du produit visé et déterminer la part qu'en doit supporter chaque producteur, ainsi que le mode de perception ;

k) exiger, avec l'autorisation de la Régie des marchés agricoles du Québec, des industriels, des acheteurs, des transporteurs, des entrepositaires ou de toute autre personne engagée dans la mise en marché avec qui il contracte une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière ;

l) obtenir des acheteurs les renseignements concernant leurs transactions avec les producteurs et l'utilisation du produit reçu, ainsi que les documents ou rapports établissant ces transactions et cette utilisation ;

m) négocier lui-même ou par mandataire dûment autorisé, avec toute partie accréditée par la Régie des marchés agricoles du Québec ou détenant une licence émise par elle, ou engagée dans la mise en marché du produit visé par le plan, y compris les coopératives qui achètent ou reçoivent le produit visé, généralement, toutes les conditions de mise en marché et spécialement :

i. le prix de vente du produit visé et de tout service requis pour sa mise en marché ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport ;

iii. les conditions, modalités et prix du rassemblement et d'entrepôt ;

iv. l'appréciation de la qualité et de la quantité du produit par les représentants attitrés et compétents du Syndicat ;

v. les normes, l'inspection et le mesurage ;

vi. les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement des acheteurs ;

vii. l'élaboration et l'application d'un système de quota ;

viii. les modes de retenue par l'acheteur des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise au Syndicat, ainsi que de toutes sommes requises pour assurer le paiement de services rendus par des intermédiaires et leur remise au Syndicat ;

ix. les conditions de surveillance relatives au paiement du prix du produit visé par le plan suivant son utilisation ;

x. les conditions du paiement du prix de vente ;

xi. la durée des contrats et les conditions de renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

xii. les sources d'approvisionnement des acheteurs, ainsi que les quantités à acheter ;

xiii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage ;

xiv. la nature de la garantie de responsabilité ou de la preuve de solvabilité ;

xv. la fréquence et la forme des rapports fournis par les acheteurs ;

n) arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

o) établir un comité de bonne entente pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, comité qui fera rapport au Syndicat ;

p) obtenir des producteurs tous renseignements jugés utiles à la bonne application du plan ; tels renseignements devront être tenus pour confidentiels ;

q) mener ou faire mener toute enquête de nature à l'aider à atteindre les buts visés par le plan ;

r) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors du Québec, du produit visé par le plan et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction ;

s) statuer sur les conditions de production, de préparation du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit visé ;

t) prescrire le classement, l'étiquetage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et l'étiquetage doivent se faire et établir, à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières ;

u) fixer le temps et le lieu de la mise en marché du produit visé, prohiber la mise en marché hors du temps et du lieu fixés ou d'une norme imposée, interdire la mise en marché d'un produit particulier pour assurer la mise en marché du produit visé ;

v) ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixe et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix, pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité, mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin :

i. ordonner que soit déduite du produit de ses ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes ;

ii. prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix fixé sur le prix de vente ;

iii. obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser au Syndicat ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ; si le prix fixé excède le prix de vente, le Syndicat ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur ;

iv. obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix au Syndicat ou à un agent de vente pour que le Syndicat ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur.

12. Administration du plan :

1) Le plan est administré par le Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie (UPA).

2) Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de l'article 4.

3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat.

4) Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs régis par le plan, et y faire rapport de son mandat.

5) Si le Syndicat ne représente pas, dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs régis par le plan, elle devra décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs sera composé de 5 administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs et ses administrateurs auront les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu des présentes.

Si le Syndicat peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie, qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie peut, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'office des producteurs est alors aboli.

13. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat.

Le montant de la contribution est déterminé par règlement du Syndicat, approuvé par les producteurs réunis en assemblée générale et par la Régie avant d'entrer en vigueur.

Le mode de perception de la contribution est déterminé par règlement du Syndicat, approuvé par la Régie avant d'entrer en vigueur.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

Décision du 28.06.65, (1965) 97 G.O., 4049

Décision 727 du 23.10.68, (1968) 100 G.O., 6219

Décision 1875 du 01.10.75, (1975) 107 G.O.II, 5421



c. M-35, r.26

Règlement sur les quotas de production et de vente des producteurs de bois de l'Estrie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Pour les fins du présent règlement, les mots ou expressions suivantes signifient :

a) « unité de production » : le territoire compris à l'intérieur des limites d'un canton ou d'une paroisse, dans le territoire du plan ;

b) « quota individuel » : la quantité de bois qu'un producteur peut mettre en marché au cours d'une période déterminée ;

c) « quota global » : la quantité totale de bois qui peut être mise en marché au cours d'une période déterminée par le Syndicat ;

d) « boisement » : le bois en croissance sur un fond de terre déterminé ;

e) « boisé » : le fond de terre sur lequel il y a du bois en croissance ;

f) « acre » : mesure de surface de 43 560 pieds carrés ;

g) « région de l'Estrie » : le territoire couvert par le Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie ;

h) « producteurs » : a le même sens qu'à l'article 4 du Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie ;

i) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie (c. M-35, r.25) ;

j) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie (UPA).

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Le producteur ne peut mettre en marché du bois coupé dans la région de l'Estrie sans s'être, au préalable, procuré du Syndicat un quota individuel de mise en marché.

3. Le Syndicat arrête périodiquement le quota global, pour la région visée par le plan et, de là, fixe les quotas individuels dont la somme ne doit pas dépasser le quota global.

Le quota global ne peut être inférieur à la somme des quantités que chaque producteur manifeste l'intention de mettre en marché dans une demande de quota individuel conforme aux exigences du présent règlement.

Le quota global ne peut dépasser les possibilités de coupe des boisements de la région de l'Estrie groupés par unité de production.

4. La possibilité de coupe d'un boisement de la région de l'Estrie est établie à ½ corde à l'acre toute essence. Cette possibilité peut être révisée par le Syndicat, en plus ou en moins, selon la possibilité réelle d'un boisement, conformément au présent règlement.

5. Un quota individuel est attribué à tout producteur qui en fait la demande. Cette demande doit être adressée au Syndicat et lui parvenir avant la date fixée pour l'attribution des quotas, et doit contenir les renseignements suivants :

a) la quantité de bois que le producteur projette de mettre en marché, par essence, et selon l'état dans lequel il entend livrer ;

b) une identification suffisante du boisé sur lequel la coupe est effectuée ainsi que la superficie occupée par le boisement.

6. Plusieurs boisements, contenus dans la même unité de production situé sur différents boisés non contigus, appartenant au même producteur, forment un seul et unique boisement.

7. Si la quantité de bois que le producteur projette de mettre en marché est supérieure à la possibilité de coupe offerte par le boisement où la coupe est projetée, le Syndicat peut réduire cette quantité ou rejeter la demande. Le producteur en est informé par écrit et il peut présenter une nouvelle demande.

8. Après vérification, un certificat est adressé au producteur confirmant l'attribution d'un quota individuel déterminé par le Syndicat.

9. Le quota est attaché au boisement en autant qu'il correspond à sa possibilité annuelle de coupe et est attaché à

la personne en autant qu'il est un droit dont le producteur peut se prévaloir.

10. Le Syndicat détermine la période pendant laquelle le quota global et les quotas individuels sont valides.

11. Le producteur qui a obtenu un quota individuel pour une période déterminée a droit à un quota pour la période qui suit. Toutefois, ce droit est personnel, intransmissible et limité à la possibilité annuelle du boisement auquel il est attaché.

12. Les quotas sont révisés à une date qui est fixée par le Syndicat à l'intérieur de la période prévue à la section III. Ils ne peuvent, à cette occasion, être diminués que sur demande du producteur.

Le comité de révision est composé de 3 membres pris en dehors du conseil d'administration et nommés par lui. Dans le cas où l'un ou l'autre des membres du comité se trouve en conflit d'intérêt, le conseil d'administration le remplace.

13. Le producteur qui obtient un quota individuel et qui décide de ne pas l'utiliser, en tout ou en partie, doit en faire part au comité de révision des quotas. Le quota ou partie de quota auquel un producteur a renoncé est attribué par le Syndicat à un autre producteur qui a manifesté l'intention de majorer le sien, dans la mesure de la possibilité de coupe de son boisement.

14. Le producteur qui prévoit une production supérieure au quota qui lui a été attribué peut demander une majoration au comité de révision des quotas.

15. Le producteur qui n'a pas fait sa demande à la date fixée pour l'attribution d'un quota est présumé y avoir renoncé et le Syndicat n'est pas tenu de lui en attribuer un s'il en fait la demande postérieurement.

16. Le producteur qui, pour une période de quota déterminée, n'a pas atteint son quota individuel sans en prévenir le comité de révision, ne peut obtenir pour la période suivante un quota supérieur à la possibilité de coupe de son boisement. Ultérieurement, mais pas avant l'expiration d'un délai de 3 ans, ce producteur peut inclure dans sa demande de quota la différence entre la possibilité de coupe de son boisement et la quantité de mise en marché pour l'année où il n'a pas respecté son quota.

17. Le producteur qui ne demande pas un quota individuel pour une période déterminée est présumé réserver son droit pour la période suivante. Toutefois, cette réserve de possibilité de coupe ne peut dépasser une période de plus de 3 ans.

18. Dans le cas d'incendie, de chablis ou d'épidémie, le producteur peut réclamer une évaluation visuelle pour modifier son quota ; le coût de cette évaluation est défrayé par le Syndicat.

19. Le producteur qui prétend avoir droit à un quota supérieur à celui établi par le Syndicat, peut enjoindre le Syndicat de procéder à une évaluation visuelle ou à un inventaire technique de son boisement.

20. En tout temps, le Syndicat peut faire procéder à une évaluation visuelle ou à un inventaire technique d'un boisement. Le Syndicat informe le producteur du résultat de cette évaluation ou inventaire. Si le rapport indique une possibilité de coupe supérieure à celle établie dans le présent règlement, il est loisible au producteur de demander une révision de son quota. Si le rapport indique une possibilité de coupe inférieure à celle établie dans le présent règlement, le Syndicat doit réduire le quota de ce producteur.

21. Le producteur qui veut faire augmenter son quota au-delà de la capacité de production prévue au présent règlement, doit recourir à un inventaire technique si le boisement dont il est propriétaire dans une unité de production déterminée dépasse 200 acres en superficie.

22. Le producteur qui projette de mettre en marché du bois coupé provenant d'un boisé dont il n'est pas propriétaire doit recourir à un inventaire technique fait sur tel boisé n'appartenant pas à la Couronne. Si le droit de ce producteur est limité à une partie du boisement, cet inventaire doit porter sur l'ensemble et la possibilité de coupe de l'ensemble.

23. Si le producteur n'est pas satisfait d'une évaluation visuelle, il peut recourir à un inventaire technique.

24. L'évaluation visuelle doit être faite par une personne dont la compétence est reconnue par le producteur et le Syndicat. L'inventaire technique doit être fait par un ingénieur forestier ou sous sa surveillance et sa responsabilité, et sa décision est finale.

Advenant un litige entre le producteur et le Syndicat concernant le choix de telle personne ou ingénieur forestier, la Régie des marchés agricoles du Québec le désignera.

25. L'évaluation ou l'inventaire est aux frais du producteur qui le requiert.

26. Chaque producteur est tenu de fournir au Syndicat, dans le délai prescrit, tous les renseignements qu'il requiert pour permettre d'arrêter le quota global et de fixer chaque

quota individuel. Le refus ou le défaut d'un producteur de se conformer à cette disposition permet au Syndicat de lui refuser un quota individuel.

27. Le Syndicat peut contrôler la véracité des renseignements fournis par le producteur et, à cette fin, celui-ci est tenu de produire, sur demande, tout document établissant le titre auquel le producteur prétend et qui lui permet de couper le bois et permettre à tout inspecteur, dûment accrédité par le Syndicat, de pénétrer dans son boisé.

28. Si la révision des quotas a comme résultat de réduire la somme des prévisions de production, la quantité requise pour atteindre le quota global est répartie entre les producteurs qui ont maintenu leurs prévisions :

a) le Syndicat doit offrir à chaque producteur dont le quota a été confirmé une majoration en autant que cette majoration ne dépasse pas les possibilités de coupe ;

b) cette majoration doit être proportionnelle et le Syndicat doit utiliser le rapport entre la quantité requise pour atteindre le quota global et le total des quotas confirmés ;

c) les producteurs à qui cette offre est faite ont 15 jours pour s'en prévaloir ;

d) ce délai expiré, le Syndicat est libre d'inciter tout producteur à augmenter sa production pour atteindre le quota global.

29. Le producteur n'enfreint pas le présent règlement si la quantité qu'il met en marché est de 10% supérieure ou inférieure à son quota.

Si l'excédent a pour conséquence qu'un producteur dépasse les possibilités de coupe de son boisement, cet excédent doit réduire d'autant la possibilité de coupe de son boisement pour l'année suivante.

SECTION III DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

30. Le quota global pour la période du 1^{er} janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante est le total des demandes, conformes au présent règlement, qui parviennent au Syndicat avant le 31 octobre précédent.

31. Toute demande de révision de quota doit parvenir au comité de révision avant le 31 mars de chaque année.



c. M-35, r.27

Règlement sur le montant et le mode de perception d'une contribution spéciale pour la recherche de nouveaux débouchés pour les producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie et les producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « plans » : le Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie (c. M-35, r.30) ainsi que le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord (c. M-35, r.28) ;

b) « prix brut » : le prix du bois établi suivant le contrat négocié par le Syndicat avec les acheteurs, ou en vertu d'une séance arbitrale en tenant lieu ;

c) « producteur et produit visé » : le même sens qu'à l'article 6 du Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie et qu'à l'article 6 du Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord ;

d) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie.

2. Les frais d'administration aux fins de défrayer le coût d'études relatives à la recherche de débouchés pour la mise en marché du produit visé, doivent être payés à même une contribution spéciale de 0,50 \$ la corde du produit visé mis en marché.

3. Tout producteur est tenu de payer au Syndicat la contribution fixée à l'article 2. Cette contribution est déduite en même temps et de la même façon que les autres contributions autorisées en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), selon les modalités prévues au Règlement sur le montant et le mode de perception de la contribution pour l'administration des plans conjoints et des règlements des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord et des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie (c. M-35, r.29).

4. Les contributions prélevées en vertu du présent règlement sont versées dans un fonds spécialement établi à cette

fin, et les intérêts provenant de son administration en font partie. Le Syndicat doit établir et tenir une comptabilité distincte pour cette contribution spéciale.

5. Le Syndicat doit rendre compte de l'administration et de l'utilisation du fonds à l'assemblée générale annuelle des producteurs.

6. Personne ne peut réclamer du Syndicat le remboursement des contributions spéciales versées en vertu du présent règlement sauf s'il est établi qu'il y a eu erreur.

Décision 2630 du 24.05.79, (1979) 111 G.O.II, 4057



c. M-35, r.28

Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Le présent plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord.

2. Le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord est mis en application par le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie.

3. Ce Syndicat est formé de 7 administrateurs, tous producteurs-fournisseurs de bois *bona fide* régis par le plan, dont un président, un vice-président et un trésorier.

4. Les administrateurs du Syndicat sont élus à l'assemblée annuelle de tous les producteurs régis par le plan. On ne doit pas élire plus d'un administrateur par paroisse.

5. Tout administrateur du Syndicat qui cesse d'être un producteur régi par le plan, ou qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions, est remplacé par les autres administrateurs en fonction du Syndicat.

6. Le plan dont l'application, la conduite, la réglementation, le contrôle et l'administration sont confiés au Syndicat, régit la mise en marché et la vente des bois tendres et durs provenant des boisés, autres que ceux affermés par la Couronne, des cultivateurs et des propriétaires de lots à bois de la région de Gaspé-Nord, qui fournissent les compagnies forestières ou autres acheteurs ou agents-acheteurs de bois tendres et durs faisant affaires dans la région de Gaspé-Nord.

Aux fins de ce plan, la région de Gaspé-Nord comprend les paroisses suivantes : Cap-Chat, Sainte-Anne-des-Monts, Saint-Octave-de-l'Avenir, Saint-Bernard-des-Lacs, Saint-Joachim-de-Tourelle, Sainte-Marthe, Marsoui, Rivière-à-Claude, Mont-Saint-Pierre, Mont-Louis, Sainte-Madeleine, Grande-Vallée, Cloridorme, Saint-Maurice-de-l'Echourie, Rivière-au-Renard, Anse-au-Griffon, Cap-des-Rosiers, Cap-aux-Os, Saint-Majorique, Gaspé.

7. Les agents de négociation et de vente sont le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie, ses délégués ou représentants.

8. Les pouvoirs, devoirs, obligations et attributions qui sont conférés par la Régie des marchés agricoles du Québec au Syndicat, en plus de ceux qui lui ressortissent de la personnalité civile et corporative, sont ceux que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) détermine et, plus spécifiquement, mais non restrictivement, les suivants :

a) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration du Syndicat des producteurs et du plan, y compris la présentation d'un état financier détaillé ;

b) fournir à la Régie des marchés agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celle-ci peut exiger ;

c) appliquer, administrer, conduire, contrôler et surveiller le plan ;

d) réglementer, diriger, coordonner, contrôler, surveiller et améliorer la mise en marché des bois tendres et durs des producteurs régis par le présent plan, y compris la quantité, l'endroit et le temps où ce produit commercialisé peut être mis en marché ;

e) orienter la production et réglementer la mise en marché du présent produit commercialisé en accord avec l'accroissement des boisés de ferme et les besoins du marché ;

f) améliorer les débouchés existants ;

g) assurer la mise en marché de qualité en déterminant les classes, qualités et variétés de bois tendres et durs qui seront mis en marché par les producteurs régis par le plan ;

h) mesurer, apprécier et estimer les boisés, de même que leur quantité et qualité ;

i) exiger, avec l'autorisation de la Régie des marchés agricoles du Québec, des acheteurs de bois tendres et durs, une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière ;

j) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors du Québec, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

k) l'application et l'administration du plan et des règlements sont payées au moyen d'une contribution qui doit être payée par tous les producteurs visés par le plan, de la manière et selon les modalités prescrites par le Syndicat. Cette contribution est de 0,50 \$ pour chaque unité de

volume de 128 pieds cubes, ou son équivalence. Le Syndicat est de plus autorisé à établir un fonds de roulement pour le paiement des dépenses encourues dans le cours ordinaire de l'administration du plan ;

l) tels autres pouvoirs que la Régie des marchés agricoles du Québec peut, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder au Syndicat ;

m) négocier avec les compagnies forestières, courtiers, distributeurs, transformateurs, agents-acheteurs et tout autre acheteur, ainsi qu'avec les voituriers et toute autre partie accréditée par la Régie des marchés agricoles du Québec en vertu des articles 58 et 59 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

i. généralement : la mise en marché et la vente des bois tendres et durs des producteurs régis par le plan ;

ii. particulièrement :

A) les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de bois aux compagnies forestières ou autres acheteurs ou agents-acheteurs ;

B) les conditions, modalités et prix de transport des bois tendres et durs ;

C) l'appréciation de la qualité et de la quantité des produits du bois, mis en marché selon le plan, par les représentants attitrés et compétents du Syndicat ;

D) les normes de qualité, d'inspection et de mesurage des bois tendres et durs ;

E) le prix de vente, les conditions et le mode de paiement ;

F) le mode et le montant de la retenue, par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan, et leur remise au Syndicat ;

G) la durée des contrats et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

H) les sources d'approvisionnement en bois de ces acheteurs et les quantités de bois tendres et durs à être mises en marché ;

I) les modalités nécessaires pour assurer la protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan ;

J) la formation, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, d'un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les désaccords

qui lui seront soumis. Ce tribunal peut être la Régie des marchés agricoles du Québec ;

K) la formation d'un comité de coopération pour tenter de régler les différends qui pourront survenir entre les parties dans le cours de l'exécution des conventions souscrites selon le plan ;

L) tout autre facteur susceptible d'améliorer la mise en marché des bois tendres et durs.

9. L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan est le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie.

Le présent plan lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec le Syndicat, ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimal de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

10. Mode de financement : L'application et l'administration du plan et des règlements sont payées au moyen d'une contribution qui doit être payée par tous les producteurs visés par le plan, de la manière et selon les modalités prescrites par le Syndicat. Cette contribution est de 0,50 \$ pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes, ou son équivalence.

Le Syndicat est de plus autorisé à établir un fonds de roulement pour le paiement des dépenses encourues dans le cours ordinaire de l'administration du plan.

Décision 303 du 22.12.61, (1962) 94 G.O., 655

Décision 1750 du 27.11.74, (1974) 106 G.O.II, 5405



c. M-35, r.29

Règlement sur le montant et le mode de perception de la contribution pour l'administration des plans conjoints et des règlements des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord et des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « acheteur » : le même sens qu'au paragraphe a de l'article 1 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35);

b) « plans » : le Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie (c. M-35, r.30) et le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord (c. M-35, r.28);

c) « producteur et produit visé » : le même sens qu'à l'article 6 du Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie et qu'à l'article 6 du Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Gaspé-Nord;

d) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie.

2. Tous les producteurs visés par les plans doivent payer au Syndicat la contribution indiquée à l'article 3, de la manière et selon les modalités prévues au présent règlement.

3. Le montant des contributions par unité de volume de bois mis en marché est le suivant :

a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,50 \$;

b) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,63 \$;

c) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,75 \$;

d) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,88 \$;

e) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1 \$;

f) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 0,59 \$;

g) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (P.M.P.), une contribution de 1 \$;

h) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 1,79% du prix de vente à l'usine;

i) pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,20 \$ la tonne de bois humide.

4. Les modalités de la retenue et de la remise de la contribution au Syndicat peuvent être déterminées par convention entre le Syndicat et l'acheteur du produit visé.

5. Le producteur qui vend le produit visé à un acheteur qui n'a pas signé de convention avec le Syndicat doit faire parvenir à ce dernier la contribution prévue au présent règlement au plus tard le 15^e jour de chaque mois, pour le bois mis en marché le mois précédent.

Décision 2629 du 24.05.79, (1979) 111 G.O. II, 4059



c. M-35, r.30

Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Le plan est désigné comme : le Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie.

2. L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan est désigné comme le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie.

3. Cet office de producteurs est formé de 7 membres, tous producteurs de bois de pulpe fournisseurs aux compagnies forestières ou autres acheteurs du Québec, faisant affaires dans la région de la Gaspésie ; l'un des membres est président, l'un vice-président, un autre trésorier. Ces 7 membres sont élus à la majorité des voix données par tous les producteurs régis par le plan. De ce nombre, 5 doivent être élus parmi les producteurs *bona fide* membres du Syndicat spécialisé des producteurs de bois de la Gaspésie.

4. Les membres de l'office des producteurs sont élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan.

Tout membre de l'office des producteurs qui cesse d'être un producteur régi par le plan, doit être remplacé par les autres membres de l'office des producteurs.

5. Les agents de négociation et de vente sont le Syndicat spécialisé des producteurs de bois de la Gaspésie ou ses délégués.

6. Le plan dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées au Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie régit tous les cultivateurs et les propriétaires de lots à bois, producteurs de bois de pulpe de la région de la Gaspésie, fournisseurs aux compagnies forestières du Québec et tous autres acheteurs faisant affaires dans cette région.

7. Les obligations, pouvoirs et attributions du Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie sont ceux que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants :

1) Obligations :

a) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan, de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé ;

b) fournir à la Régie des marchés agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celle-ci peut exiger ;

c) appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan ;

d) surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du bois de pulpe en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés : producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs ;

e) orienter la production en accord avec l'accroissement annuel des boisés et les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché des produits de qualité.

2) Pouvoirs et attributions : Négocier avec les compagnies forestières ou autres acheteurs de bois de pulpe et toutes autres parties accréditées par la Régie des marchés agricoles du Québec, en vertu de l'article 58 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

3) Généralement : La mise en marché et la vente des bois tendres et durs aux compagnies forestières ou autres acheteurs du Québec, faisant affaires dans les paroisses suivantes et provenant des boisés autres que ceux affermés par la Couronne, des producteurs soumis au plan.

Aux fins des présentes, la région de la Gaspésie comprend les paroisses de :

Saint-Fidèle-de-Restigouche
Saint-Conrad
Sainte-Anne-de-Restigouche
Pointe-à-la-Garde
Escuminac
Saint-Jean-l'Évangéliste
Saint-Jean-de-Breboeuf
Saint-Louis-de-Gonzague
Carleton
Maria
New-Richmond
Saint-Edgar
Caplan
Saint-Alphonse
Saint-Siméon
Bonaventure
Saint-Elzéar
New-Carlisle
Saint-Jogues

Paspébiac
Saint-Godefroi
Port-Daniel
Gascons
Newport
Pellegrin
Chandler
Sainte-Adélaïde-de-Pabos
Grande-Rivière
Sainte-Thérèse
Saint-Gabriel-de-Rameau
Cap-d'Espoir
Val-d'Espoir
Percé
Barachois
Saint-Georges-de-Malbaie
Douglastown
Canne-de-Roches

4) Et particulièrement :

a) les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de bois de pulpe aux compagnies forestières ou autres acheteurs ;

b) les conditions, modalités et prix du transport du bois de pulpe aux manufactures de pâte à papier ou aux postes de réception de ces derniers ou d'autres acheteurs ;

c) l'appréciation de la qualité et de la quantité des produits du bois de pulpe mis en marché selon le plan par les représentants attitrés et compétents du Syndicat ;

d) les normes de qualité d'inspection et de mesurage du bois de pulpe ;

e) le prix de vente et les conditions de paiement ;

f) les modes de retenue par l'acheteur, des contributions nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs ;

g) la durée des contrats et du plan et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

h) la négociation des sources d'approvisionnement en bois de pulpe de ces compagnies ou autres acheteurs ;

i) la protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan ;

j) la formation d'un comité de coopération pour tenter de régler les différends qui pourront survenir entre les parties dans le cours de l'exécution des conventions souscrites selon le plan ;

k) la formation, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, d'un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal peut être la Régie des marchés agricoles du Québec ;

l) les surplus accumulés au cours d'une année des contributions des producteurs de bois de pulpe sont distribués à la fin de l'année à ces mêmes producteurs selon le nombre de cordes de bois de pulpe qu'ils ont vendues par l'entremise du plan ;

m) tels autres pouvoirs que la Régie des marchés agricoles du Québec peut, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs ;

n) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

8. L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan est le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

9. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec le Syndicat ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimal de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

10. Mode de financement : L'application et l'administration du plan et des règlements sont payées au moyen d'une contribution qui doit être payée par tous les producteurs visés par le plan, de la manière et selon les modalités prescrites par le Syndicat. Cette contribution est de 0,50 \$ pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes, ou son équivalence.

Le Syndicat est de plus autorisé à établir un fonds de roulement pour le paiement des dépenses encourues dans le cours ordinaire de l'administration du plan.

Décision du 21.05.58, (1958) 90 G.O., 1969

Décision du 17.03.59, (1959) 91 G.O., 1421

Décision du 24.04.59, (1959) 91 G.O., 1864

Décision du 12.01.60, (1960) 92 G.O., 349

Décision 784 du 27.11.69, (1970) 102 G.O., 542

Décision 1750 du 27.11.74, (1974) 106 G.O.II, 5405



c. M-35, r.31

Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois du comté de Labelle

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Labelle (c. M-35, r.32) ;
- c) « producteur » et « produit visé » : le même sens que celui donné à ces expressions dans le plan.

2. Tout producteur visé par le plan doit payer les contributions suivantes, par unité de volume, pour le produit visé mis en marché :

- a) pour le bois vendu à la tonne métrique, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,37 \$ la tonne brute ;
- b) pour le bois vendu au mètre cube apparent, une contribution de 0,24 \$ le mètre cube apparent ;
- c) pour le bois vendu au mètre cube solide, une contribution de 0,39 \$ le mètre cube solide ;
- d) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents (4' x 4' x 8'), une contribution de 0,85 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents (5' x 4' x 8'), une contribution de 1,01 \$;
- f) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents (6' x 4' x 8'), une contribution de 1,28 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents (7' x 4' x 8'), une contribution de 1,49 \$;
- h) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents (8' x 4' x 8'), une contribution de 1,70 \$;
- i) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 1 \$;
- j) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 1,70 \$;

k) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 3,1% du prix de vente à l'usine ;

l) pour le bois vendu à la tonne anglaise (2 000 lb), à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,34 \$ la tonne brute ;

m) pour le bois vendu au 1 000 livres, une contribution de 0,17 \$;

n) pour chaque unité de bois de chauffage (4' x 8' x 16"), une contribution de 0,28 \$.

3. La perception de ces contributions ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être déterminées par convention entre le Syndicat et les acheteurs du produit visé ou, selon le cas, avec les agents du Syndicat si une agence de vente est établie par règlement. Si le Syndicat effectue la mise en vente en commun du produit visé, il peut retenir les contributions à même le produit des ventes.

À défaut de la convention ou du règlement mentionné au premier alinéa, le producteur doit faire parvenir au Syndicat ces contributions au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le produit visé mis en marché le mois précédent.

4. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent servir à payer des dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan et des règlements.



c. M-35, r.32

Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Labelle

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Ce plan a pour objet :

a) rechercher, arrêter et appliquer des normes de production rationnelle susceptibles d'empêcher la dilapidation des boisés et d'éviter toute surproduction ;

b) rechercher, arrêter et appliquer les mesures susceptibles de maintenir, d'accroître et d'améliorer les standards de qualité ;

c) rechercher et utiliser les moyens d'améliorer les conditions de production, d'abaisser le coût de revient et d'augmenter le rendement ;

d) mettre en marché le produit, en contrôler les diverses phases et recourir au temps jugé opportun et par les moyens les plus appropriés :

i. à la mise en vente en commun et à toutes ses modalités, tel que prévu par l'article 68 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

ii. à la négociation et à la signature de convention par le truchement d'un organisme représentatif, avec toutes autres personnes également engagées dans la mise en marché quant aux prix, au coût des services et à toutes conditions de nature à favoriser la poursuite de tous les objets du plan ;

e) rechercher les débouchés les plus avantageux et de nouveaux débouchés ;

f) rechercher les moyens d'assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;

g) rechercher et appliquer les moyens de protéger le producteur contre la perte injustifiée d'un débouché pour son produit et de pertes résultant de l'insolvabilité de toute personne engagée dans la mise en marché de son produit ou de toute autre cause ;

h) recourir aux moyens qui permettraient, en temps opportun, d'assurer le même prix à chaque producteur pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité ;

i) rechercher et appliquer les moyens de réduire les frais, autres que les frais de production, qui sont de nature à influencer sur le prix payé au producteur pour son produit ;

j) rechercher et appliquer les moyens d'assurer à chaque producteur tous les services utiles dans la mise en marché et de corriger les inégalités quant à l'obtention de ces services ;

k) rechercher et appliquer les moyens d'établir des relations directes entre le transformateur du produit et le producteur ;

l) coopérer avec toute personne engagée dans la mise en marché du produit pour en accroître et en améliorer l'écoulement et dans la recherche de solutions aux conflits ;

m) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national pour la mise en marché du produit dans les limites et hors du Québec ;

n) mener ou faire mener des enquêtes pour atteindre les objets du plan et prendre les mesures appropriées pour obtenir tout renseignement utile ;

o) confier à un syndicat de producteurs nanti des pouvoirs d'un office de producteurs au sens de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, le soin de poursuivre les objets de ce plan et lui assurer les moyens matériels d'atteindre ce but.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Labelle.

3. Produits visés : Le plan régit la mise en marché du bois résineux et feuillu provenant des boisements, autres que ceux de l'État, des cultivateurs et des propriétaires de lots à bois du district électoral de Labelle et de la partie de Notre-Dame-du-Laus située dans le district électoral de Papineau.

4. Qualité requise pour être un producteur intéressé : Aux fins du présent plan, un producteur intéressé est toute personne qui vend ou met en marché des bois feuillus ou résineux provenant de boisements de 5 acres et plus, autres que ceux de l'État.

5. Extension juridique : Le plan est exécutoire, régit et lie tous les producteurs actuels et à venir qui possèdent la qualité et rencontrent les conditions définies aux articles précédents, ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché du produit agricole visé par le plan.

6. Surveillance et administration : La mise en oeuvre, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées au Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle (UPA). Le Syndicat a sa principale place d'affaires à Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, Québec.

7. Agent de négociation et de vente : L'agent de négociation et l'agent de vente du plan est le Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle (UPA), ou son délégué.

8. Devoirs, obligations et engagements des producteurs : Le producteur doit :

a) se conformer à toutes les décisions et à tous les règlements adoptés par le conseil d'administration du Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont ce dernier est investi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat ou son délégué agissant en tant qu'agent de négociation et/ou agent de vente ;

c) faire connaître au Syndicat, sur demande, l'étendue et la composition de ses réserves forestières et ses possibilités de coupe ;

d) informer le Syndicat de toute maladie affectant son produit ayant comme conséquence d'en réduire considérablement la production ou d'en affecter la qualité ;

e) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la bonne application du plan ;

f) respecter les quotas de coupe établis par le Syndicat ;

g) se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et se soumettre à toute inspection visant à vérifier les normes établies pour le produit visé ;

h) identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

i) confier au Syndicat l'exclusivité de la vente du produit visé ;

j) écouler, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé auprès de l'acheteur ou des acheteurs, de l'agent-acheteur ou des agents-acheteurs désignés par le Syndicat ;

k) recourir au mode de transport et au transporteur, au mode d'entreposage et à l'entrepoteur désignés par le Syndicat ;

l) n'expédier le produit visé qu'à l'endroit désigné par le Syndicat ;

m) respecter les quotas de livraison établis par le Syndicat ;

n) supporter les frais d'administration du plan, y compris les frais de négociation et de vente, selon le montant et les modalités que le Syndicat établira pour la perception de ces frais et autoriser, s'il y a lieu, le Syndicat à recevoir ces frais de tout acheteur, sous forme de prélèvements sur le prix de vente des produits ;

o) payer sa quote-part de toute somme due à un transporteur ou un entrepoteur désignés par le Syndicat conformément aux modalités établies par le Syndicat et autoriser, s'il y a lieu, tout acheteur à prélever cette part sur le prix de vente et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui.

9. Devoirs du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs du Syndicat sont :

a) tout devoir et obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) se consacrer à la poursuite des objets du plan ;

c) en tant qu'administrateur du plan, tenir une comptabilité distincte de celle du syndicat professionnel.

10. Pouvoirs et attributions du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Le Syndicat peut :

a) arrêter les conditions de coupe, de conservation, de manutention ou de déplacement du produit visé par le plan ;

b) continger la production, la coupe et la vente du produit visé et prohiber la mise en marché en violation du contingent ou quota établi ;

c) fixer un prix provisoire avant la vente et en prescrire les modalités de paiement ;

d) retenir les services de sous-agents de vente et définir leurs pouvoirs et leurs attributions ;

e) dans les limites des pouvoirs qui lui sont accordés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur concerné, régi par le plan ;

f) arrêter une marque ou des marques distinctives permettant d'identifier le produit des producteurs quant à sa qualité et comme produit visé par le plan et imposer l'usage de telles marques ;

g) garantir les quantités, les normes et qualités du produit visé requises par les acheteurs, obliger les produc-

teurs à rencontrer ces exigences et, si nécessaire, recourir à d'autres sources pour rencontrer ces engagements ;

h) établir des postes de ramassage en vue de la livraison du produit visé par le plan, ainsi que des postes de vente en commun ;

i) retenir les services de transporteurs, d'entrepôts et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire pour la mise en marché du produit visé ;

j) assurer le paiement des services rendus par les transporteurs, les entrepositaires et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire pour la mise en marché du produit visé et déterminer la part qu'en doit supporter chaque producteur, ainsi que le mode de perception ;

k) exiger, avec l'autorisation de la Régie des marchés agricoles du Québec, des industriels, des acheteurs, des transporteurs, des entrepositaires ou de toute autre personne engagée dans la mise en marché avec qui il contracte, une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière ;

l) obtenir des acheteurs les renseignements concernant leurs transactions avec les producteurs et l'utilisation du produit reçu, ainsi que les documents ou rapports établissant ces transactions et cette utilisation ;

m) négocier lui-même ou par mandataire dûment autorisé avec toute partie accréditée par la Régie des marchés agricoles du Québec, ou détenant une licence émise par elle, ou engagée dans la mise en marché du produit visé par le plan, y compris les coopératives qui achètent ou reçoivent ce produit, généralement, toutes les conditions de mise en marché, et spécialement :

i. le prix de vente du produit visé et de tout service requis pour la mise en marché ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport ;

iii. les conditions, modalités et prix de l'entreposage ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé par le plan ;

iv. l'appréciation de la qualité, de la quantité du produit par des représentants attitrés et compétents du Syndicat ;

v. les normes de qualité et d'inspection ainsi que le mesurage ou le pesage ;

vi. les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement des acheteurs, ainsi que les quantités de bois que ces derniers devront acheter des producteurs régis par le plan ;

vii. l'application d'un système de quota ;

viii. les modes de retenue par l'acheteur des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise au Syndicat, ainsi que de toute somme requise pour assurer le paiement de services rendus par les intermédiaires et sa remise au Syndicat ;

ix. les conditions de surveillance relatives au paiement du prix du produit visé par le plan suivant son utilisation ;

x. les conditions du paiement du prix de vente ;

xi. la durée des contrats et les conditions de renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

xii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage ;

xiii. la nature de la garantie de responsabilité ou de la preuve de solvabilité ;

xiv. la tenue de registres indiquant les transactions avec les producteurs, l'utilisation du produit reçu, la forme et la fréquence des rapports, de même que la production de documents établissant des transactions et cette utilisation ;

n) arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

o) établir un comité de bonne entente pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan et en déterminer les règlements ;

p) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à la bonne application du plan, tel renseignement devant être tenu pour confidentiel ;

q) mener ou faire mener toute enquête de nature à l'aider à atteindre les buts visés par le plan ;

r) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors du Québec, du produit visé par le plan et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction.

11. Administration du plan :

1) Le plan est administré par le Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle (UPA).

2) Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de l'article 4.

3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat.

4) Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs régis par le plan, et y faire rapport de son mandat.

5) Si le Syndicat ne représente pas, dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs régis par le plan, elle doit décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs est chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs est composé de 5 administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs, et ses administrateurs, ont les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au syndicat en vertu du présent règlement.

Si le Syndicat peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie, qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie peut, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'office des producteurs est alors aboli.

12. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle (UPA).

Le montant de cette contribution est déterminé par ce Syndicat, au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, et considérant que les producteurs intéressés, membres du Syndicat, versent déjà une cotisation d'au moins 0,05 \$ la corde de bois, mesurant $4' \times 8' \times 4'$ ou son équivalent, la contribution est de 0,35 \$ la corde de bois ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat, et de 0,30 \$ la corde de bois ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.



c. M-35, r.33

Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois des Laurentides (Section I)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Un fonds de recherche et de protection des marchés est créé par le présent règlement afin de donner au Syndicat des producteurs de bois des Laurentides, les moyens de réaliser les objectifs du Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (c. M-35, r.37).

2. À cette fin, le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur, une contribution spéciale de :

- a) 0,10 \$ pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$) ;
- b) 0,12 \$ pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$) ;
- c) 0,15 \$ pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$) ;
- d) 0,17 \$ pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$) ;
- e) 0,20 \$ pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$) ;
- f) 0,12 \$ pour chaque unité de 100 pieds cubes solides ;
- g) 0,20 \$ pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.) ;
- h) 0,36% du prix de vente à l'usine pour le bois vendu à la pièce ;
- i) 0,04 \$ la tonne brute pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux ;
- j) 0,03 \$ le mètre cube apparent ;
- k) 0,045 \$ la tonne métrique (2 200 lb).

3. 1) Le mode de retenue de cette contribution spéciale ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être déterminés par convention entre le Syndicat et l'acheteur de bois.

2) Le producteur qui vend son bois à un acheteur qui n'a pas signé de convention relativement au prélèvement de la contribution spéciale avec le Syndicat, ou à une personne qui représente l'acheteur et qui n'a pas de convention à cet effet avec le Syndicat, doit faire parvenir cette contribution spéciale au Syndicat au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le bois expédié le mois précédent.

3) Advenant la mise en application d'un règlement de mise en vente en commun, le Syndicat pourra retenir à même le produit des ventes, la contribution spéciale prévue à l'article 2.



c. M-35, r.34

Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois des Laurentides (Section II)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Un fonds de recherche et de protection des marchés est créé par le présent règlement afin de donner au Syndicat des producteurs de bois des Laurentides, les moyens de réaliser les objectifs du Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section II) (c. M-35, r.38).

2. À cette fin, le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur, une contribution spéciale de :

- a) 0,10 \$ pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$) ;
- b) 0,12 \$ pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$) ;
- c) 0,15 \$ pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$) ;
- d) 0,17 \$ pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$) ;
- e) 0,20 \$ pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$) ;
- f) 0,12 \$ pour chaque unité de 100 pieds cubes solides ;
- g) 0,20 \$ pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.) ;
- h) 0,36% du prix de vente à l'usine pour le bois vendu à la pièce ;
- i) 0,04 \$ la tonne brute pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux ;
- j) 0,03 \$ le mètre cube apparent ;
- k) 0,045 \$ la tonne métrique (2 200 lb).

3. 1) Le mode de retenue de cette contribution spéciale ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être déterminés par convention entre le Syndicat et l'acheteur de bois.

2) Le producteur qui vend son bois à un acheteur qui n'a pas signé de convention relativement au prélèvement de la contribution spéciale avec le Syndicat, ou à une personne qui représente l'acheteur et qui n'a pas de convention à cet effet avec le Syndicat, doit faire parvenir cette contribution spéciale au Syndicat au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le bois expédié le mois précédent.

3) Advenant la mise en application d'un règlement de mise en vente en commun, le Syndicat pourra retenir à même le produit des ventes, la contribution spéciale prévue à l'article 2.



c. M-35, r.35

Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois des Laurentides (Section III)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Un fonds de recherche et de protection des marchés est créé par le présent règlement afin de donner au Syndicat des producteurs de bois des Laurentides, les moyens de réaliser les objectifs du Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section III) (c. M-35, r.39).

2. À cette fin, le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur, une contribution spéciale de :

- a) 0,10 \$ pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$);
- b) 0,12 \$ pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$);
- c) 0,15 \$ pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$);
- d) 0,17 \$ pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$);
- e) 0,20 \$ pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$);
- f) 0,12 \$ pour chaque unité de 100 pieds cubes solides;
- g) 0,20 \$ pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.);
- h) 0,36% du prix de vente à l'usine pour le bois vendu à la pièce;
- i) 0,04 \$ la tonne brute pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux;
- j) 0,03 \$ le mètre cube apparent;
- k) 0,045 \$ la tonne métrique (2 200 lb).

3. 1) Le mode de retenue de cette contribution spéciale ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être déterminés par convention entre le Syndicat et l'acheteur de bois.

2) Le producteur qui vend son bois à un acheteur qui n'a pas signé de convention relativement au prélèvement de la contribution spéciale avec le Syndicat, ou à une personne qui représente l'acheteur et qui n'a pas de convention à cet effet avec le Syndicat, doit faire parvenir cette contribution spéciale au Syndicat au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le bois expédié le mois précédent.

3) Advenant la mise en application d'un règlement de mise en vente en commun, le Syndicat pourra retenir à même le produit des ventes, la contribution spéciale prévue à l'article 2.



c. M-35, r.36

Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois des Laurentides

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides ;
- b) « plans » : le Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (c. M-35, r.37), le Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section II) (c. M-35, r.38), et le Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section III) (c. M-35, r.39) ;
- c) « producteur » et « produit visé » : le même sens que celui donné à ces expressions dans les plans.

2. Tout producteur visé par les plans doit payer les contributions suivantes, par unité de volume, pour le produit visé mis en marché :

- a) pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,33 \$ la tonne brute ;
- b) pour le bois vendu au mètre cube apparent, une contribution de 0,21 \$ le mètre cube apparent ;
- c) pour le bois vendu au mètre cube solide, une contribution de 0,35 \$ le mètre cube solide ;
- d) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,75 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,95 \$;
- f) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,13 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,32 \$;
- h) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,50 \$;
- i) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 0,89 \$;

j) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 1,50 \$;

k) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 2,68% du prix de vente à l'usine ;

l) pour le bois vendu à la tonne anglaise (2 000 lb), à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,30 \$ la tonne brute ;

m) pour le bois vendu au 1 000 livres, une contribution de 0,15 \$;

n) pour chaque unité de bois de chauffage ($4' \times 8' \times 16''$), une contribution de 0,25 \$.

3. La perception de ces contributions ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être déterminées par convention entre le Syndicat et les acheteurs du produit visé ou, selon le cas, avec les agents du Syndicat si une agence de vente est établie par règlement. Si le Syndicat effectue la mise en vente en commun du produit visé, il peut retenir les contributions à même le produit des ventes.

À défaut de la convention ou du règlement mentionné au premier alinéa, le producteur doit faire parvenir au Syndicat ces contributions au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le produit visé mis en marché le mois précédent.

4. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent servir à payer des dépenses encourues pour l'application et l'administration des plans et des règlements.



c. M-35, r.37

Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Ce plan a pour objet :

a) obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé ;

b) ordonner et contrôler la production du produit visé pour prévenir la dilapidation des boisements, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;

c) ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre le transformateur du produit et le producteur ;

d) ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché ;

e) rechercher les moyens de corriger les inégalités quant à l'obtention des services requis pour mettre en marché le produit visé, de les améliorer, d'en réduire le coût et d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs ; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ou contre la perte injustifiée d'un débouché ; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production ; de maintenir et d'accroître la qualité et d'augmenter le rendement des boisements et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs ;

f) mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan ;

g) rechercher les débouchés et les utilisations les plus avantageux, ainsi que de nouveaux débouchés et de nouvelles utilisations ;

h) prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'accroître et d'améliorer l'écoulement du produit visé ;

i) constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé ;

j) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial, national et international en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec ;

k) confier à un syndicat de producteurs du produit visé la réalisation des objets du plan et lui assurer les moyens matériels requis.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides.

3. Produit visé : Le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le ministère de l'Énergie et des Ressources, est le produit visé par le présent plan.

4. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé : Toute personne, propriétaire ou possesseur, à quelque titre que ce soit, d'un boisement couvrant une superficie de 10 acres et plus, sis dans les comtés municipaux de Papineau et Argenteuil et les municipalités de Perkins et de Templeton Est dans le comté municipal de Hull qui peut mettre le produit en marché, est un producteur intéressé.

5. Étendue de l'application et extension juridique du plan : Le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de l'application du plan, continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

6. Réalisation du plan : La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées au Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (UPA).

7. Agent de négociation et de vente : Le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (UPA) est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan.

8. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat ou son délégué, dans l'exercice des pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

c) se procurer un quota de production et de vente et le respecter ;

d) confier au Syndicat l'exclusivité de la mise en marché de sa production ;

e) se conformer aux normes de qualité et de production établies par le Syndicat et se soumettre à toute inspection visant à vérifier l'observance de ces normes ;

f) payer les frais d'administration du plan ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le Syndicat établira et autoriser tout acheteur à prélever sa quote-part et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

g) contribuer à la constitution des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé et autoriser tout acheteur à prélever cette contribution et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

h) identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

i) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan ;

j) diriger, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé vers un ou des acheteurs, un agent d'acheteurs ou des agents d'acheteurs désignés par le Syndicat ;

k) n'expédier le produit visé qu'au moment et à l'endroit déterminés par le Syndicat.

9. Devoirs du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs du Syndicat sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés provincial, national et international ;

c) mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, de bonifier les débouchés existants et d'améliorer les conditions de mise en marché du produit visé ;

d) en tant qu'investi des pouvoirs et devoirs d'un office de producteurs, tenir une caisse et une comptabilité distinctes de celles qu'exigent sa propre administration.

10. Pouvoirs et attributions du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Le Syndicat peut :

a) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

b) émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan ;

c) réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie ;

d) sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à tout fonds de réserve qui pourra être créé, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

e) retenir les services de transporteurs, de transformateurs, d'entrepôts et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

f) exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession ;

g) planifier le transport du produit visé pour en réduire le coût et assurer aux acheteurs des approvisionnements réguliers et suffisants ;

h) établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan, et délimiter les zones desservies par ces postes ;

i) statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit ;

j) prescrire le classement et l'étiquetage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et l'étiquetage doivent se faire et établir à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières ;

k) continger la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber

la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée ;

l) déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise ;

m) ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin :

i. ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes ;

ii. prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix de vente ;

iii. obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser au Syndicat ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ; si le prix fixé excède le prix de vente, le Syndicat ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur ;

iv. obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix au Syndicat ou à un agent de vente pour que le Syndicat ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur ;

n) déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions ;

o) signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;

p) établir un comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions ;

q) établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit ;

r) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

s) obtenir des acheteurs les renseignements et documents nécessaires à la surveillance du paiement du prix du produit visé suivant son utilisation ;

t) faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan ;

u) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement :

i. le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, s'il y a lieu, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé ;

iii. l'appréciation de la quantité, du poids, de la forme, de la qualité, ainsi que des normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attitré du Syndicat ;

iv. les conditions de surveillance relative au paiement du prix du produit visé, suivant sa classification et son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ainsi que leur forme et la fréquence de leur production ;

v. les conditions de livraison ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan et sa remise au Syndicat ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au Syndicat ou son délégué ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité ;

x. les priorités à donner aux producteurs assujettis au présent plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement des acheteurs, ainsi que les quantités de bois que ces derniers devront acheter des producteurs assujettis au plan.

II. Administration du plan :

1) Le plan est administré par le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (UPA).

2) Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de l'article 4.

3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat.

4) Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan pour rendre compte de ses activités en tant qu'office, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur.

5) Sauf les cas où la Loi sur la mise en marché des produits agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan et à l'exercice des pouvoirs du Syndicat est faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal *La Terre de Chez-Nous*.

6) Si le Syndicat ne représente plus, dans l'opinion de la Régie des marchés agricoles du Québec, la majorité des producteurs intéressés assujettis au plan, la Régie peut créer, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs est composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs et ses administrateurs ont les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu du présent plan ; et les biens et obligations du Syndicat, qu'il a obtenu à titre d'administrateur du plan, sont transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si le Syndicat peut démontrer, par la suite, à la satisfaction de la Régie qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie peut, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'office des producteurs est alors aboli.

12. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat.

Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat, au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, et considérant que les producteurs intéressés, membres du

Syndicat, versent déjà une cotisation d'au moins 0,05 \$ la corde de bois, mesurant 4' × 8' × 4' ou son équivalent, la contribution est de 0,35 \$ la corde de bois ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat, et de 0,30 \$ la corde de bois ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

13. Règle d'interprétation : Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan, ou d'un règlement, le texte français prévaut.



c. M-35, r.38

Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section II)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Le présent plan a pour objet :

- a) obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé ;
- b) ordonner et contrôler la production du produit visé pour prévenir la dilapidation des boisements, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;
- c) ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre le transformateur du produit et le producteur ;
- d) ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché ;
- e) rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût, d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs et de corriger les inégalités dans leur obtention ou leur coût ; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ou contre la perte injustifiée d'un débouché ; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production ; de maintenir et d'accroître la qualité et d'augmenter le rendement des boisements et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs ;
- f) mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan ;
- g) rechercher les débouchés et les utilisations les plus avantageux, ainsi que de nouveaux débouchés et de nouvelles utilisations ;
- h) prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'accroître et d'améliorer l'écoulement du produit visé ;
- i) constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé ;

j) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial, national et international en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec ;

k) confier à un syndicat de producteurs du produit visé la réalisation des objets du plan et lui assurer les moyens matériels requis.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section II).

3. Produit visé : Le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le ministère de l'Énergie et des Ressources, est le produit visé par le présent plan.

4. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé : Toute personne, propriétaire ou possesseur, à quelque titre que ce soit, d'un boisé couvrant une superficie de 10 acres et plus, sis dans les comtés municipaux de Terrebonne et Deux-Montagnes, ainsi que dans les îles de Montréal, Jésus et Bizard qui peut mettre le produit en marché, est un producteur intéressé.

5. Étendue de l'application et extension juridique du plan : Le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de l'application du plan, continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

6. Réalisation du plan : La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées au Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (UPA).

7. Agent de négociation et de vente : Le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (UPA) est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan.

8. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

- a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat ou son délégué, dans l'exercice des pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

c) se procurer un quota de production et de vente et le respecter ;

d) confier au Syndicat l'exclusivité de la mise en marché de sa production ;

e) se conformer aux normes de qualité et de production établies par le Syndicat et se soumettre à toute inspection visant à vérifier l'observance de ces normes ;

f) payer les frais d'administration du plan ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le Syndicat établira et autoriser tout acheteur à prélever sa quote-part et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

g) contribuer à la constitution des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé et autoriser tout acheteur à prélever cette contribution et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

h) identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

i) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan ;

j) diriger, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé vers un ou des acheteurs, un agent d'acheteurs ou des agents d'acheteurs désignés par le Syndicat ;

k) n'expédier le produit visé qu'au moment et à l'endroit déterminés par le Syndicat.

9. Devoirs du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs du Syndicat sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés provincial, national et international ;

c) mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, de bonifier les débouchés existants et d'améliorer les conditions de mise en marché du produit visé ;

d) en tant qu'investi des pouvoirs et devoirs d'un office de producteurs, tenir une caisse et une comptabilité distinctes de celles qu'exige sa propre administration.

10. Pouvoirs et attributions du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Le syndicat peut :

a) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

b) émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan ;

c) réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie ;

d) sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à tout fonds de réserve qui pourra être créé, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

e) retenir les services de transporteurs, de transformateurs, d'entrepôts et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

f) exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession ;

g) planifier le transport du produit visé pour en réduire le coût et assurer aux acheteurs des approvisionnements réguliers et suffisants ;

h) établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan, et délimiter les zones desservies par ces postes ;

i) statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit ;

j) prescrire le classement et l'étiquetage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et l'étiquetage doivent se faire et établir à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières ;

k) continger la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber

la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée ;

l) déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise ;

m) ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin :

i. ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes ;

ii. prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix de vente ;

iii. obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser au Syndicat ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ; si le prix fixé excède le prix de vente, le Syndicat ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur ;

iv. obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix au Syndicat ou à un agent de vente pour que le Syndicat ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur ;

n) déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions ;

o) signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;

p) établir un comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions ;

q) établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit ;

r) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

s) obtenir des acheteurs les renseignements et documents nécessaires à la surveillance du paiement du prix du produit visé suivant son utilisation ;

t) faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan ;

u) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement :

i. le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, s'il y a lieu, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé ;

iii. l'appréciation de la quantité, du poids, de la forme, de la qualité, ainsi que des normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attitré du Syndicat ;

iv. les conditions de surveillance relative au paiement du prix du produit visé, suivant sa classification et son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ainsi que leur forme et la fréquence de leur production ;

v. les conditions de livraison ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan et sa remise au Syndicat ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au Syndicat ou son délégué ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité ;

x. les priorités à donner aux producteurs assujétis au plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement des acheteurs, ainsi que les quantités de bois que ces derniers doivent acheter des producteurs assujétis au plan.

II. Administration du plan :

1) Le plan est administré par le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (UPA).

2) Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de la l'article 4.

3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat.

4) Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan pour rendre compte de ses activités en tant qu'office, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur.

5) Sauf les cas où la Loi sur la mise en marché des produits agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan et à l'exercice des pouvoirs du Syndicat est faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal *La Terre de Chez Nous*.

6) Si le Syndicat ne représente plus, dans l'opinion de la Régie des marchés agricoles du Québec, la majorité des producteurs intéressés assujettis au plan, la Régie peut décréter, après audition, des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs est composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs et ses administrateurs ont les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu du présent plan ; et les biens et obligations du Syndicat, qu'il a obtenus à titre d'administrateur du plan, sont transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si le Syndicat peut démontrer, par la suite, à la satisfaction de la Régie qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie peut en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'office des producteurs est alors aboli.

12. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat.

Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat, au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, et considérant que les producteurs intéressés, membres du

Syndicat, versent déjà une cotisation d'au moins 0,05 \$ la corde de bois, mesurant 4' × 8' × 4' ou son équivalent, la contribution est de 0,35 \$ la corde de bois ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat, et de 0,30 \$ la corde de bois ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

13. Règle d'interprétation : Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan, ou d'un règlement, le texte français prévaut.



c. M-35, r.39

Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section III)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Le présent plan a pour objet :

a) obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé ;

b) ordonner et contrôler la production du produit visé pour prévenir la dilapidation des boisements, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;

c) ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre le transformateur du produit et le producteur ;

d) ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché ;

e) rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût, d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs et de corriger les inégalités dans leur obtention ou leur coût ; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ou contre la perte injustifiée d'un débouché ; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production ; de maintenir et d'accroître la qualité et d'augmenter le rendement des boisements et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs ;

f) mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan ;

g) rechercher les utilisations et les débouchés les plus avantageux, ainsi que de nouveaux débouchés et de nouvelles utilisations ;

h) prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'accroître et d'améliorer l'écoulement du produit visé ;

i) constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé ;

j) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial, national et international en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec ;

k) confier à un syndicat de producteurs du produit visé la réalisation des objets du plan et lui assurer les moyens matériels requis.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section III).

3. Produit visé : Le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le ministère de l'Énergie et des Ressources est le produit visé par le présent plan.

4. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé : Toute personne, propriétaire ou possesseur, à quelque titre que ce soit, d'un boisé couvrant une superficie de 10 acres et plus, situé dans la partie sud du comté de Gatineau comprenant les municipalités suivantes : Aylwin, Low, Wakefield, Wakefield-Est, Denkolm, Masham-Nord, Masham-Sud, Eardley, Hull-Sud, Hull-Ouest, Hull-Est ainsi que la municipalité de Templeton-Ouest située dans le comté municipal de Hull.

5. Étendue de l'application et extension juridique du plan : Le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de l'application du plan, continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

6. Réalisation du plan : La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées au Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (UPA).

7. Agent de négociation et de vente : Le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (UPA) est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan.

8. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est in-

vesti en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat ou son délégué, dans l'exercice des pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

c) se procurer un quota de production et de vente et le respecter ;

d) confier au Syndicat l'exclusivité de la mise en marché de sa production ;

e) se conformer aux normes de qualité et de production établies par le Syndicat et se soumettre à toute inspection visant à vérifier l'observance de ces normes ;

f) payer les frais d'administration du plan ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le Syndicat établit et autoriser tout acheteur à prélever sa quote-part et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

g) contribuer à la constitution des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé et autoriser tout acheteur à prélever cette contribution et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

h) identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

i) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan ;

j) diriger, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé vers un ou des acheteurs, un agent d'acheteurs ou des agents d'acheteurs désignés par le Syndicat ;

k) n'expédier le produit visé qu'au moment et à l'endroit déterminés par le Syndicat.

9. Devoirs du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs du Syndicat sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés provincial, national et international ;

c) mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, de bonifier les débouchés existants et d'améliorer les conditions de mise en marché du produit visé ;

d) en tant qu'investi des pouvoirs et devoirs d'un office de producteurs, tenir une caisse et une comptabilité distinctes de celles qu'exige sa propre administration.

10. Pouvoirs et attributions du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Le Syndicat peut :

a) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

b) émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan ;

c) réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie ;

d) sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à tout fonds de réserve qui pourra être créé, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

e) retenir les services de transporteurs, de transformateurs, d'entrepôts et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

f) exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession ;

g) planifier le transport du produit visé pour en réduire le coût et assurer aux acheteurs des approvisionnements réguliers et suffisants ;

h) établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan, et délimiter les zones desservies par ces postes ;

i) statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit ;

j) prescrire le classement et l'étiquetage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et l'étiquetage doivent se faire et établir à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières ;

k) continger la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber

la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée ;

l) déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise ;

m) ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin :

i. ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes ;

ii. prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix fixé sur le prix de vente ;

iii. obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser au Syndicat ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ; si le prix fixé excède le prix de vente, le Syndicat ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur ;

iv. obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix au Syndicat ou à un agent de vente pour que le Syndicat ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur ;

n) déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions ;

o) signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;

p) établir un comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions ;

q) établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit ;

r) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

s) obtenir des acheteurs les renseignements et documents nécessaires à la surveillance du paiement du prix du produit visé suivant son utilisation ;

t) faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan ;

u) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement :

i. le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, s'il y a lieu, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé ;

iii. l'appréciation de la quantité, du poids, de la forme, de la qualité, ainsi que des normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attitré du Syndicat ;

iv. les conditions de surveillance relative au paiement du prix du produit visé, suivant sa classification, et son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ainsi que leur forme et la fréquence de leur production ;

v. les conditions de livraison ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan et sa remise au Syndicat ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au Syndicat ou son délégué ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité ;

x. les priorités à donner aux producteurs assujétis au plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement des acheteurs, ainsi que les quantités de bois que ces derniers devront acheter des producteurs assujétis au plan.

11. Administration du plan :

- 1) Le plan est administré par le Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (UPA).
- 2) Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de l'article 4.
- 3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat.
- 4) Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan pour rendre compte de ses activités en tant qu'office, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur.
- 5) Sauf les cas où la Loi sur la mise en marché des produits agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan et à l'exercice des pouvoirs du Syndicat est faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal *La Terre de Chez Nous*.
- 6) Si le Syndicat ne représente plus, dans l'opinion de la Régie des marchés agricoles du Québec, la majorité des producteurs intéressés assujettis au plan, la Régie peut décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs est composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs et ses administrateurs ont les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu du présent plan, et les biens et obligations du Syndicat, qu'il a obtenus à titre d'administrateur du plan, sont transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si le Syndicat peut démontrer, par la suite, à la satisfaction de la Régie qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie peut en suivant la même procédure, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'office des producteurs est alors aboli.

12. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat.

Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat, au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de 0,35 \$ la corde de bois (4' × 8' × 4') ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs visés par le plan.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et la mise en oeuvre du plan.

13. Règle d'interprétation : Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan, ou d'un règlement, le texte français prévaut.



c. M-35, r.40

Règlement sur le montant et la perception des contributions des producteurs de bois de la Mauricie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la Mauricie (c. M-35, r.41) ;
- b) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de la Mauricie ;
- c) « producteur » : un producteur au sens du plan.

2. Les producteurs visés par le plan doivent payer les contributions suivantes :

- a) pour chaque unité de volume 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,85 \$;
- b) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,08 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,28 \$;
- d) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,50 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,70 \$;
- f) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes apparents, une contribution de 1,01 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche, une contribution de 1,70 \$;
- h) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 2,69% du prix de vente à l'usine ;
- i) pour le bois vendu à la tonne à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,34 \$ la tonne brute ;
- j) pour chaque unité de volume de 1 mètre cube apparent, une contribution de 0,24 \$;
- k) pour chaque unité de volume de 1 mètre cube solide, une contribution de 0,35 \$;

l) pour le bois vendu à la tonne métrique, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,37 \$.

3. Le Syndicat détermine par convention avec les acheteurs du produit visé le mode de perception des contributions imposées en vertu du présent règlement.

Lorsque le producteur vend son bois à des acheteurs qui n'ont pas signé avec le Syndicat une convention relative à la perception des contributions, il doit faire parvenir lui-même au Syndicat les contributions imposées en vertu du présent règlement, au plus tard le 15 de chaque mois pour les livraisons effectuées au cours du mois précédent.

4. Les contributions imposées en vertu du présent règlement doivent servir à payer les dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan.

Décision 2659 du 14.06.79, (1979) 111 G.O.II, 5027

Décision 2918 du 26.06.80, (1980) 112 G.O.II, 3947



c. M-35, r.41

Plan conjoint des producteurs de bois de la Mauricie

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Le présent plan a pour objet :

a) obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé ;

b) ordonner et contrôler la production du produit visé pour prévenir la dilapidation des boisements, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;

c) ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre le transformateur du produit et le producteur ;

d) ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché ;

e) rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût, d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs et de corriger les inégalités dans leur obtention ou leur coût ; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ou contre la perte injustifiée d'un débouché ; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production ; de maintenir et d'accroître la qualité et d'augmenter le rendement des boisements et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs ;

f) mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan ;

g) rechercher les débouchés et les utilisations les plus avantageux, ainsi que de nouveaux débouchés et de nouvelles utilisations ;

h) prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'accroître et d'améliorer l'écoulement du produit visé ;

i) constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé ;

j) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial, national et international en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec ;

k) confier à un syndicat de producteurs du produit visé la réalisation des objets du plan et lui assurer les moyens matériels requis.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois de la Mauricie.

3. Produit visé : Le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le ministère de l'Énergie et des Ressources est le produit visé par le présent plan.

4. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé : Toute personne, propriétaire ou possesseur, à quelque titre que ce soit, d'un boisé couvrant une superficie de 10 acres et plus, sis dans les comtés municipaux de Champlain, Saint-Maurice et Maskinongé, qui peut mettre le produit en marché, est un producteur intéressé.

5. Étendue de l'application et extension juridique du plan : Le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de l'application du plan, continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

6. Réalisation du plan : La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées au Syndicat des producteurs de bois de la Mauricie (UPA).

7. Agent de négociation et de vente : Le Syndicat des producteurs de bois de la Mauricie (UPA) est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan.

8. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat ou son délégué, dans l'exercice des pou-

voirs et attributions qui lui sont conférés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

c) se procurer un quota de production et de vente et le respecter ;

d) confier au Syndicat l'exclusivité de la mise en marché de sa production ;

e) se conformer aux normes de qualité et de production établies par le Syndicat et se soumettre à toute inspection visant à vérifier l'observance de ces normes ;

f) payer les frais d'administration du plan ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le Syndicat établira et autoriser tout acheteur à prélever sa quote-part et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

g) contribuer à la constitution des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé et autoriser tout acheteur à prélever cette contribution et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

h) identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

i) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan ;

j) diriger, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé vers un ou des acheteurs, un agent d'acheteurs ou des agents d'acheteurs désignés par le Syndicat ;

k) n'expédier le produit visé qu'au moment et à l'endroit déterminés par le Syndicat.

9. Devoirs du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs du Syndicat sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés provincial, national et international ;

c) mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, de bonifier les débouchés existants et d'améliorer les conditions de mise en marché du produit visé ;

d) en tant qu'investi des pouvoirs et devoirs d'un office de producteurs, tenir une caisse et une comptabilité distinctes de celles qu'exige sa propre administration.

10. Pouvoirs et attributions du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Le Syndicat peut :

a) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

b) émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan ;

c) réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie ;

d) sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à tout fonds de réserve qui pourra être créé, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

e) retenir les services de transporteurs, de transformateurs, d'entrepôts et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

f) exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession ;

g) planifier le transport du produit visé pour en réduire le coût et assurer aux acheteurs des approvisionnements réguliers et suffisants ;

h) établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan, et délimiter les zones desservies par ces postes ;

i) statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit ;

j) prescrire le classement et l'étiquetage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et l'étiquetage doivent se faire et établir à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières ;

k) contigenter la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée ;

l) déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entreprise ;

m) ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin :

i. ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes ;

ii. prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix fixé sur le prix de vente ;

iii. obliger l'acheteur à payer au producteur le prix pour son produit et, le cas échéant, à verser au Syndicat ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ; si le prix fixé excède le prix de vente, le Syndicat ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur ;

iv. obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix au Syndicat ou à un agent de vente pour que le Syndicat ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur ;

n) déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions ;

o) signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;

p) établir un comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions ;

q) établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit ;

r) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

s) obtenir des acheteurs les renseignements et documents nécessaires à la surveillance du paiement du prix du produit visé suivant son utilisation ;

t) faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan ;

u) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement :

i. le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, s'il y a lieu, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé ;

iii. l'appréciation de la quantité, du poids, de la forme, de la qualité, ainsi que des normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attitré du Syndicat ;

iv. les conditions de surveillance relative au paiement du prix du produit visé, suivant sa classification et son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ainsi que leur forme et la fréquence de leur production ;

v. les conditions de livraison ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan et sa remise au Syndicat ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au Syndicat ou son délégué ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité ;

x. les priorités à donner aux producteurs assujétis au présent plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement des acheteurs, ainsi que les quantités de bois que ces derniers doivent acheter des producteurs assujétis au plan.

11. Administration du plan :

1) Le plan est administré par le Syndicat des producteurs de bois de la Mauricie (UPA).

2) Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de la l'article 4.

3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat.

4) Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan pour rendre compte de ses activités en tant qu'office, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur.

5) Sauf les cas où la Loi sur la mise en marché des produits agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan et à l'exercice des pouvoirs du Syndicat est faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal La Terre de Chez Nous.

6) Si le Syndicat ne représente plus, dans l'opinion de la Régie des marchés agricoles du Québec, la majorité des producteurs intéressés assujettis au plan, la Régie peut créer, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs est chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs est composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs et ses administrateurs ont les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu du présent plan ; et les biens et obligations du Syndicat, qu'il a obtenus à titre d'administrateur du plan sont transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si le Syndicat peut démontrer, par la suite, à la satisfaction de la Régie qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie peut, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'office des producteurs est alors aboli.

12. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat.

Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat, au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de 0,35 \$ la corde de bois (4' × 8' × 4')

ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs visés par le plan.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

13. Règle d'interprétation : Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan, ou d'un règlement, le texte français prévaut.



c. M-35, r.42

Règlement sur les contingents des producteurs de bois de la région de Nicolet

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient :

« plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Nicolet (c. M-35, r.46) ;

« produit visé » et « producteur » : le produit visé et le producteur au sens du plan ;

« contingent » : le nombre de cordes de bois, par essence ou groupe d'essences, qu'un producteur est autorisé à mettre en marché au cours d'une période déterminée par le Syndicat ;

« terrain boisé » : le fond de terre sur lequel il y a du bois en croissance ;

« acre » : une mesure de surface de 43 560 pieds carrés.

2. Un producteur ne peut mettre en marché le produit visé à moins qu'un contingent ne lui ait été attribué par le Syndicat.

3. Le 1^{er} septembre de chaque année, le Syndicat fait parvenir à chaque producteur une formule de demande de contingent qui doit être dûment complétée par le producteur et retournée au Syndicat, ce au plus tard le 15 octobre de chaque année.

4. Le Syndicat attribue un contingent à chaque producteur au plus tard le 31 décembre de chaque année.

5. Toutefois, le Syndicat peut, au cours d'une année, émettre un contingent à une personne qui lui démontre être un producteur et qui n'a pas reçu une formule de demande de contingent.

6. Le Syndicat attribue un contingent au producteur qui demande de mettre en marché un volume inférieur ou égal à 35 cordes.

7. Le Syndicat attribue un contingent au producteur qui demande de mettre en marché un volume inférieur ou égal à ½ corde à l'acre de son terrain boisé.

8. Le Syndicat peut, au cours d'une année, attribuer à un producteur un contingent supérieur à 35 cordes ou ½ corde à l'acre si ce producteur établit qu'une quantité supérieure à 35 cordes ou supérieure à ½ corde à l'acre est justifiée, compte tenu de la superficie de son terrain boisé ou si le producteur lui démontre des événements ou des circonstances qu'il ne pouvait pas prévoir au cours de la période mentionnée à l'article 3.

9. Si la somme des quantités de bois attribuées par contingent aux producteurs excède ou est inférieure aux besoins du marché pour l'année en cours, tel qu'établi par le Syndicat, ce dernier peut augmenter ou réduire le contingent de chaque producteur au *prorata*.

10. Le contingent attribué est personnel au producteur ; il ne peut être loué, vendu, prêté, transféré ni utilisé par une autre personne que le producteur à qui il est attribué.

11. Le volume de bois attribué par contingent au producteur par le Syndicat peut être modifié s'il survient un événement de force majeure tel que grève, feu, lock-out qui perturbe la réception aux usines, la livraison ou la production.

12. Chaque producteur est tenu de fournir au Syndicat, dans le délai prescrit, tous les renseignements nécessaires pour établir chaque contingent. Le refus ou le défaut d'un producteur de se conformer à cette disposition permet au Syndicat de lui refuser un contingent.

13. Le Syndicat peut contrôler la véracité des renseignements fournis par le producteur et à cette fin, celui-ci est tenu de produire, à demande, tout document établissant le titre auquel le producteur prétend et qui lui permet de couper le bois et permettre à tout inspecteur, dûment accrédité par le Syndicat, de pénétrer dans son boisé.

14. Les décisions relatives aux contingents sont sujettes à un appel devant la Régie des marchés agricoles du Québec, dans les 2 mois de la décision y donnant lieu.



c. M-35, r.43

Règlement sur l'exclusivité de la vente des producteurs de bois de la région de Nicolet

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Nicolet (c. M-35, r.46) ;
- b) « producteur » : tout producteur de bois visé par le plan ;
- c) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de la région de Nicolet ;
- d) « produit visé » : le bois des producteurs visés par le plan et destiné à une usine de transformation de bois ;
- e) « acheteur » : toute personne qui transforme le produit visé par le présent règlement ;
- f) « prix de vente » : le prix déterminé par contrat, ou par sentence arbitrale en tenant lieu, entre le Syndicat et l'acheteur du produit visé ;
- g) « agent » : toute personne qui représente le Syndicat et dont les activités sont déterminées par contrat avec le Syndicat.

2. Le produit visé par le présent règlement est mis en marché sous la direction et la surveillance du Syndicat.

3. Tout producteur doit mettre le produit visé en marché conformément au présent règlement et recourir au Syndicat comme agence de vente.

4. Le Syndicat peut acheter le produit visé de tout producteur et peut conclure avec un agent ou toute autre personne engagée dans la mise en marché du produit visé tout contrat nécessaire ou utile à la mise en application du présent règlement.

Le Syndicat doit informer le plus tôt possible les producteurs concernés, des noms de personnes avec qui il a conclu une entente. Ils peuvent alors faire affaires avec l'une ou l'autre de celles-ci.

5. Le Syndicat perçoit de l'acheteur le prix de vente du produit visé selon les modalités prévues au contrat ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu.

6. Dès qu'il reçoit le produit de la vente, le Syndicat détermine le prix net à chaque producteur par essence ou groupe d'essences. Ce prix s'obtient en déduisant du prix de vente la contribution prévue pour l'administration du plan, les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'exécution du présent règlement, les coûts d'expédition et les frais d'exécution résultant du contrat négocié avec l'agent et/ou toute autre personne engagée dans la mise en marché.

7. Dans les 10 jours suivant la réception de la remise de l'acheteur, le Syndicat remet à l'agent et/ou au producteur les montants dus selon l'article 6. Toute autre remise doit être effectuée dans les mêmes délais.

8. Tout ajustement résultant d'erreur ou d'omission involontaire doit être effectué dans le mois suivant.

9. Toute décision prise par le Syndicat aux termes du présent règlement peut être révisée en suivant les étapes suivantes :

- a) tout problème doit d'abord être soumis par écrit au secrétaire du Syndicat au plus tard 90 jours de la date de la décision que le producteur désire contester. Le secrétaire doit tenter d'y apporter une solution dans les 10 jours ;
- b) à défaut, le secrétaire soumet le problème à un comité formé de 3 producteurs intéressés nommés par le conseil d'administration. Ce comité fait enquête et doit faire ses recommandations à l'exécutif du Syndicat dans les 20 jours ;
- c) l'exécutif doit faire connaître sa décision au plus tard 20 jours après le rapport du comité ;
- d) si la décision de l'exécutif ne satisfait pas le producteur ou si l'exécutif ne rend pas de décision dans le délai prévu, il est loisible au producteur de porter le litige devant la Régie des marchés agricoles du Québec.

Décision 1753 du 27.11.74, (1975) 107 G.O.II, 89
Décision 1916 du 09.12.75, (1976) 108 G.O.II, 571



c. M-35, r.44

Règlement sur le fonds de recherche et de protection des producteurs de bois de la région de Nicolet

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Nicolet (c. M-35, r.46) ;
- b) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de la région de Nicolet ;
- c) « producteur » : même définition que dans le plan.

2. Un fonds de recherche et de protection est créé par le présent règlement afin de donner au Syndicat, les moyens de réaliser les objectifs du plan.

3. Pour les fins du présent règlement, tout producteur est tenu de payer une contribution spéciale calculée comme suit :

- a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,15 \$;
- b) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,19 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,23 \$;
- d) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,26 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,30 \$;
- f) pour chaque unité de 100 pieds cubes solides, une contribution de 0,18 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 0,30 \$;
- h) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 0,55% du prix de vente à l'usine ;
- i) pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,09 \$ la tonne brute ;

j) pour le bois vendu au mètre cube apparent, une contribution de 0,04 \$ le mètre cube apparent ;

k) pour le bois vendu au mètre cube solide, une contribution de 0,05 \$ le mètre cube solide ;

l) pour le bois vendu à la tonne métrique, soit à l'état brut soit transformé en copeaux, une contribution de 0,10 \$ la tonne métrique brute ou son équivalent.

4. 1) Le Syndicat retient à même le produit des ventes, la contribution prévue à l'article 3.

2) Le producteur qui vend son bois à un acheteur qui n'a pas signé une convention relativement au prélèvement de la contribution avec le Syndicat ou à une personne qui représente l'acheteur et qui n'a pas de convention à cet effet avec le Syndicat, doit faire parvenir cette contribution au Syndicat au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le bois expédié le mois précédent.

Décision 2396 du 28.06.78, (1978) 110 G.O.II, 4239

Décision 2658 du 14.06.79, (1979) 111 G.O.II, 5029



c. M-35, r.45

Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois de la région de Nicolet

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Contributions : Tous les producteurs assujettis au Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Nicolet (c. M-35, r.46) doivent payer les contributions suivantes par unité de volume :

- a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,75 \$ ou son équivalent ;
- b) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,94 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,13 \$;
- d) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,31 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,50 \$;
- f) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 0,88 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 1,50 \$;
- h) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 2,33% du prix de vente à l'usine ;
- i) pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,30 \$ la tonne brute ;
- j) pour le bois vendu au mètre cube apparent, une contribution de 0,21 \$ le mètre cube apparent ;
- k) pour le bois vendu au mètre cube, une contribution de 0,31 \$ le mètre cube ;
- l) pour le bois vendu à la tonne métrique, une contribution de 0,33 \$ la tonne métrique brute ou son équivalent.

2. Perceptions :

1) Le Syndicat des producteurs de bois de la région de Nicolet retient à même le produit de vente la contribution prévue à l'article 1.

2) Le producteur qui vend son bois à un acheteur qui n'a pas signé de convention relativement au prélèvement de la contribution avec le Syndicat ou à une personne qui représente l'acheteur et qui n'a pas de convention à cet effet avec le Syndicat, doit faire parvenir cette contribution au Syndicat au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le bois expédié le mois précédent.

Décision 2360 du 03.05.78, (1978) 110 G.O.II, 3001

Décision 2657 du 14.06.79, (1979) 111 G.O.II, 5031

Décision 2875 du 23.04.80, (1980) 112 G.O.II, 2517



c. M-35, r.46

Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Nicolet

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Le présent plan a pour objet :

a) obtenir pour les producteurs intéressés les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé ;

b) ordonner et contrôler la production du produit visé pour prévenir la dilapidation des boisements, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;

c) ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre le transformateur du produit et le producteur ;

d) ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché ;

e) rechercher les moyens de corriger les inégalités quant à l'obtention du coût et des services requis pour mettre en marché le produit visé, de les améliorer, d'en réduire le coût et d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs ; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ou contre la perte injustifiée d'un débouché ; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production ; de maintenir et d'accroître la qualité et d'augmenter le rendement des boisements et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs ;

f) mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan ;

g) rechercher les débouchés et les utilisations les plus avantageux, ainsi que de nouveaux débouchés et de nouvelles utilisations ;

h) prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'accroître et d'améliorer l'écoulement du produit visé ;

i) constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé ;

j) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial, national et international, en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec ;

k) confier à un syndicat de producteurs du produit visé la réalisation des objets du plan et lui assurer les moyens matériels requis.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Nicolet.

3. Produit visé : Le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le ministère de l'Énergie et des Ressources, est le produit visé par le présent plan.

4. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé : Toute personne, propriétaire ou possesseur, à quel que titre que ce soit, d'un boisement couvrant une superficie de 10 acres et plus, sis dans les comtés municipaux de Nicolet, Drummond, Arthabaska et Yamaska et la municipalité de Sainte-Christine dans le district électoral de Bagot, qui peut mettre le produit en marché, est un producteur intéressé.

5. Étendue de l'application et extension juridique du plan : Le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de l'application du plan, continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

6. Réalisation du plan : La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées au Syndicat des producteurs de bois de la région de Nicolet (UPA).

7. Agent de négociation et de vente : Le Syndicat des producteurs de bois de la région de Nicolet (UPA) est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan.

8. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat ou son délégué, dans l'exercice des pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

c) se procurer un quota de production et de vente et le respecter ;

d) confier au Syndicat l'exclusivité de la mise en marché de sa production ;

e) se conformer aux normes de qualité et de production établies par le Syndicat et se soumettre à toute inspection visant à vérifier l'observance de ces normes ;

f) payer les frais d'administration du plan ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le Syndicat établira et autoriser tout acheteur à prélever sa quote-part et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

g) contribuer à la constitution des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé et autoriser tout acheteur à prélever cette contribution et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

h) identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

i) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan ;

j) diriger, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé vers un ou des acheteurs, un agent d'acheteurs ou des agents d'acheteurs désignés par le Syndicat ;

k) n'expédier le produit visé qu'au moment et à l'endroit déterminés par le Syndicat.

9. Devoirs du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs du Syndicat sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés provincial, national et international ;

c) mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, de bonifier les débouchés existants et d'améliorer les conditions de mise en marché du produit visé ;

d) en tant qu'investi des pouvoirs et devoirs d'un office de producteurs, tenir une caisse et une comptabilité distinctes de celles qu'exige sa propre administration.

10. Pouvoirs et attributions du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et de vente : Le Syndicat peut :

a) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

b) émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan ;

c) réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie ;

d) sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à tout fonds de réserve qui pourra être créé, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

e) retenir les services de transporteurs, de transformateurs, d'entrepôts et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

f) exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession ;

g) planifier le transport du produit visé pour en réduire le coût et assurer aux acheteurs des approvisionnements réguliers et suffisants ;

h) établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan et délimiter les zones desservies par ces postes ;

i) statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit ;

j) prescrire le classement, l'étiquetage du produit, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et l'étiquetage doivent se faire et établir à cette fin les classes, catégories ou dénominations particulières ;

k) continger la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme im-

sée, interdire la mise en marché d'un produit particulier pour assurer la mise en marché ordonnée du produit visé ;

l) déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise ;

m) ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité, mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin :

i. ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes ;

ii. prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur le cas échéant, de l'excédent du prix fixé sur le prix de vente ;

iii. obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser au Syndicat ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ; si le prix fixé excède le prix de vente, le Syndicat ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur ;

iv. obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix au Syndicat ou à un agent de vente pour que le Syndicat ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur ;

n) déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions ;

o) signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminant la durée et les conditions de renouvellement ;

p) établir un comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions ;

q) établir une procédure de règlements et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit ;

r) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

s) obtenir des acheteurs les renseignements et documents nécessaires à la surveillance du paiement du prix du produit visé suivant son utilisation ;

t) faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan ;

u) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement :

i. le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, s'il y a lieu, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé ;

iii. l'appréciation de la quantité, du poids, de la forme, de la qualité, ainsi que des normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attitré du Syndicat ;

iv. les conditions de surveillance relatives au paiement du prix du produit visé, suivant sa classification et son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ainsi que leur forme et la fréquence de leur production ;

v. les conditions de livraison ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan et sa remise au Syndicat ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au Syndicat ou son délégué ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité ;

x. les priorités à donner aux producteurs assujétis au plan pour ce qui est des sources d'approvisionnements des acheteurs, ainsi que les quantités de bois que ces derniers devront acheter des producteurs assujétis au plan.

11. Administration du plan :

1) Le plan est administré par le Syndicat des producteurs de bois de la région de Nicolet (UPA).

2) Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de l'article 4.

3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat.

4) Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan pour rendre compte de ses activités, en tant qu'office, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur.

5) Sauf les cas où la Loi sur la mise en marché des produits agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan et à l'exercice des pouvoirs du Syndicat est faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal *La Terre de Chez-Nous*.

6) Si le Syndicat ne représente plus, dans l'opinion de la Régie des marchés agricoles du Québec, les producteurs intéressés par le plan, la Régie peut décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs est composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs, et ses administrateurs, ont les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu des présentes ; et les biens et obligations du Syndicat qu'il a obtenus à titre d'administrateur du plan sont transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si le Syndicat peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie, qu'il est représentatif des producteurs intéressés, la Régie peut, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'office des producteurs est alors aboli.

12. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat.

Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat, au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, et considérant que les producteurs intéressés, membres du Syndicat, versent déjà une cotisation d'au moins 0,05 \$ la corde de bois mesurant 4' × 8' × 4' ou son équivalent, la contribution est de 0,35 \$ la corde de bois ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat, et de 0,30 \$ la corde de bois ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

13. Interprétation : Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan, ou d'un règlement, le texte français prévaut.



c. M-35, r.47

Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 68)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient ou désignent :

- a) « acheteur » : tout acquéreur du produit visé par le plan ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois (c. M-35, r.50) ;
- c) « prix de vente » : le prix déterminé par contrat, ou par sentence arbitrale en tenant lieu entre le Syndicat et l'acheteur du produit visé ;
- d) « producteur » : tout producteur de bois visé par le plan ;
- e) « produit visé » : le bois de pulpe ;
- f) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue (UPA).

2. Le produit visé est mis en marché sous la direction et la surveillance du Syndicat, selon le présent règlement.

3. Un producteur ne peut mettre le produit visé en marché autrement que par l'entremise du Syndicat qui est l'agent de vente exclusif des producteurs, selon les modalités prévues au présent règlement.

4. Le Syndicat peut désigner des personnes comme ses agents afin d'exercer auprès des producteurs et des acheteurs les fonctions qui sont établies par contrat. Le Syndicat doit indiquer le plus rapidement possible aux producteurs concernés les noms des personnes ainsi retenues à titre d'agents et avec lesquelles il a conclu une entente. Les producteurs peuvent s'adresser à l'une ou à l'autre de ces personnes pour la mise en marché de leur bois.

Le Syndicat peut également conclure une entente avec toute autre personne engagée dans la mise en marché du produit visé et qui pourrait être nécessaire ou utile à la mise en application du présent règlement.

5. Le syndicat perçoit de l'acheteur le prix de vente du produit visé selon les modalités prévues au contrat avec ce dernier ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu.

6. Dès qu'il connaît le produit de la vente, le Syndicat doit déterminer le prix net pour chaque producteur intéressé, et ce pour chaque essence de bois ou groupe d'essences de bois, selon les conventions en vigueur. Ce prix est établi en déduisant du prix de la vente les contributions prévues pour l'administration du plan, les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'exécution du présent règlement, les coûts de transport et d'expédition.

7. Dans les 10 jours suivant la réception du paiement provenant de l'acheteur, le Syndicat remet au producteur ou, selon le cas, à l'agent, le prix net établi selon l'article 6.

8. Tout ajustement résultant d'erreurs ou d'omissions, doit être effectué par le Syndicat aux producteurs concernés, le plus tôt possible après les événements y donnant lieu. Inversement, le Syndicat peut réclamer du producteur, directement ou par retenue ultérieure sur les sommes dues, tout montant résultant d'erreurs ou d'omissions.

9. Si un producteur considère que le présent règlement n'a pas été appliqué ou que l'on a fait défaut de l'appliquer, il peut demander au conseil d'administration du Syndicat, dans les 60 jours suivant l'acte ou l'omission reproché et le concernant directement, d'apporter les corrections nécessaires. S'il n'est pas satisfait, il peut, au cours des 15 jours suivant ce délai, demander à la Régie des marchés agricoles du Québec de réviser la décision du Syndicat ou d'ordonner à sa place ce qui doit être corrigé.



c. M-35, r.48

Règlement sur les contributions pour l'administration du plan conjoint et des règlements des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois (c. M-35, r.50) ;
- c) « producteur » : tout producteur du produit visé par le plan ;
- d) « produit visé » : le bois de pulpe produit et mis en marché par un producteur.

2. Tout producteur doit payer les contributions suivantes par unité de volume :

- a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 2,50 \$;
- b) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 5 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 2,97 \$;
- d) pour chaque unité de volume de 1 mètre cube apparent, une contribution de 0,69 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 1 mètre cube solide, une contribution de 1,05 \$;
- f) pour le bois vendu à la tonne métrique à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 1,10 \$.

3. La perception de ces contributions ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être déterminées par convention entre le Syndicat et les acheteurs du produit visé ou, selon le cas, avec les agents du Syndicat si une agence de vente est établie par règlement.

À défaut d'une telle convention ou d'un tel règlement, le producteur doit faire parvenir au Syndicat ces contributions au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le produit visé mis en marché le mois précédent.

4. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent servir à payer les dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan et des règlements.

Décision 2729 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6657
Décision 2725 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6661



c. M-35, r.49

Règlement sur le fonds de roulement des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois (c. M-35, r.50) ;
- b) « prix brut » : le prix du bois établi suivant le Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois (c. M-35, r.47) ;
- c) « producteur » : tout producteur du produit visé par le plan ;
- d) « produit visé » : le bois de pulpe produit et mis en marché par le producteur ;
- e) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois.

2. Le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur, une contribution spéciale :

- a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1 \$;
- b) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 2 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 1,19 \$;
- d) pour chaque unité de 1 mètre cube apparent, une contribution de 0,28 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 1 mètre cube solide, une contribution de 0,42 \$;
- f) pour le bois vendu, à la tonne métrique à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,44 \$;

du produit visé mis en marché, afin d'établir un fonds de roulement pour le paiement des dépenses encourues dans l'application du plan ou d'un règlement qu'il a ou qu'il peut adopter sur les conditions de la mise en marché du produit visé.

3. Le Syndicat doit utiliser cette contribution uniquement aux fins suivantes :

- a) faire des versements anticipés d'argent aux producteurs sur le prix du bois mis en marché par l'entremise du Syndicat ou acheté par lui ;
- b) assurer le financement des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'application du Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois ;
- c) permettre tout emprunt nécessaire au financement des dépenses encourues par le Syndicat dans l'application et l'administration du plan et des règlements et, s'il y a lieu, être donné en garantie à cette fin.

4. Tout producteur est tenu de payer au Syndicat la contribution ainsi fixée. Cette contribution est déduite en même temps et de la même façon que les autres contributions autorisées en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), selon les modalités prévues au Règlement sur les contributions pour l'administration du plan conjoint et des règlements des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois (c. M-35, r.48).

5. 1) Cette contribution spéciale est établie pour une période de 5 ans ou jusqu'à ce que ce fonds de roulement ait atteint 200 000 \$.

2) Si ce fonds de roulement est transporté en garantie d'un emprunt et si le prêteur l'exige, cette contribution spéciale sera, nonobstant le paragraphe 1, établie jusqu'à ce que cet emprunt soit entièrement acquitté en capital, intérêts et accessoires et jusqu'à ce que la convention de prêt ait pris fin.

6. Les intérêts provenant de l'administration du fonds font partie du fonds.

7. 1) Le Syndicat doit rendre compte de l'administration et de l'utilisation du fonds à l'assemblée générale annuelle des producteurs.

2) Le Syndicat est autorisé à transporter ce fonds de roulement à tout prêteur en garantie d'un emprunt qu'il contracte et à consentir à toutes les conditions, clauses et obligations qu'il jugera appropriées pour donner son plein effet à tel transport en garantie, y compris celles permettant au prêteur de se l'approprier en pleine propriété et de l'appliquer au remboursement de l'emprunt lorsque le Syndicat est en défaut au terme de l'emprunt ou des actes

constitutifs de garantie, tout solde étant émis au Syndicat ou ses ayants droit.

8. Personne ne peut réclamer du Syndicat les contributions qui lui ont été versées en vertu du présent règlement.

Décision 2730 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6659

Décision 2725 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6661



c. M-35, r.50

Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Le plan est désigné comme : Plan conjoint des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest québécois.

2. Les agents de négociation et de vente sont le Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois ou ses délégués.

3. Les obligations, pouvoirs et attributions du Syndicat sont ceux que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants :

1) Obligations :

a) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan, de la gestion et de l'administration du Syndicat, y compris la présentation d'un état financier détaillé ;

b) fournir à la Régie des marchés agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celle-ci peut exiger ;

c) appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan ;

d) surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du bois de pulpe en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés : producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs ;

e) orienter la production en accord avec l'accroissement annuel des boisés et les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché des produits de qualité.

2) Pouvoirs et attributions : Négocier avec les compagnies forestières ou autres acheteurs de bois de pulpe et toutes autres parties accréditées par la Régie des marchés agricoles du Québec en vertu de l'article 58 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles :

a) **généralement :** la mise en marché de la vente des bois tendres et durs aux compagnies forestières ou autres acheteurs du Québec faisant affaires dans les comtés d'Abitibi-est et d'Abitibi-Ouest et les paroisses de Montbrun et de Cléricky dans le comté de Rouyn-Noranda et prove-

nant des boisés autres que ceux affermés par la Couronne, des producteurs soumis au plan ;

b) particulièrement :

i. les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de bois de pulpe aux compagnies forestières ou autres acheteurs ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport du bois de pulpe aux manufactures de pâte à papier ou aux postes de réception de ces dernières ou d'autres acheteurs ;

iii. l'appréciation de la qualité et de la quantité des produits du bois de pulpe mis au marché selon le plan par les représentants attitrés et compétents du Syndicat ;

iv. les normes de qualité d'inspection et de mesurage du bois de pulpe ;

v. le prix de vente et les conditions de paiement ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise au Syndicat ;

vii. la durée des contrats et du plan et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. la négociation des sources d'approvisionnement en bois de pulpe des compagnies ou autres acheteurs ;

ix. la protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan ;

x. former un comité de coopération pour tenter de régler les différends qui peuvent survenir entre les parties dans le cours de l'exécution des conventions souscrites selon le plan ;

xi. former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal peut être la Régie des marchés agricoles du Québec ;

xii. autoriser et recevoir, à même les montants payables à chaque producteur de bois de pulpe régi par le plan, un prélevé de 0,35 \$ par corde de bois de pulpe mesurant 4' x 8' x 4', vendue aux acheteurs. Les prélèvements ainsi remis au Syndicat doivent servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan dans lesquelles sont comprises les dépenses nécessaires ou utiles

d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en oeuvre, des mesurages et vérifications qu'elle pourra amener ;

xiii. les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits aux producteurs de bois de pulpe sont distribués à la fin de l'année à ces mêmes producteurs selon le nombre de cordes de bois de pulpe qu'ils auront vendues par l'entremise du plan ;

xiv. tels autres pouvoirs que la Régie des marchés agricoles du Québec, peut, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder du Syndicat ;

xv. coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

4. L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint est le Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

5. Le présent plan lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

Sont aussi liés par le présent plan, les producteurs non-membres qui vendent leurs produits à une coopérative, et cette dernière est également liée par le présent plan pour l'achat de ces produits.

Ne sont pas liés par le présent plan :

a) les producteurs qui vendent directement leurs produits à un consommateur ou à un marchand détaillant qui n'exploite pas plus de 3 magasins ou succursales ;

b) les producteurs pour ce qui est de leurs engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis leur coopérative, et une coopérative pour ce qui est de ses engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis une autre coopérative, pourvu toutefois, que sur demande, une preuve satisfaisante de ces engagements soit fournie à la Régie des marchés agricoles du Québec.

6. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec le Syndicat ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimal de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Décision du 10.01.58, (1958) 90 G.O., 270

Décision du 17.03.59, (1959) 91 G.O., 1423

Décision du 24.04.59, (1959) 91 G.O., 1865

Décision du 12.01.60, (1960) 92 G.O., 350

Décision du 02.02.72, (1972) 104 G.O., 1970

Décision 2725 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6661



c. M-35, r.51

Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois du comté de Pontiac

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Les producteurs assujettis au Plan conjoint des producteurs de bois du comté de Pontiac (c. M-35, r.52) doivent payer les contributions suivantes :

- a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,50 \$;
- b) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,63 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,75 \$;
- d) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,88 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1 \$;
- f) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 0,59 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 1 \$;
- h) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 1,79% du prix de vente à l'usine ;
- i) pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,20 \$, la tonne brute.

2. 1) Le prélèvement de cette contribution ainsi que les modalités de remise à l'Office des producteurs de bois du comté de Pontiac peuvent être déterminés par convention entre l'Office et l'acheteur de bois.

2) Le producteur qui vend son bois à un acheteur qui n'a pas signé de convention relativement au prélèvement de la contribution avec l'Office, ou à une personne qui représente l'acheteur et qui n'a pas de convention à cet effet avec l'Office, doit faire parvenir cette contribution à l'Office au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le bois expédié le mois précédent.

3) Si un règlement de mise en vente en commun est mis en application, l'Office peut retenir à même le produit des ventes, la contribution prévue à l'article 1.



c. M-35, r.52

Plan conjoint des producteurs de bois du comté de Pontiac

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Le plan est désigné : Plan conjoint des producteurs de bois du comté de Pontiac.

2. L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan est désigné : « l'Office des producteurs de bois du comté de Pontiac » et a sa principale place d'affaires à Shawville.

3. Cet Office est formé de 7 membres, tous producteurs de bois *bona fide* régis par le plan, dont un président, un vice-président et un trésorier.

4. Les administrateurs de l'Office sont élus à l'assemblée annuelle de tous les producteurs régis par le plan. On ne doit pas élire plus d'un membre par paroisse.

5. Tout administrateur de l'Office qui cesse d'être un producteur régi par le plan, doit être remplacé par les autres administrateurs de l'Office.

6. Le plan dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'Office régit tous les cultivateurs et les propriétaires de lots à bois, producteurs de bois tendres et durs du comté de Pontiac, fournisseurs aux compagnies forestières ou autres acheteurs du Québec, faisant affaires dans le comté de Pontiac.

7. Champ d'application : Le plan régit la mise en marché des bois tendres et durs des producteurs visés quelle que soit la destination ou l'utilisation de ce produit commercialisé.

8. Pouvoirs et attributions : Les obligations, pouvoirs et attributions de l'Office sont ceux que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) détermine et, plus spécifiquement, mais non restrictivement, les suivants :

a) surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du bois, en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés : producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs ;

b) orienter la production en accord avec l'accroissement des boisés et les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements et normes de classification de toute autorité ayant compétence en la matière ;

c) appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan ;

d) recevoir, à même les montants payables à chaque producteur de bois tendre et dur régi par le plan, un prélevé de 0,35 \$ par corde de bois, mesurant 4' × 8' × 4' ou son équivalent, vendue aux acheteurs, ou tout autre prélevé dûment sanctionné par la Régie des marchés agricoles du Québec. Les prélevés ainsi remis à l'Office doivent servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en oeuvre, des mesurages et vérifications qu'elle pourra amener.

Les surplus accumulés au cours d'une année des prélevés faits aux producteurs de bois sont distribués à la fin de l'année à ces mêmes producteurs selon le nombre de cordes de bois qu'ils ont vendues par l'entremise du plan ;

e) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'Office, y compris la présentation d'un état financier détaillé ;

f) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec, de tout produit commercialisé et exercer à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

g) exiger, avec l'autorisation de la Régie des marchés agricoles du Québec, des acheteurs de bois, une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière ;

h) fournir à la Régie des marchés agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celle-ci peut exiger.

9. Pouvoirs comme agent de négociation et de vente : L'Office, ou ses délégués, est investi des pouvoirs et attributions suivants, comme agent de négociation et de vente : négocier avec les compagnies forestières, les courtiers et acheteurs en général, les transformateurs, distributeurs, voituriers, manufacturiers de produits commercialisés, agent de publicité, ou toutes autres parties accréditées par la Régie des marchés agricoles du Québec, en vertu des ar-

tibles 58 et 59 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles :

1) **d'une façon générale** : la mise en marché et la vente des bois tendres et durs aux compagnies forestières ou autres acheteurs du Québec, faisant affaires dans le comté de Pontiac et provenant des boisés, autres que ceux affermés par la Couronne, des producteurs soumis au plan ;

2) **et négocier plus particulièrement** :

a) les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de bois aux compagnies forestières ou autres acheteurs ;

b) les conditions, modalités et prix du transport du bois aux établissements des acheteurs ;

c) l'appréciation de la qualité et de la quantité des produits du bois, mis en marché selon le plan, par les représentants attitrés et compétents de l'Office ;

d) les normes de qualité, d'inspection et de mesurage des bois tendres et durs ;

e) le prix de vente et les conditions de paiement ;

f) les sources d'approvisionnement en bois de ces compagnies ou autres acheteurs ;

g) les modalités nécessaires pour assurer la protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan ;

h) les modes de retenue, par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'Office ;

i) la formation d'un comité de coopération pour tenter de régler les différends qui pourront survenir entre les parties dans le cours de l'exécution des conventions souscrites selon le plan ;

j) la formation, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, d'un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les désaccords qui lui seront soumis. Ce tribunal peut être la Régie des marchés agricoles du Québec ;

k) la durée des contrats et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

l) tels autres pouvoirs que la Régie des marchés agricoles du Québec peut, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'Office.

10. Extension juridique : L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan est l'Office des pro-

ducteurs de bois du comté de Pontiac qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

11. Le présent plan est exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

12. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'Office ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimal de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

13. Sont aussi liés par le présent plan, les producteurs non-membres qui vendent leurs produits à une coopérative, et cette dernière est également liée par le présent plan pour l'achat de ces produits.

14. Ne sont pas liés par le présent plan :

a) les producteurs qui vendent directement leurs produits à un consommateur ou à un marchand détaillant qui n'exploite pas plus de 3 magasins ou succursales ;

b) les producteurs pour ce qui est de leurs engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis leur coopérative, et une coopérative pour ce qui est de ses engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis une autre coopérative, pourvu toutefois, que sur demande, une preuve satisfaisante de ces engagements soit fournie à la Régie des marchés agricoles du Québec.



c. M-35, r.53

Règlement sur l'agence centrale de vente des producteurs de bois de la région de Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67 et 68)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient :

- a) « acheteur » : toute personne qui transforme le produit visé ;
- b) « Office » : l'Office des producteurs de bois de la région de Québec ;
- c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec (c. M-35, r.57) ;
- d) « produit visé » : le bois des producteurs visés par le plan et destiné à une usine de transformation de bois, à l'exception du bois destiné au sciage et au déroulage ;
- e) « prix de vente » : le prix déterminé par contrat, ou par sentence arbitrale en tenant lieu, entre l'Office et l'acheteur du produit visé ;
- f) « producteur » : le même sens qu'à l'article 3 du plan.

2. Le produit visé est mis en marché sous la direction et la surveillance de l'Office, selon le règlement.

3. Un producteur ne peut mettre le produit visé en marché autrement que par l'entremise de l'Office, qui est l'agent de vente exclusif des producteurs, selon les modalités prévues au présent règlement.

4. L'Office peut désigner des personnes comme ses agents afin d'exercer auprès des producteurs et des acheteurs les fonctions qui sont établies par contrat. L'Office doit indiquer le plus rapidement possible aux producteurs concernés les noms des personnes ainsi retenues à titre d'agent et avec lesquelles il a conclu une entente. Les producteurs peuvent s'adresser à l'une ou l'autre de ces personnes pour la mise en marché de leur bois.

L'Office peut également conclure une entente avec toute autre personne engagée dans la mise en marché du produit visé et qui pourrait être nécessaire ou utile à la mise en application de ce règlement.

5. L'Office perçoit de l'acheteur le prix de vente du produit visé selon les modalités prévues au contrat avec ce dernier ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu.

6. Dès qu'il connaît le produit de la vente, l'Office doit déterminer le prix net pour chaque producteur intéressé, et ce pour chaque essence de bois ou groupe d'essence de bois, selon les conventions en vigueur. Ce prix est établi en déduisant du prix de la vente les contributions prévues pour l'administration du plan, les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'exécution du présent règlement, les coûts de transport et d'expédition.

7. Dans les 10 jours suivant la réception du paiement provenant de l'acheteur, l'Office remet au producteur ou, selon le cas, à l'agent, le prix net établi selon l'article 6.

8. Tout ajustement résultant d'erreurs ou d'omissions, doit être effectué par l'Office aux producteurs concernés, le plus tôt possible après les événements y donnant lieu. Inversement, l'Office peut réclamer du producteur, directement ou par retenue ultérieure sur les sommes dues, tout montant résultant d'erreurs ou d'omissions.

9. Si un producteur considère que le présent règlement n'a pas été appliqué correctement ou que l'on a fait défaut de l'appliquer, il peut demander au conseil d'administration de l'Office, dans les 60 jours suivant l'acte ou l'omission reproché et le concernant directement, d'apporter les corrections nécessaires. S'il n'est pas satisfait, il peut, au cours des 15 jours suivant ce délai, demander à la Régie des marchés agricoles du Québec de réviser la décision de l'Office ou d'ordonner à sa place ce qui doit être corrigé.



c. M-35, r.54

Règlement sur les contingents des producteurs de bois de la région de Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35, a. 67)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient :

- a) « acre » : une mesure de surface de 43 560 pieds ;
- b) « contingent » : le volume de bois, par essence ou groupe d'essences, qu'un producteur est autorisé à mettre en marché au cours d'une période déterminée par l'Office ;
- c) « corde de bois » : un volume de 128 pieds cubes apparents ou l'équivalent ;
- d) « Office » : l'Office des producteurs de bois de la région de Québec ;
- e) « organisme d'aménagement » : un organisme qui, dans le cadre d'un programme élaboré par le ministère de l'Énergie et des Ressources, administre un programme d'aménagement et de coupes de bois sur un ou plusieurs terrains qu'il est chargé d'administrer ;
- f) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec (c. M-35, r.57) ;
- g) « produit visé » : le même sens qu'à l'article 4 du plan ;
- h) « producteur » : le même sens qu'à l'article 3 du plan ;
- i) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;
- j) « terrain boisé » : le fond de terre sur lequel il y a du bois en croissance et visé par le plan.

2. Un producteur ne peut mettre en marché le produit visé à moins qu'un contingent lui ait été attribué par l'Office. Ce contingent est annuel et ne vaut que pour la période indiquée au certificat émis.

3. Entre le 1^{er} et le 20 septembre de chaque année, l'Office fait parvenir à chaque producteur une formule de demande de contingent à sa dernière adresse connue.

Dans le cas d'un organisme d'aménagement connu de l'Office, la formule lui est adressée et le certificat de contingent est délivré pour l'ensemble des terrains boisés, administrés par cet organisme.

4. Le producteur qui désire obtenir un contingent doit faire parvenir la formule de demande de contingent à l'Office avant le 15 octobre qui précède l'année concernée. Le producteur doit fournir les renseignements exigés par l'Office sur tout sujet relatif à sa demande de contingent, ou pour établir son contingent.

5. L'Office attribue un contingent au producteur qui lui en fait la demande dans les délais prévus à l'article 4 et selon les articles 6 à 10 ; il lui fait parvenir un certificat à cet effet.

L'Office peut refuser d'émettre un certificat de contingent à un producteur qui ne retourne pas la formule précitée à l'Office dans le délai prescrit, ou s'il fait défaut d'y indiquer les renseignements requis.

6. L'Office attribue au producteur requérant le contingent qu'il demande si le volume requis est égal ou inférieur à 35 cordes, ou à ½ corde à l'acre, ou son équivalent.

7. L'Office peut attribuer à un producteur un contingent supérieur au volume prévu à l'article 6 :

- a) si ce producteur établit à la satisfaction de l'Office que la possibilité de production de son terrain boisé excède ½ corde à l'acre ; ou
- b) si des circonstances particulières le justifient, tels le déboisement rendu obligatoire pour fins d'utilité publique ou à cause d'une épidémie.

8. Si la somme des quantités de bois attribuées par contingent aux producteurs excède ou est inférieure aux besoins du marché pour l'année en cours, tel qu'établis par l'Office, ce dernier peut augmenter ou réduire, au *pro rata*, le contingent de chaque producteur.

9. L'Office peut, en cours d'année, émettre un contingent à un producteur qui n'en a pas fait la demande dans le délai prévu à l'article 4, s'il y a des marchés disponibles pour lesquels des contingents n'ont pas été émis, ou si l'Office prévoit que le volume de bois requis pour satisfaire à la demande ne sera pas produit. L'Office peut aussi émettre, pour des motifs semblables, des contingents supplémentaires aux producteurs qui détiennent déjà des contingents,

pourvu qu'au total les normes prévues aux articles 6 à 8 soient respectées.

10. Si les livraisons de bois doivent être modifiées en cours d'année suite à des grèves, lock-out, incendies, ou pour tout autre motif hors du contrôle de l'Office, ce dernier peut modifier ou suspendre, au *prorata*, les contingents accordés aux producteurs.

11. Le producteur qui a obtenu un contingent doit, dans les 2 mois suivant la réception du certificat à cet effet, aviser l'Office s'il n'a pas l'intention de couper et de mettre en marché du bois au cours de l'année, ou s'il a l'intention de mettre en marché un volume inférieur au contingent qui lui a été attribué. Dans ce cas, le producteur ne doit encourir aucune pénalité. Si le producteur fait défaut d'ainsi en aviser l'Office, ce dernier pourra refuser de lui émettre un contingent au cours des années subséquentes.

12. Le contingent attribué à un producteur ne peut être loué, vendu, prêté, transféré ni utilisé par une autre personne que le producteur à qui il est attribué.

13. Le producteur doit fournir à l'Office, dans le délai prescrit, tous les renseignements nécessaires pour établir chaque contingent. L'Office peut contrôler la véracité des renseignements fournis par le producteur et, à cette fin, celui-ci est tenu de produire, à demande, tout document pertinent, dont celui établissant la propriété du terrain boisé ou celui qui lui permet de couper le bois. Un inspecteur, dûment accrédité par l'Office, peut faire les enquêtes à cette fin et examiner le terrain boisé du producteur concerné.

Si le producteur refuse ou fait défaut de remplir ces obligations, l'Office peut lui refuser un contingent ou, s'il le croit opportun, il peut lui émettre un contingent en fonction d'autres renseignements qu'il possède.

14. La Régie peut, pour cause, prolonger ou modifier les délais prévus au présent règlement, sauf ceux de l'article 15.

15. Si un producteur considère que le présent règlement n'a pas été appliqué correctement, il peut demander à l'Office d'apporter les correctifs nécessaires dans les 60 jours suivant l'acte ou l'omission reproché et le concernant directement. S'il n'est pas satisfait, il peut demander à la Régie, au cours des 15 jours suivant ce délai, de réviser la décision de l'Office ou d'ordonner à sa place ce qui doit être corrigé.



c. M-35, r.55

Règlement sur la division en groupes des producteurs de bois de la région de Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 45)

1. Dans le présent règlement, les expressions ou les mots suivants signifient :

- a) « Office » : l'Office des producteurs de bois de la région de Québec, chargé d'appliquer le plan ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec (c. M-35, r.57) ;
- c) « producteur » : une personne visée par le plan ;
- d) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Le présent règlement a pour but de diviser en groupes les producteurs visés par le plan, selon la base territoriale ci-après, en vue d'autoriser chaque groupe à élire le nombre de délégués indiqués à l'article 5, pour les fins des assemblées générales de producteurs.

3. Le territoire visé par le plan est divisé en 18 secteurs, répartis de la façon suivante :

Secteur no 1, comté de Bellechasse

Saint-Camille
Sainte-Sabine
Saint-Magloire
Saint-Philémon
Buckland

Secteur no 2, comté de Bellechasse

Armagh
Saint-Nérée
Saint-Raphaël
Saint-Lazare
La Durantaye
Saint-Vallier
Beaumont
Saint-Charles
Saint-Gervais
Honfleur
Saint-Damien
Saint-Michel

Secteur no 3, comté de Lévis

Saint-Lambert
Saint-Nicolas
Saint-Étienne
Saint-Rédempteur
Charny
Breakerville
Saint-Jean-Chrysostome
Saint-Louis-de-Pintendre
Saint-Henri
Saint-Isidore
Saint-Romuald
Lauzon
Lévis
Saint-David
Bernières

Secteur no 4, comté de Lotbinière

Dosquet
Saint-Gilles
Saint-Agapit
Saint-Narcisse
Sainte-Agathe
Saint-Sylvestre
Saint-Patrice

Secteur no 5, comté de Lotbinière

Val-Alain
Sainte-Françoise
Saint-Apollinaire
Joly
Villeroy
Saint-Flavien
Laurier-Station
Issoudun

Secteur no 6, comté de Lotbinière

Sainte-Croix
Lotbinière
Leclercville
Deschaillons
Fortierville
Saint-Édouard
Parisville
Sainte-Emmélie
Saint-Antoine-de-Tilly

Secteur no 7, comté de Mégantic

Black Lake
 Thetford-Mines
 Saint-Adrien-d'Irlande
 Saint-Ferdinand
 Saint-Jean-Baptiste-Vianney
 Saint-Jean-de-Brébeuf
 Coleraine

Secteur no 8, comté de Mégantic

Robertsonville
 Sacré-Coeur-de-Marie
 Pontbriand
 Kinnears-Mills
 Leeds
 Saint-Pierre-de-Broughton

Secteur no 9, comté de Mégantic

Inverness
 Saint-Pierre-Baptiste
 Sainte-Anastasia
 Laurierville
 Notre-Dame-de-Lourdes
 Plessisville
 Sainte-Sophie
 Lyster
 Nelson

Secteur no 10, comté de Portneuf

Lac-aux-Sables
 Notre-Dame-des-Anges
 Hervey-Jonction
 Saint-Ubald
 Montauban-les-Mines
 Saint-Thuribe
 Saint-Casimir
 Grondines

Secteur no 11, comté de Portneuf

Rivière-à-Pierre
 Saint-Léonard
 Saint-Raymond
 Sainte-Christine
 Saint-Gilbert
 Saint-Alban
 Saint-Marc-des-Carières

Secteur no 12, comté de Portneuf

Shannon
 Sainte-Catherine
 Saint-Augustin
 Neuville
 Donnacona (Les Écureuils)
 Cap-Santé
 Portneuf-Station
 Deschambault
 Pont-Rouge
 Saint-Basile

Secteur no 13, comté de Québec

Ancienne-Lorette
 Beauport
 Bélair
 Charlesbourg
 Courville
 Giffard
 Lac-Delage
 Loretteville
 Montmorency
 Notre-Dame-des-Laurentides
 Orsainville
 Québec
 Sainte-Foy
 Sillery
 Val-Saint-Michel
 Vanier
 Villeneuve
 Saint-Émile
 Lac-Beauport
 Cap-Rouge
 Stoneham
 Charlesbourg-Est
 Charlesbourg-Ouest
 Lac-Édouard
 Lac-Saint-Charles
 Valcartier
 Sainte-Thérèse-de-Lisieux

Secteur no 14, comté de Montmorency

Saint-Féréol
 Saint-Tite-des-Caps
 Beupré
 Saint-Joachim
 Sainte-Anne-de-Beupré
 Château-Richer
 Ange-Gardien
 Paroisses Ile d'Orléans
 Boischatel
 Sainte-Brigitte-de-Laval

Secteur no 15, comté de Charlevoix

Baie-Sainte-Catherine
 Sagard
 Baie-des-Rochers
 Saint-Siméon
 Port-au-Persil
 Port-aux-Quilles
 Saint-Fidèle
 Cap-à-l'Aigle
 La Malbaie
 Rivière-Malbaie

Secteur no 16, comté de Charlevoix

Pointe-au-Pic
 Clermont
 Notre-Dame-des-Monts
 Saint-Aimé-des-Lacs
 Sainte-Agnès
 Les Éboulements
 Saint-Irénée

Secteur no 17, comté de Charlevoix

Baie-Saint-Paul
 Saint-Hilarion
 Saint-Urbain
 Petite-Rivière-Saint-François
 Saint-Placide
 Île-aux-Coudres
 Saint-Joseph-de-la-Rive

Secteur no 18, comté de Saguenay

Tadoussac
 Sacré-Coeur
 Bergeronnes
 Escoumins
 Sault-au-Mouton
 Saint-Paul-du-Nord
 Sainte-Anne-de-Portneuf
 Forestville
 Sainte-Thérèse-de-Colombier
 Bersimis
 Ragueneau
 Chute-aux-Outardes
 Baie-des-Bacons

4. Au moment que l'Office détermine, les producteurs de chaque secteur sont convoqués à une assemblée de leur secteur, dont l'endroit, l'heure et la date sont établis par l'Office. Ce dernier peut tenir simultanément une seule assemblée pour plus d'un secteur.

5. L'administrateur du secteur est délégué de droit. En plus, les producteurs de chaque secteur doivent élire un délégué par 100 producteurs ou fraction majoritaire de 100 producteurs. Ils doivent également élire des personnes à titre de délégués-suppléants, qui remplacent de plein droit les délégués et remplissent leurs fonctions lorsque ces derniers en sont empêchés.

6. Si le nombre requis de délégués ou de délégués-suppléants ne sont pas ainsi élus lors d'une assemblée de secteur, l'Office doit, après en avoir été autorisé par la Régie, désigner les délégués et les délégués-suppléants nécessaires pour atteindre le nombre prévu à l'article 5.

7. Les producteurs présents à l'assemblée de secteur proposent verbalement le nom de personnes physiques devant être délégués ou délégués-suppléants, et chaque proposition doit être appuyée par au moins un autre producteur. Si le nombre de personnes proposées dépasse celui requis par le présent règlement, l'on doit procéder à leurs élections au moyen de bulletins secrets.

8. Tous les délégués élus lors des assemblées de secteurs ou, à défaut, leurs suppléants, constituent l'assemblée générale des producteurs.

Décision 2438 du 26.08.78, (1978) 110 G.O.II, 6055

Décision 3173 du 03.06.81, (1981) 113 G.O.II, 2699



c. M-35, r.56

Règlement sur le montant et le mode de perception de la contribution pour l'administration du plan conjoint et des règlements des producteurs de bois de la région de Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « acheteur » : le même sens qu'au paragraphe a de l'article 1 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) « Office » : l'Office des producteurs de bois de la région de Québec ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec (c. M-35, r.57) ;

d) « producteur » : le même sens qu'à l'article 3 du plan ;

e) « produit visé » : le même sens qu'à l'article 4 du plan.

2. Tous les producteurs visés par le plan doivent payer à l'Office une contribution dont le montant et le mode de perception sont déterminés par le présent règlement.

3. Le montant des contributions par unité de volume de bois mis en marché est le suivant :

a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,75 \$;

b) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,50 \$;

c) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 0,89 \$;

d) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 1,50 \$;

e) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 1,79% du prix de vente à l'usine ;

f) pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,30 \$ la tonne de bois humide ;

g) pour chaque mètre cube apparent, une contribution de 0,21 \$;

h) pour chaque mètre cube solide, une contribution de 0,32 \$.

4. Si un règlement de mise en vente en commun est mis en application, l'Office peut retenir à même le produit des ventes, la contribution prévue au présent règlement.

5. Les modalités de la retenue et de la remise de la contribution de l'Office peuvent être déterminées par convention entre l'Office et l'acheteur du produit visé.

6. Le producteur qui met en marché le produit visé autrement que selon l'article 4 ou qui le vend à un acheteur qui n'a pas signé de convention avec l'Office doit faire parvenir à ce dernier la contribution prévue au présent règlement au plus tard le 15^e jour de chaque mois, pour le bois mis en marché le mois précédent.

Décision 2409 du 04.08.78, (1978) 110 G.O.II, 4247

Décision 3174 du 03.06.81, (1981) 113 G.O.II, 2697



c. M-35, r.57

Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35, a. 26)

1. Définitions : Dans le présent plan :

- a) « Loi » signifie la « Loi sur la mise en marché des produits agricoles » (L.R.Q., c. M-35) ;
- b) « Office » signifie l'« Office des producteurs de bois de la région de Québec » ;
- c) « Régie » ainsi que « mise en marché » ont la même signification que dans la Loi.

2. Nom du plan : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec.

3. Producteur visé par le plan : Le producteur visé par le présent plan est toute personne, propriétaire ou possesseur du produit visé.

4. Produit visé : Le produit visé par le plan est le bois, feuillu ou résineux, situé ou provenant des comtés municipaux de Bellechasse, Charlevoix, Lévis, Lotbinière, Mégantic, Montmorency, Portneuf, Québec et Saguenay.

5. Administration : L'Office est chargé de l'application et de l'administration du plan.

6. Les administrateurs de l'Office doivent être des producteurs au sens de l'article 3 du présent plan.

7. Les administrateurs de l'Office doivent être élus lors de l'assemblée générale annuelle des producteurs visés par le plan, selon les modalités et les conditions déterminées par règlement de l'Office, et conformément à la section VI de la Loi. L'Office peut également stipuler dans ce règlement le nombre des administrateurs et, s'il y a lieu, le territoire qu'ils représentent ainsi que leur mode d'élection. Ce règlement, et toute modification qui pourrait ultérieurement y être apportée, doivent être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

8. Agent de négociation et agent de vente : L'Office est l'agent de négociation et l'agent de vente des producteurs visés par le plan. À ce titre, et comme administrateur du

plan, il possède les pouvoirs et attributions et il a les devoirs prévus dans la Loi pour un tel organisme.

9. Pouvoirs, devoirs et attributions de l'Office : L'Office peut réglementer et organiser la mise en marché du produit visé conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi, et entre autres ceux des articles 67, 68 et 76.

10. L'Office peut également :

- a) orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés et chercher à maintenir un sain équilibre entre la production et les besoins pour le produit visé ;
- b) rationaliser le transport du produit visé ;
- c) retenir les services de transporteurs et autres personnes nécessaires à la mise en marché du produit visé, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter ainsi que le mode de perception de cette participation ;
- d) désigner et, s'il est nécessaire, établir des postes d'entreposage et délimiter les zones desservies par ces postes ;
- e) signer tout contrat relatif aux conditions de mise en marché du produit visé et à l'application du plan ou d'un règlement et, ainsi, lier chaque producteur visé par le plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;
- f) faire toute enquête nécessaire à la réalisation des objets et de l'application du plan et des règlements, ainsi que pour bonifier les débouchés du produit visé ;
- g) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;
- h) établir divers comités aux fins de l'application du plan et des règlements, ainsi que pour l'étude des griefs des producteurs visés, et déterminer les règles de procédure de ces comités.

11. L'Office peut :

- a) arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à l'application des règlements, ainsi que les modalités de paiement et de perception de la contribution exigée ;
- b) décréter par règlement une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs, y compris pour l'établissement d'un fonds de

roulement, afin de réaliser les objets du plan ou appliquer un règlement ou une entente. Ce règlement est sujet à l'approbation de l'assemblée générale des producteurs et de la Régie avant d'entrer en vigueur.

Le montant de ces contributions peut varier selon des groupes déterminés et différents de producteurs.

12. L'Office peut :

a) exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de pouvoirs de la Régie ou d'une autre autorité ;

b) selon les conditions prévues à la section XI de la Loi, coopérer avec d'autres organismes, ou avec un gouvernement, ses employés, ministères ou organismes, en vue de la mise en marché ordonnée du produit visé dans les limites et hors du Québec. Il peut également recevoir et exercer à ces fins des fonctions et des pouvoirs provenant d'une autre loi.

13. L'Office peut également négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi, toute condition de mise en marché et, spécialement :

a) les prix, les conditions et modalités de vente et de paiement du produit visé ;

b) les conditions, modalités et prix du transport du produit visé, ainsi que tout autre service relatif à sa production, son rassemblement, son stockage et à sa mise en marché ;

c) les normes de qualité, de classification et de mesurage du produit visé, ainsi que leur surveillance par un représentant attitré de l'Office ;

d) les modalités et conditions de l'approvisionnement des acheteurs et de la livraison du produit visé ;

e) les conditions relatives à l'acceptation du bois par l'acheteur ;

f) les modes de retenue par toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, de la contribution décrétée en vertu du plan ou d'un règlement, et sa remise à l'Office, ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ;

g) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

h) tant à l'occasion de la signature d'un contrat qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends.

14. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs visés, selon le mode déterminé par l'Office.

Le montant de cette contribution est fixé par règlement de l'Office, et il doit être approuvé par les producteurs réunis en assemblée générale et par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de 0,50 \$ la corde de bois (4' × 8' × 4'), ou son équivalent, mise en marché pour quelque usage que ce soit.

Les contributions versées à l'Office en vertu de la Loi doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan et des règlements mis en vigueur en vertu de cette Loi.



c. M-35, r.58

Règlement sur l'agence de vente et la mise en vente en commun du bois de la région de Québec-Sud

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67 et 68)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

- a) « acheteur » : toute personne qui transforme le bois ;
- b) « bois » : le bois des producteurs visés par le plan et destiné à la transformation en pâtes et papiers ;
- c) « mise en marché » : la vente, la classification, l'expédition pour fin de vente, l'offre de vente, le transport ainsi que le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du bois ;
- d) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec-Sud (c. M-35, r.61) ;
- e) « producteur » : tout producteur visé par le plan ;
- f) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud.

2. Tout producteur doit mettre son bois en marché par l'entremise du Syndicat, qui est l'agent de vente exclusif des producteurs et auquel il doit vendre tout le bois qu'il met en marché, aux conditions déterminées dans le présent règlement.

3. Le bois ne peut être mis en marché que selon le présent règlement.

4. Le Syndicat devient propriétaire du bois d'un producteur dès que l'acheteur en a fait le mesurage.

5. Le Syndicat détermine le moment où il prend livraison du bois d'un producteur et l'endroit où il est dirigé. Il prend également les moyens nécessaires pour en assurer le transport au moment approprié et détermine les modalités de livraison et les personnes qui devront effectuer le transport.

6. Le bois visé par le présent règlement est mis en vente en commun sous la direction et la surveillance du Syndicat

et selon l'article 68 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

7. Le prix du bois est déterminé selon les catégories suivantes :

- a) sapin et épinette ;
- b) tremble de catégorie 1 (usines région Québec) ;
- c) tremble de catégorie 2 (usines région de Trois-Rivières) ;
- d) autres essences de feuillus ;
- e) mélèze.

8. Le prix de vente du bois à l'acheteur est établi par entente entre ce dernier et le Syndicat, ou en vertu d'une sentence arbitrale en tenant lieu. Le Syndicat perçoit des acheteurs le prix du bois vendu.

9. Le Syndicat évalue de temps à autre le prix moyen de la vente du bois aux divers acheteurs, pour chaque catégorie.

10. L'estimation du prix moyen pour le bois vendu par le Syndicat est établi comme suit. Le Syndicat doit :

- a) établir le total du prix du bois vendu aux acheteurs, pour chaque catégorie, et dont le Syndicat estime pouvoir recevoir le paiement au cours de l'année en cours, divisé par le nombre de cordes de bois de chaque catégorie qu'il croit pouvoir livrer pour la même période ;
- b) déduire de ce montant les dépenses qu'il a encourues ou qu'il estime devoir encourir au cours de cette période pour la mise en marché de ce bois et l'application du présent règlement ;
- c) multiplier la différence ainsi obtenue par le nombre de cordes de bois de chaque catégorie livrées par les producteurs.

11. Le Syndicat effectue aux producteurs qui ont vendu du bois, un versement initial dans les 3 semaines suivant la date du paiement par l'acheteur. Le montant de ce versement est celui estimé par le Syndicat pour chaque catégorie selon les articles 9 et 10.

12. Les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus en rapport avec la mise en vente en commun du bois et la vente exclusive par l'entremise du Syndicat, y compris le transport et le chargement du bois et les frais

occasionnés par les contrats relatifs à la mise en marché du bois qui peuvent être conclus en vertu du plan ou du présent règlement, ou suite à des sentences arbitrales qui en tiennent lieu, ainsi que s'il y a lieu ceux résultant de l'établissement d'un fonds de roulement ou d'une réserve nécessaire pour une application prévoyante du présent règlement, sont déduits du produit des ventes du bois.

13. Au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, le Syndicat établit pour chacun des producteurs et selon le volume de bois qu'il a vendu au cours de l'année précédente dans chacune des catégories, le prix net qui lui revient et il effectue le versement final, s'il y a lieu.

14. Chaque producteur dont le bois est vendu pendant la même période doit recevoir sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et de catégorie et d'égale qualité, mais dont le prix de vente aux acheteurs peut avoir varié pour des causes étrangères à la valeur propre du bois.

15. Le Syndicat n'est en aucun cas tenu d'acheter ou de recevoir, ni de mettre en marché, le bois coupé ou offert en vente par un producteur qui contrevient au présent règlement, au Règlement sur les contingents de mise en marché de sapin et d'épinette des producteurs de bois de la région de Québec-Sud (c. M-35, r.59) ou au Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois de la région de Québec-Sud (c. M-35, r.60), ou s'il met du bois en marché, ou tente de le faire, à des conditions contraires à celles légalement établies par le Syndicat.

16. Tout ajustement résultant d'erreurs ou d'omissions doit être effectué par le Syndicat au producteur concerné, le plus tôt possible après les événements y donnant lieu. Inversement, le Syndicat peut réclamer du producteur, directement ou par retenue sur les sommes dues, tout montant résultant d'erreurs ou d'omissions.

17. Le Syndicat peut conclure avec toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, tout contrat nécessaire ou utile à la réalisation du présent règlement.

18. Si un producteur considère que le présent règlement n'a pas été appliqué, ou que l'on a fait défaut de l'appliquer, il peut demander au bureau d'administration du Syndicat, dans les 60 jours suivant l'acte ou l'omission reprochés et le concernant directement, d'apporter les corrections nécessaires. S'il n'est pas satisfait, il peut, au cours des 15 jours suivant ce délai, demander à la Régie des marchés agricoles du Québec de reviser la décision du Syndicat ou d'ordonner à sa place ce qui doit être corrigé.



c. M-35, r.59

Règlement sur les contingents de mise en marché de sapin et d'épinette des producteurs de bois de la région de Québec-Sud

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots suivants signifient :

a) « acre » : une mesure de surface de 43 560 pieds carrés ;

b) « contingent individuel » : le nombre de cordes de bois qu'un producteur est autorisé à mettre en marché au cours d'une période déterminée par le Syndicat ;

c) « contingent global » : le nombre de cordes de bois que l'ensemble des producteurs peuvent mettre en marché au cours d'une année ;

d) « corde de bois » : un volume de 128 pieds cubes apparents ou l'équivalent de sapin et épinette ;

e) « groupement forestier » : un organisme qui, dans le cadre d'un programme élaboré par le ministère de l'Énergie et des Ressources, administre un programme d'aménagement et de coupes de bois sur un ou plusieurs terrains ;

f) « paroisse » : chacune des municipalités visées par le plan, telles qu'elles sont décrites selon les limites territoriales indiquées dans l'Atlas du code géographique du Québec, publié par le Bureau de la statistique du Québec, au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;

g) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec-Sud (c. M-35, r.61) ;

h) « producteur » : le même sens qu'au plan et il comprend un groupement forestier ;

i) « produit visé » : le bois de sapin et d'épinette produit dans la région visée par le plan ;

j) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;

k) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud ;

l) « terrain » : le fond de terre sur lequel il y a du bois en croissance.

2. Un producteur ne peut mettre en marché le produit visé à moins qu'un contingent individuel ne lui ait été attribué par le Syndicat. Ce contingent est annuel et ne vaut que pour la période indiquée au certificat émis.

3. Sauf dans le cas prévu au paragraphe 2 de l'article 14, le producteur qui possède des terrains dans plus d'une paroisse doit indiquer sur sa demande de contingent, le(s) nom(s) de la(les) paroisse(s) où il désire produire du bois ainsi que la quantité pour chacune des paroisses.

4. 1) Entre le 1^{er} et le 20 septembre de chaque année, le Syndicat fait parvenir aux producteurs une formule de demande de contingent individuel à leur dernière adresse connue.

2) Le producteur qui désire obtenir un contingent individuel pour une année donnée doit faire parvenir sa demande de contingent au Syndicat avant le 15 octobre qui précède l'année concernée, sur la formule fournie par le Syndicat. Le producteur doit fournir les renseignements qui y sont demandés.

3) Le Syndicat peut refuser d'émettre un certificat à un producteur s'il ne retourne pas la formule précitée au Syndicat dans le délai prescrit, ou s'il fait défaut d'y indiquer les renseignements requis.

5. Le producteur qui, au 30 septembre d'une année donnée, n'a pas reçu une formule de demande de contingent individuel pour l'année qui suit, doit aviser le Syndicat par écrit avant le 10 octobre suivant s'il désire obtenir un contingent individuel pour l'année qui suit. Sur réception de la formule du Syndicat, le producteur doit la retourner complétée dans le délai qui y est indiqué.

6. Le Syndicat établit le contingent global dès qu'il connaît les débouchés pour le produit visé et qu'il possède les autres renseignements nécessaires à cette fin. Il peut en tout temps modifier ce contingent global si les circonstances l'exigent et, s'il y a lieu, il peut alors apporter des changements proportionnels aux contingents individuels.

7. Le Syndicat attribue un contingent individuel au producteur qui lui en fait la demande selon les articles 4 ou 5 et lui fait parvenir un certificat à cet effet dès qu'il lui est possible de le faire après avoir établi le contingent global.

8. Le Syndicat attribue un contingent au producteur qui demande de mettre en marché un volume inférieur ou égal à 20 cordes.

Pour établir le contingent individuel du producteur qui fait une demande pour un volume supérieur à 20 cordes, le Syndicat tient compte d'une possibilité maximale de production de 5% du volume de bois sur pied sur le terrain de ce producteur, tel qu'il l'indique sur la formule de demande de contingent de mise en marché.

Le Syndicat peut en tout temps faire des vérifications selon l'article 16 et en cas de conflit, le volume établi par le Syndicat prévaut.

Cependant, le producteur peut faire appel en vertu du deuxième alinéa de l'article 10.

Si dans sa demande de contingent, le producteur omet d'établir le volume de bois sur pied, le Syndicat peut accorder un contingent de 20 cordes pour l'ensemble des terrains du producteur pour lesquels le volume de bois sur pied n'a pas été établi.

9. 1) Si la somme des quantités de bois qui pourraient être attribuées par contingents individuels aux producteurs correspond au contingent global, les contingents individuels ainsi calculés sont alloués aux producteurs.

2) Lorsque la somme des quantités de bois qui pourraient être attribuées par contingents individuels aux producteurs excède le contingent global pour une année donnée, tel qu'établi par le Syndicat, ce dernier peut réduire le contingent individuel de chaque producteur au *pro rata* sauf pour le minimum de 20 cordes qui demeure.

3) Lorsque la somme des quantités de bois qui pourraient être attribuées par contingents individuels aux producteurs est inférieure au contingent global tel qu'établi par le Syndicat pour une année donnée, ce dernier peut augmenter proportionnellement le pourcentage de la possibilité maximale de production de la quantité de bois sur pied sur le terrain des producteurs, et/ou augmenter proportionnellement le minimum de 20 cordes prévu à l'article 8.

10. Si un producteur désire mettre en marché un nombre de cordes de bois supérieur au volume établi selon l'article 8, il doit établir à la satisfaction du Syndicat que sa demande est justifiée par des circonstances particulières.

Si un producteur n'est pas satisfait de la décision du Syndicat, il peut en demander la révision au Syndicat qui doit alors soumettre le litige à la personne désignée à cette fin par la Régie. Cette personne peut procéder aux enquêtes qu'elle croit justifiées, effectuer un inventaire du terrain du producteur concerné et elle doit entre autre tenir compte, dans sa décision, tant de l'accroissement naturel

du boisé du producteur que du contingent global. Sa décision est finale quant au volume du contingent devant être attribué à un producteur.

11. Le volume de bois attribué par contingent individuel au producteur par le Syndicat peut être modifié ou reporté à l'année suivante s'il survient un événement de force majeure tel que grève, feu, lock-out, qui perturbe la réception aux usines, la livraison ou la production.

Le producteur qui ne peut produire en tout ou en partie la quantité de bois pour laquelle un contingent lui a été attribué, doit en aviser le Syndicat par écrit avant le 30 septembre de l'année pour laquelle il détient ce contingent.

12. Le Syndicat peut, au cours d'une année, émettre un contingent individuel à un producteur qui n'en a pas fait la demande dans les délais prévus aux articles 4 ou 5 s'il y a des débouchés disponibles pour lesquels des contingents n'ont pas été émis, ou si le Syndicat possède des renseignements lui indiquant que le volume de bois requis pour satisfaire au marché ne sera pas produit. Le Syndicat peut aussi émettre dans les mêmes circonstances, des contingents supplémentaires aux producteurs qui détiennent déjà des contingents individuels.

13. Le Syndicat détermine pour chaque producteur le lieu de livraison du bois pour lequel il a obtenu un contingent et à quel moment il peut le livrer, ainsi que les modalités de livraison et les personnes qui devront effectuer le transport.

Le Syndicat peut également déterminer des périodes différentes de livraison pour la partie qu'il détermine du contingent individuel du producteur.

14. 1) Le contingent individuel attribué est personnel au producteur ; il ne peut être acheté, loué, prêté, vendu, transféré ni utilisé par une autre personne que le producteur à qui il est attribué.

Le Syndicat peut toutefois transférer un contingent entre les époux, ou le père ou la mère et un ou des enfants, mais le nouveau propriétaire doit alors fournir une preuve satisfaisante de l'achat ou du transfert légal de la propriété du boisé.

2) Le contingent individuel ne peut être transféré dans une paroisse autre que celle pour laquelle le contingent individuel a été alloué, sauf dans le cas où l'ensemble des terrains d'un producteur est soumis à un plan de gestion approuvé par le ministère de l'Énergie et des Ressources.

15. Pour obtenir un contingent, le producteur ne doit pas avoir dérogé à l'article 14, ni fourni au Syndicat des

renseignements qui ne sont pas exacts et il doit se conformer au Règlement sur l'agence de vente et la mise en vente en commun du bois de la région de Québec-Sud (c. M-35, r.58).

16. 1) Le producteur doit fournir au Syndicat, dans le délai prescrit, tous les renseignements nécessaires pour établir chaque contingent individuel. Le Syndicat peut contrôler la véracité des renseignements fournis par le producteur et, à cette fin, celui-ci est tenu de produire, sur demande, tout document pertinent, dont celui établissant la propriété du terrain. Un inspecteur, dûment accrédité par le Syndicat, peut faire les enquêtes à cette fin et examiner le terrain du producteur concerné.

2) Si le producteur refuse ou fait défaut de remplir ces obligations, le Syndicat peut lui refuser un contingent individuel ou, s'il le croit opportun, il peut lui émettre un contingent individuel en fonction d'autres renseignements qu'il possède.

17. La Régie peut, pour cause, prolonger ou modifier les délais prévus au présent règlement, sauf ceux de l'article 18.

18. Sauf quant à l'article 10, si un producteur considère que le présent règlement n'a pas été appliqué correctement, il peut demander au Syndicat, dans les 30 jours suivant l'acte reproché et le concernant directement, d'apporter les corrections nécessaires. S'il n'est pas satisfait, il peut, au cours des 15 jours suivant ce délai, demander à la Régie de réviser la décision du Syndicat ou d'ordonner à sa place ce qui doit être corrigé.

Décision 2502 du 21.12.78, (1979) 111 G.O.II, 175

Décision 3056 du 04.02.81, (1981) 113 G.O.II, 1181



c. M-35, r.60

Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois de la région de Québec-Sud

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec-Sud (c. M-35, r.61) ;
- b) « producteur » : tout producteur du produit visé par le plan ;
- c) « produit visé » : le même sens que dans le plan ;
- d) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud.

2. Tout producteur doit payer les contributions suivantes, par unité de volume, pour le produit visé mis en marché :

- a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,50 \$;
- b) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,63 \$;
- c) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,76 \$;
- d) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,87 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1 \$;
- f) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 0,59 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 1 \$;
- h) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 1,78% du prix de vente à l'usine ;
- i) pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,22 \$ la tonne brute ;

j) pour le bois vendu au mètre cube apparent, une contribution de 0,14 \$ le mètre cube apparent.

3. La perception de ces contributions ainsi que les modalités de remise au Syndicat peuvent être déterminées par convention entre le Syndicat et les acheteurs du produit visé ou, selon le cas, avec les agents du Syndicat si une agence de vente est établie par règlement.

À défaut d'une telle convention ou d'un tel règlement, le producteur doit faire parvenir au Syndicat ces contributions au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le produit visé mis en marché le mois précédent.

4. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent servir à payer les dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan et des règlements.



c. M-35, r.61

Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec-Sud

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Ce plan a pour objet :

a) rechercher, arrêter et appliquer des normes de production rationnelle susceptibles d'empêcher la dilapidation des boisés et d'éviter toute surproduction ;

b) rechercher, arrêter et appliquer les mesures susceptibles de maintenir, d'accroître et d'améliorer les standards de qualité ;

c) rechercher et utiliser les moyens d'améliorer les conditions de production, d'abaisser le coût de revient et d'augmenter le rendement ;

d) mettre en marché le produit, en contrôler les diverses phases et recourir au temps jugé opportun et par les moyens les plus appropriés :

i. à la mise en vente en commun et à toutes ses modalités, tel que prévu par l'article 68 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

ii. à la négociation et à la signature de convention par le truchement d'un organisme représentatif, avec toutes autres personnes également engagées dans la mise en marché quant aux prix, au coût des services et à toutes conditions de nature à favoriser la poursuite de tous les objets du plan ;

e) rechercher les débouchés les plus avantageux et de nouveaux débouchés ;

f) rechercher les moyens d'assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;

g) rechercher et appliquer les moyens de protéger le producteur contre la perte injustifiée d'un débouché pour son produit et de pertes résultant de l'insolvabilité de toute personne engagée dans la mise en marché de son produit ou de toute autre cause ;

h) recourir aux moyens qui permettraient, en temps opportun, d'assurer le même prix à chaque producteur pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité ;

i) rechercher et appliquer les moyens de réduire les frais, autres que les frais de production, qui sont de nature à influencer sur le prix payé au producteur pour son produit ;

j) rechercher et appliquer les moyens d'assurer à chaque producteur tous les services utiles dans la mise en marché et de corriger les inégalités quant à l'obtention de ces services ;

k) rechercher et appliquer les moyens d'établir des relations directes entre le transformateur du produit et le producteur ;

l) coopérer avec toute personne engagée dans la mise en marché du produit pour en accroître et en améliorer l'écoulement et dans la recherche de solutions aux conflits ;

m) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national pour la mise en marché du produit dans les limites et hors du Québec ;

n) mener ou faire mener des enquêtes pour atteindre les objets du plan et prendre les mesures appropriées pour obtenir tout renseignement utile ;

o) confier à un syndicat de producteurs nanti des pouvoirs d'un office de producteurs, au sens de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, le soin de poursuivre les objets de ce plan et lui assurer les moyens matériels d'atteindre ce but.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec-Sud.

Aux fins des présentes, la région de Québec-Sud comprend le territoire suivant : les districts électoraux de Beauce et de Dorchester et le district électoral de Frontenac pour les endroits suivants : Saint-Evariste-de-Forsyth, Saint-Méthode-de-Frontenac, Saint-Robert-Bellarmin ; les paroisses de Courcelles et de Saint-Hilaire-de-Dorset ; les paroisses et villages de Saint-Gédéon et de Saint-Sébastien ; les villages de La Guadeloupe, Lambton et Saint-Ludger, ainsi que les cantons de Gayhurst, Gayhurst (partie Sud-Est) et Lambton.

3. Produits visés : Le plan vise la mise en marché du bois résineux et feuillu de la région de Québec-Sud, provenant des boisements des producteurs intéressés, à l'exclusion des érablières exploitées pour y produire du sirop et du sucre d'érable, ainsi que le bois provenant des boisements pour lesquels une association de personnes engagées dans la coupe du bois, selon la formule des chantiers coopéra-

tifs, détient un permis de coupe du ministère de l'Énergie et des Ressources.

4. Qualité requise pour être un producteur intéressé : Aux fins des présentes, un producteur intéressé est toute personne, propriétaire d'un boisement de 10 acres et plus, qui met en marché des bois feuillus et résineux provenant de ce boisement, ainsi que toute association de personnes engagées dans la coupe du bois, selon la formule des chantiers coopératifs, et qui détient un permis de coupe du ministère de l'Énergie et des Ressources.

5. Extension juridique : Le plan est exécutoire, régit et lie tous les producteurs actuels et à venir qui possèdent la qualité et rencontrent les conditions définies aux articles précédents, ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché du produit agricole visé par le plan.

6. Surveillance et administration : La mise en oeuvre, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées au Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud. Le Syndicat a sa principale place d'affaires à Saint-Georges-Ouest, comté de Beauce.

7. Agent de négociation et de vente : L'agent de négociation et l'agent de vente du plan est le Syndicat ou son délégué.

8. Devoirs, obligations et engagements des producteurs : Le producteur doit :

a) se conformer à toutes les décisions et à tous les règlements adoptés par le conseil d'administration du Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont ce dernier est investi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat, ou son délégué, dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions d'administrateur du plan ;

c) faire connaître au Syndicat, sur demande, l'étendue et la composition de ses réserves forestières et ses possibilités de coupe ;

d) informer le Syndicat de toute maladie affectant son produit ayant comme conséquence d'en réduire considérablement la production ou d'en affecter la qualité ;

e) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la bonne application du plan ;

f) respecter les quotas de coupe et de vente établis par le Syndicat ;

g) se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et se soumettre à toute inspection visant à vérifier les normes établies pour le produit visé ;

h) identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

i) confier au Syndicat l'exclusivité de la vente du produit visé ;

j) écouler, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé auprès de l'acheteur ou des acheteurs, de l'agent-acheteur ou des agents-acheteurs désignés par le Syndicat ;

k) recourir au mode de transport et au transporteur, au mode d'entreposage et à l'entrepoteur désignés par le Syndicat ;

l) n'expédier le produit visé qu'à l'endroit désigné par le Syndicat ;

m) respecter les quotas de livraison établis par le Syndicat ;

n) payer les frais d'organisation et d'administration du plan, ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le Syndicat établira et, s'il y a lieu, autoriser le Syndicat à recevoir cette somme ;

o) payer sa quote-part de toute somme due à un transporteur ou un entrepoteur désignés par le Syndicat, conformément aux modalités établies par le Syndicat et autoriser, s'il y a lieu, tout acheteur à prélever cette part sur le prix de vente et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui.

9. Devoirs du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs du Syndicat sont :

a) accomplir tout devoir et obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) se consacrer à la poursuite des objets du plan ;

c) en tant qu'administrateur du plan, tenir une comptabilité distincte de celle du syndicat professionnel.

10. Pouvoirs et attributions du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Le Syndicat peut :

a) arrêter les conditions de coupe, de conservation, de manutention ou de déplacement du produit visé par le plan ;

b) continger la production, la coupe et la vente du produit visé et prohiber la mise en marché en violation du

contingent ou quota établi, et émettre des quotas de coupe et de vente aux producteurs liés par le plan ;

c) fixer un prix provisoire avant la vente et en prescrire les modalités de paiement ;

d) retenir les services de sous-agents de vente et définir leurs pouvoirs et leurs attributions ;

e) dans les limites des pouvoirs qui lui sont accordés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur concerné, régi par le plan ;

f) arrêter une marque ou des marques distinctives permettant d'identifier le produit des producteurs quant à sa qualité et comme produit visé par le plan, et imposer l'usage de telles marques ;

g) garantir les quantités, les normes et qualités du produit visé requises par les acheteurs, obliger les producteurs à rencontrer ces exigences et, si nécessaire, recourir à d'autres sources pour rencontrer ces engagements ;

h) établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan, ainsi que des postes de vente en commun ;

i) retenir les services de transporteurs, d'entrepôts et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire pour la mise en marché du produit visé ;

j) assurer le paiement des services rendus par les transporteurs, les entrepositaires et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire pour la mise en marché du produit visé et déterminer la part que doit supporter chaque producteur, ainsi que le mode de perception ;

k) exiger, avec l'autorisation de la Régie des marchés agricoles du Québec, des industriels, des acheteurs, des transporteurs, des entrepositaires ou de toute autre personne engagée dans la mise en marché avec qui il contracte, une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière ;

l) négocier avec toute personne tenue de le faire, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toutes les conditions de mise en marché et, spécialement :

i. le prix de vente du produit visé et de tout service requis pour la mise en marché ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport ;

iii. les conditions, modalités et prix de l'entreposage ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé par le plan ;

iv. l'appréciation de la qualité et de la quantité du produit par des représentants attitrés et compétents du Syndicat ;

v. les normes de qualité et d'inspection ainsi que le mesurage ou le pesage ;

vi. les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement des acheteurs, ainsi que les quantités de bois que ces derniers devront acheter des producteurs régis par le plan ;

vii. l'application d'un système de quota ;

viii. les modes de retenue par l'acheteur des contributions nécessaires pour financer le plan et leur remise au Syndicat, ainsi que de toute somme requise pour assurer le paiement de services rendus par les intermédiaires et sa remise au Syndicat ;

ix. les conditions de surveillance relatives au paiement du prix du produit visé par le plan suivant son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ;

x. les conditions du paiement du prix de vente ;

xi. la durée des contrats et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

xii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage ;

xiii. la nature de la garantie de responsabilité ou de la preuve de solvabilité ;

xiv. la tenue de registres indiquant les transactions avec les producteurs, l'utilisation du produit reçu, la forme et la fréquence des rapports, de même que la production de documents établissant des transactions et cette utilisation ;

m) arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

n) établir un comité de bonne entente pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan et en déterminer les règlements ;

o) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à la bonne application du plan, tel renseignement devant être tenu pour confidentiel ;

p) mener ou faire mener toute enquête de nature à l'aider à atteindre les buts visés par le plan ;

q) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors du Québec, du produit visé par le plan et d'exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir

les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction.

11. Administration du plan :

- 1) Le plan est administré par le Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud.
- 2) Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de l'article 4.
- 3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat.
- 4) Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs régis par le plan, et y faire rapport de son mandat.
- 5) Si le Syndicat ne représente pas, dans l'opinion de la Régie des marchés agricoles du Québec, la majorité des producteurs régis par le plan, elle doit décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs est composé de 7 administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie. Les administrateurs subséquents sont élus par les producteurs au cours de leur assemblée annuelle.

L'office de producteurs et ses administrateurs ont les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu des présentes, et les biens et obligations du Syndicat qu'il a obtenus à titre d'administrateur du plan sont transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si le Syndicat peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie, qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie peut, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'office des producteurs est alors aboli, et ses biens et obligations transférés au Syndicat de la façon prescrite par la Régie.

12. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud.

Le montant de la contribution est déterminé par règlement du Syndicat, approuvé par les producteurs réunis en assemblée générale et par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Le mode de perception de la contribution est déterminé par règlement du Syndicat approuvé par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

Décision du 16.12.65, (1966) 98 G.O., 220

Décision 1876 du 01.10.75, (1975) 107 G.O.II, 5419



c. M-35, r.62

Règlement sur l'exclusivité de la vente des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « acheteur » : toute personne qui transforme le produit visé par le présent règlement ;

b) « agent » : toute personne qui représente le Syndicat et dont les activités sont déterminées par contrat avec le Syndicat ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean (c. M-35, r.64) ;

d) « prix de vente » : le prix déterminé par contrat, ou par sentence arbitrale en tenant lieu, entre le Syndicat et l'acheteur du produit visé ;

e) « producteur » : tout producteur de bois visé par le plan ;

f) « produit visé » : le bois des producteurs visés par le plan et destiné à une usine de transformation de bois ;

g) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

2. Le produit visé par le présent règlement est mis en marché sous la direction et la surveillance du Syndicat.

3. Tout producteur doit mettre le produit visé en marché conformément au présent règlement et recourir au Syndicat comme agence de vente.

4. Le Syndicat peut conclure avec un agent ou toute autre personne engagée dans la mise en marché du produit visé tout contrat nécessaire ou utile à la mise en application du présent règlement.

Le Syndicat doit informer le plus tôt possible les producteurs concernés, des noms des personnes avec qui il a conclu une entente. Ils peuvent alors faire affaire avec l'une ou l'autre de celles-ci.

5. Le Syndicat perçoit de l'acheteur le prix de vente du produit visé selon les modalités prévues au contrat ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu.

6. Dès qu'il connaît le produit de la vente, le Syndicat détermine le prix net à chaque producteur par essence ou groupe d'essences. Ce prix s'obtient en déduisant du prix de vente la contribution prévue pour l'administration du plan et les coûts d'expédition résultant du contrat négocié avec l'agent et/ou toute autre personne engagée dans la mise en marché.

7. Dans les 10 jours suivant la réception de la remise de l'acheteur, le Syndicat remet à l'agent et/ou au producteur les montants dus selon l'article 6. Toute autre remise doit être effectuée dans les mêmes délais.

8. Tout ajustement résultant d'erreur ou d'omission involontaire doit être effectué le mois suivant.

9. Toute décision prise par le Syndicat aux termes du présent règlement peut être révisée en suivant les étapes suivantes.

Tout problème doit d'abord être soumis par écrit au secrétaire du Syndicat au plus tard 90 jours de la date de la décision que le producteur désire contester. Le secrétaire doit tenter d'y apporter une solution dans les 10 jours.

À défaut, le secrétaire soumet le problème à un comité formé de 3 producteurs intéressés nommés par le conseil d'administration. Ce comité fait enquête et doit faire ses recommandations à l'exécutif du Syndicat dans les 20 jours.

L'exécutif doit faire connaître sa décision au plus tard 20 jours après le rapport du comité.

Si la décision de l'exécutif ne satisfait pas le producteur ou si l'exécutif ne rend pas de décision dans le délai prévu, il est loisible au producteur de porter le litige devant la Régie des marchés agricoles du Québec.



c. M-35, r.63

Règlement sur le montant et le mode de perception d'une contribution spéciale pour la recherche de nouveaux débouchés pour les producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean (c. M-35, r.64) ;

b) « prix brut » : le prix du bois établi suivant le Règlement sur l'exclusivité de la vente des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean (c. M-35, r.62) ;

c) « producteur » : le même sens qu'à l'article 4 du plan ;

d) « produit visé » : le même sens qu'à l'article 3 du plan ;

e) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

2. Le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur une contribution spéciale de 0,50 \$ la corde du produit visé mis en marché.

3. Le Syndicat doit utiliser cette contribution spéciale uniquement pour défrayer le coût d'études relatives à la recherche de débouchés pour la mise en marché du produit visé.

4. Tout producteur est tenu de payer au Syndicat la contribution ainsi fixée. Cette contribution est déduite en même temps et de la même façon que les autres contributions autorisées en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

5. Les contributions prélevées en vertu du présent règlement sont versées dans un fonds spécialement établi à cette fin, et les intérêts provenant de son administration en font partie. Le Syndicat doit établir et tenir une comptabilité distincte pour cette contribution spéciale.

6. Le Syndicat doit rendre compte de l'administration et de l'utilisation du fonds à l'assemblée générale annuelle des producteurs.

7. Personne ne peut réclamer du Syndicat le remboursement des contributions spéciales versées en vertu du présent règlement, sauf s'il est établi qu'il y a eu erreur.



c. M-35, r.64

Plan conjoint des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Loi sur mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Ce plan a pour objet :

a) obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé ;

b) ordonner et contrôler la production du produit visé pour prévenir la dilapidation des boisements, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;

c) ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre le transformateur du produit et le producteur ;

d) ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché ;

e) rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût, d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs et de corriger les inégalités dans leur obtention ou leur coût ; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ou contre la perte injustifiée d'un débouché ; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production ; de maintenir et d'accroître la qualité et d'augmenter le rendement des boisements et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs ;

f) mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan ;

g) rechercher les débouchés et les utilisations les plus avantageux, ainsi que de nouveaux débouchés et de nouvelles utilisations ;

h) prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'accroître et d'améliorer l'écoulement du produit visé ;

i) constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé ;

j) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial, national et international en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

3. Produit visé : Le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec, est le produit visé par le présent plan.

4. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé : Toute personne, propriétaire ou possesseur à quel titre que ce soit, d'un boisement couvrant une superficie de 10 acres et plus, situé dans les comtés municipaux de Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami, Lac-Saint-Jean et Roberval, qui peut mettre le produit en marché, est un producteur intéressé.

5. Étendue de l'application et extension juridique du plan : Le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de l'application du plan, continuent à remplir ou reçoivent les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

6. Réalisation du plan : La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées au Syndicat des producteurs de bois du Saguenay.

7. Agent de négociation et de vente : Le Syndicat des producteurs de bois du Saguenay est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan.

8. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par le Syndicat ou son délégué, dans l'exercice des pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

c) se procurer un quota de production et de vente et le respecter ;

d) confier au Syndicat l'exclusivité de la mise en marché de sa production ;

e) se conformer aux normes de qualité et de production établies par le Syndicat et se soumettre à toute inspection visant à vérifier l'observance de ces normes ;

f) payer les frais d'administration du plan ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le Syndicat établira et autoriser tout acheteur à prélever sa quote-part et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui ;

g) identifier son produit par la marque arrêtée par le Syndicat qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

h) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan ;

i) diriger, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé vers un ou des acheteurs, un agent d'acheteurs ou des agents d'acheteurs désignés par le Syndicat ;

j) n'expédier le produit visé qu'au moment et à l'endroit déterminés par le Syndicat.

9. Devoirs du Syndicat, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs du Syndicat sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés provincial, national et international ;

c) mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, de bonifier les débouchés existants et d'améliorer les conditions de mise en marché du produit visé.

10. Pouvoirs et attributions du Syndicat, agent de négociation et agent de vente : Le Syndicat peut :

a) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

b) émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan ;

c) réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie ;

d) sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan, ainsi que le mode de perception de cette participation, et constituer des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé ;

e) retenir les services de transporteurs, de transformateurs, d'entrepôts et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

f) établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan, et délimiter les zones desservies par ces postes ;

g) statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit ;

h) prescrire le classement et le marquage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et le marquage doivent se faire et établir à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières ;

i) continger la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée ;

j) déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise ;

k) ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit, et à cette fin :

i. ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes ;

ii. prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix de vente ;

iii. obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser au Syndicat ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ; si le prix fixé excède le prix de vente, le Syndicat ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur ;

iv. obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix au Syndicat ou à un agent de vente pour que le Syndicat ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur ;

l) déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions ;

m) signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;

n) établir un comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions ;

o) établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit ;

p) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

q) obtenir des acheteurs les renseignements et documents nécessaires à la surveillance du paiement du prix du produit visé suivant son utilisation ;

r) faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan ;

s) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement :

i. le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, s'il y a lieu, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé ;

iii. l'appréciation de la quantité, du poids, de la forme, de la qualité, ainsi que des normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attitré du Syndicat ;

iv. les conditions de surveillance relative au paiement du prix du produit visé, suivant sa classification et son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ainsi que leur forme et la fréquence de leur production ;

v. les conditions de livraison ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan et sa remise au Syndicat ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au Syndicat ou son délégué ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité ;

x. quant au bois provenant des producteurs visés par le plan, l'endroit où l'acheteur peut se procurer la quantité qu'il achètera.

11. Administration du plan :

1) Le plan est administré par le Syndicat des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean composé de 7 administrateurs qui doivent être des producteurs intéressés au sens de l'article 4.

2) Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan pour rendre compte de ses activités, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée, procéder à la nomination d'un vérificateur et à l'élection de ses administrateurs.

3) Un administrateur du Syndicat qui cesse d'être un producteur intéressé ou qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions doit être remplacé par les autres administrateurs en fonction.

4) Sauf les cas où la Loi sur la mise en marché des produits agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan et à l'exercice des pouvoirs du Syndicat est faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal *La Terre de chez nous*.

12. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de 0,50 \$ la corde de bois ou son équivalent, mise en marché.

Les contributions versées au Syndicat en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

13. Règle d'interprétation : Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan, ou d'un règlement, le texte français prévaut.

Décision 766 du 08.07.69, (1969) 101 G.O., 4085

Décision 799 du 18.02.70, (1970) 102 G.O., 1480

Décision 1070 du 09.02.72, (1972), 104 G.O., 1971



c. M-35, r.65

Règlement sur l'exclusivité de la vente des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

- a) « acheteur » : toute personne qui transforme le produit visé par le présent règlement ;
- b) « agent » : toute personne qui représente l'Office et dont les activités sont déterminées par contrat avec l'Office ;
- c) « Office » : l'Office des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière ;
- d) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (c. M-35, r.67) ;
- e) « prix de vente » : le prix déterminé par contrat, ou par sentence arbitrale en tenant lieu, entre l'Office et l'acheteur du produit visé ;
- f) « producteur » : tout producteur de bois visé par le plan ;
- g) « produit visé » : le bois des producteurs visés par le plan et destiné à une usine de transformation de bois.

2. Le produit visé par le présent règlement est mis en marché sous la direction et la surveillance de l'Office.

3. Tout producteur doit mettre le produit visé en marché conformément au présent règlement et recourir à l'Office comme agence de vente.

4. L'Office peut acheter le produit visé de tout producteur et peut conclure avec un agent ou toute autre personne engagée dans la mise en marché du produit visé tout contrat nécessaire ou utile à la mise en application du présent règlement.

5. L'Office perçoit de l'acheteur le prix de vente du produit visé selon les modalités prévues au contrat ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu.

6. Dès qu'il connaît le produit de la vente, l'Office détermine le prix net à chaque producteur par essence ou groupe d'essences. Ce prix s'obtient en déduisant du prix de vente la contribution prévue pour l'administration du plan, les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'exécution du présent règlement, les coûts d'expédition et les frais d'exécution résultant du contrat négocié avec l'agent et/ou toute autre personne engagée dans la mise en marché.

7. Dans les 10 jours suivant la réception de la remise de l'acheteur, l'Office remet à l'agent et/ou au producteur les montants dûs selon l'article 6. Toute autre remise doit être effectuée dans les mêmes délais.

8. Tout ajustement résultant d'erreur ou d'omission involontaire doit être effectué le mois suivant.

9. Toute décision prise par l'Office aux termes du présent règlement peut être révisée en suivant les étapes suivantes.

Tout problème doit d'abord être soumis par écrit au secrétaire de l'Office au plus tard 90 jours de la date de la décision que le producteur désire contester. Le secrétaire doit tenter d'y apporter une solution dans les 10 jours.

À défaut, le secrétaire soumet le problème à un comité formé de 3 producteurs intéressés nommés par le conseil d'administration. Ce comité fait enquête et doit faire ses recommandations à l'exécutif de l'Office dans les 20 jours.

L'exécutif doit faire connaître sa décision au plus tard 20 jours après le rapport du comité.

Si la décision de l'exécutif ne satisfait pas le producteur ou si l'exécutif ne rend pas de décision dans le délai prévu, il est loisible au producteur de porter le litige devant la Régie des marchés agricoles du Québec.

Décision 1424 du 08.11.73, (1973) 105 G.O.II, 6447

Décision 1844 du 06.11.75, (1975) 107 G.O.II, 6283



c. M-35, r.66

Règlement sur le paiement et la perception de la contribution pour l'administration du plan conjoint des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

a) « Office » : l'Office des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière chargé d'appliquer le plan ;

b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (c. M-35, r. 67).

2. Tout producteur visé par le plan doit payer à l'Office les contributions suivantes pour le bois mis en marché :

a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,60 \$;

b) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,75 \$;

c) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$), une contribution de 0,90 \$;

d) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,05 \$;

e) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,20 \$;

f) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 0,71 \$;

g) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 1,20 \$;

h) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 2,14% du prix de vente à l'usine ;

i) pour le bois vendu à la tonne, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,24 \$ la tonne brute ;

j) pour le bois vendu au mètre cube, une contribution de 0,19 \$ le mètre cube ;

k) pour le bois vendu à la tonne métrique, à l'état brut, écorcé ou transformé en copeaux, une contribution de 0,30 \$ la tonne métrique.

3. Le producteur doit verser la contribution prévue à l'article 2 au bureau de l'Office, situé à La Pocatière, au plus tard dans les 30 jours suivant celui où le bois a été mis en marché, à moins qu'elle n'ait été retenue par l'Office ou par une autre personne spécialement autorisée à prélever cette contribution en vertu d'une convention conclue avec l'Office.

4. Lorsque les producteurs sont tenus de mettre en marché leur bois par l'entremise de l'Office, à titre d'agent de vente, et que ce dernier reçoit les sommes dues aux producteurs pour le bois mis en marché, la contribution prévue au présent règlement est déduite du produit des ventes par l'Office.

5. L'Office peut également convenir avec ses agents, ou avec l'un ou l'autre des acheteurs du produit visé par le plan, du prélèvement de la contribution ainsi que les modalités de sa remise à l'Office.

Décision 2152 du 11.05.77, (1977) 109 G.O.II, 2693

Décision 2656 du 14.06.79, (1979) 111 G.O.II, 4797

Décision 3197 du 23.06.81, (1981) 113 G.O.II, 3368



c. M-35, r.67

Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la Pocatière

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Le plan est désigné comme : Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

2. L'Office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan est désigné comme l'Office des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, et a sa principale place d'affaires à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska.

3. Cet Office est formé de 7 membres, tous producteurs de bois *bona fide* régis par le plan, dont un président, un vice-président et un trésorier.

4. Les administrateurs de l'Office sont élus à l'assemblée annuelle de tous les producteurs régis par le plan. On ne doit pas élire plus d'un membre par paroisse.

5. Tout administrateur de l'Office qui cesse d'être un producteur régi par le plan, doit être remplacé par les autres membres de l'Office.

6. Le plan dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'Office régit tous les cultivateurs et les propriétaires de lots à bois, producteurs de bois de pulpe, bois de sciage et bois d'oeuvre en général, dans les comtés de Montmagny, L'Islet, Kamouraska et les paroisses de Notre-Dame-du-Portage, Saint-Patrice, Saint-François-Xavier, Saint-Ludger et Saint-Antonin dans le comté de Rivière-du-Loup, vendu aux compagnies forestières ou autres acheteurs du Québec, faisant affaires dans ces comtés et paroisses désignés comme région de Sainte-Anne-de-La-Pocatière.

7. Les agents de négociation et de vente sont l'Office des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière ou ses délégués.

8. Les obligations, pouvoirs et attributions de l'Office sont ceux que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants :

1) Obligations :

a) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan, de la gestion et de l'administration de l'Office, y compris la présentation d'un état financier détaillé ;

b) fournir à la Régie des marchés agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celle-ci peut exiger ;

c) appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan ;

d) surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du bois, en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés : producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs ;

e) orienter la production en accord avec l'accroissement des boisés et les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité.

2) Pouvoirs et attributions : Négocier avec les compagnies forestières ou autres acheteurs de bois et toutes autres parties accréditées par la Régie des marchés agricoles du Québec en vertu de l'article 58 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles :

a) **généralement** : la mise en marché et la vente des bois tendres et durs aux compagnies forestières ou autres acheteurs du Québec, faisant affaires dans les paroisses mentionnées à l'article 6 et provenant des boisés autres que ceux affermés par la Couronne, des producteurs soumis au plan ;

b) particulièrement :

i. les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de bois aux compagnies forestières ou autres acheteurs ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport du bois aux manufactures de pâte à papier et aux postes de réception de ces derniers ou aux établissements des autres acheteurs ;

iii. l'appréciation de la qualité et de la quantité des produits du bois, mis en marché selon le plan par les représentants attitrés et compétents de l'Office ;

iv. les normes de qualité, d'inspection et de mesurage des bois tendres et durs ;

v. le prix de vente et les conditions de paiement ;

vi. les modes de retenue, par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'Office ;

vii. la durée des contrats et du plan et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. négocier les sources d'approvisionnement en bois de ces compagnies ou autres acheteurs ;

ix. la protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan ;

x. former un comité de coopération pour tenter de régler les différends qui pourront survenir entre les parties dans le cours de l'exécution des conventions souscrites selon le plan ;

xi. former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal peut être la Régie des marchés agricoles du Québec ;

xii. autoriser et recevoir, à même les montants payables à chaque producteur de bois tendre et dur, régi par le plan, un prélevé de 0,35 \$ par corde de bois mesurant 4' × 8' × 4' ou son équivalent, vendue aux acheteurs. Les prélèvements ainsi remis à l'Office doivent servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan dans lesquelles sont comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en oeuvre, des mesurages et vérifications qu'elle pourra amener ;

xiii. les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits aux producteurs de bois sont distribués à la fin de l'année à ces mêmes producteurs selon le nombre de cordes de bois qu'ils ont vendues par l'entremise du plan ;

xiv. exiger des acheteurs de bois qu'une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière soit fournie ;

xv. tels autres pouvoirs que la Régie des marchés agricoles du Québec peut, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'Office ;

xvi. coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

9. L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan est l'Office des producteurs de bois de la région de Sainte-Anne-de-la-Pocatière qui est investi de la

personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

10. Le présent plan est exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

11. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'Office ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimal de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

12. Sont aussi liés par le plan, les producteurs non-membres qui vendent leurs produits à une coopérative, et cette dernière est également liée par le présent plan pour l'achat de ces produits.

13. Ne sont pas liés par le présent plan :

a) les producteurs qui vendent directement leurs produits à un consommateur ou à un marchand détaillant qui n'exploite pas plus de 3 magasins ou succursales ;

b) les producteurs pour ce qui est de leurs engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis leur coopérative, et une coopérative pour ce qui est de ses engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis une autre coopérative, pourvu toutefois, que sur demande, une preuve satisfaisante de ces engagements soit fournie à la Régie des marchés agricoles du Québec.

Décision du 24.02.59, (1959) 91 G.O., 1310

Décision du 12.01.60, (1960) 92 G.O., 352

Décision du 15.04.60, (1960) 92 G.O., 1923



c. M-35, r.68

Règlement sur le paiement et la perception des contributions des producteurs de bois de la vallée de la Gatineau

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Office » : l'Office des producteurs de bois de la Gatineau ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de bois de la vallée de la Gatineau (c. M-35, r.69) ;
- c) « producteur » et « produit visé » : le même sens que celui donné à ces expressions dans le plan.

2. Tout producteur visé par le plan doit payer les contributions suivantes, par unité de volume, pour le produit visé mis en marché :

- a) pour le bois vendu à la tonne métrique, à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,37 \$ la tonne brute ;
- b) pour le bois vendu au mètre cube apparent, une contribution de 0,24 \$ le mètre cube apparent ;
- c) pour le bois vendu au mètre cube solide, une contribution de 0,39 \$ le mètre cube solide ;
- d) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents ($4' \times 4' \times 8'$), une contribution 0,85 \$;
- e) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents ($5' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,01 \$;
- f) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents ($6' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,28 \$;
- g) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents ($7' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,49 \$;
- h) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents ($8' \times 4' \times 8'$), une contribution de 1,70 \$;
- i) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de 1 \$;
- j) pour chaque unité de volume de 1 000 pieds mesure de planche (1 000 P.M.P.), une contribution de 1,70 \$;

k) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 3,1% du prix de vente à l'usine ;

l) pour le bois vendu à la tonne anglaise (2 000 lb), à l'état brut ou transformé en copeaux, une contribution de 0,34 \$ la tonne brute ;

m) pour le bois vendu au 1 000 livres, une contribution de 0,17 \$;

n) pour chaque unité de bois de chauffage ($4' \times 8' \times 16'$), une contribution de 0,28 \$.

3. La perception de ces contributions ainsi que les modalités de remise à l'Office peuvent être déterminées par voie de convention entre l'Office et les acheteurs du produit visé ou, selon le cas, avec les agents de l'Office si une agence de vente est établie par règlement. Si l'Office effectue la mise en vente en commun du produit visé, il peut retenir les contributions à même le produit des ventes.

À défaut de la convention ou du règlement mentionné au premier alinéa, le producteur doit faire parvenir à l'Office ces contributions au plus tard le 15^e jour de chaque mois pour le produit visé mis en marché le mois précédent.

4. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent servir à payer des dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan et des règlements.



c. M-35, r.69

Plan conjoint des producteurs de bois de la vallée de la Gatineau

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Ce plan a pour objet :

a) obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé ;

b) ordonner et contrôler la production du produit visé pour prévenir la dilapidation des boisements, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché ;

c) ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre le transformateur du produit et le producteur ;

d) ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché ;

e) rechercher les moyens de corriger les inégalités quant à l'obtention des services requis pour mettre en marché le produit visé, de les améliorer, d'en réduire le coût et d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs ; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ou contre la perte injustifiée d'un débouché ; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production ; de maintenir et d'accroître la qualité et d'augmenter le rendement des boisements et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs ;

f) mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan ;

g) rechercher les débouchés et les utilisations les plus avantageux ainsi que de nouveaux débouchés et de nouvelles utilisations ;

h) prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'accroître et d'améliorer l'écoulement du produit visé ;

i) constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé ;

j) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial, national et international en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec ;

k) confier à un office de producteurs du produit visé la réalisation des objets du plan conjoint et lui assurer les moyens matériels requis.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de bois de la vallée de la Gatineau.

3. Produit visé : Le bois, feuillu ou résineux provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

4. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé : Toute personne propriétaire ou possesseur à quelque titre que ce soit d'un boisé couvrant une superficie de 10 acres et plus, situé dans les municipalités suivantes : la municipalité de la ville de Maniwaki ; la municipalité du village de Gracefield ; les municipalités de canton suivantes : Aumond, Bouchette, Cameron, Hincks, Lytton, Sicotte et Wright ; les municipalités sans désignation suivantes : Blue Sea, Bois-Francis, Montcerf, Délage, Egan-Sud, Messines, Northfield, et Sainte-Thérèse de la Gatineau.

5. Étendue de l'application et extension juridique du plan : Le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et tous les producteurs qui, au cours de l'application du plan, continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

6. Réalisation du plan : La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées à l'Office des producteurs de bois de la Gatineau.

7. Agent de négociation et de vente : L'Office des producteurs de bois de la Gatineau est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan.

8. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par l'Office dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) honorer toute convention et tout contrat passés par l'Office ou son délégué, dans l'exercice des pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

c) se procurer un quota de production et de vente et le respecter ;

d) confier à l'Office l'exclusivité de la mise en marché de sa production ;

e) se conformer aux normes de qualité et de production établies par l'Office et se soumettre à toute inspection visant à vérifier l'observance de ces normes ;

f) payer les frais d'administration du plan ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que l'Office établira et autoriser tout acheteur à prélever sa quote-part et à en faire remise à l'Office ou à toute personne désignée par lui ;

g) contribuer à la constitution des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé et autoriser tout acheteur à prélever cette contribution et à en faire remise à l'Office ou à toute personne désignée par lui ;

h) identifier son produit par la marque arrêtée par l'Office qui le désigne comme étant un produit visé par le plan ;

i) fournir à l'Office tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan ;

j) diriger, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé vers un ou des acheteurs, un agent d'acheteurs ou des agents d'acheteurs désignés par l'Office ;

k) n'expédier le produit visé qu'au moment et à l'endroit déterminés par l'Office.

9. Devoirs de l'Office en tant qu'agent de négociation et agent de vente : Les devoirs de l'Office sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés provincial, national et international ;

c) mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, de bonifier les débouchés existants et d'améliorer les conditions de mise en marché du produit visé.

10. Pouvoirs et attributions de l'Office en tant qu'agent de négociation et agent de vente : L'Office peut :

a) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

b) émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan ;

c) réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie ;

d) sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à tout fonds de réserve qui pourra être créé, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

e) retenir les services de transporteurs, de transformateurs, d'entrepôts et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

f) exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession ;

g) planifier le transport du produit visé pour en réduire le coût et assurer aux acheteurs des approvisionnements réguliers et suffisants ;

h) établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan, et délimiter les zones desservies par ces postes ;

i) statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit ;

j) prescrire le classement et l'étiquetage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et l'étiquetage doivent se faire et établir à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières ;

k) continger la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée ;

l) déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise ;

m) ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les produc-

teurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin :

i. ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes ;

ii. prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix de vente ;

iii. obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser à l'Office ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ; si le prix fixé excède le prix de vente, l'Office ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur ;

iv. obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix à l'Office ou à un agent de vente pour que l'Office ou l'agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur ;

n) déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions ;

o) signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminant la durée et les conditions de renouvellement ;

p) établir un comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, et déterminer les règlements et la portée de ses décisions ;

q) établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit ;

r) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

s) obtenir des acheteurs les renseignements et documents nécessaires à la surveillance du paiement du prix du produit visé suivant son utilisation ;

t) faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan ;

u) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement :

i. le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix ;

ii. les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, s'il y a lieu, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé ;

iii. l'appréciation de la quantité, du poids, de la forme, de la qualité, ainsi que des normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attiré de l'Office ;

iv. les conditions de surveillance relatives au paiement du prix du produit visé, suivant sa classification et son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ainsi que leur forme et la fréquence de leur production ;

v. les conditions de livraison ;

vi. les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan et sa remise à l'Office ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise à l'Office ou son délégué ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité ;

x. les priorités à donner aux producteurs assujettis au présent plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement des acheteurs, ainsi que les quantités de bois que ces derniers devront acheter des producteurs assujettis au plan.

11. Administration du plan :

1) Le plan est administré par l'Office des producteurs de bois de la Gatineau.

Le secrétaire-trésorier est nommé par le conseil d'administration mais n'en fait pas partie.

La principale place d'affaires de l'Office est à Saint-Eustache, comté Deux-Montagnes.

2) Les administrateurs de l'Office doivent être des producteurs intéressés, au sens de l'article 4.

3) a) Les administrateurs de l'Office sont élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan.

b) On ne doit pas élire plus d'un membre par paroisse.

c) Tout administrateur de l'Office qui cesse d'être un producteur régi par le plan doit être remplacé par les autres administrateurs de l'Office.

4) L'Office doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan pour rendre compte de ses activités, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur.

5) Sauf les cas où la Loi sur la mise en marché des produits agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan et à l'exercice des pouvoirs de l'Office est faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal *La Terre de Chez-Nous*.

12. Disposition spéciale : Si plus de 50% des producteurs visés par le plan adhèrent à un syndicat professionnel, l'Office peut soumettre à une assemblée générale des producteurs réunis à cette fin, le transfert de l'exécution du plan à ce syndicat, selon la procédure prévue à l'article 31 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

13. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par l'Office.

Le montant de cette contribution est déterminé par l'Office, au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de 0,35 \$ la corde de bois ($4' \times 8' \times 4'$) ou son équivalent, vendu aux acheteurs par les producteurs visés par le plan.

Les contributions versées à l'Office, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.



c. M-35, r.70

Règlement sur la contribution financière pour l'application et l'administration du Plan conjoint des producteurs de lait du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

- a)* « Fédération » : la Fédération des producteurs de lait du Québec ;
- b)* « contribution » : la ou les contributions autorisées par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- c)* « producteur » : toute personne qui produit ou met en marché le produit visé par le plan ;
- d)* « plan » : le Plan conjoint des producteurs de lait du Québec.

2. Tout producteur doit payer à la Fédération une contribution de 0,055 \$ les 100 livres de lait qu'il produit ou met en marché.

3. La contribution est retenue mensuellement par la Fédération sur la paie que celle-ci doit remettre au producteur, en vertu du Règlement de pool des producteurs de lait (c. M-35, r.77).



c. M-35, r.71

Règlement imposant aux producteurs de lait une contribution spéciale pour les fins de mise en marché intra quota

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « plan » : le Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec (c. M-35, r.76) ;
- b) « producteur » : un producteur visé par le plan ;
- c) « Office » : l'Office des producteurs de lait du Québec chargé d'administrer le plan.

2. Il est par le présent règlement imposé, pour le paiement des frais de mise en marché intra quota, une contribution spéciale de 0,90 \$ par kilogramme de matière grasse du produit visé par le plan et produite à l'intérieur du quota de lait de transformation d'un producteur.

3. Tout producteur détenant un quota de lait de transformation en vertu du Règlement sur les quotas des producteurs de lait (c. M-35, r. 78) doit payer la contribution prévue à l'article 2.

4. Les sommes perçues par l'Office en vertu du présent règlement peuvent être utilisées :

- a) aux fins des articles 76 et 77 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- b) selon les termes d'une entente prévue à la section XI de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.



c. M-35, r.72

Règlement sur une contribution spéciale pour la mise en vente en commun du lait des producteurs de lait

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Office » : l'Office des producteurs de lait du Québec chargé d'administrer le plan ;
- b) « plan » : le Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec (c. M-35, r.76) ;
- c) « Règlement de pool » : le Règlement de pool des producteurs de lait (c. M-35, r.77).

2. L'assemblée générale des producteurs assujettis au Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec fixe et impose à tout producteur visé par le Règlement de pool de l'Office, une contribution de 0,045 \$ l'hectolitre de lait, afin d'assurer le paiement des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus par l'application du Règlement de pool.

3. Tout producteur visé par le Règlement de pool de l'Office doit payer la contribution imposée en vertu de l'article 2, selon les modalités, dans les délais et de la façon prévus à ce Règlement de pool.

4. Dès qu'un règlement établissant un système de péréquation pour le paiement du lait aux producteurs visés par le plan sera mis en vigueur, le présent règlement s'appliquera à tous ces producteurs, qui devront verser la contribution prévue à l'article 2 suivant les modalités et de la façon prévue à ce règlement sur la péréquation.



c. M-35, r.73

Règlement sur la contribution spéciale pour la publicité des producteurs de lait

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Il est, par le présent règlement, imposé une contribution spéciale pour fins de publicité et de promotion du lait et des produits laitiers de 0,32 \$ par hectolitre du produit visé par le Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec (c. M-35, r.76).

Tout producteur visé par ce plan doit payer cette contribution spéciale.



c. M-35, r.74

Règlement sur la division en groupes des producteurs de lait

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 45 et 46)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

- a) « Office » : l'Office des producteurs de lait du Québec ;
- b) « plan » : le Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec (c. M-35, r.76) ;
- c) « producteur » : un producteur au sens du plan.

2. Aux fins d'élire des délégués pour la tenue des assemblées générales des producteurs visés par le plan, l'Office décrète la division des producteurs en 14 groupes. La description du territoire de chacun des groupes est décrite à l'annexe 1.

3. Le lieu où l'exploitation du producteur est située, détermine le groupe auquel il appartient.

4. Aucun producteur ne peut faire partie de plus d'un groupe.

5. Toute difficulté concernant l'appartenance du producteur à un groupe ou à un autre est réglée par l'Office. Si le producteur n'est pas satisfait de cette décision, il peut en appeler à la Régie des marchés agricoles du Québec, dont la décision est ensuite finale.

6. Chaque groupe se réunit au moins une fois l'an pour désigner ses délégués aux assemblées générales des producteurs visés par le plan.

Les délégués, ainsi que les délégués-substituts prévus à l'article 8, restent en fonction pour toutes les assemblées générales tenues au cours de l'année suivant leur élection et jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

7. Chaque groupe élit de droit 1 délégué ainsi qu'un autre délégué par 100 producteurs ou fraction majoritaire de 100 producteurs dûment inscrits au fichier des producteurs de l'Office pour chaque région.

8. En plus de l'élection des délégués prévue à l'article 6, chaque groupe doit élire des délégués-substituts. Chaque

groupe a droit à 1 délégué-substitut par 250 producteurs ou fraction majoritaire de 250 producteurs. Toutefois, le nombre de délégués-substituts par groupe ne doit jamais être supérieur à 5 ni être inférieur à 1, et ce, même si le délégué-substitut doit alors représenter plus de 250 producteurs.

9. Le délégué-substitut n'a droit de vote à une assemblée générale qu'au cas d'absence du délégué élu par le groupe concerné. Le secrétaire de l'assemblée doit consigner au procès-verbal le nom du délégué absent et y indiquer le nom du délégué-substitut qui peut voter à sa place. Toute difficulté concernant la désignation du délégué-substitut est réglée par la majorité des producteurs présents à l'assemblée de groupe.

10. La procédure relative à la tenue des assemblées de groupe est déterminée par règlements qui doivent être adoptés lors de la première assemblée du groupe.

11. La convocation pour l'assemblée d'un groupe est adressée par l'Office, par lettre affranchie, à chaque producteur de la région, au moins 15 jours avant la date de la réunion. Elle indique le lieu, la date et l'heure de l'assemblée.

12. L'Office doit convoquer la tenue d'une assemblée du groupe au moins une fois l'an ou suite à une demande qui lui est adressée par la Régie des marchés agricoles du Québec.

13. Le secrétaire du groupe doit, dans les 10 jours suivant la tenue de l'assemblée de groupe, faire parvenir au secrétaire de l'Office, une copie certifiée conforme du procès-verbal de la tenue de cette assemblée ainsi que la liste des délégués et des délégués-substituts qui ont été élus.

14. Le quorum de l'assemblée du groupe est constitué des producteurs présents.

15. Le vote pour l'élection des délégués et des délégués-substituts doit se tenir à main levée, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par la majorité des producteurs présents. Les producteurs ayant reçu le plus grand nombre de voix sont déclarés élus.

ANNEXE 1

(a. 2)

Région : Sherbrooke

La région de Sherbrooke comprend les municipalités de comtés suivantes :

Brome : pour les municipalités de : la ville de Sutton, les villages d'Abercorn et d'Eastman, les municipalités de canton de Potton et Sutton, les municipalités d'Austin, Bolton-Est, Bolton-Ouest et Saint-Étienne-de-Bolton, y compris la municipalité de Saint-Benoît-du-Lac ; Compton, Frontenac : pour les municipalités suivantes : la ville de Lac-Mégantic, les municipalités des paroisses de Saint-Augustin-de-Woburn et Val-Racine, la municipalité du canton de Marston ; les municipalités d'Audet, Milan, Nantes, Notre-Dame-des-Bois, Piopolis, Sainte-Cécile-de-Whitton, Saint-Romain et Winslow-Sud ; Richmond, Shefford : pour les municipalités suivantes : les villages de Lawrenceville, Stukely-Sud et de Valcourt, la municipalité de canton d'Ély, les municipalités de Bonsecours, Maricourt, Racine, Sainte-Anne-de-Larochelle et Stukely-Sud ; Sherbrooke, Stanstead, Wolfe et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Côte-du-Sud

La région de Côte-du-Sud comprend les municipalités de comtés suivantes :

L'islet, Montmagny, Kamouraska, Rivière-du-Loup : pour les municipalités suivantes : la cité de Rivière-du-Loup, les municipalités des paroisses de Notre-Dame-du-Portage, Saint-Antonin, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Gaspésie

La région de Gaspésie comprend les municipalités de comtés suivantes :

Bonaventure — moins les municipalités suivantes : les municipalités de paroisses de Saint-Alexis-de-Matapédia, Saint-François-d'Assise, Saint-Laurent-de-Matapédia ; la municipalité de Saint-Fidèle-de-Restigouche ; les municipalités des cantons de Restigouche et Restigouche (partie sud-est), Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, les Iles-de-la-Madeleine et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Lanaudière

La région de Lanaudière comprend les municipalités de comtés suivantes :

L'Assomption, Berthier, Joliette, Montcalm, et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : la Mauricie

La région de la Mauricie comprend les municipalités de comtés suivantes :

Champlain, Saint-Maurice, Maskinongé ; les seigneuries de Sainte-Marguerite, Isle Saint-Joseph, Labadie et Niverville ; la cité des Trois-Rivières, la ville des Trois-Rivières-Ouest et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : des Laurentides

La région des Laurentides comprend les municipalités de comtés suivantes :

Argenteuil, Deux-Montagnes, Gatineau, Hull, Labelle, Papineau, Pontiac, Terrebonne. Les municipalités de cités, de villes, de villages ou de paroisses compris sur les îles de Montréal, Jésus, Bizard et des îles faisant partie de leur territoire et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Nicolet

La région de Nicolet comprend les municipalités de comtés suivantes :

Arthabaska, Bagot : pour les municipalités de la paroisse de Sainte-Christine ; Drummond, Nicolet, Yamaska et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Abitibi-Témiscamingue

La région d'Abitibi-Témiscamingue comprend :

les municipalités du comté d'Abitibi et de Témiscamingue ; les territoires d'Abitibi, de Mistassini et du Nouveau-Québec ; les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Québec

La région de Québec comprend les municipalités de comtés suivantes :

Bellechasse, Charlevoix, Dorchester : pour les municipalités suivantes : le village de Saint-Isidore, la municipalité de paroisse de Saint-Isidore ; Lévis, Lotbinière, Mégantic, Montmorency No 1, Montmorency No 2, Portneuf, Québec, Saguenay : pour les municipalités de villes, de villages, de paroisses, cantons ou cantons unis suivants : Saint-Firmin, Sacré-Coeur-de-Jésus, Bergeronnes, Escoumins, Saint-Paul-du-Nord, Sainte-Anne-de-

Portneuf, Saint-Luc-de-Laval, Colombier, Baie-Trinité, Ragueneau et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Beauce

La région de Beauce comprend les municipalités de comtés suivantes :

Beauce, Dorchester — moins les municipalités suivantes : le village de Saint-Isidore, la municipalité de paroisse de Saint-Isidore ; Frontenac — moins les municipalités suivantes : la ville de Lac-Mégantic, les municipalités des paroisses de Saint-Augustin-de-Woburn et Val-Racine, la municipalité du canton de Marston, les municipalités d'Audet, Milan, Nantes, Notre-Dame-des-Bois, Piopolis, Sainte-Cécile-de-Whitton, Saint-Romain et Winslow-Sud ; et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Bas Saint-Laurent

La région du Bas Saint-Laurent comprend les municipalités de comtés suivantes :

Bonaventure : pour les municipalités suivantes : les municipalités de paroisse de Saint-Alexis-de-Matapédia, de Saint-François-d'Assise, de Saint-Laurent-de-Matapédia ; la municipalité de Saint-Fidèle-de-Restigouche ; les municipalités de canton de Restigouche et Restigouche (partie sud-est), Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup — moins les municipalités suivantes : la cité Rivière-du-Loup, les municipalités des paroisses de Notre-Dame-du-Portage, Saint-Antonin, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup ; Témiscouata et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Saguenay-Lac-Saint-Jean

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean comprend les municipalités de comtés suivantes :

Chicoutimi, Dubuc, Jonquière, Kénogami, Lac-Saint-Jean, Roberval — moins les municipalités de cités, de villes, de villages, de paroisses ou de cantons suivants : Saint-Firmin, Sacré-Coeur-de-Jésus, Bergeronnes, Escoumins, Saint-Paul-du-Nord, Sainte-Anne-de-Portneuf, Saint-Luc-de-Laval, Colombier, Baie-Trinité, Ragueneau, — ainsi que l'île d'Anticosti et le territoire d'Ashunipi et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Saint-Hyacinthe

La région de Saint-Hyacinthe comprend les municipalités de comtés suivantes :

Bagot — moins la municipalité de la paroisse de Sainte-Christine ; Brôme — moins la municipalité de la ville de Sutton ; les municipalités des cantons de Potton et Sutton ; les municipalités d'Austin, Bolton-Est, Bolton-Ouest, Saint-Benoît-du-Lac et Saint-Étienne-de-Bolton, Iberville, Missisquoi, Richelieu, Rouville, Shefford — moins les municipalités suivantes : les villages de Lawrenceville, Stukely-Sud et de Valcourt ; la municipalité du canton d'Ély ; les municipalités de Bonsecours, Maricourt, Racine, Sainte-Anne-de-la-Rochelle et Stukely-Sud ; Saint-Hyacinthe, Verchères pour les municipalités suivantes : la ville de Beloeil ; le village de McMasterville ; les municipalités des paroisses de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Marc, Saint-Mathieu-de-Beloeil ; la municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu, et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Saint-Jean-Valleyfield

La région de Saint-Jean-Valleyfield comprend les municipalités de comtés suivantes :

Beauharnois, Chambly, Châteauguay, Huntingdon, La Prairie, Napierville, Soulanges, Saint-Jean, Vaudeuil, Verchères — moins les municipalités suivantes : la municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu et Saint-Marc de la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Verchères, la ville de Beloeil, le village de McMasterville ; les municipalités des paroisses de Saint-Antoine-de-Padoue et de Saint-Mathieu de Beloeil.



c. M-35, r.75

Règlement imposant aux producteurs de lait une pénalité pour les frais de mise en marché hors quota

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « plan » : le Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec (c. M-35, r.76) ;

b) « producteur de lait de transformation » : un producteur qui vend ou livre du lait ou de la crème exclusivement à des fins de transformation en produit laitier, autre que le lait pour consommation humaine à l'état fluide, et qui a été admis comme tel par l'Office ou qui est dispensé d'être ainsi admis selon les dispositions du plan ;

c) « Office » : l'Office des producteurs de lait du Québec chargé d'administrer le plan.

2. Il est par le présent règlement imposé au producteur de lait de transformation une pénalité de 4,75 \$ le kilogramme de matière grasse sur le produit visé par le plan qu'une personne produit sans quota, ou produit au-delà de son quota.

3. Toute personne qui produit le produit visé au plan sans détenir de quota doit payer la pénalité prévue à l'article 2.

4. Tout producteur de lait de transformation qui produit le produit visé par le plan en quantité supérieure au quota qu'il détient doit payer la pénalité prévue à l'article 2.

5. Pour les fins d'application du présent règlement, toute production au-delà de la tranche mensuelle de quota d'un producteur de lait de transformation est une production sujette à la pénalité prévue à l'article 2.

Toutefois, les pénalités ainsi perçues sont remises au producteur de lait de transformation lorsque son quota cumulatif devient égal ou supérieur à ses livraisons cumulatives, à raison de 4,75 \$ le kilogramme de matière grasse, jusqu'à concurrence du montant des pénalités qu'il a payées.

6. Les sommes perçues par l'Office en vertu du présent règlement peuvent être utilisées :

a) aux fins des articles 76 et 77 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) selon les termes d'une entente prévue à la section XI de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.



c. M-35, r.76

Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 26)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent plan, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants désignent :

a) « association de producteurs » : un syndicat coopératif d'agriculteurs, une association coopérative d'agriculteurs, une société coopérative agricole, une association ou un syndicat professionnel d'agriculteurs, une union, une fédération ou une confédération de tels organismes et tout groupement professionnel ou coopératif de producteurs ;

b) « crème » : le liquide gras obtenu par la séparation du lait ;

c) « fabrique » : un établissement dans lequel on traite, modifie, transforme, reconstitue ou emballe un produit laitier ou dans lequel on reçoit, directement du producteur, un produit laitier dans le but de le vendre ou le transporter à un autre établissement à ces fins ;

d) « lait » : le liquide sécrété par les glandes mammaires de la vache ;

e) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

f) « marchand de lait » : toute personne qui achète ou reçoit d'un producteur, de l'Office ou d'un transporteur, pour le compte de l'Office ou d'un producteur, du lait ou de la crème pour les revendre ou les transformer en d'autres produits laitiers ;

g) « mise en marché » : la vente, la classification, la transformation, l'achat, l'entreposage, l'expédition pour fin de vente, l'offre de vente et le transport du lait, de la crème ou d'un produit laitier, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement de ces produits ;

h) « Office de producteurs » ou « Office » : l'organisme chargé d'appliquer et administrer le plan ;

i) « plan » : le présent plan pour la mise en marché du lait et de la crème ;

j) « producteur » ou « producteur intéressé » : toute personne qui vend ou livre du lait ou de la crème provenant d'un troupeau qu'elle exploite ou dont elle retire des revenus ;

k) « producteur de lait de consommation » : un producteur qui vend ou livre du lait ou de la crème pour la consommation humaine à l'état fluide, en tout ou en partie, et qui a été admis comme tel par l'Office ou qui est dispensé d'être ainsi admis selon les dispositions du présent plan ;

l) « producteur de lait de transformation » : un producteur qui vend ou livre du lait ou de la crème exclusivement à des fins de transformation en produit laitier, autre que le lait pour consommation humaine à l'état fluide, et qui a été admis comme tel par l'Office ou qui est dispensé d'être ainsi admis selon les dispositions du présent plan ;

m) « produit laitier » : le lait ou tout dérivé du lait ainsi que tout produit alimentaire dans la confection duquel le lait est le seul ingrédient ou l'ingrédient principal ;

n) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;

o) « usine de pasteurisation » : une fabrique qui détient un permis l'autorisant à effectuer, entre autres opérations, la pasteurisation ou la préparation du lait ou de la crème pour la vente à l'état fluide pour consommation humaine.

SECTION II OBJETS DU PLAN

2. Le plan a pour objets :

a) d'obtenir pour l'ensemble des producteurs les conditions de mise en marché les plus avantageuses ;

b) d'ordonner et contrôler la production du produit visé pour obtenir un produit de qualité supérieure, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et éviter une surproduction ;

c) de rechercher les moyens de réduire le coût de la mise en marché du produit visé, de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit lorsque ce produit est en possession d'un tiers, d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production, d'accroître la qualité et d'augmenter la productivité et d'appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs intéressés ;

d) de prendre toute initiative ayant pour objet d'augmenter la consommation du produit visé ;

e) de rationaliser le transport du produit visé ;

f) de coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national en vue de la mise en marché du produit visé ;

g) de rechercher la coopération de toutes les associations de producteurs intéressées à la mise en marché du produit visé dans la poursuite des meilleurs intérêts des producteurs intéressés.

SECTION III DÉSIGNATION

3. Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec.

SECTION IV PRODUITS VISÉS

4. Les produits visés par le plan sont le lait et la crème produits au Québec.

SECTION V PRODUCTEUR VISÉ

5. Le producteur intéressé visé par le plan est toute personne qui vend ou livre du lait ou de la crème provenant d'un troupeau qu'elle exploite ou dont elle retire des revenus.

6. Sous réserve de la section XVI, tout producteur qui, le 3 décembre 1980, détient un quota lui permettant de produire ou de livrer du lait à une fabrique continue à être autorisé à le faire sans qu'il lui soit besoin d'être admis à nouveau par l'Office.

SECTION VI JURIDICTION

7. Sous réserve du présent plan, le plan est exécutoire, lie tous les producteurs intéressés et, dans les limites de la compétence constitutionnelle du Québec, toute personne engagée dans la production ou la mise en marché du produit visé.

SECTION VII ADMINISTRATION DU PLAN

8. Tant et aussi longtemps qu'il n'est pas remplacé conformément à la Loi, l'Office des producteurs de lait du Québec, constitué par les présentes, est chargé d'appliquer et d'administrer le plan.

SECTION VIII AGENT DE NÉGOCIATION ET AGENT DE VENTE

9. L'Office est l'agent de négociation et l'agent de vente des producteurs.

SECTION IX POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE L'OFFICE DE PRODUCTEURS

10. L'Office est chargé de l'exécution du plan et de l'application des règlements, ordonnances, conventions et sentences arbitrales en vigueur sous l'autorité de la Loi et concernant le produit visé.

11. L'Office peut coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché du produit visé et exercer à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction sous réserve de toute approbation prévue par la Loi.

12. L'Office exerce tout pouvoir et accomplit les devoirs qui résultent d'une délégation de la Régie.

13. L'Office peut :

a) retenir les services de transporteurs et autres personnes dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé et déterminer la part que chaque producteur doit supporter pour ces services ainsi que le mode de perception ;

b) arrêter le mode de perception de la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et des règlements ;

c) affecter une partie de la contribution versée par les producteurs pour l'administration du plan à des fins de publicité ou promotion du produit visé ou des produits laitiers ;

d) prendre les initiatives nécessaires et participer à tout programme pour améliorer les conditions de mise en marché du produit visé, dont des programmes de publicité ou de promotion du produit visé, concernant tous les producteurs ou un groupe déterminé de producteurs ;

e) affecter, en tout ou en partie, au paiement des dépenses ou des pertes qui résultent de la disposition de surplus, les contributions prévues aux articles 76 et 77 de la Loi ;

f) garantir les quantités et qualités requises par les marchands de lait et obliger le producteur à satisfaire à ces exigences ;

g) signer tout contrat relatif à la mise en marché du produit visé ou à l'exécution du présent plan et par là, lier chaque producteur assujéti au plan ;

h) conclure des ententes avec tout organisme chargé d'appliquer un plan conjoint en force immédiatement avant le 3 décembre 1980 et qui s'appliquaient à des producteurs visés par le présent plan, aux fins de faciliter l'application de l'article 19 ;

i) affecter et promouvoir la recherche en rapport avec la production et la mise en marché du lait et des produits laitiers, participer, directement ou indirectement, à tout programme au même effet, y affecter des fonds et contribuer financièrement à tout organisme qui effectue de telle recherche ou applique un tel programme ;

j) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan et faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan.

14. Sous réserve des autres pouvoirs qu'il possède en vertu de la Loi en rapport avec la qualité du produit visé, l'Office peut prescrire les conditions qui doivent être remplies par un producteur intéressé pour approvisionner soit le marché du lait fluide utilisé pour la consommation humaine soit le marché du lait de transformation et notamment les exigences de qualité relatives au lait et celles se rapportant à la régularité de la production du troupeau des producteurs, et à cette fin, peut prescrire des périodes pendant lesquelles le troupeau d'un producteur doit produire des quantités déterminées.

15. L'Office possède tous les autres pouvoirs et attributions, remplit tous les autres devoirs et s'acquitte de toutes autres obligations prescrites par la Loi, les règlements, ordonnances, décisions en vigueur, conventions ou sentences arbitrales pour un tel organisme.

16. L'Office peut, directement ou par l'entremise de l'agent de négociation, lorsque cet agent diffère de l'Office, négocier les modes de retenue par un marchand de lait ou par quiconque touche le produit d'une vente ou de la disposition du produit visé, de la contribution nécessaire au financement du plan ou d'une contribution spéciale et sa remise à l'Office ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise à l'Office.

17. L'Office peut convenir avec tout agent de vente ou de négociation, lorsque cet agent diffère de l'Office, de toute mesure nécessaire ou utile à l'exercice des pouvoirs de ces agents dans la mise en marché du produit visé et, le cas échéant, convenir de la rémunération et du mode de paiement de ces agents et des modalités d'exercice de leurs fonctions.

18. Lorsque l'agent de négociation et l'agent de vente sont autres que l'Office, ce dernier exerce sur ces agents un pouvoir de contrôle et de surveillance ; ces agents sont alors tenus de suivre les directives de l'Office.

19. L'Office est chargé d'appliquer les conventions, sentences, règlements et ordonnances en rapport avec la production ou la mise en marché du lait, en vigueur sous l'autorité de l'un ou l'autre des plans conjoints en force immédiatement avant le 3 décembre 1980, tant et aussi longtemps que tels conventions, sentences, règlements ou ordonnances, n'ont pas été abrogés ou remplacés par d'autres conventions, sentences, règlements ou ordonnances passés, rendus ou édictés sous l'autorité du présent plan ou qu'ils n'ont pas pris fin conformément à leurs dispositions. Sans préjudice au droit des tiers vis-à-vis les Offices qui administreraient les plans conjoints pour la mise en marché du lait au Québec en vigueur immédiatement avant le 3 décembre 1980, et sous réserve de la section XVI de la Loi, l'Office est investi des biens, actifs et droits de ces organismes et est, par les présentes, chargé d'en remplir tous les devoirs et toutes les obligations. Les biens et actifs provenant de chaque tel organisme doivent être appliqués par l'Office à la décharge des obligations contractées par cet organisme ou qui résultent de l'application d'une convention, d'une sentence, d'un règlement ou d'une ordonnance, en vigueur sous l'autorité du plan qu'il administrait, le tout tel que prévu aux ententes passées en vertu du paragraphe h de l'article 13, s'il en est. Le surplus, s'il y a lieu, est remis à tel organisme pour qu'il en soit disposé selon la Loi.

SECTION X POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE L'AGENT DE NÉGOCIATION

20. L'agent de négociation négocie avec toute personne ou organisme tenu de le faire en vertu de la Loi, le prix de vente ou le prix minimal de vente du produit visé ainsi que, le cas échéant, le versement initial à verser au producteur en rapport avec ce produit et toute autre condition et modalité de la mise en marché de ce produit, le tout dans les limites et sous les réserves prescrites par la Loi.

21. Lorsque la Régie prescrit qu'une matière qui peut faire l'objet d'un règlement de l'Office doit être négociée, il appartient à l'agent de négociation d'y procéder.

22. L'agent de négociation doit s'efforcer d'obtenir les meilleures conditions possibles pour les producteurs.

23. L'agent de négociation peut procéder aux négociations par l'entremise d'un comité formé par lui, mais aucune convention négociée par un tel comité ou par l'agent

de négociation s'il diffère de l'Office, ne lie l'Office ou les producteurs à moins d'avoir été approuvée par l'Office.

24. L'agent de négociation peut convenir d'une procédure de règlement des griefs et d'arbitrage.

SECTION XI POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE L'AGENT DE VENTE

25. L'agent possède, en rapport avec la vente du produit visé, les pouvoirs, devoirs et attributions qui lui proviennent des règlements, ordonnances, conventions et sentences arbitrales en vigueur et ceux qui lui sont confiés par l'assemblée des producteurs.

SECTION XII DEVOIRS, OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DU PRODUCTEUR

26. Outre les autres devoirs, obligations et engagements qui sont mis à sa charge par la Loi, les règlements, les ordonnances, les décisions en vigueur, les conventions et sentences arbitrales, le producteur doit :

- a) se conformer aux décisions rendues et règlements adoptés par l'Office dans l'exercice des pouvoirs de ce dernier et se conformer au plan ;
- b) respecter toute convention et tout contrat passé par l'Office, l'agent de négociation ou l'agent de vente, dans l'exercice de leurs pouvoirs ainsi que toute sentence arbitrale ou ordonnance rendue sous l'autorité de la Loi ;
- c) payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan selon le montant et les modalités établis selon la Loi ;
- d) payer sa quote-part de toute somme due à un transporteur et à toute autre personne dont l'intervention a été requise pour la mise en marché du produit visé et dont les services sont retenus par l'Office conformément aux modalités établies par lui et autoriser tout marchand de lait ou quiconque touche le produit d'une vente ou de la disposition du produit visé à prélever cette part et à en faire remise à l'Office ou à toute personne désignée par lui ;
- e) fournir à l'Office tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan.

SECTION XIII COMPOSITION DE L'OFFICE

27. Le plan sera administré par une fédération de Syndicats de producteurs à être formée. Tant et aussi longtemps que cette fédération n'est pas formée et qu'elle n'a pas été désignée par l'assemblée des producteurs pour ad-

ministrer le plan, le plan est administré par un office de producteurs composé de 10 personnes à savoir 5 des administrateurs de la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec désignés par le conseil d'administration de cette Fédération parmi ses membres et 5 des administrateurs de la Fédération des producteurs de lait du Québec désignés par le conseil d'administration de cette Fédération parmi ses membres. Cet office est désigné sous le nom de « Office des producteurs de lait du Québec ».

28. Le terme des administrateurs provisoires, membres de cet Office, est de 2 ans à compter du 3 décembre 1980. Par la suite et tant et aussi longtemps que la Fédération ci-dessus n'a pas remplacé cet Office, la durée du mandat des membres de ce dernier est d'un an, le tout sujet à l'article 29.

Les membres de cet Office élisent parmi eux sitôt que faire se peut après le 3 décembre 1980 ou, par la suite, après l'assemblée générale annuelle des producteurs, aussi longtemps que la Fédération ci-dessus n'a pas remplacé l'Office, 1 président et 1 vice-président. L'Office peut s'adjoindre le personnel dont il a besoin pour remplir ses fonctions dont un secrétaire. Il peut, par règlement de régie interne, décréter que ce dernier peut ou doit assister aux assemblées de l'Office.

29. Les membres de cet Office doivent être des producteurs ; ils restent en fonction après l'expiration de leur mandat jusqu'à leur réélection ou leur remplacement.

30. L'Office peut faire des règlements concernant sa régie interne, la procédure de ses assemblées, l'administration de ses affaires et généralement toute matière non incompatible avec la Loi, les règlements, les ordonnances et le plan.

31. À défaut par l'une ou l'autre des fédérations de désigner les membres prévus à l'article 27, la Régie désigne ces membres à la place de la Fédération qui est en défaut de le faire.

32. Les articles 29 et 30 s'appliquent aux administrateurs provisoires.

33. Toute vacance parmi les membres de l'Office est comblée par la Fédération qui avait désigné le membre dont le poste est devenu vacant. À défaut par une Fédération de combler un poste au sein de l'Office, l'article 31 s'applique en l'adaptant.

SECTION XIV

COMITÉ DE CONCERTATION DES ASSOCIATIONS DE PRODUCTEURS ET COMITÉ CONSULTATIF

34. Il est, par les présentes, institué un comité appelé Comité de concertation des associations de producteurs. Ce comité est composé de 6 membres. Il peut en outre s'adjoindre un secrétaire qui n'est pas membre du comité mais qui assiste à ses assemblées et remplit les fonctions que le comité lui désigne. Le comité peut également s'adjoindre les conseillers et le personnel qu'il juge à propos.

35. Sont d'office membres du comité, le président de la Coopérative Fédérée de Québec et le président de l'Union des producteurs agricoles. Deux des autres membres du comité sont désignés par le Conseil de la coopération laitière et, advenant l'impossibilité de ce dernier de les nommer, par le conseil d'administration de la Coopérative Fédérée de Québec. Deux autres membres du comité sont désignés par l'organisme chargé d'administrer le présent plan parmi les membres de cet organisme ; tant et aussi longtemps que les fédérations qui suivent existent et que le plan conjoint qu'elles administrent est en vigueur, ces 2 derniers membres du comité sont d'office le président de la Fédération des producteurs de lait du Québec et le président de la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec.

36. Ce comité est chargé :

- a) d'établir et de promouvoir des relations harmonieuses entre les associations de producteurs qui oeuvrent dans la production ou la mise en marché du produit visé ;
- b) de solutionner, dans toute la mesure du possible, les différends qui peuvent exister entre les associations de producteurs en rapport avec la production ou la mise en marché du produit visé ; et
- c) d'examiner toute matière susceptible d'affecter les intérêts des associations de producteurs et de faire des recommandations en vue de la protection de ces intérêts.

Le comité élit parmi ses membres 1 président et 1 vice-président.

37. Il peut adopter des règlements concernant sa régie interne et la tenue de ses assemblées. Il doit se réunir aussi souvent que besoin est pour atteindre et maintenir l'objectif pour lequel il est créé et à tout événement au moins 2 fois par année à tous les 6 mois.

38. Il est convoqué par le président et, à son défaut, par le vice-président. La Régie, de même que 2 membres du comité, peuvent convoquer ce dernier en tout temps pour

étudier toute matière de la compétence du comité et mentionnée dans l'avis de convocation.

39. Ce comité est de plus chargé d'élaborer les principes généraux et les politiques de base qui doivent présider aux relations entre associations de producteurs en ce qui concerne leurs relations en rapport avec la production ou la mise en marché du produit visé.

40. Le comité transmet ses recommandations à l'Office et ce dernier s'engage à en informer les producteurs.

41. Un comité consultatif de l'industrie laitière doit être formé avant le 3 février 1981 ou aussitôt qu'il sera possible de l'établir.

42. Dans le délai prévu à l'article 41, l'organisme chargé d'appliquer le plan, le Conseil de la coopération laitière et le Conseil de l'industrie laitière du Québec nomment chacun 2 membres, et l'Association des consommateurs du Québec ainsi que le Conseil de l'alimentation du Québec nomment chacun 1 membre. Jusqu'à ce que le plan soit administré par une fédération de producteurs, le Syndicat des producteurs laitiers Delisle Nicolet nomme également 1 membre à ce comité.

À défaut par l'une ou l'autre de ces organisations de nommer son représentant dans le délai prescrit, la Régie peut le désigner. Le comité peut également siéger sans la participation du groupe en défaut.

43. La composition du comité peut être modifiée par le Régie sur demande à cette fin par la majorité de ses membres.

44. Le président du comité est choisi par les membres du comité, suite à un vote de la majorité d'entre eux. À défaut, le comité peut demander à la Régie de désigner un président et, à cette occasion, la Régie peut nommer un autre membre à ce comité. La Régie peut également désigner un secrétaire à ce comité.

45. Les membres du comité sont nommés pour la période déterminée par l'organisme qui le désigne.

Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner une autre personne pour terminer le mandat ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

46. Le comité peut adresser ses recommandations à l'organisme chargé d'appliquer le plan et à la Régie, sur tous problèmes connexes à la mise en marché du lait et à l'application du plan. Il peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que l'orga-

nisme chargé d'appliquer le plan et ses agents considèrent durant l'application du plan.

La Régie peut fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'homologuer ou d'approuver une convention, un règlement ou une décision qui lui est soumis, ainsi que sur tout sujet relatif à l'application du plan et à la mise en marché du lait.

SECTION XV MODE DE FINANCEMENT

47. L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une ou plusieurs contributions payées par tous les producteurs liés par le plan selon le mode déterminé par l'Office.

48. Jusqu'à ce qu'il soit modifié conformément à la Loi, le montant de la contribution exigible des producteurs intéressés pour l'application du plan est de 0,12 \$ l'hectolitre de lait.

SECTION XVI DROITS ACQUIS

49. Sauf l'allocation que l'Office peut faire du volume de la réserve des quotas de lait de consommation prévu à un règlement de contingentement, s'il en est, l'admission des producteurs de lait de transformation au marché du lait de consommation doit se faire de façon à respecter, tel que ci-après prévu, certains droits que possèdent, le 3 décembre 1980, les producteurs de lait de consommation qui détenaient un quota de lait de consommation avant le 1^{er} octobre 1979. À cette fin, chaque année avant le début de l'année laitière, l'Office doit mettre à la disposition des producteurs qui ne détiennent pas de quota de lait de consommation un volume de quota de lait de consommation correspondant au volume par lequel 125% des ventes de lait de classe I de l'année laitière précédente, excède le total des quotas de lait de consommation détenu la même année par les producteurs de lait de consommation.

50. Les dispositions de l'article 49 ne peuvent être modifiées que par voie de référendum auprès des producteurs détenant un quota de lait de consommation au moment de la tenue de ce référendum. Toute modification doit être approuvée par au moins les 2/3 des producteurs qui ont voté lors de ce référendum et la moitié de ces producteurs devront alors avoir voté.

SECTION XVII INTERPRÉTATION

51. Le plan est mis en vigueur conformément à la Loi mais suite à des accords qui sont intervenus entre le mou-

vement coopératif et le mouvement syndical agricoles ; en conséquence le plan doit être administré et appliqué de façon à respecter les principes et les droits contenus dans ces accords et plus particulièrement ceux de l'Entente du 21 décembre 1979 concernant la mise en marché du lait au Québec.

D. 3316-80, (1980) 112 G.O.II, 6493

Décision 3232 du 09.09.81, (1981) 113 G.O.II, 4309



c. M-35, r.77

Règlement de pool des producteurs de lait

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 68)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « plan » : le Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec (c. M-35, r.76) ;

b) « producteur » : toute personne qui détient un quota de lait de consommation émis en vertu du Règlement sur les quotas des producteurs de lait (c. M-35, r.78) ;

c) « Office » : l'Office des producteurs de lait du Québec ;

d) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;

e) « lait » : le produit visé par le plan et qui est mis en marché par les producteurs ;

f) « marchand de lait » : la même signification que celle indiquée dans le plan ;

g) « mise en marché » : la même signification que celle indiquée dans le plan ;

h) « fabrique » : la même signification que celle indiquée dans le plan ;

i) « classe I » : la même signification que celle indiquée dans les ordonnances de la Régie et leurs modifications ;

j) « quota de lait de consommation » : le nombre de litres de lait qu'un producteur est autorisé à livrer quotidiennement pour consommation humaine à l'état fluide, en tout ou en partie ;

k) « quota de lait de transformation » : le nombre de kilogrammes de matière grasse qu'un producteur peut mettre en marché chaque année en plus de la quantité reconnue par la Commission canadienne du lait comme lait de consommation ;

l) « classes II, III, IV » : celles qui sont définies dans une convention homologuée intervenue avec les marchands de lait ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu, ou fixées par ordonnance de la Régie ;

m) « période de paie » : un mois de calendrier ;

n) « lait excédentaire » : tout le lait mis en marché par un producteur pendant une période de paie et qui ne lui est pas payé en classe I ;

o) « différentiel de gras » : la variation de la masse de gras évaluée en centième de kilogramme en plus ou en moins de 3,60 kilogrammes de gras de lait par hectolitre de lait, selon le dosage de la teneur en matière grasse de lait effectué par le Gouvernement du Québec, en vertu de la convention intervenue en novembre 1979 à cet effet ;

p) « déductions » : les contributions autorisées par le plan ou ses règlements, y compris les frais d'écoulement de surplus de lait et de produits laitiers ou les frais de mise en marché intra quota et hors quota (pénalité), les frais de transport et de publicité, ainsi que ceux d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'application du présent règlement ;

q) « jour ouvrable » : les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à moins que l'un de ces jours ne soit décrété fête légale.

SECTION II

§1. Généralités

2. Le lait expédié aux fabriques par les producteurs est mis en vente en commun sous la direction et la surveillance de l'Office.

3. Chaque producteur doit recevoir, pour le même pourcentage de son quota de lait de consommation ou de sa production, si elle est inférieure à ce quota pendant la période de paie, le prix établi pour la classe I, en vertu des ordonnances de la Régie, indépendamment de l'utilisation en cette classe par les marchands de lait à qui sa production a été livrée, sauf toutefois les ajustements relatifs au différentiel de gras et les déductions. Le pourcentage du quota de lait de consommation à être payé au prix de cette classe s'établit selon la méthode décrite à l'article 4.

§2. Paiement du lait

4. Pour établir la paie de lait des producteurs pour une période de paie, l'Office doit :

- a) pour la classe I :
 - i. établir la production de chaque producteur en totalisant le lait expédié à une ou plusieurs fabriques au cours de la période de paie ;
 - ii. multiplier le quota de lait de consommation de chaque producteur par le nombre de jours de calendrier de la période de paie ;
 - iii. additionner les quotas de lait de consommation ainsi multipliés pour tous les producteurs qui ont rempli leur quota avec la production de ceux qui ne l'ont pas rempli ;
 - iv. additionner les volumes de lait utilisé en classe I par tous les marchands de lait au cours de la période de paie et le cas échéant, ajouter ou déduire les ajustements prévus aux articles 8 et 9 ;
 - v. multiplier le volume obtenu au sous-paragraphe iv par 100 et diviser par le volume obtenu au sous-paragraphe iii ;
 - vi. multiplier les volumes utilisés au sous-paragraphe iii par le pourcentage obtenu au sous-paragraphe v ;
 - vii. multiplier le nombre de litres de lait de classe I obtenu au sous-paragraphe vi pour chacun des producteurs par le prix établi pour la classe I compte tenu du différentiel de gras et de son prix ;
- b) pour le lait excédentaire :
 - i. multiplier le volume de lait utilisé par les marchands de lait en classe II par le prix convenu pour cette classe, dans une convention avec les marchands de lait ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu ;
 - ii. multiplier le volume de lait utilisé par les marchands de lait en classe III par le prix convenu comme ci-haut pour cette classe ;
 - iii. multiplier le volume de lait utilisé par les marchands de lait en classe IV par le prix convenu comme ci-haut pour cette classe ;
 - iv. multiplier le volume de lait autrement utilisé en vertu de l'article 6 par le prix convenu avec les marchands de lait concernés ;
 - v. additionner ensemble les sommes d'argent obtenues par les opérations prévues aux sous-paragraphe i, ii, iii et iv ;
 - vi. le cas échéant, ajouter les déductions faites en vertu du paragraphe d du présent article et ajouter ou déduire les ajustements prévus aux articles 8 et 9 ;
 - vii. diviser le total des sommes d'argent obtenues au sous-paragraphe v ou vi ci-dessus, par le nombre de litres de lait excédentaire ;

viii. multiplier le nombre de litre de lait excédentaire de chaque producteur par le prix moyen, compte tenu du différentiel de gras et de son prix ;

c) pour les déductions : du total des sous-paragraphe vii du paragraphe a et du sous-paragraphe viii du paragraphe b, l'Office fait les déductions ;

d) une déduction spéciale de 0,57 \$ l'hectolitre de lait est faite sur toute la production du producteur dont le lait ne rencontrait pas, au cours de la période de paie, les exigences des lois et/ou règlements applicables concernant la numération des microorganismes vivant dans le lait avant ou après pasteurisation.

Une déduction spéciale de 1,70 \$ l'hectolitre de lait est faite sur toute la production du producteur dont le lait ne rencontrait pas, au cours de la période de paie, les exigences des lois et/ou règlements applicables concernant l'adulteration du lait ou qui est interdit par un service d'inspection reconnu.

5. Sujet à une convention à intervenir avec les marchands de lait, le paiement final selon l'article 4 est effectué au plus tard le 16 du mois suivant la période de paie. Le 1^{er} du mois suivant la période de paie, l'Office verse un acompte pour le lait livré entre le 1^{er} et le 15^e jour de la période de paie. Cet acompte est basé sur le pourcentage d'utilisation en classe I pour le mois précédent. Le prix du lait excédentaire est celui établi pour le mois précédent. Le pourcentage de gras utilisé pour la paie au producteur est celui du mois précédent moins 1/10 de 1%. Le calcul est alors fait de la façon décrite à l'article 4.

6. Tout le lait non utilisé par les marchands de lait dans les classes I, II, III, IV doit être envoyé aux postes de surplus accrédités. L'Office doit accréditer un ou des postes de surplus d'une manière aussi avantageuse que possible pour les producteurs tout en tenant compte des exigences d'une mise en marché ordonnée, efficace et juste du lait.

7. Sans préjudice à tout autre recours, à défaut par un marchand de lait de remettre à l'Office dans les 3 jours de son échéance tout montant dû à celui-ci aux termes du présent règlement, il est loisible à l'Office d'ordonner aux conditions jugées appropriées, la cessation des livraisons de lait à cette fabrique, après lui avoir adressé une mise en demeure écrite de 5 jours ouvrables ; copie de cet avis doit être adressée en même temps à la Régie. Si dans le délai de cette mise en demeure, le marchand de lait n'a pas remédié à son défaut, la cessation des livraisons durera tant et aussi longtemps qu'il n'aura pas payé les montants dus.

Avis de la décision de l'Office est donné sans délai au marchand de lait et au producteur intéressé.

Il peut y avoir appel à la Régie de cette décision selon l'article 61 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35). La décision de l'Office est alors suspendue jusqu'à l'adjudication sur l'appel.

8. Les montants payés par les marchands de lait suite à la vérification des formules RMA-1 par la Régie, ou par suite de l'application de l'article 116 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent être versés à l'Office et sont ajoutés par ce dernier au sous-paragraphe iv du paragraphe a ou au sous-paragraphe vi du paragraphe b de l'article 4 dans le calcul de la paie des producteurs. Tout autre remboursement, ajustement ou correction résultant d'erreur cléricale ou autrement, s'effectue par l'entremise de l'Office, et selon le cas, par voie de diminution ou d'augmentation soit du pourcentage du quota à être payé en classe I ou du prix moyen du lait excédentaire de la période de paie qui suit la réception d'un avis de correction.

9. À défaut par un marchand de lait de transmettre à l'Office les rapports prévus dans une convention avec les marchands de lait, ou une sentence arbitrale en tenant lieu pour une période donnée, il est loisible à l'Office de fixer, de son propre chef et au meilleur des renseignements qu'il peut se procurer, le nombre total de litres de lait reçu par la fabrique pendant cette période ainsi que l'utilisation faite dans chaque classe.

Si l'Office ne peut établir avec vraisemblance l'utilisation faite dans chaque classe par un marchand de lait en défaut de transmettre les rapports ci-dessus prévus, il demande à la Régie de l'établir selon le Règlement sur la surveillance de l'utilisation du lait (c. P-30, r.16).

SECTION III PÉNALITÉS

10. L'Office fixe, impose et perçoit de tout producteur une pénalité de 4,75 \$ le kilogramme de matière grasse pour tout le lait qu'il produit à chaque période de paie, sans quota, ou en excédent de son allocation mensuelle de quota de lait de transformation.

L'Office déduit cette pénalité de la paie du producteur.

11. Pour toute période de paie où la production cumulée est inférieure à l'allocation mensuelle cumulée à laquelle il a droit, le producteur doit recevoir de l'Office un remboursement équivalent jusqu'à concurrence des sommes déduites en vertu de l'article 10 et exception faite des autres déductions.

SECTION IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12. Sans préjudice à tout autre recours, au cas de violation de l'une quelconque des dispositions du présent règlement par un poste de surplus accrédité, l'Office peut l'aviser par écrit de l'infraction qui lui est reprochée. À défaut par ce poste de surplus accrédité de remédier à la situation dans un délai de 5 jours de la réception de cet avis, il est loisible à l'Office de retirer l'accréditation conférée à ce poste de surplus.

Avis de cette décision de l'Office doit être donné au poste de surplus accrédité intéressé et aux autres marchands de lait. Cette décision de l'Office prend effet 30 jours après signification de cet avis au poste de surplus accrédité.

Dans l'intervalle, ce dernier peut en appeler à la Régie de la décision de l'Office dans le but de la faire modifier ou révoquer. Dans ce cas, cette décision est suspendue jusqu'à l'adjudication par la Régie. Le jugement sur cet appel est transmis par l'Office aux marchands de lait intéressés.

13. Toute décision prise par l'Office aux termes du présent règlement peut être révisée par la Régie à la demande de tout producteur.

14. L'Office est autorisé à abroger, modifier ou amender le présent règlement en tout temps sujet toutefois à l'approbation de la Régie.

Décision 3010 du 03.12.80, (1980) 112 G.O.II, 6577

Décision 3203 du 08.07.81, (1981) 113 G.O.II, 3371



c. M-35, r.78

Règlement sur les quotas des producteurs de lait

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « année » : la période comprise entre le 1^{er} août d'une année et le 31 juillet de l'année suivante ;

b) « Commission » : la Commission canadienne du lait ;

c) « demande moyenne » : désigne le volume de lait utilisé par les marchands de lait en classe I au cours des 12 mois qui débutent le 1^{er} avril précédant la période de quota et se terminent le 31 mars suivant, multiplié par 125% ;

d) « différentiel de gras » : la variation de la masse de gras, évaluée en centième de kilogramme, en plus ou en moins de 3,60 kilogrammes de gras de lait par hectolitre de lait, selon le dosage de la teneur en matière grasse de lait effectué par le Gouvernement du Québec, en vertu de la convention intervenue en novembre 1979 à cet effet ;

e) « fabrique » : un établissement dans lequel on traite, modifie, transforme, reconstitue ou emballe un produit laitier ou dans lequel on reçoit, directement du producteur, un produit laitier dans le but de le vendre ou le transporter à un autre établissement à ces fins ;

f) « jour ouvrable » : les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi à moins que l'un de ces jours ne soit décrété fête légale ;

g) « lait » : le liquide secrété par les glandes mammaires de la vache ;

h) « lait Kasher » : le lait acheté par un marchand de lait, d'un producteur désigné à cette fin, pour embouteillage comme lait Kasher et sujet à une prime dont le quantum est déterminé dans la convention de vente avec les marchands de lait ;

i) « marchand de lait » : toute personne qui achète ou reçoit d'un producteur, de l'Office ou d'un transporteur,

pour le compte de l'Office ou d'un producteur, du lait ou de la crème pour les revendre ou les transformer en d'autres produits laitiers ;

j) « marge » : la différence entre le quota de lait de transformation d'un producteur et la quantité subventionnable ;

k) « membre immédiat de la famille » : le père, la mère, l'époux, l'épouse, le fils, la fille, le gendre et la bru ;

l) « mise en marché » : la vente, la classification, la transformation, l'achat, l'entreposage, l'expédition pour fins de vente, l'offre de vente et le transport du lait, de la crème ou d'un produit laitier, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement de ces produits ;

m) « Office de producteurs » ou « Office » : l'organisme chargé d'appliquer et d'administrer le plan ;

n) « période de quota » : la période qui sert de base à l'établissement des quotas de lait de consommation, soit les mois d'octobre, novembre, décembre, janvier et février d'une année ;

o) « plan » : le Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec (c. M-35, r.76) ;

p) « plan global de commercialisation » ou « plan global provisoire de commercialisation » : un plan régularisant la commercialisation du lait ou de la crème d'une façon déterminée par une convention, des dispositions législatives, des décrets ou des règlements signés ou adoptés par les autorités fédérales et provinciales ;

q) « producteur » : un producteur visé par le plan ;

r) « producteur de lait de consommation » : un producteur qui vend ou livre du lait pour consommation humaine à l'état fluide, en tout ou en partie, et qui a été admis comme tel par l'Office ou qui est dispensé d'être ainsi admis selon le plan ;

s) « producteur de lait de transformation » : un producteur qui vend ou livre du lait ou de la crème exclusivement à des fins de transformation en produit laitier, autre que le lait pour consommation humaine à l'état fluide, et qui a été admis comme tel par l'Office ou qui est dispensé d'être ainsi admis selon le plan ;

t) « besoins canadiens » : le nombre de kilogrammes de matière grasse nécessaire pour satisfaire la consommation canadienne pour une année, telle que déterminée par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait ;

u) « quantité subventionnable » : le nombre de kilogrammes de matière grasse représentant sa part des besoins canadiens pour lesquels un producteur peut obtenir un subside de la Commission ;

v) « quota de lait de consommation » : le nombre de litres de lait qu'un producteur est autorisé à livrer quotidiennement pour consommation humaine à l'état fluide, en tout ou en partie ;

w) « quota de lait de transformation » : le nombre de kilogrammes de matière grasse qu'un producteur peut mettre en marché chaque année en plus de la quantité reconnue par la Commission comme lait de consommation ;

x) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;

y) « syndicat spécialisé » : un syndicat spécialisé au sens de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., c. P-28) dont les membres sont des producteurs de lait ;

z) « régions » : les territoires décrits à l'annexe I.

SECTION II QUOTAS

§1. Généralités

2. Tout producteur de lait de consommation doit détenir à la fois et en même temps un quota de lait de consommation et un quota de lait de transformation et tout producteur de lait de transformation doit détenir un quota de lait de transformation.

3. Les quotas sont émis par l'Office.

4. Nul ne peut produire et livrer ou faire livrer ou mettre en marché du lait sans détenir un quota de lait de consommation en vigueur si ce lait est destiné en tout ou en partie, à la consommation humaine à l'état fluide et sans détenir un quota de lait de transformation en vigueur si ce lait est destiné à la transformation en produit laitier autre que le lait pour consommation humaine à l'état fluide.

5. Nul ne peut détenir plus d'un quota de lait de consommation ou plus d'un quota de lait de transformation.

L'Office doit émettre chaque année aux producteurs qui y ont droit les quotas de lait de consommation au plus tard le 15 juin et les quotas de lait de transformation au plus tard le 15 octobre. Seuls les producteurs qui détenaient légalement un quota le 3 décembre 1980 et ceux qui par la suite deviennent propriétaires d'un quota conformément aux articles 15 à 32 et 33 à 42 ont droit d'obtenir chaque année de l'Office le renouvellement de ce quota conformément

ment au présent règlement et dans les limites prescrites par ce dernier.

6. Sous réserve de l'article 10, le quota d'un producteur qui cesse pendant plus de 3 mois de mettre en marché du lait ou à qui un service d'inspection reconnu a interdit les livraisons de lait pendant la même période lui est retiré et porté aux réserves prévues à l'article 27.

Avant d'appliquer le premier alinéa, l'Office doit expédier au producteur concerné un avis écrit par courrier recommandé ou certifié au moins 15 jours avant la date à laquelle l'Office s'adressera à la Régie pour demander l'annulation du quota de ce producteur.

Un producteur qui a reçu l'avis prévu au présent article peut vendre tout quota qu'il détient pendant la période de cet avis et jusqu'à ce que l'Office se soit adressé à la Régie.

7. Il est interdit à un producteur de mettre en marché le lait ou la crème d'un troupeau autre que le sien, d'une ferme autre que la sienne ou sous un numéro d'enregistrement autre que celui qui lui est attribué par la Commission.

8. Sauf l'article 29 et la section III, nul ne peut être admis à devenir un producteur de lait de consommation après le 3 décembre 1980, sans détenir un quota de lait de consommation d'au moins 100 litres de lait par jour et un quota de lait de transformation d'au moins 500 kilogrammes de matière grasse par année et nul ne peut être admis à devenir producteur de lait de transformation après le 3 décembre 1980 sans détenir un quota de lait de transformation d'au moins 1 600 kilogrammes de matière grasse par année, sauf dans un cas comme dans l'autre si cette personne a acquis l'exploitation complète de la ferme, du troupeau et des quotas d'un producteur.

La personne concernée a 1 an pour se conformer aux exigences ci-dessus à compter du moment où elle acquiert un volume de quota. Dans l'intervalle, elle peut néanmoins produire dans les limites de son quota.

9. L'Office peut, pour se conformer à un plan global de commercialisation, augmenter ou diminuer le quota de lait de transformation de chaque producteur au *pro rata* des volumes de quota détenus par eux selon le présent règlement.

10. Quand un producteur cesse de produire du lait par suite d'une force majeure ou d'une épizootie, il doit, dans les 60 jours de la survenance de cet événement, demander à l'Office de conserver son quota pendant une période maximale de 12 mois suivant cette demande ; s'il ne subit qu'une baisse de production, il a le droit de revendiquer,

preuve à l'appui, avant la fin de la période de quota ou la fin de l'année, selon le cas, le maintien de son quota.

Tout quota ainsi protégé est sujet à toute modification d'application générale relative à l'attribution des quotas.

11. Les quotas calculés conformément au présent règlement sont attribués par l'Office à chaque producteur. Les quotas de lait de consommation entrent en vigueur le 1^{er} avril de chaque année. Les quotas de lait de transformation entrent en vigueur le 1^{er} août de chaque année.

Le quota de lait de transformation de chaque producteur est divisé en 12 tranches mensuelles réparties dans les proportions suivantes :

- a) pour le mois d'août : 12% du quota ;
- b) pour le mois de septembre : 10% du quota ; et
- c) pour les 10 mois suivants : 7,8% du quota est alloué pour chacun des mois.

La production excédant le pourcentage déterminé pour le premier mois ou par la suite la production excédant en aucun temps les pourcentages cumulatifs de tous les mois est considérée production hors-quota.

§2. Calcul du quota de lait de transformation

12. Chaque année, le calcul du quota de lait de transformation auquel chaque producteur a droit, est fait par l'Office qui procède de la façon suivante :

- a) il établit la quantité que représente 90% de la quantité subventionnable détenue par chaque producteur au 31 juillet de l'année en cours ;
- b) il établit le nombre de kilogrammes de matière grasse sur lequel chaque producteur a payé des frais de mise en marché ;
- c) si le résultat obtenu au paragraphe *b* est égal ou supérieur au résultat obtenu au paragraphe *a*, le producteur conserve le même quota de lait de transformation pour l'année à venir ;
- d) si le résultat obtenu au paragraphe *b* est inférieur au résultat obtenu au paragraphe *a*, le quota de transformation du producteur est égal à 111,1% du résultat obtenu au paragraphe *b* ; et
- e) au résultat obtenu au paragraphe *d*, s'ajoute la marge. Si un producteur a acquis du quota utilisé au cours de l'année, la quantité de quota ainsi acquise est ajoutée au résultat obtenu au paragraphe *d*.

§3. Calcul du quota de lait de consommation

13. Pour établir le quota de lait de consommation auquel un producteur a droit, l'Office procède de la façon suivante :

- a) il totalise le nombre de litres de lait mis en marché par chaque producteur détenant un quota de lait de consommation durant la période de quota et divise cette quantité par 151 ; si un tel producteur a acquis tout le quota de lait de consommation d'un autre producteur durant la période de quota, la quantité de lait mise en marché par le cédant au cours de la période de quota doit être ajoutée à celle de l'acquéreur pour les fins de calcul de son quota de lait de consommation ;
- b) si la quantité obtenue au paragraphe *a* est inférieure ou égale au quota de lait de consommation détenu par un producteur, cette quantité devient son quota de lait de consommation et la différence, s'il y a lieu, est portée à la réserve prévue au paragraphe *a* de l'article 27 ;
- c) un producteur de lait de consommation dont le quota de lait de consommation a été diminué l'année précédente, conformément au paragraphe *b*, récupère en totalité le quota de lait de consommation qu'il détenait avant la diminution ;
- d) il additionne les quotas de lait de consommation révisés en vertu des paragraphes *b* et *c* ;
- e) il établit la demande moyenne et la divise par 365 pour connaître la demande moyenne journalière ; il soustrait de la demande moyenne journalière la quantité de quota que représentent les diminutions prévues au paragraphe *b* et la quantité déterminée à l'article 33 et disponible pour intégration ;
- f) si le résultat obtenu au paragraphe *e* est supérieur au résultat obtenu au paragraphe *d*, la différence est portée à la réserve prévue au paragraphe *a* de l'article 27 ; et
- g) le quota de lait de consommation d'un producteur de lait de consommation désigné comme producteur de lait Kasher par l'Office s'établit de la façon prévue aux sous-paragraphes *a* à *f*.

§4. Calcul des quotas et livraisons pour l'année laitière 1980-81

14. Pour les fins de l'année laitière 1980-81, les producteurs conservent les quotas qu'ils détenaient en vertu d'un plan conjoint en force immédiatement avant le 3 décembre 1980. Pour toutes les fins pertinentes au présent règlement, toutes les livraisons et les transactions effectuées, au cours de l'année 1980-81 en vertu des plans conjoints en force immédiatement avant le 3 décembre 1980, entrée en

vigueur du plan, et en vertu de ce plan sont considérées avoir été effectuées en vertu du plan.

§5. *Négociabilité et transfert des quotas*

15. Sous réserve de l'article 43, avec approbation de l'Office, le quota de lait de consommation et la quantité subventionnable de quota de lait de transformation peuvent être cédés en tout ou en partie par le détenteur à une personne selon les règles suivantes :

a) le quota de lait de consommation est négociable indépendamment du quota de lait de transformation et vice versa ;

b) un détenteur de quota peut céder son quota de lait de consommation par parties à plusieurs personnes pourvu que celles-ci soient déjà détentrices d'un quota de lait de transformation ;

c) les membres immédiats d'une famille peuvent céder entre eux une partie du quota qu'ils détiennent pourvu cependant qu'après cette cession, personne d'entre eux ne détienne un quota inférieur à ceux prévus à l'article 8 sauf si le cédant a cessé son exploitation ;

d) plusieurs détenteurs de quotas peuvent s'associer ou s'incorporer et mettre en commun leur exploitation et leurs quotas, après avoir fourni à l'Office une preuve jugée valable par lui de cette association ou incorporation. S'ils décident par la suite de dissoudre cette société ou compagnie, ils reprennent chacun les quotas qu'ils détenaient au moment de l'association ou incorporation et proportionnellement à ces quotas, le supplément ou la diminution apporté en vertu du présent règlement ; ceux qui sont déjà associés ou incorporés le 3 décembre 1980 peuvent également dissoudre cette société ou compagnie et se répartir les quotas comme ils l'entendent, sujet à l'article 8 ; et

e) à l'exception des transferts de quotas détenus par un producteur à un membre immédiat de sa famille ou de l'exploitation complète de la ferme, du troupeau et des quotas d'un producteur, sur toute quantité de quota de lait de consommation offerte en vente, l'Office retient 10% ; sur toute quantité de quota de lait de transformation offerte en vente, il retient 25%. Les quantités de quota de lait de consommation et de lait de transformation ainsi retenues sont versées aux réserves prévues à l'article 27 selon le cas.

16. Sauf les cas prévus aux paragraphes c et e de l'article 15 et sous réserve de la section III, la seule façon de céder ou d'acquérir un volume de quota de lait de consommation ou de lait de transformation est celle décrite aux articles 16 à 24.

Sujet aux mêmes exceptions et sous les mêmes réserves, nul producteur ne peut céder un volume de quota qu'il détient sauf par vente publique, par l'entremise du syndicat spécialisé de la région où est située son exploitation laitière et de la façon prévue aux articles 16 à 24. Tout producteur qui désire céder ou vendre son quota doit déposer, au moins 3 jours ouvrables avant le jour de la vente publique, une offre de vente écrite, en la forme prescrite par l'Office et sur laquelle doit apparaître la quantité de quota offerte en vente, au bureau du syndicat spécialisé de la région où est située son exploitation laitière ; cette offre de vente est irrévocable à compter de ces 3 jours ouvrables et jusqu'à l'expiration du jour de la vente publique qui suit immédiatement celui où l'offre de vente est déposée telle que ci-dessus.

17. Le jour de mise en vente publique est le deuxième jeudi de chaque mois.

18. Si le jour mentionné à l'article 17 tombe un jour non ouvrable, la vente publique a lieu le jour ouvrable suivant.

19. Pour acquérir un volume de quota de lait de consommation ou une quantité subventionnable de lait de transformation, la personne qui y a droit doit se présenter personnellement ou par mandataire muni d'une procuration écrite le jour et à l'endroit de la vente publique et faire une ou des offres d'achat comme suit :

a) pour le quota de lait de consommation, elle ne peut acquérir qu'un maximum de 50 litres par jour au cours du mois où a lieu la vente publique pour laquelle l'offre d'achat est soumise ;

b) pour le quota de lait de transformation, elle ne peut acquérir qu'un maximum de 250 kilogrammes de matière grasse au cours du mois où a lieu la vente publique pour laquelle l'offre d'achat est soumise ; et

c) nul ne peut nommer plus d'un mandataire pour toutes les ventes publiques qui s'effectuent au Québec pendant un mois déterminé et nul ne peut agir comme mandataire pour le compte de plus d'un producteur à toutes les ventes publiques qui s'effectuent au Québec pendant un mois déterminé.

20. À compter de 13 h, le secrétaire du syndicat spécialisé ou son représentant doit procéder à la vente publique à la date indiquée, de la façon suivante :

a) par ordre de date et d'heure du dépôt des offres de vente au bureau du syndicat ;

b) au plus offrant, pour la quantité que ce dernier indique une fois qu'il y a adjudication ; s'il n'y a qu'un seul offrant, il doit être déclaré adjudicataire ; et

c) il ne peut offrir en vente un autre quota ou partie de quota tant que toute la quantité qu'un producteur a offerte en vente n'a pas été adjudgée.

21. Tout quota qui a fait l'objet d'une vente conformément à la section II ou toute autre aliénation conformément au présent règlement doit être transféré par l'Office à toute personne qui remplit les exigences du présent règlement. Si une personne au cours d'un mois, s'est portée acquéreur d'une quantité supérieure au maximum prévu dans le présent règlement, la quantité acquise en trop lui est retirée et versée à la réserve appropriée. Dans le cas de transfert d'un quota de lait de consommation, l'acquéreur d'un tel quota doit satisfaire aux exigences des lois et règlements concernant les producteurs de lait de consommation.

22. Sous réserve des articles 31 et 32, les demandes de transfert reçues au cours d'un mois entrent en vigueur le premier jour du mois suivant pourvu qu'elles soient acceptées par l'Office.

23. Une fois que le transfert est en vigueur, l'acquéreur ne peut utiliser, pour le reste de l'année, que la partie du quota de lait de transformation non utilisée par le cédant.

24. Dans l'intérêt général des producteurs, l'Office peut suspendre en tout ou en partie et pour une période déterminée l'application de la section négociabilité et transfert de quota.

Une copie de la résolution décrétant telle suspension doit être expédiée par l'Office à la Régie.

Le cas d'intérêt général visé au premier alinéa signifie notamment la période transitoire comprise entre la passation d'une résolution de l'Office prévoyant la modification du règlement de quota et l'entrée en vigueur de cette modification.

§6. Prêts de quotas

25. Pendant la période comprise entre le 1^{er} avril et le 30 juin de chaque année, les producteurs peuvent se prêter des parties non utilisées de la quantité subventionnable de quota de lait de transformation sans être assujettis aux articles 16 à 24. Un même producteur ne peut prêter une partie de son quota de lait de transformation pendant plus de 2 années consécutives.

26. Les producteurs qui désirent se prévaloir de l'article 25 doivent se présenter au bureau du syndicat de la région où est située l'exploitation laitière du prêteur, et remplir 2 formules, celle du prêteur indiquant la quantité prêtée et le nom de l'emprunteur et celle de l'emprunteur indiquant la

quantité empruntée et le nom du prêteur. Le prêt devient effectif le premier jour du mois suivant le dépôt des 2 formules et il y a remise complète et automatique au prêteur le 1^{er} août de chaque nouvelle année de toute quantité précédemment empruntée.

§7. Réserves de quotas

27. Les réserves de quotas sont constituées ainsi :

a) **pour les quotas de lait de consommation** : une réserve découlant de l'application de l'article 6 et de l'application des paragraphes b et f de l'article 13 et de l'application du paragraphe e de l'article 15 et de l'article 21 ;

b) **pour les quotas de lait de transformation** : une réserve découlant de l'application de l'article 6 et du paragraphe e de l'article 15 et de l'article 21 et des quantités attribuées par la Commission selon un plan global de commercialisation.

28. L'Office peut utiliser la réserve de quota de lait de transformation pour atténuer l'effet d'une diminution générale de quota ou la distribuer aux producteurs au *pro-rata* du quota de lait de transformation détenu par chacun d'eux.

L'Office peut utiliser la réserve de quota de lait de consommation, autre que celle provenant de l'article 27, pour l'intégration, dans les limites permises par le plan, s'il n'y a pas de volume disponible suivant l'article 33.

§8. Routes de lait pasteurisé

29. Lorsqu'une personne est propriétaire d'un troupeau et exploitant, le 3 décembre 1980, un commerce de lait pasteurisé, abandonne ou cède son circuit de distribution à un marchand de lait, cette personne devient un producteur et l'Office lui attribue un quota, pourvu qu'elle rencontre les exigences des lois et règlements. Cette personne a droit à un quota de lait de consommation égal à 125% des ventes faites par elle au cours des 12 mois qui précèdent la vente de ce circuit ou, s'il est impossible de l'établir, un quota de lait de consommation égal à 125% des ventes en classe I faites par le marchand de lait sur ce circuit au cours des 30 jours qui suivent la transaction. Cette personne a également droit à un quota de lait de transformation égal à la différence entre son quota de lait de consommation et la production de son troupeau au cours de la même période, si cette dernière est supérieure.

Si cette personne détient un quota de lait de transformation, elle conserve ce quota de lait de transformation à moins que suivant le premier alinéa, on en arrive à une quantité supérieure auquel cas son quota de lait de transformation est majoré d'autant.

§9. Modalités générales

30. Toutes les transactions concernant les quotas doivent être complétées directement de producteur à producteur et par l'entremise de l'Office seulement. Tout producteur à qui est attribué ou transféré un quota ou une partie de quota de lait de consommation ou de lait de transformation ne peut en disposer en tout ou en partie dans les 6 mois qui suivent l'attribution ou transfert, sauf advenant un cas de force majeure reconnu par l'Office.

31. Aucune demande de transfert de quota de lait de consommation n'est acceptée durant la période comprise entre le 1^{er} jour de février et le 1^{er} jour de mai de chaque année, sauf s'il s'agit d'une demande de transfert de la totalité des quotas de lait de consommation d'un producteur à une personne qui acquiert l'exploitation complète de la ferme, du troupeau et des quotas du cédant.

Aucune demande de transfert de quota de lait de transformation n'est acceptée durant la période comprise entre le 1^{er} jour de juillet et le 1^{er} jour de septembre de chaque année sauf s'il s'agit d'une demande de transfert de la totalité des quotas de lait de transformation d'un producteur à une personne qui acquiert l'exploitation complète de la ferme, du troupeau et des quotas du cédant.

32. Aucune demande de transfert de quota de lait de consommation et de lait de transformation ayant pour effet de diminuer à moins de 100 litres par jour le quota de lait de consommation ou à moins de 500 kilogrammes par année de matière grasse le quota de lait de transformation d'un producteur de lait de consommation ou à moins de 1 600 kilogrammes par année de matière grasse le quota de lait de transformation d'un producteur de lait de transformation ne peut être acceptée, à moins que le producteur cédant n'ait abandonné la production.

SECTION III INTÉGRATION

33. À chaque année, pour fins d'intégration, l'Office met à la disposition des producteurs de lait de transformation qui se qualifient en vertu des dispositions législatives ou des ententes en vigueur, une quantité de quota de lait de consommation égale à l'augmentation des ventes en classe I de l'année précédente.

34. Sous réserve de l'article 33, tout producteur de lait de transformation qui se qualifie tel que ci-dessus peut devenir un producteur de lait de consommation par intégration en déposant une demande écrite à cette fin auprès de l'Office.

35. L'Office peut répartir par région le volume de quota de lait de consommation qui peut être attribué.

§1. Conditions d'intégration

36. Le producteur requérant un volume de quota de lait de consommation doit, au cours des 2 années complètes qui précèdent sa demande, avoir produit du lait continuellement ou avoir acquis une ferme en exploitation et un troupeau répondant aux mêmes conditions et continuer de l'exploiter.

37. Il doit au cours des 2 années complètes qui précèdent sa demande, avoir livré toute sa production à un marchand de lait.

38. Le lait et les installations laitières doivent être conformes aux lois et règlements provinciaux et municipaux applicables concernant la qualité et l'hygiène.

39. S'il s'agit d'une personne domiciliée dans les comtés municipaux de Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Drummond, Arthabaska, Nicolet, Yamaska, Bagot, Richelieu, Saint-Hyacinthe, Shefford, Brome, Missisquoi, Iberville, Saint-Jean, Verchères, Rouville, Chambly, Laprairie, Napierville, Châteauguay, Beauharnois, Huntingdon, Vaudreuil-Soulanges, Saint-Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier, Deux-Montagnes, Terrebonne, Argenteuil, elle doit être en mesure de se conformer aux règlements et ordonnances de la Communauté urbaine de Montréal, qui lui sont applicables.

40. Le requérant doit posséder un seul bassin réfrigérant pouvant contenir au moins 5 traites au moment de la production maximale du troupeau.

41. Le requérant doit avoir une production minimale suffisante acceptée par les services d'inspection concernés.

42. Nul producteur ayant déjà détenu un quota de lait de consommation en rapport avec une ferme ne peut se prévaloir de la section III pour obtenir un quota de lait de consommation en rapport avec la même ferme à moins qu'il ne se soit écoulée une période de 5 ans depuis la date à laquelle il a disposé de son quota de lait de consommation en rapport avec cette ferme.

§2. Quota de lait de consommation attribué

43. L'Office attribue à tout producteur admis conformément aux articles précédents, un quota de lait de consommation équivalent à 17% du quota de lait de transfor-

mation détenu par ce producteur le 1^{er} août de l'année de son intégration jusqu'à concurrence de 110 litres par jour.

44. Le quota de lait de consommation obtenu par un producteur en vertu de la section III et qui cesse d'utiliser ce quota dans les 5 ans de l'attribution est annulé, sauf dans le cas du transfert complet de la ferme, du troupeau et des quotas à un même producteur.

45. Le quota de lait de transformation détenu par un producteur demeure le même après son admission comme producteur de lait de consommation suite à une demande d'intégration.

SECTION IV INTERPRÉTATION

46. Le titre du présent règlement et de ses sections y sont insérés pour fins de commodité et ne doivent pas servir à l'interpréter.

ANNEXE I

(a. 1)

Région : Sherbrooke

La région de Sherbrooke comprend les municipalités de comté suivantes :

Brome : pour les municipalités de : la ville de Sutton, les villages d'Abercorn et d'Eastman, les municipalités de canton de Potton et Sutton, les municipalités d'Austin, Bolton-Est, Bolton-Ouest et Saint-Étienne-de-Bolton, y compris la municipalité de Saint-Benoît-du-Lac ; Compton, Frontenac : pour les municipalités suivantes : la ville de Lac-Mégantic, les municipalités des paroisses de Saint-Augustin-de-Woburn et Val-Racine, la municipalité du canton de Marston ; les municipalités d'Audet, Milan, Nantes, Notre-Dame-des-Bois, Piopolis, Sainte-Cécile-de-Whitton, Saint-Romain et Winslow-Sud ; Richmond, Shefford : pour les municipalités suivantes : les villages de Lawrenceville, Stukely-Sud et de Valcourt, la municipalité de canton d'Ely, les municipalités de Bonsecours, Maricourt, Racine, Sainte-de-Anne-de-la-Rochelle et Stukely-Sud ; Sherbrooke, Standstead, Wolfe et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Côte-du-Sud

La région de Côte-du-Sud comprend les municipalités de comté suivantes :

L'Islet, Montmagny, Kamouraska, Rivière-du-Loup : pour les municipalités suivantes : la cité de Rivière-du-Loup, les municipalités des paroisses de Notre-Dame-du-Portage, Saint-Antonin, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-

Loup, et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Gaspésie

La région de Gaspésie comprend les municipalités de comté suivantes :

Bonaventure — moins les municipalités suivantes : les municipalités de paroisses de Saint-Alexis-de-Matapédia, Saint-François-d'Assise, Saint-Laurent-de-Matapédia ; la municipalité de Saint-Fidèle-de-Ristigouche ; les municipalités des cantons de Ristigouche et Ristigouche (partie sud-est), Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, les Îles-de-la-Madeleine et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Lanaudière

La région de Lanaudière comprend les municipalités de comté suivantes :

L'Assomption, Berthier, Joliette, Montcalm, et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : la Mauricie

La région de la Mauricie comprend les municipalités de comté suivantes :

Champlain, Saint-Maurice, Maskinongé ; les seigneuries de Sainte-Marguerite, Isle-Saint-Joseph, Labadie et Niverville ; la cité des Trois-Rivières, la ville des Trois-Rivières-Ouest et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : des Laurentides

La région des Laurentides comprend les municipalités de comté suivantes :

Argenteuil, Deux-Montagnes, Gatineau, Hull, Labelle, Papineau, Pontiac, Terrebonne. Les municipalités de cités, de villes, de villages ou de paroisses compris sur les îles de Montréal, Jésus, Bizard et des îles faisant partie de leur territoire et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Nicolet

La région de Nicolet comprend les municipalités de comté suivantes :

Arthabaska, Bagot : pour les municipalités de la paroisse de Sainte-Christine ; Drummond, Nicolet, Yamaska et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Abitibi-Témiscamingue

La région d'Abitibi-Témiscamingue comprend :

les municipalités du comté d'Abitibi et de Témiscamingue ; les territoires d'Abitibi, de Mistassini et du Nouveau-Québec ; les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Québec

La région de Québec comprend les municipalités de comté suivantes :

Bellechasse, Charlevoix, Dorchester : pour les municipalités suivantes : le village de Saint-Isidore, la municipalité de paroisse de Saint-Isidore ; Lévis, Lotbinière, Mégantic, Montmorency No 1, Montmorency No 2, Portneuf, Québec, Saguenay : pour les municipalités de villes, de villages, de paroisses, cantons ou cantons unis suivants : Saint-Firmin, Sacré-Coeur-de-Jésus, Bergeronnes, Escoumins, Saint-Paul-du-Nord, Sainte-Anne-de-Portneuf, Saint-Luc-de-Laval, Colombier, Baie-Trinité, Ragueneau et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Québec-Sud

La région de Québec-Sud comprend les municipalités de comté suivantes :

Beauce, Dorchester — moins les municipalités suivantes : le village de Saint-Isidore, la municipalité de paroisse de Saint-Isidore ; Frontenac — moins les municipalités suivantes : la ville de Lac-Mégantic, les municipalités des paroisses de Saint-Augustin-de-Woburn et Val-Racine, la municipalité du canton de Marston, les municipalités d'Audet, Milan, Nantes, Notre-Dame-des-Bois, Piopolis, Sainte-Cécile-de-Whitton, Saint-Romain et Winslow-Sud ; et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Bas-Saint-Laurent

La région du Bas-Saint-Laurent comprend les municipalités de comté suivantes :

Bonaventure : pour les municipalités suivantes : les municipalités de paroisse de Saint-Alexis-de-Matapédia, de Saint-François-d'Assise, de Saint-Laurent-de-Matapédia ; la municipalité de Saint-Fidèle-de-Ristigouche ; les municipalités de canton de Ristigouche et Ristigouche (partie sud-est), Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup — moins les municipalités suivantes : la cité Rivière-du-Loup, les municipalités des paroisses de Notre-Dame-du-Portage, Saint-Antonin, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup ; Témiscouata et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Saguenay-Lac-Saint-Jean

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean comprend les municipalités de comté suivantes :

Chicoutimi, Lac-Saint-Jean-Est, Lac-Saint-Jean-Ouest, Saguenay — moins les municipalités de cités, de villes, de villages, de paroisses ou de cantons suivants : Saint-Firmin, Sacré-Coeur-de-Jésus, Bergeronnes, Escoumins, Saint-Paul-du-Nord, Sainte-Anne-de-Portneuf, Saint-Luc-de-Laval, Colombier, Baie-Trinité, Ragueneau, — y compris l'île d'Anticosti et le territoire d'Ashunipi et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Saint-Hyacinthe

La région de Saint-Hyacinthe comprend les municipalités de comté suivantes :

Bagot — moins la municipalité de la paroisse de Sainte-Christine ; Brôme — moins la municipalité de la ville de Sutton ; les municipalités des cantons de Potton et Sutton ; les municipalités d'Austin, Bolton-Est, Bolton-Ouest, Saint-Benoît-du-Lac et Saint-Etienne-de-Bolton, Iberville, Missisquoi, Richelieu, Rouville, Shefford — moins les municipalités suivantes : les villages de Lawrenceville, Stukely-Sud et de Valcourt ; la municipalité du canton d'Ely ; les municipalités de Bonsecours, Maricourt, Racine, Sainte-Anne-de-la-Rochelle et Stukely-Sud ; Saint-Hyacinthe, Verchères — pour les municipalités suivantes : la ville de Beloeil ; le village de McMasterville ; les municipalités des paroisses de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Marc, Saint-Mathieu de-Beloeil ; la municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu, et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Région : Saint-Jean-Valleyfield

La région de Saint-Jean-Valleyfield comprend les municipalités de comté suivantes :

Beauharnois, Chambly, Châteauguay, Huntingdon, Laprairie, Napierville, Soulanges, Saint-Jean, Vaudreuil, Verchères — moins les municipalités suivantes : la municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu et Saint-Marc de la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Verchères ; et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Décision 3011 du 03.12.80, (1980) 112 G.O.II, 6581

Décision 3042 du 20.01.81, (1981) 113 G.O.II, 431

Décision 3247 du 28.10.81, (1981) 113 G.O.II, 4705



c. M-35, r.79

Règlement sur la contribution des producteurs-fournisseurs de Aliments Delisle Limitée

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient :

a) « fabrique » : un établissement dans lequel on traite, modifie, transforme, reconstitue ou emballe le produit visé, ou dans lequel on reçoit du producteur le produit visé dans le but de le vendre ou de le transporter à un autre établissement à ces fins ;

b) « Syndicat » : Syndicat des producteurs laitiers Delisle Nicolet ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait de Aliments Delisle Limitée de Nicolet ;

d) « producteurs » : la signification qui est donnée à ce mot par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) et ses modifications ;

e) « produit visé » : le produit qui est visé par le plan.

2. Il est par le présent règlement décrété et imposé une contribution de 0,045 \$ par 100 livres de lait ou de 0,013 \$ par livre de matière grasse, vendues ou livrées au Québec, à une fabrique, à titre de contribution pour les dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan et des règlements adoptés en vertu du plan.

3. Tout producteur qui, au Québec, vend ou livre le produit visé à une fabrique doit payer au Syndicat la contribution imposée à l'article 2.



c. M-35, r.80

Règlement sur les contributions des producteurs-fournisseurs de lait à Carnation Inc.

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

- a) « Carnation Inc. » : corporation exploitant une fabrique laitière à Sherbrooke ;
- b) « Office » : l'Office des producteurs-fournisseurs de lait à Carnation Inc. ;
- c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait à Carnation Inc.

2. Tout producteur visé par le plan doit payer à l'Office une contribution de 0,0908 \$ par hectolitre de lait livré à Carnation Inc. pour payer les dépenses encourues dans l'administration et l'application du plan et des règlements.

Décision 2784 du 17.10.79, (1980) 112 G.O.II, 585

Décision 2888 du 09.05.80, (1980) 112 G.O.II, 2839

Décision 3164 du 27.05.81, (1981) 113 G.O.II, 2617



c. M-35, r.81

Règlement sur la contribution des producteurs de lait industriel

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient :

a) « fabrique » : un établissement dans lequel on traite, modifie, transforme, reconstitue ou emballe le produit visé, ou dans lequel on reçoit du producteur le produit visé dans le but de le vendre ou de le transporter à un autre établissement à ces fins ;

b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec ;

d) « producteur » : la signification qui est donnée à ce mot par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) et ses modifications ;

e) « produit visé » : le produit qui est visé par le plan.

2. Il est par le présent règlement décrété et imposé une contribution de 0,1022 \$ par hectolitre de lait ou de 0,0287 \$ par kilo de gras de crème, vendu ou livré au Québec, à une fabrique, à titre de contribution pour les dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan et des règlements adoptés en vertu du plan.

3. Tout producteur qui, au Québec, vend ou livre le produit visé à une fabrique doit payer à la Fédération la contribution imposée à l'article 2.



c. M-35, r.82

Ordonnance sur le prélèvement des contributions dues par les producteurs assujettis au Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

1. Dans la présente ordonnance, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « association de producteurs » : la même signification qu'à l'article 1 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec ;

c) « marchand de lait » : toute personne qui achète du lait ou de la crème d'un producteur ainsi que toute association de producteurs engagée dans la mise en marché du lait ou de la crème et qui achète ou reçoit du lait ou de la crème d'un producteur ;

d) « producteur » : toute personne remplissant les conditions posées par l'article 5 du Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec à l'exception d'un syndicat coopératif d'agriculteurs, d'une association coopérative d'agriculteurs ou d'une société coopérative d'agriculteurs détenant un permis de la Régie ;

e) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Tout marchand de lait retient sur les sommes qui doivent être payées ou versées à un producteur les contributions suivantes :

a) 0,1022 \$ par hectolitre de lait ou 0,0287 \$ par kilo de gras de crème, soit la contribution du producteur pour les dépenses encourues dans l'application et l'administration du Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec et des règlements ;

b) 0,1135 \$ par hectolitre de lait ou 0,0315 \$ par kilo de gras de crème, soit la contribution du producteur aux frais de publicité des produits laitiers ;

c) 2,27 \$ par hectolitre de lait dosant 3,60 kilogrammes de matière grasse ou 0,63 \$ par kilo de matière grasse de lait, soit la contribution du producteur pour frais de

mise en marché intra quota pour le commerce intraprovincial ;

d) 0,68 \$ par hectolitre de lait dosant 3,60 kilogrammes de matière grasse ou 0,1890 \$ par kilo de matière grasse de lait, soit la contribution spéciale du producteur pour les frais de mise en marché intra quota dans le commerce intraprovincial ;

e) 18,16 \$ par hectolitre de lait dosant 3,60 kilogrammes de matière grasse ou 5,04 \$ par kilo de matière grasse de lait ou 2,21 \$ par kilo de matière grasse de crème, soit la contribution du producteur pour frais de mise en marché hors quota dans le commerce intraprovincial.

3. Le marchand de lait remet sans délai à la Fédération les contributions ainsi retenues, par chèque libellé à son ordre et adressé à son siège social au 515, avenue Viger, à Montréal.

4. Cette remise comprend les contributions retenues pendant une période de 2 semaines ou de 15 jours selon que le marchand de lait paie ses producteurs-fournisseurs à toutes les 2 semaines ou à tous les 15 jours.

5. Le marchand de lait peut déduire, à titre de compensation pour frais d'administration, 2% au maximum du total des contributions prévues au paragraphe a de l'article 2.

6. En même temps que la remise prévue à l'article 3, le marchand de lait fournit à la Fédération les renseignements suivants :

a) le nom, l'adresse et le numéro de chaque producteur acquittant ainsi ses contributions ;

b) la quantité de lait ou de crème reçue de chaque producteur, exprimée en unités de 100 livres dans le cas du lait ou en livres de matière grasse dans le cas de la crème ;

c) les contributions prélevées de la somme due à chaque producteur ;

d) le total des contributions prélevées ;

e) la compensation à déduire en vertu de l'article 5 ;

f) la remise nette à effectuer au producteur.

7. En effectuant la remise nette au producteur, le marchand de lait lui fournit un état des contributions déduites du prix du lait ou de la crème livré.

Décision 2611 du 08.05.79, (1979) 111 G.O.II, 3853

Décision 2781 du 17.10.79, (1979) 111 G.O.II, 7019



c. M-35, r.83

Règlement sur la contribution pour l'administration du plan conjoint et des règlements des producteurs de légumes destinés à la transformation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

« Fédération » : La Fédération des producteurs de fruits et légumes du Québec ;

« plan » : le Plan conjoint des producteurs de légumes destinés à la transformation (c. M-35, r.85) ;

« producteur » : toute personne engagée dans la production d'un produit visé ou celle qui produit et offre en vente un produit visé pour son compte ou celui d'autrui ;

« produit visé » : les haricots jaunes et verts, les pois verts, le maïs sucré, les concombres, les asperges et les tomates.

2. Tout producteur doit payer une contribution de :

5,50 \$ la tonne nette pour les asperges ;

2,35 \$ la tonne nette pour les concombres ;

2,75 \$ la tonne nette pour les haricots ;

1,65 \$ la tonne nette pour le maïs sucré ;

1,25 \$ la tonne nette pour les tomates ;

3,75 \$ la tonne nette pour les pois verts.

3. La perception de cette contribution ainsi que les modalités de remise à la Fédération peuvent être déterminées par convention entre la Fédération et les acheteurs du produit visé.

4. Les sommes ainsi payées à la Fédération sont utilisées pour l'administration et la mise en oeuvre du plan et des règlements.



c. M-35, r.84

Règlement sur la division en groupes des producteurs de légumes destinés à la transformation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 45 et 46)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

- a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de fruits et légumes du Québec ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de légumes destinés à la transformation (c. M-35, r. 85) ;
- c) « producteur » : un producteur au sens du plan.

2. Aux fins d'élire des délégués pour la tenue des assemblées générales des producteurs visés par le plan, la Fédération décrète la division des producteurs en 5 groupes. La description du territoire de chacun des groupes est décrite à l'annexe 1.

3. Le domicile ou le siège social du producteur ou, à défaut, le lieu où son exploitation est située, détermine le groupe auquel il appartient.

4. Aucun producteur ne peut faire partie de plus d'un groupe.

5. Toute difficulté concernant l'appartenance du producteur à un groupe ou à un autre est réglée par la Fédération. Si le producteur n'est pas satisfait de cette décision, il peut en appeler à la Régie des marchés agricoles du Québec, dont la décision est ensuite finale.

6. Chaque groupe se réunit au moins une fois l'an pour désigner ses délégués aux assemblées générales des producteurs visés par le plan.

Les délégués, ainsi que les délégués-substituts prévus à l'article 8, restent en fonction pour toutes les assemblées générales tenues au cours de l'année suivant leur élection et jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

7. Chaque groupe a droit à 1 délégué par 10 producteurs ou fraction majoritaire de 10 producteurs inscrits au fichier des producteurs tenu par la Fédération.

8. En plus de l'élection des délégués prévue à l'article 6, chaque groupe doit élire des délégués-substituts. Chaque groupe a droit à 1 délégué-substitut par 25 producteurs ou fraction majoritaire de 25 producteurs. Toutefois, le nombre de délégués-substituts par groupe ne doit jamais être supérieur à 5 ni être inférieur à 1, et ce, même si le délégué-substitut doit alors représenter plus de 25 producteurs.

9. Le délégué-substitut n'a droit de vote à une assemblée générale qu'au cas d'absence du délégué élu par le groupe concerné. Le secrétaire de l'assemblée doit consigner au procès-verbal le nom du délégué absent et y indiquer le nom du délégué-substitut qui peut voter à sa place. Toute difficulté concernant la désignation du délégué-substitut est réglée par la majorité des producteurs présents à l'assemblée de groupe.

10. Le procédure relative à la tenue des assemblées de groupes est déterminée par règlements qui doivent être adoptés lors de la première assemblée du groupe.

11. Le secrétaire du syndicat des producteurs de fruits et légumes existant dans la région de chacun des groupes décrit à l'annexe 1 est d'office le secrétaire des assemblées du groupe de sa région.

12. La convocation de l'assemblée d'un groupe est faite par le secrétaire du groupe et adressée à chaque producteur au moins 10 jours francs avant la tenue de cette assemblée. Cet avis de convocation doit indiquer le lieu, la date et l'heure de la tenue de l'assemblée.

13. Le secrétaire doit convoquer la tenue d'une assemblée du groupe au moins une fois l'an ou suite à une demande qui lui est adressée par la Fédération ou la Régie des marchés agricoles du Québec. À défaut par le secrétaire de convoquer une telle réunion, le secrétaire de la Fédération doit le faire à sa place.

14. Le secrétaire du groupe doit, dans les 10 jours suivant la tenue de l'assemblée de groupe, faire parvenir au secrétaire de la Fédération une copie certifiée conforme du procès-verbal de la tenue de cette assemblée ainsi que la liste des délégués et des délégués-substituts qui ont été élus.

15. Le quorum de l'assemblée du groupe est constitué des producteurs présents.

16. Le vote pour l'élection des délégués et des délégués-substituts doit se tenir à main levée, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par la majorité des producteurs présents. Les producteurs ayant reçu le plus grand nombre de voix sont déclarés élus.

*Groupe**Territoire**Comtés municipaux*

Saint-Jean
Valleyfield

— Beauharnois
— Châteauguay
— Huntingdon
— La Prairie
— Napierville
— Saint-Jean
— Soulanges
— Vaudreuil
— Verchères (à l'exception des paroisses de Saint-Charles, Beloeil, Saint-Mathieu-de-Beloeil, McMasterville, Saint-Marc, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Antoine-de-Padoue)
— Chambly

ANNEXE 1*(a. 2 et 11)*

<i>Groupe</i>	<i>Territoire Comtés municipaux</i>
Joliette	— Berthier — Joliette — L'Assomption — Montcalm
Mauricie	— Champlain (à l'exception de Parent) — Maskinongé — Saint-Maurice
Nicolet	— Arthabaska — Bagot pour la paroisse de Sainte-Christine — Drummond — Nicolet — Yamaska
Saint-Hyacinthe	— Bagot (à l'exception de Sainte-Christine) — Brome pour les paroisses de : Brome, Foster, Fulford, Knowlton, Adamsville, Brigham, Bromont et Farnham-Est — Iberville — Missisquoi — Richelieu — Rouville — Saint-Hyacinthe — Shefford pour les paroisses de : Waterloo, Warden, Granby, Saint-Alphonse, Saint-Joachim-de-Shefford, Sainte-Pudentienne, Sainte-Cécile-de-Milton, Roxton, Roxton-Falls, Saint-Valérien-de-Milton — Verchères pour les paroisses de : Saint-Charles, Beloeil, Saint-Mathieu-de-Beloeil, McMasterville, Saint-Marc, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Antoine-de-Padoue



c. M-35, r.85

Plan conjoint des producteurs de légumes destinés à la transformation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

SECTION I

DÉSIGNATION ET DÉFINITIONS

1. Le présent plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de légumes destinés à la transformation.

2. Dans le présent plan, les mots et expressions suivants signifient :

a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de fruits et légumes du Québec ;

b) « légumes » : les haricots jaunes et verts, les pois verts, le maïs sucré, les concombres, les asperges et les tomates ;

c) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

d) « mise en marché » : la vente, l'offre de vente, la classification, l'expédition pour fin de vente, l'entreposage, l'achat, le transport et la transformation d'un produit visé, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement de ce produit ;

e) « transformation » : la cuisson, la mise en conserve, la déshydratation, le séchage, la lyophilisation, la congélation, la coupe en tranches, la macération, l'emballage ou toute autre transformation, et comprend l'extraction du jus à partir d'un produit visé ;

f) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

SECTION II

PRODUITS ET PRODUCTEURS VISÉS

3. Les produits visés par le plan sont les légumes produits au Québec et destinés ou livrés pour fin de transformation.

4. Le producteur visé par le plan est toute personne engagée dans la production d'un produit visé, ou celle qui offre en vente un produit visé, ou celle qui produit et offre en vente un produit visé, pour son compte ou celui d'autrui.

5. Toute personne remplissant les conditions pour être un producteur intéressé au 8 novembre 1978 et, postérieurement, toutes celles qui, au cours de l'application du plan, répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur, sont assujetties au plan.

SECTION III

ADMINISTRATION

6. La Fédération est chargée de l'application et de l'administration du plan.

7. Le mode d'élection ou de nomination et de remplacement des administrateurs est celui prévu par les règlements de la Fédération, en vertu de sa loi constitutive. Ces règlements doivent être approuvés par la Régie avant leur mise en application.

8. Les administrateurs de la Fédération doivent être des producteurs au sens de l'article 4.

9. La Fédération est l'agent de négociation des producteurs visés par le plan.

10. Tout contrat relatif à la vente d'un produit visé et toute matière relative à la contribution applicable à un produit visé doivent être soumis à un comité composé d'au moins 3 producteurs directement engagés dans la production concernée.

Ce comité est formé annuellement lors de l'assemblée générale et les membres sont désignés par les producteurs présents et engagés dans la production concernée. À défaut, ils peuvent être désignés par la Régie.

La Fédération doit déposer à la Régie les représentations et les opinions de ce comité avec toute demande d'homologation d'une convention ou d'approbation d'un règlement.

SECTION IV

POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE LA FÉDÉRATION POUR L'EXÉCUTION DU PLAN

11. Sauf quant aux restrictions prévues dans le présent plan, la Fédération possède les pouvoirs et attributions et elle a les devoirs prévus dans la Loi pour un office de producteurs.

12. La Fédération ne peut exercer par voie de règlement les fonctions et pouvoirs prévus aux articles 67 et 68 de la

Loi, à moins d'une modification au présent plan, selon la procédure prévue à la Loi.

13. La Fédération peut :

a) coopérer avec d'autres organismes de producteurs, ou avec un gouvernement, ses employés, ministères ou organismes, en vue de la mise en marché ordonnée du produit visé, dans les limites et hors du Québec, selon les conditions prévues à la section XI de la Loi. Elle peut également recevoir et exercer à ces fins des fonctions et des pouvoirs provenant d'une autre loi ;

b) exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de pouvoirs de la Régie ou d'une autre autorité.

14. La Fédération peut :

a) collaborer avec les acheteurs et les autres personnes intéressées à la commercialisation des produits visés, dans toute initiative pouvant améliorer et développer les débouchés de ces produits, ou qui pourrait aider à une mise en marché mieux ordonnée des produits visés ;

b) faire toute enquête utile à l'application du plan ou d'un règlement, ou concernant les conditions de mise en marché du produit visé ou afin de bonifier les débouchés de ce produit. Elle peut obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'application du plan ou des règlements ;

c) mettre à la disposition des producteurs le plus d'information possible sur la production, l'état des récoltes et des marchés, les prix, les diverses autres conditions de mise en marché que la Fédération considère utile pour l'ensemble des producteurs.

15. La Fédération peut constituer un comité de bonne entente pour étudier et régler les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan et des règlements, en déterminer la procédure et les règles, qui sont sujettes à l'approbation de la Régie. Elle peut aussi établir d'autres comités pour assurer une application efficace du plan et des règlements.

16. La Fédération peut élaborer ou participer à des programmes de publicité ou de développement du marché des produits visés.

17. La Fédération peut :

a) arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à l'application des règlements, ainsi que les modalités de paiement et de perception de la contribution exigée ;

b) décréter par règlement une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs, y compris pour l'établissement d'un fonds de roulement, afin de réaliser les objets du plan ou appliquer un règlement ou une entente. Ce règlement est sujet à l'approbation de l'assemblée générale des producteurs et de la Régie avant d'entrer en vigueur.

Le montant de ces contributions peut varier selon des groupes déterminés et différents de producteurs.

18. Dans le cadre de l'application et de l'administration du plan, la Fédération peut signer tout contrat et par là, lier chaque producteur visé par le plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement.

19. La Fédération peut négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi, toute condition de mise en marché et, spécialement :

a) le prix, les conditions et modalités de vente et de paiement du produit visé ;

b) les conditions, modalités et prix du transport du produit visé, ainsi que tout autre service relatif à sa production et à sa mise en marché ;

c) les normes de qualité, de classification et de pesée du produit visé, ainsi que leur surveillance par un représentant attitré de la Fédération ;

d) les modalités et conditions de l'approvisionnement des acheteurs et de livraison du produit visé ;

e) les modes de retenue par toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, de la contribution décrétée en vertu du plan ou d'un règlement, et sa remise à la Fédération, ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ;

f) les conditions et modalités des diverses conventions liant le producteur visé et en vertu desquelles il participe à la production pour le compte d'autrui ;

g) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

h) tant à l'occasion de la signature d'un contrat qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

i) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

SECTION V **OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR**

20. Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et aux règlements adoptés par la Fédération dans l'exercice des pouvoirs dont elle est investie en vertu de la Loi et du présent plan ;

b) respecter toute entente conclue par la Fédération dans le cadre de la Loi et du plan ;

c) payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan et des règlements, selon le montant et les modalités que la Fédération établit selon la Loi ;

d) fournir à la Fédération tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan ou des règlements.

SECTION VI MODE DE FINANCEMENT

21. L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financés par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs visés par le plan, selon le mode déterminé par la Fédération. Cette contribution peut être différente pour divers groupes de producteurs.

22. Le montant et le mode de perception de cette contribution sont déterminés par la Fédération au moyen d'un règlement qui doit être approuvé par l'assemblée générale des producteurs et par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de :

- 4,00 \$ la tonne pour les asperges ;
- 1,50 \$ la tonne pour les concombres ;
- 2,00 \$ la tonne pour les haricots jaunes et verts ;
- 1,25 \$ la tonne pour le maïs ;
- 2,00 \$ la tonne pour les pois ;
- 1,00 \$ la tonne pour la tomate.

SECTION VII COMITÉ CONSULTATIF

23. Un comité consultatif de l'industrie des légumes pour fin de transformation sera formé avant le 8 février 1979 ou aussitôt qu'il sera possible de l'établir.

24. Dans le délai fixé à l'article 23, la Fédération nomme 4 membres, les coopératives engagées dans la mise en marché de légumes pour fin de transformation et l'Association des épiciers en gros nomment chacune 1 membre et l'Association des manufacturiers de produits alimentaires du Québec nomme 2 membres. À défaut par l'une ou l'autre de ces organisations de nommer son représentant dans le délai prescrit par la Régie, cette dernière peut le désigner. Le comité peut également siéger sans la participation du groupe en défaut.

25. Le président du comité est choisi par les membres du comité, suite à un vote des 2/3 des membres. À défaut, le comité peut demander à la Régie de désigner un président et, à cette occasion, la Régie peut nommer un autre membre à ce comité, nonobstant l'article 30. Le secrétaire est désigné par la Régie.

26. Les membres du comité sont nommés pour une période d'un an et leur mandat peut être renouvelé.

27. Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner une autre personne pour terminer le mandat ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

28. Le comité peut adresser ses recommandations à la Fédération, aux acheteurs et autres personnes intéressées, sur tout problème connexe à la mise en marché des légumes destinés à la transformation. Il peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que la Fédération et ses agents considèrent dans l'exécution du plan. La Fédération doit informer le comité de tout projet de règlement ayant une incidence importante sur la mise en marché des légumes au Québec.

La Régie peut fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'homologuer ou d'approuver une convention, un règlement ou une décision qui lui est soumis.

29. Dès qu'il est formé, le comité doit adopter ses règlements de régie interne, qui doivent être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

30. La composition du comité peut être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité de ses membres.



c. M-35, r.86

Ordonnance sur le prélèvement des contributions des producteurs de légumes destinés à la transformation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Aux fins de la présente ordonnance, les mots et expressions suivants signifient :

a) « contribution » : la contribution prévue au Règlement sur la contribution pour l'administration du plan conjoint et des règlements des producteurs de légumes destinés à la transformation (c. M-35, r. 83) ;

b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de fruits et légumes du Québec ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de légumes destinés à la transformation (c. M-35, r. 85) ;

d) « producteur » et « produit visé » : les producteurs et les légumes visés par le plan ;

e) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Tout acheteur qui acquiert le produit visé d'un producteur ainsi que toute association de producteurs engagée dans la mise en marché du produit visé (ci-après appelée l'association) qui l'acquiert ou le reçoit d'un producteur doit retenir sur le paiement final des sommes qui doivent être versées au producteur la contribution fixée par la Fédération dans son Règlement sur la contribution pour l'administration du plan conjoint et des règlements des producteurs de légumes destinés à la transformation.

3. Les contributions ainsi retenues doivent être remises à la Fédération, par chèque libellé à son ordre, et adressé à son siège social, 515, avenue Viger, Montréal. Cette remise doit être faite dans les 15 jours suivant leur prélèvement.

4. Avec le remise prévue à l'article 3, l'acheteur ou l'association doit fournir à la Fédération une copie du relevé transmis au producteur avec son paiement final.

5. L'acheteur doit tenir les livres indiquant :

a) le nom et l'adresse de chaque producteur qui a vendu à l'acheteur ou vendu ou livré à l'association le produit visé ;

b) le nombre de tonnes nettes de chaque légume du produit visé ;

c) les contributions prélevées et la somme due à chaque producteur.

6. L'acheteur doit conserver ces documents pour une période minimale de 2 ans et il doit garder, pour la même période, tout autre document pouvant démontrer la quantité du produit visé vendu ou livré par chacun des producteurs, ainsi que la date de livraison du produit visé. Ces documents peuvent être examinés en tout temps par des inspecteurs ou enquêteurs de la Régie.



c. M-35, r.87

Règlement sur la perception des contributions des producteurs d'oeufs d'incubation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

« Syndicat » : le Syndicat spécialisé des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec ;

« plan » : le Plan conjoint des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec (c. M-35, r.88) ;

« producteur » : le producteur visé, tel que défini dans le plan.

2. Tout producteur doit payer une contribution de 0,001 \$ par oeuf vendu ou livré pour incubation et de 0,25 \$ par 100 livres de coqs et poules vendus ou livrés pour abattage conformément à la section VI du plan.

3. Le producteur doit payer ses contributions au Syndicat par chèque mis à la poste au plus tard le 15^e jour de chaque mois, pour les oeufs d'incubation, poules et coqs mis en marché le mois précédent.

Toutefois, le Syndicat peut convenir avec les couvoirs et les abattoirs ou leurs représentants des modalités de retenue à la source des contributions du producteur. Dès lors, la contribution est retenue et payée conformément à cette convention.



c. M-35, r.88

Plan conjoint des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

SECTION I

DÉSIGNATION ET DÉFINITIONS

1. Le présent plan porte le nom de Plan conjoint des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec.

2. Dans le présent plan, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Syndicat » : le Syndicat spécialisé des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec, corps politique légalement constitué en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40), et ayant son siège social au 515, avenue Viger, Montréal ;

b) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

c) « mise en marché » : l'offre de vente, la vente, la classification, l'expédition pour fin de vente, l'entreposage, le conditionnement, le lavage, le transport, l'achat ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé ;

d) « plan » : le Plan conjoint des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec ;

e) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

SECTION II

PRODUIT ET PRODUCTEUR VISÉ

3. Le produit visé par le plan est l'oeuf d'incubation de l'espèce de la poule domestique ou de l'espèce du dindon, selon le cas, de même que la chair de la poule et du coq de l'espèce poule domestique ayant servi à la production d'oeufs d'incubation.

4. Le producteur visé par le plan est toute personne qui produit le produit visé pour son compte ou celui d'autrui, de même que celui qui, sous une forme ou une autre, fait produire ce produit.

5. Toute personne remplissant les conditions pour être un producteur assujéti le 17 juin 1981, et toutes celles qui, au cours de l'application du plan répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur, sont assujéties au présent plan.

SECTION III

ADMINISTRATION

6. Le Syndicat est chargé de l'application et de l'administration du plan.

7. Le mode d'élection ou de nomination de remplacement des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat en vertu de sa loi constitutive. Ces règlements doivent être déposés auprès de la Régie dans un délai de 30 jours après la mise en vigueur du plan et, si ces règlements doivent ultérieurement être modifiés, le Syndicat doit déposer les modifications auprès de la Régie avant leur adoption.

8. Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs au sens de l'article 4.

9. Aux fins de l'application de certaines dispositions du plan, il est établi 3 groupes de producteurs : ceux d'oeufs d'incubation pour la production de volaille à chair, ceux d'oeufs d'incubation pour la production d'oeufs de consommation, et ceux d'oeufs d'incubation pour la production de dindons.

10. Le Syndicat doit tenir un registre des producteurs visés par le plan, et y indiquer auquel des groupes mentionnés à l'article 9 chaque producteur doit être inscrit. Si un producteur refuse ou néglige d'indiquer au Syndicat les renseignements requis à cette fin, le Syndicat l'inscrit dans le groupe qui lui paraît approprié, selon les autres renseignements qu'il possède.

11. À chaque année suite à l'assemblée générale annuelle, le Syndicat doit faire procéder à la constitution des 3 comités suivants :

a) un comité représentant les producteurs d'oeufs d'incubation pour la production de volaille à chair, composé de 3 producteurs engagés principalement dans cette production et élus par les producteurs présents, engagés dans cette production ;

b) un comité représentant les producteurs d'oeufs d'incubation pour la production d'oeufs de consumma-

tion, composé de 3 producteurs engagés principalement dans cette production et élus par les producteurs présents, engagés dans cette production ;

c) un comité représentant les producteurs d'oeufs d'incubation pour la production de dindons, composé de 3 producteurs engagés principalement dans cette production et élus par les producteurs présents, engagés dans cette production.

Le président du Syndicat ou la personne qu'il désigne à cette fin, fait également partie de chacun de ces comités de producteurs.

12. Si un membre des comités prévus à l'article 11 ne peut plus remplir ses fonctions pour quelque motif que ce soit, il doit être remplacé le plus rapidement possible par le Syndicat, après consultation avec les autres membres du comité concerné. Cette nomination est sujette à l'approbation de la Régie et elle prend fin dès l'assemblée générale suivante.

13. Si ces comités, ou l'un ou l'autre de ces comités, ne sont pas formés selon l'article 11, ou si leur composition n'est pas complète, pour quelque motif que ce soit, la Régie peut constituer ces comités par décision ou, selon le cas, y nommer des membres.

14. Le Syndicat peut modifier le nombre de personnes devant composer chacun de ces comités, mais cette décision doit préalablement être approuvée par la Régie pour entrer en vigueur.

15. Les comités constitués en vertu de l'article 11 sont les agents de négociation des producteurs pour leurs secteurs respectifs.

SECTION IV POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU SYNDICAT RELATIFS À L'EXÉCUTION DU PLAN

16. À titre d'administrateur du plan, et à l'exception des restrictions et conditions particulières prévues dans le présent plan, le Syndicat possède les pouvoirs et attributions et il a les devoirs prévus dans la Loi pour un office de producteurs.

17. Le Syndicat peut réglementer et organiser la production et/ou la mise en marché du produit visé conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi et le présent plan et, entre autres, ceux prévus aux articles 67 et 76 de la Loi.

18. Le Syndicat ne peut exercer les pouvoirs prévus à l'article 68 de la Loi.

19. Le Syndicat peut :

a) collaborer avec les acheteurs et les autres personnes intéressées à la commercialisation des produits visés, dans toute initiative pouvant améliorer et développer les débouchés de ces produits, ou qui pourrait aider à une mise en marché mieux ordonnée des produits visés ;

b) faire toute enquête utile à l'application du plan ou d'un règlement, ou concernant les conditions de mise en marché du produit visé ou afin de bonifier les débouchés de ce produit. Il peut obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'application du plan ou des règlements ;

c) mettre à la disposition des producteurs une information adéquate sur la production, l'état des récoltes et des marchés, les prix et les diverses autres conditions de mise en marché que le Syndicat considère utile pour l'ensemble des producteurs ;

d) chercher à maintenir un équilibre entre la production du produit visé et les besoins du marché, ainsi qu'à rationaliser le transport de ce produit ;

e) rechercher l'implantation d'un régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs et, à cette fin, agir dans la mesure permise par la Régie des marchés agricoles du Québec, comme groupement d'adhérents conformément à la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., c. A-31).

20. Le Syndicat peut constituer un comité de bonne entente pour étudier et régler les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan et des règlements, en déterminer la procédure et les règles, qui sont sujettes à l'approbation de la Régie. Le Syndicat peut également créer d'autres comités pour assurer une application efficace du plan et des règlements.

21. Le Syndicat peut élaborer et participer à des programmes de publicité des produits visés.

22. Le Syndicat peut coopérer avec d'autres organismes de producteurs, ou avec un gouvernement, ses employés, ministères ou organismes, en vue de la mise en marché ordonnée du produit visé, à l'intérieur et à l'extérieur du Québec. Sujet aux autorisations qui y sont mentionnées, le Syndicat peut exercer les pouvoirs et les fonctions, accomplir les devoirs et conclure les ententes prévues à la section XI de la Loi.

23. L'agent de négociation peut négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi, toute condition de mise en marché du produit visé et, entre autres :

- a) la base d'établissement du prix, les conditions et modalités d'incubation, de vente et de paiement ;
- b) la quantité du produit visé devant être produit ou livré, la date ou la période de livraison ;
- c) les conditions, modalités et prix du transport, du conditionnement, ainsi que tout autre service relatif à la production et à la mise en marché ;
- d) les normes de qualité, de classification, d'emballage et de pesée, ainsi que leur surveillance par un représentant du Syndicat ;
- e) les modalités et conditions de l'approvisionnement des acheteurs et de la livraison ;
- f) les modes de retenue par toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, de la contribution décrétée en vertu du plan ou d'un règlement, sa remise au Syndicat et, selon le cas, la remise de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ;
- g) les conditions et modalités de diverses conventions liant le producteur visé en vertu desquelles il participe à la production pour le compte d'autrui ;
- h) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;
- i) tant à l'occasion de la signature d'un contrat qu'au cours de son exécution, une procédure de règlements et d'arbitrage des griefs et différends ;
- j) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

24. Toute convention résultant de ces négociations sur les conditions et les modalités de mise en marché du produit visé par le plan, signée par le Syndicat ou par son agent de négociation et homologuée par la Régie selon la Loi, lie également tous les producteurs concernés.

SECTION V OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

25. Le producteur doit :

- a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi et du plan ;
- b) respecter toute entente conclue dans le cadre de l'application de la Loi et du plan ;
- c) payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan et des règlements, selon le montant et les modalités établis en vertu de la Loi et du plan ;

d) selon le cas, payer sa quote-part de toute somme due à une personne dont l'intervention a été requise pour la mise en marché du produit visé et dont les services sont retenus par le Syndicat conformément aux modalités établies par lui ou son agent ;

e) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à l'application du plan ou des règlements.

SECTION VI MODE DE FINANCEMENT

26. L'administration et l'application du plan et des règlements sont financés par une contribution qui doit être payée par les producteurs visés par le plan. Jusqu'à ce que le montant de la contribution soit modifié par règlement de l'assemblée générale des producteurs, la contribution est de 0,001 \$ par oeuf produit ou mis en marché, et de 0,25 \$ par 100 livres de coqs et poules livrés pour abattage.

27. Les modalités de paiement et de perception de cette contribution sont déterminées par le Syndicat au moyen d'un règlement qui doit être approuvé par la Régie avant d'entrer en vigueur.

28. Le montant des contributions peut varier selon les divers groupes de producteurs visés par le plan.

29. L'assemblée générale des producteurs peut modifier la contribution précitée ou décréter une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs aux fins d'appliquer une disposition du plan, d'un règlement, d'une entente ou de la Loi. Elle peut aussi autoriser le Syndicat à établir un fonds de roulement.

30. Le Syndicat peut utiliser une partie des contributions générales pour fins de publicité du produit visé, ou utiliser une contribution spéciale à cette fin.

SECTION VII COMITÉ CONSULTATIF

31. Un comité consultatif du produit visé doit être formé avant le 17 septembre 1981 ou aussitôt qu'il sera possible de l'établir.

32. Dans le délai fixé à l'article 31, le Syndicat et l'Association des couvoiriers du Québec nomment chacun 3 membres, et la Fédération des producteurs de volailles du Québec, la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec et l'Association des abattoirs avicoles du Québec en nomment chacune 1. À défaut par l'une ou l'autre de ces organisations de nommer son représentant dans le délai prescrit par la Régie, cette dernière peut le dé-

signer. Le comité peut également siéger sans la participation du groupe en défaut.

33. Le président du comité est choisi par ses membres, suite à un vote des 2/3. À défaut, le comité peut demander à la Régie de désigner un président et, à cette occasion, la Régie peut nommer un autre membre à ce comité, nonobstant les dispositions de l'article 32. Le secrétaire est désigné par la Régie.

34. Les membres du comité sont nommés pour une période d'un an et leur mandat peut être renouvelé.

35. Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner une autre personne pour terminer le mandat ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

36. Le comité peut adresser ses recommandations au Syndicat, aux acheteurs et autres personnes intéressées, sur tout problème connexe à la mise en marché des oeufs d'incubation. Il peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décision que le Syndicat et que ses agents considèrent dans l'exécution du plan. Le Syndicat doit informer le comité de tout projet de règlements ayant une incidence importante sur la mise en marché du produit visé.

La Régie peut fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'homologuer ou d'approuver une convention, un règlement ou une décision qui lui est soumis.

37. Dès qu'il est formé, le comité doit adopter ses règlements de régie interne, qui doivent être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

38. La composition du comité peut être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité de ses membres.



c. M-35, r.89

Règlement sur les quotas des producteurs d'oeufs d'incubation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « plan » : le Plan conjoint des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec (c. M-35, r.88) ;
- b) « Syndicat » : le Syndicat spécialisé des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec ;
- c) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;
- d) « producteur » : le producteur visé par l'article 4 du plan ;
- e) « mise en marché » : a le même sens que celui qui est défini au paragraphe c de l'article 2 du plan ;
- f) « exploitation » : l'ensemble des bâtiments et des installations appartenant à un producteur ou loué par un producteur, et requis pour la production d'oeufs d'incubation ;
- g) « oeuf d'incubation » : l'oeuf d'incubation de l'espèce poule domestique ou de l'espèce dindon.

SECTION II GÉNÉRALITÉS

2. Tout producteur doit détenir un quota établi en vertu du présent règlement en vue de produire et de mettre en marché le produit visé par le plan.

3. Il est interdit à un producteur de produire et de mettre en marché des oeufs d'incubation de même que la chair de la poule et du coq ayant servi à la production de ces oeufs sans s'être procuré un quota d'oeufs d'incubation.

4. Aux fins d'obtenir un quota, tout producteur doit en faire la demande par écrit au Syndicat avec les renseignements suivants :

- a) le nombre de pieds carrés de son exploitation servant à la production du produit visé par le plan ;
- b) le nombre de poules pondeuses et de dindes pondeuses servant à la production du produit visé par le plan ;
- c) le nombre de douzaines d'oeufs d'incubation produit par le producteur entre le 1^{er} janvier 1980 et le 30 septembre 1981 ;
- d) le poids de chair de poules, de coqs et de dindons ayant servi à la production du produit visé durant la période mentionnée au paragraphe c.

5. Toute demande d'émission doit être faite par les producteurs avant le 9 janvier 1982 ; ce délai est de rigueur et ne peut être prorogé.

Dans les 30 jours de la réception de la demande du producteur, le Syndicat émet des quotas à ce producteur selon les normes telles que ci-après décrites.

SECTION III NORMES SPÉCIFIQUES

6. Le quota du producteur est attribué en pieds carrés selon la superficie de son exploitation ayant effectivement servi à la production du produit visé, avant le 30 septembre 1981. La superficie de l'exploitation du producteur est mesurée par le Syndicat conformément aux conditions du présent règlement.

Une exploitation ne peut servir plus d'une fois pour l'attribution de quotas à un ou plusieurs producteurs.

7. Quand un producteur cesse de produire des oeufs d'incubation, son quota est automatiquement annulé. Si ce producteur suspend temporairement sa production, il doit demander l'autorisation au Syndicat de lui conserver son quota pendant cette période, cette période ne pouvant excéder 12 mois, sauf si le Syndicat accepte de la prolonger pour des raisons de force majeure.

SECTION IV ENQUÊTES

8. Le Syndicat procède à la vérification de l'exploitation de chacun des producteurs qui a fait une demande d'émission de quota dans le plus court délai suite au 30 septembre 1981. À cette fin, le Syndicat peut contrôler la véracité des renseignements fournis par un producteur ; les représentants du Syndicat peuvent pénétrer, toute précaution sanitaire étant prise, dans tout bâtiment de son exploita-

tion et exiger du producteur qu'il produise tous les documents qui peuvent être requis pour attester des renseignements qui auront été obtenus.

9. Au plus tard le 31 mars 1982, le Syndicat doit confirmer le quota du producteur, suite à la demande de celui-ci, et suite à l'enquête menée par le Syndicat. Le Syndicat peut en toute temps à la suite d'une enquête, ou compte tenu des renseignements obtenus lors de cette enquête, réajuster, augmenter ou diminuer le quota du producteur selon les renseignements qui auront été obtenus.

SECTION V TRANSFERTS DE QUOTA

10. Au plus tard le 31 mars 1982, le Syndicat doit déterminer sur quelle base les transferts de quota pourront être effectués. Pour la période entre le 30 septembre 1981 et le 31 mars 1982, aucun transfert de quota ne peut être effectué entre producteurs si ce n'est que dans le cas de force majeure et avec l'autorisation et l'approbation de telle force majeure par le Syndicat. Toute transaction qui pourrait intervenir entre producteurs ou entre un producteur et une autre personne, durant la période entre le 30 septembre 1981 et le 31 mars 1982, et relative à l'acquisition ou au transfert éventuel d'un quota est nulle et sans effet à l'égard du Syndicat.

Il en est de même si une telle transaction a pour effet d'augmenter le quota auquel un producteur aurait autrement eu droit au 30 septembre 1981.

11. Est considérée comme ayant l'effet d'augmenter le quota d'un producteur, toute transaction avec une compagnie, corporation, société ou association dont le producteur, son épouse, ou l'un de ses enfants est actionnaire ou membre ou dont un autre actionnaire ou membre d'une telle compagnie, corporation, société, association est aussi producteur.



c. M-35, r.90

Règlement sur la contribution des producteurs d'oeufs de consommation pour l'application et l'administration du plan conjoint

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

- a) « Fédération » : la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec ;
- b) « période » : une période de production habituellement de 28 jours consécutifs, établie de façon à ce qu'il y en ait 13 par année ;
- c) « pondeuse » : une poule domestique de l'espèce *gallus domesticus* âgée de 141 jours et plus ;
- d) « producteur » : toute personne propriétaire de pondeuses qui produit ou met en marché des oeufs pour toute fin autre que l'incubation ;
- e) « quota » : le nombre de douzaines d'oeufs exprimé en nombre de pondeuses qu'un producteur peut produire ou mettre en marché au Québec.

2. Il est par le présent règlement imposé à tout producteur une contribution de 0,0825 \$ par douzaine d'oeufs qu'il produit ou met en marché, moins la contribution qu'il est également tenu de payer à l'Office canadien de commercialisation des oeufs pour les oeufs de consommation qu'il met en marché dans le commerce interprovincial ou d'exportation, à compter du 21 septembre 1981 jusqu'au 31 mai 1982.

À compter du 1^{er} juin 1982, la contribution imposée par le présent règlement est de 0,0575 \$ par douzaine d'oeufs qu'il produit ou met en marché, moins la contribution qu'il est tenu de payer à l'Office canadien de commercialisation des oeufs pour les oeufs de consommation qu'il met en marché dans le commerce interprovincial ou d'exportation.

3. Dans le cas des producteurs dont les oeufs produits sont mis en vente en commun sous la direction et la surveillance de la Fédération et par son entremise, la contri-

bution est retenue par cette dernière sur la somme due à ces producteurs.

4. Dans le cas des producteurs qui ne sont pas visés par l'article 3, ou qui n'ont pas mis leurs oeufs en marché par l'entremise de la Fédération, la contribution doit être payée dans les 15 jours suivant la fin de toute période, par chèque ou mandat-poste à l'ordre de la Fédération, à son siège social au 1355, Graham Bell, parc Edison, Boucherville.

Ce paiement doit accompagner la formule FPO-3 prévue au Règlement sur les quotas des producteurs d'oeufs de consommation (c. M-35, r. 94).

5. Si un producteur ne paie pas sa contribution dans le délai imparti à l'article 4, ou s'il produit des oeufs contrairement à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), du Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (c. M-35, r. 93) et des règlements de la Fédération, cette dernière doit lui réclamer à chaque période une somme égale au résultat de l'opération suivante :

$$\frac{C \times 19 \times n}{13}$$

13

n : nombre de pondeuses prévues au quota ou nombre de pondeuses réel, selon le plus élevé des 2, ou si le producteur ne détient pas de quota, le nombre de pondeuses évalué par la Fédération, selon les renseignements qu'elle détient ;

C : montant de la contribution imposée en vertu du présent règlement.

De la somme ainsi obtenue est déduite, s'il y a lieu, la partie de la contribution déjà payée pour la production de la période concernée.

6. Le paiement de la somme établie selon l'article 5 est dû dans les 10 jours suivant la mise à la poste par la Fédération de l'état de compte adressé au producteur.

Si, au cours de cette même période de 10 jours, le producteur peut démontrer à la satisfaction de la Fédération que sa production a effectivement été différente de celle établie selon l'article 5, il ne doit payer que la somme due en fonction de cette production.

S'il y a défaut ou retard dans le paiement d'une contribution, la Fédération impose et perçoit des frais d'administration au taux composé de 1½ % par mois.

7. La Fédération peut ultérieurement réclamer d'un producteur une somme additionnelle à celle ayant fait l'objet de l'état de compte et de la réclamation précités, s'il lui est démontré ou si elle se rend compte que le producteur était effectivement propriétaire d'un nombre de pondreuses supérieur à celui alors indiqué.

8. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent être utilisées aux fins des articles 76 et 77 ou selon les termes d'une entente prévue à la section XI de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

Décision 2669 du 28.06.79, (1979) 111 G.O.II, 5045

Décision 2995 du 06.11.80, (1980) 112 G.O.II, 6427

Décision 3126 du 22.04.81, (1981) 113 G.O.II, 1949

Décision 3228 du 02.09.81, (1981) 113 G.O.II, 4133

Décision 3236 du 24.09.81, (1981) 113 G.O.II, 4351



c. M-35, r.91

Règlement imposant aux producteurs d'oeufs de consommation une contribution spéciale pour assurer le paiement d'un emprunt et créer un fonds de roulement

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. La Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec fixe, impose et perçoit de tout producteur visé par le Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (c. M-35, r.93), une contribution spéciale de 0,005 \$ la douzaine d'oeufs mise en marché.

2. La Fédération doit utiliser cette contribution spéciale afin de payer le capital et les intérêts sur un emprunt de 1 500 000 \$ effectué auprès d'une institution financière en vue d'assurer le bon fonctionnement du plan et de remplir des obligations prises par les producteurs du Québec dans le cadre du plan de commercialisation des oeufs au Canada.

Lorsque cet emprunt aura été remboursé, l'excédent des contributions perçues, s'il en est, doit constituer un fonds de roulement dans le but d'assurer le financement des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'administration du plan et des règlements de la Fédération.

3. Les versements qui sont faits par certains producteurs sur les arrrages de contributions qu'ils doivent et qui avaient été acquittés par suite de l'emprunt doivent servir également, au fur et à mesure de leur remise à la Fédération, à diminuer le capital et les intérêts de l'emprunt.

4. Tout producteur est tenu de payer à la Fédération la contribution ainsi fixée selon les modalités prévues au Règlement sur la contribution des producteurs d'oeufs de consommation pour l'application et l'administration du plan conjoint (c. M-35, r.90), ou selon celles de tout autre règlement qui pourrait le remplacer ou le modifier.

5. Les intérêts provenant des sommes ainsi prélevées doivent être utilisées aux mêmes fins et le résidu fait partie du fonds de roulement.

6. La Fédération doit rendre compte de l'administration et de l'utilisation de ces sommes à l'assemblée générale annuelle des producteurs.

7. La Fédération doit établir et tenir une comptabilité distincte tant pour le remboursement de l'emprunt que pour l'établissement du fonds de roulement, de façon à pouvoir en tout temps déterminer, pour chaque producteur qui y a contribué, le montant des contributions qu'il a versé en vertu du présent règlement et l'utilisation qui en a été faite.

8. Après le remboursement de l'emprunt précité, si l'assemblée générale décide d'abolir le fonds de roulement ou de diminuer la somme qu'il contient, le remboursement du fonds ou de la partie dont il est diminué est effectué au *pro-rata*, pour chaque producteur qui a contribué à ce fonds en vertu du présent règlement, du nombre de douzaines d'oeufs sur lesquelles des contributions ont été payées, après avoir déduit le coût en intérêt de l'emprunt effectué.

9. Si un producteur décède, l'héritier peut réclamer de la Fédération le remboursement des contributions versées en vertu du présent règlement, sauf quand à sa quote-part du coût des intérêts payés suite à cet emprunt.

10. Personne ne peut réclamer de la Fédération les contributions ainsi versées pour la raison qu'il a cessé d'être un producteur.



c. M-35, r.92

Règlement sur la mise en vente en commun des oeufs de consommation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35, a. 67 et 68)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

- a) « caisse » : contenant pouvant contenir 30 douzaines d'oeufs ;
- b) « Fédération » : la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec ;
- c) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- d) « mise en marché » : comprend la vente, la transformation, l'achat, l'entreposage et l'expédition pour fin de vente, l'offre de vente et le transport des oeufs ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement de ce produit ;
- e) « oeuf » : l'oeuf qui n'est pas utilisé pour fin d'incubation ;
- f) « période de paie » : une semaine de calendrier ou toute autre période légalement établie par convention dûment homologuée, par sentence arbitrale, par ordonnance ou règlement de la Régie ;
- g) « personne » : individu, société, association, compagnie ou corporation ;
- h) « plan » : le Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (c. M-35, r.93), y compris les règlements qui s'y rattachent ;
- i) « producteur » : toute personne, propriétaire de poules qui produit ou met en marché des oeufs pour toute fin autre que l'incubation ;
- j) « poste de classification » : établissement où les oeufs sont classifiés, emballés, marqués et entreposés où sont l'objet d'opérations connexes, en vertu d'un contrat homologué par la Régie, intervenu entre le propriétaire ou l'exploitant de cet établissement ou une association accréditée et la Fédération, ou en vertu d'une sentence arbitrale qui en tient lieu ;
- k) « poste d'emballage » : établissement où les oeufs déjà classifiés sont emballés, marqués et entreposés ou sont

l'objet d'opérations connexes, en vertu d'un contrat homologué par la Régie, intervenu entre le propriétaire ou l'exploitant de cet établissement ou une association accréditée et la Fédération, ou en vertu d'une sentence arbitrale qui en tient lieu ;

l) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;

m) « transporteur » : toute personne qui fait le transport des oeufs en vertu d'une convention intervenue entre elle et la Fédération, homologuée par la Régie, ou en vertu d'une sentence arbitrale de la Régie en vigueur entre la Fédération et cette personne, aux fins de ce transport ;

n) « contribution » : une contribution autorisée en vertu de la Loi.

2. Les oeufs des producteurs sont mis en vente sous la direction et la surveillance de la Fédération ou par son entremise conformément au présent règlement.

3. Pour les fins de ce règlement, le territoire du Québec est divisé en zones décrites à l'annexe A qui en fait partie intégrante. Le conseil d'administration de la Fédération est autorisé à modifier par règlement les limites de ces zones ou à en créer de nouvelles.

4. Les producteurs du groupe 1 sont ceux dont l'exploitation est située à l'intérieur des limites d'une zone et les producteurs du groupe 2 sont ceux dont l'exploitation est située au Québec, mais à l'extérieur des limites d'une zone.

5. Le producteur du groupe 2 peut vendre toute ou partie de sa production d'oeufs sans être soumis aux articles 6, 7, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23 et 25, à la condition que ces ventes soient faites à des personnes dont l'établissement est situé à l'extérieur des zones et qui mettent en marché ces oeufs à l'extérieur des zones.

6. Sauf s'il obtient lui-même de la Régie une licence de catégorie P, un producteur doit diriger toute sa production d'oeufs vers un seul poste de classification situé à l'intérieur de la zone où se trouve son exploitation. Lorsque plus d'un poste de classification opère à l'intérieur d'une même zone, le choix du poste est laissé à la discrétion du producteur. Ce dernier doit faire connaître son choix par écrit à la Fédération et au poste. Il ne peut modifier ce choix sans un préavis écrit d'au moins 30 jours, donné à la Fédération et au poste de classification.

Sous réserve de l'article 27, la Fédération peut modifier le choix fait par un producteur conformément au premier alinéa et diriger sa production vers un autre poste situé à l'intérieur de la même zone, si la chose est nécessaire dans l'intérêt de la mise en marché ordonnée des oeufs.

Un producteur peut également diriger ses oeufs vers un poste de classification situé à l'extérieur de la zone où se trouve son exploitation si la Fédération y consent par écrit.

À défaut du consentement de la Fédération, la Régie peut, après avoir fourni aux parties intéressées l'occasion d'être entendues, accorder cette permission au producteur si ce dernier justifie sa demande par des raisons valables et si ces raisons sont compatibles avec la mise en marché ordonnée des oeufs.

7. Les oeufs des producteurs ne peuvent être ramassés ou transportés que par un transporteur. Ces oeufs doivent être placés dans des contenants fournis par la Fédération et remis au producteur par le transporteur ou dans des contenants autorisés par la Fédération. Néanmoins, les producteurs qui livrent moins de 10 caisses d'oeufs par semaine sont tenus d'aller porter leurs oeufs aux temps et lieu fixés par la Fédération. Ces oeufs sont alors acheminés par le transporteur vers le poste de classification.

8. Les oeufs des producteurs sont classifiés, emballés, marqués, entreposés et transportés par les postes de classification, les postes d'emballage et les transporteurs. Le coût de ces opérations est défrayé par la Fédération. La Fédération est tenue de négocier avec toute personne qui détient de la Régie une licence de poste de classification, de poste d'emballage ou de transporteur, les modalités, termes et conditions applicables aux opérations ci-dessus ou à des opérations connexes ainsi que la rémunération payable pour ces opérations.

À défaut d'entente entre la Fédération et les personnes ci-dessus ou leur association accréditée, la Régie procède à l'arbitrage de la manière prévue par la Loi.

9. Les oeufs sont classifiés selon les règlements en vigueur. Ils sont mis en marché pour fin de consommation sous la forme d'oeufs en coquilles dans la mesure où ils entrent dans des catégories que ces règlements permettent de mettre en marché à cette fin. Sauf les oeufs mentionnés à l'article 10, la Fédération dirige vers le décoquillage les oeufs qui n'ont pu être vendus pour consommation en coquilles et elle en dispose au meilleur prix qu'elle peut obtenir.

10. Doivent être rejetés, les oeufs ayant été mis dans un incubateur, les oeufs moisies, les oeufs contaminés par des odeurs étrangères et tous les oeufs ne remplissant pas les

conditions voulues pour être classifiés dans l'une des catégories prévues aux règlements.

11. Les oeufs de chaque producteur reçus à un poste de classification doivent être clairement identifiés au moyen d'un numéro assigné par la Fédération. Les oeufs d'un producteur doivent être classifiés tout à fait séparément de ceux d'un autre producteur et un rapport de classification conforme à l'article 12 doit être préparé au moment de la classification.

Cependant, les oeufs des producteurs qui livrent moins de 10 caisses d'oeufs par semaine sont mis en commun à l'intérieur d'une même zone et font l'objet d'un seul rapport de classification.

12. L'exploitant d'un poste de classification ou d'emballage doit tenir et conserver :

- a) un rapport de classification ou d'emballage, selon le cas indiquant :
 - i. le nom, l'adresse et le numéro d'enregistrement du poste de classification ou d'emballage s'il y a lieu ;
 - ii. le nom, l'adresse et le numéro du producteur, s'il s'agit d'un poste de classification ou du fournisseur, s'il s'agit d'un poste d'emballage ;
 - iii. la date de réception des oeufs ;
 - iv. la quantité d'oeufs reçus ;
 - v. la date de classification ou d'emballage, selon le cas ;
 - vi. la quantité d'oeufs classifiés ou emballés dans chaque catégorie, selon le cas ;
- b) le rapport du classificateur ou du préposé à l'emballage selon le cas.

13. Les oeufs reçus par un poste de classification ou d'emballage y sont en consignment.

14. Sous réserve des pouvoirs de la Régie, la Fédération peut conclure avec des personnes engagées dans la mise en marché tous autres contrats nécessaires ou utiles à la mise en marché des oeufs. Ces contrats sont sujets à l'homologation de la Régie.

15. La Fédération perçoit des acheteurs le prix des oeufs vendus. Les oeufs pour fin de consommation en coquilles sont vendus, par l'entremise de la Fédération, au prix déterminé par le comité des prix. Ce comité est composé de 7 membres dont 3, comprenant au moins 2 producteurs inscrits, sont désignés par le conseil d'administration de la Fédération, 2 par le Conseil de l'alimentation du Québec Inc., 1 par l'association accréditée pour repré-

senter les distributeurs. Un autre membre qui est le président du comité est désigné par la Régie. En cas d'absence de celui-ci, la Régie peut lui désigner immédiatement un remplaçant.

Ces personnes sont en fonction pour 1 an ou jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Chaque membre jouit d'un vote au sein du comité et au cas de partage égal des voix, le président exerce un vote prépondérant.

À défaut par l'une ou l'autre des parties de nommer les membres du comité qui lui appartient de désigner dans les 5 jours d'une demande écrite de la Régie à cet effet, la Régie peut les désigner à leur place.

Le quorum du comité est de 4.

Le comité peut adopter les règles de procédures qu'il juge nécessaires à son bon fonctionnement.

À défaut d'entente, et à la demande du président, la Régie peut elle-même fixer le prix.

16. Le président du comité peut convoquer ce dernier chaque fois qu'il le juge nécessaire.

La Régie peut également convoquer le comité à la demande de l'un de ses membres.

Les avis de convocation peuvent être donnés par téléphone ou par tout moyen de convocation, au plus tard avant 12 h la veille d'une séance.

17. À chacune de ses séances, le comité détermine le prix de vente de chaque catégorie d'oeufs. Ce prix est en vigueur à compter du lundi de la semaine suivante jusqu'à ce qu'il soit de nouveau modifié par le comité. Pendant cette période, les oeufs sont vendus aux prix ainsi déterminés.

Le prix peut être révisé au cours d'une semaine par le comité, pour les motifs mentionnés à l'article 18.

18. Dans la fixation des prix, le comité doit tenir compte du coût de production, de la concurrence interprovinciale et internationale, de la condition des marchés, de l'offre et de la demande et de tous autres facteurs susceptibles d'être pris en considération afin que la vente des oeufs rapporte un prix raisonnable aux producteurs tout en tenant compte des intérêts légitimes des acheteurs et des consommateurs.

19. Tous les prix fixés par le comité doivent être immédiatement communiqués à la Régie et à la Fédération par le comité. La Fédération doit aviser toute personne qui en fait la demande du prix en vigueur.

Et elle doit, par les moyens raisonnables dont elle dispose, rendre public le prix en vigueur, le plus tôt possible après sa fixation.

20. Toute personne engagée dans la mise en marché des oeufs peut requérir la Fédération de négocier avec elle un autre mode de fixation du prix de vente des oeufs que celui prévu aux articles 15 à 19.

Advenant une telle demande de négociation, la Fédération doit immédiatement prévenir la Régie qui en informe toutes les associations accréditées représentant des personnes engagées dans la mise en marché des oeufs.

Advenant négociation d'une nouvelle entente dûment homologuée ou le prononcé d'une sentence arbitrale tenant lieu de cette entente, les articles 15 à 19 sont remplacés par cette entente ou sentence arbitrale.

21. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 11, chaque producteur dont les oeufs sont vendus pendant une même période doit recevoir sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit.

22. La Fédération paie aux producteurs les oeufs vendus par son entremise. Le chèque de chaque producteur doit être envoyé à ce dernier, par la Fédération, le lundi de chaque semaine. Ce chèque doit représenter les montants qui reviennent à ce producteur pour les oeufs livrés par ce dernier au cours de la période de paie qui s'est terminée le deuxième vendredi précédant immédiatement le lundi de la semaine où le chèque est émis par la Fédération.

Tout ajustement résultant d'erreur ou d'omission peut être effectué sur la paie d'une période de paie.

23. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 11, chaque producteur a droit de recevoir pour chaque douzaine d'oeufs d'une catégorie déterminée qu'il a livrée au cours d'une période de paie un montant établi comme suit :

a) le total du prix de vente de tous les oeufs de cette catégorie (calculé séparément, selon les grosseurs), reçu par la Fédération pour les oeufs de cette catégorie, compte tenu de leurs grosseurs et du pourcentage de chaque catégorie vendue au décoquillage, vendus par elle au cours de la même période de paie et divisé par le nombre de douzaines d'oeufs de cette catégorie, compte tenu de leurs grosseurs, livrés par tous les producteurs au cours d'une période de paie ;

b) de ce montant sont déduits les frais prévus à l'article 24 encourus par la Fédération pendant cette période et imputés aux différentes catégories selon qu'ils ont été encourus en rapport avec chacune d'elles ;

c) la différence ainsi obtenue est ensuite multipliée par le nombre de douzaines d'oeufs de chaque catégorie, compte tenu de leurs grosseurs, livrés par un producteur au cours de la même période de paie.

24. Sont déduits du produit de la vente des oeufs :

a) les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus en rapport avec la mise en vente des oeufs, y compris ceux qui sont occasionnés par les contrats qui peuvent être passés en vertu du plan ou du présent règlement, ou des sentences arbitrales et qui tiennent lieu de tels contrats ;

b) les frais résultant de la création d'un fonds de roulement et d'un fonds de réserve nécessités pour une exécution prévoyante du présent règlement ;

c) les contributions pour l'administration du plan ;

d) les contributions que la Fédération impose ou perçoit à titre d'agent pour le retrait des surplus d'oeufs de consommation et pour l'administration de l'Office canadien de commercialisation des oeufs.

En ce qui concerne les producteurs du groupe 2, les frais prévus au premier alinéa sont perçus de la même façon et suivant la procédure indiquée au Règlement sur la contribution des producteurs d'oeufs de consommation pour l'application et l'administration du plan conjoint (c. M-35, r.90). La formule F.P.O. 3 mentionnée à ce règlement s'applique *mutatis mutandis*.

25. Tous les oeufs mis en marché par la Fédération doivent porter le sigle de cette dernière sauf s'ils portent sa marque de commerce ; la Fédération doit respecter le droit que peuvent avoir les personnes engagées dans la mise en marché de vendre des oeufs sous des marques de commerce qui leur appartiennent ou qu'elles ont droit d'utiliser. La Fédération, lorsqu'elle en est requise, doit fournir ou faire fournir les emballages nécessaires à l'utilisation de ces marques de commerce. Les personnes qui requièrent ces marques de commerce doivent cependant, s'il y a lieu, payer le coût additionnel d'emballage qui peut en résulter. À défaut d'entente sur ce coût additionnel, la question peut être référée à la Régie pour arbitrage et la décision de cette dernière quant à ce coût est finale et obligatoire.

26. Toute décision prise par la Fédération aux termes du présent règlement peut être révisée par la Régie à la demande de toute personne intéressée.

27. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme visant à réglementer la mise en marché des oeufs dans le commerce interprovincial ou d'exportation.

ANNEXE A

(a. 3)

MONTRÉAL — ZONE 1

Cette zone comprend :

les circonscriptions électorales de Laporte, Taillon, Chambly, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Huntingdon, Vaudreuil-Soulanges, Deux-Montagnes, Terrebonne et celles englobant les îles de Montréal, Jésus et Bizard ;

la circonscription électorale de Prévost, moins : le canton de Wexford ;

la circonscription électorale de Joliette-Montcalm, moins : les cantons de Lussier, Chilton, Chertsey et Wexford ;

la circonscription électorale de Berthier, moins : les paroisses de Saint-Michel-des-Saints, Saint-Zénon et les territoires non organisés ;

la circonscription électorale de Verchères : les villes, villages, paroisses et municipalités situées à l'ouest de la rivière Richelieu ;

la circonscription électorale d'Argenteuil : les municipalités du canton de Gore, les villages de Carillon et Saint-André-Est, et la municipalité de Lachute, ainsi que les territoires non organisés situés à l'intérieur du périmètre ci-haut décrit.

HONFLEUR — SAINT-ANSELME — ZONE 2

Cette zone comprend :

la circonscription électorale de Bellechasse ;

dans la circonscription électorale de Montmorency : toutes les municipalités de l'île d'Orléans ;

la circonscription électorale de Lévis, moins : la ville de Saint-Nicolas, le village de Saint-Rédempteur et la municipalité de Bernières ;

la circonscription électorale de Beauce-Nord, moins : le village de Saint-Bernard et les paroisses de Saint-Bernard et Saint-Étienne ;

dans la circonscription électorale de Montmagny-L'Islet : la cité de Montmagny et les municipalités de Cap-Saint-Ignace, Saint-François-de-Sales, la Rivière-du-Sud, Berthier et de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud ;

dans la circonscription électorale de Lotbinière : les villages de Saint-Patrice-de-Beaurivage et Saint-Sylvestre, la municipalité des cantons de Leeds, Leeds (partie est) et Saint-Jacques-de-Leeds et les paroisses de Saint-Patrice-de-Beaurivage et Saint-Sylvestre ;

dans la circonscription électorale de Beauce-Sud : la ville de Saint-Georges et la paroisse de Saint-Georges-Est.

SAINT-BERNARD — ZONE 3

Cette zone comprend :

dans la circonscription électorale de Lévis : la ville de Saint-Nicolas, le village de Saint-Rédempteur et la municipalité de Bernières ;

dans la circonscription électorale de Beauce-Nord : le village de Saint-Bernard et les paroisses de Saint-Bernard et de Saint-Étienne ;

dans la circonscription électorale de Lotbinière : les villages de Sainte-Croix, Laurier Station, Saint-Agapitville, Saint-Antoine-de-Tilly, Saint-Apollinaire, Saint-Agapit-de-Beaurivage, Saint-Flavien, Saint-Narcisse-de-Beaurivage et les paroisses de Saint-Agapit-de-Beaurivage, Saint-Gilles, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun, Saint-Flavien et Saint-Octave-de-Dosquet.

SAINT-HYACINTHE — ZONE 4

Cette zone comprend :

les circonscriptions électorales de Richelieu et de Saint-Hyacinthe ;

dans la circonscription électorale de Verchères : les villes, villages, paroisses et municipalités situées à l'est de la rivière Richelieu ;

dans la circonscription électorale d'Iberville : la ville de Marieville, les villages de Rougemont, Saint-Damase et Saint-Pie et les paroisses de Saint-Damase, Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Marie-de-Monnoir, Saint-Michel-de-Rougemont et Saint-Pie ;

dans la circonscription électorale de Johnson : les villages de Sainte-Hélène-de-Bagot, Saint-Hughes, Upton, les paroisses de Saint-Ephrem-d'Upton, Sainte-Hélène, Saint-Hughes et la municipalité du canton de Saint-Valérien-de-Milton ;

dans la circonscription électorale de Nicolet : la paroisse de Saint-Marcel.

BEDFORD — ZONE 5

Cette zone comprend :

la circonscription électorale de Saint-Jean ;

dans la circonscription électorale d'Iberville : la ville d'Iberville, les villages de Clarenceville, Henryville, Saint-Alexandre, Saint-Grégoire ; les paroisses de Saint-Alexandre, Sainte-Anne-de-Sabrevois, Saint-Athanase, Saint-Grégoire, Saint-Sébastien ; les municipalités d'Henryville, Sainte-Brigide-d'Iberville, Saint-Georges-de-Clarenceville et Venise-en-Québec ;

dans la circonscription électorale de Brome-Missisquoi : la ville de Bedford, le village de Philipsburg ; les municipalités de Notre-Dame-de-Stanbridge, Saint-Armand-Ouest, des cantons de Bedford et de Stanbridge, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Saint-Pierre-de-Véronne à Pike River, Stanbridge-Station.

ANGE-GARDIEN — ZONE 6

Cette zone comprend :

la circonscription électorale de Shefford ;

dans la circonscription électorale de Brome-Missisquoi : les villes de Bromont, Cowansville, Dunham, Lac-Brome, Sutton ; les villages de Abercorn, Adamsville, Brome, East Farnham, Frelighsburg ; les paroisses de Frelighsburg, Saint-Alphonse ; les municipalités du canton de Potton, de Adamsville, Austin, Bolton-Est, Saint-Benoît-du-Lac, Saint-Étienne-de-Bolton ;

dans la circonscription électorale d'Iberville : la cité de Farnham ; la ville de Saint-Césaire ; le village d'Ange-Gardien ; les paroisses de Sainte-Angèle-de-Monnoir, Saint-Ange-Gardien, Saint-Césaire, Saint-Paul-d'Abbotsford, Rainville.

DRUMMONDVILLE — ZONE 7

Cette zone comprend :

les circonscriptions électorales de Drummond, Orford, Sherbrooke et Saint-François ;

la circonscription électorale de Johnson, moins : les villages de Sainte-Hélène-de-Bagot, Saint-Hugues, Upton, les paroisses de Saint-Ephrem-d'Upton, Sainte-Hélène, Saint-Hugues ; la municipalité du canton de Saint-Valérien-de-Milton ;

dans la circonscription électorale de Richmond : la ville de Richmond ; les paroisses de Sainte-Séraphine, Sainte-Clothilde-de-Horton ; les villages de Sainte-Clothilde-de-Horton, Saint-Lucien, Saint-Georges-de-Windsor ; la municipalité du canton de Kingsey, Cleveland, Saint-Georges-de-Windsor et la municipalité de Saint-Claude ;

dans la circonscription électorale de Nicolet-Yamaska : les villages de Baieville, Pierreville, Saint-François-du-Lac, Saint-Guillaume et Yamaska-Est ; les paroisses de La Visitation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie, Notre-Dame-de-Pierreville, Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre, Saint-Bonaventure, Sainte-Brigitte-des-Saults, Saint-David, Saint-Elphège, Saint-François-du-Lac, Saint-Gérard-Magella, Saint-Guillaume, Saint-Joachim-de-Courval, Saint-Pie-de-Guire, Saint-Thomas-de-Pierreville, Saint-Zéphirin-de-Courval ; les municipalités de Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Febvre et la partie est de Saint-Michel-d'Yamaska ;

dans la circonscription électorale de Brome-Missisquoi : les villages de Eastman, Stukely-Sud ; les municipalités de Bonsecours, Sainte-Anne-de-la-Rochelle, Lawrenceville, Stukely-Sud ;

dans la circonscription électorale de Mégantic-Compton : les villes de Cookshire et East Angus ; le village de Dixville ; les municipalités de Saint-Mathieu-de-Dixville, Sainte-Herménégilde, Audet, Martinville ; les cantons de Bury et Westbury, Barford, Clifton (partie est), Eaton Hereford, Sainte-Edwidge-de-Clifton.

SAINT-BONIFACE — ZONE 8

Cette zone comprend :

les circonscriptions électorales de Trois-Rivières, Saint-Maurice, Champlain, Louis-Hébert, Vanier, Taschereau, Jean-Talon, Limoilou et Charlesbourg (partie organisée) ;

la circonscription électorale de Maskinongé, moins : les cantons de Calonne, Belleau, Chapleau, Desaulniers, Kaine, Allard, Aubry, Arcand, Créquy, Bréhault et Badeaux ;

la circonscription électorale de Portneuf, moins : les villages de Montauban, Notre-Dame-des-Anges, Saint-Ubalde ; les paroisses de Saint-Ubalde, Saint-Rémi et la municipalité de Rivière-à-Pierre ;

la circonscription électorale de Chauveau, moins : les cantons de Laure, Neilson et le Fief Hubert ;

la circonscription électorale de Montmorency, moins : toutes les municipalités de l'île d'Orléans ;

dans la circonscription électorale de Charlevoix : les municipalités de Beupré, Saint-Férol-les-Neiges, Saint-Tite-des-Caps et la paroisse de Saint-Joachim ;

la circonscription électorale de Laviolette : la cité de Grand-Mère, la ville de Saint-Tite, les villages de Sainte-Thècle et de Saint-Georges et les paroisses de Sainte-Thècle et de Saint-Adelphe.

ARTHABASKA — ZONE 9

Cette zone comprend :

la circonscription électorale d'Arthabaska ;

la circonscription électorale de Mégantic-Compton, moins : les villes de Cookshire et East Angus ; le village de Dixville ; les cantons de Bury, Westbury, Barford, Clifton (partie est) Eaton, Hereford, Sainte-Edwidge-de-Clifton et les municipalités de Saint-Mathieu-de-Dixville, Martinville, Audet et de Saint-Herménégilde ;

la circonscription électorale de Beauce-Sud, moins : la ville de Saint-Georges et la paroisse de Saint-Georges-Est ;

dans la circonscription électorale de Lotbinière : les villages de Deschailons, Deschailons-sur-Saint-Laurent, Fortierville, Francoeur, Inverness, Laurierville, Leclercville, Les Becquets, Lotbinière, Lyster, Manseau, Sainte-Agathe, Sainte-Marie ; les paroisses de Notre-Dame-de-Lourdes, Sainte-Anastasie-de-Nelson, Sainte-Cécile-de-Lévrard, Saint-Edouard-de-Lotbinière, Sainte-Emmélie, Saint-Flavien, Saint-Jacques-de-Parisville, Saint-Joseph-de-Blandford, Saint-Louis-de-Blandford, Saint-Louis-de-Lotbinière, Sainte-Marie-de-Blandford, Sainte-Philomène-de-Fortierville, Saint-Pierre-Baptiste, Saint-Pierre-les-Becquets, Sainte-Sophie-de-Lévrard ; les municipalités des cantons d'Inverness, de Nelson, de Lemieux, Sainte-Françoise, Saint-Janvier-de-Joly, Sainte-Julie, Val-Alain, Villeroy ;

dans la circonscription électorale de Richmond : les villes d'Abestos et de Danville ; les villages de Kingsey-Falls, Wottonville ; les paroisses de Saint-Albert, Sainte-Elisabeth-de-Warwick, Saint-Rémi-de-Tingwick, Saint-Samuel, Saints-Martyrs-Canadiens, Saint-Joseph-de-Ham-Sud ; les municipalités de Tingwick, Kingsey-Falls, Notre-Dame-de-Lourdes (de Ham), Chénier, Trois-Lacs, Saint-Adrien, Saint-Fortunat, Saint-Jacques-de-Horton, les cantons de Chester-Est, Ham-Nord, Saint-Camille, Shipton, Wotton ;

dans la circonscription électorale de Nicolet-Yamaska : les villes de Bécancour et de Nicolet ; les villages de Annville, Aston-Jonction, Daveluyville, Saint-Léonard-d'Aston, Sainte-Monique, Saint-Sylvère, Saint-Wenceslas ; les paroisses de Sainte-Anne-du-Sault, Sainte-Monique, Sainte-Perpétue, Saint-Raphaël (partie sud), Saint-Sylvère ; les municipalités du canton de Maddington, Grand-Saint-Esprit, Nicolet-Sud, Saint-Célestin, Sainte-Eulalie, Saint-Léonard et Saint-Wenceslas.



c. M-35, r.93

Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Ce plan a pour objet :

- a) obtenir pour tous les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit agricole visé par le plan ;
- b) rechercher de nouveaux débouchés pour le produit visé et améliorer les débouchés existants ;
- c) ordonner la production pour obtenir un produit de qualité supérieure, éviter une surproduction et rencontrer les exigences et besoins du marché de consommation ;
- d) ordonner la mise en marché du produit visé et chercher à établir, par l'intermédiaire d'une Fédération de syndicats de producteurs du produit visé, des rapports directs entre producteurs et marchands de détail au sens de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) et de ses règlements, ou acheteurs pour fins de transformation ;
- e) assurer que tous les services requis pour mettre en marché un produit conforme aux goûts et désirs du marché de consommation, ainsi qu'aux exigences des lois fédérales et provinciales, soient sous le contrôle exclusif des producteurs ;
- f) étudier et mettre en oeuvre les moyens de réduire le coût et d'améliorer les modes de transport et d'expédition du produit visé ;
- g) prendre et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'augmenter la consommation du produit visé ;
- h) coopérer avec tout intéressé en vue d'accroître et d'améliorer les conditions de production du produit visé, enquêter sur ces coûts et conditions ;
- i) rechercher les moyens d'accroître la qualité du produit visé, d'augmenter la productivité et mener des enquêtes à ces fins ;
- j) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et fédéral en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec.

2. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec.

3. Produit visé : Le produit agricole visé par ce plan, est l'oeuf qui n'est pas utilisé pour fins d'incubation.

4. Étendue de l'application du plan : Le plan lie tous les producteurs intéressés au sens de l'article 5.

5. Conditions requises pour être qualifié comme producteur intéressé : Toute personne, propriétaire de poules, qui met en marché ou qui produit et met en marché des oeufs pour toute fin autre que l'incubation, est un producteur intéressé au sens du présent plan.

6. Extension juridique : Le plan est exécutoire. Il lie tout producteur intéressé et tout producteur qui, au cours de la durée du plan, rencontre ou continue à remplir les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé.

7. Surveillance et administration : La mise en oeuvre, la direction, la surveillance et l'administration du plan sont confiées à la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec.

8. Agent de négociation et de vente : L'agent de négociation et l'agent de vente du plan sont la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec ou son délégué.

9. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

- a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par la Fédération exerçant les pouvoirs dont cette dernière est investie en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;
- b) honorer toute convention et tout contrat faits par la Fédération ou son délégué, dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions ;
- c) se procurer un quota de production et de vente auprès de la Fédération et s'engager à les respecter ;
- d) confier à la Fédération l'exclusivité de la mise en marché de sa production ;
- e) payer les frais d'administration du plan, ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que la Fédération établira et, s'il y a lieu, autoriser la Fédération à recevoir cette somme ;

f) payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier, un entrepositaire ou un poste de classement dont les services seraient retenus par la Fédération conformément aux modalités établies par elle, et autoriser tout acheteur à prélever cette part et à en faire remise à la Fédération ou à toute personne désignée par elle ;

g) se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et la Fédération et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité du produit ;

h) utiliser les contenants pour fin de livraison répondant aux normes établies par la Fédération en conformité avec les lois en vigueur ;

i) marquer tout contenant pour fin de livraison du produit visé de la marque arrêtée par la Fédération afin de distinguer ce produit comme étant visé par le plan ; et

j) fournir à la Fédération tout renseignement qu'elle juge utile à la mise en oeuvre efficace du plan.

10. Devoirs de la Fédération en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente : Les devoirs de la Fédération sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose à un office de producteurs ;

b) profiter des débouchés existants et orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés régionaux, provincial, national et international ;

c) mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, bonifier les débouchés existants, et améliorer les conditions de mise en marché du produit visé ;

d) viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par l'autorité compétente ; et

e) en tant qu'investie des pouvoirs et devoirs d'un office de producteurs, tenir une caisse et une comptabilité distinctes de celles qu'exige sa propre administration.

11. Pouvoirs et attributions de la Fédération à titre d'office de producteurs : Les pouvoirs et attributions de la Fédération sont de :

1) continger la production, continger la mise en marché, en fixer le temps et le lieu et les prohiber lorsqu'elles sont faites à l'encontre d'un règlement adopté en vertu du présent paragraphe ;

2) obliger un producteur à détenir un contingent pour produire ou mettre en marché le produit visé, déterminer les conditions auxquelles ce contingent peut être émis, prohiber l'émission de tout contingent au-delà d'une limite prescrite, prescrire la réduction des contingents

lorsque cette limite est atteinte ou susceptible de l'être, interdire la production ou la mise en marché en violation du contingent, prévoir les conditions d'annulation, de suspension ou de réduction temporaire ou définitive, par la Régie des marchés agricoles du Québec du contingent d'un producteur en raison de la violation par lui de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, du plan, d'une ordonnance, d'un règlement, d'une convention dûment homologuée ou d'une décision arbitrale à condition que ce producteur ait eu préalablement l'occasion d'être entendu par la Régie des marchés agricoles du Québec, et prévoir les conditions de réattributions d'un contingent ;

3) émettre un quota de production ou de mise en marché au producteur visé par le plan ;

4) déterminer à quelles conditions un producteur peut produire ou mettre en marché le produit visé à l'encontre du contingent fixé, d'une norme déterminée, du temps ou du lieu fixé ;

5) prévoir l'ajustement périodique des contingents et établir des normes à cette fin ;

6) déterminer les cas où un contingent peut être transféré et les conditions d'un tel transfert ;

7) conserver à la Fédération une part d'un contingent ou une partie de l'ensemble des contingents disponibles à l'ensemble des producteurs visés par le plan et l'attribuer, en totalité ou en partie, conformément aux normes et modalités établies à cette fin ;

8) imposer à toute personne qui enfreint l'une quelconque des prescriptions d'un règlement adopté en vertu des paragraphes c à h ou j de l'article 67 de la Loi, une pénalité basée sur le volume ou la quantité du produit visé par le plan et utiliser ces pénalités aux fins des articles 76 et 77 de la Loi ou selon les termes d'une entente prévue à la section XI de la Loi ;

9) déterminer le mode et les conditions de la mise en marché du produit visé ou en prohiber la mise en marché autrement que par l'entremise de la Fédération ;

10) fixer le prix ou confier à un comité le soin de fixer le prix du produit visé ou d'une classe, variété ou catégorie d'un tel produit, statuer sur la composition de ce comité, son fonctionnement, la nomination et le remplacement de ses membres, ainsi que sur la régie interne de ce comité ; le prix fixé en vertu du présent paragraphe peut être différent d'une région à une autre ;

11) statuer sur les conditions de production, conservation, préparation, manutention et déplacement du produit visé, sur sa qualité, son contenant ou l'emballage ainsi que sur les inscriptions ou indications requises sur le produit, le contenant ou l'emballage ;

12) prescrire le classement et l'identification du produit, les conditions dans lesquelles ce classement et cette identification doivent se faire et établir à cette fin des classes, catégories et dénominations particulières ;

13) garantir les quantités et qualités requises par les acheteurs et obliger le producteur à satisfaire ces exigences ;

14) arrêter une ou plusieurs marques distinctives permettant d'identifier le produit des producteurs intéressés comme produit visé par le plan ;

15) établir des postes de rassemblement et de vente en vue de la livraison du produit visé ;

16) retenir les services de voituriers, d'entrepôts, de postes de classement et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé ;

17) assumer le paiement des services rendus par les voituriers, les entrepôts, les postes de classement et autres personnes, déterminer la part que chaque producteur intéressé doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

18) exiger des voituriers, entrepôts, postes de classement ou autres personnes, une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en leur possession ;

19) déterminer la quantité de produit visé qui constitue le surplus de ce produit pour toute période que la Fédération détermine, affecter, en tout ou en partie, au paiement des dépenses ou des pertes qui en résultent, les contributions prévues aux articles 76 et 77 de la Loi ;

20) a) décréter, organiser, diriger, coordonner et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon à ce que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée sur un marché désigné, reçoivent sur le produit des ventes, le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité et ce notwithstanding la variation du prix de vente pour des causes étrangères à la valeur propre du produit ;

b) prescrire les conditions dans lesquelles doivent être faites la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive, après la vente, du versement ou du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du versement ou du prix ainsi fixé et le remboursement que la Fédération fait à l'acheteur de l'excédent lorsque le prix fixé excède le prix de vente ;

c) prescrire le paiement aux producteurs sous forme d'un versement initial lors de la livraison du produit com-

mercialisé et de versements subséquents jusqu'au paiement final des sommes dues aux producteurs et provenant de la vente ;

d) obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser à la Fédération l'excédent du prix de vente sur le prix fixé ;

e) obliger l'acheteur à faire le paiement du prix d'un produit à la Fédération pour que celle-ci fasse la répartition du profit net de vente conformément aux règlements ;

f) obliger le producteur d'un produit commercialisé à le vendre à la Fédération aux conditions déterminées en vertu de la Loi et retenir sur le prix de revente obtenu par la Fédération le paiement des dépenses encourues par celle-ci pour la mise en marché d'un tel produit ;

21) dans les limites de ses pouvoirs, signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur concerné régi par le plan ;

22) déterminer la durée des contrats qu'elle négocie, ainsi que les conditions de renouvellement ;

23) établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends, et en négocier la mise en oeuvre et la portée avec les parties intéressées ;

24) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi toute condition de mise en marché et, spécialement :

a) le prix de vente du produit visé ;

b) les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, du mirage ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé ;

c) la surveillance de la classification du produit visé par les représentants attitrés de la Fédération ;

d) les normes de qualité, d'inspection et de pesage du produit visé dans les limites des lois et règlements en vigueur ;

e) s'il y a lieu, les modes de retenue par l'acheteur ou par toute autre personne, de la contribution nécessaire du financement du plan et sa remise à la Fédération, ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise à la Fédération ou à son délégué ;

f) les conditions de surveillance relatives au paiement du produit visé, suivant sa classification et son utilisation ;

g) les conditions du paiement du prix de vente du produit visé ;

h) la durée des contrats et les conditions de renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

i) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlements des griefs et d'arbitrage ;

25) établir un comité de bonne entente pour étudier les griefs du producteur intéressé, relativement à l'exécution du plan, et en déterminer les règlements ;

26) faire toute enquête de nature à l'aider à atteindre les buts visés par le plan ;

27) obtenir du producteur tout renseignement jugé utile à l'exécution efficace du plan ;

28) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors du Québec, du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

29) avec l'autorisation du gouvernement ou, selon le cas, de la Régie des marchés agricoles du Québec, conclure avec le Gouvernement du Canada ou un de ses organismes ou avec le gouvernement d'une autre province ou un organisme de ce gouvernement, des ententes concernant :

a) la production ou la mise en marché du produit visé ;

b) toute matière relevant de l'exercice de la compétence de la Fédération à l'égard du produit visé ;

et acquitter les dépenses en résultant ;

30) avec la permission du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, exercer les fonctions, pouvoirs, devoirs ou attributions qui peuvent lui être délégués par la Régie des marchés agricoles du Québec et prévus aux ententes conclues en vertu de l'article 74 de la Loi ;

31) agir à titre d'agent du Gouvernement du Canada, confier à un organisme autorisé en vertu de la législation d'une autre Législature ou du Parlement du Canada à réglementer la mise en marché du produit visé, toute fonction qu'elle est autorisée à exercer en vertu de la Loi, du plan, d'une ordonnance, d'un règlement ou d'une entente prévue à l'article 74 de la Loi, et remplir, au nom de tout organisme autorisé en vertu de la Législature ou du Parlement du Canada à réglementer la mise en marché du produit visé toute fonction que cet organisme est autorisé à exercer en vertu de cette législation ;

32) déterminer le mode de perception de toute contribution.

12. Mise en marché en coopération avec d'autres juridictions :

1) Dans le présent article :

a) « contingent » désigne le nombre de douzaines d'oeufs qu'un producteur d'oeufs a le droit de vendre dans le commerce intraprovincial par les circuits normaux de commercialisation, ou de faire vendre pour son compte par la Fédération dans le commerce intraprovincial au cours d'une période de temps déterminé ;

b) « Office » désigne l'Office canadien de commercialisation des oeufs institué par proclamation conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme (S.C., 1970-71-72, c. 65) ;

c) « Régie » la Régie des marchés agricoles du Québec ;

d) « système de contingentement » désigne un système en vertu duquel la Fédération assigne des contingents aux producteurs d'oeufs lui permettant de fixer et de déterminer, s'il y a lieu, les quantités d'oeufs de toute espèce, classe ou catégorie qui pourront être vendues dans le commerce intraprovincial par chacun ou par l'ensemble des producteurs d'oeufs.

Système de contingents

2) La Fédération doit instituer un système de contingentement par lequel des contingents sont fixés pour tous les membres de différentes classes de producteurs du Québec, de telle sorte que le nombre de douzaines d'oeufs produits au Québec et qu'il sera permis de vendre dans le commerce intraprovincial pour l'année 1973, et le nombre de douzaines d'oeufs produits au Québec et qu'il sera permis de vendre dans le commerce interprovincial et d'exportation au cours de la même année, dans les limites de contingents fixés par l'Office ainsi que le nombre de douzaines d'oeufs produits au Québec et dont on prévoit la mise en vente au cours de la même année, en dehors des contingents fixés par l'Office et la Fédération, égaleront le nombre de douzaines d'oeufs indiqué au paragraphe 3.

3) Aux fins du paragraphe 2, le nombre de douzaines d'oeufs indiqué dans ce paragraphe pour le Québec est de 78 647 000, ce nombre de douzaines représentant le pourcentage de 16 556% du contingent national.

4) a) Aucun règlement ne doit être établi lorsqu'il pourrait avoir pour effet de porter le total :

i. du nombre de douzaines d'oeufs produits au Québec et que la Fédération et l'Office autorisent, par contingents de vendre dans le commerce intraprovincial, interprovincial et d'exportation ; et

ii. du nombre de douzaines d'oeufs produits au Québec dont on prévoit la mise en vente dans le commerce intraprovincial, interprovincial et d'exportation et autorisé en dehors des contingents fixés par la Fédération à un chiffre dépassant, sur une base annuelle, le nombre de douzai-

nes d'oeufs indiqué au paragraphe 3 pour le Québec, à moins que la Fédération n'ait pris en considération :

A) le principe de l'avantage comparé de production en rapport à chaque province ;

B) tout changement du volume du marché des oeufs ;

C) toute incapacité des producteurs d'oeufs d'une ou de plusieurs provinces de vendre le nombre de douzaines qu'ils sont autorisés à vendre ;

D) la possibilité d'accroissement de la production dans chaque province en vue de la commercialisation ; et,

E) l'état comparatif des frais de transport vers les marchés à partir de différents points de production et que l'Office ait rendu une ordonnance ou établi un règlement semblable ;

b) aucun règlement ne doit être établi lorsqu'il aurait pour effet d'abaisser le total :

i. du nombre de douzaines d'oeufs produits au Québec que la Fédération et l'Office autorisent par contingents de vendre dans le commerce intraprovincial, interprovincial et d'exportation ; et,

ii. du nombre de douzaines d'oeufs produits au Québec, dont on prévoit la mise en vente dans le commerce intraprovincial, interprovincial et d'exportation et autorisé en dehors des contingents fixés par la Fédération est, entre le prix obtenu, par l'Office ou son représentant au nombre de douzaines d'oeufs indiqué au paragraphe 3 pour le Québec, à moins que par le même effet, le nombre de douzaines d'oeufs produits dans chacune des autres provinces autorisé pour être vendu dans le commerce intraprovincial, interprovincial et d'exportation ne soit diminué proportionnellement ;

c) lorsque l'Office a rendu une ordonnance ou établi un règlement relatif aux dispositions d'un plan de commercialisation correspondant aux paragraphes *a* et *b*, la Fédération doit établir un règlement similaire.

5) La Fédération peut exiger de tout producteur d'oeufs auquel un contingent a été fixé comme condition de cette assignation, qu'il mette à la disposition de l'Office ou de son agent tous les oeufs produits par lui et qui sont mis en vente en plus du contingent qui lui a été fixé à un prix ne dépassant pas la différence, s'il en est, entre le prix obtenu, par l'Office ou son représentant pour la vente de ces oeufs et les frais relatifs à cette opération de vente.

6) *a)* La Fédération peut vendre les oeufs mis à sa disposition ou à celle de son représentant sur une base individuelle ou collective, et grouper les recettes provenant de leur vente et déduire de la somme globale ainsi obtenue les frais subis par elle-même ou par son représentant pour

la vente de ces oeufs, avant d'effectuer un paiement aux producteurs ;

b) la Fédération ne peut vendre aucune quantité d'oeufs mise à sa disposition en plus du nombre indiqué aux paragraphes 2 et 3 ou tel que modifié conformément au paragraphe 4, à moins de consultation préalable avec l'Office.

7) La Fédération doit avec l'assentiment de l'Office appliquer en son nom toute ordonnance rendue et règlement établi pour la mise en place et l'application d'un système de contingentement, ou toute ordonnance ou règlement nécessaires à l'application des dispositions de la proclamation relative à l'Office canadien de commercialisation des oeufs et des dispositions similaires du présent article.

8) La Régie et la Fédération devront rendre, approuver et appliquer tout règlement ou ordonnance nécessaires à réaliser les dispositions du présent article.

9) **Permis** : La Fédération doit mettre à la disposition de l'Office tout document ou extrait de document, établissant l'enregistrement des producteurs ou l'émission de permis aux producteurs lorsqu'un tel système est en vigueur.

10) **Redevances** : La Fédération avec l'assentiment de l'Office, percevra pour lui toute cotisation imposée par l'Office.

11) **Vérification des ventes** :

a) la Fédération doit établir des règlements exigeant des producteurs, classeurs, des classeurs-producteurs, des négociants, des grossistes, et des transformateurs et conditionneurs, qu'ils fournissent tous les renseignements nécessaires au contrôle des ventes ;

b) la Fédération doit instituer un système de vérification des ventes.

12) **Généralités** : La Fédération doit prendre toutes les mesures raisonnables pour susciter un haut degré de collaboration entre elle-même et l'Office et, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, elle doit :

a) mettre à la disposition de l'Office les comptes rendus, procès-verbaux et décisions se rapportant à un domaine intéressant l'Office ;

b) autoriser un fonctionnaire ou un employé de l'Office désigné à cet effet par ce dernier, d'assister aux réunions de la Fédération au cours desquelles doit être traitée une question intéressant l'Office et à cette fin, doit aviser de ces réunions le fonctionnaire ou l'employé ainsi désigné ; et

c) informer l'Office de tout projet de règlement dont l'application pourrait être touchée par la mise en vigueur de ce règlement.

13) Les articles 1 et 8, le paragraphe *b* de l'article 10, l'article 11 et les devoirs, obligations et engagements du producteur dans l'article 9, et toute disposition analogue est restreinte et assujettie au présent article.

14) Le présent article s'applique aux ventes faites directement à un consommateur par un producteur ayant plus de 250 poules pondeuses.

13. Administration du plan :

1) Le plan est administré par la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation.

2) Les administrateurs doivent être des producteurs intéressés au sens de l'article 5.

3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements de la Fédération.

4) La Fédération doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs régis par le plan, et y faire rapport de son mandat.

5) Si la Fédération ne représente pas, dans l'opinion de la Régie des marchés agricoles du Québec, la majorité des producteurs régis par le plan, la Régie peut décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs est composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés, au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office des producteurs, et ses administrateurs ont les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés à la Fédération en vertu du présent article ; et les biens et obligations de la Fédération qu'elle a obtenus à titre d'administrateur du plan sont transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie des marchés agricoles du Québec.

Si la Fédération peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie, qu'elle représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie peut, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'office des producteurs est alors aboli.

14. Mode de financement : L'administration et l'exécution du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le

mode déterminé par la Fédération. Le montant de cette contribution est de 0,0075 \$ par douzaine d'oeufs mise en marché par les producteurs jusqu'à ce qu'il soit modifié par une nouvelle résolution adoptée par l'assemblée générale des producteurs et approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec. Les contributions versées à la Fédération en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

Décision du 19.01.66, (1966) 98 G.O., 1765

Décision du 07.06.67, (1967) 99 G.O., 3729

Décision 1300 du 28.02.73, (1973) 105 G.O.II, 823

Décision 1395 du 23.08.73, (1973) 105 G.O.II, 5559

Décision 2627A du 22.05.79, (1979) 111 G.O.II, 4473



c. M-35, r.94

Règlement sur les quotas des producteurs d'oeufs de consommation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

SECTION I DÉFINITIONS

I. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « quota global » : le nombre total de douzaines d'oeufs exprimées en pondeuses pouvant être produites ou mises en marché par les producteurs d'oeufs de consommation du Québec, établi suivant une formule déterminée dans le plan national ;

b) « quota » : le nombre de douzaines d'oeufs exprimé en nombre de pondeuses qu'un producteur peut produire ou mettre en marché au Québec ;

c) « exploitation avicole » : l'ensemble des bâtiments et toute l'installation servant à la production d'oeufs de consommation ;

d) « Fédération » : la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec ;

e) « pondeuse » : poule domestique de l'espèce *Gallus Domesticus* âgée de 141 jours et plus ;

f) « personne » : individu, société, association, compagnie ou corporation ;

g) « Office canadien » : Office canadien de commercialisation des oeufs établi en vertu de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme (S.C., 1970-71-72, c. 65) et de la proclamation établissant cet Office ;

h) « force majeure » : maladie grave ou décès du producteur, mort subite d'une partie importante des pondeuses, destruction de l'exploitation ou d'une partie importante de l'exploitation avicole, maladie grave ou incontrôlable ou maladie qui nécessite la destruction du troupeau sur l'ordre des autorités publiques ou toute autre cause qui échappe entièrement au contrôle du producteur ;

i) « producteur » : toute personne qui produit ou met en marché des oeufs pour toute fin autre que l'incubation ;

j) « plan national » : désigne la partie II de l'annexe à la proclamation visant l'Office canadien de commercialisation des oeufs (DORS/73-1, Gazette du Canada, Partie II, 10 janvier 1973) et les modifications qui pourront y être apportées de temps à autre ;

k) « contingent » : même signification que celle établie à l'article de la partie II du plan national ;

l) « période » : une période de production habituellement de 28 jours consécutifs, établie de façon à ce qu'il y en ait 13 par année ;

m) « contribution » : la ou les contributions autorisées en vertu des articles 76 et 77 ou en vertu de la section XI de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

n) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Tout producteur propriétaire de plus de 250 pondeuses qui désire produire ou mettre en marché des oeufs de consommation doit préalablement obtenir un quota de la Fédération, selon les conditions du présent règlement.

Tout producteur propriétaire de 250 pondeuses et moins qui désire produire ou mettre en marché des oeufs de consommation doit faire l'élevage des pondeuses dans sa propre exploitation avicole. À défaut, il doit obtenir un quota comme s'il exploitait un troupeau de plus de 250 pondeuses.

Il est interdit à tout producteur devant détenir un quota de produire ou de mettre en marché des oeufs au Québec s'il ne détient pas préalablement un quota, émis par la Fédération, selon les conditions du présent règlement.

La Fédération émet à tout producteur qui y a droit un certificat attestant qu'un quota lui a été émis.

Il est interdit également à plusieurs producteurs d'exploiter ou de faire exploiter plusieurs troupeaux de 250 pondeuses et moins, ensemble, dans une même exploitation avicole, à moins de s'être procuré préalablement un quota selon les conditions du présent règlement.

3. 1) Un producteur ne peut détenir qu'un seul quota pour son exploitation avicole, même si l'ensemble des bâtiments et des installations ne sont pas tous situés au même endroit.

2) En aucun temps un producteur ne peut avoir en sa possession un nombre de pondeuses supérieur à celui indiqué par son quota.

3) Il est interdit à toute personne, sans avoir préalablement demandé et obtenu le consentement écrit de la Fédération :

a) de produire son quota dans une bâtisse dont il n'est pas le propriétaire ;

b) de produire en vertu d'un quota dont il n'est pas propriétaire ou locataire et qui n'a pas été préalablement transféré conformément au présent règlement, que ce soit en vertu d'une entente, convention ou contrat quelconque, verbal ou écrit.

Les conditions d'obtention du consentement écrit de la Fédération prévu au présent article, sont celles prévues aux articles 21 à 28.

4. Un producteur ne peut mettre en marché que des oeufs produits par ses pondeuses dans son exploitation avicole, à moins de détenir un permis de la Régie lui permettant de faire la distribution d'oeufs provenant d'autres exploitations avicoles.

5. À compter du 4 juillet 1979, aucun quota ne peut être émis à un nouveau producteur sauf dans les cas prévus à la section IV.

6. Chaque producteur est tenu de faire à la Fédération au plus tard 15 jours suivant la fin de chaque période, une déclaration d'inventaire et de production sur la formule F.P.O.-3 fournie par cette dernière, et y indiquant le nombre et l'âge des pondeuses de chacun des troupeaux qu'il possède, ainsi que la date de leur entrée et de leur sortie. Le producteur doit joindre à cette formule les documents attestant les faits qui y sont déclarés. Il doit également y inscrire les renseignements requis au Règlement sur la contribution des producteurs d'oeufs de consommation pour l'application et l'administration du plan conjoint (c. M-35, r.90).

7. Chaque producteur est tenu de fournir à la Fédération, dans les délais requis, tous les renseignements et documents nécessaires pour le contrôle de son quota.

Toute personne autorisée par la Fédération peut pénétrer dans tout bâtiment de l'exploitation avicole d'un producteur pour vérifier et compter les pondeuses et mener une enquête relative à sa production. Cet enquêteur doit prendre les mesures de protection sanitaire raisonnables dans les circonstances.

Tout producteur ou son préposé, est tenu de permettre à toute personne autorisée par la Fédération, de pénétrer

dans tout bâtiment situé sur l'exploitation avicole et particulièrement de permettre le décompte des pondeuses qui s'y trouvent.

SECTION III DÉTERMINATION DU QUOTA

8. Le quota émis à un producteur doit être égal au nombre de douzaines d'oeufs qu'il peut produire ou mettre en marché au cours d'une année, conformément au présent règlement, moins le nombre de douzaines d'oeufs que, le cas échéant, il met en marché en dehors du Québec, en vertu du contingent émis par l'Office canadien.

Pour fin d'émission du quota et du calcul de toute contribution, une pondeuse est présumée produire 19 douzaines d'oeufs par année.

9. Le total des quotas des producteurs ne peut être supérieur au quota global, dont on a soustrait la production du nombre de pondeuses non réglementées, selon la formule déterminée dans le plan national. Ce volume de quotas peut ultérieurement être augmenté ou diminué conformément aux dispositions prévues à cette fin dans le plan national.

10. 1) En tout temps, la Fédération peut, selon les circonstances, augmenter, modifier, corriger ou réduire le total des quotas des producteurs et, conséquemment, les quotas individuels des producteurs.

2) Le producteur qui abandonne la production doit en aviser la Fédération dans les 15 jours qui suivent. À défaut de donner cet avis ou de remplir les exigences prévues à l'article 11, la Fédération peut demander à la Régie d'annuler ou de suspendre ce quota.

11. Chaque année, entre le 1^{er} janvier et le 31 mars, la Fédération révise et détermine le quota de chaque producteur, selon le règlement.

À cette fin, le producteur doit indiquer à la Fédération, avant le 15 janvier de chaque année et sur la formule qui lui est expédiée avant le 15 décembre précédent, s'il désire continuer la production d'oeufs de consommation et utiliser tous ses quotas.

12. Afin d'établir le quota du producteur lors de la révision annuelle, la Fédération divise par 19 la production en douzaines d'oeufs sur laquelle il a payé ses contributions au cours de l'année précédente, selon les renseignements donnés par le producteur sur les formules fournies par la Fédération.

Le résultat de cette opération constitue le quota du producteur. Toutefois, si le résultat ainsi obtenu dépasse son

quota de l'année précédente, son quota demeure celui de l'année précédente.

13. Nonobstant l'article 12, un producteur est réputé avoir rempli son quota lorsque sa production annuelle atteint 95% et n'excède pas 115% du quota qui lui a été attribué.

14. Aussitôt que possible, la Fédération doit confirmer à chaque producteur le quota qui lui est attribué.

S'il n'est pas annulé ou suspendu, le quota détenu par le producteur demeure en vigueur même s'il n'a pas reçu le certificat confirmant le renouvellement.

Ce renouvellement se fait par l'émission d'un seul certificat au propriétaire des pondeuses indiquant le nombre de pondeuses.

Le producteur doit prendre les dispositions requises pour que son certificat soit affiché en vue dans le bâtiment principal de l'exploitation avicole où les oeufs sont produits.

15. Même s'il n'a pas rempli son quota, la Fédération peut maintenir en vigueur, pour une période maximale de 12 mois, le quota d'un producteur dont la production est affectée par une force majeure. Cette période peut être renouvelée ou prolongée après justification considérée suffisante par la Fédération.

16. Tous les quotas autorisés en vertu du présent règlement sont diminués de 3,54% par rapport à ceux qui existaient le 5 janvier 1981, et ce à partir du 1^{er} novembre 1981. Le quota ainsi diminué devient le nouveau quota du producteur à cette date. La Fédération doit confirmer à chaque producteur son nouveau quota par un certificat émis selon l'article 14.

La Fédération peut toutefois, si elle le considère d'intérêt général, conserver en tout ou en partie cette augmentation du quota global, et la verser à la banque de quotas prévue à l'article 28.

Si le quota global est réduit en vertu du plan national, le quota de tout producteur sera réduit d'un pourcentage équivalent.

La Fédération doit confirmer à chaque producteur son nouveau quota par un nouveau certificat émis selon l'article 14.

SECTION IV TRANSFERT DE QUOTAS

17. Tout producteur peut céder son quota, en totalité ou en partie, temporairement ou définitivement, à un autre

producteur ou à une autre personne, aux conditions prévues dans le présent règlement.

18. Le quota doit être transféré avec le contingent, en même temps, et dans les mêmes proportions.

19. Tout transfert de quota, temporaire ou définitif, doit être approuvé par la Fédération avant d'entrer en vigueur.

20. Tout producteur qui désire céder son quota définitivement, en totalité ou en partie, doit d'abord en informer par écrit la Fédération.

Sur réception d'un avis à cet effet, la Fédération avise par écrit chaque producteur de la même zone du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone du producteur-cédant, ainsi que de la quantité de quota offerte.

Pour les fins du présent article, les zones sont celles décrites à l'annexe A du Règlement sur la mise en vente en commun des oeufs de consommation (c. M-35, r.92).

Si le producteur fait partie du groupe 2 au sens de ce règlement, la zone est celle du territoire du syndicat des producteurs d'oeufs dans lequel il est domicilié et l'avis de la Fédération doit alors être adressé à tous les producteurs domiciliés dans le territoire du Syndicat, qu'ils soient du groupe 1 ou du groupe 2.

Tout producteur intéressé au quota offert doit transiger directement avec le producteur mentionné dans l'avis et ce, dans les 30 jours suivant la date inscrite sur l'avis.

Si aucune transaction n'a lieu durant cette période de 30 jours, avec un producteur de la zone, le producteur-cédant peut alors transiger avec toute personne du Québec.

La Fédération ne se tient pas responsable envers qui que ce soit du défaut d'avis à l'égard d'un producteur ou de quelque difficulté qui pourrait survenir entre les producteurs dans l'application du présent article.

Le présent article ne s'applique pas s'il s'agit d'une cession temporaire, d'une cession à une personne mentionnée au paragraphe *b* de l'article 26 ou d'une rétrocession à la suite d'une clause de dation en paiement.

21. Toute demande de transfert de quota doit être faite à la Fédération par le cédant ou le cessionnaire dans les 15 jours qui suivent la date de la transaction. À défaut d'effectuer cette demande dans le délai indiqué, le quota peut être suspendu ou annulé selon les modalités prévues à la section VII.

22. La Fédération doit approuver tout transfert de quota à une personne qui remplit les exigences du présent règlement.

La Fédération peut refuser d'approuver un transfert temporaire ou définitif, lorsque le cessionnaire ou le cédant, tant personnellement qu'à titre d'actionnaire, sociétaire ou membre d'une association, société, corporation, compagnie, est en défaut d'avoir effectué, toutes ses déclarations de production ou d'avoir acquitté toutes les contributions échues, et ce, tant que ses déclarations ne sont pas entièrement complétées et que les contributions ne sont pas entièrement payées.

La Fédération peut également refuser d'approuver un tel transfert tant que le cédant ne s'est pas départi de ses pondeuses ou n'en a pas réduit le nombre en rapport avec la partie du quota qui lui reste.

23. Dès qu'un transfert est approuvé, le cédant et le cessionnaire sont soumis aux conditions suivantes :

a) le cessionnaire d'un quota ou d'une partie de quota doit commencer à l'exploiter dans les 6 mois de la date d'approbation du transfert, à moins d'en être empêché par une force majeure approuvée par la Fédération. À défaut, la Fédération peut demander à la Régie de suspendre ou d'annuler ce quota ou cette partie de quota ;

b) le cessionnaire ne peut utiliser, pour le reste de l'année, que la partie du quota non utilisée par le cédant ;

c) le cessionnaire d'un quota ou d'une partie de quota ne peut, dans les 24 mois qui suivent le transfert, céder ce quota ou cette partie de quota en totalité ou en partie, sauf s'il s'agit d'une cession temporaire, d'un cas prévu au paragraphe b de l'article 26, d'une rétrocession en vertu d'une clause de dation en paiement, de la vente de toute exploitation avicole ou d'une force majeure approuvée par la Fédération ;

d) le producteur qui a cédé totalement son quota doit abandonner la production des oeufs ;

e) le producteur qui a cédé une partie seulement de son quota doit réduire le nombre de ses pondeuses en rapport avec la partie de quota qui lui reste.

24. Un producteur qui détient déjà un quota de 50 000 pondeuses ou plus, ne peut acquérir de quota additionnel, même par la cession temporaire. Est réputé détenir un quota de 50 000 pondeuses et plus, tout producteur dont les quotas additionnés :

a) au quota détenu par toute société, compagnie, corporation ou association dont il est actionnaire ou membre ;

b) aux quotas détenus par chacun des actionnaires ou membres de toute compagnie, corporation, société ou association dont il est lui-même actionnaire ou membre ;

totalise 50 000 pondeuses et plus.

Il en est de même pour une corporation, société, compagnie ou association qui ne peut détenir un quota de plus de 50 000 pondeuses, incluant les quotas émis au nom de ses actionnaires, sociétaires ou membres.

Toutefois, pour les fins de cet article, la Fédération ne peut additionner au quota d'un individu membre d'une coopérative, celui détenu par sa coopérative ou par les autres membres de sa coopérative.

25. Tout transfert de quota en vertu du présent règlement est effectué sur la base du quota en vigueur à la date de l'approbation par la Fédération.

26. Aucun producteur ne peut détenir un quota de moins de 2 500 ni de plus de 50 000 pondeuses.

Un producteur n'est pas sujet au premier alinéa :

a) s'il détient un tel quota avant le 3 décembre 1980 ;

b) s'il acquiert son quota par succession ;

c) s'il s'agit d'un nouveau producteur qui ne détient pas déjà de quota et qui acquiert un quota de plus de 50 000 pondeuses d'un même détenteur et à condition qu'il achète toute l'exploitation avicole avec ce quota.

27. Toute autre personne désirant entrer dans la production des oeufs doit se procurer un quota d'au moins 2 500 pondeuses, selon la section IV, à moins qu'elle n'acquière d'un même producteur un quota moindre avec toute l'exploitation avicole.

28. Toute cession temporaire de quota est sujette aux conditions additionnelles suivantes :

a) cette cession doit être faite pour une période d'au moins 12 mois et d'au plus 15 mois ;

b) à l'expiration du délai, le quota retourne au cédant, à moins que la cession ne soit renouvelée avec l'approbation de la Fédération ;

c) pendant la durée de la cession temporaire, le cédant ne peut acquérir de quota si cette acquisition a pour effet d'augmenter le quota qu'il détenait avant la cession à plus de 50 000 pondeuses. On doit alors tenir compte également de la présomption prévue à l'article 24 ;

d) le cédant ne peut conserver un quota de moins de 2 500 pondeuses, à moins de céder tout son quota ou à moins d'une force majeure acceptée par la Fédération.

La cession temporaire prévue au présent article doit être approuvée par la Fédération avant le début indiqué de l'exploitation de ce quota par le cessionnaire. À défaut, la Fédération peut refuser cette cession temporaire.

SECTION V BANQUE DE QUOTAS

29. La banque de quotas est constituée comme suit :

- a) de la différence entre le quota global et les quotas en vigueur ;
- b) de tous les quotas ou parties de quotas annulés, suspendus ou réduits selon le présent règlement ;
- c) selon le cas, des augmentations du quota global créées par l'Office canadien.

30. À même la banque prévue à l'article 29, la Fédération peut déterminer, selon les circonstances, qu'une certaine quantité doit être gardée en réserve.

31. Lorsqu'elle le juge opportun, la Fédération peut disposer de cette banque de quotas selon des modalités à être fixées par règlement.

SECTION VI PÉNALITÉS

32. La Fédération fixe, impose et perçoit de tout producteur, en plus de la contribution pour l'administration du Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (c. M-35, r.93), une pénalité de 0,60 \$ la douzaine d'oeufs qu'il produit chaque période ou partie de période, sans quota ou en excédant du quota qu'il détient, nonobstant l'article 13.

33. Cette pénalité est calculée à chaque période en multipliant par 19 le nombre de pondeuses en production sans quota ou en excédent de son quota, et en divisant le produit obtenu par 13, en tenant compte du nombre de jours de production s'il s'agit d'une partie de période.

34. Les pénalités imposées par le présent règlement doivent être payées dans les 15 jours suivant la fin de la période, par chèque ou mandat-poste fait à l'ordre de la Fédération, à son siège social au 1355, rue Graham-Bell, parc Edison, Boucherville.

Ce paiement doit accompagner la formule F.P.O.-3 prévue à l'article 6.

35. Si le producteur ne paie pas sa pénalité dans le délai imparti à l'article 34, la Fédération lui expédie un rappel, avec un état de compte conforme au calcul établi à l'article 33. Ce montant doit être payé dans les 10 jours de sa mise à la poste par la Fédération.

36. Si, à la suite d'une déclaration ou d'une réclamation pour une production sans quota ou en nombre supérieur

au quota détenu par un producteur, la Fédération apprend ou constate que le nombre de pondeuses chez ce producteur était en fait supérieur, elle adresse une nouvelle réclamation à ce producteur, calculée selon l'article 33, et le producteur doit payer cette pénalité dans le délai prévu à l'article 35.

SECTION VII ANNULATION ET SUSPENSION DES QUOTAS

37. La Régie peut annuler ou suspendre le quota d'un producteur pour toute violation à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), au Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, à une ordonnance, à un règlement, à une convention dûment homologuée ou à une décision arbitrale.

38. Lorsque la Fédération constate une telle violation de la part d'un producteur, elle doit l'aviser par écrit, sous pli recommandé ou certifié, de la nature de la violation constatée et lui demander d'y remédier sans délai.

39. À défaut par le producteur de se conformer à l'avis reçu de la Fédération, celle-ci peut s'adresser à la Régie par requête, indiquant la nature et la violation reprochée et réclamant l'annulation ou la suspension du quota du producteur.

40. Si la Régie constate l'existence de la violation alléguée, elle peut suspendre le quota du producteur pour une période maximale de 6 mois, ou l'annuler.

41. Tout quota suspendu ou annulé par la Régie est versé à la banque de quotas prévue à la section V.

42. Une fois le quota d'un producteur suspendu ou annulé, celui-ci doit cesser immédiatement toute production d'oeufs de consommation.

43. Lorsque le quota est suspendu, la Régie doit réattribuer le quota au producteur dès que la suspension prend fin.

44. Lorsque le quota a été annulé par la Régie, le producteur, peut, s'il s'est écoulé au moins 6 mois depuis la décision de la Régie et au plus tard dans les 12 mois de cette décision, demander, par écrit, à la Régie, que son quota lui soit réattribué. Il doit alors établir, à la satisfaction de la Régie, qu'il s'est conformé à sa décision, qu'il a cessé toute production d'oeufs de consommation et qu'il est en mesure de satisfaire aux exigences de la Loi, du Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, des ordonnances, des règlements et des conven-

tions en vigueur. La Régie peut alors lui réattribuer le quota qu'il détenait au moment de l'annulation.

45. Tout quota annulé ou suspendu est sujet, lors de sa réattribution, aux augmentations ou aux réductions imposées pendant la période de suspension ou d'annulation.

46. Les sections VI et VII s'appliquent sans préjudice aux droits de la Fédération ou de la Régie d'intenter des procédures pénales ou civiles découlant d'une infraction.

SECTION VIII

DISPOSITION FINALE

47. Les quotas émis en vertu du Règlement sur les quotas (1976, 102 G.O.II, 4685) et ses modifications sont maintenus à moins qu'ils soient modifiés en vertu du présent règlement.

Décision 2655 du 14.06.79, (1979) 111 G.O.II, 4799

Décision 2973 du 08.10.80, (1980) 112 G.O.II, 5991

Décision 2996 du 06.11.80, (1980) 112 G.O.II, 6429

Décision 3004 du 20.11.80, (1980) 112 G.O.II, 6593

Décision 3240 du 30.09.81, (1981) 113 G.O.II, 4387



c. M-35, r.95

Règlement spécial sur les quotas des producteurs d'oeufs de consommation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

- 1.** La Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec émet un quota à Centres Marronniers Inc., dont le siège social est situé au 5695, avenue des Marronniers, Montréal, QC, H1T 2W3.
- 2.** Le quota émis en vertu du présent règlement est pour une quantité de 1 000 pondeuses.
- 3.** Le Règlement sur les quotas des producteurs d'oeufs de consommation (c. M-35, r.94) s'applique au quota émis en vertu du présent règlement. Nonobstant ce qui précède, le présent quota n'est sujet à aucune augmentation et n'est pas transférable et les articles 16 à 28 de ce règlement ne s'appliquent pas au présent quota.
- 4.** Le quota prévu à l'article 1 est émis le 6 août 1980.



c. M-35, r.96

Ordonnance sur la saisie des oeufs de consommation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans la présente ordonnance, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

- a) « Fédération » : la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec ;
- b) « inspecteur » : un inspecteur ou enquêteur dûment autorisé par la Fédération ;
- c) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- d) « mise en marché » : comprend la vente, la transformation, la classification, l'emballage, l'achat, l'entreposage et l'expédition pour fin de vente, l'offre de vente et le transport des oeufs ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement de ce produit ;
- e) « plan » : le Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (c. M-35, r.93) ;
- f) « poste de classification ou poste d'emballage » : un poste de classification ou d'emballage prévu à un règlement adopté par la Fédération en vertu du plan ;
- g) « produit commercialisé » : l'oeuf visé par le plan et son contenant ;
- h) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. La présente ordonnance a pour but de déléguer à la Fédération les pouvoirs suivants de saisie, de retenue et de disposition du produit commercialisé, pouvoirs que la Régie détient en vertu des articles 109 à 111 de la Loi.

3. Tout inspecteur autorisé par la Fédération peut :

- a) dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer dans tout établissement et local servant à la mise en marché du produit commercialisé et ses dépendances et examiner les produits qui s'y trouvent ;
- b) pénétrer dans tout navire, bateau, véhicule automobile, camion ou autre moyen de transport et dans tout lieu utilisé pour la production ou la mise en marché du

produit commercialisé et procéder à l'inspection de tout tel produit qui s'y trouve ;

- c) ordonner l'immobilisation de tout moyen de transport lorsqu'il croit que le produit commercialisé s'y trouve et procéder à l'inspection de ce moyen de transport et de tout tel produit qui s'y trouve ;

- d) exiger la production de tout document relatif à la mise en marché du produit commercialisé faisant l'objet de l'inspection ;

- e) saisir et retenir le produit commercialisé lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que, relativement à ce produit, une infraction a été commise à la Loi, au plan, aux règlements de la Fédération, aux conventions concernant la mise en marché de ce produit commercialisé conclu par la Fédération en vertu de l'article 28 de la Loi ou à une sentence arbitrale rendue obligatoire en vertu de l'article 64 de la Loi.

4. L'inspecteur doit dresser un procès-verbal de toute saisie ou retenue du produit commercialisé. Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

- a) les nom et qualité de l'inspecteur ;
- b) la date et l'heure de la saisie ou de la retenue ainsi que l'endroit où elles ont été effectuées ;
- c) les nom et adresse de la personne chez qui la saisie ou la retenue a été effectuée ; si la saisie ou la retenue a eu lieu en cours de route, les nom et adresse de la personne en possession du produit commercialisé ainsi que les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire ;
- d) la quantité et la description du produit commercialisé saisi ou retenu ainsi que les marques et inscriptions figurant sur les contenants ou emballages ;
- e) un exposé succinct des circonstances dans lesquelles la saisie ou la retenue a été effectuée et toute mention susceptible d'assurer une identification précise du produit commercialisé saisi ou retenu et du propriétaire ;
- f) la signature de l'inspecteur.

5. Tout procès-verbal est rédigé en trois exemplaires, au moins. Le premier exemplaire est conservé par la Fédération. Un exemplaire est laissé au propriétaire ou détenteur du produit commercialisé ou, le cas échéant, au représentant de l'entreprise de transport. Un exemplaire est transmis à la Régie dans les 24 heures suivant la saisie ou la retenue.

6. Le produit commercialisé saisi ou retenu est expédié dès que possible à un poste de classification ou d'emballage ou à tout autre endroit désigné par la Fédération.

Le produit commercialisé saisi ou retenu peut également être mis sous scellé par l'inspecteur et laissé en dépôt entre les mains du propriétaire ou détenteur si ce dernier y consent. Sur demande de la Fédération, le dépositaire doit lui remettre immédiatement le produit commercialisé ainsi laissé en dépôt.

7. Le produit commercialisé dirigé à un poste de classification ou d'emballage est alors classé, réemballé et mis en marché par la Fédération conformément à ses règlements. Le produit net de la vente demeure la propriété de la Fédération qui peut en disposer à son gré.

8. Tout produit saisi en vertu de la présente ordonnance est saisi et retenu aux risques et aux frais de son propriétaire.

9. Lorsqu'une saisie ou une retenue effectuée en vertu de la présente ordonnance a été déclarée nulle ou mal fondée par la Régie en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 61 de la Loi, la Fédération ne sera tenue de rembourser au propriétaire du produit commercialisé saisi ou retenu que le produit de la vente effectuée en vertu de l'article 7, déduction faite des frais de transport, de classification, d'emballage et autres frais de mise en marché, tels que déterminés par la Régie.

10. La Fédération doit, chaque fois qu'un produit commercialisé est retenu ou qu'il en est disposé, en avertir sans délai le propriétaire ou la personne qui en avait la possession au moment de la saisie au moyen d'un avis écrit qui lui est livré par la poste ou par l'inspecteur.

11. Nul ne peut mettre en marché un produit commercialisé qui a été saisi ou retenu, ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, ni enlever ou briser un scellé apposé par un inspecteur, sans une autorisation écrite de la Fédération.



c. M-35, r.97

1^{er} juin est étudiée par le conseil d'administration du Syndicat.

Règlement sur les contributions des producteurs d'oignons jaunes pour l'administration du plan conjoint et des règlements

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs d'oignons du Québec (UPA) ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs d'oignons du Québec (c. M-35, r.99) ;
- c) « producteur » et « produit visé » : le producteur et le produit visé au sens du plan.

2. Tout producteur doit payer une contribution de 40 \$ l'acre d'oignons cultivés par année. Le paiement de cette contribution se fait en 2 versements dont un premier de 10 \$ l'acre, le ou avant le 1^{er} avril de chaque année, et un deuxième de 30 \$, le ou avant le 1^{er} novembre.

3. Le producteur doit lui-même faire remise de cette contribution au Syndicat, à son siège social situé au numéro 6 de la rue Dumoulin à Saint-Rémi-de-Napierville, à moins qu'elle ne soit retenue par l'acheteur du produit visé en vertu d'une convention avec le Syndicat.

4. Les sommes ainsi payées au Syndicat sont utilisées pour l'administration et l'application du plan et des règlements, y compris la publicité et l'information.

5. Chaque producteur est tenu de fournir au Syndicat, dans les délais requis, tous les renseignements et documents nécessaires pour donner effet au présent règlement.

Toute personne autorisée par le Syndicat peut en tout temps se présenter sur la ferme de chaque producteur afin de vérifier l'exactitude des acrages déclarés.

6. Toutes les contributions sont facturées sur les intentions de semis de chaque producteur lors de sa demande de permis à la Régie des marchés agricoles du Québec. Si le producteur modifie son acrage, il doit en aviser le Syndicat avant le 1^{er} juin. Toute demande de changement après le



c. M-35, r.98

Ordonnance sur l'émission de permis aux producteurs d'oignons jaunes

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35, a. 85)

1. Dans la présente ordonnance, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

- a) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs d'oignons du Québec (c. M-35, r.99) ;
- c) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Nul ne peut s'engager dans la production d'oignons jaunes sur une superficie d'un hectare ou plus à moins de détenir un permis de la Régie à cette fin.

3. Toute demande de permis est adressée à la Régie par le requérant avant le 15 février de chaque année.

4. Toute demande de permis doit comporter :

- a) le nom et l'adresse du requérant ;
- b) la superficie devant êtreensemencée ;
- c) la description des lots à êtreensemencés avec l'indication de la superficie pour chacun ;
- d) la superficie réelle récoltée l'année précédente ;
- e) la signature du requérant ou d'une personne autorisée par ce dernier.

5. Avant de rendre sa décision sur une demande de permis, la Régie peut exiger du requérant tout renseignement additionnel qu'elle croit nécessaire ou utile.

6. La Régie accorde au requérant le permis demandé si ce dernier remplit les conditions prévues à la présente ordonnance et n'est pas en défaut d'avoir observé les dispositions du plan, d'un règlement adopté en vertu de ce plan ou d'une convention liant les producteurs visés par le plan.

7. Avant d'accorder une demande de permis à un nouveau producteur, la Régie tient compte de la production

globale de l'ensemble des producteurs, des besoins du marché et de toutes autres considérations d'intérêt public.

8. Si la demande est reçue, le permis est émis au nom du requérant pour une période maximale d'un an expirant le 31 mars.

9. Le permis est personnel, incessible et valide seulement pour la période qui y est mentionnée.

10. La Régie ne refuse aucune demande de permis avant d'avoir donné au requérant l'occasion de faire valoir son point de vue.



c. M-35, r.99

Plan conjoint des producteurs d'oignons du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent plan, les mots et expressions suivants signifient :

a) « Syndicat » : le Syndicat des producteurs d'oignons du Québec (UPA) ;

b) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

c) « mise en marché » : la vente, l'offre de vente, la classification, l'expédition pour fin de vente, l'entreposage, l'achat, le transport et la transformation du produit visé ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé ;

d) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs d'oignons du Québec.

SECTION II PRODUIT ET PRODUCTEUR VISÉS

3. Le produit visé par le plan est l'oignon jaune produit au Québec et destiné à la mise en marché à l'état frais.

4. Le producteur visé par le plan est toute personne, propriétaire ou locataire d'une ferme, engagée dans la production du produit visé sur une superficie d'au moins 1 hectare ou qui offre en vente le produit visé pour son compte ou celui d'autrui.

5. À compter du 30 décembre 1980, le plan est exécutoire. Toute personne remplissant les conditions pour être un producteur à cette date et, postérieurement toutes celles qui, au cours de l'application du plan, répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur, sont visées par le présent plan.

SECTION III ADMINISTRATION

6. L'application et l'administration du plan sont confiées au Syndicat.

7. Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs au sens de l'article 4.

8. Le mode d'élection ou de nomination et le mode de remplacement des administrateurs sont ceux prévus par les règlements du Syndicat adoptés en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40).

9. Le Syndicat est l'agent de négociation et l'agent de vente des producteurs visés par le plan.

SECTION IV POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU SYNDICAT POUR L'EXÉCUTION DU PLAN

10. À titre d'administrateur du plan, le Syndicat a les pouvoirs et attributions et il a les devoirs prévus à la Loi pour un office de producteurs.

11. Le Syndicat peut réglementer et organiser la production et la mise en marché du produit visé conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi, et entre autres ceux des articles 67 et 68.

12. Le Syndicat peut également :

a) orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés et chercher à maintenir un sain équilibre entre la production et les besoins pour le produit visé ;

b) rationaliser le transport du produit visé ;

c) retenir les services de transporteurs et autres personnes nécessaires à la mise en marché du produit visé, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

d) désigner et, s'il est nécessaire, établir des postes d'entreposage et délimiter les zones desservies par ces postes ;

e) signer tout contrat relatif aux conditions de mise en marché du produit visé et à l'application du plan ou d'un règlement, et ainsi lier chaque producteur visé par le plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;

f) faire toute enquête nécessaire à la réalisation des objets du plan, à son application et à la découverte de marchés pour le produit visé ;

g) pénétrer dans tout établissement, local ou lieu servant à la production du produit visé et faire l'inspection de ce produit ;

h) établir divers comités aux fins de l'application du plan et des règlements, ainsi que pour l'étude des griefs des producteurs visés, et déterminer les règles de procédure de ces comités.

13. Le Syndicat peut :

a) exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de pouvoirs de la Régie ou d'une autre autorité ;

b) selon les conditions prévues à la section XI de la Loi, coopérer avec d'autres organismes, ou avec un gouvernement, ses employés, ministères ou organismes, en vue de la mise en marché ordonnée du produit visé dans les limites et hors du Québec. Il peut également recevoir et exercer à ces fins des fonctions et des pouvoirs provenant d'une autre loi.

14. Le Syndicat peut négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi, toute condition de mise en marché et, spécialement :

a) le prix, les conditions et modalités de vente et de paiement du produit visé ;

b) les conditions, modalités et prix du transport du produit visé, ainsi que tout autre service relatif à sa production et à sa mise en marché ;

c) les normes de qualité, de classification, d'emballage et de pesée du produit visé, ainsi que leur surveillance par un représentant attitré du Syndicat ;

d) les modalités et conditions de l'approvisionnement des acheteurs et de la livraison du produit visé ;

e) les modes de retenue par toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, de la contribution décrétée en vertu du plan ou d'un règlement, et sa remise au Syndicat ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ;

f) les conditions et modalités des diverses conventions liant le producteur visé en vertu desquelles il participe à la production pour le compte d'autrui ;

g) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

h) tant à l'occasion de la signature d'un contrat qu'au cours de son exécution, une procédure de règlements et d'arbitrage des griefs et différends ;

i) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

SECTION V OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

15. Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi et du plan ;

b) respecter toute entente conclue par le Syndicat dans le cadre de la Loi et du plan ;

c) payer sa quote-part de toute somme due à une personne dont l'intervention a été requise pour la mise en marché du produit visé et dont les services sont retenus par le Syndicat conformément aux modalités établies par lui ou son agent ; et autoriser toute personne engagée par le Syndicat dans la mise en marché du produit visé en ce qui touche le produit global d'une vente en commun, à prélever cette part et à en faire remise à toute personne désignée par lui ;

d) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à l'application du plan ou des règlements.

SECTION VI MODE DE FINANCEMENT

16. Les dépenses pour l'application et l'administration du plan et des règlements sont payées au moyen de contributions des producteurs visés par le plan.

Le montant de cette contribution est fixé à 40 \$ l'acre d'oignons cultivés par année.

17. Le mode de perception de cette contribution est déterminé par règlement du Syndicat approuvé par la Régie avant d'entrer en vigueur.

SECTION VII COMITÉ CONSULTATIF

18. Un comité consultatif de l'industrie de l'oignon doit être formé avant le 30 mars 1981 ou aussitôt qu'il est possible de l'établir.

19. Sujet aux dispositions des articles 20 et 25, ce comité est composé de 9 membres, dont l'un est président.

20. Dans le délai fixé à l'article 18, le Syndicat nomme 4 membres, l'Association des emballeurs d'oignons du Québec et le Conseil québécois du commerce de détail, l'Association des grossistes en fruits et légumes ainsi que le Conseil de l'alimentation nomment chacun 1 membre. La Régie nomme également 1 membre et désigne le président ainsi que le secrétaire du comité. À défaut par l'une ou l'autre de ces organisations de nommer son représentant dans le délai prescrit par la Régie, cette dernière peut le désigner. Le comité peut également siéger sans la participation du groupe en défaut.

21. Les membres du comité sont nommés pour une période d'un an et leur mandat peut être renouvelé.

22. Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner une autre personne pour terminer le mandat ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

23. Le comité peut adresser des recommandations au Syndicat, aux acheteurs ou à toute autre personne intéressée, sur tout problème connexe à la mise en marché de l'oignon. Il peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que le Syndicat et ses agents considèrent dans l'exécution du plan. Le Syndicat doit informer le comité de tout projet de règlement ayant une incidence importante sur la production et la mise en marché du produit visé au Québec. La Régie peut fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'approuver un règlement ou une décision qui lui est soumise par le Syndicat.

24. Dès qu'il est formé, le comité adopte ses règlements de régie interne, qui doivent être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

25. La composition du comité quant au nombre de ses membres et aux groupements qui peuvent y être représentés, peut être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité des membres du comité. Le nombre des membres nommés par le Syndicat doit cependant être toujours égal à celui des membres provenant des autres secteurs intéressés et inversement, les représentants de ces secteurs doivent être en nombre égal à ceux du Syndicat.

Décision 3032 du 10.12.80, (1980) 112 G.O.II, 7177

Décision 3080 du 25.02.81, (1981) 113 G.O.II, 1339



c. M-35, r.100

Règlement sur la vente des oignons jaunes

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

a) « mise en marché » : la vente, l'offre de vente, la classification, l'expédition pour fin de vente, l'entreposage et le transport ;

b) « producteur » et « produit visé » : le producteur et le produit visé au sens du plan ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs d'oignons du Québec (c. M-35, r.99).

2. Le Syndicat des producteurs d'oignons du Québec (UPA) confie à un comité le soin de fixer le prix du produit visé.

3. Le comité est composé de 10 membres dont 3 sont nommés par le Syndicat, 3 par l'Association des emballleurs d'oignons du Québec Inc., 2 par l'Association des grossistes en fruits et légumes du Québec, 1 par l'Association des détaillants en alimentation du Québec et 1 par le Conseil québécois du commerce de détail.

4. À défaut par l'un ou l'autre des organismes mentionnés à l'article 3 de nommer les membres du comité qu'il lui appartient de désigner dans un délai de 30 jours après l'invitation qui lui en est faite par le Syndicat, le comité siège sans la participation du groupe en défaut et remplit avec les seuls membres nommés les fonctions prévues au présent règlement.

5. Le président du comité est élu par les membres et le secrétaire est nommé par le Syndicat.

6. Sur demande du président ou de tout membre de l'un des organismes composant le comité, le secrétaire est tenu du convoquer une réunion.

7. La convocation d'une réunion du comité peut être faite par tout moyen de communication pouvant assurer que tous les membres en sont informés. Une réunion du comité peut même être tenue par voie de conférence téléphonique.

8. Le quorum du comité est constitué des membres présents à chaque réunion et les décisions sont prises à la majorité des voix.

9. Le comité peut adopter toutes autres règles de procédure qu'il juge nécessaires à son bon fonctionnement.

10. Le comité doit fixer le prix minimal de vente du produit visé soit à la ferme du producteur, soit livré chez le grossiste ou le détaillant.

11. Le prix fixé est en vigueur à compter de la date déterminée par le comité et jusqu'à ce qu'il soit modifié. Il doit être communiqué sans délai à toute personne intéressée.

12. Il est interdit à un producteur, directement ou indirectement, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, par personne interposée ou autrement, de mettre en marché le produit visé à un prix inférieur à celui fixé par le comité des prix pour toute période concernée.

13. Le Syndicat peut en tout temps exiger d'un producteur qu'il lui fasse connaître l'état de sa récolte, celui de ses livraisons et de ses entreposages d'oignons.

14. Le producteur doit tenir à jour et conserver les pièces justificatives et autres documents relatifs à la production et à la mise en marché du produit visé pour une durée minimale de 24 mois de leur date. Le Syndicat, ou toute personne autorisée par lui, doit avoir accès à ces pièces justificatives et autres documents.

15. Le Syndicat peut mener toute enquête jugée utile pour s'assurer de l'observance du présent règlement et le producteur doit lui apporter sa collaboration.

Décision 3149 du 13.05.81, (1981) 113 G.O.II, 2179



c. M-35, r.101

Plan conjoint des pisciculteurs du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

SECTION I DÉSIGNATION ET DÉFINITIONS

- 1.** Le présent plan porte le nom de « Plan conjoint des pisciculteurs du Québec ».
- 2.** Dans le présent plan, les expressions et mots suivants signifient :
 - a) « Syndicat » : le Syndicat des pisciculteurs du Québec, corps politique légalement constitué en vertu de la Loi des syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40), ayant son siège social au 515, avenue Viger, Montréal ;
 - b) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
 - c) « mise en marché » : même signification que dans la Loi ;
 - d) « plan » : le Plan conjoint des pisciculteurs du Québec ;
 - e) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

SECTION II PRODUIT ET PRODUCTEUR VISÉS

- 3.** Le produit visé par le plan est le poisson et tous les oeufs de poisson produits à des fins commerciales.
- 4.** Le producteur visé par le plan est toute personne qui produit et offre en vente, pour son compte ou celui d'autrui, ou qui fait produire sous quelque forme que ce soit et offre en vente le produit visé.
- 5.** Toute personne remplissant les conditions pour être producteur visé au 2 décembre 1981, et toutes celles qui, au cours de l'application du plan, répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur, sont visées par le présent plan.

SECTION III ADMINISTRATION

- 6.** Le Syndicat est chargé de l'application et de l'administration du plan.
- 7.** Le mode d'élection ou de nomination et de remplacement des administrateurs est celui prévu par les règlements du Syndicat en vertu de sa loi constitutive. Ces règlements sont déposés auprès de la Régie avec le projet de plan et tous les amendements doivent également être déposés sans délai après le 2 décembre 1981.
- 8.** Les administrateurs et les membres du Syndicat doivent être des producteurs au sens de l'article 4.
- 9.** Aux fins de l'application de certaines dispositions du plan, il est établi 3 groupes de producteurs : les producteurs d'oeufs de poisson, ceux de poissons d'élevage et ceux de poissons de consommation.
- 10.** Le Syndicat doit tenir un registre des producteurs visés par le plan et y indiquer auquel des groupes mentionnés à l'article 9 chaque producteur doit être inscrit.
- 11.** Le Syndicat est l'agent de vente et l'agent de négociation des producteurs visés par le plan.

SECTION IV POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU SYNDICAT RELATIFS À L'EXÉCUTION DU PLAN

- 12.** À titre d'administrateur du plan et à l'exception des restrictions et conditions particulières prévues dans le présent plan, le Syndicat possède les pouvoirs, attributions et devoirs prévus dans la Loi pour un office de producteurs.
- 13.** Le Syndicat peut réglementer et organiser la mise en marché du produit visé conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi et le présent plan, entre autres, ceux prévus aux articles 67 et 68 de la Loi sujet toutefois aux dispositions et aux restrictions prévues au présent plan.
- 14.** Le Syndicat peut :
 - a) collaborer avec les acheteurs et les autres personnes intéressées à la commercialisation du produit visé, dans toute initiative pouvant améliorer et développer les

débouchés de ce produit ou qui pourrait aider à une mise en marché mieux ordonnée du produit visé ;

b) faire toute enquête utile à l'application du plan ou d'un règlement ou concernant les conditions de mise en marché du produit visé ou afin de bonifier les débouchés de ce produit. Il peut obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'application du plan et des règlements ;

c) mettre à la disposition des producteurs une information adéquate sur la production, l'état des marchés, les prix et les diverses autres conditions de mise en marché que le Syndicat considère utile pour l'ensemble des producteurs ;

d) chercher à maintenir un équilibre entre la production du produit et les besoins du marché ainsi qu'à rationaliser le transport de ce produit ;

e) rechercher l'implantation d'un régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs et, à cette fin agir dans la mesure permise par la Régie comme groupement d'adhérents conformément à la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., c. A-31).

15. Le Syndicat peut constituer un comité de bonne entente pour étudier et régler les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan et des règlements, en déterminer la procédure et les règles qui sont sujettes à l'approbation de la Régie. Le Syndicat peut également créer d'autres comités pour assurer une application efficace du plan et des règlements.

16. Le Syndicat peut élaborer et participer à des programmes de publicité du produit visé.

17. Le Syndicat peut coopérer avec d'autres organismes de producteurs ou avec un gouvernement ou l'un de ses organismes en vue de la mise en marché ordonnée du produit visé, à l'intérieur et à l'extérieur du Québec. Sujet aux autorisations qui y sont mentionnées, le Syndicat peut exercer les pouvoirs et les fonctions, accomplir les devoirs et conclure les ententes prévues à la section XI de la Loi.

18. Le Syndicat peut négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi, toute condition de mise en marché du produit visé entre autres :

a) le prix, les conditions et modalités de vente et de paiement ;

b) la quantité du produit visé devant être produite et livrée, la date ou la période de livraison ;

c) les conditions, modalités et prix du transport, du conditionnement ainsi que tout autre service relatif à la production et à la mise en marché ;

d) les normes de qualité, de classification, d'emballage et de pesée ainsi que leur surveillance par un représentant du Syndicat ;

e) les modalités et conditions de l'approvisionnement des acheteurs et de la livraison ;

f) les modes de retenue par toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, de la contribution décrétée en vertu du plan ou d'un règlement, sa remise au Syndicat et, selon le cas, la remise de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ;

g) les conditions et modalités des diverses conventions en vertu desquelles le producteur visé participe à la production pour le compte d'autrui ;

h) la durée des conventions et les conditions de leur renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

i) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de l'exécution, une procédure de règlements et d'arbitrage des griefs et différends ;

j) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

19. Toute convention résultant de ces négociations sur les conditions et les modalités de mise en marché du produit visé par le plan signée par le Syndicat et homologuée par la Régie selon la Loi lie également tous les producteurs concernés.

SECTION V EXERCICE DU POUVOIR DE CONTINGENTEMENT ET DE MISE EN VENTE EN COMMUN

20. Le Syndicat ne peut exercer les pouvoirs des articles 67 et 68 de la Loi relatifs au contingentement et la mise en vente en commun que suite à une décision à cet effet de l'assemblée générale des producteurs dûment convoquée à cette fin.

SECTION VI OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

21. Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi et du plan ;

b) respecter toute entente conclue dans le cadre de l'application de la Loi et du plan ;

c) payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan et des règlements selon le montant et les modalités établis en vertu de la Loi et du plan ;

d) selon le cas, payer sa quote-part de toute somme due à une personne dont l'intervention a été requise pour la mise en marché du produit visé et dont les services sont retenus par le Syndicat conformément aux modalités établies par lui ou son agent, et autoriser toute personne engagée par le Syndicat dans la mise en marché du produit visé et qui touche le produit global d'une vente en commun, à prélever cette part et à en faire remise à toute personne désignée par lui ;

e) fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à l'application du plan ou des règlements.

SECTION VII MODE DE FINANCEMENT

22. L'administration et l'application du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan selon le mode déterminé par le Syndicat.

23. Jusqu'à ce qu'il soit modifié par règlement de l'assemblée générale des producteurs, le montant de cette contribution est de :

a) 40 \$ par année pour le producteur d'oeufs de poisson ;

b) 40 \$ par année pour le producteur de poissons d'élevage ;

c) 40 \$ par année pour le producteur de poissons de consommation.

Un producteur peut être sujet à une ou plusieurs contributions selon qu'il se classe dans un ou plusieurs groupes de producteurs mentionnés à l'article 9.

24. Les contributions perçues doivent être utilisées aux fins des articles 76 et 77 ou selon les termes d'une entente prévue à la section XI de la Loi.

SECTION VIII COMITÉ CONSULTATIF

25. Un comité consultatif de l'industrie piscicole doit être formé avant le 3 mars 1982.

26. Ce comité est composé de 7 membres dont l'un est président.

27. Dans le délai fixé à l'article 25, le Syndicat désigne 3 membres, la Coopérative des pisciculteurs, les Pêcheurs-

Unis du Québec ou tout autre organisme intéressé à la mise en marché des poissons d'élevage et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation nomment un membre chacun.

28. La Régie nomme un membre et désigne le président ainsi que le secrétaire du comité. À défaut par l'un ou l'autre de ces groupements de nommer leurs représentants dans le délai précité, la Régie pourra les désigner.

29. Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner un remplaçant pour terminer le mandat, ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

30. Le comité peut adresser des recommandations au Syndicat, aux acheteurs et autres personnes intéressées, sur tout problème connexe à la mise en marché du produit visé. Il peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décision que le Syndicat et ses agents considèrent dans l'exécution du plan. Le Syndicat doit informer le comité de tout autre projet de règlement ayant une incidence importante sur la production et la mise en marché du produit visé au Québec.

La Régie peut fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'approuver un règlement ou une décision qui lui est soumise par le Syndicat.

31. Dès qu'il a été formé, le comité doit adopter ses règlements de régie interne, qui devront être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

32. La composition du comité, quant au nombre de ses membres et aux groupements qui peuvent y être représentés, peut être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité des membres du comité. Le nombre des membres nommés par les autres secteurs doivent être en nombre égal à ceux du Syndicat.

SECTION IX RELATION AVEC LE MOUVEMENT COOPÉRATIF

33. Nonobstant toute disposition contraire prévue à ce plan, toute matière qui peut faire l'objet d'un règlement du Syndicat en vertu des articles 68 et 78 relative au contingentement, à la mise en vente en commun ou aux relations contractuelles liant le producteur intéressé en vertu desquelles il participe à la production du produit visé pour le compte d'autrui, doit être négociée conformément à l'article 70 de la Loi avec l'association accréditée représentant le mouvement coopératif et, à défaut d'entente, faire l'ob-

jet de la procédure de conciliation et d'arbitrage prévue par la Loi.

Toutefois, à défaut d'accréditation du mouvement coopératif, le Syndicat est bien fondé de procéder par règlement.



c. M-35, r.102

Règlement imposant aux producteurs de pommes une contribution pour l'administration du plan conjoint

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « année » : du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante ;
- b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de pommes du Québec ;
- c) « hectare » : unité de superficie plantée en pommiers (2,471 acres) ;
- d) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec (c. M-35, r.104) ;
- e) « producteur » : toute personne, propriétaire ou locataire d'un verger, engagée dans la production du produit visé ou qui offre en vente le produit visé pour son compte ou celui d'autrui ;
- f) « produit visé » : la pomme produite au Québec ;
- g) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Tout producteur doit, au plus tard le 21 octobre de chaque année, faire parvenir à la Fédération, 515, avenue Viger, Montréal, une déclaration indiquant la superficie de son verger de pommiers. Il doit utiliser la formule fournie à cet effet par cette dernière.

3. Tout producteur ayant un ou des vergers totalisant 1 hectare ou plus doit payer à la Fédération une contribution de 42 \$ par hectare par année (soit 17 \$ par acre par année). Le paiement de cette contribution se fait en 3 versements égaux et devant être remis le ou avant le 15 novembre, le ou avant le 15 février et le ou avant le 15 mai de chaque année.

Cette contribution doit être remise par le producteur à la Fédération, au 515, avenue Viger, Montréal, sauf si la contribution a été perçue par un acheteur ou un agent, dans les cas prévus à l'article 4. Le présent règlement s'applique aux ventes de pommes faites directement aux consommateurs.

4. La perception de cette contribution ainsi que les modalités de remise à la Fédération peuvent être déterminées par convention entre la Fédération et les acheteurs du produit visé ou, selon le cas, avec les agents de la Fédération lorsqu'une agence de vente est établie par règlement.

5. La contribution imposée en vertu du présent règlement doit servir à défrayer les dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan et des règlements.

Décision 2693 du 12.07.79, (1979) 111 G.O.II, 5979

Décision 2694 du 12.07.79, (1979) 111 G.O.II, 5983



c. M-35, r.103

Règlement sur la détermination des périodes de mise en marché des pommes

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de pommes du Québec ;
- b) « mise en marché » : la vente ou l'offre de vente du produit visé ;
- c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec (c. M-35, r.104) ;
- d) « producteur » : toute personne, propriétaire ou locataire d'un verger, engagée dans la production du produit visé ou qui offre en vente le produit visé pour son compte ou celui d'autrui ;
- e) « produit visé » : la pomme produite au Québec ;
- f) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. La Fédération peut de temps à autre fixer des dates à partir desquelles les producteurs peuvent mettre en marché chacune des variétés du produit visé ; ces dates peuvent être différentes pour chaque variété. Il est interdit de mettre en marché une variété du produit visé avant la date fixée par la Fédération.

3. Pour établir ces dates, la Fédération peut consulter le comité sur les prix du produit visé prévu au Règlement sur la vente des pommes (c. M-35, r.105).

4. Les critères utilisés pour la détermination des dates de mise en marché sont la maturité et l'état de conservation des diverses variétés de pommes, les besoins du marché et tout autre facteur qui, dans l'opinion de la Fédération, doit être considéré pour établir ces dates.

5. La Fédération publie les dates de mise en marché des diverses variétés de pommes en utilisant à son choix tout moyen de communication qu'elle considère adéquat pour aviser les intéressés dans le plus court délai.

6. La Fédération peut, lorsqu'elle le juge nécessaire, désigner un inspecteur pour faire enquête sur l'application de ce règlement.



c. M-35, r.104

Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

SECTION I DÉFINITIONS ET DÉSIGNATION

1. Dans le présent plan, les mots et expressions suivants signifient :

- a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de pommes du Québec ;
- b) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- c) « mise en marché » : la vente, l'offre de vente, la classification, l'expédition pour fin de vente, l'entreposage, l'achat, le transport et la transformation du produit visé ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé ;
- d) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec.

SECTION II PRODUIT ET PRODUCTEUR VISÉS

3. Le produit visé par le plan est la pomme produite au Québec.

4. Le producteur visé par le plan est toute personne, propriétaire ou locataire d'un verger, engagée dans la production du produit visé ou qui offre en vente le produit visé pour son compte ou celui d'autrui.

SECTION III ADMINISTRATION

5. L'application et l'administration du plan sont confiées à la Fédération.

6. Le mode d'élection ou de nomination et de remplacement des administrateurs est celui prévu par les règlements de la Fédération, en vertu de sa loi constitutive. Ces

règlements doivent être approuvés par la Régie avant leur mise en application.

7. Les administrateurs de la Fédération doivent être des producteurs au sens de l'article 4.

8. La Fédération est l'agent de négociation et l'agent de vente des producteurs visés par le plan.

SECTION IV POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE LA FÉDÉRATION POUR L'EXÉCUTION DU PLAN

9. À titre d'administrateur du plan, la Fédération a les pouvoirs et attributions et elle a les devoirs prévus à la Loi pour un office de producteurs.

10. La Fédération peut réglementer et organiser la mise en marché du produit visé conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi, et entre autres ceux des articles 67, 68 et 76.

11. La Fédération peut également :

- a) orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés et chercher à maintenir un sain équilibre entre la production et les besoins pour le produit visé ;
- b) rationaliser le transport du produit visé ;
- c) retenir les services de transporteurs et autres personnes nécessaires à la mise en marché du produit visé, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception de cette participation ;
- d) désigner et, s'il est nécessaire, établir des postes d'entreposage et délimiter les zones desservies par ces postes ;
- e) signer tout contrat relatif aux conditions de mise en marché du produit visé et à l'application du plan ou d'un règlement, et ainsi lier chaque producteur visé par le plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;
- f) faire toute enquête nécessaire à la réalisation des objets et de l'application du plan, ainsi que pour bonifier les débouchés du produit visé ;

g) obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan et des règlements ;

h) établir divers comités aux fins de l'application du plan et des règlements, ainsi que pour l'étude des griefs des producteurs visés, et déterminer les règles de procédure de ces comités.

12. La Fédération peut :

a) arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan et à l'application des règlements, ainsi que les modalités de paiement et de perception de la contribution exigée ;

b) décréter par règlement une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs, y compris pour l'établissement d'un fonds de roulement, afin de réaliser les objets du plan ou appliquer un règlement ou une entente. Ce règlement est sujet à l'approbation de l'assemblée générale des producteurs et de la Régie avant d'entrer en vigueur.

Le montant de ces contributions peut varier selon des groupes déterminés et différents de producteurs.

La Fédération peut utiliser des contributions pour fin de publicité ou imposer une contribution spéciale à cette fin.

13. La Fédération peut :

a) exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de pouvoirs de la Régie ou d'une autre autorité ;

b) selon les conditions prévues à la section XI de la Loi, coopérer avec d'autres organismes, ou avec un gouvernement, ses employés, ministères ou organismes, en vue de la mise en marché ordonnée du produit visé dans les limites et hors du Québec. Elle peut également recevoir et exercer à ces fins des fonctions et des pouvoirs provenant d'une autre loi.

14. La Fédération peut négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi, toute condition de mise en marché et, spécialement :

a) le prix, les conditions et modalités de vente et de paiement du produit visé ;

b) les conditions, modalités et prix du transport du produit visé, ainsi que tout autre service relatif à sa production et à sa mise en marché ;

c) les normes de qualité, de classification, d'emballage et de pesée du produit visé, ainsi que leur surveillance par un représentant attitré de la Fédération ;

d) les modalités et conditions de l'approvisionnement des acheteurs et de la livraison du produit visé ;

e) les modes de retenue par toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, de la contribution décrétée en vertu du plan ou d'un règlement, et sa remise à la Fédération, ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ;

f) les conditions et modalités des diverses conventions liant le producteur visé en vertu desquelles il participe à la production pour le compte d'autrui ;

g) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

h) tant à l'occasion de la signature d'un contrat qu'au cours de son exécution, une procédure de règlements et d'arbitrage des griefs et différends ;

i) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

SECTION V OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

15. Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par la Fédération dans l'exercice des pouvoirs dont elle est investie en vertu de la Loi et du plan ;

b) respecter toute entente conclue par la Fédération dans le cadre de la Loi et du plan ;

c) payer sa quote-part de toute somme due à une personne dont l'intervention a été requise pour la mise en marché du produit visé et dont les services sont retenus par la Fédération conformément aux modalités établies par elle ou son agent ; et autoriser toute personne engagée par la Fédération dans la mise en marché du produit visé en ce qui touche le produit global d'une vente en commun, à prélever cette part et à en faire remise à toute personne désignée par elle ;

d) fournir à la Fédération tout renseignement jugé utile à l'application du plan ou des règlements.

SECTION VI MODE DE FINANCEMENT

16. L'administration et la mise en oeuvre du plan et des règlements sont financés par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs visés par le plan, selon le mode déterminé par la Fédération.

17. Le montant et le mode de perception de cette contribution sont déterminés par la Fédération au moyen d'un règlement qui doit être approuvé par l'assemblée générale des producteurs et par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de 0,05 \$ le boisseau de pommes vendu ou livré pour la consommation à l'état frais, et de 0,03 \$ le 100 livres de pommes vendues ou livrées pour toute autre fin.

SECTION VII COMITÉ CONSULTATIF

18. Un comité consultatif de l'industrie de la pomme doit être formé avant le 7 septembre 1978 ou aussitôt qu'il est possible de l'établir.

19. Sujet aux articles 20 et 25, ce comité est composé de 9 membres, dont l'un est président.

20. Dans le délai fixé à l'article 18, la Fédération nomme 4 membres, et les coopératives engagées dans la mise en marché de la pomme, l'Association des emballeurs de pommes du Québec, l'Association des grossistes en fruits et légumes ainsi que le Conseil de l'alimentation nomment chacun 1 membre. La Régie nomme également un membre et désigne le président ainsi que le secrétaire du comité. À défaut par l'une ou l'autre de ces organisations de nommer son représentant dans le délai prescrit par la Régie, cette dernière peut le désigner. Le comité peut également siéger sans la participation du groupe en défaut.

21. Les membres du comité sont nommés pour une période d'un an et leur mandat peut être renouvelé.

22. Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner une autre personne pour terminer le mandat ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

23. Le comité peut adresser des recommandations à la Fédération, aux acheteurs ou à toute autre personne intéressée, sur tout problème connexe à la mise en marché de la pomme. Il peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que la Fédération et ses agents considèrent dans l'exécution du plan. La Fédération doit informer le comité de tout projet de règlement ayant une incidence importante sur la production et la mise en marché de la pomme au Québec. La Régie peut fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'approuver un règlement ou une décision qui lui est soumise par la Fédération.

24. Dès qu'il est formé, le comité adopte ses règlements de régie interne, qui doivent être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

25. La composition du comité quant au nombre de ses membres et aux groupements qui peuvent y être représentés, peut être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité des membres du comité. La Régie peut également demander à l'Association des consommateurs du Canada (section Québec) de faire partie de ce comité et d'y désigner un membre. Le nombre des membres nommés par la Fédération doit cependant être toujours égal à celui des membres provenant des autres secteurs intéressés et, inversement, les représentants de ces secteurs doivent être en nombre égal à ceux de la Fédération.



c. M-35, r.105

Règlement sur la vente des pommes

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67 et 68)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

a) « acheteur » : une personne qui achète le produit visé d'un agent ou d'un producteur ;

b) « agent » : l'emballleur, le négociant ou le grossiste autorisé par la Fédération ;

c) « contribution » : les sommes dues par le producteur et prévues au plan et dans les règlements, y compris les frais d'exécution, de surveillance, de coordination, de direction et de vérification du plan et des règlements adoptés par la Fédération dans le cadre du plan, ainsi que pour l'application des contrats qui en découlent ;

d) « détaillant » : une personne dont le commerce est d'acheter des pommes aux fins de les vendre ou de les offrir en vente directement aux consommateurs ;

e) « emballleur » : une personne autorisée par la Fédération qui exploite un poste d'emballage ;

f) « Fédération » : la Fédération des producteurs de pommes du Québec ;

g) « grossiste » : une personne, autorisée par la Fédération, qui fait le commerce en gros des pommes pour les entreposer ou les distribuer à des détaillants en vertu d'un contrat avec la Fédération, ou d'une sentence arbitrale en tenant lieu ;

h) « mise en marché » : la vente, l'offre de vente, la classification, l'expédition pour fins de vente, l'entreposage, l'achat, le transport et la transformation du produit visé, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement de la pomme ;

i) « négociant » : une personne, autorisée par la Fédération, dont le commerce consiste à acheter et à vendre des pommes pour son compte ou celui d'autrui ;

j) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec (c. M-35, r.104) ;

k) « poste d'emballage » : un établissement où les pommes sont transportées, classifiées, emballées, pesées, entreposées ou lorsqu'elles y sont l'objet d'opérations connexes en vertu d'un contrat conclu entre le propriétaire ou

l'exploitant de cet établissement et la Fédération, ou d'une sentence arbitrale en tenant lieu ;

l) « producteur » : toute personne, propriétaire ou locataire d'un verger, engagée dans la production du produit visé ou qui offre en vente le produit visé, pour son compte ou celui d'autrui ;

m) « produit visé » : la pomme produite au Québec ;

n) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;

o) « transformateur » : une personne engagée dans la transformation du produit visé ;

p) « transformation » : la cuisson, la mise en conserve, la déshydratation, le séchage, la congélation, le coupage, la macération, le découpage de la pulpe, la fermentation ou autres procédés semblables, ou la transformation au moyen de sucre ou d'un produit chimique y compris, mais non limité à cela, du bioxyde de soufre et comprend l'extraction du jus de pomme et le vinaigre obtenu en sous-produit des pommes.

2. Le produit visé est mis en marché sous la coordination, la surveillance et la direction de la Fédération conformément au présent règlement.

3. Un producteur qui met en marché le produit visé doit le diriger uniquement à un agent qu'il peut choisir parmi ceux autorisés par la Fédération.

Le producteur peut toutefois vendre le produit visé à un détaillant s'il obtient préalablement de la Fédération une autorisation à cet effet, équivalente à celle d'un agent. Il a alors les droits et obligations du producteur ainsi que ceux d'un agent, pour autant qu'ils puissent s'appliquer, et il est soumis aux conditions de l'autorisation.

Le producteur peut consulter auprès de la Fédération la liste des agents autorisés.

4. La Fédération peut négocier avec les agents, de la manière prévue par la Loi, la nature et l'étendue des opérations de mise en marché qu'ils accomplissent, les modalités, termes, conditions et coûts applicables à ces opérations.

Le coût de l'une ou l'autre de ces opérations est défrayé par le producteur qui les requiert. Ces opérations comprennent notamment le transport, l'identification, la pesée, l'emballage, la classification et l'entreposage des pommes.

5. La Fédération procède comme suit, par l'entremise de ses agents, quant aux modalités de mise en marché du produit visé :

a) l'agent reçoit de l'acheteur le paiement du prix en vigueur pour les pommes vendues ;

b) l'agent retient du produit de la vente des pommes le montant des contributions. Il en fait la remise à la Fédération selon les modalités convenues entre les parties ;

c) l'agent remet au producteur le produit net obtenu pour les pommes vendues. Le produit net s'obtient en soustrayant du produit de la vente le montant des contributions et le coût convenu des opérations requises de l'agent par le producteur ;

d) les lots de pommes du producteur, livrés à un agent, sont clairement identifiés au moyen d'un numéro ou du nom du producteur ;

e) le producteur reçoit de l'agent un connaissance qui indique le nombre de boisseaux de pommes qu'il a livré ;

f) les pommes sont classifiées selon les normes prévues dans la législation en vigueur au Québec et séparément de celles d'un autre producteur.

Un rapport est préparé au moment de la classification et remis au producteur.

6. Le producteur ou l'agent ne peut directement ou indirectement, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, par personne interposée ou autrement, offrir en vente ou vendre des pommes à un prix inférieur à celui déterminé pour la période concernée par les comités de prix prévus ci-après.

7. Les personnes engagées dans la mise en marché du produit visé et qui utilisent des marques de commerce doivent assumer seules les coûts additionnels qui peuvent en résulter.

8. La Fédération autorise des emballeurs, des négociants et des grossistes à agir comme ses agents.

La Fédération peut, en tenant compte de l'intérêt des producteurs et des exigences d'une mise en marché ordonnée, efficace et juste des pommes, autoriser des agents comme suit :

a) sur réception d'une demande pour devenir un agent autorisé de la Fédération provenant d'un emballer, d'un grossiste ou d'un négociant, la Fédération l'examine en tenant compte, parmi d'autres facteurs, des recommandations qui lui seront faites par les comités d'autorisation établis à cette fin par la Fédération, et groupant des repré-

sentants de la Fédération et des associations représentatives des groupes concernés ;

b) l'autorisation est émise par la Fédération sans tarif ni frais ;

c) l'autorisation est annuelle et peut être renouvelée.

9. La Fédération peut suspendre, annuler ou refuser le renouvellement d'une autorisation lorsque le détenteur refuse ou néglige de respecter les conditions et les obligations de l'autorisation, du présent règlement, du plan et des conventions qui en découlent. Le producteur ne peut ensuite transiger avec cette personne.

10. Une décision de la Fédération relative à une autorisation, ou le défaut de rendre une décision à ce sujet, peut faire l'objet d'un appel à la Régie, selon les modalités prévues à la Loi.

11. La Fédération confie à 2 comités le soin de fixer le prix des pommes des producteurs :

a) un comité pour la fixation du prix des pommes destinées au marché à l'état frais ; et

b) un comité pour la fixation du prix des pommes destinées à la transformation.

12. Sous réserve de l'article 14, le comité pour la fixation du prix des pommes destinées au marché à l'état frais est composé de 10 membres désignés par les groupes suivants : 3 par la Fédération, 3 par l'Association des emballeurs de pommes du Québec Inc., 2 par l'Association des grossistes en fruits et légumes du Québec, 1 par l'Association des détaillants en alimentation du Québec et 1 par le Conseil québécois du commerce de détail.

13. Sous réserve de l'article 14, le comité pour la fixation du prix des pommes destinées à la transformation est composé de 8 membres désignés par les groupes suivants : 3 par la Fédération, 2 par l'Association des emballeurs de pommes du Québec Inc., 2 par l'Association des manufacturiers de produits alimentaires du Québec et 1 par l'Association des fabricants de cidre du Québec Inc.

14. À défaut par l'un ou l'autre des groupes de nommer les membres d'un comité qu'il lui appartient de désigner, dans un délai de 30 jours après l'invitation qui lui en est faite par la Fédération, le comité siège sans la participation du groupe en défaut et remplit avec les seuls membres nommés les fonctions prévues au présent règlement.

15. Les comités peuvent adopter les règles de procédure qu'ils jugent nécessaires à leur bon fonctionnement et doivent établir par règlement la majorité requise pour prendre les décisions.

Le quorum des comités est déterminé en nombre de personnes présentes aux réunions, sans égard aux groupes qui les ont désignées.

16. L'un des groupes faisant partie d'un comité peut convoquer la tenue d'une séance de ce comité. L'avis de convocation peut être donné par tout moyen de communication pouvant assurer que tous les membres en sont informés.

17. Les comités sur les prix, chacun dans le secteur pour lequel il a été institué, doivent établir le prix minimal de vente pour chaque catégorie de pommes destinées à l'état frais et à la transformation, aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire et pour la durée qu'ils déterminent. Les prix ainsi fixés doivent être immédiatement communiqués à la Fédération.

Les prix doivent être établis f.a.b. le détaillant pour la pomme destinée au marché à l'état frais et f.a.b. le producteur pour la pomme destinée à la transformation.

18. Pour fixer les prix, les comités doivent tenir compte des coûts dans les différentes opérations impliquées, de la concurrence interprovinciale et internationale, de la condition des marchés, de l'offre et de la demande et de tous autres facteurs susceptibles d'être pris en considération afin que la vente des pommes assure un prix raisonnable aux producteurs, tout en tenant compte des intérêts légitimes des acheteurs et des consommateurs.

19. Le prix fixé par un comité demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié par une nouvelle décision du comité ou suite à un arbitrage.

20. À défaut d'entente sur les prix entre les membres d'un comité, l'un des groupes représentés au comité peut immédiatement demander que les prix soient fixés par l'arbitre désigné selon l'article 21. La décision de l'arbitre à ce sujet est finale et exécutoire.

21. Chacun des comités sur les prix doit désigner un arbitre et des arbitres substitués, pour entendre tout litige concernant les prix. À défaut, l'arbitre peut être désigné par la Régie.

Un comité peut renouveler périodiquement le mandat des personnes qu'il désigne comme arbitre.

Les frais de l'arbitrage sont partagés également entre les groupes représentés au comité.

22. La Fédération peut en tout temps exiger d'un producteur qu'il lui fasse connaître l'état de sa récolte, celui de ses livraisons et de ses entreposages de pommes.

23. Le producteur doit tenir à jour et conserver les pièces justificatives et autres documents relatifs à la production et à la mise en marché du produit visé pour une durée minimale de 24 mois de leur date.

Le producteur doit fournir à la Fédération toute information relative à ses activités de production et de mise en marché des pommes.

24. La Fédération peut faire enquête à toutes fins utiles pour l'application du présent règlement. Le producteur doit lui donner accès à ses lieux d'affaires et vergers, à ses livres et à tous les documents pertinents.

25. Un inspecteur ou un vérificateur, autorisé par la Fédération, peut exécuter les pouvoirs de celle-ci aux fins du règlement.



c. M-35, r.106

Règlement imposant aux producteurs de pommes de terre une contribution pour la promotion et la publicité

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec ;

b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de pommes de terre du Québec (c. M-35, r.109) ;

c) « producteur » et « produit visé » : même signification que dans le plan.

2. Tout producteur doit payer une contribution de 5 \$ par hectare de pommes de terre récoltées (soit 2 \$ l'acre), par année.

Cette contribution est payable par le producteur au siège social de la Fédération en 2 versements égaux dont le premier le ou avant le 15 décembre de l'année en cours et le second, le ou avant le 1^{er} mai de l'année suivante, sauf si elle a été perçue par un acheteur ou un agent, dans les cas prévus à l'article 3.

3. La perception de cette contribution ainsi que les modalités de remise à la Fédération peuvent être déterminées par convention entre la Fédération et les acheteurs du produit visé ou, selon le cas, avec les agents de la Fédération lorsqu'une agence de vente est établie par règlement.

4. La contribution imposée en vertu du présent règlement doit servir exclusivement à payer les frais de publicité et de promotion du produit visé.



c. M-35, r.107

Ordonnance sur l'émission de permis aux producteurs de pommes de terre

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 85)

1. Dans la présente ordonnance, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots suivants signifient ou désignent :

- a) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de pommes de terre du Québec (c. M-35, r.109) ;
- c) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Nul ne peut s'engager dans la production de pommes de terre au Québec sur une superficie d'un demi-hectare ou plus à moins de détenir un permis de la Régie à cette fin.

3. La demande de permis doit être adressée à la Régie par le requérant avant le dernier jour du mois de février de chaque année.

4. La demande de permis doit comporter :

- a) le nom et l'adresse du requérant ;
- b) la description des lots devant être ensemencés avec l'indication de la superficie pour chacun ;
- c) la superficie ensemencée et la quantité de pommes de terre récoltée l'année précédente ;
- d) l'utilisation à laquelle la production est destinée ;
- e) la capacité et le type d'entreposage de pommes de terre que le requérant utilise ;
- f) les modalités d'emballage, de conditionnement et de vente de la pomme de terre par le requérant ;
- g) la signature du requérant ou d'une personne autorisée par ce dernier.

5. Avant de rendre sa décision sur une demande de permis, la Régie peut exiger du requérant tout renseignement additionnel qu'elle croit nécessaire ou utile.

6. La Régie accorde au requérant le permis demandé si ce dernier remplit les conditions prévues à la présente or-

donnance et n'est pas en défaut d'avoir observé les dispositions du plan, d'un règlement adopté en vertu de ce plan, d'une ordonnance de la Régie, d'une convention liant les producteurs visés par le plan ou d'une sentence arbitrale tenant lieu de cette convention.

7. Avant d'accorder un permis à un nouveau producteur, la Régie tient compte de la production globale de l'ensemble des producteurs, des besoins du marché et de tout autre considération d'intérêt public.

8. Si la demande est reçue, le permis est émis au nom du requérant pour une période maximale d'un an expirant le 31 mars.

9. Le permis est personnel, incessible et valide seulement pour la période qui y est mentionnée. La Régie émet toutefois, sur demande, un permis à une personne qui devient propriétaire d'une exploitation pour laquelle le permis prévu à la présente ordonnance avait déjà été délivré pour l'année en cours.

10. La Régie ne refuse aucune demande de permis avant d'avoir donné au requérant l'occasion de se faire entendre.



c. M-35, r.108

Règlement sur le montant et la perception des contributions des producteurs de pommes de terre

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec ayant son siège social au 515, avenue Viger à Montréal ;

b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de pommes de terre du Québec (c. M-35, r.109) ;

c) « producteur » et « produit visé » : même signification que dans le plan ;

d) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;

e) « hectare » : mesure de superficie équivalente à 2,47 acres.

2. Tout producteur doit, au plus tard le 21 octobre de chaque année, faire parvenir à la Fédération, une déclaration indiquant la superficie récoltée durant l'année en cours. Il doit utiliser la formule fournie à cet effet par la Fédération.

3. Tout producteur doit payer à la Fédération une contribution de 32 \$ par hectare par année (soit 12,95 \$ par acre par année).

Cette contribution est payable par le producteur au siège social de la Fédération en 2 versements égaux dont le premier le ou avant le 15 décembre de l'année en cours et le second, le ou avant le 1^{er} mai de l'année suivante, sauf si la contribution a été perçue par un acheteur ou un agent, dans les cas prévus à l'article 4.

4. La perception de cette contribution ainsi que les modalités de remise à la Fédération peuvent être déterminées par convention entre la Fédération et les acheteurs du produit visé ou, selon le cas, avec les agents de la Fédération lorsqu'une agence de vente est établie par règlement.

5. La contribution imposée en vertu du présent règlement doit servir à défrayer les dépenses encourues pour l'application et l'administration du plan et des règlements.

Décision 2939 du 12.08.80, (1980) 112 G.O.II, 5489

Décision 3098A du 18.03.81, (1981) 113 G.O.II, 1939



c. M-35, r.109

Plan conjoint des producteurs de pommes de terre du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35)

SECTION I DÉSIGNATION ET DÉFINITIONS

1. Le présent plan porte le nom de Plan conjoint des producteurs de pommes de terre du Québec.

2. Dans le présent plan, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec, corps politique légalement constitué en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40), et ayant son siège social au 515, avenue Viger, Montréal ;

b) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

c) « mise en marché » : l'offre de vente, la vente, la classification, l'expédition pour fin de vente, l'entreposage, le conditionnement, l'ensachage, le lavage, le transport, l'achat, la transformation ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé ;

d) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de pommes de terre du Québec ;

e) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

SECTION II PRODUIT ET PRODUCTEUR VISÉS

3. Le produit visé par le plan est la pomme de terre produite au Québec.

4. Le producteur assujéti au plan est toute personne engagée dans la production du produit visé dans une ferme dont elle est propriétaire ou locataire, ou qui offre en vente, ou produit et offre en vente le produit visé, pour son compte ou celui d'autrui.

5. Toute personne remplissant les conditions pour être un producteur assujéti le 25 juillet 1979, et toutes celles

qui, au cours de l'application du plan répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur, sont assujetties au présent plan.

SECTION III ADMINISTRATION

6. La Fédération est chargée de l'application et de l'administration du plan.

7. Le mode d'élection ou de nomination de remplacement des administrateurs est celui prévu par les règlements de la Fédération, en vertu de sa loi constitutive. Ces règlements doivent être déposés auprès de la Régie avant le 25 août 1979 et, si ces règlements doivent ultérieurement être modifiés, la Fédération doit déposer les modifications auprès de la Régie avant leur adoption.

8. Les administrateurs de la Fédération doivent être des producteurs au sens de l'article 4.

9. Aux fins de l'application de certaines dispositions du plan, il est établi 3 groupes de producteurs : ceux de la pomme de terre destinée à la mise en marché à l'état frais, ceux de la pomme de terre destinée à la transformation et ceux de la pomme de terre destinée à la semence.

10. La Fédération doit tenir un registre des producteurs visés par le plan, et y indiquer auquel des groupes mentionnés à l'article 9 chaque producteur doit être inscrit. Si un producteur refuse ou néglige d'indiquer à la Fédération les renseignements requis à cette fin, la Fédération l'inscrit dans le groupe qui lui paraît approprié, selon les autres renseignements qu'elle possède.

11. À l'occasion de l'assemblée générale annuelle ou d'une assemblée générale spéciale, la Fédération doit faire procéder à la constitution des 3 comités suivants :

a) un comité représentant les producteurs de pommes de terre pour le marché à l'état frais, composé de 3 producteurs engagés principalement dans cette culture et élus par les producteurs présents, engagés dans cette production ;

b) un comité représentant les producteurs de pommes de terre pour fins de transformation, composé de 3 producteurs engagés principalement dans cette culture et élus par les producteurs présents, engagés dans cette production ;

c) un comité représentant les producteurs de pommes de terre de semence, composé de 3 producteurs engagés

principalement dans cette culture et élus par les producteurs présents, engagés dans cette production.

Le président de la Fédération, ou la personne qu'il désigne à cette fin, fait également partie de chacun de ces comités de producteurs.

12. Si un membre des comités prévus à l'article 11 ne peut plus remplir ses fonctions pour quelque motif que ce soit, il doit être remplacé le plus rapidement possible par la Fédération, après consultation avec les autres membres du comité concerné. Cette nomination est sujette à l'approbation de la Régie et elle prend fin dès l'assemblée générale suivante.

13. Si ces comités, ou l'un ou l'autre de ces comités, ne sont pas formés selon l'article 11, ou si leur composition n'est pas complète, pour quelque motif que ce soit, la Régie peut constituer ces comités par décision ou, selon le cas, y nommer des membres.

14. La Fédération peut modifier le nombre de personnes devant composer chacun de ces comités, mais cette décision doit préalablement être approuvée par la Régie pour entrer en vigueur.

15. Les personnes formant les comités prévus à l'article 11 sont les agents de négociations des producteurs.

16. La Fédération est l'agent de vente des producteurs de pommes de terre destinées au marché à l'état frais.

SECTION IV POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE LA FÉDÉRATION RELATIFS À L'EXÉCUTION DU PLAN

17. A titre d'administrateur du plan, et à l'exception des restrictions et conditions particulières prévues dans le présent plan, la Fédération possède les pouvoirs et attributions et elle a les devoirs prévus dans la Loi pour un office de producteurs.

18. La Fédération peut réglementer et organiser la mise en marché du produit visé conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi et le présent plan et, entre autres ceux prévus aux articles 67, 68 et 76 de la Loi, sujet toutefois aux dispositions et aux restrictions prévues au présent plan quant aux pommes de terre de semence et celles destinées à la transformation.

19. La Fédération ne peut exercer, par voie de règlement, les fonctions et pouvoirs prévus aux articles 67 et 68 de la Loi pour les conditions de mise en marché de la

pomme de terre vendue ou livrée pour fins de transformation ou de semence.

20. La Fédération peut :

a) collaborer avec les acheteurs et les autres personnes intéressées à la commercialisation des produits visés, dans toute initiative pouvant améliorer et développer les débouchés de ces produits, ou qui pourrait aider à une mise en marché mieux ordonnée des produits visés ;

b) faire toute enquête utile à l'application du plan ou d'un règlement, ou concernant les conditions de mise en marché du produit visé ou afin de bonifier les débouchés de ce produit. Elle peut obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'application du plan ou des règlements ;

c) mettre à la disposition des producteurs une information adéquate sur la production, l'état des récoltes et des marchés, les prix et les diverses autres conditions de mise en marché que la Fédération considère utile pour l'ensemble des producteurs ;

d) chercher à maintenir un équilibre entre la production du produit visé et les besoins du marché, ainsi qu'à rationaliser le transport de ce produit.

21. La Fédération peut constituer un comité de bonne entente pour étudier et régler les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan et des règlements, en déterminer la procédure et les règles, qui sont sujettes à l'approbation de la Régie. La Fédération peut également créer d'autres comités pour assurer une application efficace du plan et des règlements.

22. La Fédération peut élaborer et participer à des programmes de publicité des produits visés.

23. La Fédération peut coopérer avec d'autres organismes de producteurs, ou avec un gouvernement, ses employés, ministères ou organismes, en vue de la mise en marché ordonnée de produit visé, à l'intérieur et à l'extérieur du Québec. Sujet aux autorisations qui y sont mentionnées, la Fédération peut exercer les pouvoirs et les fonctions, accomplir les devoirs et conclure les ententes prévues à la section XI de la Loi.

24. Les agents de négociation peuvent négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi, toute condition de mise en marché du produit visé et, entre autres :

a) le prix, les conditions et modalités de vente et de paiement ;

b) la quantité du produit visé devant être produit ou livré, la date ou la période de livraison ;

c) les conditions, modalités et prix du transport, du conditionnement, ainsi que tout autre service relatif à la production et à la mise en marché ;

d) les normes de qualité, de classification, d'emballage et de pesée, ainsi que leur surveillance par un représentant de la Fédération ;

e) les modalités et conditions de l'approvisionnement des acheteurs et de la livraison ;

f) les modes de retenue par toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé, de la contribution décrétée en vertu du plan ou d'un règlement, sa remise à la Fédération et, selon le cas, la remise de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ;

g) les conditions et modalités des diverses conventions liant le producteur visé en vertu desquelles il participe à la production pour le compte d'autrui ;

h) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

i) tant à l'occasion de la signature d'un contrat qu'au cours de son exécution, une procédure de règlements et d'arbitrage des griefs et différends ;

j) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

Toutefois, dans le cas de la pomme de terre pour fins de semence, l'agent de négociation ne peut exercer ces pouvoirs lors de transactions entre producteurs visés par le plan.

25. Toute convention résultant de ces négociations sur les conditions et les modalités de mise en marché du produit visé par le plan, signée par la Fédération ou par son agent de négociation et homologuée par la Régie selon la Loi, lie également tous les producteurs concernés.

SECTION V OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

26. Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par la Fédération dans l'exercice des pouvoirs dont elle est investie en vertu de la Loi et du plan ;

b) respecter toute entente conclue dans le cadre de l'application de la Loi et du plan ;

c) payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan et des règlements, selon le montant et les modalités établis en vertu de la Loi et du plan ;

d) selon le cas, payer sa quote-part de toute somme due à une personne dont l'intervention a été requise pour la mise en marché du produit visé et dont les services sont retenus par la Fédération, conformément aux modalités établies par elle ou son agent ; et autoriser toute personne engagée par la Fédération dans la mise en marché du produit visé et qui touche le produit global d'une vente en commun, à prélever cette part et à en faire remise à toute personne désignée par elle ;

e) fournir à la Fédération tout renseignement jugé utile à l'application du plan ou des règlements.

SECTION VI MODE DE FINANCEMENT

27. L'administration et l'application du plan et des règlements sont financés par une contribution qui doit être payée par les producteurs visés par le plan. Cette contribution est fixée à l'article 3 du Règlement sur le montant et la perception des contributions des producteurs de pommes de terre (c. M-35, r.108).

28. Les modalités de paiement et de perception de cette contribution sont déterminées par la Fédération au moyen d'un règlement qui doit être approuvé par la Régie avant d'entrer en vigueur.

29. Le montant des contributions peut varier selon les divers groupes de producteurs visés par le plan.

30. L'assemblée générale des producteurs peut modifier la contribution précitée ou décréter une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs aux fins d'appliquer une disposition du plan, d'un règlement, d'une entente ou de la Loi. Elle peut aussi autoriser la Fédération à établir un fonds de roulement.

31. La Fédération peut utiliser une partie des contributions générales pour fins de publicité du produit visé, ou utiliser une contribution spéciale à cette fin.

SECTION VII COMITÉ CONSULTATIF

32. Un comité consultatif de la pomme de terre doit être formé avant le 25 octobre 1979, ou aussitôt qu'il sera possible de l'établir.

33. Dans le délai fixé à l'article 32, la Fédération nomme 3 membres, l'Association des grossistes en fruits et

légumes, l'Association des manufacturiers de croustilles, le Conseil québécois du commerce de détail, le Conseil de l'alimentation du Québec Inc., l'Association des producteurs de pommes de terre de semence du Québec et Les producteurs de pommes de terre lavées du Québec Enr. nomment chacun 1 membre.

À défaut par l'une ou l'autre de ces organisations de nommer son représentant dans le délai prescrit par la Régie, cette dernière peut le désigner. Le comité peut également siéger sans la participation du groupe en défaut.

34. Le président du comité est choisi par ses membres, suite à un vote des 2/3. À défaut, le comité peut demander à la Régie de désigner un président et, à cette occasion, la Régie peut nommer un autre membre à ce comité, nonobstant l'article 33. Le secrétaire est désigné par la Régie.

35. Les membres du comité sont nommés pour une période d'un an et leur mandat peut être renouvelé.

36. Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner une autre personne pour terminer le mandat ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

37. Le comité peut adresser ses recommandations à la Fédération, aux acheteurs et autres personnes intéressées, sur tout problème connexe à la mise en marché des pommes de terre. Il peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que la Fédération et que ses agents considèrent dans l'exécution du plan. La Fédération doit informer le comité de tout projet de règlement ayant une incidence importante sur la mise en marché des pommes de terre au Québec.

La Régie peut fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'homologuer ou d'approuver une convention, un règlement ou une décision qui lui est soumis.

38. Dès qu'il est formé, le comité doit adopter ses règlements de régie interne, qui doivent être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

39. La composition du comité peut être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité de ses membres.

Décision 2681 du 04.07.79, (1979) 111 G.O.II, 5035

Décision 2939 du 12.08.80, (1980) 112 G.O.II, 5489



c. M-35, r.110

Règlement sur la vente de la pomme de terre à l'état frais

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67 et 68)

1. Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

a) « acheteur » : une personne qui achète le produit visé d'un agent ou d'un producteur ;

b) « agent » : le producteur, l'emballleur, le grossiste et le courtier qui détiennent le certificat mentionné à l'article 5 ;

c) « courtier » : une personne dont le commerce consiste à acheter et à vendre des pommes de terre pour le compte d'autrui et qui détient le certificat mentionné à l'article 5 ;

d) « détaillant » : une personne dont le commerce est d'acheter des pommes de terre aux fins de les vendre ou de les offrir en vente directement aux consommateurs ;

e) « emballleur » : une personne qui exploite un poste d'emballage et qui détient le certificat prévu à l'article 5 ;

f) « Fédération » : la Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec ;

g) « grossiste » : une personne qui fait le commerce en gros des pommes de terre pour les entreposer ou les distribuer à des détaillants ou à d'autres grossistes et qui détient le certificat prévu à l'article 5 ;

h) « mise en marché » : même définition que celle prévue dans la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

i) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de pommes de terre du Québec (c. M-35, r.109) ;

j) « poste d'emballage » : un établissement où les pommes de terre sont transportées, classifiées, emballées, pesées, entreposées ou sont l'objet d'opérations connexes en vertu d'un contrat entre l'exploitant de cet établissement et la Fédération, ou d'une sentence arbitrale en tenant lieu ;

k) « producteur » : toute personne engagée dans la production du produit visé dans une ferme dont elle est propriétaire ou locataire ou qui offre en vente ou produit et

offre en vente le produit visé, pour son compte ou celui d'autrui ;

l) « produit visé » : la pomme de terre produite au Québec et destinée à la mise en marché à l'état frais ;

m) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. Le produit visé est produit et mis en marché sous la coordination, la surveillance et la direction de la Fédération conformément au présent règlement.

3. Le produit visé doit être mis en marché par le producteur par l'entremise d'un agent choisi par lui et lié par convention avec la Fédération.

4. Il est interdit à un producteur de mettre en marché le produit visé autrement qu'en vertu de l'article 3.

5. Une liste des agents qui sont liés par convention avec la Fédération est mise à la disposition de tous les producteurs.

Un certificat « d'agent » est émis par la Fédération à toute personne qui a conclu une convention avec la Fédération.

6. Un producteur qui effectue lui-même la mise en marché du produit visé est considéré comme un agent et il est sujet aux mêmes obligations.

7. Le prix de vente du produit visé est déterminé par un comité des prix prévu ci-après.

8. Il est interdit à un producteur, directement ou indirectement, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, par personne interposée ou autrement, d'offrir en vente ou de vendre le produit visé à un prix inférieur à celui fixé par le comité des prix pour toute période concernée.

9. Le comité des prix du produit visé est composé de 13 membres désignés par les groupes suivants : 4 par la Fédération, 3 par des emballleurs de pommes de terre du Québec, 4 par l'Association des grossistes en fruits et légumes du Québec dont 1 membre est un courtier, 1 par l'Association des détaillants en alimentation du Québec et 1 par le Conseil québécois du commerce de détail.

10. À défaut par l'un ou l'autre des groupes de nommer les membres du comité qu'il leur appartient de désigner,

dans un délai de 30 jours après la demande qui leur en est faite par la Fédération, le comité siège sans la participation du groupe en défaut et remplit avec les seuls membres nommés les fonctions prévues au présent règlement.

11. Le comité doit élire un président. Il peut, en outre, adopter les règles de procédure qu'il juge nécessaires à son bon fonctionnement.

Le quorum du comité est constitué du nombre de personnes présentes aux réunions. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

12. Le président et tout membre de l'un des groupes faisant partie du comité peuvent convoquer la tenue d'une séance de ce comité. La convocation peut être faite par tout moyen de communication pouvant assurer que tous les membres en sont informés.

13. Le comité des prix doit établir le prix minimal de vente au détaillant pour chaque catégorie de pommes de terre visée par le présent règlement, aussi souvent qu'il le juge nécessaire et pour la durée qu'il détermine. Les prix ainsi fixés doivent être immédiatement communiqués à la Fédération et à toute personne qui le requiert.

Chaque prix doit être établi f.a.b. le détaillant et tenir compte des conventions en vigueur.

14. Dans la fixation des prix, le comité doit tenir compte également du coût des différentes opérations impliquées, de la concurrence interprovinciale et internationale, de la condition des marchés, de l'offre et de la demande, et de tous autres facteurs susceptibles d'être pris en considération afin que la vente des pommes de terre assure un prix raisonnable aux producteurs, tout en tenant compte des intérêts légitimes des acheteurs et des consommateurs.

15. À défaut de décision majoritaire sur le prix, le président du comité doit immédiatement demander que le prix soit fixé par l'arbitre désigné selon l'article 17. La décision de l'arbitre à ce sujet est finale et exécutoire.

16. Les prix fixés par le comité demeurent en vigueur à compter de la date fixée par le comité dans leur décision, ou par l'arbitre, et jusqu'à ce qu'ils soient modifiés par une nouvelle décision ou par arbitrage.

17. Le comité des prix doit désigner un arbitre et un arbitre substitut pour entendre tout litige concernant la fixation des prix. À défaut, l'arbitre peut être désigné par la Régie. Le mandat de l'arbitre se continue jusqu'à ce qu'il lui soit nommé un successeur.

18. Tout producteur doit, sur demande de la Fédération, faire connaître l'état de sa récolte, celui de ses livraisons et de ses entreposages de pommes de terre et fournir tout renseignement qu'elle requiert pour l'application du plan et des règlements.

19. Le producteur doit tenir à jour et conserver les pièces justificatives et autres documents relatifs à la production et à la mise en marché du produit visé pour une durée minimale de 24 mois de leur date.

20. La Fédération peut faire enquête sur tout sujet utile à l'application du présent règlement. Le producteur doit donner accès à ses lieux d'affaires, à ses livres et à tous les documents pertinents à toute personne autorisée par la Fédération.



c. M-35, r.111

Règlement sur la division en groupes des producteurs de porcs

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 45)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

- a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de porcs du Québec ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec (c. M-35, r.113) ;
- c) « producteur » : un producteur au sens du plan.

2. Aux fins d'élire des délégués pour la tenue des assemblées générales des producteurs visés par le plan, la Fédération décrète la division des producteurs en 14 groupes. La description du territoire de chacun des groupes est décrite à l'annexe 1.

3. Le domicile ou le siège social du producteur ou, à défaut, le lieu où son exploitation est située, détermine le groupe auquel il appartient.

4. Aucun producteur ne peut faire partie de plus d'un groupe.

5. Sujet à l'article 3, le choix de l'appartenance à un groupe déterminé appartient au producteur.

Toute difficulté concernant l'appartenance d'un producteur à un groupe ou à un autre est réglée par la Fédération.

6. Chaque groupe se réunit au moins une fois l'an pour désigner ses délégués aux assemblées générales des producteurs visés par le plan.

Les délégués restent en fonction pour toutes les assemblées générales tenues après leur élection et jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

7. Chaque groupe a droit à 1 délégué par 100 producteurs ou fraction majoritaire de 100 producteurs inscrits au fichier des producteurs tenu par la Fédération ; toutefois, le nombre de délégués par groupe ne doit pas être inférieur à 5 ; cependant, le groupe 01 de la Gaspésie et le

groupe 14 de l'Abitibi-Témiscamingue ont droit de nommer 1 seul délégué pour chaque groupe respectif.

8. En plus de l'élection des délégués prévue à l'article 6, chaque groupe doit élire des délégués substitués. Chaque groupe a droit à 1 délégué substitut par 300 producteurs ou fraction majoritaire. Le nombre de délégués substitués ne doit pas être inférieur à 3 ; cependant, le groupe 01 de la Gaspésie et le groupe 14 de l'Abitibi-Témiscamingue ont droit de nommer 1 seul délégué substitut pour chaque groupe respectif.

9. Un délégué substitut n'a droit de vote à une assemblée générale qu'en cas d'absence d'un délégué élu par le groupe concerné. Le secrétaire de l'assemblée doit consigner au procès-verbal le nom du délégué absent et y indiquer le nom du délégué substitut qui vote à sa place.

10. La procédure relative à la tenue des assemblées de groupes est déterminée par la Fédération.

11. Le président du syndicat des producteurs de porcs existant dans la région de chacun des groupes décrits à l'annexe 1, ou à son défaut, le vice-président, doit procéder à l'ouverture de l'assemblée du groupe de sa région ; cependant, pour le groupe 01 de la Gaspésie et le groupe 14 de l'Abitibi-Témiscamingue, c'est le président de la Fédération ou un administrateur de la Fédération, par lui désigné, qui procède à l'ouverture de l'assemblée du groupe.

Une fois qu'il a ouvert l'assemblée, le président doit demander au groupe de s'élire un président pour la durée de l'assemblée.

12. Le secrétaire du syndicat des producteurs de porcs existant dans la région de chacun des groupes décrits à l'annexe 1 est d'office le secrétaire des assemblées du groupe de sa région ; cependant pour le groupe 01 de la Gaspésie et le groupe 14 de l'Abitibi-Témiscamingue, c'est le secrétaire de la Fédération qui est le secrétaire de ces assemblées de chacun de ces groupes respectifs.

13. La convocation de l'assemblée d'un groupe est faite par le secrétaire du groupe et adressée à chaque producteur inscrit au fichier au moins 7 jours francs avant la tenue de cette assemblée. Cet avis de convocation doit indiquer le lieu, la date et l'heure de la tenue de l'assemblée. Seuls les producteurs inscrits au fichier ont droit de vote.

14. Le secrétaire doit convoquer la tenue d'une assemblée du groupe au moins une fois l'an ou suite à une de-

mande qui lui est adressée par la Fédération ou la Régie des marchés agricoles du Québec. À défaut par le secrétaire de convoquer une telle réunion, le secrétaire de la Fédération doit le faire à sa place.

15. Le secrétaire du groupe doit, dans les 10 jours suivant la tenue de l'assemblée de groupe, faire parvenir au secrétaire de la Fédération une copie certifiée conforme du procès-verbal de la tenue de cette assemblée, ainsi que la liste des délégués et des délégués substitués qui ont été élus.

16. Le quorum de l'assemblée du groupe est constitué des producteurs présents.

17. Le vote pour l'élection des délégués et des délégués substitués doit se tenir à main levée à moins que le scrutin secret ne soit demandé par 2 producteurs présents. Les producteurs ayant reçu le plus grand nombre de voix sont déclarés élus.

ANNEXE 1

(a. 2)

DESCRIPTION DU TERRITOIRE DE CHACUN DES GROUPES DE PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC

Groupe 01 : région de la Gaspésie

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Bonaventure moins les municipalités suivantes : les municipalités des paroisses de Saint-Alexis-de-Matapédia, Saint-François-d'Assise, Saint-Laurent-de-Matapédia ; la municipalité de Saint-Fidèle-de-Restigouche ; les municipalités des cantons de Restigouche et Restigouche (partie sud-est), Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, les Îles-de-la-Madeleine et les cités et villes comprises dans les municipalités ci-dessus mentionnées.

Groupe 02 : région du Bas Saint-Laurent

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Rimouski, Matane, Matapédia, Témiscouata, Rivière-du-Loup, excepté les paroisses de Saint-Antonin, Notre-Dame-du-Portage et Rivière-du-Loup et les paroisses de Saint-Alexis, Matapédia, Saint-François, L'Ascension et Saint-Fidèle dans le comté municipal de Bonaventure.

Groupe 03 : région de la Côte du Sud

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Montmagny, l'Islet, Kamouraska et les paroisses de Saint-Antonin, Notre-Dame-du-Portage, et Rivière-du-Loup dans le comté de Rivière-du-Loup.

Groupe 04 : région de Québec

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Portneuf, Montmorency, Charlevoix, Québec, la région de la Côte-Nord dans le comté municipal du Saguenay, Mégantic, Lotbinière, Lévis, Bellechasse, et la paroisse de Saint-Isidore dans le comté de Dorchester.

Groupe 05 : région de la Beauce

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Beauce, Dorchester excepté la paroisse de Saint-Isidore, et les paroisses suivantes dans le comté municipal de Frontenac : Saint-Samuel, Saint-Sébastien, Courcelles, Saint-Gédéon, Lambton, Saint-Robert-Bellarmin, Saint-Méthode, la Guadeloupe, Saint-Antoine D., Saint-Évariste, Saint-Ludger, Saint-Hilaire-de-Dorset.

Groupe 06 : région de Nicolet

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Nicolet, Arthabaska, Drummond, la paroisse de Sainte-Christine de Bagot, et Yamaska, moins la municipalité de Saint-Marcel.

Groupe 07 : région de l'Estrie

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Richmond, Stanstead, Compton, Sherbrooke, Wolfe, une partie du comté municipal de Brome comprenant les municipalités d'Eastman, Abercorn, Saint-Étienne-de-Bolton, Bolton-Est, Bolton-Ouest, Mansonville, Glen, Sutton, Austin, Saint-Benoît-du-Lac, Highwater, Potton et Sutton, une partie du comté municipal de Shefford comprenant les municipalités de Stukely-Sud, Béthanie, Racine, Valcourt, Maricourt, Bonsecours, Sainte-Anne-de-Larochelle et Laurenceville, une partie du comté municipal de Frontenac comprenant les municipalités de Sainte-Cécile-de-Whitton, Nantes, Piopolis, Saint-Romain, Woburn, Saint-Hubert-Audet, Stornoway, Saint-Jean-Vianney, Lac-Mégantic, Val-Racine, Marlborough, Milan, Notre-Dame-des-Bois, Frontenac et Mars-ton.

Groupe 08 : région de Saint-Hyacinthe

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Richelieu, Saint-Hyacinthe, Bagot, moins la paroisse de Sainte-Christine, Missisquoi, Shefford, à l'exception des municipalités de Stukely-Sud, Béthanie, Racine, Valcourt, Maricourt, Bonsecours, Sainte-Anne-de-Larochelle et Laurenceville, Iberville, Rouville, une partie du comté de Brome comprenant les municipalités de Bromont, Foster, Iron-Hill, Knowlton, Brome, Brome-Ouest, Adamsville, Brigham, Farnham-Centre, East-Farnham, les paroisses de Saint-Antoine, Saint-Marc, Beloeil, McMasterville, Saint-Antoine-de-Padoue et Saint-

Mathieu-de-Beloil dans le comté de Verchères et la paroisse de Saint-Marcel dans le comté de Yamaska.

Groupe 09 : région de Saint-Jean Valleyfield

Territoire : le territoire comprenant les comtés de Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Huntingdon, Napierville, Saint-Jean, Laprairie, Chambly et Verchères, moins les paroisses de Beloil, Saint-Marc et Saint-Antoine.

Groupe 10 : région des Laurentides

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Pontiac, Gatineau, Hull, Papineau, Labelle, Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne, ainsi que les îles Jésus, Bizard et Montréal.

Groupe 11 : région de Lanaudière

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Berthier, Joliette, Montcalm et L'Assomption.

Groupe 12 : région de la Mauricie

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Champlain, Saint-Maurice, Laviolette, Maskinongé, et Trois-Rivières.

Groupe 13 : région du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux de Chicoutimi, Dubuc, Jonquière, Kénogami, Lac-Saint-Jean et Roberval.

Groupe 14 : région de l'Abitibi-Témiscamingue

Territoire : le territoire comprenant les comtés municipaux d'Abitibi, Rouyn et le Témiscamingue.



c. M-35, r.112

Règlement sur la perception des contributions des producteurs de porcs

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

mentionnées à l'article 2. Dès lors, ces contributions sont retenues et payées conformément aux conventions intervenues.

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de porcs du Québec ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec (c. M-35, r.113) ;
- c) « producteur » : le producteur assujetti au plan, tel que déterminé à la section IV du plan.

2. Tout producteur doit payer une contribution de 0,10 \$ par porc vendu ou livré pour abattage, conformément à la section X du plan.

Tout producteur doit payer une contribution de 10 \$ par année pour les porcs qu'il produit ou met en marché, pour fins de reproduction ou d'engraissement, conformément à la section X du plan.

3. La contribution de 0,10 \$ imposée par le plan ne s'applique pas au porc confisqué par les autorités compétentes.

4. Le producteur doit payer la contribution de 0,10 \$ mentionnée au premier alinéa de l'article 2 à la Fédération, par chèque mis à la poste au plus tard le 15^e jour de chaque mois, pour les porcs mis en marché le mois précédent.

5. Lorsqu'un producteur produit ou met en marché des porcs pour fins de reproduction ou d'engraissement, il doit payer cette contribution de 10 \$ par chèque mis à la poste avant le 22 septembre 1981, et par la suite, au plus tard le 30 janvier de chaque année.

6. Lorsque, au cours d'une même année, un producteur met en marché des porcs pour fins d'abattage et produit et met en marché des porcs pour fins de reproduction ou d'engraissement, il doit payer les 2 contributions.

7. La Fédération peut convenir avec toute personne engagée dans la mise en marché du produit visé par le plan des modalités de retenue à la source des contributions

Décision 3190 du 23.06.81, (1981) 113 G.O.II, 3372

Décision 3215 du 11.08.81, (1981) 113 G.O.II, 3977



c. M-35, r.113

Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35, a. 27)

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent plan, les expressions suivantes signifient :

- a) « mise en marché » : l'offre de vente, la vente, la classification, l'expédition pour fin de vente, le transport, l'achat, la transformation, l'entreposage et le parage, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé ;
- b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de porcs du Québec ;
- c) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;
- d) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

SECTION II NOM DU PLAN

2. Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec.

SECTION III PRODUIT VISÉ

3. Le produit visé par le plan est le porc destiné à la production, l'engraissement ou l'abattage.

SECTION IV PRODUCTEUR ASSUJETTI AU PLAN

4. Le producteur assujéti au présent plan est toute personne qui élève dans une porcherie ou dans un enclos dont elle est propriétaire ou locataire, ou offre en vente, ou élève et offre en vente le produit visé, pour son compte ou celui d'autrui.

SECTION V EXTENSION JURIDIQUE

5. Le plan est exécutoire. Toute personne remplissant les conditions pour être un producteur le 29 avril 1981 et, postérieurement toutes celles qui, au cours de l'application du plan, répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur, sont assujetties au présent plan.

SECTION VI ORGANISME D'APPLICATION DU PLAN

6. L'application et l'administration du plan sont confiées à la Fédération, qui en est également l'agent de négociation et l'agent de vente.

7. Le mode d'élection ou de nomination et de remplacement des administrateurs est celui prévu par les règlements de la Fédération, en vertu de sa loi constitutive. Ces règlements doivent être déposés auprès de la Régie dans un délai de 30 jours après la mise en vigueur du plan et, si ces règlements doivent ultérieurement être modifiés, la Fédération doit déposer les modifications auprès de la Régie avant leur adoption.

8. Les administrateurs de la Fédération doivent être des producteurs au sens de l'article 4.

SECTION VII OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

9. Le producteur doit, de façon générale, se conformer aux décisions et règlements adoptés par la Fédération dans l'exercice des pouvoirs dont elle est investie en vertu de la Loi et du présent plan.

10. Sans limiter ce qui précède, le producteur doit plus particulièrement :

1° respecter toute entente faite par la Fédération dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions ;

2° payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan, selon le montant et les modalités que la Fédération établira en vertu de la Loi et du présent plan ;

3° payer sa quote-part de toute somme due à une personne dont l'intervention a été requise pour la mise en marché du produit visé et dont les services sont retenus par la Fédération conformément aux modalités établies par elle ou son agent, et autoriser tout acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en com-

mun à prélever cette part et en faire remise à la Fédération ou à toute personne désignée par elle ;

4° fournir à la Fédération tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan.

SECTION VIII

DEVOIRS, POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE LA FÉDÉRATION DANS L'EXÉCUTION DU PLAN

11. La Fédération doit :

1° accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi impose dans l'exécution d'un plan conjoint ;

2° améliorer les conditions de mise en marché du produit visé ;

3° viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes de qualité décrétées par l'autorité compétente ; et

4° tenir une comptabilité selon les standards minimaux que la Régie peut exiger.

12. La Fédération peut, sous réserve de la section IX :

1° coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ; et d'une façon générale, exercer les pouvoirs des articles 74 et 75 de la Loi aux conditions y stipulées ;

2° orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés et chercher à maintenir un sain équilibre entre la production et la consommation du produit visé ;

3° mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, bonifier les débouchés existants ;

4° exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de pouvoirs de la Régie ;

5° réglementer et organiser la mise en marché du produit visé conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi ;

6° déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise ;

7° statuer sur les conditions de production, de manutention ou de déplacement du produit visé, sur sa qualité et sur son identification ;

8° réglementer et organiser la production ou la mise en marché du produit visé conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 67, 68 et 76 de la Loi ;

9° rationaliser le transport du produit visé ; désigner et, s'il est nécessaire, établir des postes de parage et délimiter les zones desservies par ces postes ;

10° retenir les services de transport, de parage et autres nécessaires à la production et à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception ;

11° conformément à la Loi et au présent plan, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan, ainsi que le mode de perception de cette participation ;

12° affecter une partie de la contribution des producteurs à l'administration du plan à des fins de publicité du produit visé ou, suite à l'autorisation prévue au paragraphe 13°, décréter une contribution spéciale à cette fin ;

13° pour réaliser les objets du plan, soumettre à l'assemblée générale des producteurs une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs ;

14° par règlement approuvé par la Régie, exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé, une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession ;

15° signer tout contrat et par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement ;

16° constituer un comité de bonne entente pour étudier et régler les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements, qui doivent être approuvés par l'assemblée générale des producteurs et la Régie ;

17° obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan ;

18° faire toute enquête nécessaire à la réalisation des objets du plan ;

19° négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi les conditions de mise en marché du produit visé et, spécialement :

a) le prix, les conditions et modalités de vente et de paiement du produit visé ;

b) les conditions, modalités et prix du transport, du parage et de tout autre service relatif à la production et à la mise en marché du produit visé ;

c) les normes de qualité, de classification et de pesée, ainsi que leur surveillance par un représentant attitré de la Fédération ;

d) les modalités et conditions de l'approvisionnement des acheteurs et de la livraison du produit visé ;

e) les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution décrétée en vertu du plan, et sa remise à la Fédération ainsi que toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire ;

f) les conditions et modalités de toute convention liant le producteur intéressé et en vertu de laquelle il participe à la production pour le compte d'autrui ;

g) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

h) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends ;

i) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

SECTION IX EXERCICE DE CERTAINS POUVOIRS

13. La Fédération ne peut exercer les pouvoirs des articles 67 et 68 de la Loi relativement au contingentement, à l'établissement d'une agence centrale de vente ou à la mise en vente en commun du produit visé que suite à une décision à cet effet de l'assemblée générale des producteurs dûment convoquée à cette fin.

14. De plus, si la Fédération se propose de transformer ou d'entreposer le produit visé, elle doit en aviser la Régie, qui ne peut l'autoriser à exercer ces pouvoirs avant d'en donner avis dans un journal agricole de circulation générale et de tenir une audience publique pour entendre les représentations des intéressés.

15. La Fédération ne peut négocier les conditions de mise en marché des porcs destinés à la reproduction et à l'engraissement, sauf lorsqu'ils sont mis en marché pour fins d'abattage.

16. Sans préjudice aux dispositions de la présente section, la Fédération ne peut exercer par voie de règlement les fonctions et pouvoirs prévus aux articles 67 et 68 de la Loi que pour le porc destiné à l'abattage.

SECTION X MODE DE FINANCEMENT

17. L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous

les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par la Fédération.

18. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée conformément à la Loi, la contribution est de 0,10 \$ par porc vendu ou livré pour son abattage, et de 10 \$ par année pour chaque producteur dont les porcs sont produits ou mis en marché à d'autres fins.

19. Les contributions perçues doivent être utilisées aux fins des articles 76 et 77 ou selon les termes d'une entente prévue à la section XI de la Loi.

SECTION XI COMITÉ CONSULTATIF

20. Un comité consultatif de l'industrie porcine sera formé avant le 29 juillet 1981, ou aussitôt qu'il sera possible de l'établir.

21. Dans le délai prévu à l'article 20, la Fédération doit nommer 5 membres, dont au moins 1 producteur-naisseur choisi par ces derniers lors de l'assemblée générale annuelle, et 1 producteur qui lui est désigné par la Société des éleveurs de porcs du Québec. La Coopérative fédérée du Québec, le Conseil de l'alimentation du Québec Inc., le Conseil des viandes du Québec, l'Association professionnelle des meuniers du Québec, l'Association des consommateurs du Québec Inc. et la Fédération nationale des Associations de consommateurs du Québec nomment chacun 1 membre. La Régie nomme également 1 membre et désigne le président ainsi que le secrétaire du comité.

22. À défaut par l'une ou l'autre des organisations indiquées à l'article 21 de nommer son représentant dans le délai prescrit, la Régie peut le désigner. Le comité peut également siéger sans la participation du groupe en défaut.

23. La composition du comité peut être modifiée par la Régie sur requête qui lui est adressée à cette fin. La Régie doit demander l'avis du comité consultatif avant de prendre une décision sur ce sujet.

24. Les membres du comité sont nommés pour la période déterminée par l'organisme qui le désigne.

25. Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner un remplaçant pour terminer le mandat ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

26. Le comité peut adresser des recommandations à la Fédération, aux acheteurs et autres personnes intéressées, sur tout problème connexe à la mise en marché du porc. Il

peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que la Fédération et ses agents considèrent dans l'exécution du plan. La Fédération doit informer le comité de tout projet de règlement ayant une incidence importante sur la production ou la mise en marché du porc au Québec.

27. La Régie peut fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'approuver un règlement ou une décision qui lui est soumise par la Fédération.

28. Dès qu'il aura été formé, le comité doit adopter ses règlements de régie interne, qui devront être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

SECTION XII

RELATION AVEC LE MOUVEMENT COOPÉRATIF AGRICOLE

29. Nonobstant toute disposition contraire prévue à ce plan, toute matière qui peut faire l'objet d'un règlement de la Fédération en vertu des articles 67 et 68 de la Loi relativement au contingentement, à la mise en vente en commun ou aux relations contractuelles liant le producteur intéressé en vertu desquelles il participe à la production du produit visé pour le compte d'autrui, doit être négociée conformément à l'article 70 de la Loi avec l'association accréditée représentant le mouvement coopératif agricole et, à défaut d'entente, faire l'objet de la procédure de conciliation et d'arbitrage prévue par la Loi.

Toutefois, à défaut d'accréditation du mouvement coopératif agricole, la Fédération est bien fondée de procéder par règlement.



c. M-35, r.114

Règlement sur la mise en vente en commun du sucre et du sirop d'érable

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67 et 68)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

- a) « producteur » : le producteur au sens du plan ;
- b) « Office » : l'Office des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud ;
- c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud (c. M-35, r.116) ;
- d) « acheteur » : toute personne qui achète du sirop d'érable provenant des producteurs et qui détient à cette fin, un permis de la Régie des marchés agricoles du Québec ;
- e) « produit visé » : le produit visé au sens du plan.

2. Le produit visé est mis en vente en commun sous la surveillance de l'Office.

3. Le producteur peut vendre le produit visé à l'acheteur de son choix mais le paiement du prix de vente doit être fait à l'Office selon les modalités prévues dans une convention ou une sentence arbitrale en tenant lieu.

4. L'Office détermine à toute période postérieure à la récolte de chaque année, la quantité du produit visé qui constitue le surplus et il en prend possession pour l'entreposer et en disposer ensuite pour le compte des producteurs. Il affecte en tout ou en partie au paiement des dépenses ou des pertes qui résultent de la disposition de ces surplus, les contributions imposées en vertu du plan et des règlements de l'Office.

5. Au fur et à mesure de ses possibilités, l'Office distribue le produit de la vente du produit visé aux producteurs de telle façon que, durant une même période, chaque producteur reçoive le même prix pour un produit identique, de même quantité et d'égale qualité et ce, nonobstant la variation du prix de vente pour des causes étrangères à la valeur propre du produit.

6. Sont déduits du produit de la vente du produit visé :

- a) les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus en rapport avec la mise en vente du produit visé, y compris ceux qui sont occasionnés par les contrats qui peuvent être passés en vertu du plan ou en vertu du présent règlement ou des sentences arbitrales qui en tiennent lieu ;
- b) les frais résultant de la création d'un fonds de roulement et d'un fonds de réserve nécessaire pour une exécution prévoyante du présent règlement ;
- c) les contributions pour l'administration du plan.

7. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme visant à réglementer la mise en marché du produit visé dans le commerce interprovincial ou d'exportation.



c. M-35, r.115

Règlement sur le paiement et la perception de contributions des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « acheteur » : l'acquéreur de sirop d'érable provenant de producteurs ;
- b) « Office » : l'Office des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud chargé d'appliquer le plan ;
- c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud (c. M-35, r.116) ;
- d) « producteur » : le même sens que dans le plan ;
- e) « sirop » : le produit de l'érable visé par le plan.

2. Tout producteur visé par le plan doit payer à l'Office une contribution de 0,01 \$ par livre de sirop vendu à un acheteur. Cette contribution doit être utilisée pour les dépenses encourues dans l'application et l'administration du plan et des règlements de l'Office.

3. Le prélèvement de cette contribution ainsi que les modalités de remise à l'Office peuvent être déterminés par convention entre l'Office et l'acheteur.

4. Le producteur qui vend du sirop à un acheteur qui n'a pas signé avec l'Office une convention relative au prélèvement de la contribution, ou à une personne qui représente l'acheteur et qui n'a pas de convention à cet effet avec l'Office, doit faire parvenir cette contribution au bureau de l'Office, situé au 318, 27^e rue, Saint-Georges-Est, dans les 30 jours suivant le moment où le sirop a été mis en marché.



c. M-35, r.116

Plan conjoint des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Le plan est désigné comme : le Plan conjoint des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud.

2. L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan est désigné comme : l'Office des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud, et a sa principale place d'affaires à Saint-Georges-Ouest, comté de Beauce.

3. Le plan dont l'application, l'administration et la conduite sont confiés à l'Office régit tous les producteurs de produits de l'érable des paroisses suivantes dans les comtés suivants, qui vendent leur production aux acheteurs faisant affaires dans ce territoire ainsi qu'à toute autre partie désignée comme « acheteur » par le Régie des marchés agricoles du Québec :

Comté de Beauce	Comté de Dorchester	Comté de Frontenac
Beauceville	Frampton	Courcelles
East-Broughton	Scott-Jonction	La Guadeloupe
L'Assomption	Saint-Anselme	Lambton
Notre-Dame-des-Pins	Sainte-Aurélien	Saint-Antoine-Daniel
Saint-Alfred	Saint-Bernard	Saint-Évariste
Saints-Anges	Saint-Benoit	Saint-Hilaire-de-Dorset
Saint-Benoit	Sainte-Claire	Saint-Ludger
Sainte-Clothilde	Sainte-Hénédiène	Saint-Méthode
Saint-Côme	Saint-Isidore	Saint-Samuel
Saint-Elzéar	Saint-Léon-de-Standon	Saint-Sébastien
Saint-Éphrem	Saint-Louis	Saint-Gédéon
Saint-Frédéric	Saint-Luc	
Saint-Georges	Saint-Malachie	
Saint-Honoré	Sainte-Marguerite	
Saint-Jean-de-Lalande	Saint-Nazaire	
Saint-Joseph	Saint-Odilon	
Saint-Jules	Saint-Prosper	
Sainte-Marie	Sainte-Rose	
Saint-Martin	Saint-Zacharie	
Saint-Philibert		
Saint-Pierre-de-Broughton		
Saint-Robert		
Saint-Séverin		
Saint-Théophile		
Saint-Victor		

4. L'Office est formé de 7 membres, tous producteurs *bona fide* de sirop d'érable, dont un président, un vice-président et un trésorier.

5. Les administrateurs de l'Office désignés au préalable dans chacun des districts intéressés décrits ci-après, sont élus à la majorité des voix lors de l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan, assemblée qui a lieu au plus tard le 15 mars de chaque année. La représentation à l'Office est répartie de façon à ce que chacun des districts suivants ait un représentant :

District 1 (Beauce) : Saint-Pierre de Broughton, East-Broughton, Saints-Anges, Sainte-Clothilde, Saint-Elzéar, Saint-Frédéric, Sainte-Marie, Saint-Séverin.

District 2 (Beauce) : Beauceville, Notre-Dame-des-Pins, Saint-Alfred, Saint-Joseph, Saint-Jules, Saint-Victor.

District 3 (Beauce) : L'Assomption, Saint-Benoit, Saint-Côme, Saint-Georges, Saint-Philibert, Saint-Théophile.

District 4 (Frontenac) : Courcelles, La Guadeloupe, Lambton, Saint-Antoine-Daniel, Saint-Évariste, Saint-Hilaire-de-Dorset, Saint-Méthode, Saint-Éphrem, Saint-Honoré.

District 5 (Général) : Saint-Ludger, Saint-Samuel, Saint-Sébastien, Saint-Gédéon, Saint-Jean-de-Lalande, Saint-Martin, Saint-Robert.

District 6 (Dorchester) : Sainte-Aurélien, Saint-Benjamin, Saint-Louis, Saint-Luc, Saint-Odilon, Saint-Prosper, Sainte-Rose, Saint-Zacharie.

District 7 (Dorchester) : Frampton, Scott-Jonction, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Sainte-Hénédiène, Saint-Nazaire, Sainte-Marguerite, Saint-Malachie, Saint-Isidore, Saint-Léon-de-Standon.

6. Tout administrateur de l'Office qui cesse d'être un producteur régi par le plan, doit être remplacé par les autres administrateurs de l'Office.

7. Les obligations, pouvoirs et attributions de l'Office sont ceux que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants :

1) Obligations :

a) appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan ;

b) surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du sucre et du sirop d'érable des producteurs impliqués dans le plan, en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés : producteurs, commerçants, appréteurs et consommateurs ;

c) orienter la production en accord avec les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché des produits de qualité conformes aux

normes d'inspection et de classification décrétées par toute autorité ayant juridiction en la matière ;

d) assurer la livraison des produits effectivement vendus par l'Office ;

e) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan, de la gestion et de l'administration de l'Office, y compris la présentation d'un état financier détaillé ;

f) fournir à la Régie des marchés agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celle-ci peut exiger.

2) **Pouvoirs et attributions** : Négocier avec les acheteurs commerciaux et toutes autres parties accréditées par la Régie, en vertu de l'article 58 de la Loi sur le mise en marché des produits agricoles.

3) **Généralement** :

a) la mise en marché et la vente du sucre et du sirop d'érable produits sur les fermes des producteurs régis par le plan ;

b) l'agent de négociation est l'Office ou ses délégués ;

c) l'Office peut, avec l'approbation de la Régie des marchés agricoles du Québec, agir comme agent de vente et peut désigner un ou des agents de vente et fixer leur rémunération après entente avec lui ou avec eux ;

d) l'Office ou ses agents de vente peuvent établir un ou des postes de ramassage, de classification et d'inspection pour le sucre et le sirop d'érable produits par les producteurs régis par le plan ;

e) l'Office peut engager un ou des agent d'apprêtage et d'emballage et fixer leur rémunération après entente avec lui ou avec eux ;

f) dans l'exercice des pouvoirs et fonctions prévus aux paragraphes c, d et e, l'organisation coopérative, dûment reconnue par la Régie des marchés agricoles du Québec a priorité.

4) **Et particulièrement** :

a) décider des modalités de la vente : à l'enchère ou autrement ;

b) conclure des ententes avec les parties intéressées au sujet de la manipulation, l'entreposage, le prix, les méthodes de paiement des produits de l'érable ;

c) apprécier, mesurer et identifier la qualité et la quantité des produits ;

d) établir, en collaboration avec les acheteurs, ou par voie de négociation, les politiques relatives à l'approvisionnement en barils pour la manutention de la récolte, au contrôle du mouvement des barils ainsi qu'à la classification et la pesée au temps du ramassage ou de la livraison ;

e) sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, définir les normes de classification et d'inspection du produit. Ces normes ne doivent pas être inférieures à celles déterminées par la loi régissant actuellement la classification et l'inspection des produits de l'érable ;

f) établir, selon les exigences statutaires, une marque distinctive pour le sucre et le sirop d'érable produits sur les fermes des producteurs régis par le plan, régir les conditions d'emploi de cette marque distinctive sur les contenants ;

g) obliger tous les producteurs régis par le plan ainsi que le ou les agents de vente et le ou les agents d'apprêtage et d'emballage qui désirent bénéficier de la marque distinctive prévue au paragraphe f, à soumettre leurs produits à la classification et à l'inspection sous l'autorité de l'Office ;

h) obliger les producteurs régis par le plan à lui fournir tous les renseignements jugés utiles pour assurer un écoulement ordonné du produit, particulièrement les renseignements relatifs aux quantités disponibles pour la vente commerciale ;

i) avec l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, obliger les acheteurs régis par le plan à tenir un registre de leurs transactions avec les producteurs régis par le plan, de même qu'à produire tous documents ou rapports concernant ces transactions. Ce registre et ces documents sont strictement limités aux transactions avec les producteurs régis par le plan et exclusifs de la comptabilité même de l'acheteur ;

j) gager la production livrée à ses ou à leurs entrepôts, pour le bénéfice exclusif des producteurs ;

k) nommer un comité de bonne entente composé de 3 producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan. Faute d'accord entre les parties, le comité fait rapport à l'Office qui tente à son tour de régler à l'amiable les différends ;

l) convenir avec les acheteurs d'un comité de coopération pour adjuger sur les différends qui peuvent survenir entre eux et l'Office dans le cours de l'exécution du plan ;

m) former, faute d'accord avec les acheteurs, dans le cas de vente par voie de négociation, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger obligatoirement sur le ou les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal peut être la Régie des marchés agricoles du Québec ;

n) protéger les producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan ;

o) fixer la durée et les conditions de renouvellement du plan et des conventions qui pourront en découler ;

p) les modes de retenue par les acheteurs des prélèvements nécessaires pour financer l'application et le fonctionnement du plan et leur remise à l'Office ;

q) autoriser et recevoir à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de 0,01\$ par livre de sirop, au maximum, vendue aux acheteurs. Les prélèvements ainsi remis à l'Office doivent servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan dans lesquelles sont comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de contrôle du mouvement des barils, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan et de sa mise en oeuvre.

Les surplus accumulés au cours d'une année des relevés faits au *pro rata* de leurs expéditions de sirop d'érable, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, sont remis aux producteurs sous forme de ristourne ;

r) coopérer avec des offices similaires au Canada, hors du Québec ou avec les services gouvernementaux, fédéraux ou provinciaux, pour la mise en marché du sucre et du sirop d'érable et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi ou juridiction prévoyant une telle coopération ou régissant la classification, l'inspection, l'emballage, l'expédition et l'exportation du sucre et du sirop d'érable ;

s) tels autres pouvoirs que la Régie des marchés agricoles du Québec peut, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'Office.

8. L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan est l'Office des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

9. Le plan est exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

Sont aussi liés par le présent plan, les producteurs non-membres qui vendent leurs produits à une coopérative, et cette dernière est également liée par le présent plan pour l'achat de ces produits.

10. Ne sont pas liés par le présent plan :

a) les producteurs qui vendent directement leurs produits à un consommateur ou à un marchand détaillant qui n'exploite pas plus de 3 magasins ou succursales ;

b) les producteurs pour ce qui est de leurs engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis leur coopérative, et une coopérative pour ce qui est de ses engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis une autre coopérative, pourvu toutefois, que sur demande, une preuve satisfaisante de ces engagements soit fournie à la Régie des marchés agricoles du Québec.

11. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'Office ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimal de vente, des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.



c. M-35, r.117

Règlement sur la vente du sirop d'érable

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

- a) « producteur » : toute personne qui produit du sirop d'érable et qui est visée par le plan ;
- b) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec-Sud (c. M-35, r.116) ;
- c) « sirop d'érable » : le produit visé par le plan.

2. Le producteur ne peut vendre son sirop d'érable à une autre personne que celle détenant un permis d'acheteur émis par la Régie des marchés agricoles du Québec.

3. Nonobstant l'article 2, un producteur peut vendre tout ou partie de son sirop d'érable sur le marché du détail, c'est-à-dire directement à un consommateur ou à un marchand détaillant qui n'exploite pas plus de 3 magasins ou succursales.



c. M-35, r.118

Plan conjoint des Sociétés coopératives agricoles de tabac

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Le plan est désigné : Plan conjoint des Sociétés coopératives agricoles de tabac.

2. L'Office des producteurs se nomme : l'Office des producteurs de tabac à cigare et à pipe du Québec, ci-après désigné "Office" et il a sa place d'affaires à Saint-Jacques (Montcalm).

3. L'Office est formé de 7 membres qui doivent être des producteurs *bona fide* de tabac à cigare et ou de tabac à pipe, dont un est président, un vice-président, et un troisième, trésorier.

4. Les membres de l'Office sont élus à la majorité des voix par une assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan, laquelle est tenue dans les 60 jours du 30 septembre de chaque année.

5. Le plan dont l'application est confiée à l'Office, affecte et lie tous les producteurs actuellement soumis au plan, qui s'adonnent à la culture du tabac de type Burley dans les districts suivants :

a) *district Nord* : comprenant les comtés de Montcalm, L'Assomption, Joliette, Berthier, Terrebonne, Maskinongé, Trois-Rivières, Champlain, Laviolette, Saint-Maurice ;

b) *district Sud* : comprenant les comtés de Rouville, Iberville, Saint-Hyacinthe, Missisquoi, Bagot.

6. Les pouvoirs, les attributions et les obligations de l'Office, en plus de ceux qui lui ressortissent de sa personnalité civile et corporative, sont les suivants :

1) En général :

a) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'Office, y compris la présentation d'un état financier détaillé ;

b) fournir à la Régie des marchés agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celle-ci peut exiger ;

c) surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des tabacs à cigare et à pipe en tenant compte des inté-

rêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés : producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs ;

d) négocier avec les acheteurs la mise en marché et la vente des tabacs à cigare et à pipe produits sur les fermes des producteurs régis par le plan.

Les agents de négociation et de vente sont la Société coopérative agricole de Montcalm et la Société coopérative agricole Yamaska-Monnoir.

2) Et particulièrement :

a) orienter la production selon les besoins du marché et les débouchés existants ;

b) estimer, apprécier ou mesurer la superficie en culture de même que la qualité et quantité du produit ;

c) émettre annuellement une licence aux producteurs régis par le plan et obliger ces derniers à lui fournir tous les renseignements jugés utiles ; refuser ou révoquer telle licence si l'Office le juge nécessaire à l'efficacité du plan ;

d) statuer sur le choix des variétés, le classage, la livraison et tous autres facteurs susceptibles d'améliorer la mise en marché du tabac ;

e) sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, émettre une licence aux acheteurs régis par le plan, les obliger à tenir un registre de leurs transactions avec les producteurs régis par le plan de même qu'à produire tous documents ou rapports concernant ces transactions ;

f) exiger de tout acheteur qu'il fournisse une preuve de responsabilité financière, si la Régie des marchés agricoles du Québec le juge à propos ;

g) nommer un comité d'évaluation composé d'un nombre égal de représentants des producteurs et d'acheteurs qui statue sur les prix de l'une ou de toutes les variétés de tabac visées par le plan ;

h) autoriser un prélevé par l'acheteur ou l'agent-vendeur à même les montants payables aux producteurs pour l'achat ou la consignment de leur produit, pour le remettre à l'Office aux fins exclusives de défrayer les dépenses normales d'administration du plan. Ce prélevé est de 0,015 \$ par livre au maximum, et dans nul cas il ne doit excéder les frais probables et prévisibles d'une administration efficace, y compris les dépenses utiles ou nécessaires à la préparation, la présentation, l'approbation et la mise en marche initiale du plan ; dépassé ce niveau, les trop-perçus sont sujets à ristourne.

Le prélevé est payable par tous les producteurs soumis au plan et de la manière prescrite par l'Office, sauf toute exemption ou exception consentie par la Régie des marchés agricoles du Québec.

Le prélevé payable par les producteurs des comtés de Rouville, Iberville, Saint-Hyacinthe, Missisquoi et Bagot est réduit à 0,10 \$ le cent livres de tabac ;

i) autoriser l'agent-vendeur à gager la production livrée à ses entrepôts pour le bénéfice des producteurs ;

j) nommer un comité de bonne entente composé de 3 producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan. Faute d'accord entre les parties, le comité fait rapport à l'Office qui tente à son tour de régler à l'amiable les différends ;

k) convenir avec les acheteurs d'un comité de coopération pour adjuger sur les différends qui peuvent survenir entre eux et l'Office dans le cours de l'exécution du plan ;

l) former, faute d'accord avec les acheteurs, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger obligatoirement sur le ou les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal peut être la Régie des marchés agricoles du Québec ;

m) fixer la durée et le renouvellement du plan et des conventions qui peuvent en découler ;

n) protéger les producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui peuvent être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan ;

o) tels autres pouvoirs que la Régie des marchés agricoles du Québec peut sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'Office.

7. L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan est l'Office des producteurs de tabac à cigare et à pipe du Québec qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

8. Le présent plan lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

9. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'Office ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimal

de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Décision du 11.06.57, (1957) 89 G.O., 2235

Décision du 17.04.58, (1958) 90 G.O., 1601

Décision 1610 du 12.06.74, (1974) 106 G.O.II, 3323

Décision 2269 du 18.01.78, (1978) 110 G.O.II, 1189



c. M-35, r.119

Plan conjoint des producteurs de tabac jaune du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Le plan est désigné : Plan conjoint des producteurs de tabac jaune du Québec.

2. L'Office des producteurs se nomme : L'Office des producteurs de tabac jaune du Québec, et il a sa place d'affaires à Joliette.

3. L'Office des producteurs est formé de 9 membres qui doivent être des producteurs-propriétaires *bona fide* de tabac jaune, dont l'un est président, un vice-président, et un troisième, trésorier.

4. Les membres de l'Office des producteurs, désignés au préalable dans chacun des districts intéressés décrits ci-après, sont élus à la majorité des voix lors de l'assemblée annuelle qui a lieu le plus tard le 15 mars de chaque année :

District de Saint-Thomas-Joliette, comprenant les paroisses de Saint-Thomas et de Saint-Jean-Baptiste, comté de Joliette : 2 directeurs.

District de Lanoraie-Berthier, comprenant les paroisses de Lanoraie et de Berthier, comté de Berthier : 2 directeurs.

District de Lavaltrie-L'Assomption, comprenant les paroisses suivantes : Lavaltrie (Berthier), Saint-Paul (Joliette), L'Assomption (L'Assomption), Contrecoeur (Verchères) et Saint-Roch (Richelieu) : 2 directeurs.

District de Lourdes-Sainte-Mélanie, comprenant les paroisses de Notre-Dame-de-Lourdes, Sainte-Mélanie, Saint-Félix-de-Valois et Saint-Ambroise, comté de Joliette : 2 directeurs.

District de Trois-Rivières, comprenant les comtés de Saint-Maurice et Champlain : 1 directeur.

Les producteurs dont la ferme est située en dehors de ces territoires appartiennent au district le plus rapproché.

5. Les agents de négociation et de vente sont l'Office des producteurs de tabac jaune du Québec ou ses délégués.

6. Le plan dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'Office des producteurs de tabac jaune du Québec, régit tous les producteurs *bona fide* de tabac jaune au Québec vendant leur production aux acheteurs faisant affaires au Québec.

7. Les obligations, pouvoirs et attributions de l'Office des producteurs de tabac jaune du Québec sont ceux que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) détermine et, plus spécifiquement, mais non restrictivement, les suivants :

1) Généralement :

a) rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'Office, y compris la présentation d'un état financier détaillé ;

b) fournir à la Régie des marchés agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celle-ci peut exiger ;

c) surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du tabac jaune en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés : producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs ;

d) négocier avec les acheteurs la mise en marché et la vente du tabac jaune produit sur les fermes des producteurs régis par le plan.

2) Et particulièrement :

a) orienter la production selon les besoins du marché et les débouchés existants ;

b) émettre annuellement, si jugé opportun, mais sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, une licence aux producteurs régis par le plan et obliger ces derniers à lui fournir tous les renseignements jugés utiles ; refuser ou révoquer telle licence si l'Office le juge nécessaire à l'efficacité du plan ;

c) statuer sur le choix des variétés de tabac jaune, le classement et l'emballage à la ferme et sur le mode de vente : par récoltes entières ou en balles, à l'enchère ou autrement, ou par tout autre mode de vente approprié ;

d) estimer, apprécier ou mesurer la superficie en culture, de même que la qualité et la quantité du tabac jaune ;

e) autoriser un prélevé par l'acheteur à même les montants payables aux producteurs pour l'achat ou la consignation de leur produit, pour le remettre à l'Office des producteurs aux fins exclusivement de défrayer les dé-

penses normales d'administration du plan. Ce prélevé est de 0,01 \$ par livre au maximum, et dans nul cas il ne doit excéder les frais probables et prévisibles d'une administration efficace, y compris les dépenses utiles ou nécessaires à la préparation, la présentation, l'approbation et la mise en marche initiale du plan ; dépassé ce niveau, les trop-perçus sont sujets à ristourne.

Le prélevé est payable par tous les producteurs soumis au plan et de la manière prescrite par l'Office, sauf toute exemption ou exception consentie par la Régie des marchés agricoles du Québec ;

f) autoriser l'agent-vendeur à gager la production livrée à ses entrepôts pour le bénéfice des producteurs ;

g) nommer un comité de bonne entente composé de 3 producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan. Faute d'accord entre les parties, le comité fait rapport à l'Office qui tente à son tour de régler les différends ;

h) la durée des contrats et du plan et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

i) la protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption et l'application du plan ;

j) émettre, si jugé opportun, mais sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles du Québec, une licence aux acheteurs régis par le plan, les obliger à tenir un registre de leurs transactions de même qu'à produire à l'Office tous documents ou rapports concernant ces transactions ;

k) exiger de tout acheteur qu'il fournisse une preuve de responsabilité financière, si la Régie des marchés agricoles du Québec le juge à propos ;

l) nommer, pas plus tard que le 15 avril de chaque année, un comité de négociation de 6 membres, 3 étant désignés par l'Office et 3 par les acheteurs qui statue sur les prix minimaux pour l'ensemble des récoltes de tabac jaune ou pour toute catégorie, classe ou grade de tabac jaune, ainsi que sur les termes et conditions des ententes relatives à la mise en marché de ce produit.

Ce comité de négociation peut être convoqué par les représentants des producteurs ou ceux des acheteurs indifféremment, par avis écrit envoyé au moins 7 jours mais pas plus de 10 jours avant la date de la réunion et mentionnant l'heure et la place de la réunion ;

m) convenir avec les acheteurs d'un comité de coopération pour adjuger sur les différends qui pourront survenir entre eux et l'Office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan ;

n) former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger obligatoirement sur le ou les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal peut être la Régie des marchés agricoles du Québec ;

o) tels autres pouvoirs que la Régie des marchés agricoles du Québec peut juger utiles ou opportuns d'accorder à l'Office des producteurs ;

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors du Québec de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

8. L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan est : "L'Office des producteurs de tabac jaune du Québec", qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

9. Le présent plan lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

10. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'Office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimal de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de tout autre condition ou disposition de ce plan.



c. M-35, r.120

Règlement sur les contributions des producteurs de dindons pour l'application du plan conjoint

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants désignent ou signifient :

- a) « abattoir » : toute personne qui achète ou reçoit des dindons pour fin d'abattage ;
- b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de volailles du Québec ;
- c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec (c. M-35, r.126) ;
- d) « producteur » : toute personne qui élève du dindon dans des locaux dont elle est propriétaire ou locataire, l'offre en vente ou l'élève et l'offre en vente, pour son compte ou celui d'autrui.

2. Par le présent règlement, est imposée à chaque producteur de dindons, une contribution de 0,505 \$ les 100 livres de dindons (poids vif) qu'il produit ou met en marché, moins la contribution qu'il est tenu de payer à l'Office canadien de commercialisation du dindon sur le nombre de livre de dindons qu'il met en marché dans le commerce interprovincial ou d'exportation.

3. La contribution prévue à l'article 2 est perçue :

- a) de l'abattoir, si le producteur y livre directement des dindons ;
- b) du producteur, si les dindons sont livrés par lui à un endroit autre qu'un abattoir.

Dans ce dernier cas, le producteur doit faire parvenir sa contribution dans les 15 jours suivant la fin de chaque mois, pour les dindons produits le mois précédent, au 515, avenue Viger, Montréal, par chèque ou mandat-poste fait à l'ordre de la Fédération.

4. Si un producteur ne paie pas sa contribution dans le délai imparti à l'article 3, la Fédération calcule la contribution qu'il doit et facture le producteur en défaut, selon son quota. Ce calcul est fait en tenant compte du Règlement sur les quotas des producteurs de volailles (c. M-35, r.127).

Cette somme doit être versée à la Fédération par le producteur dans les 10 jours suivant l'avis qui lui a été envoyé à cette fin.

5. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent être utilisées aux fins des articles 76 et 77 ou selon les termes d'une entente prévue à la section XI de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

Décision 2687 du 04.07.79, (1979) 111 G.O.II, 5043
Décision 2898 du 28.05.80, (1980) 112 G.O.II, 3301



c. M-35, r.121

Règlement sur les contributions des producteurs de poulets pour l'application du plan conjoint

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants désignent ou signifient :

a) « abattoir » : toute personne qui achète ou reçoit des poulets pour fin d'abattage ;

b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de volailles du Québec ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec (c. M-35, r.126) ;

d) « poulet » : les mâles et femelles, jeunes et adultes, de l'espèce poule domestique à l'exclusion des poules domestiques pondeuses ;

e) « producteur » : toute personne qui élève du poulet dans des locaux dont elle est propriétaire ou locataire, l'offre en vente ou l'élève et l'offre en vente, pour son compte ou celui d'autrui.

2. Par le présent règlement, est imposée à chaque producteur de poulets, une contribution de 0,215 \$ les 100 livres de poulets (poids vif) qu'il produit ou met en marché, moins la contribution qu'il est tenu de payer à l'Office canadien de commercialisation du poulet sur le nombre de livre de poulets qu'il met en marché dans le commerce interprovincial ou d'exportation.

3. La contribution prévue à l'article 2 est perçue :

a) de l'abattoir, si le producteur y livre directement ses poulets ;

b) du producteur, si les poulets sont livrés par lui à un endroit autre qu'un abattoir.

Dans ce dernier cas, le producteur doit faire parvenir sa contribution dans les 15 jours suivants la fin de chaque mois, pour les poulets produits le mois précédent, au 515, avenue Viger, Montréal, par chèque ou mandat-poste fait à l'ordre de la Fédération.

4. Si un producteur ne paie pas sa contribution dans le délai imparti à l'article 3, la Fédération calcule la contribution qu'il doit et facture le producteur en défaut, selon

son quota. Ce calcul est fait en tenant compte du Règlement sur les quotas des producteurs de volailles (c. M-35, r.127).

Cette somme doit être versée à la Fédération par le producteur dans les 10 jours suivant l'avis qui lui a été envoyé à cette fin.

5. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent être utilisées aux fins des articles 76 et 77 ou selon les termes d'une entente prévue à la section XI de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

Décision 2680 du 04.07.79, (1979) 111 G.O.II, 5041

Décision 2897 du 28.05.80, (1980) 112 G.O.II, 3303

Décision 3144 du 13.05.81, (1981) 113 G.O.II, 2177



c. M-35, r.122

Règlement imposant une contribution spéciale pour la promotion et le développement du marché de la volaille

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 76 et 77)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants désignent ou signifient :

a) « abattoir » : toute personne qui achète ou reçoit des poulets ou des dindons pour fin d'abattage ;

b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de volailles du Québec ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec (c. M-35, r.126) ;

d) « poulet » : les mâles et femelles, jeunes et adultes, de l'espèce poule domestique, à l'exclusion des poules domestiques pondeuses ;

e) « dindon » : les mâles et femelles, jeunes et adultes, de l'espèce dindon domestique, à l'exclusion des femelles domestiques pondeuses, et incluant les dindons de reproduction ;

f) « producteur » : toute personne qui élève du poulet ou du dindon dans des locaux dont elle est propriétaire ou locataire, l'offre en vente ou l'élève et l'offre en vente, pour son compte ou celui d'autrui.

2. Par le présent règlement est imposée à chaque producteur de poulets une contribution spéciale aux fins de promotion et de développement des marchés de 0,045 \$ les 100 livres de poulet (poids vif) mises en marché.

3. Par le présent règlement est imposée à chaque producteur de dindons une contribution spéciale aux fins de promotion et de développement des marchés de 0,0875 \$ les 100 livres de dindon (poids vif) mises en marché.

4. Les sommes ainsi payées à la Fédération sont versées dans un fonds spécial servant à des fins de promotion et de développement des marchés. Les sommes provenant des producteurs de poulets sont versées dans le fonds spécial, section A, et celles provenant des producteurs de dindons sont versées dans le fonds spécial, section B.

5. La Fédération doit utiliser les sommes de ce fonds spécial, soit celles de la section A ou de la section B, soit

des 2 à la fois, pour payer les dépenses encourues à des fins de promotion et de développement des marchés de la volaille dans et à l'extérieur du Québec.

6. La contribution prévue aux articles 2 et 3 est perçue :

a) de l'abattoir, si le producteur y livre directement ses poulets ou ses dindons ;

b) du producteur, si les poulets ou les dindons sont livrés par lui à un endroit autre qu'un abattoir.

Dans ce dernier cas, le producteur doit faire parvenir sa contribution dans les 15 jours suivant la fin de chaque mois, pour les poulets ou les dindons produits le mois précédent, au 515, avenue Viger, Montréal, par chèque ou mandat-poste fait à l'ordre de la Fédération.

7. Si un producteur ne paie pas sa contribution dans le délai imparti à l'article 6, la Fédération calcule la contribution qu'il doit et facture le producteur en défaut, selon son quota. Ce calcul est fait en tenant compte du Règlement sur les quotas des producteurs de volailles (c. M-35, r.127).

Cette somme doit être versée à la Fédération par le producteur dans les 10 jours suivant l'avis qui lui a été envoyé à cette fin, à moins que le producteur démontre une production différente de celle permise par son quota, alors qu'il doit verser la contribution pour la quantité effectivement produite.

8. Le présent règlement prend fin le 1^{er} juillet 1982.



c. M-35, r.123

Règlement imposant une contribution spéciale pour le financement d'un programme temporaire de développement du marché de la volaille pour les producteurs

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 77)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants désignent ou signifient :

a) « abattoir » : toute personne qui achète ou reçoit de la volaille pour fin d'abattage ;

b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de volailles du Québec ;

c) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec (c. M-35, r.126) ;

d) « producteur » : toute personne qui élève de la volaille dans des locaux dont elle est propriétaire ou locataire, l'offre en vente ou l'élève et l'offre en vente pour son compte ou celui d'autrui.

2. Il est par le présent règlement imposé à tout producteur de poulet une contribution de 0,22 \$ les 100 livres, poids vif, qu'il produit ou met en marché au Québec.

3. La contribution prévue à l'article 2 est perçue :

a) de l'abattoir, si le producteur y livre directement ses poulets et gros poulets ;

b) du producteur, si les poulets et gros poulets sont livrés par lui à un endroit autre qu'un abattoir.

Dans ce dernier cas, le producteur doit faire parvenir sa contribution dans les 15 jours suivant la fin de chaque mois, pour les poulets et gros poulets produits le mois précédent, au 515, avenue Viger à Montréal, par chèque ou mandat-poste fait à l'ordre de la Fédération.

4. Si un producteur ne paie pas sa contribution dans le délai imparti à l'article 3, la Fédération calcule la contribution qu'il doit et facture le producteur en défaut, selon son quota. Ce calcul est fait en tenant compte du Règlement sur les quotas des producteurs de volailles (c. M-35, r.127).

Cette somme doit être versée à la Fédération par le producteur dans les 10 jours suivant l'avis qui lui a été envoyé à cette fin.

5. Les contributions perçues en vertu du présent règlement doivent être utilisées aux fins du financement d'un programme temporaire de développement de marché.

6. Le présent règlement prend fin le 1^{er} juillet 1982.

Décision 2807 du 30.11.79, (1979) 111 G.O.II, 7939

Décision 2896 du 28.05.80, (1980) 112 G.O.II, 3299

Décision 3145 du 13.05.81, (1981) 113 G.O.II, 2171



c. M-35, r.124

Règlement sur la division en groupes des producteurs de volailles

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 45)

1. Les producteurs assujettis au Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec (c. M-35, r.126) sont par les présentes divisés en groupe, pour les fins des assemblées générales des producteurs visés par ce plan. La description du territoire des divers groupes est décrite à l'annexe 1.

2. Aucun producteur ne peut faire partie de plus d'un groupe.

3. Le producteur fait partie du groupe du territoire où son domicile est situé, sauf dans le cas d'une personne morale, qui fait alors partie du groupe où son siège social est situé, et sauf pour le producteur qui ne réside pas au Québec et qui n'y a pas de siège social, qui fait alors partie du groupe où son exploitation est située.

4. Lorsqu'il survient des difficultés pour déterminer si un producteur doit faire partie d'un groupe ou d'un autre, la Fédération des producteurs de volailles du Québec doit le décider le plus rapidement possible et en aviser le producteur. Si ce dernier n'est pas satisfait de cette décision, il peut en appeler à la Régie des marchés agricoles du Québec mais, dans ce cas, la décision de la Fédération demeure en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit révisée par la Régie.

5. Chaque groupe doit se réunir au moins une fois l'an pour élire des délégués, dont le nombre doit être égal à 1 délégué par 25 producteurs, ou fraction majoritaire de 25, le président du Syndicat dans le territoire couvert par le groupe étant d'office nommé délégué en plus. Le nombre de délégués par groupe ne doit jamais excéder le nombre de 9, incluant le président, et ne doit jamais être inférieur à 2.

Les délégués et les délégués-substituts élus au cours d'une assemblée restent en fonction, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés au cours de l'assemblée de l'année suivante, tenue conformément au présent règlement.

6. Chaque groupe doit, en plus des délégués, élire des délégués-substituts dont le nombre doit être égal à 1 délégué-substitut par 50 producteurs, ou fraction majoritaire de 50 producteurs. Le nombre de délégués-substituts par groupe

ne doit jamais excéder le nombre de 4 et il doit en être élu au moins 1 par groupe.

7. Le délégué-substitut n'a droit de vote aux assemblées générales qu'en cas d'absence d'un délégué élu dans leur territoire et après en avoir avisé le secrétaire de l'assemblée. Le secrétaire doit constater cette absence et noter le nom du délégué absent et du substitut au procès-verbal de l'assemblée.

8. L'assemblée de chaque groupe est tenue conformément à ses règlements, et ces derniers doivent être adoptés lors de la première assemblée du groupe. Le secrétaire de cette assemblée doit, dans les 10 jours de leur adoption, faire parvenir au secrétaire de la Fédération une copie conforme des règlements de procédure d'assemblée délibérante et d'élections qui ont été adoptés conformément au présent article.

Lors de cette première assemblée, le secrétaire doit demander aux producteurs ainsi réunis d'élire d'abord un président de l'assemblée.

9. La première assemblée de groupe est convoquée par le secrétaire de la Fédération. Le secrétaire de chacune des assemblées de groupe est d'office le secrétaire du Syndicat des producteurs de volailles correspondant à la description régionale du groupe prévue à l'annexe 1.

10. À l'exception de la première assemblée, la convocation pour l'assemblée d'un groupe est adressée par le secrétaire du groupe, par lettre affranchie, à chaque producteur, au moins 10 jours francs avant la date de la réunion. Cet avis de convocation doit indiquer le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, ainsi qu'un avis à l'effet que seront élus, lors de cette assemblée, les délégués et les délégués-substituts qui auront seuls droit de vote aux assemblées générales de producteurs qui seront tenues au cours de l'année suivante. Le secrétaire du groupe doit, dans les 10 jours suivant la tenue de l'assemblée de groupe, faire parvenir à la Fédération, à l'attention de son secrétaire, une copie conforme du procès-verbal de la tenue de cette assemblée, ainsi que la liste des délégués et des délégués-substituts qui ont été élus.

11. Le quorum de l'assemblée de groupe est constitué des producteurs présents.

12. Le vote pour l'élection des délégués et des délégués-substituts à l'assemblée générale doit se tenir à mains le-

vées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par les 2/3 des producteurs présents.

13. Dans le cas de vote à mains levées ou dans le cas de vote à scrutin secret, les personnes ayant reçu le plus grand nombre de voix sont déclarées élues.

ANNEXE 1

(a. 1 et 9)

DESCRIPTION DES TERRITOIRES DES GROUPES DE PRODUCTEURS VISÉS PAR LE PLAN CONJOINT DES PRODUCTEURS DE VOLAILLES DU QUÉBEC

Groupes	Territoire
Laurentides	Les comtés municipaux de Pontiac, Gatineau, Hull, Papineau, Argenteuil, Labelle, Deux-Montagnes, Terrebonne, ainsi que les îles Jésus, Bizard et Montréal.
Joliette	Les comtés municipaux de Berthier, Joliette, Montcalm, L'Assomption.
La Mauricie	Les comtés municipaux de Champlain, Maskinongé, Laviolette, Saint-Maurice, Trois-Rivières.
Québec (Est-Nord-Ouest)	Les comtés municipaux de Portneuf, Québec, Montmorency, Charlevoix, la région de la Côte-Nord dans le comté de Saguenay, Mégantic, Lotbinière, Lévis, Bellechasse et la paroisse de Saint-Isidore dans le comté de Dorchester.
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Les comtés municipaux de Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami, Lac-Saint-Jean et Roberval.
Saint-Jean-Valleyfield	Les comtés municipaux de Chambly, Saint-Jean, Napierville, Laprairie, Châteauguay, Huntingdon, Vaudreuil, Beauharnois, Verchères et Soulanges.
Saint-Hyacinthe	Les comtés municipaux de Richelieu, Saint-Hyacinthe, Bagot moins la paroisse de Sainte-Christine, Missisquoi, Shefford, Iberville, Rouville, Brome, les paroisses de Saint-Marc et Beloeil dans le comté de Verchères, et la paroisse de Saint-Marcel dans le comté d'Yamaska.
Nicolet	Les comtés municipaux de Nicolet, Arthabaska, Yamaska et la paroisse de Sainte-Catherine, Bagot.
L'Estrie	Les comtés municipaux de Compton, Sherbrooke, Stanstead, Richmond, Wolfe, Frontenac pour les paroisses de : Lac-Mégantic, Saint-Jean-Vianney, Saint-Hubert, Sainte-Cécile, Piopolis, Marsboro, Woburn, Notre-Dame-des-Bois, Saint-Léon, Val-Racine, Milan, Nantes, Stornaway, Saint-Romain, Shefford pour les paroisses de : Valcourt, Racine, Bonsecours, Kingsbury, Sainte-Marie, Sainte-Anne-de-la-Rochelle, Saint-Enfant-Jésus, Laurenceville, Stukely-Nord, Stukely-Sud, Brome pour les paroisses de : Eastman, Saint-Étienne, Mansonville,

Austin, Saint-Benoît-du-Lac, Sutton, Abercorn.

Québec-Sud Les comtés municipaux de Beauce et Dorchester et les paroisses de Frontenac, Courcelles, Lambton, La Guadeloupe, Saint-Évariste, Saint-Gédéon, Saint-Ludger, Saint-Robert, Saint-Sébastien, Saint-Antoine, Saint-Hilaire, Saint-Méthode, Saint-Samuel.

Côte-du-Sud Les comtés municipaux de Matapédia, Matane, Rimouski, Témiscouata ainsi que les paroisses de L'Assomption, Saint-François-d'Assise, Saint-Alexis, Matapédia, Saint-André et Saint-Fidèle du comté de Bonaventure ainsi que le comté de Rivière-du-Loup à l'exception des paroisses de Saint-Antonin, Notre-Dame-du-Portage et celles formant la ville de Rivière-du-Loup.

Décision 2829 du 21.01.80, (1980) 112 G.O.II, 1003



c. M-35, r.125

Règlement sur les pénalités imposées aux producteurs de dindons

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

1. Dans le présent règlement, les mots :

- a) « Fédération » : désigne la Fédération des producteur de volailles du Québec ;
- b) « plan » : désigne le Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec (c. M-35, r.126) ;
- c) « producteur » : désigne toute personne qui élève du dindon, dans des locaux dont elle est propriétaire ou locataire, l'offre en vente ou l'élève et l'offre en vente, pour son compte ou celui d'autrui ;
- d) « abattoir » : désigne toute personne qui achète ou reçoit des dindons pour fin d'abattage ;
- e) « période » : a la même signification que dans le Règlement sur les quotas des producteurs de volailles (c. M-35, r.127).

2. Par le présent règlement, est imposée à chaque producteur qui enfreint le Règlement sur les quotas des producteurs de volailles une pénalité de 0,10 \$ la livre de dindon (poids vif) qu'il produit au cours de chaque période de l'année de calendrier 1979, en excédent du poids maximal qui lui est alloué pour ces périodes de l'année 1979, et une pénalité de 0,05 \$ la livre pour chaque livre de dindon produite en excédent du poids maximal qui lui aura été alloué pour chaque période des années de calendrier subséquentes à l'année 1979.

3. Les pénalités prévues à l'article 2 sont perçues :

- a) de l'abattoir, si le producteur y livre directement ses dindons ;
- b) du producteur, si les dindons sont livrés par lui à un endroit autre qu'un abattoir.

Dans ce cas, le producteur doit faire parvenir la pénalité le 15 de chaque mois, pour les dindons produits le mois précédent, au 515, Viger, Montréal, par chèque ou mandat-poste à l'ordre de la Fédération. À défaut de paiement dans ce délai, la Fédération calcule la pénalité et facture le producteur en défaut, selon son quota, conformément au Règlement sur les quotas des producteurs de volailles.

4. Les pénalités perçues en vertu du présent règlement doivent être utilisées aux fins des articles 76 et 77 ou selon les termes d'une entente prévue à la section XI de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).



c. M-35, r.126

Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Objet du plan : Le plan a pour objet :

a) obtenir pour l'ensemble des producteurs exploitant une entreprise avicole selon des normes économiques de production, les conditions de mise en marché les plus avantageuses du produit visé ;

b) ordonner et contrôler la production du produit visé pour obtenir un produit de qualité supérieure, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et éviter une surproduction ;

c) ordonner l'acheminement du produit visé vers le marché ;

d) rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour produire et mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût, de protéger le producteur contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production, d'accroître la qualité et d'augmenter la productivité et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs ;

e) rechercher de nouveaux débouchés et améliorer les débouchés existants ;

f) viser à réglementer et uniformiser les conditions des diverses conventions en vertu desquelles le producteur intéressé participe à la production pour le compte d'autrui ;

g) coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors du Québec.

2. Définitions : Dans le présent plan, les expressions et les mots suivants signifient :

a) « mise en marché » : l'offre de vente, la vente, l'expédition pour fin de vente, le transport, l'achat et l'entreposage, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé ;

b) « producteur » : a la même signification que celle indiquée à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) et aux règlements de la Régie ;

c) « volaille » : les mâles et femelles jeunes et adultes des espèces poule domestique et dindon à l'exclusion des poules domestiques pondeuses ;

d) « Fédération » : la Fédération des producteurs de volailles du Québec ;

e) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

3. Désignation : Le plan est désigné sous le nom de Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec.

4. Produit visé : Le produit visé par ce plan est toute volaille destinée à l'abattage.

5. Conditions requises pour être qualifié comme producteur intéressé : Le producteur intéressé, au sens du présent plan, est toute personne qui élève, dans des locaux dont elle est propriétaire ou locataire, offre en vente ou élève et offre en vente le produit visé, pour son compte ou celui d'autrui.

6. Extension juridique : Le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de la durée de l'application du plan, continuent à remplir ou répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

7. Exécution du plan : L'exécution et l'administration du plan sont confiées à la Fédération.

8. Agent de négociation et de vente : La Fédération est l'agent de négociation et l'agent de vente du plan.

9. Devoirs, obligations et engagements du producteur : Le producteur doit :

a) se conformer aux décisions et règlements adoptés par la Fédération dans l'exercice des pouvoirs dont elle est investie en vertu de la Loi et du plan ;

b) honorer toute entente faite par la Fédération dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions ;

c) si la Fédération adopte un règlement à cette fin, se procurer un quota de production et de vente auprès de la Fédération et le respecter ;

d) se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et la Fédération, et en permettre la vérification par celle-ci ;

e) payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan, selon le montant et les modalités que la Fédération établit en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles et du présent plan ;

f) fournir à la Fédération tout renseignement jugé utile à la mise en oeuvre efficace du plan.

10. Devoirs de la Fédération dans l'exécution du plan :

Les devoirs de la Fédération sont :

a) accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi sur la mise en marché des produits agricoles impose dans l'exécution du plan ;

b) orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés, et chercher à maintenir un sain équilibre entre la production et la consommation du produit visé ;

c) initier ou participer à des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, bonifier les débouchés existants, et améliorer les conditions de mise en marché du produit visé ;

d) viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes de qualité décrétés par l'autorité compétente ; et

e) tenir une comptabilité selon les standards minima que la Régie peut exiger.

11. Pouvoirs et attributions de la Fédération à titre d'office de producteurs : Les pouvoirs et attributions de la Fédération sont de :

a) continger la production, continger la mise en marché, en fixer le temps et le lieu et les prohiber lorsqu'elles sont faites à l'encontre d'un règlement adopté en vertu du présent paragraphe ;

b) obliger un producteur à détenir un contingent pour produire ou mettre en marché le produit visé, déterminer les conditions auxquelles ce contingent peut être émis, prohiber l'émission de tout contingent au-delà d'une limite prescrite, prescrire la réduction des contingents lorsque cette limite est atteinte ou susceptible de l'être, interdire la production ou la mise en marché en violation du contingent, prévoir les conditions d'annulation, de suspension ou de réduction temporaire ou définitive, par la Régie, du contingent d'un producteur en raison de la violation par lui de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, du plan, d'une ordonnance, d'un règlement, d'une convention dûment homologuée ou d'une décision arbitrale à condition que ce producteur ait eu préalablement l'occasion d'être entendu par la Régie, et prévoir les conditions de réattribution d'un contingent ;

c) émettre un quota de production ou de mise en marché au producteur visé par le plan ;

d) déterminer à quelles conditions un producteur peut produire ou mettre en marché le produit visé à l'encontre du contingent fixé, d'une norme déterminée, du temps ou du lieu fixé ;

e) prévoir l'ajustement périodique des contingents et établir des normes à cette fin ;

f) déterminer les cas où un contingent peut être transféré et les conditions d'un tel transfert ;

g) conserver à la Fédération une part d'un contingent ou une partie de l'ensemble des contingents disponibles à l'ensemble des producteurs visés par le plan et l'attribuer, en totalité ou en partie, conformément aux normes et modalités établies à cette fin ;

h) imposer à toute personne qui enfreint l'une quelconque des prescriptions d'un règlement adopté en vertu des paragraphes c à h ou j de l'article 67 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles une pénalité basée sur le volume ou la quantité du produit visé par le plan et utiliser ces pénalités aux fins des articles 76 et 77 de cette Loi ou selon les termes d'une entente prévue à la section XI de cette Loi ;

i) déterminer le mode et les conditions de la mise en marché du produit visé ou en prohiber la mise en marché autrement que par l'entremise de la Fédération ;

j) fixer le prix ou confier à un comité le soin de fixer le prix du produit visé ou d'une classe, variété ou catégorie d'un tel produit, statuer sur la composition de ce comité, son fonctionnement, la nomination et le remplacement de ses membres, ainsi que sur la régie interne de ce comité ; le prix fixé en vertu du présent paragraphe peut être différent d'une région à une autre ;

k) statuer sur les conditions de production, conservation, préparation, manutention et déplacement du produit visé, sur sa qualité, son contenant ou l'emballage ainsi que sur les inscriptions ou indications requises sur le produit, le contenant ou l'emballage ;

l) prescrire le classement et l'identification du produit, les conditions dans lesquelles ce classement et cette identification doivent se faire et établir à cette fin des classes, catégories et dénominations particulières ;

m) déterminer la quantité du produit visé qui constitue le surplus de ce produit pour toute période que la Fédération détermine ; affecter, en tout ou en partie, au paiement des dépenses ou des pertes qui en résultent les contributions prévues aux articles 76 et 77 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

n) soumettre à un comité composé de 3 personnes et dont les membres ainsi que leurs substituts, tous producteurs de volailles, sont nommés par la Fédération, tout règlement relatif au contingentement ou aux conditions de vente du produit visé. Au moins l'une des 3 personnes nommées et son substitut doivent être des producteurs de poulet, et une autre, ainsi que son substitut, des producteurs de dindons.

La Fédération doit déposer auprès de la Régie les représentations et opinions de ce comité avec chaque demande d'approbation de l'un ou l'autre des règlements concernant les sujets mentionnés au premier alinéa ;

o) dans les limites de ses pouvoirs, signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur concerné régi par le plan ;

p) déterminer la durée des contrats qu'elle négocie, ainsi que les conditions de renouvellement ;

q) négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, toute condition de mise en marché et spécialement :

i. le prix, les conditions de modalités de vente et de paiement du produit visé ;

ii. les conditions, modalités et prix de tout service relatif à la mise en marché du produit visé ;

iii. les normes de qualité, la classification et la pesée ainsi que leur surveillance par un représentant attitré de la Fédération ;

iv. les modalités et conditions de l'approvisionnement des abattoirs et de la livraison du produit visé ;

v. les conditions et modalités des diverses conventions liant le producteur intéressé et en vertu desquelles il participe à la production pour le compte d'autrui ;

vi. s'il y a lieu, les modes de retenue par l'acheteur de la contribution décrétée en vertu du plan ;

vii. la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations ;

viii. tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement des griefs et d'arbitrage des différends ;

ix. l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité ;

r) établir un comité de bonne entente pour étudier et régler les griefs de producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements, qui doivent être approuvés par l'assemblée générale des producteurs visés et par la Régie ;

s) faire toute enquête de nature à l'aider à atteindre les buts visés par le plan ;

t) obtenir du producteur tout renseignement jugé utile à l'exécution efficace du plan ;

u) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors du Québec, du produit visé et exercer à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération ;

v) avec l'autorisation du gouvernement ou, selon le cas, de la Régie, conclure avec le Gouvernement du Canada ou un de ses organismes ou avec le gouvernement d'une autre province ou un organisme de ce gouvernement, des ententes concernant :

i. la production ou la mise en marché du produit visé ;

ii. toute matière relevant de l'exercice de la compétence de la Fédération à l'égard du produit visé et acquitter les dépenses en résultant ;

w) avec la permission du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, exercer les fonctions, pouvoirs, devoirs ou attributions qui peuvent lui être délégués par la Régie et prévus aux ententes conclues en vertu de l'article 74 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

x) agir à titre d'agent du Gouvernement du Canada, confier à un organisme autorisé en vertu de la législation d'une autre législature ou du Parlement du Canada à réglementer la mise en marché du produit visé, toute fonction qu'elle est autorisée à exercer en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, du plan, d'une ordonnance, d'un règlement ou d'une entente prévue à l'article 74 de la Loi, et remplir, au nom de tout organisme autorisé en vertu de la Législature ou du Parlement du Canada à réglementer la mise en marché du produit visé, toute fonction que cet organisme est autorisé à exercer en vertu de cette législation ;

y) déterminer le mode de perception de toute contribution.

12. Mise en marché en coopération avec d'autres juridictions :

1) Dans le présent article :

a) « contingent » désigne le nombre de livres de dindons qu'un producteur de dindons a le droit de vendre dans le commerce intraprovincial par les circuits normaux de commercialisation, ou de faire vendre pour son compte par la Fédération dans le commerce intraprovincial au cours d'une période de temps déterminé ;

b) « Office » désigne l'Office canadien de commercialisation des dindons institué par proclamation conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme (S.C., 1970-71-72, c. 65) ;

c) « Régie » désigne la Régie des marchés agricoles du Québec ;

d) « système de contingentement » désigne un système en vertu duquel la Fédération assigne des contingents aux producteurs de dindons lui permettant de fixer et de déterminer, s'il y a lieu, les quantités de dindons de toute espèce, classe ou catégorie qui pourront être vendues dans le commerce intraprovincial par chacun ou par l'ensemble des producteurs de dindons.

Système des contingents

2) La Fédération doit, par règlement, instituer un système de contingentement. Les contingents sont périodiques et sont établis à l'avance pour tous les producteurs du Québec. La durée de la période ainsi que le nombre de livres et le maximum de têtes que les producteurs peuvent mettre en marché doivent y être déterminés.

3) Le nombre de livres de dindons produites au Québec et qu'il sera permis de vendre dans le commerce intraprovincial, interprovincial et d'exportation au cours d'une même période doit être dans les limites des contingents fixés par l'Office.

4) 1° Aucun règlement ne doit être établi lorsqu'il pourrait avoir pour effet de porter le total :

a) du nombre de livres de dindons produits au Québec et que la Fédération et l'Office autorisent, par contingents, de vendre dans le commerce intraprovincial, interprovincial et d'exportation ; et

b) du nombre de livres produits au Québec dont on prévoit la mise en vente dans le commerce intraprovincial, interprovincial et d'exportation, et autorisé en dehors des contingents fixés par la Fédération à un chiffre dépassant sur une base annuelle, le nombre de livres de dindons indiqué au paragraphe 3 pour le Québec, à moins que la Fédération n'ait pris en considération :

i. le principe de l'avantage comparé de production en rapport à chaque province ;

ii. tout changement du volume du marché du dindon ;

iii. toute incapacité des producteurs de dindons d'une ou de plusieurs provinces de vendre le nombre de livres de dindons qu'ils sont autorisés à vendre ;

iv. la possibilité d'accroissement de la production dans chaque province en vue de la commercialisation ;

v. les facilités existantes pour la production et l'entreposage dans chaque province ; et

vi. l'état comparatif des frais de transport vers les marchés à partir de différents points de production et que l'Office n'ait rendu une ordonnance ou établi un règlement semblable.

2° Lorsque l'Office a rendu une ordonnance, ou un règlement relatif aux dispositions d'un plan de commercialisation correspondant aux dispositions du sous-paragraphe 1°, la Fédération doit établir un règlement similaire.

5) La Fédération peut exiger de tout producteur de dindons auquel un contingent a été fixé comme condition de cette assignation, qu'il mette à la disposition de l'Office ou de son agent tous les dindons produits par lui et qui sont mis en vente en plus du contingent qui lui a été fixé à un prix ne dépassant pas la différence, s'il en est, entre le prix obtenu par l'Office ou son représentant pour la vente de ces dindons et les frais relatifs à cette opération de vente.

6) 1° La Fédération peut vendre les dindons mis à sa disposition ou à celle de son représentant sur une base individuelle ou collective, grouper les recettes provenant de leur vente et déduire de la somme globale ainsi obtenue les frais subis par lui-même ou par son représentant pour la vente de ces dindons, avant d'effectuer un paiement aux producteurs.

2° La Fédération ne peut vendre aucune quantité de dindons mise à sa disposition en plus du nombre indiqué aux paragraphes 2 et 3 ou tel que modifié conformément au paragraphe 4, à moins de consultation préalable avec l'Office.

7) La Fédération doit, avec l'assentiment de l'Office, appliquer en son nom toute ordonnance rendue et règlement établi pour la mise en place de l'application d'un système de contingentement, ou toute ordonnance ou règlement nécessaire à l'application des dispositions de la Proclamation relative à l'Office canadien de commercialisation des dindons et des dispositions similaires du présent article.

8) La Régie et la Fédération doivent rendre, approuver et appliquer tout règlement ou ordonnance nécessaire à réaliser les dispositions du présent article.

9) **Permis :** La Fédération doit mettre à la disposition de l'Office tout document ou extrait de document établissant l'enregistrement des producteurs ou l'émission de permis aux producteurs, lorsqu'un tel système est en vigueur.

10) **Redevances :** La Fédération, avec l'assentiment de l'Office, percevra pour lui toutes redevances imposées par l'Office.

11) Vérification des ventes :

1° La Fédération doit établir des règlements exigeant des producteurs, abattoirs, conserveries, des négociants, des grossistes et des transformateurs et conditionneurs, qu'ils fournissent tous les renseignements nécessaires au contrôle des ventes.

2° La Fédération doit instituer un système de vérification des ventes.

3° La Fédération doit fournir sur demande à l'Office les renseignements obtenus découlant de l'application du système mentionné au sous-paragraphe 2.

12) Généralités : La Fédération doit prendre toutes les mesures raisonnables pour susciter un haut degré de collaboration entre elle-même et l'Office et, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, elle doit :

a) mettre à la disposition de l'Office les comptes rendus, procès-verbaux et décisions se rapportant à un domaine intéressant l'Office ;

b) autoriser un fonctionnaire ou un employé de l'Office, désigné à cet effet par ce dernier d'assister aux réunions de la Fédération, au cours desquelles doit être traitée une question intéressant l'Office et, à cette fin doit aviser de ces réunions le fonctionnaire ou l'employé ainsi désigné ; et

c) informer l'Office de tout projet de règlement dont l'application pourrait être touchée par la mise en vigueur de ce règlement.

13) Les articles 1, 8, 10, 11 et les devoirs, obligations et engagements du producteur dans l'article 9, et toute disposition analogue est restreinte et assujettie au présent article.

14) Le présent article prend fin lorsque la Fédération résilie le Plan national de commercialisation des dindons conformément à ce Plan.

13. Mise en marché du poulet en coopération avec d'autres juridictions :

1) Dans le présent article :

a) « Conseil » désigne le Conseil national de commercialisation des produits agricoles établi sous la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme (S.C., 1970-71-72, c. 65) ;

b) « contingent » désigne le nombre de livres ou de kilos de poulet exprimé en poids éviscéré qu'un producteur de poulet a le droit de commercialiser sur le marché intraprovincial au cours d'une période de temps déterminé ;

c) « Office » désigne l'Office canadien de commercialisation du poulet institué par proclamation conformé-

ment à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme ;

d) « Office de commercialisation » désigne la Fédération des producteurs de volailles du Québec ;

e) « délégation » désigne une ordonnance rendue par l'Office, aux termes du paragraphe 3 de l'article 23 de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, déléguant des fonctions de l'Office à un office de commercialisation portant sur la mise en place du contingentement interprovincial ou d'exportation ;

f) « Régie » désigne la Régie des marchés agricoles du Québec ;

g) « système de contingentement » désigne un système en vertu duquel l'Office de commercialisation attribue des contingents aux producteurs de poulet permettant à l'Office de commercialisation de fixer et de déterminer s'il y a lieu, les quantités de poulet de toute espèce, classe ou catégorie qui pourront être commercialisées sur le marché intraprovincial par chacun ou par l'ensemble des producteurs de poulet.

2) L'Office de commercialisation doit instituer un système de contingentement par lequel des contingents sont attribués à tous les membres de différentes classes de producteurs du Québec de telle sorte que le nombre de livres ou de kilos de poulet éviscéré produit au Québec et qu'il sera permis de vendre dans le commerce intraprovincial pour une année et le nombre de livres ou de kilos de poulet éviscéré produit au Québec et qu'il sera permis de vendre sur le marché interprovincial et d'exportation au cours de la même année dans les limites des contingents fixés par l'Office de commercialisation égalent la quantité déterminée à l'accord fédéral-provincial relatif à la mise en place d'un système global de commercialisation du poulet au Canada.

3) 1° L'allocation du Québec :

a) ne sera pas augmentée suite à une résultante de pratiques de piraterie en matière de commercialisation y inclus la privation d'un marché traditionnellement fourni dans le but de fournir un autre marché non traditionnel ; et

b) sera passible de réduction subséquente, advenant que de telles pratiques de piraterie sont démontrées évidentes.

2° Lorsque le Conseil approuve un règlement adopté par l'Office, conformément au Plan national de commercialisation du poulet et modifiant la quantité de poulets pouvant être mis en marché, l'Office de commercialisation doit modifier sa réglementation en conséquence.

4) L'Office de commercialisation exerce au nom de l'Office toutes fonctions qui lui sont assignées par délégation.

5) L'Office de commercialisation doit adopter tout règlement nécessaire pour donner effet à toute disposition du présent article.

6) L'Office de commercialisation, avec l'assentiment de l'Office, doit percevoir pour son compte toutes les redevances imposées par l'Office et les lui remettre dans les délais prescrits par l'Office.

7) 1° L'Office de commercialisation doit établir des règlements exigeant des producteurs qu'ils fournissent tous les renseignements nécessaires à la vérification des ventes.

2° L'Office de commercialisation doit établir un système de vérification des ventes.

3° L'Office de commercialisation doit fournir à l'Office sur demande tous les renseignements obtenus par suite de l'application du système mentionné aux sous-paragraphe 1° et 2°.

8) L'Office de commercialisation doit prendre toutes les mesures raisonnables pour susciter une étroite collaboration entre lui-même et l'Office et, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, il doit :

a) mettre à la disposition de l'Office les registres, extraits de procès-verbaux ou décisions de l'Office de commercialisation ayant rapport au bon fonctionnement de l'Office ;

b) autoriser un inspecteur ou un employé de l'Office, désigné à cet effet par ce dernier, à assister aux réunions de l'Office de commercialisation au cours desquelles doit être traitée toute question intéressant l'Office, et à cette fin, doit aviser de ces réunions l'inspecteur ou l'employé ainsi désigné ;

c) faire parvenir sans délai à l'Office :

i. tout transfert de contingent ; et

ii. toute proposition d'augmentation ou de diminution de contingent individuel.

14. Administration du plan :

1) Le plan est administré par la Fédération.

2) Les administrateurs de la Fédération doivent être des producteurs intéressés au sens du plan.

3) Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs est celui prévu par les règlements de la Fédération.

4) La Fédération doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan pour rendre compte de ses activités en tant qu'administrateur du plan, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur.

5) Sauf les cas où la Loi sur la mise en marché des produits agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan ou à l'exercice des pouvoirs de la Fédération, doit être faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal *La Terre de Chez-Nous*.

Tout règlement ainsi publié entre en vigueur le 15^e jour suivant sa publication ou à une date ultérieure qui y est fixée.

6) Si la Fédération ne représente pas, dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs intéressés régis par le plan, la Régie peut décréter après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs est chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet office de producteurs est composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs et ses administrateurs ont les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés à la Fédération en vertu des présentes, et les biens et obligations de la Fédération qu'elle a obtenue à titre d'administrateur du plan, sont transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si la Fédération peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie, qu'elle représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie peut en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan ; l'office des producteurs est alors aboli.

15. Mode de financement : L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financés par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par la Fédération.

Le montant de cette contribution est :

a) de 0,205 \$ les 100 livres de poulet (poids vif) que chaque producteur produit ou met en marché, moins la contribution qu'il est tenu de payer à l'Office canadien de commercialisation du poulet sur le nombre de livres de poulet qu'il met en marché dans le commerce interprovincial ou d'exportation ;

b) de 0,525 \$ les 100 livres de dindon (poids vif) que chaque producteur produit ou met en marché, moins la contribution qu'il est tenu de payer à l'Office canadien de commercialisation du dindon sur le nombre de livres de dindon qu'il met en marché dans le commerce interprovincial ou d'exportation.

Il peut par la suite être modifié par règlement de l'assemblée générale des producteurs visés par le plan conformément à l'article 77 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

Les contributions versées à la Fédération en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

16. Comité consultatif :

1) Afin de permettre aux divers secteurs intéressés de faire des recommandations aux organismes chargés de la commercialisation du produit visé, un comité consultatif est formé.

2) Ce comité est composé de 9 membres, dont l'un est président.

3) La Fédération désigne 4 membres, le Conseil de l'alimentation du Québec, 3 membres et la Coopérative fédérée de Québec, 1 membre. La Régie nomme 1 membre et désigne le président ainsi que le secrétaire du comité. À défaut par l'un ou l'autre de ces groupements de nommer leurs représentants dans le délai, la Régie peut les désigner.

4) Les membres du comité sont nommés pour une période de 2 ans, et leur mandat peut être renouvelé.

5) Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner un remplaçant pour terminer le mandat ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

6) Le comité peut adresser des recommandations à la Fédération, aux acheteurs et autres personnes intéressées, sur tout problème connexe à la mise en marché de la volaille au Québec. Il peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que la Fédération et ses agents considèrent dans l'exécution du plan.

La Régie peut fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'approuver un règlement ou une décision qui lui sera soumise par la Fédération.

7) Dès qu'il est formé, le comité doit adopter des règlements de régie interne qui doivent être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

8) La composition du comité, quant au nombre de ses membres et aux groupements qui peuvent y être représentés, peut être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité des membres du comité. Le nombre des membres nommés par la Fédération doit cependant être toujours égal à celui des membres nommés par les autres secteurs intéressés et, inversement, les représentants de ces secteurs doivent être en nombre égal à ceux de la Fédération.

17. Règle d'interprétation : En cas de différence entre le texte français et le texte anglais du plan, le texte français prévaut.

Décision 881 du 23.12.70, (1971) 103 G.O., 72
Décision 1540 du 01.05.74, (1974) 106 G.O.II, 2833
Décision 1877 du 01.10.75, (1975) 107 G.O.II, 5371
Décision 2224 du 28.09.77, (1977) 109 G.O.II, 5965
Décision 2731 du 12.09.79, (1979) 111 G.O.II, 6709



c. M-35, r.127

Règlement sur les quotas des producteurs de volailles

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35, a. 67)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « catégories de production » :
 - i. « dindons » : les productions telles que définies aux paragraphes *e*, *f* et *k* ;
 - ii. « poulet » : les productions telles que définies aux paragraphes *l*, *q*, *r* et *y* ;
- b) « cédula » : la cédula d'abattage prévue dans une convention de vente entre la Fédération et l'Association des abattoirs avicoles du Québec Inc. ;
- c) « connaissance de livraison » : le connaissance de livraison prévu dans une convention de vente entre la Fédération et l'Association des abattoirs avicoles du Québec Inc. ;
- d) « demande » : la quantité maximale de livres de volaille, déterminée par la Fédération pour chacune des productions, à être mise en marché par période, compte tenu du quota global pour chaque production ;
- e) « dindon à griller » : le dindon ayant un poids vivant de moins de 13 livres lors de la livraison pour abattage ;
- f) « dindon de reproduction » : le dindon âgé de 30 semaines ou plus lors de la livraison pour abattage ;
- g) « éleveur » : tout producteur qui élève, dans des locaux dont il est propriétaire ou locataire, une ou des productions pour son compte ou celui d'autrui ;
- h) « équivalences » : la conversion en pieds carrés du nombre d'oiseaux et de la quantité de livres de volaille, par production, pouvant être produits dans une exploitation ;
- i) « exploitation » : l'ensemble des accessoires nécessaires à l'élevage de la volaille ;
- j) « Fédération » : la Fédération des producteurs de volailles du Québec ;

k) « gros dindon » : gros dindon femelle ou gros dindon mâle élevé sur parcours ou à l'intérieur ;

i. « gros dindon femelle » : le dindon ayant un poids vivant de 13 à 20 livres lors de la livraison pour abattage ;

ii. « gros dindon mâle » : le dindon ayant un poids vivant de plus de 20 livres lors de la livraison pour abattage ;

l) « gros poulet » : le poulet âgé de plus de 8 semaines et 3 jours et dont le poids vivant moyen est égal ou supérieur à 6,5 livres lors de la livraison pour abattage ;

m) « maximum de têtes » : le nombre maximal d'oiseaux, déterminé par la Fédération pour chacune des productions, pouvant être mis en marché par période pour satisfaire la demande ;

n) « mise en marché » : la définition donnée dans le plan, savoir l'offre de vente, la vente, l'expédition pour fin de vente, le transport, l'achat et l'entreposage, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé ;

o) « période » : le nombre de jours consécutifs, déterminé par la Fédération pour chacune des productions, au cours desquels l'éleveur peut livrer pour abattage un nombre maximal d'oiseaux ainsi qu'une quantité maximale de livres de volaille pour chaque production ;

p) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec (c. M-35, r.126) ;

q) « poulet à griller » : le poulet âgé de 8 semaines et 3 jours et moins ou dont le poids vivant moyen est supérieur à 2 livres et inférieur à 5 livres lors de la livraison pour abattage ;

r) « poulet mêlé » : le poulet à griller et le gros poulet pouvant être élevé et mis en marché en vertu d'un quota à cette fin ;

s) « producteur » : le producteur intéressé, tel que défini dans le plan, savoir toute personne qui élève dans des locaux dont elle est propriétaire ou locataire, offre en vente ou élève et offre en vente le produit visé, pour son compte ou celui d'autrui ;

t) « production » : le rock cornish, le poulet à griller, le gros poulet, le dindon à griller, le gros dindon et le dindon de reproduction ;

u) « quota » : la capacité de production attribuée à l'éleveur en fonction de la superficie de son exploitation exprimée en pieds carrés pour chacune de ses productions ;

- v) « quota global » : la somme des quotas attribués aux éleveurs par la Fédération ;
- w) « quota total » : la somme des quotas attribués à chaque éleveur par la Fédération ;
- x) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec ;
- y) « rock cornish » : le poulet ayant un poids vivant moyen de 2 livres ou moins lors de la livraison pour abattage ;
- z) « volaille » : l'ensemble des productions.

SECTION II QUOTAS

§1. Généralités

2. Pour élever de la volaille, dans chacune des productions, un éleveur doit détenir un quota de la Fédération et, pour le conserver, il doit se conformer au présent règlement.

3. La Fédération n'émet plus de nouveau quota, sauf dans le cas du dindon de reproduction si les besoins du marché le requièrent. Le règlement autorisant la Fédération à transférer, suspendre en tout ou en partie un quota continue de s'appliquer.

4. Il est interdit à un producteur de mettre en marché de la volaille qui n'a pas été élevée par un éleveur détenant un quota en vertu du présent règlement et dans l'exploitation enregistrée de celui-ci.

Nul ne peut livrer pour abattage ou mettre en marché de la volaille sans que le connaissance de livraison soit dûment rempli.

5. Il est interdit à tout producteur d'élever et de mettre en marché de la volaille qui n'a pas été vendue ou placée à l'abattoir de son choix au plus tard dans les 10 jours qui suivent chaque mise en élevage.

6. Le quota de l'éleveur est attribué en pieds carrés selon la superficie de son exploitation. La superficie de l'exploitation d'un éleveur est mesurée par la Fédération.

7. Tout éleveur de poulet à griller, gros poulet, poulet mêlé et rock cornish, doit pouvoir démontrer à la Fédération, en tout temps, qu'il est propriétaire ou locataire d'une exploitation équivalente à au moins 65% de son quota total.

L'éleveur de dindon à griller et de gros dindon dont l'élevage est fait à l'intérieur, doit pouvoir démontrer à la

Fédération, en tout temps, qu'il est propriétaire ou locataire de poulaillers représentant une superficie équivalente à au moins 40% de son quota.

L'éleveur de gros dindon dont l'élevage est fait sur parcours doit pouvoir démontrer à la Fédération, en tout temps, qu'il est propriétaire ou locataire de poulaillers représentant une superficie équivalente à au moins 10% de son quota.

L'éleveur de dindon de reproduction doit pouvoir démontrer à la Fédération, en tout temps, qu'il est propriétaire ou locataire de poulaillers représentant une superficie équivalente à au moins 65% de son quota.

8. Sous réserve de l'article 54, l'éleveur peut être locataire d'une exploitation ou d'un immeuble entier pourvu qu'il dépose à la Fédération avant la prise de possession de l'exploitation ou de l'immeuble, un bail écrit qui contient toutes les informations requises par la Fédération.

Ce bail doit être fait pour une durée initiale de 12 mois et peut être renouvelé d'année en année, mais en aucun temps, un bail ainsi renouvelé ne peut avoir couvert un terme excédant 5 ans.

L'éleveur doit aviser, par écrit, la Fédération de tout amendement, résiliation, annulation qui peuvent intervenir à propos de ce bail.

9. La Fédération procède à l'enregistrement de toutes les exploitations des détenteurs de quota. La Fédération peut demander à la Régie d'annuler la partie du quota total d'un détenteur dont la superficie de l'exploitation ne correspond pas aux exigences de l'article 7.

10. Le détenteur d'un quota doit élever de la volaille dans l'exploitation enregistrée à son nom auprès de la Fédération.

11. La Fédération émet à chaque éleveur un certificat indiquant le quota total qui lui a été attribué et les quotas attribués à chaque production.

12. Nonobstant l'article 11, la Fédération peut émettre à un producteur qui en fait la demande expresse à la Fédération, un certificat spécial de quota de poulet à griller à élever des poulets de type rock cornish.

Si la Fédération accueille la demande du producteur, le quota de poulet à griller sera réduit d'un nombre de pieds carrés égal au nombre de pieds carrés attribués en rock cornish.

13. Aux fins de répondre aux besoins du marché, à la demande du producteur ou avec son consentement, la Fédération peut transformer en tout ou en partie le quota

d'un éleveur attribué pour une production, en un quota pour une autre production à l'intérieur des catégories respectives de poulet et dindon, sauf pour les quotas de dindon de reproduction émis le 1^{er} mai 1979 lesquels ne peuvent être transformés. La Fédération détermine les modalités de cette transformation et sa durée selon entente avec le producteur au moment de la demande de transformation.

Nonobstant les autres dispositions du présent règlement, la Fédération peut autoriser l'élevage de la volaille à des fins d'études et de recherches.

14. Un éleveur qui s'adonne à plusieurs productions obtient un certificat de quota mentionnant le nombre de pieds carrés attribué à chaque production. Il ne peut modifier la proportion attribuée à chaque production sans avoir obtenu l'autorisation préalable de la Fédération qui lui émet alors un nouveau certificat de quota.

15. Selon les facteurs et dans les proportions établies à la sous-section 1, la Fédération détermine pour chaque période la demande et le maximum de têtes à livrer pour abattage et tout éleveur doit se conformer pour chaque production au contingentement ainsi fixé.

16. L'éleveur qui change le lieu ou modifie la superficie de son exploitation doit en aviser la Fédération avant de faire un élevage dans l'exploitation modifiée. La Fédération procède alors à un nouvel enregistrement de l'exploitation de l'éleveur.

17. La Fédération peut faire enquête à toutes fins utiles pour l'application du présent règlement. Le producteur doit lui fournir tous les renseignements requis et lui donner accès à son exploitation, à ses livres et à tous les documents pertinents. Par suite d'une vérification, la Fédération peut demander à la Régie de réduire ou annuler, en tout ou en partie, le quota du producteur concerné si l'on a constaté une irrégularité ou une infraction au présent règlement.

18. Un inspecteur accrédité par la Fédération peut effectuer les enquêtes prévues à l'article 17. Lors de la visite d'une exploitation, il doit prendre les mesures sanitaires adéquates.

19. L'éleveur doit conserver les pièces justificatives et autres documents relatifs à ses élevages et au présent règlement pour une durée minimale de 24 mois de leur date.

20. Les équivalences par production sont les suivantes :

<i>Production</i>	<i>Nombre de</i>		<i>Nombre de</i>	
	<i>pi</i> ² / _{ois.}	<i>(m</i> ² / _{ois.)}	<i>lb</i> / _{pi} ²	<i>(kg</i> / _m ²)
a) Rock cornish	0,25	(0,02)	6,0	(29,2)
b) Poulet à griller	1	(0,09)	4,0	(19,5)
c) Gros poulet	1¾	(0,16)	4,4	(21,4)
d) Poulet mêlé	1	(0,09)	4,8	(23,4)
e) Dindon à griller	2	(0,19)	5,25	(25,6)
f) Gros dindon	3½	(0,33)	7,1	(34,6)
g) Dindon de reproduction	5½	(0,51)	4,0	(19,5)

21. Le détenteur d'un quota de poulets mêlés peut demander à la Fédération de transformer son quota en un quota de poulet à griller et de gros poulet dans les proportions de 25% à 35% des pieds en poulet à griller et de 65% à 75% des pieds en gros poulet.

La demande doit parvenir à la Fédération au plus tard 30 jours avant une période pour la production de poulet mêlé. Si la demande est acceptée par la Fédération, celle-ci détermine la date d'entrée en vigueur de cette transformation.

§2. Mesures périodiques

22. Pour chaque production, la Fédération détermine à l'avance une ou plusieurs périodes en fixant la durée, la demande et le maximum de têtes. La durée de la période est déterminée en jours consécutif de calendrier.

La demande et le maximum de têtes sont contingentés pour chaque période en pourcentage de la capacité maximale de mise en marché pour chaque production, telle que celle-ci est déterminée conformément à l'article 20. Nonobstant ce qui précède, la Fédération peut, pour des raisons de marché, modifier au cours d'une période la demande et le maximum de têtes, et ce, par décision du conseil d'administration.

23. Pour chaque période, l'éleveur ne peut élever et livrer pour abattage et le producteur ne peut élever et mettre en marché un nombre d'oiseaux et une quantité de livres de volailles supérieure à la demande et au maximum de têtes en vigueur pour chaque production. L'éleveur doit en conséquence assujettir ses élevages aux conditions de livraison pour abattage et mise en marché prévues à la présente section, en soumettant les équivalences de son quota au contingentement de la période.

Pour chaque période, l'éleveur doit de plus tenir compte de reprises en vertu de l'article 37 ou des pénalités en vertu des articles 27 ou 36, selon le cas et lorsqu'elles s'appliquent.

24. Pour chacune des productions, le contingentement périodique est fixé par résolution de la Fédération. Dès l'approbation par la Régie de la résolution prévue précédemment, la Fédération avise chaque détenteur de quota, à sa dernière adresse connue, du pourcentage de la demande en livres et celui du maximum de têtes.

25. 1) Si, par la suite de force majeure, un éleveur subit une perte dans son élevage, la Fédération peut, à la demande de l'éleveur intéressé et pourvu qu'il fournisse une preuve adéquate, lui permettre de reprendre, dans une ou plusieurs périodes subséquentes, déterminées par la Fédération, la quantité de livres et le maximum de têtes qu'il avait droit de livrer pour abattage durant la période où s'est produite la perte et qu'il a effectivement perdues.

2) Si, pour une période et par suite de force majeure, les livraisons d'un éleveur dépassent le poids maximal alloué, la Fédération peut exempter un éleveur de la pénalité ou d'une partie de celle-ci. L'éleveur doit alors démontrer à la Fédération que le nombre maximal de têtes, cédulées pour abattage, est conforme à la demande fixée pour la période et démontrer la nature des forces majeures qui ont causé l'excédent de poids pour la période.

26. L'éleveur, dont les livraisons pour abattage sont mises en marché au cours de 3 premières semaines d'une période, peut considérer ses livraisons comme ayant été faites dans la période précédente.

27. L'éleveur, dont les livraisons pour abattage sont mises en marché au cours des 3 dernières semaines d'une période, peut considérer ses livraisons comme ayant été faites dans la période subséquente.

28. À moins d'une permission spécifique de la Fédération à cette fin, les articles 26 et 27 ne peuvent avoir pour effet de permettre que des livraisons de dindon soient mises en marché au cours d'une autre année de production, telle que cette année de production est déterminée de temps à autre par la Fédération.

§3. Normes spécifiques

29. L'éleveur qui détient un quota de poulet mêlé doit livrer pour abattage des poulets mêlés répartis, quant au nombre de têtes et à la quantité de livres, en poulet à griller et en gros poulet, dans les proportions déterminées par la Fédération pour chaque période, conformément à l'article 22.

30. L'éleveur de poulets de toutes catégories dont les livraisons pour abattage :

a) au cours d'une période, ont excédé le poids maximal alloué par la Fédération, doit diminuer ses prochaines livraisons pour abattage de l'excédent de poids de la période, au cours d'une période subséquente déterminée par la Fédération et si les livraisons excèdent de 10% ou plus le poids maximal alloué par la Fédération, l'éleveur doit payer à la Fédération une pénalité de 0,05 \$ la livre de poulet au poids vif sur l'excédent de 10% ou plus ;

b) au cours de la dernière période de l'année, ont excédé le poids maximal alloué par la Fédération, doit diminuer ses prochaines livraisons pour abattage de l'excédent de poids de la période, au cours d'une période subséquente déterminée par la Fédération et doit payer à la Fédération une pénalité de 0,05 \$ la livre de poulet au poids vif sur l'excédent de 2%.

31. L'éleveur de poulets de toutes catégories dont les livraisons pour abattage :

a) au cours d'une période, n'atteignent pas le poids maximal alloué par la Fédération, mais atteignent au moins 90% de ce maximum, peut, au cours d'une période subséquente déterminée par la Fédération, ajouter à ses livraisons pour abattage le déficit de poids de la période ; mais si les livraisons pour abattage sont inférieures à 90% du poids maximal alloué par la Fédération, il ne peut ajouter à ses prochaines livraisons pour abattage que 10% de la quantité de livres de volailles qu'il a effectivement livrée ;

b) au cours de la dernière période de l'année, sont inférieures au poids maximal alloué par la Fédération, ne peut ajouter à ses prochaines livraisons pour abattage le déficit de poids de la période.

32. La Fédération peut demander à la Régie de suspendre, pour une durée qu'elle détermine, le quota d'un éleveur qui ne se conforme pas à l'article 30. La suspension est levée dès le moment où l'éleveur se conforme à cet article.

33. L'éleveur de poulets peut transférer à un autre éleveur détenant un quota de même catégorie les livres de poulets excédant le poids maximal alloué par la Fédération. De tels échanges doivent être rapportés à la Fédération au plus tard 1 mois après la fin d'une période pour être acceptés.

34. Tout éleveur de poulet à griller doit élever et mettre en marché sa production au moins à toutes les 16 semaines.

Tout livraison pour abattage, ne respectant pas les articles 29 à 34, sera considérée avoir été livrée à la période subséquente, sujet aux articles 30 et 31.

35. Sujet à l'article 7 et à la demande du producteur, la Fédération peut transformer un quota de gros dindons sur parcours en un quota de gros dindons intérieurs, en lui attribuant 50% de pieds carrés de parcours que l'éleveur a effectivement transformés. La Fédération détermine la période d'entrée en vigueur du nouveau quota.

36. L'éleveur qui détient un quota de dindons de reproduction peut livrer pour abattage sa quantité permise de dindons, conformément à l'article 22. Cette quantité permise inclut tous les dindons de reproduction ainsi que les dindons provenant de la sélection.

La Fédération peut permettre à un éleveur de dindons de reproduction qui fait l'élevage à des fins de génétique de déroger aux mesures périodiques.

37. L'éleveur de gros dindon et de dindon de reproduction et l'éleveur de dindon à griller au cours de la troisième période de l'année, peuvent transférer à un autre éleveur détenant un quota de même catégorie, les livres de dindons excédant le poids maximal alloué par la Fédération.

38. 1) L'éleveur de dindon à griller dont les livraisons pour abattage, au cours d'une période ont excédé le poids maximal alloué par la Fédération, doit diminuer ses prochaines livraisons pour abattage de l'excédent de poids de la période, au cours d'une période subséquente déterminée par la Fédération ; et si les livraisons excèdent de 10% ou plus le poids maximal alloué par la Fédération, l'éleveur doit payer à la Fédération une pénalité de 0,05 \$ la livre de dindon au poids vif sur l'excédent de 10% ou plus.

2) L'éleveur de dindon à griller, au cours de la dernière période de l'année et l'éleveur de gros dindon ou de dindon de reproduction, dont les livraisons pour abattage ont excédé le poids maximal alloué par la Fédération, doit diminuer l'excédent de poids de la période de ses livraisons de la période subséquente et doit payer à la Fédération une pénalité de 0,05 \$ la livre de dindon au poids vif sur la totalité de l'excédent de poids.

39. 1) L'éleveur de dindon à griller dont les livraisons pour abattage, au cours d'une période, n'atteignent pas le poids maximal alloué par la Fédération, mais atteignent au moins 80% de ce maximum, peut au cours de la période subséquente ajouter à ses livraisons pour abattage le déficit de poids de la période ; mais si les livraisons pour abattage sont inférieures à 80% du poids maximal alloué par la Fédération, il ne peut ajouter à ses prochaines livrai-

sons pour abattage que 25% de la quantité de livres de volailles qu'il a effectivement livrée.

2) L'éleveur de dindon à griller, au cours de la dernière période de l'année et l'éleveur de gros dindon ou de dindon de reproduction, dont les livraisons pour abattage sont inférieures au poids maximal alloué par la Fédération, ne peut pas ajouter à ses prochaines livraisons pour abattage le déficit de poids de la période.

40. La Fédération peut demander à la Régie de suspendre, pour une durée qu'elle détermine, le quota d'un éleveur qui ne se conforme pas à l'article 38. La suspension est levée dès le moment où l'éleveur se conforme à cet article.

§4. Transferts de quotas

41. Sujet à l'article 7, le détenteur d'un quota peut le céder en tout ou en partie avec ou sans l'exploitation qui y correspond, sauf pour le quota de reproduction émis le 1^{er} mai 1979, lequel doit être cédé en tout ou en partie avec l'exploitation qui y correspond.

42. Au cas d'un transfert de quota sans l'exploitation, la Fédération peut exiger du cédant toute preuve démontrant à sa satisfaction que les droits des créanciers hypothécaires ne sont pas lésés par le transfert.

43. Si le cédant détient un quota par suite de la location d'une exploitation ou d'une partie d'exploitation, le quota peut être cédé si l'une des conditions suivantes est satisfaite :

a) le cessionnaire poursuit l'élevage dans la même exploitation ;

b) le cédant démontre à la Fédération que le propriétaire de l'exploitation louée ne s'oppose pas au transfert de quota ou, s'il s'y oppose, que le cédant a obtenu de la Régie une décision à l'effet qu'il a droit au quota.

44. Les détenteurs d'un quota de poulet à griller ne peuvent être cessionnaires, de quelque manière que ce soit, d'un quota de poulet mêlé.

45. Les détenteurs d'un quota de poulet mêlé ne peuvent être cessionnaires, de quelque manière que ce soit, d'un quota de poulet à griller.

46. 1) Aucun transfert de quotas ne peut avoir pour effet de permettre à un éleveur de cumuler des quotas pour une superficie supérieure à 100 000 pieds carrés pour l'ensemble des productions, à l'exception de la corporation et de la société agricoles, telles que définies à l'article 57,

dont le maximum de quotas que celles-ci peuvent détenir est fixé à 150 000 pieds carrés.

2) Aucun transfert de quotas ne peut être effectué si l'acquéreur est sociétaire ou actionnaire dans une ou plusieurs sociétés ou corporation(s) agricole(s) qui détiennent au total plus de 150 000 pieds carrés de quotas pour l'ensemble des productions.

3) Dans l'application du paragraphe 2, un membre d'une coopérative n'est pas considéré comme un sociétaire ou actionnaire de sa coopérative, mais la coopérative est considérée comme une société ou corporation.

4) Pour chacune des productions et pour avoir droit au transfert, le nouveau détenteur de quotas doit acquérir un minimum de 3 000 pieds carrés et le cédant, s'il transfère une partie de quotas, doit conserver un minimum de 3 000 pieds carrés.

47. Aux fins de l'article 46 et uniquement pour le détenteur d'un quota de gros dindon sur parcours, le maximum permis est de 150 000 pieds carrés.

48. Une demande de transfert de la totalité ou d'une partie d'un quota doit être adressée à la Fédération par le cédant sur une formule à cet effet et être accompagnée des informations requises par la Fédération. Le transfert ne peut prendre effet pour la prochaine période que si la demande est reçue au moins 30 jours avant son début.

49. Le transfert est effectué par la Fédération qui émet un nouveau certificat de quota au cessionnaire. Pour toutes les productions, le transfert n'entre en vigueur que le premier jour de la prochaine période, sous réserve de l'article 48.

50. Toute pénalité accumulée ou toute reprise en vertu des articles 30, 31, 38, 39 est applicable au cessionnaire d'un quota, lequel les assume au moment du transfert.

51. Pour chacune des productions, aucun transfert ne peut être effectué à moins que le titulaire n'ait détenu et utilisé le quota pendant au moins 12 mois. Nonobstant ce qui précède, la Fédération peut procéder au transfert si l'éleveur démontre, à sa satisfaction, qu'il a été empêché d'utiliser son quota suite à des forces majeures.

52. Au cas de cession complète de l'exploitation à un nouvel éleveur, le quota peut être cédé en entier même s'il dépasse 100 000 pieds carrés ou 150 000 pieds carrés dans le cas de la corporation ou de la société agricole ou pour la production de gros dindons sur parcours.

On entend par nouvel éleveur, une personne qui ne détient ni directement ni indirectement de quotas auprès de la Fédération.

53. Aux fins des transferts des quotas par la Fédération, le territoire du Québec est divisé en 3 régions, dont les limites des municipalités de comté sont celles décrites à la Loi sur la division territoriale (L.R.Q., c. D-11) :

a) la région « 1 » comprend tout le territoire sans aucune exception compris à l'intérieur des municipalités de comté de : Chicoutimi, Lac-Saint-Jean-Est, Lac-Saint-Jean-Ouest et Saguenay ;

b) la région « 2 » comprend tout le territoire sans aucune exception et situé à l'est d'une ligne formée par les limites ouest des municipalités de comté de : Portneuf, Québec, Lotbinière, Mégantic et Frontenac ;

c) la région « 3 » comprend tout le territoire sans aucune exception et qui est situé à l'ouest de la ligne décrite au paragraphe b.

54. La Fédération peut accepter de transférer des quotas provenant des régions 2 et 3 en faveur des cessionnaires dont l'exploitation est située dans la région 1 jusqu'à concurrence du nombre de pieds carrés que l'ensemble des producteurs de cette région détenaient le 13 février 1971. Aucun transfert de quota provenant de la région 1 ne peut être accepté s'il avait pour effet de changer le site d'utilisation du quota de la région 1 vers les régions 2 et 3.

55. Les détenteurs dont l'exploitation est située dans la région 2 ne peuvent céder des quotas qu'aux cessionnaires qui continuent l'élevage dans la région 2.

56. Les détenteurs dont l'exploitation est située dans la région 3 ne peuvent céder leur quota qu'aux cessionnaires qui continuent l'élevage dans la région 3.

57. Nul ne peut être cessionnaire d'un quota émis par la Fédération sauf la personne physique qui est producteur agricole, la société ou la corporation contrôlée majoritairement par un ou plusieurs producteur(s) agricole(s) :

a) qui est ou sont propriétaire(s) de poulaillers représentant une superficie équivalente :

i. à au moins 65% de son quota de poulet et de dindon de reproduction ;

ii. à au moins 40% de son quota de dindon à griller et de gros dindon intérieur ;

iii. à au moins 10% de son quota de gros dindon sur parcours ;

b) dont la majorité des membres tirent leur principal revenu de la ferme ; et

c) dont chacun ou sa famille immédiate travaille principalement sur la ferme.

La Fédération peut exiger que le cessionnaire vende le quota dans un délai de 2 mois si l'une des conditions est modifiée. À défaut de faire, la Fédération peut demander à la Régie la réduction totale ou partielle du quota du producteur concerné. Le quota du producteur concerné peut lui être réattribué si le producteur se conforme au présent article.

58. Pour être valable, un contrat de location de quota doit intervenir entre 2 détenteurs de quota et doit être soumis à la Fédération qui peut l'autoriser aux conditions suivantes :

a) que le locateur et le locataire se conforment aux exigences de l'article 7 au moment de la location ;

b) que la location soit pour une durée maximale de 1 an. Toute prolongation doit faire l'objet d'une autorisation de la Fédération ;

c) que la location de quota soit enregistrée auprès de la Fédération au moment de la mise en marché finale pour une période.

Les articles concernant les transferts des quotas s'appliquent, lors d'une location, en faisant les changements nécessaires.

Décision 2999 du 06.11.80, (1980) 112 G.O.II, 6503

Décision 3037 du 17.12.80, (1981) 113 G.O.II, 89

Décision 3095 du 11.03.81, (1981) 113 G.O.II, 1425

Décision 3148 du 13.05.81, (1981) 113 G.O.II, 2175

Décision 3224 du 26.08.81, (1981) 113 G.O.II, 4132



c. M-35, r.128

Ordonnance sur la saisie de volailles

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(L.R.Q., c. M-35)

1. Dans la présente ordonnance, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent :

a) « Fédération » : la Fédération des producteurs de volailles du Québec ;

b) « inspecteur » : un inspecteur ou enquêteur nommé en vertu de la Loi ;

c) « Loi » : la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

d) « mise en marché » : comprend l'offre de vente, la vente, l'expédition pour fin de vente, le transport, l'achat et l'entreposage, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement de la volaille ;

e) « plan » : le Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec (c. M-35, r.126) ;

f) « produit commercialisé » ou « volaille » : la volaille visée par le plan ;

g) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. La présente ordonnance a pour but de prévoir et réglementer la prise d'échantillon, la saisie, retenue et disposition du produit commercialisé ainsi que l'administration et la disposition des deniers en provenant, lorsque relativement à ce produit commercialisé, il y a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction a été commise à la Loi, au plan, aux règlements adoptés par la Fédération, aux conventions concernant la mise en marché de ce produit commercialisé conclues par la Fédération en vertu de l'article 28 de la Loi ou à une sentence arbitrale rendue obligatoire en vertu des articles 63 et 64, aux règlements, décisions ou ordonnances de la Régie rendus en fonction du plan.

3. Tout inspecteur autorisé par la Régie peut :

a) dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer dans les établissements et les locaux servant à la production ou à la mise en marché du produit commercialisé et leurs dépendances, ou dans un bureau d'une entreprise de production ou de mise en marché du produit commercialisé, examiner

les produits qui s'y trouvent, exiger la production des livres, registres et documents relatifs à la production ou à la mise en marché de ce produit et requérir, à ce sujet, tout autre renseignement jugé utile ou nécessaire ;

b) ordonner l'immobilisation de tout moyen de transport lorsqu'il croit que le produit commercialisé s'y trouve et procéder à l'inspection de ce moyen de transport et de tout tel produit qui s'y trouve ;

c) pénétrer dans tout véhicule automobile, camion ou autre moyen de transport ou dans tout lieu autre qu'une maison privée utilisé pour la production ou la mise en marché du produit commercialisé et procéder à l'inspection de tout tel produit qui s'y trouve ;

d) prélever un échantillon de tout tel produit, aux frais de son propriétaire, pour les fins de son inspection ; et

e) saisir et retenir le produit commercialisé lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que relativement à ce produit une infraction aux dispositions énumérées à l'article 2 a été commise.

4. L'inspecteur doit dresser un procès-verbal de tout prélèvement d'échantillons, retenue ou saisie du produit commercialisé. Le procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

a) les nom et qualité de l'inspecteur ;

b) la date et le lieu où le prélèvement, la saisie ou la retenue a été effectué ;

c) les nom, profession et domicile ou résidence, s'ils sont connus, de la personne chez laquelle le prélèvement, la saisie ou la retenue a été opéré ; si le prélèvement, la saisie ou la retenue a lieu en cours de route, les noms et domiciles, s'ils sont connus, des personnes figurant sur la lettre de voiture ou le connaissance comme expéditeur ou destinataire ;

d) la signature de l'inspecteur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement, la saisie ou retenue a été effectué, l'importance du lot du produit commercialisé concerné ainsi que toute autre indication que l'inspecteur juge utile.

5. Tout procès-verbal est rédigé en 2 exemplaires. Le premier est remis à la Régie par l'inspecteur, et le second est laissé au propriétaire ou détenteur du produit commercialisé ou, le cas échéant, au représentant de l'entreprise de transport.

6. L'inspecteur peut ordonner que les produits commercialisés saisis ou retenus ou les échantillons prélevés soient expédiés au moment qu'il détermine à un abattoir ou à tout autre endroit désigné par la Régie.

Si ces produits sont déjà dans un abattoir ou dans un entrepôt, l'inspecteur peut, si le propriétaire de cet abattoir ou de cet entrepôt y consent, les y laisser en dépôt. Ces produits doivent être remis à la Régie par le dépositaire dès que cette dernière lui en fait la demande.

7. Si les volailles saisies sont impropres à la consommation, la Régie peut en ordonner la destruction, à l'endroit et de la façon qu'elle détermine. Dans les autres cas, elle en dispose de façon à ne pas nuire à une mise en marché ordonnée de ce produit. Elle peut également les garder en entrepôt pendant une certaine période, en vue de les vendre ultérieurement.

8. La Régie soustrait du prix de vente les frais inhérents à la saisie et à la vente du produit commercialisé saisi, y compris le transport, l'abattage, l'entreposage, l'emballage et les autres coûts de mise en marché. Le solde peut être remis au propriétaire dès que la Régie en vient à la conclusion que ce dernier a cessé les infractions reprochées et que les dispositions visées à l'article 2 sont observées. La Régie peut également, selon les circonstances et après un délai raisonnable, remettre cette somme au ministre du Revenu pour être versée au fonds consolidé du revenu.

9. Tout produit saisi en vertu du présent règlement, ainsi que son contenant, est saisi et retenu aux risques et aux frais de son propriétaire.

10. Lorsqu'un produit commercialisé est retenu ou qu'il en est disposé, la Régie en avertit sans délai le propriétaire de ce produit ou la personne qui en avait la possession au moment de la saisie, au moyen d'un avis écrit qui lui est livré par la poste ou par l'inspecteur. La remise d'un exemplaire du procès-verbal de la saisie prévue à l'article 5 tient lieu de cet avis.

11. La Régie peut remettre le produit commercialisé au propriétaire si elle vient à la conclusion que les dispositions visées à l'article 2 ont été observées relativement à ce produit.

12. Nul ne peut mettre en marché un produit commercialisé saisi ou retenu, ni enlever ou permettre d'enlever ce produit sans une autorisation de la Régie ou d'une personne désignée par elle.



c. M-36, r.1

Règlement d'application de la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles

Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles

(L.R.Q., c. M-36)

SECTION I

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Loi » : la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.R.Q., c. M-36) ;
- b) « Office » : l'Office du crédit agricole du Québec ;
- c) « principale occupation » et « activité principale » : le fait pour une personne :
 - i. de consacrer la majeure partie de son temps à son exploitation agricole, compte tenu de la nature de cette dernière ;
 - ii. d'en tirer la plus grande part de son revenu, sauf durant la période où cette personne transforme le type d'exploitation principale de sa ferme pour y adopter un autre genre de production et pour le temps seulement que requiert cette transformation ;
 - iii. d'y contrôler l'emploi de son temps dans la mesure où le requièrent les opérations normales de son exploitation, ainsi que l'ensemble de ses décisions ;
 - iv. d'être reconnue dans son milieu comme s'adonnant principalement à l'agriculture ;
- d) « culture du sol » : l'exploitation du sol en vue de la production de récoltes devant être transformées sur la ferme ou vendues en nature et, accessoirement, l'exploitation des autres ressources du sol ; l'exploitation acéricole est considérée comme « culture de sol » pour les fins de la Loi mais l'exploitation exclusivement sylvicole ne l'est pas ;
- e) « élevage d'animaux de ferme » : l'élevage de bovins, de moutons, de porcs, de volailles, de chèvres, de lapins, de poissons, d'abeilles, de visons et de chevaux, excepté les chevaux de course, ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions ; à titre accessoire à l'entre-

prise principale, est considéré comme « élevage d'animaux de ferme » l'élevage de tous autres animaux ou l'exploitation de ceux-ci et de leurs productions ; l'expression « exploitation » exclut, dans le cas de chevaux, l'opération de courses sur les pistes de course.

Toutes autres expressions et tous mots déjà définis à l'article 1 de la Loi, lorsqu'ils sont employés dans le présent règlement, ont les mêmes significations et désignent les mêmes choses qu'à cet article 1.

SECTION II

PROGRAMME D'AMÉLIORATIONS GÉNÉRALES

2. Le programme d'améliorations générales prévu à l'article 24 de la Loi signifie toute amélioration apportée à la ferme en tant qu'unité d'exploitation agricole et, sans limiter la généralité de ce qui précède, comprend les améliorations apportées au fonds de terre et aux bâtiments de ferme, ainsi que l'achat d'instruments aratoires, de machinerie agricole et de cheptel. Ce programme doit, à la satisfaction de l'Office, comporter une description et une estimation de coût des améliorations projetées ou des achats à effectuer ainsi que le calendrier de leur exécution.

SECTION III

PROGRAMME D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES

3. Le programme d'améliorations foncières visé aux articles 5 et 7 de la Loi doit être destiné prioritairement et dans la proportion d'au moins 50%, à moins que l'Office en décide autrement, à la mise en valeur du fonds de terre et ensuite à la construction ou à l'amélioration des bâtiments de ferme, à l'exception de la résidence de ferme ainsi que des frais d'entretien et des dépenses courantes. Ce programme doit être soumis à l'Office et, à sa satisfaction, comporter entre autres :

- a) **pour le fonds de terre** : la désignation de la superficie à améliorer, la nature et la description des améliorations à effectuer, le coût projeté des travaux ainsi qu'un calendrier de leur exécution ;
- b) **pour les bâtiments de ferme** : la nature des constructions ou améliorations à faire, leur description avec indication des dimensions, des structures et de la nature des matériaux, leur coût projeté ainsi qu'un calendrier de leur exécution.

SECTION IV ÉTABLISSEMENT DE JEUNES AGRICULTEURS

4. Avant le 1^{er} novembre 1975 n'est pas censé s'établir pour les fins de la Loi, l'agriculteur qui a acquis, dans les 3 années qui précèdent la date de réception de sa demande de subvention par l'Office, une ferme ou une partie de ferme en vue de constituer une ferme rentable, s'il était propriétaire avant ce délai de 3 ans d'une ferme qui lui permettait alors de faire de l'agriculture sa principale occupation.

SECTION V AGRANDISSEMENT DE FERME

5. La subvention prévue à l'article 7 de la Loi doit servir exclusivement au paiement du coût des améliorations foncières réalisées conformément au programme soumis à l'Office suivant l'article 3.

Cette subvention ne peut dépasser 200 \$ l'hectare en culture de la superficie augmentée, jusqu'à concurrence du maximum prévu de 4 000 \$ par agriculteur ou exploitant agricole, selon le cas, sans jamais excéder 20 000 \$, ni s'appliquer à la superficie agrandie ou partie de cette dernière qui porte la superficie globale en culture de la ferme à plus de 160 hectares pour un individu et 280 hectares pour une corporation d'exploitation agricole, une coopérative d'exploitation agricole, une société d'exploitation agricole ou un groupe de personnes visé aux articles 14 et 15 de la Loi.

Les limites prévues au deuxième alinéa s'appliquent également dans le cas d'un agriculteur, d'une corporation d'exploitation agricole, d'une coopérative d'exploitation agricole, d'une société d'exploitation agricole ou d'un groupe de personnes visé aux articles 14 et 15 de la Loi qui, pour des motifs jugés valables par l'Office, se départit de la totalité de la ferme qu'il exploite, soit par aliénation, abandon de bail ou autrement, pour en acquérir ou, selon le cas, en louer une autre de plus grande étendue en culture ; la partie de la superficie de la ferme de remplacement qui excède la superficie en culture de la première ferme étant alors considérée comme la superficie d'agrandissement. Toutefois, dans ce cas, il ne doit pas s'écouler plus de 2 années entre la date à laquelle il s'est ainsi départi de la première ferme et la date du bail ou de l'acte d'acquisition de la seconde ; ce délai peut être prolongé, dans les cas d'expropriation, lorsque telle prolongation n'est pas imputable à l'exproprié.

6. Pour apprécier l'étendue de la superficie d'agrandissement, aux fins de la subvention prévue à l'article 7 de la Loi, doivent être considérés les aliénations, locations ou abandons de bail affectant toutes superficies en culture d'une ferme et effectués dans les 5 années qui précèdent la

date de la réception par l'Office d'une demande de subvention ; la superficie ainsi réduite est alors soustraite de la superficie normalement admissible à telle subvention à moins qu'il n'en soit jugé autrement par l'Office.

SECTION VI CONTRAT DE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION AGRICOLE

7. Le contrat de société d'exploitation agricole requis au paragraphe *i* de l'article 1 de la Loi doit notamment comporter, à la satisfaction de l'Office, des dispositions relativement aux questions suivantes :

- a) la nature des apports de chaque associé et la valeur proportionnelle que tels apports représentent pour chaque associé dans la société ;
- b) la participation de chaque associé aux profits et aux pertes de la société à moins de partage égal.

SECTION VII PREUVE D'EXPLOITATION CONJOINTE DE FERMES PAR DES EXPLOITANTS CONJOINTS

8. Pour les fins de l'article 19 de la Loi, les exploitants conjoints doivent fournir à l'Office la preuve qu'ils exploitent conjointement les fermes dont ils sont propriétaires ou locataires, dans un document établissant :

- a) leur convention d'exploitation en commun de ces fermes aussi longtemps que le dernier versement de la subvention demandée par eux n'aura pas été payé ;
- b) la nature des apports de chacun de ces exploitants conjoints ;
- c) la participation de chacun d'eux dans l'administration ; et
- d) la participation de chacun d'eux dans les revenus et dépenses.

SECTION VIII PRODUCTION DE PIÈCES JUSTIFICATIVES

9. Pour les fins de l'article 24 de la Loi, la personne à qui une subvention est accordée doit fournir à l'Office des reçus, factures ou chèques encaissés ou autres pièces justificatives attestant le paiement des dépenses encourues conformément à son programme d'améliorations générales ou, selon le cas, d'améliorations foncières, au fur et à mesure de la réalisation de ces améliorations générales ou de l'exécution des travaux d'améliorations foncières, excepté pour un montant de 100 \$ ou moins constituant le solde de toute subvention à lui être versée.

SECTION IX

DEMANDE DE SUBVENTION ET PRODUCTION DE DOCUMENTS

10. Toute demande de subvention doit être faite sur une formule de demande approuvée par l'Office à laquelle doit être annexé l'acte d'acquisition ou le bail de la ferme ou de la superficie d'agrandissement, selon le cas. Cette demande doit en outre être accompagnée d'un programme d'améliorations générales ou foncières selon le cas, conforme aux articles 2 et 3.

L'acte d'acquisition ou le bail requis pour les fins des articles 2, 5 et 7 de la Loi doit être acceptable par l'Office.

11. L'Office peut également requérir d'une personne qui fait une demande de subvention tout document qu'il juge utile ou nécessaire à l'octroi de cette dernière et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, requérir la production des documents suivants :

- a) pour la corporation d'exploitation agricole :
 - i. les lettres patentes et, s'il y a lieu, les lettres patentes supplémentaires ;
 - ii. une copie du registre des actionnaires certifiée par le secrétaire de la corporation ;
 - iii. les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier ; et, dans le cas d'une nouvelle corporation, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations ;
 - iv. un certificat de régularité de la corporation récemment émis par le ministère des Institutions financières et Coopératives ;
- b) pour la société d'exploitation agricole :
 - i. le contrat de formation de la société et toute convention subséquente, s'il y a lieu ;
 - ii. la liste des sociétaires et participation de chacun de ces derniers ;
 - iii. les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier ; et, dans le cas d'une nouvelle société, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations ;
- c) pour la coopérative d'exploitation agricole :
 - i. lorsqu'il s'agit d'une société coopérative agricole, une copie certifiée de l'avis donné par le ministre des Institutions financières et Coopératives en vertu de l'article 7

de la Loi sur les sociétés coopératives agricoles (L.R.Q., c. S-24) ou, lorsqu'il s'agit d'une association coopérative, une copie certifiée de l'avis d'approbation de telle association prévu à l'article 8 de la Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., c. A-24) ; avec, dans chaque cas, une preuve établissant que l'avis concerné a été dûment publié à la *Gazette officielle du Québec* ;

- ii. la liste certifiée par le secrétaire de la société coopérative agricole ou de l'association coopérative, selon le cas, des producteurs actionnaires et du nombre d'actions ordinaires de chacun ou, selon le cas, des membres et du nombre de parts sociales de chacun ;

- iii. les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier ; et, dans le cas d'une nouvelle coopérative d'exploitation agricole, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations.

SECTION X

ASPIRANT-AGRICULTEUR

12. Lorsqu'une personne demande une subvention en qualité d'aspirant-agriculteur, elle doit, en outre des autres conditions requises pour que cette subvention lui soit accordée :

- a) établir que les ressources de la ferme à l'égard de laquelle la subvention est demandée permettent à l'Office de prévoir que, dans le délai prévu au paragraphe c, cette personne pourra faire de l'agriculture sa principale occupation ;
- b) produire à l'Office un programme de développement de l'exploitation de cette ferme pour la durée du délai prévu au paragraphe c ainsi qu'un engagement écrit de réaliser ce programme dans le même délai ;
- c) fournir à l'Office un engagement écrit de faire de l'agriculture sa principale occupation dans un délai qui ne doit pas excéder 5 ans de :
 - i. la date du plus ancien de tout emprunt qu'elle a contracté soit à titre d'aspirant-agriculteur en vertu de l'une ou l'autre de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75), de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées (L.R.Q., c. C-75.1), de la Loi favorisant l'amélioration des fermes (L.R.Q., c. A-18) ou de la Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.R.Q., c. C-77), soit à titre de particulier dont l'agriculture n'est pas la principale occupation, en vertu des articles 33 à 38 de la Loi sur le crédit agricole (S.R.C., 1970, c. F-2) ; ou
 - ii. la date à laquelle une subvention lui sera accordée en vertu de la Loi, dans le cas où elle n'a contracté aucun emprunt à titre d'aspirant-agriculteur en vertu de l'une ou l'autre des 5 lois précitées.

Une personne physique qui a cessé d'être aspirant-agriculteur peut reprendre son statut d'aspirant-agriculteur pourvu qu'elle prouve à l'Office qu'elle a cessé d'être aspirant-agriculteur pour raison valable et qu'elle ait remboursé tout emprunt contracté en vertu de l'une ou l'autre des lois citées au sous-paragraphe i du paragraphe c du premier alinéa. Cette personne est alors considérée, si elle a recommencé à faire de l'agriculture l'une de ses occupations mais non la principale et si elle demande une subvention, comme ayant pour la première fois le statut d'aspirant-agriculteur.

13. La personne à qui une subvention a été accordée à titre d'aspirant-agriculteur doit, au plus tard dans les 30 jours de l'expiration du délai prévu au paragraphe c du premier alinéa de l'article 12, produire à l'Office, par courrier recommandé ou certifié, une déclaration solennelle énonçant qu'elle a commencé à faire de l'agriculture sa principale occupation et la date à laquelle elle a commencé à le faire ; cependant, une telle déclaration peut être produite en tout temps avant ce délai, si l'aspirant-agriculteur a commencé à faire de l'agriculture sa principale occupation avant ce délai.

14. Si la personne à qui une subvention a été accordée à titre d'aspirant-agriculteur ne fait pas de l'agriculture sa principale occupation dans le délai prévu au paragraphe c du premier alinéa de l'article 12, elle est déchue de son droit à telle subvention.

A.C. 2784-72, (1973) 105 G.O.II, 4639

A.C. 4706-75, (1975) 107 G.O.II, 5551

A.C. 628-79, (1979) 111 G.O.II, 1979



c. M-39, r.1

Règlement sur la manière de faire les mentions requises dans un acte de transfert immobilier

Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières
(L.R.Q., c. M-39, a. 24)

1. Les mentions que doit contenir l'acte de transfert en vertu des paragraphes *e* à *g* du premier alinéa de l'article 9 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., c. M-39), ou en vertu d'un règlement visé au paragraphe *h* du premier alinéa de cet article, doivent être regroupées à la fin de l'acte de transfert immédiatement avant la clôture de l'acte sous la rubrique : « Mentions exigées en vertu de l'article 9 de la loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières ».

Il en est de même :

a) des mentions requises en vertu des paragraphes *a* à *c* du premier alinéa de cet article, si elles ne sont pas inscrites dans la comparution à l'acte de transfert ; et

b) de la mention requise en vertu du paragraphe *d* du premier alinéa de cet article, si elle n'est pas inscrite dans la description de l'immeuble contenue dans l'acte de transfert.

2. Les mentions requises en vertu du paragraphe *g* du premier alinéa de cet article doivent indiquer l'article et le paragraphe en vertu desquels l'exonération du paiement du droit de mutation est invoquée.



c. M-39, r.2

Règlement sur les mentions obligatoires dans les comptes relatifs à la perception des droits de mutation immobilière

Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières
(L.R.Q., c. M-39, a. 24)

1. Le compte visé à l'article 11 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., c. M-39) doit contenir la mention suivante, en caractères facilement lisibles :

« **Note :** Le cessionnaire tenu de payer un droit de mutation et à qui est adressé le présent compte à cet effet peut, s'il le désire, se prévaloir des dispositions du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) concernant le recouvrement des petites créances, dans les 90 jours qui suivent la date d'échéance du présent compte, afin de recouvrer tout montant payé en surplus du montant auquel il peut être légalement tenu, pour autant que chacune des conditions suivantes se réalise :

- a) le cessionnaire est une personne physique (individu) ;
- b) la différence entre le montant qu'il a indiqué dans l'acte de transfert comme droit de mutation payable et celui exigé de lui selon le présent compte est de 400 \$ ou moins ; et
- c) le cessionnaire paie intégralement le montant exigé de lui selon le présent compte avant la date d'échéance de celui-ci.

La municipalité a alors le fardeau de justifier le présent compte devant le tribunal compétent pour entendre et juger les litiges régis par les dispositions du Code de procédure civile concernant le recouvrement des petites créances ».



c. M-43, r.1

Règlement sur les comités consultatifs d'acquisition du Musée du Québec et du Musée d'art contemporain

Loi sur les musées

(L.R.Q., c. M-43, a. 6)

1. Trois comités consultatifs d'acquisition du Musée du Québec et le comité consultatif d'acquisition du Musée d'art contemporain sont constitués pour conseiller le ministre des Affaires culturelles sur les projets d'acquisition de biens culturels mobiliers.

2. Les fonctions de ces comités sont de conseiller et de formuler des recommandations au ministre des Affaires culturelles en regard des projets d'acquisition, par achat ou autrement, de biens culturels mobiliers par le Musée du Québec ou, selon le cas, par le Musée d'art contemporain.

3. Les 3 comités consultatifs d'acquisition du Musée du Québec sont :

a) le comité d'acquisition en art contemporain, composé de 6 membres dont le directeur du Musée ou son représentant ;

b) le comité d'acquisition en art ancien et moderne, composé de 6 membres dont le directeur du Musée ou son représentant ;

c) le comité d'acquisition en ethnologie, lequel comprend le sous-comité en ethnologie euro-qubécoise et le sous-comité en ethnologie amérindienne et inuit composés respectivement de 4 et de 3 membres dont le directeur du Musée ou son représentant.

Le comité consultatif d'acquisition du Musée d'art contemporain est composé de 7 membres dont le directeur du Musée ou son représentant.

À l'exception des directeurs des musées ou de leurs représentants, ces membres sont désignés par le ministre des Affaires culturelles pour une période n'excédant pas 3 ans et leur mandat est renouvelable.

En cas d'absence prolongée ou de vacance d'un membre, le ministre pourvoit au remplacement de ce membre.

Un membre est considéré comme démissionnaire s'il s'absente sans motif valable à 3 séances successives du comité ou sous-comité.

4. Le directeur du musée ou son représentant est d'office le président de chaque comité ou sous-comité ; en cas d'absence ou d'incapacité provisoire du président, les autres membres choisissent parmi eux un président à titre temporaire.

Le président convoque et dirige les réunions du comité ou du sous-comité, signe les documents officiels et établit les relations utiles avec le musée visé et le ministre des Affaires culturelles.

5. L'archiviste du Musée du Québec ou son représentant est d'office le secrétaire du comité et des sous-comités de ce musée mais sans en être membre.

Il en est de même pour le comité consultatif d'acquisition du Musée d'art contemporain.

Le secrétaire rédige les procès-verbaux des réunions, les soumet aux membres du comité et est chargé de la garde des archives et des documents du comité et des sous-comités.

Le secrétaire accomplit les autres tâches que lui confie le comité ou le président.

6. Le comité et les sous-comités tiennent au moins 2 réunions par année.

Le président peut au besoin convoquer une réunion du comité ou du sous-comité.

7. L'avis de convocation et l'ordre du jour des réunions doivent être transmis à chaque membre par écrit au moins 7 jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être moindre si tous les membres sont présents ou y consentent avant la tenue de la réunion soit par écrit, soit par télégramme ou téléphone.

8. La majorité des membres d'un comité constitue le quorum pour la tenue de chaque réunion.

Le vote sur une question est pris à la majorité des membres présents.

9. Les membres des comités et des sous-comités ayant un intérêt direct ou indirect dans une affaire mettant en conflit leur intérêt personnel et celui du comité doivent, sous peine de déchéance de leur mandat, le révéler par écrit au président du comité et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'affaire dans laquelle ils ont un intérêt.

10. Les membres des comités et des sous-comités reçoivent des honoraires de 125 \$ par jour de séance à laquelle ils participent et leurs frais de déplacement et de séjour leur sont remboursés, conformément aux règles applicables en la matière aux cadres et adjoints aux cadres supérieurs du gouvernement, à l'exception toutefois des membres qui occupent une charge ou un emploi au sein de la fonction publique ou d'un organisme dont le gouvernement nomme les membres.

11. Les membres actuels du comité d'acquisition du Musée du Québec et du comité d'acquisition du Musée d'art contemporain désignés par le ministre des Affaires culturelles deviennent respectivement les membres des comités constitués en vertu de l'article 1 jusqu'à la fin de leur mandat comme membre des comités abolis.



c. N-1.1, r.1

Ordonnance sur le commerce de détail de l'alimentation

Loi sur les normes du travail
(L.Q., 1979, c. 45 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définition : Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient :

a) « commerce de détail de l'alimentation » : établissement dont l'activité principale, selon la Commission des normes du travail est la vente au détail de produits alimentaires aux fins de consommation en dehors de l'établissement.

Cependant, les mots « commerce de détail de l'alimentation » ne désignent pas les établissements qui se limitent à la vente de produits laitiers, de pâtisseries, de biscuits, de bonbons et chocolats, de la charcuterie ;

b) « région I » : l'Île de Montréal, l'Île Jésus, l'Île Perrot, l'Île Bizard, l'Île Saint-Paul, l'Île Bigras, l'Île des Soeurs et les municipalités situées dans un rayon de 10 milles des limites de l'Île de Montréal.

L'Assomption, l'Épiphanie, Saint-Paul-l'Ermite, Repentigny, Charlemagne, Saint-Charles-de-Lachenaie, Saint-Maurice, Bois-des-Filion, Rosemère, Lorraine, Saint-Eustache, Dorion, Vaudreuil, Pointe-des-Cascades, la Réserve indienne, Verchères, Varennes, Boucherville, Longueuil, Saint-Lambert, Greenfield Park, Brossard, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Lapairie, Saint-Hubert, Saint-Bruno, Chambly, Lemoyne, La Prairie, Candiac, Châteauguay, Châteauguay-Centre, Saint-Isidore, Saint-Constant, Léry, Maple Grove, Beauharnois, Melocheville, Terrebonne, Sainte-Thérèse, Sainte-Thérèse-Ouest, Mercier, Deux-Montagnes, Delson, Mascouche, Pincourt, Oka, Saint-Joseph-du-Lac, Pointe-Calumet et Sainte-Marthe-sur-le-Lac ; et les districts électoraux de Jean-Talon, Louis-Hébert, Limoilou, Saint-Sauveur, Chauveau, Lévis et Montmorency, ainsi que la ville de Bélair et les municipalités de Val Saint-Michel, Saint-Charles, Saint-Étienne-de-Beaumont et Saint-Augustin-de-Desmaures ;

c) « région II » : les cités et villes de Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Saint-Jean-Eudes, Rivière-du-Moulin, Port-Alfred, Bagotville et le territoire compris dans un

rayon de 10 milles de leurs limites ; et les cités et villes de Jonquière, Kénogami, Arvida et un rayon de 5 milles de leurs limites.

SECTION II CHAMP D'APPLICATION

2. Salariés régis : La présente ordonnance régit les salariés auxquels s'applique la Loi sur les normes du travail (L.Q., 1979, c. 45 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1) et leurs employeurs dans les établissements de commerce de détail de l'alimentation des régions I et II.

3. Exclusion : L'article 4 ne s'applique pas aux gardiens.

SECTION III DISPOSITION GÉNÉRALE

4. Semaine normale : La semaine normale de travail des salariés régis par la présente ordonnance est de 40 heures.

-
- A.C. 783-73, (1973) 105 G.O.II, 479 et 2545
A.C. 2202-73, (1973) 105 G.O.II, 2939
A.C. 4221-76, (1976) 108 G.O.II, 7599
A.C. 1802-77, (1977) 109 G.O.II, 2715
A.C. 4255-77, (1977) 109 G.O.II, 7213
A.C. 1957-78, (1978) 110 G.O.II, 3599
A.C. 3041-78, (1978) 110 G.O.II, 5979
D. 349-80, (1980) 112 G.O.II, 1251
D. 755-80, (1980) 112 G.O.II, 1885



c. N-1.1, r.2

Règlement sur l'exclusion des établissements visés à l'article 90 de la Loi sur les normes du travail

Loi sur les normes du travail

(L.Q., 1979, c. 45, a. 90 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1)

1. Les établissements au sens du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) sont soustraits de l'application totale de la Loi sur les normes du travail et de ses règlements à l'égard des bénéficiaires au sens du paragraphe *p* du premier alinéa de l'article 1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux qui y travaillent en vue de leur rééducation physique, mentale ou sociale.



c. N-1.1, r.3

Règlement sur les normes du travail

Loi sur les normes du travail

(L.Q., 1979, c. 45, a. 88, 89 et 91 ; après refonte :

L.R.Q., c. N-1.1)

SECTION I

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« certificat médical » : un témoignage écrit et signé d'une personne ayant le droit d'exercer la médecine suivant les lois du Québec ;

« congé de maternité » : une absence du travail motivée par une grossesse ou ses suites ;

« endroit isolé » : un endroit inaccessible par une route carrossable et qu'aucun système régulier de transport ne relie au réseau routier du Québec ;

« exploitation forestière » :

1° une entreprise effectuant la coupe, l'écorçage, le tronçonnement, le transport, le chargement du bois à bord des camions, des bateaux ou wagons de chemin de fer, les usines ou établissements où l'on fait le sciage ou le façonnage du bois exclusivement pour fins des exploitations forestières, exclusion faite des travaux de transformation du bois sorti de la forêt ;

2° une entreprise effectuant en forêt la construction et l'entretien des chemins, camps, écluses, piliers, facilités de chargement et de flottage ;

3° une entreprise effectuant des travaux d'amélioration, d'éclaircis, de reboisement, de drainage et d'irrigation du sol, en forêt ;

4° une entreprise de flottage du bois ;

5° une entreprise de protection de la forêt ;

6° une entreprise chargée du déboisement en vue de la construction de chemins, d'autoroutes, de barrages, de lignes de transmission, ou de tout autre travail du même genre en forêt ;

7° l'entreprise d'un traiteur, d'un entrepreneur, d'un sous-traitant ou d'un intermédiaire exerçant ses activités en forêt pour le bénéfice d'une des entreprises ci-dessus mentionnées ;

8° l'entreprise d'un locataire qui a obtenu à bail des droits exclusifs de chasse ou de pêche d'une partie du territoire du domaine public ;

9° l'entreprise d'une association mandatée par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche en vue de gérer la faune sur un territoire public ;

10° l'entreprise d'un pourvoyeur de chasse ou de pêche ;

« salarié qui reçoit habituellement des pourboires » : salarié qui reçoit habituellement des pourboires et qui travaille dans un établissement hôtelier, un restaurant ou un terrain de camping et de caravanning au sens de la Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., c. H-3), dans un local où des boissons alcooliques sont vendues pour consommation sur place, ou pour une entreprise qui vend, livre, ou sert des repas pour consommation à l'extérieur ;

« scierie » : établissement où l'on fait l'une des opérations suivantes : le sciage, le débitage, le rabotage et toutes opérations connexes telles que le séchage, l'empilement et la livraison mais ne comprend pas l'assemblage du bois ;

« travaux publics » : travaux de construction ou de génie de tous genres, non couverts par la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20), exécutés pour le compte d'un ou de plusieurs ministères du gouvernement, ou pour le compte de toute commission ou corporation qui relève directement de l'un de ces ministères ;

« travaux sur le territoire de la région de la Baie James » : travaux effectués sur le territoire de la région de la Baie James et réalisés sous la responsabilité d'Hydro-Québec, de la Société d'énergie de la Baie James ou de la Société de développement de la Baie James.

SECTION II

SALAIRE MINIMUM

2. Le salaire minimum établi à la présente section ne s'applique pas aux salariés suivants :

1° l'étudiant employé dans un organisme à but non lucratif et à vocation sociale ou communautaire, tel une colonie de vacances ou un organisme de loisirs ;

2° le stagiaire dans un cadre de formation professionnelle reconnu par une loi ;

3° le stagiaire dans un cadre d'intégration professionnelle prévu à l'article 61 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1) ;

4° le salarié entièrement rémunéré à commission qui travaille dans une activité à caractère commercial en dehors de l'établissement et dont les heures de travail sont incontrôlables ;

5° le salarié surnuméraire embauché sur une base occasionnelle pour les récoltes ;

6° le salarié employé aux productions fruitières ou horticoles et affecté principalement à des opérations non mécanisées.

3. Sous réserve des articles 4, 5, 6 et 36 à 38, le salaire minimum payable à un salarié de 18 ans et plus est de 4 \$ l'heure et celui payable à un salarié de moins de 18 ans est de 3,54 \$ l'heure.

4. Sous réserve de l'article 6, le salaire minimum payable au salarié qui reçoit habituellement des pourboires et qui est âgé de 18 ans et plus est de 3,28 \$ l'heure et celui payable à un salarié de moins de 18 ans est de 2,95 \$ l'heure.

5. Sous réserve de l'article 6, le salaire minimum payable au domestique qui réside chez son employeur est de 134 \$ par semaine.

SECTION III MONTANT MAXIMUM QUI PEUT ÊTRE EXIGÉ DU SALARIÉ POUR LA CHAMBRE ET LA PENSION

6. Lorsque les conditions de travail d'un salarié l'obligent à loger ou à prendre ses repas à l'établissement ou à la résidence de l'employeur, le montant maximum qui peut être exigé du salarié pour la chambre et la pension, ou l'un ou l'autre est :

1° de 1,25 \$ par repas jusqu'à concurrence de 16,45 \$ par semaine ;

2° de 16,45 \$ par semaine pour la chambre ;

3° de 32,90 \$ par semaine pour la chambre et la pension.

7. L'article 6 ne s'applique pas au salarié qui travaille dans un établissement visé au paragraphe a du premier alinéa de l'article 1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

SECTION IV SEMAINE NORMALE

8. La semaine normale de travail du domestique qui réside chez son employeur est de 53 heures.

9. La semaine normale de travail du gardien qui fait la garde d'une propriété pour le compte d'une entreprise de gardiennage est de 44 heures.

La semaine normale de travail de tout autre gardien est de 60 heures.

10. La semaine normale de travail du salarié occupé dans une exploitation forestière est de 47 heures.

11. La semaine normale de travail du salarié occupé dans une scierie est de 47 heures.

12. La semaine normale de travail du salarié qui travaille dans un endroit isolé est de 55 heures.

13. La semaine normale de travail du salarié qui effectue des travaux sur le territoire de la région de la Baie James est de 55 heures.

SECTION V JOURS FÉRIÉS, CHÔMÉS ET PAYÉS

14. En outre du 1^{er} janvier et du 25 décembre, les jours suivants sont fériés, chômés et payés :

1° le premier lundi de septembre ou fête du Travail ;

2° le Vendredi saint ou pour les salariés travaillant dans un établissement commercial au sens de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), au choix de l'employeur, le Vendredi saint ou le lundi de Pâques ;

3° la fête de Dollard ou fête de la Reine ;

4° le deuxième lundi d'octobre ou jour de l'Action de grâces.

SECTION VI CONGÉ DE MATERNITÉ

§1. Conditions d'admissibilité

15. Pour bénéficier d'un congé de maternité, une salariée doit avoir accompli 20 semaines d'emploi pour un même employeur dans les 12 mois qui précèdent la date du début du congé et être à l'emploi de l'employeur le jour précédant l'avis prévu aux articles 24 et 25.

16. Pour les fins de l'article 15, une salariée est réputée être à l'emploi d'un employeur durant une grève ou un lock-out.

§2. Durée du congé

17. Sous réserve des articles 21 et 22, la salariée a droit à une période continue de congé de maternité qu'elle détermine mais ne pouvant pas excéder 18 semaines, sauf si à sa demande, l'employeur consent à une période plus longue. Elle peut le répartir à son gré avant ou après la date prévue pour l'accouchement. Ce congé ne peut cependant commencer qu'à compter du début de la 16^e semaine précédant la date prévue pour l'accouchement.

18. Si l'accouchement a lieu après la date prévue, la salariée a droit automatiquement à une extension du congé de maternité équivalente à la période du retard. Cette extension n'a pas lieu si la salariée peut bénéficier par ailleurs d'au moins 2 semaines de congé de maternité après l'accouchement.

19. À partir de la 6^e semaine qui précède la date prévue pour l'accouchement, l'employeur peut exiger par écrit de la salariée enceinte qui est encore au travail un certificat médical établissant qu'elle est en mesure de travailler.

Si la salariée refuse ou néglige de lui fournir ce certificat dans un délai de 8 jours, l'employeur peut l'obliger à se prévaloir aussitôt de son congé de maternité en lui faisant parvenir un avis écrit motivé à cet effet.

20. Lorsqu'il y a un danger de fausse-couche ou un danger pour la santé de la mère ou de l'enfant à naître, occasionné par la grossesse et exigeant un arrêt de travail, la salariée a droit à un congé de maternité spécial de la durée prescrite par un certificat médical qui atteste du danger existant et qui indique la date prévue de l'accouchement.

Le cas échéant, ce congé est réputé être le congé de maternité prévu à l'article 17 à compter du début de la 8^e semaine précédant la date prévue de l'accouchement.

21. Lorsque survient une fausse-couche naturelle ou provoquée légalement avant le début de la 20^e semaine précédant la date prévue de l'accouchement, la salariée a droit à un congé de maternité n'excédant pas 3 semaines.

22. Si une salariée accouche d'un enfant mort-né après le début de la 20^e semaine précédant la date prévue de l'accouchement, son congé de maternité se termine au plus tard 5 semaines après la date de l'accouchement.

23. La salariée qui fait parvenir avant la date d'expiration de son congé de maternité à l'employeur un avis, accompagné d'un certificat médical attestant que son état de santé ou celui de son enfant l'exige, a droit à une prolongation du congé de maternité pouvant atteindre 6 semaines.

§3. Avis

24. Au moins 3 semaines avant son départ, la salariée doit donner par écrit à l'employeur un avis indiquant son intention de se prévaloir du congé de maternité à compter de la date qu'elle précise ainsi que la date prévue de son retour au travail. Cet avis doit être accompagné d'un certificat médical attestant de la grossesse et de la date prévue pour l'accouchement.

Dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 20, le certificat médical remplace le présent avis.

25. Cet avis peut être de moins de 3 semaines si le certificat médical atteste du besoin de la salariée de cesser le travail dans un délai moindre.

26. En cas de fausse-couche naturelle ou provoquée légalement ou en cas d'accouchement prématuré, la salariée doit, aussitôt que possible, donner à l'employeur un avis écrit l'informant de l'événement survenu et de la date prévue de son retour au travail, accompagné d'un certificat médical attestant de l'événement.

27. Une salariée peut se présenter au travail avant la date mentionnée dans l'avis prévu aux articles 24, 25 et 26 après avoir donné à l'employeur un avis écrit d'au moins 2 semaines de la nouvelle date de son retour au travail.

28. Dans les cas et selon les limites prévues aux articles 17, 18, 21, 22 et 23 une salariée peut se présenter au travail après la date mentionnée dans l'avis prévu aux articles 24, 25, et 26 après avoir donné à l'employeur un avis écrit d'au moins 2 semaines, l'informant de l'événement survenu si ce n'est pas déjà fait, et de la nouvelle date de son retour au travail.

§4. Retour au travail

29. Sous réserve de l'article 18, la salariée qui ne se présente pas au travail à la date de retour fixée dans l'avis visé par la sous-section 3, est présumée avoir démissionné.

30. L'employeur peut exiger de la salariée qui revient au travail dans les 2 semaines suivant l'accouchement, un certificat médical attestant de son rétablissement suffisant pour reprendre le travail.

31. À la fin du congé de maternité, l'employeur doit réinstaller la salariée dans son poste régulier en lui accordant les avantages dont elle aurait bénéficié si elle était restée au travail.

32. La participation de la salariée aux avantages sociaux reconnus à son lieu de travail ne doit pas être affectée

par son congé, sous réserve du paiement régulier des cotisations exigibles relativement à ces avantages et dont l'employeur assume sa part.

33. Si le poste régulier de la salariée n'existe plus à son retour, l'employeur doit lui reconnaître tous les droits et privilèges dont elle aurait bénéficié au moment de la disparition du poste si elle avait alors été au travail.

34. Lorsque l'employeur effectue des licenciements qui auraient inclus la salariée si elle était demeurée au travail, celle-ci conserve les mêmes droits que les salariés effectivement licenciés en ce qui a trait notamment au réembauchage.

35. La présente section ne doit pas avoir pour effet de conférer à une salariée un avantage dont elle n'aurait pas bénéficié si elle était restée au travail.

SECTION VII DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

36. Le salaire minimum payable au travailleur agricole de moins de 18 ans et celui payable au domestique de moins de 18 ans qui ne réside pas chez son employeur est de 3,65 \$ l'heure.

37. Le salarié de 18 ans et plus et de moins de 18 ans occupé dans une exploitation forestière et qui est affecté à la coupe du bois et payé à la pièce, a droit à un salaire minimum de 4,26 \$ l'heure. Le salarié de 18 ans et plus et de moins de 18 ans qui est cuisinier, aide-cuisinier, garde-feu ou salarié à forfait a droit à un salaire minimum de 3,97 \$ l'heure. Tout autre salarié de moins de 18 ans a droit à un salaire minimum de 3,65 \$ l'heure.

38. Sauf pour le cuisinier, l'aide-cuisinier et le gardien de 18 ans et plus, le salaire minimum payable à un salarié occupé dans les travaux publics est celui qui est déterminé à l'annexe 1, selon les différents genres de travail.

39. Les articles 36 et 37 cesseront d'avoir effet en tout ou en partie, à compter de la date à laquelle les taux du salaire minimum qui y sont prévus, seront devenus égaux ou inférieurs aux taux du salaire minimum établis à l'article 3 et alors en vigueur.

ANNEXE 1

(a. 38)

SALAIRE MINIMUM PAYABLE AU SALARIÉ OCCUPÉ DANS LES TRAVAUX PUBLICS

A) Le salarié de 18 ans et plus et de moins de 18 ans

Boutefeux	4,66 \$
Conducteur de boudoir avec équipements	4,79
Conducteur de boudoir	4,04
Charpentier, menuisier	4,92
Conducteur de compresseur (tous genres)	4,77
Conducteur de bétonnière malaxeur fixe (voirie)	4,69
Conducteur de camion	4,44
Conducteur de véhicules lourds (tous terrains)	4,61
Ferrailleur	4,75
Foreur	4,60
Mécanicien, classe 1	4,84
Mécanicien, classe 2	4,60
Conducteur de niveleuse automatique	4,79
Conducteur de pelles mécaniques (tous genres)	4,82
Soudeur	4,87
Graisser et huileur	4,14
Signaleur de trafic	4,14
Manoeuvre et autre salarié	4,14

B) Le salarié de moins de 18 ans

Cuisinier ou aide-cuisinier	3,65
Gardien	3,65



c. N-1.1, r.4

Règlement sur le prélèvement autorisé par la Loi sur les normes du travail

Loi sur les normes du travail

(L.Q., 1979, c. 45 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1)

1. Prélèvement : Il est prélevé à chaque année des employeurs assujettis une somme égale à de 1% des salaires payés à leurs salariés.

2. Employeurs assujettis : Tous les employeurs qui ont des salariés travaillant au Québec sont assujettis au prélèvement, sauf les catégories bénéficiant d'une exemption expresse du prélèvement par la Loi sur les normes du travail (L.Q., 1979, c. 45 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1) ou exclus de l'application de cette Loi.

3. Assiette : Le montant du prélèvement est calculé sur les salaires que l'employeur a payés au cours de l'année de calendrier précédente.

4. Salaires sujets au prélèvement : Sont sujets au prélèvement tous les salaires payés et avantages fournis aux salariés, spécialement :

- a) les sommes payées pour délai-congé et lors de la résiliation du contrat de travail ;
- b) les rémunérations données pour congés, pour absence en raison de maladie, comme bonis, comme indemnités de résidence, et les autres compensations ayant une valeur pécuniaire ;
- c) une somme égale à 150% d'une moyenne annuelle calculée à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec telle qu'établie par Statistique Canada pour chacun des 12 mois précédant le 1^{er} juillet de l'année précédant l'année pour laquelle le maximum annuel est calculé.

Le maximum annuel est établi suivant les modalités prévues à l'article 46 de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3) ;

d) cependant, si le salaire gagné par un salarié le fut à l'aide d'un équipement lourd fourni par lui et à ses frais, il peut être déduit du total du salaire gagné au cours d'une période de prélèvement 50% de ce salaire. On entend ici par « équipement lourd » un camion, un tracteur, une

chargeuse, une débuseuse ou un autre équipement comparable.

5. Calcul : Le calcul de la somme totale sur laquelle un employeur doit verser le prélèvement s'établit en fonction des montants figurant aux attestations de salaires fournies aux salariés pour fins d'impôt sur le revenu.

6. Échéance : Le prélèvement doit être versé au plus tard le 10 mars suivant l'année de calendrier pour laquelle il est dû. Si un employeur discontinue l'opération de son entreprise, le prélèvement de l'année courante devient immédiatement dû.

7. Rapport d'accompagnement : Le montant du prélèvement s'établit au moyen d'un rapport que l'employeur doit produire au siège social de la Commission des normes du travail au plus tard le 10 mars de chaque année. Ce rapport doit fournir les renseignements suivants :

- a) le total des salaires bruts payés durant la période du prélèvement ;
- b) le total des déductions de surplus calculées suivant l'article 4 et le nombre des salariés ainsi concernés ;
- c) le total des salaires sujets au prélèvement ;
- d) le montant du prélèvement à payer ;
- e) les autres renseignements exigés par la Commission.

8. Formulaire prescrit : Sans y être tenue, la Commission facilite à l'employeur la préparation et la production de son rapport en lui faisant parvenir d'avance un formulaire spécial. Advenant qu'un employeur ne le reçoive pas ou qu'il égare celui qu'il a reçu, son obligation demeure. Il doit se procurer une copie du formulaire spécial au siège social ou à l'un des bureaux régionaux de la Commission.

9. Respect de la date limite : Tout employeur qui remet son rapport d'accompagnement plus tard que la date limite du 10 mars doit ajouter 5% à son montant de prélèvement. S'il retarde à verser son prélèvement, sa redevance porte intérêt au taux de 1% par mois à compter de l'échéance.

10. Dette de l'employeur : Le prélèvement est dû uniquement par l'employeur et celui-ci, directement ou indirectement, ne peut s'en faire rembourser, en tout ou en partie, par le salarié.



c. N-1.1, r.5

Règlement de régie interne de la Commission des normes du travail

Loi sur les normes du travail

(L.Q., 1979, c. 45 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1)

SECTION I

SÉANCES DE LA COMMISSION

1. La date, l'heure et le lieu d'une séance sont fixés, soit :

a) par résolution de la Commission des normes du travail même ; ou

b) par avis de convocation adressé à chacun des membres, par le secrétaire à la demande du président ou de 2 membres de la Commission. L'avis de convocation doit indiquer sommairement les affaires qui seront soumises à cette séance. En cas d'urgence, l'avis de convocation peut être verbal, téléphonique ou télégraphique et une réunion du consentement des membres peut être considérée comme valablement convoquée.

2. Les procès-verbaux des votes et délibérations de la Commission sont dressés et dactylographiés en français dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire de la Commission ; après lecture et ratification à l'assemblée suivante, ils sont signés par le secrétaire et par le président.

Cependant, la signature du président attestant qu'une résolution a été adoptée en séance ou hors séance suivant l'article 6 de la Loi sur les normes du travail (L.Q., 1979, c. 45 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1) fait preuve même avant que le procès-verbal soit définitivement rédigé ou adopté, que telle proposition a en effet été adoptée, et justifie le secrétaire de la Commission d'en émettre des copies certifiées conformes. Ainsi les décisions prises sont exécutées par le personnel de la Commission.

3. Tous les fonctionnaires de la Commission doivent se conformer aux instructions qui leur sont données par le président ou sous son autorité.

4. Les structures administratives de la Commission sont celles qui apparaissent à l'organigramme.

SECTION II

SERVICES ADMINISTRATIFS

5. Les services administratifs de la Commission sont : le contentieux, le secrétariat et l'administration qui englobe la trésorerie, le prélèvement, la vérification, le personnel, les services techniques et les services auxiliaires. Pour faciliter l'application des lois, des ordonnances et de toute réglementation confiée à la surveillance de la Commission, le secrétaire est assisté d'un adjoint à Montréal.

SECTION III

CONTENTIEUX

6. Sous la direction du chef du contentieux, ce service a la surveillance de toutes les procédures engagées par ou contre la Commission.

Ce service donne son avis sur toutes les questions de droit relatives à l'application des ordonnances et des règlements. Cependant, ces avis doivent être soumis à la Commission avant d'être transmis aux services ou communiqués au public.

A la demande du président, il doit donner son avis sur les conflits de législation et sur toutes questions de droit se rapportant aux prérogatives et pouvoirs de la Commission. Il doit également collaborer à la rédaction des ordonnances et des projets de législation.

SECTION IV

SECRÉTARIAT

7. Il est du devoir du secrétaire :

a) d'assister à toutes les séances de la Commission à moins d'absences motivées acceptées par le président de la Commission ;

b) de dresser le compte-rendu des délibérations, de rédiger le procès-verbal des décisions prises ;

c) d'être le dépositaire et d'avoir la garde du sceau de la Commission, des archives et documents soumis à l'attention de la Commission ou émanant de ses décisions ;

d) de voir à ce que toutes les ordonnances, règles de pratique, directives de la Commission soient rédigées conformément aux instructions de cette dernière, à ce qu'elles soient signées par le président et déposées à son bureau ;

e) de communiquer les décisions aux intéressés.

8. Le secrétaire est assisté d'attachés d'administration affectés au bureau de Québec et au bureau de Montréal et qui ont la responsabilité de répondre aux demandes de renseignements et de recevoir les plaintes relativement aux lois, ordonnances ou toute autre réglementation confiée à la surveillance de la Commission.

Il soumet ces plaintes au service de la vérification qui recueille tous les renseignements nécessaires pour établir des réclamations afin que la Commission puisse exercer les recours naissant des ordonnances en faveur des salariés.

La section du registraire a pour fonction d'établir un système de contrôle et de classification des dossiers qui doivent être conservés pendant au moins 5 ans.

SECTION V ADMINISTRATION

9. Le directeur des services est chargé de diriger le travail administratif quant à l'application des lois, ordonnances et de toute réglementation confiée à la surveillance de la Commission.

Comme tel, il est responsable de l'administration interne, ce qui implique la surveillance du travail des divers chefs et attachés d'administration qui relèvent de lui, la coordination de leurs activités, l'uniformisation des méthodes de travail et des règles de conduite du personnel de la Commission, et l'exécution de toute enquête spéciale ou toute autre étude qui pourrait lui être demandée par la Commission ou qu'il croit pouvoir être utile à cette dernière.

SECTION VI TRÉSORERIE

10. Sous le contrôle du directeur des services, la responsabilité de ce service est confiée au trésorier. Il maintient au siège social ou à tout autre endroit désigné par la Commission, un système de comptabilité et de tenue de livres approprié aux fins de la Commission et conforme aux normes de la trésorerie provinciale.

11. Toute somme payable à la Commission et reçue en deniers ou autrement, doit être remise au trésorier et entrée sous sa direction par ses assistants dans les livres de la Commission suivant le système comptable approuvé par le Vérificateur général du Québec.

Il en est de même de tous déboursés, dépenses, remboursements et transferts faits par la Commission, lesquels doivent être constatés en outre par pièce justificative.

12. Toutes les sommes versées à la Commission doivent sans délai être déposées à son compte de banque et tout

chèque doit être endossé sans délai avec la mention « pour dépôt seulement au crédit de la Commission des normes du travail » et ne peut, en aucun cas, être négocié autrement que par tel dépôt.

13. Il est tenu par le service de la trésorerie des comptes de banque suivant besoins et particulièrement :

a) un compte dit « épargne » où sont versés les intérêts payés sur les obligations détenues par la Commission des normes du travail, le produit des obligations rachetées ainsi que les sommes reçues en vertu des règlements de prélèvement et sur lesquels sont tirés les chèques de remboursement aux employeurs ayant droit à une remise et aussi les transferts au compte « administration » des sommes en vertu du paragraphe b ;

b) un compte dit « administration » où sont déposées les sommes transférées du compte « épargne » et sur tel compte sont tirés les chèques couvrant les traitements et salaires ainsi que toutes les dépenses dûment autorisées ;

c) deux comptes dits « salaires », dont un au bureau de Montréal et l'autre au bureau de Québec où sont déposées des sommes reçues comme salaires ou solde de salaires payés à la Commission par des employeurs ou en vertu de l'article 39 de la Loi, et sur lesquels sont tirés des chèques de remboursement à faire aux salariés créanciers.

14. Les chèques tirés sur ces comptes de banque doivent être signés par le trésorier et en cas d'absence par un des agents de gestion financière et contresignés par un membre de la Commission.

15. La Commission met à la disposition du trésorier pour avances urgentes à faire une somme d'au plus 2 000 \$ et qui est déposée à un compte de banque spécial en fiducie au nom du trésorier de la Commission.

Au siège social et à Montréal, il est tenu une petite caisse n'excédant pas 300 \$ à même laquelle l'agent de gestion financière paie en espèces, les menues dépenses n'excédant pas 10 \$.

16. Sont rattachés au service de la trésorerie, outre l'encaissement des réclamations de salaire, l'encaissement du prélèvement, le traitement de la paie et le pourvoyeur.

SECTION VII PRÉLÈVEMENT

17. Sous le contrôle du directeur des services, ce service a la responsabilité de la mise en application des règlements de prélèvement. Il doit, en outre, recueillir des données et établir des statistiques nécessaires pour permettre à la Commission de prévoir les revenus nécessaires pour que la

Commission puisse rencontrer ses responsabilités administratives incluant celles qui lui sont dévolues, quant au Tribunal du travail et au Service de conciliation et d'arbitrage.

SECTION VIII PERSONNEL

18. Sous l'autorité du directeur des services et sous la direction d'un agent de la gestion de personnel, ce service a pour fonction de formuler, auprès de la Commission de la fonction publique et du ministre, des demandes de personnel nécessaire à l'administration de la Commission. Il est aussi chargé de la formation du personnel, de la classification des emplois, du classement des employés et de l'application des conventions collectives ainsi que de toutes les questions administratives concernant le personnel, soit : la discipline, les congés spéciaux, les jours fériés, les congés payés annuels ou la mise à la retraite.

SECTION IX VÉRIFICATION

19. Également sous le contrôle du directeur des services, et en collaboration avec le secrétariat, ce service, dirigé par un attaché d'administration, a la responsabilité de l'application des ordonnances et de toute réglementation confiée à la surveillance de la Commission.

SECTION X SERVICES AUXILIAIRES

20. Sous l'autorité du directeur des services, ce service est chargé de voir à l'aménagement des locaux, à l'ameublement des bureaux ainsi qu'à la fourniture de tout accessoire de bureau dont la Commission a besoin.

SECTION XI SERVICES TECHNIQUES

21. Sous la direction du directeur des services, ce service voit à faire les enquêtes et recherches qui lui seront demandées pour permettre à la Commission de recueillir les informations utiles et nécessaires à la préparation des ordonnances.

En outre, ce service est chargé de la compilation de toutes les statistiques administratives dont la Commission a besoin pour son rapport annuel et l'étude des conditions économiques. Enfin ce service est chargé des études en organisation et méthodes administratives.

SECTION XII BUREAUX RÉGIONAUX

22. Dans les bureaux régionaux, la Commission peut établir une section de vérification, de réception de plaintes et d'informations. Toutefois, l'enregistrement des plaintes et toutes informations écrites doivent être soumis au secrétariat à Québec ou à Montréal.

SECTION XIII GÉNÉRALITÉS

23. La Commission peut préciser, par résolution, ses procédures administratives quant à l'enregistrement des plaintes, leur classification, la poursuite des réclamations et définir avec plus de précision la procédure à suivre par ses divers services pour que chaque affaire soit traitée avec efficacité et menée à sa conclusion logique.

Aucun formulaire ne peut être utilisé ou mis en circulation sans l'approbation préalable de la Commission.

24. Quant aux autres pouvoirs de la Commission dont le mode d'exercice n'est pas déterminé par ce règlement, elle peut les exercer par résolution soumise à l'approbation du ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.



c. N-1.1, r.6

Règlement sur la tenue d'un système d'enregistrement ou d'un registre

Loi sur les normes du travail

(L.Q., 1979, c. 45, a. 29, par. 3 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1)

1. Un employeur doit tenir un système d'enregistrement ou un registre où sont indiqués pour chacun de ses salariés, ses nom, prénoms, résidence et numéro d'assurance sociale, l'identification de son emploi et la date de son entrée au service de l'employeur ainsi que les renseignements suivants, le cas échéant, pour chaque période de paie :

- a) le nombre d'heures de travail par jour ;
- b) le total des heures de travail par semaine ;
- c) le nombre d'heures supplémentaires ;
- d) le nombre de jours de travail par semaine ;
- e) le taux du salaire ;
- f) la nature et le montant des primes, indemnités, allocations ou commissions versées ;
- g) le montant du salaire brut ;
- h) la nature et le montant des déductions opérées ;
- i) le montant du salaire net versé au salarié ;
- j) la période de travail qui correspond au paiement ;
- k) la date du paiement ;
- l) l'année de référence ;
- m) la durée de ses vacances ;
- n) la date de départ pour son congé annuel payé ; et
- o) la date à laquelle le salarié a bénéficié d'un jour férié, chômé et payé ou d'un autre jour de congé, y compris les congés compensatoires afférents aux jours fériés, chômés et payés.

2. Le système d'enregistrement ou le registre se rapportant à une année doit être conservé durant une période de 3 ans.



c. N-2, r.1

Règlement sur l'administration et la régie interne de la Chambre des notaires du Québec

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2, a. 93)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « Chambre », la Chambre des notaires du Québec.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II BUREAU

§1. Réunions du Bureau

2.01.01. Les réunions du Bureau sont convoquées par le secrétaire au moyen d'un avis transmis à chacun des membres, au moins 15 jours francs à l'avance.

2.01.02. À l'ouverture d'une réunion, le secrétaire fait l'appel des membres et inscrit au procès-verbal le nom de ceux qui sont présents. S'il y a quorum, le Bureau suit l'ordre du jour.

2.01.03. Une demi-heure après l'ouverture ou la reprise d'une réunion, si le président constate l'absence de quorum, il ajourne cette réunion et le secrétaire inscrit au procès-verbal l'heure de l'ajournement.

2.01.04. Seuls les membres du Bureau et, parmi les officiers choisis par ce dernier en vertu de l'article 83 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2), ceux qui y sont invités ou qui ont un rapport à y faire assistent aux réunions. Cependant, le Bureau peut admettre toute autre personne à ses réunions.

2.01.05. Une réunion du Bureau peut être ajournée aux jour, heure et endroit fixés par la majorité des membres présents à cette réunion.

§2. Ordre du jour

2.02.01. À une réunion du Bureau, l'ordre du jour est le suivant :

- a) ouverture de la réunion par le président ;
- b) constatation de la régularité de la convocation ;
- c) vérification du droit de présence et appel des membres ;
- d) nomination aux vacances conformément à l'article 79 de la Loi sur le notariat ;
- e) lecture et adoption du procès-verbal de la réunion précédente ;
- f) allocution du président et rapport du Comité administratif ;
- g) affaires découlant du procès-verbal ;
- h) présentation, étude et approbation des rapports des officiers et des comités ;
- i) modifications aux règlements ;
- j) autres affaires ;
- k) détermination de la date et du lieu de la prochaine réunion.

2.02.02. À la réunion du Bureau qui se tient en mai, l'ordre du jour prévu à l'article 2.02.01 est modifié en insérant entre les points prévus aux paragraphes *f* et *g* un point relatif à la présentation et à l'approbation du bilan de la Chambre, du relevé général des revenus et dépenses et du rapport des vérificateurs.

2.02.03. Lors de la première journée de la première réunion suivant l'élection des membres du Bureau, l'ordre du jour prévu à l'article 2.02.01 est modifié en insérant entre les points prévus aux paragraphes *a* et *b* les sujets suivants : rapport de l'élection des membres du Bureau, appel des membres et nomination aux vacances conformément à l'article 79 de la Loi sur le notariat, allocution du président sortant de charge, élection du président et du vice-président, allocution du président élu, élection des membres du Comité administratif, et nomination du syndic.

2.02.04. Lors de la deuxième journée de la première réunion suivant l'élection des membres du Bureau, l'ordre du jour prévu à l'article 2.02.01 est modifié en insérant entre les points prévus aux paragraphes *a* et *b* les sujets suivants : rapport du Comité administratif sur le choix des membres des différents comités et formation de ces comités, ajournement pour permettre aux membres des comités d'élire leur président, vice-président, secrétaire ou trésorier, et, à la reprise de la réunion, rapport des membres des comités.

2.02.05. Le Bureau peut modifier, intervertir ou changer l'ordre du jour d'une réunion. Toutefois, une réunion extraordinaire ne peut porter que sur les sujets pour lesquels elle a été convoquée.

§3. Débats et vote

2.03.01. Sous réserve du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), de la Loi sur le notariat et du présent règlement, les délibérations du Bureau sont régies par les règles énoncées dans le manuel de Victor Morin, intitulé Procédure des assemblées délibérantes, dernière édition en langue française.

2.03.02. Un membre ne peut prendre la parole qu'une seule fois sur la même question sauf du consentement de la majorité des membres présents ou pour expliquer une partie mal interprétée de ses remarques.

2.03.03. Les débats cessent dès qu'une proposition est mise aux voix par le président ; la proposition est lue et les membres votent à main levée ou, à la demande de 5 membres, au scrutin secret.

SECTION III COMITÉ ADMINISTRATIF

3.01. Les réunions du Comité administratif sont convoquées au moyen d'un avis écrit transmis à chacun des membres, au moins 4 jours francs à l'avance.

3.02. La présence de tous les membres à une réunion ou leur renonciation à l'avis de convocation supplée à l'insuffisance ou à l'absence d'un tel avis.

3.03. Le quorum du Comité administratif est de 4 membres.

3.04. Dans l'intervalle des réunions du Bureau, le Comité administratif en exerce tous les pouvoirs.

SECTION IV ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

4.01. Le Bureau fixe la date, l'heure et l'endroit de l'assemblée générale annuelle des membres.

4.02. Le quorum d'une assemblée générale est de 30 notaires.

4.03. L'ordre du jour d'une assemblée générale annuelle est le suivant :

- a)* rapport du président sur les activités du Bureau et l'état financier de la Chambre ; et
- b)* élection des vérificateurs.

4.04. Seuls les membres présents ont le droit de voter aux assemblées. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Au cas d'égalité des voix, le président a un vote prépondérant.

4.05. Le président peut, avec le consentement des membres présents, ajourner l'assemblée générale sans qu'il soit nécessaire de donner un avis de cet ajournement. À la reprise, seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont considérées.

4.06. Une résolution du Bureau fixant le montant de la cotisation annuelle ou d'une cotisation supplémentaire est approuvée par la majorité des notaires qui sont présents et qui se prononcent à ce sujet lors d'une assemblée générale. Une proposition visant à approuver une telle résolution doit apparaître à l'ordre du jour accompagnant l'avis de convocation de cette assemblée.

SECTION V PROCÉDURE DES COMITÉS

5.01. À sa première réunion, chaque comité choisit parmi ses membres un président, un vice-président et un secrétaire.

5.02. Le vice-président d'un comité exerce lors des réunions les attributions du président si celui-ci est absent.

5.03. À moins qu'il n'y soit autrement prévu, le quorum d'un comité est de la majorité de ses membres.

5.04. Une réunion d'un comité est convoquée soit par le président ou le secrétaire de la Chambre, soit par le président ou le secrétaire de ce comité.

5.05. Les décisions d'un comité sont prises à la majorité des voix ; au cas d'égalité, le président a voix prépondérante.

SECTION VI DISPOSITIONS DIVERSES

6.01. Les membres du Bureau, du Comité administratif et des comités ont droit à une somme forfaitaire pour :

- a) leur présence à une réunion ;
- b) leurs frais de séjour ;
- c) leurs frais de transport.

6.02. La Chambre peut exiger des frais pour une élection de domicile et un avis de changement d'adresse, un certificat d'authenticité de signature, un certificat devant servir devant une cour de justice ou ailleurs et établissant les qualifications et prérogatives du notaire, et un certificat établissant qu'un notaire n'est sous le coup d'aucune peine disciplinaire. Cependant, ces frais ne doivent pas excéder les déboursés réellement encourus par la Chambre pour la confection et la délivrance de ces documents.

6.03. Les sommes et les frais prévus aux articles 6.01 et 6.02 sont déterminés par le Bureau.

6.04. Le président est membre d'office de tous les comités, sauf du comité de discipline, du comité des examens et du comité d'inspection professionnelle.

6.05. Une copie de l'état financier de la Chambre est envoyée à tous les notaires dans les 4 mois qui suivent la clôture de la réunion prévue à l'article 2.02.02.



c. N-2, r.2

Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des notaires

Loi sur le notariat

(L.R.Q., c. N-2)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Chambre » : la Chambre des notaires du Québec ;
- b) « comité » : le comité des assurances de la Chambre ;
- c) « assureur » : quiconque émet un contrat d'assurance ou s'engage à en émettre un, touche des primes en vertu d'un tel contrat et s'engage à payer des prestations d'assurance.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

SECTION II

COMITÉ

2.01. Le Bureau, lors de la première réunion d'un triennat, forme le comité des assurances, composé d'au moins 3 notaires qui se désignent parmi eux un président et un secrétaire.

2.02. Le comité peut s'adjoindre toute personne jugée nécessaire pour l'exécution de son mandat.

2.03. Le comité doit notamment :

- a) vérifier le contrat d'assurance prévu à la section III ;
- b) faire toute étude pertinente concernant tout genre d'assurance collective qui peut lui être demandée par le Bureau ou le Comité administratif ;
- c) établir les mécanismes de mise en vigueur des projets d'assurance collective ;

d) constituer les dossiers, rassembler toutes les données relatives à chaque sinistre, les étudier et faire au Comité administratif les recommandations appropriées quant à leur acceptation ou à leur rejet ;

e) formuler au Bureau les recommandations qu'il juge à propos et lui soumettre un rapport annuel.

SECTION III

ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

3.01. Tout notaire doit adhérer au régime collectif d'assurance contracté par la Chambre, établissant une garantie contre la responsabilité qu'il peut encourir en raison de fautes ou négligences commises dans l'exercice de sa profession.

3.02. Le contrat d'assurance de la Chambre doit prévoir que :

a) le minimum de la garantie est de 100 000 \$ par sinistre ;

b) l'assureur s'engage à payer au lieu et place de l'assuré, dans le cadre des limites de la garantie, tout montant à l'exception d'une franchise de groupe de 47 500 \$ et d'une franchise individuelle de 2 500 \$, que l'assuré peut légalement être tenu de payer à un tiers à titre de dommages-intérêts relativement à une réclamation présentée pendant la période couverte par la garantie et résultant de services professionnels rendus ou qui auraient dû être rendus par l'assuré ou ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions ;

c) la garantie s'étend aux services rendus ou à l'omission de rendre des services, avant l'entrée en vigueur du contrat d'assurance, jusqu'à l'expiration de la période de garantie, et couvre tout notaire qui a déjà été inscrit au tableau de la Chambre ;

d) l'assureur s'engage à prendre fait et cause pour l'assuré et à assumer sa défense dans toute action intentée contre lui devant une juridiction civile ; les frais et dépens des poursuites contre l'assuré, y compris ceux de la défense et les intérêts sur condamnations, sont à la charge de l'assureur en plus des montants prévus au paragraphe a .

3.03. Un certificat d'assurance contenant un résumé de la police doit être remis à chaque notaire et copie de cette police doit lui être fournie.



c. N-2, r.3

Code de déontologie des notaires

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2, a. 93)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

2.01. Le notaire doit appuyer toute mesure susceptible d'améliorer la qualité et la disponibilité des services professionnels dans le domaine où il exerce.

2.02. Le notaire doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce. Sauf pour des motifs valables, il doit aussi, dans le domaine où il exerce, poser les actes qui s'imposent pour que soit assurée cette fonction d'éducation et d'information.

SECTION III DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

§1. Dispositions générales

3.01.01. Avant d'accepter un mandat, le notaire doit tenir compte des limites de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose.

3.01.02. Le notaire doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un autre notaire ou une autre personne compétente.

3.01.03. Le notaire doit s'abstenir d'exercer dans des conditions ou des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

3.01.04. Le notaire doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et son client. À cette fin, il doit notamment :

a) s'abstenir d'exercer sa profession d'une manière impersonnelle ;

b) mener ses entrevues de manière à respecter l'échelle des valeurs et les convictions personnelles de son client.

3.01.05. Le notaire doit agir comme conseiller désintéressé, franc et honnête de ses clients ou des parties.

3.01.06. Le notaire doit s'abstenir d'intervenir dans les affaires personnelles de son client sur des sujets qui ne relèvent pas de la compétence généralement reconnue à la profession.

§2. Intégrité

3.02.01. Le notaire doit s'acquitter de ses devoirs professionnels avec intégrité.

3.02.02. Le notaire doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses propres services ou de ceux généralement assurés par les membres de sa profession.

Si le bien du client l'exige, il doit, sur autorisation de ce dernier, consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente, ou le diriger vers l'une de ces personnes.

3.02.03. Le notaire doit, dès que possible, informer son client de l'ampleur et des modalités du mandat que ce dernier lui a confié et il doit obtenir son accord à ce sujet.

3.02.04. Le notaire doit faire connaître aux parties la nature d'un acte découlant du mandat qui lui est confié et ses conséquences juridiques normalement prévisibles.

Il doit ainsi les informer des implications fiscales actuelles d'un tel acte et, suivant les circonstances, les référer à une personne compétente en cette matière.

3.02.05. Le notaire doit s'assurer des faits essentiels au soutien d'un acte ou d'une convention et informer son client des formalités nécessaires à la validité et à l'efficacité d'un tel acte ou d'une telle convention.

3.02.06. Le notaire ne peut utiliser, pour ses fins personnelles, les valeurs dont il a la garde. Il ne peut notamment :

a) utiliser comme emprunt personnel les deniers qui lui sont confiés pour placement ;

b) placer à son profit, soit en son nom personnel, soit par personne interposée, des fonds reçus en fidéicommis.

3.02.07. Tout emprunt obtenu par un notaire d'un client autre qu'une corporation doit être constaté par acte notarié.

3.02.08. Le notaire doit s'abstenir d'endosser un chèque fait à l'ordre d'un client à moins d'avoir reçu de ce dernier une autorisation à cet effet et à condition que l'endossement soit fait uniquement pour dépôt dans un compte en fidéicommis.

3.02.09. Le notaire doit refuser de prêter ses services professionnels pour des transactions abusives ou frauduleuses.

3.02.10. Le notaire qui entreprend des affaires étrangères à l'exercice de sa profession ou y participe, doit le faire avec prudence de façon à ne pas compromettre sa solvabilité personnelle, son indépendance professionnelle ou ses obligations professionnelles.

§3. Disponibilité et diligence

3.03.01. Le notaire doit faire preuve, en toute affaire qui lui est confiée, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

3.03.02. En plus des avis et des conseils, le notaire doit fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

3.03.03. Le notaire doit rendre compte à son client lorsque celui-ci le requiert.

3.03.04. Le notaire ne peut, sauf pour un motif juste et raisonnable, cesser d'agir pour le compte d'un client. Constituent notamment des motifs justes et raisonnables :

- a) la perte de la confiance du client ;
- b) le fait que le notaire soit en situation de conflit d'intérêts ou dans un contexte tel que son indépendance professionnelle pourrait être mise en doute ;
- c) l'incitation, de la part du client, à l'accomplissement d'actes illégaux, injustes et frauduleux.

3.03.05. Avant de cesser d'exercer ses fonctions pour le compte d'un client, le notaire doit faire parvenir un préavis de délaissement dans un délai raisonnable.

§4. Indépendance et désintéressement

3.04.01. Le notaire doit subordonner son intérêt personnel à celui de son client.

3.04.02. Le notaire doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

3.04.03. Le notaire doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, le notaire :

- a) ne peut se constituer, à quelque titre que ce soit, garant ou caution d'un client ;
- b) doit s'abstenir de faire des avances de fonds à ses clients, sauf sous forme de déboursés ordinaires ;
- c) ne peut conseiller à un client de faire des placements dans une corporation, une entreprise ou des biens dans lesquels il a, directement ou indirectement, un intérêt majoritaire ou un intérêt qui lui permet d'exercer une action significative sur les décisions.

3.04.04. Dès qu'il constate qu'il se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, le notaire doit en aviser son client et lui demander s'il l'autorise à continuer son mandat.

3.04.05. Un notaire doit s'abstenir de partager ses honoraires avec une personne qui n'est pas notaire ou de les lui remettre.

3.04.06. Un notaire ne peut partager ses honoraires avec un confrère que dans la mesure où ce partage correspond à une répartition des services et des responsabilités.

3.04.07. Un notaire doit, à l'exception de la rémunération à laquelle il a droit, s'abstenir de verser ou de recevoir toute ristourne ou commission relative à l'exercice de sa profession.

§5. Secret professionnel

3.05.01. Le notaire est tenu de garder le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession.

3.05.02. Le notaire doit veiller à ce que ses employés ne communiquent à autrui aucun des renseignements confidentiels dont ils ont pu avoir connaissance.

3.05.03. Le notaire ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne.

3.05.04. Le notaire ne peut révéler qu'une personne a fait appel à ses services lorsque telle révélation est susceptible de causer un préjudice à cette personne.

3.05.05. Le notaire doit éviter les conversations indiscrètes au sujet d'un client et des services qui lui sont rendus.

3.05.06. Le notaire ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un client ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

§6. Accessibilité des dossiers

3.06.01. Le notaire doit respecter le droit de son client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué à son sujet et, sous réserve de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2) et d'autres dispositions législatives incompatibles, d'obtenir une copie ou une photocopie de ces documents.

3.06.02. Le notaire ne peut garder indûment un dossier ou un document appartenant à un client.

§7. Fixation et paiement des honoraires

3.07.01. Le notaire doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires.

3.07.02. Le notaire doit éviter de fixer le montant de ses honoraires sans connaître tous les éléments nécessaires lui permettant de les établir. Il doit néanmoins voir à ce que son client soit averti du coût approximatif et prévisible de ses services.

3.07.03. Le notaire doit s'abstenir d'exiger d'avance le paiement de ses honoraires ; il peut cependant exiger des avances.

3.07.04. Le notaire ne peut percevoir d'intérêts sur les comptes en souffrance à moins d'une convention au contraire ou d'une mise en demeure.

3.07.05. Avant de recourir à des procédures judiciaires, le notaire doit épuiser les autres moyens dont il dispose pour obtenir le paiement de ses honoraires.

3.07.06. Lorsqu'un notaire confie à une autre personne la perception de ses honoraires, il doit, dans la mesure du possible, s'assurer que celle-ci procède avec tact et mesure.

3.07.07. Le notaire ne peut, sans l'autorisation de son client, se payer à même les fonds de celui-ci, à quelque titre qu'il les détienne.

SECTION IV DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

§1. Charges et fonctions incompatibles

4.01.01. Sont incompatibles avec l'exercice de la profession de notaire :

- a) l'exercice d'une autre profession régie par le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;
- b) les fonctions de ministre d'un culte ou d'une religion ;
- c) les fonctions de curateur public, d'huissier, de protonotaire, de protonotaire adjoint, de régistrateur et de régistrateur adjoint ;
- d) l'exploitation par un notaire de tout commerce ou industrie, à son profit, directement ou indirectement, par personne interposée ou par le truchement d'une corporation, si ce notaire en fait une occupation principale ;
- e) l'exercice de la fonction de courtier d'assurance en société ou en compagnie ;
- f) l'exercice de la fonction de courtier ou agent immobilier détenant un permis ou un certificat d'inscription en vertu de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., c. C-73).

§2. Actes dérogatoires à la dignité professionnelle

4.02.01. En outre de ceux mentionnés aux articles 57 et 58 du Code des professions, sont dérogatoires à la dignité de la profession, les actes suivants :

- a) le fait d'inciter quelqu'un de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels ;
- b) le détournement ou l'emploi pour des fins autres que celles indiquées par le client de deniers ou valeurs confiés au notaire dans l'exercice de sa profession ;
- c) le fait de conférer l'authenticité à des actes illégaux ou frauduleux ;

d) le fait, dans l'exercice de sa profession, de commettre ou de participer, de quelque manière que ce soit, à la commission d'un acte illégal ;

e) le pacte ou la convention avec toute personne autre qu'un notaire en exercice ayant pour objet le partage ou la remise d'honoraires ;

f) l'usage habituel de narcotiques et l'ivrognerie d'habitude ;

g) le refus par le notaire de se soumettre à la conciliation et à l'arbitrage ainsi qu'à la décision des arbitres conformément au Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des notaires (c. N-2, r.10) ;

h) le fait de poursuivre en justice un confrère relativement à un sujet relié à l'exercice de la profession sans avoir au préalable référé le différend au président pour médiation.

4.02.02. Le notaire ne doit, pour aucune considération, prêter ses services ou sa collaboration à un notaire radié en lui permettant d'employer son nom pour faire une procédure ou un acte notarié ou pour exercer la profession. Il ne peut embaucher ou garder à son emploi un notaire radié ni tolérer, sans raison valable, sa présence dans son étude.

§3. Relation avec la Chambre et les confrères

4.03.01. Le notaire à qui la Chambre demande de participer à un comité d'arbitrage de comptes ou à un comité de discipline doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels.

4.03.02. Le notaire doit répondre, dans les plus brefs délais, à toute correspondance provenant des officiers de la Chambre ou de toute personne nommée pour les assister.

4.03.03. Le notaire doit, sur demande d'un confrère dûment autorisé par un client, remettre à ce confrère les dossiers et documents appartenant à ce client.

4.03.04. Le notaire ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux.

4.03.05. Le notaire qui demande à un confrère de recevoir un acte qu'il a lui-même préparé doit le dégager, par écrit, de toute responsabilité quant au contenu de cet acte.

4.03.06. Le notaire consulté par un confrère doit fournir à ce dernier son opinion et ses recommandations dans le plus bref délai possible.

4.03.07. Le notaire appelé à collaborer avec un confrère doit préserver son indépendance professionnelle. Si on lui confie une tâche contraire à sa conscience ou à ses principes, il peut demander d'en être dispensé.

§4. Contribution à l'avancement de la profession

4.04.01. Le notaire doit, dans la mesure de ses possibilités, voir à assurer la mise à jour continue de ses connaissances. Il doit se tenir sans cesse au courant de l'évolution du droit dans les différents domaines de son activité, notamment en suivant les cours d'éducation continue, de perfectionnement et de recyclage recommandés par la Chambre.

4.04.02. Le notaire doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession en échangeant ses connaissances et son expérience avec ses confrères ou les étudiants, en collaborant à tout programme de formation professionnelle, ainsi qu'aux travaux des universités et des associations à caractère juridique et en contribuant aux publications scientifiques et professionnelles.



c. N-2, r.4

Règlement sur le comité de la formation en notariat

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 184)

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

1.01. Dans le présent règlement, on entend par « représentant institutionnel », la personne nommée par une université afin de coordonner pour cette université la mise en place et le fonctionnement des comités établis par le gouvernement en vertu du paragraphe b du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

SECTION II CRÉATION DU COMITÉ

2.01. Il est établi un comité de la formation en notariat composé de la façon suivante :

- a) 5 représentants de la Chambre des notaires du Québec ;
- b) 1 représentant de la Faculté de droit de l'Université Laval désigné par le représentant institutionnel de cette université ;
- c) 1 représentant de la Faculté de droit de l'Université McGill désigné par le représentant institutionnel de cette université ;
- d) 1 représentant de la Faculté de droit de l'Université de Montréal désigné par le représentant institutionnel de cette université ;
- e) 1 représentant de la section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa ;
- f) 1 représentant de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke désigné par le représentant institutionnel de cette université ;
- g) 2 représentants des étudiants de premier cycle en droit ;
- h) 1 représentant des étudiants du cours de formation professionnelle en droit notarial ;
- i) 1 représentant du Barreau du Québec.

SECTION III MANDAT DU COMITÉ

3.01. Le mandat du comité est de soumettre aux organismes ou groupements représentés au sein du comité ainsi qu'à l'Office des professions du Québec, à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au Comité conjoint des programmes du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités et au représentant institutionnel de chaque université mentionnée à l'article 2.01, des recommandations au sujet des questions suivantes :

- a) le tronc commun du programme d'études requis des étudiants pour être admis au cours de formation professionnelle ;
- b) les autres conditions d'admission requises des étudiants pour le cours de formation professionnelle ;
- c) le programme de la formation professionnelle ;
- d) les mécanismes d'évaluation de la formation professionnelle ;
- e) la formation continue.

SECTION IV PROCÉDURE DU COMITÉ

4.01. Chacun des membres du comité dispose d'un droit de vote sauf le membre désigné par le Barreau du Québec qui y siège à titre consultatif.

4.02. Les membres du comité désignent parmi eux un président.

4.03. Le secrétariat du comité est assuré par la Chambre des notaires du Québec.

4.04. Le président propose l'ordre du jour, fixe la date, l'heure et le lieu des réunions du comité, convoque ces réunions et les préside.

4.05. Le quorum du comité est de 8 membres.

4.06. Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du comité et en expédie une copie aux organismes, groupements et personnes mentionnés à l'article 3.01.

4.07. Les recommandations du comité sont adoptées à la majorité des membres présents.

4.08. Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du comité.

4.09. Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupements représentés au sein du comité sont retournées à ce dernier pour réexamen.

4.10. Le comité doit tenir au moins une réunion par année.



c. N-2, r.5

Règlement sur la comptabilité en fidéicomis des notaires

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2, a. 93 et 136)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « *Chambre* » : la Chambre des notaires du Québec ;
- b) « *notaire* » : un notaire ou une société de notaires ;
- c) « *compte général* » ou « *compte général en fidéicomis* » : tout compte ouvert par un notaire dans une institution régie soit par la Loi sur les banques (S.C., 1980-81, c. 40), avec ses modifications présentes et futures, soit par la Loi sur les banques d'épargne de Québec (S.R.C., 1970, c. B-4), avec ses modifications présentes et futures ou soit par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4), avec ses modifications présentes et futures dans lequel ce notaire dépose les sommes qui lui sont confiées en fidéicomis et dont il est le seul à pouvoir effectuer un retrait ;
- d) « *compte spécial* » ou « *compte spécial en fidéicomis* » : tout compte ouvert ou tout placement fait par un notaire à la demande d'un client, pour et au nom de celui-ci, dans une institution désignée par ce client dont les dépôts sont garantis en vertu d'une loi fédérale ou provinciale d'assurance-dépôt et dont le fidéicomis est déclaré ;
- e) « *fonds d'études notariales* » : le fonds créé par la Chambre pour promouvoir la réforme du droit, la recherche juridique, l'éducation et l'information légales ainsi que l'établissement et le maintien de services de bibliothèque de droit ;
- f) « *comptable agréé* » : un membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique pour la tenue de la comptabilité en fidéicomis.

SECTION II COMPTABILITÉ EN FIDÉICOMMIS

§1. Dispositions générales

2.01.01. Le notaire doit consigner et comptabiliser tous les fonds, toutes les valeurs et tous les autres biens qui lui sont confiés en fidéicomis.

2.01.02. Les fonds, valeurs et autres biens confiés au notaire en fidéicomis incluent les deniers, les effets négociables payables au notaire ou au notaire en fidéicomis, endossés à son ordre ou à son ordre en fidéicomis ou au porteur, de même que tous les effets et valeurs au porteur ou enregistrés au nom du notaire ou au nom du notaire en fidéicomis et confiés comme tels au notaire.

2.01.03. La comptabilité dans laquelle sont consignés et comptabilisés les fonds, valeurs et autres biens décrits aux articles 2.01.01 et 2.01.02 est une comptabilité en partie simple ou en partie double dont les éléments sont, outre le livre de caisse et le grand-livre général, les livrets de reçus réglementaires, les livrets ou relevés de compte des institutions dépositaires, les chèques, registres et autres pièces justificatives ou de contrôle conformes aux règles et principes comptables généralement reconnus.

2.01.04. Le notaire est soumis au secret professionnel relativement aux livres et pièces comptables décrits à l'article 2.01.03 ; ces livres et pièces comptables sont néanmoins sujets à l'inspection professionnelle et doivent être conservés durant au moins 10 ans.

§2. Reçu officiel

2.02.01. Sur réception des fonds, valeurs et autres biens qui lui sont confiés en fidéicomis, le notaire doit remettre au déposant un reçu officiel rédigé suivant la formule prévue à l'annexe 1 et indiquant la date du dépôt, les nom et adresse du déposant, la description de l'objet déposé, sa destination et le nom du notaire dépositaire.

2.02.02. Le reçu officiel mentionné à l'article 2.02.01 doit porter la mention qu'il s'agit d'un dépôt de fonds, valeurs ou autres biens reçus en fidéicomis, soumis aux dis-

positions de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2) et des règlements de la Chambre.

2.02.03. Les reçus officiels doivent être reliés ou brochés en livrets et pré-numérotés ; le notaire en conserve le duplicata.

2.02.04. Le notaire doit afficher, dans un endroit bien en vue de son étude, une copie de la présente sous-section ; cette copie lui est fournie par la Chambre.

§3. Compte général en fidéicommis

2.03.01. Le notaire dépose les fonds qu'il reçoit en fidéicommis dans un compte général en fidéicommis.

2.03.02. Le compte général en fidéicommis du notaire ne lui appartient pas et les chèques et autres ordres de paiement tirés sur celui-ci doivent porter la mention : *compte en fidéicommis conforme aux règlements de la Chambre des notaires du Québec.*

2.03.03. À l'ouverture d'un compte général en fidéicommis, le notaire transmet, à l'institution où ce compte est ouvert et au secrétaire de la Chambre, en utilisant la formule prévue à l'annexe 2 :

a) une déclaration sous son serment d'office, du fidéicommis ou trust ;

b) une autorisation irrévocable donnant le droit au Comité administratif ou aux officiers de la Chambre :

i. de requérir et d'obtenir en tout temps de l'institution dépositaire du compte de dépôt en fidéicommis tous les renseignements et toutes les explications jugés nécessaires ou utiles pour les fins de vérification de la comptabilité en fidéicommis ;

ii. de bloquer les fonds en dépôt ;

c) une renonciation irrévocable en faveur du fonds d'études notariales à l'intérêt ou autre revenu de tel compte et l'autorisation pour cette institution de transférer directement au fonds d'études notariales l'intérêt et autre revenu de tel compte, déduction faite des frais d'administration, le cas échéant.

2.03.04. Quand le notaire a le droit de prélever des honoraires sur les deniers qui lui ont été confiés en fidéicommis, il doit effectuer ce prélèvement dès que l'opération qui a donné lieu au dépôt est terminée.

2.03.05. Lors de la fermeture d'un compte général en fidéicommis, le notaire doit en aviser sans délai le secrétaire de la Chambre suivant la formule prévue à l'annexe 3.

§4. Compte spécial en fidéicommis

2.04.01. Lorsque l'intérêt de son client le requiert ou lorsque ce dernier exige expressément que lui soient remis les revenus des fonds qu'il confie au notaire en fidéicommis, le notaire dépose ces fonds dans un compte spécial en fidéicommis distinct de son compte général et y fait indiquer le nom du client pour lequel ce compte est ainsi ouvert.

2.04.02. L'entente relative à ce dépôt et aux revenus en provenant doit être faite par écrit conformément à la formule prévue à l'annexe 4.

2.04.03. Le Comité administratif ou les officiers de la Chambre, peuvent :

a) requérir et obtenir en tout temps de l'institution dépositaire du compte spécial en fidéicommis tous les renseignements ou toutes les explications jugés nécessaires ou utiles pour les fins de vérification de la comptabilité en fidéicommis ;

b) bloquer les fonds en dépôt.

2.04.04. Le notaire doit transmettre sans délai une copie de la formule prévue à l'article 2.04.02 au déposant, à l'institution qui reçoit le dépôt et au secrétaire de la Chambre.

2.04.05. Tout chèque et tout ordre de paiement tirés sur un compte spécial en fidéicommis doivent porter la mention : *compte en fidéicommis conforme aux règlements de la Chambre des notaires du Québec.*

§5. Tenue de la comptabilité en fidéicommis

2.05.01. La comptabilité en fidéicommis doit être tenue à jour.

2.05.02. Le notaire tient à la disposition de chaque client qui lui a confié des fonds, valeurs ou autres biens en fidéicommis, un compte constant démontrant, au jour le jour, toutes les écritures effectuées dans ce compte ainsi que toutes les pièces justificatives de celles-ci.

2.05.03. Au dernier jour de chaque mois, le notaire doit :

a) concilier son livre de caisse et son grand-livre général avec ses livrets de reçus et ses livrets ou relevés de l'institution dépositaire ;

b) dresser la liste des sommes dues aux déposants en indiquant pour chacun le nom du déposant ou le numéro de son compte ainsi que le solde.

2.05.04. Le notaire ne peut déposer ou laisser ses fonds personnels dans un compte général ou spécial en fidéicommis.

§6. Vérification de la comptabilité en fidéicommis

2.06.01. Chaque année, avant le 30 avril, le notaire fait vérifier sa comptabilité en fidéicommis pour l'année se terminant le 31 décembre précédent.

2.06.02. Pour la vérification de sa comptabilité en fidéicommis, le notaire nomme un comptable agréé.

2.06.03. Le notaire avise sans délai le secrétaire de la Chambre, suivant la formule prévue à l'annexe 5, des nom, prénom et adresse du comptable agréé ainsi nommé de même que des nom, prénom et adresse de son remplaçant, le cas échéant.

2.06.04. La nomination par le notaire de son comptable agréé est valable jusqu'à révocation.

2.06.05. À défaut par le notaire de se conformer à l'une ou l'autre des obligations imposées par les articles 2.06.01, 2.06.02 et 2.06.03, le Comité administratif nomme, d'office, le comptable agréé de son choix et le charge de vérifier, aux frais du notaire, la comptabilité en fidéicommis de celui-ci.

2.06.06. Le comptable agréé ne peut être le conjoint, ni un parent ou un allié du notaire en ligne directe ou au degré de frère, oncle ou neveu.

2.06.07. Le comptable agréé fait la revue générale des procédés comptables utilisés par le notaire au cours de l'année pour la tenue de sa comptabilité en fidéicommis par les sondages qu'il juge nécessaires dans les circonstances. À cette fin :

a) il examine et vérifie les recettes et déboursés ayant affecté le livre de caisse, le grand-livre général, les livrets ou relevés de l'institution dépositaire avec les pièces justificatives incluant les dossiers et les originaux pertinents ;

b) il vérifie la conciliation des comptes généraux et spéciaux en fidéicommis dans les institutions dépositaires avec les livres du notaire ;

c) il vérifie l'inventaire des fonds, valeurs et autres biens confiés au notaire par les dépositaires au 31 décembre.

2.06.08. Vérification faite, le comptable agréé rédige un rapport suivant la formule prévue à l'annexe 6, en y apportant les réserves qu'il juge appropriées.

§7. Rapport annuel

2.07.01. Chaque année, avant le 30 avril, le notaire transmet au secrétaire de la Chambre, suivant la formule prévue à l'annexe 7, une déclaration, sous son serment d'office attestant que tous les fonds, valeurs et autres biens qui lui ont été confiés en fidéicommis au cours de l'année ont été déposés, comptabilisés et utilisés conformément à la Loi sur le notariat et aux règlements de la Chambre.

2.07.02. La déclaration prévue à l'article 2.07.01 indique :

a) le total des recettes et déboursés effectués au cours de chaque mois ;

b) la conciliation de tous ses comptes en fidéicommis au 31 décembre ;

c) la liste (numéro et montant) des chèques en circulation et des sommes dues aux clients, également au 31 décembre.

Une seule déclaration est suffisante pour les notaires qui ont en commun un compte en fidéicommis, pourvu qu'elle indique le nom de tous les notaires et qu'elle soit signée par chacun d'eux.

2.07.03. Le rapport du comptable agréé prévu à l'article 2.06.08 est transmis avec la déclaration prévue aux articles 2.07.01 et 2.07.02.

2.07.04. Le notaire qui n'a reçu aucun dépôt en fidéicommis transmet au secrétaire de la Chambre, avant le 30 avril, sur la formule mentionnée à l'article 2.07.01, une déclaration, sous son serment d'office, qu'au cours de l'année il n'a reçu en fidéicommis aucun fonds, valeur ou autre bien.

ANNEXE I

(a. 2.02.01)

REÇU OFFICIEL

No le 19...

reçu de

adresse

la somme de \$

par chèque ☐ argent ☐

les valeurs suivantes :

.....

cette somme ou ces valeurs sont reçues par le soussigné pour les fins suivantes :

.....

 et le soussigné en disposera à ces fins et conformément à la
 Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2) et aux règlements de la
 Chambre des notaires du Québec.

Me

 (en fidéicommiss)

ANNEXE 2

(a. 2.03.03)

DÉCLARATION, RENONCIATION ET AUTORISATION RELATIVES AUX COMPTES GÉNÉRAUX EN FIDÉICOMMIS

1. À :
 Je (nous) soussigné(e,s),
 notaire(s) à :
 déclare(ons) sous mon(notre) serment d'office, ce qui suit :

2. 1) Le(s) compte(s) général (aux) numéro(s) :
 est (sont) ouvert(s) à votre institution au nom de :

2) Le(s) compte(s) ci-dessus mentionné(s) est (sont)
 constitué(s) de dépôts de fonds qui me(nous) sont confiés
 en fidéicommiss dans l'exercice de ma(notre) profession.

3) Renonce(ons) de façon irrévocable aux intérêts ou
 autres revenus provenant de tel(s) compte(s) général(aux).

4) Donne(ons) autorisation à votre institution de
 transférer directement au FOND D'ÉTUDES NOTA-
 RIALES les intérêts ou autres revenus de ce(s) compte(s)
 général(aux) et d'en prélever, s'il y a lieu, à la source, les
 frais d'administration prévus d'après l'entente intervenue
 avec le Comité administratif de la Chambre des notaires
 du Québec.

5) Accorde(ons) une autorisation irrévocable oc-
 troyant le droit au Comité administratif de la Chambre
 des notaires du Québec ou à ses officiers :

a) de requérir et d'obtenir en tout temps de votre ins-
 titution tous les renseignements et toutes les explications
 jugés nécessaires ou utiles pour les fins de vérification de la
 comptabilité en fidéicommiss ;

b) de bloquer les fonds en dépôt.

Signé à Québec,
 ce jour du mois d' mil neuf cent...

1) Nom et adresse de l'institution bancaire.

2) Si vous avez plusieurs comptes à la même institu-
 tion, indiquer les détails pour chacun d'eux.

P.S. Une seule déclaration est suffisante pour tous les no-
 taires qui détiennent en commun un ou des comptes
 en fidéicommiss, pourvu que soit indiqué le nom de
 tous les notaires qui le détiennent et que chacun
 d'eux signe la présente.

Un exemplaire dûment complété et signé de la présente
 doit être adressé au secrétaire de la Chambre des notaires
 du Québec et également à votre institution bancaire, en au-
 tant d'exemplaires qu'il y a de signataires.

ANNEXE 3

(a. 2.03.05)

AVIS DE LA FERMETURE D'UN COMPTE GÉNÉRAL EN FIDÉICOMMIS

Le secrétaire de la Chambre des notaires du Québec
 Service de la comptabilité
 Montréal, Qué.

Au secrétaire,

Prenez avis que conformément à l'article 2.03.05 du Rè-
 glement sur la comptabilité en fidéicommiss des notaires
 (R.R.Q., c. N-2, r.5) qui se lit comme suit, savoir :

« Lors de la fermeture d'un compte général en fidéicom-
 miss, le notaire doit en aviser sans délai le secrétaire de la
 Chambre suivant la formule prévue à l'annexe 3. »

J'ai fermé le compte général en fidéicommiss portant le
 numéro que j'avais ouvert le
 jour d 19...
 à
 nom de l'institution dépositaire

Et j'ai signé à ce
 jour d 19...

.....

ANNEXE 4

(a. 2.04.02)

1) DÉCLARATION, AUTORISATION ET EN-
 TENTE RELATIVES À UN COMPTE SPÉCIAL EN
 FIDÉICOMMIS

2) À

Je(nous) soussigné(e, s)
 notaire(s) à
 déclare(ons) sous mon (notre) serment d'office :

3) I. Toutes sommes au compte spécial numéro
 ou certificat(s) de dépôt à mon (notre) nom
 en fidéicommiss appartiennent à :

.....
 nom et adresse du déposant

II. Il est entendu que les intérêts et autres revenus
 provenant de ce compte seront la propriété du déposant ci-
 dessus désigné.

III. Ce compte est sujet au Règlement sur la comptabi-
 lité en fidéicommiss des notaires (R.R.Q., c. N-2, r.5).

IV. Le déposant et le notaire soussignés accordent une
 autorisation irrévocable octroyant le droit au Comité ad-
 ministratif de la Chambre des notaires du Québec ou à ses
 officiers :

a) de requérir et d'obtenir en tout temps de votre ins-
 titution tous les renseignements et toutes les explications
 jugés nécessaires ou utiles pour les fins de vérification de la
 comptabilité en fidéicommiss ;

b) de bloquer les fonds en dépôt.

Signé à Québec

ce jour du mois de
 mil neuf cent.

4)
 signature du déposant

5)
 signature du/des notaire(s)

.....

Instructions

1) Cette entente doit être signée en 4 exemplaires :
 pour l'institution dépositaire, le déposant, le secrétaire de
 la Chambre, le notaire.

2) Nom et adresse de l'institution dépositaire.

3) Un compte spécial distinct doit être ouvert ou un
 certificat de dépôt doit être émis pour chaque déposant qui
 en fait la demande.

4) Comme il s'agit d'une entente, la signature du dé-
 posant est nécessaire.

5) Le(s) notaire(s) au nom de qui ce compte spécial en
 fidéicommiss est ouvert doit(vent) signer cette entente.

ANNEXE 5

(a. 2.06.03)

NOMINATION DU COMPTABLE AGRÉÉ

Le secrétaire de la Chambre des notaires du Québec
 Service de la comptabilité
 Montréal, Qué.

Au secrétaire,

Conformément à l'article 2.06.02 du Règlement sur la
 comptabilité en fidéicommiss des notaires (R.R.Q., c. N-2,
 r.5), à savoir :

« Pour la vérification de sa comptabilité en fidéicommiss,
 le notaire nomme un comptable agréé. »

Je vous avise que j'ai nommé

.....
 nom du comptable agréé

.....
 adresse

Et j'ai signé ce jour de 19...

ANNEXE 6

(a. 2.06.08)

RAPPORT DU COMPTABLE AGRÉÉ

J'ai fait un examen de la comptabilité des fonds en fidéi-
 commis de Me notaire, pour l'exercice ter-
 miné le 31 décembre 19... J'ai obtenu toutes les explica-
 tions et tous les renseignements que j'ai demandés. Mon
 examen a été effectué conformément à l'article 2.06.07 du
 Règlement sur la comptabilité en fidéicommiss des notaires
 (R.R.Q., c. N-2, r.5). J'ai pris connaissance de la déclara-
 tion du notaire, signée sous son serment d'office, selon la-
 quelle il affirme s'être conformé à l'article 2.07.01 du règle-
 ment.

Conformément au règlement, mon examen s'est limité à
 la seule comptabilité des fonds en fidéicommiss. Je ne suis
 donc pas en mesure de savoir si tous les biens reçus en fi-
 déicommiss y figurent et je ne puis exprimer d'opinion à ce
 sujet.

À mon avis, sous réserve de la limitation exprimée ci-dessus quant à l'étendue de mon examen, suivant les explications et les renseignements qui m'ont été donnés et d'après ce qu'indiquent ses livres de comptabilité en fidéicommis, Me notaire, s'est conformé au Règlement sur la comptabilité en fidéicommis des notaires.

..... 19.....
 lieu date

(Signé) comptable agréé

ANNEXE 7

(a. 2.07.01)

RAPPORT — COMPTABILITÉ EN FIDÉICOMMIS

Année

Banque, compte no

Mtre

Adresse

Ville

État d'opération et de conciliation du compte de fidéicommiss (in trust) fait conformément au Règlement sur la comptabilité en fidéicommiss des notaires (R.R.Q., c. N-2, r.5):

	Recettes	Déboursés
Solde en caisse le 1 ^{er} janvier		
Janvier		
Février		
Mars		
Avril		
Mai		
Juin		
Juillet		
Août		
Septembre		
Octobre		

Novembre

Décembre

TOTAL

Solde en caisse le 31 décembre

TOTAL

Conciliation

Solde à l'état de banque le 31 décembre ..

Dépôts en circulation le 31 décembre

Chèques en circulation le 31 décembre ...

Solde en caisse le 31 décembre

TOTAL

Certificat

Je certifie, sous mon serment d'office que :

1. Toutes les sommes d'argent et toutes les valeurs qui m'ont été confiées en ma qualité de notaire, ont été déposées, comptabilisées et utilisées conformément à la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2) et aux règlements de la Chambre des notaires du Québec.

2. L'état ci-dessus représente complètement et exactement l'état des opérations et conciliations de mon compte en fiducie ouvert et tenu conformément au Règlement sur la comptabilité en fidéicomis des notaires (R.R.Q., c. N-2, r.5).

3. Le ou les comptes de dépôt ci-dessus est ou sont le ou les seuls comptes de fiducie ou « in trust » ouvert en mon nom, ou sous ma responsabilité.

Certifié le

Notaire

Pour le notaire qui n'a pas reçu des dépôts durant l'année

Certificat

Je certifie, sous mon serment d'office, que durant l'année je n'ai reçu aucun dépôt en fidéicomis (in trust) susceptible, selon le Règlement sur la comptabilité en fidéicomis des notaires, d'être déposé dans mon compte en fidéicomis (in trust) ; que ce compte, au début de l'année et à la fin de l'année ne démontrait aucun solde et que durant l'année il n'y a été fait aucune opération.

Je certifie de plus, n'avoir ouvert ni détenu durant l'année aucun compte en fiducie ou « in trust », ou qu'aucun autre compte n'a été ouvert ni détenu sous ma responsabilité.

Certifié le

Notaire

A.C. 2476-78, (1978) 110 G.O.II, 5481



c. N-2, r.6

Règlement sur les conditions d'admission à la profession de notaire

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2, a. 93)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Chambre » : la Chambre des notaires du Québec ;
- b) « comité » : le comité des examens ;
- c) « président » : le président du comité qui doit être un membre du Bureau.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II FORMALITÉS DE L'INSCRIPTION AU NOTARIAT

2.01. Un candidat à l'exercice de la profession qui désire s'inscrire au notariat doit en donner avis au secrétaire de la Chambre suivant la formule prévue à l'annexe 1, accompagnée de ce qui suit :

- a) une copie authentifiée de son acte de naissance ou, à défaut, une autre preuve de la date et du lieu de naissance ;
- b) une photographie récente d'au moins 10 centimètres sur 15 centimètres, certifiée sous sa signature comme étant la sienne et attestée par une personne autorisée à recevoir le serment ;
- c) la preuve qu'il a été admis à l'étude du droit dans un établissement d'enseignement délivrant un diplôme en droit reconnu conformément au paragraphe a du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ; et
- d) les honoraires requis, conformément à la section IV, pour l'émission du certificat d'inscription au notariat.

2.02. Le certificat d'inscription au notariat prescrit à l'article 109 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2) est rédigé selon la formule prévue à l'annexe 2.

SECTION III EXAMEN

§1. Modalités et formalités de l'examen

3.01.01. Le Comité administratif détermine la date et le lieu des 2 sessions annuelles d'examen.

3.01.02. Le secrétaire de la Chambre donne avis au secrétaire de chacun des établissements d'enseignement qui assure la formation professionnelle, de la date et du lieu de chaque session d'examen, 45 jours avant la date déterminée pour celle-ci.

3.01.03. Le candidat à l'examen doit, au moins 30 jours avant la date de l'examen, donner avis de son intention de s'y présenter en complétant et en transmettant au secrétaire de la Chambre la formule prévue à l'annexe 3, accompagnée de ce qui suit :

- a) le diplôme qu'il a obtenu et qui donne ouverture au permis ou un certificat à l'effet qu'il l'a obtenu ;
- b) son diplôme ou un certificat de formation professionnelle avec la mention, en pourcentage, de la note obtenue ; et
- c) les frais requis pour l'étude du dossier et pour l'examen, de même que, le cas échéant, les frais requis pour faire valider toute irrégularité relative à son inscription au notariat.

3.01.04. Chaque session d'examen comporte 2 séances de 5 heures chacune qui ne peuvent avoir lieu le même jour. Chacune de ces séances fait l'objet d'une attribution de 50 points.

3.01.05. Le programme de chaque session d'examen porte sur la rédaction d'actes, d'autres documents propres à la pratique notariale, d'opinions et de consultations ; les questions sur le droit civil, le droit commercial, y compris le droit des assurances, le droit des corporations publiques ou privées, la Loi sur les lettres de change (S.R.C., 1970, c. B-5) et la Loi sur la faillite (S.R.C., 1970, c. B-3) ; la Loi sur le notariat et les règlements de la Chambre ; la tenue de bureau, la comptabilité notariale ; la législation financière, la gestion de portefeuilles, la législation fiscale et la procédure pratique des affaires.

§2. Tenue de l'examen

3.02.01. En outre des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur le notariat, le comité des examens de la Chambre prépare les questions d'examen, exerce une surveillance générale de l'examen et en assure la correction.

3.02.02. Les membres du comité des examens et les officiers de la Chambre qui participent aux travaux de ce comité doivent, avant d'agir, prêter le serment ou faire l'affirmation de discrétion prévue à l'annexe II du Code des professions.

3.02.03. Un membre du comité est inhabile à siéger si l'un des candidats est son conjoint ou son parent ou allié en ligne directe ou en ligne collatérale jusqu'au degré de cousin germain inclusivement.

3.02.04. Le comité rédige à huis clos les questions d'examen qui doivent rallier l'approbation de la majorité de ses membres. Le président est dépositaire des questionnaires d'examen jusqu'à l'ouverture de la séance d'examen.

3.02.05. Le texte du règlement des examens est remis aux candidats au début de la première séance d'examen.

3.02.06. Un candidat peut se voir refuser l'accès à la salle d'examen après que les questions ont été remises aux candidats.

3.02.07. Avant la remise de son manuscrit, aucun candidat ne peut quitter la salle sans la permission d'un surveillant et à la condition d'être accompagné par ce dernier.

3.02.08. Les candidats ne doivent ni communiquer entre eux ou avec l'extérieur, ni s'entraider.

3.02.09. Les candidats ne doivent utiliser que le papier fourni par la Chambre ainsi que de l'encre bleue ou noire.

3.02.10. Les surveillants doivent exclure de la salle d'examen tout candidat trouvé en possession de notes, codes ou autres documents non autorisés par le comité.

3.02.11. Le comité décide de façon définitive de toute question qui relève de la surveillance de l'examen y compris l'exclusion d'un candidat et l'annulation de son examen.

3.02.12. Durant l'examen, la surveillance est confiée à des sous-comités d'au moins 3 membres nommés par le président du comité des examens.

3.02.13. Après chaque séance d'examen, le candidat insère dans une grande enveloppe son manuscrit et une petite enveloppe contenant une carte sur laquelle il a inscrit ses nom, prénoms et adresse. Ces enveloppes sont scellées et ne doivent porter aucune marque d'identification. La grande enveloppe est remise à un surveillant qui y appose ses initiales.

3.02.14. Les surveillants remettent les enveloppes au président qui en a la garde jusqu'à la correction des manuscrits.

§3. Correction et résultat de l'examen

3.03.01. Lorsque le comité est prêt à corriger les manuscrits, le secrétaire de la Chambre ouvre chaque grande enveloppe et le président du comité appose sur le manuscrit et la petite enveloppe qu'elle contient, un numéro d'ordre et ses initiales. La petite est alors confiée au secrétaire de la Chambre. L'identité des candidats ne doit pas être révélée tant que le comité n'a pas, le cas échéant, révisé les manuscrits.

3.03.02. Le comité effectue la correction en répartissant les manuscrits et les questions d'examen entre des sous-comités d'au moins 2 membres.

3.03.03. Pendant la correction, le président a la garde et la responsabilité des manuscrits qui ne peuvent être examinés que par les membres du comité ou des sous-comités réunis en séance.

3.03.04. La correction terminée, le comité additionne les points attribués à chaque manuscrit.

Le président et le secrétaire de la Chambre ouvrent alors les petites enveloppes et compilent les points obtenus par chaque candidat ; ces points s'additionnent à la note inscrite au diplôme de formation professionnelle, cette dernière note comptant pour la moitié des points requis pour l'admission à l'exercice, l'autre moitié étant réservée au résultats de l'examen.

3.03.05. Le comité doit réviser le manuscrit d'un candidat qui n'a pas obtenu le minimum de points requis pour l'admission à l'exercice, tel que prévu à l'article 3.03.08, mais qui a conservé au moins 57% des points à l'examen prévu au présent règlement.

3.03.06. Le résultat de l'examen est définitif.

3.03.07. Le comité fait rapport de l'examen au président de la Chambre qui en publie le résultat.

3.03.08. Sous réserve de la Loi sur le notariat, pour être admis à l'exercice, un candidat doit obtenir 60% des points sur l'ensemble des résultats de l'examen prévu au présent règlement et de la note inscrite au diplôme de formation professionnelle.

3.03.09. Sur paiement des frais prévus au tarif établi ci-après, le candidat admis à l'exercice reçoit un permis, selon la formule apparaissant à l'annexe 4, pourvu que soient également remplies les conditions posées par l'article 113 de la Loi sur le notariat.

SECTION IV FRAIS

4.01. Les frais requis par la Chambre sont les suivants :

- a) honoraires pour l'émission d'un certificat d'inscription au notariat : 50 \$;
- b) étude du dossier d'un candidat à l'examen et frais de cet examen : 200 \$;
- c) certificat d'admission à l'exercice ou permis : 150 \$.

ANNEXE 1 (a. 2.01)

AVIS D'INSCRIPTION AU NOTARIAT

Le secrétaire
Chambre des notaires du Québec
Montréal

Je, soussigné,
(nom et prénoms)

étudiant à
vous donne avis que je désire m'inscrire au notariat.

Et j'ai signé à
ce jour de
mil neuf cent

.....
(signature)

.....
(adresse permanente)

.....
(adresse durant les études, le cas échéant)

ANNEXE 2

(a. 2.02)

CERTIFICAT D'INSCRIPTION AU NOTARIAT

Chambre des notaires du Québec

À tous ceux qu'il appartiendra

Le présent certificat atteste que

le 19... le
Bureau de la Chambre des notaires du Québec a

inscrit au notariat

demeurant à
après avoir reconnu qu'il possède les qualités exigées par la
Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2).

En foi de quoi, j'ai signé à Montréal, le jour de
mil neuf cent

.....
secrétaire

ANNEXE 3

(a. 3.01.03)

Le secrétaire
Chambre des notaires du Québec
Montréal

Je, soussigné,
(nom et prénoms)

demeurant à
vous informe que je me présenterai à la prochaine session
d'examen de la Chambre des notaires du Québec pour sub-
bir mon examen en vue de l'admission à l'exercice du nota-
riat.

Et j'ai signé à
ce jour de

.....
(signature)

.....
(adresse permanente)

.....
(adresse durant les études, le cas échéant)

ANNEXE 4

(a. 3.03.09)

PERMIS DE NOTAIRE**Chambre des notaires du Québec****À ceux qui les présentes verront, salut**

Sachez que
de a réussi, devant le comité
des examens de la Chambre des notaires du Québec, l'exa-
men prescrit par la Loi.

En conséquence il est autorisé à exercer tous les droits
attachés à la profession de notaire.

En foi de quoi nous avons signé à Montréal, ce
..... jour d
mil neuf cent

.....
président.....
secrétaire



c. N-2, r.7

Règlement sur le fonds d'études notariales

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2, a. 93)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « Chambre », la Chambre des notaires du Québec.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c.I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II ÉTABLISSEMENT DU FONDS

2.01. Un « Fonds d'études notariales » est établi par le présent règlement.

2.02. Le fonds se compose :

- a) des deniers affectés par le Bureau aux fins du fonds ;
- b) des dons et legs reçus par la Chambre pour les fins du fonds ;
- c) des revenus des comptes généraux tenus en fidéicommiss par les notaires dans l'exercice de leur profession ; et
- d) de l'accroissement des actifs du fonds.

SECTION III ADMINISTRATION DU FONDS

3.01. Le fonds est administré par le Comité administratif qui place les sommes d'argent constituant le fonds de la façon suivante :

- a) la partie des sommes que le Comité administratif prévoit utiliser à court terme est déposée dans une banque, une caisse populaire, une compagnie de fiducie, une fédération de caisses d'épargne et de crédit, ou une union régionale de caisses populaires ;

b) l'autre partie est placée conformément à la section IV de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., c. C-2) avec ses modifications présentes et futures.

3.02. Le Comité administratif conclut, avec les institutions dépositaires des comptes généraux tenus en fidéicommiss par les notaires, les ententes relatives à l'intérêt à payer sur ces comptes, au transfert au fonds de cet intérêt et de tout autre revenu de tels comptes ainsi que toute autre convention utile à l'application du présent règlement.

3.03. Le Comité administratif approuve le budget annuel préparé par le comité du Fonds d'études notariales et prend en considération, le cas échéant, les recommandations de ce comité quant à l'administration du fonds, aux objectifs à poursuivre et aux priorités à respecter.

3.04. La comptabilité tenue pour le fonds est intégrée à la comptabilité de la Chambre mais constitue néanmoins une partie distincte de cette dernière.



c. N-2, r.8

Règlement sur le fonds d'indemnisation de la Chambre des notaires du Québec

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2, a. 93)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 89)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Chambre » : la Chambre des notaires du Québec ;
- b) « comité » : le comité du fonds d'indemnisation ;
- c) « secrétaire » : le secrétaire du comité.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II ÉTABLISSEMENT DU FONDS

2.01. Le Bureau établit un fonds d'indemnisation devant servir à rembourser les sommes d'argent ou autres valeurs utilisées par un notaire à d'autres fins que celles pour lesquelles elles lui avaient été remises dans l'exercice de sa profession.

2.02. Le fonds est maintenu à un montant minimum de 100 000 \$ et est constitué :

- a) des sommes d'argent déjà affectées à cette fin au 24 novembre 1976 ;
- b) des sommes d'argent que le Bureau y affecte au besoin ;
- c) des cotisations fixées à cette fin ;
- d) des sommes d'argent récupérées d'un notaire fautif en vertu d'une subrogation ou de l'article 159 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;
- e) des intérêts produits par les sommes d'argent constituant le fonds ; et

f) des sommes d'argent qui peuvent être versées par une compagnie d'assurance en vertu d'une police d'assurance collective souscrite par la Chambre pour l'ensemble de ses membres.

2.03. Le Comité administratif est autorisé à conclure tout contrat collectif d'assurance ou de réassurance pour les fins du fonds et à en acquitter les primes à même ce fonds.

2.04. La comptabilité tenue pour le fonds est différente de celle de la Chambre.

2.05. Les sommes d'argent constituant le fonds sont placées par le Comité administratif de la façon suivante :

- a) la partie des sommes que le Comité administratif prévoit utiliser à court terme est déposée dans une institution bancaire ;
- b) l'autre partie est placée conformément à la section IV de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., c. C-2).

SECTION III RÉCLAMATION AU FONDS

3.01. Une réclamation au fonds est adressée au secrétaire de la Chambre, au siège social de cette dernière.

3.02. Le secrétaire inscrit la réclamation à l'ordre du jour de la première réunion du comité suivant sa réception.

3.03. Une réclamation doit :

- a) être faite par écrit ;
- b) exposer les faits à l'appui ; et
- c) indiquer le montant réclamé.

3.04. Une réclamation concernant un notaire peut être déposée qu'il y ait ou non, à l'égard de celui-ci, une décision du comité de discipline, du Tribunal des professions ou de tout autre tribunal compétent.

3.05. Pour être recevable, une réclamation doit être déposée dans l'année de la connaissance par le réclamant de l'utilisation des sommes d'argent ou des autres valeurs à des fins autres que celles pour lesquelles elles avaient été remises au notaire dans l'exercice de sa profession.

3.06. Le Comité administratif peut, sur recommandation du comité, prolonger le délai prévu à l'article 3.05 si le réclamant démontre que, pour une cause ne dépendant pas de sa volonté, il n'a pu déposer sa réclamation dans le délai requis.

SECTION IV INDEMNISATION

4.01. Le Bureau, lors de la première réunion d'un triennat, forme le comité du fonds d'indemnisation qui est composé d'au moins 5 membres. Le comité est chargé d'étudier chacune des réclamations déposées et de faire rapport à leur sujet au Comité administratif.

4.02. À la demande du comité, le réclamant ou le notaire visé doivent :

- a) fournir tous les détails et documents relatifs à la réclamation ; et
- b) produire toute preuve pertinente.

4.03. Le Comité administratif, sur recommandation du comité, décide s'il y a lieu de faire droit en tout ou en partie à une réclamation et, le cas échéant, en fixe l'indemnité. Sa décision est définitive.

4.04. L'indemnité maximale payable à même le fonds est établie à la somme de 200 000 \$ pour le total des réclamations contre le même notaire.

Lorsque le comité a des raisons de croire que des réclamations exédant ce montant peuvent lui être adressées relativement au même notaire, il doit, si les circonstances le permettent, faire dresser un inventaire des sommes d'argent confiées en fidéicomis à ce notaire et aviser les personnes susceptibles de déposer une réclamation.

Lorsque le total des réclamations acceptées par le Comité administratif excède l'indemnité maximale prévue au présent article, celle-ci est répartie au prorata du montant de ces réclamations.

4.05. Avant de recevoir l'indemnité fixée par le Comité administratif, le réclamant doit signer une quittance en faveur de la Chambre avec subrogation dans tous ses droits relatifs à sa réclamation jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité.



c. N-2, r.9

Règlement sur le greffe et les dossiers d'un notaire cessant d'exercer, la reprise d'exercice et la procuration

Loi sur le notariat

(L.R.Q., c. N-2, a. 15, 57, 62 à 70, 93, 122 et 139 à 162)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 91)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Chambre » : la Chambre des notaires du Québec ;
- b) « cessionnaire » : le notaire à qui sont cédés le greffe et les dossiers d'un notaire lorsque celui-ci décède ou cesse d'exercer ;
- c) « dossiers » : les dossiers, livres et registres qu'un notaire doit tenir dans l'exercice de sa profession et comprenant les dossiers dépendant d'un greffe, au sens du paragraphe *f* de l'article 1 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2) ;
- d) « gardien provisoire » : le notaire à qui sont confiés le greffe et les dossiers d'un notaire décédé ou ayant cessé d'exercer en attendant que le dépôt ou la cession de ce greffe et de ces dossiers ait eu lieu ;
- e) « secrétaire » : le secrétaire de la Chambre ;
- f) « *vidimus* » : une attestation par laquelle on certifie que la copie d'un acte authentique portant minute est conforme à l'original après avoir été collationnée avec celui-ci.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la conservation des dossiers.

1.04. Une convention concernant la cession du greffe et des dossiers d'un notaire cessant d'exercer doit être constatée par écrit.

1.05. Le cessionnaire ou le gardien provisoire, selon le cas, doit, dans les 30 jours suivant la date où il prend possession du greffe et des dossiers d'un notaire cessant d'exercer, faire publier deux fois dans un journal qui dessert la région où ce notaire exerçait, une annonce indiquant son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau et précisant au public qu'il est en possession du greffe et des dossiers de ce notaire. Copie de cette annonce est transmise au secrétaire.

SECTION II

GARDE PROVISOIRE

2.01. Le Comité administratif ou le président de la Chambre peut utiliser la formule prévue à l'annexe 1 lorsqu'il nomme un gardien provisoire à un greffe conformément à l'article 139 de la Loi sur le notariat.

2.02. Lorsqu'il devient nécessaire de donner à la personne qui est en possession du greffe d'un notaire avis de la nomination d'un gardien provisoire à ce greffe, le secrétaire peut employer la formule apparaissant à l'annexe 2.

2.03. Le notaire nommé gardien provisoire à un greffe peut employer comme *vidimus* la formule apparaissant à l'annexe 3.

2.04. Les honoraires exigibles pour la nomination d'un gardien provisoire ou pour le renouvellement de cette nomination sont de 15 \$.

SECTION III

CESSION DE GREFFE

3.01. Une requête de cession de greffe doit être préparée selon la formule apparaissant à l'annexe 4 et être appuyée des documents suivants :

- a) l'acte ou le document constatant la cession ou la transmission du greffe en faveur du requérant ;
- b) un rapport préparé conformément à l'annexe 5 signé par le requérant qui certifie l'état des minutes, leur nombre et l'indication de celles qui manquent ; et
- c) un certificat conforme à l'annexe 6 émanant du trésorier et attestant que toute contribution ou tout frais dus

à la Chambre par le notaire cédant ou décédé et par le cessionnaire ont été acquittés.

3.02. Le notaire cessionnaire d'un greffe peut employer comme *vidimus* l'une des formules apparaissant à l'annexe 7.

3.03. Les honoraires exigibles dans les cas de cession de greffe sont les suivants :

a) pour obtenir du Comité administratif la cession du greffe d'un notaire : 150 \$; et de chacun des autres greffes compris dans la même cession : 50 \$;

b) pour obtenir du Comité administratif la prolongation d'une cession de greffe : 75 \$.

SECTION IV REPRISE D'EXERCICE

4.01. Le notaire qui a cessé d'exercer et qui veut reprendre l'exercice, doit appuyer sa requête au Comité administratif des documents suivants :

a) un certificat du trésorier attestant qu'il n'a aucune redevance envers la Chambre ;

b) une somme suffisante pour payer sa cotisation pour l'année en cours ; et

c) s'il avait cédé son greffe et qu'il veuille reprendre l'exercice dans le même district, le consentement par écrit du cessionnaire.

SECTION V PROCURATION

5.01. Le notaire procureur d'un confrère, peut employer comme *vidimus* la formule apparaissant à l'annexe 8.

ANNEXE 1

(a. 2.01)

NOMINATION D'UN GARDIEN PROVISOIRE DES GREFFES, DOSSIERS ET AUTRES DOCUMENTS PAR LE COMITÉ ADMINISTRATIF OU LE PRÉSIDENT

A Me notaire

Attendu :

Que Me , notaire, exerçant à
est (décédé, radié, inhabile à exercer, a démissionné, etc.
..... , selon le cas) ;

Qu'il est de l'intérêt public que ses greffe, dossiers et autres documents, ainsi que ceux dont il est le cessionnaire, soient confiés à un gardien provisoire.

En conséquence, le Comité administratif de la Chambre des notaires du Québec (ou, Je, soussigné , président de la Chambre des notaires du Québec), en vertu des pouvoirs conférés par l'article 139 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2), nomme et constitue, par les présentes, Me , notaire exerçant à gardien provisoire des minutes, répertoire, index, dossiers, titres et autres documents dudit Me pour le terme de ... mois à compter de ce jour, afin que le gardien provisoire ainsi constitué puisse délivrer des copies ou extraits authentiques des minutes et annexes dudit greffe (ou desdits greffes), suivant les conditions et dispositions de la Loi précitée et remettre les dossiers, titres et autres documents commis à sa garde aux propriétaires respectifs sur demande (ou indiquer la façon d'en disposer), avec droit aux honoraires fixés par le tarif des notaires en vigueur au Québec.

Signé à ce

jour de mil neuf cent

ANNEXE 2

(a. 2.02)

AVIS DE LA NOMINATION D'UN GARDIEN PROVISOIRE

À
(nom, occupation, résidence)

Avis vous est donné que Me

demeurant à et exerçant à , a été nommé gardien provisoire des greffes, dossiers et autres documents de Me notaire, tel qu'il appert du mandat dont une copie certifiée vous est signifiée avec les présentes.

Faute par vous de remettre au gardien provisoire les greffe, dossiers et autres documents dudit Me
..... ainsi que ceux dont il est le cessionnaire, vous serez passible, vu l'article 142 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2), d'une amende de 25 \$ chaque jour de retard à compter de la signification de l'avis et, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement ne dépassant pas un mois. (Si celui qui enfreint les dispositions de cet article est un notaire, il est, en plus, passible des peines disciplinaires prévues par le Code des professions) (L.R.Q., c. C-26).

EN FOI DE QUOI j'ai signé à

ce jour du mois de mil neuf cent
.....

*Le secrétaire de la Chambre
des notaires du Québec*

ANNEXE 3

(a. 2.03)

VIDIMUS D'UN NOTAIRE CONSTITUÉ GARDIEN PROVISOIRE

Pour copie conforme à la minute faisant partie du greffe de Me (nom du notaire), notaire (mentionner si le notaire est décédé, inhabile à exercer, etc.) qui exerçait à (indiquer s'il s'agit d'un greffe dont ce notaire était cessionnaire), dont je (nom du gardien provisoire), suis le gardien provisoire pour la durée de commençant le et se terminant le tel qu'il appert d'un ordre du président de la Chambre des notaires du Québec (ou du Comité administratif), en date du

Expédiée le

Gardien provisoire

ANNEXE 4

(a. 3.01)

Canada
Province de Québec
District de

REQUÊTE POUR OBTENIR LA CESSION DU GREFFE D'UN NOTAIRE

Au Bureau de la Chambre des notaires du Québec.

Je notaire, demeurant à

et exerçant à district judiciaire de

expose les faits suivants :

Je suis cessionnaire du greffe de (indiquer si le notaire est décédé, s'il a cessé ou est démissionnaire) notaire exerçant à (indiquer s'il s'agit de greffes auxquels le notaire cédant ou décédé a succédé) en vertu de (indiquer le titre de la cession : donations, convention, testament ; par qui : notaire ou ses héritiers ou ayants droit) ;

Je fournis à l'appui de la présente requête les pièces mentionnées à l'article 3.01 du Règlement sur le greffe et les dossiers d'un notaire cessant d'exercer, la reprise d'exercice et la procuration (R.R.Q., c. N-2, r.9).

Qu'il plaise au Bureau de la Chambre des notaires du Québec d'accorder à votre requérant la cession de ces minutes, répertoire et index aux fins d'en expédier des copies ou extraits.

Signé à le

....., 19...

Notaire

ANNEXE 5

(a. 3.01)

Canada
Province de Québec
District de

PROCÈS-VERBAL DE L'ÉTAT DU GREFFE DONT LA CESSION EST DEMANDÉE

Je soussigné, cessionnaire du greffe de Me notaire exerçant dans le district de certifie :

1. que les minutes trouvées dans ce greffe sont en parfait état de conservation (ou selon le cas) ;

2. que le nombre desdites minutes est de numérotées de à, exécutées à compter du, date de la première minute et que le numéro de la dernière minute est et porte la date du

3. que le nombre des minutes manquantes est de (indiquer le numéro, la nature des minutes manquantes).

EN FOI DE QUOI j'ai signé le présent rapport à ce jour de mil neuf cent...

Notaire cessionnaire

ANNEXE 6

(a. 3.01)

CERTIFICAT DU TRÉSORIER CONSTATANT QUE LE NOTAIRE CÉDANT OU DÉCÉDÉ ET LE CESSIONNAIRE NE DOIVENT RIEN À LA CHAMBRE

Je, trésorier de la Chambre des notaires du Québec, atteste que toute contribution ou frais dus à la Chambre ont été acquittés par le notaire cédant (ou décédé) et par le cessionnaire.

Signé à ce jour de mil neuf cent...

.....
Le trésorier de la Chambre des notaires du Québec

ANNEXE 7

(a. 3.02)

VIDIMUS D'UN NOTAIRE CESSIONNAIRE D'UN GREFFE

(Depuis le 1er février 1974)

Pour copie conforme à la minute faisant partie du greffe de Me (indiquer si le notaire est décédé, inhabile à exercer, ou démissionnaire, ainsi que la résidence et le district avant la cession), expédiée par moi, (nom du cessionnaire), notaire, résidant à et exerçant à , cessionnaire avec la permission du Comité administratif, tel qu'il appert d'une résolution en date du ..

Copie expédiée le

.....
Notaire

(Avant le 1er février 1974)

Pour copie conforme à la minute faisant partie du greffe de Me (indiquer si le notaire est décédé, inhabile à exercer, ou démissionnaire, ainsi que la résidence et le district avant la cession), expédiée par moi (nom du cessionnaire), notaire, résidant à et exerçant à cessionnaire avec la permission de la Chambre des notaires du Québec (ou du gouvernement selon le cas) tel qu'il appert d'un décret de la Chambre des notaires du Québec, (ou d'un arrêté en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec* selon le cas) en date du

Copie expédiée le

.....
Notaire

N.B. La mention « Cessionnaire suivant arrêté en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*, (année, volume, page) » ne doit servir que s'il s'agit de greffes cédés avant le 26 février 1953. Depuis cette date, il n'y a plus de publication dans la *Gazette officielle du Québec*

ANNEXE 8

(a. 5.01)

VIDIMUS D'UN NOTAIRE MANDATAIRE

Pour copie conforme à la minute faisant partie du greffe de Me (nom, résidence et district), notaire (indiquer s'il s'agit d'un greffe dont le mandat est cessionnaire) dont je, (nom du mandataire) suis mandataire pour la durée de commençant le et se terminant le tel qu'il appert d'un mandat

reçu devant Me notaire, le , sous le numéro de ses minutes.

Copie expédiée le

.....
Notaire

1) Indiquer le fait du service militaire, s'il y a lieu, et, si le mandat est sous seing privé, le nom du notaire qui l'a reçu en dépôt et la date.



c. N-2, r.10

Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des notaires

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2, a. 93)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 88)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « comité » : le comité d'arbitrage de comptes constitué en vertu de la section III ;
- b) « secrétaire » : le secrétaire de la Chambre des notaires du Québec, ou le syndic ou le syndic adjoint.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Le secrétaire doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

SECTION II CONCILIATION

2.01. Un client qui a un différend avec un notaire quant au montant d'un compte pour services professionnels doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du secrétaire en lui transmettant la formule prévue à l'annexe 1 dûment complétée et signée.

2.02. Sur réception de la demande de conciliation prévue à l'annexe 1, le secrétaire en transmet copie au notaire.

2.03. Le secrétaire concilie les parties de la façon qu'il juge la plus appropriée.

2.04. Dans le plus bref délai possible, le secrétaire expédie aux parties un rapport de sa conciliation.

2.05. Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 30

jours de la réception du rapport de conciliation ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 60 jours de l'expédition de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section III.

SECTION III ARBITRAGE

§1. Demande d'arbitrage

3.01.01. Un client demande l'arbitrage en déposant chez le secrétaire 2 exemplaires d'une demande d'arbitrage rédigée selon la formule prévue à l'annexe 2, dûment complétée et signée.

3.01.02. Dans les 5 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le secrétaire en transmet un exemplaire au notaire par courrier recommandé ou certifié. Ce dernier doit la signer et la retourner au secrétaire dans les 10 jours de sa réception.

§2. Formation du comité

3.02.01. Pour statuer sur le différend, le Comité administratif forme un comité d'arbitrage composé de 3 notaires qui désignent parmi eux le président et le secrétaire du comité.

3.02.02. Le secrétaire donne avis aux arbitres de leur nomination et aux parties de la formation du comité.

3.02.03. Une demande de récusation à l'endroit d'un arbitre ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) et doit être communiquée par écrit au secrétaire, aux arbitres et à l'autre partie dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la partie qui l'invoque.

Le Comité administratif dispose de la demande de récusation et, le cas échéant, désigne un nouvel arbitre.

3.02.04. Au cas de décès, d'incapacité ou d'impossibilité d'agir d'un des arbitres, les autres terminent l'affaire et leur décision est valide.

§3. Audition

3.03.01. Le secrétaire fixe la date, l'heure et le lieu d'audition. Il en avise, par écrit, les arbitres, les parties ou leurs procureurs au moins 10 jours avant cette date.

3.03.02. Avant d'agir, les arbitres prêtent serment de remplir leur fonction fidèlement et avec impartialité.

3.03.03. Le comité peut demander à chacune des parties de lui remettre, dans un délai imparti, un exposé de ses prétentions avec pièces à l'appui.

3.03.04. Le comité entend les parties, reçoit leur preuve ou, le cas échéant, constate leur défaut.

3.03.05. Le comité procède en toute diligence à l'audition du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

3.03.06. Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que le comité ou l'une des parties ne le requière et n'en assume le coût.

3.03.07. Le secrétaire du comité dresse le procès-verbal d'audition et le fait signer par les arbitres.

3.03.08. Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

§4. Décision arbitrale

3.04.01. Le comité juge selon l'équité et doit rendre sa décision dans les 30 jours de la fin de l'audition.

3.04.02. La décision est rendue à la majorité des membres du comité ; à défaut de majorité, la décision appartient au président.

La décision doit être motivée et signée par les arbitres qui y ont souscrit ; si un arbitre refuse de la signer, les autres doivent en faire mention et la décision est aussi valide qu'elle avait été signée par tous.

3.04.03. Le secrétaire du comité remet la décision au secrétaire qui la transmet aux parties sans délai.

3.04.04. La décision est définitive et sans appel.

3.04.05. Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

3.04.06. La décision du comité doit adjuger sur les frais d'arbitrage, soit les déboursés réellement encourus par la Chambre pour la tenue de l'arbitrage. Toutefois, lorsque le client succombe, le montant total des frais d'arbitrage ne peut excéder 15% du montant faisant l'objet de l'arbitrage.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la décision du comité ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage.

3.04.07. Le secrétaire du comité transmet au secrétaire le dossier complet de l'arbitrage, y compris le procès-verbal de l'audition dûment signé. Ce dernier ne peut en délivrer des copies conformes qu'aux intéressés ou à leurs procureurs.

ANNEXE 1

(a. 2.01 et 2.02)

DEMANDE DE CONCILIATION

Je, soussigné,
nom et adresse

.....
personnellement ou (le cas échéant) procureur de
..... pour les fins de cette demande, déclare :

1) Me me réclame la somme
nom du notaire

de pour des services professionnels rendus entre le et le
..... comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la présente ;

2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....
.....
.....

mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3) Je demande la conciliation du secrétaire de la Chambre des notaires du Québec en vertu de la section II du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbi-

trage des comptes des notaires (R.R.Q., c. N-2, r.10), dont je déclare avoir reçu copie et pris connaissance.

Et j'ai signé à
ce jour d
mil neuf cent

.....
signature du client ou de son procureur

ANNEXE 2

(a. 3.01.01)

DEMANDE D'ARBITRAGE

Je, soussigné,
nom et adresse

.....
personnellement ou (le cas échéant) procureur de
..... pour les fins de cette de-
mande, déclare :

1) Me me réclame la somme
nom du notaire
de pour services professionnels rendus
entre le et le
comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la
présente ;

2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s)
suivant(s) :

.....
.....
.....
mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de
..... relativement aux services profession-
nels mentionnés dans ce compte ;

3) Aux fins de la prescription, je renonce au bénéfice
du temps écoulé ;

4) Le secrétaire de la Chambre des notaires du Qué-
bec a tenté, mais sans succès, de concilier les parties,
comme en fait foi le rapport de conciliation annexé à la
présente ;

5) Le différend porte sur la totalité du compte ou (le
cas échéant) sur la portion du compte qui excède celle que
je reconnais devoir, c'est-à-dire sur la somme de ;

6) Je demande que le différend soit résolu par arbi-
trage tenu conformément à la section III du Règlement
sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes
des notaires (R.R.Q., c. N-2, r.10), dont je déclare avoir
reçu copie et pris connaissance ;

7) J'accepte d'avance la décision du comité d'arbi-
trage des comptes qui sera formé conformément à ce règle-
ment.

Et j'ai signé à
ce jour d
mil neuf cent

.....
signature du client ou de son procureur

Consentement

Je déclare avoir pris connaissance de la présente de-
mande d'arbitrage de comptes et consentir à ce qu'elle
vaille à titre d'acte de compromis.

Et j'ai signé à
ce jour d
mil neuf cent

.....
signature du notaire



c. N-2, r.11

Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle de la Chambre des notaires du Québec

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 90)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « étude » : le local où le notaire exerce sa profession, conserve son greffe y compris les dossiers qui en dépendent au sens du paragraphe f de l'article 1 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2), ses livres de comptabilité en fiduciaire et le double de ses rapports au registraire des testaments ;
- c) « dossiers » : les dossiers, livres et registres que tient un notaire dans l'exercice de sa profession, ainsi que :
 - i. les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur ; et
 - ii. un bien qui lui a été confié par un client ;
- d) « inspecteur » : le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II COMITÉ

2.01. Le comité est formé de notaires exerçant depuis au moins 3 ans.

2.02. Le comité tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou par son président.

2.03. Les membres du comité se désignent un secrétaire parmi eux.

2.04. Le secrétariat du comité est situé au siège social de la Chambre. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

SECTION III CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

3.01. Le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque notaire.

3.02. Le dossier professionnel contient un résumé de la formation et de l'expérience du notaire ainsi que l'ensemble des documents relatifs aux inspections de son étude et de ses dossiers.

3.03. Un notaire a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

SECTION IV SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

4.01. Le comité surveille l'exercice de la profession par les notaires de façon continue et suivant les modalités qu'il détermine.

4.02. Chaque année, le Bureau détermine le programme de surveillance générale du comité.

4.03. Au moins 7 jours avant la date fixée pour l'inspection de l'étude et des dossiers d'un notaire, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à ce notaire un avis, sous pli recommandé ou certifié, suivant la formule prévue à l'annexe 1.

4.04. Si un notaire ne peut recevoir l'inspecteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

4.05. Lorsque l'inspecteur constate que le notaire n'a pu prendre connaissance de l'avis mentionné à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date d'inspection et en avise le notaire.

4.06. Lorsqu'un notaire refuse de se soumettre à l'inspection de son étude et de ses dossiers ou la rend volontairement impossible, l'inspecteur en fait immédiatement rapport au syndic.

Sur réception du rapport prévu au présent article, le syndic avise immédiatement le notaire en défaut, par lettre recommandée ou certifiée, qu'il portera plainte devant le comité de discipline à moins que, dans l'intervalle, il ne se soumette à l'inspection de son étude et de ses dossiers et ne la rende possible.

4.07. Le notaire dont l'étude et les dossiers font l'objet d'une inspection peut être présent ou se faire représenter par un procureur.

4.08. L'inspecteur peut demander au notaire d'attester sous serment ou par affirmation solennelle toute déclaration qu'il lui fait relativement à sa comptabilité en fidéi-commis.

4.09. À l'issue de chaque inspection, l'inspecteur dresse un rapport de cette inspection et une copie de ce rapport est transmise au notaire.

4.10. L'inspecteur qui a des raisons de croire que le comité devrait soumettre un notaire à une inspection spéciale dresse un rapport circonstancié qu'il transmet sans délai au comité pour étude.

4.11. Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 116 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), pourrait être formulée contre un notaire, il en avise le syndic sans délai.

SECTION V INSPECTION SPÉCIALE

5.01. À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une inspection spéciale de l'étude et des dossiers d'un notaire, ou à cette fin, désigne un inspecteur suivant la formule prévue à l'annexe 2.

5.02. Au moins 5 jours francs avant la date de l'inspection spéciale, le comité fait parvenir au notaire visé, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe 3.

Dans le cas où la transmission d'un avis au notaire pourrait compromettre les fins poursuivies par l'inspection spéciale, le comité peut autoriser l'inspecteur à procéder sans avis, auquel cas le mandat donné à cet inspecteur doit indiquer telle autorisation.

5.03. En l'absence de l'avis prévu à l'article 5.02, l'inspecteur doit exhiber, sur demande du notaire dont l'étude et les dossiers font l'objet de telle inspection, une copie conforme du mandat en vertu duquel il agit.

5.04. L'inspecteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au mandataire, au représentant ou au préposé du notaire de même qu'au dépositaire de son greffe de lui donner accès à son étude et à ses dossiers.

5.05. L'inspecteur peut demander à toute personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une inspection spéciale.

5.06. L'inspecteur dresse un rapport et le transmet sans délai au comité pour étude.

5.07. Les articles 4.06, 4.07, 4.08, 4.09 et 4.11 s'appliquent *mutatis mutandis* à une inspection faite en vertu de la présente section.

SECTION VI RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

6.01. Lorsque le comité, après étude du rapport d'un inspecteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un notaire à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce notaire d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et le notaire visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

6.02. Lorsque le comité, après étude du rapport d'un inspecteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un notaire à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce notaire d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il dresse un rapport circonstancié de ses recommandations et le transmet à ce notaire.

6.03. Le rapport du comité prévu à l'article 6.02 est transmis au notaire par signification conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) ou sous pli recommandé ou certifié, avec avis que ce rapport sera remis au Bureau dans un délai de 30 jours à compter du moment où il a été transmis au notaire à moins que, dans l'intervalle, ce dernier n'ait manifesté au comité son intention d'être entendu relativement à ce rapport.

ANNEXE I

(a. 4.03)

AVIS D'INSPECTION**CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC****Comité d'inspection professionnelle**

Me

Prenez avis que Me l'un des membres du comité d'inspection professionnelle, fera l'inspection de votre étude et de vos dossiers le jour d mil neuf cent. . . , à h.

L'inspecteur compte sur votre entière collaboration et sur celle de votre personnel pour faciliter cette inspection. Vous êtes donc prié, dans la mesure du possible, d'être présent pour cette inspection.

Donné à Montréal, ce jour d mil neuf cent

Comité d'inspection professionnelle

par :
secrétaire du comité

ANNEXE 2

(a. 5.01)

AUTORISATION POUR UNE INSPECTION SPÉCIALE**CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC****Comité d'inspection professionnelle**

Me

Veuillez procéder immédiatement à l'inspection de l'étude et des dossiers de Me notaire exerçant à au numéro de la rue

(Le cas échéant,

Conformément au deuxième alinéa de l'article 5.02 du Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle de la Chambre des notaires du Québec (R.R.Q., c. N-2, r.11), l'avis d'inspection est supprimé.)

Donné à Montréal ce jour d mil neuf cent

Comité d'inspection professionnelle

par :
secrétaire du comité

ANNEXE 3

(a. 5.02)

AVIS D'INSPECTION SPÉCIALE**CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC****Comité d'inspection professionnelle**

Me

Prenez avis qu'à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le comité d'inspection professionnelle a désigné Me pour faire l'inspection spéciale de votre étude et de vos dossiers.

En conséquence l'inspecteur ci-dessus désigné se présentera à votre étude pour en faire l'inspection le jour d mil neuf cent. . . à h. Vous être donc prié, dans la mesure du possible, d'être présent pour cette inspection.

Donné à Montréal ce jour d mil neuf cent

Comité d'inspection professionnelle

par :
secrétaire du comité



c. N-2, r.12

Règlement sur la procédure et les modalités d'élection au Bureau et au Comité administratif de la Chambre des notaires du Québec

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2, a. 77 et 93)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II ÉLECTION DES MEMBRES DU BUREAU

2.01. L'élection des membres du Bureau a lieu, sous forme d'assemblée, tous les 3 ans, le 2^e jeudi d'avril.

2.02. L'élection se tient, pour chaque district électoral, au palais de justice de chaque ville ci-après désignée :

- a) district d'Abitibi, à Rouyn ;
- b) district d'Arthabaska, à Arthabaska ;
- c) district de Beauharnois-Iberville, à Valleyfield ;
- d) district de Bedford-Saint-François, à Sherbrooke ;
- e) district de Saguenay-Lac-Saint-Jean, à Chicoutimi ;
- f) district de Gaspé-Montmagny, à Rimouski ;
- g) district de Hull, à Hull ;
- h) district de Joliette-Terrebonne, à Saint-Jérôme ;
- i) district de Montréal, à Montréal ;
- j) district de Québec-Beauce, à Québec ;
- k) district de Saint-Hyacinthe-Richelieu-Verchères, à Saint-Hyacinthe ;
- l) district de Trois-Rivières, à Trois-Rivières.

2.03. Le secrétaire de la Chambre des notaires du Québec agit comme directeur général de l'élection.

2.04. Le directeur général prépare, pour chaque district électoral, une liste comprenant le nom de tous les notaires en exercice. Cette liste est déposée au secrétariat de la Chambre le 1^{er} mars précédant la date d'élection. Seuls peuvent être mis en nomination et sont habiles à voter les notaires dont le nom est inscrit sur cette liste.

2.05. Avant le jour où la liste devient définitive, soit le 15^e jour suivant son dépôt, tout notaire peut en prendre connaissance et, à la demande de tout notaire intéressé, le directeur général la révise en y apportant les corrections appropriées.

2.06. Le 15 mars précédant l'élection, le directeur général transmet, sous pli recommandé ou certifié, aux registrateurs des divisions d'enregistrement comprises dans chaque district électoral, un avis comprenant :

- a) le nombre de membres du Bureau à élire dans ce district ;
- b) la liste des notaires habiles à voter dans ce district ; et
- c) la date, l'heure et le lieu de l'élection.

Avec la permission du registrateur de chaque division d'enregistrement, cet avis est affiché au bureau d'enregistrement, dans un endroit en vue.

2.07. Avec la permission du shérif ou du responsable de chacun des palais de justice mentionnés à l'article 2.02, une pièce convenable pour la tenue de l'élection est mise à la disposition du directeur général dans chacun de ces palais de justice.

Au cas de refus du shérif ou du responsable d'un palais de justice, ou de leur incapacité de fournir une pièce convenable, le directeur général détermine un autre endroit pour la tenue de l'élection.

2.08. Le directeur général, 30 jours francs avant la date fixée pour l'élection, transmet à tous les notaires un avis de la date, de l'heure et de l'endroit de l'élection.

2.09. Le jour de l'élection, l'assemblée d'élection s'ouvre à 14 h et se termine à 17 h.

2.10. Le quorum de l'assemblée est de 5 notaires.

2.11. Lorsque le quorum est atteint à une assemblée d'élection, les membres présents élisent un président et un secrétaire d'élection et, s'il y a lieu, un ou plusieurs scrutateurs. Les notaires ainsi élus conservent leur droit de vote.

Pour prendre part à une assemblée, la présider, y agir comme secrétaire ou scrutateur, ou y proposer un candidat, il faut être inscrit sur la liste prévue à l'article 2.04.

2.12. Les candidats sont proposés par 2 notaires et la mise en candidature se fait par écrit.

2.13. Une mise en candidature ne peut être reçue sans l'acceptation du candidat. Cette acceptation se fait par écrit et elle est signée par le candidat lui-même.

2.14. La mise en candidature prévue à l'article 2.13 doit être déposée, sous peine de nullité, entre les mains du directeur général au moins 15 jours francs avant le jour fixé pour l'élection, avant 17 h. Le directeur général doit refuser une mise en candidature non conforme aux articles 2.12 et 2.13 et inscrire au verso la raison du refus. Sa décision est définitive et sans appel.

Lorsque le nombre de candidats est égal au nombre de postes à pourvoir, le directeur général déclare ces candidats élus. Si le nombre de candidats est supérieur au nombre de postes à pourvoir, il ordonne immédiatement la tenue d'un scrutin. Dans ce dernier cas, il fait préparer des bulletins de vote contenant la liste des candidats avec, en regard de chaque nom, un espace libre dans lequel les électeurs doivent indiquer leurs choix en y faisant une croix vis-à-vis les noms des candidats pour lesquels ils désirent voter.

À l'ouverture de l'assemblée, le directeur général ou le délégué qu'il s'est nommé à cette fin dans chacun des districts, parmi les notaires de ce district, remet au président d'élection les mises en candidature et les bulletins de vote.

Toutefois si le président d'élection constate que tous les notaires du district ont voté, il déclare le scrutin clos.

2.15. Un bulletin qui ne contient pas un nombre de votes égal au nombre de membres à élire est rejeté.

2.16. Au cas d'égalité des voix, le président d'élection détermine le candidat élu par tirage au sort.

2.17. Une fois l'élection terminée et les bulletins de vote comptés, le président d'élection rédige et signe le procès-verbal des procédures prévu à l'annexe 1 et le transmet au directeur général, avec les bulletins de vote et la liste qui a servi à l'élection, dans un délai de 8 jours de la date du scrutin.

Sur réception de ces documents, le directeur général, par écrit, avise les membres élus de leur élection.

2.18. Le directeur général conserve les bulletins de vote pour une période d'au moins 30 jours de la date du scrutin. Après cette période, il peut les détruire à moins qu'une procédure en contestation de l'élection n'ait été signifiée à la Chambre. Dans ce dernier cas, le directeur général doit conserver les bulletins de vote jusqu'au jugement final.

2.19. Le mandat des membres du Bureau est de 3 ans.

SECTION III ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT

3.01. Le président et le vice-président sont élus au scrutin par les membres du Bureau, à la majorité des votes exprimés, au cours de la première journée de la première réunion d'un triennat.

3.02. Avant le premier jour de mai précédant la première journée de la première réunion suivant l'élection des membres du Bureau, celui qui veut accéder à la présidence ou à la vice-présidence de la Chambre doit déposer, sous peine de nullité, sa mise en candidature entre les mains du directeur général.

3.03. Le directeur général fait parvenir aux membres du Bureau, au moins 10 jours avant la première journée de la première réunion suivant l'élection de ceux-ci, la liste des candidats aux postes de président et de vice-président.

3.04. Si aucune mise en candidature n'est déposée dans les délais prévus, le Bureau, au début de la première journée de la première réunion suivant l'élection de ses membres, élit un président et un vice-président.

3.05. Une mise en candidature doit être déposée avant 17 h le dernier jour où elle peut l'être.

3.06. S'il y a plus de 2 candidats à l'un ou l'autre des postes de président et de vice-président et que le résultat du scrutin ne révèle pas de majorité en faveur d'un candidat, celui qui a reçu le plus petit nombre de suffrages est éliminé et le scrutin recommence jusqu'à ce qu'un des candidats obtienne la majorité.

3.07. Au cas d'égalité des suffrages entre tous les candidats ou entre les candidats ayant reçu le plus petit nombre de suffrages, le scrutin est repris jusqu'à ce que cette égalité soit brisée et que l'un des candidats soit éliminé.

SECTION IV ÉLECTION DES AUTRES MEMBRES DU COMITÉ ADMINISTRATIF

4.01. Les membres du Comité administratif mentionnés aux sous-paragraphes *b* et *c* du paragraphe 1 de l'article 97 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2), sont élus au scrutin, par les membres du Bureau, à la majorité des votes exprimés, au cours de la première journée de la première réunion d'un triennat.

4.02. Les articles 3.02, 3.03, 3.04, 3.05, 3.06 et 3.07 s'appliquent, en les adaptant, à l'élection de chacun des membres du Comité administratif.

SECTION V DISPOSITIONS DIVERSES

5.01. Les articles 2.12 et 2.15 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'élection du président, du vice-président et des autres membres du Comité administratif.

5.02. Tous les membres du Bureau présents lors de l'élection du président, du vice-président, et des autres membres du Comité administratif sont tenus de voter.

5.03. Dans le calcul de la majorité, lorsque celle-ci est requise, on ne tient pas compte des bulletins rejetés.

ANNEXE 1

(a. 2.17)

PROCÈS-VERBAL D'ÉLECTION

Procès-verbal de l'assemblée d'élection des notaires du district de tenue à

le à pour élire le(s) représentant(s) du district au Bureau de la Chambre des notaires du Québec pour le triennat.

Sont présents : Les notaires

.....

.....

tous habiles à voter à la présente élection.

Me propose, appuyé(e) par

Me que Me

... soit élu(e) président d'élection. adopté.

Me propose, appuyé(e) par

Me que Me

... soit élu(e) secrétaire d'élection. adopté.

Me propose, appuyé(e) par

Me que Me(s) soi(ent) nommé(s) (es)

scrutateur(s). adopté.

Le vote ayant été pris et le scrutin dépouillé, je soussigné, président d'élection, ai constaté que les notaires dont les noms suivent ont obtenu le nombre de votes qui est indiqué ci-dessous :

Nom des notaires	Nombre de votes
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

En conséquence, Me(s)

notaire(s) à, ayant obtenu le plus grand nombre de votes, je le (s) (la) déclare élu(e) (s) (es) membre(s) du Bureau de la Chambre des notaires du Québec pour représenter le district de au cours du triennat.

À ce jour d'avril
mil neuf cent

.....
Président d'élection.

A.C. 3895-76, (1976) 108 G.O.II, 6435

D. 608-80, (1980) 112 G.O.II, 1665

Décision du 21.05.81, (1981) 113 G.O.II, 2647



c. N-2, r.13

Règlement sur la publicité des notaires

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 92)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.02. Les éléments qu'un notaire peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

SECTION II CARTE PROFESSIONNELLE

2.01. Un notaire ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que :

- a) son nom et, s'il y a lieu, celui de ses associés et celui des notaires qu'il emploie ;
- b) le nom des notaires qui sont ses correspondants à l'étranger ;
- c) le nom des notaires dont le greffe lui a été cédé ;
- d) ses adresse et numéro de téléphone ;
- e) les mots « notaire », « conseiller juridique », « *title attorney* », « notaire et conseiller juridique », « notaire, conseiller juridique et *title attorney* », « notaire et *title attorney* », « conseiller juridique et *title attorney* », à condition d'inscrire également son nom ;
- f) ses titres, offices, grades et décorations ;
- g) le nom des associations juridiques dont il est membre ;
- h) les armoiries de la Chambre des notaires du Québec ; et
- i) le nom de son employeur, le cas échéant.

2.02. La carte professionnelle peut mesurer au plus 9 centimètres de large et 15 centimètres de long.

SECTION III MEDIA D'INFORMATION

3.01. Un notaire peut publier ou permettre que soit publiée, dans des périodiques ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser 1 décimètre carré et ne peut paraître plus d'une fois dans une même parution de périodique ou autre imprimé.

3.02. À l'occasion de l'ouverture de son étude, de son entrée dans une étude existante ou de sa première inscription au tableau de la Chambre, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un notaire peut publier une annonce contenant sa photographie et certaines notes biographiques dans des périodiques ou autres imprimés.

Cette annonce ne peut paraître plus d'une fois dans une même parution de périodique ou autre imprimé, ni dans plus de 2 parutions d'un même périodique ou autre imprimé.

La photographie autorisée au premier alinéa ne peut excéder 64 centimètres carrés.

3.03. Rien dans la présente section n'empêche un notaire chargé de vendre ou d'administrer des biens ou d'effectuer un placement d'en publier les détails dans des périodiques ou autres imprimés. Cependant, le caractère typographique ne peut mesurer plus de 24 points lorsque, à cette occasion, un notaire publie également tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

Le présent article s'applique également aux avis légaux dont la publication dans les journaux est obligatoire, sauf stipulation contraire de la loi.

SECTION IV PAPETERIE

4.01. Un notaire peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

SECTION V ENSEIGNES

5.01. Un notaire peut placer, à son étude et à sa résidence, une enseigne non lumineuse mentionnant tout ou

partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01, à condition que la hauteur des lettres employées ne dépasse pas 15 centimètres.

SECTION VI SOCIÉTÉS

6.01. Le nom collectif d'une société peut comprendre les noms des notaires exerçant ensemble ou de quelques-uns d'entre eux à l'exclusion, notamment, de l'expression « et associés » et autres expressions similaires ainsi que du nom d'un notaire ayant cessé d'exercer ou ayant quitté la société depuis plus de 3 mois.

SECTION VII ARMOIRIES

7.01. La Chambre des notaires du Québec est représentée par des armoiries conformes à l'original conservé par le secrétaire de la Chambre et dont la description est la suivante : D'azur semé d'abeilles d'or, au chef d'hermine. Timbré d'un dextrochère armé empoignant une plume d'oie taillée. Devise : *Scripta manent*.

7.02. Lorsqu'un notaire reproduit les armoiries de la Chambre pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer qu'elles sont conformes à l'original conservé par le secrétaire et qu'elles ne dépassent pas 25 décimètres carrés.



c. N-2, r.14

Règlement sur le registre des testaments de la Chambre des notaires du Québec

Loi sur le notariat

(L.R.Q., c. N-2, a. 93, 129, 130, 131 et 133)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I

DÉFINITION ET INTERPRÉTATION

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « Chambre », la Chambre des notaires du Québec.

1.02. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique, notamment les procédés microphotographiques, pour la tenue ou la conservation du registre.

1.03. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II

FORMALITÉS ET MODALITÉS RELATIVES À LA TENUE DU REGISTRE

2.01. La liste que doit expédier le notaire au registraire conformément à l'article 133 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2), doit contenir les renseignements suivants :

a) les nom, prénoms, occupation, adresse et, dans la mesure du possible, la date de naissance et le numéro d'assurance sociale de chaque testateur ; et

b) la date de chaque testament, codicille et révocation reçus en minute ou déposés chez lui par des testateurs.

Le notaire doit garder dans son étude une copie de cette liste.

2.02. Le notaire, gardien provisoire ou cessionnaire d'un greffe, est de même tenu de produire la liste des testaments, codicilles et révocations contenus dans le greffe dont il est gardien ou cessionnaire et dont la liste n'a pas été expédiée au registraire.

Cette liste doit être produite avant le 10 du mois suivant celui durant lequel la garde a été confiée ou la cession effectuée.

2.03. L'inscription au registre de tout testament, codicille ou de toute révocation de testament se fait par ordre alphabétique du nom du testateur et elle comporte, en plus des éléments mentionnés à l'article 2.01, la date de la disposition, le nom du notaire qui l'a reçue de même que tout autre renseignement susceptible d'accélérer le repérage de cette inscription.

2.04. La liste fournie mensuellement par le notaire est conservée à son nom soit matériellement soit au moyen de microphotographies, et dans ce cas conformément à la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., c. P-22).

2.05. Sauf au testateur, à son fondé de pouvoir ou à un notaire en exercice, le registraire ne doit fournir aucun renseignement relatif aux testaments, codicilles et révocations reçus en minute par un notaire ou déposés chez ce notaire par un testateur à moins qu'une preuve du décès du testateur ne soit fournie.

SECTION III

HONORAIRES

3.01. Les honoraires exigibles pour l'inscription, dans le registre, de tout testament et codicille et de toute révocation de testament, sont de 3 \$.

3.02. Les honoraires exigibles pour tout renseignement donné à la suite d'une recherche faite dans le registre sont de 10 \$.

A.C. 3491-76, (1976) 108 G.O. II, 6163 et (1979) 111 G.O. II, 529
A.C. 2019-79, (1979) 111 G.O. II, 5149



c. N-2, r.15

Tarif d'honoraires des notaires

Loi sur le notariat
(L.R.Q., c. N-2)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. A moins de conventions contraires, il ne peut pas être exigé plus que les honoraires prévus au présent tarif.

2. Il est dérogatoire à l'honneur professionnel d'exiger des honoraires inférieurs à ceux prévus au présent tarif.

3. Les honoraires établis à la section XXIV seront exigibles, le cas échéant, en plus des honoraires prévus par les sections I à XXIII.

4. Vente, cession, obligation, hypothèque, dation en paiement, transport, bail-vente, quittance-cession, prêt sur nantissement :

a) la considération stipulée dans l'acte ou la valeur des biens étant de : 7 000 \$ ou moins, les honoraires seront de 10 \$ par 1 000 \$ avec minimum de 20 \$; plus 3 \$ par 1 000 \$ ou fraction de 1 000 \$, de 7 000 \$ jusqu'à 200 000 \$; plus 2,50 \$ par 1 000 \$, ou fraction de 1 000 \$, de 200 000 \$ jusqu'à 1 000 000 \$;

b) au-dessus de 1 000 000 \$, des honoraires additionnels ne dépassant pas 1 \$ par 1 000 \$ sur l'excédent, si le travail accompli, la responsabilité encourue et le mandat donné le justifient.

Ces honoraires comprennent outre les honoraires de l'acte lui-même, les honoraires pour la comparution ou le concours de 4 personnes, la préparation de l'avis d'adresse, la préparation des transports d'assurance s'il y en a moins de 4, les pièces annexées et le certificat qu'elles comportent, l'assumption d'une obligation antérieure et la vacation pour l'enregistrement de l'acte et de l'avis d'adresse.

5. Pour l'inclusion dans l'acte des clauses usuelles de garantie pour le paiement du solde de prix de vente, soulté ou accomplissement des obligations d'une ou des parties, des honoraires additionnels comme suit :

a) le solde de prix de vente étant de 10 000 \$ ou moins, 10 \$;

b) le solde de prix de vente étant de plus de 10 000 \$ mais de moins de 100 000 \$, 25 \$;

c) le solde de prix de vente étant de 100 000 \$ ou plus, 50 \$.

6. Dans le cas d'un échange, les honoraires chargés aux co-échangistes seront ceux ci-dessus prévus calculés sur la valeur totale des actifs échangés.

7. Offre, option, promesse de vente ou convention au même effet ou prolongation de délai, novation, délégation de paiement : 50% des honoraires de l'article 4.

8. Si dans un acte une tierce partie se porte caution ou porte-fort de l'une des parties, les honoraires additionnels sont :

a) si l'engagement est de 10 000 \$ ou moins : 10 \$;

b) si l'engagement est de plus de 10 000 \$ mais moins de 100 000 \$: 25 \$;

c) si l'engagement est de 100 000 \$ et plus : 50 \$.

9. En plus des honoraires sus-mentionnés, le notaire doit exiger un supplément d'honoraires comme suit :

a) pour chaque désignation de partie de lot en plus de la cinquième : 5 \$.

Si la désignation d'un immeuble est limitée au numéro du cadastre, ces honoraires seront réduits à 0,25 \$ pour chacun des numéros supplémentaires ;

b) pour chaque transport de police d'assurance en plus du troisième, y compris la notification à la compagnie : 4 \$;

c) pour chaque demi-heure consacrée à la préparation des ajustements, si le notaire en est requis, ainsi qu'à la préparation de la déclaration statutaire dans le cas de la vente en bloc : 15 \$.

SECTION II EXAMEN DES TITRES

10. Pour faire l'examen du certificat de recherches depuis le cadastre ou au moins 50 ans, à moins d'une convention contraire auquel cas ce délai pourra être limité à 30 ans, ou effectuer une recherche au bureau d'enregistrement au même effet, examiner tous les actes formant la

chaîne des titres et, si jugé nécessaire, ceux qui apparaissent à l'index aux immeubles et affectant le lot concerné, examiner l'état hypothécaire, examiner le certificat de localisation, s'il y a lieu, faire enquête pour établir l'état des impositions foncières grevant ou affectant l'immeuble sauf dispense, examiner tous autres documents nécessaires pour établir l'état des titres de l'immeuble et donner une opinion sur le titre et faire un rapport écrit sommaire de cet examen, les honoraires seront les mêmes que ceux prévus à la section I, articles 4 et 5.

11. S'il est exigé, outre le rapport, une analyse écrite acte par acte de la chaîne des titres, le notaire a droit en plus à des honoraires horaires pour le temps consacré à la rédaction.

Si l'on requiert l'opinion sur un titre, sans qu'il y ait prêt, vente, etc., ou que la considération soit nominale, l'honoraire de l'examen sera basé sur la valeur réelle de l'immeuble.

12. Si le notaire ne fait qu'un examen sommaire des titres ou n'effectue qu'une recherche à vue au bureau d'enregistrement : tarif horaire avec minimum de 10 \$.

13. Pour les chaînes de titres supplémentaires en plus de la première : tarif horaire.

14. Si l'examen du titre présente des difficultés nécessitant l'obtention de renseignements divers, soit états matrimoniaux, identité de certaines parties, certificats d'arpentage, de localisation, descriptions complexes de parties de lots, etc., ou encore l'étude des auteurs, de la jurisprudence, des questions controversées, etc., le notaire a droit à des honoraires supplémentaires suivant la difficulté et l'importance de l'affaire et en tenant compte du temps consacré.

15. Outre les honoraires ci-dessus, le notaire a droit à des honoraires horaires pour toute vacation à l'extérieur de son étude.

SECTION III BAIL

16. 1) Bail emphytéotique, vente à constitution de rente, même tarif qu'à la section I, articles 4 et 5, basé sur le capital que représente la vente ou redevance emphytéotique capitalisée à 5%.

2) Bail de ferme : 20 \$ à 50 \$.

3) Bail de maison, de logement ou de résidence : 5 \$; plus le tarif horaire.

4) Pour tous les baux de nature commerciale, tels que baux de magasin, de maison de chambres ou de maison de rapport, d'entrepôts et autres édifices commerciaux, les honoraires seront basés sur le loyer total prévu, savoir :

a) jusqu'à 50 000 \$: 1,50 \$ par 1 000 \$, avec minimum de 20 \$;

b) sur l'excédent de 50 000 \$ jusqu'à 500 000 \$: 1 \$ par 1 000 \$;

c) sur l'excédent de 500 000 \$: 0,50 \$ par 1 000 \$; avec un maximum de 1 000 \$.

Quand le bail comporte un privilège ou une option de renouvellement, des honoraires supplémentaires de 25 \$ à 100 \$ selon l'importance.

Résiliation : de 20 \$ à 50 \$ selon l'importance du bail résilié.

Pour tout avis au locataire : 3 \$; congé à un locataire : 5 \$; plus les frais de signification.

SECTION IV QUITTANCE, MAINLEVÉE

17. Quittance, subrogation conventionnelle, main-levée d'hypothèque et autres actes comportant radiation :

a) 5 000 \$ ou moins, comprenant une copie à l'exclusion des copies d'annexes et la vacation au bureau d'enregistrement : 20 \$;

b) au dessus de 5 000 \$ jusqu'à 20 000 \$ comprenant une copie pour l'enregistrement et la vacation au bureau d'enregistrement : 25 \$;

c) au dessus de 20 000 \$: 30 \$; plus 1 \$ par 1 000 \$, ou fraction de 1 000 \$ au dessus de 20 000 \$, comprenant une copie pour l'enregistrement et la vacation au bureau d'enregistrement, mais avec un maximum de 500 \$.

SECTION V CONTRAT DE MARIAGE

18. Selon l'importance des donations entre les futurs époux et des stipulations, l'institution contractuelle s'il y a lieu, minimum 35 \$, comprenant 2 copies et une vacation au bureau d'enregistrement.

Si le contrat comporte donation par un tiers, les honoraires prévus pour les donations seront de plus exigibles.

SECTION VI TESTAMENT, CODICILLE, RÉVOCATION DE TESTAMENT

19. 1) Suivant le nombre de legs, la complexité des dispositions, l'importance et le temps employé à la préparation, à la rédaction et à la réception : 20 \$ à 500 \$.

2) Testaments entre mari et femme « au dernier vivant les biens » comprenant, selon le cas substitution vulgaire en faveur des enfants, pour les deux signés en même temps : 25 \$.

3) En plus des honoraires ci-dessus, pour les dispositions relatives aux exécuteurs testamentaires et aux fiduciaires, selon leur complexité : 10 \$ à 60 \$.

4) Révocation générale de dispositions testamentaires par acte autonome : 10 \$.

SECTION VII MANDAT

20. Procuration, autorisation, concours et consentement par acte séparé : 20 \$ à 100 \$; révocation des actes ci-dessus : 10 \$.

SECTION VIII DONATION

21. 1) Donation d'immeubles : section I, articles 4 et 5.

2) Donation pure et simple de biens mobiliers : selon l'importance, 20 \$ à 100 \$.

3) Donation fiduciaire : suivant l'importance et la complexité des dispositions et le temps employé à la préparation, à la rédaction et à la réception, 20 \$ à 500 \$.

4) En plus des honoraires ci-dessus, pour les dispositions relatives aux fiduciaires, selon leur complexité, 10 \$ à 60 \$.

SECTION IX MARCHÉS ET DEVIS

22. Les honoraires, basés sur la considération stipulée dans l'acte, seront de 1 \$ par 1 000 \$, jusqu'à 500 000 \$, et de 0,50 \$ par 1 000 \$ supplémentaire, avec un minimum de 25 \$.

Les honoraires réguliers seront exigibles pour la première copie des devis et la moitié de ces honoraires pour les copies supplémentaires.

SECTION X ACTES DÉCLARATOIRES

23. 1) Acte d'acceptation de succession ou de communauté ou de legs ou de donation ou d'usufruit ou de droit d'habitation, acte d'acquiescement, acte d'adhésion, avis d'hypothèque légale ou judiciaire, bordereau, consentement à redivision, déclaration de subrogation, déclaration du syndic ou d'un liquidateur ou autre à une faillite ou cession de biens ou autre procédure de même nature soit au registraire de faillite ou au registrateur, déclaration pour nomination d'expert, acte de dépôt de pièce, de dépôt volontaire ou judiciaire et consignation, limitation d'hypothèque, mise en demeure, nomination d'exécuteurs testamentaires ou de fiduciaires, notification, acte de notoriété, priorité d'hypothèque, procès-verbaux, rapport d'expert, acte de ratification, renonciation à la charge d'exécuteur testamentaire ou de fiduciaire, renonciation à succession ou à communauté ou à legs ou à donation ou à usufruit ou à droit d'habitation, renouvellement d'enregistrement, rétablissement de communauté, sommation et tout autre acte unilatéral de même nature non autrement prévu, suivant l'importance, 20 \$ à 100 \$.

2) Avis de 60 jours, avis de privilège, déclaration de défaut et prise de possession par un fiduciaire ou autre, offres réelles, minimum 20 \$.

3) Déclaration de copropriété : tarif horaire.

SECTION XI AUTRES ACTES BILATÉRAUX

24. Arbitrage, arrangement entre créancier et débiteur, cautionnement, compromis, contre-lettre, correction, établissement de servitude, garantie, rectification, transport général de créances ou de comptes de livres prévu à l'article 1571*d* du Code civil et tous autres actes bilatéraux non autrement prévus, suivant l'importance, 20 \$ à 100 \$.

SECTION XII PROTÊT MARITIME

25. Note de protêt et 3 copies : 20 \$ à 40 \$; extension de protêt : 30 \$ à 75 \$.

Vente de navire par acte notarié, les honoraires établis à la section I, articles 4 et 5.

Pour compléter les formules de vente, de déclaration de propriété, de nomination de gérant, d'hypothèque maritime : tarif horaire.

SECTION XIII**PROTÊTS DE LETTRES DE CHANGE, CHÈQUES ET BILLETS À ORDRE**

26. Pour présenter et noter, faute d'acceptation, une lettre de change, et pour en garder minute : 1 \$.

Pour copie de ces documents, si elle est requise par le porteur : 0,50 \$.

Pour noter et protester, faute de paiement toute lettre de change, billet à ordre, traite ou mandat et pour en garder minute : 1 \$.

Pour faire et transmettre au porteur d'une lettre de change ou d'un billet, un double de tout protêt faute d'acceptation ou de paiement, avec certificat de signification et copie de notification signifiée au tireur et aux endosseurs : 0,50 \$.

Pour chaque notification, y compris la signification et pour en garder copie, à un endosseur ou tireur, en plus des frais de port payés : 0,50 \$.

N.B. Ces honoraires sont ceux qui peuvent être chargés par le requérant au protesté ; tous honoraires supplémentaires sont à la charge du protestataire avec qui le notaire devrait en convenir d'avance.

SECTION XIV**ACTE DE SOCIÉTÉ ET DE DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ**

27. Les honoraires seront établis selon l'importance de la société, les stipulations spéciales et l'apport des associés :

- a) apport initial de 20 000 \$ ou moins : 30 \$ à 100 \$;
- b) apport initial dépassant 20 000 \$, mais moindre que 50 000 \$: 100 \$ à 250 \$;
- c) apport initial de 50 000 \$, mais moindre que 100 000 \$: 250 \$ à 500 \$;
- d) apport initial de 100 000 \$ et plus : honoraires de ½ de 1 % du capital-social ;
- e) sans apport pécuniaire : 30 \$ à 500 \$;

déclaration de société ou raison sociale : 15 \$;

déclaration de dissolution : 10 \$.

SECTION XV**CONSTITUTION DE COMPAGNIE**

28. **Constitution de compagnie à fonds social :** Préparation de la requête, du mémoire de convention, de la déclaration de siège social, du livre des actionnaires, du registre des procès-verbaux d'assemblées, du registre des transferts

et des règlements requis pour la mise en opération : minimum 200 \$.

29. **Constitution de compagnie sans but lucratif :** Préparation de la requête, du mémoire de convention, de la déclaration de siège social, des procès-verbaux d'assemblées et des règlements requis pour la mise en opération ; présentation de ces règlements pour dépôt à l'autorité compétente : minimum 100 \$.

30. Obtention de lettres patentes supplémentaires : minimum 150 \$.

31. Toutes procédures nécessaires à l'annulation de lettres patentes y compris la préparation de la requête, des procès-verbaux d'assemblées et des avis à être publiés à cet effet : minimum 200 \$.

32. Constitution d'association en corporation civile : requête au conseil municipal : 25 \$.

Dépôt de la déclaration et du certificat d'approbation du conseil au protonotaire et au gouvernement : 20 \$; préparation des règlements : 50 \$ à 75 \$; déclaration au protonotaire : 10 \$; déclaration de dissolution : 10 \$.

33. Pour chaque rapport exigé par l'autorité compétente : 10 \$.

Pour la préparation d'un prospectus ou pour toute demande d'exemption d'enregistrement adressée à l'autorité compétente régissant l'émission des valeurs mobilières : tarif horaire, minimum 10 \$.

Pour chaque présentation de règlements pour dépôt auprès de l'autorité ayant constitué la compagnie : 10 \$ à 25 \$.

Requête pour l'obtention de permis requis par les corporations et gens de mainmorte : 50 \$.

Pour la préparation d'une résolution ou d'un règlement de compagnie ou corporation : tarif horaire avec minimum de 5 \$.

SECTION XVI**ACTE DE FIDUCIE**

34. Pour la préparation et l'exécution d'un acte de fiducie comprenant sa rédaction, les entrevues avec les parties, l'étude du projet avec ces dernières, etc. : les honoraires de la section I, articles 4 et 5, avec cependant un minimum de 100 \$.

35. Pour l'exécution seulement de l'acte de fiducie, lorsque celui-ci a été entièrement préparé par d'autres conseillers juridiques : la considération étant de 100 000 \$ ou

moins, les honoraires seront de 1 \$ du 1 000 \$, avec minimum de 100 \$ plus 0,25 \$ par 1 000 \$, ou fraction de 1 000 \$ sur l'excédent de 100 000 \$ avec maximum de 500 \$.

Si le notaire doit faire transcrire l'acte sur papier réglementaire, il a en outre droit aux frais de transcription à raison de 1 \$ la page.

36. Si, outre l'exécution de l'acte, le notaire a participé à la rédaction partielle, comme description des biens hypothéqués, etc., il a droit en plus de ceux de l'article 35 à des honoraires additionnels ne devant pas dépasser la moitié de ceux prévus à l'article 34 et proportionnels à sa participation à la rédaction.

37. Copies d'actes de fiducie :

- a) pour copies requises, pour fins de l'enregistrement : tarif régulier ;
- b) autres copies demandées en même temps : la moitié du tarif régulier ;
- c) pour toute copie demandée subséquemment : tarif régulier.

38. Quittance ou mainlevée d'un acte de fiducie : Mêmes honoraires que ceux prévus à la section IV.

SECTION XVII SUCCESSION

39. Les honoraires de règlements de succession sont les suivants : pour obtenir et classer les pièces, documents et renseignements nécessaires à la préparation des déclarations et inventaires, correspondance à cet effet ; préparer et recevoir les déclarations au percepteur des droits sur les successions ; préparer et faire signer les formules statutaires ; l'envoi des documents au percepteur ; la correspondance relativement au paiement des impôts, la réception des permis de disposer ; préparer et recevoir 2 déclarations de transmission soit d'immeuble, de dépôt de banque, d'assurance ou de valeur mobilière, les copies nécessaires des actes ci-dessus, la vacation pour l'enregistrement ou l'envoi de ces déclarations de transmission et documents qui les accompagnent : 2½ % de l'actif brut de la succession si cet actif ne dépasse pas 10 000 \$ avec cependant un minimum de 75 \$; plus pour l'actif excédant 10 000 \$ jusqu'à 100 000 \$: de 1½ % à 2½ % ; plus pour l'actif excédant 100 000 \$ jusqu'à 500 000 \$; ¾ de 1 % : plus sur l'excédent de 500 000 \$ des honoraires de dépassant pas ½ de 1 %.

40. Pour la rédaction du procès-verbal d'un inventaire de coffret de sûreté, comprenant 10 items ou moins : 20 \$.

Pour chaque item décrit au procès-verbal, au dessus des 10 premiers : 1 \$.

41. Si pour les fins du règlement de la succession et l'obtention des renseignements, le notaire est appelé à faire des vacations en dehors de son étude, il a droit en plus des honoraires ci-dessus prévus à des honoraires horaires pour ces vacations.

42. 1) Lorsque le notaire a procédé au règlement de la succession :

a) pour les déclarations de transmission d'immeubles et de créances hypothécaires additionnelles à celles prévues à l'article 39 :

i. si les biens transmis sont d'une valeur de 5 000 \$ ou moins : 25 \$; comprenant les copies et la vacation pour l'enregistrement ;

ii. si les biens transmis excèdent 5 000 \$: 35 \$; comprenant les copies et la vacation pour l'enregistrement ;

b) pour les déclarations de transmission de dépôts en banque, actions, débentures, obligations, etc. additionnelles à celles prévues à l'article 39 :

i. si les biens transmis sont d'une valeur de 5 000 \$ ou moins : 15 \$;

ii. si les biens transmis excèdent 5 000 \$: 25 \$.

2) Lorsque le notaire n'a pas procédé au règlement de la succession :

a) pour les déclarations de valeurs à l'autorité compétente :

i. si reçus en minute : section I, articles 4 et 5 ;

ii. s'il y a simplement acte de dépôt : section X ;

b) pour les déclarations de transmission d'immeubles et de créances hypothécaires : si les biens transmis sont d'une valeur de 5 000 \$ ou moins : 40 \$; comprenant les copies et la vacation pour l'enregistrement, plus 1 \$ par 1 000 \$, ou fraction de 1 000 \$, au-dessus de 5 000 \$, avec maximum de 200 \$;

c) pour les déclarations de transmission de dépôts de banque, actions, débentures, obligations, etc. : si les biens transmis sont d'une valeur de 5 000 \$ ou moins : 25 \$; plus 1 \$ par 1 000 \$, ou fraction de 1 000 \$, au-dessus de 5 000 \$ avec maximum de 100 \$.

43. Délivrance de legs, selon l'importance : 20 \$ à 100 \$.

SECTION XVIII**TUTELLE, CURATELLE, AUTORISATION**

44. Pour toute tutelle et curatelle, ou procédure de nomination ou d'autorisation relative à un incapable, comprenant la déclaration, le procès-verbal du conseil de famille, la requête et *l'affidavit*, selon l'importance de la procédure : de 35 \$ à 50 \$.

Pour toute fin additionnelle de la procédure : 10 \$.

Pour préparation de l'avis de convocation, sa signification et pour la tenue du conseil de famille, lorsqu'elle excède une heure, on applique le tarif horaire.

SECTION XIX**REQUÊTE**

45. Pour la préparation de toute requête non prévue dans le présent tarif y compris *l'affidavit*, selon l'importance, de 35 \$ à 75 \$.

Pour toute conclusion additionnelle de la requête : 10 \$.

Pour chaque heure, en plus de la première, consacrée à la préparation de la requête, l'on appliquera le tarif horaire.

SECTION XX**VENTE VOLONTAIRE DE BIENS QUI APPARTIENNENT À DES INCAPABLES OU À DES ABSENTS OU QUI SONT L'OBJET D'UNE SUBSTITUTION**

46. L'on suit, selon le cas, le tarif prescrit à la section XIX, pour les requêtes.

Quant aux autres procédures requises, des honoraires minimaux de 20 \$ sont exigés pour chaque procédure et, en plus, le tarif horaire est applicable pour chaque heure, en plus de la première, consacrée à la préparation de la procédure.

En plus des honoraires du contrat basés sur la section I, le notaire a droit à une commission de 2% sur le prix d'adjudication jusqu'à 25 000 \$ et de 1% pour chaque 1 000 \$ ou fraction de 1 000 \$ additionnels.

SECTION XXI**ACTE DE PARTAGE, DE LIQUIDATION, DE REDDITION DE COMPTES**

47. Pour la rédaction du préambule ou de l'exposé, suivant leur importance : 25 \$ à 200 \$; pour chaque heure employée à la préparation de l'acte : tarif horaire.

SECTION XXII**INVENTAIRE, RAPPORT DE PRATICIENS, BÉNÉFICE D'INVENTAIRE**

48. Préambule, selon l'importance : 20 \$ à 50 \$; pour chaque heure employée en plus de la première à la préparation et à l'exécution : tarif horaire. Pour la préparation de l'avis de convocation : 4 \$; et pour chaque avis : 3 \$; signification de l'avis de convocation : tarif horaire.

Acceptation sous bénéfice d'inventaire : 25 \$; renonciation pour prendre qualité d'héritier pure et simple : 20 \$; pour les autres procédures pouvant être nécessaires : voir section XX.

SECTION XXIII**COMMISSIONS**

49. Pour la négociation d'un emprunt d'argent ou d'une cession de créance, à moins de convention contraire, les honoraires seront ceux conformes à l'usage du lieu, avec cependant un minimum de 2%. Pour négociation du renouvellement d'un emprunt dont le terme est expiré : la moitié de la commission de l'emprunt originaire.

Pour négociation d'une vente, d'un échange ou d'un achat d'immeuble : le tarif des courtiers en immeubles.

Pour négociation d'une vente, d'un échange ou d'un achat d'actions de compagnies non cotées à la bourse ou d'autres valeurs : 3% du prix de leur vente ou de la valeur des actions ou actifs échangés.

SECTION XXIV**HONORAIRES SPÉCIAUX**

50. Le notaire a droit à des honoraires spéciaux à raison de ses soins, démarches, étude de questions légales ; examen de pièces et documents, séances, conférences, avis et consultations, préparation et présentation de projets de loi, correspondance, entrevues, recherches et de tout travail spécial effectué, le tout selon l'importance de l'affaire qui lui aura été confiée, des conseils donnés et des services rendus.

51. Outre les honoraires ci-dessus, les suivants sont exigibles :

1) a) Dans tous les actes et autres documents non prévus au présent tarif, le notaire doit exiger des honoraires proportionnés au temps employé, à l'importance de l'affaire et au service rendu ;

b) pour tout acte préparé sur réquisition et auquel il n'est pas donné suite : la moitié des honoraires prévus pour tel acte, ou le tarif horaire, avec minimum de 10 \$.

2) a) Si l'acte comporte plus d'une convention, les honoraires devront être exigés pour chaque convention suivant le tarif établi pour chacune d'elles. Les clauses accessoires usuelles ne doivent pas être considérées comme des conventions supplémentaires ;

b) si la même transaction nécessite plus d'un acte tel que acte de prêt, fiducie, nantissement commercial, les honoraires prévus au présent tarif pour l'acte principal et la moitié des honoraires du présent tarif pour la préparation et la réception des actes supplémentaires.

3) Pour la préparation des conventions ou documents sommaires non autrement prévus : tarif horaire avec minimum de 10 \$.

4) Pour les cas non prévus dans le présent tarif :

a) pour chaque comparant additionnel à un acte : 3 \$;

b) pour chaque désignation de partie de lot : 5 \$. Si la désignation d'un immeuble est limitée au numéro du cadastre, ces honoraires sont réduits à 0,25 \$ pour chacun des numéros supplémentaires ;

c) pour chaque mention de servitude ou titre de créance : 3 \$;

d) pour chaque transport de police d'assurance y compris la notification à la compagnie : 4 \$;

e) pour chaque demi-heure consacrée à la préparation d'ajustements : 15 \$;

f) pour la préparation d'un avis d'adresse, d'une copie et la vacation au bureau d'enregistrement : 8 \$;

g) pour chaque réquisition de certificat de recherches, les honoraires seront de 0,10 \$ par lot, avec minimum de 3 \$;

h) pour chaque pièce annexée et certifiée comme telle : 3 \$;

i) pour prendre connaissance d'une lettre et en rédiger une : minimum 3 \$.

5) a) Pour toute vacation au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice ou ailleurs, relative à l'enregistrement de tout acte ou document ou à toute demande ou obtention d'un certificat, document ou copie quelconque : 3 \$.

Les mêmes honoraires s'appliquent si la chose est faite par correspondance ;

b) pour toute vacation autre que celle prévue au sous-paragraphe a du paragraphe 5 : tarif horaire. La vacation quotidienne est limitée à 8 heures à moins que le notaire n'ait été expressément tenu de prêter ses services pendant un plus grand nombre d'heures.

6) Pour attestation de signature, assermentation ou certificat d'identité : 2 \$.

7) Pour chaque copie ou extrait d'actes et de pièces annexées :

a) chaque page : 1 \$, sauf les copies d'acte d'obligation imprimées, chaque page : 0,50 \$;

b) pour chaque certificat d'authenticité apposé à une copie d'acte, ou de pièce annexée : 1 \$;

c) toute copie ou extrait d'acte ne devant pas être moindre que 4 \$, et toute pièce ou extrait de pièce annexée ne devant pas être moindre que 3 \$, y compris les certificats.

8) Pour recherches d'actes dans son greffe ou dans ceux dont il est dépositaire : 0,50 \$, par année de recherches. Aucune charge ne peut être exigée lorsque la date de l'acte est donnée.

9) Pour exercice de la profession pendant la nuit, à la réquisition spéciale des parties, soit de 21 h à 7 h, les honoraires sont doubles de ceux stipulés ci-dessus. Les notaires tenant habituellement un bureau du soir n'auront droit à ces doubles honoraires qu'après 22 h.

10) Toutes les fois que les honoraires sont établis selon le temps consacré par le notaire, le tarif horaire est fixé au taux minimal de 30 \$.

11) En plus des honoraires et commissions portés au présent tarif, le notaire a droit au paiement des frais de voyage et des déboursés par lui encourus pour ses clients.

52. Le présent tarif demeure en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1983.

A.C. 327-69, (1969) 101 G.O., 1357
 A.C. 3142-72, (1972) 104 G.O., 11065
 D. 1909-80, (1980) 112 G.O.II, 3541
 D. 3485-81, (1981) 113 G.O.II, 5551



c. N-2, r.16

Règlement sur la tenue des études, le papier réglementaire, l'index au répertoire et les chambres-fortes et coffres-forts des notaires

Loi sur le notariat

(L.R.Q., c. N-2, a. 15, 20, 35, et 93)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Chambre » : la Chambre des notaires du Québec ;
- b) « étude » : le lieu où un notaire dispense des services professionnels à l'exclusion notamment du lieu mentionné à l'article 2.02 et de la salle de travail des employés de ce notaire.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. La section II ne s'applique qu'à l'étude où un notaire exerce à son propre compte ou pour le compte d'un notaire ou d'une société de notaires.

SECTION II

TENUE DE L'ÉTUDE

2.01. Le notaire doit aménager son étude de façon à ce que l'identité et les conversations des personnes qui s'y trouvent ne puissent être perçues de l'extérieur de cette étude.

2.02. Le notaire doit aménager près de son étude un endroit destiné à recevoir les personnes à qui il rend des services professionnels.

2.03. Le notaire ne peut permettre que le local où il tient son étude serve simultanément à l'exercice, par une autre personne, d'une charge, d'une fonction ou d'une profession incompatible avec l'exercice de la profession de notaire.

2.04. Le notaire doit afficher son permis à la vue du public.

2.05. Le notaire doit mettre à la vue du public, dans le lieu mentionné à l'article 2.02, une copie du Code de déontologie des notaires (c. N-2, r.3) et du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des notaires (c. N-2, r.10). Il doit également inscrire sur chacun de ces règlements l'adresse de la Chambre.

2.06. Sous réserve des articles 2.04 et 2.05, le notaire, outre les objets décoratifs ou utilitaires, ne peut afficher dans son étude que les diplômes ayant un rapport avec l'exercice de sa profession.

2.07. Le notaire qui s'absente de son étude pour plus de 15 jours doit prendre les mesures nécessaires pour informer les personnes qui tentent de le rejoindre, de la durée de cette absence ainsi que du nom et de l'adresse du procureur nommé conformément au paragraphe 1 de l'article 15 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2).

SECTION III

PAPIER RÉGLEMENTAIRE, INDEX AU RÉPERTOIRE, CHAMBRES-FORTES ET COFFRES-FORTS

3.01. Le notaire doit employer, pour ses originaux, du papier chiffon mesurant 216 millimètres sur 356 millimètres et dont le grammage ou la masse doit être au moins de 75 grammes par mètre carré.

3.02. Le notaire doit tenir l'index prévu à l'article 20 de la Loi sur le notariat, sous forme de fiche ou autrement, par ordre alphabétique du nom des parties. Il doit doter cet index d'un indice permettant un repérage rapide des actes inscrits au répertoire.

3.03. Le notaire conserve ses minutes, répertoire, index et livres de comptabilité en fidéicomis dans une chambre-forte ou un coffre-fort offrant la garantie d'une résistance au feu de 927°C pour une période d'au moins une heure.

3.04. Aux fins de l'application de l'article 3.03, le notaire doit, à la demande du Comité administratif, fournir un certificat d'un expert attestant que sa chambre-forte ou son coffre-fort est conforme aux exigences de cet article.

A.C. 681-78, (1978) 110 G.O.II, 1909



c. O-3, r.1

Règlement sur le Bureau d'aménagement et de gestion du Complexe scientifique de Sainte-Foy

Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec
(L.R.Q., c. O-3)

SECTION I

COMPÉTENCE DE L'OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC

1. L'aménagement et la gestion du Complexe scientifique de Sainte-Foy sont confiés à la responsabilité de l'Office de planification et de développement du Québec, agissant en son propre nom en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec (L.R.Q., c. O-3).

SECTION II

BUREAU D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DU COMPLEXE SCIENTIFIQUE

2. En vertu de l'article 15 de la Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec, est constitué un Bureau d'aménagement et de gestion du Complexe scientifique.

3. Ce Bureau est composé des personnes suivantes :

- a) le directeur du Bureau ;
- b) le directeur du Centre de recherche industrielle du Québec ;
- c) le directeur de l'Institut national de la recherche scientifique ;
- d) le directeur du Centre de recherches minérales du ministère de l'Énergie et des Ressources ;
- e) le sous-ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement ou une personne qu'il désigne.

Les membres du Bureau, nommés en vertu du premier alinéa peuvent, avec l'autorisation du gouvernement, s'adjoindre d'autres personnes, désignées par les usagers du Complexe scientifique, pour compléter, le cas échéant, la composition du Bureau.

4. Le directeur du Bureau est nommé par le gouvernement sur la recommandation de l'Office de planification et de développement du Québec.

5. Le Bureau a pour responsabilité générale de préparer les décisions nécessaires à l'exécution du mandat de l'Office de planification et de développement du Québec relatif à l'aménagement et à la gestion du Complexe scientifique.

Le Bureau doit, en particulier :

- a) préparer le plan d'aménagement du Complexe scientifique, les programmes de construction et les budgets d'investissement ;
- b) prévoir l'allocation des espaces à l'intérieur des édifices ;
- c) définir les règles et procédures relatives à la gestion des immeubles et des services connexes (centrale thermique, centrale électrique, déneigement, stationnement, cafétéria, etc.) ;
- d) identifier les services communs à caractère scientifique (informatique, bibliothèque, documentation, etc.) et recommander, le cas échéant, d'en confier la responsabilité aux organismes compétents ;
- e) promouvoir la coordination des activités d'analyse, de contrôle, de recherche scientifique et de recherche industrielle exécutées à l'intérieur du Complexe scientifique ;
- f) promouvoir la mobilité du personnel et des informations scientifiques entre les divers organismes usagers du Complexe scientifique ;
- g) fixer les loyers, frais de services, quote-parts et toutes autres cotisations à être versés annuellement par les organismes usagers du Complexe scientifique ;
- h) préparer un budget annuel de fonctionnement et surveiller l'utilisation des sommes versées au fonds de développement du Complexe scientifique ;
- i) approuver le rapport annuel que transmet le directeur du Bureau en conformité avec l'article 12.

Les paragraphes b, c et g entrent en vigueur après l'approbation écrite du ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement (L.R.Q., c. M-29). Cette approbation peut être retirée en tout temps par le ministre.

SECTION III COMITÉ SCIENTIFIQUE

6. Le Bureau constitue, aux fins de le conseiller dans l'exercice de ses responsabilités, un comité scientifique dont il nomme les membres parmi le personnel des organismes usagers du Complexe scientifique.

SECTION IV FONDS D'ADMINISTRATION DU COMPLEXE SCIENTIFIQUE

7. En vertu du paragraphe *i* de l'article 2 de la Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec est confié à l'Office de planification et de développement du Québec un fonds constitué d'une avance dont compte à rendre. Cette avance est puisée au poste budgétaire dont il est fait état à l'article 8, et le montant est déterminé par le contrôleur des finances avec l'accord du vérificateur général.

8. Les sommes votées annuellement par l'Assemblée nationale pour l'administration du Complexe scientifique font l'objet d'un sous-article distinct aux estimations budgétaires.

9. Les prévisions annuelles de revenus et dépenses du Bureau d'aménagement et de gestion du Complexe scientifique de Sainte-Foy sont transmises au ministre des Finances à la date qu'il détermine.

10. Le directeur du Bureau est autorisé, aux conditions déterminées par résolution de l'Office de planification et de développement du Québec en vertu du paragraphe 2 de l'article 2 du Règlement de régie interne de l'Office de planification et de développement du Québec (c. O-3, r.4), à signer tout contrat et document relatif à l'aménagement et à la gestion du Complexe scientifique.

11. L'administration de l'avance dont compte à rendre, pour l'aménagement et la gestion du Complexe scientifique, est confiée au directeur du Bureau qui agit selon les dispositions déterminées par l'Office de planification et de développement du Québec pour la conduite de ses affaires bancaires.

12. Le directeur du Bureau transmet au directeur général de l'Office de planification et de développement du Québec, au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année, le rapport d'activité du Bureau y compris un compte détaillé des revenus et dépenses du Complexe scientifique pour l'exercice se terminant le 31 mars précédent. Ce rapport fait partie de celui de l'Office de planification et de développement du Québec.

SECTION V CONSTRUCTION DES ÉDIFICES ET PROPRIÉTÉ DES IMMEUBLES

13. Les édifices requis pour l'aménagement du complexe scientifique sont construits sous l'autorité du ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

SECTION VI IMMOBILISATIONS POUR FINS DE RECHERCHE DES MINISTÈRES OU ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

14. Le Bureau doit, à la demande du ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement ou du Conseil du trésor, lui donner son avis sur tout projet d'immobilisation pour fins de recherche soumis par un ministère ou organisme du Gouvernement du Québec.

A.C. 1752-70, (1971) 103 G.O., 1851
A.C. 730-71, (1971) 103 G.O., 2658



c. O-3, r.2

Règlement sur le Conseil de planification et de développement du Québec

Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec

(L.R.Q., c. O-3, a. 10)

1. Le Conseil de planification et de développement du Québec est composé de 35 membres.

2. Les membres de l'Assemblée nationale ainsi que les permanents qui ne résident pas au Québec ne peuvent pas être membres du Conseil.

3. Le président de chacun des organismes suivants est nommé membre du Conseil :

- a) le Conseil supérieur de l'éducation ;
- b) le Conseil des universités ;
- c) le Conseil du travail et de la main-d'oeuvre ;
- d) le Conseil des affaires sociales et de la famille.

4. Le maire de Montréal et le maire de Québec sont membres du Conseil.

5. Si le président d'un des organismes désignés à l'article 3 ou un maire mentionné à l'article 4 ne peut assister aux réunions du Conseil, le gouvernement peut, après consultation avec les personnes en cause, nommer des substituts.

6. Onze membres sont nommés par le gouvernement après consultation comme suit :

- a) 3 après consultation du Conseil du patronat du Québec ;
- b) 3 après consultation conjointe de la Confédération des syndicats nationaux, de la Fédération des travailleurs du Québec et de la Corporation des enseignants du Québec ;
- c) 1 après consultation de l'Union des municipalités ;
- d) 1 après consultation des Fédérations des commissions scolaires ;
- e) 1 après consultation de l'Union des producteurs agricoles ;

f) 1 après consultation du Conseil de la coopération du Québec ;

g) 1 après consultation du Conseil des gens d'affaires du Québec.

7. Onze membres sont nommés par le gouvernement après consultation des conseils régionaux de développement associés du Québec et des conseils régionaux de développement.

8. Le gouvernement nomme également 7 autres membres, dont 2 à titre respectif de président et de vice-président.

9. Tous les membres visés aux articles 6, 7 et 8 sont nommés pour un mandat de 4 ans.

Toute vacance est comblée pour le reste du mandat du membre à remplacer par le gouvernement selon le mode de nomination recommandé.

Dans tous les cas, le mandat ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

10. Le gouvernement nomme au Conseil, conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1) un secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires nécessaires à ses travaux.

11. Le Conseil a ses bureaux dans la ville de Québec et le secrétaire exécute les ordres et directives qu'il reçoit du Conseil et voit à la gouverne et à l'administration de l'organisme. Le secrétaire doit entre autres :

- a) s'assurer que les procès-verbaux des sessions du Conseil sont dûment consignés ;
- b) à la demande d'un membre, faire insérer aux procès-verbaux tout avis ou recommandation minoritaire.

12. Le Conseil peut :

- a) initier lui-même des avis et porter à l'attention de l'Office de planification et de développement du Québec des recommandations qu'il juge utiles et à propos ;
- b) faire effectuer des études et recherches jugées nécessaires à la poursuite de ses fins.

13. Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit du Québec et doit se réunir au moins une fois tous les 2 mois.

14. Les membres du Conseil sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et reçoivent une allocation de 50 \$ pour chaque demi-journée d'assemblée ou l'équivalent.

En plus de leur allocation comme membre, le président et le vice-président reçoivent une allocation de 25 \$ pour chaque demi-journée d'assemblée ou l'équivalent.

A.C. 3028-76, (1976) 108 G.O.II, 5529

D. 949-80, (1980) 112 G.O.II, 1995



c. O-3, r.3

Règlement sur le paiement d'indemnité et de frais de transport et de séjour aux membres du Conseil de planification et de développement du Québec

Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec

(L.R.Q., c. O-3, a. 12)

1. Une allocation de présence est payée aux membres du Conseil de planification et de développement du Québec, autres que ceux qui font partie de la fonction publique, conformément à l'article 14 du Règlement sur le Conseil de planification et de développement du Québec (c. O-3, r.2), lorsque ces membres assistent à une assemblée du Conseil ou d'un de ses comités.

2. Une indemnité quotidienne pour frais de séjour est payée aux membres du Conseil et des frais de transport leur sont payés conformément aux Règles sur les frais de déplacement des présidents, vice-présidents et membres des organismes gouvernementaux (c. A-6, r.16), lorsque ces membres sont appelés à siéger à un endroit situé en dehors du lieu de leur résidence ordinaire.

3. Les articles 1 et 2 s'appliquent à toute personne désignée par le Conseil pour faire partie d'un de ses comités et qui n'est pas membre de ce Conseil.

4. Les dépenses ainsi encourues sont payées à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale.

A.C. 73-72 du 12.01.72

A.C. 2228-73 du 20.06.73

A.C. 4134-77 du 07.12.77



c. O-3, r.4

Règlement de régie interne de l'Office de planification et de développement du Québec

Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec
(L.R.Q., c. O-3)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. 1) Les membres de l'Office de planification et de développement du Québec ci-après appelé « l'Office », se réunissent aussi souvent que l'intérêt de l'Office l'exige, mais au moins une fois par mois, au siège social de l'Office ou à tout autre endroit du Québec fixé par la convocation.

2) Les membres sont convoqués par le secrétaire.

3) Toute convocation doit être expédiée par écrit, au moins 3 jours francs avant la tenue de l'assemblée et adressée aux membres de l'Office à la dernière adresse déclarée par ceux-ci. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le président de l'Office peut, en cas d'urgence, convoquer une assemblée soit par téléphone, soit par télégramme, à l'endroit, au jour et à l'heure qu'il fixera.

4) Si tous les membres sont présents et y consentent, des assemblées peuvent être tenues sans convocation.

5) Le président est tenu de convoquer une assemblée sur demande écrite présentée par 3 membres, dans la mesure où celle-ci précise l'objet de la réunion. Si le président n'accède pas à leur requête dans les 24 heures de la réception d'une telle demande, les signataires peuvent convoquer eux-mêmes cette assemblée par écrit, selon le paragraphe 3 et dans un délai de 10 jours de la demande originale.

6) Les assemblées sont présidées par le président. En son absence, les membres présents élisent parmi eux un président d'assemblée.

7) La présence d'au moins 4 membres est nécessaire pour la validité des délibérations et des décisions.

8) Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas d'égalité, la voix du président de l'assemblée est prépondérante.

SECTION II DISPOSITIONS SPÉCIALES

2. 1) L'Office opère selon les modalités administratives concernant les contrats du gouvernement.

2) Le directeur général signe toute demande au Conseil du trésor, projet de décret, contrat et autres documents.

En cas d'incapacité du directeur général ou à sa suggestion, l'Office peut désigner, par résolution toute personne pour agir à cette fin.

3) Le directeur général soumet à l'Office le budget annuel prévu pour chaque plan, programme et projet.

4) Le directeur général doit également soumettre à l'Office tout projet d'entente à conclure avec un autre gouvernement.

5) La conduite des affaires bancaires de l'Office est déterminée par résolution.

6) Le directeur général, ou toute personne autorisée à cette fin par résolution, est habilité à répondre à tous brevets de saisie avant ou après jugement, ou ordonnances sur faits et articles, à signer tout *affidavit* nécessaire aux procédures judiciaires, à assister, à voter à des assemblées de créanciers, à accorder des procurations y relatives, et de façon générale à agir pour l'Office en toutes procédures et matières semblables.



c. O-3, r.5

Règlement de régie interne du Conseil de planification et de développement du Québec

Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec
(L.R.Q., c. O-3)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Définitions : Dans les règlements du Conseil de planification et de développement du Québec, les expressions suivantes signifient :

- a) « Loi » : la Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec (L.R.Q., c. O-3) ;
- b) « Office » : l'Office de planification et de développement du Québec, institué par la Loi ;
- c) « Conseil » : le Conseil de planification et de développement du Québec, institué en vertu de la Loi ;
- d) « ministre » : le ministre responsable de l'Office et du Conseil ;
- e) « membres » : les membres du Conseil, y compris le président et le vice-président ;
- f) « jour franc » : tout jour ouvrable situé entre le jour de l'envoi d'un avis et celui de la tenue d'une assemblée des membres et excluant le premier ;
- g) « jour ouvrable » : tout jour autre que le samedi, le dimanche ou les jours fériés ;
- h) « demi-journée d'assemblée ou l'équivalent » :
 - i. 3 heures consécutives ou non, d'assemblée dûment convoquée, constituent une demi-journée d'assemblée ;
 - ii. si l'assemblée dure plus de 3 heures, tout temps additionnel de plus d'une heure et de moins de 3 heures sera compté comme l'équivalent d'une demi-journée d'assemblée ;
 - iii. si l'assemblée dure moins de 3 heures, consécutives ou non, le temps de l'assemblée sera compté comme l'équivalent d'une demi-journée d'assemblée ;
 - iv. le temps de suspension de l'assemblée pour un repas ou toute autre raison ne compte pas dans l'évaluation du temps pour déterminer le nombre de demi-journées

d'assemblée, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le président.

SECTION II CONSEIL ET PRINCIPAUX OFFICIERS

2. Création : La composition du Conseil, la nomination de ses membres, la durée de leur mandat et l'étendue de leurs pouvoirs ont été déterminés par le Règlement sur le Conseil de planification et de développement du Québec (c. O-3, r.2).

3. Pouvoirs : En plus des pouvoirs déjà accordés par le Règlement sur le Conseil de planification et de développement du Québec, le Conseil peut :

- a) solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question qu'il juge utile ou nécessaire à la poursuite de ses fins ;
- b) constituer des comités, y compris des comités techniques consultatifs et des comités chargés de mandats spéciaux, déterminer la composition de ces comités, la durée du mandat des membres, l'étendue de leurs pouvoirs, et statuer sur toute matière requise pour leur régie interne. Le ministre peut, à la demande du Conseil, adjoindre à tout comité ainsi formé, à titre de membres temporaires, des personnes qui ne font pas partie du Conseil. Ces personnes ne reçoivent aucun traitement à ce titre ; elles peuvent être indemnisées de ce qu'il leur en coûte pour assister aux séances et recevoir une allocation de présence et des honoraires fixés par le gouvernement ;
- c) le Conseil exerce par résolutions les pouvoirs qui lui sont confiés par la Loi ;
- d) le secrétaire doit soumettre par écrit toute modification d'un règlement à chacun des membres du Conseil au moins 15 jours francs avant la tenue de l'assemblée où cette modification sera présentée. Cette modification devra être adoptée par la majorité simple des membres, en fonction, du Conseil, soit 18, avant d'être soumise au gouvernement pour approbation.

4. Démission : Tout membre peut démissionner en donnant un avis écrit de sa démission au secrétaire du Conseil.

5. Terminaison de mandat : Tout membre reste en fonction nonobstant l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

6. Vacance par absence : Si une vacance est constatée par le Conseil, celui-ci fait alors appel au gouvernement pour la nomination d'un nouveau membre.

7. Allocations de présence, honoraires, frais de transport et de séjour : Les tarifs pour allocations de présence, honoraires, frais de transport et de séjour sont déterminés par le Règlement sur le Conseil de planification et de développement du Québec (c. O-3, r.2) et le Règlement sur le paiement d'indemnité et de frais de transport et de séjour aux membres du Conseil de planification et de développement du Québec (c. O-3, r.3), et toutes modifications qui pourront être adoptées.

8. Président : Le président dirige les activités du Conseil. Le président :

- a) prépare, avec le secrétaire, l'ordre du jour des assemblées, qu'il convoque et préside ;
- b) coordonne les travaux du Conseil et en assure la continuité ;
- c) signe tous les documents engageant le Conseil ;
- d) veille à la préparation des dossiers et fournit aux membres du Conseil les renseignements relatifs aux questions à étudier ;
- e) exerce toutes les fonctions que le Conseil lui délègue et représente officiellement le Conseil dans le cas où il n'est pas prévu autrement ; et
- f) assure la liaison entre le Conseil, l'Office et le ministre.

9. Vice-président : Le vice-président exerce les pouvoirs du président, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, et exerce les pouvoirs que lui délègue le Conseil.

10. Secrétaire : Le secrétaire, sous l'autorité du Conseil, est le principal fonctionnaire du Conseil. En plus des devoirs qui lui sont assignés à l'article 11 du Règlement sur le Conseil de planification et de développement du Québec, il :

- a) doit, avec le président, établir l'ordre du jour et convoquer les assemblées ;
- b) assiste à toutes les séances du Conseil et de ses comités ;
- c) dresse le compte rendu des délibérations et rédige le procès-verbal des résolutions du Conseil ou de ses comités ;
- d) veille à l'exécution des décisions du Conseil et des comités du Conseil dont il est aussi le secrétaire ;

e) reçoit et authentifie tout état de compte des membres relatif aux allocations de présence, frais de séjour et de déplacement, de même que tout autre compte du Conseil, et il voit à ce que ces comptes soient acquittés ;

f) est le dépositaire des archives et documents du Conseil ;

g) assiste le président dans les travaux et recherches que le Conseil entreprend dans la poursuite de ses fins.

11. Secrétaire-adjoint : Le secrétaire-adjoint peut remplir toutes fonctions du secrétaire que le Conseil peut lui assigner. Il remplira, en outre, toutes fonctions que le secrétaire peut lui assigner.

12. Sceau : Le Conseil a un sceau portant son nom.

SECTION III ASSEMBLÉE DES MEMBRES

13. Lieu, date et heure des assemblées : Le lieu, la date et l'heure des assemblées sont déterminés par le président, après consultation des membres, et sont indiqués chaque fois à l'ordre du jour.

14. Ordre du jour : L'ordre du jour est établi par le président et le secrétaire. Il est soumis au Conseil pour son approbation au début de chacune des assemblées. Les membres peuvent alors changer l'ordre des questions à étudier, ajouter, modifier ou retrancher des sujets, avant que le Conseil n'approuve l'ordre du jour.

15. Présidence des assemblées : En l'absence du président et du vice-président, ou en cas d'incapacité d'agir, les membres élisent parmi eux un président d'assemblée.

16. Procédures d'assemblée : Le président du Conseil dirige les délibérations selon les règles de procédure des assemblées délibérantes, que le Conseil adopte par résolution.

17. Assemblées régulières :

1) **Fréquence des assemblées :** Les membres du Conseil se réunissent aussi souvent que l'intérêt du Conseil l'exige, à la date, l'heure et l'endroit fixés par la convocation, et au moins une fois tous les 2 mois, conformément à l'article 13 du Règlement sur le Conseil de planification et de développement du Québec.

2) Le président ou le secrétaire doit expédier par écrit, à chaque membre du Conseil, à la dernière adresse déclarée par ceux-ci, au moins 8 jours francs avant l'assemblée, le compte rendu des délibérations et le procès-

verbal de l'assemblée précédente et un projet d'ordre du jour qui tient lieu de l'avis de convocation.

3) **Quorum** : Le quorum des assemblées régulières du Conseil est du tiers des membres en fonction.

18. Assemblées spéciales :

1) **Convocation** : Les assemblées spéciales sont convoquées par un avis écrit indiquant la date, le lieu, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée.

Cet avis doit être expédié par écrit, au moins 3 jours francs avant la date de l'assemblée, et adressé aux membres à la dernière adresse déclarée par ceux-ci.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, dans un cas qu'il juge d'urgence, le président peut convoquer une assemblée spéciale sans respecter ce délai.

L'avis de convocation de telles assemblées doit être donné par lettre recommandée ou certifiée, par télégramme ou par téléphone à chacun des membres. Le délai de convocation n'est alors que d'un jour franc.

2) Au cours d'une assemblée spéciale, seuls les sujets mentionnés dans l'avis de convocation peuvent être traités. Cependant, toute assemblée spéciale peut être immédiatement saisie de toute affaire non énoncée dans l'avis de convocation pourvu que tous les membres en fonction du Conseil soient présents et qu'ils y consentent unanimement.

3) **Pouvoir de convocation :**

a) Les assemblées spéciales ne peuvent être convoquées que sur demande du président.

b) Le président est tenu d'aviser les membres de la convocation d'une assemblée spéciale sur une demande écrite de 10 membres, qui indique les sujets à l'ordre du jour.

c) Nonobstant les dispositions ci-dessus, si le président n'accède pas à la requête des membres dans les 3 jours francs de la réception d'une telle demande, les signataires peuvent eux-mêmes convoquer cette assemblée spéciale.

4) **Quorum :**

a) A l'assemblée spéciale convoquée par écrit au moins 3 jours francs avant la tenue de l'assemblée, le quorum est de la moitié des membres en fonction.

b) A l'assemblée spéciale ne respectant pas le délai de 3 jours francs, le quorum est de 80% des membres en fonction, soit 28.

19. Validité des décisions : Un quorum des membres est nécessaire pour la validité des décisions.

20. Vote : A moins qu'il n'en soit indiqué autrement, les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des voix des membres présents.

Tous les membres présents ont droit de vote ; en cas d'égalité des voix, le président a un vote prépondérant.

Le vote se déroule à main levée ou par scrutin secret, à la demande d'un membre du Conseil.

Nul ne peut se faire représenter ni exercer son droit de vote par procuration à une assemblée du Conseil.

21. Conflit d'intérêt : Lorsque, pour un membre, il y a conflit d'intérêt personnel sur une question, il le déclare et il s'abstient de voter.

22. Procès-verbaux : Le secrétaire dresse le compte rendu des délibérations et rédige le procès-verbal des recommandations du Conseil. Il doit les soumettre à l'assemblée suivante du Conseil pour approbation, avant de les signer avec le président.

Ces procès-verbaux, dûment signés, sont authentiques. Les extraits des procès-verbaux, les copies des résolutions et des règlements sont certifiés par le président et le secrétaire.

23. Publicité des débats :

1) Les séances du Conseil se tiennent à huis-clos, et seules les personnes désignées par le Conseil peuvent y participer.

2) Le Conseil peut, avec l'accord du ministre pour des fins particulières, décider lesquelles de ses séances sont publiques ou ouvertes à des personnes ou à des groupes particuliers.

3) Le Conseil peut, avec l'accord du ministre, décider de rendre publics ses procès-verbaux et ses documents, en tout ou en partie.

4) Seul, le président ou une personne mandatée par lui ou par le Conseil, a droit de communiquer avec le public au nom du Conseil.

5) Quand le Conseil rend publique une décision, le membre qui a fait inscrire au procès-verbal sa dissidence et ses motifs peut demander qu'ils apparaissent dans les publications de la décision.

24. Secret des délibérations : Les membres du Conseil doivent user de discrétion quant aux délibérations.



c. O-3, r.6

**Règlement sur la signature de certains
actes, documents ou écrits de l'Office de
planification et de développement du
Québec**

Loi sur l'Office de planification et de développement du
Québec

(L.R.Q., c. O-3, a. 15)

1. Les titulaires aux fonctions relatives de directeur général adjoint à l'administration et de directeur des finances sont, l'un ou l'autre, autorisés à signer les actes, documents ou écrits suivants :

- a) les demandes de livraison de marchandises en vertu d'une commande ouverte ;
- b) les commandes locales ;
- c) les contrats d'achat de biens meubles ;
- d) les contrats de location de biens meubles ;
- e) les contrats de service ;
- f) les protocoles d'entente concernant le programme expérimental de création d'emplois communautaires.



c. O-6, r.1

Règlement sur les affaires du Bureau, le serment de discrétion et les assemblées générales de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 93 et 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II BUREAU

2.01. Lors de la première réunion qui suit l'élection des membres du Bureau, ceux-ci élisent parmi eux un vice-président, un trésorier et un trésorier-adjoint.

2.02. Le Bureau est convoqué par le secrétaire au moyen d'un avis de convocation accompagné de l'ordre du jour expédié au moins 5 jours avant la date de la réunion.

2.03. En cas d'urgence, une réunion du Bureau peut être tenue à la demande du président de l'Ordre si :

a) tous les administrateurs sont avertis par téléphone ou télégramme au moins 24 heures avant la réunion ; et

b) tous les administrateurs absents lors de cette réunion reconnaissent avoir été convoqués conformément au paragraphe a.

2.04. Nonobstant les articles 2.02 et 2.03, une réunion du Bureau est considérée comme régulièrement tenue lorsque tous les administrateurs sont présents et renoncent à l'avis de convocation.

2.05. Dès qu'il y a quorum, le président ou en son absence, le vice-président décrète le début de la réunion.

2.06. Dès le début de la réunion, le secrétaire fait la lecture du procès-verbal de la réunion précédente.

À la demande d'un administrateur, le Bureau peut modifier le procès-verbal s'il contient des erreurs ou s'il n'est pas conforme aux décisions prises. S'il est conforme, le procès-verbal est adopté tel quel.

2.07. Toute proposition doit être appuyée pour être prise en considération.

Un administrateur peut proposer un amendement à une proposition. Un administrateur peut également proposer un sous-amendement. Dans un tel cas, le vote est tout d'abord pris sur le sous-amendement, ensuite sur l'amendement et, enfin, sur la proposition principale.

2.08. Le vote se prend à main levée. Toutefois, un administrateur peut demander le vote secret. Dans un tel cas, le président agit comme scrutateur.

2.09. Sous réserve du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), notamment l'article 84, les questions de procédure non prévues au présent règlement sont régies *mutatis mutandis* par les règles contenues dans V. Morin, Procédure des assemblées délibérantes, Montréal, 1969.

SECTION III ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

3.01. L'assemblée générale annuelle des membres de l'Ordre est tenue à la date fixée par résolution du Bureau.

3.02. Le quorum des assemblées générales de l'Ordre est de 30 membres.

3.03. Lorsque le quorum n'est pas atteint à une assemblée générale, le secrétaire dresse un procès-verbal à cet effet et convoque une autre assemblée.

3.04. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Au cas d'égalité des votes, le président de l'assemblée donne un vote prépondérant.

3.05. Sous réserve du Code des professions et de la présente section, la procédure à suivre lors des délibérations du Bureau s'applique *mutatis mutandis* aux délibérations des assemblées générales.

SECTION IV SERMENT DE DISCRÉTION

4.01. Chaque administrateur prête le serment ou l'affirmation solennelle de discrétion prévue à l'annexe 1.

SECTION V DISPOSITIONS DIVERSES

5.01. Le siège social de l'Ordre est situé à Montréal.

5.02. Le sceau de l'Ordre est celui dont l'empreinte apparaît sur l'exemplaire du présent règlement qui est détenu par le secrétaire de l'Ordre ; il est constitué du symbole graphique de l'Ordre et des mots suivants : Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec.

5.03. Le secrétaire a la garde du sceau de l'Ordre.

5.04. Un administrateur reçoit pour chacune des réunions du Bureau à laquelle il assiste les mêmes indemnités que celles fixées pour les membres des comités de l'Ordre.

5.05. Le président, ou si ce dernier est incapable d'agir, le vice-président ou un représentant autorisé par le Bureau, est seul autorisé à se faire le porte-parole de l'Ordre pour exprimer en public des opinions sur des sujets relatifs à l'exercice de la profession d'opticien d'ordonnances.

ANNEXE 1 (a. 4.01)

Serment ou affirmation de discrétion

Je
jure (ou affirme solennellement) que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être autorisé par la loi ou par le Bureau, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge d'administrateur, sauf les résolutions ou les règlements dûment adoptés par le Bureau.

., le

.
Signature

Serment ou affirmation de discrétion prononcé devant moi
les jour, mois et an susdits.

.
Commissaire à l'assermentation



c. O-6, r.2

Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des opticiens d'ordonnances

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;
- b) « opticien d'ordonnances » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- c) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

SECTION II ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

2.01. Un opticien d'ordonnances doit détenir un contrat d'assurance établissant une garantie contre la responsabilité qu'il peut encourir en raison des fautes ou négligences commises dans l'exercice de sa profession.

2.02. Le contrat d'assurance doit prévoir que :

- a) le minimum de la garantie est de 1 000 000 \$ pour chaque sinistre et de 2 000 000 \$ pour l'ensemble des sinistres relatifs à la période de garantie ;
- b) la garantie s'étend aux services ou à l'omission de rendre des services pendant la période de 3 ans précédant immédiatement l'entrée en vigueur du contrat d'assurance ;
- c) l'assureur s'engage à payer aux lieu et place de l'assuré, dans le cadre des limites de la garantie, tout montant que l'assuré peut légalement être tenu de payer à un tiers à titre de dommages-intérêts relativement à des services rendus ou à l'omission de rendre certains services par l'assuré

ou ses préposés, pendant la période couverte par la garantie ;

d) la garantie s'étend aux réclamations postérieures à la fin du contrat d'assurance si elles ont trait à des services rendus ou à l'omission de rendre des services durant l'existence du contrat, jusqu'à l'expiration du délai de prescription ;

e) l'assureur s'engage à prendre le fait et cause de l'assuré et d'assumer sa défense dans toute action intentée contre lui ; les frais et dépens des poursuites contre l'assuré, y compris ceux de la défense et les intérêts sur condamnations, sont à la charge de l'assureur en plus des montants prévus au paragraphe a ;

f) l'assureur s'engage à donner un avis à l'Ordre ou à l'assuré selon le cas dans les 30 jours précédant la modification, la résiliation, ou le non-renouvellement du contrat d'assurance ;

g) l'assureur s'engage à aviser l'Ordre lorsqu'il verse une somme d'argent en raison d'une faute ou d'une négligence d'un opticien d'ordonnances commise dans l'exercice de sa profession.

2.03. Les exclusions qui peuvent être prévues au contrat d'assurance ne sont pas opposables à un tiers visé au paragraphe c de l'article 2.02 à qui l'assuré est légalement tenu de payer des dommages-intérêts.

2.04. Dans le cas où l'Ordre a contracté pour l'ensemble ou une partie de ses membres, une police d'assurance-responsabilité conforme à la présente section, un opticien d'ordonnances peut adhérer, aux fins de l'article 2.01, à cette police d'assurance collective.

Un certificat d'assurance doit être délivré à chaque opticien d'ordonnances adhérant à la police d'assurance contractée par l'Ordre et une copie de cette police d'assurance doit lui être remise sur demande écrite.

2.05. Sauf s'il est assuré en vertu de l'article 2.04, l'opticien d'ordonnances doit fournir au secrétaire de l'Ordre, avant le 1^{er} novembre de chaque année, la preuve qu'il détient une police d'assurance en vigueur pour une période de 12 mois à compter de cette date et qu'elle est conforme au présent règlement.

Cependant, lorsqu'un opticien d'ordonnances s'inscrit ou se réinscrit au tableau à une date autre que celle du 1^{er} novembre, il doit fournir au secrétaire de l'Ordre la preuve qu'il détient une police d'assurance en vigueur au moins

jusqu'au 1^{er} novembre suivant et qu'elle est conforme au présent règlement.



c. O-6, r.3

Code de déontologie des opticiens d'ordonnances

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Ordre » : l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;

b) « opticien d'ordonnances » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;

c) « orthèse ophtalmique » : une lentille ophtalmique seule ou une monture avec un verre correcteur.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

SECTION II DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

2.01. L'opticien d'ordonnances doit, sauf pour des motifs valables, appuyer toute mesure susceptible d'améliorer la qualité et la disponibilité des services professionnels dans le domaine où il exerce.

2.02. Dans l'exercice de sa profession, l'opticien d'ordonnances doit tenir compte de l'ensemble des conséquences prévisibles que peuvent avoir ses recherches et travaux sur la société.

2.03. L'opticien d'ordonnances doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce. Sauf pour des motifs valables, il doit aussi, dans l'exercice de sa profession, poser les actes qui s'imposent pour que soit assurée cette fonction d'éducation et d'information.

SECTION III DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

§1. Dispositions générales

3.01.01. Avant d'accepter un mandat l'opticien d'ordonnances doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose.

3.01.02. L'opticien d'ordonnances doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente.

3.01.03. L'opticien d'ordonnances doit référer son client à un confrère, un optométriste ou à toute autre personne compétente, notamment un ophtalmologiste, ou consulter l'une de ces personnes lorsque l'intérêt du client l'exige.

3.01.04. L'opticien d'ordonnances doit s'abstenir d'exercer dans des conditions ou des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

3.01.05. L'opticien d'ordonnances doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et son client.

3.01.06. L'opticien d'ordonnances doit s'abstenir de faire des omissions ou des actes contraires aux normes professionnelles actuelles ou aux données actuelles de la science.

§2. Intégrité

3.02.01. L'opticien d'ordonnances doit s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité.

3.02.02. L'opticien d'ordonnances doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses propres services et de ceux généralement assurés par les membres de sa profession.

3.02.03. L'opticien d'ordonnances doit, dès que possible, informer son client du coût, de la nature et des modalités des services professionnels requis, notamment du type et de la qualité de l'orthèse ophtalmique nécessaire, et obtenir son accord à ce sujet.

3.02.04. L'opticien d'ordonnances doit s'abstenir d'exprimer des avis ou de donner des conseils contradictoires ou incomplets. À cette fin, il doit chercher à avoir une connaissance complète des faits avant de donner un avis ou un conseil.

3.02.05. L'opticien d'ordonnances doit informer le plus tôt possible son client de toute erreur, complication ou incident survenu en lui fournissant ses services professionnels.

3.02.06. L'opticien d'ordonnances doit apporter un soin raisonnable à l'orthèse ophtalmique qui lui est confiée par un client.

3.02.07. L'opticien d'ordonnances doit s'abstenir de poser des actes inappropriés ou disproportionnés aux besoins de son client.

3.02.08. L'opticien d'ordonnances doit aviser son client lorsqu'il lui fournit un produit d'optique qu'il sait discontinué ou retiré du marché.

§3. Disponibilité et diligence

3.03.01. L'opticien d'ordonnances doit faire preuve dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

3.03.02. En plus des avis et des conseils, l'opticien d'ordonnances doit fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend, et le cas échéant représenter fidèlement les propriétés de l'orthèse ophtalmique fournie.

3.03.03. L'opticien d'ordonnances doit rendre compte avec diligence et franchise à son client lorsque celui-ci le requiert.

3.03.04. L'opticien d'ordonnances doit faire preuve d'objectivité et de désintéressement lorsque des personnes susceptibles de devenir ses clients lui demandent des informations.

3.03.05. L'opticien d'ordonnances ne peut, sauf pour un motif juste et raisonnable, cesser d'agir pour le compte d'un client. Constituent notamment des motifs justes et raisonnables :

- a) la perte de la confiance du client ;
- b) le fait que l'opticien d'ordonnances soit en situation de conflit d'intérêts ou dans un contexte tel que son indépendance professionnelle pourrait être mise en doute ;

c) l'incitation de la part du client, à l'accomplissement d'actes illégaux, injustes et frauduleux.

3.03.06. Avant de cesser d'exercer ses fonctions pour le compte d'un client, l'opticien d'ordonnances doit faire parvenir un préavis de délaissement dans un délai raisonnable et s'assurer que cette cessation de service n'est pas préjudiciable à son client.

§4. Responsabilité

3.04.01. L'opticien d'ordonnances doit, dans l'exercice de sa profession, engager pleinement sa responsabilité civile personnelle. Il lui est donc interdit d'insérer dans un contrat de services professionnels une clause excluant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, cette responsabilité.

§5. Indépendance et désintéressement

3.05.01. L'opticien d'ordonnances doit subordonner son intérêt personnel à celui de son client.

3.05.02. L'opticien d'ordonnances doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

3.05.03. L'opticien d'ordonnances ne doit pas se placer dans une situation de nature à limiter directement ou indirectement sa liberté professionnelle au préjudice de ses clients.

3.05.04. L'opticien d'ordonnances doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, un opticien d'ordonnances est en conflit d'intérêts lorsque les intérêts en présence sont tels qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux à ceux de son client ou que son jugement et sa loyauté envers celui-ci peuvent être défavorablement affectés.

3.05.05. Constitue un conflit d'intérêts pour un opticien d'ordonnances, notamment, le fait d'exercer sa profession conjointement, en association ou pour le compte d'une personne physique ou morale qui n'est pas un opticien d'ordonnances.

3.05.06. Dès qu'il constate qu'il se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, l'opticien d'ordonnances doit en aviser son client et lui demander s'il l'autorise à continuer ses services professionnels.

3.05.07. L'opticien d'ordonnances doit s'abstenir de partager ses revenus bruts, profits ou honoraires avec une personne qui n'est pas membre de l'Ordre ou de les lui remettre en totalité ou en partie.

3.05.08. L'opticien d'ordonnances ne peut partager ses honoraires avec un confrère, qui n'est pas son associé ou son employé, que dans la mesure où ce partage correspond à une répartition des services et des responsabilités.

3.05.09. L'opticien d'ordonnances doit s'abstenir de recevoir, en plus de la rémunération à laquelle il a droit, tout avantage, ristourne ou commission relative à l'exercice de sa profession. De même, il ne doit pas verser, offrir de verser ou s'engager à verser un tel avantage, ristourne ou commission.

3.05.10. L'opticien d'ordonnances ne peut réclamer le paiement d'un compte pour services professionnels dont le coût est assumé par un tiers à moins qu'en vertu de la loi il puisse conclure et qu'il ait conclu une entente explicite au contraire avec son client.

3.05.11. L'opticien d'ordonnances doit défrayer lui-même le coût de la publicité qu'il publie ou permet de publier, et il ne peut accepter qu'un tiers en assume le coût, en tout ou en partie, à sa place.

3.05.12. L'opticien d'ordonnances ne peut annoncer un prix minimal sans indiquer le prix maximal de toute orthèse ophtalmique annoncée en vertu du Règlement concernant la publicité de l'Ordre.

3.05.13. L'opticien d'ordonnances ne peut, dans l'exercice de sa profession ou en vue de cet exercice, conclure un contrat ayant pour effet de limiter ou de contrôler la conduite de son bureau ou l'exercice de sa profession. Aucun contrat conclu par un opticien d'ordonnances ne doit notamment :

a) déterminer une forme de publicité contraire au Code des professions (L.R.Q., c. C-26), à la Loi sur les opticiens d'ordonnances (L.R.Q., c. O-6) et à leurs règlements ;

b) exclure des catégories ou des marques d'orthèse ophtalmique qu'il offre au public ;

c) limiter sa liberté d'achat ou de vente ;

d) définir ou restreindre les services professionnels qu'il peut offrir au public.

§6. Secret professionnel

3.06.01. L'opticien d'ordonnances doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession.

3.06.02. L'opticien d'ordonnances ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne.

3.06.03. Lorsqu'un opticien d'ordonnances demande à son client de lui révéler des renseignements de nature confidentielle ou lorsqu'il permet que de tels renseignements lui soient confiés, il doit s'assurer que le client est pleinement au courant du but de l'entrevue et des utilisations diverses qui peuvent être faites de ces renseignements.

3.06.04. L'opticien d'ordonnances ne doit pas révéler qu'une personne a fait appel à ses services lorsque ce fait est susceptible de causer un préjudice à cette personne.

3.06.05. L'opticien d'ordonnances doit éviter les conversations indiscrètes au sujet d'un client et des services qui lui sont rendus.

3.06.06. L'opticien d'ordonnances ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un client ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

3.06.07. L'opticien d'ordonnances doit toujours veiller à ce que ses employés ne communiquent pas à autrui les renseignements confidentiels qu'il reçoit dans le cours ordinaire de sa pratique professionnelle.

§7. Accessibilité des dossiers

3.07.01. L'opticien d'ordonnances doit respecter le droit de son client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir copie de ces documents.

§8. Fixation et paiement des honoraires

3.08.01. L'opticien d'ordonnances doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables.

3.08.02. Les honoraires sont justes et raisonnables s'ils sont justifiés par les circonstances et proportionnés aux services rendus. L'opticien d'ordonnances doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires :

- a) le temps consacré à l'exécution du service professionnel ;
- b) la difficulté et l'importance du service ;
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelle ;
- d) le coût pour l'opticien d'ordonnances, des produits ou du matériel nécessaire à l'exécution de son service professionnel.

3.08.03. L'opticien d'ordonnances doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires et des modalités de paiement. L'opticien d'ordonnances doit notamment inclure, dans son relevé d'honoraires, les éléments suivants : son nom, l'adresse et le numéro de téléphone de son bureau, la date du relevé d'honoraires et, séparément, le prix et la description de la monture, de la lentille ou des autres produits, ainsi que le prix, la description et l'étendue des services offerts dans un contrat de services ou d'assurances.

3.08.04. L'opticien d'ordonnances doit s'abstenir d'exiger d'avance le paiement de ses services. Il peut cependant exiger une avance pour couvrir le paiement des déboursés nécessaires à l'exécution des services professionnels requis.

3.08.05. L'opticien d'ordonnances ne peut percevoir des intérêts sur ses comptes qu'après en avoir dûment avisé son client. Les intérêts ainsi exigés doivent être d'un taux raisonnable.

3.08.06. Avant de recourir à des procédures judiciaires, l'opticien d'ordonnances doit épuiser les autres moyens dont il dispose pour obtenir le paiement de ses honoraires.

3.08.07. Lorsqu'un opticien d'ordonnances confie à une autre personne la perception de ses honoraires, il doit, dans la mesure du possible, s'assurer que celle-ci procède avec tact et mesure.

3.08.08. L'opticien d'ordonnances doit s'abstenir de vendre ses comptes, sauf à un autre opticien d'ordonnances.

SECTION IV DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

§1. Charges et fonctions incompatibles

4.01.01. Sont incompatibles avec l'exercice de la profession d'opticien d'ordonnances, l'exercice de la profession du médecin et d'optométriste.

§2. Actes dérogatoires

4.02.01. En outre des actes dérogatoires mentionnés aux articles 57 et 58 du Code des professions, est dérogatoire à la dignité de la profession, le fait pour un opticien d'ordonnances de :

- a) solliciter ou inciter quelqu'un de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels ;
- b) entraver directement ou indirectement la liberté du client de choisir un autre opticien d'ordonnances ;
- c) abuser, dans l'exercice de sa profession, de l'inexpérience, de l'ignorance, de la naïveté ou du mauvais état de santé de son client ;
- d) ne pas recommander à un client de consulter un médecin lorsqu'il identifie une condition de l'oeil ou de ses annexes qui semble nécessiter un examen médical ;
- e) exercer conjointement ou en association ou pour le compte d'une personne ou d'une corporation, la profession d'opticien d'ordonnances autrement que prévu par la Loi et les règlements, notamment s'associer aux fins d'exercer la profession d'opticien d'ordonnances avec une personne qui n'est pas membre de l'Ordre, ou d'être à l'emploi pour les mêmes fins d'une telle personne ;
- f) confier à une personne l'exécution de travaux relatifs à la pose, l'ajustement ou le remplacement des orthèses ophtalmiques lorsque celle-ci n'a pas les connaissances appropriées ;
- g) participer ou contribuer à la commission d'une infraction au Code des professions ou à la Loi sur les opticiens d'ordonnances ou profiter sciemment de la commission de telle infraction, notamment en ce qui concerne l'exercice illégal de la profession ou l'usurpation de titre ;
- h) ne pas indiquer correctement au dossier les renseignements obtenus lors d'un examen ou d'un traitement ou de falsifier le dossier en regard de ces renseignements ;
- i) ne pas permettre à un client de prendre connaissance de l'ordonnance qui le concerne dans tout dossier constitué à son sujet ou de lui refuser d'obtenir une copie de cette ordonnance ;

j) donner de l'information sur l'état visuel d'un client à une tierce personne à moins que le client ne l'ait autorisé ou que la loi ne l'ordonne ;

k) communiquer avec le plaignant sans la permission écrite et préalable du syndic ou de son adjoint, lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit ;

l) utiliser la papeterie d'un client, d'un fournisseur, d'un médecin ou d'un optométriste, ou permettre à un client, un fournisseur, un médecin ou un optométriste d'utiliser sa papeterie ;

m) annoncer un prix minimal sans indiquer le prix maximal de toute lentille ophtalmique.

§3. Relation avec l'Ordre

4.03.01. L'opticien d'ordonnances à qui l'Ordre demande de participer à un conseil d'arbitrage des comptes, à un comité de discipline, d'inspection professionnelle ou tout autre comité, ou d'agir à titre de maître de stage, doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels.

4.03.02. L'opticien d'ordonnances doit répondre dans les plus brefs délais à toute correspondance provenant du syndic de l'Ordre, des enquêteurs ou des membres du comité d'inspection professionnelle.

4.03.03. L'opticien d'ordonnances ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance, ou de procédés déloyaux. Il ne doit pas notamment s'attribuer le mérite de travaux qui revient à son confrère.

4.03.04. L'opticien d'ordonnances consulté par un confrère doit fournir à ce dernier son opinion et ses recommandations dans le plus bref délai possible.

4.03.05. L'opticien d'ordonnances appelé à collaborer avec un confrère, doit préserver son indépendance professionnelle. Si on lui confie une tâche contraire à sa conscience ou à ses principes, il peut demander d'en être dispensé.

§4. Contribution à l'avancement de la profession

4.04.01. L'opticien d'ordonnances doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec ses confrères, et les candidats à l'exercice de la profession, et par sa participation aux cours et aux stages de formation continue.

4.04.02. L'opticien d'ordonnances doit favoriser la collaboration avec les autres professionnels, en particulier avec les médecins, les ophtalmologistes, les optométristes, dans le meilleur intérêt du client, du public ou de sa profession.

SECTION V DISPOSITION TRANSITOIRE

5.01. Malgré l'article 3.05.05 et le paragraphe e de l'article 4.02.01, il est permis à tout opticien d'ordonnances qui exerçait sa profession pour le compte d'un optométriste ou d'une société d'optométristes le 25 juin 1981, de continuer à le faire tant qu'il demeurera à l'emploi de cet optométriste ou de cette société d'optométristes.



c. O-6, r.4

Règlement sur le comité de la formation des opticiens d'ordonnances

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 184)

SECTION I CRÉATION DU COMITÉ

1.01. Il est établi un comité composé de la façon suivante :

- a) 4 représentants de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;
- b) 2 représentants de la Direction générale de l'enseignement collégial du ministère de l'Éducation ;
- c) 2 représentants du CÉGEP Édouard-Montpetit dont un du département des techniques de prothèses visuelles ;
- d) 2 représentants des étudiants en techniques de prothèses visuelles désignés par les étudiants en techniques de prothèses visuelles du CÉGEP Édouard-Montpetit dont au moins un de troisième année.

SECTION II MANDAT DU COMITÉ

2.01. Le mandat du comité est de soumettre aux 4 organismes ou groupements représentés au sein du comité ainsi qu'à l'Office des professions du Québec, des recommandations au sujet des questions suivantes :

- a) les programmes d'étude et de stages de formation en techniques de prothèses visuelles ;
- b) les examens et autres mécanismes d'évaluation ;
- c) la formation continue.

SECTION III PROCÉDURE DU COMITÉ

3.01. Chaque membre du comité a droit de vote.

3.02. Les membres du comité désignent parmi eux un président.

3.03. Le secrétariat du comité est assuré par l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec.

3.04. Le président fixe la date et l'heure des réunions du comité, convoque ces réunions et les préside.

3.05. Le quorum du comité est de 6 membres.

3.06. Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du comité et en expédie une copie aux organismes et groupements mentionnés à l'article 2.01.

3.07. Les recommandations du comité sont formulées à la majorité des voix ; au cas d'égalité, le président donne un vote supplémentaire.

3.08. Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du comité.

3.09. Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupements représentés au sein du comité sont retournées à ce dernier pour révision.

3.10. Le comité doit tenir au moins une réunion par année.



c. O-6, r.5

Règlement sur les conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec

Loi sur les opticiens d'ordonnances

(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, en entend par :

a) « Ordre » : l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;

b) « candidat » : une personne qui demande son permis, qui s'est conformée aux conditions et formalités exigées par le présent règlement et qui est détentricrice d'un diplôme reconnu par le gouvernement en vertu du paragraphe a du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ou reconnue équivalente par le Bureau, ou dont la formation a été reconnue équivalente par le Bureau ;

c) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II

DISPOSITION GÉNÉRALE

2.01. Tout candidat, en outre des conditions exigées par la Loi sur les opticiens d'ordonnances (L.R.Q., c. O-6), doit, pour obtenir un permis, se conformer aux conditions suivantes ;

a) produire une demande de permis conformément à la formule prévue à l'annexe 1 ;

b) subir avec succès l'examen professionnel de l'Ordre.

SECTION III

EXAMEN PROFESSIONNEL

3.01. L'examen professionnel se tient à Montréal, au moins une fois par année, aux dates déterminées par le Bureau.

3.02. Au moins 10 jours avant la date de l'examen professionnel, le candidat doit déposer au secrétariat de l'Ordre la somme de 50 \$.

3.03. L'examen professionnel est de 3 heures et porte sur la législation et la réglementation professionnelles concernant l'exercice de la profession d'opticien d'ordonnances.

3.04. Pour réussir l'examen professionnel, le candidat doit obtenir 60% des points. S'il n'obtient pas 60% des points, le candidat peut se présenter à un examen subséquent qui doit se tenir au plus tard 3 mois après la date du dernier examen.

3.05. Le secrétaire communique au candidat le résultat de l'examen professionnel par la poste.

3.06. Le secrétaire transmet au Bureau le dossier du candidat qui a réussi l'examen professionnel et recommande au Bureau la délivrance d'un permis au candidat.

3.07. Lorsque le Bureau a délivré un permis à un candidat, le secrétaire avise ce dernier que, suite au paiement de la cotisation fixée par le Bureau, il procédera à son inscription au tableau.

ANNEXE 1

(a. 2.01)

ORDRE DES OPTICIENS D'ORDONNANCES DU QUÉBEC

Demande de permis

Je, soussigné(e), jure (ou déclare solennellement) que les réponses ci-après sont complètes et exactes.

1.
nom et prénom mentionnés à l'acte de naissance

.
autres prénoms

.
No assurance sociale

.....
nom utilisé couramment

devant moi à
ce jour d
19...

2. Adresse domiciliaire :

.....
numéro rue

ville province code postal

.....
téléphone

Adresse actuelle :

.....
numéro rue

ville province code postal

.....
téléphone

3. Avez-vous légalement changé de nom ? Oui... Non...

Si oui, quel nom avez-vous déjà utilisé ?
(Veuillez joindre copie des documents légaux pertinents).

4. Si né(e) ailleurs qu'au Québec, depuis quand y êtes-vous arrivé(e) ?

S'il y a lieu, êtes-vous naturalisé(e) ? Oui... Non
(Si oui, joindre copie du certificat).

5. Votre état civil :

Célibataire : Marié(e) : : ou autres :

6. Maison(s) d'enseignement fréquentée(s) :

Niveau collégial :

Nombre d'années :

Nom de la maison d'enseignement :

Niveau universitaire :

Nombre d'années :

Nom de la maison d'enseignement :

7. Je joins à cette demande :

- a) un extrait certifié de mon acte de naissance ;
- b) mon diplôme d'études collégiales en technique de prothèses visuelles ou une attestation de l'obtention d'un tel diplôme, ou une attestation que mon diplôme ou ma formation a été reconnu équivalent par le Bureau.

8. Je m'engage à me conformer à la Loi sur les opticiens d'ordonnances (L.R.Q., c. O-6) et aux règlements.

.....
signature

Juré (ou affirmé solennellement)

.....
commissaire à l'assermentation



c. O-6, r.6

Règlement sur les dossiers d'un opticien d'ordonnances cessant d'exercer

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 91)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « *Ordre* » : l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;
- b) « *opticien d'ordonnances* » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- c) « *secrétaire* » : le secrétaire de l'Ordre ;
- d) « *dossiers* » : les dossiers, livres et registres qu'un opticien d'ordonnances doit tenir dans l'exercice de sa profession ;
- e) « *cessionnaire* » : l'opticien d'ordonnances à qui sont cédés les dossiers d'un opticien d'ordonnances lors d'une cessation définitive d'exercer ;
- f) « *gardien provisoire* » : l'opticien d'ordonnances à qui sont confiés les dossiers d'un opticien d'ordonnances pendant la cessation temporaire d'exercer.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la conservation des dossiers pourvu que leur confidentialité soit respectée.

1.04. Dans le cas d'un opticien d'ordonnances membre ou à l'emploi d'une société d'opticiens d'ordonnances ou à l'emploi d'une personne physique ou morale, le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers de cette société ou de cet employeur que cet opticien d'ordonnances utilise dans l'exercice de sa profession. Le présent règlement s'applique toutefois lorsque tous les membres d'une société d'opticiens d'ordonnances cessent d'exercer.

1.05. Une convention concernant la cession ou la garde provisoire des dossiers d'un opticien d'ordonnances cessant d'exercer doit être constatée par écrit et expédiée au secrétaire.

SECTION II CESSATION DÉFINITIVE D'EXERCER

2.01. Sous réserve des articles 2.02 et 2.03, lorsqu'un opticien d'ordonnances cesse définitivement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

- a) s'il a trouvé un cessionnaire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer sa profession à compter de telle date, lui remettre copie de la convention qu'il a conclue avec le cessionnaire et lui indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce cessionnaire ; ou
- b) s'il n'a pu trouver un cessionnaire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

2.02. Lorsqu'un opticien d'ordonnances cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation permanente du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'opticien d'ordonnances radié trouve un cessionnaire dans les 60 jours de la décision définitive de la radiation.

Si un cessionnaire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers de l'opticien d'ordonnances radié sont confiés à la garde du secrétaire.

2.03. Lorsqu'un opticien d'ordonnances décède, le secrétaire doit, dès qu'il en est avisé, veiller à ce que les ayants droit de l'opticien d'ordonnances décédé trouvent un cessionnaire dans le plus bref délai possible.

2.04. Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit, dans les 30 jours suivant la date où il prend possession des dossiers d'un opticien d'ordonnances cessant définitivement d'exercer, faire publier deux fois, à 10 jours d'intervalle, dans au moins un journal quotidien de langue française et, s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise qui desservent la région où cet opticien d'ordonnances exerçait sa profession, une annonce indiquant son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau et précisant au public qu'il est en possession des dossiers de cet opticien d'ordonnances.

Le cessionnaire doit faire parvenir au secrétaire copie de l'annonce visée au premier alinéa. Il doit également placer une telle copie sur la façade intérieure de son bureau et à la vue du public.

2.05. Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit respecter le droit d'une personne de prendre connaissance de l'ordonnance et des autres documents qui la concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir copie de ces documents. Les frais de l'obtention de cette copie sont à la charge de celui qui en fait la demande.

2.06. Lorsque le secrétaire a la garde des dossiers d'un opticien d'ordonnances qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, il peut en tout temps, après consultation de cet opticien d'ordonnances, confier ces dossiers à un cessionnaire.

2.07. Pendant qu'il a la garde des dossiers d'un opticien d'ordonnances qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, le secrétaire doit prendre les mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet opticien d'ordonnances.

2.08. Sous réserve de l'article 2.06, le secrétaire doit conserver pendant une période minimale de 5 ans les dossiers qu'il a reçus en vertu de la présente section. Ce n'est qu'après ce délai que le secrétaire peut détruire ces dossiers.

SECTION III CESSATION TEMPORAIRE D'EXERCER

3.01. Sous réserve de l'article 3.02, lorsqu'un opticien d'ordonnances cesse temporairement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

a) s'il a trouvé un gardien provisoire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer temporairement sa profession à compter de telle date, lui remettre copie de la convention qu'il a conclue avec le gardien provisoire et lui indiquer la date à laquelle il entend reprendre l'exercice de sa profession ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien provisoire ; ou

b) s'il n'a pu trouver un gardien provisoire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

3.02. Lorsqu'un opticien d'ordonnances cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation temporaire du

tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'opticien d'ordonnances radié trouve un gardien provisoire dans les 15 jours de l'expiration du délai d'appel ou de la décision définitive de radiation.

Lorsqu'un gardien provisoire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, le secrétaire prend sous sa garde les dossiers de l'opticien d'ordonnances radié.

3.03. Le gardien provisoire doit communiquer aux clients de l'opticien d'ordonnances dont il a la garde des dossiers, les renseignements pertinents concernant l'état de leur dossier, tenir à jour ces dossiers et prendre les autres mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet opticien d'ordonnances.

3.04. L'article 2.04 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section sauf dans le cas où un opticien d'ordonnances cesse d'exercer à la suite d'une radiation temporaire de moins de 6 mois.

3.05. Les articles 2.05 à 2.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente section.

3.06. Le secrétaire ou le gardien provisoire, selon le cas, doit remettre à l'opticien d'ordonnances ses dossiers immédiatement après la fin de la période de cessation temporaire d'exercice.

3.07. Un opticien d'ordonnances qui ne désire plus reprendre l'exercice de sa profession pendant ou après l'expiration de la période où il avait temporairement cessé d'exercer, doit se conformer à la section II.



c. O-6, r.7

Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Les définitions contenues au Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur les opticiens d'ordonnances (L.R.Q., c. O-6) s'appliquent au présent règlement à moins que le contexte n'indique un sens différent.

1.02. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « région » signifie : l'une des régions au sens du Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec (c. O-6, r.13).

1.03. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II PROCÉDURE D'ÉLECTION

2.01. Le jour de la clôture du scrutin pour l'élection du président et des administrateurs du Bureau de l'Ordre est fixé au premier mardi de juin à 18 h.

2.02. Au plus tard le 1^{er} avril précédant la date de la clôture du scrutin, le secrétaire adresse à tous les opticiens d'ordonnances un avis d'élection indiquant :

- a) le nom de l'administrateur élu dont le mandat est sur le point d'expirer dans chaque région ;
- b) un résumé de la procédure et des délais prescrits pour la présentation de candidats aux postes d'administrateurs.

2.03. Un membre de l'Ordre ne peut signer plus de bulletins de présentation qu'il n'y a de postes d'administrateurs à pourvoir dans la région où il vote. Une signature

apparaissant sur un nombre de bulletins de présentation plus élevé que le nombre de postes d'administrateurs à pourvoir, est rayée de tous les bulletins.

2.04. Tout candidat à un poste d'administrateur ou au poste de président, si ce dernier est élu au suffrage universel, doit fournir au secrétaire un bulletin de présentation selon la formule produite à l'annexe I.

2.05. Au moins 15 jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin, en plus des documents prescrits à l'article 69 du Code des professions, le secrétaire transmet à chacun des opticiens d'ordonnances les documents suivants :

- a) une liste des opticiens d'ordonnances ;
- b) une copie du présent règlement ;
- c) un document indiquant la région où il exerce son droit de vote.

2.06. Le bulletin de vote certifié et transmis par le secrétaire doit contenir :

- a) le nom et le symbole graphique de l'Ordre ;
- b) l'année de l'élection ;
- c) l'identification de la région ;
- d) les noms par ordre alphabétique des candidats aux postes d'administrateurs dans la région où le membre exerce sa profession ;
- e) un carré blanc vis-à-vis chaque nom des candidats ;
- f) le nombre de sièges à pourvoir dans la région.

2.07. Au cas d'élection du président au suffrage universel, le bulletin de vote doit avoir le même contenu et la même forme *mutatis mutandis*.

2.08. Est nul tout bulletin de vote :

- a) sur lequel le votant s'est exprimé autrement que par une croix ;
- b) qui contient plus de croix qu'il n'y a d'administrateurs à élire dans la région ;
- c) qui n'est pas certifié par le secrétaire ;
- d) qui n'est pas dans la forme prescrite à l'article 2.06 ;

e) qui n'est pas retourné dans l'enveloppe adressée au secrétaire de l'Ordre et sur laquelle se trouve le mot ÉLECTION ;

f) qui n'est pas reçu au siège social de l'Ordre, à la date de la clôture du scrutin.

2.09. Un membre de l'Ordre peut obtenir un nouveau bulletin de vote du secrétaire si le premier bulletin de vote transmis est perdu ou inutilisable de quelque façon, à condition que ce membre fasse une déclaration solennelle écrite attestant que son bulletin de vote est perdu ou inutilisable.

2.10. Le dépouillement du vote par le secrétaire doit avoir lieu dans les 10 jours qui suivent la date de la clôture du scrutin en présence d'au moins 3 des 4 scrutateurs désignés par le Bureau.

2.11. Le secrétaire rédige un rapport détaillé du résultat du vote, lequel rapport est contresigné par les scrutateurs. Ce rapport est conservé dans les archives de l'Ordre.

2.12. La durée du mandat du président et des administrateurs du Bureau est de 3 ans.

Aux fins de l'alternance de la représentation au sein du Bureau, le tiers des administrateurs élus du Bureau est remplacé, chaque année, compte tenu du nombre total de postes à pourvoir et des mandats qui expirent.

2.13. Au cas où le secrétaire est incapable d'exercer ses fonctions en vertu du présent règlement, le Bureau peut désigner toute autre personne pour le remplacer pour la durée de son incapacité.

SECTION III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

3.01. Malgré le premier alinéa de l'article 2.12, à l'élection de 1978, dans les régions ci-après mentionnées, il y a élection du nombre d'administrateurs suivants :

a) région de l'Ouest : 1 administrateur désigné au sort, lors d'une réunion du Bureau, parmi les 3 administrateurs élus pour cette région lors de l'élection de 1976 ;

b) région de l'Est : 1 administrateur désigné au sort, lors d'une réunion du Bureau, parmi les 2 administrateurs élus pour cette région lors de l'élection de 1976.

3.02. Malgré le premier alinéa de l'article 2.12, à l'élection de 1979, dans les régions ci-après mentionnées, il y a élection du nombre d'administrateurs suivants :

a) région de l'Ouest : 1 administrateur désigné au sort, lors d'une réunion du Bureau, parmi les 2 administrateurs élus pour cette région à l'élection de 1976 ;

b) région du Centre-Nord : 1 administrateur.

3.03. À l'élection de 1980, dans les régions ci-après nommées, il y a élection du nombre d'administrateurs suivants :

a) région de l'Ouest : 1 administrateur ;

b) région de l'Est : 1 administrateur.

ANNEXE I

(a. 2.04)

**BULLETIN DE PRÉSENTATION POUR
L'ÉLECTION D'UN ADMINISTRATEUR OU DU
PRÉSIDENT**

Nous soussignés, opticiens d'ordonnances exerçant principalement notre profession dans la région , proposons au poste d'administrateur (ou de président, selon le cas).

En foi de quoi nous avons signé à
ce jour de 19. . .

.....

.....

.....

.....

.....

Signatures

Je , proposé dans le bulletin de présentation ci-dessus, consens à cette présentation et déclare solennellement que ma conduite actuelle n'est pas incompatible avec l'exercice des fonctions que l'article 62 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) attribue au Bureau.

En foi de quoi j'ai signé à
ce jour de 19...

.....
Signature



c. O-6, r.8

Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes des opticiens d'ordonnances

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « comité » : le comité de la formation professionnelle ;
- b) « crédit » : la valeur quantitative attribuée à la charge de travail exigée d'un étudiant, un crédit représentant 45 heures de présence à un cours ou de travail personnel ;
- c) « équivalence de diplôme » : niveau de scolarité comparable à celui d'un diplôme reconnu valide comme donnant ouverture au permis d'exercice de la profession d'opticien d'ordonnances ;
- d) « Ordre » : l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;
- e) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

1.03. Le secrétaire transmet une copie du présent règlement à tout candidat qui désire faire reconnaître une équivalence.

SECTION II PROCÉDURE DE RECONNAISSANCE D'ÉQUIVALENCE

2.01. Le Bureau de l'Ordre reconnaît l'équivalence du diplôme d'un candidat sur rapport du comité qui constate l'équivalence dans chaque cas d'espèce.

2.02. Un candidat qui veut faire reconnaître une équivalence de son diplôme doit :

- a) faire une demande écrite à ce sujet au secrétaire ;

- b) fournir au secrétaire son dossier académique incluant la description des cours suivis ;

- c) transmettre au secrétaire une preuve de l'obtention de son diplôme ;

- d) verser au secrétaire des frais au montant de 100 \$ pour fins d'étude de son dossier ;

- e) fournir tout autre document utile à l'appui de sa demande.

2.03. Le secrétaire transmet les documents prévus à l'article 2.02 au comité qui étudie la demande et formule une recommandation appropriée. À la première réunion qui suit la réception du rapport de ce comité, le Bureau décide s'il reconnaît l'équivalence et informe chaque candidat par écrit de sa décision.

2.04. Dans les 15 jours qui suivent sa décision de ne pas reconnaître d'équivalence, le Bureau doit informer chaque candidat par écrit du programme d'études, de stages ou d'examens dont la réussite, compte tenu de son niveau actuel de connaissances, lui permettrait de bénéficier de cette équivalence.

SECTION III NORMES D'ÉQUIVALENCE DU DIPLÔME

3.01. Un candidat qui détient un diplôme de technique en prothèse visuelle délivré par une institution d'enseignement située hors du Québec, bénéficie d'une équivalence si :

- a) ce diplôme a été obtenu au terme d'études de niveau collégial comportant l'équivalence d'un minimum de 55 crédits répartis de la façon suivante :

- i. entre 15 et 25 crédits dans l'ensemble des matières suivantes : mathématiques, physique, chimie, biologie et sciences graphiques ;

- ii. entre 20 et 30 crédits en lentilles ophtalmiques et en prothèses visuelles, à l'exclusion des lentilles cornéennes ; et

- iii. entre 5 et 10 crédits en lentilles cornéennes ;

- b) il a rempli les conditions prévues à l'article 2.02.

3.02. Malgré l'article 3.01, lorsque le diplôme qui fait l'objet d'une demande d'équivalence a été obtenu 5 ans ou plus avant cette demande, l'équivalence peut être refusée si les connaissances acquises par le candidat ne correspon-

dent plus, suite au développement de la profession, aux connaissances présentement enseignées.

Toutefois, l'équivalence doit être reconnue si l'expérience pertinente de travail du candidat et la formation qu'il a pu acquérir depuis lui ont permis d'atteindre le niveau de connaissances requis.

3.03. Pour obtenir un permis d'exercice, le candidat doit en outre remplir les conditions et modalités prévues au Règlement sur les conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec (c. O-6, r.5).



c. O-6, r.9

Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des opticiens d'ordonnances

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 88)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;
- b) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;
- c) « opticien d'ordonnances » : le membre de l'Ordre dont le compte fait l'objet d'un différend avec un client ;
- d) « arbitre » : l'arbitre nommé en vertu de la section III ;
- e) « syndic » : le syndic, le syndic adjoint ou l'un des syndics correspondants de l'Ordre.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II CONCILIATION

2.01. Le syndic doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui requiert la conciliation d'un compte d'un opticien d'ordonnances, ou qui en fait la demande.

2.02. Un client qui a un différend avec un membre de l'Ordre quant au montant d'un compte pour services professionnels, doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du syndic en lui transmettant par courrier recommandé ou certifié la formule prévue à l'annexe 1 dûment complétée.

2.03. La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au client d'une réclamation

en justice de la part de l'opticien d'ordonnances concernant le compte contesté.

2.04. Dans les 5 jours de la date où il reçoit la demande de conciliation, le syndic transmet à l'opticien d'ordonnances une copie de cette demande par courrier recommandé ou certifié.

2.05. Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

2.06. Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, le syndic expédie aux deux parties un rapport de sa conciliation.

2.07. Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du syndic ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 45 jours de la réception de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section III.

SECTION III ARBITRAGE

§1. *Acte de compromis*

3.01.01. Un client demande l'arbitrage en déposant chez le secrétaire 2 exemplaires d'un « acte de compromis », rédigé selon la formule prévue à l'annexe 2, dûment complété et portant sa signature.

3.01.02. Dans les 5 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le secrétaire transmet à l'opticien d'ordonnances, par courrier recommandé ou certifié, un exemplaire de l'acte de compromis signé par le client.

3.01.03. Dans les 10 jours de la réception de cet exemplaire, l'opticien d'ordonnances doit le signer et le retourner au secrétaire.

§2. *Nomination de l'arbitre*

3.02.01. Pour statuer sur le différend entre le client et l'opticien d'ordonnances, le Bureau désigne un membre de l'Ordre à titre d'arbitre. Le Bureau nomme également un greffier pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions. Le secrétaire de l'Ordre peut agir à titre de greffier.

3.02.02. Le greffier avise les parties de la nomination de l'arbitre.

3.02.03. Une demande de récusation à l'endroit de l'arbitre ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) et doit être communiquée par écrit au greffier, à l'arbitre et à l'autre partie dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la partie qui l'invoque.

Le Bureau dispose de la demande de récusation et, le cas échéant, désigne un nouvel arbitre.

3.02.04. Avant d'agir, l'arbitre prête le serment ou fait l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe II du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

3.02.05. Au cas de décès ou d'incapacité d'agir de l'arbitre, le Bureau nomme un nouvel arbitre.

§3. Audition

3.03.01. L'arbitre fixe la date, l'heure et le lieu d'audition. Le greffier en avise, par écrit, les parties au moins 10 jours avant cette date.

3.03.02. L'arbitre peut demander à chacune des parties de lui remettre, dans un délai imparti, un exposé de ses prétentions avec pièces à l'appui.

3.03.03. L'arbitre convoque les parties, les entend, reçoit leur preuve ou, le cas échéant, constate leur défaut.

3.03.04. L'arbitre procède en toute diligence à l'instruction du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

3.03.05. Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que l'arbitre ou l'une des parties ne le requière. Dans ce dernier cas, cette partie en assume le coût.

3.03.06. Le greffier dresse le procès-verbal d'audition et le fait signer par l'arbitre.

Le procès-verbal fait preuve *prima facie* de son contenu.

3.03.07. Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

§4. Décision arbitrale

3.04.01. L'arbitre doit rendre sa décision dans les 60 jours de la fin de l'audition, à moins que les parties ne s'entendent par écrit pour prolonger ce délai.

3.04.02. L'arbitre statue comme amiable compositeur et rend la décision qui lui semble la plus appropriée.

3.04.03. La décision que le greffier transmet sans délai aux parties, doit être motivée et signée par l'arbitre.

3.04.04. Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

3.04.05. La décision doit adjuger sur les frais d'arbitrage, soit les déboursés réellement encourus par l'Ordre pour la tenue de l'arbitrage.

Le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 10% du montant faisant l'objet de l'arbitrage tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la décision de l'arbitre ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

3.04.06. La décision est définitive et sans appel.

3.04.07. Le dossier complet de l'arbitrage est déposé chez le secrétaire qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau.

ANNEXE 1

(a. 2.02)

DEMANDE DE CONCILIATION

Je, soussigné,
nom et adresse

.....
personnellement ou (le cas échéant) représentant

..... pour les fins de cette demande, comme en fait foi l'autorisation annexée à la présente, déclare solennellement ou étant dûment assermenté, déclare que :

1) me réclame la somme
nom de l'opticien d'ordonnances

de pour des services professionnels rendus entre le et le comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la présente ;

2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....
.....
.....

mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3) Je demande la conciliation du syndic en vertu de la section II du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des opticiens d'ordonnances (R.R.Q., c. O-6, r.9) dont je déclare avoir reçu copie et pris connaissance.

Déclaré solennellement ou assermenté devant moi

à

ce 19...

Et j'ai signé

.....
signature du client ou de son représentant dûment autorisé

.....
commissaire à l'assermentation

ANNEXE 2

(a. 3.01.01)

ACTE DE COMPROMIS

Intervenu entre :

.....
nom et adresse

personnellement ou (le cas échéant) représentant

..... pour les fins du présent acte, comme en fait foi l'autorisation annexée au présent acte, ci-après désigné « partie de première part », et

.....
nom et adresse

membre de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, ci-après désigné « partie de seconde part »,

lesquels font les déclarations et conventions suivantes :

1) La partie de seconde part réclame de la partie de première part la somme de pour des services professionnels rendus entre le

et le, comme en fait foi le compte dont copie est annexée au présent acte ;

2) La partie de première part refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....
.....
.....

mais (le cas échéant) la partie de première part reconnaît devoir la somme de relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3) Le différend entre les parties porte sur la totalité du compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui excède ce que la partie de première part reconnaît devoir à la partie de seconde part, c'est-à-dire sur la somme de

4) Le différend entre les parties sera résolu par arbitrage tenu conformément à la section III du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des opticiens d'ordonnances (R.R.Q., c. O-6, r.9), dont les parties déclarent avoir reçu copie et pris connaissance ;

5) La partie de première part renonce au bénéfice du temps écoulé quant à la prescription ;

6) La partie de seconde part s'engage, pendant la durée de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux civils la partie du compte qui fait l'objet du différend ;

7) La décision arbitrale lie les parties et les règles prévues au livre VII du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) s'appliquent à son exécution ;

8) Le présent acte ne peut être résilié que du consentement écrit des parties.

.....
signature du client ou de son représentant dûment autorisé

Signé à

le 19...

.....
signature de l'opticien d'ordonnances

Signé à

le 19...



c. O-6, r.10

Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des opticiens d'ordonnances

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 90)

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent on entend par :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « Ordre » : l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;
- c) « dossiers » : les dossiers, livres et registres que tient un opticien d'ordonnances dans l'exercice de sa profession, ainsi que :
 - i. parmi les dossiers, livres et registres de son employeur ou de ses confrères de travail, les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré ; et
 - ii. un bien qui lui a été confié par un client ;
- d) « enquêteur » : le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II COMITÉ

2.01. Le comité est formé de 3 membres nommés par le Bureau parmi les opticiens d'ordonnances exerçant depuis au moins 3 ans. Ils entrent en fonction dès leur nomination et le demeurent jusqu'à leur décès, démission, remplacement ou radiation du tableau.

2.02. Le comité tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou par son président.

2.03. Le Bureau de l'Ordre désigne le secrétaire du comité.

2.04. Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

SECTION III CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

3.01. Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque membre de l'Ordre qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

3.02. Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques et de l'expérience de l'opticien d'ordonnances, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il a fait l'objet en vertu du présent règlement.

3.03. Un opticien d'ordonnances a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

3.04. Le comité tient un registre dans lequel sont inscrits, dans l'ordre chronologique, la date de chaque vérification ou enquête, l'adresse où elle a été effectuée, le nom de l'opticien d'ordonnances concerné, le nom de l'employeur de l'opticien d'ordonnances, s'il y a lieu, et le nom de l'enquêteur qui a procédé à la vérification ou à l'enquête.

SECTION IV SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

4.01. Le comité surveille l'exercice de la profession par les membres de l'Ordre suivant le programme qu'il détermine.

4.02. Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin de l'Ordre le programme de surveillance générale du comité et un compte rendu des activités de celui-ci durant l'année précédente, en omettant toutefois d'identifier de quelque façon que ce soit les opticiens d'ordonnances qui ont fait l'objet d'une inspection et les autres personnes en cause.

4.03. Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un opticien d'ordonnances par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à l'opticien d'ordonnance visé, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

4.04. Si un opticien d'ordonnances ne peut recevoir un enquêteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

4.05. Lorsqu'un enquêteur constate que l'opticien d'ordonnances n'a pas pu prendre connaissance de l'avis mentionné à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise l'opticien d'ordonnances.

4.06. Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

4.07. L'opticien d'ordonnances dont les dossiers font l'objet d'une vérification peut être présent ou se faire représenter par un mandataire.

4.08. L'enquêteur dresse un état de vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

SECTION V

ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN OPTICIEN D'ORDONNANCES

5.01. À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une enquête particulière sur la compétence d'un opticien d'ordonnances ou, à cette fin, désigne un enquêteur.

5.02. Au moins 5 jours francs avant la date de l'enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à l'opticien d'ordonnances visé, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

Nonobstant le premier alinéa, dans le cas où la transmission d'un avis à l'opticien d'ordonnances pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, le comité peut autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

5.03. Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au représentant ou préposé d'un opticien d'ordonnances de lui donner accès aux dossiers de cet opticien d'ordonnances.

5.04. Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, l'opticien d'ordonnances doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

5.05. Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

5.06. Si l'opticien d'ordonnances refuse de recevoir un enquêteur, celui-ci en avise immédiatement le syndic.

5.07. L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude dans les 30 jours de la fin de son enquête.

5.08. Les articles 4.06 et 4.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

SECTION VI

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

6.01. Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un opticien d'ordonnances à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet opticien d'ordonnances d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et l'opticien d'ordonnances visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

6.02. Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un opticien d'ordonnances à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet opticien d'ordonnances d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il doit permettre à l'opticien d'ordonnances visé de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

6.03. À cette fin, le comité convoque l'opticien d'ordonnances et lui transmet, sous pli recommandé ou certifié, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants :

- a) un avis précisant la date et l'heure de l'audition ;
- b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le comité ; et
- c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

6.04. Un opticien d'ordonnances ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

6.05. Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle de l'opticien d'ordonnances et des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

6.06. L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande de l'opticien d'ordonnances, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

6.07. Le comité peut procéder par défaut si l'opticien d'ordonnances ne se présente pas à la date et à l'heure prévues.

6.08. Les dépositions sont enregistrées à la demande de l'opticien d'ordonnances ou du comité.

6.09. Le comité et l'opticien d'ordonnances acquittent leurs propres frais, à l'exception des frais d'enregistrement qui sont partagés à parts égales entre eux.

Nonobstant le premier alinéa, lorsque le comité demande l'enregistrement des dépositions, il en assume tous les frais.

6.10. Dans ses recommandations concernant un opticien d'ordonnances, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par cet opticien d'ordonnances.

6.11. Les recommandations du comité sont formulées à la majorité de ses membres dans les 90 jours de la fin de l'audition. Elles sont motivées, signées par les membres du comité qui y concourent et transmises sans délai au Bureau et à l'opticien d'ordonnances visé.

6.12. Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

6.13. Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 116 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) pourrait être formulée contre un opticien d'ordonnances, il en avise le syndic de l'Ordre.

SECTION VII DISPOSITIONS DIVERSES

7.01. Le comité soumet au Bureau à la fin des mois de mars, juillet et décembre, un rapport intérimaire contenant les renseignements suivants :

a) le nombre d'opticiens d'ordonnances, et le nombre de bureaux qui ont fait l'objet d'une inspection ou d'une enquête depuis la date du dernier rapport ;

b) un exposé des problèmes constatés dans l'exécution de ses fonctions.

7.02. Le rapport annuel du comité prévu à l'article 115 du Code des professions est soumis à la fin du mois de mars de chaque année.

ANNEXE A

(a. 4.03)

ORDRE DES OPTICIENS D'ORDONNANCES DU QUÉBEC

COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Avis de vérification

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur de notre comité procédera à la vérification de vos dossiers, livres et registres, le 19... à h.

Signé à
ce 19...

Le comité d'inspection
professionnelle

Par :
Secrétaire du comité

ANNEXE B

(a. 5.02)

ORDRE DES OPTICIENS D'ORDONNANCES DU QUÉBEC

COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Avis d'enquête particulière

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le 19... à h.

Signé à
ce 19...

Le comité d'inspection
professionnelle

Par :
Secrétaire du comité



c. O-6, r.11

Règlement sur le stage de perfectionnement et la limitation du droit d'exercice des opticiens d'ordonnances

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;
- b) « opticien d'ordonnances » : une personne inscrite au tableau de l'Ordre ;
- c) « stage » : un stage de perfectionnement visé par le règlement ;
- d) « opticien d'ordonnances stagiaire » : un opticien d'ordonnances tenu de compléter un stage ;
- e) « maître de stage » : un opticien d'ordonnances ayant la responsabilité de vérifier si un stage ou une partie d'un stage est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. La transmission d'un document, telle que prévue aux articles 2.08, 2.09, 2.10, 3.02, 4.01 et 4.02 se fait par la poste sous pli recommandé ou certifié, par livraison de main à main au destinataire ou par huissier conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

SECTION II STAGE

2.01. Le Bureau peut, s'il estime que le niveau de compétence d'un opticien d'ordonnances s'avère inférieur aux exigences de la protection du public, imposer un stage de perfectionnement à cet opticien d'ordonnances qui :

- a) s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis ou plus de 5 ans après la date à laquelle il avait droit à la délivrance d'un tel permis ;
- b) s'est réinscrit au tableau après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant plus de 5 ans ;
- c) s'est réinscrit au tableau après en avoir été radié pendant plus de 5 ans ;
- d) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu des articles 113 ou 160 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;
- e) a accompli un stage jugé, en vertu de l'article 2.10, non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Bureau.

2.02. Un stage ne peut être imposé plus de 90 jours après le moment où un opticien d'ordonnances est susceptible de se le voir imposer.

2.03. Un stage peut comprendre notamment l'une ou plusieurs des activités suivantes :

- a) une période de formation pratique ;
- b) des études ;
- c) des cours ;
- d) des travaux de recherche reliés à l'exercice de la profession.

2.04. Un stage ne peut excéder 1 000 heures, ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

2.05. La décision du Bureau d'imposer un stage à un opticien d'ordonnances doit préciser les objectifs, la durée et les modalités de ce stage.

2.06. Le Bureau détermine l'endroit et le moment où le stage doit avoir lieu et, si nécessaire, désigne un ou plusieurs maîtres de stage.

2.07. Un maître de stage doit, dans les 5 jours suivant la fin de ses fonctions, faire parvenir au Bureau un rapport indiquant, motifs à l'appui, si l'opticien d'ordonnances stagiaire a agi, alors qu'il était sous sa responsabilité, conformément aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

2.08. Le Bureau peut exiger que des rapports supplémentaires lui soient soumis par l'opticien d'ordonnances stagiaire ou son maître de stage aux dates qu'il détermine.

2.09. En même temps qu'il fait parvenir au Bureau un rapport suivant les articles 2.07 ou 2.08, un maître de stage doit en transmettre une copie à l'opticien d'ordonnances stagiaire.

2.10. Après étude de chacun des rapports requis suivant les articles 2.07 et 2.08, le Bureau décide, dans les 20 jours suivant la fin du stage, si celui-ci est conforme aux objectifs et modalités fixés.

SECTION III LIMITATION DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

3.01. Le Bureau peut, s'il l'estime nécessaire pour la protection du public, limiter, pendant la totalité ou une partie du stage, le droit d'exercice de l'opticien d'ordonnances stagiaire notamment de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

a) en déterminant les circonstances de temps ou de lieu où il est ou n'est pas autorisé à exercer ;

b) en déterminant les actes professionnels qu'il est ou n'est pas autorisé à poser ;

c) en exigeant qu'il pose les actes professionnels qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un autre opticien d'ordonnances ou d'un groupe d'opticiens d'ordonnances.

3.02. La décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un opticien d'ordonnances stagiaire doit être transmise à son employeur, le cas échéant.

3.03. Les restrictions apportées au droit d'exercice d'un opticien d'ordonnances demeurent en vigueur pendant le délai prescrit à l'article 2.10.

SECTION IV DÉCISIONS DU BUREAU

4.01. Avant d'imposer un stage ou de limiter le droit d'exercice d'un opticien d'ordonnances stagiaire, le Bureau doit donner à l'opticien d'ordonnances visé l'occasion de se faire entendre. À cette fin, le Bureau doit donner à l'opticien d'ordonnances un avis écrit d'au moins 5 jours de la date de l'audition.

4.02. Une décision du Bureau imposant un stage, limitant le droit d'exercice d'un opticien d'ordonnances stagiaire ou statuant sur la validité d'un stage complété, doit être motivée par écrit et transmise à l'opticien d'ordonnances.

4.03. Une décision du Bureau imposant un stage ou limitant le droit d'exercice d'un opticien d'ordonnances stagiaire prend effet 30 jours après son expédition ou sa signification à celui-ci.

4.04. Pendant la durée d'un stage, le Bureau peut, sur demande motivée d'un opticien d'ordonnances stagiaire et communiquée à son maître de stage, réduire la durée et les exigences du stage et, le cas échéant, diminuer les conditions de la limitation du droit d'exercice de l'opticien d'ordonnances stagiaire.

4.05. Un opticien d'ordonnances est tenu de se conformer à une décision du Bureau rendue conformément au présent règlement.



c. O-6, r.12

Règlement sur la tenue des dossiers et des bureaux des opticiens d'ordonnances

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;
- b) « opticien d'ordonnances » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- c) « bureau » : le lieu où un opticien d'ordonnances dispense des services professionnels.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

1.03. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la constitution et la tenue des dossiers d'un opticien d'ordonnances, pourvu que leur confidentialité soit respectée.

1.04. La section III ne s'applique qu'au bureau où un opticien d'ordonnances exerce à son propre compte ou pour le compte d'un opticien d'ordonnances ou d'une société d'opticiens d'ordonnances.

1.05. Malgré l'article 1.04, l'article 3.02 s'applique à tous les opticiens d'ordonnances.

SECTION II TENUE DES DOSSIERS

2.01. Sous réserve de l'article 2.07, un opticien d'ordonnances doit tenir, à l'endroit où il exerce sa profession, un dossier pour chacun de ses clients.

2.02. L'opticien d'ordonnances doit consigner dans chaque dossier les éléments et renseignements suivants :

- a) la date d'ouverture du dossier ;
- b) les nom et prénom du client à la naissance, son adresse, son numéro de téléphone, sa date de naissance, son sexe et son numéro d'assurance sociale ;
- c) une description sommaire des motifs de la visite ;
- d) une description des produits optiques fournis et des services professionnels rendus, notamment les mesures requises pour l'exécution de l'ordonnance et leur date ;
- e) les recommandations faites au client ;
- f) l'ordonnance, les annotations, la correspondance et les autres documents relatifs aux services professionnels rendus ; et
- g) la signature ou le paraphe de l'opticien d'ordonnances qui a rendu les services professionnels.

2.03. L'opticien d'ordonnances doit tenir à jour chaque dossier jusqu'au moment où il cesse de rendre des services professionnels à la personne concernée par ce dossier.

2.04. L'opticien d'ordonnances doit conserver chaque dossier pendant au moins 5 ans à compter de la date du dernier service rendu.

2.05. L'opticien d'ordonnances doit conserver ses dossiers dans un local ou un meuble auquel le public n'a pas librement accès, et pouvant être fermé à clef ou autrement.

2.06. Lorsqu'un client retire un document ou copie d'un document du dossier qui le concerne, l'opticien d'ordonnances doit insérer dans ce dossier une note signée par ce client indiquant la nature du document et la date du retrait.

2.07. Lorsqu'un opticien d'ordonnances exerce sa profession au moyen d'une corporation visée à l'article 13 de la Loi sur les opticiens d'ordonnances (L.R.Q., c. O-6) ou est à son emploi, ou à l'emploi d'un détaillant visé au paragraphe a du deuxième alinéa de l'article 15 de cette Loi, les dossiers tenus par cette corporation ou cet employeur relativement aux personnes concernées par les services que rend cet opticien d'ordonnances, sont considérés, aux fins du présent règlement, comme les dossiers de ce dernier s'il peut y inscrire les éléments ou renseignements mentionnés à l'article 2.02 ; s'il ne peut le faire, il doit tenir un dossier pour chacune de ces personnes.

SECTION III TENUE DES BUREAUX

3.01. Le bureau doit être pourvu de l'instrumentation approprié au domaine d'exercice professionnel de l'opticien d'ordonnances.

3.02. L'opticien d'ordonnances doit afficher son permis à la vue du public.

3.03. L'opticien d'ordonnances ne peut tenir dans son bureau autre chose que des lentilles ophtalmiques, des montures, des produits du domaine de l'optique ainsi que des produits servant à leur entretien.

3.04. L'opticien d'ordonnances qui s'absente de son bureau pour plus de 5 jours ouvrables consécutifs doit prendre les mesures nécessaires pour informer les personnes qui tentent de le rejoindre de la durée de cette absence.

3.05. L'opticien d'ordonnances doit mettre à la vue du public dans le lieu mentionné à l'article 3.01 une copie du Code de déontologie des opticiens d'ordonnances (c. O-6, r.3) et du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des opticiens d'ordonnances (c. O-6, r.9). Il doit également inscrire sur chacun de ces règlements l'adresse de l'Ordre.



c. O-6, r.13

Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec

Loi sur les opticiens d'ordonnances
(L.R.Q., c. O-6)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 65)

1. Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, le territoire du Québec est divisé en 3 régions :

- a) la région de l'Est ;
- b) la région du Centre-Nord ;
- c) la région de l'Ouest.

2. Le territoire de la région de l'Est est celui des régions 1, 3 et 9 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r. 8).

Le territoire de la région du Centre-Nord est celui des régions 2,4,5 et 10 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de l'Ouest est celui des régions 6,7 et 8 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

3. Deux administrateurs sont élus pour représenter la région de l'Est, 1 pour la région du Centre-Nord et 3 pour la région de l'Ouest.

4. Un opticien d'ordonnances vote dans la région où il exerce principalement sa profession, pour les candidats de cette région. Il vote en outre pour un candidat au poste de président, dans les cas où celui-ci est élu au suffrage universel.

5. Si le président est élu au suffrage universel, le Bureau est formé de 9 personnes, dont le président.

Si le président est élu au suffrage des administrateurs élus, le Bureau est formé de 8 personnes, dont le président.



c. O-7, r.1

Règlement sur les affaires de l'Ordre des optométristes du Québec

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II BUREAU

2.01. Le Bureau doit tenir une première réunion dans les 60 jours suivant le dépouillement du scrutin pour l'élection de ses membres.

2.02. Lors de cette réunion, les membres élus doivent choisir parmi eux le président, dans le cas où l'assemblée générale décide que ce dernier n'est pas élu au suffrage universel, et le vice-président.

2.03. Lors de la même réunion, le Bureau nomme un secrétaire, un trésorier et un conseiller juridique.

Il procède également, s'il y a lieu, à la composition des comités et à la nomination des membres qui en font partie.

2.04. Les membres du Bureau sont convoqués par le secrétaire au moyen d'une lettre ordinaire mise à la poste au moins 5 jours avant la date de la réunion et signée par le président ou le secrétaire.

2.05. Le Bureau détermine lui-même le lieu, la date et l'heure de ses réunions.

2.06. En l'absence du président et du vice-président, le Bureau désigne l'un de ses membres pour présider l'une de ses réunions.

2.07. Aussitôt qu'il y a quorum, le président, ou en son absence le vice-président, ou en l'absence de ce dernier, la personne nommée conformément à l'article 2.06, prend le fauteuil et appelle les administrateurs à l'ordre.

2.08. Lorsque le président est absent ou lorsque, étant présent, il désire quitter le fauteuil, le vice-président, ou en l'absence de ce dernier, la personne nommée conformément à l'article 2.06, le remplace jusqu'à son arrivée ou son retour.

2.09. Chaque fois que le président ou l'administrateur présidant ajourne la réunion faute de quorum, l'heure d'ajournement et les noms des administrateurs alors présents sont inscrits au procès-verbal.

2.10. Pour être prise en considération, une proposition doit être appuyée.

Un administrateur peut proposer un amendement à une proposition. Un administrateur peut également proposer un sous-amendement. Dans un tel cas, le vote est pris tout d'abord sur le sous-amendement, ensuite sur l'amendement et enfin, sur la proposition principale.

2.11. Le vote se prend à main levée. Toutefois, dans tous les cas, la majorité des administrateurs présents peut demander le vote secret. Dans un tel cas, le président donne les directives pour l'exécution de cet ordre, sans qu'il y ait discussion à l'égard du caractère secret du vote.

2.12. Le Bureau peut siéger à huis clos sur toute question lorsque la majorité des membres présents se prononce en faveur d'une telle mesure. Dans un tel cas, seuls les administrateurs et les personnes qu'il autorise peuvent demeurer dans la salle.

2.13. Sous réserve du Code des professions, (L.R.Q., c. C-26) notamment l'article 84, les questions de procédure non prévues au présent règlement sont régies *mutatis mutandis* par les règles contenues dans V. Morin, Procédure des assemblées délibérantes, Montréal, 1969.

2.14. En cas d'urgence, le président peut convoquer une réunion du Bureau aux conditions suivantes :

a) que tous les administrateurs soient avertis par téléphone ou télégramme au moins 2 jours avant la réunion ; et

b) que tous les administrateurs absents lors de cette réunion reconnaissent avoir été convoqués conformément au paragraphe a.

2.15. Nonobstant les articles 2.04 et 2.14, une réunion du Bureau est considérée comme régulièrement tenue, si tous les administrateurs sont présents et renoncent à l'avis

de convocation ou si tous les administrateurs sont convoqués à une conférence téléphonique et renoncent à l'avis de convocation.

SECTION III RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

3.01. Un administrateur reçoit pour chacune des réunions du Bureau à laquelle il assiste, les mêmes indemnités que celles fixées pour les membres des comités de l'Ordre.

SECTION IV SERMENT DE DISCRÉTION DES ADMINISTRATEURS

4.01. Chaque administrateur prête le serment ou l'affirmation solennelle de discrétion prévue à l'annexe 1.

SECTION V COMITÉ ADMINISTRATIF

5.01. Le comité administratif de l'Ordre est composé des administrateurs suivants : le président et le vice-président de l'Ordre, 2 administrateurs élus et 1 administrateur nommé.

5.02. Le comité administratif est convoqué au moyen d'un avis écrit expédié au moins 5 jours avant la date de la réunion.

5.03. Le secrétaire de l'Ordre agit comme secrétaire du comité administratif et n'a pas droit de vote.

5.04. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ; au cas d'égalité, le président de la réunion donne un vote prépondérant.

5.05. Le comité administratif exerce tous les pouvoirs attribués au Bureau par le Code des professions et la Loi sur l'optométrie (L.R.Q., c. O-7), sauf les pouvoirs que le Bureau doit exercer par règlement.

5.06. Les articles 2.14 et 2.15 s'appliquent *mutatis mutandis* aux réunions du comité administratif.

SECTION VI DISPOSITIONS DIVERSES

6.01. Le siège social de l'Ordre est situé sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

6.02. Le sceau de l'Ordre est celui dont l'empreinte apparaît sur l'exemplaire du présent règlement qui est détenu par le secrétaire de l'Ordre ; il est constitué du symbole

graphique de l'Ordre et des mots suivants : L'Ordre des optométristes du Québec.

6.03. Le secrétaire a la garde du sceau.

6.04. Le secrétaire transmet à tous les membres de l'Ordre, au moins 30 jours avant la date où la cotisation devient exigible, un avis indiquant le montant de cette cotisation de même que la date où elle est due.

Dans le cas d'un optométriste ayant cessé d'exercer et qui désire demeurer inscrit au tableau de l'Ordre, une réduction du montant de la cotisation prévue au premier alinéa est accordée à cet optométriste.

L'optométriste qui désire se prévaloir du deuxième alinéa doit en aviser le secrétaire au moins 45 jours avant la date où la cotisation devient exigible. Cet avis reste valide pour les cotisations subséquentes tant que l'optométriste n'avise pas le secrétaire qu'il entend recommencer d'exercer.

6.05. Un membre en retard dans le paiement de la cotisation peut être mis en demeure, par courrier recommandé ou certifié, d'acquitter cette cotisation. Si le membre ne paie pas la cotisation dans les 30 jours de la réception de ce rappel, il est radié du tableau sur résolution du Bureau.

ANNEXE 1 (a. 4.01)

SERMENT OU AFFIRMATION DE DISCRÉTION DES ADMINISTRATEURS

Je,, jure ou affirme que je ne divulguerai à quiconque, en aucune circonstance, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de mes fonctions d'administrateur concernant toute information confidentielle contenue dans le dossier personnel d'un membre de l'Ordre ou relative à la discipline, l'inspection professionnelle, la déontologie, ou toute information obtenue par l'Ordre ou l'un de ses préposés sous le sceau du secret, à moins d'y être autorisé par la loi ou par une résolution du Bureau prise dans l'intérêt général.

., le
.
Signature

Serment ou affirmation de discrétion prononcé devant moi les jour, mois et an susdits.

.
Commissaire à l'assermentation

A.C. 2285-75, (1975) 107 G.O.II, 1631, 3281 et 2374
A.C. 1503-78, (1978) 110 G.O.II, 2993



c. O-7, r.2

Règlement sur l'assemblée générale et les élections au Bureau de l'Ordre des optométristes du Québec

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur l'optométrie (L.R.Q., c. O-7) s'appliquent au présent règlement à moins que le contexte ne s'y oppose.

1.02. Pour les fins du présent règlement, les jours non juridiques sont ceux mentionnés au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

SECTION II PROCÉDURES

2.01. Le Bureau fixe par résolution la date, l'endroit et l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle des membres.

2.02. Cinquante membres présents et ayant droit de vote constituent le quorum de toute assemblée générale.

2.03. Dans toutes les assemblées générales, les décisions se prennent à la majorité des voix des membres présents et ayant droit de vote. Au cas d'égalité des voix, le président donne un vote prépondérant.

2.04. À défaut par l'assemblée générale d'exercer l'option prévue à l'article 64 du Code des professions quant au mode d'élection du président, cette élection est tenue suivant le dernier choix exprimé par l'assemblée générale pour une élection antérieure.

Le choix par l'assemblée générale du mode d'élection du président ne peut être modifié dans les 4 mois qui précèdent la date de clôture du scrutin.

2.05. Un vice-président, désigné parmi les membres du Bureau, remplace le président au cas d'absence ou de refus d'agir de ce dernier.

2.06. L'élection du président, dans le cas où l'assemblée générale décide qu'elle se fait au suffrage des administrateurs élus, a lieu lors de la première réunion du Bureau qui suit le dépouillement du vote pour l'élection des membres du Bureau.

2.07. Le président et les administrateurs sont élus pour un mandat de 3 ans.

2.08. Au cours du mois de mars précédant l'élection des administrateurs, le secrétaire transmet par la poste à l'adresse de tous les membres inscrits au tableau une liste de ces membres ainsi qu'une formule de bulletin de présentation et leur indique la date limite pour la réception de ces bulletins.

2.09. Tout bulletin de présentation doit contenir ou être accompagné pour être valide du consentement écrit de l'optométriste mis en candidature.

2.10. L'heure limite pour la réception des bulletins de présentation, le dernier jour de la période où ils peuvent être reçus par le secrétaire, est fixée à 17 h.

2.11. Sur réception du bulletin de présentation, le secrétaire remet un reçu officiel au candidat personnellement ou le lui transmet par la poste. Ce reçu fait foi de la validité du bulletin de présentation.

2.12. En outre des documents mentionnés au Code des professions, le secrétaire de l'Ordre transmet avant le 15 avril à chacun des membres inscrits au tableau une enveloppe destinée à contenir chaque bulletin de vote qui doit être retourné.

2.13. Les noms des candidats doivent apparaître sur le bulletin de vote par ordre alphabétique.

2.14. L'électeur doit déposer son bulletin de vote dans l'enveloppe spécialement libellée pour l'élection des administrateurs et le cas échéant, son autre bulletin dans l'enveloppe spécialement libellée pour l'élection du président. Il doit cacheter ces enveloppes et les déposer dans l'enveloppe pré-adressée sur laquelle se trouve écrit le mot « ÉLECTION » et que le secrétaire lui a transmise. Il doit signer de sa signature ordinaire l'enveloppe pré-adressée en y indiquant son adresse mais ne faire aucune inscription sur les enveloppes contenant ses bulletins de vote.

2.15. Les bulletins de vote doivent être reçus par le secrétaire le ou avant le 1er mai, à 17 h ou le jour juridique suivant si le 1er mai est un jour non juridique.

2.16. Le dépouillement du vote se fait au siège social de l'Ordre.

2.17. Les 5 scrutateurs sont désignés par le Bureau parmi les membres inscrits au tableau. Ils ont chacun droit au remboursement de leurs frais de déplacement ainsi qu'à un honoraire fixé par le Bureau.

2.18. Si un électeur perd, macule ou détruit son bulletin de vote, il peut en obtenir un autre en s'adressant au secrétaire.

2.19. Si le secrétaire reçoit plusieurs enveloppes pré-adressées au nom du même électeur, il doit, sous réserve de vérifier la signature de l'envoyeur, accepter pour les fins du scrutin la première enveloppe qu'il a reçue.

2.20. Avant le dépouillement, le secrétaire et les scrutateurs examinent, sans les ouvrir, les enveloppes pré-adressées reçues par le secrétaire avant la clôture du scrutin. Ils écartent les enveloppes qui ne portent pas la signature ordinaire de l'électeur.

2.21. Le secrétaire ouvre ensuite les enveloppes acceptées pour chaque région et dépose dans une boîte de scrutin scellée les enveloppes qui contiennent les bulletins de vote pour l'élection de chaque région. Le secrétaire peut rejeter tout bulletin de vote contenu dans une enveloppe pré-adressée, si la procédure suivie par l'électeur est irrégulière.

2.22. Le secrétaire rejette lors du dépouillement tout bulletin de vote qui contient une marque d'identification de l'électeur ainsi que tout bulletin maculé, raturé ou autrement marqué qu'avec une croix dans les carrés réservés à cette fin.

2.23. Si un bulletin contient plus de croix que le nombre d'administrateurs à élire pour la région, ce bulletin est nul.

2.24. Le secrétaire déclare élus les candidats qui ont obtenu le plus de votes. Ce dernier fait certifier par les scrutateurs sous leur signature le résultat du scrutin.

2.25. Si au cours de la période électorale, le secrétaire est absent ou incapable d'agir pour cause de mort, maladie ou toute autre cause jugée suffisante par le Bureau, le Bureau désigne un optométriste pour agir aux lieu et place du secrétaire. L'optométriste ainsi désigné assume pour les

fins de l'élection tous les droits et obligations du secrétaire auquel il est substitué.

2.26. Avant d'entrer en fonction, la personne qui est désignée pour remplacer le secrétaire conformément à l'article 2.25 prête serment de remplir fidèlement sa charge devant toute personne autorisée à recevoir le serment.

2.27. Immédiatement après l'élection des candidats, le secrétaire dresse sous sa signature un rapport général de l'élection et du résultat du scrutin.

2.28. Le secrétaire doit transmettre à chacun des candidats copie du rapport mentionné à l'article 2.27.

2.29. Le secrétaire doit également faire un rapport détaillé de l'élection à la première assemblée du Bureau qui suit l'élection.



c. O-7, r.3

Règlement sur le comité conjoint de la formation en optométrie

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 184)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions, (L.R.Q., c. C-26).

1.02. Dans le présent règlement, l'expression « représentant institutionnel » désigne la personne nommée par une université afin de coordonner pour cette université la mise en place et le fonctionnement des comités conjoints établis par le gouvernement en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions.

SECTION II CRÉATION DU COMITÉ

2.01. Il est établi un comité conjoint composé de la façon suivante :

- a) 2 représentants de l'Ordre des optométristes du Québec ;
- b) 2 représentants de l'École d'optométrie de l'Université de Montréal désignés par le représentant institutionnel de cette dernière ;
- c) 2 représentants des étudiants de l'École d'optométrie de l'Université de Montréal, l'un devant être de l'année terminale et l'autre de l'avant-dernière année.

SECTION III MANDAT DU COMITÉ

3.01. Le mandat du comité est de soumettre aux organismes ou groupements représentés au sein du comité ainsi qu'à l'Office des professions du Québec, à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au Comité conjoint des programmes du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités et au représentant institutionnel de l'université mentionnée à l'article

2.01, des recommandations au sujet des questions suivantes :

- a) les programmes d'étude en optométrie ;
- b) les examens et autres mécanismes d'évaluation ;
- c) les stages de formation professionnelle ;
- d) les examens professionnels ;
- e) la formation continue.

SECTION IV PROCÉDURE DU COMITÉ

4.01. Chaque membre du comité a droit de vote.

4.02. Les membres du comité désignent parmi eux un président.

4.03. Le secrétariat du comité est assuré par l'Ordre des optométristes du Québec.

4.04. Le président fixe la date et l'heure des réunions du comité, convoque ces réunions et les préside.

4.05. Le quorum du comité est de 4 membres.

4.06. Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du comité et en expédie une copie aux organismes, groupements et personnes mentionnés à l'article 3.01.

4.07. Les recommandations du comité sont formulées à la majorité des voix ; au cas d'égalité, le président donne un vote supplémentaire.

4.08. Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du comité.

4.09. Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupement représentés au sein du comité sont retournées à ce dernier pour révision.

4.10. Le comité doit tenir au moins une réunion par année.



c. O-7, r.4

Règlement sur les dossiers d'un optométriste cessant d'exercer

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 91)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des optométristes du Québec ;
- b) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;
- c) « dossiers » : les dossiers, livres et registres qu'un optométriste doit tenir dans l'exercice de sa profession ;
- d) « cessionnaire » : l'optométriste à qui sont cédés les dossiers d'un optométriste lors d'une cessation définitive d'exercer ;
- e) « gardien provisoire » : l'optométriste à qui sont confiés les dossiers d'un optométriste pendant la cessation temporaire d'exercer.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la conservation des dossiers.

1.04. Dans le cas d'un optométriste membre ou à l'emploi d'une société d'optométristes ou à l'emploi d'une personne physique ou morale, le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers de cette société ou de cet employeur que cet optométriste utilise dans l'exercice de sa profession. Le présent règlement s'applique toutefois lorsque tous les membres d'une société d'optométristes cessent d'exercer.

1.05. Une convocation concernant la cession ou la garde provisoire des dossiers d'un optométriste cessant d'exercer doit être constatée par écrit et expédiée au secrétaire.

SECTION II CESSATION DÉFINITIVE D'EXERCER

2.01. Sous réserve des articles 2.02 et 2.03, lorsqu'un optométriste cesse définitivement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

- a) s'il a trouvé un cessionnaire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer sa profession à compter de telle date et lui indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce cessionnaire ; ou
- b) s'il n'a pu trouver un cessionnaire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

2.02. Lorsqu'un optométriste cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation permanente du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'optométriste radié trouve un cessionnaire dans les 60 jours de la décision finale de radiation.

Si un cessionnaire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers de l'optométriste radié sont confiés à la garde du secrétaire.

2.03. Lorsqu'un optométriste décède, le secrétaire doit, dès qu'il en est avisé, veiller à ce que les ayants droit de l'optométriste décédé trouvent un cessionnaire dans le plus bref délai possible.

2.04. Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit, dans les 30 jours suivant la date où il prend possession des dossiers d'un optométriste cessant définitivement d'exercer, faire publier deux fois, à 30 jours d'intervalle, dans au moins un journal quotidien de langue française et s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise qui desservent la région où cet optométriste exerçait sa profession, une annonce préparée par le secrétaire de l'Ordre indiquant son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau et précisant au public qu'il est en possession des dossiers de cet optométriste.

2.05. Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit respecter le droit d'une personne de prendre connaissance des documents qui la concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents. Les frais de l'obtention de ces copies sont à la charge de celui qui en fait la demande.

2.06. Lorsque le secrétaire a la garde des dossiers d'un optométriste qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, il peut en tout temps, après consultation de cet optométriste, confier ces dossiers à un cessionnaire.

2.07. Pendant qu'il a la garde des dossiers d'un optométriste qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, le secrétaire doit prendre les mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet optométriste.

2.08. Sous réserve de l'article 2.06, le secrétaire doit conserver pendant une période minimale de 5 ans les dossiers des 5 dernières années d'exercice qu'il a reçus en vertu de la présente section.

SECTION III

CESSATION TEMPORAIRE D'EXERCER

3.01. Sous réserve de l'article 3.02, lorsqu'un optométriste cesse temporairement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercer :

a) s'il a trouvé un gardien provisoire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer temporairement sa profession à compter de telle date, lui indiquer la date à laquelle il entend reprendre l'exercice de sa profession ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien provisoire ; ou

b) s'il n'a pu trouver un gardien provisoire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

3.02. Lorsqu'un optométriste cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation temporaire du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'optométriste radié trouve un gardien provisoire dans les 15 jours de l'expiration du délai d'appel ou de la décision finale de radiation.

Lorsqu'un gardien provisoire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers de l'optométriste radié sont confiés à la garde du secrétaire.

3.03. Le gardien provisoire doit communiquer aux clients de l'optométriste dont il a la garde des dossiers, s'ils en font la demande, les renseignements pertinents concernant l'état de leur dossier, tenir à jour ces dossiers et prendre les autres mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet optométriste.

3.04. L'article 2.04 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section sauf dans le cas où un optométriste cesse

d'exercer à la suite d'une radiation temporaire de moins de 6 mois.

3.05. Les articles 2.05 à 2.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente section.

3.06. Le secrétaire ou le gardien provisoire, selon le cas, doit remettre à l'optométriste ses dossiers immédiatement après la fin de la période de cessation temporaire d'exercice.

3.07. Un optométriste qui ne désire plus reprendre l'exercice de sa profession pendant ou après l'expiration de la période où il avait temporairement cessé d'exercer, doit se conformer à la section II.



c. O-7, r.5

Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des optométristes

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 88)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;
- b) « optométriste » : le membre de l'Ordre dont le compte fait l'objet d'un différend avec le client ;
- c) « arbitre » : l'arbitre nommé en vertu de la section III ;
- d) « syndic » : le syndic, le syndic adjoint ou l'un des syndics correspondants de l'Ordre.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II CONCILIATION

2.01. Le syndic doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

2.02. Un client qui a un différend avec un membre de l'Ordre quant au montant d'un compte pour services professionnels, doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du syndic en lui transmettant par courrier recommandé ou certifié la formule prévue à l'annexe 1 dûment complétée.

2.03. La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au client d'une réclamation en justice de la part de l'optométriste concernant le compte contesté.

2.04. Dans les 10 jours de la date où il reçoit la demande de conciliation, le syndic transmet à l'optométriste une copie de cette demande par courrier recommandé ou certifié.

2.05. Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

2.06. Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 45 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, le syndic expédie aux deux parties un rapport de sa conciliation.

2.07. Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du syndic ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 60 jours de la réception de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section III.

SECTION III ARBITRAGE

§1. *Acte de compromis*

3.01.01. Un client demande l'arbitrage en déposant chez le secrétaire 2 exemplaires d'un acte de compromis rédigé selon la formule prévue à l'annexe 2, dûment complété et portant sa signature.

3.01.02. Dans les 10 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le secrétaire transmet à l'optométriste, par courrier recommandé ou certifié, un exemplaire de l'acte de compromis signé par le client.

3.01.03. Dans les 10 jours de la réception de cet exemplaire, l'optométriste doit le signer et le retourner au secrétaire.

§2. *Nomination de l'arbitre*

3.02.01. Pour statuer sur le différend entre le client et l'optométriste, le Bureau nomme un arbitre parmi les membres de l'Ordre. Le Bureau désigne également un greffier pour assister l'arbitre dans l'exercice de ses fonctions.

3.02.02. L'arbitre ne peut demander d'être récusé ou une partie demander sa récusation que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile

(L.R.Q., c. C-25). Cette demande doit être communiquée par écrit au greffier et aux personnes intéressées dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la personne qui l'invoque.

Le Bureau dispose de la demande de récusation et, le cas échéant, désigne un nouvel arbitre.

3.02.03. Avant d'agir, l'arbitre prête le serment ou fait l'affirmation de discrétion prévue à l'annexe II du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

3.02.04. Au cas de décès ou d'incapacité d'agir de l'arbitre, le Bureau nomme un nouvel arbitre qui termine l'affaire et la décision de ce dernier est valide.

§3. Audition

3.03.01. L'arbitre fixe la date, l'heure et le lieu d'audition. Le greffier en avise, par écrit, les parties au moins 10 jours avant cette date.

3.03.02. L'arbitre peut demander à chacune des parties de lui remettre, dans un délai imparti, un exposé de ses prétentions avec pièces à l'appui.

3.03.03. L'arbitre convoque les parties, les entend, reçoit leur preuve ou, le cas échéant, constate leur défaut.

3.03.04. L'arbitre procède en toute diligence à l'instruction du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

3.03.05. Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que l'arbitre ou l'une des parties ne le requière. Dans ce dernier cas, cette partie en assume le coût.

3.03.06. Le greffier dresse le procès-verbal d'audition et le fait signer par l'arbitre.

Le procès-verbal fait preuve *prima facie* de son contenu.

3.03.07. Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

§4. Décision arbitrale

3.04.01. L'arbitre doit rendre sa décision dans les 60 jours de la fin de l'audition, à moins que les parties ne s'entendent par écrit pour prolonger ce délai.

3.04.02. L'arbitre statue comme amiable compositeur et rend la décision qui lui semble la plus appropriée.

3.04.03. La décision doit être motivée et signée. Le greffier transmet la décision aux parties sans délai.

3.04.04. Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

3.04.05. La décision doit adjuger sur les frais d'arbitrage, soit les déboursés réellement encourus par l'Ordre pour la tenue de l'arbitrage. Toutefois, le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 15% du montant faisant l'objet de l'arbitrage tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la décision de l'arbitre ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

3.04.06. La décision est définitive et sans appel.

3.04.07. Le dossier complet de l'arbitrage est déposé chez le secrétaire qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau.

ANNEXE 1

(a. 2.02)

DEMANDE DE CONCILIATION

Je, soussigné,
nom et adresse

.....
personnellement ou (le cas échéant) représentant
..... pour les fins de cette demande, comme en fait foi l'autorisation annexée à la présente, étant dûment assermenté, ou ayant déclaré solennellement, affirme que :

1)
nom de l'optométriste

me réclame la somme de pour des services professionnels rendus entre le et le, comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la présente ;

2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....

 mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de
 relativement aux services profession-
 nels mentionnés dans ce compte ;

3) Je demande la conciliation du syndic en vertu de la
 section II du Règlement sur la procédure de conciliation et
 d'arbitrage des comptes des optométristes (R.R.Q., c. O-7,
 r.5), dont je déclare avoir reçu copie et pris connaissance.

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi

à

ce 19...

Et j'ai signé

.....
 signature du client ou de son représentant dûment autorisé

.....
 commissaire à l'assermentation

ANNEXE 2

(a. 3.01.01)

ACTE DE COMPROMIS

Intervenu entre :

.....
 nom et adresse

personnellement ou (le cas échéant) représentant

..... pour les fins du présent acte,
 comme en fait foi l'autorisation annexée au présent acte,
 ci-après désigné « partie de première part »,

et

.....
 nom et adresse

membre de l'Ordre des optométristes du Québec, ci-après
 désigné « partie de seconde part », lesquels font les déclara-
 tions et conventions suivantes :

1) La partie de seconde part réclame de la partie de
 première part la somme de pour des
 services professionnels rendus entre le
 et le, comme en fait foi le compte dont
 copie est annexée au présent acte ;

2) La partie de première part refuse d'acquitter ce
 compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....

.....
 mais (le cas échéant) la partie de première part reconnaît
 devoir la somme de relativement aux
 services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3) Le différend entre les parties porte sur la totalité du
 compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui
 excède ce que la partie de première part reconnaît devoir à
 la partie de seconde part, c'est-à-dire sur la somme de
 ;

4) Le différend entre les parties sera résolu par arbi-
 trage tenu conformément à la section III du Règlement
 sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes
 des optométristes (R.R.Q., c. O-7, r.5), dont les parties dé-
 clarent avoir reçu copie et pris connaissance ;

5) La partie de première part renonce au bénéfice du
 temps écoulé quant à la prescription ;

6) La partie de seconde part s'engage, pendant la du-
 rée de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux
 civils la partie du compte qui fait l'objet du différend ;

7) La décision arbitrale lie les parties ; à défaut d'exé-
 cution volontaire, elle peut être exécutée de la manière
 prévue au premier alinéa de l'article 950 du Code de pro-
 cédure civile (L.R.Q., c. C-25) ;

8) Le présent acte ne peut être résilié que du consen-
 tement écrit des parties.

.....
 signature du client ou de son représentant dûment autorisé

Signé à

le 19...

.....
 signature de l'optométriste

Signé à

le 19...



c. O-7, r.6

Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des optométristes

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 90)

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « Ordre » : l'Ordre des optométristes du Québec ;
- c) « enquêteur » : le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions ;
- d) « dossiers » : les dossiers, livres et registres que tient un optométriste dans l'exercice de sa profession, ainsi que :
 - i. les documents auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur, incluant un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ; et
 - ii. un bien, notamment une prothèse, qui lui a été confié par un client.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II COMITÉ

2.01. Le comité est formé de 5 membres désignés par le Bureau parmi les membres de l'Ordre exerçant depuis au moins 3 ans. Les membres sont nommés pour une période de 3 ans. Ils entrent en fonction dès leur nomination et le demeurent jusqu'à leur décès, leur démission, leur remplacement ou leur radiation du tableau.

2.02. Le comité, dont le quorum est de 3 membres, détermine lui-même la fréquence et l'endroit de ses réunions.

2.03. Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

2.04. Le Bureau de l'Ordre désigne le secrétaire du comité.

SECTION III CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

3.01. Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque membre de l'Ordre qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

3.02. Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques et de l'expérience de l'optométriste, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il a fait l'objet en vertu du présent règlement.

3.03. Un optométriste a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

SECTION IV SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

4.01. Le comité surveille l'exercice de la profession par les membres de l'Ordre suivant le programme qu'il détermine.

4.02. Chaque année, le Bureau fait parvenir aux membres de l'Ordre le programme de surveillance générale du comité.

4.03. Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un optométriste par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à l'optométriste visé, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

4.04. Si un optométriste ne peut recevoir un enquêteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

4.05. Lorsqu'un enquêteur constate que l'optométriste n'a pas pu prendre connaissance de l'avis mentionné à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise l'optométriste.

4.06. Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

4.07. L'optométriste dont les dossiers font l'objet d'une vérification peut être présent ou se faire représenter par un mandataire.

4.08. S'il a des raisons de croire que le comité devrait soumettre un optométriste à une enquête particulière, l'enquêteur dresse un état de vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

SECTION V

ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN OPTOMÉTRISTE

5.01. À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une enquête particulière sur la compétence d'un optométriste ou, à cette fin, désigne un enquêteur.

5.02. Au moins 5 jours francs avant la date de l'enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire fait parvenir à l'optométriste visé, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

Dans le cas où la transmission d'un avis à l'optométriste pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, le comité peut autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

5.03. Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au représentant ou préposé d'un optométriste de lui donner accès aux dossiers de cet optométriste.

5.04. Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, l'optométriste doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

5.05. Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

5.06. Si l'optométriste refuse de recevoir un enquêteur, celui-ci avise immédiatement le syndic.

5.07. L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude dans les 30 jours de la fin de son enquête.

5.08. Les articles 4.06 et 4.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

SECTION VI

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

6.01. Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un optométriste à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet optométriste d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et l'optométriste visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

6.02. Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y aurait lieu de recommander au Bureau d'obliger un optométriste à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet optométriste d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il doit permettre à l'optométriste visé de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

6.03. À cette fin, le comité convoque l'optométriste et lui transmet sous pli recommandé ou certifié, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants :

- a) un avis précisant la date et l'heure de l'audition ;
- b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le comité ; et
- c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

6.04. Un optométriste ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

6.05. Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle de l'optométriste et des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

6.06. L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande de l'optométriste, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

6.07. Le comité peut procéder par défaut si l'optométriste ne se présente pas à la date et à l'heure prévues.

6.08. Les dépositions sont enregistrées à la demande de l'optométriste ou du comité.

6.09. Le comité et l'optométriste acquittent leurs propres frais, à l'exception des frais d'enregistrement qui sont partagés à parts égales entre eux. Cependant, lorsque le comité demande l'enregistrement des dépositions, il en assume tous les frais.

6.10. Dans ses recommandations concernant un optométriste, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par cet optométriste.

6.11. Les recommandations du comité sont formulées à la majorité de ses membres dans les 90 jours de la fin de l'audition. Elles sont motivées, signées par les membres du comité qui y concourent et transmises sans délai au Bureau et à l'optométriste visé.

6.12. Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

6.13. Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte au sens de l'article 116 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) pourrait être formulée contre un optométriste, il en avise le syndic de l'Ordre.

ANNEXE A

(a. 4.03)

ORDRE DES OPTOMÉTRISTES DU QUÉBEC

COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Avis de vérification

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur de notre comité procédera à la vérification de vos dossiers, livres et registres, le

19... à h.

Signé à

ce 19...

Le comité d'inspection professionnelle

Par
secrétaire du comité

ANNEXE B

(a. 5.02)

ORDRE DES OPTOMÉTRISTES DU QUÉBEC COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Avis d'enquête particulière

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le

19... à h.

Signé à

ce 19...

Le comité d'inspection professionnelle

Par :
secrétaire du comité



c. O-7, r.7

Règlement prévoyant certaines règles sur l'admission à l'exercice, la publicité, la déontologie et la localisation du bureau d'un optométriste

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

1. Admission à l'exercice : Pour être admis à l'exercice de la profession d'optométrie, il faut n'avoir commis, depuis son admission à l'étude de l'optométrie, aucun acte incompatible avec l'honneur ou la dignité de la profession ou de l'Ordre.

2. Droit d'exercice : Lorsque le candidat a complété toutes les formalités requises pour l'admission à l'étude et à l'exercice de la profession d'optométrie et qu'il a obtenu régulièrement son diplôme universitaire, le Bureau lui remet un certificat de licence l'autorisant à exercer l'optométrie dans tout le Québec, sur paiement des honoraires fixés et de sa cotisation.

3. Candidats non diplômés de l'École d'optométrie de l'Université de Montréal : Ces candidats doivent :

- a) mentionner les années d'exercice et les endroits ; un minimum de 5 années d'exercice est requis ;
- b) posséder une formation pré-optométrique équivalente à celle qui est exigée des candidats de l'École d'optométrie de l'Université de Montréal, soit le BA ou l'équivalent ; présenter leur curriculum vitae et posséder une formation optométrique acceptable par le Bureau ;
- c) passer les examens sur toutes les matières au programme du cours de l'École d'optométrie ;
- d) n'avoir commis aucun acte incompatible avec l'honneur ou la dignité de la profession.

4. Annonce illégale : Commet un acte dérogatoire, l'optométriste qui emploie dans l'exercice de sa profession, le nom d'un optométriste ayant cessé d'exercer par décès ou autre cause, depuis plus de 3 mois.

5. Publicité illégale : Subordonnement à la Loi, nul optométriste ne peut :

a) s'annoncer ou se faire annoncer ailleurs qu'à l'adresse où il a son bureau, sauf au moyen de publicité faite dans les journaux, revues ou périodiques ;

b) exposer à l'extérieur de l'immeuble où il a son bureau plus d'une plaque professionnelle, ni plus de 2 à l'intérieur, aucune de ces plaques ne devant excéder une superficie de 6 pieds carrés, ni indiquer autre chose que les noms, titre et spécialité de l'optométriste ;

c) s'annoncer ou se faire annoncer par l'intermédiaire de crieur public ni au moyen de porte-voix, haut-parleur, microphone ou projection lumineuse, non plus que par télévision ;

d) avoir d'étalage, montre ou vitrine ni autrement exposer à la vue publique, lunettes, monture ou pièce de prothèses ;

e) faire usage de quelque enseigne, inscription, figure, ou indication lumineuse à l'extérieur ou à l'intérieur de l'immeuble où il a son bureau sauf pour l'exception suivante à savoir, une enseigne lumineuse, distinctive, uniforme devant être approuvée par le Bureau et fabriquée en exclusivité pour les membres de l'Ordre des optométristes du Québec ;

f) faire usage des blancs, carnets ou notes à prescription portant une autre écriture ou imprimerie que le nom de l'optométriste, son adresse, son numéro de téléphone, ses titres professionnels et ses heures de bureau.

6. Actes dérogatoires : Sont déclarés actes dérogatoires à l'honneur professionnel :

a) le fait d'être trouvé coupable, par un tribunal compétent, de toute offense criminelle ;

b) l'abus habituel de boisson alcoolique, de la cocaïne ou de toutes autres drogues ou préparations narcotiques ;

c) le fait d'enfreindre les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 de la Loi des optométristes et opticiens (S.R.Q., 1964, c. 257) ;

d) l'acceptation d'argent ou de tout autre avantage, ou promesse d'argent ou d'avantages quelconques par un membre du bureau de discipline, pour contribuer ou avoir contribué à faire adopter un procédé ou une décision quelconque par le conseil ;

e) le fait de dévoiler le secret professionnel ;

f) le fait de s'associer ou d'avoir des consultations avec des charlatans ;

g) le fait de publier des annonces en y mentionnant les prix pour services professionnels de tous genres ;

h) le fait de publier des cas de guérison ou de traitement ;

i) le fait de distribuer des circulaires énonçant des choses défendues par la Loi ;

j) le fait de s'annoncer par enseigne ailleurs qu'à son bureau d'optométriste ;

k) le fait de réclamer, par toute annonce, la supériorité sur ses confrères ;

l) le fait d'annoncer des consultations et examens gratuits ;

m) le fait de solliciter sa clientèle de maison à maison ; d'annoncer des remèdes secrets et des panacées ;

n) le fait pour un optométriste en exercice, de permettre à une personne non enregistrée, d'exercer la profession optométrique soit sous son propre nom, ou sous son patronage, ou à quelque titre que ce soit dans son bureau ; de permettre à un étudiant, ou à un licencié auquel l'exercice de la profession a été interdit pour cause de violation de la Loi ou des règlements, d'exercer la profession soit directement soit indirectement, ou de placer son nom ou son enseigne comme associé de tel optométriste en exercice ou attaché à son bureau ;

o) le fait pour un optométriste en exercice de faire des arrangements avec un candidat rejeté à l'examen final, permettant à ce dernier d'exercer illégalement la profession optométrique ou d'éluder la Loi concernant cette profession au Québec ;

p) le fait pour un optométriste en exercice de permettre à un licencié auquel l'exercice de sa profession a été interdit, de continuer d'exercer sous son propre nom, ou sous son patronage, ou dans son bureau, à quelque titre que ce soit, ou de faire des arrangements avec tel licencié qui permettraient à ce dernier d'exercer illégalement comme optométriste ou d'éluder la Loi concernant la profession optométrique au Québec ;

q) le fait pour un optométriste d'annoncer ou de faire annoncer anonymement ou sous une raison sociale, soit par enseigne ou par imprimé dans les journaux ou revues ou autrement, les choses déclarées dérogatoires à l'honneur professionnel par la Loi ;

r) le fait pour un optométriste d'exercer l'optométrie sans s'identifier en affichant ouvertement son nom et sa profession ;

s) le fait pour un optométriste de signer en blanc et de remettre une ordonnance susceptible d'être complétée ;

t) tout autre acte déclaré dérogatoire par règlement du conseil ;

u) le fait par un membre de refuser aux enquêteurs du comité d'inspection professionnelle, d'exercer les pouvoirs et attributions qui leur sont conférés.

7. Exercice illégal : Sont déclarés actes dérogatoires à l'honneur professionnel :

a) le fait pour un optométriste d'exercer sa profession dans le bureau d'un opticien d'ordonnances ;

b) le fait pour un optométriste de s'annoncer avec une personne non enregistrée à l'Ordre des optométristes du Québec, ou d'exercer conjointement avec d'autres personnes autrement que prévu par l'article 23 de la Loi ;

c) le fait pour un optométriste de s'annoncer comme opticien d'ordonnances ;

d) le fait pour un optométriste d'utiliser une ou des lignes téléphoniques directes reliant son bureau d'optométriste à celui d'un opticien d'ordonnances.

8. Partage d'honoraires : Le partage d'honoraires pour services professionnels ne peut être fait qu'entre optométristes habiles à exercer et doit correspondre à un partage de services et de responsabilité.

Commet un acte dérogatoire, un optométriste, qui directement ou indirectement, sous forme de bail, de louage de choses ou de services, de contrat de toutes sortes ou d'ententes verbales, permet à une autre personne qui n'est pas optométriste, de partager ses honoraires professionnels.

9. Secret professionnel : L'optométriste est tenu au secret professionnel et il doit toujours veiller à ce que ses employés ne communiquent pas, ni ne puissent communiquer à autrui les renseignements qu'ils ont reçus. A cette fin, l'optométriste doit être seul et unique propriétaire de ses dossiers auxquels personne autre que ses employés ou associés, au terme de l'article 23 de la Loi sur l'optométrie, ne peuvent avoir accès.

Toutes fonctions, occupations ou situations dans lesquelles l'optométriste est, où il ne peut mettre en application les dispositions prévues au premier alinéa, doivent être abandonnées. Une infraction au présent article est un acte dérogatoire.

10. Abus de confiance : Il est déclaré acte dérogatoire à l'honneur professionnel : le fait pour un optométriste de se

rendre coupable d'un abus de confiance au détriment d'un client.

11. Localisation d'un bureau d'optométriste : Pour exercer sa profession, l'optométriste doit tenir un bureau, c'est-à-dire un local distinct et convenable dont il est propriétaire, locataire ou occupant de bonne foi et où il peut être atteint personnellement, recevoir ses clients privé-ment et où il peut exercer sa profession sans compromettre l'honneur et la dignité de la profession.

12. Le présent règlement demeure en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1984.

ANNEXE A ORDRE DES OPTOMÉTRISTES DU QUÉBEC

Je, soussigné
domicilié à
donne avis au secrétaire de l'Ordre, qu'à la prochaine ses-
sion du Bureau, je demanderai mon admission à l'étude de
l'optométrie, et déclare solennellement :

- 1) Je suis âgé(e) de
- 2) J'ai reçu mon instruction secondaire dans les collè-
ges suivants :

Année Grade :

Année Grade :

Année Grade :

- 3) Je suis titulaire du diplôme de bachelier ès arts qui
m'a été conféré le
par l'Université

- 4) Je m'engage à compter de ce jour, à ne rien faire
d'incompatible avec l'honneur ou la dignité de la profes-
sion ou de l'Ordre ;

et je fais cette déclaration solennelle la croyant conscien-
cieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le
même effet que si elle était faite sous serment, et en vertu
de la Loi sur la preuve au Canada (S.R.C., 1970, c. E-10).

Déclaré devant moi à

. ce
du mois de 19.
signature du titulaire

Je soussigné, secrétaire de l'Ordre, certifie que le présent
avis m'a été remis le jour de
19. avec les documents requis par la Loi et les règle-
ments de l'Ordre des optométristes du Québec.

.
(secrétaire)



c. O-7, r.8

Règlement sur les stages de perfectionnement des optométristes

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des optométristes du Québec ;
- b) « optométriste » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- c) « stage » : un stage de perfectionnement visé par le présent règlement ;
- d) « optométriste stagiaire » : un optométriste tenu de compléter un stage ;
- e) « maître de stage » : un optométriste ou un groupe d'optométristes ayant la responsabilité de vérifier si un stage ou une partie d'un stage est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II STAGE

2.01. Le Bureau peut, s'il estime que le niveau de compétence d'un optométriste s'avère inférieur aux exigences de la protection du public, imposer un stage à un optométriste qui :

- a) s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis ou plus de 5 ans après la date à laquelle il avait droit à la délivrance d'un tel permis ;
- b) s'est réinscrit au tableau après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant plus de 5 ans ;
- c) s'est réinscrit au tableau après en avoir été radié pendant plus de 5 ans ;

d) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu des articles 113 et 160 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;

e) a accompli un stage non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Bureau selon l'article 2.10.

2.02. Un stage ne peut être imposé plus de 120 jours après le moment où un optométriste est susceptible de se le voir imposer.

2.03. Un stage peut comprendre notamment l'une ou plusieurs des activités suivantes :

- a) une période de formation pratique ;
- b) des études ;
- c) des cours ;
- d) des travaux de recherche.

2.04. Un stage ne peut excéder 1 000 heures, ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

2.05. Lorsque le Bureau impose un stage à un optométriste, il doit en préciser les objectifs, la durée et les modalités.

2.06. Le Bureau détermine l'endroit et le moment où le stage doit avoir lieu et, si nécessaire, désigne un ou plusieurs maîtres de stage.

2.07. Un maître de stage, dans les 5 jours suivant la fin de ses fonctions, fait parvenir au Bureau un rapport motivé indiquant si l'optométriste stagiaire a agi conformément aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

2.08. Le Bureau peut demander que des rapports supplémentaires lui soient soumis par l'optométriste stagiaire ou son maître de stage aux dates qu'il détermine.

2.09. En même temps qu'il fait parvenir au Bureau un rapport suivant les articles 2.07 ou 2.08, un maître de stage doit en transmettre une copie à l'optométriste stagiaire.

2.10. Après étude de chacun des rapports requis suivant les articles 2.07 et 2.08, le Bureau décide, dans les 45

jours suivant la fin du stage, si celui-ci est conforme aux objectifs et modalités fixés.

SECTION III LIMITATION DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

3.01. Le Bureau peut, s'il l'estime nécessaire pour la protection du public, limiter, lorsqu'il impose un stage, le droit d'exercice de l'optométriste de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

- a) en déterminant les circonstances de temps ou de lieu où il est autorisé ou, inversement, il n'est pas autorisé à exercer l'optométrie ;
- b) en déterminant les actes optométriques qu'il est autorisé ou, inversement, qu'il n'est pas autorisé à poser ;
- c) en exigeant qu'il pose les actes optométriques qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un autre optométriste ou d'un groupe d'optométristes.

3.02. La décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un optométriste stagiaire doit être transmise à son employeur ou son ou ses associés, le cas échéant.

SECTION IV DÉCISIONS DU BUREAU

4.01. Avant d'imposer un stage ou de limiter le droit d'exercice d'un optométriste stagiaire, le Bureau doit inviter cet optométriste à lui faire ses commentaires et l'en aviser par écrit au moins 5 jours avant la date de la réunion prévue à cet effet. S'il le désire, cet optométriste peut formuler ses commentaires par écrit.

4.02. Une décision imposant un stage, limitant le droit d'exercice d'un optométriste stagiaire ou statuant sur la validité d'un stage complété, doit être motivée par écrit et transmise à l'optométriste visé par signification conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) ou sous pli recommandé ou certifié.

4.03. Une décision du Bureau imposant un stage ou limitant le droit d'exercice d'un optométriste stagiaire prend effet 30 jours après son expédition ou sa signification à celui-ci.

4.04. Pendant la durée d'un stage, le Bureau peut, sur demande motivée de l'optométriste stagiaire et communiquée à son maître de stage, réduire la durée et les exigences du stage et, le cas échéant, diminuer les conditions de la limitation du droit d'exercice de l'optométrie de l'optométriste stagiaire.

4.05. Un optométriste est tenu de se conformer à une décision du Bureau rendue conformément au présent règlement.



c. O-7, r.9

Règlement sur la tenue du dossier optométrique

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.02. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la constitution et la tenue du dossier optométrique.

SECTION II DOSSIER OPTOMÉTRIQUE

2.01. Sous réserve de l'article 2.07, un optométriste doit tenir, à l'endroit où il exerce sa profession, un dossier pour chacun de ses patients.

2.02. Un optométriste doit consigner dans chaque dossier les éléments et renseignements suivants :

- a) la date d'ouverture du dossier ;
- b) les nom et prénoms du patient à sa naissance, son adresse, son numéro de téléphone, son numéro d'assurance-maladie, sa date de naissance, son sexe et, s'il s'agit d'une personne mariée, le nom de son conjoint ;
- c) la date de l'examen et des autres services professionnels rendus ;
- d) une description sommaire des motifs de l'examen et des autres services professionnels rendus ;
- e) le nom, le lieu d'exercice et la profession du professionnel qui a référé le patient, le cas échéant ;
- f) l'histoire du cas ;
- g) l'examen qu'il a effectué et les autres services professionnels qu'il a rendus ;
- h) l'état pathologique oculaire détecté ;

- i) le diagnostic optométrique ;
- j) les recommandations au patient ;
- k) le traitement prescrit ;
- l) l'orthoptique, l'orthèse ou la prothèse qui a été prescrite ou fournie, le cas échéant ; et
- m) les annotations, la correspondance et les autres documents relatifs aux services professionnels rendus.

2.03. Un optométriste doit tenir à jour chaque dossier jusqu'au moment où il cesse de rendre des services professionnels à la personne concernée par ce dossier.

2.04. Un optométriste doit conserver chaque dossier pendant au moins 5 ans à compter de la date du dernier service rendu.

2.05. Un optométriste doit conserver ses dossiers dans un local ou un meuble auquel le public n'a pas librement accès et pouvant être fermé à clef ou autrement.

2.06. Lorsqu'un document est retiré du dossier, l'optométriste doit insérer dans ce dossier une note indiquant la nature du document et la date du retrait.

2.07. Lorsqu'un optométriste est membre ou à l'emploi d'une société, ou lorsqu'il est à l'emploi d'une personne physique ou morale, les dossiers tenus par cette société ou cet employeur relativement aux personnes concernées par les services que rend cet optométriste, sont considérés, aux fins du présent règlement comme les dossiers de ce dernier s'il peut y inscrire les éléments ou renseignements mentionnés à l'article 2.02 ; s'il ne peut le faire, il doit tenir un dossier pour chacune de ces personnes.

Lorsqu'un optométriste exerce dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), le dossier du bénéficiaire au sens de cette loi et de ses règlements est considéré, aux fins du présent règlement, comme le dossier de cet optométriste s'il peut y inscrire ou y faire inscrire, sous forme de rapport ou autrement, les renseignements mentionnés à l'article 2.02 ; dans un tel cas, l'optométriste n'est pas tenu de se conformer aux articles 2.04 à 2.06.

L'optométriste doit signer ou parapher toute inscription ou tout rapport qu'il introduit dans un dossier conformément au premier et au deuxième alinéas.

A.C. 5578-75, (1975) 107 G.O.II, 6497



c. O-7, r.10

Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des optométristes du Québec

Loi sur l'optométrie
(L.R.Q., c. O-7)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 65)

1. Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de l'Ordre des optométristes du Québec, le territoire du Québec est divisé en 7 régions :

- a) la région du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie ;
- b) la région du Nord ;
- c) la région de Québec ;
- d) la région de Trois-Rivières ;
- e) la région des Cantons-de-l'Est ;
- f) la région de Montréal ;
- g) la région de l'Outaouais–Nord-Ouest.

2. Le territoire de la région du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie est celui de la région 1 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8).

Le territoire de la région du Nord est celui des régions 2, 9 et 10 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Québec est celui de la région 3 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Trois-Rivières est celui de la région 4 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région des Cantons-de-l'Est est celui de la région 5 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Montréal est celui de la région 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de l'Outaouais–Nord-Ouest est celui des régions 7 et 8 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

3. Un administrateur est élu pour représenter la région du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie, 1 pour la région du Nord, 1 pour la région de Québec, 1 pour la région de Trois-Rivières, 1 pour la région des Cantons-de-l'Est, 7 pour la région de Montréal et 1 pour la région de l'Outaouais–Nord-Ouest.

4. Un optométriste vote dans la région où il exerce principalement sa profession, pour les candidats de cette région. Il vote en outre pour un candidat au poste de président, dans les cas où celui-ci est élu au suffrage universel.

5. Si le président est élu au suffrage universel, le Bureau est formé de 17 personnes, dont le président.

Si le président est élu au suffrage des administrateurs élus, le Bureau est formé de 16 personnes, dont le président.



c. P-5, r.1

Règlement sur les panneaux-réclame et les affiches

Loi sur les panneaux-réclame et affiches
(L.R.Q., c. P-5)

1. Il est interdit d'installer ou de poser aucune affiche ou panneau-réclame de quelque nature et de quelque dimension que ce soit, qui puissent être vus des routes suivantes :

- a) route 73, du pont de Québec à la route 138 ;
- b) route 138, de Montréal à l'autoroute 20 dans Montréal-Ouest ;
- c) route Transcanadienne, de Montréal à Dorion ;
- d) route 338, de Dorion à la frontière de l'Ontario ;
- e) route 132, de Boucherville à la route 138 ;
- f) route 116 et boulevard Taschereau, de Sainte-Rosalie à l'intersection de la route 15 ;
- g) route 15, de l'intersection de la route 116 à l'État de New-York ;
- h) route 138, de la route 116 au pont Honoré-Mercier ;
- i) route 105, de Maniwaki à la route 117 ;
- j) route 372, de Bagotville à Jonquière (via Chicoutimi) ;
- k) route 170, de Bagotville à Jonquière (via Latéridière) ;
- l) autoroute 520, de l'autoroute 40 à la route Transcanadienne (Dorval) ;
- m) route 175, des limites nord de la ville de Québec à Chicoutimi ;
- n) route 169, de la route 175 à Hébertville village ;
- o) route 117, de Mont-Laurier à la frontière de l'Ontario ;
- p) route 113, de l'intersection de la route 117 Louvencourt à Senneterre ;
- q) route Transcanadienne, de la frontière du Nouveau-Brunswick à la frontière de l'Ontario ;
- r) boulevard Hamel, de la route 73 au boulevard Laurentien (route 175) (ville de Québec) ;

s) boulevard Laurentien, du boulevard Hamel (route 138) à la route 175 ;

t) route du Lac Beauport, du boulevard Laurentien (route 73) au Lac Beauport ;

u) route Transcanadienne, de Dorion à la frontière de l'Ontario (route 401).

2. Ile d'Orléans : Il est interdit d'installer ou de placer aucune affiche ou panneau-réclame de quelque nature et de quelque dimension que ce soit, qui puisse être vu de la route de ceinture connue sous le nom de Chemin Tour de l'Ile, ainsi que des routes de traverse connues sous les noms de route des Camps, Nouvelle Traverse ou route Prévost, route des Prêtres, route Saint-Jean-Sainte-Famille et route d'Argenteuil.

A.M. du 05.02.63, (1963) 95 G.O., 921

A.M. du 30.10.64, (1964) 96 G.O., 6464



c. P-9, r.1

Règlement sur le parc de la Gaspésie

Loi sur les parcs
(L.R.Q., c. P-9)

SECTION I ÉTABLISSEMENT ET DESCRIPTION TERRITORIALE

1. Le territoire suivant dont le plan apparaît à l'annexe 1 et décrit au présent article constitue la description technique du parc de la Gaspésie, classifié comme parc de conservation :

Un territoire situé dans les municipalités de comté de Gaspé-Ouest et de Matane, divisions d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts et de Matane, dans les cantons de : Faribault, Richard, Lemieux, Courcelette, Cap-Chat, Tourelle, La Potardière, Lesseps, Deslandes, Boisbuissons, Duchesnay, ayant une superficie de huit cent deux kilomètres carrés (802 km²) et dont la ligne périmétrique peut se décrire comme suit :

Partant du point de rencontre de la ligne de division des cantons de Romieu et de Faribault avec la ligne de division des cantons de Faribault et de Courcelette ; de là, vers le sud-est, la ligne de division des cantons de Faribault et de Courcelette jusqu'au coin sud du lot 8 du rang A du canton de Courcelette ; de là, azimut 76°30' suivant la limite sud-est du lot 8 du rang A, jusqu'à la rencontre avec une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m), passant à l'ouest de la rive gauche du Petit Ruisseau Côté ; de là, selon une direction générale nord-ouest puis nord-est, cette dite ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) de la rive gauche de Petit Ruisseau Côté jusqu'à la rencontre avec la ligne de division des cantons de Cap-Chat et de Courcelette ; vers le nord-est, la ligne de division des cantons de Cap-Chat et de Courcelette jusqu'à la rencontre avec la ligne de division des rangs G et H du canton de Cap-Chat ; vers le nord-est, la ligne de division des rangs G et H ; vers le sud-est, la limite sud-ouest du lot 10 du rang H ; de là, en direction générale nord-est, la limite sud-est des lots 10, 9, 8 du rang H ; de là, en direction générale sud-est, nord-est puis sud-est, une ligne brisée reliant les sommets identifiés par les coordonnées U.T.M. suivantes : 5 430 675 m N, 692 950 m E ; 5 431 200 m N, 702 500 m E ; 5 428 250 m N, 712 600 m E ; de là, vers le sud-est, une droite jusqu'au point de rencontre du ruisseau Aux Américains et d'un autre ruisseau, point dont les coordonnées

U.T.M. sont de : 5 426 650 m N, 714 400 m E ; de là, vers le nord-est, une droite jusqu'à la rencontre avec la limite nord-ouest d'un lac, point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 428 350 m N, 715 450 m E ; de là, vers le sud-est, une droite jusqu'à un point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 428 000 m N, 718 800 m E ; de là, vers le nord-est, une droite jusqu'à la rencontre avec la cote d'élévation 3 500 pieds (1 066,8 mètres), point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 428 650 m N, 718 950 m E ; de là, vers le nord, ladite cote d'élévation 3 500 pieds (1 066,8 mètres), en contournant par l'ouest le Mont de la Table jusqu'au point dont les coordonnées U.T.M. sont de : 5 430 900 m N, 719 450 m E ; de là, nord, une droite jusqu'au point dont les coordonnées sont de 5 432 100 m N, 719 450 m E ; de là, vers le nord-ouest, le nord-est puis le sud-est, une ligne brisée reliant les sommets identifiés par les coordonnées U.T.M. suivantes : 5 432 650 m N, 718 600 m E ; 5 437 325 m N, 719 050 m E ; 5 441 100 m N, 282 600 m E ; 5 443 300 m N, 284 600 m E ; 5 444 400 m N, 287 100 m E ; 5 440 250 m N, 288 250 m E ; de là, vers le sud-est, une droite jusqu'au point de rencontre de l'émissaire des lacs Mercier et de l'émissaire du lac à Pierre ; de là, vers le sud, la rive droite de l'émissaire du lac à Pierre et la rive est dudit lac jusqu'à la rencontre avec la ligne d'arpentage tracée en 1938, canton 103, par Lorenzo Bernier, a.-g. ; de là, vers l'est puis le sud, ladite ligne d'arpentage jusqu'à la rencontre avec une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) passant au nord de la rive gauche de la branche nord de la rivière Madeleine ; de là, vers le sud-est, ladite ligne parallèle jusqu'à la rencontre avec le prolongement vers l'est d'un ruisseau, point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 431 500 m N, 290 900 m E ; de là, vers le sud-ouest ledit prolongement et le ruisseau jusqu'à la rencontre avec la limite ouest de l'emprise du chemin de ceinture des Monts McGerriple ; de là, vers le sud-est puis le sud-ouest, ladite limite de l'emprise du chemin jusqu'à un point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 419 000 m N, 287 250 m E ; de là, vers l'ouest, une droite jusqu'à la rencontre avec une droite parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) passant à l'est de la rive droite de la rivière Sainte-Anne, point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 418 400 m N, 712 000 m E ; de là, vers le sud-ouest, ladite ligne parallèle jusqu'à la rencontre avec le prolongement vers l'est d'une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) passant au sud de la rive droite du ruisseau Isabelle ; de là, en direction générale sud-ouest, ladite ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) de la rive droite du ruisseau Isabelle et de la rive sud du lac situé

à la tête dudit ruisseau jusqu'à son extrémité la plus à l'ouest ; de là, vers le sud-ouest, une droite jusqu'à la rencontre avec une droite parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) passant au sud de la rive sud du lac dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 415 700 m N, 702 850 m E ; de là, ladite ligne parallèle à ladite rive du lac et à son émissaire jusqu'à la rencontre avec une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) passant à l'est de la rive gauche du ruisseau du Dix-Septième Mille ; de là, en direction générale sud-ouest, ladite ligne parallèle à la rive gauche du ruisseau du Dix-Septième Mille et son prolongement jusqu'à la rencontre avec une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) passant au sud-ouest de la rive droite de la rivière Cascapédia ; de là, vers le nord-ouest, ladite ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) de la rive droite de la rivière Cascapédia jusqu'à la rencontre avec la ligne de division des cantons de Faribault et de Richard ; vers le nord-est, la ligne de division desdits cantons ; vers le nord-ouest, la ligne de division des cantons de Faribault et de Courcellette jusqu'à la limite nord-ouest du bloc A du canton de Faribault ; vers le sud-ouest, la limite nord-ouest du bloc A du canton de Faribault sur une distance de quatre kilomètres (4 km) ; de là, vers le nord-ouest, une droite jusqu'à un sommet dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 416 625 m N, 684 700 m E ; de là, vers l'ouest, une droite jusqu'à un point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 416 000 m N, 672 700 m E ; de là, vers le nord-ouest, une droite jusqu'au point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 417 750 m N, 672 150 m E ; de là, ouest jusqu'à la rencontre avec une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) passant à l'ouest de la rive gauche de la branche est du ruisseau Ouellet ouest, point dont les coordonnées sont de 5 417 750 m N, 670 700 m E ; vers le nord-ouest, ladite ligne parallèle jusqu'à la rencontre avec la ligne de division des cantons de Romieu et de Faribault ; vers le nord-est, la ligne de division desdits cantons jusqu'au point de départ.

À distraire de ce territoire :

1° le bloc B du canton Faribault, ledit bloc étant situé sur le mont Logan ;

2° l'emprise de la route numéro 299 et l'emprise du chemin de ceinture des Monts McGerrigle situées à l'intérieur du périmètre dudit parc ;

3° la portion du lit de la rivière Saint-Anne et une bande de terrain de 3 chaînes, soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) de chaque côté dudit cours d'eau à partir de la limite nord du canton de Courcellette jusqu'à la rencontre avec la rive gauche et son prolongement vers

le nord du ruisseau du Grand Rapide, limite située à l'est de la fosse Wilson.

Les coordonnées mentionnées dans cette description technique sont exprimées en mètres et ont été relevées graphiquement à partir du quadrillage U.T.M. utilisé sur les cartes à l'échelle 1:50 000 publiées par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada.

SECTION II RÉGLEMENTATION

2. Définitions : Dans le présent règlement, on entend par :

« abri » : un bâtiment fermé sur 3 faces situé le long d'un axe de randonnée servant à abriter les usagers en cas d'intempéries ;

« agent d'accueil » : une personne désignée par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour assumer les fonctions prévues à l'article 57 ;

« camping collectif » : un camping destiné à recevoir des groupes organisés de 12 à 36 personnes ;

« camping de destination » : un camping visant à répondre aux besoins des usagers qui désirent s'héberger durant plusieurs jours et se récréer en milieu naturel ;

« camping de destination rustique » : un camping de destination où le site ne comporte pas de service d'eau, d'électricité ou d'égout ;

« camping d'intégration » : un camping visant principalement à répondre aux besoins d'hébergement, de récréation et d'éducation en milieu naturel de l'usager durant la réalisation d'une activité récréative ;

« courte randonnée » : une activité d'exploration d'une durée de moins d'une journée n'impliquant pas de nuitée durant le parcours ;

« gardien de parc » : une personne désignée par le ministre pour faire respecter la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9) et ses règlements ;

« longue randonnée » : une activité d'exploration impliquant au moins une nuitée ;

« surintendant » : la personne désignée par le ministre pour administrer le parc ;

« refuge communautaire » : un bâtiment d'hébergement situé le long d'un axe de randonnée permettant le séjour pour la nuit, d'un groupe de 8 à 20 usagers ;

« zone d'accueil et de services » : une portion du parc à utilisation intensive affectée à l'accueil, aux services à l'usager et à l'administration du parc ;

« zone d'ambiance » : une portion du parc à utilisation modérée affectée uniquement à la découverte et à l'exploration du milieu ambiant ;

« zone de préservation » : une portion du parc à utilisation faible affectée à la préservation, à l'observation et à l'appréciation du milieu ;

« zone de préservation extrême » : une portion du parc à utilisation très faible affectée à la préservation extrême du milieu dans son intégralité, à la recherche scientifique et à l'éducation.

SECTION III ADMISSION

3. Zonage : Le parc de la Gaspésie est divisé en zones apparaissant sur la carte de zonage à l'annexe 2.

4. Préservation du caribou : L'admission d'un usager aux secteurs des plateaux du Mont Jacques-Cartier ou du Mont-Albert est interdite durant les mois d'octobre.

5. Zone de préservation extrême : L'admission d'un usager à une zone de préservation extrême n'est permise que dans un cadre éducatif ou de recherche scientifique que doit définir le surintendant.

Zone de préservation

6. L'admission d'un usager à une zone de préservation n'est permise que pour des fins de randonnée, n'impliquant pas de nuitée dans cette zone, telle que la randonnée à pied, à ski ou en canot ou pour participer à une activité éducative encadrée.

7. La circulation dans cette zone est restreinte aux aménagements linéaires et signalisés à cette fin.

Zone d'ambiance

8. L'admission d'un usager à une zone d'ambiance est permise seulement pour :

- 1° la pratique du camping d'intégration ou de destination rustique ;
- 2° l'hébergement dans un refuge communautaire ;
- 3° pique-niquer ;
- 4° pratiquer la plongée sous-marine, la pêche, la pêche au saumon, la voile et la courte ou la longue randonnée à pied, à ski, en canot, à bicyclette ou à raquette ;
- 5° participer à une activité éducative encadrée ;
- 6° observer le milieu naturel.

9. La circulation automobile dans une zone d'ambiance n'est permise que sur les voies carrossables et seulement pour se rendre sur les lieux, pour la pratique d'une activité autorisée dans cette zone.

10. Zone d'accueil et de services : Nul ne peut exploiter un commerce dans le parc. Cependant, dans les zones d'accueil et de services, le commerce d'épicerie de dépannage, de restaurant ou de boutique de location d'articles nécessaires à la pratique d'activités autorisées dans le parc est permis si un contrat de concession est consenti à cette fin par le ministre, conformément aux normes prévues au Règlement sur les contrats de concession du gouvernement (c. A-6, r.6).

Surintendant

11. Le surintendant délivre des autorisations spéciales pour la pratique d'activités non prévues au présent règlement à la condition que ces activités :

- 1° soient compatibles avec les formes d'utilisation prescrites au plan de zonage ;
- 2° n'aient pas pour effet de détériorer le milieu naturel ;
- 3° ne nuisent pas à la tranquillité ou au bien-être des autres usagers.

12. Le surintendant peut interrompre temporairement la pratique d'une activité ou l'accès à une partie ou à l'ensemble du parc :

- 1° s'il y a des risques pour la sécurité des usagers ;
- 2° si la capacité de support des aménagements est dépassée ou atteinte ;
- 3° s'il y a des risques sérieux de détérioration du milieu ;
- 4° s'il y a des besoins spécifiques de protection d'une espèce animale.

SECTION IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13. Protection du milieu et des équipements : Dans le parc, un usager doit s'abstenir :

- 1° d'abattre, mutiler, prélever ou introduire toute espèce végétale ou partie de celle-ci.

Toutefois, la cueillette de produits végétaux comestibles est autorisée uniquement pour des fins de consommation alimentaire sur les lieux, sauf dans les zones de préservation et de préservation extrême où elle est interdite en tout temps ;

2° sauf pour la pêche, d'abattre, capturer, mutiler, molester, déranger, nourrir ou apprivoiser les animaux ;

3° d'introduire des animaux sauf dans le cas d'un chien d'aveugle qui accompagne son maître ;

4° de peindre, altérer ou prélever les rochers ou autres formations naturelles ;

5° de répandre des substances nocives telles de l'huile, de l'essence ou des pesticides ;

6° de déposer des déchets ou autres débris ailleurs que dans les contenants et les endroits prévus à cette fin ;

7° d'utiliser ou jeter des détergers tels le savon ou toute autre substance nocive dans les lacs ou cours d'eau de parc ;

8° de jeter le charbon de bois ou ses résidus ailleurs que dans les récipients ou endroits prévus à cette fin ;

9° de détériorer les biens meubles ou immeubles appartenant au Gouvernement du Québec.

14. Propreté : L'utilisateur doit laisser tout lieu qu'il a occupé et tout équipement qu'il a utilisé dans un état d'ordre et de propreté.

Agrès de pêche

15. Le port d'agrès de pêche est interdit dans le parc, sauf au titulaire d'une autorisation pour la pêche.

16. Une personne qui n'est pas titulaire d'une autorisation pour la pêche doit transporter les agrès de pêche à l'intérieur du coffre d'un véhicule ou dans un étui fermé situé à l'intérieur d'un véhicule.

17. Armes et instruments de chasse : Le port ou le transport d'armes ou d'instruments de chasse est interdit dans le parc. Toutefois, dans une zone d'accueil et de services, un usager peut transporter une arme ou un instrument de chasse dans le coffre d'un véhicule ou dans un étui fermé situé à l'intérieur d'un véhicule.

18. Cas fortuits et force majeure : Les usagers doivent obéir aux instructions du surintendant ou de son remplaçant désigné à cet effet en cas de force majeure ou de cas fortuits, notamment en cas de feu, d'inondation ou de recherche pour venir en aide à une personne en détresse.

19. Carte de travail : Une personne qui circule dans le parc pour fins de travail doit exhiber à l'agent d'accueil une carte ou un document de son employeur démontrant qu'elle est effectivement affectée à un tel travail. Cette personne est assujettie aux mêmes obligations qu'un usager sauf ce qui est requis par son travail.

20. Stationnement : L'utilisateur ne peut stationner un véhicule que dans les endroits identifiés ou spécialement aménagés à cette fin.

21. Véhicule : Il est interdit aux usagers dans le parc de circuler en dehors des voies carrossables au moyen d'un véhicule automobile ou d'utiliser ce véhicule pour d'autres fins que celles de se rendre et revenir de l'endroit où l'activité se pratique.

22. Tranquillité publique : Un usager à l'intérieur des limites du parc, doit s'abstenir de crier, de faire usage de haut-parleur ou autre instrument, de distribuer des circulaires, brochures ou dépliants ou de faire de la sollicitation.

23. Affichage : Tout affichage à l'exception de l'affichage relatif aux activités et services offerts par les parcs du Québec est prohibé.

24. Manifestation, spectacle : Toute forme de spectacle commercial ou de manifestation sportive est prohibée dans le parc.

SECTION V ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES

Longue randonnée

25. Pour pratiquer la longue randonnée, une personne doit obtenir une autorisation au poste d'accueil ou au bureau d'administration du parc, au coût de 3 \$ par jour par personne, pour passer la nuit dans un refuge communautaire ou de 3 \$ par jour par emplacement, pour passer la nuit sur un camping d'intégration.

26. Lors d'une excursion de longue randonnée, l'utilisateur peut séjourner au maximum une nuit sur le même terrain de camping d'intégration ou dans un refuge communautaire.

27. L'utilisateur qui a obtenu une autorisation pour la pratique d'une activité de longue randonnée doit signaler son retour au poste d'accueil.

28. Des opérations de recherche et de secours peuvent être déclenchées à la demande d'un parent ou d'une autre personne responsable.

29. Le détenteur d'une autorisation pour la pratique de la longue randonnée est autorisé à pêcher, sans frais additionnel, tout le long du circuit sauf aux endroits spécifiés par le surintendant sur l'autorisation.

Randonnée à ski

30. La pratique de la randonnée à ski est restreinte aux sentiers identifiés à cette fin.

31. Durant l'hiver, seule la circulation au moyen de skis est permise sur les sentiers de randonnée à ski.

32. Raquette : La pratique de la randonnée à raquette est restreinte aux aires identifiées à cette fin.

Embarcations

33. Gilet de sauvetage : Pour une embarcation dans le parc, un usager doit obtenir une autorisation au poste d'accueil et être en possession d'un coussin de sauvetage ou d'un gilet de sauvetage, conforme aux normes prescrites par le Règlement sur les petits bâtiments (C.R.C., 1978, c. 1487).

34. Nombre de passagers : Toute embarcation mise à la disposition du public par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour la pêche ne doit pas contenir plus de 3 personnes.

35. Embarcation personnelle : Il est interdit d'utiliser une embarcation personnelle sauf sur les lacs et rivières désignés par le surintendant pour chaque type d'embarcation et indiqués à chacun des postes d'accueil.

36. Moteur à combustion : L'utilisation par des usagers d'embarcations mues par un moteur à combustion est prohibée.

37. Cyclisme : Le cyclisme est permis seulement sur les routes carrossables.

38. Motoneige : La pratique de la motoneige est interdite aux usagers.

39. Camping, feu : Le camping et les feux sont permis seulement aux endroits désignés et aménagés à cette fin.

Camping collectif

40. Pour camper sur un camping collectif, un groupe ou une association doit obtenir une autorisation dont le coût est fixé à 3 \$ par jour par groupe de 12 personnes d'un même groupe.

41. Un groupe ou une association peut camper pour une période d'au plus 14 jours consécutifs sur un camping collectif.

Camping de destination

42. Pour camper sur un camping de destination, une personne doit obtenir une autorisation dont le tarif est établi ainsi :

1° si l'emplacement est aménagé mais n'offre pas de service d'eau, d'égout ou d'électricité au site, le coût est de 4 \$ par jour par emplacement ;

2° si l'emplacement est aménagé et qu'il offre un service parmi les suivants, eau, électricité ou égout au site, le coût est de 6 \$ par jour par emplacement ;

3° si l'emplacement est aménagé et qu'il offre 2 services parmi les suivants, eau, électricité ou égout au site, le tarif est de 7 \$ par jour par emplacement ;

4° si l'emplacement est aménagé et qu'il offre des services d'eau, d'égout et d'électricité au site, le tarif est de 8 \$ par jour par emplacement.

43. Une personne qui loue un emplacement sur un terrain de camping de destination doit l'occuper la journée même.

44. Le nombre maximal d'occupants par emplacement sur un camping de destination est de 6 personnes.

45. Un usager peut camper sur un terrain de camping de destination pour une période d'au plus 14 jours consécutifs.

46. Les prises d'eau, d'électricité ou les sorties d'égout disponibles sur l'emplacement de camping de destination, le cas échéant, sont réservées exclusivement au locataire de l'emplacement.

47. Une seule tente, tente-roulotte ou roulotte doit être installée par emplacement de camping de destination.

48. L'emplacement de camping de destination doit être libéré avant 14 h.

49. Dans les terrains de camping de destination où l'emplacement est accessible en automobile, les usagers peuvent se déplacer au moyen d'un véhicule moteur, uniquement pour se rendre à l'emplacement qu'ils ont loué ou pour sortir du terrain de camping.

50. Un seul véhicule automobile peut être stationné à l'endroit prévu à cet effet sur chaque emplacement de camping de destination. Tout véhicule supplémentaire doit être stationné dans les aires de stationnement aménagées à cette fin.

51. Dans un camping de destination, les usagers doivent s'abstenir de faire du bruit après 23 h.

Pêche

52. Dans les zones de préservation et de préservation extrême, la pêche est interdite.

53. Pour pêcher toutes les espèces sauf le saumon, sous réserve des articles 29 et 52, une personne doit obtenir une autorisation dont le tarif quotidien est de 2 \$ par jour par personne.

54. Pour pêcher le saumon, sous réserve des articles 29 et 52, une personne doit obtenir une autorisation au poste d'accueil dont le tarif est de 25 \$ pour les résidents du Québec et de 50 \$ pour un non résident du Québec.

55. Un pêcheur ayant capturé un saumon doit l'apporter à l'état entier au poste d'accueil pour y être mesuré et enregistré.

56. Voile : La pratique de la voile est permise seulement sur les lacs désignés par le surintendant à cet effet et indiqués au poste d'accueil.

SECTION VI DISPOSITIONS FINALES

57. Les pouvoirs et devoirs de l'agent d'accueil sont :

- 1° accueillir et informer les usagers ;
- 2° sous réserve de l'article 11, délivrer les autorisations ;
- 3° percevoir les droits exigés pour la pratique de certaines activités ;
- 4° exiger d'une personne qui travaille à l'intérieur d'un parc, une carte ou document de l'employeur démontrant qu'elle est affectée à un tel travail.

58. En plus de ceux mentionnés aux articles 11 et 12, les pouvoirs du surintendant sont :

- 1° d'indiquer les parcours ou endroits pour la pratique de certaines activités conformément aux articles 29, 30, 32, 35 et 56 ;
- 2° de donner des instructions en cas de force majeure ou de cas fortuits tel que stipulé à l'article 18 ;
- 3° définir le cadre éducatif ou de recherche scientifique permettant l'admission d'un usager à une zone de préservation extrême.

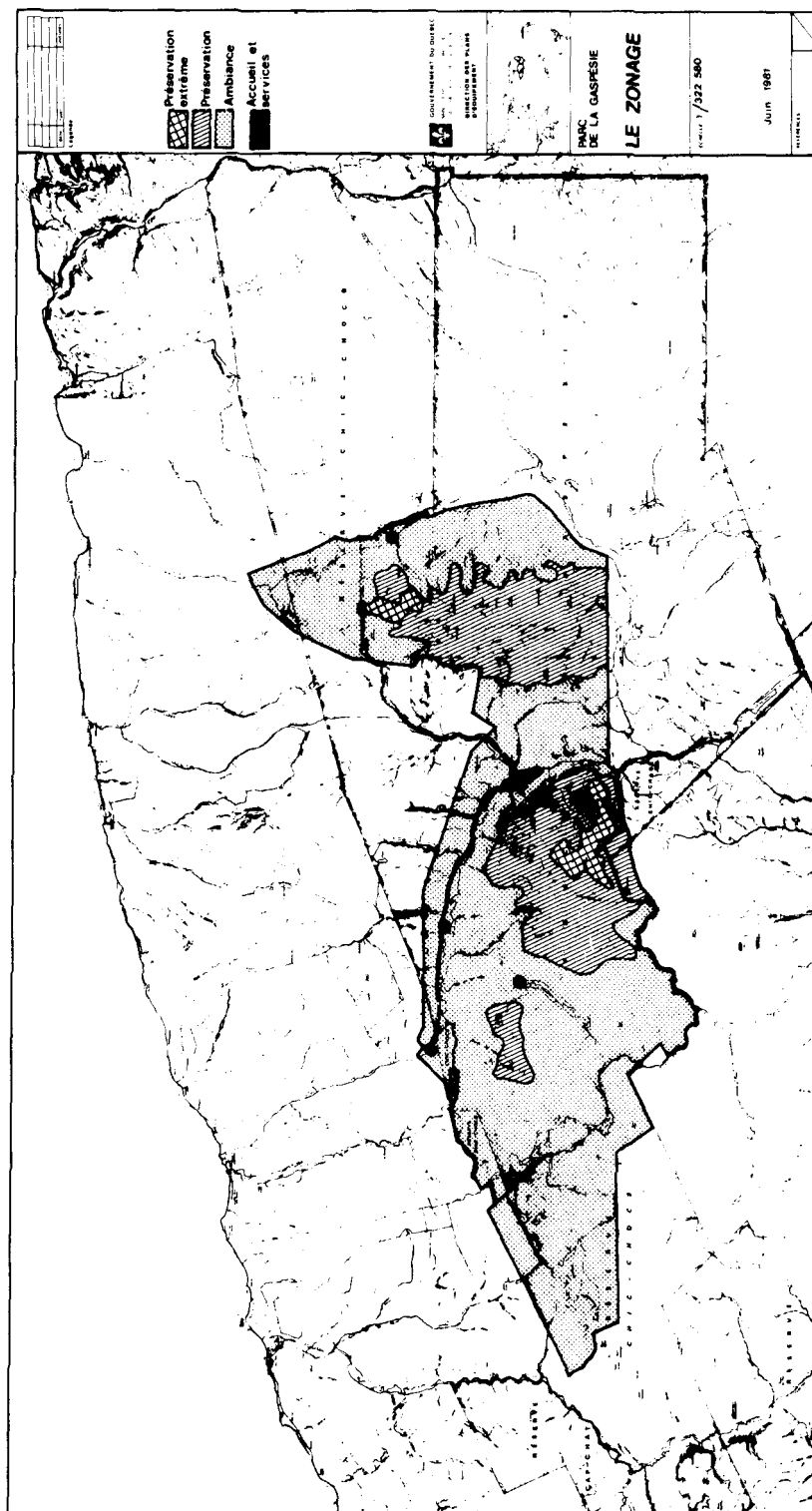
59. Les gardiens du parc doivent faire respecter la Loi sur les parcs et le présent règlement.

60. Une personne qui contrevient à la Loi sur les parcs, à l'une des dispositions du présent règlement, à la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., c. C-61), à la Loi sur les pêcheries (S.R.C. 1970, c. F-14) ou au Code de la route (L.R.Q., c. C-24) peut être expulsée du parc sur-le-champ.

61. Une personne qui trouble la paix, notamment en se battant, criant, vociférant, jurant, chantant, employant un langage insultant ou obscène, en étant ivre, en gênant ou molestant d'autres personnes, peut être expulsée du parc sur-le-champ.



ANNEXE 2
(a. 3)



D. 3192-81, (1981) 113 G.O.II, 4871
D. 3193-81, (1981) 113 G.O.II, 4875



c. P-9, r.2

Règlement sur le parc de la Jacques-Cartier

Loi sur les parcs
(L.R.Q., c. P-9, a. 13 et 14)

SECTION I ÉTABLISSEMENT ET DESCRIPTION TERRITORIALE

I. Le territoire suivant dont le plan apparaît à l'annexe 1 et décrit au présent article constitue la description technique du parc de la Jacques-Cartier, classifié comme parc de conservation :

Un territoire situé dans les cantons de Tewkesbury, Cauchon et dans un territoire non organisé dans la municipalité de comté de Québec et de Montmorency no 1 ayant une superficie de six cent soixante-dix kilomètres carrés et six dixièmes (670,6 km²) et dont la ligne périmétrique se décrit comme suit :

1^{er} périmètre : Partant d'un point situé sur la ligne de division des rangs XII et XIII du canton de Tewkesbury et à l'intersection des lots 24 et 25 du rang XII dudit canton ; de là, vers le nord-est, la ligne de division des rangs XII et XIII jusqu'à un point situé à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35m) à l'ouest de la limite ouest de l'emprise du chemin forestier qui passe à l'ouest du lac dont les coordonnées sont : 5 227 500 m N et 317 650 m E du petit lac Dubois, du lac Saurtney ; de là, dans une direction générale nord-ouest, une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35m) à l'ouest de la limite de l'emprise dudit chemin jusqu'à l'intersection avec la rive nord du tributaire du lac Saurtney un point dont les coordonnées sont : 5 232 870 m N et 314 100 m E ; de là, vers le nord et l'ouest, une ligne brisée dont les coordonnées des sommets sont : 5 238 350 m N et 313 760 m E, ce point se trouve sur la ligne de cote 2 250 pi (685,8 m), 5 238 330 m N et 312 090 m E, ce point se trouve sur la rive ouest du tributaire du lac McLish et à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) au sud de la limite sud de l'emprise du chemin passant au sud du lac McLish, au nord du lac Rock et à l'ouest du lac Bréboeuf ; de là, dans une direction générale nord-ouest, une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) à l'ouest de la limite ouest de l'emprise dudit chemin jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 243 220 m N et 310 550 m E ; de là, vers le nord, une droite jusqu'à l'emprise sud-est de la ligne de transport d'énergie un

point dont les coordonnées sont : 5 246 900 m N et 310 730 m E ; de là, vers le nord-est, l'emprise sud-est de la ligne de transport d'énergie jusqu'à l'intersection avec l'emprise nord d'un chemin forestier conduisant du lac Champlain au lac Brugnion un point dont les coordonnées sont : 5 259 200 m N et 315 250 m E, en contournant par une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) à l'ouest de la rive ouest du lac Cook ; de là, vers le nord-est, une droite jusqu'à un point situé à six cents mètres (600 m) au nord de la rive nord de la rivière Jacques-Cartier et à deux cents mètres (200 m) à l'est de la rive gauche de la rivière Launière ; de là, dans une direction générale sud, une ligne parallèle et distante de deux cents mètres (200 m) à l'est de la rive gauche de la rivière Launière jusqu'à un point situé à deux cents mètres (200 m) au nord de la rive nord de la rivière Jacques-Cartier ; de là, dans une direction générale est, une ligne parallèle et distante de deux cents mètres (200 m) au nord de la rive nord de la rivière Jacques-Cartier jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 259 220 m N et 324 350 m E soit jusqu'à l'intersection avec la limite sud de l'emprise d'un ancien chemin forestier ; de là, dans une direction générale sud-est, la limite sud de l'emprise dudit chemin forestier jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 258 820 m N et 325 950 m E ; de là, vers le sud, une droite jusqu'à un point situé sur la rive est de l'émissaire du lac Lapointe et à trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m) au sud de la ligne médiane du chemin forestier qui passe au nord du lac Lanoraye et au sud du lac Chartier ; de là, dans une direction générale nord-est, une ligne parallèle et distante de trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m) au sud de la ligne médiane dudit chemin jusqu'à l'intersection avec l'emprise ouest de la route 175 ; de là, dans une direction générale sud-est, la limite ouest de l'emprise de la route 175 jusqu'à l'intersection avec la limite ouest de l'emprise de la ligne de transport d'énergie ; de là, dans une direction générale sud, la limite ouest de l'emprise de la ligne de transport d'énergie qui passe à l'ouest du Petit lac à l'Épaulé jusqu'à l'intersection avec la limite ouest de l'emprise de la route 175 ; de là, dans une direction générale sud-ouest, la limite ouest de l'emprise de ladite route jusqu'à l'intersection avec un point situé à cent vingt mètres (120 m) au sud de la limite sud de l'emprise du chemin forestier longeant la rivière à l'Épaulé un point dont les coordonnées sont : 5 233 900 m N et 331 280 m E ; de là, vers le sud-ouest, une droite jusqu'à la ligne de division des rangs IX et X du canton de Tewkesbury et de la ligne de division des lots 36 et 37 du rang X dudit canton ; de là, vers le sud-ouest, la ligne de division des rangs IX et X jusqu'à la ligne de division des

lots 34 et 35 du rang IX ; de là, vers le sud-est, ladite ligne de division des lots 34 et 35 du rang IX jusqu'à la ligne de division des rangs VIII et IX ; delà, vers le sud-ouest, ladite ligne de division des rangs VIII et IX jusqu'à la ligne de division des lots 28 et 29 du rang VIII ; de là, vers le sud-est, ladite ligne de division des lots 28 et 29 du rang VIII sur une distance de deux cent quarante mètres et trois centièmes (240,03 m) ; de là, dans une direction générale sud-ouest, la limite de propriété du Domaine de la Cache qui est une ligne de bassin entre les rivières Cachée et Épaule selon les azimuts et distances suivants :

234°05'03"	46,27
187°53'12"	29,17
198°40'12"	92,76
262°53'48"	64,53
267°18'18"	58,14
212°36'12"	78,13
159°49'42"	77,64
181°53'42"	66,32
199°52'36"	97,61
191°40'54"	77,75
177°09'	89,85
215°28'36"	97,72
175°36'48"	68,15
133°10'	133,16
180°18'54"	83,39
176°11'24"	115,9

ce point étant sur la ligne de division des lots 26 et 27 du rang VIII du canton de Tewkesbury ; de là, vers le sud-est, ladite ligne de division jusqu'à la limite nord de l'emprise de la ligne de transport d'énergie ; de là, dans une direction générale sud-ouest, ladite limite d'emprise jusqu'au front du rang VII ; de là, vers le sud-ouest, ladite ligne de rang jusqu'à la ligne de division des lots 21 et 22 du rang VIII ; de là, vers le nord-ouest ladite ligne de division des lots 21 et 22 des rangs VIII et IX jusqu'à la ligne de division des rangs IX et X ; de là, vers le nord-est, la ligne de division des rangs IX et X jusqu'à la ligne de division des lots 24 et 25 du rang X ; de là, vers le nord-ouest ladite ligne de division des lots 24 et 25 des rangs X, XI et XIII jusqu'au point de départ. Superficie : 666,7 km².

2^e périmètre : Partant d'un point situé sur la limite ouest de l'emprise de la route 175 et de la limite ouest de l'emprise de la ligne de transport d'énergie un point dont les coordonnées sont : 5 259 300 m N et 331 400 m E ; de là, dans une direction générale nord-ouest, la limite ouest de l'emprise de la ligne de transport d'énergie jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 261 200 m N et 331 000 m E ; de là, vers le sud-ouest et le sud, une ligne brisée dont les coordonnées des sommets sont : 5 260 720 m N et 330 260 m E, 5 258 900 m N et 330 200 m E ce point est situé à deux cent cinquante mètres (250 m) au nord de la limite nord de l'emprise du chemin qui passe au

nord du lac Lanoraye et au sud du lac Chartier ; de là, dans une direction générale sud-ouest, une ligne parallèle et distante de deux cent cinquante mètres (250 m) au nord de l'emprise nord dudit chemin jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 258 100 m N et 328 950 m E ; de là, dans une des directions nord-ouest, ouest et sud-ouest, une ligne brisée dont les coordonnées des sommets sont : 5 258 680 m N et 328 500 m E, 5 258 620 m N et 327 800 m E, 5 257 850 m N et 326 850 m E ce point est situé à trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m) au nord de la ligne médiane du chemin passant au nord du lac Lanoraye et au sud du lac Chartier ; de là, dans une direction générale nord-est, une ligne parallèle et distante de trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m) au nord de la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la limite ouest de l'emprise de la route 175 ; de là, dans une direction générale nord, la limite ouest de l'emprise de la route 175 jusqu'au point de départ. Superficie : 3,9 km².

Les coordonnées mentionnées dans cette description technique sont exprimées en mètres et ont été relevées graphiquement à partir du quadrillage U.T.M. sur les cartes à l'échelle 1:50 000 publiées par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada.

SECTION II RÈGLEMENTATION

2. Définitions : Dans le présent règlement, on entend par :

« agent d'accueil » : une personne désignée par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour assumer les fonctions prévues à l'article 53 ;

« camping collectif » : un camping destiné à recevoir des groupes organisés de 12 à 36 personnes ;

« camping de destination » : un camping visant à répondre aux besoins des usagers qui désirent s'héberger durant plusieurs jours et se récréer en milieu naturel ;

« camping de destination rustique » : un camping de destination où le site ne comporte pas de service d'eau, d'électricité ou d'égout ;

« camping d'intégration » : un camping visant principalement à répondre aux besoins d'hébergement, de récréation et d'éducation en milieu naturel de l'utilisateur durant la réalisation d'une activité récréative ;

« courte randonnée » : une activité d'exploration d'une durée de moins d'une journée n'impliquant pas de nuitée durant le parcours ;

« gardien de parc » : une personne désignée par le ministre pour faire respecter la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9) et ses règlements ;

« longue randonnée » : une activité d'exploration incluant le canot-camping impliquant au moins une nuitée ;

« surintendant » : la personne désignée par le ministre pour administrer le parc ;

« refuge communautaire » : un bâtiment d'hébergement situé le long d'un axe de randonnée permettant le séjour pour la nuit d'un groupe de 8 à 20 usagers ;

« zone d'accueil et de services » : une portion du parc à utilisation intensive affectée à l'accueil, aux services à l'usager, à l'hébergement en chalet, au camping de destination et à l'administration du parc ;

« zone d'ambiance » : une portion du parc à utilisation modérée affectée uniquement à la découverte et à l'exploration du milieu ambiant ;

« zone de préservation » : une portion du parc à utilisation faible affectée à la préservation, à l'observation et à l'appréciation du milieu ;

SECTION III ADMISSION

3. Zonage : Le parc de la Jacques-Cartier est divisé en zones apparaissant sur la carte de zonage à l'annexe 2.

Zone de préservation

4. L'admission d'un usager à une zone de préservation n'est permise que pour la pratique du camping d'intégration, de la randonnée à pied, à ski ou en canot ou pour participer à une activité éducative encadrée.

5. La circulation dans cette zone est restreinte aux aménagements linéaires et signalisés à cette fin.

6. Zone d'ambiance : L'admission d'un usager à une zone d'ambiance est permise seulement pour :

- 1° la pratique du camping d'intégration ou de destination rustique ;
- 2° l'hébergement dans un refuge ou un abri communautaire ;
- 3° pique-niquer ;

4° pratiquer la plongée sous-marine, la pêche, la voile, l'escalade et la courte ou la longue randonnée à pied, à ski, à raquette, en embarcation ou en bicyclette ;

5° participer à une activité éducative encadrée ;

6° l'observation du milieu naturel.

7. Commerce : Nul ne peut exploiter un commerce dans le parc. Cependant, dans les zones d'accueil et de services, le commerce d'épicerie de dépannage ou de boutique de location d'articles nécessaires à la pratique d'activités autorisées dans le parc est permis si un contrat de concession est consenti à cette fin par le ministre, conformément aux normes prévues au Règlement sur les contrats de concession du gouvernement (c. A-6, r.6).

Surintendant

8. Le surintendant délivre des autorisations spéciales pour la pratique d'activités non prévues au présent règlement à la condition que ces activités :

- 1° soient compatibles avec les formes d'utilisation prescrites au plan de zonage ;
- 2° n'aient pas pour effet de détériorer le milieu naturel ;
- 3° ne nuisent pas à la tranquillité ou au bien-être des autres usagers.
- 4° ne nuisent pas à la faune.

9. Le surintendant peut interrompre temporairement la pratique d'une activité ou l'accès à une partie ou à l'ensemble du parc :

- 1° s'il y a des risques pour la sécurité des usagers ;
- 2° si la capacité de support des aménagements est dépassée ou atteinte ;
- 3° s'il y a des risques de détérioration sérieux du milieu ;
- 4° s'il y a des besoins spécifiques de protection d'une espèce animale sur un site particulier ou pour une période déterminée.

SECTION IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

10. Protection du milieu et des équipements : Dans ce parc, un usager doit s'abstenir :

- 1° d'abattre, mutiler, prélever ou introduire toute espèce végétale ou partie de celle-ci.

Toutefois, la cueillette de produits végétaux comestibles est autorisée uniquement pour des fins de consommation alimentaire sur les lieux sauf dans les zones de préservation où elle est interdite en tout temps ;

2° sous réserve de l'article 27, d'abattre, capturer, mutiler, molester, déranger, nourrir ou apprivoiser les animaux ;

3° d'introduire des animaux sauf dans le cas d'un chien d'aveugle qui accompagne son maître ;

4° de peindre, altérer ou prélever les rochers ou autres formations naturelles ;

5° de répandre des substances nocives telles de l'huile, de l'essence ou des pesticides ;

6° de déposer des déchets ou autres détritiques ailleurs que dans les contenants et les endroits prévus à cette fin ;

7° d'utiliser ou jeter des détergents tels le savon ou toute autre substance nocive dans les lacs ou cours d'eau de parc ;

8° de jeter le charbon de bois ou ses résidus ailleurs que dans les endroits prévus pour faire du feu ou spécifiquement désignés à cette fin ;

9° de détériorer les biens meubles ou immeubles appartenant au Gouvernement du Québec.

11. Autorisations : Sauf dans le cas prévu à l'article 25, un usager qui a obtenu une autorisation pour pratiquer une activité doit la remettre au poste d'accueil lorsqu'il quitte le parc.

12. Propreté : L'usager doit laisser tout lieu qu'il a occupé et tout équipement qu'il a utilisé dans un état d'ordre et de propreté.

Agrès de pêche

13. Le port d'agrès de pêche est interdit dans le parc sauf au titulaire d'une autorisation pour la pêche.

14. Une personne qui n'est pas titulaire d'une autorisation pour la pêche doit transporter les agrès de pêche à l'intérieur d'un véhicule.

15. Armes et instruments de chasse : Le port ou le transport d'armes ou d'instruments de chasse est interdit dans le parc.

16. Cas fortuits et force majeure : Les usagers doivent obéir aux instructions du surintendant ou de son remplaçant désigné à cet effet, en cas de force majeure ou de cas

fortuits, notamment en cas de feu, d'inondation ou de recherche pour venir en aide à une personne en détresse.

17. Carte de travail : Une personne qui circule dans le parc pour fins de travail doit exhiber à l'agent d'accueil une carte ou un document de son employeur démontrant qu'elle est effectivement affectée à un tel travail. Cette personne est assujettie aux mêmes obligations qu'un usager sauf ce qui est requis par son travail.

18. Stationnement : L'usager ne peut stationner un véhicule que dans les endroits identifiés ou spécialement aménagés à cette fin.

19. Véhicule automobile : Il est interdit aux usagers dans le parc de circuler en dehors des voies carrossables au moyen d'un véhicule automobile ou d'utiliser ce véhicule pour d'autres fins que celles de se rendre et revenir de l'endroit où l'activité se pratique.

20. Tranquillité publique : Un usager, à l'intérieur des limites du parc, doit s'abstenir de crier, de faire usage de haut-parleur, ou autre instrument d'amplification, de distribuer des circulaires, brochures ou dépliants ou de faire de la sollicitation.

21. Affichage : Tout affichage à l'extérieur des bâtiments, à l'exception de l'affichage relatif aux activités et services offerts par les parcs du Québec est prohibé.

22. Manifestation, spectacle : Toute forme de spectacle commercial ou de manifestation sportive est prohibée dans le parc.

SECTION V ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES

Longue randonnée

23. Pour pratiquer la longue randonnée, une personne doit obtenir une autorisation au poste d'accueil ou au bureau d'administration du parc, au coût de 3 \$ par jour par personne, pour passer la nuit dans un refuge communautaire ou de 3 \$ par jour par emplacement pour passer la nuit sur un camping d'intégration ou de 3 \$ par jour par canot pour le canot-camping.

24. Lors d'une excursion de longue randonnée, l'usager peut séjourner au maximum une nuit sur le même terrain de camping d'intégration ou dans un refuge communautaire et au maximum 3 nuits sur un camping de destination rustique.

25. L'usager qui a obtenu une autorisation pour la pratique d'une activité de longue randonnée doit signaler son retour au poste d'accueil.

Pêche

26. Dans les zones de préservation, la pêche est interdite.

27. Dans les autres zones, la pêche est autorisée sur les lacs et les rivières désignés par le surintendant et indiqués sur l'autorisation.

28. Sous réserve de l'article 26, une personne, pour pêcher, doit obtenir une autorisation dont le tarif quotidien est de 2 \$ par jour par personne.

29. Un usager qui a obtenu une autorisation pour pêcher doit déclarer ou exhiber ses prises à l'agent d'accueil lorsqu'il quitte le parc ou lorsque requis par un agent d'accueil ou un gardien de parc.

30. Canot-camping : La pratique du canot-camping est restreinte aux parcours indiqués à cette fin par le surintendant, sur le document remis aux titulaires d'une autorisation pour la pratique de cette activité.

31. Randonnée à ski : Durant l'hiver, seule la circulation au moyen de skis est permise sur les sentiers de randonnée à ski.

Embarcations

32. Gilet de sauvetage : Pour une embarcation dans le parc, un usager doit obtenir une autorisation au poste d'accueil et être en possession d'un coussin de sauvetage ou d'un gilet de sauvetage, conforme aux normes prescrites par le Règlement sur les petits bâtiments (C.R.C., 1978, c. 1487).

33. Embarcation personnelle : Il est interdit d'utiliser une embarcation personnelle sauf sur les lacs et rivières désignés par le surintendant pour chaque type d'embarcation et indiqués à chacun des postes d'accueil.

34. Nombre de passagers : Toute embarcation mise à la disposition du public par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour la pêche ne doit pas contenir plus de 3 personnes.

35. Moteur à combustion : L'utilisation par des usagers d'embarcations mues par un moteur à combustion est prohibée.

36. Randonnée à bicyclette : La randonnée à bicyclette est permise seulement sur les routes carrossables et les sentiers aménagés et signalisés à cette fin.

37. Motoneige : La pratique de la motoneige est interdite aux usagers.

38. Camping, feux : Le camping et les feux sont permis seulement aux endroits désignés et aménagés à cette fin.

Camping collectif

39. Pour camper sur un camping collectif, un groupe ou une association doit obtenir une autorisation dont le coût est fixé à 3 \$ par jour par groupe de 12 personnes d'un même groupe.

40. Un groupe ou une association peut camper pour une période d'au plus 7 jours sur un camping collectif.

Camping de destination

41. Une personne qui loue un emplacement sur un terrain de camping de destination doit l'occuper la journée même.

42. Le nombre maximal d'occupants par emplacement sur un camping de destination est de 6 personnes.

43. Un usager peut camper sur un terrain de camping de destination pour une période d'au plus 7 jours consécutifs.

44. Une seule tente, tente-roulotte ou roulotte doit être installée par emplacement de camping de destination.

45. L'emplacement de camping de destination doit être libéré avant 14 h.

46. Un seul véhicule automobile peut être stationné à l'endroit prévu à cet effet sur chaque emplacement de camping de destination. Tout véhicule supplémentaire doit être stationné dans les aires de stationnement aménagées à cette fin.

47. Dans un camping de destination, les usagers doivent s'abstenir de faire du bruit après 23 h.

48. Pour camper sur un camping de destination, une personne doit obtenir une autorisation dont le coût est de 4 \$ par jour par emplacement.

49. Pour camper sur un camping de destination rustique, une personne doit obtenir une autorisation dont le coût est de 3 \$ par jour par emplacement.

50. Plongée sous-marine : La plongée sous-marine est permise seulement dans les lacs et rivières désignés à cette fin par le surintendant et indiqués au poste d'accueil.

51. Voile : La pratique de la voile est permise seulement sur les lacs désignés par le surintendant à cet effet et indiqués au poste d'accueil.

52. Escalade : La pratique de l'escalade est permise seulement aux endroits désignés par le surintendant à cette fin et indiqués au poste d'accueil.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINALES

53. Les pouvoirs et devoirs de l'agent d'accueil sont :

- 1° accueillir et informer les usagers ;
- 2° sous réserve de l'article 8, délivrer les autorisations ;
- 3° percevoir les droits exigés pour la pratique de certaines activités ;
- 4° exiger d'une personne qui travaille à l'intérieur d'un parc, une carte ou un document démontrant qu'elle est affectée à un tel travail.

54. En plus de ceux mentionnés aux articles 8 et 9, les pouvoirs du surintendant sont :

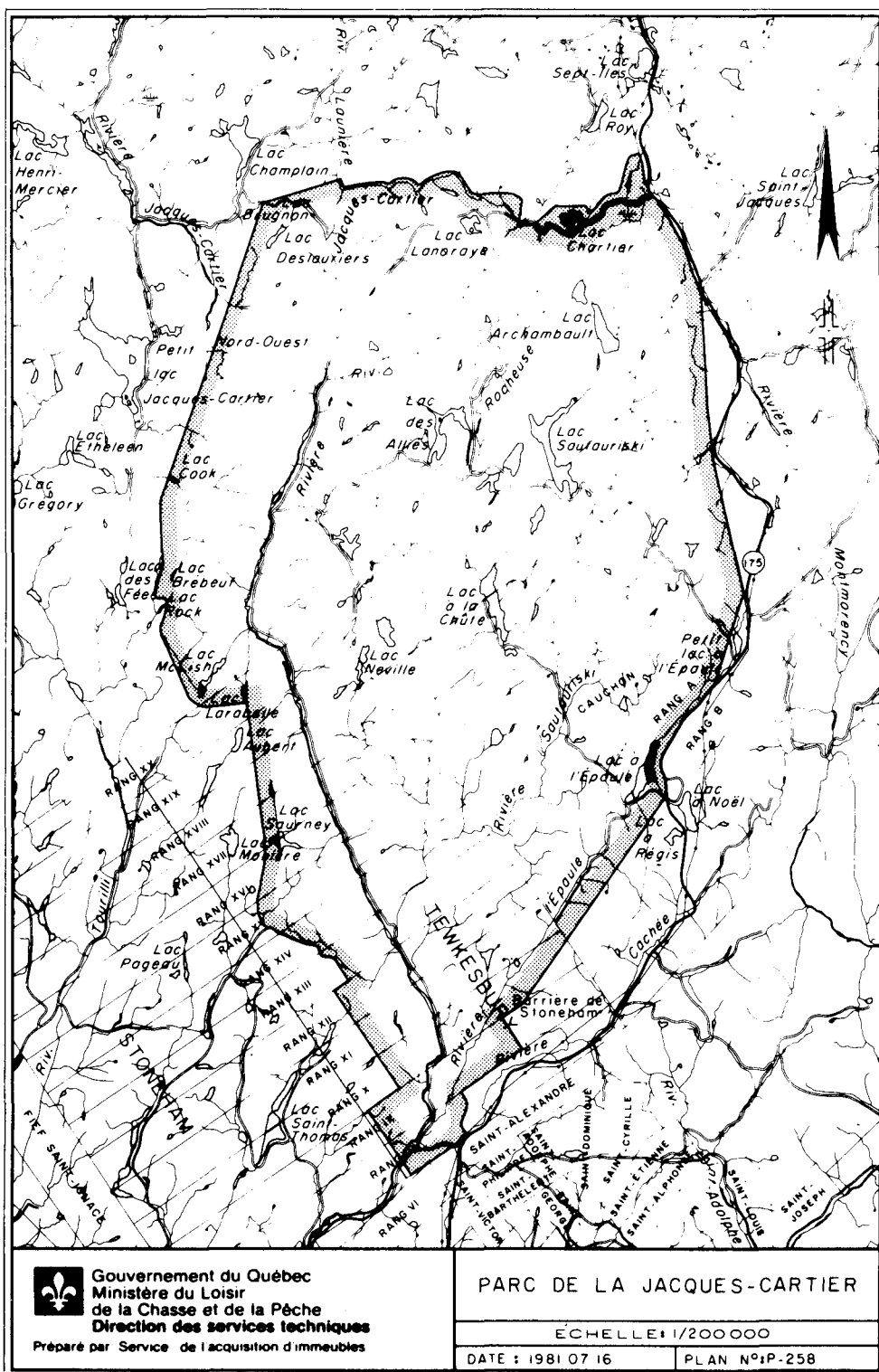
- 1° d'indiquer les parcours ou endroits pour la pratique de certaines activités conformément aux articles 27, 30, 33, 50, 51 et 52 ;
- 2° de donner des instructions en cas de force majeure ou de cas fortuits, tel que stipulé à l'article 16.

55. Les gardiens du parc doivent faire respecter la Loi sur les parcs et le présent règlement.

56. Une personne qui contrevient à la Loi sur les parcs à l'une des dispositions du présent règlement, à la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., c. C-61), à la Loi sur les pêcheries (S.R.C. 1970, c. F-14) ou au Code de la route (L.R.Q., c. C-24) peut être expulsée du parc sur-le-champ.

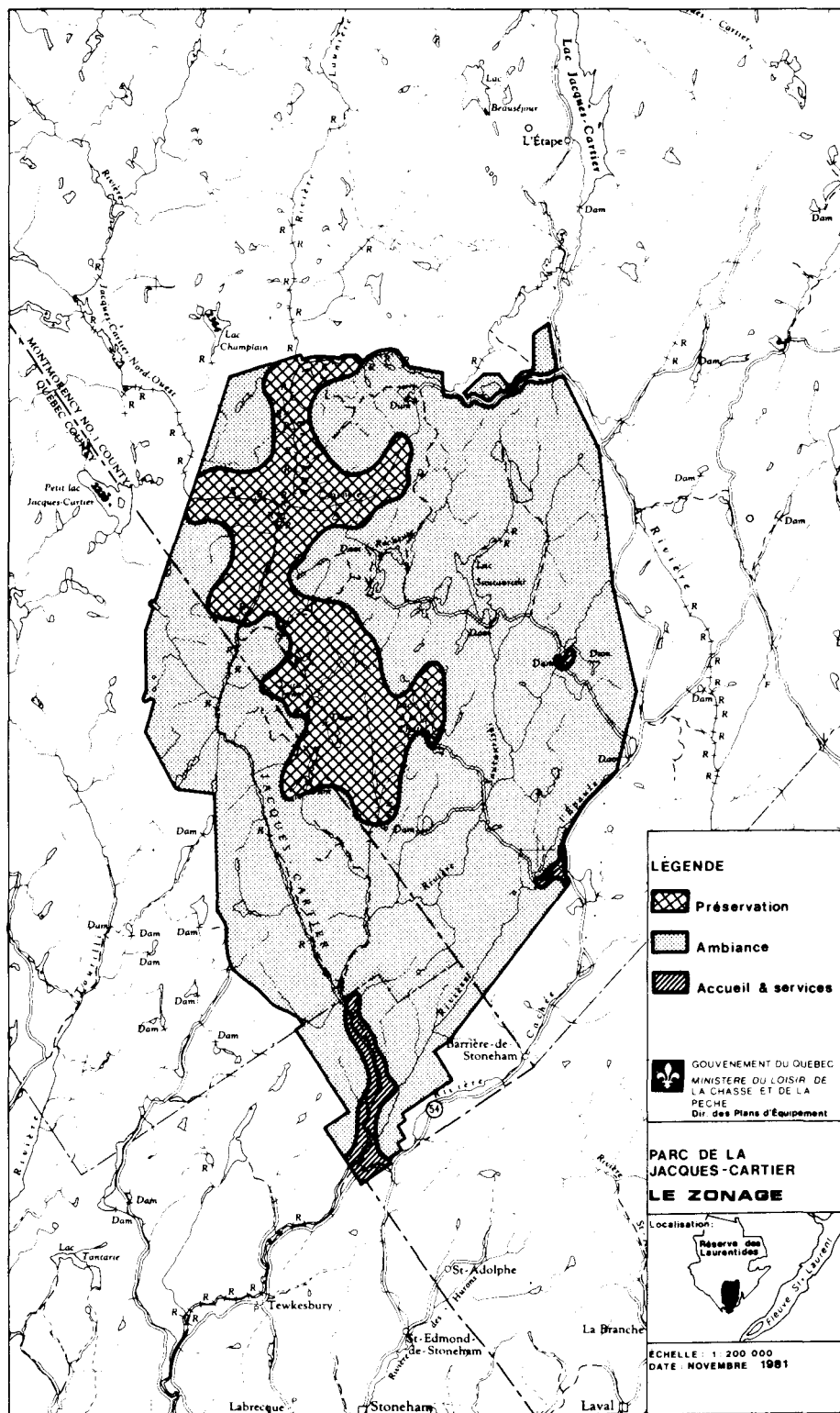
57. Une personne qui trouble la paix en se battant, criant, vociférant, jurant, chantant, employant un langage insultant ou obscène, en étant ivre, gênant ou molestant d'autres personnes, peut être expulsée du parc sur-le-champ.

(a. 1)



ANNEXE 2

(a. 2)



D. 3107-81, (1981) 113 G.O.II, 4811
D. 3108-81, (1981) 113 G.O.II, 4815



c. P-9, r. 3

Règlement sur le parc des Grands Jardins

Loi sur les parcs
(L.R.Q., c. P-9, a. 9, 13 et 14)

SECTION I ÉTABLISSEMENT ET DESCRIPTIONS TERRITORIALE

I. Le territoire suivant dont le plan apparaît à l'annexe 1 et décrit au présent article constitue la description technique du parc des Grands Jardins, classifié comme parc de conservation :

Un territoire faisant partie de la municipalité de comté de Charlevoix-Ouest, en territoire non organisé, ayant une superficie de trois cent neuf kilomètres carrés (309 km²) et dont la ligne périmétrique se décrit comme suit :

Partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de la seigneurie de la côte de Beaupré et de la limite est de l'emprise de la route 381 ; de là, dans une direction générale nord-ouest, ladite limite d'emprise de la route 381 sur une distance de cent mètres (100 m) ; de là, dans une direction nord-est, une perpendiculaire à ladite ligne d'emprise sur une distance de trente mètres (30 m) ; de là, dans une direction générale sud-est, une ligne parallèle et distante de trente mètres (30m) à l'est de la limite est de ladite emprise, jusqu'à la limite nord-ouest de la seigneurie de la côte de Beaupré ; de là, vers le nord-est, suivant cette dernière limite jusqu'à un point situé à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) à l'est de la rive est de l'émissaire du lac Saint-Georges ; de là, dans les directions générales nord-ouest, ouest et sud-ouest, une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35m) au nord-est de la rive nord-est de l'émissaire du lac Saint-Georges, au nord de la rive nord du lac Saint-Georges, au nord-ouest de la rive nord-ouest de l'émissaire du lac de la Tourterelle Triste et au nord de la rive nord du lac de la Tourterelle Triste jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 282 670 m N et 378 700 m E ; de là, vers le sud-ouest une ligne brisée dont les coordonnées du sommet sont : 5 282 220 m N et 378 120 m E et jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 281 430 m N et 377 370 m E ce point étant situé sur la limite sud-ouest de l'emprise de la route 381 ; de là, dans une direction générale nord-ouest, la limite sud-ouest de l'emprise dudit chemin jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 289 900 m N et 371 050 m E ; de là, vers le nord-ouest,

une ligne brisée dont les coordonnées des sommets sont : 5 290 400 m N et 368 410 m E, 5 290 820 m N et 366 900 m E, 5 291 720 m N et 366 140 m E jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5 291 520 m N et 365 520 m E ce point étant situé sur la limite sud-est de l'emprise du chemin forestier projeté par le ministère de l'Énergie et des Ressources ; de là, dans une direction générale sud-ouest, la limite sud-est de l'emprise dudit chemin forestier jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 285 930 m N et 350 290 m E ; de là, dans une direction générale sud, une ligne brisée dont les coordonnées des sommets sont : 5 284 490 m N et 349 530 m E ce point se trouve à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) à l'ouest de la rive ouest du lac Hébert, 5 280 000 m N et 349 570 m E et jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 277 970 m N et 350 050 m E soit la ligne des hautes eaux ordinaires à l'est du Petit lac à Jack ; de là, dans une direction générale sud, la ligne des hautes eaux ordinaires à l'est du Petit lac à Jack, à l'est de son émissaire, à l'est du lac à Jack et à l'est du ruisseau à Jack jusqu'à la limite sud de l'emprise du chemin qui passe par le lac Malbaie et le lac Noir ; de là, vers le sud-ouest, ladite limite jusqu'à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) à l'ouest de la rive ouest du ruisseau à Jack ; de là, dans des directions générales sud, est et nord-est, une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) au sud de la rive sud du ruisseau à Jack et de la rivière Malbaie jusqu'à la rencontre avec l'emprise sud du chemin qui passe par le lac Noir et le lac Charles ; de là, dans une direction générale sud-est, une ligne brisée dont les coordonnées des sommets sont : 5 280 470 m N et 362 850 m E, 5 279 550 m N et 363 460 m E, 5 278 650 m N et 363 200 m E et jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 278 090 m N et 363 350 m E ce point étant situé sur la limite ouest de l'emprise du chemin qui commence au lac Charles pour aller au lac Chaudière ; de là, dans une direction générale sud, la limite ouest de l'emprise dudit chemin jusqu'à la ligne des hautes eaux ordinaires au nord du lac Chaudière ; de là, dans des directions générales est puis sud, la ligne des hautes eaux ordinaires au nord du lac Chaudière jusqu'à un point situé à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) au sud de la rive sud de l'émissaire du lac Mirande ; de là, dans une direction générale est, une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) au sud de la rive sud de l'émissaire du lac Mirande, au sud de la rive sud du lac Mirande, au sud de la rive sud de l'émissaire du Petit lac Mirande et au sud de la rive sud du Petit lac Mirande jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 275 730 m N et 366 500 m E ; de là, dans des directions générales est et

nord, une ligne brisée dont les coordonnées es sommets sont : 5 276 060 m N et 367 080 m E soit à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) au sud de la rive sud du lac de la Chute, 5 275 800 m N et 367 750 m E, 5 227 000 m N et 368 250 m E, 5 278 090 m N et 367 380 m E ce point se trouve à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) à l'est de la rive est du lac que l'on y retrouve, 5 278 810 m N et 367 630 m E, 5 280 570 m N et 367 320 m E, 5 280 620 m N et 368 570 m E et jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 280 110 m N et 370 730 m E ce point se trouve à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) au sud de la rive sud du lac que l'on y retrouve et à soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) au sud-ouest de la rive sud-ouest de l'émissaire dudit lac ; de là, dans une direction générale sud-est, une ligne parallèle et distante de soixante mètres et trente-cinq centièmes (60,35 m) au sud-ouest de la rive sud-ouest dudit ruisseau jusqu'à la limite nord-ouest de la seigneurie de la côte de Beupré ; de là, vers le nord-est, la limite nord-ouest de la seigneurie de la côte de Beupré jusqu'au point de départ.

À distraire de ce territoire l'emprise de la route no 381.

Les coordonnées mentionnées dans cette description technique sont exprimées en mètres et ont été relevées graphiquement à partir du quadrillage U.T.M. utilisé sur les cartes à l'échelle 1/50 000 publiées par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada.

SECTION II RÈGLEMENTATION

2. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« abri » : un bâtiment fermé sur 3 faces situé le long d'un axe de randonnée servant à abriter les usagers en cas d'intempéries ;

« agent d'accueil » : une personne désignée par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour assumer les fonctions prévues à l'article 54 ;

« camping collectif » : un camping destiné à recevoir des groupes organisés de 12 à 36 personnes ;

« camping de destination rustique » : un camping visant à répondre aux besoins des usagers qui désirent s'héberger durant plusieurs jours et se récréer en milieu naturel et où le site ne comporte pas de service d'eau, d'électricité ou d'égoût ;

« camping d'intégration » : un camping visant principalement à répondre aux besoins d'hébergement, de récréation et d'éducation en milieu naturel de l'utilisateur durant la réalisation d'une activité récréative ;

« courte randonnée » : une activité d'exploration d'une durée de moins d'une journée n'impliquant pas de nuitée durant le parcours ;

« gardien de parc » : une personne désignée par le ministre pour faire respecter la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9) et ses règlements ;

« longue randonnée » : une activité d'exploration impliquant au moins une nuitée ;

« surintendant » : la personne désignée par le ministre pour administrer le parc ;

« refuge communautaire » : un bâtiment d'hébergement situé le long d'un axe de randonnée permettant le séjour pour la nuit d'un groupe de 8 à 20 usagers ;

« zone d'accueil et de services » : une portion du parc à utilisation intensive affectée à l'accueil, aux services à l'utilisateur, à l'hébergement en chalet et à l'administration du parc ;

« zone d'ambiance » : une portion du parc à utilisation modérée affectée uniquement à la découverte et à l'exploration du milieu ambiant ;

« zone de préservation » : une portion du parc à utilisation faible affectée à la préservation, à l'observation et à l'appréciation du milieu.

SECTION III ADMISSION

3. Zonage : Le parc des Grands Jardins est divisé en zones apparaissant sur la carte de zonage à l'annexe 2.

Préservation du caribou :

4. Du 15 septembre au 15 décembre, l'admission d'un usager à l'ensemble du parc, à l'exception des zones A-1 et P-1, n'est permise qu'avec l'autorisation du surintendant, délivrée conformément à l'article 10.

Toutefois, la circulation à travers le parc pour accéder à la réserve des Laurentides n'est permise qu'aux personnes qui détiennent un droit d'accès pour la chasse dans la réserve ou aux titulaires d'une autorisation à cet effet, délivrée par le surintendant.

5. Du 15 décembre au 15 mai, l'admission d'un usager dans le parc est permise seulement dans les zones A-1 et P-1.

Zones de préservation

6. L'admission d'un usager à une zone de préservation n'est permise que pour des fins de randonnée n'impliquant

pas de nuitée dans cette zone, telle que la randonnée à pied ou en embarcation ou pour participer à une activité éducative encadrée.

De plus, dans la zone P-1, la courte randonnée à ski ou en raquette est permise.

7. La circulation dans cette zone est restreinte aux aménagements linéaires et signalisés à cette fin.

8. Zone d'ambiance : L'admission d'un usager à une zone d'ambiance est permise seulement pour :

- 1° la pratique du camping d'intégration ou de destination rustique et l'hébergement en chalet ;
- 2° l'hébergement dans un refuge communautaire ;
- 3° pique-niquer ;
- 4° pratiquer la plongée sous-marine, la pêche, la voile, la courte ou la longue randonnée à pied, en embarcation ou à bicyclette et l'escalade ;
- 5° participer à une activité éducative encadrée ;
- 6° observer le milieu naturel.

De plus, dans la zone A-1, la courte randonnée à ski ou en raquette est permise.

9. Zone d'accueil et de services : Nul ne peut exploiter un commerce dans le parc. Cependant, dans les zones d'accueil et de services, le commerce d'épicerie et de dépannage et de boutique de location d'articles nécessaires à la pratique d'activités autorisées dans le parc est permis si un contrat de concession est consenti à cette fin par le ministre, conformément aux normes prévues au Règlement sur les contrats de concession du gouvernement (c. A-6, r.6).

Surintendant

10. Le surintendant délivre des autorisations spéciales pour la pratique d'activités non prévues au présent règlement à la condition que ces activités :

- 1° soient compatibles avec les formes d'utilisation prescrites au plan de zonage ;
- 2° n'aient pas pour effet de détériorer le milieu naturel ;
- 3° ne nuisent pas à la tranquillité ou au bien-être des autres usagers ;
- 4° ne nuisent pas à la faune.

11. Le surintendant peut interrompre temporairement la pratique d'une activité ou l'accès à une partie ou à l'ensemble du parc :

- 1° s'il y a des risques pour la sécurité des usagers ;
- 2° si la capacité de support des aménagements est dépassée ou atteinte ;
- 3° s'il y a des risques sérieux de détérioration du milieu ;
- 4° s'il y a des besoins spécifiques de protection d'une espèce animale sur un site particulier ou pour une période déterminée.

SECTION IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12. Protection du milieu et des équipements : Dans le parc, un usager doit s'abstenir :

- 1° d'abattre, mutiler, prélever ou introduire toute espèce végétale ou partie de celle-ci ;

Toutefois, la cueillette de produits végétaux comestibles est autorisée uniquement pour des fins de consommation alimentaire sur les lieux, sauf dans les zones de préservation où elle est interdite en tout temps ;

- 2° sous réserve de l'article 47, d'abattre, capturer, mutiler, molester, déranger, nourrir ou apprivoiser les animaux ;

- 3° d'introduire des animaux sauf dans le cas d'un chien d'aveugle accompagnant son maître ;

- 4° de peindre, altérer ou prélever les rochers ou autres formations naturelles ;

- 5° de répandre des substances nocives telles de l'huile, de l'essence ou des pesticides ;

- 6° de déposer des déchets ou autres détritiques ailleurs que dans les contenants et les endroits prévus à cette fin ;

- 7° d'utiliser ou jeter des détersifs tels le savon ou toute autre substance nocive dans les lacs ou cours d'eau du parc ;

- 8° de jeter le charbon de bois ou ses résidus ailleurs que dans les récipients ou endroits prévus à cette fin ;

- 9° de détériorer les biens meubles ou immeubles appartenant au Gouvernement du Québec.

13. Autorisations : Sauf dans le cas prévu à l'article 27, un usager qui a obtenu une autorisation pour pratiquer une activité doit la remettre au poste d'accueil lorsqu'il quitte le parc.

14. Propreté : L'usager doit laisser tout lieu qu'il a occupé et tout équipement qu'il a utilisé dans un état d'ordre et de propreté.

Agrès de pêche

15. Le port d'agrès de pêche est interdit dans le parc, sauf au titulaire d'une autorisation pour la pêche.

16. Une personne qui n'est pas titulaire d'une autorisation pour la pêche doit transporter les agrès de pêche à l'intérieur d'un véhicule.

17. Armes et instruments de chasse : Le port ou le transport d'armes ou d'instruments de chasse est interdit dans le parc. Toutefois, une personne à qui une autorisation de circuler à travers le parc pour accéder à la réserve des Laurentides a été délivrée, peut transporter une arme ou un instrument de chasse dans le coffre d'un véhicule ou dans un étui fermé situé à l'intérieur d'un véhicule.

18. Cas fortuits et force majeure : Les usagers doivent obéir aux instructions du surintendant ou de son remplaçant désigné à cet effet en cas de force majeure ou de cas fortuits, notamment en cas de feu, d'inondation ou de recherche pour venir en aide à une personne en détresse.

19. Carte de travail : Une personne qui circule dans le parc pour fins de travail doit exhiber à l'agent d'accueil une carte ou un document de son employeur démontrant qu'elle est effectivement affectée à un tel travail. Cette personne est assujettie aux mêmes obligations qu'un usager sauf ce qui est requis par son travail.

20. Stationnement : L'usager ne peut stationner un véhicule que dans les endroits identifiés ou spécialement aménagés à cette fin.

21. Véhicule automobile : Il est interdit aux usagers dans le parc de circuler en dehors des voies carrossables au moyen d'un véhicule automobile ou d'utiliser ce véhicule pour d'autres fins que celles de se rendre et revenir de l'endroit où l'activité se pratique.

22. Tranquillité publique : Un usager, à l'intérieur des limites du parc, doit s'abstenir de crier, de faire usage de haut-parleur ou autre instrument d'amplification, de distribuer des circulaires, brochures ou dépliants ou de faire de la sollicitation.

23. Affichage : Tout affichage à l'extérieur des bâtiments, à l'exception de l'affichage relatif aux activités et services offerts par les parcs du Québec est prohibé.

24. Manifestation, spectacle : Toute forme de spectacle commercial ou de manifestation sportive est prohibée dans le parc.

SECTION V ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES

Longue randonnée

25. Pour pratiquer la longue randonnée, une personne doit obtenir une autorisation au poste d'accueil ou au bureau d'administration du parc, au coût de 3 \$ par jour par personne, pour passer la nuit dans un refuge communautaire ou un abri, ou 3 \$ par jour par emplacement pour passer la nuit sur un camping d'intégration, ou 3 \$ par jour par canot pour le canot-camping.

26. Lors d'une excursion de longue randonnée, l'usager peut séjourner au maximum une nuit sur le même terrain de camping d'intégration ou dans un refuge communautaire et au maximum 3 nuits sur un camping de destination rustique.

27. L'usager qui a obtenu une autorisation pour la pratique d'une activité de longue randonnée doit signaler son retour au poste d'accueil.

28. Randonnée à ski : Durant l'hiver, seule la circulation au moyen de skis est permise sur les sentiers de randonnée à ski.

Embarcations

29. Gilet de sauvetage : Pour utiliser une embarcation dans le parc, un usager doit obtenir une autorisation au poste d'accueil et être en possession d'un coussin de sauvetage ou d'un gilet de sauvetage, conforme aux normes prescrites par le Règlement sur les petits bâtiments (C.R.C., 1978, c. 1487).

30. Nombre de passagers : Toute embarcation mise à la disposition du public par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour la pêche ne doit pas contenir plus de 3 personnes.

31. Embarcation personnelle : Il est interdit d'utiliser une embarcation personnelle sauf sur les lacs et rivières désignés par le surintendant pour chaque type d'embarcation et indiqués à chacun des postes d'accueil.

32. Moteur à combustion : L'utilisation par des usagers d'embarcations mues par un moteur à combustion est prohibée.

33. Randonnée à bicyclette : La randonnée à bicyclette est permise seulement sur les routes carrossables.

34. Motoneige : La pratique de la motoneige est interdite aux usagers.

35. Camping, feux : Le camping et les feux sont permis seulement aux endroits désignés et aménagés à cette fin.

Camping collectif

36. Pour camper sur un camping collectif, un groupe ou une association doit obtenir une autorisation dont le coût est fixé à 3 \$ par jour par groupe de 12 personnes d'un même groupe.

37. Un groupe ou une association peut camper pour une période d'au plus 14 jours sur un camping collectif.

Camping de destination rustique

38. Pour camper sur un camping de destination rustique, une personne doit obtenir une autorisation dont le coût est de 3 \$ par jour par emplacement.

39. Une personne qui loue un emplacement sur un terrain de camping de destination rustique doit l'occuper la journée même.

40. Le nombre maximal d'occupants par emplacement sur un camping de destination rustique est de 6 personnes.

41. Un usager peut séjourner sur un terrain de camping de destination rustique pour une période d'au plus 7 jours consécutifs.

42. Une seule tente, tente-roulotte ou roulotte doit être installée par emplacement de camping de destination rustique.

43. L'emplacement de camping de destination rustique doit être libéré avant 14 h.

44. Un seul véhicule automobile peut être stationné à l'endroit prévu à cet effet sur chaque emplacement de camping de destination rustique. Tout véhicule supplémentaire doit être stationné dans les aires de stationnement aménagées à cette fin.

45. Dans un camping de destination rustique, les usagers doivent s'abstenir de faire du bruit après 23 h.

Pêche

46. Dans les zones de préservation, la pêche est interdite.

47. Dans les autres zones, la pêche est autorisée sur les lacs désignés par le surintendant et indiqués sur l'autorisation.

48. Sous réserve de l'article 46, une personne, pour pêcher, doit obtenir une autorisation dont le tarif quotidien est de 2 \$ par jour par personne.

49. Un usager qui a obtenu une autorisation pour pêcher doit déclarer ou exhiber ses prises à l'agent d'accueil lorsqu'il quitte le parc ou lorsque requis par un agent d'accueil ou un gardien de parc.

50. Voile : La pratique de la voile est permise seulement sur les lacs désignés par le surintendant à cet effet et indiqués au poste d'accueil.

51. Canot-camping : La pratique du canot-camping est restreinte aux parcours indiqués à cette fin par le surintendant sur le document remis aux titulaires d'une autorisation pour la pratique de cette activité.

52. Escalade : La pratique de l'escalade est permise seulement aux endroits désignés à cette fin par le surintendant au poste d'accueil.

53. Plongée sous-marine : La plongée sous-marine est permise seulement dans les lacs et rivières désignés à cette fin par le surintendant et indiqués au poste d'accueil.

SECTION VI DISPOSITIONS FINALES

54. Les pouvoirs et devoirs de l'agent d'accueil sont :

- 1° d'accueillir et informer les usagers ;
- 2° sous réserve de l'article 4 et de l'article 10, de délivrer les autorisations ;
- 3° de percevoir les droits exigés pour la pratique de certaines activités ;
- 4° d'exiger d'une personne qui travaille à l'intérieur d'un parc, une carte ou document de l'employeur démontrant qu'elle est affectée à un tel travail.

55. En plus de ceux mentionnés aux articles 4, 10 et 11, les pouvoirs du surintendant sont :

1° d'indiquer les parcours ou endroits pour la pratique de certaines activités conformément aux articles 31, 47, 50 à 53 ;

2° de donner des instructions en cas de force majeure ou de cas fortuits, tel que stipulé à l'article 18 ;

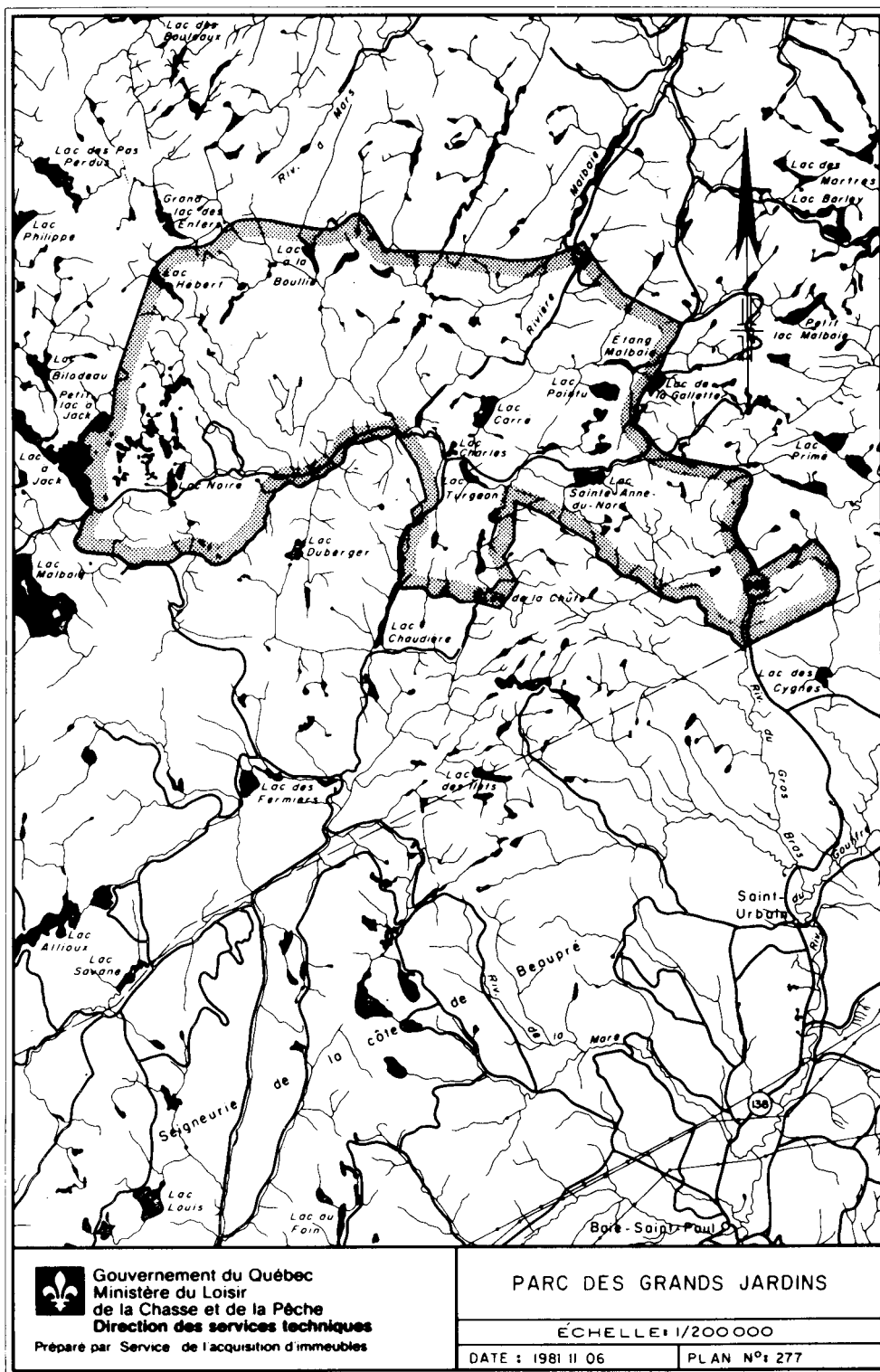
56. Les gardiens du parc doivent faire respecter la Loi sur les parcs et le présent règlement.

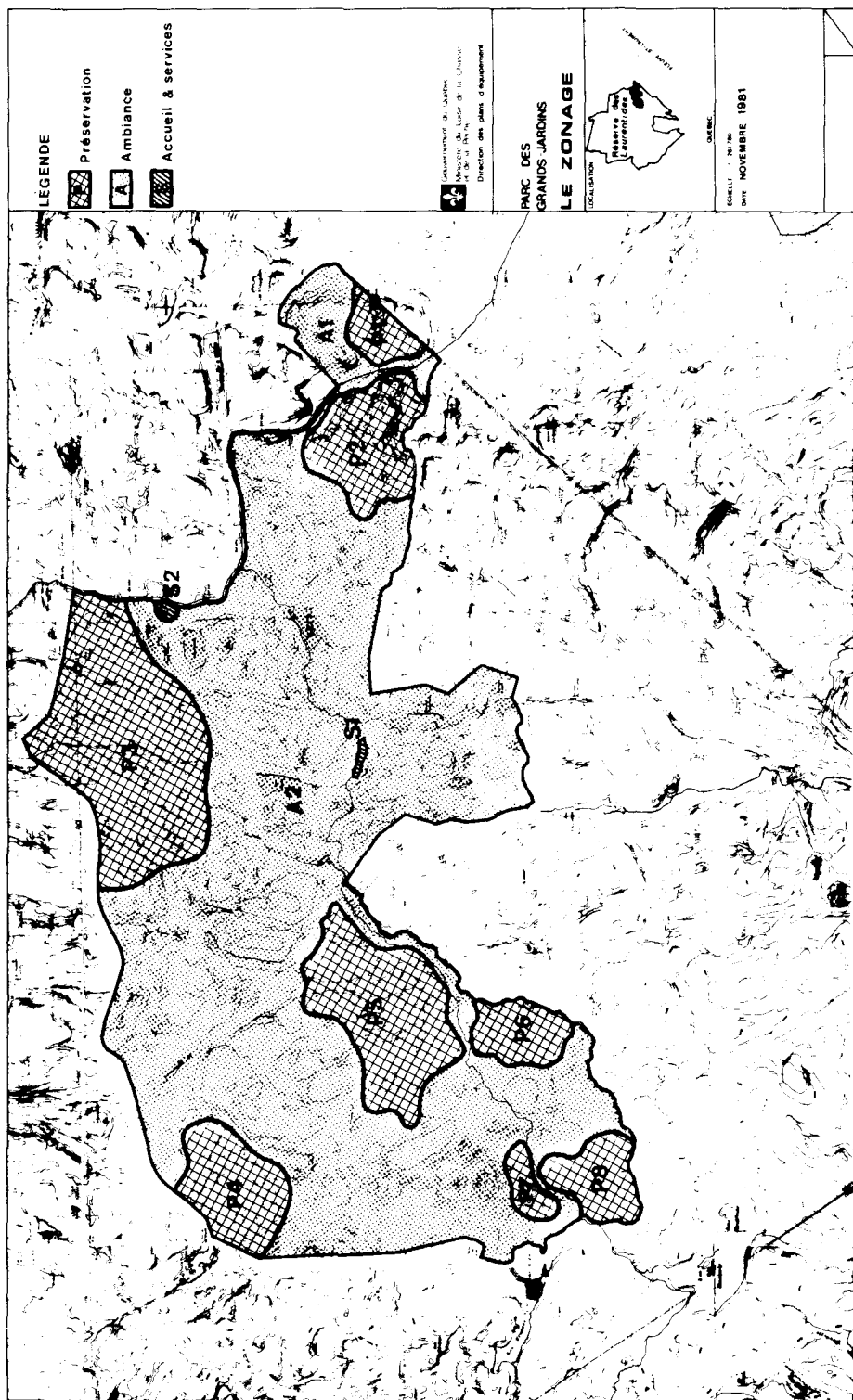
57. Une personne qui contrevient à la Loi sur les parcs, à l'une des dispositions du présent règlement, à la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., c. C-61), à la Loi sur les pêcheries (S.R.C. 1970, c. F-14) ou au Code de la route (L.R.Q., c. C-24) peut être expulsée du parc sur-le-champ.

58. Une personne qui trouble la paix, notamment en se battant, criant, vociférant, jurant, chantant, employant un langage insultant ou obscène, en étant ivre, en gênant ou molestant d'autres personnes peut être expulsée du parc sur-le-champ.

ANNEXE 1

(a. 1)





D. 3105-81, (1981) 113 G.O.II, 4802

D. 3106-81, (1981) 113 G.O.II, 4805



c. P-9, r.4

Règlement sur le parc du Mont-Orford

Loi sur les parcs

(L.R.Q., c. P-9, a. 2 et 3)

SECTION I

ÉTABLISSEMENT ET DESCRIPTION TERRITORIALE

1. Le territoire suivant dont le plan apparaît à l'annexe A et décrit au présent article constitue la description technique du parc du Mont-Orford, classifié comme parc de récréation :

Un territoire situé dans les cantons de Bolton, Magog, Stukely et Orford, comtés de Brôme, Stanstead, Sherbrooke et Shefford, ayant une superficie de cinquante-huit kilomètres carrés et trente-sept centièmes (58,37 km²) et dont la ligne périmétrique peut se décrire comme suit :

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne de division des comtés de Sherbrooke et de Shefford et de la rive sud du lac Stukely ; de là, vers le sud, la ligne de division desdits comtés jusqu'à la limite nord du lot 244 du rang II du canton de Stukely ; de là, vers l'ouest, le sud et l'est, la limite nord, ouest et sud dudit lot 244 ; de là, vers le sud, la ligne de division des comtés de Shefford et de Sherbrooke jusqu'à la ligne de division des comtés de Shefford et de Brôme ; de là, vers l'ouest, la ligne de division desdits comtés suivant un azimut de deux cent soixante-douze degrés quarante-neuf minutes (272°49') sur une distance de huit cent dix-neuf mètres et seize centièmes (819,16 m) ; de là, un azimut de cent quatre-vingts degrés (180°00') sur une distance de cinq cent quatre-vingt-onze mètres et quatre centièmes (591,04 m) ; de là, un azimut de cent trente-quatre degrés vingt-sept minutes (134°27') sur une distance de deux cent cinquante et un mètres et quarante-six centièmes (251,46 m) ; de là, un azimut de quatre-vingt-dix degrés (90°00') sur une distance de trois cent vingt mètres et six centièmes (320,06 m) ; de là, un azimut de quatre-vingt-quatorze degrés une minute (94°01') sur une distance de cinq cent soixante-treize mètres et trente-trois centièmes (573,33 m) ; de là, vers l'est, la limite nord des lots 1538 et 1539 du rang XIII, canton de Bolton ; de là, vers le sud, la ligne de division des lots 1539 et 1540 ; vers l'est, la limite sud du lot 1540 jusqu'à la ligne de division des comtés de Brôme et de Stanstead ; de là, vers le sud, ladite ligne de division des comtés jusqu'à la limite nord de l'emprise de la route Montréal-Magog, de là, vers l'est, la limite nord de l'emprise de ladite route jusqu'à une ligne

arpentée sur les lots 2d et 1c du rang XIV du canton de Magog ; de là, cette dite ligne arpentée suivant un azimut de zéro degré cinquante-deux minutes (0°52') sur une distance de sept cent vingt-sept mètres et soixante-trois centièmes (727,63 m) ; de là, vers l'est, une ligne arpentée sur une distance de six cent huit mètres et quatre-vingt-quatorze centièmes (608,94 m) ; de là, suivant un azimut de cent quatre-vingts degrés trente minutes (180°30') sur une distance de six cent trente-huit mètres et onze centièmes (638,11 m) jusqu'à la limite nord de l'emprise de la route Montréal-Magog, de là, vers l'est la limite nord de l'emprise de ladite route jusqu'à la ligne de division des rangs XIV et XV ; (les distances et azimuts sont tirés d'un plan préparé par l'arpenteur Armand C. Crépeau, le 28 décembre 1943 et révisé le 31 août 1967 par l'arpenteur Louis-Georges Carignan) ; de là, vers le nord, la ligne de division des rangs XIV et XV du canton de Magog jusqu'à la ligne de division des cantons de Magog et d'Orford ; de là, vers l'est ladite ligne de division des cantons jusqu'à la ligne de division des rangs XVI et XVII du canton d'Orford ; de là, vers le nord, la ligne de division des rangs XVI et XVII jusqu'à la ligne de division des lots 999 et 1002 du rang XVI ; de là, vers l'est, la limite nord des lots 1002 et 1000 du rang XVI et 943 du rang XV jusqu'à la rencontre avec la limite ouest de l'emprise du chemin public ; de là, vers le nord-ouest, la limite sud-ouest de l'emprise du chemin public jusqu'à la rive nord-ouest d'un tributaire (sans nom) de la rivière aux Cerises ; de là, vers le nord-est, la rive nord-ouest dudit tributaire jusqu'à son embouchure ; de là, vers le nord-ouest, la rive droite de la rivière aux Cerises jusqu'à la ligne de division des lots 926 et 927 du rang XV ; de là, vers l'est, la ligne de division des lots 926 et 927 jusqu'à la ligne de division des lots 926 et 925 ; de là, vers le nord, la limite ouest du lot 925 du rang XV ; vers l'est, la limite nord dudit lot 925 ; vers le nord, la limite est des rangs XV et C du canton d'Orford jusqu'à la rencontre avec la rive sud-est du lac Fraser ; de là, en direction générale sud-ouest, sud, nord-ouest puis nord, la ligne des hautes eaux ordinaires du lac Fraser jusqu'à la rencontre avec la limite sud du lot 888-24 du cadastre du canton d'Orford ; de là, vers l'ouest, la limite sud des lots 888-24, 888-25 ; de là, en direction générale nord-est, la limite ouest et nord de l'emprise du chemin longeant le lac Fraser, soit les lots 888-25, 888-14, 889-11, 889-5, jusqu'à la rencontre avec la limite sud de l'emprise de la route no 220 ; de là, vers l'ouest puis le sud-ouest, la limite sud de l'emprise de ladite route jusqu'à la rencontre avec la ligne de division des lots 974 et 975 du rang B du canton d'Orford ; de là, vers le sud, la ligne de division des lots 974 et 975 du rang B ; vers l'ouest, la limite sud du rang B jusqu'à

la ligne de division des lots 1041 et 1042 dudit rang ; de là, vers le nord, la limite est du lot 1042 du rang B jusqu'à la rencontre avec la limite sud de l'emprise du chemin public ; de là, vers le nord-ouest, la limite sud de l'emprise dudit chemin jusqu'à la rencontre avec la limite sud-est de l'emprise de la route no 220 ; de là, vers le sud-ouest, la limite sud-est de l'emprise de ladite route jusqu'à la rencontre avec la limite est du lot 1086-1 ; de là, vers le sud, l'ouest puis le nord, la limite est, sud et ouest du lot 1086-1 ; vers le nord-ouest, la limite sud-ouest de l'emprise de la route no 220 sur une distance de cent quatre-vingts mètres et huit centièmes (180,08 m) ; de là, vers le sud-ouest, une droite sur une distance de trente-huit mètres et dix centièmes (38,10 m), soit la limite sud-est du terrain appartenant à M. Gilles Picotte ; de là, vers le nord-ouest, une droite sur une distance de cinquante mètres et soixante-douze centièmes (50,72 m), soit la limite sud-ouest des terrains appartenant à M. Gilles Picotte et à dame Bridgett Queen ; vers le sud-ouest, la limite sud-est du lot 1086-3 et son prolongement jusqu'à la rencontre avec la ligne de division des cantons de Stukely et d'Orford ; de là, vers le sud, la ligne de division desdits cantons jusqu'à la rive nord du lac Stukely ; de là, en direction générale nord-est, sud-est, sud-ouest, sud-est, sud, puis ouest, la rive du lac Stukely jusqu'au point de départ. Est comprise dans ce territoire, l'île formée dans le lac Stukely d'une partie de terrain sans désignation cadastrale dans le canton de Stukely et du lot 1091 du canton Orford.

SECTION II RÈGLEMENTATION

§1. Définitions

2. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient :

a) « camping rustique » : le camping pratiqué sur un emplacement offrant seulement les services d'eau potable et sanitaire. Un tel terrain comporte généralement 12 emplacements ;

b) « refuge communautaire » : mode d'hébergement permettant le séjour de groupe d'usagers se situant généralement entre 8 et 20. Le logement est offert dans une construction complètement fermée et n'offre que le service d'eau potable et sanitaire. La bâtisse ne comporte pas de lit ni de division intérieure et est équipée strictement d'un poêle, d'une table et de bancs ;

c) « animaux de compagnie » : tout animal domestique ou tout animal sauvage apprivoisé qui appartient et tient généralement lieu de compagnon à une personne ou à un groupe de personnes ;

d) « zone de conservation » : zone affectée principalement à l'interprétation de la nature et dont la vocation est de préserver les secteurs les plus fragiles du parc.

§2. Dispositions générales

3. Aucune personne ne peut abattre, mutiler ou prélever du parc un arbre, arbuste, plante herbacée ou partie de ceux-ci. Cependant, la cueillette de ces végétaux ou partie de ceux-ci est autorisée uniquement pour des fins de consommation alimentaire sur les lieux.

4. Aucune personne ne peut abattre, mutiler ou capturer un animal dans le parc.

5. Dans le parc, une personne doit s'abstenir :

a) d'introduire des arbres, arbustes, plantes herbacées ;

b) de molester, déranger, nourrir ou apprivoiser les animaux ou introduire des animaux d'espèces exotiques ;

c) de peindre, altérer ou prélever les roches, rochers ou autres formations naturelles ;

d) de jeter des déchets et débris ailleurs que dans les endroits prévus à cette fin ;

e) de détériorer ou briser des biens meubles ou immeubles appartenant au gouvernement ;

f) de jeter le charbon de bois ou ses résidus ailleurs que dans les récipients prévus à cette fin.

6. Tout usager du parc est tenu de se conformer au plan d'urgence établi par le surintendant du parc en cas de recherche pour venir en aide aux personnes en détresse ou lors de lutte contre un incendie ou de tout autre sinistre.

7. L'admission du public à une partie ou à l'ensemble du parc peut être interdite lorsqu'il y a danger pour sa sécurité dû à des risques d'incendie ou tout autre sinistre. Le cas échéant, les parties du parc interdites au public seront indiquées au poste d'accueil.

8. 1) La circulation ou les déplacements dans les zones de conservation sont permis seulement sur les sentiers ou dans les endroits identifiés et aménagés à cette fin tel qu'il appert à la carte de zonage en annexe B.

2) Durant la période hivernale, la circulation ou les déplacements dans les ravages du cerf de Virginie sont permis seulement dans le cadre d'un programme éducatif offert par le surintendant du parc du Mont-Orford.

9. Les activités telles que la baignade, la plongée sous-marine, le pique-nique, la villégiature, la voile, le canotage, le canot-camping ou autres activités nautiques non motorisées, l'escalade, la randonnée pédestre, le cyclisme, le ski de randonnée, le ski alpin, le patinage, la glissade, le golf sont offertes dans le parc.

10. Le surintendant du parc doit délivrer à la personne qui désire pratiquer une activité offerte dans un secteur autre que celui désigné ou une activité non prévue à l'article 9, une autorisation spéciale, dans les cas où cette activité n'entre pas en conflit avec la conservation du milieu, la sécurité et la tranquillité des usagers.

11. Il est interdit dans le parc de laisser un feu sans surveillance et aucun feu n'est autorisé sur la plage.

12. Toute personne doit se conformer aux limites de vitesse indiquées sur les routes situées à l'intérieur du parc et stationner son véhicule dans les endroits aménagés et identifiés à cette fin au poste d'accueil.

13. Tout employé mandaté à cette fin par le surintendant du parc ou son représentant peut exiger d'une personne qui accède ou circule dans le parc pour fins de travail, une autorisation écrite démontrant qu'elle est effectivement affectée à un tel travail.

14. Une personne ne peut être en possession d'instruments de chasse dans le parc à moins que l'instrument de chasse ne soit scellé par le surintendant du parc ou son représentant.

15. L'utilisation de motoneiges pour des fins récréatives est interdite dans le parc.

16. Dans le parc, l'utilisation de motocyclette, de vélomoteur et de véhicule dit « tout terrain » par tout usager n'est autorisée qu'aux endroits définis et aménagés à la cir-

culatation automobile, sauf pour les employés du parc dans l'exercice de leur fonction.

17. Le transport et la possession d'animaux de compagnie sont permis dans les limites du parc seulement aux endroits et aux conditions qui suivent :

a) pour la portion de la route 141 qui traverse une section du parc ;

b) pour les chiens d'aveugles qui accompagnent leur maître ;

c) pour les chiens limiers utilisés lors d'activités de se-courisme ;

d) pour les animaux de bât ou de trait utilisés lors de travaux d'aménagement ou lors de programmation spécifiquement prévue à cette fin par le surintendant du parc.

18. Tout affichage est prohibé dans le parc à l'exception de l'affichage relatif aux activités et services offerts dans le parc.

19. L'usager est tenu de respecter la date de retour fixée pour les activités auxquelles il s'est enregistré.

20. Pour exploiter un commerce, tout individu doit conclure un protocole d'entente avec le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Les protocoles d'entente permis sont les suivants :

a) pour le contrat de concession de casse-croûte et de dépanneur qui inclut la location d'embarcations ;

b) pour le contrat de gestion de l'activité de ski alpin ;

c) pour le contrat de gestion de l'activité de golf ;

d) pour le contrat de location de la base de plein air Jouvence ;

e) pour le contrat de location du Centre d'art Orford ;

f) pour la location des terrains des tours de télécommunication.

21. Toute forme de commerce itinérant ou sollicitation est prohibée à l'intérieur des limites du parc.

22. Les pouvoirs et devoirs du surintendant du parc établis à l'article 6, au paragraphe 2 de l'article 8, au paragraphe d de l'article 17 et à l'article 52, sont les suivants :

a) établir un plan d'urgence ;

b) offrir des programmes éducatifs ;

c) délivrer des autorisations spéciales pour la pratique de certaines activités ;

d) exiger d'une personne qui travaille à l'intérieur du parc, une autorisation écrite démontrant qu'elle est affectée à un tel travail ;

e) sceller des instruments de chasse ;

f) programmer l'utilisation d'animaux de bât ou de trait.

23. Toute personne qui désire louer un emplacement de camping doit s'enregistrer auprès du préposé au poste d'accueil.

24. Sur les terrains de camping situés dans le parc, le nombre maximal d'occupants par emplacement de camping est de 6.

25. L'utilisateur peut occuper un emplacement de camping pour une période maximale de 7 jours consécutifs et tout renouvellement de location de l'emplacement à l'intérieur de cette période doit se faire avant 10 h aux endroits désignés à cette fin.

26. L'équipement de camping doit être installé à plus de 20 pieds de tout autre équipement voisin là où les emplacements ne sont pas délimités.

27. Les prises d'eau, d'électricité ou d'égout disponibles sur l'emplacement de camping sont réservées le cas échéant, exclusivement au locataire et aucun raccordement de ces services n'est permis.

28. La consommation de boissons alcooliques n'est permise qu'aux emplacements de camping.

29. Les déchets et détritiques de toutes sortes doivent être déposés dans les sacs et autres contenants fournis à cet effet.

30. L'emplacement de camping doit être libéré avant 14 h dans le cas de non-renouvellement.

31. Le camping, les feux et le pique-nique sont permis seulement aux endroits désignés et aménagés à cette fin.

32. L'utilisateur doit laisser tout lieu qu'il a occupé et tout équipement qu'il a utilisé dans un état d'ordre et de propreté.

33. Sur le terrain de camping, les déplacements en motocyclette, en vélomoteur ou en véhicule dit « tout terrain » sont permis uniquement pour se rendre à l'emplacement de camping ou pour sortir du terrain de camping, sauf pour les employés du parc dans l'exercice de leur fonction.

34. 1) Un seul véhicule automobile peut être stationné par emplacement de camping. Tout véhicule supplémentaire doit être garé dans les aires de stationnement spécialement aménagées à cette fin.

2) Malgré le paragraphe 1, il est permis de stationner à l'emplacement de camping un second véhicule utilitaire lorsque le mode d'hébergement consiste en une maison mobile.

§3. Activités récréatives

35. La baignade est permise seulement aux endroits aménagés à cette fin et identifiés au poste d'accueil.

36. La baignade n'est autorisée qu'à l'intérieur des bouées lorsque les sauveteurs sont en devoir.

37. Le port du maillot de bain, pour la baignade, est obligatoire pour tous.

38. L'utilisation de tout contenant, métallique ou de verre et la consommation de boissons alcooliques ou de nourriture sont interdits sur la plage.

39. Le canotage et la pêche sont interdits dans la zone de baignade.

40. L'installation des tables à pique-nique est défendue sur la plage.

41. Les déplacements en automobile, en vélomoteur ou en véhicule dit « tout terrain » sont interdits sur la plage.

42. Lors de la baignade, l'utilisation de tout équipement flottant tel que matelas pneumatique, chambre à air, ballon ou tout autre article de flottaison sont prohibés sur l'eau, ainsi que les vêtements de flottaison individuels qui ne sont pas conformes aux normes prescrites par le Règlement sur les petits bâtiments (C.R.C., 1978, c. 1487).

43. Tout jeu dans ou hors de l'eau pouvant troubler la tranquillité publique ou mettre en cause la sécurité des usagers est prohibé.

44. La plongée sous-marine est prohibée à l'intérieur des aires de baignade et à proximité des rampes de mise à l'eau.

45. Le ski de randonnée et la randonnée pédestre sont restreints aux sentiers aménagés à cette fin. La raquette est permise dans les aires délimitées et identifiées au poste d'accueil.

46. Le skieur de randonnée et le raquetteur dans le parc doivent quitter les sentiers et relais avant le coucher du soleil.

47. Le skieur de randonnée, le raquetteur ou la personne qui emprunte un sentier de randonnée pédestre doit se conformer aux indications et renseignements apparaissant sur les panneaux de signalisation indiquant à l'utilisateur qu'il ne doit pas jeter de déchet, qu'il ne doit pas s'engager dans les sentiers non patrouillés ou fermés ainsi qu'à toute autre indication similaire.

48. Les skis doivent être munis de courroies ou autres dispositifs sécuritaires, lors de la pratique de l'activité de ski alpin.

49. La marche à pied ou l'usage de motoneige, de raquette ou de tout équipement autre que des skis de randonnée est prohibé sur les sentiers de ski de randonnée, sauf pour des fins de secourisme ou d'entretien.

50. Lors d'une excursion de longue randonnée pédestre, l'utilisateur peut séjourner au maximum une nuit sur le même emplacement de camping rustique ou dans un refuge communautaire.

51. Toute personne qui utilise une embarcation dans le parc doit être en possession d'un coussin de sauvetage ou d'un vêtement de flottaison individuel conforme aux normes prescrites par le Règlement sur les petits bâtiments (C.R.C., 1978, c. 1487).

52. L'utilisation d'embarcation est permise uniquement aux endroits prévus et identifiés à cette fin et est complètement prohibée dans les aires de baignade et sur les étangs de Fer de lance, aux Cerises et Cuvette, à moins qu'elle n'entre dans le cadre d'activités organisées par le surintendant du parc.

53. Les embarcations de moins de 18 pieds ne peuvent contenir plus de 3 personnes lorsqu'il s'agit de canot de type amérindien ou de chaloupe et pas plus de 2 personnes lorsqu'il s'agit de pédalo.

54. Pour pratiquer le golf, une personne doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a) verser un montant d'au plus 15 \$ pour un billet de journée et de 250 \$ pour un billet de saison ;
- b) être âgée de 10 ans et plus.

55. Seules les personnes satisfaisant aux conditions de l'article 54, et leur cadet, sont admis sur le parcours du ter-

rain de golf et elles doivent produire leur billet à l'officiel du parcours ou au pro.

56. Il est strictement interdit de partir sur le départ no 10 après 9 h sans l'autorisation de l'officiel du terrain ou du pro.

57. Seules les voitures de golf louées par le concessionnaire du terrain de golf sont autorisées sur le terrain.

58. Il est défendu de transporter des boissons alcoolisées à bord des voitures de golf.

59. Le port d'un vêtement tel qu'une chemise ou un chandail est de rigueur en tout temps sur le terrain de golf et au chalet de golf.

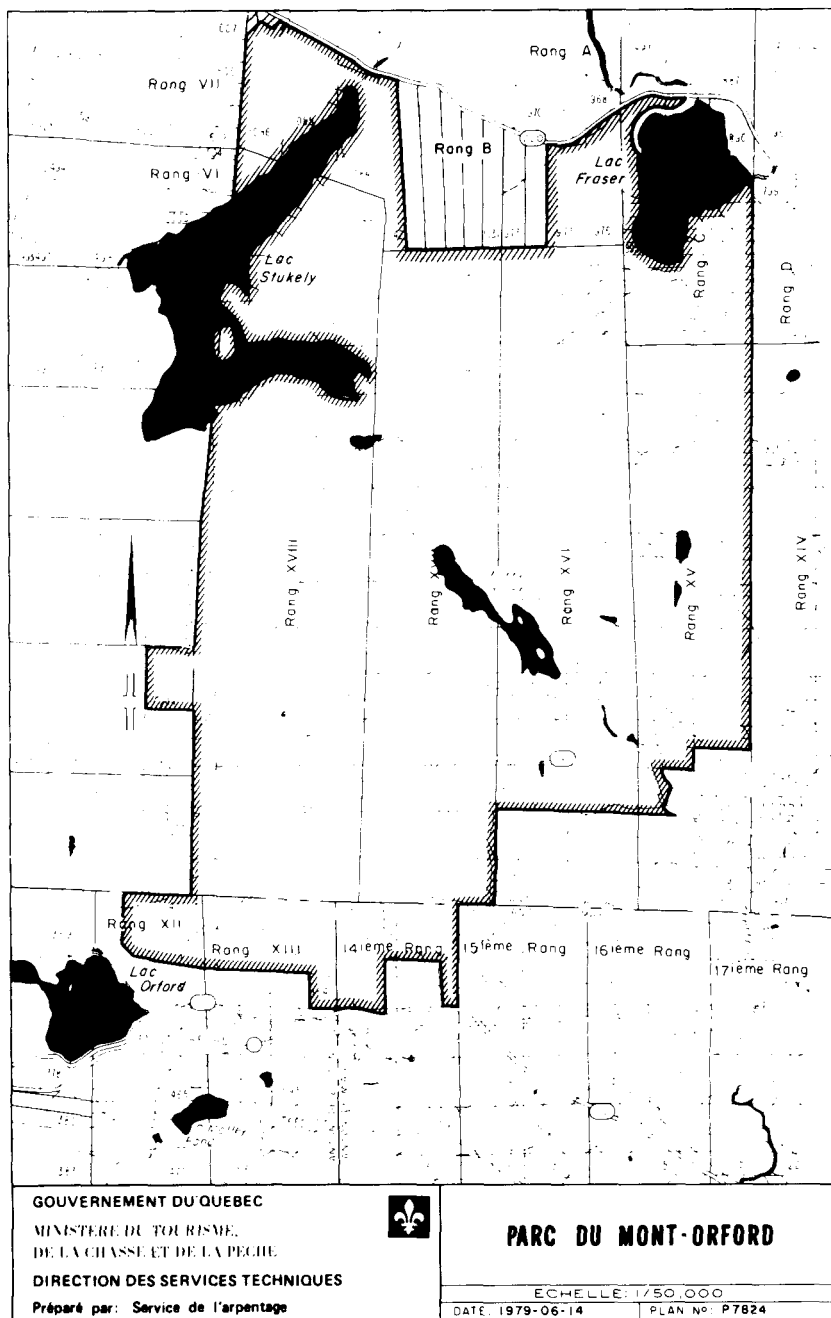
60. Les expositions d'art et les concerts présentés au Centre d'art d'Orford sont offerts à un coût d'au plus 10 \$ par personne.

61. Aucune forme de pêche n'est autorisée sur les étangs Fer de lance, aux Cerises et Cuvette ainsi que sur tout cours d'eau.

§4. Disposition finale

62. Toute personne qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement ou de la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9) peut être expulsée immédiatement du parc.

ANNEXE A
(a. I)



ANNEXE B

(a. 8)



D. 2543-80, (1980) 112 G.O.II, 5649

D. 2544-80, (1980) 112 G.O.II, 5653



c. P-9, r.5

Règlement sur le parc du Mont-Tremblant

Loi sur les parcs

(L.R.Q., c. P-9, a. 13)

SECTION I

ÉTABLISSEMENT ET DESCRIPTION TERRITORIALE

1. Le territoire suivant dont le plan apparaît à l'annexe A et décrit au présent article constitue la description technique du parc du Mont-Tremblant classifié comme parc de récréation :

Un territoire situé dans les cantons de Cartier, Tracy, Gamelin, Tellier, Gouin, Forbes, Jamet, Cousineau, Lussier, Archambault, Rolland, Nantel, Grandison, Marchand et Joly, comtés de Joliette, Montcalm, Terrebonne et Labelle ; ayant une superficie de 1 248 km², dont la ligne périmétrique se décrit comme suit :

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne de division des comtés de Joliette et de Montcalm avec la ligne de division des cantons de Cartier et de Tellier ; de là, vers le nord-ouest, la limite sud-ouest du canton de Tellier, jusqu'à la limite sud-est du lot 46, rang X du canton de Lussier ; de là, vers le sud-ouest, la limite sud-est du lot 46, des rangs X, IX et VIII jusqu'à la limite sud-ouest du rang VIII ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la limite sud-est du canton de Cousineau ; de là, vers le sud-ouest, la limite sud-est des cantons de Cousineau et de Rolland jusqu'à la limite nord-est du comté de Terrebonne ; de là, vers le sud-est, ladite limite jusqu'à la limite sud-est du rang IX du canton d'Archambault ; de là, vers le sud-ouest, ladite limite jusqu'à la limite nord-est du rang XIII ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la limite sud-est du lot 52 du rang XIII ; de là, vers le sud-ouest, la limite sud-est du lot 52 des rangs XIII et XII, jusqu'à la limite nord-est du rang XI ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la limite sud-est du lot 55 du rang XI ; de là, vers le sud-ouest, ladite limite jusqu'à la limite sud-ouest du canton d'Archambault ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la limite nord-ouest du lot 57 du rang XI ; de là, vers le nord-est, ladite limite jusqu'à la limite nord-est du rang XI ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la limite sud-est du lot 60 du rang XI ; de là, vers le sud-ouest, ladite limite sur une distance de 800 mètres ; de là, vers le nord-ouest une ligne traversant le lot 60 jusqu'à sa limite nord-ouest ; de là, vers le nord-

est, ladite limite jusqu'à la limite nord-est du rang XI ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la limite sud-est du canton de Rolland ; de là, vers le nord-est, ladite limite jusqu'à la limite nord-est du rang II du canton de Rolland ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la limite nord-ouest du lot 7 du rang II ; de là, vers le sud-ouest, la limite nord-ouest du lot 7 des rangs II et I, jusqu'à la limite nord-est du canton de Grandison ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la limite nord-ouest du rang A ; de là, vers le sud et l'est, la limite ouest et sud dudit rang jusqu'à la limite est du canton de Grandison ; de là, vers le sud, ladite limite jusqu'à la limite nord du rang IV ; de là, vers l'ouest, ladite limite jusqu'à la rencontre avec la limite ouest des terrains, propriétés de la compagnie Mont Tremblant Lodge 1965 Inc. ; de là, dans des directions générales sud-est, sud-ouest puis nord-ouest, ladite limite de propriété de la compagnie Mont Tremblant Lodge 1965 Inc. jusqu'à la rencontre avec la limite ouest du lot 20 du rang III ; de là, vers le nord, la limite ouest du lot 20 des rangs III et IV jusqu'à la limite nord du rang IV ; de là, vers l'ouest, ladite limite jusqu'à la limite est du rang V ; de là, vers le nord, ladite limite jusqu'à la limite nord du rang V ; de là, vers l'ouest ladite limite jusqu'à la limite est du lot 32-B ; de là, vers le sud, ladite limite jusqu'à la limite sud du lot 32-B ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la limite est du lot 33-A du rang VI ; de là, vers le nord, l'ouest puis le sud, la limite est, nord et ouest dudit lot jusqu'à la limite sud-ouest du lot 34-B ; de là, vers le nord-ouest, la limite sud-ouest des lots 34-B, 35-B et 36-B jusqu'à la limite des cantons de Grandison et de Joly ; de là, vers le nord, ladite limite jusqu'à la limite sud du lot 12-B du rang nord-est du lac Tremblant du canton de Joly ; de là, vers l'ouest, ladite limite jusqu'à la limite ouest du lot 12-B ; de là, vers le nord-ouest puis l'est, la limite sud-ouest et nord du lot 12-B jusqu'au coin sud-ouest du lot 13-A ; de là, vers le nord-ouest, la limite sud-ouest des lots 13-A et 14-A jusqu'à la limite sud du lot 15-B ; de là, vers l'ouest, le nord-ouest puis l'est, la limite sud, sud-ouest et nord du lot 15-B jusqu'à la limite ouest du lot 16-A ; de là, vers le nord, ladite limite jusqu'à la limite sud du lot 17-A ; de là, vers l'ouest puis le nord, le sud et ouest du lot 17-A jusqu'à la limite sud du lot 18-A ; de là, vers l'ouest puis le nord, la limite sud et ouest du lot 18-A jusqu'à la limite sud du rang K ; de là, vers l'ouest, ladite limite jusqu'à la limite est du lot 19-A du rang nord-est du lac Tremblant ; de là, vers le nord, la limite est des lots 19-A, 19-B, 19-C, 19-D et 19-E jusqu'à la limite sud du lot 20-25 ; de là, vers l'ouest, la limite sud des lots 20-25 et 20-24 jusqu'à la limite sud-ouest du lot 20-24 ; de là, vers le nord-ouest, la limite sud-ouest des lots 20-24, 21-C

et 22 partie (limite nord-est du lot 22-F) jusqu'à la limite sud du lot 23-C ; de là, vers l'ouest, la limite sud des lots 23-C et 23-A jusqu'à la limite sud-ouest du lot 23-A ; de là, vers le nord-ouest, la limite sud-ouest des lots 23-A et 24-C jusqu'à la limite sud du rang L ; de là, vers l'ouest, ladite limite et son prolongement jusqu'à la rive droite de la rivière Cachée ; de là, vers le nord-est ladite rive jusqu'à la rencontre avec la limite ouest du lot 29 du rang L ; de là, vers le nord, la limite ouest du rang L jusqu'à un point situé à 60 mètres au nord de la rive droite de la rivière Cachée ; de là, vers le nord-est, ladite limite jusqu'à la limite ouest de l'emprise du chemin longeant la rivière Cachée ; de là, vers le nord-ouest, ladite limite jusqu'à la rencontre avec la limite nord de l'emprise du chemin conduisant de la municipalité de Labelle au lac Cachée ; de là, vers le nord-est, la limite nord de l'emprise du chemin longeant la rivière Cachée jusqu'à la rive sud-est du lac Cachée ; de là, vers le nord-est puis le nord-ouest, la rive sud-est et nord-est du lac Cachée jusqu'à un point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 135 450 m N ; 525 300 m E ; de là, vers le nord-ouest, une droite traversant la rivière Cachée jusqu'à un point situé à 60 mètres à l'ouest de la rive droite de ladite rivière ; de là, vers le nord-est, ladite limite jusqu'à l'intersection avec le prolongement de la limite sud-ouest du lot 26 du rang IV du canton de Nantel ; de là, vers le nord ouest, ledit prolongement et la limite sud-ouest du lot 26 jusqu'à la rive sud-est du lac Sapin ; de là, vers le nord-est, la rive sud-est du lac Sapin, la rive sud-est de la rivière Macaza, la rive sud-est de la rivière Jamet jusqu'à son embouchure dans le lac Jamet en contournant par le sud-est les lacs qu'on y rencontre ; de là, vers le sud-ouest, le sud-est puis le nord, la rive sud-ouest, sud-est et est du lac Jamet jusqu'à un point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 158 900 m N et 537 950 m E ; de là, vers le nord-est une droite jusqu'à un point situé sur la ligne de division des comtés de Joliette et de Moncalm, point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 162 300 m N et 543 150 m E ; de là, vers le sud-est ladite limite jusqu'à un point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 160 000 m N et 545 440 m E ; de là, vers le sud une ligne brisée dont les sommets sont identifiés par les coordonnées suivantes : 5 157 850 m N ; 546 550 m E ; 5 156 700 m N ; 546 950 m E ; 5 156 000 m N ; 546 550 m E ; 5 155 250 m N ; 546 450 m E ; 5 154 400 m N ; 546 700 m E ; ce dernier point étant situé à l'extrémité nord-est du lac Sancerre ; de là, vers le sud la rive est dudit lac, la rive gauche de l'émissaire du lac Sancerre, la rive droite d'un tributaire du lac Aux Herbes, jusqu'à un point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 153 300 m N et 546 600 m E ; de là, vers le sud une droite joignant l'extrémité nord du Petit Lac Aux Herbes ; de là, vers le sud la rive est dudit lac jusqu'à un point dont les coordonnées sont de 5 152 200 m N et 546 325 m E ; de là, vers le sud-ouest une droite jusqu'à la rive gauche de l'émissaire du lac Aux Herbes se jettant dans le lac Montcourt, point

dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 152 000 m N et 545 950 m E ; de là, vers le nord-ouest une droite jusqu'à la rive est du lac Vidal, point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 152 750 m N et 544 400 m E ; de là, vers le sud ladite rive jusqu'à l'extrémité sud du lac Vidal ; de là, vers l'ouest une droite jusqu'à l'extrémité nord du lac Crowfoot ; de là, vers le sud la rive est dudit lac jusqu'à la rive gauche de l'émissaire du lac Crowfoot ; de là, vers le sud ladite rive jusqu'à son embouchure dans la rivière du Diable ; de là, vers l'est une droite traversant ladite rivière jusqu'à la rive gauche point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 149 250 m N et 544 200 m E ; de là, vers le sud la rive gauche de la rivière du Diable jusqu'à la rive droite du ruisseau Beaulieu ; de là, vers le sud puis l'est ladite rive jusqu'à la limite nord de l'emprise du chemin conduisant au lac Rolland ; de là, vers l'est puis le nord ladite limite jusqu'à un point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 145 850 m N et 543 760 m E ; de là, vers l'est une ligne brisée dont les sommets sont identifiés par les coordonnées U.T.M. suivantes : 5 145 850 m N ; 544 600 m E ; 5 146 000 m N ; 546 000 m E ; 5 146 300 m N ; 547 500 m E ; 5 146 100 m N ; 549 160 m E ; 5 146 100 m N ; 549 700 m E ; 5 145 800 m N ; 550 500 m E ; 5 145 750 m N ; 551 600 m E ; 5 145 950 m N ; 552 000 m E ; ce dernier point étant situé à l'extrémité ouest du lac Catherine ; de là, vers l'est la rive nord dudit lac jusqu'à la limite sud de l'emprise du chemin conduisant au lac McLaren ; de là, vers l'est puis le nord la limite sud et est dudit chemin jusqu'à la rive ouest du lac McLaren ; de là, vers le nord puis l'est la rive ouest et nord dudit lac jusqu'à la rive gauche du ruisseau Cypres ; de là, vers le nord-est ladite rive jusqu'à un point dont les coordonnées sont de 5 154 000 m N et 558 800 m E ; de là, vers le nord-est une droite joignant l'extrémité sud du lac Vélenne ; de là, vers le nord la rive ouest dudit lac jusqu'à son extrémité nord ; de là, vers le nord-est une droite joignant l'extrémité sud d'un lac sans nom, point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 157 900 m N et 560 250 m E ; de là, vers le nord la rive est dudit lac jusqu'à son émissaire ; de là, vers le nord-est la rive droite de son émissaire jusqu'à la rive droite de la rivière Matawin, point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 159 000 m N et 561 000 m E ; de là, vers le sud-est la rive droite de la rivière Matawin jusqu'à la rencontre la plus au sud avec la limite sud-ouest du canton de Gouin ; de là, vers le sud-est ladite limite jusqu'à la limite sud de l'emprise du chemin longeant la rivière Matawin ; de là, vers le nord-est puis le sud-est ladite limite jusqu'à la limite sud-ouest du lot 32 du rang V ; de là, vers le sud-est ladite limite jusqu'à la limite sud-est du rang V ; de là, vers le nord-est ladite limite jusqu'à la limite nord-est du lot 30 du rang V ; de là, vers le sud-est une droite joignant l'extrémité nord-ouest du lac Richard ; de là, vers le sud-est et le nord-est la rive sud-ouest et sud-est du lac Richard jusqu'à la rive droite de son émissaire se jettant dans le ruisseau

Racette ; de là, vers le sud-ouest puis le sud-est, la limite de deux bassins versants dont quelques points sont identifiés par les coordonnées U.T.M. suivantes : 5 156 500 m N ; 570 900 m E ; 5 154 150 m N ; 572 500 m E ; 5 152 950 m N ; 571 600 m E ; 5 151 350 m N ; 574 150 m E ; 5 150 200 m N ; 574 550 m E ; 5 150 100 m N ; 576 550 m E ; ce dernier point étant situé sur la rive ouest du lac Sarrazin ; de là, vers le sud-est la rive sud-ouest du lac Sarrazin, la rive gauche de l'émissaire du lac Morissette, la rive sud-ouest du lac Morissette jusqu'à son extrémité sud-est ; de là, vers le sud-est une droite jusqu'à la rencontre avec l'emprise ouest du chemin longeant le lac Lavigne et la ligne de division des cantons de Gamelin et de Tracy, point dont les coordonnées U.T.M. sont de 5 144 250 m N ; 585 550 m E ; de là, vers le sud la limite ouest de l'emprise du chemin longeant le lac Lavigne et la rivière Lavigne jusqu'à la limite sud-ouest du lot 36 du rang VIII du canton de Cartier, de là, vers le nord-ouest ladite limite jusqu'à la limite sud-est du rang IX ; de là, vers le sud-ouest ladite limite jusqu'à la limite est de l'emprise du chemin longeant la rivière l'Assomption ; de là, vers le nord-ouest ladite limite sur une distance de 80,47 mètres ; de là, vers le sud-ouest une ligne parallèle et distante de 80,47 mètres de la ligne de division des rangs VIII et IX jusqu'à la rive droite de la rivière l'Assomption ; de là, vers le nord-ouest ladite rive jusqu'à la limite sud-est du rang X ; de là, vers le sud-ouest ladite limite jusqu'à la limite sud-ouest du lot 23 du rang X ; de là, vers le nord-ouest la limite sud-ouest du lot 23 des rangs X et XI jusqu'à la limite sud-est du canton de Tellier ; de là, vers le sud-ouest ladite limite jusqu'au point de départ.

À distraire les routes suivantes ayant une emprise de 20 mètres :

a) le tronçon de la route no 1 partant de la Barrière de Saint-Donat jusqu'à l'intersection avec la route no 3 ; ainsi que le tronçon de la route no 3 à partir de ladite intersection jusqu'à la Barrière de Saint-Guillaume ;

b) le tronçon de la route no 35 partant de l'intersection avec la route no 3 jusqu'à la limite nord du parc du Mont-Tremblant ;

c) le tronçon de la route no 2 partant de la Barrière de la Macaza jusqu'à l'intersection avec la route no 25 ; ainsi que le tronçon de la route no 25 à partir de ladite intersection jusqu'à l'intersection avec la route no 253 ; ainsi que le tronçon de la route no 253 à partir de ladite intersection jusqu'à la rencontre à la limite du parc du Mont-Tremblant ;

d) le tronçon de la route no 251 partant de l'intersection avec la route no 25 jusqu'à la limite du parc du Mont-Tremblant ;

e) le tronçon du chemin Duplessis situé sur les lots 3, 4 et 5 du rang III du canton de Grandison, ainsi que le tronçon du chemin Duplessis situé dans la partie non arpentée du canton de Grandison.

Le tout tel que montré sur le plan apparaissant à l'annexe A.

SECTION II RÈGLEMENTATION

§1. Interprétation

2. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« agent d'accueil » : personne désignée par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour assumer les fonctions prévues à l'article 51 ;

« camping de destination » : camping visant à répondre aux besoins des usagers qui désirent s'héberger durant plusieurs jours et se récréer en milieu naturel ;

« camping d'intégration » : camping visant à répondre aux besoins d'hébergement, de récréation et d'éducation en milieu naturel de l'usager durant la réalisation d'une activité récréative ;

« courte randonnée » : activité d'exploration d'une durée de moins d'une journée n'impliquant pas de nuitée ;

« gardien de parc » : personne désignée par le ministre pour faire respecter la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9) et ses règlements ;

« longue randonnée » : activité d'exploration incluant le canot-camping impliquant au moins une nuitée ;

« surintendant » : personne désignée par le ministre pour administrer le parc ;

« refuge communautaire » : bâtiment d'hébergement situé le long d'axe de randonnée permettant le séjour pour la nuit, de groupe d'environ 8 à 20 usagers ;

« zone d'ambiance » : portion du parc à utilisation modérée affectée uniquement à la découverte et à l'exploration du milieu ambiant ;

« zone de préservation » : portion du parc à utilisation faible affectée à la préservation, à l'observation et à l'appréciation du milieu ;

« zone de récréation » : portion du parc à utilisation intensive du potentiel récréatif du milieu.

§2. Admission

3. Zonage : Le parc du Mont-Tremblant est divisé en zones apparaissant sur la carte de zonage à l'annexe B.

4. Zone de préservation : L'admission d'un usager à une zone de préservation n'est permise que pour des fins de courte randonnée telle que la randonnée à pied, à ski ou en canot.

5. La circulation dans cette zone est restreinte aux sentiers aménagés et signalisés à cette fin.

6. Zone d'ambiance : L'admission d'un usager à une zone d'ambiance est permise seulement pour la pratique du camping d'intégration, de la voile, de la pêche, du pique-nique, de la baignade, de l'escalade et de la courte ou la longue randonnée.

7. Zone de récréation : L'admission d'un usager dans une zone de récréation est permise seulement pour le camping de destination, le pique-nique, la baignade, la pêche, l'escalade, la voile, la plongée sous-marine, la courte ou la longue randonnée.

8. Commerce : Nul ne peut exploiter un commerce dans ce parc. Cependant, le commerce d'épicerie de dépannage ou de boutique de location d'articles nécessaires à la pratique d'activités autorisées dans le parc est permis si un contrat de concession est consenti par le ministre à cette fin, selon les normes prévues au Règlement sur les contrats de concession du gouvernement (c. A-6, r.6).

9. Surintendant

1) Le surintendant délivre des autorisations spéciales pour la pratique d'activités non prévues au présent règlement à la condition que ces activités :

- a) soient compatibles avec le plan de zonage ;
- b) n'aient pas pour effet de détériorer le milieu naturel ;
- c) ne nuisent pas à la tranquillité, au bien-être des autres usagers.

2) Le surintendant peut interdire temporairement la pratique d'une activité ou l'accès à une partie ou à l'ensemble du parc :

- a) s'il y a des risques pour la sécurité des usagers ;
- b) si la capacité de support des aménagements est dépassée ou atteinte ;
- c) s'il y a des risques de détérioration sérieux du milieu.

§3. Dispositions générales

10. Protection du milieu et des équipements : Dans ce parc, un usager doit s'abstenir :

a) d'abattre, mutiler ou prélever un arbre, arbuste, plante herbacée ou partie de ceux-ci. Toutefois, la cueillette de fruits sauvages est autorisée uniquement pour des fins de consommation alimentaire sur les lieux sauf dans les zones de préservation où elle est interdite en tout temps ;

b) d'introduire des arbres, arbustes et plantes herbacées ;

c) sauf pour la pêche, d'abattre, capturer, mutiler, molester, déranger, nourrir ou apprivoiser les animaux ;

d) d'introduire des animaux sauf dans le cas d'un chien d'aveugle qui accompagne son maître ;

e) de peindre, altérer ou prélever les rochers ou autres formations naturelles ;

f) de répandre des substances nocives telles de l'huile, de l'essence ou des pesticides ;

g) de déposer des déchets ou autres débris ailleurs que dans les contenants et les endroits prévus à cette fin ;

h) d'utiliser ou jeter des détergers tels le savon ou toute autre substance nocive dans les lacs ou cours d'eau du parc ;

i) sur les terrains de camping ou de pique-nique, de jeter le charbon de bois ou ses résidus ailleurs que dans les récipients ou endroits prévus à cette fin ;

j) de détériorer les biens meubles ou immeubles appartenant au Gouvernement du Québec.

11. Propreté : L'utilisateur doit laisser tout lieu qu'il a occupé et tout équipement qu'il a utilisé dans un état d'ordre et de propreté.

12. Agrès de pêche : Le port d'agrès de pêche est interdit dans le parc sauf au détenteur d'une autorisation pour la pêche.

Une personne qui ne détient pas d'autorisation pour la pêche doit transporter les agrès de pêche à l'intérieur du coffre d'un véhicule ou dans un étui fermé situé à l'intérieur d'un véhicule.

13. Instruments de chasse : Le port ou le transport d'instruments de chasse est interdit dans le parc.

14. Urgence : Les usagers doivent obéir aux instructions du surintendant dans les situations de cas fortuit ou force majeure.

15. Carte de travail : Une personne qui circule dans ce parc pour fins de travail doit exhiber à l'agent d'accueil une carte ou un document démontrant qu'elle est effectivement affectée à un tel travail.

16. Stationnement : L'utilisateur ne peut stationner un véhicule que dans les endroits identifiés ou aménagés à cette fin.

17. Véhicule tout-terrain : Il est interdit aux usagers dans ce parc de circuler en dehors des voies carrossables au moyen d'un « véhicule dit tout-terrain » ou d'une motocyclette et d'utiliser ces véhicules pour d'autres fins que se rendre et revenir de l'endroit où l'activité se pratique.

18. Tranquillité publique : Une personne, à l'intérieur des limites du parc, doit s'abstenir de crier, de faire usage de haut-parleurs ou autre instrument, de distribuer des circulaires, brochures ou dépliants ou de faire de la sollicitation.

19. Affichage : Tout affichage extérieur, à l'exception de l'affichage relatif aux activités et services offerts par le parc, est prohibé.

20. Manifestation, spectacle : Toute forme de spectacle commercial ou de manifestation sportive sont prohibés dans le parc.

§4. Activités récréatives

Longue randonnée

21. Pour pratiquer la longue randonnée, une personne doit obtenir une autorisation au poste d'accueil, au bureau

d'administration du parc ou dans les dispositifs d'enregistrement prévus à cette fin au coût de 3 \$ par jour par personne dans un refuge communautaire, au coût de 3 \$ par jour par emplacement pour le camping d'intégration et de 3 \$ par jour par canot pour le canot-camping.

22. Lors d'une excursion de longue randonnée, l'utilisateur peut séjourner au maximum une nuit sur le même terrain de camping ou dans un refuge communautaire.

23. Le détenteur d'une autorisation pour la pratique de la longue randonnée est autorisé à pêcher, sans frais additionnel tout le long du circuit sauf aux endroits spécifiés par le surintendant sur l'autorisation.

Courte randonnée

Randonnée à ski

24. La pratique de la randonnée à ski est restreinte aux pistes identifiées à cette fin.

25. Une personne qui pratique la randonnée à ski doit quitter les sentiers avant le coucher du soleil.

26. Durant l'hiver, seule la circulation au moyen de skis est permise sur les sentiers de randonnée à ski.

Raquette

27. La pratique de la randonnée à raquette est restreinte aux aires identifiées à cette fin.

28. Le raquetteur doit quitter les aires de raquettes avant le coucher du soleil.

Embarcations

29. Gilet de sauvetage : Pour utiliser une embarcation dans ce parc, un usager doit obtenir une autorisation au poste d'accueil et être en possession d'un coussin de sauvetage ou d'un gilet de sauvetage conforme aux normes prescrites par le Règlement sur les petits bâtiments (C.R.C., 1978, c. 1487).

30. Nombre de passagers : Toute embarcation utilisée pour la pêche ne doit pas contenir plus de 3 personnes.

31. Embarcation personnelle : Il est interdit d'utiliser une embarcation personnelle sauf sur les lacs et rivières désignés par le surintendant pour chaque type d'embarcation et indiqués à chacun des postes d'accueil.

32. Moteur à combustion : L'utilisation par des usagers d'embarcations mues par un moteur à combustion est prohibée.

33. Cyclisme : Le cyclisme est permis seulement sur les routes carrossables et les pistes aménagées et signalisées à cette fin.

34. Motoneige : La pratique de la motoneige est permise aux usagers, seulement dans les sentiers signalisés et aménagés à cette fin.

35. Camping, feux : Le camping et les feux sont permis seulement aux endroits désignés et aménagés à cette fin.

Camping de destination

36. Une personne qui désire louer un emplacement sur un terrain de camping de destination doit obtenir une autorisation.

37. Une personne qui loue un emplacement sur un terrain de camping de destination doit l'occuper la journée même.

38. Une seule tente, tente-roulotte ou roulotte peut être installée par emplacement sur les campings de destination.

39. Le nombre maximum d'occupants par emplacement est de 6.

40. Un usager peut occuper un terrain de camping de destination pour une période d'au plus de 14 jours consécutifs.

41. Les prises d'eau, d'électricité ou d'égout disponibles sur l'emplacement de camping, le cas échéant, sont réservées exclusivement au locataire.

42. L'emplacement de camping doit être libéré avant 14 h.

43. Dans les terrains de camping où l'emplacement est accessible en automobile, les usagers peuvent se déplacer au moyen de véhicule moteur uniquement pour se rendre à l'emplacement qu'ils ont loué ou pour sortir du terrain.

44. Un seul véhicule moteur peut être stationné par emplacement de camping. Tout véhicule moteur supplémentaire doit être garé dans les aires de stationnement aménagées à cette fin. Cependant, 2 personnes utilisant la même tente peuvent stationner chacune leur motocyclette dans un même emplacement.

45. Les usagers doivent s'abstenir de faire du bruit après 23 h.

Pêche

46. Dans les zones de préservation, la pêche est interdite.

47. Sous réserve des articles 23 et 46, dans ce parc, pour pêcher, une personne doit détenir une autorisation dont le tarif quotidien par personne est de 2 \$.

48. Baignade : La baignade est permise seulement aux endroits aménagés à cette fin et identifiés au poste d'accueil.

49. Voile : La pratique de la voile est permise seulement sur les lacs désignés par le surintendant à cet effet au poste d'accueil.

50. Escalade : La pratique de l'escalade est permise seulement aux endroits désignés par le surintendant à cette fin au poste d'accueil.

§5. Dispositions finales

51. Les pouvoirs et devoirs de l'agent d'accueil sont :

- a) accueillir et informer les usagers ;
- b) délivrer les autorisations ;
- c) percevoir les droits exigés pour la pratique de certaines activités ;
- d) exiger d'une personne qui travaille à l'intérieur du parc, une autorisation écrite démontrant qu'elle est affectée à un tel travail.

52. En plus de ceux mentionnés à l'article 9, les pouvoirs du surintendant sont :

- a) d'indiquer les parcours pour la pratique de certaines activités conformément aux articles 23, 31, 49 et 50 ;
- b) de donner des instructions en situation de cas fortuit ou force majeure, tel que stipulé à l'article 14.

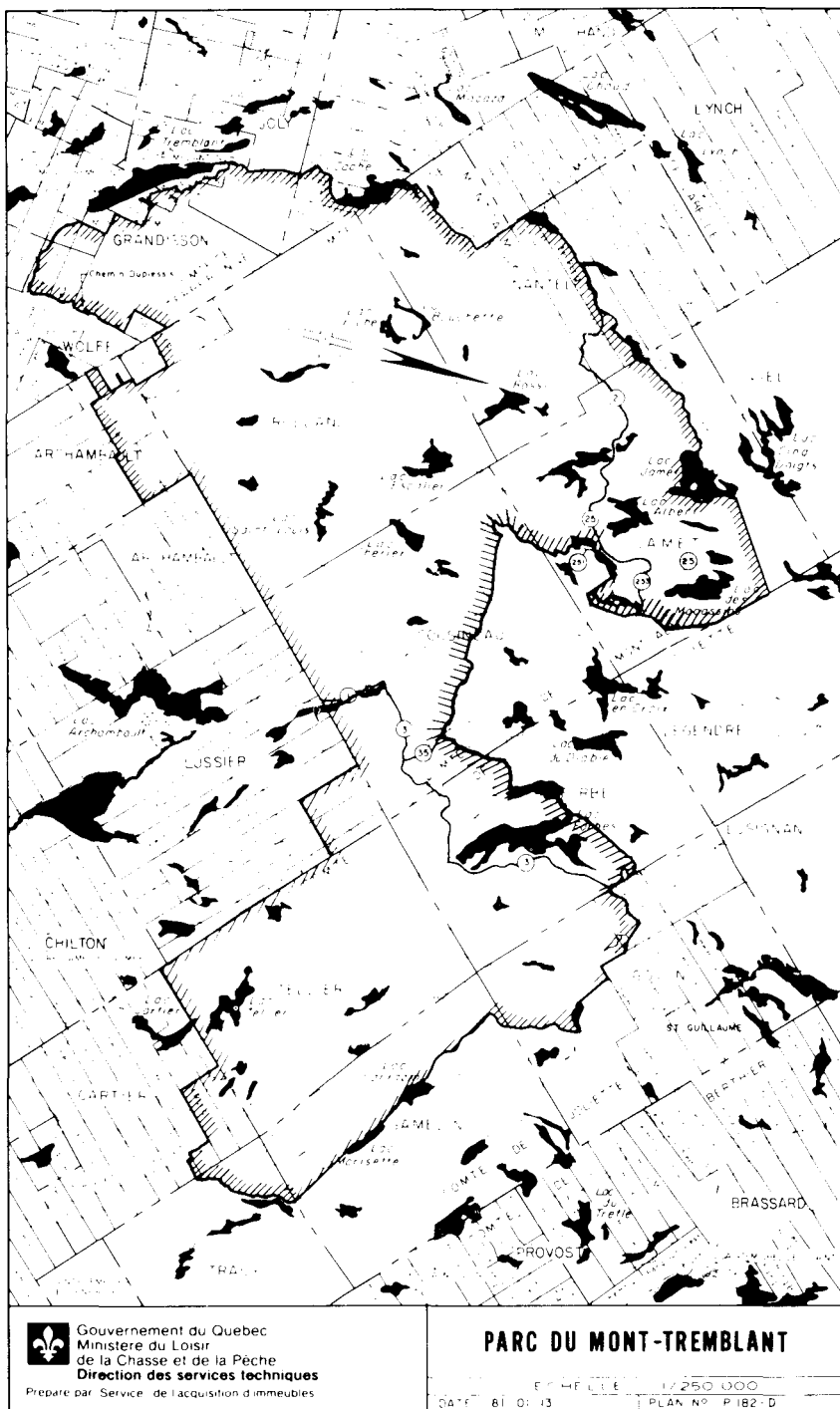
53. Les gardiens du parc doivent faire respecter la Loi sur les parcs et le présent règlement.

54. Une personne qui contrevient à la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9) à l'une des dispositions du présent règlement, à la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., c. C-61), à la Loi sur les pêcheries (S.R.C., 1970, c. F-14) ou au Code de la route (L.R.Q., c. C-24) peut être expulsée sur-le-champ de ce parc.

55. Une personne qui trouble la paix en se battant, criant, vociférant, jurant, chantant, employant un langage insultant ou obscène, en étant ivre, en gênant ou molestant d'autres personnes peut être expulsée sur-le-champ de ce parc.

56. Les articles 8, 19, 20 et 50 du présent règlement ne s'appliquent pas à la zone de récréation R-4, du plan de zonage apparaissant à l'annexe B.

ANNEXE A
(a. 1)



ZONAGE

Légende

A	AMBIANCE
P	PRÉSERVATION
R	RÉCRÉATION

PARC DU MONT-TREMBLANT

Gouvernement du Québec
Ministère du Loisir
de la Chasse et de la Pêche
Direction des Plans d'Équipement



c. P-9.1, r.1

Règlement concernant le Comité consultatif sur la réclame des boissons alcooliques

Loi sur les permis d'alcool

(L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1)

1. Un Comité consultatif est formé pour aviser la Régie des permis d'alcool du Québec sur l'application du Règlement sur la promotion de la vente et la publicité des boissons alcooliques (c. P-9.1, r.8) et notamment sur l'application de la partie III de ce règlement.

2. Ce Comité se compose :

- a) d'un représentant :
 - i. de la Régie des permis d'alcool du Québec ;
 - ii. de la Société des alcools du Québec ;
 - iii. de l'Office de la protection du consommateur ;
- b) d'un représentant de chacune des associations dont la liste est annexée au présent règlement (annexe 1) ;
- c) d'un représentant à la fois du Publicité-club de Montréal et du Club de ventes et publicité de Québec ;
- d) d'une personne versée dans le domaine de l'alcoolisme et des toxicomanies, désignée par le ministre de la Justice et de 2 fonctionnaires ou employés que cette personne désigne.

3. Le président de ce Comité consultatif est désigné par le ministre de la Justice.

4. Le représentant de la Régie des permis d'alcool du Québec agit comme secrétaire du Comité consultatif.

5. Lorsque les fonctions de ce Comité consultatif consistent à apprécier le contenu d'un message publicitaire pour donner son avis sur sa conformité à la partie III du Règlement sur la promotion de la vente et la publicité des boissons alcooliques, il en confie la charge à un sous-comité formé des personnes suivantes :

- a) un membre représentant la Régie des permis d'alcool du Québec ;
- b) un membre représentant la Société des alcools du Québec ;

c) la personne désignée par le ministre de la Justice ou un autre membre du Comité consultatif que celui-ci désigne parmi les 2 autres membres qui sont des fonctionnaires ou employés du Gouvernement du Québec ;

d) un membre du Comité représentant l'une ou l'autre des associations de fabricants selon la nature des boissons alcooliques ;

e) le membre représentant le Publicité-club de Montréal et le Club de publicité de Québec.

6. Ce Comité peut adopter des règles de régie interne sujettes à l'approbation de la Régie des permis d'alcool du Québec.

7. Ce Comité fait rapport de ses activités à la Régie des permis d'alcool du Québec aux périodes indiquées dans les règles de régie interne.

ANNEXE 1

(a. 2)

Association canadienne des distillateurs ;

Association des brasseurs du Québec ;

Association du Québec des représentants de vins et spiritueux ;

Association des fabricants de cidre du Québec ;

Institut canadien des vins ;

Association des fabricants de vins du Québec.

A.C. 4618-74, (1975) 107 G.O. II, 69

A.C. 1683-75, (1975) 107 G.O. II, 5423



c. P-9.1, r.2

**Décret sur les districts judiciaires qui
forment les divisions de la Cour d'appel
aux fins de la Loi sur les permis d'alcool**

Loi sur les permis d'alcool

(L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1)

1. Pour les fins de l'application de la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1), la liste des districts judiciaires qui forment les divisions de la Cour d'appel est modifiée en transférant les districts judiciaires d'Abitibi, de Témiscamingue, de Trois-Rivières et de Rouyn-Noranda de la division de Québec à la division de Montréal.



c. P-9.1, r.3

Règlements sur certains documents relatifs à la Loi sur les permis d'alcool

Loi sur les permis d'alcool
(L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1, a. 114, par. 5, 9 et 15)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « Loi », la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1).

SECTION II FORME ET TENUEUR DE CERTAINS DOCUMENTS

2. L'avis de demande de permis visé par le paragraphe 4 de l'article 39 de la Loi doit être conforme à celui reproduit à l'annexe 1.

3. Le fait que l'affichage a été exécuté de la manière et au moment indiqués par la Régie et suivant la Loi et ses règlements doit être attesté par un *affidavit* ou une affirmation solennelle conforme à l'annexe 2.

Cet *affidavit* ou cette affirmation solennelle doit être transmis à la Régie à l'expiration des 15 jours suivant la publication de l'avis prévu à l'article 96 de la Loi.

4. La liste de prix prévue par le deuxième alinéa de l'article 66 de la Loi doit contenir les informations suivantes :

1° dans le cas d'un détenteur de permis pour les consommations sur place, le prix de la bière, du vin, des spiritueux et du cidre ;

2° dans le cas d'un détenteur d'un permis d'épicerie, le prix de la bière à la caisse, à la bouteille et à la canette.

5. La liste des prix doit être facilement lisible par le consommateur.

6. L'avis indiquant la tenue d'une réception doit être conforme à celui reproduit à l'annexe 3.

7. L'avis prévu à l'article 69 de la Loi doit être conforme à celui reproduit à l'annexe 4.

ANNEXE 1

(a. 2)

AVIS

Demande de permis d'alcool

Cet établissement a produit à la Régie des permis d'alcool du Québec une demande pour obtenir le ou les permis suivant(s) :

Toute personne, société ou groupement de personnes peut, par un écrit motivé, assermenté et transmis à la Régie dans les 15 jours de la publication de l'avis de la demande dans un journal circulant dans la municipalité, s'opposer à la présente demande ou intervenir en sa faveur, s'il y a eu opposition, dans les 30 jours de la publication de cet avis.

Le présent avis est donné conformément au paragraphe 4 de l'article 39 de la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1).

ANNEXE 2

(a. 3)

REQUÉRANT :
NUMÉRO DE DOSSIER :
NOM DE L'ÉTABLISSEMENT :
ADRESSE :
MUNICIPALITÉ :
COMTÉ :
PERMIS DEMANDÉ(S) :

AFFIDAVIT (AFFIRMATION SOLENNELLE)

Je, soussigné, requérant ou représentant autorisé du requérant, domicilié

au
(étant dûment assermenté, déclare) (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1. Un avis de la demande de permis mentionnée en titre a été affiché à cet établissement et ce, pendant toute la période

du au

2. Cet affichage s'est fait de façon continue et sans interruption tout en étant lisible de l'extérieur de l'établissement ou par les passants dans le cas d'un projet, pendant toute la période ci-haut indiquée ;

3. Les faits ci-haut relatés sont l'exacte vérité.

En foi de quoi, j'ai signé après avoir lu et compris, sachant que toute information fausse constitue une fausse représentation susceptible d'entraîner la révocation du permis accordé.

.....
signature

Signé et assermenté (ou affirmé solennellement) devant moi à

.....

ce

jour de 19...

.....
commissaire à l'assermentation

ANNEXE 3

(a. 6)

AVIS DE RÉCEPTION

Cette pièce ou terrasse est réservée pour les fins d'une réception dont l'accès est limité au groupe de personnes suivant :

Date et heure de la réception.

Seules peuvent y être admises les personnes faisant partie de ce groupe.

Le présent avis est donné conformément à l'article 68 de la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1).

ANNEXE 4

(a. 7)

AVIS

Admission des personnes du sexe féminin

Cet établissement est détenteur d'un **permis de taverne** émis par la Régie des permis d'alcool du Québec auquel ne s'applique pas le paragraphe 7 de l'article 110 de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., c. C-33 ; mod. L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. I-8.1).

Conformément à cet article, toute personne majeure de *sexe féminin* peut y être admise aux heures prévues par la Loi.

Le présent avis est donné conformément à l'article 69 de la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1).



c. P-9.1, r.4

Règlement sur certains droits exigibles en vertu de la Loi sur les permis d'alcool

Loi sur les permis d'alcool

(L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1)

1. Les détenteurs de permis visés aux articles 28, 29, 30, 43, 73 et au paragraphe 1 de l'article 152 de la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1) doivent payer à la Société des alcools du Québec un droit égal à 13,4% de la valeur des vins et des spiritueux qu'ils achètent de cette Société pour les revendre.

Les détenteurs de permis décrits au premier alinéa doivent en outre payer un droit de 0,07 \$ par douzaine de grosses bouteilles de bière et 0,04 \$ par douzaine de petites bouteilles de bière achetées par le permissionnaire durant la période pendant laquelle le permis lui est accordé. Ce droit additionnel est perçu par les brasseries agissant comme agent de la Société des alcools du Québec et est par ces dernières versé mensuellement à la Société des alcools du Québec, le ou avant le quinzième jour du mois suivant les ventes de ces bières, avec mention de leur provenance.

2. Tout détenteur d'un permis visé aux articles 26, 27 et 73 de la Loi sur les permis d'alcool doit payer un droit de 0,05 \$ par gallon de bière en fût et de 0,07 \$ par douzaine de grosses bouteilles de bière et de 0,04 \$ par douzaine de petites bouteilles de bière achetées par le permissionnaire durant la période pour laquelle le permis lui est accordé. Ce droit additionnel est perçu par les brasseries agissant comme agent de la Société des alcools du Québec et est par ces dernières versé mensuellement à la Société des alcools du Québec, le ou avant le quinzième jour du mois suivant les ventes de ces bières, avec mention de leur provenance.

3. Tout détenteur d'un permis visé à l'article 31 de la Loi sur les permis d'alcool doit payer un droit de 0,07 \$ par douzaine de grosses bouteilles de bière et de 0,04 \$ par douzaine de petites bouteilles de bière achetées par le permissionnaire durant la période pour laquelle le permis lui est accordé. Ce droit additionnel est perçu par les brasseries agissant comme agent de la Société des alcools du Québec et est par ces dernières versé mensuellement à la Société des alcools du Québec, le ou avant le quinzième jour du mois suivant les ventes de ces bières, avec mention de leur provenance.

4. Pour un permis de « brasseur » visé à l'article 30 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., c. S-13) : par permis : 100 \$.

Avec en plus un droit de 0,24 \$ par gallon de bière vendu et livré au Québec, durant la période pour laquelle le permis est accordé. Ce droit est perçu par la Société des alcools du Québec de la manière et aux dates qui sont déterminées.

5. Pour un permis « d'entrepôt » visé à l'article 36 de la Loi sur la Société des alcools du Québec : par permis : 10 \$.

6. Pour un permis de « distillateur » visé à l'article 31 de la Loi sur la Société des alcools du Québec : par permis : 10 \$.

En plus :

a) il doit être payé à la Société des alcools du Québec pour chaque importation de vins ou de spiritueux destinés à être mélangés aux produits que le distillateur fabrique : 25 \$;

b) il est perçu de tout fabricant de produits pharmaceutiques dans lesquels il entre de l'alcool un droit annuel de : 15 \$;

c) les pharmaciens qui désirent être autorisés à garder des boissons alcooliques paient un droit de : 10 \$.

7. Pour un permis de « fabricant de vin » visé à l'article 32 de la Loi sur la Société des alcools du Québec : par permis : 50 \$.

A.C. 2658-71, (1971) 103 G.O., 6382

A.C. 2977-71, (1971) 103 G.O., 6805

A.C. 2198-75, (1975) 107 G.O.II, 3183

D. 42-81, (1981) 113 G.O.II, 57

Décision du 08.05.81, (1981) 113 G.O.II, 2189



c. P-9.1, r.5

Règlement sur les droits et les frais payables en vertu de la Loi sur les permis d'alcool

Loi sur les permis d'alcool

(L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1, a. 114)

SECTION I DROITS PAYABLES

1. Le droit payable pour l'obtention ou le renouvellement d'un permis est le suivant :

a) brasserie	456 \$
b) taverne	456
c) restaurant	456
d) bar	456
e) club	240
f) épicerie	120
g) vendeur de cidre	120
h) Parc olympique	240
i) Terre des Hommes	240.

2. Le droit payable pour l'obtention d'un permis de réunion autorisant à servir des boissons alcooliques est de 10 \$ par jour d'exploitation, pour chaque pièce ou terrasse où sera exploité ce permis.

Pour un permis de réunion autorisant à vendre des boissons alcooliques, il est de 20 \$ par jour d'exploitation pour chaque pièce ou terrasse où sera exploité ce permis.

3. Le droit payable lors de l'obtention ou du renouvellement de l'autorisation de présenter un spectacle, projeter un film ou pratiquer la danse est le suivant :

a) première autorisation	456 \$
b) autorisation additionnelle	240.

4. Le droit payable pour obtenir l'autorisation temporaire d'exploiter un permis ou l'autorisation temporaire ou permanente de changer l'endroit d'exploitation d'un permis est de 50 \$.

5. Le droit payable pour obtenir une copie d'un document faisant partie d'un dossier relatif à toute demande de permis ou à un permis en vigueur est de 3 \$ pour les 12 premières feuilles et de 0,25 \$ la feuille, s'il y a plus de 12 feuilles.

SECTION II FRAIS PAYABLES

6. Les frais payables pour l'étude d'une demande prévue à l'article 95 de la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1) sont de 50 \$.

SECTION III MODALITÉS DE PAIEMENT

7. Les droits payables selon les articles 1 et 3 sont, lorsqu'acquittés annuellement, la moitié de ceux prévus par ces articles.

D. 42-81, (1981) 113 G.O.II, 57
Décision du 08.05.81, (1981) 113 G.O.II, 2189



c. P-9.1, r.6

Règlement sur les permis d'alcool

Loi sur les permis d'alcool

(L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1, a. 114, par. 1, 2, 3, 6, 10, 14 et 16)

SECTION I

INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « Loi », la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1).

SECTION II

DEMANDE DE PERMIS OU DEMANDE D'AUTORISATION PRÉVUE PAR LA LOI

2. Une personne qui désire introduire une demande de permis ou une demande d'autorisation doit le faire au moyen du formulaire approprié prescrit par la Régie des permis d'alcool du Québec.

3. Lors d'une demande de permis, le requérant doit accompagner le formulaire dûment rempli des documents suivants :

1° si le requérant est né au Canada, une copie de son acte de naissance certifié et signé par un dépositaire des registres des actes de l'état civil ou une copie du certificat de naissance délivré par le ministère des Affaires sociales ;

2° si le requérant est devenu citoyen canadien par naturalisation, une attestation écrite par le ministère de l'Immigration du Canada qu'il est devenu citoyen canadien par naturalisation ;

3° si le requérant n'est pas citoyen canadien, une déclaration assermentée ou une affirmation solennelle à l'effet qu'il réside au Québec depuis au moins un an ;

4° si le requérant est une corporation publique ou privée, une photocopie de « l'acte constitutif » tel que défini par la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) ou des « statuts » tels que définis par la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes (S.C., 1974-75, c. 33) ;

5° si le requérant est une association coopérative constituée en vertu de la Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., c. A-24), une société coopérative agricole constituée en vertu de la Loi sur les sociétés coopératives agricoles (L.R.Q., c. S-24) ou un syndicat coopératif cons-

titué en vertu de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., c. S-38), une preuve écrite de sa formation, émanant de l'autorité compétente ;

6° si le requérant est une société, une copie de la déclaration de raison sociale ;

7° un plan détaillé, de la pièce ou de la terrasse où la personne compte exploiter le permis, approuvé par le Service d'approbation des plans du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ;

8° une photographie de l'immeuble et de la pièce ou de la terrasse où sera exploité le permis ;

9° une preuve que le requérant détient, le cas échéant, le permis délivré en vertu de la Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., c. H-3) ou un engagement écrit d'obtenir un tel permis.

Le présent article ne s'applique pas à une demande de permis de réunion.

4. Lorsque le requérant est une société ou une corporation qui n'est pas inscrite à une bourse canadienne, il doit de plus, fournir pour chacun des associés ou des administrateurs de la corporation et des actionnaires détenant 10% ou plus des actions comportant plein droit de vote, une photocopie des documents prévus par les paragraphes 1, 2 ou 3 de l'article 3, selon le cas.

5. Lorsqu'une personne demande un permis à la suite d'une cession de l'établissement dans lequel un permis est déjà exploité, et qu'aucun changement n'est survenu dans l'aménagement de la pièce ou de la terrasse où est exploité le permis, le requérant peut alors, au lieu de fournir le plan détaillé prévu par le paragraphe 7 de l'article 3, produire un *affidavit* à l'effet que l'établissement n'a subi aucun changement.

SECTION III

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION TEMPORAIRE DU PERMIS

6. Lorsqu'une personne désire obtenir l'autorisation d'exploitation temporaire prévue à l'article 79 de la Loi, la Régie peut exiger notamment les documents suivants :

1° si le requérant est un exécuteur testamentaire :

a) le certificat attestant le décès du détenteur du permis ;

b) le document prévu par les paragraphes 1, 2 ou 3 de l'article 3 ; et

c) une copie authentique du testament établissant sa qualité d'exécuteur testamentaire ;

2° si le requérant est un syndic à la faillite, une preuve écrite de sa nomination et de son mandat ;

3° si le requérant est un séquestre judiciaire ou conventionnel, une copie de l'acte ou du jugement du tribunal en vertu duquel il a été nommé ;

4° si le requérant est un fiduciaire, une copie de l'acte ou du jugement du tribunal en vertu duquel il a été nommé.

7. La demande d'autorisation visée par l'article 6 doit être faite sans délai.

SECTION IV PERMIS D'ÉPICERIE

8. Dans le présent article, on entend par « denrées » tout produit qui sert à l'alimentation d'une personne, sauf la bière, le vin et le cidre.

Les conditions auxquelles un requérant doit satisfaire pour que son établissement soit considéré comme une épicerie sont les suivantes :

1° il ne doit pas s'agir d'un magasin d'alimentation faisant partie d'une chaîne de magasins au sens de l'article 44 de la Loi ;

2° il doit y avoir en magasin une variété de denrées d'une valeur d'au moins 3 000 \$ et calculée à partir du prix au détail de ces denrées.

La valeur des eaux gazeuses et des bonbons ne doit pas représenter plus de 30% de cette somme ;

3° le chiffre des ventes hebdomadaires de denrées doit être d'au moins 600 \$.

Dans le calcul du chiffre des ventes hebdomadaires de denrées, on ne doit tenir compte des ventes d'eaux gazeuses et des bonbons que jusqu'à concurrence de 30% de l'ensemble des denrées ;

4° lorsqu'on additionne le montant des ventes hebdomadaires de denrées à celui des ventes de marchandises générales, celui des denrées doit représenter au moins 51% de l'ensemble de ces ventes.

Lorsqu'un permis d'épicerie a été accordé avant le 22 octobre 1981, ce permis continue d'être régi par l'article 6.01 du Règlement général adopté en vertu de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, A.C. 3439-75, (1975) 107 G.O.II, 4535. Lorsqu'il y a cession d'un tel établissement, le nouvel acquéreur doit se conformer aux paragraphes 1, 2 et 3 dans un délai d'un an de la date de la cession.

9. Aucun permis d'épicerie ne peut être exploité dans une pièce où est exploité un commerce pour lequel est délivré un permis d'alcool d'une autre catégorie ou un commerce qui est susceptible de faire l'objet d'un permis d'alcool d'une autre catégorie.

10. Lorsqu'un autre commerce est exploité dans une pièce où un permis d'épicerie est exploité, chacun des commerces doit faire l'objet d'une comptabilité distincte et tout montant d'argent provenant des ventes de chacun de ces commerces doit être facilement identifiable.

11. Lorsque le requérant projette l'établissement d'un commerce d'épicerie, il doit produire un état montrant les marchandises qu'il prévoit avoir en magasin. Le requérant doit produire, dans un délai de 90 jours de la délivrance du permis, une déclaration assermentée ou une affirmation solennelle à l'effet qu'il rencontre les exigences de l'article 8.

SECTION V PERMIS DE RÉUNION

§1. Dispositions générales

12. Une personne ne peut obtenir un permis de réunion pour vendre ou servir des boissons alcooliques que lors d'événements mentionnés à la présente section et que lorsqu'elle satisfait aux conditions qui y sont prescrites.

13. Un permis de réunion pour vendre ou servir des boissons alcooliques ne doit pas être utilisé de manière à en constituer une exploitation pour laquelle un autre permis pourrait être délivré.

14. Un permis de réunion pour vendre comprend le droit de servir à titre gratuit des boissons alcooliques.

Un permis de réunion pour servir ne comprend pas le droit de vendre des boissons alcooliques.

15. Le requérant de tout permis de réunion doit établir qu'il est propriétaire ou locataire de la pièce ou de la terrasse où la réunion doit avoir lieu ou qu'il est expressément autorisé par le propriétaire ou le locataire de la pièce ou de la terrasse à utiliser gratuitement l'endroit en question.

16. Aucun permis de réunion ne peut être exploité dans un établissement qui fait l'objet d'une révocation ou d'une suspension de permis sauf dans le cas d'une révocation à la demande de son détenteur ou d'une révocation visée dans l'article 53 de la Loi.

17. Lors d'une demande pour un 2^{ième} ou un 3^{ième} permis de réunion au cours d'une même année civile, le requérant doit accompagner sa demande à la Régie d'une déclaration assermentée ou d'une affirmation solennelle établissant, à l'égard des permis qui ont déjà été accordés, l'état des revenus et des dépenses et à quoi les profits ont été utilisés, s'il y a lieu.

18. Malgré les articles 25 et 29, la Régie peut délivrer des permis supplémentaires de réunion pour vendre ou pour servir, si le requérant produit une déclaration assermentée ou une affirmation solennelle à l'effet qu'il est dans l'impossibilité de conclure une entente avec un détenteur de permis d'alcool pour consommation sur place pour la tenue de la réunion projetée.

La déclaration assermentée ou l'affirmation solennelle doit indiquer les nom et adresse des établissements sollicités et les raisons pour lesquelles la réunion ne peut y être tenue.

19. Malgré les dispositions de la présente section, la Régie peut :

1° délivrer un permis de réunion à un diplomate, à un consul ou à un membre de l'Organisation de l'aviation civile internationale qui en fait la demande pour servir des boissons alcooliques en dehors de sa place d'affaires ou de sa résidence ;

2° délivrer à une personne qui exploite un établissement hôtelier visé dans l'article 76 de la Loi un permis de réunion pour exploitation à l'extérieur de son établissement à la condition qu'elle en paie le droit et qu'elle l'exploite de la même manière que s'il s'agissait d'une réception prévue à l'article 68 de la Loi.

§2. Permis de réunion pour vendre

20. La Régie ne délivre de permis de réunion pour vendre à une personne physique que lorsqu'elle satisfait aux conditions suivantes :

1° elle est membre du groupe ayant un intérêt dans l'événement pour lequel le permis est demandé ;

2° elle n'est pas un traiteur, un propriétaire de salle de réceptions, un représentant de fabricant ou un commerçant en semblables matières ;

3° elle ne prévoit réaliser aucun gain pécuniaire à l'occasion de l'événement ;

4° elle a transmis sa demande à la Régie au moins 15 jours avant la date de l'événement pour lequel elle demande un permis.

21. La Régie ne délivre de permis de réunion pour vendre à une corporation que lorsqu'elle satisfait aux conditions suivantes :

1° elle est une corporation sans intention de faire un gain pécuniaire aux termes de sa loi constitutive et dont les revenus ne peuvent servir directement ou indirectement au bénéfice d'aucun membre de cette corporation ;

2° les profits prévus pour l'événement pour lequel le permis est demandé, y compris les droits d'entrée ou d'admission, s'il y a lieu, ne doivent être utilisés que pour la réalisation des fins de cette corporation ;

3° elle a transmis sa demande à la Régie au moins 15 jours avant la date de l'événement pour lequel elle demande un permis.

22. Une personne physique ne peut faire une demande de permis de réunion pour vendre en vue d'un événement familial que si elle y a un intérêt immédiat et qu'elle est un parent ou un allié de la personne en faveur de laquelle l'événement doit se dérouler et que si le prix demandé pour la boisson alcoolique ne sert qu'à couvrir les frais de la réunion.

23. Une personne physique ou une corporation peut faire une demande de permis de réunion pour vendre en vue d'un événement d'envergure internationale, nationale, régionale, municipale ou paroissiale.

Pour qu'un événement soit considéré d'envergure municipale ou paroissiale, il doit être organisé sous l'autorité d'une municipalité ou d'une paroisse au sens de la Loi sur les fabriques (L.R.Q., c. F-1) et être attesté par une résolution de cet organisme.

24. Malgré le paragraphe 4 de l'article 20 et le paragraphe 3 de l'article 21, la Régie peut délivrer un permis de réunion pour vendre si le requérant établit qu'il a été dans l'impossibilité de formuler sa demande dans le délai prévu.

25. Une même personne physique ou une même corporation ne peut obtenir la délivrance de plus de 3 permis de réunion pour vendre au cours de la même année civile.

§3. Permis de réunion pour servir

26. Le permis de réunion pour servir est requis dans tous les cas où une personne veut servir des boissons alcooliques à l'extérieur de sa résidence ou de sa place d'affaires.

27. La Régie ne délivre de permis de réunion pour servir à une personne physique ou à une corporation que lorsqu'elle satisfait aux conditions suivantes :

1° elle fait cette demande de permis en vue d'un événement social, culturel, éducationnel ou sportif. Dans le cas d'un événement sportif, le permis ne doit être demandé qu'à l'occasion de compétitions sportives au cours desquelles ne s'exerce aucune forme de pari ou ne s'octroie aucune bourse, et au cours desquelles les membres de la corporation qui demandent le permis pratiquent activement le sport en question ;

2° elle ne doit imposer aucun droit d'entrée ou d'admission de quelque façon que ce soit à l'occasion de l'événement ;

3° elle ne doit réaliser aucun gain pécuniaire à l'occasion de l'événement ;

4° elle a transmis sa demande à la Régie au moins 15 jours avant la date de l'événement pour lequel le permis est demandé.

28. Malgré le paragraphe 4 de l'article 27, la Régie peut délivrer un permis de réunion pour servir si le requérant établit qu'il a été dans l'impossibilité de formuler sa demande dans le délai prévu.

29. Une même personne physique ou une même corporation ne peut obtenir la délivrance de plus de 3 permis de réunion pour servir au cours de la même année civile.

SECTION VI PERMIS DE CLUB

30. La Régie ne délivre un permis de club qu'à une personne qui satisfait aux conditions suivantes :

1° elle doit être une corporation sans intention de faire un gain pécuniaire aux termes de sa loi constitutive ;

2° elle doit exploiter un établissement exclusivement pour ses membres et leurs invités et ceci sans intention de faire un gain pécuniaire pour aucun de ses membres ;

3° elle doit être une corporation d'au moins 100 membres en règle, ayant payé et devant payer annuellement une cotisation minimale de 25 \$, le tout dûment attesté à la Régie par un comptable visé par le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;

4° elle doit avoir adopté des règlements dans lesquels il est prévu :

a) que l'admission d'une personne comme membre du club doit être assujettie à l'approbation du conseil d'administration ;

b) l'émission d'une carte de membre annuelle ;

c) que l'utilisation des services du club est exclusive aux membres en règle du club et à leurs invités ;

d) que toute personne qui n'est pas membre doit, pour utiliser les services du club, être accompagnée d'au moins un membre en règle du club qui n'est pas un employé du club ;

e) qu'aucun des membres du conseil d'administration du club, ni le président, vice-président, secrétaire ou trésorier du club, soit un employé salarié du club ; et

f) que les locaux du club ne peuvent être utilisés pour fins de réception que s'il s'agit :

i. d'une réception organisée par le club lui-même pour ses membres et leurs invités ; ou

ii. d'une réception organisée par un membre pour l'avantage d'un parent ou allié d'un membre.

31. Dans le cas d'un club de motoneigiste, il doit avoir été reconnu conformément aux règlements adoptés en vertu de la Loi sur les transports (L.R.Q., c. T-12).

32. La tenue d'une réception visée par les sous-paragraphe i et ii du sous-paragraphe f du paragraphe 4 de l'article 30 ne doit pas se faire de manière à constituer une exploitation commerciale du permis de club.

SECTION VII DISPOSITIONS DIVERSES

33. Un détenteur d'une autorisation de présenter un spectacle ou d'une autorisation de pratiquer la danse ou les deux à la fois doit réserver à cette fin une surface de plancher d'une superficie minimale de 9,25 mètres carrés. Cependant, dans le cas d'un détenteur d'un permis de restaurant, cette superficie peut n'être que de 6 mètres carrés.

34. Un détenteur de permis ne peut recevoir un plus grand nombre de personnes en même temps, dans une pièce ou une terrasse où est exploité un permis, que celui déterminé par la Régie.

Lorsque la Régie fixe ce nombre de personnes, elle applique l'article 3.1.14.1 du Code du bâtiment (c. S-3, r.2).

35. Le dispositif visé à l'article 63 de la Loi doit être muni d'un mécanisme de fermeture à clef qui empêche l'accès aux boissons alcooliques ; quant au dispositif visé au deuxième alinéa de l'article 76 de la Loi, il doit être muni d'une affiche indiquant le prix des boissons alcooliques et pouvoir se fermer à clef.

36. Dans le cas d'un permis exploité dans un moyen de transport public, l'article 38, les paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'article 39, les articles 40, 47, 56 à 69, 72 à 74, 76, 77, 82 à 84 et le paragraphe 4 de l'article 86 de la Loi ne s'appliquent pas.

Les articles 84, 85, 92, 93, 94, 103.2, 103.3, 103.6 et les paragraphes 1, 2, 5, 6 et 8 de l'article 109 et les paragraphes 5 et 7 de l'article 110 de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., c. C-33 ; mod. L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. I-8.1) ne s'appliquent pas.

37. Les articles 82 à 84 de la Loi et les articles 8 à 10 du présent règlement ne s'appliquent pas dans le cas d'un permis d'épicerie exploité dans un poste de commerce.

D. 2659-81, (1981) 113 G.O. II, 4291



c. P-9.1, r.7

Règlement sur la procédure applicable devant la Régie des permis d'alcool du Québec

Loi sur les permis d'alcool

(L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1, a. 114)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « Loi », la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1)

SECTION II INTRODUCTION D'UNE DEMANDE DE PERMIS OU D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION PRÉVUE PAR LA LOI

2. Une personne qui désire introduire une demande de permis ou une demande d'autorisation prévue par la Loi doit le faire au moyen du formulaire approprié prescrit par la Régie des permis d'alcool du Québec et appuyer cette demande par un *affidavit*.

3. Une demande peut être présentée :

- a) au siège social de la Régie, à Québec ;
- b) au bureau de la Régie à Montréal ; ou
- c) à tout autre bureau de la Régie que le gouvernement peut déterminer.

4. Lorsque la demande est faite par une corporation, elle doit joindre à sa demande une copie certifiée de la résolution qui l'autorise à faire cette demande.

5. Lorsque la demande est faite par une société, elle doit joindre à sa demande une déclaration l'autorisant à faire cette demande.

Cette déclaration doit être signée par un nombre suffisant de membres pour représenter la majorité des intérêts pécuniers de cette société.

6. Une demande doit être accompagnée, le cas échéant, des documents requis par la Régie, par la Loi, par le présent règlement ou par tout autre règlement adopté en

vertu de la Loi, ainsi que des frais prescrits par règlement pour son étude.

7. Une demande déposée à la Régie est introductive d'instance et un dossier y est ouvert et numéroté et tous les documents afférents à cette demande y sont déposés.

8. La Régie doit ouvrir et tenir à jour un rôle général d'audition de toutes les demandes et les numéroté suivant l'ordre chronologique de leur introduction.

9. Une personne dont la demande a été rejetée ne peut refaire une demande identique avant l'expiration d'un délai de 3 mois depuis la date du rejet de la demande, à moins qu'il ne se découvre, dans l'intervalle, des faits nouveaux qui, s'ils avaient été portés à la connaissance de la Régie lors de la demande, auraient pu changer la décision.

10. Une opposition ou une intervention faite en vertu de l'article 99 de la Loi doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a) être postée ou déposée à la Régie dans le délai prévu à l'article 99 de la Loi ;
- b) copie certifiée doit en avoir été expédiée au requérant ou à son procureur par courrier recommandé ou certifié ;
- c) contenir les motifs détaillés sur lesquels elle se fonde et être appuyée d'un *affidavit* ; et
- d) être accompagnée du certificat de recommandation ou de certification postale attestant de son envoi au requérant ou à son procureur.

11. Lorsqu'une opposition ou une intervention est faite par une corporation, elle doit être accompagnée d'une copie certifiée d'une résolution l'autorisant à faire une telle opposition ou intervention.

12. Lorsqu'une opposition ou une intervention est faite par une société ou par un groupement de personnes visé par l'article 60 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), elle doit être accompagnée d'une déclaration l'autorisant à faire une telle opposition ou intervention.

Lorsque l'opposition ou l'intervention est faite par une société, la déclaration doit être signée par un nombre d'associés suffisant pour représenter la majorité des intérêts pécuniers de cette société.

La représentativité du groupement de personnes visé par l'article 60 du Code de procédure civile est faite par une déclaration qui doit être signée par une majorité de personnes de ce groupement.

SECTION III

INSTRUCTION D'UNE DEMANDE DE PERMIS OU D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION PRÉVUE PAR LA LOI

13. La Régie peut décider que plusieurs demandes introduites devant elle, qu'elles le soient ou non par la même personne, soient instruites en même temps et décidées sur la même preuve ou que la preuve faite dans l'une serve dans l'autre.

Elle peut aussi décider qu'une demande soit instruite la première, les autres demeurant suspendues jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur la première demande.

14. Lorsqu'une personne désire qu'une demande soit instruite par préférence ou que plusieurs affaires soient réunies, elle doit en faire la demande à la Régie par une requête motivée et appuyée d'un *affidavit*.

Une copie de cette requête doit être expédiée par courrier recommandé ou certifié, au procureur de chacune des parties intéressées et s'il n'en est pas, aux parties elles-mêmes, au moins 3 jours avant la date de leur présentation.

15. L'original de cette requête doit être déposé au bureau de la Régie où la demande a été introduite et être accompagné du certificat de recommandation ou de certification postale.

16. La Régie doit, par courrier recommandé ou certifié, donner avis de la tenue d'une audition au requérant et à tout opposant ou intervenant ou à leur procureur s'il en est, indiquant l'endroit, la date et l'heure de cette audition.

Sauf s'il y a accord des parties, cet avis doit être mis à la poste au moins 15 jours avant la date fixée pour la tenue de l'audition.

La carte attestant l'envoi de cet avis et sa réception à l'adresse postale de son destinataire doit être déposée au dossier.

Dans le cas d'interruption totale ou partielle des services postaux ou lorsqu'il est impossible de signifier par courrier recommandé ou certifié, la Régie peut faire signifier l'avis mentionné au premier alinéa par un huissier ou un employé de la Régie.

17. Aucune demande de remise ne peut être accordée à moins qu'elle ne soit basée sur des raisons exceptionnelles, sérieuses et valables.

Lorsqu'elle accorde une remise, la Régie peut remettre l'audition :

- a) à une date fixe ; ou
- b) pour être appelée à nouveau lors d'un prochain rôle.

Dans le cas visé au paragraphe b du deuxième alinéa, la Régie doit transmettre de nouveaux avis de convocation.

18. Lorsque le requérant ou une partie intéressée fait défaut de comparaître à l'appel d'une demande lors de l'audition, la Régie procède, ajourne l'audition à une date ultérieure ou rejette la demande.

19. Lorsqu'une remise est accordée, la Régie en fixe les conditions et modalités selon les circonstances.

20. La Régie peut, lorsque la demande de remise est faite le jour de l'audition, adjuger les dépens contre la personne qui demande la remise, conformément à l'article 21.

21. La Régie peut allouer à tout témoin cité à comparaître devant elle, et résidant à une distance de plus de 10 milles de l'endroit où se fait l'audition, ses frais réels de voyage et sa pension durant le temps qu'il est retenu par l'audition.

22. Les articles 280 à 283 du Code de procédure civile s'appliquent en s'adaptant à l'assignation des témoins devant la Régie.

SECTION IV

DEMANDES DE RÉVOCATION, SUSPENSION OU NON-RENOUVELLEMENT DE PERMIS

23. La personne qui désire que la Régie révoque, suspende ou ne renouvelle pas le permis dont elle est le détenteur, doit en faire la demande.

24. La Régie n'accepte pas une demande de révocation, suspension ou non-renouvellement de permis présentée par un détenteur lorsque le dossier révèle qu'elle aurait des motifs sérieux de procéder elle-même en vertu de l'article 86 de la Loi, ou lorsque la procédure de révocation, suspension ou non-renouvellement est déjà entamée par la Régie.

25. Lorsqu'une demande de révocation ou de suspension de permis est présentée par le procureur général, une corporation municipale ou par tout autre intéressé, elle doit être faite par requête appuyée d'un *affidavit* énonçant les faits qui justifient cette demande.

26. Si, à leur face même, les faits mentionnés peuvent donner lieu à l'application des articles 86 à 90 de la Loi, la Régie doit convoquer le détenteur du permis.

27. Dans le cas visé à l'article 26, la Régie doit indiquer à l'avis de convocation les motifs détaillés de cette convocation.

28. Les sections II et III s'appliquent en s'adaptant à une demande de révocation, suspension et non-renouvellement de permis.

SECTION V AUDITION DEVANT LA RÉGIE

29. Une audition est tenue par au moins 2 régisseurs désignés par le président et a lieu à la date et à l'endroit que ce dernier détermine.

30. À l'occasion d'une audition, la personne que la Régie désigne à cette fin dresse un procès-verbal qui doit contenir le nom des parties, des procureurs, des témoins, la liste des pièces produites et toute décision rendue séance tenante.

31. Si, lors d'une audition, il apparaît à la Régie qu'un avis de convocation contient une mention inexacte sans laquelle une affaire n'aurait pas été portée au rôle d'audition, la Régie peut alors rayer cette demande du rôle, l'ajourner de la façon prévue à l'article 14 ou procéder immédiatement si cette dernière mesure est propre à assurer les fins de la justice.

32. Lors d'une audition, les dépositions sont recueillies au moyen d'un magnétophone ou d'un dispositif analogue, de la sténographie ou de la sténotypie, par des personnes assermentées et désignées à cette fin par la Régie.

33. L'enregistrement visé à l'article 32 fait partie du dossier de l'affaire.

34. La transcription de l'enregistrement doit être faite sous la responsabilité de la personne qui avait la responsabilité de l'enregistrement pertinent et la fidélité de la transcription doit être attestée sous son serment d'office.

35. La transcription fait partie du dossier et le coût de celle-ci est assumé par la personne qui en fait la demande.

36. Sous réserve de l'article 129 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., c. B-1) toute personne qui a un intérêt dans une affaire devant la Régie peut comparaître et plaider elle-même ou par l'intermédiaire d'un avocat.

SECTION VI DÉCISION DE LA RÉGIE

37. Une décision de la Régie est consignée par écrit et motivée ; elle prend effet à la date où elle a été signée par les régisseurs qui ont été saisis de l'affaire, ou dans le cas visé à l'article 17 de la Loi, à la date où elle a été signée par le membre du personnel désigné.

38. La Régie signifie sans délai une copie de cette décision par courrier recommandé ou certifié, par courrier spécial ou par le moyen le plus approprié selon les circonstances, au procureur des parties au dossier et s'il n'en est pas, aux parties elles-mêmes.

39. Les régisseurs qui ont pris une demande en délibéré peuvent, sur demande ou de leur propre initiative, ordonner la réouverture de l'audition aux conditions qu'ils déterminent.

40. La Régie doit alors en aviser le procureur des parties au dossier et s'il n'en est pas, les parties elles-mêmes, en indiquant dans l'avis de convocation, la date, l'heure, l'endroit et les modalités de cette convocation.

SECTION VII DISPOSITIONS DIVERSES

41. Si la date fixée pour faire un acte tombe un samedi ou un des jours non juridiques prévus à l'article 6 du Code de procédure civile, cet acte peut être valablement fait le premier jour juridique suivant.

42. Un désistement d'une demande se fait au moyen d'un écrit transmis à la Régie et signé par celui qui le demande.

Lorsque le désistement est demandé par une corporation, cet écrit doit être accompagné d'une copie certifiée de la résolution qui l'autorise à demander ce désistement.

Lorsque le désistement est demandé par une société, cet écrit doit être accompagné d'une déclaration l'autorisant à demander ce désistement. La déclaration doit être signée par un nombre suffisant d'associés pour représenter la majorité des intérêts pécuniaires de la société.

43. Pour être admis et représenter une partie dans une affaire, un procureur doit produire une comparution écrite au dossier.

44. Pour cesser d'occuper, un procureur doit aviser par écrit la Régie et les parties au dossier.

45. Pour révoquer le mandat d'un procureur, la partie doit produire un écrit au dossier. Dans un tel cas, la Régie en avise les autres parties au dossier.

46. Un changement de dénomination sociale se fait par l'envoi à la Régie d'une copie certifiée de l'acte par lequel ce changement a été effectué.

La Régie prend acte de ce changement en donnant avis par écrit à la personne concernée.

47. Lorsqu'une municipalité modifie le numéro de rue d'un établissement, le détenteur du permis communique à la Régie ce changement d'adresse en lui transmettant une copie de la lettre du secrétaire-trésorier ou du greffier de cette municipalité l'informant de ce changement.

48. La désignation de l'administrateur d'un établissement conformément à l'article 71 de la Loi se fait par la production d'un *affidavit*.

D. 43-81, (1981) 113 G.O.II, 59

Décision du 08.05.81, (1981) 113 G.O.II, 2191



c. P-9.1, r.8

Règlement sur la promotion de la vente et la publicité des boissons alcooliques

Loi sur les permis d'alcool

(L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « boissons alcooliques » : toutes boissons alcooliques au sens du paragraphe 5 de l'article 2 de la Loi ;
- b) « Régie » : la Régie des permis d'alcool du Québec ;
- c) « détenteur de permis » : un détenteur d'un permis dont la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1) autorise la délivrance ;
- d) « établissement » : un établissement au sens du paragraphe 13 de l'article 2 de la Loi ;
- e) « fabricant » : tout détenteur d'un permis industriel délivré en vertu de l'article 24 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., c. S-13), la Société des alcools du Québec et tout agent, courtier ou mandataire au Québec d'une personne qui fabrique des boissons alcooliques à l'extérieur du Québec ;
- f) « Loi » : la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., c. C-33 ; mod. L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. I-8.1) ;
- g) « publicité » : toute réclame commerciale ou tout message publicitaire écrit, visuel ou verbal sur les boissons alcooliques.

2. A moins que le contexte n'indique un sens différent, toute autre définition contenue dans l'article 2 de la Loi s'applique au présent règlement.

SECTION II PROMOTION DE LA VENTE DES BOISSONS ALCOOLIQUES

§1. Prohibitions s'appliquant à un fabricant

3. Un fabricant ne peut donner des boissons alcooliques sauf :

- a) à l'intérieur de son usine ou de son entrepôt ;
- b) à l'extérieur, dans les cas suivants :
 - i. au cours d'une réception dans un établissement, à l'occasion d'un événement sportif ou social dont il est l'organisateur ou le principal commanditaire ;
 - ii. pour les fins d'une dégustation à l'aveuglette conduite par une entreprise indépendante du commerce des boissons alcooliques et spécialisée dans les sondages d'opinion ;
 - iii. au cours du lancement d'une nouvelle marque de boissons alcooliques au Québec, et suivant l'autorisation de la Régie, pendant la durée que cette dernière détermine ;
 - iv. à l'occasion d'une conférence de presse portant sur un sujet concernant directement ce fabricant ;
 - v. à la suite de la demande justifiée d'un consommateur, en compensation de boissons alcooliques impropres à la consommation.

Les boissons alcooliques visées au présent article doivent être consommées sur place. De plus, lors d'une réception ou d'une conférence de presse visées respectivement aux sous-paragraphe i et iv du paragraphe b du premier alinéa des boissons autres que des boissons alcooliques doivent en outre être servies. Dans le cas visé au sous-paragraphe ii du paragraphe b du même alinéa ni la marque de la bière ni le nom de son fabricant ne doivent être identifiés.

4. Un fabricant ne peut :

- a) donner un trophée identifiant un fabricant ou un ou plusieurs de ses produits sauf à l'occasion d'une compétition sportive ou d'un concours culturel authentiques ;
- b) donner un objet-réclame portant le nom du fabricant de boissons alcooliques sauf un imprimé d'usage courant ou d'intérêt public sur lequel la seule publicité du fabricant consiste à indiquer son nom et la marque de son produit ;

c) faire une réclame publicitaire sur l'équipement servant à la pratique d'un sport. Il peut toutefois indiquer son nom et ses produits sur l'équipement sportif qui sert uniquement à une équipe sportive formée de ses employés.

5. Un fabricant ne peut :

a) vendre, donner ou fournir à un détenteur de permis l'équipement pour l'exploitation de son permis ;

b) accorder directement ou indirectement un rabais à un détenteur de permis sur le prix de boissons alcooliques ;

c) faire de la réclame dans une publication éditée ou commanditée par un détenteur de permis sauf par l'entremise d'une association professionnelle de fabricants ;

d) inciter directement ou indirectement un détenteur de permis à restreindre ses ventes en partie ou en totalité à un ou plusieurs produits d'un fabricant en particulier ou à en stimuler la vente ;

e) vendre ou livrer à un détenteur de permis des boissons alcooliques sous une autre appellation que celle sous laquelle elles sont habituellement vendues par la Société des alcools du Québec ou, selon le cas, par tout autre fabricant.

6. Toute vente de boissons alcooliques d'un fabricant à un détenteur de permis doit être accompagnée d'une facture indiquant :

a) la quantité et le prix ;

b) le paiement dans les 60 jours de la livraison ;

c) toute autre condition de la vente.

Cette facture doit être signée par le vendeur et l'acheteur ou leurs représentants.

§2. Prohibitions s'appliquant à un détenteur de permis

8. Un détenteur de permis ne peut :

a) participer à un acte interdit à un fabricant en vertu du présent règlement ;

b) offrir ou accorder un rabais sur son prix habituel des boissons alcooliques qu'il vend ou, dans le cas de la bière, sur le prix courant du marché, pour stimuler ses ventes de boissons alcooliques ; il ne peut davantage offrir une prime ou un cadeau ;

c) favoriser l'achat ou la vente d'un ou plusieurs produits d'un fabricant en particulier.

9. Un détenteur de permis doit tenir affiché en tout temps :

a) une liste des marques de bière en fût disponibles pour la consommation par ses clients ;

b) une liste des marques de vin ou de cidre que ses clients peuvent se faire servir en carafon.

10. Un détenteur de permis de banquet ne peut posséder, servir ou vendre de la bière qu'il n'a pas achetée directement d'un détenteur de permis d'épicerie, sauf dans le cas prévu par un règlement.

11. Dans un établissement où la consommation sur place est permise, le détenteur d'un permis doit :

a) servir la bière, sauf la bière en fût, de façon à ce que tout client puisse identifier sur le contenant la marque de la bière qu'il a commandée ;

b) servir le vin ou le cidre, sauf le vin ou le cidre vendu en carafon, dans son contenant original portant la marque de ce vin ou de ce cidre et l'ouvrir devant le client qui l'a commandé.

12. Il est interdit à un détenteur de permis de servir à un client des spiritueux d'une autre marque ou d'une autre sorte que celle commandée par le client, à moins que ce dernier y consente.

SECTION III PUBLICITÉ RELATIVE AUX BOISSONS ALCOOLIQUES

§1. Dispositions générales

13. Il est interdit à toute personne, sauf à un fabricant ou une association de fabricants, de faire la publicité de boissons alcooliques en général ou d'une marque particulière de boissons alcooliques.

14. Un fabricant et un détenteur de permis ne peuvent faire conjointement la publicité de boissons alcooliques.

15. Nul ne peut transmettre par la poste une publicité sur les boissons alcooliques. Le présent article ne s'applique pas toutefois :

a) à un fabricant qui transmet de la documentation à ses actionnaires ou ses employés ;

b) à un imprimé dont le contenu est conforme aux normes édictées dans le présent règlement ;

c) à une publicité transmise entre le 1^{er} novembre et le 15 janvier et accompagnée d'un bon de commande.

§2. Contenu d'un message publicitaire

16. Nul ne peut faire une publicité :

- a) incitant un mineur à consommer des boissons alcooliques ;
- b) présentant directement ou indirectement la consommation de boissons alcooliques comme :
 - i. un facteur de valorisation d'une personne, d'un groupe ou d'une collectivité ;
 - ii. un facteur de prestige social ou de réussite dans les affaires ou une façon d'accroître la performance sportive ;
 - iii. un élément nécessaire à la participation d'une personne dans des activités ;
 - iv. une aide dans la solution de difficultés personnelles.

17. Nul ne peut faire une publicité dans laquelle :

- a) on utilise le nom d'une personne que ses activités on fait connaître du public ;
- b) on fait mention de telles activités ou on y fait allusion ;
- c) cette personne fait croire ou laisse croire qu'elle consomme elle-même des boissons alcooliques ou une marque de boissons alcooliques en particulier.

18. Tout message publicitaire doit être fait :

- a) pour préconiser la consommation d'une marque de boissons alcooliques en particulier et non de façon à favoriser la consommation des boissons alcooliques en général ;
- b) pour informer le public du nom et de la qualité d'une marque de boissons alcooliques, de la façon de la boire, de la manière de l'apprêter à des mets, des soins apporter à sa fabrication ou de ses origines.

Nonobstant le premier alinéa, le contenu d'un message publicitaire peut toutefois porter sur un sujet qui ne se rapporte pas directement aux boissons alcooliques.

19. Lorsqu'une annonce publicitaire montre des boissons alcooliques étalées avec d'autres produits, ceux-ci doivent être des produits qui sont couramment consommés en même temps que ces boissons alcooliques et leur marque spécifique ne doit pas être indiquée.

§3. Imprimé

20. Sous réserve de l'article 22, il est interdit de faire la publicité des boissons alcooliques dans un imprimé destiné

principalement à la publicité ou dont les textes et les illustrations ne contiennent pas au moins 40% de renseignements d'intérêt général qui ne se rapportent pas aux boissons alcooliques.

21. Sous réserve de l'article 22, toute publicité dans un imprimé doit être conforme aux normes suivantes :

- a) dimension maximale : 1 250 lignes agate ou 1 page ;
- b) fréquence maximale : pas plus de 2 annonces par édition, par fabricant ou, le cas échéant, par maison que celle-ci représente ;
- c) être faite dans un imprimé publié au moins 4 fois par année.

22. Les articles 20 et 21 ne s'appliquent pas à une publication visant l'information des personnes qui sont dans le commerce des boissons alcooliques ou à celle éditée à la suite d'une autorisation de la Régie à l'occasion de la publicité d'un nouveau produit d'un fabricant, pour la durée que celle-ci détermine.

§4. Enseignes, affiches, panneaux-réclame

23. Toute publicité sur les boissons alcooliques au moyen d'une enseigne, d'une affiche ou d'un panneau-réclame est interdite, sauf :

- a) à l'extérieur :
 - i. d'un édifice dans lequel se trouve le siège social, une usine, une succursale principale ou un entrepôt principal d'un fabricant ;
 - ii. d'un établissement pour identifier cet établissement et ses services sans, toutefois, qu'il soit permis de faire la publicité d'une marque de boissons alcooliques en particulier ;
 - iii. d'un véhicule appartenant à un fabricant ou servant exclusivement à son usage ;
 - iv. sur l'emplacement d'un événement sportif ou culturel en plein air, pendant la durée d'un tel événement ;
- b) à l'intérieur :
 - i. dans un établissement, pourvu que l'enseigne, l'affiche ou le panneau-réclame soit installé de façon à s'adresser aux clients à l'intérieur de l'établissement et non au public à l'extérieur de l'établissement ;
 - ii. dans un local dans lequel se tient un événement sportif ou culturel ;
 - iii. dans un véhicule des transports publics, dans un stade sportif, une gare, une aéroport, une station de métro

et dans une salle où se tient une exposition à laquelle un fabricant participe.

§5. Annonces par étalage

24. Une annonce par étalage de boissons alcooliques ne peut être faite que dans une usine ou un local de fabricant, dans un établissement ou dans l'immeuble où cet établissement est situé ou dans un kiosque à l'usage d'un fabricant au cours d'une exposition.

Toutefois, dans le cas prévu au premier alinéa, la boisson alcoolique doit être dans son contenant original, lequel ne doit pas avoir été ouvert.

§6. Trophées et médailles

25. A titre de publicité, un fabricant ne peut inscrire que son nom, un emblème corporatif et le nom d'une seule des boissons alcooliques sur un trophée, qu'il ne lui est pas interdit de donner en vertu du paragraphe a de l'article 4.

§7. Radio et télévision

26. Toute personne qui fait de la publicité sur les boissons alcooliques diffusée au Québec soit à la radio soit à la télévision, y compris en circuit fermé, doit se conformer au présent règlement.

§8. Projections cinématographiques

27. Toute publicité sur les boissons alcooliques faite par projection cinématographique est interdite sauf au cours d'une séance de projection de films ou d'une réunion faite pour des fins non commerciales et à condition que le fabricant soit propriétaire du métrage qu'il projette.

Le présent article ne s'applique pas à une projection cinématographique à la télévision.

SECTION IV INFRACTIONS

28. Quiconque commet une infraction à une disposition du présent règlement sauf à une disposition de la sous-section 2 de la section III, commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 112 de la Loi.

A.C. 4617-74, (1975) 107 G.O.II, 61

A.C. 458-75, (1975) 107 G.O.II, 989

A.C. 53-76, (1976) 108 G.O.II, 1175



c. P-9.1, r.9

Règles de régie interne de la Régie des permis d'alcool du Québec

Loi sur les permis d'alcool

(L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1, a. 24)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Siège social : La Régie des permis d'alcool du Québec a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement. Celui-ci, par le décret 1969-80 du 25 juin 1980 a déterminé que le siège social de la Régie est à Québec et qu'elle a un bureau à Montréal.

2. Sceau : Le sceau de la Régie est celui dont l'impression apparaît ici en marge.

SECTION II

SÉANCE DE LA RÉGIE

3. Lieu et fréquence : La Régie tient ses séances à l'endroit mentionné dans l'avis de convocation. Les séances ont lieu aussi souvent que les besoins l'exigent, mais au moins une fois par mois.

4. Convocation : Toute séance de la Régie est convoquée sur l'ordre du président ou du vice-président en cas d'absence ou d'incapacité temporaire du président.

5. Avis : Toute séance de la Régie est convoquée par un avis écrit du président, du secrétaire ou d'une personne désignée par le président, à tous les régisseurs au plus tard le jour précédant cette séance ; au cas d'urgence, cet avis peut être donné par télégramme ou verbalement.

6. Convocation spéciale : Il peut être dérogé à l'article 5 et au délai de convocation si tous les régisseurs y consentent par écrit.

Un régisseur peut toujours renoncer à l'avis de convocation relatif à une séance particulière à condition de le faire par écrit ; cette renonciation peut être faite avant ou après la séance à laquelle l'avis aurait dû se rapporter et elle équivaut, quant au régisseur qui la signe, à la signification de tel avis.

La présence d'un régisseur à une séance ou partie de séance constitue de la part de ce régisseur une renoncia-

tion à tout avis de convocation qui aurait dû ou pu être donné relativement à cette séance ainsi qu'un consentement à la continuation de cette séance pour discuter des affaires qui y sont présentées.

7. Présidence : Toutes les séances de la Régie sont présidées par le président ou, au cas d'absence ou d'incapacité temporaire d'agir de ce dernier, par le vice-président.

Le président de la séance décide de la procédure qui doit être suivie lors de la séance.

8. Quorum : Le quorum de la Régie, en séance plénière, tel que déterminé par l'article 15 de la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1), est de 4 régisseurs dont le président ou le vice-président dans le cas où ce dernier remplace le président.

S'il n'y a pas quorum à une séance, celle-ci pourra être reportée à un moment ultérieur du même jour ou à un jour postérieur à celui de cette séance sur simple décision d'au moins 2 régisseurs présents.

9. Vote : Les décisions de la Régie en séance plénière sont prises à la majorité des voix des régisseurs présents. Ce vote est donné verbalement. Le vote peut également avoir lieu par scrutin secret sur requête de 2 régisseurs ou du président. Une demande de vote par scrutin secret peut être retirée en tout temps avant le début du scrutin par celui qui en fait la demande.

A moins que le vote par scrutin secret ne soit ainsi demandé, la déclaration par le président de la séance qu'une décision a été prise à l'unanimité ou par une majorité quelconque, ou n'a pas été adoptée, fait preuve *ipso facto*.

10. Vote sur des règles de régie interne : Malgré l'article 9, toute décision relative à l'adoption, à une modification, à l'abrogation ou au remplacement de règles de régie interne doit être adoptée par le vote d'au moins les 3/4 des régisseurs présents au cours d'une séance.

11. Vote prépondérant : En cas d'égalité des voix, le président ou le vice-président au cas d'absence ou d'incapacité temporaires d'agir du président, a un vote prépondérant sur toute question soumise à la Régie en séance plénière, que le vote ait lieu verbalement ou par scrutin secret. Le président ou le vice-président le cas échéant, peut exercer son droit au vote prépondérant.

12. Ajournement : Toute séance peut être ajournée, par une décision majoritaire, à un moment ou une date subsé-

quente et un nouvel avis de convocation n'est pas alors nécessaire.

13. Décision : Une décision de la Régie signée par tous les régisseurs a la même valeur et le même effet que si elle avait été adoptée à une séance dûment convoquée et régulièrement constituée. Une telle décision est portée au procès-verbal de la séance qui suit la date de sa signature.

14. Procès-verbaux : Selon l'article 19 de la Loi sur les permis d'alcool, le procès-verbal d'une séance de la Régie est authentique s'il est approuvé par la Régie et signé par le président, par le secrétaire ou par toute personne que la Régie désigne.

Le président, le secrétaire ou toute autre personne que la Régie désigne peut en outre certifier, en le signant, qu'un document est un original ou une copie conforme d'un document qui émane de la Régie ou qui fait partie de ses archives.

SECTION III FONCTIONS ET POUVOIRS

15. Président : Le président exerce toutes les fonctions inhérentes à ce poste et toutes les responsabilités qui peuvent lui être confiées par la Régie ou par la loi. Les fonctions du président sont notamment de :

- a) préparer et présider toutes les séances de la Régie en séance plénière et inviter à assister à telle séance toute personne qu'il juge à propos d'inviter ;
- b) soumettre des politiques et des propositions à la Régie pour fins d'étude et d'approbation ;
- c) renseigner les régisseurs sur toute question de politique générale et sur les activités de la Régie ;
- d) voir à l'application des règlements de la Régie et s'assurer que les décisions de la Régie sont exécutées ;
- e) signer seul ou avec toute autre personne désignée, les documents et les actes du ressort de la Régie ;
- f) représenter la Régie en tant que porte-parole officiel ;
- g) remplir toutes autres fonctions qui peuvent lui être attribuées par la Régie en séance plénière ;
- h) déléguer sous sa surveillance et son contrôle l'exécution de certaines fonctions ;
- i) préparer un rôle général des audiences de la Régie et un rôle spécial pour les requêtes qui doivent être entendues en priorité à cause de l'urgence de se prononcer sur la demande.

16. Vice-président : Conformément à l'article 8 de la Loi sur les permis d'alcool, le vice-président exerce les pouvoirs et attributions du président en cas d'absence ou d'incapacité temporaire d'agir de ce dernier et les responsabilités qui peuvent lui être confiées par le président ou la Régie en séance plénière.

17. Secrétaire : Le secrétaire exerce toutes les fonctions généralement afférentes à ce poste et toutes celles qui peuvent lui être assignées par la Régie ou par le président. Les fonctions du secrétaire sont de :

- a) donner tous les avis de convocation ;
- b) rédiger les procès-verbaux ;
- c) conserver les archives et les documents officiels de la Régie ;
- d) rédiger et communiquer aux intéressés les décisions de la Régie ;
- e) garder le sceau de la Régie.

18. Secrétaire-adjoint : Le président peut nommer un employé de la Régie pour agir comme secrétaire-adjoint.

Le secrétaire-adjoint assume les devoirs et responsabilités du secrétaire en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier ou par délégation.

SECTION IV REPRÉSENTATION DE LA RÉGIE

19. Sous réserve d'une loi et d'un règlement à l'effet contraire, le président a autorité pour désigner une ou plusieurs personnes de la Régie pour faire au nom de celui-ci toute déclaration requise par la loi, sous serment ou non, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou autrement.

SECTION V APPROBATION PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE

20. Présentation par le président : L'approbation requise en vertu de l'article 24 de la Loi sur les permis d'alcool est demandée au ministre par le président en produisant une attestation signée par lui de l'adoption de telles règles, de tel permis ou de tel formulaire par la Régie en séance plénière.

21. Approbation : Le document portant l'approbation du ministre est conservé par le secrétaire et peut être consulté sans frais par toute personne intéressée.

SECTION VI

AFFAIRES DÉFÉRÉES A LA RÉGIE

22. Affaires déferées en vertu de l'article 15 : Lorsqu'une affaire est déferée à la Régie en vertu de l'article 15 de la Loi sur les permis d'alcool, le président doit faire diligence pour l'inscrire à la prochaine séance plénière de la Régie.

23. Affaires déferées en vertu de l'article 17 : Lorsqu'une affaire est déferée à la Régie en vertu de l'article 17 de la Loi sur les permis d'alcool, le président doit faire diligence pour désigner au moins 2 régisseurs pour disposer de l'affaire.

SECTION VII

RENSEIGNEMENTS

24. Renseignements : Le président ou son délégué est seul autorisé à fournir à l'autorité compétente tout renseignement requis sur les opérations de la Régie.

25. Confidentialité : Aucun renseignement sur une matière de la juridiction de la Régie ne peut être communiqué à qui que ce soit sans l'approbation préalable du président, si ce n'est dans le cours de l'exécution normale des fonctions attribuées à un régisseur ou un autre employé de la Régie sous réserve de l'article 20 de la Loi sur les permis d'alcool.



c. P-10, r.1

Règlement déterminant les actes visés à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie pouvant être exécutés par des classes de personnes autres que des pharmaciens

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10, a. 10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10).

1.02. Dans le présent règlement, le mot « pharmacie » signifie l'endroit où un pharmacien exerce sa profession conformément à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie.

1.03. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme restreignant les privilèges accordés à un établissement en vertu du deuxième alinéa de l'article 18 de la Loi sur la pharmacie.

1.04. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II DÉTERMINATION DES ACTES

2.01. Toute personne majeure, commis dans une pharmacie, peut, sous la surveillance du pharmacien tel que prévu à l'article 31 de la Loi sur la pharmacie :

- a)* vendre des médicaments ou poisons ; et
- b)* constituer le dossier-patient.

2.02. Toute personne majeure ayant une expérience de 5 ans comme commis dans une pharmacie, peut, sous la surveillance du pharmacien tel que prévu à l'article 31 de la Loi sur la pharmacie :

- a)* vendre des médicaments ou poisons ;
- b)* constituer le dossier-patient ; et

c) exécuter les tâches techniques reliées à la préparation des médicaments en exécution ou non d'une ordonnance.

2.03. Pour les fins des articles 2.01 et 2.02, un pharmacien ne peut avoir à la fois plus de 4 personnes sous son contrôle et sa surveillance constante.



c. P-10, r.2

Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des pharmaciens du Québec

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures s'applique au présent règlement.

SECTION II ASSERMENTATION DES ADMINISTRATEURS

2.01. À la première réunion du Bureau qui suit immédiatement l'entrée en fonction d'un administrateur, le premier item à l'ordre du jour doit être l'assermentation du nouvel administrateur. Celui-ci doit prêter le serment ou l'affirmation solennelle contenu à l'annexe II du Code des professions.

SECTION III PROCÉDURE DU BUREAU

3.01. 1) À la première réunion du Bureau qui suit l'assemblée générale annuelle des membres de l'Ordre des pharmaciens du Québec, les membres élus du Bureau doivent attribuer à chacun des 3 membres élus qu'ils ont désignés parmi eux pour faire partie du comité administratif, l'un des titres suivants : premier vice-président, deuxième vice-président et trésorier.

2) Les titres de premier vice-président et de deuxième vice-président n'entraînent d'autres responsabilités que celles qui sont stipulées dans le présent règlement.

3.02. Le secrétaire doit faire parvenir à tous les membres du Bureau un avis de convocation accompagné de

l'ordre du jour, au moins 7 jours avant la date fixée pour la réunion.

3.03. 1) Sous réserve des articles 2.01 et 3.01, le président établit l'ordre du jour pour chaque réunion. Il présente toutes les questions dans l'ordre où elles ont été soumises.

2) Le jour de la réunion, le président peut intervenir cet ordre, mais il ne peut ajouter d'autres sujets à l'ordre du jour qu'avec l'assentiment de la majorité des administrateurs présents.

3.04. Aussitôt qu'il y a quorum, le président, ou en son absence, le premier vice-président, ou en son absence, le deuxième vice-président, prend le fauteuil et appelle les administrateurs à l'ordre.

3.05. Lorsque le président est absent ou lorsque, étant présent, il désire quitter le fauteuil, le premier vice-président, ou en l'absence de ce dernier, le deuxième vice-président, le remplace jusqu'à son arrivée ou son retour.

3.06. 1) Dès que le président ou l'administrateur présidant a pris son siège, le secrétaire fait la lecture du procès-verbal de la réunion précédente.

2) À la demande d'un administrateur, le Bureau peut modifier le procès-verbal, mais seulement s'il contient des erreurs ou s'il n'est pas conforme aux décisions prises. S'il est conforme, le procès-verbal est adopté tel quel.

3.07. Chaque fois que le président ou l'administrateur présidant ajourne la réunion faute de quorum, l'heure d'ajournement et les noms des administrateurs alors présents sont inscrits au procès-verbal.

3.08. 1) Toute proposition doit être appuyée pour être prise en considération.

2) Un administrateur peut proposer un amendement à une proposition. Un administrateur peut également proposer un sous-amendement. Dans un tel cas, le vote est pris tout d'abord sur le sous-amendement, ensuite sur l'amendement et enfin, sur la proposition principale.

3.09. Le vote se prend à main levée, sauf lorsque le président exige un vote nominal. Toutefois, dans tous les cas, un administrateur peut demander le vote secret. Dans un tel cas, le président donne les directives pour l'exécution de cet ordre, sans qu'il y ait discussion à l'égard du caractère secret du vote.

3.10. Le Bureau peut siéger à huis clos sur toute question lorsqu'une majorité des membres présents se prononce en faveur d'une telle mesure. Le cas échéant, seuls les administrateurs et les personnes qu'ils autorisent peuvent demeurer dans la salle.

3.11. Toute question peut être considérée de nouveau sur proposition, durant une même séance par un vote de la majorité des membres présents, et à la réunion suivante ou à toute autre réunion par le vote unanime de tous les membres du Bureau. Une telle proposition, une fois faite et décidée dans l'affirmative ou la négative, ne peut être soulevée de nouveau avant 3 mois.

3.12. Pour régler toute question de procédure qui n'est pas couverte par le présent règlement, il y a automatiquement référence à la Procédure des assemblées délibérantes de monsieur Victor Morin, édition de 1969, laquelle s'applique *mutatis mutandis*.

SECTION IV ADOPTION ET CONSERVATION DES RÈGLEMENTS

4.01. 1) La présentation d'un projet de règlement doit être précédée d'un avis de motion donné à une séance ordinaire antérieure.

2) Un avis de motion :

- a) peut être verbal ou écrit ;
- b) doit contenir la teneur du projet de règlement qui sera soumis au Bureau ultérieurement ; et
- c) n'a pas besoin d'être appuyé.

3) Le secrétaire doit en faire mention dans le registre des procès-verbaux.

4.02. Nonobstant le paragraphe 1 de l'article 4.01, un avis de motion peut être donné au cours d'une assemblée spéciale du Bureau, si mention de cet avis est faite dans l'avis de convocation ou si tous les membres du Bureau sont présents et y consentent.

4.03. À la séance qui suit immédiatement celle où il y a eu dépôt d'un avis de motion ou à une séance ultérieure, la personne qui a déposé l'avis de motion ou, si elle est absente ou incapable d'agir, son représentant dûment autorisé, doit présenter le projet de règlement aux administrateurs présents en faisant état de la raison d'être et de l'opportunité du projet de règlement.

4.04. 1) Une fois cette présentation terminée, les administrateurs présents doivent se prononcer sur le principe du projet de règlement.

2) Si le principe en est rejeté, le président proclame le rejet du projet de règlement et annonce le prochain item à l'ordre du jour.

3) Si le principe en est adopté, on procède immédiatement ou lors d'une séance ultérieure, à l'examen du projet de règlement, et ce n'est qu'après en avoir fait l'examen article par article que le Bureau peut l'adopter ou le rejeter.

4.05. L'original de tout règlement est signé par la personne présidant le Bureau lors de son adoption et contresigné par le secrétaire.

4.06. 1) L'original de tout règlement doit être transcrit en entier dans un registre spécial intitulé Livre des règlements. On y indique la date à laquelle l'avis de motion a été donné.

2) Les règlements sont numérotés consécutivement. Un numéro d'ordre leur est donné lors de leur approbation par le gouvernement conformément au Code des professions.

4.07. Le secrétaire ne doit jamais se départir des originaux des règlements sans un ordre du Bureau ou d'un tribunal.

4.08. Un règlement ne peut être modifié, remplacé ou abrogé que par un autre règlement adopté de la manière ci-dessus décrite et soumis aux mêmes approbations.

4.09. Les étudiants en pharmacie et les membres de l'Ordre peuvent consulter, aux heures d'ouverture du siège social et en présence du secrétaire ou de son adjoint, le Livre des règlements et obtenir des copies des règlements qu'il contient. Chaque copie peut, sur demande, être certifiée par le secrétaire ou son adjoint qui y inscrivent les mots « copie conforme » avec mention de la date à laquelle la copie a été faite.

SECTION V RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

5.01. Un administrateur reçoit pour chacune des réunions du Bureau auxquelles il assiste les mêmes indemnités que celles fixées pour les membres des comités de l'Ordre.

SECTION VI POUVOIRS DU COMITÉ ADMINISTRATIF

6.01. Sous réserve de la présente section, le comité administratif peut exercer tous les pouvoirs attribués au Bureau par le Code des professions et la Loi sur la pharmacie, sauf les pouvoirs que celui-ci doit exercer par règlement.

6.02. Le comité administratif peut prendre les dispositions qui s'imposent relativement à toutes les affaires légales de l'Ordre n'impliquant pas une dépense supérieure à 3 000 \$.

6.03. Sous réserve de l'article 6.02, le comité administratif peut autoriser toute dépense n'excédant pas 1 000 \$, sauf les dépenses prévues au budget.

SECTION VII ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

7.01. Sous réserve du Code des professions et de la présente section, la procédure à suivre dans les délibérations du Bureau s'applique *mutatis mutandis* aux délibérations des assemblées générales des membres de l'Ordre.

7.02. L'assemblée générale ne siège jamais à huis clos.

7.03. L'assemblée générale annuelle se tient à la date et à l'endroit déterminés par le Bureau.

7.04. Le vote se prend à main levée. Cependant, si au moins 20 membres présents le demandent, l'assemblée peut, sur décision majoritaire à cet effet, disposer d'un sujet particulier par vote secret.

7.05. Le quorum des assemblées générales est fixé à 75 membres.

SECTION VIII EMPLOYÉS DE L'ORDRE

8.01. Le comité administratif voit à l'engagement, au congédiement et à la rémunération des employés de l'Ordre, sauf en ce qui concerne le personnel professionnel de l'Ordre, lequel continue de relever du Bureau.

8.02. Tout employé de l'Ordre doit prendre sa retraite à l'âge de 65 ans, sauf permission spéciale du Bureau.

SECTION IX DISPOSITIONS DIVERSES

9.01. Le sceau de l'Ordre est constitué du symbole graphique de l'Ordre et des mots suivants : « L'Ordre des pharmaciens du Québec ».

9.02. Le secrétaire a la garde du sceau de l'Ordre.

9.03. 1) Le président, ou si ce dernier est incapable d'agir, le premier vice-président, ou si ce dernier est incapable d'agir, le deuxième vice-président, sont seuls autorisés à se faire le porte-parole de l'Ordre pour exprimer en public des opinions sur des sujets relatifs à l'exercice de la pharmacie.

2) Nonobstant le paragraphe 1, le président, ou si ce dernier est incapable d'agir, le premier vice-président, ou si ce dernier est incapable d'agir, le deuxième vice-président, peut autoriser un représentant à se faire le porte-parole de l'Ordre pour exprimer en public des opinions sur des sujets relatifs à l'exercice de la pharmacie.

9.04. Sous réserve de l'article 9.03, un administrateur ne peut exprimer en public son opinion personnelle sur des sujets relatifs à l'exercice de la pharmacie, à moins qu'il ne mette ce public en garde et qu'il n'énonce clairement que les idées qu'il exprime lui sont personnelles et ne sont pas nécessairement partagées par les autorités de l'Ordre.

9.05. Pour les fins des articles 9.03 et 9.04, le fait d'exprimer son opinion en public signifie le fait de s'adresser à une ou plusieurs personnes par tout médium d'information, ce qui, sans restreindre la généralité de ce qui précède, comprend la presse, la radio, la télévision, les brochures et tous autres imprimés.

A.C. 3072-74, (1974) 106 G.O.II, 3347, 4075

A.C. 4027-74, (1974) 106 G.O.II, 3792, 4713

D. 2186-81, (1981) 113 G.O.II, 4124



c. P-10, r.3

Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle de l'Ordre des pharmaciens du Québec

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, on entend par :

- a) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;
- b) « Ordre » : l'Ordre des pharmaciens du Québec ;
- c) « pharmacien » : tout membre de l'Ordre.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), s'applique au présent règlement.

SECTION II ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

2.01. Tout pharmacien exerçant la profession, à temps plein ou à temps partiel, doit détenir et maintenir en vigueur une assurance contre la responsabilité qu'il peut encourir en raison des fautes ou négligences commises dans l'exercice de sa profession.

Dans le cas d'une société de pharmaciens, le contrat peut être conclu au nom de la société, mais la garantie doit s'étendre à ses pharmaciens associés ou employés, personnellement.

Dans le cas d'un pharmacien ayant d'autres pharmaciens à son emploi la garantie doit s'étendre à chacun de ceux-ci, personnellement.

2.02. La police d'assurance prévue à l'article 2.01 et tout avenant y afférant, doit comporter les conditions minimales suivantes :

a) le montant de la garantie doit être en tout temps d'au moins 200 000 \$, tant pour l'ensemble des réclamations que pour une réclamation individuelle. Dans le cas d'une société, le montant ci-dessus de 200 000 \$, est multiplié par le nombre de pharmaciens associés ou employés de la société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$. Il en va

de même pour un pharmacien ayant d'autres pharmaciens à son emploi. Le contrat ne doit comporter aucune franchise ;

b) l'assureur doit s'engager à payer aux lieu et place de l'assuré, jusqu'à concurrence du montant de la garantie, tous dommages-intérêts que l'assuré peut légalement être tenu de payer à un tiers relativement à une réclamation présentée pendant la période couverte par la garantie et résultant de services rendus ou de l'omission de rendre certains services par l'assuré ou par ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions ;

c) l'assureur doit s'engager à prendre fait et cause de l'assuré et d'assumer sa défense dans toute action intentée contre lui ; les frais et dépenses des poursuites contre l'assuré, y compris ceux de la défense et les intérêts sur condamnation, sont à la charge de l'assureur en plus du montant de la garantie prévu au contrat d'assurance ;

d) la garantie doit s'étendre de plein droit, tant à titre de préposés qu'à titre personnel, sans avis à l'assureur, aux pharmaciens qui se joignent à l'assuré comme employé pendant la période de garantie. Il en est de même des pharmaciens qui se joignent à l'assuré comme associés, et en ce cas, la société ainsi formée ou modifiée est tenue à toutes fins pour l'assuré ;

e) la garantie doit s'étendre aux services rendus ou à l'omission de rendre des services avant l'entrée en vigueur du contrat d'assurance, jusqu'à l'expiration de la période de garantie ;

f) dans le cas où un pharmacien cesse volontairement l'exercice de sa profession ou décède, il doit être convenu que la période de garantie est modifiée pour se terminer 12 mois après cette cessation ou ce décès.

De plus, l'assureur doit s'engager à émettre une police intitulée « Responsabilité professionnelle pour les actes antérieurs » alors en usage, à condition que dans cette période de 12 mois, le pharmacien concerné ou les héritiers en fassent une demande par écrit à l'assureur et acquittent une prime qui n'exédera pas le montant de la dernière prime annuelle. Cette nouvelle police entrera en vigueur le jour où expirera la nouvelle période de garantie.

2.03. Les exclusions qui peuvent être prévues au contrat d'assurance ne sont pas opposables à un tiers visé au paragraphe b du premier alinéa de l'article 2.02, à qui l'assuré est légalement tenu de payer des dommages-intérêts.

2.04. Dans le cas où l'Ordre a contracté pour l'ensemble ou une partie de ses membres une police d'assurance-responsabilité conforme à la présente section, le pharmacien ou la société de pharmaciens peut adhérer aux fins de l'article 2.01 à cette police d'assurance collective.

Un certificat d'assurance doit être délivré à chacun des pharmaciens ou société de pharmaciens adhérant à la police d'assurance contractée par l'Ordre et une copie de cette police d'assurance doit leur être remise sur demande écrite.

2.05. Sauf s'il est assuré en vertu de l'article 2.04, le pharmacien visé par l'article 2.01, ou dans le cas d'une société visée par ce même article, les pharmaciens associés, doivent fournir au secrétaire, avant le 1^{er} avril de chaque année, la preuve qu'ils détiennent une police d'assurance en vigueur pour une période de 12 mois à compter de cette date, et qu'elle est conforme au présent règlement.

Cependant, lorsqu'un pharmacien s'inscrit ou se réinscrit au tableau à une autre date que le 1^{er} avril, il doit fournir au secrétaire la preuve qu'il détient une police d'assurance en vigueur au moins jusqu'au 1^{er} avril suivant et qu'elle est conforme au présent règlement.

2.06. Le Bureau de l'Ordre peut nommer annuellement un comité chargé de procéder à l'examen des polices d'assurance-responsabilité transmises par les pharmaciens.

2.07. Rien dans le présent règlement ne peut être interprété comme empêchant le pharmacien d'adhérer à une police d'assurance-groupe.

D. 174-81, (1981) 113 G.O.II, 423



c. P-10, r.4

Règlement sur les circonstances où un médecin peut obtenir un permis d'exercice de la pharmacie

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10, a. 37)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.01. Les définitions contenues dans la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10) s'appliquent au présent règlement à moins que le contexte n'indique un sens différent.

1.02. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

a) « municipalité » : une municipalité désignée dans le Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8) ;

b) « permis » : un permis d'exercice de la pharmacie délivré conformément au paragraphe a de l'article 37 de la Loi sur la pharmacie ;

c) « région » : l'une des régions au sens du Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions ;

d) « territoire » : un territoire désigné dans le Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

1.03. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.01. Nonobstant toute disposition du présent règlement, aucun permis ne peut être délivré dans un rayon de 20 milles (32,183 km) du local où un pharmacien ou un médecin exerce la pharmacie.

2.02. Aux fins de l'article 2.01, le rayon est calculé en tenant compte des voies régulières de communication terrestre.

SECTION III CIRCONSTANCES DE DÉLIVRANCE DE PERMIS

3.01. Un médecin peut, en l'absence d'un pharmacien ou d'un médecin exerçant la pharmacie, obtenir un permis dans une municipalité ou un territoire de moins de 3 000 habitants dans les régions suivantes :

- a) Bas-Saint-Laurent–Gaspésie ;
- b) Saguenay–Lac-Saint-Jean ;
- c) Québec ;
- d) Trois-Rivières ;
- e) Montréal ;
- f) Outaouais ; et
- g) Nord-Ouest.

3.02. Dans la région des Cantons de l'Est, un médecin peut, en l'absence d'un pharmacien ou d'un médecin exerçant la pharmacie, obtenir un permis dans une municipalité de moins de 4 000 habitants.

3.03. Dans la région de la Côte-Nord, un médecin peut, en l'absence d'un pharmacien ou d'un médecin exerçant la pharmacie, obtenir un permis dans une municipalité ou un territoire de moins de 7 000 habitants.

3.04. Dans la région du Nouveau-Québec, un médecin peut, en l'absence d'un pharmacien ou d'un médecin exerçant la pharmacie, obtenir un permis dans une municipalité ou un territoire de moins de 15 000 habitants.



c. P-10, r.5

Code de déontologie des pharmaciens

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des pharmaciens du Québec ;
- b) « pharmacien » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- c) « pharmacie » : l'endroit où un pharmacien exerce sa profession conformément à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10) ;
- d) « étudiant » : un étudiant en pharmacie détenteur d'un certificat d'immatriculation ;
- e) « patient » : une personne qui recourt aux services professionnels d'un pharmacien.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

2.01. Le pharmacien doit utiliser ses connaissances professionnelles pour défendre et promouvoir la santé publique. Sauf pour des motifs valables, il doit notamment :

- a) appuyer toute mesure favorisant l'amélioration de la santé publique ;
- b) collaborer à la diffusion de l'information concernant toute politique visant à favoriser la santé publique ;
- c) informer le public de toute politique ou mesure qu'il croit préjudiciable à la santé publique.

2.02. Le pharmacien doit, sauf pour des motifs valables, appuyer toute mesure susceptible d'améliorer la qualité et la disponibilité des services professionnels dans le domaine où il exerce. Il doit, notamment, prendre les me-

sures nécessaires en vue d'assurer la disponibilité des services pharmaceutiques dans la localité ou la région dans laquelle il exerce sa profession.

2.03. Dans l'exercice de sa profession, le pharmacien doit tenir compte de l'ensemble des conséquences prévisibles que peuvent avoir ses recherches et travaux sur la société.

2.04. Le pharmacien doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce. Sauf pour des motifs valables, il doit aussi, dans l'exercice de sa profession, poser les actes qui s'imposent pour que soit assurée cette fonction d'éducation et d'information.

2.05. Le pharmacien doit veiller à ce que les services pharmaceutiques rendus dans la pharmacie où il exerce sa profession le soient conformément aux règles d'hygiène.

SECTION III

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PATIENT

§1. Dispositions générales

3.01.01. Le pharmacien doit s'abstenir de faire des omissions ou des actes contraires aux normes professionnelles actuelles ou aux données actuelles de la science.

3.01.02. Avant de dispenser un service professionnel, le pharmacien doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose. Il ne doit pas, notamment, entreprendre des travaux pour lesquels il n'est pas suffisamment préparé sans obtenir l'assistance nécessaire.

3.01.03. Le pharmacien doit reconnaître en tout temps le droit du patient de consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente. Il doit, notamment, fournir à un confrère les renseignements nécessaires à l'exécution, par ce dernier, d'une ordonnance relative à un patient.

3.01.04. Le pharmacien doit s'abstenir d'exercer dans des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

3.01.05. Le pharmacien doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et son patient. À cette fin, le pharmacien doit notamment :

a) s'abstenir d'exercer sa profession d'une façon impersonnelle ;

b) donner ses conseils de manière à respecter l'échelle de valeurs et les convictions personnelles de son patient lorsque ce dernier l'en informe.

§2. Intégrité

3.02.01. Le pharmacien doit s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité.

3.02.02. Le pharmacien doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses propres services et de ceux généralement assurés par les membres de sa profession. Si le bien du patient l'exige, il doit, sur autorisation de ce dernier, consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente, ou le diriger vers l'une de ces personnes.

3.02.03. Le pharmacien doit s'abstenir d'exprimer des avis ou de donner des conseils contradictoires incomplets. À cette fin, il doit chercher à avoir une connaissance complète des faits avant de compléter un acte pharmaceutique.

3.02.04. Le pharmacien doit, le plus tôt possible, informer son patient de toute erreur qu'il a commise en lui rendant un service professionnel.

§3. Disponibilité et diligence

3.03.01. Le pharmacien doit faire preuve dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

3.03.02. En plus des avis et des conseils, le pharmacien doit fournir à son patient les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

3.03.03. Le pharmacien doit faire preuve d'objectivité et de désintéressement lorsque des personnes autres que ses patients lui demandent des informations.

§4. Responsabilité

3.04.01. Le pharmacien doit, dans l'exercice de sa profession, engager pleinement sa responsabilité civile personnelle. Il lui est donc interdit d'insérer dans un contrat des services professionnels une clause excluant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, cette responsabilité.

§5. Indépendance et désintéressement

3.05.01. Le pharmacien doit subordonner son intérêt personnel à celui de son patient.

3.05.02. Le pharmacien doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels, au préjudice de son patient.

3.05.03. Le pharmacien doit refuser d'exécuter une ordonnance s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y va de l'intérêt du patient.

3.05.04. Le pharmacien doit demander un prix juste et raisonnable pour ses services professionnels.

3.05.05. Un pharmacien peut partager ses revenus avec un autre pharmacien dans la mesure où ce partage correspond à une répartition des services et des responsabilités.

3.05.06. Un pharmacien doit s'abstenir de recevoir, en plus de la rémunération à laquelle il a droit, tout avantage, ristourne ou commission relatif à l'exercice de sa profession. De même, il ne doit pas verser, offrir de verser ou s'engager à verser un tel avantage, ristourne ou commission.

§6. Secret professionnel

3.06.01. Le pharmacien doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession.

3.06.02. Le pharmacien ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son patient ou lorsque la loi l'ordonne.

3.06.03. Le pharmacien doit éviter les conversations indiscretes au sujet d'un patient et des services qui lui sont rendus.

3.06.04. Le pharmacien ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un patient ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

3.06.05. Le pharmacien doit veiller à ce que ses employés ne révèlent pas les renseignements de nature confidentielle reçus dans l'exercice de leurs fonctions.

§7. Accessibilité des dossiers

3.07.01. Le pharmacien doit respecter le droit de son patient de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir une copie de ces documents à moins que :

a) il ait des motifs valables de croire que la communication du document au patient puisse être préjudiciable à ce dernier ; ou

b) le document lui vienne d'une tierce personne avec la mention expresse qu'il ne doit pas être communiqué au patient.

3.07.02. Le pharmacien doit, à la demande d'un patient, lui remettre sans frais une copie conforme de son ordonnance écrite ou de la transcription de son ordonnance verbale dont il conserve l'original dans son dossier. Il doit authentifier cette copie conforme en y apposant les mots « copie conforme », ses initiales, le nom du propriétaire et l'adresse de la pharmacie.

SECTION IV DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

§1. Actes dérogatoires

4.01.01. En outre des actes dérogatoires mentionnés aux articles 57 et 58 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), est dérogatoire à la dignité de la profession, le fait pour un pharmacien de :

a) inciter quelqu'un de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels ;

b) communiquer avec le plaignant sans la permission écrite et préalable du syndic ou de son adjoint, lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit ;

c) ne pas signaler à l'Ordre qu'il a des raisons de croire qu'un pharmacien est incompetent ou déroge à la déontologie professionnelle ;

d) exiger, offrir, promettre, accepter ou convenir d'accepter une somme d'argent ou quelque avantage dans le but de contribuer à faire adopter ou rejeter une procédure ou une décision de l'Ordre ;

e) permettre, alors qu'il n'est pas le véritable propriétaire d'une pharmacie, que l'on se serve de son nom comme donnant lieu de croire qu'il est le véritable propriétaire de cette pharmacie ;

f) contribuer à la vente de médicaments dans un endroit qui n'est pas sous son contrôle et sa surveillance constante ou sous ceux d'un pharmacien ;

g) inscrire dans son dossier de faux renseignements concernant un patient ou un service professionnel rendu à ce dernier, ou omettre volontairement d'inscrire un ou plusieurs renseignements obligatoires ;

h) fournir des reçus ou autres documents servant à indiquer faussement que tel médicament ou tel poison ont été vendus sur ordonnance ;

i) vendre, donner ou distribuer tout médicaments ou poison dont la date limite d'utilisation indiquée par le fabricant est expirée ;

j) accepter le retour de toute quantité de médicaments ou poisons ;

k) vendre des échantillons de médicaments ;

l) faire de fausses déclarations sur les heures de stage exécutées par un candidat à l'exercice de la profession ;

m) retenir la carte d'assurance-maladie d'un patient ou sa carte d'admissibilité à la gratuité des médicaments ;

n) révéler, sans le consentement du patient, des renseignements inscrits au dossier du patient ;

o) réclamer des honoraires pour des actes professionnels non dispensés ;

p) réclamer d'un patient, sans raison valable, une somme d'argent pour un service professionnel ou une partie d'un service professionnel dont le coût est assumé par un tiers ;

q) commettre une négligence dans l'exercice de la profession ;

r) ne pas initialement l'original d'une ordonnance écrite ou la transcription d'une ordonnance verbale qui est exécutée sous sa responsabilité ;

s) poser un diagnostic médical ;

t) partager ses honoraires ou les bénéfices provenant de la vente des médicaments avec un non-pharmacien.

§2. Relation avec l'Ordre et les autres pharmaciens

4.02.01. Le pharmacien à qui l'Ordre demande d'être maître de stage ou de participer à un conseil d'arbitrage de compte, à un comité de discipline ou, d'inspection professionnelle, doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels.

4.02.02. Le pharmacien doit répondre dans les plus brefs délais à toute correspondance provenant du syndic

de l'Ordre, du syndic adjoint, des enquêteurs, des membres du comité d'inspection professionnelle, du secrétaire ou du secrétaire adjoint de l'Ordre, dans l'exercice des fonctions qui leur sont dévolues par la Loi.

4.02.03. Le pharmacien ne doit pas surprendre la bonne foi d'un autre pharmacien ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux. Il ne doit pas, notamment, s'attribuer le mérite de travaux qui revient à un autre pharmacien.

4.02.04. Le pharmacien consulté par un autre pharmacien doit fournir à ce dernier son opinion et ses recommandations dans le plus bref délai possible.

4.02.05. Le pharmacien doit fournir à un étudiant dont il est le maître de stage, les certifications et les attestations auxquelles il a droit.

§3. Contribution à l'avancement de la profession

4.03.01. Le pharmacien doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec d'autres pharmaciens et les étudiants, par sa participation aux cours et aux stages de formation continue ainsi qu'aux travaux et recherches scientifiques dans le domaine de la pharmacie.



c. P-10, r.6

Règlement sur le comité conjoint concernant la formation en pharmacie

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 184)

SECTION I INTERPRÉTATION

1.01. Dans le présent règlement, l'expression « représentant institutionnel » désigne la personne nommée par une université afin de coordonner pour cette université la mise en place et le fonctionnement des comités conjoints établis par le gouvernement en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

SECTION II CRÉATION DU COMITÉ

2.01. Il est établi un comité conjoint composé de la façon suivante :

- a)* 2 représentants de l'Ordre des pharmaciens du Québec ;
- b)* 1 représentant de la Faculté de pharmacie de l'Université de Montréal désigné par le représentant institutionnel de cette dernière ;
- c)* 1 représentant de l'École de pharmacie de l'Université Laval désigné par le représentant institutionnel de cette dernière ;
- d)* 1 représentant des étudiants de la Faculté de pharmacie de l'Université de Montréal ;
- e)* 1 représentant des étudiants de l'École de pharmacie de l'Université Laval.

SECTION III MANDAT DU COMITÉ

3.01. Le mandat du comité est de soumettre aux organismes ou groupements représentés au sein du comité ainsi qu'à l'Office des professions du Québec, à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au Comité conjoint des programmes du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités et au représen-

tant institutionnel de chaque université mentionnée à l'article 2.01, des recommandations au sujet des questions suivantes :

- a)* les programmes d'étude en pharmacie ;
- b)* les examens et autres mécanismes d'évaluation ;
- c)* les stages de formation professionnelle ;
- d)* les examens professionnels ; et
- e)* la formation continue.

SECTION IV PROCÉDURE DU COMITÉ

4.01. Chaque membre du comité a droit de vote.

4.02. Les membres du comité désignent parmi eux un président.

4.03. Le secrétariat du comité est assuré par l'Ordre des pharmaciens du Québec.

4.04. Le président fixe la date et l'heure des réunions du comité, convoque ces réunions et les préside.

4.05. Le quorum du comité est de 4 membres.

4.06. Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du comité et en expédie une copie aux organismes, groupements et personnes mentionnés à l'article 3.01.

4.07. Les recommandations sont formulées à la majorité des voix ; au cas d'égalité, le président donne un vote supplémentaire.

4.08. Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du comité.

4.09. Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupements représentés au sein du comité sont retournées à ce dernier pour révision.

4.10. Le comité doit tenir au moins une réunion par année.

A.C. 4954-75, (1975) 107 G.O.II, 5755



c. P-10, r.7

Règlement sur les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation d'un étudiant en pharmacie

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants désignent respectivement :

a) « université reconnue » : un établissement d'enseignement délivrant un diplôme en pharmacie reconnu conformément au paragraphe a du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions ;

b) « étudiant en pharmacie » : une personne dûment inscrite à une faculté ou école de pharmacie d'une université reconnue.

SECTION II CONDITIONS DE RÉVOCATION

2.01. L'immatriculation d'un étudiant en pharmacie peut être révoquée lorsqu'il a abandonné définitivement ses études en pharmacie dans une université reconnue ou qu'il a été renvoyé ou expulsé de celle-ci par les autorités compétentes avant d'avoir obtenu le diplôme donnant ouverture à l'exercice de la profession.

SECTION III FORMALITÉS DE RÉVOCATION

3.01. Lorsque les autorités compétentes d'une université reconnue avisent le secrétaire de l'Ordre qu'un étudiant en pharmacie a abandonné définitivement ses études en pharmacie ou a été renvoyé ou expulsé, ou lorsque le secrétaire sait qu'un étudiant en pharmacie n'est plus inscrit comme tel dans une université reconnue, il doit immédiatement aviser l'étudiant intéressé que son immatriculation sera révoquée dans les 30 jours, à moins qu'il ne produise au secrétaire la preuve écrite qu'il n'a pas abandonné définitivement ses études en pharmacie, ou qu'il n'a pas été renvoyé ou expulsé ou qu'il s'est inscrit comme étudiant en pharmacie dans une autre université reconnue.

3.02. 1) Lorsqu'un étudiant en pharmacie n'avise pas le secrétaire dans les délais prescrits et conformément à l'article 3.01, le secrétaire de l'Ordre procède à la révocation de son immatriculation et en avise l'étudiant.

2) À compter de la date de cette révocation, le certificat d'immatriculation remis à cet étudiant est réputé nul et inexistant.



c. P-10, r.8

Règlement sur les conditions et modalités de délivrance des permis aux pharmaciens détenant un diplôme délivré hors du Québec

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des pharmaciens du Québec ;
- b) « requérant » : une personne qui requiert la délivrance d'un permis de l'Ordre ;
- c) « maître de stage » : un pharmacien inscrit au tableau ;
- d) « commission d'orientation » : la commission d'orientation professionnelle formée par le Bureau et composée de 3 membres dont l'un est nommé président ;
- e) « comité » : le comité de direction du stage professionnel formé par le Bureau et composé de 5 membres dont l'un est nommé président ;
- f) « commission des examinateurs » : la commission des examinateurs formée par le Bureau et composée de 3 membres dont l'un est nommé président.

1.02. Le requérant dont le diplôme a été jugé équivalent par le comité administratif conformément au Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes délivrés hors du Québec pour la délivrance d'un permis de pharmacien (c. P-10, r.13) doit, pour obtenir un permis, satisfaire aux conditions et modalités prévues au présent règlement.

1.03. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II FORMALITÉS

2.01. Le requérant doit remplir et adresser sa demande de permis à la commission d'orientation selon la formule prévue à l'annexe 1, accompagnée d'une somme de 25 \$ pour frais d'étude du dossier.

2.02. Le requérant doit également fournir à la commission d'orientation 2 photographies récentes de lui, d'au moins 5 centimètres par 7 centimètres, et signées par lui au verso.

SECTION III STAGE

3.01. Dès que le requérant a rempli les formalités prévues à la section II, la commission d'orientation en avise immédiatement le comité. Elle avise aussi le requérant qu'il peut s'inscrire au stage pratique et lui remet une copie du présent règlement.

3.02. Le requérant doit s'inscrire à un stage pratique de 1 100 heures sur une période minimale de 8 mois, et devant être accompli dans un champ d'activités de l'exercice de la pharmacie.

3.03. En choisissant l'endroit où il fera son stage, le requérant doit tenir compte des éléments suivants de l'exercice de la pharmacie :

- a) la vente et la préparation de médicaments sans ordonnance et avec ordonnance ;
- b) la communication de renseignements à un patient ou à un professionnel de la santé sur l'usage prescrit d'un médicament ou sur l'usage reconnu d'un médicament, à défaut d'ordonnance ;
- c) l'organisation et l'étude critique de la documentation nécessaire dans une officine ;
- d) la constitution du dossier pharmacologique ;
- e) l'étude pharmacologique du dossier-patient.

3.04. Le requérant peut poser tous les actes mentionnés à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10), pourvu qu'il agisse sous la surveillance constante de son maître de stage.

3.05. Le requérant doit informer le comité du nom de son maître de stage et de la date du début de son stage pratique.

3.06. Dans les 30 jours qui suivent la fin de son stage, le requérant remet au président du comité un rapport de ses activités de stagiaire rédigé suivant le plan prévu à l'annexe 2 et démontrant qu'il a une connaissance pratique des éléments mentionnés à l'article 3.03. Ce rapport doit être contresigné par le maître de stage qui certifie ainsi que :

- a) le stagiaire a rédigé personnellement son rapport ;
- b) le stagiaire a accompli lui-même les actes décrits dans son rapport ;
- c) le stagiaire a effectué le nombre exigé d'heures de stage.

3.07. Le comité étudie le rapport d'activités soumis par le requérant en vue d'évaluer le comportement professionnel du requérant. L'évaluation du comité se fait en indiquant la mention « satisfaisant » ou « insatisfaisant ».

3.08. La décision du comité est communiquée au requérant dans les 60 jours de la réception, par le président du comité, du rapport des activités de stagiaire et copie de cette décision est envoyée à la commission d'orientation.

3.09. Lorsque le requérant reçoit la mention « insatisfaisant », il est tenu de reprendre son stage.

3.10. Lorsque le requérant obtient la mention « satisfaisant », le président du comité en avise le requérant et la commission d'orientation.

SECTION IV EXAMEN

4.01. Le requérant doit passer un examen écrit qui se tient deux fois par année, à Montréal, aux dates déterminées par le Bureau.

4.02. Au moins 10 jours avant la date de l'examen, le requérant doit déposer à la commission des examinateurs la somme de 50 \$ et la formule prévue à l'annexe 3.

4.03. L'examen est de 3 heures et porte sur la législation et la réglementation pharmaceutiques.

4.04. L'examen est préparé par la commission des examinateurs, qui en assume également la correction.

4.05. Pour réussir l'examen, le requérant doit obtenir 60% des points. S'il n'obtient pas 60% des points, le requérant peut se présenter à un examen subséquent.

4.06. La commission des examinateurs communique au requérant le résultat de l'examen par la poste, et transmet une copie de ce résultat à la commission d'orientation.

4.07. La commission d'orientation inscrit au dossier du requérant les résultats de l'examen.

4.08. La commission d'orientation transmet au Bureau le dossier d'un requérant qui a réussi l'examen et dont le stage a été jugé satisfaisant et recommande au Bureau la délivrance d'un permis au requérant.

ANNEXE 1

(a. 2.01)

DEMANDE DE PERMIS A LA COMMISSION D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Je, soussignée(e)
nom, prénoms

domicilié(e) au
no civique, rue, ville, téléphone

requiert un permis d'exercice de la pharmacie de l'Ordre
des pharmaciens du Québec.

Je suis né(e) le
jour, mois, année

à
ville, pays

Je suis citoyen(ne) canadien(ne) depuis le
OU

Je ne suis pas citoyen(ne) canadien(ne).

Je suis arrivé(e) au Canada le

Je suis arrivé(e) au Québec le

J'ai obtenu mon diplôme de pharmacien(ne) de l'Université

à
ville, pays

en
année

et mon diplôme a été jugé équivalent par le comité administratif de l'Ordre des pharmaciens du Québec le

.
date

Je joins à la présente demande les documents suivants :

a) une somme de 25 \$ pour les frais d'étude du dossier ;

b) 2 photos récentes, d'au moins 5 centimètres par 7 centimètres, que j'ai signées au verso ;

c) s'il n'est pas citoyen canadien, la carte d'identité délivrée par le Ministère de l'Immigration du Canada.

Et j'ai signé à Montréal, ce

signature

ANNEXE 2

(a. 3.06)

L'ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC

(Sceau de l'Ordre)

Plan du rapport d'activités du requérant

1. Description du milieu de travail.

2. Préparation de médicaments :

a) sans ordonnance ;

b) avec ordonnance .

En prenant un exemple dans chacun de ces cas :

— énumérer les matières premières employées ;

— décrire les techniques de préparation en tenant compte :

* de la nature des ingrédients ;

* des incompatibilités physico-chimiques ;

— mentionner les ouvrages de référence propres à l'utilisation des différentes techniques.

3. Vente des médicaments :

a) sans ordonnance ;

b) avec ordonnance.

Décrire le mode d'acquisition du médicament par le patient.

4.

a) Organisation de la documentation :

i.

— faire une étude critique de la documentation ;

— dresser une liste des volumes, périodiques, index et autres ouvrages de référence ;

— décrire le contenu et le but de chacun des ouvrages mentionnés ;

— décrire l'organisation générale de la documentation nécessaire dans une pharmacie ;

ii.

— faire une étude critique de 3 médicaments récents ;

— avec l'aide de la documentation, décrire brièvement ces médicaments ;

iii.

— évaluer les conséquences cliniques concernant des aspects nouveaux de médicaments ou classes de médicaments (ex. : interactions médicamenteuses, réactions anormales, nouvelles indications, contre-indications) ;

b) communication de renseignements :

— à un patient ;

— à un professionnel de la santé :

* sur l'usage prescrit d'un médicament ;

* sur l'usage reconnu d'un médicament, à défaut d'ordonnance ;

— mentionner la fréquence et la nature des renseignements demandés.

5. Description de la constitution du dossier-patient.

6. Étude pharmacologique du dossier-patient :

— à partir de 3 dossiers-patients anonymes, analyser les facteurs suivants qui peuvent modifier l'effet thérapeutique :

a) physico-chimiques ;

b) physiologiques ;

c) pathologiques ;

d) pharmacologiques.

ANNEXE 3

(a. 4.02)

L'ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC

(Sceau de l'Ordre)

Avis à la commission des examinateurs

Je, soussigné(e)
nom, prénoms

donne avis à la commission des examinateurs de l'Ordre des pharmaciens du Québec que je me présenterai au prochain examen de l'Ordre pour l'obtention d'un permis d'exercice de la pharmacie.

Ma résidence actuelle est :

.....

Mon numéro de téléphone est :

Mon état civil est :

Je me suis déjà présenté(e) à l'examen de l'Ordre des pharmaciens du Québec aux dates suivantes :

.....

Je désire que le résultat de mon examen me soit communiqué à l'adresse suivante :

.....

Je joins à cet avis la somme de

Et j'ai signé

.....

signature du requérant

Date :



c. P-10, r.9

Règlement sur la conservation, l'utilisation ou la destruction des dossiers, livres et registres d'un pharmacien cessant d'exercer

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots « dossiers, livres et registres » désignent les dossiers, livres et registres qu'un pharmacien doit tenir dans l'exercice de sa profession, conformément à la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10), ou à ses règlements ou à toute autre loi ou règlement du Canada ou du Québec.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II CESSATION D'EXERCICE DÉFINITIVE

2.01. Pour les fins de la présente section, le mot « preneur » désigne un pharmacien qui prend possession des dossiers, livres et registres d'un pharmacien propriétaire de pharmacie qui cesse d'exercer définitivement sa profession pour toute cause autre que le décès.

2.02. Un pharmacien, propriétaire de pharmacie, qui cesse d'exercer définitivement sa profession pour toute cause autre que le décès, doit, s'il trouve preneur, au moins 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

- a) aviser le secrétaire de l'Ordre des pharmaciens du Québec qu'il cesse d'exercer définitivement sa profession à compter de telle date ;
- b) indiquer au secrétaire de l'Ordre le nom, les adresses et les numéros de téléphone du preneur ;
- c) publier ou faire publier, à partir du 15^e jour précédant la date fixée pour la cessation d'exercice et à tous les 3

jours par la suite, pendant une période de 15 jours, dans au moins un journal quotidien de langue française, et s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise desservant la région où il exerce sa profession, une annonce avertissant le public qu'à compter de la date fixée pour sa cessation d'exercice, tous ses dossiers, livres et registres seront en la possession du preneur, avec indication des adresses, numéro de téléphone et heures de service de ce dernier ;

- d) placer sur la façade intérieure de sa pharmacie, et à la vue du public, une copie de cette annonce.

2.03. Le preneur doit envoyer au secrétaire de l'Ordre, copie de son engagement écrit de prendre possession des dossiers, livres et registres du pharmacien visé à l'article 2.02 au moins 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice.

2.04. Lorsque le pharmacien visé à l'article 2.02 n'a pas trouvé un preneur 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice, il doit immédiatement :

- a) publier ou faire publier, à partir du 15^e jour précédant la date fixée pour la cessation d'exercice et à tous les 3 jours par la suite, pendant une période de 15 jours, dans au moins un journal quotidien de langue française, et s'il y a lieu, dans au moins un journal de langue anglaise desservant la région où il exerce sa profession, une annonce avertissant le public qu'à compter de la date fixée pour sa cessation d'exercice, tous ses dossiers, livres et registres seront en la possession du secrétaire de l'Ordre avec indication de ses adresse, numéro de téléphone et heures de bureau ;
- b) placer sur la façade intérieure de sa pharmacie, et à la vue du public, une copie de cette annonce ; et
- c) faire parvenir copie de cette annonce au secrétaire de l'Ordre.

2.05. 1) Le secrétaire de l'Ordre doit conserver en dépôt, pour une période de 2 ans, tous les dossiers, livres et registres qu'il a reçus conformément à l'article 2.04.

2) Le secrétaire doit, conformément au Code de déontologie des pharmaciens (c. P-10, r.5), permettre à un patient du pharmacien visé à l'article 2.02 de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué par ce pharmacien à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents.

3) Ce n'est qu'après le délai indiqué au paragraphe 1 que le secrétaire peut détruire ces dossiers, livres et registres.

SECTION III DÉCÈS

3.01. Au cas de décès d'un pharmacien propriétaire d'une pharmacie, le pharmacien nommé en vertu de l'article 28 de la Loi sur la pharmacie devient le gardien provisoire des dossiers, livres et registres du pharmacien décédé.

3.02. Si, avant ou après le délai de 3 années qui suivent le décès, l'héritier, le légataire, l'exécuteur testamentaire ou le fiduciaire de la succession décide de fermer définitivement la pharmacie, il doit suivre les dispositions de la section II.

SECTION IV CESSATION D'EXERCICE TEMPORAIRE

4.01. Au cas où un pharmacien propriétaire de pharmacie devient aliéné ou est interdit et est en conséquence rayé du tableau, le pharmacien nommé en vertu de l'article 29 de la Loi sur la pharmacie devient le gardien provisoire des dossiers, livres et registres du pharmacien aliéné ou interdit.

4.02. Au cas où un pharmacien propriétaire de pharmacie fait faillite ou cession de ses biens, le pharmacien nommé en vertu de l'article 30 de la Loi sur la pharmacie devient le gardien provisoire des dossiers, livres et registres de ce pharmacien.

4.03. Lorsqu'un pharmacien est suspendu ou radié temporairement du tableau de l'Ordre, il perd automatiquement, pour la durée de la suspension ou de la radiation, le droit de tenir à jour ou d'utiliser de quelque manière que ce soit, ses dossiers, livres et registres, ou, s'il y a lieu, ceux qui sont conservés et qu'il utilise régulièrement à l'endroit où il exerce sa profession.

4.04. 1) Lorsqu'il s'agit de la suspension ou de la radiation d'un pharmacien, unique propriétaire d'une pharmacie, ou lorsque la suspension ou la radiation frappe simultanément tous les membres d'une société de pharmaciens propriétaires d'une pharmacie, le secrétaire de l'Ordre, après consultation du membre radié ou suspendu, doit voir à ce que ses dossiers, livres et registres soient confiés à un autre membre de l'Ordre exerçant dans la même région.

2) Le secrétaire de l'Ordre doit avertir le public des changements survenus en plaçant, à la façade intérieure de

la pharmacie du pharmacien suspendu ou radié, pendant toute la durée de cette suspension ou radiation, une annonce stipulant que les dossiers, livres et registres du pharmacien suspendu ou radié sont en la possession du pharmacien nommé conformément au paragraphe 1, de telle date à telle date, en spécifiant l'adresse, le numéro de téléphone et les heures de service de ce dernier.

3) Le pharmacien nommé conformément au paragraphe 1 assure la garde provisoire des dossiers, livres et registres du pharmacien suspendu ou radié pendant toute la durée de cette suspension ou radiation.

Le mandat de ce pharmacien se limite à communiquer au patient du pharmacien suspendu ou radié tous les renseignements qu'il juge appropriés pour leur traitement et à tenir à jour ces dossiers, livres et registres ; sans restreindre la généralité de ce qui précède, il ne peut, sous prétexte de son mandat et dans le but de rendre service au pharmacien suspendu ou radié, exercer la pharmacie au sens du premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur la pharmacie au profit de ce dernier.

4.05. Le pharmacien qui a la garde des dossiers, livres et registres d'un confrère radié ou suspendu conformément à l'article 4.04 doit les remettre à celui-ci immédiatement après la fin de la période de suspension ou de radiation.



c. P-10, r.10

Règlement sur la disposition des médicaments et des poisons à la suite de la fermeture définitive d'une pharmacie

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants désignent respectivement :

- a) « pharmacie » : l'endroit où un pharmacien exerce sa profession conformément à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10) ;
- b) « stupéfiant » : un stupéfiant au sens de la Loi sur les stupéfiants (S.R.C., 1970, c. N-1) ;
- c) « drogue contrôlée » : une drogue contrôlée au sens de la partie III de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27).

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II PROCÉDURE À SUIVRE POUR LA DISPOSITION DES MÉDICAMENTS ET DES POISONS

2.01. Toute personne qui ferme définitivement une pharmacie doit, en même temps qu'elle avise le secrétaire de l'Ordre des pharmaciens du Québec conformément à l'article 32 de la Loi sur la pharmacie, faire parvenir à celui-ci une déclaration sous sa signature et dûment assermentée dans laquelle elle indique :

- a) que le Bureau des drogues dangereuses a été avisé par écrit de sa décision de fermer définitivement sa pharmacie et que copie de cet écrit y est jointe ; et
- b) la procédure qu'elle entend suivre pour la disposition des médicaments et des poisons, y compris les stupéfiants et les drogues contrôlés, en sa possession à ce moment-là.

2.02. 1) Lorsque la personne visée à l'article 2.01 a trouvé preneur pour tout ou partie de ses médicaments et poisons autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, elle doit remplir la formule A et faire remplir par le preneur la formule B, et les faire parvenir au secrétaire de l'Ordre au même moment qu'elle lui remet la déclaration mentionnée à l'article 2.01, si la transaction a eu lieu à l'intérieur des délais prescrits à l'article 32 de la Loi sur la pharmacie.

2) Lorsqu'il y a plus d'une vente pour disposer de ces médicaments et poisons, chacune de ces ventes doit faire l'objet d'une formule distincte.

2.03. 1) Lorsque la personne visée à l'article 2.01 n'a pas trouvé preneur pour tout ou partie de ses médicaments et poisons autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, 30 jours avant la date fixée pour la fermeture définitive de sa pharmacie, elle doit immédiatement aviser le secrétaire de l'Ordre :

- a) qu'elle n'a pas trouvé preneur pour ces médicaments et poisons ; et
- b) qu'elle demande que le syndic prenne les dispositions nécessaires pour en disposer ; ou
- c) qu'elle demande la visite d'un membre du comité d'inspection professionnelle pour que ces médicaments et poisons soient détruits en la présence de ce dernier et d'elle-même ou de son représentant.

2) À défaut par la personne visée à l'article 2.01 d'aviser le secrétaire de l'Ordre conformément au sous-paragraphe a du paragraphe 1 ou de demander l'application de l'une ou l'autre des mesures mentionnées aux sous-paragraphe b et c du paragraphe 1 dans le délai prescrit, le secrétaire de l'Ordre doit voir à ce qu'on dispose de ces médicaments et poisons selon l'un des moyens proposés aux sous-paragraphe b et c du paragraphe 1.

(a. 2.02)

L'ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC

Date: Le. 19.

FORMULE B

(a. 2.02)

(Sceau de l'Ordre)

L'ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC

Remise des médicaments et des poisons, autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, par un pharmacien fermant définitivement sa pharmacie à une personne autorisée

Je, soussigné (e), M., Mme, Mlle,
 (nom) (prénom)
 domicilié (e) au
 (profession) (adresse)
 (rue) (municipalité) (téléphone)
 et exerçant ma profession au
 (adresse) (rue)
 (municipalité) (téléphone) ou (dans le cas d'un grossiste)
 d'un hôpital, etc.), M., Mme, Mlle,
 (nom) (prénom)
 employé (e) de
 (fonction au sein de l'institution intéressée)
 situé (e) au
 (nom de l'institution) (adresse)
 (rue) (municipalité) (téléphone)
 déclare par les présentes avoir conclu une entente avec M., Mme, Mlle,
 (nom) (prénom)
 pharmacien(ne), exerçant sa profession au
 (adresse) (rue) (municipalité) (téléphone)
 le en vue d'acquérir
 (jour) (mois) (année)

tout ou partie (indiquer le pourcentage . . . %) des médicaments et des poisons, autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, en sa possession à la date fixée pour la fermeture définitive de sa pharmacie.

Et je déclare être une personne autorisée par la loi à posséder et à vendre lesdits médicaments et poisons.

.....
 signature de l'acquéreur

Date: Le.19....



c. P-10, r.11

Règlement sur l'étiquetage des médicaments et des poisons

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II MÉDICAMENTS

2.01. Tout pharmacien, dans l'exercice de sa profession, doit inscrire les renseignements suivants sur l'étiquette identifiant un médicament préparé ou vendu en exécution d'une ordonnance :

- a) **patient** : nom et prénom ;
- b) **médicament prescrit** :
 - i. date du service et numéro de l'ordonnance ;
 - ii. dénomination commune ou commerciale ;
 - iii. quantité et concentration du médicament ;
 - iv. posologie ;
 - v. mode d'administration du médicament, s'il y a lieu ;
 - vi. mode particulier de conservation du médicament, s'il y a lieu ;
 - vii. renouvellement autorisé ;
 - viii. précautions particulières, s'il y a lieu ; et
 - ix. date de péremption du médicament, s'il y a lieu ;
- c) **prescripteur** : nom et prénom ;
- d) **identification du pharmacien** : nom et prénom, adresse et numéro de téléphone du pharmacien propriétaire.

Toutefois dans le cas du pharmacien oeuvrant dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et

les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), l'inscription du numéro de l'ordonnance est facultative, et l'identification du pharmacien peut être remplacée par l'identification de l'établissement.

2.02. Tout pharmacien, dans l'exercice de sa profession, doit inscrire les renseignements suivants sur l'étiquette identifiant un médicament préparé ou vendu sans ordonnance :

- a) **médicament** :
 - i. dénomination commune ou commerciale, concentration et quantité du médicament ;
 - ii. posologie moyenne pour adulte ou enfant ;
 - iii. mode d'administration du médicament, s'il y a lieu ;
 - iv. mode particulier de conservation du médicament, s'il y a lieu ;
 - v. date de péremption du médicament, s'il y a lieu ; et
 - vi. précautions particulières, s'il y a lieu ;
- b) **identification du pharmacien** : nom et prénom, adresse et numéro de téléphone du pharmacien propriétaire.

2.03. L'article 2.02 ne s'applique pas aux médicaments qui sont livrés aux patients dans le contenant original du fabricant.

SECTION III POISONS

3.01. Tout pharmacien dans l'exercice de sa profession doit inscrire les renseignements suivants sur l'étiquette identifiant un poison :

- a) **poison** :
 - i. précautions particulières, notamment l'inscription du mot « poison » ;
 - ii. nom du poison, quantité et concentration ;
 - iii. indications en cas d'intoxication ;
 - iv. mode particulier de conservation, s'il y a lieu ; et
 - v. mode d'utilisation, s'il y a lieu, suivant les intentions déclarées du patient ;

b) **identification du pharmacien** : nom et prénom, adresse et numéro de téléphone du pharmacien propriétaire.

3.02. L'article 3.01 ne s'applique pas aux poisons livrés dans le contenant original du fabricant.

A.C. 2594-75, (1975) 107 G.O.II, 4599 et 5348
D. 2048-81, (1981) 113 G.O.II, 3832



c. P-10, r.12

Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II DATE DES ÉLECTIONS ET DURÉE DES MANDATS

2.01. Le nombre des postes à pourvoir pour chaque région électorale, telle que décrite au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8), varie chaque année eu égard au nombre total des postes à pourvoir et aux mandats qui expirent.

2.02. Le quatrième mercredi de mai 1977, dans les régions électorales ci-après décrites, il y a élection du nombre d'administrateurs suivant :

- a) région Saguenay–Lac-Saint-Jean : 1 administrateur ;
- b) région de l'Outaouais–Nord-Ouest : 1 administrateur ;
- c) région de Québec : 1 administrateur ;
- d) région de Trois-Rivières : 1 administrateur ;
- e) région Richelieu–Saint-Hyacinthe–Granby : 1 administrateur ;
- f) région de Montréal : 4 administrateurs.

2.03. Les candidats élus dans les régions électorales mentionnées à l'article 2.02 demeurent en fonction pour une période de 4 ans.

2.04. Toutes les élections des administrateurs tenues après le quatrième mercredi de mai 1977 ont lieu le quatrième mercredi de mai.

2.05. Le président est élu pour une période de 2 ans.

SECTION III AVIS D'ÉLECTION

3.01. Au plus tard le 1^{er} avril précédant la date de clôture du scrutin, le secrétaire adresse à tous les pharmaciens un avis d'élection portant :

- a) les noms des administrateurs élus dont le mandat est sur le point d'expirer dans chaque région électorale ; et
- b) un résumé de la procédure et des délais prescrits pour la présentation de nouveaux candidats aux postes d'administrateurs.

3.02. Au cas où le secrétaire est incapable d'exercer ses fonctions en vertu du présent règlement, le secrétaire-adjoint le remplace pour la durée de son incapacité.

SECTION IV ÉLIGIBILITÉ ET PRÉSENTATION DES CANDIDATS

4.01. Sont éligibles à la charge d'administrateur de l'Ordre des pharmaciens du Québec les personnes dûment inscrites au tableau de l'Ordre.

4.02. Toute personne qui désire présenter sa candidature au poste d'administrateur doit le faire dans la région électorale dans laquelle elle exerce principalement sa profession.

4.03. Sous peine de rejet, le bulletin de présentation doit porter, en plus de la désignation de la région électorale :

- a) le nom et le prénom du candidat ;
- b) l'adresse du lieu où il exerce sa profession, tel qu'il apparaît au tableau de l'Ordre ;
- c) son numéro de permis ; et
- d) la signature du candidat.

4.04. Le bulletin de présentation d'un candidat doit être remis au secrétaire au plus tard à 16 h, le 31^e jour avant la date fixée pour la clôture du scrutin.

4.05. Quarante-huit heures avant l'heure limite de la présentation des candidats, le secrétaire commence à faire l'affichage, au siège social de l'Ordre, des candidatures reçues et qui seront reçues jusqu'à l'heure limite de la présentation.

4.06. Le jour de la présentation des candidats, le secrétaire remet à chacun des candidats qui lui en font la demande, 3 listes officielles contenant les noms des personnes ayant qualité d'électeur dans la région électorale pour laquelle le candidat a déposé son bulletin de présentation.

SECTION V

IMPRESSION DES BULLETINS DE VOTE

5.01. Le bulletin de vote doit être de papier fort, imprimé de noir au dos et pouvant être scellé de tous côtés de façon à ce que le choix ne puisse être discerné.

5.02. Sous réserve de l'article 70 du Code des professions, le bulletin de vote doit contenir :

- a) le nom de la région électorale ;
- b) les noms, par ordre alphabétique, en lettres majuscules, et les prénoms des candidats ;
- c) le nombre d'administrateurs à élire dans la région électorale ; et
- d) la signature du secrétaire.

La signature du secrétaire peut être apposée par fac-similé.

5.03. Avant d'entreprendre son travail, l'imprimeur doit être assermenté selon la formule suivante :

« Je, soussigné
m'engage à n'imprimer et à ne livrer au complet que le nombre de bulletins de vote et d'enveloppes officielles numérotés qui a été commandé par le secrétaire de l'Ordre des pharmaciens du Québec à l'élection des administrateurs de l'Ordre qui sera tenue le »

Assermenté devant moi,
à Montréal, ce
jour de 19...

.....
Signature

.....
Commissaire à l'assermentation

5.04. Le secrétaire est tenu de rendre compte aux candidats lors du dépouillement du vote du nombre de bulletins de vote et d'enveloppes officielles qu'il a fait imprimer et qu'il a reçus de l'imprimeur pour chaque région électorale ainsi que de la façon dont il en a disposé.

SECTION VI

SCRUTATEURS

6.01. Au cours de la réunion du Bureau qui précède immédiatement le jour de l'envoi des bulletins de vote et des enveloppes officielles aux électeurs, les membres du Bureau sont tenus de désigner, parmi les membres de l'Ordre, 5 personnes qui agiront à titre de scrutateurs.

6.02. Les personnes suivantes ne sont pas habilitées à devenir scrutateurs :

- a) le secrétaire et le secrétaire-adjoint ;
- b) le président ;
- c) les administrateurs en fonction au moment de l'élection ;
- d) les candidats à l'élection en cours ; et
- e) les membres du comité d'inspection professionnelle et le ou les syndics et ses adjoints.

SECTION VII

VOTATION

7.01. Au moins 15 jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin, le secrétaire transmet à chaque électeur les documents mentionnés à l'article 69 du Code des professions, ainsi qu'une lettre circulaire dans laquelle il indique minutieusement la procédure à suivre pour la votation.

7.02. La journée même de l'envoi des bulletins de vote, le secrétaire procède à l'application des scellés sur les boîtes de scrutin en présence d'au moins 3 des 5 scrutateurs. Ceux-ci doivent attester par écrit, sous serment ou affirmation solennelle, que les boîtes de scrutin étaient vides lors de l'application des scellés. Il doit y avoir au moins une boîte par région électorale. Celles-ci sont gardées dans la voûte de l'Ordre jusqu'à la séance du comptage.

7.03. Pour les fins de ce règlement, les pharmaciens qui ne sont pas considérés comme pratiquant activement la profession (i.e. professeurs, employés de l'Ordre, etc.), exercent leur droit de vote dans la région électorale où est situé leur lieu de travail.

7.04. Pour les fins de ce règlement, les pharmaciens salariés dont le lieu de travail n'est pas fixe exercent leur

droit de vote dans la région électorale où est situé leur lieu de résidence.

7.05. Nul ne doit transmettre à un autre le bulletin de vote qui lui a été adressé personnellement.

7.06. Après avoir voté, l'électeur plie son bulletin de la manière indiquée et le scelle de telle manière que le secrétaire puisse en constater la légalité sans qu'il ait à déplier le bulletin.

7.07. Chaque bulletin doit être reçu par le secrétaire par la poste ou de main à main dans l'enveloppe officielle qui lui a été envoyée à cette fin avant 16 h, le jour fixé pour la clôture du scrutin.

7.08. 1) Si, par inadvertance, l'électeur a marqué ou déchiré son bulletin, il peut remettre ce bulletin au secrétaire et en obtenir un autre pour le remplacer.

2) Le secrétaire doit annuler le premier bulletin en y inscrivant le mot NUL avec les initiales de ses nom et prénom.

7.09. Chaque jour, durant la période de votation, excepté les samedis et les dimanches et jours fériés, le secrétaire biffe sur la liste des électeurs les numéros des enveloppes de votation reçues aux heures qu'il indique et il fait connaître sur demande les numéros des électeurs qui lui ont fait parvenir leur bulletin de vote.

SECTION VIII DÉPOUILLEMENT DU VOTE

8.01. Le dépouillement du vote a lieu au siège de l'Ordre.

Un candidat ou son représentant peut assister au dépouillement du vote de la région électorale où il a présenté sa candidature.

8.02. Le secrétaire ouvre alors la boîte de scrutin pour la première région électorale, dépose les enveloppes sur la table de compilation, et, aidé des scrutateurs, retire les bulletins des enveloppes.

8.03. Après avoir vérifié les noms des électeurs et constaté que le numéro sur les enveloppes et sur les talons de bulletins concordent, le secrétaire détache le talon et dépose le bulletin dans la boîte de scrutin.

8.04. Le secrétaire procède ainsi de suite pour chaque région électorale.

8.05. Le secrétaire, en faisant le dépouillement des votes, doit rejeter :

- a) tout bulletin qu'il n'a pas fourni ;
- b) tout bulletin qui n'est pas conforme à l'article 5.02 ;
- c) tout bulletin qui ne contient aucun vote ;
- d) tout bulletin sur lequel la volonté du votant n'est pas exprimée clairement ;
- e) tout bulletin dont la croix n'a pas été faite à l'intérieur du ou des carrés réservés à l'exercice du droit de vote, selon qu'il y a un ou plusieurs candidats à élire ;
- f) tout bulletin où l'on a voté pour une personne qui n'a pas été mise en candidature ou pour un candidat qui s'est désisté ;
- g) tout bulletin sur lequel il a été écrit quelque mot ou fait quelque marque qui puisse faire reconnaître le votant ou qui soit susceptible d'être utilisé comme moyen ou signe conventionnel d'identification ; et
- h) tout bulletin où il y a plus de votes exprimés que de postes à pourvoir.

8.06. Le secrétaire doit prendre note de toute objection qu'un scrutateur fait à un bulletin de vote trouvé dans la boîte de scrutin et décider immédiatement toute question que soulève cette objection. Sa décision est finale.

8.07. Chaque objection à un bulletin de vote doit être inscrite dans un cahier spécialement réservé à cette fin ; elle doit être numérotée et initialee par le secrétaire et un numéro correspondant doit être inscrit au verso du bulletin.

8.08. Dès la compilation terminée, le secrétaire annonce le résultat, l'inscrit ensuite sur une feuille d'élection qui est contresignée par les scrutateurs.

8.09. Dès l'annonce des résultats, le secrétaire dépose dans la boîte de scrutin de chaque région électorale :

- a) une enveloppe contenant les bulletins de vote valides ;
- b) une enveloppe contenant les bulletins de vote non valides, ainsi que le cahier mentionné à l'article 8.07 ;
- c) une enveloppe contenant les talons des bulletins de vote, ainsi que les enveloppes officielles ; et
- d) la feuille d'élection et une liste des électeurs indiquant ceux qui ont voté.

8.10. Chaque enveloppe doit être cachetée et paraphée par le secrétaire et les 5 scrutateurs.

SECTION IX
ÉLECTION DU PRÉSIDENT PAR SUFFRAGE
UNIVERSEL

9.01. Au cas où l'élection du président se fait au suffrage universel des membres de l'Ordre, on applique *mutatis mutandis* le présent règlement.

A.C.4025-74, (1974) 106 G.O.II, 3359 et 4711
D. 2185-81, (1981) 113 G.O.II, 4125



c. P-10, r.13

Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes délivrés hors du Québec pour la délivrance d'un permis de pharmacien

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des pharmaciens du Québec ;
- b) « équivalence » : la reconnaissance par le comité administratif qu'un diplôme atteste l'acquisition par un candidat d'un niveau de connaissances équivalant à celui acquis par un détenteur d'un diplôme reconnu comme donnant ouverture au permis ;
- c) « crédit » : la valeur quantitative attribuée à la charge de travail exigée d'un étudiant, un crédit représentant 45 heures de présence à un cours et de travail personnel ;
- d) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;
- e) « commission d'orientation » : la commission d'orientation professionnelle formée par le Bureau et composée de 3 membres dont l'un est nommé président.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Le secrétaire transmet une copie du présent règlement au candidat qui désire faire reconnaître une équivalence.

SECTION II PROCÉDURE DE RECONNAISSANCE D'ÉQUIVALENCE

2.01. Un candidat qui veut faire reconnaître une équivalence doit fournir au secrétaire ceux des documents suivants qui sont nécessaires au soutien de sa demande :

- a) son dossier académique incluant la description des cours suivis au niveau universitaire ;
- b) un document prouvant l'obtention de son diplôme ; si un tel document est écrit dans une autre langue que le français ou l'anglais, une traduction française doit accompagner le document.

2.02. L'évaluation d'un diplôme est faite à partir de l'étude des documents que fournit le candidat et des informations dont la commission d'orientation dispose sur le contenu et la valeur des programmes d'études suivis par le candidat.

2.03. Le secrétaire transmet les documents prévus à l'article 2.01 à la commission d'orientation qui étudie la demande d'équivalence et formule une recommandation appropriée. La commission d'orientation peut, avant de formuler une telle recommandation, consulter les établissements d'enseignement qui délivrent les diplômes donnant ouverture à un permis de l'Ordre.

2.04. À la première réunion qui suit la réception du rapport de la commission d'orientation, le comité administratif décide s'il reconnaît l'équivalence et informe le candidat par écrit de sa décision.

Si l'équivalence est reconnue, le comité remet au candidat un certificat d'équivalence selon la formule prévue à l'annexe 1.

2.05. Dans les 15 jours qui suivent sa décision de ne pas reconnaître l'équivalence, le comité administratif doit informer le candidat par écrit, du programme d'études, dont la réussite, compte tenu de son niveau actuel de connaissances, lui permettrait de bénéficier de cette équivalence.

SECTION III NORMES D'ÉQUIVALENCE

3.01. Un candidat qui détient un diplôme délivré par une institution d'enseignement située hors du Québec, bénéficie d'une équivalence si :

- a) ce diplôme a été obtenu au terme d'études de niveau universitaire comportant l'équivalent d'un minimum de 125 crédits répartis de la façon suivante :

i. sciences biologiques et biomédicales : au moins 25 crédits portant notamment sur les matières suivantes : anatomie humaine, histologie, physiologie, biochimie fondamentale et clinique, microbiologie, pathologie ;

ii. sciences pharmaceutiques : au moins 15 crédits portant notamment sur les matières suivantes : technologie pharmaceutique et biopharmaceutique, analyse pharmaceutique ;

iii. sciences pharmacologiques : au moins 20 crédits portant notamment sur les matières suivantes : pharmacologie générale et spéciale, hormonothérapie, chimiothérapie, dermatothérapie, toxicologie ;

iv. pharmacie pratique et clinique : au moins 20 crédits portant notamment sur les matières suivantes : pharmacie clinique, législation, produits parapharmaceutiques, médicaments prescrits ou délivrés au public sur conseil ;

v. chimie pharmaceutique et médicale, pharmacognosie, physique pharmaceutique : au moins 15 crédits ;

b) ce diplôme a été obtenu au terme d'études de niveau universitaire équivalant à une durée minimale de 8 trimestres, chaque trimestre comprenant au moins 15 semaines d'activités scolaires.

3.02. Malgré le paragraphe *a* de l'article 3.01, lorsque le diplôme qui fait l'objet d'une demande d'équivalence a été obtenu 5 ans ou plus avant cette demande, l'équivalence peut être refusée si les connaissances acquises par le candidat ne correspondent plus, suite au développement de la profession, aux connaissances présentement enseignées.

Toutefois, l'équivalence doit être reconnue si l'expérience pertinente de travail du candidat et la formation qu'il a pu acquérir depuis lui ont permis d'atteindre le niveau de connaissances requis.

SECTION IV DISPOSITION TRANSITOIRE

4.01. Le comité administratif délivre le certificat d'équivalence prévu au deuxième alinéa de l'article 2.04 à tout candidat qui prouve devant la commission d'orientation que son diplôme a été reconnu équivalent par l'Université Laval ou l'Université de Montréal avant le 12 octobre 1977.

Dans le cas où la reconnaissance d'un diplôme était assujettie à l'obtention d'un certain nombre de crédits déterminés par l'Université Laval ou l'Université de Montréal avant le 12 octobre 1977, le comité administratif délivre le certificat d'équivalence prévu au deuxième alinéa de l'arti-

cle 2.04 à tout candidat qui prouve devant la commission d'orientation qu'il a obtenu les crédits ainsi requis.

ANNEXE 1

(a. 2.04)

L'ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC

(Sceau de l'Ordre)

Certificat d'équivalence

Par les présentes, l'Ordre des pharmaciens du Québec reconnaît l'équivalence du diplôme en pharmacie reçu par

.....
à l'Université de
en l'année
dans la ville de
pays

.....
.....
Président de l'Ordre
Secrétaire de l'Ordre



c. P-10, r.14

Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des pharmaciens

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 88)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des pharmaciens du Québec ;
- b) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;
- c) « pharmacien » : le membre de l'Ordre dont le compte fait l'objet d'un différend avec un patient ;
- d) « conseil » : le conseil d'arbitrage des comptes constitué en vertu de la section III ;
- e) « syndic » : le syndic, le syndic adjoint ou l'un des syndics correspondants de l'Ordre ;
- f) « patient » : une personne qui recourt aux services d'un pharmacien.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II CONCILIATION

2.01. Le syndic doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

2.02. Un patient qui a un différend avec un membre de l'Ordre quant au montant d'un compte pour services professionnels, doit, avant de demander l'arbitrage, requérir par écrit la conciliation du syndic.

2.03. La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au patient d'une réclamation en justice de la part du pharmacien concernant le compte contesté.

2.04. Dans les 5 jours de la date où il reçoit la demande de conciliation, le syndic transmet au pharmacien une copie de cette demande par courrier recommandé ou certifié.

2.05. Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

2.06. Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, le syndic expédie aux deux parties un rapport de sa conciliation.

2.07. Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le patient peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du syndic ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 45 jours de la réception de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section III.

SECTION III ARBITRAGE

§1. Acte de compromis

3.01.01. Un patient demande l'arbitrage en déposant chez le secrétaire 2 exemplaires d'un « acte de compromis » rédigé selon la formule prévue à l'annexe 1, dûment complété et portant sa signature.

3.01.02. Dans les 5 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le secrétaire transmet au pharmacien, par courrier recommandé ou certifié, un exemplaire de l'acte de compromis signé par le patient.

3.01.03. Dans les 10 jours de la réception de cet exemplaire, le pharmacien doit le signer et le retourner au secrétaire.

§2. Formation du conseil

3.02.01. Pour statuer sur le différend entre le patient et le pharmacien, le Bureau forme un conseil d'arbitrage composé de 3 membres de l'Ordre et désigne un président parmi eux. Le Bureau nomme également un greffier pour assister le conseil dans l'exercice de ses fonctions.

3.02.02. Le greffier avise les arbitres et les parties de la formation du conseil.

3.02.03. Une demande de récusation à l'endroit d'un arbitre ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) et doit être communiquée par écrit au greffier, aux arbitres et aux parties dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la partie qui l'invoque.

Le Bureau dispose de la demande de récusation et, le cas échéant, désigne un nouvel arbitre.

3.02.04. Avant d'agir, les arbitres prêtent le serment ou font l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe II du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

3.02.05. Au cas de décès ou d'incapacité d'agir de l'un des arbitres, les autres terminent l'affaire et leur décision est valide. Dans le cas où c'est le président qui décède ou qui est incapable d'agir, le Bureau nomme un président parmi les 2 autres arbitres du conseil.

§3. Audition

3.03.01. Le président du conseil fixe la date, l'heure et le lieu d'audition. Le greffier en avise, par écrit, les arbitres et les parties au moins 10 jours avant cette date.

3.03.02. Le conseil peut demander à chacune des parties de lui remettre, dans un délai imparti, un exposé de ses prétentions avec pièces à l'appui.

3.03.03. Le conseil convoque les parties, les entend, reçoit leur preuve ou, le cas échéant, constate leur défaut.

3.03.04. Le conseil procède en toute diligence à l'instruction du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

3.03.05. Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que le conseil ou l'une des parties ne le requière. Dans ce dernier cas, cette partie en assume le coût.

3.03.06. Le greffier dresse le procès-verbal d'audition et le fait signer par les arbitres.

Le procès-verbal fait preuve *prima facie* de son contenu.

3.03.07. Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

§4. Décision arbitrale

3.04.01. Le conseil doit rendre sa décision dans les 60 jours de la fin de l'audition, à moins que les parties ne s'entendent par écrit pour prolonger ce délai.

3.04.02. Le conseil statue comme amiable compositeur et rend la décision qui lui semble la plus appropriée.

3.04.03. La décision est rendue à la majorité des membres du conseil ; à défaut de majorité, la décision appartient au président.

La décision doit être motivée et signée par les arbitres qui y ont souscrit ; si un arbitre refuse de la signer, les autres doivent en faire mention et la décision est aussi valide que si elle avait été signée par tous.

Le greffier transmet la décision aux parties sans délai.

3.04.04. Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

3.04.05. La décision doit adjuger sur les frais d'arbitrage, soit les déboursés réellement encourus par l'Ordre pour la tenue de l'arbitrage. Toutefois, le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 10% du montant faisant l'objet de l'arbitrage tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la décision du conseil ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

3.04.06. La décision est définitive et sans appel.

3.04.07. Le dossier complet de l'arbitrage est déposé chez le secrétaire qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau.

ANNEXE 1

(a. 3.01.01)

ACTE DE COMPROMIS

Intervenu entre :

.....
nom et adresse

personnellement ou (le cas échéant) représentant
 pour les fins du présent acte, comme en fait
 foi l'autorisation annexée au présent acte, ci-après désigné
 « partie de première part », et

.
 nom et adresse

membre de l'Ordre des pharmaciens du Québec, ci-après
 désigné « partie de seconde part », lesquels font les déclara-
 tions et conventions suivantes :

1) La partie de seconde part réclame de la partie de
 première part la somme de pour des services
 professionnels rendus entre le et le
 comme en fait foi le compte dont co-
 pie est annexée au présent acte ;

2) La partie de première part refuse d'acquitter ce
 compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.

mais (le cas échéant) la partie de première part reconnaît
 devoir la somme de relativement aux
 services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3) Le différend entre les parties porte sur la totalité du
 compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui
 excède ce que la partie de première part reconnaît à la par-
 tie de seconde part, c'est-à-dire sur la somme de
 ;

4) Le différend entre les parties sera résolu par arbi-
 trage tenu conformément à la section III du Règlement
 sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes
 des pharmaciens (R.R.Q., c. P-10, r.14), dont les parties
 déclarent avoir reçu copie et pris connaissance ;

5) La partie de première part renonce au bénéfice du
 temps écoulé quant à la prescription ;

6) La partie de seconde part s'engage, pendant la du-
 rée de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux
 civils la partie du compte qui fait l'objet du différend ;

7) La décision arbitrale lie les parties et les règles pré-
 vues au livre VII du Code de procédure civile (L.R.Q., c.
 C-25) s'appliquent à son exécution ;

8) Le présent acte ne peut être résilié que du consen-
 tement écrit des parties.

.
 signature du patient ou de
 son représentant dûment autorisé

.
 signature du pharmacien

Signé à Signé à

le 19... le 19...



c. P-10, r.15

Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des pharmaciens

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 90)

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « Ordre » : l'Ordre des pharmaciens du Québec ;
- c) « pharmacien » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- d) « dossiers » : les dossiers, livres et registres que tient un pharmacien dans l'exercice de sa profession, ainsi que les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur, incluant un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;
- e) « enquêteur » : le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II COMITÉ

2.01. Le comité est formé d'au moins 3 membres nommés par le Bureau. Ils entrent en fonction dès leur nomination et le demeurent jusqu'à leur décès, démission, remplacement ou radiation du tableau.

2.02. Le comité tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou par son président.

2.03. Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

SECTION III CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

3.01. Au fur et à mesure de ses travaux, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque membre de l'Ordre qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

3.02. Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques et de l'expérience du pharmacien, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il a fait l'objet en vertu du présent règlement.

3.03. Un pharmacien a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie. Cette consultation doit se faire au siège social de l'Ordre, en présence d'au moins un des membres du comité.

3.04. Le comité tient un registre dans lequel sont inscrits, dans l'ordre chronologique, la date de chaque vérification ou enquête, l'adresse où elle a été effectuée, le nom du pharmacien concerné, le nom de l'employeur du pharmacien, s'il y a lieu, et le nom de l'enquêteur qui a procédé à la vérification ou à l'enquête.

SECTION IV SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

4.01. Le comité surveille l'exercice de la profession par les membres de l'Ordre suivant le programme qu'il détermine.

4.02. Chaque année, le Bureau fait publier dans le rapport annuel de l'Ordre, le programme de surveillance générale du comité et un compte rendu des activités de celui-ci durant l'année précédente, en omettant toutefois d'identifier de quelque façon que ce soit les pharmaciens qui ont fait l'objet d'une inspection et les autres personnes en cause.

4.03. Avant une vérification des dossiers d'un pharmacien par un enquêteur, le comité fait parvenir au pharmacien visé, un avis prévoyant un intervalle maximal de 30

jours pour la réalisation de la vérification, suivant la formule prévue à l'annexe A.

4.04. Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire de l'Ordre.

4.05. Le pharmacien dont les dossiers font l'objet d'une vérification doit être présent ou se faire représenter par un mandataire, membre de l'Ordre.

Nonobstant le premier alinéa, lorsque les fins poursuivies par la tenue de la vérification peuvent être compromises, le comité peut autoriser un enquêteur à procéder en l'absence du pharmacien visé ou de son représentant.

4.06. L'enquêteur dresse un état de vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

SECTION V ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN PHARMACIEN

5.01. À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une enquête particulière sur la compétence d'un pharmacien ou, à cette fin, désigne un enquêteur.

5.02. Au moins 5 jours francs avant la date de l'enquête particulière, le comité fait parvenir au pharmacien visé, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

Nonobstant le premier alinéa, dans le cas où la transmission d'un avis au pharmacien pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, le comité peut autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

5.03. Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au représentant ou préposé d'un pharmacien de lui donner accès aux dossiers de ce pharmacien.

5.04. Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, le pharmacien doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

5.05. Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

5.06. Si le pharmacien refuse de recevoir un enquêteur ou l'entrave dans ses fonctions, celui-ci en avise immédiatement le syndic.

5.07. L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude dans les 30 jours de la fin de son enquête.

5.08. Les articles 4.04 et 4.05 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

SECTION VI RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

6.01. Dans ses recommandations concernant un pharmacien, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par ce pharmacien.

6.02. Les recommandations du comité sont formulées à la majorité de ses membres. Elles sont motivées et signées par les membres du comité qui y concourent.

6.03. À la suite d'une vérification chez un pharmacien dans le cadre de la surveillance générale de l'exercice de la profession, le comité ou un de ses membres peut transmettre à ce pharmacien, les recommandations qu'il juge appropriées pour l'amélioration de la qualité de ses services professionnels.

6.04. À la suite d'une enquête particulière sur la compétence d'un pharmacien, le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, doit aviser ce pharmacien s'il y a lieu ou non de recommander au Bureau de l'obliger à suivre un stage de perfectionnement et de limiter son droit d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage. Le comité doit faire parvenir cet avis au pharmacien concerné et au Bureau dans un délai de 15 jours de sa décision.

6.05. Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

6.06. Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 116 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), pourrait être formulée contre un pharmacien, il en avise le syndic de l'Ordre.

ANNEXE A

(a. 4.03)

**ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC
COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE****Avis de vérification**

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur de notre comité procédera à une inspection professionnelle entre le 19... et le 19... à h. L'enquêteur se présentera alors à

.....

Signé à , ce 19...

Le comité d'inspection professionnelle

Par :

ANNEXE B

(a. 5.02)

**ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC
COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE****Avis d'enquête particulière**

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le 19... à h. L'enquêteur se présentera alors à

Signé à , ce 19...

Le comité d'inspection professionnelle

Par :



c. P-10, r.16

Règlement sur la publicité des pharmaciens

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10, a. 10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 92)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, le mot « pharmacie » signifie l'endroit où un pharmacien exerce sa profession conformément à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10).

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q. c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II PRINCIPES GÉNÉRAUX

2.01. Les éléments qu'un pharmacien peut mentionner au public dans sa publicité concernant les médicaments et poisons qu'il vend en exécution ou non d'une ordonnance et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

SECTION III CONTENU ET FORME DE LA CARTE PROFESSIONNELLE

3.01. Un pharmacien ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que :

- a) son nom et celui de ses associés, s'il y a lieu ;
- b) sa profession ;
- c) ses titres universitaires ;
- d) son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de service ; et
- e) le symbole graphique de l'Ordre.

3.02. La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres de large et 11 centimètres de long.

SECTION IV MÉDIA D'INFORMATION ET PAPETERIE

4.01. Un pharmacien peut annoncer ou permettre qu'on annonce à la radio, à la télévision, dans les journaux, revues, périodiques ou autres imprimés tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.01 et à l'article 2.06 du Règlement sur la tenue des pharmacies (c. P-10, r.20).

4.02. 1) À l'occasion de l'ouverture de sa pharmacie, de son entrée dans une pharmacie existante ou à l'occasion de sa première inscription au tableau de l'Ordre, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un pharmacien peut publier ou permettre que sa photographie et certaines notes biographiques soient publiées dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés.

2) La photographie autorisée au paragraphe 1 ne peut excéder 64 centimètres carrés (soit environ 9 pouces carrés).

4.03. Un pharmacien peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.01.

4.04. Un pharmacien ne peut se désigner comme tel dans la publicité qu'il fait à la radio, à la télévision, dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés, concernant des biens offerts en vente en dehors de sa pharmacie.

SECTION V LISTE DE MÉDICAMENTS

5.01. Un pharmacien doit tenir à l'intérieur de sa pharmacie et à la vue du public une liste des médicaments couramment offerts en vente dans sa pharmacie, en y précisant pour chacun d'entre eux :

- a) sa dénomination commerciale ;
- b) sa dénomination commune, si elle existe ;
- c) le nom de son fabricant ; et
- d) le prix de chacun de ses formats commerciaux disponibles en pharmacie et, s'il y a lieu, le montant de tout autre frais ; ou
- e) dans le cas où il n'y a pas de format commercial disponible, son prix à l'unité (comprimé, capsule, suppositoire, ampoule, gramme, millilitre ou autre, selon le cas) et, s'il y a lieu, le montant de tout autre frais.

5.02. La liste doit contenir une table indiquant, pour chaque médicament qui y est inscrit et qui possède une dénomination commune, ses diverses dénominations commerciales.

5.03. La liste doit être mise à jour périodiquement, au moins une fois par année.

5.04. La liste peut contenir des renseignements, tables ou index destinés à en faciliter la consultation par le public.

5.05. Pour la constitution de la liste qu'il doit tenir dans sa pharmacie, un pharmacien peut utiliser une liste de médicaments de caractère officiel ou qui a été préparée par lui-même ou un groupe de pharmaciens.

5.06. La liste ne peut être consultée que sur les lieux de la pharmacie. Sur demande, un pharmacien peut toutefois communiquer par téléphone un renseignement contenu dans cette liste.

5.07. Un pharmacien peut afficher dans sa pharmacie l'escompte qu'il accorde sur plusieurs médicaments, pour une période de plus d'une semaine, par rapport au prix de ces médicaments apparaissant sur la liste affichée dans sa pharmacie.

SECTION VI PUBLICITÉ SUR LE LIEU DE LA PHARMACIE

6.01. 1) Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est située sa pharmacie ou sur le terrain où est érigé cet immeuble, un pharmacien propriétaire peut placer une enseigne mentionnant, en lettres d'au plus 20 centimètres de hauteur, son nom suivi du mot « pharmacien ». Cette inscription peut être accompagnée du symbole graphique de l'Ordre, lequel ne doit pas dépasser 1 mètre carré.

2) Si l'immeuble où est située sa pharmacie se trouve à un carrefour, un pharmacien propriétaire peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

6.02. 1) À l'intérieur d'une pharmacie ou sur la porte y donnant accès, il peut y avoir une enseigne placée à la vue du public et sur laquelle sont inscrits distinctement, en lettres d'au plus 15 centimètres de hauteur, le nom du pharmacien propriétaire, suivi du mot « pharmacien ».

2) Au cas où un pharmacien est chargé de la surveillance d'une pharmacie conformément aux articles 28, 29 et 30 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10), son nom doit apparaître sur cette enseigne.

SECTION VII SYMBOLE GRAPHIQUE DE L'ORDRE

7.01. L'Ordre est représenté par un symbole graphique conforme à l'original détenu par le secrétaire de l'Ordre et contenant les éléments suivants : un serpent enroulant une coupe — les deux dans un cadre en croix grecque vidée — le tout sur un carré vert aux coins arrondis.

7.02. Toute reproduction de ce symbole doit être conforme à l'original détenu par le secrétaire de l'Ordre et ne peut dépasser 1 mètre carré.

SECTION VIII DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

8.01. Un pharmacien ne peut fournir à une personne autorisée à prescrire en vertu d'une loi du Québec, des blancs ou carnets à prescription portant en écriture ou en imprimerie le nom du prescripteur, son adresse et son numéro de téléphone, joints au nom, à l'adresse ou au numéro de téléphone du pharmacien ou de la pharmacie.

8.02. Un pharmacien ne peut permettre à une personne autorisée à prescrire en vertu d'une loi du Québec, de l'annoncer ou d'annoncer sa pharmacie au verso ou au recto d'une feuille imprimée ou manuscrite servant à rédiger une ordonnance médicale quelle qu'elle soit.

8.03. Un pharmacien ne peut, directement ou indirectement, distribuer, qu'il y ait vente ou non, des cadeaux, ristournes, boni, timbres-primés ou autres gratifications quelle qu'en soit la forme.

8.04. Un pharmacien ayant un service de livraison à domicile ne peut inscrire sur le véhicule utilisé à cette fin autre chose que ce qui est indiqué à l'article 3.01.



c. P-10, r.17

Règlement sur les redevances dues à l'Ordre des pharmaciens du Québec par les candidats à l'exercice de la profession

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10, a. 12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10) s'appliquent au présent règlement à moins que le contexte n'indique un sens différent.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Dans le présent règlement, une « université reconnue » signifie un établissement délivrant un diplôme en pharmacie reconnu conformément au paragraphe a du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions.

SECTION II MONTANT DES REDEVANCES

2.01. Toute personne :

a) qui désire obtenir un permis temporaire, un permis restrictif ou une autorisation spéciale conformément au Code des professions ; ou

b) qui, étant détentrice d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec, désire obtenir un permis ;

doit, en faisant parvenir sa demande au secrétaire de l'Ordre, inclure la somme de 25 \$ pour couvrir les frais d'administration.

2.02. 1) Un étudiant inscrit en première année à la faculté ou à l'école de pharmacie d'une université reconnue doit, en faisant parvenir au secrétaire de l'Ordre sa demande d'immatriculation, inclure les horaires suivants :

a) 25 \$ pour couvrir les frais d'administration ; et

b) 35 \$ pour avoir droit à la documentation de l'Ordre pendant toute la durée de son cours en pharmacie.

2) La date limite pour le paiement des honoraires prescrits au paragraphe 1 est la même que celle fixée par le Bureau pour l'envoi de la demande d'immatriculation. À défaut du paiement des honoraires ci-dessus mentionnés dans les délais prescrits, l'étudiant en pharmacie doit verser une somme additionnelle de 10 \$.

3) Les honoraires sont remis si la demande d'immatriculation est refusée ou si l'étudiant la retire avant qu'elle ne soit acceptée.



c. P-10, r.18

Règlement sur les stages de perfectionnement des pharmaciens

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des pharmaciens du Québec ;
- b) « pharmacien » : une personne inscrite au tableau de l'Ordre ;
- c) « stage » : un stage de perfectionnement visé par le présent règlement ;
- d) « stagiaire » : un pharmacien tenu de suivre un stage ;
- e) « maître de stage » : un pharmacien nommé par le Bureau, inscrit au tableau de l'Ordre depuis au moins 2 ans ;
- f) « université reconnue » : un établissement d'enseignement délivrant un diplôme en pharmacie reconnu conformément au paragraphe a du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II STAGE

2.01. Le Bureau peut, s'il estime que le niveau de compétence d'un pharmacien s'avère inférieur aux exigences de la protection du public, imposer un stage de perfectionnement à un pharmacien qui :

- a) s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis ou plus de 5 ans après la date à laquelle il avait droit à la délivrance d'un tel permis ;
- b) s'est réinscrit au tableau après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant plus de 5 ans ;

c) s'est réinscrit au tableau après en avoir été radié pendant plus de 5 ans ;

d) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu des articles 113 ou 160 du Code des professions ;

e) a accompli un stage jugé, en vertu de l'article 2.10, non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Bureau.

2.02. Un stage ne peut être imposé plus de 120 jours après le moment où un pharmacien est susceptible de se le voir imposer.

2.03. Un stage peut comprendre notamment l'une ou plusieurs des activités suivantes :

- a) une période de formation pratique ;
- b) des études ;
- c) des cours ;
- d) des travaux de recherche.

2.04. Un stage ne peut excéder 1 000 heures, ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

2.05. Lorsqu'un stagiaire est tenu de suivre un cours, ce dernier peut être, en tout ou en partie, un cours régulier dans une université reconnue ou, s'il y a lieu, un cours spécialement conçu pour le stagiaire sous la direction conjointe du Bureau et des autorités compétentes d'une université reconnue.

2.06. Lorsqu'un stagiaire est tenu de faire une période de formation pratique dans un champ d'activité de l'exercice de la pharmacie, le Bureau lui nomme un maître de stage, détermine l'endroit du stage, ainsi que les jours de la semaine et les heures pendant lesquels il devra avoir lieu.

Le maître de stage a la responsabilité de vérifier si un stage ou une partie d'un stage est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

2.07. Dans les 15 jours suivant la fin du stage pratique :

a) le maître de stage doit faire parvenir au Bureau un rapport indiquant, motifs à l'appui, si le stagiaire a agi, alors qu'il était sous sa responsabilité, conformément aux objectifs et modalités fixés par le Bureau ;

b) le stagiaire doit faire parvenir au Bureau un rapport succinct démontrant qu'il a une connaissance adéquate des actes ayant fait l'objet du stage.

2.08. Le Bureau peut exiger que des rapports supplémentaires lui soient soumis par le stagiaire ou son maître de stage aux dates qu'il détermine.

2.09. En même temps qu'il fait parvenir au Bureau un rapport suivant les articles 2.07 ou 2.08, le maître de stage ou le stagiaire doit en transmettre une copie au stagiaire ou au maître de stage, le cas échéant.

2.10. Après étude de chacun des rapports requis suivant les articles 2.07 et 2.08, le Bureau décide, dans les 30 jours suivant la fin du stage, si celui-ci est conforme aux objectifs et modalités fixés.

SECTION III LIMITATION DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

3.01. Le Bureau peut, s'il l'estime nécessaire pour la protection du public, limiter, pendant la totalité ou une partie d'un stage, le droit d'exercice du stagiaire notamment de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

a) en déterminant les circonstances de temps ou de lieu où il est ou n'est pas autorisé à exercer ;

b) en déterminant les actes professionnels qu'il est ou n'est pas autorisé à poser ;

c) en exigeant qu'il pose les actes professionnels qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un autre pharmacien ou d'un groupe de pharmaciens.

3.02. Lorsqu'une période de formation pratique est imposée à un stagiaire, ce dernier ne peut poser les actes professionnels qui sont l'objet du stage que s'il agit sous la surveillance constante de son maître de stage.

3.03. La décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un stagiaire doit être transmise à son employeur, le cas échéant.

SECTION IV DÉCISIONS DU BUREAU

4.01. Avant d'imposer un stage ou de limiter le droit d'exercice d'un stagiaire, le Bureau doit donner au pharmacien visé l'occasion de se faire entendre.

4.02. À cette fin, le Bureau convoque le pharmacien et lui transmet, sous pli recommandé ou certifié, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants :

a) un avis précisant la date et l'heure de l'audition ;

b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le Bureau ; et

c) une copie de la recommandation du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline, le cas échéant.

4.03. Un pharmacien ou un témoin cité devant le Bureau a droit à l'assistance d'un avocat.

4.04. Le Bureau reçoit le serment ou l'affirmation solennelle du pharmacien et des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

4.05. L'audition est tenue à huis clos, sauf si le Bureau juge, à la demande du pharmacien, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

4.06. Le Bureau peut procéder par défaut si le pharmacien ne se présente pas à la date et à l'heure prévues.

4.07. Les dépositions sont enregistrées à la demande du pharmacien ou du Bureau.

4.08. Le Bureau et le pharmacien acquittent leurs propres frais, à l'exception des frais d'enregistrement qui sont partagés à parts égales entre eux.

Nonobstant le premier alinéa, lorsque le Bureau demande l'enregistrement des dépositions, il en assume tous les frais.

4.09. Une décision imposant un stage, limitant le droit d'exercice d'un stagiaire ou statuant sur la validité d'un stage complété, doit être motivée par écrit et transmise au pharmacien visé par signification conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), ou sous pli recommandé ou certifié.

4.10. Une décision du Bureau imposant un stage ou limitant le droit d'exercice d'un stagiaire prend effet 30 jours après son expédition ou sa signification à celui-ci.

4.11. Lorsque la durée du stage est complétée pour moitié, le Bureau peut, sur demande motivée du stagiaire ou du maître de stage, réduire la durée et les exigences du stage et, le cas échéant, modifier les conditions de la limitation du droit d'exercice du pharmacien stagiaire, ou encore déclarer le stage complété.

4.12. Un pharmacien est tenu de se conformer à une décision du Bureau rendue conformément au présent règlement.



c. P-10, r.19

Règlement sur la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II DOSSIER-PATIENT

2.01. Sous réserve des articles 2.04 et 2.05, un pharmacien doit tenir à l'endroit où il exerce sa profession un dossier pour chaque patient pour le compte de qui une ordonnance est exécutée.

2.02. Les renseignements suivants doivent être consignés au dossier de chaque patient :

- a) **patient :**
 - i. nom et prénom ;
 - ii. adresse ;
 - iii. date de naissance ; et
 - iv. sexe ;
- b) **médicaments prescrits :**
 - i. date de service ;
 - ii. numéro de l'ordonnance ;
 - iii. dénomination commune ou commerciale ou les deux ;
 - iv. inscription de la substitution suivant l'article 21 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10) ;
 - v. concentration ;
 - vi. quantité du médicament ;
 - vii. posologie ;

- viii. fréquence du renouvellement ;
- ix. date du renouvellement ;
- x. quantité du renouvellement ;
- xi. au cas de refus d'exécuter une ordonnance, la date et la raison du refus ;
- xii. au cas de refus d'exécuter le renouvellement d'une ordonnance, la date et la raison du refus ; et
- xiii. la non-utilisation d'un fermoir de sécurité, s'il y a lieu ;
- c) **prescripteur :** nom et adresse ;
- d) **pharmacien instrumentant :** signature ou paraphe.

2.03. Le dossier-patient doit être tenu à jour aussi longtemps que la personne visée par le dossier demeure un patient du pharmacien. Un dossier-patient ne peut être fermé définitivement qu'après une période d'inactivité d'au moins 2 ans, sauf en cas de décès. Dès qu'un dossier-patient est fermé définitivement, le pharmacien peut le détruire.

2.04. Dans le cas du pharmacien oeuvrant dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), le dossier de l'établissement est considéré comme le dossier-patient et le registre des ordonnances prévus au présent règlement, à la condition que le pharmacien ait libre accès au dossier de l'établissement afin d'y inscrire, s'il y a lieu, les renseignements mentionnés à l'article 2.02. Toute inscription ainsi faite doit être paraphée par le pharmacien.

2.05. Dans le cas où un pharmacien est à l'emploi d'un autre pharmacien, il doit utiliser le dossier-patient ainsi que le livre ou registre mentionné à la section III qui est tenu à l'endroit où il exerce sa profession.

2.06. Rien dans la présente section ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de tout autre moyen pour la constitution et la tenue du dossier-patient.

SECTION III ORDONNANCES

3.01. Sous réserve des articles 2.04 et 2.05, un pharmacien doit tenir à l'endroit où il exerce sa profession, un livre ou registre dans lequel apparaissent les originaux d'ordonnances et sont inscrites les ordonnances verbales. Les

originaux d'ordonnances doivent être conservés pour une période d'au moins 2 ans.

A.C. 2592-75, (1975) 107 G.O.II, 4617 et 5569

A.C. 3219-77, (1977) 109 G.O.II, 5495



c. P-10, r.20

Règlement sur la tenue des pharmacies

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants désignent respectivement :

a) « pharmacie » : l'endroit où un pharmacien exerce sa profession conformément à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10) ;

b) « stupéfiant » : un stupéfiant au sens de la Loi sur les stupéfiants (S.R.C., 1970, c. N-1) ;

c) « drogue contrôlée » : une drogue contrôlée au sens de la partie III de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27).

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Rien dans le présent règlement ne s'applique à la fabrication ou à la vente d'un médicament breveté ou d'une spécialité pharmaceutique.

SECTION II DÉLIMITATION PHYSIQUE ET AMÉNAGEMENT D'UNE PHARMACIE

2.01. Un pharmacien ne peut tenir dans une pharmacie autre chose que des médicaments, des poisons et des produits pharmaceutiques.

2.02. Une pharmacie doit être tenue dans un lieu distinct et indépendant de tout autre local.

2.03. Une pharmacie est sise dans un lieu « distinct et indépendant » :

a) lorsque ce lieu est constitué de murs fixes d'une hauteur minimale de 2,13 mètres (soit environ 7 pieds) et se touchant les uns les autres de manière à former un local

donnant accès par une ou plusieurs portes sur une voie publique, un corridor ou un autre local ; et

b) lorsque la vente des médicaments, poisons et produits pharmaceutiques qui s'y trouvent est conclue et enregistrée dans ce lieu, peu importe que le paiement de cette vente soit effectué à l'extérieur de ce lieu.

2.04. Un pharmacien doit afficher son permis dans sa pharmacie, à la vue du public.

2.05. Un pharmacien propriétaire doit placer à l'intérieur de l'immeuble où est située sa pharmacie, mais à la vue du public, une enseigne indiquant ses heures habituelles de service.

2.06. Dans la mesure où des services pharmaceutiques sont disponibles dans une pharmacie voisine en dehors des heures où lui-même offre de tels services, un pharmacien propriétaire doit placer à l'intérieur de l'immeuble où est située sa pharmacie, mais à la vue du public, une enseigne indiquant l'adresse de cette pharmacie.

SECTION III CONSERVATION DES MÉDICAMENTS ET DES POISONS

3.01. Toute substance volatile, inflammable ou toxique à l'intérieur d'une pharmacie doit être placée dans un endroit hors de la portée du public.

3.02. Tous les médicaments devant être gardés à une température inférieure à la température de la pièce (20°C ou 68°F) doivent être entreposés dans un réfrigérateur.

3.03. Les stupéfiants et drogues contrôlées doivent être entreposés dans une armoire aménagée suivant les normes et règlements s'appliquant particulièrement à ces produits.

3.04. Les médicaments d'usage vétérinaire doivent être séparés des médicaments pour les humains.

3.05. Tout médicament vendu au public en exécution ou non d'une ordonnance doit être livré au patient dans un contenant à fermoir de sécurité, sauf :

a) si le prescripteur le contre-indique ; ou

b) si le pharmacien est d'avis que l'état de santé du patient ne lui permet pas d'utiliser un tel contenant.

3.06. L'article 3.05 ne s'applique pas aux médicaments qui sont livrés aux patients dans le contenant original du fabricant.



c. P-10, r.21

Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec

Loi sur la pharmacie
(L.R.Q., c. P-10)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 65)

1. Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec, le territoire du Québec est divisé en 10 régions :

- a) la région du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Côte-Nord ;
- b) la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean ;
- c) la région de Québec ;
- d) la région de Trois-Rivières ;
- e) la région des Cantons-de-l'Est ;
- f) la région de Montréal ;
- g) la région de Richelieu–Saint-Hyacinthe–Granby ;
- h) la région de Saint-Jean–Beauharnois ;
- i) la région des Laurentides ;
- j) la région de l'Outaouais–Nord-Ouest.

2. Le territoire de la région du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Côte-Nord est celui des régions 1 et 9 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8).

Le territoire de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean est celui de la région 2 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Québec est celui de la région 3 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Trois-Rivières est celui de la région 4 décrit au Règlement divisant le territoire du Qué-

bec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région des Cantons-de-l'Est est celui de la région 5 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Montréal est celui de la sous-région 06 de la région 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Richelieu–Saint-Hyacinthe–Granby est celui des sous-régions 01, 04 et 07 de la région 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Saint-Jean–Beauharnois est celui des sous-régions 02 et 03 de la région 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région des Laurentides est celui des sous-régions 08 et 09 de la région 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de l'Outaouais–Nord-Ouest est celui des régions 7, 8 et 10 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

3. Un administrateur est élu pour représenter la région du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Côte-Nord, 1 pour la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, 3 pour la région de Québec, 1 pour la région de Trois-Rivières, 1 pour la région des Cantons-de-l'Est, 9 pour la région de Montréal, 1 pour la région de Richelieu–Saint-Hyacinthe–Granby, 1 pour la région de Saint-Jean–Beauharnois, 1 pour la région des Laurentides et 1 pour la région de l'Outaouais–Nord-Ouest.

4. Un pharmacien vote dans la région où il exerce principalement sa profession, pour les candidats de cette région. Il vote en outre pour un candidat au poste de président, dans les cas où celui-ci est élu au suffrage universel.

5. Si le président est élu au suffrage universel, le Bureau est formé de 25 personnes, dont le président.

Si le président est élu au suffrage des administrateurs élus, le Bureau est formé de 24 personnes, dont le président.

A.C. 1203-74, (1974) 106 G.O.II, 1597

A.C. 2205-74, (1974) 106 G.O.II, 3129



c. P-11, r.1

Règlement sur la Régie de la Place des Arts

Loi sur la Place des Arts
(L.R.Q., c. P-11)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

- a) « comité exécutif » : l'exécutif formé par la Régie de la Place des Arts au terme de l'article 4 de la Loi ;
- b) « directeur » : le titulaire du poste créé par la Régie au terme de l'article 5 de la Loi ;
- c) « Loi » : la Loi sur la Place des Arts (L.R.Q., c. P-11) ;
- d) « membre » : l'un des membres de la Régie ;
- e) « ministre » : le ministre des Affaires culturelles ;
- f) « président » : le titulaire du poste nommé conformément à l'article 2 de la Loi ;
- g) « règlement » : tout règlement adopté par la Régie et approuvé par le gouvernement et la Ville conformément à l'article 6 de la Loi ;
- h) « secrétaire » : le titulaire du poste de secrétaire nommé conformément au présent règlement.

SECTION II SIÈGE SOCIAL

2. L'emplacement du siège social de la Régie est fixé au 175 ouest, de la rue Sainte-Catherine à Montréal ou en tout autre endroit de la même ville fixé par résolution de la Régie.

SECTION III SCEAU

3. Le sceau de la Régie est celui dont l'empreinte apparaît ci-contre.

SECTION IV LA RÉGIE

4. La Régie tient au moins 3 assemblées par année.

5. La Régie doit tenir une assemblée de ses membres au moins 60 jours avant le début de chaque exercice financier, à savoir entre le 1^{er} et le 30 juin de chaque année pour approuver, notamment, le budget annuel de la Régie dont un projet est soumis au préalable aux membres de la Régie, 5 jours avant cette assemblée. De plus, la Régie doit tenir une autre assemblée de ses membres, dont l'un des objets est l'approbation et la signature des états financiers de l'exercice précédent.

6. La Régie tient ses assemblées au siège social de la Régie ou en tout autre endroit fixé par le président et indiqué par le secrétaire dans l'avis de convocation.

7. Le secrétaire de la Régie doit convoquer les membres aux assemblées de la Régie :

- a) soit à la demande du président ;
- b) soit en cas d'absence, d'incapacité d'agir du président ou de vacance du poste, à la demande de l'un ou plusieurs membres du comité exécutif ;
- c) soit à la demande écrite d'au moins 4 membres de la Régie.

8. Le secrétaire de la Régie convoque les membres au moins 5 jours francs avant le jour fixé pour une assemblée, soit par courrier, soit par télégramme adressé à chacun des membres à la dernière adresse dont ils ont fait part au secrétaire. En cas d'urgence, le secrétaire peut, conformément à l'article 7, convoquer les membres de vive voix ou par téléphone à se réunir à l'endroit, à la date et à l'heure qui conviennent le mieux suivant les circonstances.

9. Le quorum requis pour les assemblées de la Régie est de 5 membres.

10. Lorsqu'à l'ouverture ou au cours d'une assemblée, il n'y a pas quorum, le président peut lever l'assemblée ou l'ajourner et donner instructions au secrétaire d'en aviser les membres absents sans délai et de les convoquer pour une autre date.

11. Tout vice de forme dont peut être entaché un avis de convocation de même que toute irrégularité relative à la procédure suivie pour convoquer une assemblée de la Ré-

gie, se trouve couvert de plein droit par l'adoption à une assemblée subséquente du procès-verbal de l'assemblée dont l'avis de convocation a pu être entaché d'un vice de forme et dont la convocation a pu être l'objet de certaines irrégularités ; l'irrégularité ou le vice de forme est également couvert de plein droit lorsqu'aucun des membres absents n'invoque cette irrégularité ou ne fait état de ce vice de forme à l'assemblée subséquente. Le vice de forme ou l'irrégularité qui peut entacher la convocation d'une assemblée de la Régie ne peut être invoqué que par un membre qui n'a pas assisté à l'assemblée au sujet de laquelle un vice de forme ou une irrégularité dans la convocation peut être invoqué.

12. Il peut être dérogé aux formalités de convocation si les membres de la Régie réunis à une assemblée régulièrement convoquée y consentent verbalement ou par écrit.

13. Le président, ou, en son absence, ou en cas d'incapacité ou de vacance, un membre désigné du comité exécutif, s'il y en a de présent, ou à défaut, un membre parmi les autres membres présents, préside l'assemblée.

14. Le directeur et toute autre personne à sa demande ainsi que le secrétaire de la Régie assistent aux assemblées de la Régie et aux réunions du comité exécutif, mais n'ont pas droit de vote.

15. Chacun des membres présents lors d'une assemblée de la Régie a droit de vote.

16. Les décisions de la Régie se prennent à la majorité des votes.

17. Les décisions de la Régie sont prises par résolution à moins que la Loi exige de procéder par règlement.

SECTION V ATTRIBUTIONS DE L'EXÉCUTIF

18. Les attributions du comité exécutif et ses pouvoirs sont ceux qui sont déterminés par règlements approuvés conformément à la Loi.

SECTION VI ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT

19. Le président :

- a) préside les assemblées de la Régie et les réunions du comité exécutif ;
- b) assure la liaison entre les membres de la Régie et la direction et supervise l'exécution des décisions de la Régie

et l'administration de la Régie entre les réunions de celle-ci ;

- c) assume toute autre fonction que lui confie la Régie par résolution ou règlement.

SECTION VII ATTRIBUTIONS DU DIRECTEUR

20. Le directeur assume l'administration courante des affaires de la Régie dans le cadre des politiques déterminées pour la Régie et sans restreindre la généralité de ce qui précède, est responsable :

- a) de la direction générale des activités de la Régie, y compris, l'administration et la gestion de ses biens ;
- b) de la direction du personnel de la Régie, de la répartition des tâches et du contrôle du rendement des employés ;
- c) de la programmation artistique de la Régie, qu'elle agisse comme producteur, animateur culturel ou imprésario pour son compte ou pour le compte d'autrui.

21. Le directeur a, à moins de dispositions contraires, toute autorité pour appliquer les politiques et exécuter ou faire exécuter les décisions adoptées par la Régie. Il lui revient également de faire à la Régie, ou au président, toute recommandation qu'il juge nécessaire ou opportune de faire pour assurer la gestion efficace des activités et des biens de la Régie et la réalisation de ses objectifs.

22. Le directeur remplit les fonctions de directeur général de la Régie.

SECTION VIII ATTRIBUTIONS DU SECRÉTAIRE DE LA RÉGIE

23. La Régie peut nommer une personne de son choix au poste de secrétaire de la Régie.

24. Les fonctions du secrétaire sont les suivantes :

- a) il transmet aux membres de la Régie les avis de convocation aux assemblées convoquées conformément à la Loi et aux règlements ;
- b) il fait fonction de secrétaire aux assemblées de la Régie et aux réunions du comité exécutif et en dresse les procès-verbaux ;
- c) il a la garde du sceau, des procès-verbaux des assemblées de la Régie ainsi que de tous autres documents officiels et registres appartenant à celle-ci ;
- d) il prépare et dépose les rapports, certificats et autres documents requis par la Loi et les règlements ;

e) il délivre, à qui de droit, les copies authentiques des procès-verbaux des assemblées de la Régie et des réunions du comité exécutif de même que les copies des règlements et résolutions régulièrement adoptés par la Régie.

25. En cas d'absence du secrétaire ou de son incapacité d'agir de même qu'en cas de vacance à ce poste, le directeur ou toute personne présente est habilitée à faire fonction de secrétaire de la Régie et à exercer tous les devoirs de cette charge. La Régie peut assigner à l'un des membres la fonction de secrétaire pour une assemblée, auquel cas le membre désigné conserve son droit de vote.

SECTION IX

EFFETS DE COMMERCE

26. Tous les chèques, traites, billets et autres effets de commerce négociables peuvent être signés, tirés, acceptés ou endossés par la personne que la Régie désigne et de la manière qu'elle détermine.

SECTION X

VÉRIFICATEUR

27. La Régie nomme pour la durée de chaque exercice, un vérificateur aux fins de la vérification de ses comptes et opérations financières.



c. P-12, r.1

Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des podiatres du Québec

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 93 et 94)

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II BUREAU

2.01. Le Bureau tient ses réunions aux dates et aux lieux déterminés par lui ou par son président.

2.02. Une réunion ordinaire est convoquée par le secrétaire au moyen d'un avis écrit adressé à chacun des membres, par courrier recommandé ou certifié, au moins 10 jours avant la date fixée pour la tenue de la réunion.

2.03. Une réunion extraordinaire est convoquée par le secrétaire, dans les 2 jours d'une demande à cet effet, suivant l'un ou l'autre des modes suivants :

a) par avis écrit adressé aux membres, par courrier recommandé ou certifié, au moins 3 jours avant la date fixée pour la tenue de la réunion ; ou

b) par télégramme à chacun des membres au moins 3 jours avant la date fixée pour la tenue de la réunion.

2.04. Un avis de convocation pour une réunion ordinaire ou extraordinaire contient les éléments suivants :

- a) la date, l'heure et le lieu de la réunion ;
- b) une demande de confirmation de présence ;
- c) un sommaire de l'ordre du jour.

2.05. À la première réunion du Bureau qui suit l'assemblée générale annuelle, le président ou en son absence, le plus âgé des membres élus prend le fauteuil ; le Bureau

procède alors à la nomination du vice-président, du secrétaire et du trésorier.

2.06. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président le remplace et il exerce tous les pouvoirs et toutes les fonctions du président.

2.07. Chaque administrateur prête le serment ou l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe II du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

SECTION III PROCÉDURE DU BUREAU

3.01. Tout membre qui désire faire une proposition doit être appuyé par un autre membre. Si le président juge la proposition dans l'ordre et recevable, il la reçoit, demande au proposeur de la relire ou d'en refaire l'énoncé et la soumet à la discussion.

3.02. Après explications du proposeur, chaque membre peut prendre la parole sur la question une seule fois sauf pour demander des éclaircissements.

3.03. Un amendement n'est pas une nouvelle proposition ; il sert à préciser ou éclaircir le sens de la proposition et ne doit pas sortir du cadre de la proposition.

3.04. Le vote se prend d'abord sur les sous-amendements.

3.05. Les manières de voter sont les suivantes :

a) à main levée alternativement par ceux qui sont en faveur d'une proposition et par ceux qui sont contre ;

b) par oui ou par non sur l'appel des noms par le secrétaire ;

c) par scrutin secret.

Ceux qui, au cours d'un vote visé aux paragraphes a et b du premier alinéa, ont voté à l'encontre de la majorité peuvent exiger que leur nom soit mentionné au procès-verbal.

3.06. La manière usuelle de voter est celle visée au paragraphe a du premier alinéa de l'article 3.05. Un membre peut toutefois demander que l'une ou l'autre des 2 autres méthodes soit utilisée et le choix de la manière de voter est alors décidé par un vote à main levée.

3.07. Le président décide de toute question de procédure qui n'est pas prévue au présent règlement.

SECTION IV HONORAIRES ET ALLOCATIONS DES MEMBRES

4.01. Les administrateurs qui assistent à une réunion du Bureau ont droit aux allocations suivantes :

- a) une somme forfaitaire pour une journée d'assistance ;
- b) une somme forfaitaire pour leurs frais de déplacement ;
- c) une somme forfaitaire pour leurs frais d'hébergement.

4.02. Des allocations semblables, mais dont les sommes peuvent être différentes, sont versées aux experts consultants dont l'Ordre des podiatres du Québec retient les services de temps à autre.

4.03. La rémunération du président ainsi que les sommes mentionnées aux articles 4.01 et 4.02 sont déterminées par résolution du Bureau.

SECTION V ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

5.01. L'assemblée générale annuelle est tenue le second samedi du mois de juin de chaque année.

5.02. Le quorum d'une assemblée générale est de 20 membres.

5.03. Au cas où le quorum n'est pas atteint à une assemblée générale, le secrétaire dresse un procès-verbal à cet effet et une autre assemblée générale est convoquée.

5.04. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Au cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée donne un vote prépondérant.

SECTION VI DISPOSITIONS DIVERSES

6.01. Le siège social de l'Ordre est fixé dans la région no 6 ou région de Montréal, telle que décrite dans le Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8).

6.02. Le sceau de l'Ordre est celui dont l'empreinte apparaît à l'exemplaire du présent règlement détenu par le secrétaire.



c. P-12, r.2

Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des podiatres

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « Ordre » : l'Ordre des podiatres du Québec ;
- b) « podiatre » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- c) « comité » : le comité d'examen des contrats d'assurances ;
- d) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II COMITÉ

2.01. Le Bureau nomme à chaque année les 3 membres du comité et désigne parmi eux un président.

2.02. Le comité tient ses séances aux dates, heures et lieux que détermine son président. Le quorum du comité est de 2 membres.

2.03. Le comité vérifie, notamment en étudiant les preuves d'assurances prévues à l'article 3.05, si chaque podiatre se conforme à l'obligation prévue à l'article 3.01 et il en fait rapport au Bureau.

2.04. Le comité formule au Bureau les recommandations qu'il juge appropriées et lui soumet un rapport annuel de ses activités.

SECTION III ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

3.01. Un podiatre doit conclure un contrat d'assurance établissant une garantie contre la responsabilité qu'il peut encourir en raison des fautes ou négligences commises dans l'exercice de sa profession.

3.02. Le contrat d'assurance doit prévoir que :

a) le minimum de la garantie est de 300 000 \$ par réclamation et de 900 000 \$ pour l'ensemble des réclamations relatives à la période de garantie ;

b) l'assureur s'engage à payer aux lieu et place de l'assuré, dans le cadre des limites de la garantie, tout montant que l'assuré peut légalement être tenu de payer à un tiers à titre de dommages-intérêts relativement à une réclamation présentée pendant la période couverte par la garantie et résultant de services professionnels rendus ou qui auraient dû être rendus par l'assuré ou ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions ;

c) la garantie s'étend aux services rendus ou à l'omission de rendre des services, avant l'entrée en vigueur du contrat d'assurance, jusqu'à l'expiration de la période de garantie ;

d) l'assureur s'engage à prendre le fait et cause de l'assuré et d'assumer sa défense dans toute action intentée contre lui ; les frais et dépens des poursuites contre l'assuré, y compris ceux de la défense et les intérêts sur condamnations, sont à la charge de l'assureur en plus des montants prévus au paragraphe a ;

e) lorsque l'assuré cesse volontairement d'exercer sa profession ou décède, l'assureur s'engage à signer avec l'assuré ou ses héritiers légaux un contrat d'assurance dont la garantie s'étend aux services rendus ou à l'omission de rendre des services par l'assuré ou ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions, avant l'entrée en vigueur de ce contrat.

3.03. Les exclusions généralement admises en assurance-responsabilité professionnelle peuvent être prévues au contrat d'assurance. Toutefois, une exclusion concernant les actes commis sous l'influence de narcotiques, de soporifiques, de drogues ou d'alcool ne peut être opposable à un tiers visé au paragraphe b de l'article 3.02 à qui l'assuré est légalement tenu de payer des dommages-intérêts.

3.04. Rien dans le présent règlement ne peut être interprété comme empêchant un podiatre d'adhérer à une police d'assurance-groupe conforme au présent règlement.

3.05. Le podiatre doit fournir au secrétaire avant le 1^{er} avril de chaque année, la preuve qu'il détient une police d'assurance en vigueur pour une période de 12 mois à compter de cette date et qu'elle est conforme au présent règlement.

Cependant, lorsqu'un podiatre s'inscrit ou se réinscrit au tableau à une date autre que celle du 1^{er} avril, il doit fournir au secrétaire la preuve qu'il détient une police d'assurance en vigueur au moins jusqu'au 1^{er} avril suivant et qu'elle est conforme au présent règlement.

A.C. 496-77, (1977) 109 G.O.II, 1113

A.C. 1922-78 (1978) 110 G.O.II, 3721



c. P-12, r.3

Code de déontologie des podiatres

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

SECTION I

DISPOSITION GÉNÉRALE

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

2.01. Le podiatre doit appuyer toute mesure susceptible d'améliorer la qualité et la disponibilité des services professionnels dans le domaine où il exerce.

2.02. Le podiatre doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce.

SECTION III

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

§1. Dispositions générales

3.01.01. Avant d'accepter un mandat, le podiatre doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose.

Il ne doit, notamment, entreprendre un traitement que s'il s'est préalablement assuré du bien-fondé et de l'opportunité de ce traitement.

3.01.02. Le podiatre doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un confrère ou une autre personne compétente.

3.01.03. Le podiatre doit s'abstenir d'exercer dans des conditions ou des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

3.01.04. Le podiatre doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et son client. À cette fin, le podiatre doit notamment :

a) s'abstenir d'exercer sa profession d'une façon impersonnelle ;

b) mener ses entrevues de manière à respecter l'échelle de valeurs et les convictions personnelles de son client.

3.01.05. Le podiatre doit s'abstenir d'intervenir dans les affaires personnelles de son client sur des sujets qui ne relèvent pas de la podiatrie.

3.01.06. Le podiatre doit chercher à déterminer l'indication du traitement podiatrique à l'aide de méthodes scientifiques adéquates et éviter de donner un traitement disproportionné ou inapproprié.

§2. Intégrité

3.02.01. Le podiatre doit s'acquitter de ses devoirs professionnels avec intégrité.

3.02.02. Le podiatre doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses propres services et de ceux généralement assurés par les podiatres. Si le bien du client l'exige, il doit, sur autorisation de ce dernier, consulter un confrère ou une autre personne compétente ou le diriger vers l'une de ces personnes.

3.02.03. Le podiatre doit, dès que possible, informer son client de l'ampleur et des modalités du mandat que ce dernier lui a confié et il doit obtenir son accord à ce sujet.

3.02.04. Le podiatre doit exposer à son client d'une façon complète et objective la nature et la portée du problème qui, à son avis, ressort de l'ensemble des faits qui ont été portés à sa connaissance.

3.02.05. Le podiatre doit s'abstenir d'exprimer des avis ou de donner des conseils contradictoires ou incomplets. À cette fin, il doit chercher à avoir une connaissance complète des faits avant de donner un avis ou un conseil.

3.02.06. Le podiatre doit informer le plus tôt possible son client de toute erreur préjudiciable qu'il a commise en lui rendant un service professionnel.

3.02.07. Le podiatre doit apporter un soin raisonnable aux biens confiés à sa garde par un client.

§3. Disponibilité et diligence

3.03.01. Le podiatre doit faire preuve, dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

3.03.02. En plus des avis et conseils, le podiatre doit aussi fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

3.03.03. Le podiatre doit rendre compte à son client lorsque celui-ci le requiert.

3.03.04. Le podiatre doit faire preuve d'objectivité et de désintéressement lorsque des personnes autres que ses clients lui demandent des informations.

3.03.05. Le podiatre ne peut, sauf pour un motif juste et raisonnable, cesser de dispenser ses services professionnels à l'égard d'un client. Constituent notamment des motifs justes et raisonnables :

- a) la perte de la confiance du client ;
- b) le manque de collaboration de la part du client et en particulier le refus par celui-ci de se soumettre au traitement que lui prescrit le podiatre ;
- c) le fait que le podiatre soit dans un contexte tel que son indépendance professionnelle pourrait être mise en doute ;
- d) l'incitation, de la part du client, à l'accomplissement d'actes illégaux, injustes ou frauduleux.

3.03.06. Avant de mettre fin à ses services professionnels à l'égard d'un client, le podiatre doit lui transmettre un préavis de délaissement dans un délai raisonnable et s'assurer que cette cessation de service n'est pas préjudiciable à son client.

§4. Responsabilité

3.04.01. Le podiatre doit, dans l'exercice de sa profession, engager pleinement sa responsabilité civile personnelle.

§5. Indépendance et désintéressement

3.05.01. Le podiatre doit subordonner son intérêt personnel à celui de son client.

3.05.02. Le podiatre doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

3.05.03. Le podiatre doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts.

3.05.04. Le podiatre doit s'abstenir de partager ses honoraires avec une personne qui n'est pas membre de l'Ordre des podiatres du Québec ou de les lui remettre.

3.05.05. Le podiatre ne peut partager ses honoraires avec un confrère que dans la mesure où ce partage correspond à une répartition des services et des responsabilités.

3.05.06. Le podiatre doit s'abstenir de verser ou de recevoir toute ristourne ou commission relative à l'exercice de sa profession.

§6. Secret professionnel

3.06.01. Le podiatre doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession.

3.06.02. Le podiatre ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne.

3.06.03. Lorsqu'un podiatre demande à un client de lui révéler des renseignements de nature confidentielle ou lorsqu'il permet que de tels renseignements lui soient confiés, il doit s'assurer que le client est pleinement au courant du but de l'entrevue et des utilisations diverses qui peuvent être faites de ces renseignements.

3.06.04. Le podiatre ne doit pas révéler qu'une personne a fait appel à ses services lorsque ce fait est susceptible de causer un préjudice à cette personne.

3.06.05. Le podiatre doit éviter les conversations indiscrettes au sujet d'un client et des services qui lui sont rendus.

3.06.06. Le podiatre ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un client ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

§7. Accessibilité des dossiers

3.07.01. Le podiatre doit respecter le droit de son client de prendre connaissance des documents qui le con-

cernent dans tout dossier qu'il a constitué à son sujet, et d'obtenir une copie de ces documents.

§8. Fixation et paiement des honoraires

3.08.01. Le podiatre doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables.

3.08.02. Les honoraires sont justes et raisonnables s'ils sont justifiés par les circonstances et proportionnés aux services rendus. Le podiatre doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires :

- a) le temps consacré à l'exécution du service professionnel ;
- b) la difficulté et l'importance du service ;
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelle ;
- d) le cas échéant, le coût pour le podiatre, des produits ou du matériel nécessaire à l'exécution de ses services professionnels.

3.08.03. Le podiatre doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires et des modalités de paiement.

3.08.04. Le podiatre doit s'abstenir d'exiger d'avance le paiement de ses honoraires. Il doit par ailleurs prévenir son client du coût approximatif de ses honoraires.

3.08.05. Le podiatre ne peut percevoir des intérêts sur un compte en souffrance qu'après en avoir dûment avisé son client. Les intérêts ainsi exigés doivent être d'un taux raisonnable.

3.08.06. Avant de recourir à des procédures judiciaires, le podiatre doit épuiser les autres moyens légaux dont il dispose pour obtenir le paiement de ses honoraires.

3.08.07. Le podiatre doit s'abstenir de vendre ses comptes, sauf à un confrère lorsqu'il lui cède un bureau d'affaires.

3.08.08. Lorsque le podiatre confie à une autre personne la perception de ses honoraires, il doit s'assurer que celle-ci procède habituellement avec tact et mesure.

**SECTION IV
DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA
PROFESSION**

§1. Charges et fonctions incompatibles

4.01.01. Sont incompatibles avec l'exercice de la profession de podiatre :

- a) l'exercice d'une autre profession régie par le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;
- b) l'exercice d'une activité ou d'un métier relié aux soins du corps et notamment l'exercice du métier de coiffeur, esthéticien, kinésithérapeute, masseur ou massothérapeute, naturopathe, ostéopathe ou visagiste.

4.01.02. Le podiatre ne doit pas vendre de chaussures ou en fabriquer pour autrui.

4.01.03. Le podiatre ne doit posséder aucun intérêt direct ou indirect dans une entreprise de vente ou de fabrication de chaussures.

§2. Actes dérogatoires

4.02.01. En outre de ceux mentionnés aux articles 57 et 58 du Code des professions, constitue un acte dérogatoire à la dignité de la profession le fait pour le podiatre :

- a) d'inciter une personne de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels ;
- b) de délivrer ou d'émettre à quiconque un faux rapport, un faux certificat ou une fausse prescription ;
- c) de donner des consultations dans un local où sont offerts au public des médicaments, des prothèses ou des chaussures ;
- d) d'employer des méthodes, procédés ou traitements dangereux ou insuffisamment éprouvés ;
- e) de garantir l'efficacité d'un traitement ;
- f) d'utiliser ou d'administrer un médicament dont le délai d'utilisation indiqué par le fabricant est expiré ;
- g) de prêter son nom à une personne dans le but de lui permettre de recommander ou de promouvoir la vente, la distribution ou l'emploi de médicaments ou d'instruments utilisés dans l'exercice de la podiatrie, ou dans le but de permettre à cette personne de recommander ou de promouvoir un traitement ;
- h) d'altérer, dans le dossier d'un client, des notes déjà inscrites ou d'en remplacer une partie quelconque dans l'intention de les falsifier ;

i) s'associer ou être à l'emploi, aux fins d'exercer la podiatrie, avec une personne qui n'est pas membre de l'Ordre ou s'associer ou être à l'emploi pour les mêmes fins d'une personne morale sauf, le cas échéant, d'un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

j) d'aider quiconque exerce illégalement la podiatrie ;

k) de recourir à des procédures judiciaires contre un client pendant une période de 45 jours après réception d'une copie d'une demande de conciliation de comptes ;

l) de communiquer avec le plaignant sans la permission écrite et préalable du syndic ou de son adjoint, lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit ;

m) de recourir à des procédures judiciaires contre un confrère avant d'avoir requis la conciliation du syndic ;

n) d'exiger, d'offrir, d'accepter ou de convenir d'accepter une somme d'argent ou un avantage dans le but de contribuer à faire adopter ou rejeter une procédure ou une décision de l'Ordre ;

o) de fournir à l'Ordre de faux renseignements ;

p) de ne pas signaler à l'Ordre qu'il a des raisons de croire qu'un podiatre est incompetent ou déroge à la déontologie professionnelle ou qu'une personne exerce illégalement la podiatrie.

§3. Relations avec l'Ordre et les confrères

4.03.01. Le podiatre à qui l'Ordre demande de participer à l'un de ses comités doit accepter à moins de motifs exceptionnels.

4.03.02. Le podiatre doit répondre promptement à toute correspondance provenant du Bureau, du syndic, du comité d'inspection professionnelle ou d'un de leurs enquêteurs.

4.03.03. Le podiatre ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ni se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux.

4.03.04. Le podiatre appelé à collaborer avec un confrère doit préserver son indépendance professionnelle. Il peut refuser qu'on lui confie une tâche contraire à sa conscience ou à ses principes.

4.03.05. Le podiatre consulté par un confrère doit fournir à ce dernier son opinion et ses recommandations dans le plus bref délai possible.

§4. Contribution à l'avancement de la profession

4.04.01. Le podiatre doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec ses confrères et les étudiants, et par sa participation aux cours et aux stages de formation continue.



c. P-12, r.4

Règlement transitoire sur les conditions et modalités de délivrance des permis en podiatrie

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « comité » : le comité de la formation professionnelle ;

b) « maître de stage » : un podiatre ayant la responsabilité de diriger et d'assister le candidat au cours de son stage, et de vérifier si un stage ou une partie de celui-ci est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau ;

c) « secrétaire » : le secrétaire du comité.

1.02. La transmission d'un document, telle que prévue au présent règlement, se fait par la poste sous pli recommandé ou certifié, par livraison de main à main au destinataire ou par huissier conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

1.03. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II COMITÉ

2.01. Le Bureau nomme annuellement les 5 membres du comité qui restent en fonction jusqu'à leur remplacement et désigne, parmi eux, un président et un secrétaire.

2.02. Le comité tient ses séances aux dates, heures et lieux que détermine son président. Le quorum est de 4 membres.

2.03. En plus des fonctions qui lui sont confiées par le présent règlement, le comité étudie les demandes de per-

mis et recommande au Bureau d'émettre un permis si un candidat remplit les conditions prévues au Code des professions (L.R.Q., c. C-26), à la Loi sur la podiatrie (L.R.Q., c. P-12) et aux règlements.

Le comité fait également des recommandations au Bureau concernant l'admission à l'exercice de la profession, l'examen et le stage.

2.04. Les décisions et recommandations du comité sont adoptées à la majorité de ses membres. Elles sont dûment motivées et notées aux procès-verbaux.

2.05. Le comité peut s'adjoindre le concours d'experts qui prennent part aux délibérations mais n'ont pas droit de vote.

2.06. Chaque membre du comité et chaque expert prêtent le serment ou font l'affirmation solennelle de discrétion prévu à l'annexe II du Code des professions.

2.07. Un membre du comité informe sans délai les autres membres de tout risque de collusion ou de partialité dont il a connaissance au sein du comité.

2.08. Le membre du comité parent ou allié d'un candidat jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ne peut prendre part à une décision ou une recommandation qui concerne ce candidat.

2.09. Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre des podiatres du Québec. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

SECTION III EXAMEN

§1. Admissibilité

3.01.01. L'Ordre tient annuellement un examen, dont le Bureau détermine les lieux, dates et heures.

3.01.02. Un candidat peut se présenter à l'examen s'il démontre qu'il a suivi avec succès, après des études de niveau secondaire, un cours en podiatrie d'une durée équivalant à au moins 6 semestres à temps complet.

§2. Inscription

3.02.01. Au moins 60 jours avant la date prévue pour l'examen, le secrétaire fait publier dans au moins 4 quotidiens publiés ou distribués au Québec, dont 3 en langue française et 1 en langue anglaise, un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

3.02.02. Le candidat transmet au secrétaire, au moins 30 jours avant la date prévue pour l'examen, les documents suivants :

a) un exemplaire dûment rempli de la formule d'inscription prévue à l'annexe B ;

b) son dossier académique complet tel qu'émis par l'institution qu'il a fréquentée, comprenant le diplôme d'études en podiatrie, un relevé officiel de notes et un document indiquant, pour chaque matière, le contenu et la durée de l'enseignement ;

c) 4 exemplaires d'une photographie récente de 5 centimètres sur 5 centimètres certifiée sous sa signature comme étant la sienne ;

d) une copie authentifiée de son acte de naissance ou une preuve satisfaisante de la date et du lieu de sa naissance ; et

e) les frais d'inscription requis par l'Ordre en vertu de l'article 6.01.

3.02.03. Le comité étudie chaque demande d'inscription à l'examen et recommande au Bureau, dans le cas de chaque candidat, s'il doit ou non être admis à l'examen.

3.02.04. Lorsque le Bureau constate, sur rapport du comité, que le candidat satisfait aux conditions d'admission, le secrétaire lui transmet un certificat d'admission, selon la formule prévue à l'annexe D, au moins 10 jours avant la date prévue pour l'examen.

§3. Contenu et déroulement

3.03.01. L'examen peut porter sur les matières suivantes :

- a) anatomie et physiologie ;
- b) procédures diagnostiques et thérapeutiques appliquées à la pratique de la podiatrie ;
- c) pathologie du membre inférieur ; et
- d) aspects légaux et administratifs de la pratique de la podiatrie.

3.03.02. Le comité décide du contenu de l'examen qui peut comporter des parties écrites, orales, cliniques et pratiques.

3.03.03. Le Bureau désigne les personnes qui administrent et évaluent la partie orale de l'examen et celles qui corrigent la partie écrite de l'examen.

3.03.04. L'évaluation et la correction de l'examen se font comme suit :

- a) la lettre « A » signifie « excellent » ;
- b) la lettre « B » signifie « bon » ;
- c) la lettre « C » signifie « satisfaisant » ;
- d) la lettre « D » signifie « insatisfaisant ».

3.03.05. Un candidat réussit l'examen lorsqu'il obtient au moins la note « C ».

3.03.06. Est exclu de l'examen le candidat qui :

- a) s'aide ou tente de s'aider de livres, documents, notes ou objets autres que ceux nécessaires pour faire l'examen ;
- b) plagie, tente de plagier ou aide un autre candidat à plagier ;
- c) en empêche le bon déroulement.

3.03.07. Le candidat ne peut avoir accès au local où se déroule l'examen après le début de celui-ci.

3.03.08. L'anonymat des candidats est assuré lors de la correction de la partie écrite de l'examen.

3.03.09. Les manuscrits de l'examen sont détruits 6 mois après la date de celui-ci.

§4. Résultats

3.04.01. Une fois la correction ou l'évaluation complétée, le secrétaire dresse la liste des candidats qui ont réussi l'examen et celle de ceux qui l'ont échoué. Un rapport est alors signé par les membres du comité et transmis sans délai au Bureau.

3.04.02. Dans les 10 jours de la rédaction du rapport du comité, le secrétaire transmet à chaque candidat la mention de sa réussite ou de son échec et la note qu'il a obtenue.

3.04.03. Lorsqu'un candidat obtient la note « D », il peut, dans les 30 jours de la réception de l'avis de son échec, demander au Bureau de réviser l'évaluation et la correction de son examen. Le Bureau, s'il y a lieu, peut, dans les 90 jours d'une telle demande modifier la note qui avait été attribuée au candidat.

3.04.04. Le secrétaire fait parvenir au candidat qui a réussi l'examen une formule d'inscription au stage, conforme à l'annexe E, ainsi que la liste des podiatres en mesure d'agir à titre de maître de stage.

SECTION IV STAGE

4.01. Le stage de formation professionnelle est une période d'apprentissage qui permet au candidat de prendre connaissance des aspects cliniques de la podiatrie au Québec et de mettre progressivement en pratique, sous une supervision adéquate, ses connaissances théoriques.

4.02. Le stage est d'une durée de 1 000 heures d'activités et s'échelonne sur une durée de 10 mois consécutifs.

Le Bureau, sur recommandation du comité, peut juger équivalente à la formation qui serait acquise pendant le stage ou une partie du stage, la formation clinique et pratique d'un candidat acquise par des études ou une expérience antérieure. Le Bureau dispense alors le candidat du stage ou d'une partie du stage.

4.03. Le candidat qui désire effectuer son stage transmet au secrétaire, dans les 30 jours de sa réception, une formule d'inscription au stage dûment remplie.

4.04. Le Bureau émet un certificat de stagiaire au candidat qui a transmis au secrétaire sa formule d'inscription au stage dûment remplie.

Ce certificat, conforme à la formule prévue à l'annexe F, désigne un maître de stage et précise les modalités du stage.

Le certificat est valide pour la durée du stage.

4.05. Le maître de stage voit à ce qu'au cours du stage le candidat assume des responsabilités d'importance croissante, mais en relation avec sa compétence et son habileté.

Au cours du stage, le candidat peut, sous la surveillance directe et immédiate du maître de stage, poser tout acte podiatrique. Ainsi, le maître de stage vérifie l'opportunité et la qualité de chaque acte podiatrique posé par le candidat.

4.06. Le maître de stage transmet au secrétaire un rapport périodique de stage aux étapes déterminées par le comité.

Dans les 5 jours suivant la fin de son mandat, le maître de stage transmet au secrétaire un rapport final de stage indiquant, motifs à l'appui, si le candidat a réalisé ou non les objectifs du stage.

4.07. Le comité surveille la qualité et le déroulement du stage, analyse périodiquement les rapports du maître de stage et procède à l'évaluation du stage effectué par le candidat.

4.08. L'évaluation du stage se fait conformément à la méthode décrite aux articles 3.03.04 et 3.03.05.

4.09. Lorsqu'un candidat obtient la note « D », il peut, dans les 30 jours de la réception de l'avis de son échec, demander au Bureau de réviser l'évaluation de son stage. Le Bureau, s'il y a lieu, peut modifier la note qui avait été attribuée au candidat ou lui permettre d'effectuer un stage supplémentaire qui ne peut excéder 500 heures d'activités ni s'échelonner sur une période de plus de 6 mois consécutifs.

4.10. La décision d'imposer un stage supplémentaire doit en préciser les objectifs et les modalités.

Les règles énoncées à la présente section concernant le stage s'appliquent *mutatis mutandis* à un stage supplémentaire.

4.11. Le Bureau peut, en cours de stage, confier la responsabilité du candidat à un autre maître de stage ou modifier une modalité quelconque du stage.

4.12. Le Bureau retire le certificat du stagiaire qui ne respecte pas les modalités prévues pour son stage.

SECTION V PERMIS

5.01. Le Bureau délivre un permis au candidat qui :

- réussit l'examen professionnel ;
- réussit le stage ou en est dûment dispensé ;

c) démontre, dans le cas où la loi l'exige, qu'il possède une connaissance d'usage de la langue française déterminée suivant les normes établies à cette fin par règlement du gouvernement ;

d) démontre qu'il possède la citoyenneté canadienne ou qu'il est légalement admis au Canada pour y demeurer en permanence et qu'il s'est engagé à demander la citoyenneté canadienne dès qu'il pourra le faire en vertu de la Loi sur la citoyenneté (S.C., 1974-75-76, c. 108) et qu'il est domicilié au Québec.

5.02. La personne qui désire se voir délivrer un permis temporaire en vertu de l'article 41 du Code des professions doit transmettre au comité :

a) un exemplaire dûment rempli de la formule de demande prévue à l'annexe C ;

b) les documents mentionnés aux paragraphes b, c et d de l'article 3.02.02 ;

c) une photocopie du document attestant qu'il est légalement autorisé à exercer la podiatrie à un endroit autre que le Québec ; et

d) les frais requis par l'Ordre pour l'étude de son dossier en vertu de l'article 6.03.

SECTION VI FRAIS

6.01. Les frais d'inscription à l'examen sont les suivants :

a) pour l'étude du dossier du candidat : 100 \$;

b) pour l'inscription et l'examen : 150 \$.

6.02. Si la demande d'inscription est refusée ou si le candidat la retire avant qu'elle soit acceptée, le montant indiqué au paragraphe b de l'article 6.01 est remboursé au candidat.

6.03. Les frais d'étude du dossier lors d'une demande de permis temporaire visé à l'article 41 du Code des professions sont de 100 \$.

ANNEXE A

(a. 3.02.01)

(Symbole graphique)

ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

Avis de la tenue de l'examen professionnel

Avis est donné que l'Ordre des podiatres du Québec tiendra un examen en vue de l'obtention du permis d'exercice de la podiatrie au Québec.

Cet examen aura lieu les
dates

à aux heures suivantes

Les formalités d'inscription doivent être complétées d'ici le
date

Toute personne intéressée est priée de s'adresser au secrétaire du comité pour obtenir les informations et la documentation nécessaires.

..... le
lieu date

Le comité de la formation professionnelle de l'Ordre des podiatres du Québec

.....
Secrétaire du comité

(adresse)

(numéro de téléphone)

ANNEXE B

(a. 3.02.02)

(Symbole graphique)

ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

Formule d'inscription à l'examen professionnel

Au Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec :

Je
nom prénoms

domicilié(e) à
numéro rue municipalité

....., vous prie d'agréer
province ou pays

ma demande d'inscription à l'examen professionnel qui aura lieu les

Je m'engage à me conformer à la Loi et aux règlements de l'Ordre des podiatres du Québec.

Je déclare que tous les renseignements indiqués au questionnaire qui suit sont complets et véridiques.

En foi de quoi, j'ai signé à le
lieu date

.....
Candidat

Assermenté ou déclaré devant moi,
à , ce jour
de 19...
.....
Commissaire à l'assermentation

Renseignements généraux

Nom du candidat (à la naissance) :

Prénoms :

(Si le nom a été modifié depuis)

Nom actuel du candidat :

Prénoms :

Date du changement de nom :

Adresse permanente :

Photographie
signée
au recto

Téléphone :

Adresse actuelle :

Téléphone :

Statut civil : Célibataire Marié Autre

Nom du conjoint (si marié) :

Nom du père :

Nom de la mère :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Citoyenneté :

Langues

1) Langue maternelle :

2) Langues parlées :

écrites :

lues :

comprises oralement :

3) Avez-vous suivi, à temps plein, à compter du niveau secondaire, au moins 3 années d'enseignement dans

une institution où l'enseignement était donné en langue française :

Nom de l'institution :

Cours suivis :

Résumé du dossier académique

Avez-vous suivi, avec succès, après des études de niveau secondaire, un cours en podiatrie d'une durée équivalant à au moins 6 semestres à temps complet ?

Oui :... Non :...

Si oui, mentionnez :

— le nom de l'institution :

— les dates de fréquentations :

— le nom du diplôme obtenu :

— la date d'obtention du diplôme :

RAPPEL : Il est essentiel que tous les documents énumérés au paragraphe *b* de l'article 3.02.02 soient joints à la présente formule.

Mentionnez l'institution et les dates auxquelles vous avez complété :

— votre cours primaire :/19...

— votre cours secondaire :/19...

— votre cours collégial :/19...

— votre cours universitaire :/19...

Avez-vous déjà fait l'objet d'une sanction disciplinaire se rapportant à l'exercice de la podiatrie ? Oui : Non :

(Si oui) nom de l'organisme qui a imposé la sanction :

.....

date de la sanction :

nature de l'infraction :

sentence rendue :

ANNEXE C

(a. 5.02)

(Symbole graphique)

ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

Formule de demande d'un permis temporaire suivant l'article 41 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

Je
nom du candidat

domicilié(e) à
adresse

— le nom de l'institution :

- les dates de fréquentations :
- le nom du diplôme obtenu :
- la date d'obtention du diplôme :

RAPPEL : Il est essentiel que tous les documents énumérés au paragraphe *b* de l'article 3.02.02 soient joints à la présente formule.

Mentionnez l'institution et les dates auxquelles vous avez complété :

- votre cours primaire :/19...
- votre cours secondaire :/19...
- votre cours collégial :/19...
- votre cours universitaire :/19...

Avez-vous déjà fait l'objet d'une sanction disciplinaire se rapportant à l'exercice de la podiatrie ?

Oui : Non :

(Si oui)

nom de l'organisme qui a imposé la sanction :

date de la sanction :

nature de l'infraction :

sentence rendue :

ANNEXE D

(a. 3.02.04)

(Symbole graphique)

ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

Certificat d'admission à l'examen professionnel

Les présentes font foi que :

Nom et prénoms :

Adresse :

est inscrit comme candidat à l'admission à l'Ordre des podiatres du Québec, et qu'il peut se présenter à l'examen professionnel, tenu à

....., les
lieu dates

aux heures suivantes :

Le présent certificat ne constitue pas un permis accordant à son détenteur le droit de pratiquer la podiatrie.

Émis à le 19...
lieu

Le comité de la formation professionnelle de l'Ordre des podiatres du Québec

.....
Secrétaire du comité

(Sceau de l'Ordre)

ANNEXE E

(a. 3.04.04)

(Symbole graphique)

ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

Formule d'inscription au stage de formation professionnelle

Partie A (à remplir par le candidat)

1) Je,
nom et adresse

demande au Bureau de l'Ordre de m'autoriser à entreprendre mon stage de formation professionnelle.

2) Je désire que, dans la mesure du possible :

a) le podiatre , soit désigné
comme mon maître de stage ;

b) mon stage débute le ou vers le
date

3) Je m'engage, au cours du stage, à me conformer au Code des professions (L.R.Q., c. C-26), à la Loi sur la podiatrie (L.R.Q., c. P-12) et aux règlements adoptés en vertu de ces lois.

4) Je m'engage à ne poser des actes professionnels que sous la surveillance directe et immédiate de mon maître de stage.

5) Je reconnais de plus que le Bureau de l'Ordre pourra me retirer mon certificat de stagiaire si je ne respecte pas les conditions prévues pour mon stage.

Et j'ai signé, à le
lieu date

Assermenté ou déclaré devant moi,

à , ce
jour de 19...

.....
signature du candidat

.....
Commissaire à l'assermentation

Partie B (à remplir par un podiatre)

1) Je,
nom et adresse

podiatre, accepte d'agir à titre de maître de stage du candidat ci-dessus nommé.

2) Je promets de m'acquitter du mandat qui pourra m'être confié en conformité avec le Code des professions, la Loi sur la podiatrie et les règlements adoptés en vertu de ces lois.

Et j'ai signé à le
lieu date

Signature du podiatre

Numéro du permis :

ANNEXE F

(a. 4.04)

(Symbole graphique)

ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

Certificat du stagiaire

Les présentes font foi que :

Nom et prénoms :

Adresse :

Photographie
signée au
recto

est autorisé à effectuer un stage de formation professionnelle sujet aux conditions et modalités suivantes :

.....

.....

.....

Le maître de stage désigné est :

Nom et prénoms :

Adresse :

Le stage doit être effectué du
date

au date

Le présent certificat ne constitue pas un permis régulier accordant à son détenteur le droit de pratiquer la podiatrie. Le candidat-stagiaire ne peut poser des actes professionnels que sous la surveillance du maître de stage.

Émis à, le 19...

Président de l'Ordre

.....
Secrétaire de l'Ordre

(Sceau de l'Ordre)

A.C. 1357-77, (1977) 109 G.O.II, 2225 et (1978) 110 G.O.II, 6451 et 7045

A.C. 427-79, (1979) 111 G.O.II, 1879



c. P-12, r.5

Règlement sur les dossiers d'un podiatre cessant d'exercer

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 91)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des podiatres du Québec ;
- b) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;
- c) « dossiers » : les dossiers, livres et registres qu'un podiatre doit tenir dans l'exercice de sa profession ainsi qu'un bien qui lui a été confié par un client ;
- d) « cessionnaire » : le podiatre à qui sont cédés les dossiers d'un podiatre lors d'une cessation définitive d'exercer ;
- e) « gardien provisoire » : le podiatre à qui sont confiés les dossiers d'un podiatre pendant la cessation temporaire d'exercer.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la constitution et la tenue des dossiers d'un podiatre, pourvu que ce dernier s'assure que des tiers, à l'exception de ses associés ou employés, ne puissent relier les informations contenues dans ce dossier à une personne particulière.

1.04. Dans le cas d'un podiatre membre ou à l'emploi d'une société de podiatres ou à l'emploi d'un podiatre ou d'un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers de cette société ou de cet employeur que ce podiatre utilise dans l'exercice de sa profession. Le présent règlement s'applique toutefois lorsque tous les membres d'une société de podiatres cessent d'exercer.

1.05. Une convention concernant la cession ou la garde provisoire des dossiers d'un podiatre cessant d'exercer doit être constatée par écrit et expédiée au secrétaire.

SECTION II CESSATION DÉFINITIVE D'EXERCER

2.01. Sous réserve des articles 2.02 et 2.03, lorsqu'un podiatre cesse définitivement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée, pour la cessation d'exercice :

- a) s'il a trouvé un cessionnaire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer sa profession à compter de telle date et lui indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce cessionnaire ; ou
- b) s'il n'a pu trouver un cessionnaire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

2.02. Lorsqu'un podiatre cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation permanente du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que le podiatre radié trouve un cessionnaire dans les 60 jours de la décision finale de radiation.

Si un cessionnaire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers du podiatre radié sont confiés à la garde du secrétaire.

2.03. Lorsqu'un podiatre décède, le secrétaire doit, dès qu'il en est avisé, veiller à ce que les ayants droit du podiatre décédé trouvent un cessionnaire dans les plus brefs délais possibles.

2.04. Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit, dans les 30 jours suivant la date où il prend possession des dossiers d'un podiatre cessant définitivement d'exercer, faire publier deux fois, à 10 jours d'intervalle, dans au moins un journal quotidien de langue française et, s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise qui desservent la région où ce podiatre exerçait sa profession, une annonce indiquant son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau et précisant au public qu'il est en possession des dossiers de ce podiatre.

Le cessionnaire doit faire parvenir au secrétaire copie de l'annonce visée au premier alinéa.

2.05. Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit respecter le droit d'une personne de prendre connaissance des documents qui la concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents. Les frais de l'obtention de ces copies sont à la charge de celui qui en fait la demande.

2.06. Lorsque le secrétaire a la garde des dossiers d'un podiatre qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, il peut en tout temps, après consultation de ce podiatre ou de ses ayants droit, confier ces dossiers à un cessionnaire.

2.07. Pendant qu'il a la garde des dossiers d'un podiatre qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, le secrétaire doit prendre les mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de ce podiatre.

2.08. Sous réserve de l'article 2.06, le secrétaire doit conserver pendant une période minimale de 5 ans les dossiers qu'il a reçus en vertu de la présente section.

SECTION III

CESSATION TEMPORAIRE D'EXERCER

3.01. Sous réserve de l'article 3.02, lorsqu'un podiatre cesse temporairement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

a) s'il a trouvé un gardien provisoire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer temporairement sa profession à compter de telle date, lui indiquer la date à laquelle il entend reprendre l'exercice de sa profession ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien provisoire ; ou

b) s'il n'a pu trouver un gardien provisoire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

3.02. Lorsqu'un podiatre cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation temporaire du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que le podiatre radié trouve un gardien provisoire dans les 15 jours de l'expiration du délai d'appel ou de la décision finale de radiation.

Lorsqu'un gardien provisoire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers du podiatre radié sont confiés à la garde du secrétaire.

3.03. Le gardien provisoire doit communiquer aux clients du podiatre dont il a la garde des dossiers, les ren-

seignements pertinents concernant l'état de leur dossier, tenir à jour ces dossiers et prendre les autres mesures conservatoires afin de sauvegarder les intérêts des clients de ce podiatre.

3.04. L'article 2.04 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section sauf dans le cas où un podiatre cesse d'exercer à la suite d'une radiation temporaire de moins de 6 mois.

3.05. Les articles 2.05 à 2.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente section.

3.06. Le secrétaire ou le gardien provisoire, selon le cas, doit remettre au podiatre ses dossiers immédiatement après la fin de la période de cessation temporaire d'exercice.

3.07. Un podiatre qui ne désire plus reprendre l'exercice de sa profession pendant ou après l'expiration de la période où il avait temporairement cessé d'exercer, doit se conformer à la section II.



c. P-12, r.6

Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des podiatres du Québec ;
- b) « région » : l'une des régions au sens du Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8).

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II DURÉE DES MANDATS

2.01. Le président et les administrateurs sont élus pour un mandat de 3 ans.

SECTION III PROCÉDURE D'ÉLECTION

3.01. Entre le 45^e et le 60^e jour précédant la date de clôture du scrutin, le secrétaire fait parvenir à chacun des membres de l'Ordre, une liste des membres de la région dans laquelle il exerce principalement sa profession ainsi qu'une formule de bulletin de présentation.

3.02. Un membre ne peut signer plus de bulletins de présentation qu'il n'y a de postes d'administrateurs à pourvoir pour sa région. Une signature apparaissant sur un nombre de bulletins plus élevé que le nombre de postes d'administrateurs à pourvoir est rayée de tous les bulletins.

3.03. Sur réception du bulletin de présentation dûment rempli, le secrétaire remet un reçu officiel au candi-

dat personnellement ou le lui transmet par la poste. Ce reçu fait foi de la validité du bulletin de présentation.

3.04. En plus des documents décrits à l'article 69 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), le secrétaire, au moins 15 jours avant la date de clôture du scrutin, transmet à chaque membre de l'Ordre un bref curriculum vitae de chaque candidat mentionnant notamment son âge, la date de son admission et, s'il y a lieu, ses principales activités au sein de l'Ordre.

3.05. Le bulletin de vote certifié par le secrétaire doit contenir les éléments et renseignements suivants :

- a) le nom et le symbole graphique de l'Ordre ;
- b) le mois et l'année de l'élection ;
- c) l'identification de la région ;
- d) les noms par ordre alphabétique des candidats aux postes d'administrateurs dans la région où le membre exerce principalement sa profession ;
- e) le nombre de sièges à pourvoir dans la région ;
- f) la date et l'heure de la clôture du scrutin.

3.06. Un électeur peut obtenir un nouveau bulletin de vote du secrétaire si le premier bulletin de vote transmis est perdu ou inutilisable de quelque façon, à condition que cet électeur fasse une déclaration solennelle écrite attestant que son bulletin de vote est perdu ou inutilisable.

3.07. La clôture du scrutin est fixée au premier vendredi d'avril, à 18 h.

3.08. Les scrutateurs sont désignés parmi les membres de l'Ordre.

3.09. Le secrétaire et les scrutateurs prêtent serment de remplir fidèlement leur charge devant toute personne autorisée à recevoir ce serment.

3.10. Le dépouillement du vote se fait au siège social de l'Ordre.

3.11. Est nul tout bulletin de vote :

- a) sur lequel le votant s'est exprimé autrement que par une croix ;

- b) qui contient plus de croix que le nombre de sièges à pourvoir dans la région ;
- c) qui n'est pas certifié par le secrétaire ;
- d) qui est maculé, raturé ou qui contient une marque d'identification de l'électeur ;
- e) qui n'est pas retourné dans l'enveloppe fournie par le secrétaire et sur laquelle est inscrit le mot ÉLECTION.

3.12. La décision du secrétaire quant à la validité d'un bulletin de vote est définitive et sans appel.

3.13. Le secrétaire déclare élus les candidats qui ont obtenu le plus de votes ; il fait contresigner par les scrutateurs le résultat du scrutin.

3.14. Immédiatement après l'élection des candidats, le secrétaire dresse sous sa signature un rapport général de l'élection et du résultat du scrutin.

3.15. Le secrétaire doit transmettre à chacun des candidats copie du rapport mentionné à l'article 3.14.

3.16. Le secrétaire doit également faire un rapport détaillé de l'élection à la première assemblée du Bureau qui suit l'élection.

3.17. Si, au cours de la période électorale, le secrétaire est incapable d'agir pour toute cause jugée suffisante par le Bureau, celui-ci désigne un membre de l'Ordre pour remplacer le secrétaire. La personne ainsi désignée assure, pour les fins de l'élection, tous les droits et obligations du secrétaire auquel elle est substituée.

3.18. Dans le cas où le président est élu au suffrage universel des membres de l'Ordre, les dispositions pertinentes du présent règlement s'appliquent *mutatis mutandis* à son élection.

3.19. Dans le cas où le président est élu au suffrage des administrateurs élus, son élection a lieu lors de la première assemblée du Bureau qui suit l'entrée en fonction des administrateurs.



c. P-12, r.7

Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des podiatres

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 88)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 88 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

1.02. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « conseil » : le conseil d'arbitrage des comptes constitué en vertu de la section III ;
- b) « podiatre » : le podiatre dont le compte fait l'objet d'un différend avec un client ;
- c) « syndic » : le syndic, le syndic adjoint ou l'un des syndics correspondants de l'Ordre des podiatres du Québec.

1.03. La transmission d'un document, telle que prévue aux articles 2.02 à 2.04, 2.06, 3.01.04, 3.01.06 à 3.01.08, 3.01.10, 3.02.02 et 3.03.08, se fait par la poste sous pli recommandé ou certifié, par livraison de main à main au destinataire ou par huissier conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

1.04. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II CONCILIATION

2.01. Le syndic informe quiconque le requiert de la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes prévue au présent règlement. En outre, il transmet un exemplaire du règlement à toute personne qui en fait la demande.

2.02. Un client qui a un différend avec un podiatre quant au montant d'un compte pour services professionnels doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du syndic en lui transmettant la formule prévue à l'annexe A dûment complétée et signée.

2.03. La demande de conciliation doit être transmise au siège social de l'Ordre avant le jour de la signification au client d'une réclamation en justice de la part du podiatre concernant le compte contesté.

2.04. Dans les 5 jours de la date où il reçoit une demande de conciliation, le syndic transmet au podiatre une copie de cette demande.

2.05. Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

2.06. Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 30 jours à compter de la date de la réception de la demande de conciliation, le syndic transmet aux deux parties un rapport de sa conciliation.

2.07. Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du syndic, ou en l'absence d'un tel rapport, dans les 45 jours de la réception de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section III.

SECTION III ARBITRAGE

§1. Formation du conseil et signature de l'acte de compromis

3.01.01. Le Bureau forme annuellement un comité d'arbitrage composé de 7 arbitres. Il désigne, parmi ceux-ci, un arbitre en chef et un arbitre en chef adjoint.

3.01.02. L'arbitre en chef adjoint remplace l'arbitre en chef en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

3.01.03. Le Bureau nomme annuellement un greffier et un greffier adjoint pour assister les arbitres dans l'exercice de leurs fonctions. Le greffe est situé au siège social de l'Ordre.

3.01.04. Un client demande l'arbitrage en transmettant au siège social de l'Ordre une demande écrite à cet effet.

3.01.05. Dans les 5 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le greffier en avise l'arbitre en chef. Ce dernier désigne sans délai les 3 arbitres qui composent le conseil d'arbitrage et choisit parmi eux un président.

3.01.06. Dans les 5 jours de la désignation du conseil, le greffier transmet au client 2 exemplaires d'un acte de compromis rédigé selon la formule prévue à l'annexe B, dont il complète préalablement le paragraphe 5.

3.01.07. Dans les 5 jours de la réception des 2 exemplaires de l'acte de compromis, le client les complète, les signe et les retourne au greffier.

3.01.08. Dans les 5 jours de sa réception, le greffier transmet au podiatre visé un exemplaire de l'acte de compromis signé par le client. Dans les 5 jours de la réception de cet exemplaire, le podiatre doit le signer et le retourner au greffier.

3.01.09. Une demande de récusation à l'endroit d'un arbitre ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

3.01.10. Une demande de récusation doit être transmise au greffier, aux membres du conseil et à l'autre partie, dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la partie qui l'invoque.

3.01.11. Le Bureau dispose de la demande de récusation à la réunion qui suit sa réception, et, le cas échéant, ordonne à l'arbitre en chef de désigner un autre arbitre.

3.01.12. Au cas de décès ou d'incapacité d'agir d'un arbitre, les autres membres du conseil terminent l'affaire et leur décision est valide. Dans le cas où c'est le président qui décède ou qui est incapable d'agir, l'arbitre en chef nomme un président parmi les 2 autres arbitres du conseil.

3.01.13. Avant d'agir, les arbitres prêtent le serment ou font l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe II du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

§2. Audition

3.02.01. Le président du conseil fixe la date, l'heure et le lieu de l'audition ; cependant, il doit autant que possible fixer l'audition à l'endroit où le client a reçu des services professionnels du podiatre.

3.02.02. Le greffier transmet aux parties un avis écrit de la date, de l'heure et du lieu de l'audition, au moins 10 jours avant cette date.

3.02.03. Le conseil entend les parties, reçoit leur preuve ou le cas échéant, constate leur défaut.

3.02.04. Le conseil peut demander à chacune des parties de lui remettre, dans un délai imparti, un exposé de ses prétentions avec pièces à l'appui.

3.02.05. Le conseil procède en toute diligence à l'instruction du différend, selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

3.02.06. Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que le conseil ou l'une des parties ne le requière. Dans ce dernier cas, cette partie en assume le coût.

3.02.07. Le greffier dresse le procès-verbal d'audition et le fait signer par les arbitres ; ce procès-verbal fait preuve *prima facie* de son contenu.

3.02.08. Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

§3. Décision

3.03.01. Le conseil doit rendre sa décision dans les 60 jours de la fin de l'audition, à moins que les parties ne s'entendent par écrit pour prolonger ce délai.

3.03.02. Le conseil statue comme amiable compositeur et rend la décision qui lui semble la plus appropriée.

3.03.03. La décision est rendue à la majorité des membres du conseil ; à défaut de majorité, la décision appartient au président.

3.03.04. La décision doit être motivée et signée par les arbitres qui y souscrivent ; si un arbitre refuse de la signer, les autres doivent en faire mention et la décision est aussi valide que si elle avait été signée par tous.

3.03.05. Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

3.03.06. La décision doit adjuger sur les frais d'arbitrage, lesquels ne peuvent en aucun cas excéder 15% du montant faisant l'objet de l'arbitrage, tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

3.03.07. Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la décision du conseil ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage.

3.03.08. Le greffier transmet la décision aux parties sans délai.

3.03.09. La décision est finale et sans appel.

3.03.10. Le dossier complet de l'arbitrage est déposé chez le secrétaire de l'Ordre qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie, en tout ou en partie, qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau.

ANNEXE A

(a. 2.02)

ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

Demande de conciliation de compte pour services professionnels

Je soussigné,
(nom et adresse)

personnellement ou (le cas échéant) représentant
..... pour les fins de cette demande, comme en fait foi l'autorisation annexée à la présente, étant dûment assermenté ou ayant déclaré solennellement, affirme :

1. Le podiatre me réclame la somme de pour services professionnels rendus entre le et le tel qu'en fait foi le compte dont copie est annexée à la présente ;

2. Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....
.....
.....
.....

mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3. Je renonce, pendant la conciliation, au bénéfice du temps écoulé quant à la prescription ;

4. Je demande la conciliation du syndic en vertu de la section II du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des podiatres (R.R.Q., c. P-12, r.7), dont je déclare avoir reçu copie et pris connaissance.

ET J'AI SIGNÉ :

.....
(signature du client ou de son représentant dûment autorisé)

Assermenté ou déclaré solennellement

devant moi, à
ce 19..

.....
Commissaire à l'assementation pour

ANNEXE B

(a. 3.01.06)

ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

Acte de compromis

Intervenu entre :

.....
(nom et adresse)

personnellement ou (le cas échéant) représentant
..... pour les fins du présent acte, comme en fait foi l'autorisation annexée au présent acte, ci-après désigné « partie de première part » ;

ET

.....
(nom et adresse)

membre de l'Ordre des podiatres du Québec, ci-après désigné « partie de seconde part », lesquels font les déclarations et conventions suivantes :

1. La partie de seconde part réclame de la partie de première part la somme de pour des services professionnels rendus entre le et le comme en fait foi le compte dont copie est annexée au présent acte.

2. La partie de première part refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....

.....
.....
.....

mais (le cas échéant) la partie de première part reconnaît devoir la somme de relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte.

3. Le différend entre les parties porte sur la totalité du compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui excède ce que la partie de première part reconnaît devoir à la partie de seconde part, c'est-à-dire sur la somme de

4. Le différend entre les parties est résolu par arbitrage tenu conformément à la section III du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des podiatres (R.R.Q., c. P-12, r.7), dont les parties déclarent avoir reçu copie et pris connaissance.

5. Les membres du conseil d'arbitrage sont :
a)
b)
c)

6. La partie de seconde part s'engage, pendant la durée de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux civils la partie du compte qui fait l'objet du différend.

7. La partie de première part renonce au bénéfice du temps écoulé quant à la prescription.

8. La décision arbitrale lie les parties et les règles prévues au livre VII du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) s'appliquent à son exécution.

9. Le présent acte ne peut être résilié que du consentement écrit des parties.

La partie de première part :	La partie de seconde part :
..... (signature du client ou de son représentant dûment autorisé) (signature du podiatre)

Signé à	Signé à
le 19...	le 19...



c. P-12, r.8

Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des podiatres

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 90)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 90 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

1.02. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « dossiers » : les dossiers, livres et registres que tient un podiatre dans l'exercice de sa profession, ainsi que :
 - i. les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur, incluant un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ou un laboratoire au sens de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35) ; et
 - ii. un bien qui lui a été confié par un client ;
- c) « enquêteur » : le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

1.03. La transmission d'un document, telle que prévue aux articles 2.04, 4.03, 4.05, 5.01, 6.03 et 6.11, se fait par la poste sous pli recommandé ou certifié, par livraison de main à main au destinataire ou par huissier, conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

1.04. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II COMITÉ

2.01. Le Bureau nomme annuellement les 3 membres du comité, et désigne un secrétaire parmi eux. Il pourvoit également au remplacement d'un membre récusé, incapable d'agir ou démissionnaire.

2.02. Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre des podiatres du Québec. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

2.03. Un enquêteur ne peut prendre part à une inspection ou une recommandation visant un podiatre s'il est en conflit d'intérêts eu égard à ce podiatre. Est en conflit d'intérêts l'enquêteur qui, notamment :

- a) est un parent ou un allié du podiatre jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ; ou
- b) est ou a été l'associé, l'employeur, l'employé ou le représentant du podiatre.

2.04. Une demande de récusation à l'endroit d'un enquêteur doit être transmise par écrit au secrétaire de l'Ordre, dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par celui qui l'invoque. Le secrétaire du comité en avise sans délai :

- a) les membres du comité ;
- b) les membres du Bureau ; et
- c) s'il y a lieu, l'enquêteur et le podiatre visés.

2.05. Le Bureau dispose de la demande de récusation de la manière qu'il juge appropriée.

2.06. Les décisions et recommandations du comité sont adoptées à la majorité des membres. Elles sont dûment motivées, notées au procès-verbal et signées par ceux qui y concourent.

2.07. Le comité tient ses séances aux dates, heures et lieux que détermine son président.

SECTION III CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

3.01. Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque podiatre qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

3.02. Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques, ainsi que de l'expérience d'un podiatre et l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il fait l'objet en vertu du présent règlement.

3.03. Un podiatre a le droit de consulter son dossier professionnel et d'en obtenir copie.

SECTION IV SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PODIATRIE

4.01. Le comité surveille l'exercice de la profession par les podiatres, suivant le programme qu'il détermine.

4.02. Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin de l'Ordre le programme de surveillance générale du comité.

4.03. Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un podiatre par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, transmet au podiatre un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

4.04. Le podiatre visé doit accuser réception de l'avis mentionné à l'article 4.03 dans les 5 jours de sa réception. S'il ne peut recevoir l'enquêteur à la date prévue, il doit convenir d'une nouvelle date avec le secrétaire du comité.

4.05. Lorsqu'un enquêteur constate que le podiatre n'a pu prendre connaissance de l'avis prévu à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise le podiatre.

4.06. Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

4.07. Le podiatre dont les dossiers font l'objet d'une vérification peut être présent ou se faire représenter par un mandataire.

4.08. L'enquêteur dresse un état de sa vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

SECTION V ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN PODIATRE

5.01. Au moins 5 jours avant la date d'une enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au podiatre visé un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

5.02. Nonobstant l'article 5.01, dans les cas où la transmission d'un avis au podiatre pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, un enquêteur peut procéder à telle enquête sans avis.

5.03. Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'associé, l'employeur, l'employé ou le représentant d'un podiatre de lui donner accès aux dossiers de ce podiatre.

5.04. Lorsqu'un dossier est détenu par un tiers, un podiatre doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

5.05. Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

5.06. Si un podiatre refuse de collaborer avec un enquêteur pour les fins d'une enquête, celui-ci en avise sans délai le syndic de l'Ordre.

5.07. L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude, dans les 30 jours de la fin de son enquête.

5.08. Les articles 4.05 et 4.06 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

SECTION VI RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

6.01. Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un podiatre à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce podiatre d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et le podiatre visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

6.02. Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un podiatre à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce podiatre d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il doit permettre au podiatre visé de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

6.03. À cette fin, le comité convoque le podiatre visé et lui transmet, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants :

- a) un avis précisant la date, l'heure et l'endroit de l'audition ;
- b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le comité ; et
- c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

6.04. Un podiatre ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

6.05. Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle du podiatre ou des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

6.06. L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande du podiatre visé, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

6.07. Le comité peut procéder par défaut si le podiatre ne se présente pas aux date, heure et lieu prévus.

6.08. Le secrétaire du comité inscrit au procès-verbal un résumé des dépositions. Celles-ci sont enregistrées à la demande du podiatre visé ou du comité.

6.09. Le comité et le podiatre acquittent leurs propres frais.

Les frais d'enregistrement sont partagés à parts égales entre eux, sauf lorsque le comité requiert l'enregistrement des dépositions auquel cas il assume tous les frais.

6.10. Dans ses recommandations concernant un podiatre, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par ce podiatre.

6.11. Les recommandations du comité sont formulées dans les 30 jours de la fin de l'audition. Elles sont transmises sans délai au Bureau et au podiatre visé.

6.12. Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

6.13. Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 116 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), pourrait être formulée contre un podiatre, il en avise le syndic de l'Ordre.

ANNEXE A

(a. 4.03)

L'ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Avis de vérification

A :
(nom du podiatre)

Adresse :
.....

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur procédera à la vérification de vos dossiers le à h.

Veillez noter que, si vous ne pouvez recevoir l'enquêteur à la date ci-dessus indiquée, vous devez dans les 5 jours de la réception du présent avis convenir d'une nouvelle date avec le secrétaire du comité.

....., ce
lieu date

Le comité d'inspection professionnelle

Par :
Secrétaire du comité

Numéro de téléphone

ANNEXE B

(a. 5.01)

L'ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC

COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Avis d'enquête particulière

A :
nom du podiatre

Adresse :

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le à h. L'enquête se tiendra alors à

.....

....., ce
lieu date

Le comité d'inspection profession-
nelle

Par :
Secrétaire du comité

Numéro de téléphone



c. P-12, r.9

Règlement sur la publicité des podiatres

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 92)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.02. Les éléments qu'un podiatre peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

SECTION II CARTE PROFESSIONNELLE

2.01. Un podiatre ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que :

- a) son nom et, s'il y a lieu, celui de ses associés ;
- b) sa profession ;
- c) l'adresse de son bureau d'affaires, son numéro de téléphone et ses heures de service ;
- d) le symbole graphique de l'Ordre ; et
- e) le nom de son employeur, le cas échéant.

2.02. La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres sur 11 centimètres.

SECTION III MÉDIA D'INFORMATION

3.01. Un podiatre peut publier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser un décimètre carré.

3.02. 1) À l'occasion de l'ouverture de son bureau d'affaires, de son entrée dans un bureau d'affaires existant,

de sa première inscription au tableau de l'Ordre, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un podiatre peut publier sa photographie et certaines notes biographiques dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés.

2) La photographie autorisée au paragraphe 1 ne peut excéder 64 centimètres carrés.

SECTION IV PAPETERIE

4.01. Un podiatre peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

SECTION V BUREAU D'AFFAIRES

5.01. 1) Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé son bureau d'affaires ou sur le terrain où est érigé cet immeuble, le podiatre peut placer une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

2) Si l'immeuble où est situé son bureau d'affaires se trouve à un carrefour, le podiatre peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

5.02. À l'intérieur de son bureau d'affaires, le podiatre peut placer à la vue du public une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

5.03. Les enseignes autorisées en vertu de la présente section sont non lumineuses et ne peuvent dépasser 25 décimètres carrés.

SECTION VI SYMBOLE GRAPHIQUE DE L'ORDRE

6.01. Lorsqu'un podiatre reproduit le symbole graphique de l'Ordre pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire et qu'il ne dépasse pas 25 décimètres carrés.



c. P-12, r.10

Règlement sur les stages de perfectionnement des podiatres

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

a) « stage » : une période consacrée à une ou plusieurs activités de perfectionnement, conformément au présent règlement ;

b) « podiatre stagiaire » : un podiatre tenu de compléter un stage ;

c) « maître de stage » : un podiatre ayant la responsabilité de diriger et d'assister le podiatre stagiaire au cours de son stage, et de vérifier si le stage ou une partie de celui-ci est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. La transmission d'un document, telle que prévue aux articles 2.07, 2.09, 3.02 et 4.02, se fait par la poste sous pli recommandé ou certifié, par livraison de main à main au destinataire ou par huissier conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

SECTION II STAGE

2.01. Le Bureau peut, s'il estime que le niveau de compétence d'un membre s'avère inférieur aux exigences de la protection du public, imposer un stage à un podiatre qui :

a) s'inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis ou plus de 5 ans après la date à laquelle il avait droit à la délivrance d'un tel permis ;

b) se réinscrit au tableau après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant plus de 5 ans ;

c) se réinscrit au tableau après en avoir été radié pendant plus de 5 ans ;

d) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu des articles 113 ou 160 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;

e) a accompli un stage jugé, en vertu de l'article 2.10, non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Bureau.

2.02. Dans les cas visés aux paragraphes a, b et c de l'article 2.01, un stage ne peut être imposé plus de 90 jours après la date d'inscription ou de réinscription du podiatre.

Dans les cas visés aux paragraphes d et e de l'article 2.01, un stage ne peut être imposé plus de 90 jours après la date de réception par le Bureau d'une recommandation ou d'un rapport à cet effet.

2.03. Un stage peut comprendre notamment l'une ou plusieurs des activités suivantes :

- a) une période de formation pratique ;
- b) des études ;
- c) des cours ;
- d) des travaux de recherche.

2.04. Un stage ne peut excéder 1 000 heures d'activités, ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

2.05. La décision du Bureau d'imposer un stage à un professionnel doit préciser les objectifs, la durée et les modalités de ce stage.

2.06. Le Bureau détermine l'endroit et le moment où le stage doit avoir lieu et, si nécessaire, désigne un ou plusieurs maîtres de stage.

2.07. Un maître de stage, dans les 15 jours suivants la fin de ses fonctions, doit faire parvenir au Bureau un rapport indiquant, motifs à l'appui, si le podiatre stagiaire a agi, alors qu'il était sous sa responsabilité, conformément aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

2.08. Le Bureau peut exiger que des rapports supplémentaires lui soient soumis par le podiatre stagiaire ou son maître de stage aux dates ou époques qu'il détermine.

2.09. En même temps qu'il fait parvenir au Bureau un rapport suivant les articles 2.07 ou 2.08, un maître de stage doit en transmettre une copie au podiatre stagiaire.

2.10. Après étude de chacun des rapports requis suivant les articles 2.07 et 2.08, le Bureau décide, dans les 30 jours suivants la fin du stage, si celui-ci est conforme aux objectifs et modalités fixés.

Nonobstant le premier alinéa, le délai est de 45 jours suivant la fin du stage si ce délai commence à courir entre le 1^{er} juin et le 20 août.

SECTION III LIMITATION DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

3.01. Le Bureau peut, s'il l'estime nécessaire pour la protection du public, limiter, pendant la totalité ou une partie d'un stage, le droit d'exercice du podiatre stagiaire de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

a) en déterminant les circonstances de temps ou de lieu où il est autorisé ou, inversement, il n'est pas autorisé à exercer ;

b) en déterminant les actes professionnels qu'il est autorisé ou, inversement, qu'il n'est pas autorisé à poser ;

c) en exigeant qu'il pose les actes professionnels qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un autre podiatre ou d'un groupe de podiatres.

3.02. La décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un podiatre stagiaire doit être transmise à son employeur, le cas échéant.

SECTION IV DÉCISIONS DU BUREAU

4.01. Avant d'imposer un stage, de limiter le droit d'exercice d'un podiatre stagiaire ou de décider qu'un stage complété n'est pas conforme aux objectifs et modalités fixés, le Bureau doit donner au podiatre l'occasion de se faire entendre.

4.02. Une décision imposant un stage, limitant le droit d'exercice d'un podiatre stagiaire ou statuant sur la validité d'un stage complété, doit être motivée par écrit et transmise au podiatre.

4.03. Une décision du Bureau imposant un stage ou limitant le droit d'exercice d'un podiatre stagiaire prend effet 30 jours après son expédition ou sa signification à celui-ci.

4.04. Pendant la durée d'un stage, le Bureau peut, sur demande motivée du podiatre et communiquée à son maître de stage, réduire la durée et les exigences du stage et, le cas échéant, diminuer les conditions de la limitation du droit d'exercice du podiatre stagiaire.

4.05. Un podiatre est tenu de se conformer à une décision du Bureau rendue conformément au présent règlement.



c. P-12, r.11

Règlement sur la tenue des dossiers et des bureaux d'affaires des podiatres

Loi sur la podiatrie

(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots « cabinet de consultation » signifient le lieu où, dans son bureau d'affaires, un podiatre exerce sa profession, à l'exclusion de la salle d'attente.

1.02. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la constitution et la tenue des dossiers d'un podiatre, pourvu que ce dernier s'assure que des tiers, à l'exception de ses associés ou employés, ne puissent relier les informations contenues dans ce dossier à une personne particulière.

1.04. La section III ne s'applique qu'au bureau d'affaires où un podiatre exerce à son propre compte, pour le compte d'un autre podiatre ou en société.

SECTION II

TENUE DES DOSSIERS

2.01. Sous réserve des articles 2.07 et 2.08, un podiatre doit tenir, à son bureau d'affaires, un dossier pour chacun de ses clients.

2.02. Un podiatre doit consigner dans chaque dossier les éléments et renseignements suivants :

- a) la date d'ouverture du dossier ;
- b) les noms et prénoms du client à sa naissance, son adresse, son numéro de téléphone, sa date de naissance, son sexe et s'il s'agit d'une personne mariée, le nom de son conjoint ;

c) le numéro d'assurance-maladie s'il exerce dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

d) la taille et le poids du client ;

e) si le client est mineur, les noms et prénoms de ses parents ou de son tuteur ;

f) une description sommaire des motifs de la consultation, et des symptômes dont il est fait mention au podiatre ou que celui-ci constate par un examen des pieds ;

g) la liste des médicaments dont le client déclare faire usage ;

h) une description du diagnostic posé de même que des services professionnels dispensés et leur date ;

i) les recommandations faites et les médicaments prescrits au client ; et

j) les annotations, les ordonnances, les rapports, la correspondance et les autres documents relatifs aux services professionnels dispensés.

2.03. Un podiatre doit tenir à jour chaque dossier jusqu'au moment où il cesse de dispenser des services professionnels au client concerné.

2.04. Un podiatre doit conserver chaque dossier pendant au moins 5 ans à compter de la date des derniers services professionnels rendus.

2.05. Un podiatre doit conserver ses dossiers dans un local ou un meuble auquel le public n'a pas librement accès et qui peut être fermé à clef ou autrement.

2.06. Lorsqu'un client retire un document du dossier qui le concerne, le podiatre doit insérer dans ce dossier une note signée par ce client indiquant la nature du document et la date du retrait.

2.07. Lorsqu'un podiatre est membre ou à l'emploi d'une société ou lorsqu'il est employé par un autre podiatre, le dossier tenu par cette société ou cet employeur relativement à un client de ce podiatre est considéré comme le sien, au sens du présent règlement, s'il peut y inscrire les éléments ou renseignements mentionnés à l'article 2.02.

2.08. Lorsqu'un podiatre exerce dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services so-

ciaux, le dossier du bénéficiaire au sens de cette loi et de ses règlements est considéré comme le dossier de ce podiatre, au sens du présent règlement, s'il peut y inscrire ou y faire inscrire, sous forme de rapport ou autrement, les éléments et renseignements mentionnés à l'article 2.02. Dans un tel cas, le podiatre n'est pas tenu de se conformer aux articles 2.04 à 2.06.

2.09. Le podiatre doit signer ou parapher toute inscription ou tout rapport qu'il introduit dans un dossier conformément aux articles 2.07 ou 2.08.

SECTION III

TENUE DES BUREAUX D'AFFAIRES

3.01. Un podiatre doit aménager son cabinet de consultation de façon à ce que l'identité et les conversations des personnes qui s'y trouvent ne puissent être perçues de l'extérieur de ce cabinet.

3.02. Un podiatre doit aménager près de son cabinet de consultation une salle d'attente destinée à recevoir ses clients. L'aménagement de cette salle doit comprendre notamment des chaises ou des bancs et permettre l'accès à des toilettes.

3.03. Un podiatre doit afficher son permis à la vue du public.

3.04. Un podiatre doit mettre à la vue du public, dans la salle d'attente, une copie du Code de déontologie des podiatres (c. P-12, r.3) et du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des podiatres (c. P-12, r.7). Il doit également inscrire lisiblement sur chacun de ces règlements l'adresse du siège social de l'Ordre.

3.05. Sous réserve des articles 3.03 et 3.04 et outre les objets décoratifs et utilitaires, un podiatre ne peut afficher dans son bureau d'affaires que le diplôme donnant ouverture au permis ou jugé équivalent par le Bureau.

3.06. Le cabinet de consultation doit être pourvu d'une chaise podiatrique, d'une lampe directionnelle, d'un lavabo pour l'hygiène personnelle du podiatre et d'un stérilisateur.

3.07. Le podiatre doit jeter ou laver toute serviette qui a été utilisée lors d'un traitement podiatrique. Il doit de même jeter ou stériliser tout instrument qui, lors d'un traitement, est entré en contact avec l'épiderme d'un client.

3.08. Le bureau d'affaires d'un podiatre doit être conservé propre.

3.09. Le podiatre ne peut, dans son bureau d'affaires, exposer des chaussures à la vue du public.

3.10. Un podiatre qui s'absente de son bureau d'affaires pour plus de 5 jours ouvrables consécutifs doit prendre les mesures nécessaires pour informer les personnes qui tentent de le rejoindre de la durée de cette absence.



c. P-12, r.12

Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec

Loi sur la podiatrie
(L.R.Q., c. P-12)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 65)

1. Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec, le territoire du Québec est divisé en 2 régions :

- a) la région de Montréal ;
- b) la région comprenant le reste du Québec.

2. La région de Montréal comprend la région 6 dont le territoire est décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8).

La région comprenant le reste du Québec comprend les régions 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 dont le territoire est décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

3. Quatre administrateurs sont élus pour représenter la région de Montréal et 2 pour la région comprenant le reste du Québec.

4. Un podiatre vote dans la région où il exerce principalement sa profession, pour les candidats de cette région. Il vote en outre pour un candidat au poste de président, dans les cas où celui-ci est élu au suffrage universel.

5. Si le président est élu au suffrage universel, le Bureau est formé de 9 personnes, dont le président.

Si le président est élu au suffrage des administrateurs élus, le Bureau est formé de 8 personnes dont le président.



c. P-13, r.1

Règlement sur les archives de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux concernant le personnel policier

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13, a. 18)

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « candidat » : toute personne qui sollicite un emploi de policier ;
- b) « Commission » : la Commission de police du Québec ;
- c) « conseil » : un conseil d'une corporation municipale ou de la Communauté urbaine de Montréal, le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal constitué en vertu de l'article 196 (après refonte 162) de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (L.Q. 1969, c. 84 ; après refonte : Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, L.R.Q., c. C-37.2) de même qu'un conseil municipal agissant pour 2 ou plusieurs municipalités ayant établi en commun un corps de police municipal aux termes de l'article 73 de la Loi ;
- d) « corps de police municipal » : un corps de police établi par une municipalité ainsi que le service de police de la Communauté urbaine de Montréal institué par l'article 221 (après refonte 187) de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal ;
- e) « directeur » : le directeur d'un corps de police municipal ;
- f) « directeur général » : le directeur général de la Sûreté ;
- g) « institution de formation policière » : l'Institut de police du Québec ou une école de police approuvée par le gouvernement, selon l'article 94 de la Loi ;
- h) « Loi » : la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) ;
- i) « policier » : un membre de la Sûreté, un cadet de la Sûreté, un policier municipal et un cadet municipal ;
- j) « Sûreté » : la Sûreté du Québec constituée en vertu de l'article 38 de la Loi.

2. Devoir de maintenir un dossier : La Sûreté et tout corps de police municipal ont le devoir d'établir et de maintenir les archives et formules relatives au personnel policier, mentionnées à l'article 3.

3. Contenu du dossier : Le dossier de chaque policier doit contenir :

- a) formule de demande d'emploi : la formule de demande d'emploi complétée par le candidat ;
- b) certificat de naissance : le certificat de naissance du candidat ;
- c) photographies : une photographie du policier en uniforme et une photographie du policier en civil. À tous les 5 ans, ces photographies doivent être remplacées ;
- d) empreintes-digitales : la fiche du relevé des empreintes digitales du candidat vérifiées auprès de la Gendarmerie royale du Canada ;
- e) certificat d'études : les notes, certificats, diplômes ou attestations démontrant le degré de scolarité du candidat au moment de l'embauche ; les notes et le certificat du cours de formation de base suivi dans une institution de formation policière ; les notes, certificats, diplômes ou attestations obtenus en cours de service, notamment ceux obtenus à des cours de perfectionnement, spécialisation ou recyclage ;
- f) dossier-médical : les conclusions de l'examen médical effectué lors de l'embauche et les conclusions des rapports médicaux pour maladies ou blessures subies en cours de service ;
- g) tests ou examens : les résultats des tests ou examens que le candidat a subis comme condition d'admission dans un corps de police municipal ou à la Sûreté. De plus, le dossier doit contenir les résultats de tous les autres tests de qualification à des fonctions et à des promotions, le cas échéant ;
- h) entrevue : le rapport de l'entrevue et la recommandation du comité de sélection, le cas échéant, à l'occasion de l'embauche ; de même que les rapports d'entrevue lors de mutation ou de promotion, le cas échéant ;
- i) engagement — désengagement : copie de l'acte de nomination ou de la résolution d'un conseil décidant de l'embauche et, lorsqu'applicable, copie de l'acte ou de la résolution d'un conseil prononçant le renvoi ou la mise à la retraite ou acceptant la démission, selon le cas ;

j) assermentation : copie du serment d'allégeance et d'office ainsi que du serment de discrétion, selon la formule prévue aux annexes A et B de la Loi ;

k) cheminement de carrière : un document indiquant les fonctions exercées et la période de temps pendant laquelle ces fonctions furent exercées depuis l'embauche ; le document indique aussi, le cas échéant, les promotions obtenues, de même que la date de nomination à ces promotions. Dans le cas de promotion, le dossier de chaque policier doit contenir, selon le cas, une copie du décret, de l'acte émis par le directeur général ou de la résolution du conseil constatant la nomination ;

l) formule d'enquête : la formule d'enquête sur les antécédents du candidat, complétée avant son embauche ;

m) rapport d'appréciation : le rapport d'appréciation de l'institution de formation policière ;

n) rapport d'évaluation durant la période de probation : le rapport d'évaluation du candidat durant la période de probation ;

o) rapport de notation du comportement au travail : les rapports périodiques ou annuels de notation du comportement au travail du policier ;

p) acte méritoire : une fiche de tous les rapports d'appréciation, récompenses, décorations et citations ;

q) mesure disciplinaire : un rapport de toute mesure disciplinaire encourue par le policier comprenant la nature de la dérogation et la sanction disciplinaire encourue après décision finale ainsi qu'une copie certifiée d'un rapport de la Commission prononçant un blâme à l'endroit du policier ;

r) assiduité : une fiche d'assiduité du policier au travail.

4. Retrait de documents : Les documents mentionnés au paragraphe *q* de l'article 3 peuvent, à la demande du policier concerné, être retirés du dossier après une période de 5 ans de l'imposition d'une mesure disciplinaire. Les documents mentionnés au paragraphe *r* de l'article 3 peuvent être retirés du dossier après une période de 2 ans.

5. Documents originaux ou copies : Les documents énumérés à l'article 3 et versés au dossier de chaque policier doivent être des originaux ou des copies certifiées par le directeur ou le directeur général, le cas échéant.

6. Réserve : Le dossier des policiers déjà en fonction le 5 avril 1978 doit être complété à l'aide des documents déjà en possession de l'employeur.



c. P-13, r.2

Règlement sur les copies certifiées des témoignages reçus pendant une séance publique de la Commission de police du Québec

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13, a. 18)

- 1.** Toute personne qui désire obtenir des copies certifiées des témoignages reçus pendant une séance publique tenue au cours d'une enquête de la Commission de police du Québec en fait la demande au secrétaire de la Commission.
- 2.** Une personne peut également obtenir les copies certifiées des témoignages reçus lors d'un appel lorsque les dépositions ont été recueillies par la sténographie ou par un autre procédé mécanique. La demande de ces copies est faite au secrétaire de la Commission.
- 3.** La personne qui fait la demande doit acquitter le coût de 0,30 \$ la page pour ces copies certifiées des témoignages en plus des frais d'expédition.
- 4.** Le paiement des honoraires est fait à l'ordre du ministre des Finances du Québec.



c. P-13, r.3

Règlement sur les décorations et citations décernées aux policiers du Québec ou à toute personne ou organisme

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « ministre » : le ministre de la Justice du Québec ;
- b) « Commission » : la Commission de police du Québec ;
- c) « policiers du Québec » : tout membre de la Sûreté du Québec ou d'un corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le conseil d'une communauté urbaine ou régionale, ainsi que tout constable spécial en service dans un corps de police ;
- d) « autorité compétente » : l'autorité compétente comprend l'une quelconque des autorités suivantes :
 - i. le ministre de la Justice ;
 - ii. le directeur général, le directeur d'un corps de police ;
 - iii. le conseil de la corporation municipale ;
 - iv. le conseil d'une communauté urbaine ou régionale ;
 - v. le conseil de sécurité d'une communauté urbaine ou régionale ;
 - vi. le conseil exécutif de toute association policière professionnelle.

2. Les décorations et citations suivantes sont instituées :

- a) **Médailles :**
 - i. la Croix de Bravoure des Policiers ;
 - ii. la Médaille pour Action Méritoire ;
 - iii. la Médaille de Dévouement.
- b) **Citations :**
 - i. la Citation d'Honneur ;
 - ii. la Citation au Mérite.

3. Ces décorations et citations sont décernées aux conditions et suivant la procédure énoncée au présent règlement.

4. Toute recommandation pour l'octroi d'une décoration ou citation est transmise par l'autorité compétente à la Commission, laquelle charge un comité constitué conformément à l'article 5, de l'étude des faits pouvant justifier l'octroi d'une décoration ou citation et de soumettre ses constatations à la Commission.

5. Le comité chargé de faire l'étude des faits pouvant justifier l'attribution d'une décoration ou citation est composé de 3 membres choisis comme suit :

- a) une personne désignée par la Commission ;
- b) une deuxième personne, membre de l'association professionnelle provinciale dont fait partie le candidat à la décoration ou à la citation et désignée par le comité exécutif de cette dernière ;
- c) une troisième personne, membre du corps de police auquel appartient le candidat à la décoration ou à la citation et désignée par le directeur du corps de police, autant que possible parmi les membres ayant un rang égal à celui du candidat.

Lorsque le deuxième ou le troisième membre ne peuvent être désignés suivant les paragraphes *b* et *c* du premier alinéa ou lorsque le candidat à la décoration ou à la citation ne fait pas partie d'un corps de police du Québec ou est un organisme, la désignation du deuxième ou du troisième membre est faite par la Commission.

6. Sur rapport du comité, la Commission peut recommander au ministre d'octroyer l'une quelconque des décorations ou citations prévues au présent règlement.

7. Sur recommandation de la Commission, le ministre peut octroyer toute décoration ou citation prévue au présent règlement qu'il juge appropriée.

8. Les décorations et citations peuvent être décernées à titre posthume au plus proche parent.

9. Croix de Bravoure :

- 1) La Croix de Bravoure des Policiers peut être décernée par le ministre à un membre d'un corps policier du Québec en vue de reconnaître publiquement un acte héroïque.

que accompli dans des circonstances exceptionnellement périlleuses.

2) La description de cette décoration, du ruban et de la miniature est donnée dans l'annexe I.

3) La Croix de Bravoure est la plus haute décoration décernée à un membre d'un corps policier du Québec. Elle a préséance sur toute autre décoration de même nature et sur toute médaille de service attribuée par une municipalité ou par une association professionnelle.

4) Le ministre peut décerner, suivant la procédure établie au présent règlement, la Croix de Bravoure à tout membre d'un corps de police du Québec :

- a) qui a accompli un acte héroïque au péril de sa vie ; ou
- b) qui a accompli, dans l'exercice de ses fonctions, un acte réclamant un courage exceptionnel ; et
- c) qui est recommandé par la Commission.

10. Médaille pour Action Méritoire :

1) La Médaille pour Action Méritoire peut être décernée par le ministre à un membre d'un corps policier du Québec en vue de reconnaître publiquement les actes méritoires.

2) La description de cette décoration, du ruban et de la miniature est donnée dans l'annexe I.

3) La Médaille pour Action Méritoire vient immédiatement après la Croix de Bravoure, et elle a préséance sur toute autre décoration de même nature ou sur toute médaille de service attribuée par une municipalité ou par une association professionnelle.

4) Le ministre peut décerner, suivant la procédure établie au présent règlement, la Médaille pour Action Méritoire à tout membre d'un corps de police du Québec :

- a) qui a accompli, dans l'exercice de ses fonctions, un acte méritoire ; ou
- b) qui a accompli, en dehors de l'exercice de ses fonctions, un acte qui mérite une reconnaissance publique ; et
- c) qui est recommandé par la Commission.

11. Médaille de Dévouement

1) La Médaille de Dévouement peut être décernée par le ministre, à titre posthume, à un membre d'un corps de police du Québec blessé mortellement dans l'exercice de ses fonctions en vue de reconnaître publiquement les services rendus pour le maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique.

2) La description de cette décoration, du ruban et de la miniature est donnée dans l'annexe II.

3) Le ministre peut décerner, suivant la procédure établie au présent règlement, la Médaille de Dévouement à un membre d'un corps de police du Québec :

- a) qui a été blessé mortellement dans l'exercice de ses fonctions ; et
- b) qui est recommandé par la Commission.

12. Citation d'Honneur et Citation au Mérite :

1) Le ministre peut conférer des Citations pour reconnaître les services méritoires de toute personne ou organisme rendus à la fonction policière.

2) Par l'attribution d'une Citation d'Honneur, le ministre reconnaît les services exceptionnels rendus par des individus ou des corps publics à la fonction policière.

3) Par l'attribution d'une Citation au Mérite, le ministre reconnaît l'initiative particulière et exceptionnelle démontrée par un membre d'un corps de police du Québec dans l'exercice de ses fonctions.

ANNEXE I

(a. 9 et 10)

CROIX DE BRAVOURE

Description : La décoration consiste en un médaillon circulaire en argent oxydé mesurant 1 1/4" de diamètre et d'une épaisseur de 1/8". Le médaillon est stylisé en forme de croix par la partie supérieure d'une fleur de lys, émaillé bleu, placé en bordure à chacune des extrémités de la croix. L'avvers comporte une couronne de feuilles de laurier posée en listel et l'emblème du Québec, émaillé bleu, de 5/8" de hauteur, figure au centre du médaillon. Les mots « POLICE » et « BRAVOURE » apparaissent en relief ; le premier au-dessus de l'emblème et le second au-dessous. Au revers du médaillon apparaissent en arc, dans la partie supérieure du médaillon, les mots « GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ». La croix est suspendue au ruban par un anneau de 1/2" de diamètre. Le nom du récipiendaire est gravé au centre du revers de la croix.

Ruban : La croix est portée sur la poitrine gauche suspendue par un ruban de 1 1/4" de largeur, divisé verticalement en 5 parties égales, bleu provincial et blanc ; les parties bleues étant en lisière du ruban. Une barrette lignée de même métal que de la croix est affixée au haut du ruban de la décoration.

Miniature : Une reproduction en miniature, qui peut être portée en certaines occasions par ceux qui reçoivent cette décoration, est de la grandeur normale de toutes les autres miniatures.

MÉDAILLE POUR ACTION MÉRITOIRE

Description : La décoration consiste en une médaille finie or satiné des deux côtés et mesurant 1½" de diamètre et une épaisseur de ⅛". L'avvers de la médaille montre l'emblème officiel du Québec, émaillé bleu, de ⅝" de hauteur. Deux rameaux d'olivier, se croisant à la base, apparaissent en relief en-dessous de l'emblème. Les mots « ACTION MÉRITOIRE » apparaissent en relief épousant le contour supérieur de la face de la médaille. Au revers de la médaille apparaissent en arc, dans la partie supérieure de la médaille, les mots « GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ». La médaille est suspendue au ruban par un anneau de ½" de diamètre.

Le nom du récipiendaire est gravé au centre du revers de la médaille.

Ruban : La médaille est portée sur la poitrine gauche suspendue par un ruban de 1¼" de largeur aux couleurs bleu provincial et jaune, composées de bandes diagonales alternantes de ⅛" de largeur. Une barrette lignée de même métal que la médaille est affixée au haut du ruban.

Miniature : Une reproduction en miniature, qui peut être portée en certaines occasions par ceux qui reçoivent cette décoration, est de la grandeur normale de toutes les autres miniatures.

CITATION D'HONNEUR

CITATION AU MÉRITE

Description : Ces citations consistent en un parchemin de 16 pouces de largeur par 14 pouces de hauteur portant l'inscription suivante :

a) pour la **Citation d'Honneur** :

Le Gouvernement du Québec décerne cette CITA-
TION D'HONNEUR à

.....
en reconnaissance des services distingués rendus à la fon-
ction policière pour le maintien de l'ordre et de la paix pu-
blique au Québec.

Date :

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

b) pour la **Citation au Mérite** :

Le Gouvernement du Québec décerne cette CITA-
TION AU MÉRITE à

.....
en témoignage d'appréciation pour l'initiative particulière
et exceptionnelle démontrée dans l'exécution de ses fon-
ctions.

Date :

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

ANNEXE II

(a. 11)

MÉDAILLE DE DÉVOUEMENT

Description : La décoration consiste en une médaille cir-
culaire en argent oxydé mesurant 38 mm de diamètre et
une épaisseur de 3 mm. L'avvers de la médaille comporte
une croix superposée à la médaille : cette croix mesure 25
mm de largeur et de hauteur, et ses 4 côtés ont 17 mm de
largeur. L'emblème du Québec émaillé bleu de 19mm de
hauteur, figure au centre de la croix. Les mots « POLICE »
et « DÉVOUEMENT » apparaissent en relief ; le premier
au-dessus de l'emblème et le second au-dessous. Au revers
de la médaille apparaissent en arc, dans la partie supé-
rieure de la médaille, les mots « GOUVERNEMENT DU
QUÉBEC ». La médaille est suspendue au ruban par un
anneau de 13 mm de diamètre. Le nom du récipiendaire
est gravé au centre du revers de la médaille.

Ruban : La médaille est suspendue par un ruban de 32 mm
de largeur, divisé verticalement en 5 parties aux couleurs
gris argent et violette ; les parties en lisière sont gris argent
et mesurent 2 mm de largeur de même que la partie cen-
trale qui, elle, mesure 2 mm de largeur. Les 2 autres parties
mesurent 13 mm de largeur et sont de couleur violette.
Une barrette lignée de même métal que la médaille est af-
fixée au haut du ruban.

Miniature : Une reproduction en miniature est de la gran-
deur normale de toutes les autres miniatures.

A.C. 568-72, (1972) 104 G.O. , 2909

D. 1905-80, (1980) 112 G.O.II, 3535



c. P-13, r.4

Règlement sur certaines dérogations aux règles d'admissibilité pour devenir membre de la Sûreté du Québec

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Malgré le paragraphe *b* de l'article 2 du Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux (c. P-13, r.14), les agents qui ont été nommés en vertu du paragraphe *g* du premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur les autoroutes (L.R.Q., c. A-34) et qui sont en fonction au 1^{er} juin 1980, répondent à la condition d'admissibilité prescrite par cette disposition s'ils ont été considérés comme étant de bonnes moeurs dans les conclusions de l'enquête faite à leur sujet par l'Office des autoroutes du Québec lors de leur entrée en fonction à cet Office.

2. Ces agents sont exemptés de l'application des conditions d'admissibilité prévues aux paragraphes *h* et *j* de l'article 2 de ce règlement.

3. Ces agents sont également exemptés des conditions prescrites à l'article 3 de ce règlement qui seraient de nature à les rendre inadmissibles et seront, en conséquence, réputés avoir subi avec succès l'examen médical exigé par cette disposition malgré le fait qu'ils ne répondent pas à toute les exigences requises.



c. P-13, r.5

Règlement sur l'échelle de traitement de certains officiers de la Sûreté du Québec

Loi de police

(L.R.Q., c. P-13, a. 57)

1. L'échelle de traitement des officiers de la Sûreté du Québec applicable à compter du 1^{er} janvier 1981 est l'échelle provisoire reproduite à l'annexe 1.

Cette échelle est ajustée dès que l'échelle de traitement définitive des sergents pour l'année 1981 est établie, conformément au contrat de travail entre le Gouvernement du Québec et l'Association des policiers provinciaux du Québec approuvée par le gouvernement.

ANNEXE 1

(a. 1)

ÉCHELLE DE TRAITEMENT DES OFFICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Échelle provisoire au :
1^{er} janvier 1981

	<i>Échelon</i>	<i>Salaire</i>
Lieutenant et lieutenant en probation	01	33 824 \$
	02	34 916
	03	36 043
	04	37 207
Capitaine	01	36 360
	02	37 534
	03	38 746
	04	39 997
Inspecteur	01	39 088
	02	40 477
	03	41 917
	04	43 408
	05	44 950
Inspecteur-chef	01	43 485
	02	45 031
	03	46 633
	04	48 291
	05	50 007
Directeur général adjoint	Minimum	48 377 \$
	Maximum	55 633



c. P-13, r.6

Règlement établissant une échelle indicative de traitements pour le directeur d'un corps de police municipal ainsi que pour les membres non-salariés au sens du Code du travail d'un corps de police municipal de même que les fonctions normalement exercées par un directeur d'un corps de police municipal

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Commission » : la Commission de police du Québec ;

b) « conseil municipal » : un conseil d'une corporation municipale, un conseil de sécurité de même qu'un conseil agissant pour 2 ou plusieurs municipalités ayant établi en commun un corps de police municipal aux termes de l'article 73 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) ;

c) « corps de police municipal » : tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le conseil d'une communauté urbaine ou régionale ainsi qu'un corps de police régi par un conseil de sécurité ;

d) « avantages sociaux » : tous avantages, autres que les traitements, généralement accordés par un employeur à ses employés tels, par exemple, les contributions à un régime supplémentaire de retraite, l'acquittement en totalité ou en partie de la prime d'une assurance-vie, d'une assurance-salaire, d'une assurance-maladie, la rémunération pour les vacances, pour les congés fériés, pour les congés de maladies, les allocations versées pour les vêtements, pour l'utilisation de véhicules-automobiles, pour la vacation à des congrès et pour des cours de perfectionnement ;

e) « classe » : la classification à laquelle appartient un directeur d'un corps de police, eu égard à la population desservie et aux effectifs permanents qui relèvent de son autorité.

2. Selon la population desservie par un corps de police, le traitement susceptible d'être versé au directeur d'un corps de police est celui indiqué en regard du groupe de

population d'après les classes et échelons visés à l'annexe A.

3. Dans la détermination numérique de la population desservie, il peut être tenu compte de la moyenne de la population flottante, laquelle moyenne est ajoutée à la population résidente d'une façon permanente.

4. Outre le critère de la population desservie, des effectifs permanents qui relèvent de l'autorité d'un directeur de police et le degré de responsabilité, le conseil municipal, dans la détermination du traitement, peut tenir compte des traitements accordés aux chefs des autres services de la municipalité, de la scolarité du directeur et des études supérieures ou spécialisées dans le domaine policier.

5. Les traitements des autres membres non-salariés au sens du Code du travail (L.R.Q., c. C-27) sont établis à partir du traitement accordé au directeur de police, selon un écart raisonnable d'une fonction à une autre, compte tenu du degré de responsabilité.

6. Les avantages sociaux ne font pas partie du traitement accordé au directeur d'un corps de police ainsi qu'aux membres non-salariés.

7. En regard de la population desservie et des effectifs permanents sous l'autorité du directeur d'un corps de police, ce dernier assume ordinairement les fonctions suivantes :

1) le directeur d'un corps de police municipal de classe I :

a) dirige, administre et coordonne les activités administratives et opérationnelles d'un corps de police de plus de 100 employés permanents ;

b) établit et soumet les prévisions budgétaires du corps de police au conseil ;

c) formule ses demandes en regard des besoins en personnel et en équipement et fait ses observations à l'égard des conventions collectives de travail relativement aux clauses qui peuvent avoir une incidence sur l'efficacité du corps ; de même, il fait ses observations au conseil quant à la sélection, au recrutement, à l'embauche et aux promotions du personnel ;

d) s'occupe de la formation en cours d'emploi des policiers du corps de police qu'il dirige et élabore un plan de carrière pour assurer la compétence des policiers ;

e) prend les mesures appropriées en vue de prévoir les états d'urgence et formule les procédures applicables en de telles circonstances ;

f) fait la planification à court et à long terme selon les besoins du corps de police ;

g) organise le corps de police de façon à ce que les tâches et activités policières soient groupées de manière fonctionnelle et que les unités de travail soient dirigées par des officiers compétents ;

h) apporte une attention particulière à la coordination de la section des enquêtes et de la section de la patrouille afin d'assurer leur efficacité ;

i) supervise la rédaction des directives et voit à leur diffusion ;

j) instaure des systèmes de contrôle tels des inspections, des évaluations du personnel et des rapports périodiques d'activités ;

k) analyse et vérifie les modes d'opération et l'application de certaines techniques particulières ;

l) maintient la discipline et veille à l'exécution des mesures disciplinaires imposées ;

m) prépare le rapport annuel du corps de police, le remet au conseil et en fait parvenir une copie identique à la Commission ;

n) fournit sur demande au conseil un rapport circonstancié relativement aux activités générales et aux dépenses effectuées sans dévoiler toutefois les aspects confidentiels des affaires qui sont du ressort du corps de police ;

o) veille à la bonne tenue des statistiques sur la criminalité, à leur analyse et à la répartition en conséquence des patrouilles et des divisions des secteurs et à l'adoption de toute mesure appropriée pour combattre la criminalité ;

p) s'assure de la conservation fidèle des dossiers, pièces et archives du corps de police dans le domaine de la criminalité en vue d'en protéger le caractère confidentiel ;

q) assume les relations externes auprès des autorités ainsi que du public ;

2) le directeur d'un corps de police municipal de classe II :

a) dirige, administre et coordonne les activités administratives et opérationnelles d'un corps de police de 40 à 100 employés permanents ;

b) établit et soumet les prévisions budgétaires du corps de police au conseil ;

c) formule ses demandes en regard des besoins en personnel et en équipement et fait ses observations à

l'égard des conventions collectives de travail quant aux clauses qui peuvent avoir une incidence sur l'efficacité du corps ; de même, il fait ses observations quant à la sélection, au recrutement, à l'embauche et aux promotions du personnel ;

d) adopte un plan de carrière articulé et veille au perfectionnement des policiers selon leurs aptitudes particulières ;

e) évalue ses adjoints et revise les rapports d'évaluation que ces derniers préparent concernant les policiers sous leurs ordres en vue de vérifier le rendement du personnel ;

f) coordonne le travail des différentes sections et s'assure que ses adjoints ont une autorité correspondant à leur niveau de responsabilité. Il adapte en conséquence le plan d'organisation ;

g) rédige le manuel de directives ;

h) porte une attention constante aux opérations pour s'assurer de l'efficacité du corps ;

i) fait une planification à la suite d'études qu'il a entreprises à l'égard du personnel et de l'équipement ;

j) prépare le rapport annuel du corps de police, le remet au conseil et en fait parvenir une copie identique à la Commission ;

k) fournit sur demande au conseil un rapport circonstancié relativement aux activités générales et aux dépenses effectuées sans dévoiler toutefois les aspects confidentiels des affaires qui sont du ressort du corps de police ;

l) maintient la discipline et veille à l'exécution des mesures disciplinaires imposées ;

m) veille à la bonne tenue des statistiques sur la criminalité, à leur analyse et à la répartition en conséquence des patrouilles et des divisions des secteurs et à l'adoption de toute mesure appropriée pour combattre la criminalité ;

n) s'assure de la conservation fidèle des dossiers, pièces et archives du corps de police dans le domaine de la criminalité en vue d'en protéger le caractère confidentiel ;

o) assume les relations externes auprès des autorités ainsi que du public ;

3) le directeur d'un corps de police municipal de classe III :

a) dirige, administre et coordonne les activités administratives et opérationnelles d'un corps de police de 20 à 40 employés permanents ;

b) établit et soumet les prévisions budgétaires du corps de police au conseil ;

c) formule ses demandes en regard des besoins en personnel et en équipement et fait ses observations à l'égard des conventions collectives de travail quant aux clauses qui peuvent avoir une incidence sur l'efficacité du corps ; de même, il fait ses observations quant à la sélection, au recrutement, à l'embauche et aux promotions du personnel ;

d) s'occupe de la formation en cours d'emploi des policiers du corps de police qu'il dirige ;

e) assure la poursuite des enquêtes criminelles, veille à l'observation des règlements municipaux dont l'application relève du corps de police et coordonne les activités de la section des enquêtes avec les activités de la section de la patrouille ;

f) organise avec les officiers adjoints les cédules de travail et veille à la répartition du personnel ;

g) évalue ses adjoints et revise les rapports d'évaluation que ces derniers préparent concernant les policiers sous leurs ordres en vue de vérifier le rendement du personnel ;

h) examine les résultats des enquêtes criminelles et donne les directives appropriées ;

i) assure le maintien de la discipline et veille à l'exécution des mesures disciplinaires imposées ;

j) prépare le rapport annuel du corps de police, le remet au conseil et en fait parvenir une copie identique à la Commission ;

k) fournit sur demande au conseil un rapport circonstancié relativement aux activités générales et aux dépenses effectuées sans dévoiler toutefois les aspects confidentiels des affaires qui sont du ressort du corps de police ;

l) contrôle la compilation des statistiques sur la criminalité ainsi que l'analyse, il répartit en conséquence la patrouille et délimite la division des secteurs, il adopte toute mesure appropriée pour combattre la criminalité ;

m) conserve les dossiers, pièces et archives du corps de police dans le domaine de la criminalité et en protège le caractère confidentiel ;

n) assume les relations externes auprès des autorités ainsi que du public ;

4) le directeur d'un corps de police municipal de classe IV :

a) dirige, administre et coordonne les activités administratives et opérationnelles d'un corps de police de 4 à 20 employés permanents ;

b) établit et soumet les prévisions budgétaires du corps de police au conseil ;

c) formule ses demandes en regard des besoins en personnel et en équipement et fait ses observations à l'égard des conventions collectives de travail quant aux clauses qui peuvent avoir une incidence sur l'efficacité du corps ; de même, il fait ses observations quant à la sélection, au recrutement, à l'embauche et aux promotions du personnel ;

d) s'occupe de la formation en cours d'emploi des policiers du corps de police qu'il dirige ;

e) évalue périodiquement les policiers sous ses ordres ;

f) assure la poursuite des enquêtes criminelles, veille à l'observation des règlements municipaux dont l'application relève du corps de police et coordonne les activités de la section des enquêtes avec les activités de la section de la patrouille ;

g) répartit les policiers en patrouille selon les besoins identifiés ;

h) supervise à l'occasion la patrouille sur le territoire et s'assure que chaque policier exerce adéquatement ses fonctions ;

i) prend charge sur les lieux des opérations policières d'urgence ;

j) prépare les cédules de travail ;

k) fait respecter la discipline ; il impose dans le cadre de ses attributions les sanctions disciplinaires et porte à l'attention du conseil toute matière inhérente à la discipline ;

l) prépare le rapport annuel du corps de police, le remet au conseil et en fait parvenir une copie identique à la Commission ;

m) fournit sur demande au conseil un rapport circonstancié relativement aux activités générales et aux dépenses effectuées sans dévoiler toutefois les aspects confidentiels des affaires qui sont du ressort du corps de police ;

n) tient les statistiques sur la criminalité, les analyse et répartit en conséquence la patrouille et délimite les divisions des secteurs ; il adopte toute mesure appropriée pour combattre la criminalité ;

o) conserve les dossiers, pièces et archives du corps de police dans le domaine de la criminalité et en protège le caractère confidentiel ;

p) assume les relations externes auprès des autorités ainsi que du public.

8. Le présent règlement ne s'applique pas au Service de police de la Communauté urbaine de Montréal.

ANNEXE A*(a. 2)*

Classe IV :	de	à
Échelon 1		
4 000 à 5 000 habitants	10 000 \$	13 000 \$
Échelon 2		
5 001 à 10 000 habitants	12 000 \$	16 000 \$
Classe III :		
Échelon 1		
10 001 à 25 000 habitants	13 000 \$	18 000 \$
Échelon 2		
25 001 à 50 000 habitants	15 000 \$	20 000 \$
Classe II :		
Échelon 1		
50 001 à 100 000 habitants	17 000 \$	22 000 \$
Échelon 2		
100 001 à 150 000 habitants	19 000 \$	24 000 \$
Classe I :		
Échelon 1		
150 001 à 200 000 habitants	21 000 \$	26 000 \$
Échelon 2		
200 001 à 250 000 habitants	23 000 \$	28 000 \$
Échelon 3		
Plus de 250 000 habitants	25 000 \$	31 000 \$



c. P-13, r.7

Règlement sur l'établissement de comités de la Commission de police du Québec pour favoriser la prévention et la détection du crime et l'efficacité des services de police

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Commission » : la Commission de police du Québec constituée en vertu de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) ;

b) « représentant de la Commission » : tout membre ou officier de la Commission désigné pour agir en cette qualité auprès d'un comité régional de prévention du crime de la Commission ;

c) « comité régional de prévention et de détection du crime » : tout comité régional de prévention et de détection du crime établi par la Commission ;

d) « conseil » : le conseil de direction d'un comité régional de prévention du crime formé des officiers suivants, choisis parmi les membres accrédités : un président, 2 vice-présidents, un secrétaire administratif, un assistant-secrétaire et un représentant de la Commission ;

e) « corps de police accrédité » : la Sûreté du Québec, la Gendarmerie royale du Canada et tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par une communauté urbaine ou régionale qui a obtenu, aux fins de faire partie d'un comité régional et d'y déléguer l'un ou plusieurs de ses membres, l'accréditation de la Commission pourvu que cette accréditation n'ait été ni suspendue, ni révoquée ;

f) « membre accrédité » : tout membre d'un corps de police ou d'un organisme para-policiier accrédité, lui-même accrédité par la Commission aux fins de participer aux réunions d'un comité régional et dont l'accréditation n'a été ni suspendue, ni révoquée ;

g) « organisme para-policiier » : tout groupement ou organisme reconnu comme tel par la Commission ;

h) « année courante » : l'année courante débute le 1^{er} juillet de chaque année pour se terminer le 30 juin de l'année suivante.

2. La Commission peut établir un comité de prévention et de détection du crime dans toute région du Québec qu'elle détermine, y accréditer les corps de police, les membres et organismes para-policiers pouvant faire partie de tels comités et, au besoin, suspendre ou révoquer leur accréditation dans le but de permettre aux membres des divers corps de police et organismes para-policiers accrédités d'une même région de se mieux connaître, d'avoir l'occasion d'établir des contacts sur le plan humain et d'échanger l'information qui doit normalement s'échanger entre les divers corps de police pour une meilleure efficacité, une meilleure coopération, pour dépister les auteurs de crimes et pour faire des recommandations à la Commission en vue de l'élaboration de programmes de prévention.

SECTION II RÈGLES RÉGISSANT LES COMITÉS RÉGIONAUX DE PRÉVENTION ET DE DÉTECTION DU CRIME

3. Accréditation : Il est du ressort exclusif de la Commission d'accorder, de suspendre ou de révoquer l'accréditation nécessaire aux corps de police et aux organismes para-policiers et à leurs membres pour faire partie d'un comité régional et participer à ses réunions. La Commission informe par écrit le président du comité régional de toute accréditation et de toute suspension ou révocation de celle-ci.

La Commission peut, sur demande ou de sa propre initiative, suspendre pour la période qu'elle juge à propos et révoquer définitivement l'accréditation consentie à un corps de police ou à un organisme para-policiier, ou à l'un quelconque de leurs membres.

4. Quorum du conseil : Pour qu'il y ait quorum aux réunions du conseil, 3 membres du conseil doivent être présents, dont le président ou l'un des vice-présidents et le secrétaire administratif ou l'assistant-secrétaire. Toute décision prise lors d'une réunion du conseil doit être ratifiée par les membres du comité régional réunis en assemblée.

5. Réunions : Tout comité régional doit tenir un minimum de 10 réunions entre 1^{er} juillet et le 30 juin de chaque année.

Toute réunion doit être présidée par le président ou, à défaut, par l'un des vice-présidents du conseil. Chaque réunion a lieu à un jour fixé à chaque mois.

Le président ou, à défaut, l'un quelconque des membres du conseil détermine le jour où aura lieu la réunion du mois de septembre du comité régional, et c'est à cette assemblée qu'est déterminé le jour fixe des mois suivants auquel auront lieu ces réunions.

Cependant, en raison d'une période de vacances ou à l'occasion d'un jour férié, l'assemblée générale peut modifier la date de la réunion mensuelle.

Le secrétaire administratif informe la Commission dès le mois de septembre du jour fixe du mois fixé pour les réunions mensuelles et, chaque fois qu'un changement de date est effectué à cause d'une période de vacances ou d'un jour férié, il doit aussi en informer la Commission sans délai.

Le secrétaire administratif doit de plus informer la Commission du lieu choisi pour les réunions.

Toute réunion doit être tenue dans un endroit approprié, la Commission se réservant le droit de changer l'endroit de la réunion si l'endroit choisi est inconvenable.

Toute question discutée aux réunions doit être tenue pour confidentielle et pour l'usage exclusif des forces policières et organismes para-policiers.

6. Terme d'office et élection des membres du conseil :

Les membres du conseil sont élus par l'assemblée générale, sauf le représentant de la Commission, lors de la réunion de juin ou à la première réunion subséquente, s'il n'y a pas de réunion en juin. Ils sont élus pour une période d'une année mais, notwithstanding l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient réélus ou jusqu'à l'élection de leur remplaçant. Au cas de vacance, ils peuvent être remplacés par l'assemblée générale, sauf le représentant de la Commission et, ce, pour valoir jusqu'à l'expiration de l'année courante. Tout candidat à un poste au sein du conseil, sauf le représentant de la Commission, doit être un membre accrédité et recueillir au moins la majorité absolue des votes des personnes accréditées et présentes à l'assemblée au cours de laquelle une élection a lieu.

Lors de l'élection des membres du conseil, chaque membre présent a droit à un vote mais cependant, le conseil ne peut être constitué de plus de 2 membres faisant partie d'un même corps de police ou du même organisme para-policiers.

Le vote est pris à main levée ou au vote secret suivant le désir de la majorité des membres réunis en assemblée.

Le président de l'élection est choisi par l'assemblée générale lors de la réunion au cours de laquelle une élection a lieu.

7. Rôle du président : Le président préside les assemblées du conseil et les réunions du comité régional. Il est responsable de la bonne marche des affaires du comité régional et doit, sur demande, faire rapport à la Commission des activités du comité régional. Il peut de plus, avec l'approbation de la Commission, former des comités d'étude. A l'expiration de son terme d'office, il est, pour l'année suivante, membre *ex officio* du conseil.

8. Rôle des vice-présidents : L'un des 2 vice-présidents remplace le président et agit en son lieu et place lorsque celui-ci est absent ou incapable d'agir. Ils participent aux assemblées du conseil et aux réunions du comité régional.

9. Rôle du secrétaire administratif : Le secrétaire administratif participe aux réunions du conseil et du comité régional ; il tient un procès-verbal des réunions du conseil et du comité régional. Il publie un bulletin mensuel d'information pour le bénéfice des membres accrédités sur lequel bulletin doit apparaître la mention « confidentiel et à l'usage exclusif des corps policiers et organismes para-policiers ». Il reçoit les informations nécessaires pour la publication de ce bulletin mensuel, en assure la distribution aux membres accrédités et en fait tenir copie à la Commission.

Il prépare l'agenda des assemblées suivant les directives du président, contrôle la présence des membres accrédités et publie les noms des membres présents à une assemblée du comité régional dans le bulletin subséquent.

10. Rôle de l'assistant-secrétaire : En l'absence du secrétaire administratif, l'assistant-secrétaire le remplace et en exerce tous les pouvoirs.

11. Présence aux assemblées : Les personnes faisant partie des groupes suivants sont admises aux réunions du comité régional :

- a) les membres accrédités ;
- b) les membres de corps de police ou d'organismes para-policiers invités par le conseil ;
- c) les personnes dont la présence est requise par le secrétaire administratif ou, en son absence, par l'assistant-secrétaire, avec l'approbation des membres présents du conseil, aux fins de prendre les notes nécessaires à la confection du procès-verbal et du bulletin mensuel ;
- d) les autorités du ministère de la Justice du Québec et de la Commission ;

e) les autres invités, pour toute partie d'une réunion qui n'est pas considérée comme confidentielle.



c. P-13, r.8

Règlement sur les formules qui doivent être utilisées par la Sûreté du Québec et les corps de police municipaux

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Sûreté du Québec » : le corps de police constitué en vertu de l'article 38 de la Loi de police ;

b) « corps de police municipal : » tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le conseil d'une communauté urbaine ou régionale.

2. La Sûreté du Québec et les corps de police municipaux ainsi que leurs membres qui, suivant l'article 113 du Code de la route (L.R.Q., c. C-24), doivent, lorsqu'un véhicule automobile est impliqué dans un accident, faire rapport de cet accident à la Régie de l'assurance automobile du Québec sur la formule R-1 émise par cette Régie et produite en annexe du présent règlement.

L'original de la formule remplie doit être envoyé à la Régie de l'assurance automobile du Québec et la copie est destinée à l'usage du corps de police concerné.

Formule R-1

(a. 2)



Gouvernement du Québec

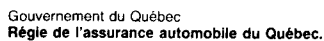
Régie de l'assurance automobile du Québec.

RAPPORT D'ACCIDENT
DE VEHICULES AUTOMOBILES

*Spécifier dans "Commentaires additionnels"

Si la question ne s'applique pas — inscrire un "trait"
Si la réponse n'est pas connue — inscrire un "X"

SENS DES VEHICULES AVANT L'IMPACT		LOCALISATION	
1 V1		11. Chaussée	14. Terrain de stationnement
2 V2		12. Terrain peu central	15. Terrain du chemin privé
		13. Centre d'habitat	16. Passage à niveau
		17. Tunnel/viaduc, pont	19. Autre*
		18. Trottoir	19. Accotement
		ASPECT DE LA CHAUSSEE	
		1. A plat, droite	2. A plat, courbe
		3. En pente, droite	4. En pente, courbe
		NATURE DE LA CHAUSSEE	
		1. Asphalte	2. Béton
		3. Gravier	4. Terre
		ÉTAT DE LA CHAUSSEE	
		1. En bon état	2. En construction
		3. En réparation	4. Trou, ornière, cahot
		ÉTAT DE LA SURFACE	
		1. Sèche	2. Mouillée
		3. Enneigée	4. Glacée
		5. Boueuse	6. Huilée
		SIGNALISATION	
		11. Aucune	16. Feu d'urgence
		12. Feux de circulation	17. Feux de priorité
		13. Feux rouges (stop)	18. Signal STOP
		14. Feux jaunes (circular)	19. Signal CÉDEZ
		15. Feux verts (prioritaires)	20. Panier, Brûleur, Signal
		21. Passage à niveau, feu, lumière	22. Signalisation d'intersection
		23. Feux d'urgence des véhicules	24. Autre*
		TEMPS	
		1. Clair	2. Nuageux, brouillard
		3. Pluie, neige	4. Neige, glace
		5. Brouillard	6. Averse
		7. Vent fort	8. Autre*
		ECLAIREMENT	
		1. Jour	2. Demi-obscurité
		3. Nuit	4. Chemin éclairé
		VISIBILITE	
		11. Bonne	14. Réduction
		12. Réduction part.	15. Véhicule
		13. Réduction totale	16. Phares et feux
		17. Bâtiments	18. Embuscade, autre que phares
		19. Vapeur, fumée, poussière	20. Temps
		21. Autre*	22. Autre*
		TYPE DE VEHICULE	
		11. Automobile	12. Automobile en remorque
		13. Famille S, W	14. Famille S, W et utilitaire
		15. Camion	16. Camion et utilitaire
		17. Véhicule 4 roues motrices	18. Véhicule 4 roues motrices
		19. Véhicule 4 roues motrices	20. Véhicule 4 roues motrices
		21. Véhicule 4 roues motrices	22. Véhicule 4 roues motrices
		23. Véhicule 4 roues motrices	24. Véhicule 4 roues motrices
		25. Véhicule 4 roues motrices	26. Véhicule 4 roues motrices
		27. Véhicule 4 roues motrices	28. Véhicule 4 roues motrices
		29. Véhicule 4 roues motrices	30. Véhicule 4 roues motrices
		31. Véhicule 4 roues motrices	32. Véhicule 4 roues motrices
		33. Véhicule 4 roues motrices	34. Véhicule 4 roues motrices
		35. Véhicule 4 roues motrices	36. Véhicule 4 roues motrices
		37. Véhicule 4 roues motrices	38. Véhicule 4 roues motrices
		39. Véhicule 4 roues motrices	40. Véhicule 4 roues motrices
		41. Véhicule 4 roues motrices	42. Véhicule 4 roues motrices
		43. Véhicule 4 roues motrices	44. Véhicule 4 roues motrices
		45. Véhicule 4 roues motrices	46. Véhicule 4 roues motrices
		47. Véhicule 4 roues motrices	48. Véhicule 4 roues motrices
		49. Véhicule 4 roues motrices	50. Véhicule 4 roues motrices
		51. Véhicule 4 roues motrices	52. Véhicule 4 roues motrices
		53. Véhicule 4 roues motrices	54. Véhicule 4 roues motrices
		55. Véhicule 4 roues motrices	56. Véhicule 4 roues motrices
		57. Véhicule 4 roues motrices	58. Véhicule 4 roues motrices
		59. Véhicule 4 roues motrices	60. Véhicule 4 roues motrices
		61. Véhicule 4 roues motrices	62. Véhicule 4 roues motrices
		63. Véhicule 4 roues motrices	64. Véhicule 4 roues motrices
		65. Véhicule 4 roues motrices	66. Véhicule 4 roues motrices
		67. Véhicule 4 roues motrices	68. Véhicule 4 roues motrices
		69. Véhicule 4 roues motrices	70. Véhicule 4 roues motrices
		71. Véhicule 4 roues motrices	72. Véhicule 4 roues motrices
		73. Véhicule 4 roues motrices	74. Véhicule 4 roues motrices
		75. Véhicule 4 roues motrices	76. Véhicule 4 roues motrices
		77. Véhicule 4 roues motrices	78. Véhicule 4 roues motrices
		79. Véhicule 4 roues motrices	80. Véhicule 4 roues motrices
		81. Véhicule 4 roues motrices	82. Véhicule 4 roues motrices
		83. Véhicule 4 roues motrices	84. Véhicule 4 roues motrices
		85. Véhicule 4 roues motrices	86. Véhicule 4 roues motrices
		87. Véhicule 4 roues motrices	88. Véhicule 4 roues motrices
		89. Véhicule 4 roues motrices	90. Véhicule 4 roues motrices
		91. Véhicule 4 roues motrices	92. Véhicule 4 roues motrices
		93. Véhicule 4 roues motrices	94. Véhicule 4 roues motrices
		95. Véhicule 4 roues motrices	96. Véhicule 4 roues motrices
		97. Véhicule 4 roues motrices	98. Véhicule 4 roues motrices
		99. Véhicule 4 roues motrices	100. Véhicule 4 roues motrices
		ÉTAT APPARENT DES VEHICULES	
		11. Aucun défaut apparent	12. Défaut apparent
		13. Défaut apparent	14. Défaut apparent
		15. Défaut apparent	16. Défaut apparent
		17. Défaut apparent	18. Défaut apparent
		19. Défaut apparent	20. Défaut apparent
		21. Défaut apparent	22. Défaut apparent
		23. Défaut apparent	24. Défaut apparent
		25. Défaut apparent	26. Défaut apparent
		27. Défaut apparent	28. Défaut apparent
		29. Défaut apparent	30. Défaut apparent
		31. Défaut apparent	32. Défaut apparent
		33. Défaut apparent	34. Défaut apparent
		35. Défaut apparent	36. Défaut apparent
		37. Défaut apparent	38. Défaut apparent
		39. Défaut apparent	40. Défaut apparent
		41. Défaut apparent	42. Défaut apparent
		43. Défaut apparent	44. Défaut apparent
		45. Défaut apparent	46. Défaut apparent
		47. Défaut apparent	48. Défaut apparent
		49. Défaut apparent	50. Défaut apparent
		51. Défaut apparent	52. Défaut apparent
		53. Défaut apparent	54. Défaut apparent
		55. Défaut apparent	56. Défaut apparent
		57. Défaut apparent	58. Défaut apparent
		59. Défaut apparent	60. Défaut apparent
		61. Défaut apparent	62. Défaut apparent
		63. Défaut apparent	64. Défaut apparent
		65. Défaut apparent	66. Défaut apparent
		67. Défaut apparent	68. Défaut apparent
		69. Défaut apparent	70. Défaut apparent
		71. Défaut apparent	72. Défaut apparent
		73. Défaut apparent	74. Défaut apparent
		75. Défaut apparent	76. Défaut apparent
		77. Défaut apparent	78. Défaut apparent
		79. Défaut apparent	80. Défaut apparent
		81. Défaut apparent	82. Défaut apparent
		83. Défaut apparent	84. Défaut apparent
		85. Défaut apparent	86. Défaut apparent
		87. Défaut apparent	88. Défaut apparent
		89. Défaut apparent	90. Défaut apparent
		91. Défaut apparent	92. Défaut apparent
		93. Défaut apparent	94. Défaut apparent
		95. Défaut apparent	96. Défaut apparent
		97. Défaut apparent	98. Défaut apparent
		99. Défaut apparent	100. Défaut apparent
		ÉTAT APPARENT DES CONDUCTEURS ET PIÉTONS	
		1. Normal	2. Fatigue, distraction
		3. Fatigue, distraction	4. Fatigue, distraction
		5. Fatigue, distraction	6. Fatigue, distraction
		7. Fatigue, distraction	8. Fatigue, distraction
		9. Fatigue, distraction	10. Fatigue, distraction
		11. Fatigue, distraction	12. Fatigue, distraction
		13. Fatigue, distraction	14. Fatigue, distraction
		15. Fatigue, distraction	16. Fatigue, distraction
		17. Fatigue, distraction	18. Fatigue, distraction
		19. Fatigue, distraction	20. Fatigue, distraction
		21. Fatigue, distraction	22. Fatigue, distraction
		23. Fatigue, distraction	24. Fatigue, distraction
		25. Fatigue, distraction	26. Fatigue, distraction
		27. Fatigue, distraction	28. Fatigue, distraction
		29. Fatigue, distraction	30. Fatigue, distraction
		31. Fatigue, distraction	32. Fatigue, distraction
		33. Fatigue, distraction	34. Fatigue, distraction
		35. Fatigue, distraction	36. Fatigue, distraction
		37. Fatigue, distraction	38. Fatigue, distraction
		39. Fatigue, distraction	40. Fatigue, distraction
		41. Fatigue, distraction	42. Fatigue, distraction
		43. Fatigue, distraction	44. Fatigue, distraction
		45. Fatigue, distraction	46. Fatigue, distraction
		47. Fatigue, distraction	48. Fatigue, distraction
		49. Fatigue, distraction	50. Fatigue, distraction
		51. Fatigue, distraction	52. Fatigue, distraction
		53. Fatigue, distraction	54. Fatigue, distraction
		55. Fatigue, distraction	56. Fatigue, distraction
		57. Fatigue, distraction	58. Fatigue, distraction
		59. Fatigue, distraction	60. Fatigue, distraction
		61. Fatigue, distraction	62. Fatigue, distraction
		63. Fatigue, distraction	64. Fatigue, distraction
		65. Fatigue, distraction	66. Fatigue, distraction
		67. Fatigue, distraction	68. Fatigue, distraction
		69. Fatigue, distraction	70. Fatigue, distraction
		71. Fatigue, distraction	72. Fatigue, distraction
		73. Fatigue, distraction	74. Fatigue, distraction
		75. Fatigue, distraction	76. Fatigue, distraction
		77. Fatigue, distraction	78. Fatigue, distraction
		79. Fatigue, distraction	80. Fatigue, distraction
		81. Fatigue, distraction	82. Fatigue, distraction
		83. Fatigue, distraction	84. Fatigue, distraction
		85. Fatigue, distraction	86. Fatigue, distraction
		87. Fatigue, distraction	88. Fatigue, distraction
		89. Fatigue, distraction	90. Fatigue, distraction
		91. Fatigue, distraction	92. Fatigue, distraction
		93. Fatigue, distraction	94. Fatigue, distraction
		95. Fatigue, distraction	96. Fatigue, distraction
		97. Fatigue, distraction	98. Fatigue, distraction
		99. Fatigue, distraction	100. Fatigue, distraction
		ACTION APPARENTE DU CONDUCTEUR	
		11. Conduite normale	12. Conduite normale
		13. Conduite normale	14. Conduite normale
		15. Conduite normale	16. Conduite normale
		17. Conduite normale	18. Conduite normale
		19. Conduite normale	20. Conduite normale
		21. Conduite normale	22. Conduite normale
		23. Conduite normale	24. Conduite normale
		25. Conduite normale	26. Conduite normale
		27. Conduite normale	28. Conduite normale
		29. Conduite normale	30. Conduite normale
		31. Conduite normale	32. Conduite normale
		33. Conduite normale	34. Conduite normale
		35. Conduite normale	36. Conduite normale
		37. Conduite normale	38. Conduite normale
		39. Conduite normale	40. Conduite normale
		41. Conduite normale	42. Conduite normale
		43. Conduite normale	44. Conduite normale
		45. Conduite normale	46. Conduite normale
		47. Conduite normale	48. Conduite normale
		49. Conduite normale	50. Conduite normale
		51. Conduite normale	52. Conduite normale
		53. Conduite normale	54. Conduite normale
		55. Conduite normale	56. Conduite normale
		57. Conduite normale	58. Conduite normale
		59. Conduite normale	60. Conduite normale
		61. Conduite normale	62. Conduite normale
		63. Conduite normale	64. Conduite normale
		65. Conduite normale	66. Conduite normale
		67. Conduite normale	68. Conduite normale
		69. Conduite normale	70. Conduite normale
		71. Conduite normale	72. Conduite normale
		73. Conduite normale	74. Conduite normale
		75. Conduite normale	76. Conduite normale
		77. Conduite normale	78. Conduite normale
		79. Conduite normale	80. Conduite normale
		81. Conduite normale	82. Conduite normale
		83. Conduite normale	84. Conduite normale
		85. Conduite normale	86. Conduite normale
		87. Conduite normale	88. Conduite normale
		89. Conduite normale	90. Conduite normale
		91. Conduite normale	92. Conduite normale
		93. Conduite normale	94. Conduite normale
		95. Conduite normale	96. Conduite normale
		97. Conduite normale	98. Conduite normale
		99. Conduite normale	100. Conduite normale
		MOVEMENT DES PIÉTONS	
		11. Traversée conformément au signal	12. Traversée conformément au signal
		13. Traversée conformément au signal	14. Traversée conformément au signal
		15. Traversée conformément au signal	16. Traversée conformément au signal
		17. Traversée conformément au signal	18. Traversée conformément au signal
		19. Traversée conformément au signal	20. Traversée conformément au signal
		21. Traversée conformément au signal	22. Traversée conformément au signal
		23. Traversée conformément au signal	24. Traversée conformément au signal
		25. Traversée conformément au signal	26. Traversée conformément au signal
		27. Traversée conformément au signal	28. Traversée conformément au signal
		29. Traversée conformément au signal	30. Traversée conformément au signal
		31. Traversée conformément au signal	32. Traversée conformément au signal
		33. Traversée conformément au signal	34. Traversée conformément au signal
		35. Traversée conformément au signal	36. Traversée conformément au signal
		37. Traversée conformément au signal	38. Traversée conformément au signal
		39. Traversée conformément au signal	40. Traversée conformément au signal
		41. Traversée conformément au signal	42. Traversée conformément au signal
		43. Traversée conformément au signal	44. Traversée conformément au signal
		45. Traversée conformément au signal	46. Traversée conformément au signal
		47. Traversée conformément au signal	48. Traversée conformément au signal
		49. Traversée conformément au signal	50. Traversée conformément au signal
		51. Traversée conformément au signal	52. Traversée conformément au signal
		53. Traversée conformément au signal	54. Traversée conformément au signal
		55. Traversée conformément au signal	56. Traversée conformément au signal
		57. Traversée conformément au signal	58. Traversée conformément au signal
		59. Traversée conformément au signal	60. Traversée conformément au signal
		61. Traversée conformément au signal	62. Traversée conformément au signal
		63. Traversée conformément au signal	64. Traversée conformément au signal
		65. Traversée conformément au signal	66. Traversée conformément au signal
		67. Traversée conformément au signal	68. Traversée conformément au signal
		69. Traversée conformément au signal	70. Traversée conformément au signal
		71. Traversée conformément au signal	72. Traversée conformément au signal
		73. Traversée conformément au signal	74. Traversée conformément au signal
		75. Traversée conformément au signal	76. Traversée conformément au signal
		77. Traversée conformément au signal	78. Traversée conformément au signal
		79. Traversée conformément au signal	80. Traversée conformément au signal
		81. Traversée conformément au signal	82. Traversée conformément au signal
		83. Traversée conformément au signal	84. Traversée conformément au signal
		85. Traversée conformément au signal	86. Traversée conformément au signal
		87. Traversée conformément au signal	88. Traversée conformément au signal
		89. Traversée conformément au signal	90. Traversée conformément au signal

[illegible]

Commentaires additionnels – Visibilité, défectuosité des signaux de circulation, etc – Spécifier les personnes ou services avisés

43

44

45

46

47

10111213141516Inscrire les noms, prénoms, adresses et n° de téléphone

A

B

C

D

E

F

G

H

48

49

Corps de Police

48

49

48

49

NOTE : Un des buts du Rapport d'Accident de véhicules automobiles est de recueillir des informations sur les causes et les circonstances des accidents de la circulation. Celui qui l'utilise à d'autres fins devra tenir compte du fait que certaines indications font appel à la version des témoins et conducteurs ou à l'opinion du rédacteur et que celui-ci n'a pas été témoin de l'accident à moins d'indication contraire.

A.C. 4265-70, (1970) 102 G.O., 7165
A.C. 4326-77, (1977) 109 G.O.II, 7229

4

7-966



c. P-13, r.9

Règlement sur l'identification des véhicules de la Sûreté du Québec

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Sûreté » : le corps de police constitué en vertu de l'article 38 de la Loi de police, sous le nom de Sûreté du Québec ;

b) « véhicule » : pour les véhicules utilisés par la Sûreté du Québec, le même sens que celui donné à l'article 1 du Code de la route (L.R.Q., c. C-24) ;

c) « véhicule identifié » : tout véhicule que le directeur général de la Sûreté du Québec juge à propos de faire identifier.

2. L'insigne ci-dessous décrit est à l'avenir désigné sous le titre de « Insigne de la Sûreté du Québec ».

a) L'insigne a la forme d'un cercle de 19 pouces de diamètre. Il comprend une bordure de $3\frac{3}{4}$ pouces de largeur, entourant un cercle de $11\frac{1}{2}$ pouces de diamètre et ce dernier contient en son centre une fleur de lys de forme normalisée par l'Office d'information et de publicité du Québec avec le mot Québec au centre de la fleur de lys. L'insigne est obtenu par sérigraphie sur une pellicule de polyester (mylar) transparent.

b) La bordure transparente doit contenir les inscriptions suivantes :

dans la partie supérieure, « Sûreté du Québec » et dans la partie inférieure « Police ». Les lettres de ces inscriptions sont de couleur noire et ont les dimensions suivantes :

hauteur : $2\frac{1}{4}$ pouces ;

largeur : $1\frac{3}{4}$ pouce ;

épaisseur : $7/16$ de pouce.

Le cercle intérieur de couleur blanche doit contenir la fleur de lys du Québec.

La fleur de lys de couleur « Bleue Québec » (voir norme BNQ no 9901-901*) doit avoir 7 pouces de largeur et $9\frac{1}{2}$ pouces de hauteur.

La forme de cette fleur doit être conforme à celle que l'Office d'information et de publicité du Québec a adoptée. Les lettres du mot « Québec » au centre de la fleur doivent avoir approximativement $19/32$ de pouce de hauteur, $5/32$ de pouce d'épaisseur et le mot avoir $3\frac{11}{16}$ pouces de longueur. Elles sont de la même couleur que les fleurs.

Une petite flèche de centrage doit apparaître de chaque côté de l'insigne afin de pouvoir bien disposer ce dernier par rapport à la ligne horizontale.

Le tout tel que plus amplement décrit à l'indice de spécification no 6833-261 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, et tel qu'il appert au dessin no 1 de cet indice de spécification.

3. Les véhicules de la Sûreté que le directeur général de la Sûreté juge à propos de faire identifier, doivent, à l'exception des motocyclettes et des motoneiges, être identifiés suivant les spécifications suivantes :

a) l'extérieur du véhicule est peint de couleur vert olive, code de peinture C.I.L. no 1378-81414, et les panneaux des portes avant du véhicule sont peints de couleur jaune, code de peinture C.I.L. no 1378-8007 ;

b) l'intérieur du véhicule est de couleurs discrètes et bien assorties avec celles de l'extérieur ;

c) l'insigne de la Sûreté du Québec décrit à l'article 2 doit être apposé sur chacune des portières avant du véhicule. Le centre de l'insigne doit coïncider avec celui de cette partie de la portière comprise entre le bas de la fenêtre et le bas de cette même portière ;

d) de plus, le mot « Police » doit être apposé au moyen du procédé ci-dessous décrit, sur le capot ainsi que sur le panneau de la valise du véhicule identifié, aux endroits illustrés sur le dessin no 5 de l'indice de spécification no 6833-261 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Le matériel utilisé pour l'inscription du mot « Police » doit être une pellicule réfléchissante de couleur jaune munie d'un adhésif de type permanent et sensible à la pression, le tout couramment appelé pellicule réfléchissante de marque « Scotchlite » grade commercial no 3171 et fabriqué par la compagnie 3M du Canada, ou un équivalent accepté par le BNQ.

Les dimensions des lettres sont illustrées sur les dessins no 2, 3 et 4 de l'indice de spécification no 6833-261 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Indus-

trie, du Commerce et du Tourisme. La hauteur des lettres est de 5 pouces et la tolérance est de plus ou moins 1/16 de pouce. Les autres dimensions sont illustrées séparément pour chacune des lettres sur les dessins ci-dessus mentionnés, le tout tel que plus amplement décrit aux dessins 2, 3 et 4 de l'indice de spécification no 6833-261 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

4. Les accessoires des véhicules identifiés, à l'exception des motocyclettes, sont les suivants :

a) chaque véhicule identifié est muni d'une lumière rotative placée au centre du toit, à 1 pied du pare-brise, le tout tel qu'il appert au dessin no 5 de l'indice de spécification no 6833-261 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;

b) chaque véhicule identifié est muni d'un phare placé sur le côté droit du véhicule, sur le garde-boue, à 1 pied des phares avant (si jumelés) et placé bien au centre entre l'ouverture du capot et le bord du garde-boue, et l'angle du phare doit être de 80°, le tout tel qu'il appert au dessin no 5 de l'indice de spécification no 6833-261 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

5. Les motocyclettes de la Sûreté que le directeur général de la Sûreté juge à propos de faire identifier, doivent être identifiées de la façon suivante :

a) l'insigne de la Sûreté du Québec, décrit à l'article 2 et obtenu au moyen du même procédé que celui décrit à cet article, mais dont le diamètre est réduit à 5 pouces, est apposé aux endroits appropriés sur la motocyclette ;

b) de plus, le mot « Police » est apposé aux endroits appropriés sur la motocyclette, au moyen du même procédé que celui ci-dessus décrit pour l'inscription du mot « Police » sur les véhicules identifiés, mais les dimensions des lettres sont réduites, suivant qu'il convient.

6. Les motoneiges de la Sûreté que le directeur général de la Sûreté juge à propos de faire identifier, doivent être identifiées de la façon suivante :

a) l'insigne de la Sûreté du Québec, décrit à l'article 2 et obtenu au moyen du même procédé que celui décrit à cet article, mais dont le diamètre est réduit à 8 pouces, est apposé aux endroits appropriés sur les motoneiges ;

b) de plus, le mot « Police » est apposé aux endroits appropriés sur la motoneige, au moyen du même procédé que celui décrit pour l'inscription du mot « Police » sur les véhicules identifiés, mais les dimensions des lettres sont réduites, suivant qu'il convient.

7. L'insigne de la Sûreté du Québec décrit à l'article 2, peut être utilisé par la Sûreté pour identifier la Sûreté, son équipement et son matériel, selon qu'il est jugé à propos par le directeur général de la Sûreté, et lorsque cet insigne est utilisé à d'autres fins qu'à l'identification des véhicules, motocyclettes ou motoneiges, les dimensions peuvent être réduites et le procédé d'obtention de l'insigne peut être modifié suivant l'usage auquel l'insigne sera destiné.

8. L'insigne de la Sûreté du Québec, décrit dans le présent règlement, est réservé à l'usage exclusif de la Sûreté.



c. P-13, r.10

Règlement sur l'identification des véhicules des corps de police municipaux

Loi de police

(L.R.Q., c. P-13)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « armoiries » : les armoiries, écussons, sigles ou emblèmes d'une municipalité ou de la Communauté urbaine de Montréal ou d'un corps de police municipal ;

b) « blanc » ou « couleur blanche » : la couleur blanche conforme à la norme BNQ 9901-903/1974-02-08 du Bureau de normalisation du Québec ;

c) « bleu » ou « couleur bleue » : la couleur bleue conforme à la norme BNQ 9901-902/1974-01-31 du Bureau de normalisation du Québec ;

d) « corps de police municipal » : un corps de police établi par une municipalité ainsi que le service de police de la Communauté urbaine de Montréal institué par l'article 221 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (L.Q., 1969, c. 84 ; après refonte : Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, L.R.Q., c. C-37.2, a. 187) ;

e) « directeur » : le directeur d'un corps de police municipal ;

f) « phares rouges pivotants » : système de 3 phares rotatifs conforme à la norme BNQ 1943-550/1974-08-30 du Bureau de normalisation du Québec, installé sur une ou des barres horizontales ;

g) « phare rouge clignotant » : phare rouge clignotant ou série de phares rouges clignotants installé individuellement ou en série sur un véhicule ;

h) « fourgon » : comprend un fourgon, un camion ou une camionnette ;

i) « indicatif d'appel » : le numéro utilisé pour désigner un véhicule ou pour l'appeler par radio ; eu égard à l'ampleur du corps de police municipal, l'indicatif d'appel peut n'être qu'un seul chiffre ou être une combinaison de 2 éléments dont le premier désigne le poste ou la section

d'attache du véhicule et, le deuxième, l'identification individuelle soit de l'officier, soit du véhicule lui-même ;

j) « pellicule adhésive réfléchissante blanche » : pellicule adhésive réfléchissante blanche conforme à la norme BNQ 6830-101/1972-12-13 classe A, grade 2, du Bureau de normalisation du Québec ;

k) « véhicule » : en plus des véhicules dont il est fait mention à l'article 1 du Code de la route (L.R.Q., c. C-24), toute embarcation ;

l) « véhicule identifié » : tout véhicule qui parmi les véhicules d'un corps de police municipal, est identifié de façon permanente comme véhicule de police.

SECTION II IDENTIFICATION DES AUTOMOBILES

2. Application : Lorsqu'une automobile est un véhicule identifié, elle doit satisfaire aux normes prescrites à la présente section.

3. Couleur : L'automobile doit être peinte en bleu.

4. Bande horizontale : L'automobile doit porter une bande horizontale de couleur blanche sur ses deux côtés et sur toute sa longueur. Cette bande peut être de peinture blanche ou confectionnée de pellicule adhésive réfléchissante blanche. De plus, cette bande, dont la largeur est d'un minimum de 5 pouces et d'un maximum de 8 pouces, doit être située immédiatement en-dessous du rebord des fenêtres latérales.

5. Armoiries : Les armoiries sont facultatives. Celles-ci doivent être de format réduit et être apposées à l'intérieur de la bande par décalcomanie et placées à gauche de toute inscription.

6. Inscription : L'automobile doit porter les inscriptions suivantes :

a) sur les deux côtés et répartis également à même la bande blanche, le mot « POLICE » suivi du nom de la municipalité qui ne doit pas être précédé de l'inscription « Ville de... », sauf les automobiles du corps de police de la ville de Québec qui doivent porter l'inscription « VILLE DE QUÉBEC » et celles de la Communauté urbaine de Montréal qui peuvent porter le nom officiel de la Communauté ou l'abréviation de ce nom, tel que déterminé par la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (L.Q., 1969, c. 84 ; après refonte : Loi sur la Communauté urbaine de

Montréal, L.R.Q., c. C-37.2) ; ces inscriptions doivent être de couleur bleue et de caractère « helvetica medium majuscule » d'une hauteur de 3 pouces ;

b) sur le capot avant et sur le coffre arrière, le mot « POLICE ». Les lettres de cette inscription doivent être faites de pellicule adhésive réfléchissante blanche et être de caractère « helvetica medium majuscule » de 3 pouces de hauteur ;

c) sur chaque portière avant, l'indicatif d'appel, dont les éléments doivent être d'une hauteur de 10 pouces et être confectionnés de pellicule adhésive réfléchissante blanche, centré dans l'espace compris entre les extrémités de la portière et la bande blanche ;

d) sur le coffre arrière, du côté droit, l'indicatif d'appel dont les éléments doivent être d'une hauteur de 3 pouces et être confectionnés de pellicule adhésive réfléchissante blanche ;

e) facultativement, sur le toit, l'indicatif d'appel. Si cet indicatif d'appel est inscrit, ses éléments doivent être d'une hauteur de 18 pouces, d'une largeur de 10 pouces et être confectionnés de pellicule adhésive réfléchissante blanche. Il doit être disposé de manière à être lisible en regardant de l'arrière vers l'avant du véhicule et être placé à l'arrière et dégagé de la barre supportant le système de lumières rotatives.

7. Pneus : Les pneus de l'automobile doivent être à flancs noirs.

8. Phare d'arrêt : Le phare d'arrêt de circulation « Police — stop » est facultatif. Si ce phare est installé, il doit être placé sur le garde-boue avant droit, dans un angle de 80° hors de l'axe de l'automobile.

9. Phares rouges pivotants : L'automobile doit porter des phares rouges pivotants installés sur le point le plus élevé du toit, à angle droit avec l'axe de l'automobile.

SECTION III IDENTIFICATION DES FOURGONS

10. Application : Lorsqu'un fourgon est un véhicule identifié, il doit satisfaire aux normes prescrites à la présente section.

11. Couleur : Le fourgon doit être peint en bleu.

12. Bande horizontale : Le fourgon doit porter une bande horizontale de couleur blanche sur ses deux côtés et sur toute sa longueur de même que sur l'arrière du véhicule, au même niveau et faisant corps avec les bandes blanches latérales. Cette bande peut être de peinture blanche

ou confectionnée de pellicule adhésive réfléchissante blanche. De plus, cette bande, dont la largeur est d'un minimum de 5 pouces et d'un maximum de 8 pouces sur les 3 faces du fourgon, doit être située immédiatement en dessous du rebord des fenêtres latérales.

13. Armoiries : Les armoiries sont facultatives. Celles-ci doivent être de format réduit et être apposées à l'intérieur de la bande blanche par décalcomanie et placées à gauche de toute inscription.

14. Inscriptions : Le fourgon doit porter les inscriptions suivantes :

a) sur les bandes blanches latérales, le mot « POLICE », suivi du nom de la municipalité ou de la Communauté urbaine de Montréal inscrit de la manière prescrite au paragraphe a de l'article 6 ;

b) sur le capot avant, le mot « POLICE » dont les lettres, hautes de 3 pouces et de caractère « helvetica medium majuscule », sont confectionnées de pellicule adhésive réfléchissante blanche. De plus, sur la bande blanche arrière du véhicule, le mot « POLICE » dont les lettres hautes de 3 pouces et de caractère « helvetica medium majuscule » doivent être peintes en bleu ;

c) les indicatifs d'appel latéraux inscrits de la manière prescrite au paragraphe c de l'article 6 ;

d) à l'arrière, à l'extrémité inférieure droite, l'indicatif d'appel inscrit de la manière prescrite au paragraphe d de l'article 6 ;

e) facultativement, sur le toit, l'indicatif d'appel. Si cet indicatif d'appel est inscrit, il doit l'être de la manière prescrite au paragraphe e de l'article 6.

15. Phares rouges pivotants : Les phares rouges pivotants sont facultatifs. Si ces phares sont installés, ils doivent l'être sur le point le plus élevé du toit, à angle droit avec l'axe du fourgon.

SECTION IV IDENTIFICATION DES MOTOCYCLETTES ET MOTOS-NEIGE

16. Application :

1) Lorsqu'une motocyclette est un véhicule identifié, elle doit satisfaire aux normes prescrites à la présente section.

2) Lorsqu'une moto-neige est la propriété de la municipalité ou de la Communauté urbaine de Montréal et qu'elle est un véhicule identifié, elle doit satisfaire aux normes prescrites à la présente section.

17. Couleur :

- 1) La motocyclette doit être peinte entièrement en blanc.
- 2) La moto-neige doit être peinte en bleu.

18. Armoiries et inscriptions : L'inscription du mot « POLICE » est obligatoire sur les motocyclettes et les motos-neige. Sur les motocyclettes, ce mot doit être peint en bleu ; sur les motos-neige, ce mot doit être inscrit en utilisant de la pellicule adhésive réfléchissante blanche. Dans les deux cas, les lettres du mot « POLICE » doivent être de caractère « helvetica medium majuscule ».

L'apposition d'armoiries et l'inscription du nom de la municipalité ou de la Communauté urbaine de Montréal ainsi que de l'indicatif d'appel sont facultatives sur les motocyclettes et les motos-neige. Lorsque cette inscription est faite, elle doit l'être en bleu, si la couleur de base du véhicule est blanche, et en blanc, si la couleur de base du véhicule est bleue ; la dimension des lettres et des chiffres doit être proportionnelle à l'espace disponible.

19. Phares rouges clignotants :

- 1) Sur une moto-neige, l'installation d'un ou de plusieurs phares rouges clignotants est facultative.
- 2) Sur les motocyclettes, un phare rouge clignotant doit être installé à l'avant.

20. Phare rouge pivotant : L'installation d'un poteau télescopique supportant un seul phare rouge pivotant est facultative.

SECTION V**IDENTIFICATION DES EMBARCATIONS**

21. Application : Lorsqu'une embarcation est la propriété de la municipalité ou de la Communauté urbaine de Montréal et qu'elle est un véhicule identifié, elle doit satisfaire aux normes prescrites à la présente section.

22. Couleur : L'embarcation doit être peinte en bleu.

23. Bande horizontale, armoiries et inscription : Toute embarcation doit porter sur ses deux côtés, une bande blanche à l'intérieur de laquelle doivent apparaître le mot « POLICE » et le nom de la municipalité ou de la Communauté urbaine de Montréal. L'apposition des armoiries sur une embarcation est facultative.

24. Feux : Les embarcations ne doivent porter que les feux de signalisation prescrits par l'article 43 du Règlement sur les petits bâtiments (C.R.C., c. 1487).

SECTION VI**DISPOSITION FINALE**

25. Application : Tout véhicule identifié acheté après le 5 avril 1978 doit être identifié selon les normes du présent règlement.

Dans les autres cas, les véhicules identifiés doivent, avant le 5 avril 1981, être peints et identifiés de la manière y prévue.

Les véhicules faits de matériaux tels que le fibre de verre ou le plastique, qui ne peuvent pas être repeints, ne sont pas soumis au présent règlement.



c. P-13, r.11

Règlement sur les insignes des constables spéciaux exerçant des fonctions de surveillants routiers pour le ministère des Transports

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « surveillant routier » : toute personne nommée constable spécial pour le Service de l'inspection du ministère des Transports, par application de l'article 80 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) ;

b) « Commission » : la Commission de police du Québec.

2. Les insignes qui sont portés par les constables spéciaux agissant comme surveillants routiers pour le Service de l'inspection du ministère des Transports sont les suivants : l'insigne de casquette et l'insigne de veston.

3. L'insigne de casquette est fixé sur le devant de la casquette au moyen de 2 vis au revers, ces vis mesurant $\frac{3}{8}$ de pouce.

Il est fait de métal « Gilding 95/5 » recouvert d'un émail vitrifié bleu et plaqué or par le procédé d'électro-placage.

4. L'insigne de veston est fixé sur le veston à la hauteur de la poitrine au moyen d'une épingle et d'un fermoir de sûreté.

Il est fait de métal « Gilding 95/5 » recouvert d'un émail vitrifié bleu et plaqué or par le procédé d'électro-placage.

Les insignes de cette catégorie portent un chiffre entre 3001 et 3200.

5. La partie en bas-relief de ces 2 insignes est d'un fini matté recouvert d'un plaqué or.

Les insignes ont une hauteur approximative de $2\frac{1}{2}$ pouces.

L'insigne de la casquette a une largeur approximative de 2 pouces, tandis que l'insigne du veston a une largeur approximative de $1\frac{3}{4}$ pouce.

6. Une reproduction des 2 insignes est donnée dans l'annexe 1.

ANNEXE 1

(a. 6)

INSIGNE DE CASQUETTE



INSIGNE DE VESTON





c. P-13, r.12

Règlement sur les insignes des sous-officiers, agents et cadets de la Sûreté du Québec

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Sûreté » : le corps de police constitué en vertu de l'article 38 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) sous le nom de « Sûreté du Québec » ;

b) « sous-officiers » : les sous-officiers de la Sûreté du Québec désignés au paragraphe 4 du premier alinéa de l'article 43 de la Loi de police ;

c) « agents » : les agents de la Sûreté du Québec mentionnés au paragraphe 5 du premier alinéa de l'article 43 de la Loi de police ;

d) « cadets » : les personnes mentionnées au deuxième alinéa de l'article 43 de la Loi de police.

2. Insignes des sous-officiers et agents : Les insignes du corps qui doivent être portés par les sous-officiers et agents de la Sûreté sur chacune des manches à la hauteur de l'épaule sur les chemises et les uniformes doivent être conformes à l'insigne ci-dessous décrit et aux spécifications suivantes, à savoir :

a) l'insigne se compose à la partie supérieure d'un demi-cercle de 2 pouces de rayon et à la partie inférieure d'un rectangle de 4 pouces de largeur par $\frac{3}{4}$ de pouce de hauteur ; le tout formant une demi-lune allongée, tel qu'il appert au dessin no I de l'indice de spécification no 7940-227 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;

b) l'insigne doit porter en relief la signature officielle du Québec (l'emblème fleur de lys avec le mot « Québec » au centre), le mot « Police » au bas, ainsi que les mots « Sûreté du Québec » en arc de cercle au haut, tel qu'il appert au dessin no I de l'indice de spécification no 7940-227 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;

c) le lettrage « Sûreté du Québec » doit être de 3/10 de pouce de hauteur, par 1/16 de pouce d'épaisseur, et avoir un maximum de 5/16 de pouce de largeur. Ces mots

doivent être bien centrés et la distance entre les mots « Sûreté » et « du », ainsi que « du » et « Québec » doit être de $\frac{1}{4}$ de pouce. Les lettres du mot « Police » doivent être de $\frac{2}{5}$ de pouce de hauteur, par $\frac{5}{64}$ de pouce d'épaisseur et avoir un maximum de $\frac{5}{16}$ de pouce de largeur, et être bien centrées. La distance entre la bordure et le lettrage doit être de $\frac{1}{8}$ de pouce, lesdits mots à être placés aux endroits où ils apparaissent sur le dessin no 1 de l'indice de spécification no 7740-227 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;

d) la fleur de lys doit être de $1\frac{1}{2}$ pouce de hauteur par $1\frac{1}{6}$ pouce de largeur. Le mot « Québec » doit être de 1 pouce de longueur par $\frac{1}{6}$ de pouce de hauteur, l'épaisseur des lettres étant $\frac{1}{32}$ de pouce. Le tout doit être bien centré, tel qu'il appert au dessin no I de l'indice de spécification no 7940-227 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

3. Insignes des cadets : Les insignes du corps qui doivent être portés par les cadets de la Sûreté sur chacune des manches à la hauteur de l'épaule sur les chemises et les uniformes doivent être conformes à l'insigne ci-dessous décrit et aux spécifications suivantes :

a) l'insigne se compose à la partie supérieure d'un demi-cercle de 2 pouces de rayon et à la partie inférieure d'un triangle inversé de 4 pouces de hauteur, le tout formant une demi-lune allongée avec pointe arrondie au bas, tel qu'il appert au dessin no I de l'indice de spécification no 7940-228 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;

b) l'insigne doit porter en relief la signature officielle du Québec (l'emblème fleur de lys avec le mot « Québec » au centre), le mot « Police » sous la fleur de lys, le mot « Cadet » placé à angle droit sous le mot « Police », ainsi que les mots « Sûreté du Québec » en arc de cercle au haut, tel qu'il appert au dessin no I de l'indice de spécification no 7940-228 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;

c) le lettrage, « Sûreté du Québec » doit être de $\frac{3}{10}$ de pouce de hauteur, par $\frac{1}{16}$ de pouce d'épaisseur, et avoir un maximum de $\frac{3}{10}$ de pouce de largeur. Ces mots doivent être bien centrés et la distance entre les mots « Sûreté » et « du » ainsi que « du » et « Québec » doit être de $\frac{1}{4}$ de pouce. Les lettres du mot « Police » doivent être de $\frac{2}{5}$ de pouce de hauteur, par $\frac{5}{64}$ de pouce d'épaisseur et avoir un maximum de $\frac{5}{16}$ de pouce de largeur, et être

bien centrées. Les lettres du mot « Cadet » doivent être de $\frac{1}{4}$ de pouce de hauteur, par $\frac{1}{32}$ de pouce de largeur au maximum, et $\frac{1}{16}$ de pouce d'épaisseur ; elles doivent être distancées (verticalement) l'une de l'autre, de $\frac{3}{16}$ de pouce. La distance entre le mot « Police » et le mot « Cadet » doit être de $\frac{3}{8}$ de pouce. La distance entre la bordure et le lettrage doit être $\frac{1}{8}$ de pouce, lesdits mots à être placés aux endroits où ils apparaissent sur le dessin no I de l'indice de spécification no 7940-228 du Bureau de normalisation du Québec du ministère et l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;

d) la fleur de lys doit être de $1\frac{1}{2}$ pouce de hauteur par $1\frac{1}{6}$ pouce de largeur. Le mot « Québec » doit être de 1 pouce de longueur par $\frac{1}{6}$ de pouce de hauteur, l'épaisseur des lettres étant de $\frac{1}{32}$ de pouce. Le tout doit être bien centré, tel qu'il appert au dessin no I de l'indice de spécification no 7940-228 du Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

4. Spécifications générales des insignes du corps des sous-officiers, agents et cadets :

1) Le fil utilisé doit être de coton mercerisé, grosseur A-3, ou l'équivalent, et de couleur jaune or. La couture doit être solide et invisible de façon à ne pas changer l'apparence de la bordure de l'insigne.

2) Le tissu de base doit être un coton croisé, couramment appelé «drill», mercerisé et «sanforisé». Sa couleur doit être vert foncé (*Kelly Green*), «grand teint» (*fast dye*).

Une toile ajourée (canevas fort), couramment appelé «*buckram*» doit être utilisée pour soutenir le tissu, par l'arrière.

Le fil à broder doit être de rayonne (*Rayon Silk thread*), 150 deniers, 2 brins. Sa couleur doit être jaune or, grand teint.

Le fil qui sert à faire la boucle pour retenir la broderie jaune or de la fleur de lys et du lettrage doit être du «fil à bobine» en coton blanc mercerisé, 2 brins, no 60.

Le contour de l'insigne doit être bordé selon la méthode «*Marrow Border*» et avoir $\frac{1}{8}$ de pouce de largeur. La fin de la bordure doit recouvrir le début de $\frac{1}{4}$ pouce, au minimum afin d'assurer une finition sans frange et indémaillable.

5. Performances : Les insignes des sous-officiers, agents et cadets ci-dessus décrits, doivent pouvoir supporter sans aucune défaillance et pendant une année entière d'utilisation, les radiations solaires, les variations de température de 120°F (48,8°C) à 60°F (15,6°C), l'humidité de 0 à 100%, l'air salin de la mer (tel que rencontré le long du golfe

Saint-Laurent), l'eau, les détergents, ainsi que de résister aux agents utilisés lors de nettoyage à sec, au pressage à la machine et au fer à repasser (fortes pressions, chaleur et humidité). Les insignes doivent en outre pouvoir résister à l'arrachement, la flexion et la torsion. La broderie ainsi que la bordure doivent être indémaillables, tel que si un fil est cassé, le tout ne puisse se défaire.

6. Conformité : Tout fabricant, désireux de faire admettre la conformité de son ou ses produits aux spécifications ci-dessus décrites, doit adresser au Bureau de normalisation du Québec 3 échantillons de son ou ses produits, de façon à permettre au BNQ de déterminer la conformité. Les échantillons doivent être fournis gratuitement par le manufacturier, pour expertises. Le BNQ peut faire à l'occasion chez le fabricant, durant la production, l'inspection des produits couverts par cette spécification pour en garantir la conformité. Le fabricant est avisé par lettre aussitôt que son produit est reconnu comme étant conforme aux spécifications ci-dessus décrites.

7. Les insignes du corps pour les sous-officiers et agents et pour les cadets de la Sûreté décrits dans le présent règlement sont réservés à l'usage exclusif de la Sûreté.



c. P-13, r.13

Règlement sur le niveau de scolarité et les cours de formation policière exigibles ainsi que les autres qualités requises pour devenir directeur d'un corps de police municipal

Loi de police

(L.R.Q., c. P-13, a. 18, par. a)

SECTION I DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« fonction » : les fonctions normalement exercées par un directeur de classe I, II, III ou IV, telles que déterminées à l'article 7 du Règlement établissant une échelle indicative de traitements pour le directeur d'un corps de police municipal ainsi que pour les membres non-salariés au sens du Code de travail d'un corps de police municipal de même que les fonctions normalement exercées par un directeur d'un corps de police municipal (c. P-13, r.6).

SECTION II CHAMP D'APPLICATION

2. Le présent règlement s'applique à toute corporation municipale quelle que soit la loi qui la régit, ainsi qu'une communauté urbaine ou régionale. Toutefois, il ne s'applique pas au service de police de la Communauté urbaine de Montréal.

SECTION III NIVEAU DE SCOLARITÉ

3. Pour devenir directeur, une personne doit détenir un diplôme d'études secondaires complétées avec succès ou l'équivalent reconnu par le ministère de l'Éducation.

SECTION IV COURS DE FORMATION POLICIÈRE EXIGIBLES

4. Une personne doit, pour devenir directeur, avoir complété avec succès un cours de formation de base dispensé par une institution de formation policière ou posséder les connaissances équivalentes.

5. De plus, elle doit avoir complété avec succès 10 cours d'une durée totale minimale de 450 heures, en gestion policière ou en administration, dans une institution de formation policière, dans une université ou dans un collège relevant d'un ministère de l'Éducation.

6. Les champs de connaissance des cours requis à l'article 5 doivent porter, notamment, sur les relations humaines, le comportement et l'animation de groupe, les principes de gestion, l'administration du personnel, les relations de travail, les politiques et prises de décision, les systèmes budgétaires et éléments de finance publique, la gestion des opérations et les statistiques.

7. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans l'administration, les opérations et les enquêtes policières peuvent suppléer à l'absence des cours requis à l'article 5.

SECTION V AUTRES QUALITÉS REQUISES

8. Une personne doit, pour devenir directeur, posséder les qualités requises déterminées aux paragraphes a, b et c du premier alinéa de l'article 3 de la Loi de police.

9. De plus, elle doit posséder au moins 7 années d'expérience policière dont 2 années d'expérience en gestion de personnel.

10. Elle doit également posséder les qualités professionnelles reliées à la fonction postulée, eu égard aux effectifs du corps de police, soit :

1° des qualités administratives telles la planification, l'organisation et le contrôle ;

2° des qualités sociales telles le dynamisme, l'esprit d'équipe, l'expression orale, le leadership, la maîtrise de soi, la persuasion et le sens des relations humaines ;

3° des qualités générales telles l'adaptation, la créativité, la curiosité intellectuelle, l'esprit d'analyse, de synthèse, de décision et de recherche, l'expression écrite, le jugement, la méthode, le sens critique, le sens des responsabilités et la ténacité.

Les qualités professionnelles énumérées aux paragraphes 1, 2, et 3 sont décrites à l'annexe 1.

ANNEXE 1*(a. 10)***DESCRIPTION DES QUALITÉS PROFESSIONNELLES****1. Qualités administratives :**

1° La planification : Habileté à élaborer un plan d'action spécifiant des objectifs précis, les moyens propres à les atteindre, les priorités et les échéanciers en tenant compte des contraintes ou composantes pouvant influencer le déroulement des activités.

2° L'organisation : Habileté à agencer les ressources humaines, physiques et financières en fonction de l'atteinte des objectifs fixés.

3° Le contrôle : Habileté à suivre le déroulement d'une activité et à déceler ce qui ne correspond pas aux normes établies afin de s'assurer que les résultats obtenus sont conformes aux objectifs visés.

2. Qualités sociales :

1° Le dynamisme : Habileté caractérisant la personne qui manifeste de l'énergie, de l'initiative et de la détermination.

2° L'esprit d'équipe : Habileté à travailler en collaboration avec d'autres personnes.

3° L'expression orale : Habileté à s'exprimer verbalement avec un vocabulaire juste, une syntaxe et une prononciation qui respectent les règles linguistiques.

4° Le leadership : Habileté caractérisant la personne capable d'influencer les autres, d'animer un groupe, de jouer le rôle de chef.

5° La maîtrise de soi : Habileté caractérisant la personne qui contrôle ses émotions et qui agit de façon pondérée plus particulièrement lors de situations perturbées.

6° La persuasion : Habileté caractérisant la personne capable d'obtenir l'adhésion de quelqu'un en faisant valoir des arguments.

7° Le sens des relations humaines : Habileté caractérisant la personne qui est réceptive envers autrui et qui est capable d'établir de bonnes relations avec différentes personnes et dans diverses circonstances.

3. Qualités générales :

1° L'adaptation : Habileté à s'adapter à un milieu de travail qui présente des caractéristiques particulières.

2° La créativité : Habileté à traiter une situation ou un problème de façon originale ou variée.

3° La curiosité intellectuelle : Habileté à découvrir, à apprendre, à connaître des choses nouvelles dans le domaine policier.

4° L'esprit d'analyse : Habileté à décomposer un tout en ses éléments.

5° L'esprit de synthèse : Habileté à ne retenir que les éléments essentiels d'un tout pour en faire un ensemble cohérent.

6° L'esprit de décision : Habileté à prendre position dans un délai acceptable après avoir pris connaissance des éléments en jeu.

7° L'esprit de recherche : Habileté caractérisant la personne qui est avide de trouver des réponses à ses interrogations et des solutions aux problèmes rencontrés.

8° L'expression écrite : Habileté à s'exprimer à l'aide d'un texte en respectant les règles de la grammaire, de la syntaxe, de l'orthographe et de la ponctuation.

9° Le jugement : Habileté à faire preuve de discernement dans la façon de traiter une situation, un problème, ou dans l'application de normes.

10° La méthode : Habileté à élaborer ou à effectuer un ensemble de démarches raisonnées et suivies pour réaliser un travail ou parvenir à un but.

11° Le sens critique : Habileté caractérisant la personne qui s'interroge d'abord sur la valeur d'un fait ou d'une chose avant de l'accepter.

12° Le sens des responsabilités : Habileté caractérisant la personne qui est capable d'assumer les conséquences de ses propres actions.

13° La ténacité : Habileté caractérisant la personne qui tient, de façon volontaire et soutenue à une idée, à un projet, à une activité.



c. P-13, r.14

Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Commission » : la Commission de police du Québec ;
- b) « agents de la Sûreté du Québec » : les titulaires des fonctions mentionnées au paragraphe 5 du premier alinéa de l'article 43 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) ;
- c) « agents des corps de police municipaux » : les personnes qui, lors de leur entrée en fonction dans un corps de police municipal, y sont admises en qualité d'agents, constables, ou à une fonction d'un niveau équivalent ;
- d) « cadet » : un cadet de la Sûreté ou un cadet municipal ;
- e) « Sûreté » : le corps de police constitué en vertu de l'article 38 de la Loi de police, sous le nom, de Sûreté du Québec ;
- f) « corps de police municipal » : tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le conseil d'une communauté urbaine ou régionale.

2. Une personne doit, pour devenir agent ou cadet de la Sûreté ou d'un corps de police municipal :

- a) être de citoyenneté canadienne ;
- b) être de bonnes mœurs selon les conclusions d'une enquête qui doit être faite en utilisant la formule prescrite à cette fin par la Commission, en particulier quant aux antécédents familiaux, sociaux, financiers et judiciaires du candidat ;
- c) n'avoir jamais été déclarée coupable ni s'être avouée coupable d'une infraction au Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34) sur une poursuite intentée au moyen d'un acte d'accusation, ni s'être avouée coupable à la suite d'une dénonciation pour une infraction au Code criminel qui, selon la dénonciation, devait être poursuivie au moyen d'un acte d'accusation ;

d) parler, lire et écrire le français ou l'anglais et posséder une connaissance d'usage de l'autre langue ;

e) détenir un certificat d'études complétées avec succès au niveau de la 11^e année ou l'équivalent reconnu par le ministère de l'Éducation ;

f) dans le cas d'un agent, avoir un permis de chauffeur de véhicule-automobile ;

g) fournir un relevé de ses empreintes digitales qui doit être transmis par la municipalité, le corps de police municipal ou la Sûreté, selon le cas, au Commissaire de la Gendarmerie canadienne, pour fins de vérifications et de conservation ;

h) dans le cas d'un agent, être âgé d'au moins 18 ans et 6 mois et ne pas avoir atteint 35 ans ;

i) dans le cas d'un cadet être âgé d'au moins 17 ans et ne pas avoir atteint 18 ans et 6 mois ;

j) subir avec succès les épreuves d'aptitudes et les examens de qualification prescrits par la Commission ou, à défaut, par le corps de police municipal, la municipalité ou la Sûreté, selon le cas.

3. De plus, elle doit avoir subi avec succès un examen médical conforme aux modalités et aux exigences suivantes :

a) **désignation du médecin examinateur** : l'examen médical du candidat doit être fait devant un médecin désigné par la Sûreté ou dans le cas d'un policier municipal, par la municipalité ;

b) **délai** : le candidat doit subir avec succès l'examen médical prévu au présent règlement dans les 6 mois précédant son entrée dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal.

Dans le cas du candidat qui a subi un tel examen médical devant un médecin désigné par une institution de formation policière dans les 6 mois précédant son entrée à la Sûreté ou dans un corps de police municipal, la Sûreté ou la municipalité concernée n'est pas tenue de faire subir à ce candidat un nouvel examen médical ;

c) **évaluation** : le médecin examinateur doit évaluer l'état physique et psychique du candidat et adopter à cet égard l'une des conclusions suivantes :

- i. apte à être policier ;

ii. apte à être policier sous réserve de correction d'un problème médical que le médecin examinateur doit préciser ; s'il s'écoule plus de 6 mois entre la première évaluation et la correction du problème médical noté par le médecin examinateur, le candidat doit subir à nouveau un examen complet ;

iii. inapte à être policier ;

d) **critères** : le candidat doit être exempt de toute maladie organique, de toute séquelle d'accident et de toute déficience physique ou mentale qui pourrait constituer une entrave à l'exécution du travail policier, en tenant compte notamment des normes suivantes :

i. **les yeux et la vision** : l'acuité visuelle ne doit pas être moindre que 6/12 pour le meilleur oeil et de 6/30 pour l'autre, sans correction.

Dans tous les cas, il doit être possible de corriger la vue à l'aide de lentilles correctrices pour obtenir une acuité visuelle de 6/6 pour un oeil et de 6/9 pour l'autre.

Les lentilles correctrices doivent être avec monture, faites d'un matériel organique ou minéral à haute résistance aux impacts et traitées par un processus chimique ou thermique ;

ii. **champs visuels** : les champs visuels périphériques doivent être d'au moins 140° de chaque oeil examiné séparément et être libres de tout scotome ;

iii. **relief** : le candidat doit pouvoir percevoir le relief ;

iv. **perception des couleurs** : tout candidat doit être évalué au moyen des plaques Ishihara ou pseudo-isochromatiques de l' *American Optical*. Un léger déficit peut être toléré mais doit être évalué selon la méthode suivante. L'examen de la perception des couleurs doit être fait au moyen des plaques isochromatiques de Hardy-Rand-Rittler. Si le candidat répond correctement à la vue des plaques 1 à 6, il est accepté. S'il fait une ou plusieurs erreurs dans la série 1 à 6, l'examen est poursuivi avec les plaques 7 à 20 : il doit pouvoir lire correctement les plaques 12 à 20. Cependant, des erreurs peuvent être tolérées dans la série 7 à 11 ;

e) **audition** : une audiométrie du candidat (conduction aérienne) doit être faite dans des conditions normalisées (ACNOR z-107.4-1975 ou ANSI s-3.1-1960 (R-1971)). Un candidat sera jugé inapte lorsqu'il y a :

i. perte auditive moyenne à 1 000, 2 000, 3 000 Hertz supérieure à 25 décibels ;

ii. perte auditive à 500, 1 000, 2 000 et 3 000 Hertz supérieure à 35 décibels ;

iii. perte auditive à 4 000 Hertz supérieure à 45 décibels ;

f) **système cardio-vasculaire** : la tension artérielle du candidat mesurée au repos, en position assise, ne doit pas être supérieure aux valeurs suivantes :

i. diastolique : 90 mm Hg ou moins ;

ii. systolique : entre 100 et 145 mm Hg ;

g) **taille et poids** :

i. le candidat de sexe masculin doit avoir une taille minimale de 1,70 mètre pieds nus et un poids minimal de 60 kilogrammes ;

ii. le candidat de sexe féminin doit avoir une taille minimale de 1,60 mètre pieds nus et un poids minimal de 48 kilogrammes ;

iii. le poids et la taille doivent correspondre aux critères suivants :

TAILLE (centimètre)			POIDS (kilogramme)	
HOMME			FEMME*	
Minimum	Maximum		Minimum	Maximum
160	—	—	50	64,5
161	—	—	51	65
162	—	—	51,5	66
163	—	—	52	66,5
164	—	—	53	67
165	—	—	53,5	68
166	—	—	54	68,5
167	—	—	55	69,5
168	—	—	55,5	70
169	—	—	56,5	71
170	60	75,5	57	71,5
171	61	76	57,5	72,5
172	61,5	76,5	58,5	73
173	62	77,5	59	74
174	63	78	60	75
175	63,5	79	60,5	76
176	64	79,5	61,5	77
177	65	80,5	62	77,5
178	65,5	81,5	62,5	78,5
179	66	82,5	63,5	79,5
180	67	83	64	80,5
181	67,5	84	64,5	81,5
182	68,5	85	65,5	82,5
183	69	86	—	—
184	70	86,5	—	—
185	70,5	87,5	—	—

TAILLE (centimètre)		POIDS (kilogramme)		
HOMME		FEMME*		
Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Maximum
186	71	88,5	—	—
187	72	89,5	—	—
188	72,5	90	—	—
189	73,5	91	—	—
190	74	92	—	—
191	74,5	93	—	—
192	75,5	94	—	—

* Pour les femmes de moins de 25 ans, soustraire 0,5 kilogramme pour chaque année d'âge. Dans tous les cas, le poids ne devra pas être inférieur à 48 kilogrammes.

A) la taille du candidat doit être mesurée pieds nus au centimètre le plus proche ;

B) le poids du candidat doit être mesuré au demi (0,5) kilogramme le plus près sans chaussures ni vêtements. Une tolérance de 5% est permise s'il agit de candidat présentant une hypertrophie musculaire ;

h) **système musculo-squelettique** : toute anomalie empêchant à quelque degré que ce soit la marche, la course, la mobilisation du tronc, des membres supérieurs ou du cou, est considérée comme une cause d'inaptitude à être policier :

i. à l'égard des mains, l'ablation d'une phalange du pouce ou de l'index, l'amputation de plus de 3 phalanges des 18 phalanges des autres 6 doigts ;

ii. à l'égard des pieds, l'amputation du premier (gros) orteil ou de 2 orteils sur un même pied ;

i) **examens de laboratoire** : le candidat doit subir les analyses suivantes :

i. glycémie 2 heures post prandial ;

ii. analyse d'urine ;

iii. cholestérol ;

iv. hémogramme.

Une radiographie pulmonaire (36 × 43 centimètres) et un électrocardiogramme doivent être faits et interprétés.

4. De plus, comme condition d'admission d'un nouvel agent dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal, la Sûreté ou le corps de police municipal ou la municipalité, selon le cas, doit, dans un délai de 15 jours de son embauchage, inscrire ce nouvel agent à l'Institut de police du

Québec ou à une école approuvée par le gouvernement, selon l'article 94 de la Loi de police où il devra suivre le cours de formation policière aussitôt qu'il pourra y être admis, et le compléter avec succès.

5. De plus, comme condition d'admission d'un nouveau cadet dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal, la Sûreté ou le corps de police municipal, ou la municipalité, selon le cas, doit, dans un délai de 15 jours de son embauchage, inscrire ce nouveau cadet à l'Institut de police du Québec ou à une école approuvée par le gouvernement, selon l'article 94 de la Loi de police, où il devra suivre les cours particuliers dispensés à l'intention des cadets aussitôt qu'il pourra y être admis, et les compléter avec succès.

6. Le paragraphe h de l'article 2 et l'article 3 ne s'appliquent pas à une personne exerçant ou ayant cessé d'exercer depuis moins de 2 ans une fonction policière dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal que la Sûreté ou une municipalité désire embaucher.

De plus, l'article 4 ne s'applique pas à une personne visée au premier alinéa qui a déjà complété avec succès le cours de formation policière prévu à cet article.

A.C. 461-71, (1971) 103 G.O., 1845

A.C. 1642-79, (1979) 111 G.O.II, 4625

Décision du 22.09.80, (1980) 112 G.O.II, 6671



c. P-13, r.15

Règlement sur les officiers de la Sûreté du Québec et certaines conditions relatives à l'exercice de leurs fonctions

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

SECTION I GÉNÉRAL

- 1.** Les dispositions suivantes s'appliquent à tous les officiers de la Sûreté du Québec.
- 2.** Un officier est celui qui occupe l'un ou l'autre des grades de lieutenant en probation, lieutenant, capitaine, inspecteur, inspecteur-chef, directeur général adjoint et directeur général.
- 3.** Cependant, rien dans ces dispositions ne peut empêcher le directeur général de la Sûreté du Québec de recommander des conditions particulières pour le grade de directeur général adjoint.

SECTION II HEURES DE TRAVAIL

- 4.** Tout officier assume certaines responsabilités et exécute certaines fonctions de direction qui peuvent être difficilement limitées à des heures fixes de travail.
- 5.** De façon générale, mais sans s'y restreindre, les heures de travail des officiers doivent correspondre à celles fixées pour les membres dont ils ont la direction. Tenant compte de leurs responsabilités et de la nécessité de service, les officiers travaillent 4 jours par semaine, soit 20 jours par cycle de 35 jours. Dans le cas où des officiers sont requis de travailler sur des relèves régulières et permanentes, le comité des relations professionnelles en est saisi à l'avance et les officiers concernés sont informés de leurs cédules.
- 6.** Chaque jour de travail est de 9 heures, avec une période d'une heure pour le repas.
- 7.** Durant une année fiscale, les officiers doivent remettre 19 jours de travail. Cette compensation s'effectue avec l'approbation du supérieur immédiat, soit en travaillant certains jours de congé hebdomadaire, soit en travaillant des jours fériés, soit en puisant dans les vacances annuel-

les. La remise est contrôlée par l'officier de personnel de chaque district et fait l'objet d'une notation particulière sur la formule prescrite (formule numéro 2).

- 8.** Il est de la responsabilité fondamentale de tout officier d'atteindre les objectifs qui sont définis pour sa fonction, même en dehors des heures régulières de travail établies pour le groupe de membres et d'employés qu'il dirige.

SECTION III CONGÉS PAYÉS

- 9.** Les jours énumérés à l'annexe C sont reconnus comme congés fériés, chômés et payés par la Sûreté du Québec.
- 10.** Si l'un des congés payés coïncide avec les vacances d'un officier, cet officier a droit à une journée de vacance additionnelle suivant immédiatement sa période de vacances régulières ou à toute autre date établie par entente entre lui et son supérieur immédiat.
- 11.** Tout officier peut, après entente avec son supérieur immédiat, changer une journée de congé férié et payé, ou partie de celle-ci, lorsqu'il est requis de travailler.

SECTION IV ABSENCE AUTORISÉE

- 12.** Tout officier peut bénéficier d'un congé payé d'une durée établie, suivant les besoins dans le cas d'une mortalité de l'une ou l'autre de ses relations parentales.
- 13.** Tout officier peut bénéficier, à son choix, de 4 jours de congés payés, à l'occasion de la naissance d'un enfant.
Dans le cas de l'adoption d'un enfant, il peut bénéficier de 2 jours de congés payés.
- 14.** Tout officier peut bénéficier d'un congé payé d'une durée établie, suivant les besoins, pour assister à un mariage dans sa famille immédiate.
- 15.** Tout officier peut bénéficier, le cas échéant, une fois l'an, d'une journée de congé payé lorsqu'il change le lieu de sa résidence.
- 16.** Ces congés doivent être autorisés suivant la procédure qui sera établie à ce moment-là.

SECTION V**FRAIS DE VOYAGE ET DE SÉJOUR**

17. Tout officier de la Sûreté, après approbation de son supérieur immédiat, a droit au remboursement de ses déboursés nécessités par le service, sur production de pièces justificatives, suivant les modalités établies à l'annexe A.

SECTION VI**FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT**

18. Lorsqu'un officier est transféré à la demande des autorités de la Sûreté, la Sûreté paie les dépenses de transfert suivant les modalités établies à l'annexe B.

SECTION VII**VACANCES PAYÉES**

19. Tout officier de la Sûreté, en fonction au 1^{er} avril d'une année, a droit à des vacances annuelles payées d'une durée de 18 jours ouvrables.

20. Tout officier de la Sûreté qui, au 1^{er} avril d'une année, a :

a) 15 ans de service au gouvernement, a droit à 19 jours ouvrables de vacances annuelles payées ;

b) 17 ans de service au gouvernement, a droit à 20 jours ouvrables de vacances annuelles payées ;

c) 19 ans de service au gouvernement, a droit à 21 jours ouvrables de vacances annuelles payées ;

d) 21 ans de service au gouvernement, a droit à 22 jours ouvrables de vacances annuelles payées ;

e) 23 ans de service au gouvernement, a droit à 23 jours ouvrables de vacances annuelles payées ;

g) après 25 ans de service au gouvernement, a droit à 24 jours ouvrables de vacances annuelles payées.

21. Paie aux lieu et place des vacances : Tout officier doit prendre chaque année la période de vacances annuelles auxquelles il a droit. Cependant, lorsque par les besoins majeurs du service, il est impossible à un officier de prendre en temps les vacances auxquelles il a droit, le directeur général peut l'autoriser, sur la recommandation de ses supérieurs, à reporter à l'année suivante ces vacances annuelles ou partie de celles-ci.

Si la même situation se reproduit l'année subséquente, le directeur général peut autoriser, sur la recommandation de ses supérieurs, le paiement en argent à cet officier des vacances ainsi reportées en plus de sa rémunération régulière de travail.

SECTION VIII**PERFECTIONNEMENT**

22. La Sûreté du Québec est responsable du perfectionnement de ses officiers, suivant la progression de leur carrière. Dans cette perspective, elle suscite et encourage leur participation à différentes formes de perfectionnement, telles les cours formels, les congrès, les journées d'études, les colloques, etc. Cette participation doit cependant être approuvée par le directeur général adjoint des services concernés et par la direction du personnel et des communications.

23. Tout officier de la Sûreté qui croit avoir besoin de cours de perfectionnement ou désire participer à d'autres activités pour l'exécution de ses responsabilités peut en discuter avec son supérieur immédiat, et le cas échéant, être autorisé par le directeur général adjoint des services concernés et la direction du personnel et des communications à suivre ces cours ou participer à ces activités de perfectionnement aux frais de la Sûreté du Québec.

SECTION IX**TRAITEMENTS**

24. Le traitement des officiers de la Sûreté du Québec est établi en tenant compte des normes et de la politique salariale applicable aux officiers de la Sûreté du Québec.

25. Tout officier a le droit de connaître sa situation par rapport à la structure des salaires ainsi que les principes qui régissent l'administration des salaires à la Sûreté.

26. Les renseignements nécessaires à ce sujet lui sont communiqués par son supérieur immédiat.

27. Les échelles de traitement des officiers sont révisées périodiquement au 1^{er} janvier de chaque année.

SECTION X**ABSENCE-MALADIE**

28. La Sûreté du Québec paie le salaire régulier à tout officier qui doit s'absenter par suite de maladie ou d'accident, le tout sujet au contrôle médical de la Sûreté, conformément à l'arrêté en conseil 1488 du 27 avril 1971 relatif à la banque collective d'absence-maladie.

SECTION XI**RÉGIME DE BIEN-ÊTRE**

29. Il est maintenu pour les officiers de la Sûreté un régime de bien-être comprenant une assurance-hospitalisation, maladie et accidents, une assurance-vie

collective contributive et une assurance-vie collective facultative.

Le coût de la prime du régime d'assurances collectives contributives est défrayé à part égale par la Sûreté et l'officier sous réserve que la contribution du gouvernement ne dépasse pas 1,46 \$ par période de paie (14 jours) par officier célibataire et 3,55 \$ par période de paie par officier marié.

§1. Assurance-hospitalisation, maladie et accidents contributive

Assurance-maladie

30. Hospitalisation : Pour l'assurance-hospitalisation, on prévoit, selon le contrat signé avec l'Économie-Mutuelle d'assurance, le paiement des frais d'une chambre privée sans nombre de jours limités, le maximum par jour est la différence entre le coût de la chambre privée et semi-privée.

31. Le coût de la chambre semi-privée, sans limite quant au nombre de jours, est remboursé si l'officier assuré ou l'une de ses personnes à charge assurées est hospitalisé sur recommandation d'un médecin habilité à pratiquer la médecine.

Toute protection déjà acquise en vertu du régime d'assurance-hospitalisation du Québec ne peut faire l'objet d'une réclamation.

32. Prolongation de l'assurance : Pourvu que la présente police soit en vigueur, la protection est prolongée pendant 90 jours à compter de la cessation de l'emploi pour l'invalidité en cours :

a) si au moment de la cessation de l'emploi, l'officier assuré est hospitalisé ;

b) s'il n'est pas hospitalisé au moment de la cessation d'emploi, il doit avoir été totalement invalide sans interruption depuis cette dernière date et sous les soins réguliers d'un médecin ;

c) dans le cas d'une personne à charge assurée, cette prolongation ne vaut que si cette personne était hospitalisée à la date de la cessation de l'emploi du membre assuré.

33. L'assurance frais médicaux majeurs prévoit les bénéfices suivants :

a) les examens de radiographie et analyses de laboratoire ;

b) l'ambulance, l'avion ou l'hélicoptère si l'état de l'assuré l'exige ;

c) les services de santé d'une infirmière licenciée sur prescription médicale pourvu qu'elle ne soit pas parente avec l'employé ou officier assuré, jusqu'à concurrence de 2 000 \$ par personne, par année civile ;

d) les soins dentaires pour blessures accidentelles aux dents naturelles, la réclamation devant être soumise à l'assureur dans les 60 jours suivant la date de l'accident et devant inclure l'estimé du coût des soins à effectuer par le dentiste, le détail de ces soins ainsi que la durée pour effectuer ces soins ;

e) la location de chaise roulante, béquilles, poumon d'acier, lit d'hôpital et autres appareils pour usage thérapeutique temporaire ;

f) l'usage des yeux et des membres artificiels pour les personnes assurées à la date où est survenue l'invalidité causant la perte de l'oeil ou du membre ;

g) le premier achat seulement d'appareils chirurgicaux, tels que bretelles, bandages herniaires ;

h) les médicaments qui ne peuvent être obtenus que sur prescription médicale ;

i) les honoraires d'un chiropraticien et ostéopathe, soit 10 \$ pour chaque traitement ou visite, avec un maximum de 500 \$ par personne, par année civile ; les frais de radiographies effectuées par un chiropraticien ou un ostéopathe, soit 25 \$ par personne, par année civile ;

j) le séjour dans une maison de convalescence, payé jusqu'à concurrence de 20 \$ par jour ;

k) les frais encourus à la suite de la maternité de l'épouse de l'officier assuré et de l'employé féminin assuré ;

l) les frais hospitaliers encourus lors d'une hospitalisation à l'extérieur du Canada limités toutefois à 50 \$ par jour, en plus de l'allocation accordée en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., c. A-28) et du Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (c. A-28, r.1) ;

m) les frais encourus à l'extérieur du Québec excédant les allocations accordées par la Régie de l'assurance-maladie du Québec ;

n) les contraceptifs oraux administrés sous recommandation d'un médecin.

Les bénéfices prévus aux articles 30 et 33 sont payables à 90% après une franchise de 15 \$ s'il s'agit d'une personne et de 30 \$ si plus d'une personne réclame pour le plan familial et ce, jusqu'à un maximum de 25 000 \$ par personne ; ce montant se rétablit automatiquement tous les 3 ans.

§2. Assurance-vie collective contributive

34. L'assurance-vie collective contributive protège tous les officiers de la Sûreté du Québec pour un montant de 50 000 \$, de 5 000 \$ pour le conjoint et de 2 000 \$ pour chaque enfant d'un jour à 21 ans ou 25 ans si cet enfant est étudiant à plein temps. A la retraite des officiers, l'Économie-Mutuelle continue de les protéger pour un montant de 25 000 \$ jusqu'à l'âge de 60 ans, 50% de la prime étant absorbée par le fonds de réserve. A l'âge de 60 ans, la protection diminue à 10 000 \$ jusqu'au décès de l'officier, la prime étant payée en entier par le fonds de réserve. L'assurance-maladie du conjoint et des enfants admissibles est à la charge du retraité.

Dans toutes les autres cessations d'emploi, l'officier peut convertir cette police en une police individuelle ordinaire (temporaire excepté), sans condition médicale dans les 30 jours suivant son départ, au taux en vigueur de l'Économie-Mutuelle selon l'âge de la personne concernée.

§3. Assurance-vie collective facultative

35. La Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec offre une protection d'assurance-vie aux officiers de la Sûreté pour un montant égal à leur traitement. Cette assurance est facultative et l'officier paie la prime entière, soit 0,129 \$ de 1 000 \$ par période de paie. Cette assurance comprend également une clause familiale couvrant l'épouse pour 2 000 \$ et chacun des enfants pour 1 000 \$, ce au taux fixe de 0,32 \$ par période de paie. L'assurance est diminuée à 50% du traitement entre 60 et 65 ans d'âge et à 3 000 \$ à partir de 65 ans d'âge. La police possède également des privilèges de conversion.

SECTION XII RÉGIME DE RETRAITE

36. Le droit à la retraite et à la rente normale de retraite est acquis à l'officier qui a :

- a) 25 ans de service ; ou
- b) 24 ans de service et atteint l'âge de 46 ans ; ou
- c) 23 ans de service et atteint l'âge de 47 ans ; ou
- d) 22 ans de service et atteint l'âge de 48 ans ; ou
- e) 21 ans de service et atteint l'âge de 49 ans ; ou
- f) 20 ans de service et atteint l'âge de 50 ans.

37. La retraite avec pension est obligatoire pour tout officier de la Sûreté après 32 ans de service.

38. La retraite avec pension est obligatoire pour tout officier de la Sûreté ayant atteint l'âge de 60 ans.

39. La pension est basée sur le traitement moyen de l'officier pour les 48 mois les mieux rémunérés de son service ; elle est fixée à 2,3% de ce traitement moyen pour les 30 premières années du service et à 0,5% du traitement annuel moyen pour la 31^e et la 32^e année.

40. La contribution du fonds de pension est de 8% du traitement de l'officier jusqu'à concurrence du montant de son exemption personnelle au sens du régime de rentes du Québec, de 6,2% sur l'excédent jusqu'à concurrence du maximum de ses gains admissibles au sens de ce régime et de 8% sur le reste.

SECTION XIII RÉMUNÉRATION DE DÉPART

41. Lorsqu'un officier de la Sûreté cesse d'être à l'emploi de la Sûreté, il lui est payé en même temps que sa dernière paie, aux lieu et place des vacances prévues à la section VII :

a) s'il n'a pas alors pris les vacances auxquelles il aurait droit pour l'année terminée le 1^{er} avril précédent, une indemnité égale à la paie de vacances qu'il aurait reçue s'il était demeuré au service de la Sûreté et avait effectivement pris ses vacances ; et

b) à l'égard de la période écoulée depuis le 1^{er} avril précédent, une indemnité proportionnelle à la durée des vacances alors acquises.

SECTION XIV ASSISTANCE JUDICIAIRE ET PROTECTION

42. Dans le cas où un officier ou un ex-officier de la Sûreté du Québec est poursuivi en justice par suite d'actes ou gestes posés par le fait ou à l'occasion du travail qu'il accomplit comme agent de la paix, sauf le cas de faute lourde, le gouvernement assigne, à ses frais, un procureur pour l'assurer d'une défense pleine et entière, après consultation avec l'officier ou l'ex-officier. L'officier ou l'ex-officier a droit d'adjoindre, à ses frais, au procureur choisi par le gouvernement, son propre procureur.

43. Si de telles poursuites entraînent pour l'officier ou l'ex-officier une condamnation de nature pécuniaire, celle-ci est défrayée par le gouvernement.

44. Dans le cas où un officier ou un ex-officier de la Sûreté est appelé à témoigner devant la Commission de police du Québec ou devant tout autre commission d'enquête, le gouvernement assigne, à ses frais, un procureur pour l'assurer d'une défense adéquate de ses intérêts.

SECTION XV USAGE DES VÉHICULES-AUTOMOBILES

45. En raison du fait que les officiers de la Sûreté doivent exercer, eu égard aux opérations policières, une présence fonctionnelle vigilante, même en dehors de leurs heures régulières de travail, ceux-ci peuvent utiliser pour des fins autres que strictement opérationnelles les véhicules-automobiles du service disponibles aux conditions d'utilisation suivantes :

- a) les voitures doivent servir principalement pour transporter l'officier ou un groupe d'officiers de son domicile ou de leur domicile au lieu de travail et vice-versa ;
- b) les voitures doivent en tout temps être conduites par un officier de la Sûreté ; cependant, si certaines circonstances l'exigent, seuls les membres de la famille immédiate de l'officier sont autorisés à y monter ;
- c) les voitures doivent être garées aux frais de l'officier dans un endroit sécuritaire qui sera précisé au comité des relations professionnelles des officiers ;
- d) les voitures doivent être réquisitionnées pour de courtes périodes de temps seulement, et eu égard aux exigences des opérations, elles ne doivent pas être mises à la disposition personnelle des officiers pendant des périodes d'absence prolongée, comme les vacances annuelles, les congés-maladie, les congés spéciaux, etc. ;
- e) les voitures ne doivent pas être employées à des fins personnelles risquant d'entraîner leur détérioration ; les officiers doivent donc éviter de les utiliser pour certaines activités comportant de tels risques ;
- f) les voitures doivent être utilisées par les officiers avec tous les soins que commande le maintien de leur bon état de fonctionnement.

46. La Direction des services techniques est responsable de l'administration et de la surveillance de la présente section.

SECTION XVI INTERPRÉTATION

47. La direction du personnel et des communications est responsable de l'interprétation du présent règlement.

ANNEXE A

(a. 17)

FRAIS DE VOYAGE ET DE SÉJOUR

1. Définition : Pour les fins de la présente annexe, l'expression « voyage » signifie un déplacement autorisé effectué par un officier dans l'exercice de ses fonctions, au cours

duquel il encourt des frais de transport, de subsistance et doit coucher à un endroit autre que sa résidence habituelle.

2. Compensation : Tout officier, après approbation de la Sûreté, a droit au remboursement de ses déboursés nécessités par le service sur production de pièces justificatives, sauf pour les repas qui sont payés en la manière déterminée aux articles 3 à 5.

Pour fins de logement, l'officier doit utiliser les facilités de logement les plus économiques, pratiques et convenables, compte tenu de leur disponibilité et accessibilité :

- a) lorsque l'officier en voyage autorisé loge dans un établissement hôtelier, la Sûreté du Québec lui rembourse les frais réels et raisonnables encourus pour la location d'une chambre, sur présentation de pièces justificatives, plus une allocation quotidienne de 2,50 \$;

- b) lorsque l'officier en voyage autorisé loge ailleurs que dans un établissement hôtelier, le montant minimal attribuable est, soit :

- i. une allocation de 6,60 \$ par soir, plus une allocation quotidienne de 2,50 \$, sur l'identification de l'endroit et du lieu de séjour ;

- ii. une allocation de 6,60 \$ par soir, plus une allocation quotidienne de 2,50 \$ incluant tous les frais incidents pour la location d'une roulotte ou d'une tente, si l'autorisation en a été préalablement accordée, pourvu que l'officier fournisse une preuve jugée satisfaisante de séjour et d'utilisation de la roulotte ou de la tente.

3. Compensation pour les repas : La compensation pour le remboursement des frais de repas s'effectue selon les montants suivants incluant taxe et pourboire, sans production de pièces justificatives :

- a) déjeuner : 3,85 \$;
- b) dîner : 6,85 \$;
- c) souper : 7,60 \$.

Si en raison de circonstances exceptionnelles déterminées par un représentant de la Sûreté, l'officier doit encourir des frais de repas supérieurs à ceux prévus, il est remboursé sur présentation des pièces justificatives.

4. Tout officier a droit au remboursement de ses repas, sans production de pièces justificatives, s'il est à l'extérieur de son territoire immédiat de travail, pour les fins du service, durant les heures normales de repas, selon les taux prévus à l'article 3.

5. Aucune des allocations prévues aux articles 2 et 3 n'est versée lorsque la Sûreté ou tout autre organisme met à la disposition de l'officier des services de logement et de subsistance.

6. Frais de transport :

1) **Automobiles personnelles** : Sujet à la directive ADM. GEN. 01, l'officier autorisé à utiliser une automobile personnelle reçoit pour tout parcours effectué dans l'exercice de ses fonctions 0,155 \$ du kilomètre, plus les frais de péage pour pont, traversier, autoroute et stationnement public.

2) **Taxis** : La Sûreté du Québec rembourse à tout officier les frais réels encourus lors de l'utilisation d'un taxi dans l'exercice de ses fonctions. L'utilisation du taxi comme moyen de transport doit être justifiée et réservée à des courses de courte distance dont il faut indiquer les points de départ et de destination. L'officier doit présenter une pièce justificative si les frais d'une course excèdent 3 \$.

3) **Transport en commun** : La Sûreté rembourse à l'officier les frais réels encourus lors de l'utilisation des transports en commun. Il doit présenter des pièces justificatives lorsqu'il est d'usage pour le service utilisé d'émettre de telles pièces.

7. L'officier qui effectue un stage à quelque endroit désigné par la Sûreté et qui est nourri ou logé aux frais de la Sûreté ou d'un autre organisme, avec lequel une entente est intervenue, ne peut réclamer de remboursement pour ses frais de repas ou de coucher ; l'officier est avisé au préalable de l'application du présent article.

8. Un officier cédulé de nuit dont le début de la relève se situe entre 20 h et 1 h a droit au remboursement d'un montant de 3,60 \$ pour défrayer le coût du repas, sans pièce justificative ou, jusqu'à concurrence de 6,10 \$, avec présentation d'une pièce justificative.

9. Un officier appelé à travailler de nuit pour une période continue entre 22 h et 5 h a droit au remboursement d'un montant de 3,60 \$ pour défrayer le coût du repas, sans pièce justificative ou, jusqu'à concurrence de 6,10 \$, avec présentation d'une pièce justificative.

10. La Sûreté rembourse les frais de buanderie et nettoyage sur présentation de pièce justificative lorsque le voyage d'un officier est de plus de 4 jours consécutifs.

11. L'officier en voyage est remboursé des frais d'appel interurbain jusqu'à un maximum de 4,70 \$ et ce, pour chaque période comportant 3 couchers consécutifs.

12. **Frais de représentation** : Tout officier est remboursé, sur production de pièces justificatives, des frais réels et raisonnables qu'il a encourus en compagnie d'une ou plusieurs personnes qui sont dans la position de promouvoir les intérêts et la réalisation des objectifs de la Sûreté et ce, selon la directive émise par la Sûreté.

Cependant, la nature et le montant de chacune de telles dépenses doivent être approuvés par le supérieur hiérar-

chique ou son remplaçant. Sur le compte de dépenses, le nom de l'invité, son occupation et le motif de la rencontre doivent être indiqués.

13. Frais d'assignation : Règles générales :

1) La Sûreté doit prévenir à l'avance l'officier qu'il sera en assignation ; cet avis qui doit être confirmé par écrit doit indiquer la date du début de l'assignation, le motif de l'assignation, sa durée probable et les conditions de son application.

2) Lorsqu'un officier est en assignation, le lieu d'assignation devient son port d'attache pour les fins de déplacements dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

3) Lorsque la distance entre la résidence d'un officier et son lieu d'assignation est inférieure à 48 kilomètres, la Sûreté détermine si l'assignation implique ou non un séjour sur place, compte tenu des possibilités de séjour au lieu d'assignation.

4) Lorsque la distance entre sa résidence et son lieu d'assignation est de 48 kilomètres ou plus, un officier peut être autorisé, s'il en fait la demande, à revenir à sa résidence chaque soir s'il n'y a pas lieu de croire que cela nuise à l'efficacité du service.

5) Une assignation qui n'implique aucune dépense additionnelle à celles habituellement encourues par un officier ne peut être sujette à paiement d'une indemnité de la part de la Sûreté. Il en est ainsi, entr'autres, lorsque la Sûreté fournit les facilités de transport, de logement et de subsistance ou lorsque la distance que doit parcourir l'officier pour se rendre de sa résidence au lieu d'assignation n'est pas supérieure à celle qu'il parcourt pour se rendre de sa résidence à son port d'attache habituel.

6) Si pendant l'assignation, des modifications interviennent dans les prix et les conditions du séjour, la compensation initialement prévue peut être modifiée en conséquence. Toutefois, la compensation payable ne peut en aucun cas être supérieure à celle qui aurait été autrement payable en cours de voyage.

7) Le paiement de l'indemnité prévue pour l'assignation cesse au déménagement effectif d'un officier.

14. Frais d'assignation : Indemnité :

1) L'officier dispose d'une période maximale de 7 jours pour prendre les arrangements nécessaires relatifs à son logement et à sa subsistance au lieu prévu de son assignation. Durant cette période, il a droit aux indemnités prévues pour un officier en voyage. L'indemnité prévue pour l'assignation est applicable dès qu'il y a utilisation effective des services désignés ou dès la fin de la période de 7 jours.

2) L'employeur verse une allocation fixe tenant lieu d'indemnité pour tous les frais inhérents à l'assignation, y compris les frais pour le retour à la résidence pendant la durée de l'assignation.

L'employeur détermine la fréquence des retours à la résidence, lesquels ne doivent pas affecter la cédule de travail établie ni être effectués pendant les heures de travail déterminées par la Sûreté.

L'allocation payable est établie par la Sûreté après discussion avec l'officier, et ce, compte tenu des arrangements qu'est tenu de prendre l'officier.

Le montant de l'allocation doit se situer entre un minimum égal à 110 \$ par semaine pour un séjour de 7 jours et un maximum égal à 180 \$ par semaine. Si la Sûreté fournit ou défraie elle-même les coûts du logement, l'allocation doit être au minimum égale à 65 \$ par semaine pour un séjour de 7 jours, sans excéder les maxima qui auraient été payables pour les repas en cours de voyage.

3) En situation exceptionnelle, le directeur général ou son représentant peut accorder une allocation supérieure à celle normalement prévue. Cette allocation ne doit pas cependant dépasser les coûts réellement encourus.

ANNEXE B

(a. 18)

FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT

1. La présente annexe vise tout officier qui est l'objet d'un transfert permanent impliquant un changement de résidence.

2. Tout arrangement relatif au déplacement, à la suite d'un transfert, doit faire l'objet d'une autorisation du directeur général ou de son représentant dans le cadre de ce qui est prévu ci-après.

3. Un préavis de 2 mois est obligatoire dans tous les cas de transfert.

4. Tout officier déplacé bénéficie d'une absence avec traitement de 3 jours ouvrables au maximum afin de se chercher un logement. Ces 3 jours ne comprennent pas la durée du voyage aller-retour pour laquelle l'officier ne subit pas de perte de salaire.

5. Lors du déménagement, l'officier bénéficie d'une absence avec traitement de 3 jours ouvrables au maximum pour déménager et emménager.

6. Lors du déménagement, les frais de déplacement et de séjour de l'officier et de ses personnes à charge lui sont remboursés conformément aux stipulations contenues à l'annexe A concernant les frais de voyage.

7. Lorsqu'il est nécessaire que l'officier marié se rende au lieu de son transfert avant sa famille, la Sûreté paie ses frais de déplacement et de séjour conformément aux stipulations contenues à l'annexe A concernant les frais de voyage, pour une période qui ne dépasse pas normalement 4 semaines.

8. Si l'officier transféré est célibataire, la Sûreté lui paie ses frais de déplacement et de séjour conformément aux stipulations contenues à l'annexe A concernant les frais de voyage, pour une période qui ne dépasse pas normalement une semaine.

9. Advenant que la Sûreté ne puisse respecter le préavis de 2 mois indiqué à l'article 3, elle défraie en entier les frais de logement et de subsistance pour la durée totale du préavis.

10. Lorsqu'un déménagement d'un domicile à un autre ne peut s'effectuer directement pour des raisons de force majeure, la Sûreté paie les frais de séjour de l'officier et de sa famille conformément aux stipulations contenues à l'annexe A concernant les frais de voyage, pour une période qui ne dépasse pas normalement 2 semaines.

11. Après la demande d'au moins 2 soumissions et sur production de pièces justificatives, la Sûreté rembourse à l'officier les frais encourus pour le transport des meubles et effets personnels, y compris l'emballage, le déballage et le coût de la prime d'assurance.

Le cas échéant, la Sûreté rembourse les frais de déplacement et de remorquage d'une maison mobile (*mobile home*), et ce pour tenir lieu des dépenses prévues au premier alinéa.

Ces frais comprennent le blocage et le déblocage des roues, le débranchement et le raccordement de l'huile, l'électricité, l'eau, les égouts, la fosse septique ainsi que le déplacement d'une dépendance principale et mobile de la maison mobile.

Ces frais de débranchement et de raccordement sont accordés pour ne couvrir que la distance minimale nécessaire prévue aux règlements municipaux pour séparer la maison mobile de la ligne de propriété.

Comme les frais de déménagement sont basés sur le poids réel expédié et sur le coût de manutention, les taux unitaires apparaissant dans la soumission et la qualité des services sont les principaux facteurs quant au choix de l'entreprise de déménagement.

12. La Sûreté ne paie pas le coût de transport du véhicule personnel de l'officier, à moins que l'endroit du transfert soit inaccessible par la route. Les frais de transport d'une embarcation, d'une moto-neige ou d'une roulotte ne sont pas remboursés par la Sûreté.

13. La Sûreté paie les frais d'entreposage des meubles et effets personnels de l'officier et de sa famille pour une période ne dépassant pas 2 mois lorsqu'un déménagement direct d'un domicile à un autre est impossible.

14. En cas d'abandon d'un logis sans bail écrit, la Sûreté paie la valeur d'un mois de loyer.

S'il y a bail, la Sûreté dédommage pour une période maximale de 3 mois de loyer l'officier qui doit résilier son bail et dont le propriétaire exige une compensation.

Dans les 2 cas, l'officier doit attester du bien-fondé de la requête du propriétaire et produire les pièces justificatives.

15. Si l'officier choisit de sous-louer lui-même son logement, les frais raisonnables d'annonce pour la sous-location sont à la charge de la Sûreté.

16. La Sûreté du Québec paie, relativement à la vente de la maison-résidence principale de l'officier déplacé, les dépenses suivantes, sur présentation des pièces justificatives :

a) les honoraires d'un agent immobilier, sur production du contrat d'agent immobilier immédiatement après sa passation, du contrat de vente et du compte d'honoraires de l'agent ;

b) les frais d'actes notariés occasionnés par la vente de sa maison et, le cas échéant, pour l'achat d'une autre maison pour fins de résidence à l'endroit du transfert ;

c) la pénalité prévue au contrat d'hypothèque pour le remboursement prématuré du prêt hypothécaire ;

d) la taxe municipale sur les mutations immobilières.

Cependant, lorsqu'une résidence principale est partie d'une maison à revenus, l'officier n'a droit au bénéfice du paragraphe a du premier alinéa que proportionnellement à ce que représente la valeur de la résidence principale de l'officier par rapport à la valeur de la maison à revenus.

17. Il peut arriver toutefois que la maison de l'officier déplacé, quoique mise en vente à un prix raisonnable, ne soit pas vendue au moment où l'officier doit assumer un nouvel engagement pour se loger.

La Sûreté dans ce cas n'est pas responsable des frais relatifs à la garde de la maison non vendue, mais, le cas échéant, pour une période allant jusqu'à 3 mois, elle rembourse à l'officier les dépenses suivantes sur production des pièces justificatives :

a) les taxes municipales et scolaires ;

b) l'intérêt sur l'hypothèque ;

c) le coût de la prime d'assurance.

18. Pour tenir lieu des montants énumérés au paragraphe a du premier alinéa de l'article 16 et à l'article 17, et sans

égard à la vente de la maison, l'officier peut choisir de recevoir un montant forfaitaire de 1 000 \$.

Ce choix doit être signifié par écrit à la Sûreté dans les 45 jours qui suivent la réception de l'avis de transfert.

19. Dans le cas où le déménagement serait retardé avec l'autorisation du directeur général ou de son représentant et que la famille de l'officier marié ne serait pas relocalisé immédiatement, la Sûreté assume les frais de transport de l'officier à toutes les 2 semaines si la distance à parcourir est inférieure à 800 kilomètres aller-retour, et une fois par mois jusqu'à un maximum de 1 600 kilomètres, si la distance à parcourir est plus de 800 kilomètres, afin de lui permettre de visiter sa famille.

20. Pour permettre à l'officier transféré et à son épouse de visiter les quartiers d'habitation futurs, la Sûreté paie pour eux les frais de transport et de voyage pour un voyage aller-retour ainsi que les frais de séjour au nouvel endroit conformément aux stipulations contenues à l'annexe A concernant les frais de voyage, ceci pour une période n'excédant pas 3 jours.

21. La Sûreté paie une allocation de déplacement correspondant à 1 000 \$ à tout officier marié déplacé, ou 500 \$ s'il est célibataire et tient logement, en compensation des dépenses concomitantes de déménagement (tapis, draperies, débranchement et raccordement d'appareils électriques, nettoyage, frais de gardienne, etc.).

22. Les dépenses prévues aux articles 6 et 11 seulement peuvent être allouées dans les cas suivants et à la condition que le déménagement implique un changement de ville :

a) un officier marié tenant logement, mis à sa retraite, lorsqu'il compte au moins 10 ans de service à la Sûreté ;

b) à la veuve d'un officier mort par le fait de son travail lorsqu'elle tient logement. De l'endroit où l'officier était stationné au moment de sa mise à la retraite ou de son décès, à l'endroit où l'officier retraité ou la veuve désire élire domicile. Si le pensionné ou la veuve va demeurer en dehors du Québec, le coût du transport des personnes ou du mobilier jusqu'aux frontières du Québec seulement, et par la route la plus directe, peut être alloué ; pour les deux cas mentionnés aux paragraphes a et b, une allocation de déplacement de 500 \$ est allouée en compensation des dépenses concomitantes de déménagement (débranchement, raccordement, tapis, draperies, etc.) ;

c) le pensionné ou la veuve a un délai de 3 mois pour exercer son droit prévu au présent article.

23. La direction du personnel et des communications a la responsabilité, avant d'effectuer les remboursements prévus à la présente annexe, de vérifier la conformité aux différentes dispositions prévues.

24. La direction du personnel et des communications est responsable de l'interprétation, à tous les services, de la présente annexe.

ANNEXE C

(a. 9)

LISTE DES JOURS FÉRIÉS

	1980
Jour de l'An	Mardi 1 ^{er} janvier
Lendemain du Jour de l'An	Mercredi 2 janvier
Vendredi Saint	Vendredi 4 avril
Lundi de Pâques	Lundi 7 avril
Fête de Dollard	Lundi 19 mai
Fête de la Saint-Jean	Mardi 24 juin
Fête du Canada	Mardi 1 ^{er} juillet
Fête du Travail	Lundi 1 ^{er} septembre
Fête de l'Action de Grâce	Lundi 13 octobre
Veille de Noël	Mercredi 24 décembre
Fête de Noël	Jeudi 25 décembre
Lendemain de Noël	Vendredi 26 décembre
Veille du Jour de l'An	Mercredi 31 décembre

A.C. 3770-78 du 06.12.78

C.T. 130660, (1981) 113 G.O.II, 79



c. P-13, r.16

**Règlement sur l'ordre suivant lequel les
directeurs généraux adjoints remplacent
le directeur général de la Sûreté du
Québec**

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13, a. 43)

1. L'ordre suivant lequel les directeurs généraux adjoints remplacent le directeur général de la Sûreté du Québec au cas de décès, d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général s'établit comme suit :

- 1° directeur général adjoint,
Direction des opérations ;
- 2° directeur général adjoint,
Direction des renseignements ;
- 3° directeur général adjoint,
Direction de la planification ;
- 4° directeur général adjoint,
Direction de l'administration ;
- 5° directeur général adjoint,
Direction des services techniques.



c. P-13, r.17

Règlement sur les rapports des membres de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux avec les ressortissants étrangers en détention

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Sûreté » : le corps de police constitué en vertu de l'article 38 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) sous le nom de Sûreté du Québec ;

b) « corps de police municipal » : tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le conseil d'une communauté urbaine ou régionale ;

c) « service du protocole » : l'intermédiaire entre les représentations de pays étrangers établies au Québec ou y ayant compétence et les divers services relevant directement ou indirectement du Gouvernement du Québec.

2. Lorsqu'une personne de nationalité étrangère qui est arrêtée, détenue ou emprisonnée, demande que le poste consulaire de son pays en soit informé, le corps de police qui détient cette personne doit prévenir immédiatement le service du protocole. S'il y a urgence, ce corps de police se met directement en rapport avec le consulat intéressé et en informe sans retard le service du protocole.

3. Toute communication adressée au poste consulaire par tel ressortissant étranger doit être transmise sans retard par le corps de police intéressé.

4. Tel ressortissant étranger doit être informé sans retard de ses privilèges en égard au présent règlement.

5. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de se rendre auprès d'un ressortissant du pays qu'ils représentent et qui est arrêté, détenu ou incarcéré, de s'entretenir et de correspondre avec lui et de pourvoir à sa représentation en justice.



c. P-13, r.18

Règlement sur les uniformes des corps de police municipaux

Loi de police

(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « corps de police municipal » : tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le conseil d'une communauté urbaine ou régionale ;

b) « officier » : tous les membres d'un corps de police ayant le grade de lieutenant ou un grade supérieur à celui de lieutenant ;

c) « sous-officier » : tous les membres d'un corps de police qui ont un grade autre que celui attribué aux officiers ;

d) « constable » : tout membre d'un corps de police n'ayant aucun grade particulier mais ne comprenant pas l'aspirant-policier et le cadet ;

e) « aspirant-policier » : tout membre d'un corps de police municipal qui n'a pas encore complété sa période d'entraînement et de probation ;

f) « cadet » : toute personne qui n'a pas encore complété sa période d'entraînement et de probation dans un corps de police et qui n'a pas atteint l'âge prescrit par les règlements de la Commission de police du Québec pour devenir constable dans un corps de police municipal ;

g) « uniforme » : la tenue vestimentaire des membres d'un corps de police ;

h) « insigne de corps » : les insignes servant à identifier un corps de police ;

i) « BNQ » : le Bureau de normalisation du Québec du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

2. Les officiers, sous-officiers et policiers de sexe masculin doivent, selon le cas, revêtir, dans l'exercice de leurs fonctions, l'uniforme réglementaire ci-après décrit à moins qu'il ne s'agisse de l'accomplissement d'un travail dans une section spécialisée mentionnée à l'article 5.

De plus, le directeur d'un corps de police, selon qu'il le juge à propos, peut décréter que l'exercice de certaines fonctions ou l'accomplissement de certaines tâches par les

membres d'un corps de police se fait sans le port de l'uniforme.

3. L'uniforme réglementaire pour les membres des corps de police est le suivant :

A) La tunique :

a) **Pour les officiers** : La tunique est munie de 2 poches de poitrine extérieures et de 2 poches soufflet de chaque côté en bas de la ceinture, le tout tel que plus amplement décrit dans la spécification no 7411-145 du BNQ, et doit être fabriquée conformément à cette spécification no 7411-145 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3 et 4 de cette spécification.

b) **Pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets** : La tunique est munie de 2 poches de poitrine extérieures et de 2 poches latérales en bas de la ceinture et munie de plis soufflet de chaque côté du dos, le tout tel que plus amplement décrit dans la spécification no 7411-146 du BNQ, et doit être fabriquée conformément à la spécification no 7411-146 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3 et 4 de cette spécification.

B) Le pantalon :

a) **Pour les officiers** : Le pantalon doit être fabriqué conformément à la spécification no 7411-125 du BNQ et tel qu'il appert au dessin no 1 de cette spécification.

b) **Pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets** : Le pantalon muni d'un liséré bleu à la couture extérieure de chaque côté du pantalon doit être fabriqué conformément à la spécification no 7411-126 du BNQ et tel qu'il appert au dessin no 1 accompagnant cette spécification. La couleur du liséré sera conforme à l'échantillon émis par le BNQ.

C) Tissu :

a) **Pour la saison chaude** : La tunique facultative et le pantalon obligatoire pour tous les membres d'un corps de police sont fabriqués d'un tissu tropical de fibres de laine et de polyester, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification no 7045-571 du BNQ.

b) **Pour la saison froide** : La tunique et le pantalon pour tous les membres d'un corps de police sont confectionnés d'un tissu croisé en serge de fibres polyester et de laine, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification no 7045-550 du BNQ.

c) **Couleur des tissus** : Les tissus doivent être de couleur bleu marine conforme à l'échantillon émis par le BNQ.

d) **Uniforme pour la saison chaude** : Le pantalon fabriqué du tissu tropical ci-dessus décrit fait partie de l'uniforme réglementaire pour la saison chaude et est obligatoire pour tous les membres d'un corps de police, mais la tunique fabriquée de tissu tropical ci-dessus décrit pour la saison chaude est facultative dans chaque corps de police.

D) **Boucle pour ceinture de tunique fabriquée de tissu pour tous les membres d'un corps de police** : La boucle doit être de forme rectangulaire et être munie de 2 ardoillons et avoir un fini brillant de couleur jaune semblable à celui des boutons de la tunique, le tout tel que plus amplement décrit dans la spécification no 7940-810 du BNQ.

E) **Ceinture de cuir** : Deux ceintures de cuir noir font partie de l'uniforme réglementaire pour tous les membres d'un corps de police.

L'une d'une largeur de 1¾ pouce est utilisée pour porter le pantalon alors qu'un membre d'un corps de police porte la tunique.

L'autre d'une largeur de 2¼ pouces est utilisée pour porter le pantalon et y suspendre les accessoires lorsqu'un membre d'un corps de police ne porte pas la tunique.

Lorsqu'un membre d'un corps de police porte la tunique, cette ceinture plus large est portée à l'extérieur de la tunique pour y suspendre les accessoires.

Les boucles de ces ceintures sont fabriquées conformément à la spécification no 7940-815 du BNQ.

Ces ceintures sont fabriquées suivant la spécification no 7453-105 du BNQ.

F) **Képi d'été : pour tous les membres d'un corps de police** : Le képi d'été muni d'une visière est fabriqué d'un tissu de base bleu et la couronne est bordée d'une nervure bleue, le tout conformément à la spécification no 7456-101 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3, 4 et 5 de cette spécification.

G) **Képi d'hiver : pour tous les membres d'un corps de police** : Le képi d'hiver muni d'une visière est fabriqué d'un tissu de base bleu et la couronne est bordée d'une nervure bleue, le tout conformément à la spécification no 7456-102 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3, 4 et 5 de cette spécification.

H) **Chemise** : Pour tous les membres du corps de police, la chemise est fabriquée d'un tissu de couleur bleu conforme à la spécification no 7031-272 du BNQ. Cette chemise munie de 2 poches de poitrine doit être fabriquée conformément à la spécification no 7455-116 du BNQ et

tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3, 4 et 5 de cette spécification.

I) **Cravate** : La cravate à noeud tout fait est nouée de façon permanente et doit être fabriquée conformément à la spécification no 7454-104 du BNQ et tel qu'il appert au dessin no 1 accompagnant cette spécification. Cette cravate est de couleur bleue et fabriquée du tissu décrit à cette spécification. Des échantillons du tissu sont conservés au BNQ.

J) **Paletot** :

1) Paletot trois saisons :

a) **Pour les officiers** : Le paletot est fait d'un tissu de base de couleur bleue, de coupe semi-ajustée, fabriqué conformément à la spécification no 7412-215 du BNQ.

b) **Pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets** : Le paletot fait d'un tissu de base bleu marine imperméable est muni d'une doublure en piqué amovible et doit être fabriqué conformément à la spécification no 7412-145 du BNQ.

2) Paletot saison chaude :

a) **Pour les officiers** : Le paletot fait d'un tissu de base en gabardine bleu marine, de coupe ample, doit être fabriqué conformément à la spécification no 7412-145 du BNQ.

b) **Pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets** : Le paletot imperméable est réversible et offre d'un côté une surface imperméable de couleur noire et de l'autre une surface imperméable de couleur orange fluorescent, et doit être fabriqué conformément à la spécification no 7413-171 du BNQ.

3) Pour le plus grand confort des officiers engagés dans l'opération, ces derniers peuvent, suivant ce qui est décidé par le directeur de chaque corps de police, revêtir, selon la saison, les paletots ci-dessus décrits pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets.

K) **Boutons** : Les boutons de diverses grandeurs utilisés sur la tunique, les paletots trois saisons et le képi doivent être fabriqués conformément à la spécification no 7940-235 du BNQ et tel qu'il appert au dessin no 1 accompagnant cette spécification.

Chaque bouton porte en relief la fleur de lys (pointillés et avec nervure) et ainsi que le mot « Québec » au centre, et le mot « Police » est inscrit au bas du bouton et centré, le tout tel qu'il appert au dessin no 1 de spécification no 7940-235 du BNQ.

L) **Souliers** : Le soulier est fabriqué de cuir de veau de première qualité présentant un fini lisse et brillant de couleur noire, le tout conformément à la spécification no

7511-126 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2 et 3 de cette spécification.

M) **Bottine** : La bottine est fabriquée de cuir de veau de première qualité présentant un fini lisse et brillant de couleur noire, le tout conformément à la spécification no 7511-220 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2 et 3 de cette spécification.

N) **Chaussette** :

a) **Pour la saison chaude** : Ce vêtement est fabriqué d'un tissu irrétrécissable de couleur noire, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification no 7451-311 du BNQ.

b) **Pour les saisons froides** : Ce vêtement est fabriqué d'un tissu irrétrécissable de couleur noire, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification no 7451-315 du BNQ.

O) **Foulards pour saisons froides** : Le foulard est fabriqué de laine de teinte bleu marine conformément à la spécification no 7454-221 du BNQ et au dessin no 1 de cette spécification.

P) **Accessoires** : Les accessoires ci-dessous décrits font partie de l'uniforme réglementaire des officiers, sous-officiers et policiers et doivent, selon le cas, rencontrer les exigences minimales suivantes, mais le mode de fabrication est laissé à la discrétion de chaque corps de police.

1) **Gants** :

a) **Gants demi-saison** : Ce gant est fabriqué de cuir noir de qualité et muni de boutons pressoirs.

b) **Gants d'hiver** : Ce gant est fabriqué de cuir noir de qualité et muni de boutons pressoirs et fourré.

2) **Mitaines** : Les mitaines sont fabriquées de cuir noir et doublées de fourrure de mouton ou d'un autre produit analogue.

3) **Caoutchoucs** : Les caoutchoucs demi-saison sont fabriqués de caoutchouc et nylon de teinte noire et munis d'une languette à l'arrière.

4) **Couvre-chaussures** : Les couvre-chaussures sont fabriqués de caoutchouc ou d'un autre produit analogue de teinte noire et munis d'une fermeture éclair.

5) **Botte fourrée** : La botte fourrée doit être de teinte noire munie d'une fermeture éclair et d'une languette à l'arrière.

6) **Gilet** : Le gilet est fabriqué de laine de teinte bleu marine.

7) **Couvre-képi** : Le couvre-képi doit être réversible et offrir d'un côté une surface imperméable de couleur noire et de l'autre une surface imperméable de couleur orange

fluorescent. Il doit être fabriqué de façon à recouvrir complètement la couronne sans cependant empiéter sur la bande ; il doit adhérer à la couronne et ne pas être trop ample.

8) **Gant de nylon** : Ce gant est fabriqué de nylon de teinte blanche. Le port du gant blanc de nylon est facultatif et sera déterminé par le directeur de chaque corps de police.

Q) **Insignes de corps** : Les insignes pour identifier un corps de police sont les suivants :

1) **Insigne cousu aux manches** :

a) **Pour tous les membres du corps de police** : L'insigne se compose à la partie supérieure d'un demi-cercle de 2 ¼ pouces de rayon et à la partie inférieure, d'une pointe dont la hauteur est de 1 pouce.

L'insigne doit porter en relief l'identification officielle du Québec (l'emblème à fleur de lys avec le mot « Québec » au centre), le mot « Police » au bas, ainsi que le nom de la ville ou de la municipalité ou du corps de police en arc de cercle au haut.

Un insigne doit être cousu sur chaque manche de la tunique, du paletot et de la chemise, à la hauteur de l'épaule.

Cet insigne est fabriqué suivant la spécification no 7940-223 du BNQ et tel qu'il appert au dessin no 1 accompagnant cette spécification.

b) **Pour les cadets et aspirants-policiers** : Les cadets et les aspirants-policiers portent un insigne sur lequel apparaît, selon le cas, le mot « Cadet » ou le mot « Aspirant ».

Cet insigne est fabriqué du même tissu et est de la même couleur que l'insigne de corps décrit au paragraphe précédent et est d'une longueur de 3 pouces et d'une largeur de 1 pouce.

Les lettres brodées sont de 1/16 de pouce de largeur et de 3/8 de pouce de hauteur et un listel de 1/16 de pouce de largeur est brodé autour de l'insigne, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification no 7940-223 du BNQ et aux dessins numéros 2 et 3 accompagnant cette spécification.

Cet insigne doit être cousu sur chaque manche de la tunique, du paletot et de la chemise à 1 pouce au-dessous de l'insigne de corps décrit au paragraphe précédent.

2) **Insigne de képi** : Le képi est muni d'un insigne d'identification du corps de police ou de la municipalité concernée, et les insignes de képi actuellement en usage peuvent continuer à être utilisés. Cependant, les dimensions recommandées pour l'insigne de képi sont de 2¾ pouces par 2¼ pouces, et toute municipalité ou corps de police désirant adopter un nouvel insigne de képi doit sou-

mettre son projet à l'approbation de la Commission de police du Québec.

4. Toute autre pièce d'uniforme non décrite au présent règlement, pouvant être jugée utile ou nécessaire par le directeur d'un corps de police et qui n'est pas incompatible avec le présent règlement, peut être portée par les membres d'un corps de police, à la condition que le port d'une telle pièce soit autorisé dans chaque cas par la Commission.

5. L'uniforme pour les membres des sections ou escouades spécialisées telles, escouade de ski, escouade canine, escouade à cheval, motocycliste, motoneige, circulation ou autres, est laissé à la discrétion de chaque corps de police.

6. L'uniforme décrit au présent règlement est réservé à l'usage exclusif des membres d'un corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le conseil d'une communauté urbaine ou régionale.

Nonobstant le premier alinéa, la Commission peut, sur demande du conseil de l'Institut de police du Québec, permettre que l'uniforme décrit au présent règlement soit, en tout ou en partie, porté par les membres du corps professoral de l'Institut, le tout sujet aux conditions qui peuvent être déterminées par la Commission.

A.C. 4168-70, (1970) 102 G.O., 6856

A.C. 460-71, (1971) 103 G.O., 1844